SESSION DE 1953 — COMPTE RENDU IN EXTENSO — 80e SEANCE

2e séance du Jeudi 31 Décembre 1953.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal (p. 2453).
MM. Saller, le président.

2. — Dépenses du Conseil de la République pour 1954. — Discussion immédiate et adoption d'une résolution (p. 2453).

3. — Règlement de l'ordre des débats (p. 2453).
MM. Pierre Boudet, Bernard Chochoy, Durand-Réville, Auberger, Charles Okala.

4. — Budget du ministère de la France d'outre-mer pour 1954. — Suite de la discussion et adoption d'un avis sur un projet de loi (p. 2454).
Suite de la discussion générale: MM. Ramampy, Durand-Réville, Dia Mamadou, Le Gros, Franceschi, Saller, rapporteur de la commission des finances; Julien Gautier, N'Joya Arouna, Josse, Louis Jacquinot, ministre de la France d'outre-mer.
Passage à la discussion des articles.
Art. 6:
MM. le ministre, le rapporteur, Durand-Réville, vice-président de la commission de la France d'outre-mer; Romani.
Suppression de l'article.
Art. 1er:
Amendement de Mme Marcelle Devaud. — Mme Marcelle Devaud, MM. le rapporteur, Durand-Réville, Marius Moutet, Razac. — Rejet.
Amendement de M. Durand-Réville. — MM. Durand-Réville, le ministre. — Retrait.
Amendements de M. Jules Castellani. — MM. Jules Castellani, le ministre. — Retrait.
Amendement de Mme Marcelle Devaud. — Mme Marcelle Devaud, MM. le ministre, le rapporteur. — Adoption.
MM. Gondjout, le ministre, Charles Okala.
Amendement de M. Franceschi. — MM. Franceschi, François Schleiter, secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer. — Retrait.
Mme Marcelle Devaud, MM. Charles Okala, le rapporteur, Gondjout, le secrétaire d'Etat.
Amendement de M. Durand-Réville. — MM. Durand-Réville, le ministre. — Retrait.
MM. le rapporteur, le ministre, Gondjout.
Amendement de M. Razac. — MM. Razac, le ministre. — Adoption.
Amendement de M. Razac. — Retrait.
MM. Claireaux, le ministre.
Amendement de M. Gondjout. — MM. Gondjout, le ministre, le rapporteur. — Adoption.
Amendement de M. Razac. — Retrait.
Adoption de l'article modifié.
Art. 2:
Amendement de M. Durand-Réville. — MM. Durand-Réville, le ministre. — Retrait.
MM. le rapporteur, le ministre, Zafimahova.
Adoption de l'article.
Art. 3 à 5: adoption.
Art. 7:
MM. le ministre, le rapporteur.
Adoption de l'article modifié.
Sur l'ensemble: MM. Chaintron, Marius Moutet.
Adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

5. — Ouverture de crédits au titre des dépenses militaires. — Adoption d'un avis sur un projet de loi (p. 2482).
Discussion générale: MM. Pierre Boudet, rapporteur de la commission des finances; Alric, au nom de la commission de la défense nationale; Berlioz, René Pleven, ministre de la défense nationale et des forces armées.
Passage à la discussion des articles.
Art. 1er à 4: adoption.
Art. 4 *ter:*
Amendement de M. Courrière. — MM. Courrière, le rapporteur, le ministre, Abel-Durand, Dupic. — Rejet, au scrutin public.
Rejet de l'article.
Adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

6. — Transmission d'un projet de loi (p. 2487).

7. — Transmission d'une proposition de loi (p. 2487).

8. — Dépôt d'une proposition de loi (p. 2487).

9. — Dépôt de rapports (p. 2487).

10. — Crédits prévisionnels au titre du ministère de l'éducation nationale. — Adoption d'un avis sur un projet de loi (p. 2487).
Discussion générale: M. Courrière, rapporteur de la commission des finances.
Passage à la discussion des articles.
Art. 1er à 3: adoption.
Sur l'ensemble: MM. Léo Hamon, Edgar Faure, ministre des finances et des affaires économiques.
Adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

11. — Ouverture de crédits au budget des prestations familiales agricoles. — Adoption d'un avis sur un projet de loi (p. 2489).
Discussion générale: M. Martial Brousse, rapporteur de la commission des finances.
Passage à la discussion de l'article unique.
Adoption de l'article et de l'avis sur le projet de loi.

12. — Suspension de la séance (p. 2489).
MM. le président, Alex Roubert, président de la commission des finances.

PRESIDENCE DE M. GASTON MONNERVILLE

La séance est ouverte à quinze heures.

— 1 —

PROCES-VERBAL

M. le président. Le compte rendu analytique sommaire de la précédente séance a été affiché.

Il n'y a pas d'observation ?...

M. Saller. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Saller.

M. Saller. Monsieur le président, mes chers collègues, je voudrais vous renseigner sur un incident qui m'a beaucoup ému ce matin. A la suite de notre séance, des reproches très vifs ont été faits au rapporteur de la commission des finances par notre collègue Mme Devaud.

Je voudrais dire ici la déférente affection que nous avons tous pour Mme Devaud et comment, en particulier, nous, élus d'outre-mer, nous tenons à la remercier de l'aide qu'elle nous a apportée dans tous les débats qui ont concerné les territoires d'outre-mer. (*Applaudissements.*)

Je tiens à dire que si, ce matin, j'ai déclaré au nom de la commission des finances qu'il n'y avait pas eu accord au sujet de la discussion immédiate de la proposition de loi sur les allocations familiales, c'est parce que je croyais de bonne foi qu'il n'y en avait pas eu. Mme Devaud était venue me trouver. Je lui avais demandé de s'adresser au rapporteur de la commission de la France d'outre-mer. Elle m'a déclaré après la séance qu'elle avait obtenu l'accord de M. le rapporteur, mais je l'ignorais lorsque j'ai fait ma déclaration.

Je voudrais répéter ici que, si nous avions su les motifs pour lesquels Mme Devaud demandait une discussion immédiate, nous aurions, entre élus d'outre-mer, entre rapporteurs et présidents des commissions intéressées, délibéré sur la demande qu'elle nous avait faite. Je m'excuse encore auprès d'elle du malentendu qui a paru nous opposer. Je voudrais lui répéter notre respect et notre dévouement. (*Nouveaux applaudissements.*)

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation ?...

Le procès-verbal est adopté, sous les réserves d'usage.

Je profite de l'occasion pour dire que lorsqu'on demande une interversion de l'ordre du jour ou une inscription de débat au cours d'un débat, budgétaire ou autre, il y aurait intérêt à ce que le ministre compétent et la commission se mettent d'accord et en informent la présidence; sinon nous ne savons plus où nous en sommes. De pareils incidents pourraient ainsi être évités.

Je serais très heureux que, pour l'avenir, vous vouliez bien tenir compte de cette modeste et courtoise observation.

— 2 —

DEPENSES DU CONSEIL DE LA REPUBLIQUE POUR 1954

Discussion immédiate et adoption d'une résolution.

M. le président. Je rappelle au Conseil de la République que la commission de comptabilité a demandé la discussion immédiate du rapport sur le projet de résolution portant fixation des dépenses du Conseil de la République pour l'exercice 1954 (n° 645, année 1953).

Le délai prévu par l'article 58 du règlement est expiré.

En conséquence, je vais appeler le Conseil de la République à statuer sur la procédure de discussion immédiate.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

M. Durand-Réville, *vice-président de la commission de la France d'outre-mer.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Durand-Réville.

M. le vice-président de la commission de la France d'outre-mer. Il est bien entendu, monsieur le président, que ce projet sera adopté sans débat. Nous avons donné notre accord pour cette discussion à cette condition.

M. le président. Cela ne dépend pas de moi, mais ces discussions ne sont jamais longues, rassurez-vous.

Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion immédiate est ordonnée.

Le rapport de M. Estève a été imprimé et distribué.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion des articles du projet de résolution.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion des articles.*)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1er.

« Art. 1er. — La dotation du Conseil de la République pour l'exercice 1954 est fixée à la somme de deux milliards deux cent cinquante millions de francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1er.

(*L'article 1er est adopté.*)

M. le président. « Art. 2. — Cette dotation est répartie conformément à l'état ci-annexé. » — (*Adopté.*)

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de résolution.

(*Le Conseil de la République a adopté.*)

— 3 —

REGLEMENT DE L'ORDRE DES DEBATS

M. Pierre Boudet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Pierre Boudet.

M. Pierre Boudet. Mesdames, messieurs, je voudrais faire appel à la courtoisie de nos collègues de la commission de la France d'outre-mer et leur demander s'il serait possible de discuter les douzièmes provisoires militaires immédiatement. Cette discussion ne doit pas être longue. J'ajoute que, ce matin, il m'avait semblé — sans doute par erreur — qu'il était convenu que cette discussion viendrait en tête de l'ordre du jour de la séance de cet après-midi. Il me semble que là-dessus il ne doit pas y avoir de désaccord et je demanderai au rapporteur du budget de la France d'outre-mer de bien vouloir accepter que la discussion des douzièmes provisoires militaires ait lieu immédiatement.

M. Bernard Chochoy. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Bernard Chochoy.

M. Bernard Chochoy. Au sujet de la discussion des douzièmes provisoires militaires, je veux indiquer à cette assemblée que la commission de la défense nationale s'est réunie ce matin à onze heures pour entendre M. le président Pleven. Au terme de notre discussion et, après examen — sommaire, il faut bien le dire — de ces douzièmes, M. Alric a été désigné par la commission de la défense nationale pour apporter un certain nombre d'observations.

Quand nous nous sommes séparés — j'en appelle au souvenir de mon collègue et ami M. Borgeaud — il était bien entendu que cette discussion aurait lieu ce soir à dix-huit heures. M. Alric n'est pas là et c'est la meilleure preuve qu'il était convaincu que le débat aurait lieu à ce moment-là.

M. le président. Vous demandez donc que cette discussion ait lieu ce soir à dix-huit heures.

M. Bernard Chochoy. Je n'entends absolument pas gêner la discussion immédiate des douzièmes militaires mais simplement souligner — et cela va dans le sens de votre remarque, monsieur le président — que le manque de liaison entre la présidence et les commissions fait que le rapporteur de la commission de la défense nationale, qui a été chargé par notre commission d'apporter des observations, n'est pas là. Je pense qu'il serait assez désobligeant pour lui, quand il arriverait à seize heures, de s'entendre dire que cette affaire a déjà été examinée.

M. Pierre Boudet. J'accepterais volontiers dix-huit heures, s'il était entendu que, dans le cas où la discussion du budget de la France d'outre-mer ne serait pas terminée, elle serait interrompue.

M. le président. La discussion des douzièmes provisoires doit être terminée avant ce soir. Il faudra s'arranger pour les examiner.

M. Durand-Réville. Je ne suis pas d'accord pour accepter dix-huit heures. Je suis tout à fait d'accord pour que le douzième provisoire soit examiné tout de suite après la fin du débat sur le budget de la France d'outre-mer. J'ose espérer que celui-ci sera terminé à dix-huit heures.

M. le président. A condition que chacun respecte les conventions relatives aux temps de parole, votées par le Conseil de la République.

M. Durand-Réville. Je pense qu'en tout état de cause ce douzième provisoire pourra être voté avant la fin de la séance, mais je ne vois pas de raison pour que l'on interrompe la discussion en cours du budget de la France d'outre-mer.

M. Auberger. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Auberger.

M. Auberger. J'ai deux douzièmes provisoires qui se rapportent au budget de l'éducation nationale à soumettre à l'Assemblée; il faut absolument que cette question vienne à la séance de cet après-midi.

M. le président. Accélérons la discussion du budget de la France d'outre-mer, afin que les trois douzièmes provisoires puissent être votés ce soir, et quand je dis ce soir, ce n'est pas à minuit mais à vingt heures au plus tard.

M. Charles Okala. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Okala.

M. Charles Okala. Monsieur le président, je m'étonne de cette discussion. Le Conseil de la République a émis un vote sur l'horaire des discussions; d'autres budgets sont passés, et personne n'a rien dit. S'agissant du budget de la France d'outre-mer, tout le monde est d'accord maintenant pour s'apercevoir qu'il y a des douzièmes provisoires à voter. Il fallait le dire plus tôt et respecter l'horaire.

M. le président. Monsieur Okala, vous allez avoir satisfaction tout de suite. Nous allons reprendre la discussion du budget de la France d'outre-mer. (*Assentiment.*)

— 4 —

BUDGET DU MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER POUR 1954

Suite de la discussion et adoption d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. Le Conseil reprend la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses civiles du ministère de la France d'outre-mer pour l'exercice 1954. (N°s 553 et 632, année 1953).

Je rappelle que la conférence des présidents a décidé de limiter comme suit le temps de parole accordé aux orateurs: quinze minutes pour les rapporteurs, dix minutes pour les orateurs, cinq minutes pour les auteurs d'amendements ou pour les intervenants dans la discussion des amendements, articles et chapitres.

Dans la suite de la discussion générale, la parole est à M. Ramampy au nom de M. Laingo.

M. Ramampy, *au nom de M. Laingo.* Monsieur le ministre, mes chers collègues, M. Laingo étant parti en mission, il m'a remis son observation pour que je la lise.

La discussion du budget de la France d'outre-mer me fournit l'occasion de prendre à cette tribune la défense d'un cadre de fonctionnaires qui semblent frappés d'un ostracisme particulièrement injuste.

Il s'agit du cadre de l'administration générale d'outre-mer dont la valeur et l'utilité ne sont plus à démontrer et auquel je suis très honoré de prêter ma voix.

Ces agents, depuis de nombreuses années, demandent la revalorisation de leur cadre, revalorisation de recrutement et revalorisation de salaires.

En dépit des promesses ministérielles, ces revendications se sont jusqu'ici heurtées à l'inertie des bureaux, sinon à leur hostilité.

Que demandent les fonctionnaires en cause ?

1° Que leur recrutement soit réservé aux candidats titulaires d'une licence ou d'un diplôme d'enseignement supérieur équivalent.

Quoi d'extraordinaire à cette revendication ? Au moment où l'on exige des fonctionnaires en général des connaissances toujours plus étendues, on ne saurait, sans mauvaise foi, ne pas faire droit à cette demande. Des universités de Dakar et de Tananarive, nouvellement créées sortira, chaque année, un contingent important de licenciés autochtones qui ne trouvera qu'un nombre de places très limité dans le secteur des professions libérales. Par ailleurs, plus de 2.000 autochtones poursuivent, dans la métropole, des études supérieures. Le cadre de l'administration générale revalorisé ouvrirait à cette jeunesse un débouché convenable. Il importe de considérer que c'est avec cette élite que doit se constituer l'armature de l'Union française et il faut savoir, dès maintenant, prévoir les moyens de la réaliser.

2° Deuxième revendication: classement à la catégorie A de la hiérarchie des fonctionnaires d'outre-mer. Le cadre de l'administration générale d'outre-mer était un « cadre général » et il avait, sans inconvénient, coexisté avec d'autres cadres généraux lorsque, sous l'empire du décret n° 51-509 du 5 mai 1951, pris en application de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950, il fut classé « cadre local supérieur », avec un sursis de dix années.

Ce déclassement, aux répercussions importantes, a été basé sur le recrutement actuel qui ne permet pas, en raison des normes exigées par les textes susvisés, de maintenir le cadre dans la catégorie A. (Je souligne, en passant, que ces normes sont plus élevées que celles des cadres métropolitains correspondants.) Et c'est pour répondre à ces exigences que le relèvement du niveau de recrutement s'avère nécessaire.

3° Troisième revendication: relèvement des traitements.

A la revalorisation de la qualité du cadre doit correspondre un relèvement des traitements. Ainsi que je l'ai dit précédemment, il est nécessaire de ménager aux élites autochtones une situation digne de l'effort qu'elles auront fourni pour conquérir les titres supérieurs.

Au cours de la discussion correspondante, à l'Assemblée nationale, M. le ministre a déclaré avoir soumis au comité paritaire qui l'aurait approuvé un projet de statut réalisant une partie des desiderata des fonctionnaires du cadre de l'administration générale d'outre-mer. Je demande à connaître les raisons pour lesquelles une partie seulement des vœux de ces agents a reçu satisfaction. D'autre part, je tiens à souligner que les représentants du cadre ont formulé toutes réserves au moment de la discussion en comité paritaire sur ce projet bâtard qui représente, en réalité, un nouveau moyen dilatoire.

Nous aimerions qu'après près de trois années d'atermoiement, M. le ministre impose enfin à ses bureaux sa volonté et celle du Parlement. Dans cette affaire, il faut voir loin et ne considérer que l'intérêt supérieur de l'Union française. C'est pourquoi je demande instamment à M. le ministre de doter d'urgence le cadre d'administration générale d'un statut conforme aux vœux de fonctionnaires dont nous pouvons journellement apprécier les qualités de sérieux et de dévouement à la France.

Je me permettrai, d'autre part, d'attirer l'attention de M. le ministre de la France d'outre-mer sur deux problèmes intéressant Madagascar.

En premier lieu, il me semble tout à fait anormal de penser qu'un Français métropolitain travaillant à Madagascar puisse avoir deux sortes d'enfants ne bénéficiant pas des mêmes avantages pour l'avenir.

En effet, si l'un de ceux-ci est né dans la Grande Ile, on le considère comme un originaire de ce territoire, alors que s'il est né en France il se trouve métropolitain.

L'originaire est défavorisé par rapport au métropolitain, aussi pourquoi ne pas donner à tous les Français l'avantage de passer leur congé en France ? Car on créé avec cette différenciation injuste « des Français diminués » et défavorisés, seulement parce qu'ils ont eu le courage ou la volonté de quitter leurs villages métropolitains pour aller vivre et fonder un foyer outre-mer.

Pour moi, le lien indispensable entre la métropole et l'outre-mer doit être le congé.

D'autre part, les Malgaches arrivés à un certain niveau doivent absolument connaître leur mère patrie, la France. Pourquoi le congé n'est-il alors que de trois mois au lieu de six ?

En ce qui concerne les prestations familiales, les mêmes différences d'origine existent, selon que l'on est considéré comme originaire, métropolitain ou Malgache.

En ce qui concerne l'enseignement, il existe à Madagascar, actuellement, des collèges d'administration précédemment appelés « centres pédagogiques » où les enfants sont préparés au brevet élémentaire. Ces mêmes enfants deviendront plus tard des instituteurs, d'autres iront à l'école de médecine de Tananarive ou à la section normale annexe du lycée Gallieni de Tananarive.

A Tamatave, il y a deux sortes d'écoles préparant au brevet élémentaire:

1° Le cours complémentaire européen;

2° Le collège d'administration pour autochtones.

Il me semble inutile d'avoir deux collèges, puisque les enfants se présentent au même examen. La fusion de ces deux écoles en une seule permettrait d'avoir les bâtiments nécessaires à la création d'un collège secondaire, moins coûteux du fait des bâtiments et des maîtres en surplus.

De plus, il est prévu au budget 1954 un professeur licencié — raison de plus !

Indépendamment des cours moyens du type métropolitain, des cours moyens du type malgache ont été créés dans beaucoup de chefs-lieux de districts; mais où vont ces enfants de deux types d'école à la fin de leurs études, puisqu'il n'y a pas de places pour eux aux deux lycées et à l'unique collège moderne de Tananarive ?

Notre désir est de voir marcher la main dans la main et métropolitains et originaires et autochtones. Ce but sera certainement atteint en multipliant le nombre des écoles secondaires où l'on ne parle que d'un seul type d'enseignement. Nous aurions ainsi des citoyens qui, se connaissant depuis les bancs de l'école, resteront unis toute leur vie comme des soldats au front. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Durand-Réville.

M. Durand-Réville. Mesdames, messieurs, cette fois-ci, c'est en mon nom personnel et non pas au nom de la commission que je prends la parole dans cette discussion générale.

Chacun de vous, et les ministres mieux que personne, connaît la crise économique et financière très grave que traversent nos territoires d'outre-mer, plus spécialement ceux d'Afrique noire. Je ne vous apprendrai rien en vous rappelant que, malgré les investissements réalisés dans le cadre du premier plan d'équipement, leur production demeure stationnaire par rapport à celle d'avant-guerre et que les budgets locaux, privés des ressources nécessaires que seul l'équipement de la production pourrait apporter, ne seront bientôt plus en mesure de faire face aux charges qui résultent pour eux de l'application de certaines législations, comme le code du travail, pour ne citer que la dernière en date, imprudemment adoptées par le Parlement et qui aboutissent aux résultats que j'avais laissé prévoir. Il a fallu déjà accorder à l'Afrique équatoriale française une subvention de 800 millions pour lui permettre d'équilibrer son budget. Demain, une aide similaire devra être accordée, n'en doutez pas, à nos autres territoires africains.

Vous savez tous que notre production d'outre-mer se trouve dans l'impossibilité de se développer en raison de ses prix de revient excessifs qui lui ferment progressivement tous les marchés extérieurs. Le niveau élevé des salaires qui exerce une influence déterminante sur l'exagération de ces prix de revient constituait déjà pour elle un handicap sérieux dans la compétition de plus en plus vive qui oppose les activités de nos territoires d'outre-mer à des activités concurrentes, soit des territoires d'outre-mer étrangers, soit de la métropole française.

Le relèvement des salaires et l'alourdissement des charges sociales qui vont découler de l'application du code du travail deviennent tout simplement insupportables à l'économie de l'Afrique noire française, dont il n'est pas exagéré d'affirmer qu'elle sera à brève échéance acculée à une faillite totale.

On peut constater d'ailleurs que, dans les modalités d'application, on a tendance à surenchérir sur le texte et même sur l'esprit de cette loi et à accorder, notamment en ce qui concerne les augmentations de salaires, des avantages qu'elle n'avait pas prévus.

On ne peut qu'être surpris dans ces conditions que soient restées sans réponse à l'Assemblée nationale, au cours du débat budgétaire, un certain nombre d'affirmations concernant la mise en application du code du travail outre-mer. Que d'un point de vue politique, certains parlementaires considèrent qu'il leur appartient d'interpréter le code du travail d'une façon tout à fait erronée pour lui faire dire que sa promulgation apportait une augmentation de 20 p. 100 des salaires, c'est leur droit et je ne le leur conteste nullement. Mais que, pour justifier cette interprétation, on veuille s'appuyer sur des arguments juridiques, c'est une absurdité à laquelle il eût été courageux et nécessaire que répondit le Gouvernement, dont les experts ne peuvent pas ne pas reconnaître le caractère entièrement fallacieux et infondé d'une telle argumentation.

M. Marius Moutet. Vous avez été puni par où vous avez péché. C'est bien votre faute !

M. Durand-Réville. Quel est le juriste, en effet, qui pourrait admettre que l'article 112 du code ait une quelconque portée en ce qui concerne le taux des salaires ? Il n'est que de le relire pour se rendre compte qu'il n'a trait qu'à la durée du travail.

Les juristes ne sauraient contester, d'autre part, qu'une majoration générale des salaires ne peut intervenir qu'à la suite d'une disposition explicite et précise votée par le Parlement, comme c'est le cas, par exemple, de l'article 2 de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de quarante heures ou de l'article 2 de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.

On constate, à l'opposé, que le code du travail des territoires d'outre-mer ne contient aucune disposition analogue et c'est contrevenir à la lettre comme à l'esprit du texte que de prétendre le contraire.

Quant à invoquer, comme on n'a pas manqué de le faire, les travaux préparatoires du code dans ce sens, c'est une affirmation gratuite dont, si je disposais à cette tribune de plus de temps, je me ferais fort de démontrer l'inanité.

J'entends bien que notre collègue M. Senghor a invoqué, pour justifier sa prétention, le texte de l'amendement qu'il avait fait adopter par l'Assemblée nationale le 7 avril 1951, prétention à nouveau totalement infondée lorsque l'on se réfère et au texte et à la discussion.

Cet amendement, lui aussi, a trait exclusivement à la durée du travail et nullement aux salaires, et la réponse du représentant du Gouvernement, au cours de cette discussion, malgré la sympathie non dissimulée que celui-ci professait pour la thèse défendue par M. Senghor, est la preuve suffisante de ce que l'amendement en question ne visait en aucune façon à modifier le taux des salaires.

Faut-il ajouter que le rapporteur du code à l'Assemblée nationale, dans sa séance du 23 novembre 1953, recommandait lui-même de ne pas confondre les articles 95, 112 et 163. C'était reconnaître que l'article 112 ne prévoyait aucune modification de salaire.

Il est surprenant que le Gouvernement ait laissé développer ces thèses librement, laissant ainsi penser à l'opinion publique et aux intéressés qu'il acceptait une interprétation aussi erronée des textes qui, déjà fort dangereux en eux-mêmes, pour l'économie africaine, deviennent, interprétés de cette manière, une menace directe et à la légalité républicaine, et à la vie même des territoires dans lesquels le nouveau code est appliqué.

Si l'on compare les salaires dans nos territoires africains aux salaires des territoires voisins, notamment de la Gold Coast, dont le gouvernement autochtone ne permettrait certainement pas une exploitation des travailleurs, on s'aperçoit que les premiers sont plus élevés que les seconds. Le taux du salaire minimum varie, en Afrique occidentale française, de 154 francs CFA en Côte d'Ivoire à 224,80 francs CFA à Dakar, alors que le salaire journalier du manœuvre varie de 110 francs à 112,50 francs CFA en Gold Coast et s'établit en moyenne à 90 francs CFA en Nigéria et à 65 francs CFA en Guinée portugaise.

On a prétendu que la différence considérable des taux des salaires nominaux était justifiée par la différence du coût de la vie. C'est totalement inexact. Des études très sérieuses effectuées sur la différence des prix pratiqués en territoires français et britanniques sont arrivées à la conclusion que cette différence pouvait être évaluée à 20 p. 100 pour les produits locaux et à 45 p. 100 pour les produits importés.

L'examen des budgets-type, même en prenant en considération ceux qui ont été établis par les organisations de travailleurs, permet de constater, d'autre part, que les postes qui y figurent concernent pour un tiers les produits importés et pour deux tiers les produits ou services locaux Une simple opération permet donc d'évaluer à 28 p. 100 la différence du coût de la vie entre territoires français et britanniques. Comme la différence des salaires entre les mêmes territoires est d'environ 80 p. 100, on s'aperçoit que le travailleur français est dans une situation matérielle très supérieure à celle de son homologue des territoires britanniques voisins. On ne pourrait que s'en réjouir si cela n'avait des conséquences déplorables sur le plan économique.

Il convient, d'autre part, de remarquer que le rendement est médiocre en Afrique. Loin de moi la pensée de vouloir mettre

l'accent sur une prétendue infériorité raciale des Africains, mais on est bien obligé de faire une constatation qui ne peut être niée par un observateur de bonne foi et dont la répercussion est grande sur l'équilibre économique des entreprises. Le rendement de l'Européen lui-même ne dépasse pas, en Afrique, les deux tiers de son rendement en métropole.

Quant au rendement africain, des études sérieuses que vous connaissez, monsieur le ministre, ont démontré, d'une part, qu'il est inférieur de quatre fois en moyenne au rendement de l'Européen et que, d'autre part, en dépit des hausses de salaires intervenues, ou peut-être même du fait de ces hausses, il a sérieusement baissé depuis 1938. (*Mouvements.*)

J'en possède, dans mon dossier, de multiples exemples. Je ne veux pas abuser de votre patience en vous en donnant la fastidieuse énumération, je me bornerai à vous en citer quelques-uns. Les meilleurs cueilleurs de café du Cameroun ramassent par jour cinq à six fois moins de café que ceux du Brésil. Au Cameroun encore, selon le rapport d'une mission de l'Organisation des Nations Unies — publié par *Notes et Etudes documentaires* du 8 août 1950, — les soigneurs de la plantation d'hévéas de Dizangué sont aussi habiles que leurs collègues indochinois des Terres-Rouges, mais ils traitent dans la journée trois fois moins d'arbres.

Pour le ramassage des fruits du palmier à huile, on parvient difficilement à obtenir des prestations de travail équivalentes à celles de 1938, en dépit de salaires qui sont au coefficient 40, alors que le cours de l'huile de palme est au coefficient 19 par rapport à l'avant-guerre. Même constatation dans l'industrie textile, par exemple, où, avec un matériel en tous points semblable, une fileuse métropolitaine conduit 1.200 broches de filature, alors qu'un fileur local ne peut conduire plus de 200 broches.

Je tirerai une autre indication d'une rigueur indiscutable de la convention qui lie une régie de chemin de fer avec une société de réparation des wagons: les clauses qui régissent l'établissement du prix précisent que les temps seront établis suivant le barème de la Société nationale des chemins de fer français, affecté d'un coefficient local de majoration de 3,2.

Selon le rapport de la mission de l'O. N. U. que j'ai déjà cité, le rendement d'un ouvrier italien au barrage d'Edéa a été estimé à plus de 10 fois supérieur à celui d'un autochtone, suivant la spécialité. L'institut français d'Afrique noire, de son côté, après une enquête minutieuse effectuée au Cameroun, notamment dans de nombreuses scieries, des garages, des ateliers de soudure, des ateliers de chemins de fer, est parvenu à des conclusions, dont j'ai le détail dans mon dossier, qui démontrent que dans toutes les activités considérées, le rapport du rendement entre l'européen et l'africain, suivant les métiers, suivant les tâches, oscille entre un tiers, un septième et même un huitième et que, le plus souvent, il se situe aux environs du quart.

L'effondrement de l'économie africaine n'étant souhaité par personne, il faut accepter l'impératif des faits, même en matière sociale, quitte à s'appliquer à les corriger progressivement. On a dit que des salaires plus élevés entraîneraient une amélioration de la qualité du travail; cet argument est hélas! démenti par les faits; le rendement des travailleurs africains a en effet diminué depuis 1938, alors que les salaires n'ont cessé d'augmenter. Il ne faut pas en effet se borner à poser le problème en termes de salaires, ni même d'éducation professionnelle. C'est un problème social d'ensemble qui met en jeu la conception même du salaire que peut avoir l'autochtone et l'usage qu'il est libre d'en faire, en fonction de cette conception et en fonction de l'organisation sociale. Peut-on négliger la capacité physique de travail du salarié, qui appartient souvent à une race éprouvée par le climat et la sous-alimentation; il faut reconnaître que la notion du « travail qui libère l'homme » semble être une idée tout à fait étrangère à l'autochtone; une grande instabilité intellectuelle jointe à la répulsion pour le travail, expliquent le défaut de conscience professionnelle que déplorent la plupart des employeurs.

Ce n'est pas seulement une amélioration des conditions matérielles de la vie et une extension de la formation professionnelle qui sont nécessaires, c'est bien la création d'un climat moral et social nouveau, très éloigné de l'ancienne société autochtone, qui apparaît nécessaire pour que le salarié autochtone ait l'ambition de vivre à l'européenne, ait la volonté de réaliser cette ambition par le travail et soit libéré à la fois des tentations de la vie sociale antérieure, comme la polygamie ou la paresse la plus insurmontable, et des entraves de la vie sociale classique comme la nécessité de remettre son salaire au chef de clan ou de nourrir d'innombrables petits cousins. (*Vives protestations sur divers bancs à gauche.*)

Dans l'état actuelle de la mentalité africaine, toute majoration de salaire, tout accroissement des charges sociales qui ne correspondent pas à un accroissement de production ne peuvent aboutir, il faut qu'on le sache, qu'à la ruine de l'économie de l'Afrique noire française. Croit-on vraiment que l'Africain puisse retirer un avantage quelconque d'une politique qui aboutit à de tels résultats ? Déjà de nombreuses entreprises ont dû réduire ou cesser leur activité, obligeant leur personnel à un chômage qui se généralise et qui ne peut manquer d'avoir les plus détestables répercussions sur la stabilité politique de nos territoires d'outre-mer.

Je souhaiterais en conclusion, monsieur le ministre, que dans la réponse que vous voudrez bien me faire, vous preniez acte des avertissements que je me suis permis de formuler à cette tribune et que vous m'assuriez que le Gouvernement est pleinement conscient de la gravité de cette situation. J'ai lutté, mes chers collègues — j'espère qu'on me rendra cette justice — non pas contre le principe du code du travail, mais contre ce que je croyais être, contre ce que je crois encore être, une extrapolation facile et hasardée des principes de législation sociale valables dans la métropole, mais inassimilables à l'ensemble des territoires d'outre-mer dans lesquels le code du travail est désormais appliqué. J'ai lutté, comme je le fais encore, à visage découvert, pour une thèse que mon cœur réprouvait, sans doute, mais que commandait ma raison, parce que je pense que le code du travail est un instrument mauvais au regard de l'évolution africaine. (*Nouvelles protestations sur les mêmes bancs.*)

Croyez-moi, mes chers collègues, il m'a fallu un certain courage, car la tâche n'était pas agréable. J'ai sans doute eu tort, puisque le Parlement m'a donné tort dans ses conclusions. En républicain convaincu, le code du travail dans les territoires d'outre-mer étant devenu la loi, je m'incline devant la loi; mais on voudra bien accepter de moi que je ne m'incline que devant la loi et non devant ce que les services entendent ajouter à la loi dans l'interprétation qu'ils en donnent et devant ce que, par lassitude et par facilité, monsieur le ministre, le Gouvernement finit tout de même par accepter de laisser ajouter par cette brèche, à une loi qui, mauvaise en elle-même, le devient plus encore par le torrent de laisser-aller qu'elle provoque.

Je respecte toutes les convictions et singulièrement celles de mes adversaires en la matière. Ils croient qu'il est possible, outre-mer, de tout donner tout de suite à tout le monde. Je ne le voudrais pas moins qu'eux, mais étant persuadé qu'à ce jeu il n'y aura bientôt plus rien à donner à personne, j'ai l'audace de le dire et de tenter de m'opposer à un jeu qu'il me serait cependant bien agréable de jouer avec eux.

Bien sûr, mesdames, messieurs, si le Parlement accepte le principe de subventionner chaque année davantage nos productions d'outre-mer, s'il accepte chaque année de verser à nos territoires d'outre-mer les subventions d'équilibre que nous voyons apparaître dans le budget général et que vous verrez croître désormais chaque année et se multiplier, alors, mes chers collègues, alors, monsieur le ministre, ouvrez la vanne, ouvrez-la toute grande; mais il ne faut pas cacher au Parlement les conséquences à venir de cette politique.

Je crains pour ma part les retours de flamme. En vous avertissant je prends mes responsabilités. Prenez les vôtres, monsieur le ministre; je ne vous les envie pas, elles sont fort lourdes. (*Applaudissements sur divers bancs au centre et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. Mamadou Dia.

M. Mamadou Dia. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, la récente déclaration de M. Foster Dulles a provoqué une vive émotion dans les milieux parlementaires français — et nous en sommes. Puissions-nous en tirer l'enseignement qui s'impose et nous pénétrer, une fois pour toutes, de l'idée que si l'Europe est nécessaire, il est non moins sage de consolider l'Union française, en portant une attention plus grande aux prolongements africains de la métropole. C'est en tout cas le souhait que nous ne nous lasserons pas d'exprimer, et c'est sous le signe de cette consolidation de l'Union française que nous voulons placer l'examen du budget de la France d'outre-mer. On comprendra toute la gravité que nous voudrions donner à cette discussion.

Les techniciens nous en excuseront, mais nous avons le sentiment que, présenté sous son véritable jour, pour tout dire dans une perspective politique, le débat déborde le cadre purement technique.

Ce n'est pas le rapporteur de la commission des finances qui nous contredira, lui qui nous en a donné l'exemple par l'orientation de son rapport, lorsque nous affirmons qu'il s'agit moins d'un règlement comptable que de l'appréciation d'une action gouvernementale présente ou future, celle de toute une politique à travers les lignes du budget. C'est bien, croyons-nous, ce que le Gouvernement lui-même semble avoir compris, lui qui, cette année, change sa méthode de présentation, en sou-

mettant ensemble, pour la première fois de mémoire de jeune parlementaire, budget de fonctionnement et budget d'investissement, encore qu'une partie importante des investissements, quelque 19 milliards, échappe à la discussion commune pour avoir été reportée dans les comptes spéciaux.

Telle fut la volonté des techniciens de la rue de Rivoli dont l'imagination découvre, au besoin, des néologismes. Pourquoi se plaindre puisque, finalement, le bon sens l'a emporté. Qu'est-ce, en effet, qu'un budget de fonctionnement sans programme d'action ? Quelle signification donner au département de la France d'outre-mer sans sa raison d'être: sa politique économique et sociale, elle-même concrétisée par les crédits d'investissements ? C'est sans doute aussi pour avoir compris, monsieur le ministre, que le budget n'est qu'un moyen de gouvernement, que le but est de promouvoir une politique économique et sociale hardie, de vraie grandeur française, qu'écoutant la voie de la sagesse vous avez, malgré les conseils prodigués par des milieux dont on pourrait suspecter l'objectivité, créé les conditions d'une détente sociale en Afrique noire en décidant de faire droit à la légitime revendication des travailleurs d'outre-mer sur la semaine de quarante heures. Il nous est agréable de saluer ici cette importante victoire qui consacre un droit, malgré la démonstration contraire que nous venons d'entendre de la part de notre collègue, M. Durand-Réville.

Il y aura encore des résistances à vaincre et peut-être quelques impatiences à raisonner, mais nous restons persuadés que, grâce à l'effort persévérant et à la compréhension de tous les hommes de bonne volonté, la justice sociale finira par triompher en Afrique noire. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Essayons à présent d'approfondir un peu l'étude du budget en restant fidèles à la signification que nous attachons à celle-ci, comme méthode d'appréciation d'une politique donnée. Et nous voilà conduits à présenter des appréciations qui, évidemment, ne seront pas toutes élogieuses. Ainsi, en sera-t-il, monsieur le ministre, de votre budget de fonctionnement Celui-ci paraissait contenir une promesse de réforme: L'examen des faits va malheureusement faire tomber nos illusions.

On peut craindre, et c'est le sentiment de beaucoup de nos collègues, que certaines dispositions, celles notamment qui décident de placer sous la direction du contrôle une sous-direction chargée du contrôle des budgets locaux, relevant naguère des affaires économiques, loin de répondre au vœu de décentralisation qui est nôtre, ne renforce, au contraire, une tutelle jugée gênante à l'expérience, et ne produise ainsi l'effet inverse de celui souhaité. A la vérité, une réforme qui s'en tiendrait à des retouches, même profondes, de l'administration centrale, telle que beaucoup d'orateurs semblent l'appeler de leurs vœux, est, à mon avis, condamnée à l'avance, étant incapable d'être autre chose qu'une demi-réforme. Celle-ci, pour être complète, doit affecter à la fois les structures de l'administration centrale et celle des gouvernements locaux. C'est en confrontant ces deux entités administratives, administration centrale et gouvernements locaux, c'est en étudiant le problème sur le double plan de l'administration centrale et du gouvernement local qu'on dégagera les solutions adéquates. Celles-ci, en aucune manière, ne pourront découler d'une étude séparée des deux faces d'un même problème.

Cela exigera, de la part des réformateurs, des options qui, il faut bien le dire, ne seront pas sans engager dans un sens ou dans l'autre l'évolution des territoires d'outre-mer. Devons-nous pourtant oublier que la Constitution a clairement indiqué la voie à suivre en se plaçant dans la perspective d'une large décentralisation ? Quoi qu'il en soit, il nous paraît urgent de mettre fin aux effets regrettables d'une tendance encore fortement contralisatrice qui fait des gouverneurs — généraux ou territoriaux — des résidents avec trop ou peu de pouvoirs, à la fois frappés d'irresponsabilité et surchargés de responsabilités, le plus souvent paralysés dans leur action par la hantise de Paris qui ne joue pas toujours un rôle régulateur.

Il est urgent de revenir à une meilleure conception de l'économie financière des territoires. Sans doute, apprécions-nous l'effort du budget de l'Etat qui, prenant à son compte les dépenses qualifiées de souveraineté, contribue ainsi à l'allégement des budgets locaux dans une proportion certainement intéressante. Mais ne risque-t-on pas d'annihiler les efforts heureux de ces mesures que j'allais appeler de « débudgétisation », suivant le néologisme consacré, en imposant aux territoires des charges trop lourdes résultant de l'affectation de fonctionnaires d'autorité dont ils assument les dépenses d'entretien et sur l'envoi desquels ils ne sont pas toujours consultés ?

M. Durand-Réville. Très bien !

M. Mamadou Dia. Qu'il me soit permis d'insister davantage sur le budget d'investissements. J'ai dit tout à l'heure quelle importance il avait à nos yeux, nous hommes d'outre-mer. Qui pourra nier que, dans une large mesure, c'est au travers de l'effort d'investissements et d'équipement que les populations autochtones jugeront de la bienveillance de la tutelle métropolitaine ? Comment dès lors ne pas s'étonner du fait de l'amenuisement des crédits en tant que tels, mais surtout de constater que cette réduction des investissements outre-mer se produit alors qu'au même moment on note une augmentation de dotation, comme l'a dit M. le rapporteur de la commission des finances, de toutes les parties prenantes de la métropole ?

M. Durand-Réville. C'est exact !

M. Mamadou Dia. C'est le rapport de la commission des finances qui signale une diminution des crédits d'engagement de l'ordre de 12 milliards puisque les opérations nouvelles s'élèvent au total de 33 milliards contre 45 en 1953.

Faut-il interpréter ces réductions de crédit comme une volonté de la part du Gouvernement de freiner le développement économique et social de nos territoires et comme l'indice d'une politique de renversement, j'allais dire de renoncement ?

Ou faut-il penser tout simplement que les critiques contre les investissements, dont le rapport de la commission des finances a fait justice par des arguments irréfutables, ont malgré tout trouvé quelque écho dans les milieux gouvernementaux ? Nous voulons espérer que ce ne sont là que présomptions qui seront vite démenties par les dotations ultérieures.

Il n'empêche que les conséquences de cette attitude à l'égard des investissements d'outre-mer — sinon leurs causes — ne cessent de nous troubler profondément. On peut craindre fort légitimement que la réduction constante des investissements n'aggrave le malaise économique et social et ne devienne l'origine d'une profonde dépression économique et d'une crise dont nous nous passerions volontiers en Afrique noire. Il ne peut faire aucun doute que notre balance des comptes, qui accuse un déficit de 61 millions de dollars en 1952, au titre des territoires d'outre-mer, ne saurait recevoir un coup de fouet de cette opération plutôt anémiante.

Au surplus, une telle politique me paraît proprement impolitique au moment où, dans un territoire limitrophe de l'Afrique occidentale française, en Gold-Coast, pour huit fois moins de population, une balance commerciale excédentaire de 28 millions de livres en 1951 constitue l'indice d'une prospérité économique qui n'est pas sans danger pour l'équilibre du continent.

On a souligné également avec raison le vice, qu'il faut croire irrémissible, de la répartition par nature d'activités des crédits prévus. Bien que le premier plan ait été sur ce point unanimement critiqué, bien que les techniciens eux-mêmes aient volontiers reconnu leurs erreurs, qui furent d'ailleurs celles de tous les premiers plans — comme le prouvent toutes les critiques de planification de ces dernières années — on ne paraît pas se résigner à un renversement des pourcentages entre investissements agricoles et travaux d'infrastructure. On se contente d'aménager les chiffres sans toucher à l'ordre des grandeurs. C'est ainsi qu'on nous propose environ 36 p. 100 des crédits pour le développement de la production agricole dont dépend encore pendant longtemps toute la prospérité économique de nos territoires.

Comment éviter dans ces conditions le recul de la production agricole, le déficit de la balance des comptes et peut-être l'inflation, si l'on persévère dans cette voie ? Comment ne pas s'inquiéter, en face de ces chiffres, du sort qui sera fait à certaines réalisations pourtant jugées vitales, tels le plan Portères pour l'arachide au Sénégal, les programmes de riziculture en Guinée, au Soudan, à Madagascar; les aménagements non moins importants d'hydraulique agricole en Afrique équatoriale française, au Tchad et j'en passe.

J'irai plus loin: le développement de la production agricole n'impose-t-il pas une nouvelle politique fixant des normes nouvelles en ce qui concerne l'organisation de la production, la distribution du crédit, l'encadrement technique et la revalorisation des produits ?

Nous entendons souvent agiter l'argument — qui ne peut que rallier tout le monde, tout au moins théoriquement — de la condition déshéritée de la paysannerie africaine. Il n'est pas jusqu'à une certaine presse, dont le libéralisme est plus que douteux, qui ne s'en fait l'écho, opposant complaisamment citadins et ruraux, fonctionnaires et paysans. Malheureusement il ne semble pas qu'on veuille toujours aller d'un pas aussi alerte du plan de l'opposition sentimentale à celui de la réalité, qui comporte des satisfactions concrètes. Le Gouvernement lui-même ne nous donne pas clairement l'impression de vouloir aller au delà des slogans, pour mettre sur pied les réalisations susceptibles de rétablir l'équilibre social, par la promotion de la base vers le sommet. Je n'en veux pour preuve que l'accueil

qui paraît avoir été réservé par les bureaux de la rue Oudinot à tel projet de réforme concernant la mutualité et le crédit agricole en Afrique occidentale française.

Or, comment concilier de vieilles institutions économiques qui, certes, en leur temps, ont joué le rôle qui leur était dévolu, mais dont on doit admettre désormais la caducité à moins de nier que la Constitution d'octobre 1946 postule une évolution nécessaire des cadres économiques et sociaux des territoires d'outre-mer ? Comment croire à la fixité des institutions économiques quand le cadre politique évolue ?

Il est bien évident, d'autre part, que, dans le nouveau plan quadriennal, si l'on veut, franchissant le stade des déclarations, assurer effectivement le développement de la production agricole dans l'intérêt primordial des populations autochtones, il faut aller de l'avant au risque de bouleverser de vieilles méthodes, de supprimer des privilèges et s'engager résolument vers la transformation, depuis longtemps annoncée, des sociétés mutuelles para-administratives en véritables coopératives de production et d'écoulement.

Je regrette que le temps qui nous est imparti ne me permette pas de développer jusqu'au bout mon intervention. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, sans doute ai-je été un peu long et pas assez conformiste, mais le sujet, dans la perspective où nous l'avons placé, ne méritait-il pas quelque développement et aussi des accents de sincérité ?

Ne risquons-nous pas d'apporter demain, vous et moi, vous hommes de Gouvernement et nous, élus d'outre-mer, de lourdes responsabilités en nous cachant réciproquement le visage derrière un masque fait de réserve conventionnelle ?

N'est-il pas temps de déchirer ce voile que d'aucuns disent de politesse et qui n'est que mensonge, pour nous parler le langage de la vérité, entre gens de bonne volonté vraiment décidés à lier ensemble leurs destins ?

Alors, vous me permettrez de vous dire, monsieur le ministre, avec quelque gravité: l'heure est venue de faire une grande politique africaine, la seule qui résistera au temps, celle qui, ayant rassemblé tous les moyens dignes de la fin qu'elle poursuit, arrachera les populations africaines aux tourbillons de ces ouragans qui montent de la misère humaine pour les porter vers les cimes du bonheur, grâce à un bien-être retrouvé sous l'aile protectrice de la France. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Le Gros.

M. Le Gros. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, j'imagine volontiers qu'au temps de la pléthore et de l'euphorie consécutives à l'inflation les ministres affrontaient avec plus de sérénité le Parlement au moment de la discussion budgétaire. Il y avait tant d'augmentation de crédits, tant de nouveaux moyens de payements, tant de nouveaux programmes, tant d'espoirs qu'ils faisaient presque figure de grands hommes dans la République. Hélas! ces temps ne sont plus. On pourrait presque dire: « Ils ne nous ont laissés que des heures de perplexité dans la pénitence ».

Autrefois, à nos diverses demandes il y avait diverses réponses. Aujourd'hui, pour si variées que soient celles-là, celles-ci sont toujours les mêmes; qu'il s'agisse de l'ensemble du budget ou de tel ou tel département ministériel, les mêmes mots reviennent: déficit, insuffisance de crédits, vaches maigres, fonds de tiroirs, économies. Et voilà le rôle de chacun rendu bien difficile.

Heureusement, cette période de nos travaux reste celle d'un examen de conscience. Nous aurons matière à discourir et, comme le veut notre maison, à réfléchir, ce qui d'ailleurs ne m'empêchera pas d'être bref pour me conformer aux décisions du Conseil.

Au cours de cet été, il m'a été donné de circuler au Sénégal. J'ai pris contact avec l'administration, en particulier avec des administrateurs commandants de cercle. J'ai été frappé non seulement par le sérieux qu'ils apportent à l'accomplissement de leur tâche quotidienne, mais encore par leurs qualités psychologiques, leurs connaissance de l'indigène, leur doigté. J'ai constaté une bonne volonté à laquelle il est normal que je rende hommage, tout comme je les aurais critiqués si j'avais cru devoir le faire. Si vous savez choisir, monsieur le ministre — je ne doute pas que vous le sachiez ni que vos services vous y aident — vous pouvez trouver parmi eux des fonctionnaires pour faciliter l'installation des futures municipalités et prodiguer à bon escient leurs conseils aux élus qui en auront la charge. Ce sera pour vous la meilleure aide pour faire promouvoir outre-mer les réformes démocratiques.

Ceux qui réussissent ainsi sont ceux qui généralement, dès leur enfance, ont eu une vocation et qui ont su tirer de leur passage à l'école de la France d'outre-mer les leçons qui ont marqué pour toujours leur esprit de l'importance et de l'élévation de leur mission. Ils n'oublient pas que la civilisation française est essentiellement humaine.

A côté de ces services de commandement, nous avons des services techniques; avec les impératifs de la mise en valeur des territoires, ils deviennent chaque jour plus nombreux. Leurs agents n'ont pas reçu une formation spéciale les préparant à la vie outre-mer. Les nouveaux sont souvent surpris. La demande est telle que vous avez été obligés de recruter dans les administrations métropolitaines des fonctionnaires d'un certain âge et d'un certain grade. Leur méconnaissance de leurs nouvelles conditions de travail doivent nous inciter à la prudence. Il est important de veiller à leur première affectation et de réfléchir avant de leur donner d'emblée un poste de direction, car s'il leur prenait l'envie de tout bouleverser dans un pays qu'ils ne connaissent pas, ou si simplement ils ne savaient pas se conduire avec les autochtones, soit dans l'exercice de leurs fonctions, soit dans la vie courante, nous serions loin d'avoir à nous en féliciter. Plus tard, en des temps meilleurs, il sera peut-être indiqué de créer pour eux un stage que nous aurions appelé autrefois un stage précolonial.

Les moyens nous font défaut car, dans la métropole comme outre-mer, on ne peut guère augmenter les impôts. Il ne nous reste qu'à suivre l'exemple donné par M. le ministre de la France d'outre-mer dans son projet de réforme fiscale par exemple, comme il nous l'a dit ici même il y a quelques jours, en remplaçant la taxe de transaction et la taxe locale par une taxe forfaitaire sur les signes extérieurs de la richesse.

Je vous préviens, dès maintenant, monsieur le ministre, que vous aurez des difficultés. Les services fiscaux, en Afrique occidentale française, ne sont pas précisément favorables au forfait; comme si la multiplicité et la complexité des impôts n'avaient pas encore plus d'inconvénients dans des pays moins évolués. Comptabilité compliquée pour discriminer les ventes, tracasseries d'un contrôle de détail rendu difficile, pertes de temps, le tout se traduisant par un véritable frein à la productivité, voilà le tableau.

Et le contribuable qui ne comprend plus rien en arrive à se demander si on ne cherche pas seulement à l'évincer.

Ainsi, les textes permettent au fisc de faire porter ses vérifications sur cinq années. De ce fait, une simple erreur de bonne foi peut être multipliée par cinq. Quant aux amendes, je vous laisse à penser ce qu'il peut en advenir, quand elles se sont répercutées sur l'impôt général sur le revenu, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, la taxe de transaction et la taxe sur le chiffre d'affaires, dans un pays où la grosse majorité de la population vit au jour le jour.

Le résultat de ces procédés, c'est l'élimination des petits commerçants indigènes qui ont toujours exercé leur profession sur la terre de leurs ancêtres, qui n'ont pas assez d'instruction pour tenir une comptabilité compliquée, ni les moyens de payer un comptable. C'est l'élimination des petits commerçants français installés depuis longtemps dans le pays, mêlant leur vie à celle de l'autochtone, parlant sa langue, créant une atmosphère de bonne entente qui est loin d'être négligeable. Et ce, pour les voir remplacer par de grandes maisons de commerce à caractère impersonnel, parfois international, ou encore par de petits commerçants qui, eux, ne sont pas d'origine française et qui s'entendent parfaitement à pratiquer l'usure. (*Très bien! très bien!*)

Voyez plutôt: dans un petit village de la brousse, un cultivateur ayant besoin d'emprunter 3.000 francs laisse en garantie ses instruments agricoles; il reçoit 1.500 francs en espèces, le reste en denrées de première nécessité, mais le riz qui se vend 50 francs le kilog lui est compté pour 75 francs; ce qui n'empêche qu'au moment du remboursement, l'intérêt lui sera réclamé sur la totalité des 3.000 francs.

Comme il est urgent de faire bénéficier ces pauvres gens du crédit agricole! Faites une réforme fiscale comme dans la métropole. Travaillez par ce moyen à faire disparaître une cause de mécontentement. Certains de nos territoires sont voisins de pays étrangers; ils entendent la voix des sirènes. Comme Ulysse, ils ont besoin de liens, de liens spirituels et moraux que seuls les aideront à tisser les bons, les vrais Français que vous saurez leur envoyer.

De leur côté, les territoires envoient vers la métropole leurs jeunes gens pour parfaire leurs études. Je sais, monsieur le secrétaire d'Etat, que vous vous intéressez à eux; le nouveau restaurant de la Cité universitaire qui leur est réservé en est la meilleure preuve. Il contribuera certainement à préserver leur santé. Mais nous les suivons à un autre point de vue. Nous ne voulons pas en faire des aigris; une fois qu'ils ont obtenu leurs diplômes, nous devons nous efforcer de leur trouver des situations.

A ce propos, monsieur le ministre, votre attention a été attirée sur la modification du statut des fonctionnaires de l'administration générale, en assurant notamment leur recrutement parmi les titulaires de diplômes de l'enseignement supérieur. Nos jeunes gens y trouveront une occasion d'utiliser leurs connaisances et de servir leur pays. Vos services étaient favorables à cette réforme il y a trois ans; on ne comprend pas très bien leur position actuelle. Le moment est venu d'aboutir à une solution.

Mais toutes ces considérations sont d'ordre général, elles ne sont pas spécifiquement d'ordre budgétaire; les investissements eux, le sont. Cette année, ils nous ont réservé la désagréable surprise de la diminution de leurs crédits, alors que plus que jamais, nous avons besoin de mettre en valeur nos territoires pour mieux supporter les lois sociales, alors que, bénéficiant de l'expérience du dernier plan, nous sommes plus à même de réaliser des travaux utiles et rentables.

Au Sénégal, à Richard-Toll, le F. I. D. E. S. a permis de réaliser l'installation d'un centre rizicole qui a donné et donne encore des soucis à votre administration, à cause du fléau que constituent les mange-mil, petits oiseaux à instinct grégaire, grands dévastateurs de récoltes.

Ce problème n'est certainement pas insoluble. Les mange-mil ont toujours existé dans la vallée du fleuve. Les populations agricoles riveraines ont de tout temps lutté contre eux et, tant qu'elles se sont montrées vigilantes, les dégâts ont été faibles.

Autour des installations nouvelles, la population est clairsemée, la culture est mécanisée. C'est à la machine qu'il faut s'adresser pour mener la lutte. Vos services l'ont fort bien compris, mais il ne faut pas en déduire que le résultat doit être immédiat ou seulement prévu à une date déterminée. La lutte contre les adultes n'est pas encore importante et l'on ne connait ni la longévité de l'oiseau, ni la pyramide des âges. Il faut quand même être résolu et ne pas oublier que nos efforts ne profiteront pas seulement à Richard-Toll, mais aux cultures de toute la vallée.

L'Histoire nous apprend que l'agriculture a toujours connu des fléaux: les gelées, la grêle, les inondations, la sécheresse et, dans nos pays d'outre-mer, les sauterelles, qui ne laissent absolument rien après leur passage. Aucun de ces fléaux n'a empêché le paysan de continuer à cultiver sa terre. A nous de suivre son exemple en tirant parti de nos moyens modernes.

La vie actuelle n'est pas une vie de facilité. Les gouvernements ont des problèmes délicats à résoudre. Parmi eux, nous trouvons les conflits sociaux, qui existent même en Afrique. Je vous demande, monsieur le ministre, de rechercher et de trouver, pour les résoudre, des solutions qui ne laissent pas de rancœur.

Je vous le demande au nom de la raison: il est raisonnable de songer à l'ordre dans la cité par le bonheur des travailleurs. Je vous le demande au nom de la raison, ce qui est de mise au pays de Descartes, qui est aussi celui de Pascal. Je vous le demande au nom du cœur. Au nom du cœur, parce qu'il est une circonstance où vous avez prouvé que vous en aviez. Depuis quelques semaines, une question grave a soulevé les passions dans le pays, dans les couloirs du Parlement, au sein de nos commissions, au cours de nos séances publiques. Au milieu de ce tumulte, vous, le représentant officiel des territoires d'outre-mer au sein du Gouvernement, vous n'avez pas hésité à faire entendre votre voix en faveur de l'intégration des territoires d'outre-mer dans la Communauté européenne. De ce geste, soyez remercié. Votre cœur a battu à l'unisson du nôtre. Vous avez senti que la plus grande France, comme on l'appelait il y a quelques années, est un legs de nos pères. C'est notre patrimoine. Bien mieux: c'est notre patrie! (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. Franceschi.

M. Franceschi. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses civiles du ministère de la France d'outre-mer nous est présenté, cette année, sous une forme nouvelle. Pour la première fois, en effet, se trouvent réunis dans un même document budgétaire les dépenses de fonctionnement des services du ministère et les crédits affectés au financement du plan d'équipement et de modernisation. La discussion de ce budget mériterait de notre part un examen complet de la politique du ministère de la France d'outre-mer, mais, comme nous sommes limités dans le temps, je bornerai mes observations à un secteur que je considère comme très important: celui des investissements.

Les crédits d'investissement qui font l'objet de l'article 2, état B, du projet de loi se répartissent de la manière suivante: en ce qui concerne les crédits de payement, section générale, 37.221 millions; frais et avances à la caisse centrale d'outre-mer, 15.300 millions; soit un total de 52 milliards et demi environ. Le montant de ces crédits a été ramené à la somme de 51.207 millions par la commission des finances.

Ces chiffres méritent quelques observations de ma part. Si nous comparons les crédits de 1954 avec ceux de 1953, nous voyons que les crédits prévus pour le prochain exercice subissent une réduction considérable de l'ordre de 20 milliards environ en ce qui concerne les crédits de payement et, si l'on tient compte de la diminution qui est effectuée sur les crédits d'engagement, la réduction porte sur plus de 30 milliards. La section générale, qui s'élevait à 43.800 millions, a été ramenée, pour 1954, à 37.200 millions.

En ce qui concerne la section de prêts et avances à la caisse centrale d'outre-mer, la diminution est encore plus sensible. Alors qu'en 1953 on avait prévu 39.800 millions, on ne trouve plus pour 1954 que 15.300 millions.

Tel est, mesdames, messieurs, le langage des chiffres. Il est plutôt inquiétant, car il laisse entendre à mon sens, qu'on s'oriente progressivement vers la liquidation du plan. Une telle situation, considérée par beaucoup d'hommes responsables comme très alarmante, est l'aboutissement de changements intervenus depuis 1947 dans la conception et l'orientation du plan. Dès cette époque, nous dénoncions avec juste raison le danger que laissait apparaître la nouvelle orientation de la politique gouvernementale en matière d'investissements. Si, à ce moment, nous étions les seuls à nous élever contre cette politique, aujourd'hui, d'autres que nous s'en inquiètent.

Déjà, en 1952, M. Aujoulat, secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer, pouvait déclarer devant l'Assemblée de l'Union française: « A la mystique du plan qui existait, il n'y a pas si longtemps, dans les territoires d'outre-mer, succède depuis quelque temps une certaine inquiétude, voire de la panique ».

Plus récemment encore, au cours de la discussion du budget de la France d'outre-mer devant l'Assemblée de l'Union française, le président de la commission du plan, M. Jacobson, déclarait: « J'ai à vous faire savoir que notre commission du plan, en examinant le projet de loi n° 6759, relatif aux dépenses civiles du ministère de la France d'outre-mer, a ressenti, non seulement de l'inquiétude, mais une véritable alarme. »

De son côté, M. Reverbori, parlant au nom du groupe socialiste, résuma ainsi sa pensée sur les difficultés du plan: « Un autre critère peut être recherché dans la confrontation des niveaux de vie. D'après un rapport de M. le haut commissaire de l'Afrique occidentale française, le revenu annuel moyen du paysan sénégalais serait de 12.700 francs C. F. A., chiffre extrêmement bas. Et là encore, nous pouvons nous demander si les buts poursuivis par le plan ont été atteints. »

Pour mon compte, je considère que ces chiffres constituent une preuve incontestable que le plan est loin d'avoir atteint les objectifs prescrits par la loi du 30 avril 1946, selon laquelle les plans d'équipement avaient pour but de satisfaire, par priorité, aux besoins des populations et de généraliser les conditions les plus favorables à leur progrès social.

Depuis le vote de la loi de 1946, un nombre considérable de milliards ont été investis dans les territoires d'outre-mer; mais, malgré cela, on ne peut pas dire qu'il y ait une amélioration sensible des conditions de vie de l'ensemble des populations, parce que les crédits d'équipement ont été mal employés.

Des sommes considérables ont été englouties dans des travaux d'infrastructure qui n'ont rien à voir avec le progrès social. Une telle orientation ne pouvait qu'aboutir à un échec. Les raisons de cet échec sont nombreuses. Elles sont beaucoup moins d'ordre climatique, comme d'aucuns voudraient le faire croire, que d'ordre politique.

Une des causes de cet échec réside dans le fait qu'on n'a pas tenu compte de la volonté du législateur de 1946. La loi du 30 avril 1946, toute inspirée par les principes démocratiques généreux et humains...

M. Saller, *rapporteur de la commission des finances.* Le président Monnerville en est l'auteur. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. C'est à l'Assemblée nationale constituante qu'en revient le mérite.

M. Franceschi. Tout le monde sait bien que l'auteur de cette loi est M. le président Monnerville. C'est pour ne pas blesser sa modestie que je n'en ai pas parlé. (*Applaudissements.*)

Cette loi toute inspirée par les principes démocratiques, généreux et humains, qui allaient peu après être inscrits dans la Constitution, prescrivait, comme je le rappelais tout à l'heure, que les plans décennaux devaient avoir pour but de satisfaire, par priorité, aux besoins des populations et de généraliser le progrès social.

Mais chacun sait que le plan décennal fut abandonné avant même d'avoir été pleinement élaboré. Dès 1949, en effet, pour satisfaire aux exigences du plan Marshall, on y a substitué le plan quadriennal, d'une conception différente et poursuivant des objectifs opposés.

Si, en effet, le plan décennal prescrivait par priorité la généralisation du progrès en faveur des populations autochtones, le plan quadriennal posait un autre principe; celui de la rentabilité, c'est-à-dire la recherche par priorité du profit en faveur des sociétés commerciales et industrielles, aussi bien métropolitaines que coloniales. A la notion d'intérêt général, on a substitué la notion de l'intérêt privé. Cette tendance a été aggravée par la politique d'intégration européenne, officialisée, en quelque sorte, par le décret du 11 décembre 1951 aux termes duquel il est prescrit que l'élaboration des plans d'équipement doit se faire dans la perspective de la communauté européenne. L'adoption, le 14 octobre 1952, par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, sur le rapport du délégué de l'Allemagne de Bonn, de la recommandation n° 26, a donné tout son sens à ce décret.

Se faisant l'écho des multiples réactions provoquées par la publication de ces documents, M. René Moreux écrivait dans *Marchés coloniaux* du 1er novembre 1952:

« La loi du 30 avril 1946 apparaît vidée de sa substance. On revient, sur une plus vaste échelle, à cette conception que les peuples arriérés doivent fournir les matières premières qu'on leur vend, par la suite, sous forme d'équipements fabriqués dans les pays fortement industrialisés ». C'est ce que M. René Moreux caractérisait comme « un colonialisme plus dangereux que l'ancien », c'est-à-dire une aggravation de l'exploitation des populations d'outre-mer.

Une autre raison justifie nos appréhensions et nos inquiétudes: si le plan décennal poursuivait des buts pacifiques, il en est différemment du plan quadriennal conçu en fonction de préoccupations plus stratégiques que pacifiques.

Le bilan de ce changement s'inscrit dans les chiffres. Le plan décennal prévoyait que 21 p. 100 des crédits devaient être affectés à l'enseignement et à la santé; mais lorsqu'on examine les réalisations du plan quadriennal du précédent exercice, il apparaît que le volume de ces crédits a été réduit de moitié: moins d'écoles, moins de maternités et de crèches, pour pouvoir construire plus d'aérodromes et d'axes routiers d'un intérêt économique souvent contestable, mais d'un intérêt stratégique certain.

C'est M. Caillavet, ex-secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer, qui le reconnaissait lui-même dans son dernier rapport au congrès radical.

« Ces aérodromes, disait M. Caillavet, où présentement atterrissent les avions cargos, les DC 6 et les Comet, seront, demain, ceux où atterriront et d'où s'envoleront les troupes françaises ou alliées en cas de conflit. Il en est ainsi pour les chemins de fer et pour les axes routiers ».

Tout cela est fort bien dit, mais nous ne pensons pas que les populations y trouveront leur compte, bien au contraire, car nous pouvons déjà mesurer quelles seront, pour les territoires, les conséquences financières de ces dépenses improductives.

A cet égard, je voudrais citer l'exemple du territoire du Cameroun pour lequel le total des dépenses d'entretien et de fonctionnement relatives à la réalisation du plan s'élevait à 400 millions de francs CFA en 1952. Il atteindra 850 millions en 1954 et 1.200 millions en 1955.

Nous trouvons par ailleurs à la page 23, du rapport établi par notre collègue M. Saller au nom de la commission des finances, le passage suivant:

« Les prêts consentis par la caisse centrale aux collectivités publiques pour l'exécution des opérations et dont le remboursement commence, vont entraîner un accroissement supplémentaire de charges budgétaires de 5.300 millions en 1954 et de 7 milliards à partir de 1956.

« Au total, les populations d'outre-mer devront acquitter annuellement environ 32 à 33 milliards d'impôts de plus ». Ces chiffres se passent de commentaires.

Enfin il n'est pas possible de parler du plan sans dire quelques mots sur le gaspillage et les scandales auxquels il a donné lieu. On a parlé tout à l'heure de l'expérience de Richard Toll au Sénégal. On sait que des centaines de millions ont été investis pour le développement de la culture rizicole dans cette région et que le riz obtenu par une irrigation coûteuse ne peut même pas être mis à la disposition du consommateur et qu'il sert à nourrir les mange-mil.

Mais le scandale est encore plus sérieux en ce qui concerne la compagnie générale des oléagineux tropicaux. Cette compagnie a bénéficié du 19 mai 1948 au 1er juin 1952 d'une subvention de 2.868 millions, alors que son projet initial de cultures d'arachides en Casamance portait sur 200.000 hectares; selon certaines informations, on sait que 2.000 hectares seulement ont été mis en culture.

M. le rapporteur. Il ne faut pas confondre Richard Toll et la Casamance!

M. Franceschi. C'est ce que je n'ai pas fait.

M. le rapporteur. Me permettez-vous de vous interrompre, mon cher collègue?

M. Franceschi. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, avec l'autorisation de l'orateur.

M. le rapporteur. Je voudrais vous dire, monsieur Franceschi, que notre collègue M. Dia a fort opportunément fait observer tout à l'heure que toutes les expériences de planification, dans tous les pays du monde, ont connu, au début, des mécomptes.

M. Franceschi. Donc je ne fais que compléter les explications déjà données à ce sujet par notre collègue M. Dia.

M. le rapporteur. Il y a peut-être eu des mécomptes, certainement pas des scandales.

M. Marius Moutet. Un ministre s'est opposé à la mise en culture de 400.000 hectares d'arachides.

M. le rapporteur. Il serait peut-être préférable de ne pas rappeler certain grand programme de petits travaux.

M. Franceschi. Laissez-moi, je vous prie, aller jusqu'au bout de mon raisonnement. Un document de la commission du plan du F. I. D. E. S. indiquait en juillet 1953 au sujet de la Compagnie générale des oléagineux tropicaux:

« Malgré les acquits techniques et économiques, l'expérience de la C. G. O. T. en Casamance se solde par un déficit excessif pour le budget. Aussi croyons-nous utile, dans l'intérêt même de la C. G. O. T., que toute la lumière soit faite sur la gestion de cette affaire ». Ce qui n'a pas empêché d'ailleurs le F. I. D. E. S. d'accorder une nouvelle subvention à cette société.

M. Durand-Réville. C'est une société d'Etat, monsieur Franceschi!

M. Romani, *rapporteur pour avis de la commission de la France d'outre-mer.* C'est une précision importante.

M. Franceschi. Cela n'a pas empêché de gaspiller des centaines de millions.

Tel est aussi le cas de cette usine très moderne d'huile de palme construite à Tséiré, au Togo, qui a coûté 85 millions de francs C. F. A. et qui fut abandonnée peu après sa mise en marche pour manque de palmiste.

Les dilapidations des crédits d'investissement prennent une telle ampleur qu'elles soulèvent quelquefois des protestations jusque dans les rangs de la majorité gouvernementale. C'est ainsi que M. Aubame, député du Gabon, dans une question écrite posée à M. le ministre de la France d'outre-mer, en date du 25 novembre 1953, signalait les faits que voici:

« Considérant que la première tranche du plan quadriennal se termine en juillet 1953 et que la situation des dotations du F. I. D. E. S. arrêtée au 30 septembre 1953 fait mention d'une attribution au territoire du Gabon de 3.311.700.000 francs d'autorisations d'engagement et de crédits de payement s'élevant à 2.679.300.000 francs, non compris l'exercice 1952-1953, le soussigné s'enquiert auprès de M. le ministre de la France d'outre-mer des réalisations accomplies dans ces territoires à l'aide des crédits.

« Jusqu'à présent, il n'existe, malheureusement, au Gabon, ni lycée, ni hôpital, ni port, ni route, ni aucune réalisation qui puisse justifier l'emploi de sommes aussi importantes.

« Dans le cas où les crédits auraient été véritablement affectés au territoire du Gabon, il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour rechercher les responsabilités encourues et, s'il existe des responsables, s'il entend engager des poursuites pour dilapidation de deniers publics. »

Telle est la question écrite posée par M. Aubame. Je lui dirai que si dilapidation il y a, il peut être certain que ce ne sont pas les ouvriers et les paysans gabonais qui en auront profité.

D'une manière générale, l'exportation des capitaux sous forme d'investissements publics a procuré au capitalisme colonial de substantiels profits. Si nous prenons les bénéfices nets réalisés

par vingt-trois sociétés de l'Afrique noire, nous voyons que ces crédits sont passés de 776 millions en 1947 à 2.650 millions en 1952. Je voudrais ainsi démontrer à M. Durand-Réville que les sociétés coloniales peuvent aisément supporter une augmentation des salaires de leur personnel.

M. le rapporteur pour avis. C'est une prise à partie !

M. Durand-Réville. Et si je vous disais que l'ensemble des augmentations de capital des sociétés a été supérieur au total des bénéfices réalisés depuis la libération ?

M. Franceschi. Nous avons déjà entendu cela, en 1946, lorsqu'on a aboli le travail forcé.

Mieux encore, le fait que les plans d'équipement ont eu pour but de grossir les profits capitalistes nous permet de mieux comprendre pourquoi on a donné la préférence aux investissements d'infrastructure au détriment des investissements sociaux. Les dépenses d'infrastructure, dont on connaît l'importance, ont pour but essentiel de permettre l'investissement ultérieur des capitaux privés dans des conditions rentables, c'est-à-dire susceptibles de leur assurer les profits les plus élevés.

N'est-ce pas M. Caillavet qui l'indiquait en ces termes, au dernier congrès du parti radical:

« Si la création des bases économiques relève de l'action des pouvoirs publics il n'empêche que, la création de la richesse incombe essentiellement à l'initiative privée. »

Cet impératif, d'ailleurs, n'avait pas échappé aux organisateurs du plan. Le capital privé devait relayer l'effort public. Quoi d'étonnant, dans ces conditions, que le plan ait subi un échec ? Quoi d'étonnant d'entendre des hommes toujours plus nombreux parler de la mort du plan ? Quoi d'étonnant de voir les populations d'outre-mer se détourner de ce projet ?

Au terme de mon exposé ma conclusion sera très brève: nous voterons contre ce projet en donnant à notre vote le sens d'une protestation contre les gaspillages et les dilapidations des deniers publics dont les territoires auront à supporter les conséquences. Notre vote sera également une protestation contre l'orientation politique actuelle que nous estimons contraire aux intérêts des populations parce qu'elle aboutit, comme le disait M. René Moreux, à un renouveau du pacte colonial. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Julien Gautier.

M. Julien Gautier. Monsieur le ministre, mes chers collègues, je ne veux pas faire d'aussi longs discours que mes honorables prédécesseurs. Je voudrais redescendre des hauteurs où ils se sont élevés pour vous apporter des points de vue plus terre à terre. J'ai à vous parler, moi aussi, des crédits d'investissement. Ces crédits sont beaucoup trop faibles. Il n'est pas besoin de beaucoup de commentaires pour vous en persuader: c'est un fait de notoriété publique. Cependant, je pense qu'avec une répartition convenable ils peuvent être encore efficients. Le but à atteindre n'est pas à mon sens de développer seulement la production. Il faut que les produits arrivent à la côte à des prix qui leur permettent d'être compétitifs sur le marché international. Je ne vous parle pas du prix mondial, je vous parle du prix du producteur le mieux placé, par exemple, pour les arachides, il faut s'aligner sur le Coromandel, pour le sisal il faut s'aligner sur l'Afrique orientale anglaise. Il faut prendre les grands producteurs mondiaux comme point de comparaison.

Si cela est facile, en développant simplement la production lorsqu'on est près de la côte, la question des moyens de transport devient capitale lorsqu'on est très loin dans l'intérieur. Vous me direz que les précédents plans ont accompli un effort à cet égard. Les succès ont été inégaux et comme résultat, le moins qu'on puisse dire c'est qu'il faut poursuivre les travaux avec beaucoup d'énergie pour arriver à un abaissement sérieux du prix des transports.

A cet égard, je vous parlerai, comme il m'arrive souvent, d'une région que je connais bien et qui est le Tchad. Cette région a le tort de se trouver à 1.500 kilomètres de Douala. C'est le pays très agricole du moyen Logome dont la capitale est Moundou. Dans ce pays-là, il y a des terres excellentes, il y a des pluies suffisantes. Il y a, d'autre part, des possibilités d'irrigation énormes. Les populations sont très vivaces, très solides au point de vue social; elles se reproduisent à une vitesse record et, par conséquent, sont capables de produire de très grandes quantités de coton, d'arachide, de lin, de ricin, de karité.

Mais de tout cela, à l'heure présente, on ne peut exporter que le coton parce que, seul, il peut supporter les frais de transport. On a bien fait l'année dernière des essais d'exportation par avion et notamment on a pu exporter de Moundou non seulement du coton mais aussi du riz du Logome, produit à 150 kilomètres de Moundou, ce riz arrive à Douala par avion au prix de 35 francs C. F. A., c'est-à-dire qu'il était compétitif au prix mondial, lequel était alors à peu près de 70 francs de la métropole. Il y avait 17 francs de transport au kilogramme par avion pour venir du Logome. Si au lieu de passer par avion, on avait voulu passer par le Bénoué le transport aurait coûté 20 francs. Si l'on fait le grand détour classique par Brazzaville et Pointe-Noire, cela coûte 30 francs le kilogramme. Mais, mesdames, messieurs, il est un vieux projet: c'est celui du chemin de fer du Cameroun; la prolongation jusqu'au Tchad de la voie qui va déjà de Douala à Yaoundé.

Cependant, ce chemin de fer traverse la forêt et la montagne, donc, la section la plus difficile, qui arrive jusqu'à Yaoundé. Les études d'ensemble ont été faites sur tout le parcours par le colonel Milhau, de 1928 à 1930, et on a refait des études de détail qui conduisent à peu près à Nanga-Eboko, c'est-à-dire à 125 kilomètres plus loin que Yaoundé.

M. le rapporteur. Son tracé ne vaut absolument rien!

M. Julien Gautier. Peut-être au point de vue idéal et des ingénieurs, n'est-ce pas bon, mais ce qui est certain, c'est que les trains roulent et transportent beaucoup de marchandises. Le chemin de fer existe, ce qui est une grande vertu.

Or, d'après les études qui ont été faites en 1930 et d'après celles qui ont été refaites depuis, le chemin de fer reviendrait environ à 15 millions le kilomètre, pour une voie unique de 1 m 05. Ce chemin de fer peut être amorti en ce qui concerne la voie, c'est-dire que des tarifs comportant non seulement les frais habituels d'exploitation, mais aussi le payement d'un intérêt de 5 p. 100 sont très admissibles; l'amortissement pourrait avoir lieu si le trafic comportait le transport de 150.000 tonnes de marchandises de bout en bout.

Or, la région du Logome peut, dans un délai de cinq ans, assurer entre 150.000 et 200.000 tonnes de fret quand on voudra, c'est-à-dire quand on aura les moyens de transport à des prix assez bas permettant de payer les produits sur place à un prix rémunérateur pour le cultivateur. Le coût du transport sera de l'ordre de 12 francs le kilogramme, ce prix comprenant, je le répète, les frais d'amortissement et les frais courants d'exploitation.

Ce n'est pas moi qui ai établi ces chiffres; je les ai pris comme ils sont indiqués par les ingénieurs, ingénieurs qui, d'ailleurs, monsieur le ministre, appartiennent à vos services. C'est dans leur rapport que je les ai puisés.

Par conséquent, la construction de ce chemin de fer est rentable, il pourrait être réalisé par voie d'emprunt indexé et garanti comme tous les emprunts de chemins de fer. Il n'appartient pas au plan de financer cette construction. Cependant, je suis monté à la tribune, précisément pour déplorer qu'aucun crédit ne figure dans le budget concernant les études de ce chemin de fer, car si le chemin de fer doit être réalisé par voie d'emprunt, les études de base doivent assurément être faites par l'autorité publique.

Ce chemin de fer permettrait de débloquer une région qui comprend environ 350.000 travailleurs agricoles de premier ordre. Il ne ferait pas double emploi avec les aérodromes en construction, avec la navigation sur la Bénoué et avec la voie qui passe par le treizième parallèle pour rejoindre les chemins de fer de Nigéria.

Je ne sais pas si vous vous rendez compte que chacun de ces débouchés se trouve à 450 kilomètres environ l'un de l'autre, à peu près les distances qui séparent Dunkerque, Nantes et Bayonne. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que chaque région ait besoin d'une voie particulière et soit capable de fournir assez de produits pour l'alimenter.

Or, l'ensemble des régions du fleuve Logome, du lac Tchad et du Nord-Cameroun comprend environ 2 millions d'habitants. Il est donc extrêmement important. Ce sont les terres les plus riches du Centre-Afrique. J'estime qu'il faut absolument s'occuper de ce problème, entreprendre les études nécessaires de manière que la construction de ce chemin de fer puisse être sérieusement envisagée dans l'esprit de l'entreprise privée et non pas par appel aux fonds publics. Quand on aura vérifié la véracité de ce que j'indique et que j'ai extrait cependant de rapports officiels, je suis tout à fait sûr qu'on pourra créer cela en tant qu'affaire privée. Cependant, il appartient au Gouvernement de s'en occuper pour faire les études et les financer.

Dans le plan, quoi qu'on en dise, il y a eu des erreurs et de très bonnes choses. Il a donné à l'Afrique une impulsion considérable. On ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs. Oui, il y a eu des erreurs. Il faut les entériner, comme les entérine

une affaire commerciale qui ne réussit pas au premier coup. Mais, pour que le plan donne son plein effet, notamment pour que l'effet social soit obtenu, il est capital que les gens gagnent de l'argent. Il faut leur donner le moyen de le faire de telle manière que le plus grand nombre des produits puisse arriver à la côte à des prix compétitifs pour le marché mondial. J'estime que c'est possible dans la plupart des cas. (*Applaudissements à droite, au centre et à gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Arouna N'Joya.

M. Arouna N'Joya. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, il est une question sur laquelle j'aimerais retenir votre attention en raison de son importance capitale. Il s'agit de nos étudiants africains en France. Ils ont parfois mauvaise presse, mais leurs camarades métropolitains ne leur auraient-ils pas donné l'exemple qu'ils auraient encore une excuse. C'est qu'ils sont deux fois jeunes par l'âge et parce qu'ils s'engagent dans une voie où ils n'ont guère eu d'aînés.

Pour nous, Africains, nous les chérissons avec une tendresse que vous comprendrez aisément. Ils portent l'espoir que l'âge et la raison ont accumulé dans nos cœurs à mesure que la force juvénile nous trahit. Ils doivent, un jour, réaliser, au prix, certes, de quelques déchets, ces cadres raisonnables et compétents, alliant la science et l'amour, le souci constructif du renouvellement et l'attachement raisonné aux traditions, ces cadres conscients et sensibles, dont l'Union française a plus que jamais besoin.

Mais si nous avons des raisons de leur vouer une tendresse discrète et légitime, les Français de la métropole n'ont pas moins de raisons de leur accorder une bienveillance vigilante et affectueuse. Car, sans ces cadres, demain, l'Union française n'aurait ni soutien, ni consistance. Leur foi en elle, autant que leur jeune énergie sont les garanties les plus sûres de sa vitalité. Ils constitueront le pont appelé par nos vœux entre les deux civilisations.

C'est par eux, à travers eux, que véritablement vous comprendrez ce qu'il subsiste de bon et d'humain dans nos civilisations et que nos populations saisiront le visage authentique de la véritable grandeur de la France. Car il faut vraiment n'être pas difficile pour se contenter de l'image assez sommaire et artificielle que les populations africaines se font de la France. Elle est belle évidemment, mais de la beauté d'un mirage aux reflets lointains et inhumains. Il serait aussi décevant que dangereux d'exercer la crédulité populaire avec un prestige que l'ambition assimilatrice contribue à entretenir et en même temps à vider de sens humain. Il faut dépasser le stade de l'autorité mystérieuse et de l'assimilation pour rejoindre celui, plus humain, de la compréhension mutuelle et de la communion.

Il est juste d'ajouter que l'idée que le Français métropolitain se faisait du noir était aussi sommaire et factice.

Des deux côtés, nous avons intérêt à nous connaître profondément et à découvrir que les peuples français sont à la fois infiniment plus variés et plus profondément humains qu'ils ne le croient eux-mêmes.

Or, ces chances d'union et de communion fraternelles, c'est aux étudiants africains d'abord qu'il faut les demander.

Loin de moi la pensée de vouloir minimiser le rôle de la jeunesse métropolitaine dans la construction de l'Union française. Outre qu'en France plus qu'ailleurs la jeunesse a toujours été à l'avant-garde de toutes les grandes réalisations, elle nous offre une souplesse d'adaptation et de compréhension qu'il serait injuste de demander aux générations mûres.

Mais des traditions, des cadres institutionnels, des sagesses sûres d'elles, existent déjà pour les jeunes métropolitains. Les erreurs et les tâtonnements sont plus limités chez eux que parmi les jeunes Français d'Afrique, au point qu'il serait à peine exagéré de dire qu'il est aussi facile à un étudiant noir de servir en France, comme ingénieur, maître d'école, médecin ou avocat, qu'à son camarade métropolitain.

Le peuple français, par ailleurs, et c'est sa gloire inaliénable, est le plus accueillant qui soit au monde.

Au contraire, sauf de rares exceptions qui tiennent du miracle, un jeune métropolitain remplacera difficilement, en Afrique, un jeune Africain de même valeur.

C'est pour ces raisons et pour d'autres encore que je me permets d'attirer la bienveillante attention de l'assemblée et de M. le ministre sur nos étudiants.

Vous en ferez des ratés, des aigris qui ne seront utiles ni à la France, ni à l'Afrique, ou bien vous en ferez des animateurs dont la compétence et la foi doivent faire vivre et le corps et l'esprit de l'Union française. (*Applaudissements à gauche, au centre et a droite.*)

La tâche n'est certes pas des plus faciles. Mais a-t-on jamais vu le génie français se passionner pour l'automatisme des solutions, pour les besognes faciles ? Ce problème de la jeunesse africaine est digne de votre plus grande attention et le bénéfice d'une œuvre grandiose, dans cet ordre, ne déparera pas le prestige, justement acquis parmi les nations modernes, d'une France traditionnellement institutrice du monde (*Nouveaux applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Josse.

M. Josse. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, je me permets de vous faire part des réflexions que j'ai pu faire à la suite de la lecture du projet de budget qui nous a été présenté par le département des territoires d'outre-mer. Ces réflexions sont de deux ordres.

Voici ma première observation: les chiffres qui nous sont présentés correspondent-ils réellement aux réalités de demain ? Il me semble que non, et cela pour deux raisons: une qui vient de naître et une autre qui va naître.

Il y a six semaines environ, j'étais en Afrique, et c'est à ce moment-là, justement, que l'on parlait de l'application du code du travail dont M. Durand-Réville nous entretenait tout à l'heure. Cela s'est traduit très rapidement par une augmentation des salaires de l'ordre de 20 p. 100. Je ne pense pas, en conséquence, que ce budget, étudié compte tenu de marchés en cours, ait pu prévoir l'augmentation certaine que les entreprises, qui sont quand même du secteur privé, ne manqueront pas de demander à l'occasion des clauses de revision qui existent dans tous les marchés.

Ainsi donc, pour cette première raison actuellement existante, je ne pense pas que les chiffres qui nous ont été soumis seront vérifiés dans l'avenir immédiat de 1954.

Il y a une deuxième raison: Il existe actuellement en Afrique, nous le savons, deux catégories de citoyens: ceux qui sont payés par le secteur public en vertu des dispositions de la loi Lamine-Guèye, et ceux qui sont payés par le secteur privé. Il m'étonnerait fort que cette discrimination entre deux sortes de personnes existât bien longtemps et je suis persuadé qu'un jour ou l'autre il y aura extension au secteur privé des avantages qui ont été accordés aux emplois du secteur public.

Mais alors, nous en arrivons quand même à quelques résultats étonnants. En l'espace de quelques années, des personnes du secteur public, quasi illettrées d'ailleurs, sont passées grâce au système des allocations familiales qui a été appliqué en Afrique, pays de polygamie, tel qu'il avait été conçu en France, pays de monogamie, de quelques centaines de francs de salaire à des dizaines et des dizaines de milliers de francs par mois.

J'ai vu, il y a six semaines environ, à Abidjan, des feuilles de paye qui ressortissaient d'une administration publique et desquelles il résultait qu'un personnel illettré à solde de base de l'ordre de 6.000 à 7.000 francs par mois était payé, en raison des dispositions de la loi Lamine-Guéye, parce que ces hommes prétendaient avoir en charge deux ou trois femmes et trois, six ou neuf enfants, entre 36.000 et 70.000 francs C. F. A., ce qui représente de 72.000 à 140.000 francs métropolitains.

M. Durand-Réville. Je n'ai pas de responsabilité à ce sujet!

M. Josse. Quand on songe qu'ici on se bat encore relativement au minimum de salaire qui serait fixé, je crois, aux environs de 27.000 francs métropolitains pour l'ouvrier français.

Je ne m'indigne pas, je constate, et je tiens simplement à signaler que, si le secteur privé se voit appliquer les dispositions de la loi Lamine-Guéye dans le courant de l'année 1954, les chiffres qui nous sont présentés aujourd'hui ne seront très certainement pas d'application.

Cela, messieurs, fait l'objet de ma première observation.

D'autre part, je me suis penché sur ce qu'on appelle le chapitre spécial des investissements. Il nous appartient, à nous autres, de voir si ces investissements sont judicieusement employés. Evidemment, on a fait de grande travaux; nous en sommes d'accord. Nous avons le grand exemple du port d'Abidjan, mais ne disons tout de même pas qu'il est né de plans nouveaux, nés eux-mêmes en 1946, puisque c'est en 1937 qu'on a commencé sa réalisation. Puis n'oublions pas qu'à notre grand étonnement ce port en eau profonde, succès de la science moderne, nous coûte infiniment plus cher relativement au transit que notre bon vieux wharf de Port-Bouet, toutes choses restant égales en ce qui concerne les variations de la monnaie.

Grands travaux, routes ? Monsieur le ministre, vous savez très certainement, par les interventions qui sont faites auprès de vous, à quel point nous autres colons, de même que les masses africaines, nous réclamons que certains travaux, commencés quelquefois depuis dix ans, soient enfin terminés;

des routes sont amorcées, des ponts entrepris et rien n'est fini. Nous en arrivons même à ce résultat étonnant de voir qu'alors qu'il existe des fonds mis à la disposition des différentes personnes physiques ou morales dont je me permettrai de parler tout à l'heure — ce que M. Franceschi a fait — nous sommes obligés d'inventer une sorte d'acrobatie de budget qu'on appelle le fonds routier. C'est entre nous, dans nos territoires, que nous sommes obligés d'inventer la façon de « chiper » au passage une partie du capital que représente tel ou tel produit pour pouvoir entretenir nos voies de communication. Cela n'est pas admissible.

Notre collègue M. Franceschi nous parlait tout à l'heure de différents investissements qui se sont révélés malheureux. Je suis, sur ce point, parfaitement de son avis. Je prends l'exemple du lycée de jeunes filles de Bamako qui coûte 300 millions. Quand on se rend compte que ces jeunes filles ne demandent qu'à faire des sages-femmes, j'ai l'impression que nous aurons plus d'accoucheuses que d'accouchées si nous continuons sur ce chemin (*Sourires.*) Nous avons ce fameux building de Dakar, sorte de réalisation économique particulièrement « tape à l'œil », qui peut, effectivement, étonner l'étranger qui arrive.

M. Franceschi. Il y a aussi la Médina.

M. Josse. Il y a, effectivement, la Médina. Le building a coûté 600 millions, modique somme, qui est tout de même à considérer!

Nous avons des autostrades de 10 kilomètres de long, alors qu'il serait bon d'entretenir tout simplement nos bonnes vieilles pistes, qui nous permettaient de faire 200, 300, 500, 3.000 kilomètres — c'était la longueur de notre réseau routier en Côte d'Ivoire — plutôt que d'avoir une allée impériale qui s'arrête — excusez-moi le mot, c'est une expression indigène — au poto-poto, c'est-à-dire à un infranchissable bourbier.

Je n'insisterai pas.

Vous connaissez le pool du bois de l'Afrique équatoriale française. Des milliards s'y sont volatilisés. En ce qui concerne les sociétés mixtes, permettez-moi de vous dire que je ne suis pas du tout d'accord avec les pouvoirs publics. Alors que nous avons tant besoin d'argent là-bas, nous voyons se constituer des sociétés nouvelles certaines d'avoir trouvé la panacée de l'économie des territoires d'outre-mer. Des centaines de millions leur sont avancés. Pourquoi faire? Rien, si ce n'est faire fallite. Il arrive que, parfois, des faillites soient heureuses pour un pays. J'ai vu de grandes sociétés qui par suite d'affaires malheureuses entraient en faillite, en banqueroute ou en déconfiture. Mais il restait des roues qui étaient faites, il restait des maisons, des plantations. Dans ces affaires nouvelles, il ne reste rien, rien qu'une dette. Cela, évidemment, n'enrichit pas nos territoires.

M. Durand-Réville. Très bien! C'est une excellente démonstration.

M. Josse. Je crois qu'il s'agirait tout de même de voir où nous avons lieu d'orienter les crédits qui peuvent être disponibles. Eh bien, tout simplement, là où se trouvent ce que j'appelle les créateurs de richesses. Ils sont de deux ordres. C'est d'abord l'immense paysannat noir, qui représente 99,5 p. 100 de la population, et qui, je vous le dis, n'est pas toujours représenté par ses élites. Puis, il y a le colon, c'est-à-dire 1 p. 1000 de la population, noyé au milieu de tous ces indigènes mais qui a été par eux imité depuis des décades. Ne l'oublions pas, si le café existe — et on en récolte 70.000 tonnes par an dans la Côte d'Ivoire, ce qui représente un capital annuel de l'ordre de 14 milliards de francs métropolitains, et on récolte du cacao à peu près pour la même proportion — si toutes ces richesses-là existent, c'est tout simplement parce que, il y a vingt, trente ou quarante ans, avant même qu'un service de l'agriculture existe, des colons ont commencé à planter et qu'avant même qu'un service des travaux publics soit intervenu, ils ont tracé leurs pistes, leurs routes, ont traversé la brousse, ont pris des indigènes à leur service. Ces derniers, par la suite, les ont purement et simplement imités, de telle sorte qu'aujourd'hui nous avons, en Côte d'Ivoire, par exemple, 102.000 planteurs indigènes qui, en définitive, vous donnent effectivement les 70.000 tonnes de café dont je vous parlais tout à l'heure. Il y en a autant en cacao.

Nous parlons crédits. C'est vers ces gens-là, ces paysans noirs et ces colons qu'on doit orienter les crédits disponibles.

M. Franceschi. Cela n'entre pas dans la réalisation du plan.

M. Josse. Nous sommes en train de rechercher quelles sont les solutions optima à adopter et j'essaie, avec ma vieille expérience de colon, de vous les donner.

*

C'est en faveur de ces personnes que nous pouvons effectivement envisager des sortes de coopératives qui, naturellement, devraient être orientées et dirigées par des personnes compétentes et qui seraient subventionnées par les fonds en question, lesquels n'iraient pas alimenter des sociétés de trottoir en caoutchouc dans la lune (*Sourires*), mais qui, précisément, pourraient aider les cultivateurs pour transporter leurs produits, engraisser leurs terres et soigner leurs plants. Cela est possible, et autre chose encore est possible.

Les colons qui sont là-bas depuis dix, quinze et vingt ans, ces gens qui ont installé des plantations, des exploitations forestières, ou des exploitations commerciales, ont besoin de crédits. Mais s'ils désirent obtenir un petit crédit de 2 ou 3 millions pour acheter des camions, un tracteur, pour préparer une campagne d'engrais, alors permettez-moi l'expression qui est un peu triviale mais qui est vraie, c'est la croix et la bannière. A côté de cela il y a des sociétés qui trouvent le moyen d'obtenir des centaines de millions, on se demande vraiment comment et sur quelle garantie.

J'ai cru qu'il était de mon devoir de vous crier: casse-cou! Le paysan noir mérite d'être aidé. Le petit artisan blanc aussi. L'un comme l'autre, s'interpénétrant, constitueront l'intégration dont on parle, non pas seulement l'intégration du noir vers le blanc, mais aussi du blanc vers le noir, le blanc venant justement en Afrique pour y travailler, y créer des richesses, en un mot s'incorporer à ce continent.

Il est nécessaire de soutenir cette intégration, car c'est elle qui formera, dans le domaine des faits et dans un certain temps, ce que l'on appelle l'Union française.

Nous ne le faisons pas en ce moment et c'est ce que je regrette, je me permets de le souligner. En effet, si nous continuons dans cette voie, tous nos territoires vont être dotés d'une énorme machine économique, de buildings à ascenseurs, d'outillages extraordinaires sans rentabilité et fort coûteux d'entretien, et lorsque la manne céleste du F. I. D. E. S. ou de la caisse centrale se tarira, ce seront nos territoires eux-mêmes qui devront prendre en charge un outillage économique monstrueux dispendieux et sans rendement. Nous aurons été alors, vis-à-vis des habitants de ces territoires, non pas des bienfaiteurs, mais tout le contraire.

M. Durand-Réville. *Timeo Danaos...*

M. Josse. ... *et dona ferentes! (Rires.)*

C'est pourquoi j'estime que, sans vouloir prendre toutes ces choses au tragique, nous avons tout de même lieu de les voir avec un certain pragmatisme. Il est peut-être temps d'arrêter et de renverser la vapeur. Mon temps étant limité, je ne veux pas m'étendre sur un problème que je résume brièvement.

1° Relativement au budget, je crois qu'en 1954 aucun des chiffres qu'on nous présente ne se trouvera vérifié. 2° L'orientation que nous donnons à nos crédits doit être changée quant à son sens, et ce sens, c'est l'intérêt immédiat, pratique et terre à terre de la petite population indigène et du petit colon français. Si nous en jugions différemment, nous arriverions à une véritable catastrophe.

C'est la raison pour laquelle je vous lance cet appel. Autrefois, on parlait de l'Empire. Maintenant, on parle de l'Union française. Faites en sorte que, dans l'avenir, il ne soit pas posé la question suivante: « L'Union française ne serait-elle qu'un vocable nouveau fait pour masquer l'impéritie et la paresse d'une nouvelle France incapable de faire valoir l'impérial héritage que lui ont légué des ancêtres qui furent grands? » *(Vifs applaudissements à droite, au centre et sur plusieurs bancs à gauche.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de la France d'outre-mer.

M. Louis Jacquinot, *ministre de la France d'outre-mer.* Mes chers collègues, je serai bref, je le regrette et je m'en excuse. J'aurais voulu répondre complètement à tant d'observations, de suggestions et de critiques et à l'ensemble des questions qui m'ont été posées. Mais les travaux du Sénat sont urgents et le président de cette Assemblée m'a demandé de résumer mes observations. Je compte d'ailleurs, à propos de la discussion des articles, intervenir pour préciser ma pensée et répondre aux orateurs qui se sont succédé à cette tribune.

Trois questions fondamentales ont été soulevées. La première concerne la réforme administrative qui a suscité à l'Assemblée nationale de nombreuses difficultés depuis deux années, la seconde les investissements, la troisième l'application du code du travail.

On m'a presque reproché d'avoir qualifié la réforme que mes services ont entreprise du mot désagréable de « réformette ».

C'est dire que je l'envisageais dans un cadre limité, sous l'angle des discussions budgétaires, dans le volume des crédits de fonctionnement de mes services, qui, depuis quelques années, j'en conviens, n'ont guère changé. Je n'avais pas d'autre ambition ni d'autre prétention. J'ai agi dans la mesure qui m'avait été tracée par l'Assemblée nationale. Qu'avons-nous fait ? J'ai désigné un inspecteur de la France d'outre-mer pour procéder à une enquête dans les services. Un rapport volumineux a été fourni, qui a demandé à ce fonctionnaire une année d'études et un travail quotidien que je peux qualifier d'acharné.

Service par service, tâche par tâche, il a analysé toutes les directions du ministère de la rue Oudinot. Je sais bien que la conclusion n'est pas très spectaculaire. Quarante emplois ont été supprimés. Des regroupements ont été effectués — et je remercie MM. les rapporteurs qui ont rendu hommage aux timides efforts qui ont été réalisés — puisque le service d'information et celui du cinéma ont été regroupés, que la recherche scientifique a été réorganisée en vertu d'un décret qui est à l'heure actuelle soumis à la ratification du Parlement; enfin, que d'autres modifications ou transformations ont été opérées dans différents services.

Petite réforme qui en appelle d'autres, je le sais. Mais ces réformes que le Parlement attend ne sont pas des réformes purement administratives. Elles sont de véritables réformes politiques qui demandent, vous le pensez bien, une réflexion, une méditation prolongées, non seulement de la part du Parlement, mais de la part du Gouvernement et du ministre de la France d'outre-mer.

Cette « réformette » aura d'ores et déjà certaines prolongations et je puis donner des apaisements à M. Saller, puisque j'ai envoyé, il y a quelques jours, une mission composée d'un certain nombre d'inspecteurs de la rue Oudinot auprès des fédérations et des gouvernements locaux pour un travail d'étude qui permettra d'opérer un certain nombre de transferts d'attributions et d'analyser les possibilités de répartition des ressources et des charges des différents territoires. Ce travail est minutieux. Il comporte, comme vous pouvez le penser, une étude plus approfondie encore que celle qui a été consacrée aux réformes de l'administration centrale et je pense, dans six mois — si ce Gouvernement est encore en vie ou, s'il n'en était pas ainsi, mon successeur — pouvoir apporter ici des conclusions.

Il est d'autant plus difficile de procéder à ces réformes de la fédération et des territoires que les opinions sont partagées sur ce sujet: beaucoup de nos collègues pensent au fédéralisme, d'autres, au contraire, pensent à une déconcentration et à un affranchissement des territoires par rapport à la fédération, d'aucuns, au contraire, regrettent que la fédération ne soit pas assez puissante.

J'en vois pour preuve le discours prononcé à Brazzaville par le président du Grand Conseil et dont je voudrais vous lire quelques extraits, pour vous montrer la complexité et la difficulté de ces problèmes.

Que dit le président du Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française ?

« Les relations entre gouvernement et métropole ne sont pas plus simples que de gouvernement à fédération. Est-ce bien dans la note du moment ? Allons-nous diviser ce qui est rassemblé, alors que dans ce monde on agglomère ce qui est divisé ? Les petits Etats éprouvent de plus en plus le besoin de fusionner pour se défendre humainement, politiquement, économiquement. Allons-nous avoir une optique opposée, alors que, tous ensemble, nous ne sommes pas encore bien puissants ? »

C'est vous dire, mesdames, messieurs, les difficultés qu'il y aura à trouver des solutions valables, qui seront issues, ou de projets de loi, ou de propositions de loi, c'est-à-dire de l'initiative gouvernementale ou de l'initiative parlementaire.

En tout cas, et pour me résumer sur ce point, je voudrais vous lire les instructions que j'ai adressées aux inspecteurs dont je viens de parler. Voici les instructions qui leur ont été fournies: « Les études s'attacheront à rechercher toutes les améliorations et les économies susceptibles d'être apportées au fonctionnement des services, dans le cadre des institutions et de l'organisation actuelle. Elles porteront ensuite sur la possibilité des avantages et des inconvénients de mesures de déconcentration tendant à reporter de l'administration centrale aux autorités locales, et dans les gouvernements généraux de l'autorité fédérale aux autorités territoriales, la décision dans les divers domaines de l'action administrative.

« En ce qui concerne la situation financière, les missions s'attacheront à préciser la situation financière des territoires. Leur étude portera sur les mesures propres à l'améliorer, spécialement par un aménagement et une réduction des charges, compte tenu des conclusions des enquêtes prescrites ci-dessus. Les missions d'inspection, notamment en Afrique équatoriale française, en Afrique occidentale française et à Madagascar, devront s'attacher tout particulièrement à l'étude des problèmes que pose la structure générale de ces gouvernements généraux, tant dans le domaine de l'organisation administrative que dans celui des rapports financiers. Elles étudieront notamment si la répartition entre le budget général et les budgets locaux des recettes et des dépenses peut et doit être modifiée ».

Ce sont ces conclusions que, dans quelques mois, le ministre pourra apporter devant vous.

Je voudrais aussi, sur un point de détail, donner réponse à M. le rapporteur de la commission des finances. Il n'est pas exact de dire que la sous-direction des finances locales de la direction des affaires économiques a été rattachée tout entière à la direction du contrôle. Seul le bureau de contrôle a été rattaché comme il se doit à cette direction; le bureau financier reste rattaché à la direction des affaires économiques.

Pour aller vite, je ne voudrais dire qu'un mot des crédits d'investissement. Ils sont, je le reconnais, inférieurs à ceux de l'an dernier. Je dois dire que la présentation des documents budgétaires les fait apparaître plus faibles qu'ils ne sont en réalité. Quelle est en effet maintenant la nouvelle présentation ?

Vous savez qu'auparavant le budget de la reconstruction et des investissements accordait des subventions et que le fonds de modernisation et d'équipement donnait des avances à la caisse centrale — soit à la section générale du F. I. D. E. S., soit aux sections locales — ainsi qu'aux collectivités publiques et aux entreprises privées.

Dans la nouvelle présentation, les dépenses en capital comprennent les subventions du budget de reconstruction et d'équipement, plus les avances aux sections locales qui restent détachées dans une ligne budgétaire que l'Assemblée a précisée par un vote: 20 milliards affectés aux avances de la caisse centrale, c'est-à-dire aux collectivités publiques et aux entreprises privées.

Voilà la raison pour laquelle il peut apparaître au Conseil qu'il y a diminution de crédits, mais, je le répète, ces 20 milliards sont votés par l'Assemblée nationale et, par conséquent, sont inscrits dans les crédits d'investissement.

M. le rapporteur. Nous avons tenu compte de ces 20 milliards dans la comparaison que nous avons faite.

M. le ministre. Je le sais, monsieur le rapporteur, mais étant donné qu'un débat a eu lieu à l'Assemblée nationale, c'est peut-être plutôt à elle — et je m'en excuse devant le Conseil de la République — que ces précisions s'adressent. Je voulais, en tout cas, confirmer la position prise par le Gouvernement en cette matière.

Répondant au rapporteur de la commission des finances en ce qui concerne les crédits d'engagement affectés aux opérations nouvelles, et connaissant d'avances ses objections, je tiens cependant à donner des précisions chiffrées. Il y a une différence en moins de 12 milliards, dites-vous. Oui, si vous comparez les chiffres de 1954 et ceux de 1953, c'est-à-dire 45 milliards et 33 milliards. Mais — vous le savez bien — au début de cette année, 9 milliards ont été bloqués. Par conséquent, il faut comparer 33 milliards à 36 milliards, ce qui fait une diminution de 3 milliards seulement.

Telles sont les quelques observations que, sur ce point, je voulais présenter au Conseil de la République.

M. le rapporteur. Quelle part, monsieur le ministre, allez-vous supporter sur les 30 milliards d'économies qui, aux termes d'un article de la loi de finances, doivent être effectuées au début de l'année 1954 ? Vous n'en savez encore absolument rien et je crois que vous préjugez une décision trop favorable du ministre des finances.

M. le ministre. Dans les circonstances actuelles, je ne peux que m'en référer aux chiffres que j'ai sous les yeux et, croyez-moi, je ne puis engager l'avenir. Tout ce que je peux affirmer, c'est que défendrai avec acharnement les crédits qui me sont accordés. Je suis d'ailleurs persuadé que je serai aidé dans cet effort par les deux Assemblées.

M. Durand-Réville. Très bien!

M. le ministre. En résumé, voici le détail des crédits accordés. En 1953: section centrale, 11.450 millions; sections locales, 54.800 millions; caisse centrale, 13.450 millions; soit au total, 79.700 millions: En 1954: section générale, 12.500 millions, soit 1.220 millions de plus; section locale, 38.500 millions; caisse centrale, 20 milliards, ainsi que je viens de le dire...

M. le rapporteur. Dix-neuf milliards seulement. Il y a un milliard pour les départements d'outre-mer qui ne relèvent pas de votre ministère.

M. le ministre. Le chiffre de 19 milliards est un chiffre minimum. Le mien est un chiffre moyen que je pense d'ailleurs pouvoir dépasser.

Le total est donc de 71 milliards, plus 1.220 millions, c'est-à-dire 72 milliards 220 millions, comparés aux 79.700 millions de l'année dernière.

Pourquoi cette diminution de crédits ? Les orateurs, en particulier notre collègue M. Josse, viennent d'en donner la justification. En effet, le premier plan a donné certains déboires, encore que je sois le premier à rendre hommage à l'effort considérable qui a été fait par ses initiateurs et ses réalisateurs, en particulier dans le domaine agricole. Les expériences évoquées à cette tribune n'ont pas toujours donné des résultats intéressants, bien qu'elle aient consommé un volume important de crédits. C'est pour éviter le retour de ces erreurs que nous avons voulu être prudents et que nous considérons préférable d'encadrer la production autochtone et, par conséquent, comme on le suggérait tout à l'heure, d'accorder des crédits plus nombreux, mais moins généraux.

C'est la raison pour laquelle, quoiqu'ayant augmenté les crédits d'investissements en faveur de l'agriculture, nous avons cependant renoncé aux grandes expériences trop coûteuses et nous sommes obligés, pour dépenser les crédits accordés, de procéder à une mise en place, de former un personnel d'encadrement, ce qui nécessite un délai de quelques mois, sinon de quelques années. Si nous affectons trop de crédits au domaine agricole, nous ne pourrons peut-être pas les dépenser utilement. C'est dans ce sens que le système a été ralenti et c'est ce qui vous explique que les crédits puissent paraître inférieurs à ceux qui ont été accordés l'an dernier.

Dans le domaine minier, nous ne savons pas quelles seront, au cours de cette année, les augmentations de capital. Nous avons eu soin, dans la section générale du F. I. D. E. S., de réserver des crédits importants pour des opérations futures, mais nous ne pouvons pas encore au cours de cette année, faire le total des crédits qui seront nécessaires pour continuer notre action. En vérité, mes chers collègues, comme le disait un des orateurs, il n'est pas possible de recourir toujours aux subventions de l'Etat, aux crédits de l'Etat.

Au cours de ces débats, on n'a peut-être pas fait assez ressortir un aspect de la politique à laquelle je me suis intéressé depuis que j'ai l'honneur de travailler rue Oudinot, c'est la politique des investissements privés. Nos territoires pourront être mis en valeur par les capitaux privés, à condition que ceux-ci y trouvent des conditions favorables pour s'investir. C'est cette politique des capitaux privés — ce nom n'effraie plus personne, j'imagine — que nous avons entreprise, en faisant en sorte que les capitaux publics constituent un appel pour les capitaux privés en vue de la mise en valeur des territoires extramétropolitains. Voilà, je crois, la politique que nous devons pratiquer.

Dans le domaine minier, des efforts considérables ont été accomplis. Des crédits ont été affectés à l'établissement de la carte géographique d'abord et de la carte géologique ensuite. Un certain nombre de recherches ont été faites. J'ai accordé, grâce au F. I. D. E. S., des crédits pour le recrutement d'un certain nombre de géologues et d'assistants. J'espère qu'ainsi la prospection sera faite beaucoup plus méthodiquement, comme me l'a demandé tout à l'heure notre collègue M. Durand-Réville, et que nous pourrons, par le recensement des richesses, envisager dans l'avenir des plans plus audacieux et utiliser plus rationnellement les crédits qui nous sont affectés.

Je suis persuadé qu'aussi bien pour le cuivre, pour le manganèse, le nickel et le cobalt de la Nouvelle-Calédonie, nous aurons d'ici quelques années un développement tel que nos difficultés disparaîtront et que, grâce à cette politique, nos budgets seront en équilibre. Je pense en particulier au budget de l'Afrique équatoriale française. Grâce, je l'espère, au manganèse de Franceville, il trouvera un équilibre dont, vous le savez, il a un besoin urgent.

Voilà en résumé la politique pratique que nous avons inaugurée. Je pense que vous serez d'accord avec moi pour m'encourager à la poursuivre.

J'aurais voulu répondre avec plus de détails à certaines questions particulières qui m'ont été posées. Je ne voudrais pas cependant, puisque mon collègue et ami M. Romani l'a évoquée, ne pas dire un mot de la situation pénible des administrateurs de la France d'outre-mer. Je la connais. Elle est douloureuse, en particulier pour les administrateurs adjoints, car il est difficile de leur donner un avancement, la carrière étant — comme on le dit en termes vulgaires — « bouchée ». Vous savez qu'une loi récente a créé un échelon supplémentaire, en raison de la nécessité de la promotion d'un certain nombre d'administrateurs au grade d'administrateur en chef; nous avons beaucoup plus d'administrateurs en chef que d'administrateurs adjoints. Ce sont cependant les administrateurs adjoints qui sont le plus nécessaires, puisque ce sont eux qu'il faut placer dans les circonscriptions. Je pense remédier à cet état de choses en demandant à M. le président du conseil de vouloir bien affecter un certain nombre d'administrateurs dans les services internationaux, ainsi que dans les services de la métropole. Je pense aussi découper un certain nombre de grandes circonscriptions, de manière à répondre au vœu de plusieurs collègues qui ont réclamé un meilleur contact entre l'administration et les administrés. J'espère que, dès le mois prochain, un certain nombre de ces opérations seront effectuées, ce qui me permettra de mettre en place de jeunes administrateurs, afin de pouvoir, dans une certaine mesure, remédier à une situation préjudiciable à un corps dont le recrutement souffrira de l'encombrement de la carrière et du défaut d'avancement.

J'en aurais terminé, si je ne voulais vous dire un mot des difficultés d'intégration et, quand je dis difficultés, j'emploie évidemment, un euphémisme. Nous connaissons bien la situation dramatique qui a été évoquée à cette tribune. Là aussi, vous savez de quelle taille est la réforme dont il est question, il s'agit de savoir quelle sera la conséquence de l'intégration des territoires d'outre-mer et de la métropole dans une nouvelle Europe.

J'ai dit, et je répète, que je n'accepterai aucune formule de construction politique européenne qui aurait pour conséquence de séparer les territoires d'outre-mer de la métropole. En agissant de la sorte, je pense répondre au vœu de tout le Parlement. Je réponds en tout cas au devoir de ma charge, en même temps que j'accomplis mon devoir de Français. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale?...

La discussion générale est close.

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion des articles du projet de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion des articles.*)

M. le président. La commission demande que soit appelé dès maintenant l'article 6 (nouveau).

Je donne lecture de cet article:

« Art. 6 (nouveau). — Les crédits ouverts par la présente loi au titre III: « Moyens des services », chapitres 31-01 à 31-02, 33-91 et 33-92, 34-01 à 34-31, sont bloqués à concurrence de un sixième, correspondant aux dépenses des mois de novembre et décembre 1954. Ils ne pourront être débloqués que par une loi spéciale, après le dépôt par le Gouvernement des projets de loi ou l'intervention des décrets relatifs aux réformes suivantes:

« Organisation et attributions de l'administration centrale du ministère de la France d'outre-mer;

« Statut et organisation intérieure des territoires et groupes de territoires dépendant dudit ministère;

« Organisation, composition et compétence des assemblées de ces territoires et groupes de territoires;

« Formation du personnel des administrations relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer. »

La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Les explications que je viens de fournir sur la réforme administrative me semblent suffisantes. J'espère qu'elles auront convaincu M. le rapporteur lui-même. Je le prie donc de renoncer au blocage des crédits qui ne pourrait que gêner le fonctionnement de mes services.

M. le président. Quel est l'avis de la commission?

M. le rapporteur. Les explications que vous venez de nous donner, monsieur le ministre, nous apportent une certaine satisfaction, mais n'apaisent pas toutes nos inquiétudes. Vous avez lu les instructions que vous avez données aux missions d'inspection que vous avez envoyées outre-mer pour étudier la réforme administrative. Il s'agit en premier lieu d'améliorations et d'économies; ces améliorations et ces économies paraissent devoir être une conséquence éventuelle, purement éventuelle, des réformes que nous avons souhaitées et que nous continuons à souhaiter.

Vous avez parlé aussi de mesures de déconcentration du pouvoir de décision. Il ne s'agit pas de transférer du gouverneur général aux gouverneurs le pouvoir de retenir une place d'avion, comme une circulaire de je ne sais plus quelle année l'avait réalisé sous le nom de « réforme » entre Dakar et les territoires qui en dépendent. Ce n'est pas là une réforme admi-

nistrative. Ce n'est même pas la « réformette » dont vous avez parlé tout à l'heure. C'est moins que rien. Ce que nous avons demandé, je le répète, c'est de repenser le problème de la distribution des attributions, de gestion des services publics, de représentation de la souveraineté entre, d'une part, l'administration centrale et, d'autre part, les gouvernements généraux et les territoires eux-mêmes.

Les instructions qeu vous avez données à vos missions d'inspection en vue d'étudier la structure fédérale de certains territoires comme l'Afrique équatoriale française, l'Afrique occidentale française et Madagascar, sont excellentes; elles ne sont pas encore suffisantes car, contrairement aux instructions données à la mission Pinasseau, il faut imposer une orientation à cette revision de la structure fédérale. C'est cela que nous vous demandons.

Vous nous objectez les considérations qui ont été développées à l'Assemblée nationale. Nous y sommes très sensibles, parce que très respectueux des prérogatives de la première Assemblée, mais vous nous permettrez, par une sorte d'égoïme, d'être encore plus soucieux de nos propres recommandations et, par conséquent, de vous demander d'en tenir compte.

Au nom de la commission des finances, je vous demande de donner des instructions pour que le problème de la répartition des tâches administratives, de la structure qui doit en découler, soit repensé suivant les principes que nous avons établis, d'autre part de nous apporter l'engagement que ce problème, comme vous semblez l'avoir indiqué tout à l'heure, sera étudié d'ici six mois et que des projets précis pourront être établis à cette époque pour être soumis soit à votre signature, lorsqu'il s'agira de décisions à prendre par le pouvoir exécutif, soit au Parlement, pour ce qui serait du domaine législatif.

Tel est le sens du blocage que nous avons effectué et c'est précisément pour cela que nous vous laissons un délai de dix mois pour vous donner le temps d'agir. Je n'ai certes pas méconnu ce matin le fait que vous avez pris des initiatives alors que vos prédécesseurs n'avaient rien fait.

Dans mon rapport je ne vous ai même pas ménagé les louanges, mais ici, au-dessus des louanges ou des critiques que nous pouvons faire, il y a l'intérêt général, l'intérêt de la métropole et l'intérêt des territoires d'outre-mer, c'est-à-dire l'intérêt commun de l'Union française. C'est cet intérêt que nous voudrions voir sauvegardé, dont nous voudrions être assurés qu'il sera respecté par le double engagement que nous vous demandons.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je prends volontiers ce double engagement. J'indique également à M. Saller que j'ai instauré dans mon cabinet un certain nombre de conférences pour étudier ces problèmes pour qu'ils puissent être aborder avec toute la clarté désirable devant le Parlement.

J'espère qu'il voudra bien, par conséquent, appuyer mes efforts et apporter à la tâche que j'ai assumée une aide dont je le remercie d'avance.

M. Durand-Réville, *vice-président de la commission de la France d'outre-mer.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le vice-président de la commission.

M. le vice-président de la commission de la France d'outre-mer. Au nom de la commission de la France d'outre-mer, qui a délibéré de cette question, je voudrais me joindre à M. le ministre pour indiquer à M. le rapporteur que cette commission souhaite qu'il veuille bien, étant donné les explications et les assurances qui viennent de nous être fournies, renoncer au blocage qu'il avait sollicité de la part de la commission des finances.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je suis partagé entre un double devoir, monsieur le président, mes chers collègues, celui de respecter la décision unanime de la commission des finances et celui de céder aux instances de la commission de la France d'outre-mer. Vous m'excuserez d'hésiter au moment où il faut prendre cette décision et de demander à l'Assemblée de m'aider dans mon choix.

M. Romani, *rapporteur pour avis de la commission de la France d'outre-mer.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. Notre collègue M. Saller a trouvé je crois, tout à l'heure, un terrain d'entente en demandant des engagements précis. M. le ministre vient de prendre ces engagements et de donner la preuve qu'il était disposé à poursuivre la réforme en question. Je demande donc à la commission des finances de revenir sur sa décision et de renoncer au blocage des deux douzièmes des crédits de fonctionnement.

M. le président. Si j'ai bien compris, le rapporteur de la commission des finances s'en rapporte au Conseil de la République que je vais donc consulter.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je voudrais me permettre de suggérer que peut-être une réduction indicative pourrait être opérée sur un des chapitres du budget. Ainsi, l'article 6 nouveau pourrait être supprimé.

Véritablement, ce blocage des deux douzièmes apparaîtrait comme une motion de défiance à l'égard du ministre de la France d'outre-mer. J'insiste donc encore une fois auprès de M. le rapporteur pour qu'il veuille bien renoncer à cette mesure.

M. le président. Monsieur le rapporteur, ne répondrez-vous pas à l'ultime appel de M. le ministre ?

M. le rapporteur. Je crois ne pas trahir les intentions de la commission des finances et traduire le sentiment de nombreux collègues en acceptant la proposition de M. le ministre d'opérer une réduction indicative sur un des chapitres du budget. Nous pourrions fixer cette réduction à 10.000 francs, pour bien marquer l'importance de la mesure.

En conséquence, la commission retire l'article 6 nouveau.

M. le président. La commission des finances propose de retirer l'article 6 (nouveau).

Il n'y a pas d'opposition ?...

L'article 6 (nouveau) est retiré.

Nous revenons à l'article 1er, dont je donne lecture.

« Art. 1er. — Il est ouvert au ministre de la France d'outre-mer, au titre des dépenses ordinaires pour l'exercice 1954, des crédits s'élevant à la somme de 8.141.878.000 francs.

« Ces crédits s'appliquent:

« A concurrence de 6.638.713.000 francs, au titre III: « Moyens des services »;

« Et à concurrence de 1.503.165.000 francs, au titre IV: « Interventions publiques »,

conformément à la répartition, par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi. »

L'article 1er est réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état A annexé.

Je donne lecture de cet état:

France d'outre-mer.

TITRE III. — MOYENS DES SERVICES

1re *partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.*

« Chap. 31-01. — Administration centrale. — Rémunérations principales, 435.740.000 francs. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission tient à attirer l'attention de l'assemblée sur diverses modifications qui ont été apportées au crédit demandé. Il s'agit des modifications concernant d'abord la réduction des sommes affectées à l'office de la main-d'œuvre; il s'agit ensuite du désir manifesté par la commission des finances de voir utiliser pour le fonctionnement de cet office de la main-d'œuvre les excédents d'effectifs du personnel d'autorité en service dans les territoires d'outre-mer.

M. le ministre. Le Gouvernement est d'accord sur ce point.

M. le rapporteur. En outre la commission vous propose d'appliquer à ce chapitre la décision d'abattement indicatif de 10.000 francs prise tout à l'heure, en ramenant sa dotation à la somme de 435.730.000 francs et elle prie le Conseil de bien vouloir la ratifier.

M. le ministre. Je me résigne à l'accepter. (*Sourires.*)

M. le président. C'est donc sur cette somme que le Conseil sera appelé à statuer tout à l'heure, si des amendements ne viennent pas à leur tour la modifier.

Par amendement (n° 17 rectifié), Mme Devaud propose de reprendre le chiffre proposé par l'Assemblée nationale et en conséquence d'augmenter le crédit de ce chapitre de 1.464.000 francs.

La parole est à Mme Devaud.

Mme Marcelle Devaud. Si le Conseil le permet, je développerai mon amendement en même temps que celui qui porte sur le chapitre 31-41, car ils ont en fait le même objet: l'organisation de l'office de la main-d'œuvre.

L'article 74 du code du travail prévoit la création d'un office rattaché à l'inspection générale du travail et des lois sociales, qui a pour mission « de centraliser les demandes et offres d'emplois, d'organiser, avec la collaboration des services et établissements métropolitains, la formation professionnelle complémentaire des travailleurs, de procéder à l'orientation, au transfert et au placement, de régler, en liaison avec l'office national d'immigration, les modalités de recrutement de la main-d'œuvre étrangère. »

Pour réaliser ces divers objectifs, l'office de la main-d'œuvre doit comprendre: un médecin du travail, un agent psychotechnique chargé de la sélection et deux inspecteurs du travail. Notre commission des finances a décidé d'une part la suppression des postes de médecin du travail et d'agent chargé de la sélection et, d'autre part, le remplacement des inspecteurs du travail par deux administrateurs.

Or, ces modifications auraient pour résultat essentiel d'empêcher le fonctionnement normal de l'office. Le rapporteur de la commission des finances a souligné dans son rapport que la sélection devait être faite par les employeurs et que l'office n'avait pas à substituer à eux.

Or, il est permis de dire que ce nouvel office porte atteinte à la liberté des employeurs de recruter leur personnel comme ils l'entendent et où ils l'entendent.

Mais cet office, s'il veut entièrement remplir sa tâche et répondre aux demandes des chefs d'entreprise qui désirent l'utiliser, doit pouvoir faire de la sélection et posséder, par conséquent, un agent spécialisé et un médecin.

Notre rapporteur de la commission des finances veut seulement substituer des administrateurs aux inspecteurs du travail prévus.

Or je pense, sans vouloir diminuer en quoi que ce soit la valeur des administrateurs, que les opérations dévolues à l'office de main-d'œuvre demandent une certaine spécialisation, une compétence et une expérience que possèdent normalement les inspecteurs du travail.

Ce corps spécialisé a été fondé en 1944, confirmé par le code du travail et il me paraît impossible de remettre en cause, comme on le fait aujourd'hui, l'opportunité de sa création.

Je sais les difficultés que vous éprouvez à l'heure actuelle pour trouver une affectation aux nombreux administrateurs rentrés d'Indochine. Mais a-t-on songé à la possibilité qui leur est actuellement offerte par le ministère des affaires étrangères ? De nombreux consulats, notamment en Afrique, ne sont pas encore pourvus — et je pense à Léopoldville, sans consul français depuis plusieurs mois, malgré les demandes réitérées — qui pourraient l'être par de tels administrateurs. Je ne nie à aucun moment, je tiens à le souligner ici, pour l'avoir constaté à l'étranger, la qualité souvent remarquable de ces derniers. Quoi qu'il en soit une chose est l'administration des territoires et autre chose l'organisation de la main-d'œuvre, organisation particulière et qui a justifié, en France comme dans les territoires d'outre-mer, la constitution d'un corps spécial.

Si d'ailleurs, momentanément, on désirait pourvoir ces postes par des administrateurs détachés, venant d'Indochine par exemple, je n'y verrai aucun inconvénient, mais je persiste à penser que ce sont des inspecteurs du travail qui doivent les occuper et que ce principe doit être consacré par le vote de cette double création d'emplois.

Telle est la raison de mon amendement, que je demande au Conseil de bien vouloir adopter.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission a longuement délibéré de ce problème. Elle avait été saisie de diverses propositions qui ont abouti à celle qui est soumise au Conseil de la République. Je rappelle que M. le ministre de la France d'outre-mer lui a donné son assentiment. Lorsque j'ai développé les dispositions afférentes au chapitre 31-01, j'ai mentionné l'argumentation de Mme Devaud; là encore M. le ministre a manifesté son accord avec la commission des finances. Dans ces conditions, le problème est réglé et je ne peux que maintenir notre point de vue.

M. le vice-président de la commission de la France d'outre-mer. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Durand-Réville.

M. le vice-président de la commission de la France d'outre-mer. En prenant la parole contre l'amendement de Mme Devaud, je voudrais économiser l'intervention que j'avais préparée au sujet de l'amendement que j'avais présenté sur le même chapitre. C'est pourquoi je n'hésite pas à développer maintenant mon argumentation.

Devant quelle situation nous trouvons-nous ? La commission des finances du Conseil de la République, prenant connaissance des détails du chapitre 31-01, a constaté qu'il était prévu un certain nombre de créations d'emplois au titre de l'inspection générale du travail.

La commission des finances, après en avoir longuement délibéré, ainsi qu'il vient de nous en être rendu compte, a supprimé sur ces différents emplois celui d'inspecteur principal du travail, chef de service et d'inspecteur du travail, estimant, contrairement à ce que pense notre collègue Mme Devaud, que ces postes pourraient être utilement pourvus, au moins provisoirement et à titre d'expérience, par des administrateurs en surnombre. Par contre, elle a laissé le secrétaire d'administration, les deux sténodactylographes, les chefs de service et les adjoints administratifs. Il reste le médecin contractuel et l'agent orienteur dont la commission des finances vous a aussi proposé de disjoindre les créations d'emplois.

Je dois dire que, pour ma part, je partage pleinement le sentiment de la commission des finances. Je pense que l'expérience peut se poursuivre pendant un an ou deux, au moins, selon la conception qui a été adoptée par ladite commission des finances. Mais je voudrais surtout, à l'appui de cette décision, développer un argument qui ne me paraît pas encore avoir paru dans la discussion et qui consiste à attirer l'attention du Conseil de la République sur le fait que la tâche de sélection et de placement qui serait ainsi confiée à l'office de la main-d'œuvre entraînerait, pour le budget, des dépenses nouvelles, alors qu'elle était jusqu'à présent assurée par le bureau d'études pour le développement de la production agricole dans les territoires d'outre-mer qui offre cet avantage de fonctionner surtout aux frais des employeurs qui ont recours à cet organisme.

M. le ministre ne me démentira pas, mes collègues Saller et Razac non plus, lorsque je rappellerai qu'au sein du comité directeur du F. I. D. E. S. nous sommes chaque année appelés à verser d'importantes subventions au bureau d'études pour le développement de la production agricole et que, parmi les tâches de cet organisme, figurent la sélection, l'orientation et le recrutement. Par conséquent, je trouve illogique de vouloir créer au sein du ministère de la France d'outre-mer un organisme qui viendrait faire concurrence à un organisme d'Etat déjà existant.

C'est la raison pour laquelle je vous demande de suivre votre commission des finances et de repousser l'amendement de Mme Devaud. (*Très bien! Très bien!*)

M. le président. Madame Devaud, votre amendement est-il maintenu ?

Mme Marcelle Devaud. Je crois devoir apporter ici une précision. Le code du travail n'a pas entraîné beaucoup de dépenses supplémentaires jusqu'à ce jour, notamment en ce qui concerne le personnel. Puisque vous parlez d'inspecteurs du travail, monsieur Durand-Réville, je m'excuse d'être en contradiction avec vous. En ce qui concerne ces fonctionnaires, notamment, tous les textes d'application ont été rédigés au ministère de la France d'outre-mer, sans qu'aucun nouvel inspecteur du travail ait été engagé. Il n'y a donc eu encore aucune création d'emploi. Vous dites, monsieur Durand-Réville, que cet office va concurrencer le bureau pour le développement de la production agricole. Je n'ai pas l'honneur de faire partie, comme vous, du conseil d'administration de cette société.

M. le vice-président de la commission de la France d'outre-mer. Ce n'est pas une société et je ne fais pas partie de son conseil d'administration. Je fais seulement partie du comité directeur du F. I. D. E. S. qui accorde des subventions à cet organisme d'Etat!

M. Franceschi. M. Durand-Réville est un salarié, comme il se plaît à nous le dire souvent. Il ne faut pas l'oublier !

M. le président. Je vous en prie, laissez Mme Devaud défendre son amendement.

Mme Marcelle Devaud. J'ai sans doute mal entendu ce que vous avez dit, monsieur Durand-Réville et je m'en excuse. Le bureau pour le développement de la production agricole est, en tout cas, un bureau d'études; il n'avait pas, au départ, comme objectif de s'occuper du placement, mais des études concernant le développement agricole des territoires et l'immigration de possibles exploitants agricoles. Il ne s'agissait donc pas, à ce moment-là, de sélection et de placement de main-d'œuvre salariée, mais de tout autre chose.

Si, depuis son origine, le bureau pour le développement de la production agricole a dévié de son but, est-ce une raison pour s'opposer à la mise en place de l'Office de la main-d'œuvre ? Un rapport de l'Organisation internationale du travail indique qu'il est regrettable que la France n'ait pas d'office de main-d'œuvre pour s'occuper du placement dans la France d'outre mer et exprime sa satisfaction de le voir prévu dans le code.

Vous voulez maintenant empêcher son fonctionnement normal en vous opposant à la création de quatre emplois qui constituent vraiment le minimum nécessaire.

C'est tout ce que j'avais à dire. Il ne s'agit pas ici de concurrencer des entreprises privées, mais simplement, sur le plan officiel, de mettre un organisme à la disposition de la main-d'œuvre qui veut partir outre-mer pour y être employée d'une façon utile, efficace et correcte. (*Applaudissements sur les bancs supérieurs à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. Moutet, pour explication de vote.

M. Marius Moutet. Une confusion semble s'être produite dans le texte de l'amendement. L'office de la main-d'œuvre dispose des crédits nécessaires pour remplir deux tâches esssentielles, le contrôle des contrats et le contrôle des mouvements de main-d'œuvre. C'est là son rôle principal.

A cet égard, je ne vois aucun inconvénient à ce que des inspecteurs du travail soient placés à la tête de cet office et que deux des postes que supprime la commission des finances soient, en effet, rétablis. Pourquoi ? Actuellement, vous le savez très bien, le recrutement de l'école de la France d'outre-mer est peut-être plus important pour les services spéciaux, en particulier pour les inspecteurs du travail, que pour les administrateurs, et rien n'empêche que des administrateurs ne soient affectés à des tâches de contrôle du travail et à l'office de la main-d'œuvre.

A côté de cela, une autre tâche, susceptible d'être dévolue à l'office de la main-d'œuvre serait une tâche d'orientation et de choix. Or, une fois n'est pas coutume, je suis d'accord sur ce point avec M. Durand-Réville (*Sourires.*), l'orientation est actuellement assurée par un office à la tête duquel se trouve précisément un ancien gouverneur des colonies, dont le rôle a toujours été celui d'un inspecteur du travail.

M. le vice-président de la commission de la France d'outre-mer. C'est tout à fait exact !

M. Marius Moutet. Il a donc une grande compétence pour assurer cette orientation. C'est la raison pour laquelle j'admets une fraction de l'amendement de Mme Devaud contre la commission des finances, et une fraction de la décision de la commission des finances contre l'amendement de Mme Devaud. Je veux dire qu'il faudrait rétablir les deux inspecteurs du travail, mais maintenir la suppression du médecin et de l'agent orienteur, qui n'ont pas, à proprement parler, leur place dans l'office de la main-d'œuvre. Leur rôle est déjà rempli, il faut éviter un double emploi. Si, à un moment donné, on s'aperçoit que les contrôleurs de la main-d'œuvre ont un rôle efficace à remplir, on pourra créer des emplois correspondants. Mais vous voulez créer tout de suite deux nouveaux postes de fonctionnaires pour des emplois déjà tenus. Je crois que c'est une erreur.

A mon sens, vous avez raison de vouloir maintenir l'office de la main-d'œuvre, avec à sa tête un état-major suffisant, avec des inspecteurs du travail. C'est le rôle de cet office de contrôler l'application du code du travail.

Ce code du travail, je crois bien, d'ailleurs, que j'en suis le père. Si actuellement des difficultés assez graves se présentent, c'est peut-être parce qu'on n'a pas suivi la méthode que j'avais préconisée. Comme je le lui disais tout à l'heure en l'interrompant, M. Durand-Réville a été puni par où il avait péché. (*Sourires.*) C'est son opposition au code du travail tel que je l'avais conçu, un code de principe dont l'application serait poursuivie et assurée dans les territoires par des arrêtés des gouverneurs suivant les situations locales, qui a abouti au résultat que vous connaissez. Je crois que ma méthode était la bonne.

M. Charles Okala. Très bien !

M. Marius Moutet. On est revenu, illégalement d'ailleurs, à un moment où on n'avait plus le droit de le faire, sur le décret que j'avais pris et on a perdu cinq ans avant de voter le code du travail, cinq années pendant lesquelles l'application de règles de principe auraient permis de savoir comment on pouvait appliquer dans les territoires d'outre-mer un véritable code du travail. C'est cette méthode qui a été mauvaise. Elle a été rendue nécessaire par l'aveuglement de certains intérêts ou de certains hommes qui ne comprennent pas qu'il faut progresser, non pas au hasard, non pas brutalement, mais selon les conditions locales et en respectant les conceptions qui ont conduit à l'application des règles nouvelles.

Cela n'a pas été fait. Bien entendu, il y a aujourd'hui des difficultés en ce qui concerne la main-d'œuvre. Nous savons bien qu'à certains égards la main-d'œuvre locale n'a pas le même rendement qu'une certaine main-d'œuvre importée, celle précisément qu'il s'agit de choisir pour cette orientation, pour constituer les cadres. C'est un choix très délicat, car vous savez que le choix du « petit blanc » est un des fondements essentiels de notre action outre-mer.

Nous voyons s'élever ici certaines protestations contre le code du travail. Il y faut, dit-on, un certain courage. Le courage, il est assez difficile d'en avoir dans le climat métropolitain; mais le langage est différent dans le climat d'outre-mer. Ici on traduit les opinions de ceux qui vous ont envoyé siéger dans cette Assemblée. (*Très bien! très bien! à gauche.*) Ce n'est pas la même chose ! Les différences de climat apportent, vous le savez bien, dans les discours tenus à cette tribune, les atténuations nécessaires. M. Durand-Réville tient ici un certain langage; il le fait avec la grande mesure qui résulte d'une plus longue pratique parlementaire qui lui permet de défendre admirablement les thèses pour le soutien desquelles il a d'ailleurs été envoyé dans cette Assemblée, et cela est tout à fait légitime.

C'est précisément ce que nous devons faire: recueillir toutes les opinions. M. Durand-Réville exprime la sienne avec tout son talent, avec toute son intelligence et toute son habileté, parfois diabolique, par exemple pour le code du travail. (*Rires et applaudissements à gauche.*)

Il a lui-même ouvert la boîte de Pandore. Maintenant, il a le code du travail qu'il a souhaité; par conséquent, il n'a à s'en prendre qu'à lui-même...

M. Franceschi. Il faut appliquer ce code !

M. Marius Moutet. Pour en revenir à l'amendement, je pense, avec Mme Devaud, que peut-être nous pourrions faire cette cote mal taillée — car c'est toujours très difficile de bien tailler une cote (*Sourires*) — et maintenir les deux inspecteurs du travail, en supprimant ce nouveau service d'orientation, qui ne pourra se révéler nécessaire qu'à la longue.

Voilà les observations que je voulais présenter. (*Applaudissements à gauche.*)

M. Razac. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Razac.

M Razac. Mes chers collègues, j'avais déposé un amendement, qui porte le n° 8, sur ce chapitre pour obtenir de M. le ministre de la France d'outre-mer certaines explications sur les attributions de l'office central de la main-d'œuvre d'outre-mer.

M. le président. Nous en sommes aux explications de vote sur l'amendement de Mme Devaud.

M. le rapporteur. Les deux amendements sont très proches.

M. Razac. Je retire mon amendement, mais je désire expliquer mon vote sur l'amendement de Mme Devaud.

M. le président. La parole est à M. Razac, pour expliquer son vote.

M. Razac. D'après le code du travail, l'office central de la main-d'œuvre d'outre-mer doit assurer en priorité le contrôle des conditions de recrutement de la main-d'œuvre métropolitaine destinée à être employée outre-mer.

Il doit également assurer la formation complémentaire des travailleurs en utilisant des organismes métropolitains créés à cet effet.

Il doit aussi établir les modalités d'emplois de la main-d'œuvre étrangère, en accord avec l'office national d'immigration. Il est ensuite chargé de créer un bureau de placement.

Ses attributions sont normalement définies dans le code du travail; or, j'ai constaté dans les inscriptions budgétaires des propositions de création d'emplois pour un médecin et pour un agent orienteur, ce qui semble indiquer d'ailleurs — la discussion qui vient de se dérouler le prouve — que l'on songerait à confier à cet office une mission de sélection du personnel.

Or, M. Durand-Réville et M. Moutet ont signalé que cette mission était déjà assurée par les soins du bureau du développement de la production agricole outre-mer qui a déjà créé à cet effet un service doté budgétairement et qui fonctionne avec un système d'autofinancement, puisqu'il réclame des employeurs qui ont recruté du personnel par son intermédiaire une somme forfaitaire.

Il y a donc là un double emploi qui me paraît assez évident. C'est pourquoi je voulais demander à M. le ministre de la France d'outre-mer de bien vouloir renoncer aux inscriptions budgétaires en ce qui concerne les médecins et les agents orienteurs, ce point de vue rejoignant l'opinion de la commission, celle de M. Moutet et celle de M. Durand-Réville.

M. le président. Monsieur Razac, vous avez dit que vous retiriez votre amendement n° 8 ?

M. Razac. Oui, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 8 est retiré, mais nous en sommes toujours sur l'amendement n° 17 rectifié de Mme Devaud.

M. le vice-président de la commission de la France d'outre-mer. Je demande la parole.

M. le président. J'ai le devoir de rappeler que nous sommes depuis 25 minutes sur cet amendement. L'heure est venue de conclure.

La parole est à M. le vice-président de la commission de la France d'outre-mer.

M. le vice-président de la commission de la France d'outre-mer. Mes chers collègues, je n'ai aucune raison de penser qu'il pourrait un jour m'échoir de prendre la place d'un ministre sur ces bancs...

M. Marius Moutet. Ne désespérez pas. (*Sourires.*)

M. le vice-président de la commission de la France d'outre-mer. ... mais je dois reconnaître que sa position est plus confortable que je ne le pensais (*Sourires.*) étant donné que les ministres sont moins interpellés, semble-t-il, que ne sont les sénateurs. On ne jette de pierres qu'à l'arbre qui porte des fruits et je m'honore d'être une fois de plus une cible.

Je remercie, d'ailleurs, M. Marius Moutet à cet égard, et je prends volontiers la courtoise leçon qu'il me plaît de recueillir de son expérience.

Pour en revenir au chapitre 31-01, je voudrais encore poser une question à M. le ministre.

On envisage la suppression de l'inspecteur principal du travail, chef du service, et celle de l'inspecteur du travail. Les attributions réservées, monsieur le ministre, sont-elles, dans votre esprit — comme le pense M. Marius Moutet et comme je ne le crois pas, d'après les informations qui m'ont été données par votre service lui-même — destinées à ce rôle de contrôle de la main-d'œuvre qu'évoquait et que définissait à nouveau M. Moutet plutôt qu'à ce rôle de sélection, qu'il condamnait ?

M. le ministre. C'est votre interprétation qui est exacte.

M. le vice-président de la commission de la France d'outre-mer. Je dis alors à M. Moutet que les deux inspecteurs du travail, dont on demande le rétablissement, sont précisément destinés à renforcer cette concurrence faite à un service d'Etat existant. Je conçois, dans ces conditions, que la position de la commission des finances est tout à fait logique.

S'il en avait été autrement, je m'en serais tenu à l'amendement que j'avais déposé avant d'avoir été informé et qui tendait à supprimer seulement les orienteurs et les médecins, mais puisque les deux inspecteurs sont destinés à faire de l'orientation et de la sélection, je serais illogique avec moi-même, si je n'acceptais pas les propositions de la commission des finances.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission maintient son point de vue parce que sa capacité de bienveillance est largement épuisée après le vote de l'article 6. Elle demande que l'on passe au vote.

M. le président. Votre amendement est-il maintenu, madame Devaud ?

Mme Marcelle Devaud. Je maintiens l'amendement car il s'appuie sur l'article 174 du code du travail. Ma position est donc logique, de même que celle de M. Durand-Réville.

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. M. Durand-Réville a précédemment développé un amendement (n° 1) ainsi conçu :

« Réduire le crédit du chapitre 31-01 de 1.349.000 francs. »

M. Durand-Réville. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement est retiré.

Par amendement (n° 2), M. Durand-Réville propose également de réduire le crédit du chapitre 31-01 de 1.000 francs.

La parole est à M. Durand-Réville.

M. Durand-Réville. Mesdames, messieurs, si j'ai proposé un amendement tendant à réduire de 1.000 francs le crédit affecté au chapitre 31-01 relatif au payement des traitements du ministre et du secrétaire d'Etat, ce n'est pas — qu'ils veuillent bien le croire l'un et l'autre — que j'estime qu'ils soient rémunérés trop avantageusement; je pense, au contraire, que la rémunération des ministres, comme celle des parlementaires, est largement insuffisante et qu'il faut avoir le courage de le dire. (*Très bien! très bien!*)

J'ai simplement voulu ainsi me mettre en mesure de présenter au ministre deux observations concernant des décisions qui ressortissent, au premier chef, de sa compétence.

Ma première observation aura trait aux conditions d'utilisation du contingent de 10 p. 100 de devises allouées sur le produit de leurs exportations à certains producteurs de nos territoires d'outre-mer.

Je suis avisé que les services économiques d'Afrique équatoriale française viennent de diffuser un avis modifiant sensiblement les conditions d'utilisation de l'allocation de 10 p. 100 des devises dont bénéficiaient jusqu'ici les producteurs forestiers et miniers sur le produit de leurs exportations.

La nouvelle réglementation comporte, d'une part, la péremption de deux ans des droits acquis, le classement en trois secteurs des rapatriements effectués, au lieu de deux comme il était jusqu'ici pratiqué. Pareille mesure aurait pour effet de rendre pratiquement inutilisables aux Etats-Unis les devises en cause alors qu'une part irréductible de l'équipement forestier et minier ne peut être acquise que dans ce pays.

Il m'est au surplus signalé que le ministère des finances et des affaires économiques envisagerait de supprimer totalement, à compter du 1er janvier 1954, l'allocation de 10 p. 100 des devises sur le produit de leurs exportations, jusqu'ici consentie aux producteurs forestiers et miniers. Je crois devoir appeler tout particulièrement l'attention de M. le ministre de la France d'outre-mer et de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la gravité d'une telle mesure.

Les conditions dans lesquelles s'effectue, depuis la fin des hostilités, la production forestière des territoires d'outre-mer ont imposé une transformation profonde des méthodes qui se traduit par une mécanisation aussi complète que possible. Tout le monde est d'accord sur l'opportunité de cet effort.

Or, la presque totalité des engins mécaniques nécessaires à l'exploitation sont d'origine étrangère étant donné que l'industrie métropolitaine n'est pas en mesure à l'heure actuelle de fournir un matériel équivalent.

Vous savez, mesdames et messieurs, que le centre technique forestier tropical a constitué un organisme permanent qui recherche la possibilité de substituer progressivement des matériels européens — et, de préférence, des matériels français — aux matériels américains utilisés. Mais ces spécialistes reconnaissent qu'en l'état actuel des choses ce matériel d'exploitation forestière et minière ne peut malheureusement être acquis qu'aux Etats-Unis, seul pays fabricant un matériel de nature à répondre outre-mer au travail particulièrement rigoureux qui lui est demandé.

Il est permis d'affirmer, sans aucune exagération, que le tracteur à chenilles de fabrication américaine constitue aujourd'hui l'élément essentiel de l'activité des chantiers forestiers. L'allocation de devises a permis jusqu'à présent, sinon l'acqui-

sition d'un matériel d'un prix élevé, du moins le ravitaillement régulier en pièces de rechange indispensables sans lesquelles le matériel déjà en service serait condamné à l'inaction.

J'ajouterai que toute mesure susceptible d'apporter une gêne supplémentaire à l'activité professionnelle des producteurs forestiers d'outre-mer est particulièrement inopportune, alors que ces derniers se trouvent déjà dans une position extrêmement difficile.

Je ne puis songer à aborder ici l'examen d'un pareil état de choses, imputable notamment aux récentes hausses de toutes sortes intervenues dans les territoires forestiers de la côte occidentale d'Afrique. Je me bornerai à mentionner la persistance des difficultés commerciales. A cet égard, il est intéressant de noter que, d'après le bulletin statistique de l'I. N. S. E. E., la valeur moyenne des bois exportés par la Côte-d'Ivoire était en 1952, de 8.328 francs C. F. A. et pour les trois premiers mois de 1953, de 6.107 francs C. F. A. la tonne, soit une baisse de 26,66 p. 100. Pour l'Afrique équatoriale française, la valeur moyenne en 1951 était de 11.227 francs C. F. A. et, pour les cinq premiers mois de 1953, de 7.713 francs C. F. A. la tonne, soit une baisse de 31,29 p. 100. Ces simples chiffres suffisent à donner une idée de la situation précaire dans laquelle se trouvent, à l'heure actuelle, les exploitations forestières d'outre-mer.

La position de la production minière d'outre-mer est aussi difficile — spécialement celle des producteurs d'or, dangereusement menacée par la baisse du coût du métal précieux — et ce n'est qu'en développant la mécanisation de leurs entreprises que ceux des exploitants qui ont réussi jusqu'ici à maintenir leur activité ont pu faire face aux difficultés de la période actuelle.

Ce serait les conduire à la ruine avec toutes les conséquences que cela pourrait avoir sur la situation économique, sociale, politique et budgétaire de nos territoires d'outre-mer, que de les priver de l'allocation automatique de devises sur le produit de leurs exportations qui leur permettait d'acquérir le matériel étranger dont ils ont impérieusement besoin.

Qu'on ne me dise pas que l'office des changes leur délivrera, pour leurs achats à l'étranger, les devises indispensables. Les formalités qui accompagnent une telle délivrance, les longs délais qui leur leur seront imposés pour l'obtention des devises nécessaires, ne peuvent qu'aggraver la situation des intéressés, qui est dès maintenant inquiétante.

Je veux espérer encore que le Gouvernement ne voudra pas, de gaîté de cœur, consommer la ruine de ces deux branches d'activité qui occupent une large place dans l'économie de la France d'outre-mer, et je compte que M. le ministre de la France d'outre-mer, en accord avec M. le ministre des finances et des affaires économiques, me donnera à cet égard tous apaisements nécessaires.

Ma seconde et très brève observation se rapporte au taux du prélèvement effectué par l'office des bois d'Afrique équatoriale française sur le produit des exportations réalisées par son intermédiaire, pour le compte des exploitants forestiers.

M. le président. Monsieur Durand-Réville, vous ne disposez que de cinq minutes pour défendre votre amendement; or, vous parlez depuis plus de dix minutes. Je vous prie de conclure vos observations.

M. Durand-Réville. Monsieur le président, je vais renoncer à mon second amendement; je dispose donc d'un temps de parole supplémentaire pour soutenir le premier.

Je vous rappelle qu'à la suite des pertes subies par l'office, au cours de l'année 1952, cet organisme avait dû emprunter, avec la garantie du gouvernement général de l'Afrique équatoriale française, des sommes atteignant, en chiffres ronds, 250 millions de francs C. F. A.

L'office, par application de l'article 12, paragraphe 7, du décret du 17 août 1948, qui a fixé son statut, prélève, depuis dix mois environ, 10 p. 100 de la valeur des lots d'okoumé livrés par les producteurs.

Ce prélèvement est d'autant plus lourd pour les entreprises forestières gabonaises, dont les trésoreries ont elles-mêmes, ainsi que je vous l'ai indiqué il y a un instant, souffert gravement de la mévente des bois tropicaux en 1952, que les cours de l'okoumé sont restés, depuis, très au-dessous de leur niveau antérieur.

Plus de la moitié du passif précité est en tout cas déjà récupéré et l'office lui-même, sur demande des producteurs intéressés, et sur proposition de son conseil, a soumis au département un projet de décret ramenant de 10 p. 100 à 5 p. 100 le prélèvement à effectuer jusqu'à extinction de cette dette et reconstitution de son fonds de roulement. Ce projet, soumis au département depuis bientôt trois mois, n'a pas encore vu le jour.

Le ministère de la France d'outre-mer aurait donné son accord de principe, mais n'aurait pas encore obtenu les visas nécessaires des autres départements ministériels intéressés.

Je me permets d'insister vivement auprès de vous, monsieur le ministre, pour que ce texte dont l'application serait susceptible d'améliorer la situation de nos exploitants forestiers d'outre-mer soit signé et promulgué sans délai.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Les dispositions qui ont été prises en Afrique équatoriale française vont faire l'objet d'une enquête dont le résultat vous sera communiqué. Je précise cependant que le régime actuel d'utilisation des comptes E. F. A. C. n'est nullement en cause.

Je donne volontiers l'assurance à M. Durand-Réville que le ministre de la France d'outre-mer, soucieux d'assurer l'équipement des entreprises forestières et minières et de maintenir à l'exportation des territoires d'outre-mer une aide dont ils ne bénéficient pas encore sous d'autres formes, demandera le maintien de la situation présente.

En ce qui concerne les propositions que vous m'avez faites à l'instant, un texte sera présenté incessamment à ma signature. D'ores et déjà, toutes dispositions sont prises pour que ce régime puisse entrer en vigueur le 1er décembre.

M. Durand-Réville. A la suite des explications de M. le ministre, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

Par amendement (n° 3), M. Durand-Réville propose également de réduire le crédit du chapitre 31-01 de 1.000 francs.

M. Durand-Réville. Je retire l'amendement, monsieur le président.

M. le président. L'amendement est retiré.

Par amendement (n° 13), M. Castellani propose de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Castellani.

M. Jules Castellani. Si vous le permettez, monsieur le président, je développerai en même temps les amendements nos 14, 15 et 16. Je les ai déposés pour obtenir une réponse de M. le ministre à quelques questions. Je n'ai pas l'intention de donner à mes amendements une autre suite.

M. le président. Avec l'assentiment de vos collègues, je vous y autorise; personnellement, je ne peux m'en tenir qu'au temps normal de parole qui vous est imparti.

M. Jules Castellani. Mon amendement n° 13 a trait à la question des sinistrés des événements de 1947 à Madagascar. Je remercie tout d'abord la commission de la France d'outre-mer d'avoir bien voulu, à l'unanimité, demander à son rapporteur d'évoquer brièvement cette question dans le même sens que mon intervention.

J'indiquerai rapidement où elle en est. Une loi du 31 décembre 1947 votée par le Parlement avait admis le principe de l'indemnisation totale des sinistrés des événements de 1947 à Madagascar.

A la suite de cette loi, un premier crédit de 500 millions de francs C. F. A. a été versé au territoire, ce qui a permis d'indemniser le premier quart, soit 25 p. 100 des dommages de cette rébellion. Un second crédit de 160 millions de francs a été attribué en 1949, ce qui a permis, avec ce qui restait des 500 millions de francs, de payer le deuxième quart. Autrement dit, 50 p. 100 des dommages sont actuellement réglés.

Je me permets d'insister, monsieur le ministre, pour qu'une solution soit trouvée, d'abord sur le plan politique, ensuite sur le plan économique. Sur le plan politique: je suis de ceux qui estiment qu'on ne doit plus parler des événements de 1947. C'est le passé, nous devons nous tourner résolument vers l'avenir. Nous devons donc liquider cette affaire d'une manière définitive.

Sur le plan économique: au moment où une grande partie du territoire se trouve gênée par suite de la baisse des prix des divers produits qu'ont évoquée nombre d'orateurs qui m'ont précédé à cette tribune, je pense qu'il serait vraiment heureux que l'on puisse donner aux sinistrés ce qui leur a été promis de façon formelle par la loi du 31 décembre 1947.

Ce serait, je crois, contribuer à relever l'économie du territoire et à assurer la paix sociale ou tout au moins à passer dans de meilleures conditions le mauvais moment que nous traversons.

Vous allez répondre, je le sais, monsieur le ministre, que cela dépend également de votre collègue des finances. Je vous demande d'intervenir avec tout le poids de votre autorité. Une solution peut être trouvée. Il y a là une dette qui résulte de la loi que j'ai évoquée; il appartient à l'Etat de s'en libérer

En ce qui concerne mon amendement n° 14, je vous signalerai une injustice vraiment trop flagrante. Au moment où les chemins de fer de nos territoires ont été transférés à la Régie, les retraites des cheminots ont fait l'objet du même transfert. Or, une véritable injustice est commise actuellement au détriment de ces cheminots. En effet, les cheminots qui ont pris leur retraite alors que les chemins de fer étaient gérés par les gouvernements locaux, touchent leur retraite quand ils la prennent dans les territoires où ils habitent, en bénéficiant d'un index de correction qui s'élève à 35 p. 100 à Madagascar et qui atteint 40 et même 50 p. 100 dans d'autres territoires. Or, la Régie refuse d'appliquer cet index de correction. Nous assistons ainsi au paradoxe suivant que des cheminots mis à la retraite en juin 1951 touchent 20.000 francs de retraite, plus 35 p. 100 d'index de correction, alors que d'autres, mis à la retraite en juillet 1951, — je pourrais citer des noms, mais ce n'est pas le moment — ne touchent que 20.000 francs de retraite, sans l'augmentation de 35 p. 100. Il y a là une injustice vraiment trop criante pour ne pas vous demander d'intervenir car si la régie est un organisme autonome, elle est une société d'Etat qui doit appliquer à ses cheminots les avantages que l'Etat lui-même accorde aux siens.

En ce qui concerne la troisième question, pour l'administration générale, je me rallie entièrement à ce qu'a dit M. Laingo par la bouche de M. Ramampy. Je pense en effet que cette question doit être étudiée. J'ai déposé une proposition de résolution qui a été renvoyée à la commission de la France d'outre-mer pour la nomination d'un rapporteur. Par conséquent, c'est une question que j'évoquerai plus longuement au moment de la discussion de cette proposition de résolution si le Conseil de la République me permet de la défendre devant vous.

Pour la quatrième question, j'avais déjà signalé à plusieurs reprises une injustice vraiment trop flagrante.

Il y avait, dans un passé pas très lointain, des gardes et des inspecteurs de la garde en Indochine et à Madagascar. Ces gardes ont été supprimés par des décrets de 1945 et de 1946, 1947. En 1949, au moment du reclassement des fonctionnaires on a oublié de les reclasser, parce qu'ils n'étaient pas assez nombreux pour avoir des syndicats et des organisations. Depuis 1949, malgré mes interventions, je n'ai jamais réussi à faire corriger cette injustice. Déjà l'année dernière, votre prédécesseur M. Pflimlin m'avait formellement promis que ces questions seraient réglées avant le mois de mars 1953. Elles ne le sont pas encore. Il y a là, monsieur le ministre, une injustice vraiment trop criante pour que vous ne vous en occupiez pas. Je pense aussi aux veuves, aux orphelins de ces fonctionnaires qui sont sous le régime de la retraite non péréquée, c'est-à-dire des retraites établies d'après les soldes de 1947, 1948 et 1949.

C'est pourquoi je crois que là aussi, comme pour la question des cheminots, et je dirai même davantage, puisqu'il s'agit là surtout de veuves et d'orphelins, cette injustice flagrante doit être réparée. Je vous fais confiance, monsieur le ministre, pour le faire. Lorsque vous m'aurez répondu, je retirerai mes amendements. (*Applaudissements.*)

M. le président. Vous venez de défendre, monsieur Castellani, vos deux amendements qui portent sur deux chapitres différents le chapitre 31-01 et le chapitre 31-41.

M. Jules Castellani. Avec votre autorisation, monsieur le président!

M. le président. Votre intention étant de retirer ces amendements, M. le ministre acceptera peut-être de grouper ses réponses.

M. le ministre. Je veux bien, monsieur le président, encore que ce soit là un exercice peu commode.

M. le président. C'est certain!

M. le ministre. Je voudrais d'abord répondre à l'amendement (n° 13) qui a trait à la réparation des dommages subis par les victimes de la rébellion. Un crédit de 140 millions fut inscrit au budget de 1953 pour permettre l'indemnisation de la totalité des dommages, sur lesquels 36.200.000 francs C. F. A. devaient permettre de régler aux trois quarts des indemnités ordinaires. 12.510.094 francs C. F. A. étaient prévus pour le payement des indemnités demandées à titre complémentaire; enfin, pour la réévaluation des stocks, et des produits agricoles en particulier, on prévoyait 21 millions de francs C. F. A.

Malgré deux compressions effectuées sur les crédits de l'exercice 1953, il m'a été permis de maintenir finalement une subvention de 75 millions; mais il était entendu que le complément serait attribué au titre des exercices suivants. Au budget de 1954, il n'a pu être inscrit qu'une subvention de 20 millions en raison de la nécessité de maintenir le montant total des dépenses dans les limites du maximum imposé.

En ce qui concerne l'amendement n° 14, la question évoquée par vous vise vraisemblablement l'application de l'index de correction aux retraites des cheminots. Ces retraités relevant du code des pensions et de la caisse de retraite des cheminots ne bénéficient pas de l'index de correction.

M. Jules Castellani. Depuis qu'ils sont passés à la régie! Avant d'y passer, ils en bénéficiaient.

M. le ministre. Depuis qu'ils sont passés à la régie, en effet; mais ils bénéficient d'une indemnité temporaire instituée par le décret du 10 septembre 1950. Je ferai étudier par mes services la possibilité de faire bénéficier les cheminots d'un régime plus favorable.

En ce qui concerne l'amendement n° 15 concernant l'administration générale, le département de la France d'outre-mer avait élaboré un statut du personnel de ce cadre, conforme à celui des attachés de préfecture. Il avait été soumis aux commissions paritaires qui l'avaient accepté. Je veux bien, pour tenir compte du désir manifesté par le Parlement, apporter des modifications à ce projet de statut de façon à prévoir le recrutement de ces agents au niveau de l'enseignement supérieur.

Quant au dernier amendement (n° 16), il doit s'agit de la garde indigène de Madagascar...

M. Jules Castellani. ... De Madagascar et d'Indochine.

M. le ministre. Je ne parle que du cadre de Madagascar, étant donné que l'Indochine n'est pas dans mes attributions. En tout cas, il ne comporte actuellement qu'un agent.

M. Jules Castellani. Mais il y a 70 veuves et 145 orphelins.

M. Lelant. Ils sont tous morts!

M. le ministre. Il y a un agent en activité et seulement une dizaine de retraités. Mes services ne m'ont pas donné les chiffres que vous me signalez, mais seulement le nombre des retraités.

De toute façon, je veux bien procéder à une vérification. Le reclassement de ce cadre a été opéré en 1948, toutefois, une augmentation des indices a été demandée à maintes reprises depuis 1950 au ministère des finances, mais n'a pu être encore obtenue.

M. Jules Castellani. Je dirai simplement à M. le ministre, que je le remercie des explications qu'il m'a fournies.

Je retire mes amendements, comme je l'ai promis.

Pour la première question, les crédits qu'il a cités tout à l'heure ont été mis à la disposition du territoire mais ils sont généralement insuffisants pour le troisième quart. Pour le premier et le deuxième quart, il y a 600 millions de francs C. F. A.; il reste disponible 65 millions inutilisables. Il paraît difficile de les répartir si on ne complète à 300 ou 315 millions, ce qui représente le troisième quart. C'est la raison de mon observation tendant à ce que vous complétiez avec votre collègue des finances la somme indispensable pour le payement de ce troisième quart.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 31-01 au chiffre de 435.730.000 francs.

(*Le chapitre* 31-01, *avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-02. — Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses, 63.761.000 francs. »

Par amendement (n° 18), Mme Devaud propose de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à Mme Devaud.

Mme Marcelle Devaud. J'ai été très surprise tout à l'heure, monsieur le ministre, que vous, qui avez la charge de l'application du code du travail de la France d'outre-mer, n'ayez pas cru utile de donner votre opinion sur l'amendement que j'avais présenté. Mais l'amendement a été repoussé, n'en parlons plus.

M. le ministre. Vous ne pourrez pas me reprocher de ne pas avoir appliqué le code du travail!

Mme Marcelle Devaud. Loin de moi cette pensée! Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit! J'exprime simplement ma sur-

prise que vous n'ayez pas eu une opinion sur mon amendement. Nous avons ici échangé des avis très opposés et vous n'avez pas cru devoir intervenir ni indiquer la position du Gouvernement au sujet de cette création d'emplois indispensable, acceptée d'ailleurs, par votre collègue des finances.

M. le ministre. J'avais accepté que le bureau pour le développement de la production agricole assure à l'office de la main-d'œuvre les services de son psycho-technicien. Ce n'est pas tout à fait votre désir, mais je vous donne cette explication puisqu'elle est vraie.

Mme Marcelle Devaud. Je vous remercie.

Si je me suis permis d'être agressive en commençant...

M. le président. Non ! non !

Mme Marcelle Devaud. ...c'est parce que, monsieur le ministre, vous avez, je crois, donné votre approbation à l'amendement que je vais maintenant défendre, et je voulais que vous nous le disiez ici.

Il s'agit des primes de rendement réclamées par les inspecteurs du travail et des lois sociales affectées au service central. Ces inspecteurs, qui sont en nombre restreint, ne peuvent bénéficier des primes de rendement consenties aux cadres de cette administration et, par ailleurs, ne constituant pas au sens précis du terme un corps technique, ils ne bénéficient pas des primes de technicité.

Les inspecteurs du travail de la France d'outre-mer sont appelés — comme leurs collègues administrateurs — à remplir des tâches de conception et d'administration, tel est par exemple, le travail considérable réalisé par eux depuis l'an dernier pour la mise en œuvre des dispositions du code du travail.

On leur reproche de n'être pas des fonctionnaires permanents. Cet argument pourrait, n'est-il pas vrai ? être valablement invoqué à l'égard de tous les fonctionnaires de votre département qui sont appelés, plus ou moins, à passer de la France d'outre-mer à l'administration centrale et vice-versa.

D'autre part, leur assimilation aux inspecteurs du travail de la France métropolitaine ne peut être exactement retenue. Leur mission n'est pas identique.

Et je voudrais rappeler qu'il y a quelques jours, lors du vote du budget du travail, la même prime de rendement a été demandée pour les inspecteurs du travail de la France métropolitaine. J'ajoute que l'incidence financière est minime, elle représente une dépense annuelle de 500.000 francs.

Je vous demande, mes chers collègues, d'adopter cet amendement qui, je crois, a implicitement l'approbation de M. le ministre de la France d'outre-mer et qui permettra à celui-ci d'insister auprès de son collègue des finances pour que quelques fonctionnaires de son département obtiennent une légitime satisfaction.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte l'amendement, d'autant plus volontiers qu'il tend à une réduction de 1.000 francs des dépenses. (*Sourires.*)

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. J'accepte l'amendement, en espérant que le ministre des finances pourra lui faire un accueil favorable.

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement accepté par la commission et par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 31-02, avec le chiffre de 63 millions 763.000 francs, résultant du vote émis sur l'amendement précédent.

(*Le chapitre* 31-02, *avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-03. — Inspection de la France d'outre-mer. — Soldes et accessoires de solde, 69 millions 765.000 francs. »

La parole est à M. Gondjout.

M. Gondjout. Mes chers collègues, sur ce chapitre, je voudrais obtenir, de M. le ministre de la France d'outre-mer, une précision à la demande de l'assemblée territoriale du Gabon.

Je désire savoir si les inspecteurs de la France d'outre-mer sont à la charge des budgets locaux pendant leur séjour dans le territoire, à l'occasion d'une inspection concernant le fonctionnement d'une affaire privée.

M. le ministre. Les indemnités de mission sont à la charge du territoire, mais non la solde.

M. le président. De cet échange de propos, que résulte-t-il ?

M. Gondjout. Il ne s'agissait pas d'un amendement.

M. le président. Vous êtes donc satisfait.

M. Charles Okala. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Okala.

M. Charles Okala. Je voudrais demander à M. le ministre si la direction des finances poursuit le remboursement des frais prévus par le territoire pour le payement des inspecteurs qui vont au compte d'une société privée.

C'est le fond de l'amendement déposé par M. Gondjout.

M. le président. Il n'y a pas d'amendement. Il s'agissait d'une question à laquelle M. le ministre a répondu.

M. Charles Okala. M. le ministre a répondu à la question de M. Gondjout.

M. le président. Vous en posez une à laquelle M. le ministre va répondre.

M. le ministre. Il s'agit d'une affaire particulière. Je demande à mon collègue de venir me voir dans mon cabinet, nous l'examinerons ensemble.

M. Charles Okala. Monsieur le ministre, je vous remercie.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix le chapitre 31-03 au chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 31-03 *est adopté.*)

« Chap. 31-21. — Etablissements d'enseignement et musée de la France d'outre-mer. — Rémunérations principales, 86.577.000 francs. »

Par amendement (n° 12), M. Franceschi et les membres du groupe communiste proposent de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Franceschi.

M. Franceschi. J'ai déposé cet amendement à seule fin d'attirer l'attention de M. le ministre sur la situation des étudiants africains en France.

Voici le texte de la résolution adoptée par la fédération des étudiants d'Afrique noire en France qui précise leurs revendications :

« Augmentation du taux des bourses en relation avec la montée des prix et du coût de la vie (un minimum de 27.000 francs, à l'heure actuelle, est retenu) ;

« En plus, une indemnité journalière de 400 francs pour les vacances de Noël, Pâques et grandes vacances ;

« Augmentation des allocations aux étudiants internes, malades, en post-cure. Indemnité de convalescence de 400 francs au minimum. Institution de primes d'impressions de thèses ;

« Payement sans retard des bourses et sans exiger un certificat de scolarité au début de l'année ;

« Arrêt des mesures prises contre les étudiants ayant fourni avec retard leur certificat de scolarité (mesures telles que retenue d'un certain pourcentage de la bourse) ;

« Payement, par les autorités qui accordent la bourse, des droits d'inscription et de matériel scolaire s'ils sont supérieurs à 3.000 francs par an ;

« Reconduction des bourses, permettant la spécialisation et une meilleure qualification des étudiants ayant déjà obtenu un diplôme : étudiants en médecine, en droit, élève des écoles techniques, titulaires de licence d'enseignement (se mettre en rapport avec les assemblées territoriales et le ministère pour obtenir des bourses de spécialisation et de qualification professionnelle).

« Arrêt des suppressions de bourses en cours d'année scolaire et des mutations arbitraires, très souvent pour délit d'opinion politique ; des rapatriements sans le consentement des étudiants ; de toute discrimination dans le placement des étudiants ayant terminé leurs études, et exige la priorité aux Africains pour les places en Afrique noire ;

« Examen par la F. E. A. N. F. du cas des non-boursiers et distribution par elle de secours à ces non-boursiers et aide pour l'obtention des bourses ;

« Obtenir l'application de ce principe déjà admis par le ministère de la France d'outre-mer;

« Suppression de la circulaire n° 300 en date du 18 janvier 1952;

« Création d'une bibliothèque de prêts de livres aux étudiants africains dans les grands centres;

« Création de restaurants où les étudiants africains pourraient trouver une nourriture convenable;

« Gestion communautaire des maisons et hôtels d'étudiants africains;

« Exiger particulièrement la gestion communautaire de la maison de l'Afrique occidentale française et locaux dépendants dont les fonds proviennent entièrement de l'Afrique occidentale française;

« Admission des jeunes filles africaines à la maison de l'Afrique occidentale française;

« Maintien des foyers existants. Attribution de subventions à ces foyers et réouverture à bref délai de ceux qui ont été fermés et création de foyers nouveaux;

« Assimilation de tous les boursiers externes à la catégorie D. »

M. François Schleiter, *secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer.

M. le secrétaire d'Etat. Mes chers collègues, pour gagner du temps, je répondrai en même temps, si vous le permettez, à notre collègue M. Franceschi, à l'intervention précédente de notre collègue Louis Gros et à celle, si délicate comme à l'accoutumée, de notre collègue Arouna N'Joya qui a appelé l'attention du Gouvernement sur la situation des étudiants africains.

Notre collègue Arouna N'Joya a dit au Conseil de la République que les étudiants africains étaient deux fois jeunes, mais qu'ils portaient à ce titre l'espoir de l'Union française, parce qu'ils doivent un jour réaliser cette élite raisonnable et harmonieuse qui doit nous fournir les cadres de demain. Je m'empresse de lui dire tout de suite que sa déclaration, si heureuse et si nuancée, a été entendue, je crois, avec une extrême sympathie, par le Conseil de la République et avec une attention particulière par les responsables du Département (*Applaudissements.*)

C'est dans ce sens, d'ailleurs, que se sont développés nos efforts pendant les derniers mois. Je réponds ainsi par avance à mon collègue et ami d'aujourd'hui et d'hier, M. Razac, qui me parlera dans un instant, je crois, des foyers d'étudiants.

L'effort accompli ces derniers mois a consisté à mettre un peu d'ordre dans cette affaire. C'est ainsi qu'à la modeste direction de l'enseignement de la rue Oudinot, qui fonctionne avec un effectif particulièrement réduit, comme il a été signalé à l'Assemblée nationale récemment, nous venons de remplacer un fonctionnaire de rang modeste par un inspecteur d'académie spécialement chargé de la question des étudiants. Cet inspecteur d'académie a accepté pendant son congé de remplir ces fonctions à titre bénévole. Sa situation sera définitivement réglée à dater du 1er janvier. C'est donc un fonctionnaire qualifié et d'un grade suffisant qui a maintenant l'entière responsabilité, la charge des étudiants. D'ores et déjà, d'importantes améliorations ont pu être constatées. Je crois pouvoir déclarer que cette année la rentrée des boursiers envoyés par les territoires d'outre-mer a été signalée plus ponctuellement que précédemment. Il est certain que, si les territoires n'avertissent pas de l'envoi de leurs boursiers, l'accueil se fait dans de mauvaises conditions. A cet égard un progrès a été enregistré cette année.

J'ai visité, il y a peu de temps, le foyer d'étudiants de Montpellier. Je pense, comme M. Franceschi, que la question des foyers, des bibliothèques, de l'organisation des loisirs est importante pour les étudiants africains en France, qui ont droit à des attentions et des soins particuliers. C'est dans ce sens que se sont développés nos efforts.

Dans les foyers, ce sont des professeurs de l'Université, notamment, dans celui de Montpellier, que j'ai vu ces derniers jours, le doyen de la faculté des sciences lui-même, qui apportent aux étudiants une attention toute paternelle.

Je me suis entretenu par ailleurs avec M. le recteur de l'université de Montpellier, et il m'a fait plusieurs suggestions. Il m'a demandé qu'en dehors peut-être du cadre de l'enseignement certains fonctionnaires puissent être délégués par nous pour s'occuper des affaires matérielles qui intéressent les étudiants. La question est envisagée actuellement et il est entendu que nous nous efforçons d'y apporter la meilleure solution.

En ce qui concerne l'organisation des loisirs, je puis vous dire, par exemple, qu'actuellement, à l'époque de Noël, les étudiants sont placés dans des camps de vacances. Il en existe cinq cette année, s'échelonnant de la Côte d'Azur jusqu'à Saint-Pol-sur-Ternoise. Pour les grandes vacances, en plus des camps, les étudiants les plus méritants bénéficient de bourses de voyage vers leurs territoires.

Je pense que c'est dans ces diverses directions — je m'excuse de les livrer un peu sans ordre au Conseil de la République — que les efforts doivent se poursuivre.

J'ai entendu tout à l'heure l'intervention de M. Franceschi, voilà la réponse que je lui fournis, avec cette précision cependant qu'aucune bourse n'a jamais été interrompue en cours d'année pour délit d'opinion.

Je lui demande de bien vouloir croire à ma réponse, en tout cas de m'apporter une démonstration en sens inverse, s'il l'avait dans son dossier. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. L'amendement est-il maintenu, monsieur Franceschi ?

M. Franceschi. J'avais déposé cet amendement afin d'obtenir des explications du Gouvernement. Celles-ci ne me donnent pas pleinement satisfaction, mais, enfin, j'ai provoqué une déclaration de M. le ministre. C'était l'objet de mon amendement et je le retire.

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 31-21 au chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 31-21 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-22. — Etablissements d'enseignement et musée de la France d'outre-mer. — Indemnités et allocations diverses, 10.587.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-23. — Formation complémentaire de divers fonctionnaires, 3.017.000 francs. »

La parole est à Mme Devaud.

Mme Devaud. Mes chers collègues, je voudrais très brièvement aborder la question des salaires en Afrique. Si je le fais à propos de ce chapitre, c'est qu'un abattement y avait été obtenu par M. Joseph Denais, à l'Assemblée nationale. Je demande qu'une solution de droit soit donnée rapidement au problème posé par l'article 112 du code du travail.

J'ai entendu tout à l'heure, avec beaucoup d'intérêt, l'intervention de M. Durand-Réville : se fondant sur un certain nombre de documents, il a voulu prouver que les salaires en territoire français étaient nettement supérieurs à ceux qui sont versés en territoire étranger et notamment en Côte de l'Or.

D'autre part, je possède ici un document — sur l'esprit duquel je reviendrai dans un instant — mais qui, avec des documents non moins indiscutables que ceux de M. Durand-Réville tend à prouver sur le plan international — ce qui est beaucoup plus grave — que les salaires français sont extrêmement inférieurs aux salaires accordés dans les autres territoires africains et ne permettent pas en général d'atteindre le minimum vital indispensable.

Je ne vous le lirai point mais je veux regretter ici qu'un organisme aussi compétent et sérieux que l'est d'ordinaire l'office international du travail ait pu publier un tel rapport qui manque d'objectivité et de bases sérieuses.

Je voudrais, monsieur le ministre, qu'une enquête sérieuse fût faite afin de comparer les niveaux de vie, les prix et les salaires dans les différents territoires africains, français et étrangers, de manière à apporter à nos tribunes — nationales ou internationales — des études sérieuses et incontestables.

Avec beaucoup d'objectivité apparente, vous nous avez affirmé, monsieur Durand-Réville, que les salaires français étaient au moins de 30 p. 100 supérieurs aux salaires distribués dans les territoires étrangers. Le rapport de l'office international du travail pose le problème d'une manière diamétralement opposée avec des références aussi irréfutables que les vôtres.

M. Durand-Réville. J'ai cité mes sources.

Mme Marcelle Devaud. Je sais que vous avez cité vos sources, mais le document international dont je fais état cite aussi ses sources, qui sont également valables.

D'où, n'est-il pas vrai, la nécessité de procéder à des enquêtes officielles qui nous permettent d'obtenir des conclusions valables. Nous ne vivons plus en autarcie, les institutions spécialisées de l'O. N. U. nous observent et vous n'ignorez pas,

par exemple, que la commission de tutelle de l'Organisation des nations unies a exprimé récemment le vœu que soient revalorisés les salaires français au Cameroun.

Or, je suis obligée de reconnaître, à la suite d'une étude personnelle que j'ai faite au cours d'un bref voyage au Cameroun, que les salaires y sont particulièrement bas.

M. Charles Okala. C'est exact!

Mme Marcelle Devaud. Le taux officiel, avant l'application du code du travail, était de 90 francs par jour...

M. Franceschi. A Douala!

Mme Marcelle Devaud. Oui, à Douala, et de 540 francs par semaine.

Officieusement, certains employeurs versaient jusqu'à 770 francs par semaine en consentant aux travailleurs, comme prime d'assiduité, le payement de la journée du dimanche. Depuis l'application du code du travail — et j'étais précisément au Cameroun lorsqu'elle a été décidée — le salaire horaire est de 16 francs C. F. A., le salaire hebdomadaire a été porté à 640 francs, soit pratiquement 100 francs au-dessus de l'ancien salaire légal, mais, effectivement, au moins 100 francs au-dessous du salaire officieux versé avant l'application du code du travail.

Je parle, bien entendu, de Douala — les salaires, en brousse, étant beaucoup plus bas — mais Douala même reste ainsi largement en-deçà de Lomé, de Cotonou ou de Conakry, où les salaires sont de 18,75, de 21,60 et de 21 francs.

Parlant de l'Afrique occidentale française, M. Durand-Réville protestait, il y a un instant, contre l'augmentation de salaires que vous avez encouragée et il vous reprochait, monsieur le ministre, d'avoir accepté une revalorisation de 20 p. 100 des salaires. Or, cette majoration a simplement permis de ne pas amputer le salaire hebdomadaire des travailleurs africains par le fait que la durée de travail pour une semaine avait été ramenée de quarante-huit heures à quarante heures.

M. Durand-Réville ajoutait: nous voulons bien l'application du code du travail, nous sommes républicains, mais nous voulons l'application de la loi et pas autre chose.

Je voudrais me permettre de dire que, dans un texte — rédigé souvent trop rapidement — il y a la lettre et il y a l'esprit.

Vous avez essayé de régler la question des salaires en Afrique occidentale française selon l'esprit du législateur et non pas selon la lettre de l'article 112.

Vous avez très bien compris, monsieur le ministre, que nous ne pouvions voter un code du travail qui aurait eu comme résultat essentiel de diminuer les rémunérations des travailleurs africains. C'était une chose illogique et je crois que personne, dans cette Assemblée, n'aurait pu l'imaginer. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

C'est pourquoi la solution que vous avez adoptée vous a semblé être pour vous comme une obligation morale.

Que la revalorisation des salaires pèse sur l'économie africaine, c'est possible; ce n'est pas, actuellement, l'objet du débat.

Mais je crois qu'il serait nécessaire de régler définitivement ce problème de droit afin que ne se renouvellent plus, dans aucun territoire, les incidents si douloureux qui se sont déroulés, ici et là, en Afrique, ces derniers mois.

J'en ai terminé. Je me permets simplement de vous rappeler, monsieur le ministre, l'importance qu'il y aurait à faire procéder rapidement à l'étude comparée que je vous ai demandée, comme à régler le grave problème de droit que pose l'article 112 du code du travail. (*Applaudissements sur de nombreux bancs à gauche, au centre et à droite.*)

M. Charles Okala. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Okala.

M. Charles Okala. Mes chers collègues, je voudrais rétablir la vérité sur les explicaitons qu'a bien voulu donner M. Durand-Réville quant au salaire touché par les Africains.

M. Durand-Réville a oublié de dire au Conseil de la République qu'à la veille de l'application du code du travail...

M. Durand-Réville. Est-ce une discussion du budget ou une interpellation permanente adressée à M. Durand-Réville?

M. le président. Je fais ce que je peux afin que chacun respecte son temps de parole et afin qu'il n'y ait pas une discussion générale à propos de chaque amendement. Je n'y parviens pas.

M. Franceschi. C'était à prévoir.

M. Charles Okala. M. Durand-Réville a dit que les Africains...

M. le président. Pas de colloque personnel!

M. Charles Okala. Il faut bien que quelqu'un lui réponde.

M. le président. Répondez sans mettre votre collègue en cause. Soyez objectif!

M. Charles Okala. M. Durand-Réville a dit qu'il y a des fonctionnaires africains qui touchent 50.000 ou 70.000 francs, et ils convertit cela en francs métropolitains.

M. Durand-Réville. Ce n'est pas moi qui ai dit cela!

M. Charles Okala. Mais M. Durand-Réville oublie qu'une paire de chaussures, qui coûte ici 2.000 francs métropolitains, transportée au Cameroun, se vend 3.000 francs C. F. A., ce qui fait 6.000 francs métropolitains.

M. Franceschi. Cela, on ne le dit pas!

M. Charles Okala. On oublie de dire qu'un salaire de 70.000 francs ne signifie pas grand chose pour ceux qui, là-bas, ont des enfants, car ceux-ci coûtent très chers et nous ne pouvons pas abandonner nos enfants à l'assistance publique ou les tuer quand on ne peut pas les nourrir.

D'autre part, je confirme ce que vient de dire Mme Devaud au point de vue des salaires.

Au Cameroun, les salaires sont les plus bas. A l'heure actuelle, en application du code du travail — je crois que cela n'a pas été non plus dans l'esprit du législateur — tous les salaires ont diminué. Des ouvriers qui, avant l'application du code du travail, touchaient 5.000 francs par mois, n'en touchent plus que 3.000 aujourd'hui. M. Durand-Réville ne pourra pas nous démentir sur ce point.

M. Franceschi. Et combien sont licenciés également!

M. Durand-Réville. Je ne puis répondre, puisque je n'ai pas la parole.

M. Charles Okala. A l'heure actuelle, on a trouvé une astuce. Lorsque, au cours d'une journée, il y a eu une ou deux heures de pluie, le patron peut décréter que la journée ne sera pas payée. Cela non plus n'est pas prévu par le code du travail.

Ce sont ces contre-vérités qu'il faut dénoncer aux métropolitains, lesquels devraient être les arbitres de la situation, au lieu de leur raconter n'importe quoi. On croit qu'en Afrique on a des soldes de justice sociale; ce sont des soldes de famine qu'on donne dans les territoires. Je tiens à protester contre les allégations de M. Durand-Réville et à dire que le code du travail est mal appliqué. On a voté un code pour que les ouvriers puissent toucher davantage. On a voulu protéger l'ouvrier, mais le code du travail ne le protège pas et il touche moins qu'avant. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je demande qu'on revienne à la discussion du budget. L'article 31-23 concerne la formation du personnel. Je demande qu'on s'en tienne, lors de la discussion des chapitres, aux objets que concernent ces chapitres.

M. le président. Dites cela aux orateurs.

M. Charles Okala. En commençant par les rapporteurs eux-mêmes!

M. le rapporteur. Les rapporteurs font leur devoir; ils ne parlent pas de tout à propos de n'importe quoi et n'ont pas de leçon à recevoir de vous.

M. Franceschi. Quelquefois!

M. Charles Okala. Moi non plus, je n'ai pas de leçon à recevoir du rapporteur.

M. Franceschi. Vous êtes arrogant, monsieur le rapporteur.

M. le président. Voulez-vous me permettre ? Nous sommes en fin d'année; tout le monde est fatigué, nous le savons, mais ne vous laissez pas aller à vos nerfs.

Permettez-moi d'insister, mes chers collègues, pour qu'il n'y ait plus d'altercation de personne à personne. Ceci, d'ailleurs, à mon avis, n'apporte aucun résultat quant au budget.

Nous discutons en ce moment des chapitres et la discussion générale est close.

Je me permets de demander à mes collègues, lorsqu'ils discutent un chapitre, de respecter l'engagement qu'ils ont pris concernant leur temps de parole. Je suis sûr qu'ainsi il n'y aura plus d'incidents personnels. (*Très bien! très bien!*)

La discussion porte sur l'objet des chapitres; la commission a raison de le rappeler.

Plusieurs de nos collègues ont demandé la parole sur le chapitre 31-23. Ils ont pu présenter leurs observations. Il n'y a pas d'amendement sur ce chapitre.

Je mets aux voix le chapitre 31-23, au chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 31-23 *est adopté.*)

M. Charles Okala. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Okala.

M. Charles Okala. Monsieur le président, je tenais à dire que si le ton du débat s'est élevé, ce n'est pas notre faute.

M. le président. Peu importe le responsable. Ne recommençons pas.

« Chap. 31-31. — Services administratifs. — Rémunérations principales, 58.965.000 francs. »

M. le président. La parole est à M. Gondjout.

M. Gondjout. Mes chers collègues, je voudrais attirer l'attention de M. le ministre de la France d'outre-mer sur les retards préjudiciables apportés à la mise en route des fonctionnaires servant dans les territoires d'outre-mer.

C'est ainsi que quatre professeurs des collèges de Libreville n'avaient pas rejoint leurs postes fin novembre, alors que les cours avaient déjà repris. De même, un professeur de dessin industriel à l'école professionnelle d'Owendo n'était pas présent aux premiers jours du mois de décembre.

Cet état de choses est préjudiciable, non seulement aux budgets locaux qui payent les fonctionnaires en congé, mais aussi aux élèves qui ne peuvent recevoir, en temps utile, l'enseignement qu'ils attendent. Je prie M. le ministre de veiller à cet état de choses dans l'avenir.

M. le secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. le secrétaire d'Etat. Je veux répondre immédiatement à mon collègue M. Gondjout qu'il n'y a pas plus de quinze jours j'ai envoyé des instructions précises à ce sujet en rappelant à la stricte observance des délais de mise en route.

M. Gondjout. Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. le président. Par amendement (n° 4), M. Durand-Réville propose de réduire le crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Durand-Réville.

M. Durand-Réville. J'enregistre avec une particulière satisfaction, monsieur le ministre, la réalisation d'une mesure que je réclamais avec mon collègue M. Saller depuis des années, à savoir la fusion des services de diffusion et de propagande et la section de presse et d'information en un organisme unique: le service d'information, de documentation et de propagande. Il est certain que cette unification permettra au nouveau service de réaliser à moindre frais une action sans doute plus efficace de publicité et de propagande.

Je crains toutefois, si j'interprète correctement les chiffres portés au projet de budget, que les crédits affectés au nouveau service n'aient été quelque peu réduits au regard de ceux dont bénéficiaient les deux services supprimés.

Ces deux services avaient en effet été dotés, au titre de l'exercice 1953, de crédits totalisant 62.048.000 francs. Or, je ne trouve dans le projet de budget de 1954, au bénéfice du nouveau service d'information, de documentation et de propagande, qu'une inscription au chapitre 34-04 de 24.232.000 francs, soit une différence en moins de 37.816.000 francs.

L'économie est sensible, mais je me demande si elle n'est pas exagérée et c'est pour marquer mon désir de voir le nouveau service disposer de nouveaux moyens suffisants pour accomplir ses missions de publicité et de propagande, qui présentent à mes yeux une importance primordiale, que j'ai déposé un amendement qui tend à réduire, à titre indicatif, de 1.000 francs le crédit inscrit à ce chapitre.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte l'amendement.

M. le ministre. Le Gouvernement également.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement, accepté par la commission et le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 31-31 avec le chiffre de 58 millions 964.000 francs, résultant du vote précédent.

(*Le chapitre* 31-31, *avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-32. — Services administratifs. — Indemnités et allocations diverses, 4.116.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-41. — Personnel d'autorité en service dans les territoires d'outre-mer. — Rémunérations principales, 2 milliards 250.253.000 francs. »

M. le rapporteur. La commission des finances propose deux réductions indicatives pour obtenir de M. le ministre des explications sur l'effectif des gouverneurs et des administrateurs. Elle attend ces explications.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Le budget de la France d'outre-mer, en 1954, ne comprend effectivement que 31 postes de gouverneurs, alors que celui de l'exercice 1953 comportait cinq postes supplémentaires, prévus au budget des Etats associés. Au budget de 1954, les Etats associés ont été inscrits, au lieu de 5 gouverneurs, pour 1 gouverneur et 3 hauts commissaires. A l'heure actuelle, trois de ces postes sont occupés par un gouverneur de la France d'outre-mer, un à l'administration centrale, un autre en Indochine, auxquels s'ajoute un gouverneur général, rémunéré pour le moment sur un poste de haut commissaire — il s'agit du gouverneur général Gauthier. Mon département ne pourra reprendre en charge lesdits gouverneurs que si des dispositions particulières sont prises à ce sujet.

M. Gondjout. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Gondjout.

M. Gondjout. Monsieur le ministre, je me permets de faire remarquer que le décret du 6 janvier 1937, qui a organisé l'inspection des affaires administratives dans les territoires d'outre-mer, a prévu, pour chaque territoire, un certain nombre d'emplois.

En raison du développement des moyens de communications, n'est-il pas possible de réduire ce nombre ? Tel est le vœu de l'Assemblée de mon territoire.

M. le ministre. Les textes ont fixé le nombre de ces inspecteurs. Je ne crois pas, pour l'instant, qu'on puisse le modifier.

M. Gondjout. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Gondjout.

M. Gondjout. L'assemblée territoriale du Gabon a estimé qu'il y avait pléthore d'emplois. Deux inspecteurs, cela semble beaucoup, un seul suffirait. L'assemblée territoriale demande que vous reconsidériez les textes.

M. le ministre. Vous n'avez qu'un inspecteur dans votre territoire.

M. Gondjout. Nous en avons deux. L'Assemblée territoriale a demandé qu'on en supprime un, celui qui est actuellement en congé et dont nous ne souhaitons pas le retour.

M. le ministre. J'examinerai cette situation particulière.

M. Gondjout. Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. le président. Par amendement (n° 19), Mme Devaud propose de reprendre le chiffre proposé par l'Assemblée nationale

et, en conséquence, d'augmenter le crédit de ce chapitre de 1.470.000 francs.

Mme Marcelle Devaud. Je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande plus la parole sur le chapitre 31-41 ?...

Je le mets aux voix, au chiffre de la commission.

(*Le chapitre 31-41 est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-42. — Personnel d'autorité en service dans les territoires d'outre-mer. — Indemnités et allocations diverses, 145.002.000 francs. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Sur ce chapitre, la commission des finances m'a chargé de demander à M. le ministre s'il est disposé à utiliser partiellement le crédit de 50 millions de francs prévus pour permettre le remboursement, à certains administrateurs en service outre-mer, des frais occasionnés par les réceptions exceptionnelles, à augmenter certains frais de représentation de façon à régler en partie cette question de l'augmentation des frais de représentation en suspens depuis 1949.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. J'ai obtenu du ministère des finances, avec beaucoup de difficulté, ce crédit de 50 millions de francs. Je l'emploierai dans le sens que vous m'indiquez.

M. le rapporteur. Nous demandons également que le solde de ce crédit soit utilisé sur justification régulière.

M. le ministre. Bien entendu.

M. le président. Par amendement (n° 9) MM. Razac et Fousson proposent de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 F.

La parole est à M. Razac.

M. Razac. Mes chers collègues, lors de leurs interventions, les rapporteurs de la commission des finances et de la commission de la France d'outre-mer ont souligné la nécessité de reviser la situation actuelle du corps des administrateurs de la France d'outre-mer et ont demandé à M. le ministre de prévoir un certain nombre de mesures destinées à améliorer la situation, tant matérielle que morale, de ce corps. Vous-même, monsieur le ministre, dans la réponse que vous avez faite aux différents orateurs, vous avez constaté la nécessité d'améliorer cette situation et vous avez proposé un certain nombre de mesures. Lors des débats budgétaires à l'Assemblée nationale, il vous a été fait une suggestion qui tendait à octroyer aux administrateurs de la France d'outre-mer une indemnité dite de « sujétion ». Cette suggestion étant restée sans écho, je voudrais développer, dans le cadre restreint de cet amendement, cette importante question, espérant à ce sujet une réponse satisfaisante.

D'abord, je tiens à faire remarquer que cette indemnité de sujétion ne serait pas une indemnité exceptionnelle, « exorbitante du droit commun ». En lisant les documents qui suivent les chapitres de la loi de budget, j'ai constaté un certain nombre de mentions telles que: « mesures acquises » et « mesures nouvelles » qui ont pour but de permettre de verser à certains personnels des indemnités diverses.

C'est ainsi que je vois pages 36, 37, 38, 53: Application du décret du 9 avril 1953 modifiant le régime des indemnités pour charge militaire, Application du décret du 13 mars 1953 concernant l'indemnité de sujétion du personnel des télécommunications, indemnités forfaitaires spéciales des magistrats, etc.

Cependant, autant que je m'en souvienne, l'un des principes de la dernière réforme de la fonction publique était celui de l'indemnité de traitement à indice égal. Or, ce principe a subi incontestablement de nombreuses dérogations dont les inscriptions budgétaires que je viens de citer ne sont qu'un faible reflet.

Force m'est de constater que, si certains fonctionnaires ont ainsi eu la faveur du Gouvernement, d'autres et parmi lesquels se trouvent les administrateurs de la France d'outre-mer, sont demeurés à leur solde indiciaire.

De documents dont je dispose, il résulte que ce dernier corps subit actuellement de ce fait une moins-value de traitement de: 14 à 22 p. 100 par rapport à leurs homologues du cadre des travaux publics; 11 à 17 p. 100 par rapport au personnel des régies financières; 4 à 8 p. 100 par rapport aux membres de l'enseignement; 8 p. 100 par rapport aux magistrats.

Cette inégalité de traitement s'accorde mal avec la mission prééminente du corps des administrateurs qui représentent le pouvoir exécutif dans les circonscriptions territoriales, exercent auprès des gouverneurs généraux et des gouverneurs des fonctions de confiance ou occupent de plus en plus des postes de spécialistes soit au département, soit dans les chefs-lieux de fédérations ou de territoires.

A ces différents échelons, ils ont le plus souvent la mission de susciter, de coordonner et de soutenir l'activité des cadres techniques ou des cadres d'exécution au regard desquels on comprend mal qu'ils soient placés en état d'infériorité pécuniaire, d'autant moins que la responsabilité finale de l'action administrative, sinon de l'action politique, leur incombe. Je n'ignore pas les objections qui ont été faites à l'établissement d'une indemnité de sujétion et de fonctions en faveur des administrateurs, mais avant de les discuter, je tiens à préciser que mon intervention n'a pas pour but de demander l'inscription de dépenses nouvelles.

On prétend que l'indemnité de sujétion s'opposerait aux dispositions de la loi du 19 octobre 1946. Cette loi précise: « Sont interdits l'ordonnancement et le payement de toutes autres indemnités à l'exception de celles représentatives de frais ou destinées à rétribuer des travaux supplémentaires effectifs, ou justifiées par des sujétions ou des risques inhérents à l'emploi ou présentant le caractère de primes d'expatriation. »

Il y a donc des indemnités autorisées et prévues par la loi d'octobre 1946 et elles sont bien définies ci-dessus. Cette loi énonce donc elle-même, et formellement, la possibilité juridique de cette indemnité que revendiquent les administrateurs de la France d'outre-mer. Et d'ailleurs, s'il en était autrement, et pour tous les cadres métropolitains ou autres, où donc aurait-on trouvé la base légale de ces très nombreuses indemnités dont l'existence constitue précisément l'un des fondements tant des doléances des administrateurs que des propositions éminemment favorables, parce qu'équitables ou de simple bon sens, qu'il y a lieu de formuler les concernant ?

Etant donné l'heure tardive, monsieur le ministre, je ne développerai pas toute mon argumentation. Je tiens cependant à dire en terminant cet amendement que je désirerais que vous acceptiez mon amendement en donnant à votre acceptation deux significations: d'une part, vous reconnaîtrez par là le bien-fondé et la légitimité des demandes du corps des administrateurs de la France d'outre-mer, quant à l'octroi de cette prime de sujétion; en second lieu que vous interviendrez auprès de vos collègues de la rue de Rivoli pour que des mesures interviennent le plus rapidement possible pour que cette prime de sujétion soit accordée. (*Applaudissements à gauche.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je suis absolument d'accord avec les propositions formulées par notre collègue M. Razac et j'accepte son amendement. Je rends hommage, en passant, au zèle, au dévouement et à l'abnégation de ces administrateurs. Je demanderai au ministre des finances que cette prime de sujétion qui, jusqu'à maintenant, m'a été refusée, soit enfin accordée. Je persisterai dans mes demandes parce que j'estime que cette prime est légitime. (*Applaudissements.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole.

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Par amendement (n° 10), MM. Fousson et Razac proposent de réduire le crédit de ce même chapitre 31-42 de 1.000 francs.

La parole est à M. Razac.

M. Razac. Le ministre de la France d'outre-mer avait inscrit un crédit de 50 millions pour la revalorisation des indemnités de représentation des administrateurs de la France d'outre-mer.

M. le rapporteur. La question est réglée.

M. Razac. Je demande à M. le ministre de faire paraître un texte précis revalorisant les taux de ces indemnités. Je précise, pour éviter les difficultés d'interprétation et faire en sorte que les chefs des circonscriptions puissent avoir une indemnité de représentation proportionnelle aux crédits attribués, que je me réfère au décret d'avril 1949 dont les états annexes fixent les différents taux de représentation.

M. le ministre. J'agirai dans ce sens.

M. le président. Monsieur Razac, maintenez-vous votre amendement ?

M. Razac. Non, monsieur le président.

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 31-42, au chiffre de 145.001.000 francs.

(*Le chapitre 31-42 est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-51. — Magistrats de droit civil et de droit pénal français en service dans les territoires d'outre-mer. — Rémunérations principales, 817.848.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-52. — Magistrats du droit civil et de droit pénal français en service dans les territoires d'outre-mer. — Indemnités et allocations diverses, 37.004.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-61. — Etablissements permanents des terres australes et antarctiques. — Soldes et accessoires de soldes, 47.626.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-91. — Indemnités résidentielles, 1.278.245.000 francs. » — (*Adopté.*)

3e partie. — Personnel en activité et en retraite. —

Charges sociales.

Chap. 33-91. — Prestations et versements obligatoires, 512.119.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 33-92. — Prestations et versements facultatifs, 17 millions 445.000 francs. » — (*Adopté.*)

4e partie. — Matériel et fonctionnement des services.

« Chap. 34-01. — Administration centrale. — Remboursement de frais, 23.370.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-02. — Administration centrale. — Matériel, 62 millions 101.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-03. — Inspection de la France d'outre-mer. — Matériel et remboursement de frais, 298.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-04. — Dépenses de fonctionnement particulières au service d'information, de documentation et de propagande, 24.232.000 francs ».

Sur ce chapitre, M. Durand-Réville avait déposé un amendement n° 5 tendant à une réduction indicative de 1.000 francs.

M. Durand-Réville. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 34-04 au chiffre de la commission.

(*Le chapitre 34-04 est adopté.*)

M. le président. « Chap. 34-05. — Contribution à l'entretien et au fonctionnement des postes de radiodiffusion d'outre-mer, 42 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-21. — Etablissements d'enseignement et musée de la France d'outre-mer. — Matériel et remboursement de frais, 17.630.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-31. — Services administratifs. — Matériel et remboursement de frais, 8.973.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-41. — Personnel d'autorité en service dans les territoires d'outre-mer. — Remboursement de frais, 255.439.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-51. — Magistrats de droit civil et de droit pénal français en service dans les territoires d'outre-mer. — Remboursement de frais, 129.690.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-61. — Etablissements permanents des terres australes et antarctiques. — Matériel et remboursement de frais, 124.250.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-91. — Loyers et réquisitions, 2.499.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-92. — Achat et entretien de matériel automobile, 7.277.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-93. — Remboursements à diverses administrations, 47.794.000 francs. » — (*Adopté.*)

6e partie. — Subventions de fonctionnement.

« Chap. 36-22. — Subvention à l'académie des sciences coloniales, 1.770.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 36-91. — Dépenses administratives de la caisse de retraites de la France d'outre-mer, 38.186.000 francs. » — (*Adopté.*)

7e partie. — Dépenses diverses.

« Chap. 37-91. — Frais d'instance et de justice. — Réparations civiles, 400.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 37-92. — Dépenses de contrôle du chemin de fer franco-éthiopien, 4.731.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 37-93. — Dépenses afférentes à diverses élections outre-mer, 10 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 37-94. — Emploi de fonds provenant de legs ou de donations. (Mémoire.)

8e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

« Chap. 38-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (moyens des services). (Mémoire.)

« Chap. 38-92. — Dépenses des exercices clos (moyens des services). (Mémoire.)

TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES

1re partie. — Interventions politiques et administratives.

« Chap. 41-91. — Subventions aux budgets fédéraux et locaux des territoires d'outre-mer, 1.469.674.000 francs. »

La parole est à M. Claireaux.

M. Claireaux. Monsieur le ministre, les rapporteurs de la commission des finances et de la commission de la France d'outre-mer ont bien voulu souligner les conséquences graves pour le budget des territoires de Saint-Pierre et Miquelon de la réduction massive imposée par la lettre rectificative du Gouvernement.

Je ne puis que les en remercier et m'associer à la suggestion de voir réparer cet excès de réduction dans un prochain collectif.

Sans vouloir trop m'étendre sur ce sujet, je dois toutefois dire qu'un certain découragement a déjà gagné cette population de marins pêcheurs et d'artisans devant l'effort fiscal supplémentaire qui lui est demandé chaque année.

Pour la subvention de l'exercice 1954, le gouverneur avait proposé au département la reconduction du chiffre de 1953. Mais les services de la France d'outre-mer et des finances ont cru pouvoir opérer, déjà, au moment de l'établissement du budget, une première réduction de 50 millions sur le montant voté l'an dernier par le Parlement. Il s'agit donc, maintenant, d'une seconde réduction de 55 millions que nous impose la lettre rectificative du 10 novembre 1953.

Je crois de mon devoir, monsieur le ministre, de faire connaître au Parlement et à vous-même que la population de ces îles est maintenant passée de l'état de découragement à celui du grave mécontentement.

Elle ne peut comprendre la politique fiscale qu'on lui impose. En effet, pour équilibrer son budget sur la base du chiffre initial de 580 millions, c'est-à-dire celui retenu par le Gouvernement avant même sa lettre rectificative, le gouverneur du territoire demande au conseil général de voter, pour 1954, 25 millions d'impôts nouveaux, ce qui porte le total de la contribution du territoire à plus de 130 millions, pour environ 1.500 contribuables, dont 400 marins pêcheurs qui ne peuvent exercer leur métier que six mois de l'année.

Les télégrammes alarmants reçus de Saint-Pierre font craindre que le gouverneur ne prenne des mesures lourdes de conséquences à l'encontre des vieux travailleurs et des marins pêcheurs.

C'est pourquoi je vous demanderai, monsieur le ministre, sachant très bien que ce n'est pas par l'impôt que sera résolu le problème budgétaire de Saint-Pierre et Miquelon, de bien vouloir recommander au gouverneur d'user de modération, voire de bienveillance, envers cette population qui a toujours témoigné, et en toutes circonstances, de son attachement à la France, mais qui, aujourd'hui, se trouve aux prises avec un problème budgétaire la dépassant de beaucoup, puisqu'en fait il ne s'agit de rien d'autre que de la souveraineté française sur ces rochers, derniers vestiges de nos possessions d'Amérique du Nord.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Il est inutile de vous dire que la population de Saint-Pierre et Miquelon suscite, dans la métropole, un vif intérêt et que nous avons envers elle la plus grande bienveil-

lance. Nous savons l'effort que vous avez fait pour améliorer votre situation financière et je vais demander, par un collectif, le rétablissement des 50 millions dont vous deviez supporter le fardeau. (*Applaudissements.*)

M. Claireaux. Je vous en remercie, monsieur le ministre.

M. le président. Quelqu'un demande-t-il encore la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 41-91 au chiffre de la commission.

(*Le chapitre 41-91 est adopté.*)

M. le président. « Chap. 41-92. — Missions de délimitation et d'abornement des frontières de l'Afrique équatoriale française et de la Côte française des Somalis, 6 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 41-93. — Indemnisation des populations Pongwés du Gabon pour abandon de droits ancestraux, 4 millions de francs. »

Par amendement (n° 7), M. Paul Gondjout propose de rédiger comme suit le libellé de ce chapitre:

« Indemnité d'expropriation aux populations Pongwés de Libreville (Gabon). — Seconde tranche. »

La parole est à M. Gondjout.

M. Gondjout. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, après la promulgation des décrets des 28 mars 1899 sur le régime domanial au Congo français qui institua des terres vacantes et sans maître, un litige opposa les populations gabonnaises, notamment les Pongwés, à l'administration locale.

C'est ainsi que, malgré les protestations, on dépossédа les autochtones de leur patrimoine ancestral. Elles n'ont cessé, depuis cette époque, de protester contre cette mesure.

Pour éviter que leurs revendications ne soient exprimées à nouveau à l'occasion de la commémoration du centenaire de la présence française au Gabon, le gouverneur Pelieu, chef du territoire, a, en 1950, recherché, avec une délégation de chefs et notables pongwés, un accord pour mettre fin au litige, afin que l'amitié franco-gabonnaise, scellée depuis le 9 février 1939, restât sans tache.

Il fut convenu qu'une indemnité pour expropriation de 40 millions de francs métropolitains serait accordée aux Pongwés et qu'une superficie déterminée de terrains leur serait attribuée aux environs de Libreville.

L'exécution de l'accord a déjà commencé et une première tranche de 20 millions a déjà été versée. Il ne s'agit donc plus que d'achever et l'inscription budgétaire ne peut concerner qu'une nouvelle tranche.

Le problème tel qu'il se pose n'intéresse pas seulement les Pongwés de l'estuaire mais aussi les populations d'autres régions du Gabon telles que l'Ourongou, l'Ogooué, le Fernan-Vaz, la N'Gounié et je demande au ministre de donner les instructions nécessaires pour régler dans le même esprit ces litiges encore en suspens, en même temps d'accepter mon amendement. (*Applaudissements.*)

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le rapporteur. La commission également.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement accepté par le Gouvernement et par la commission.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. En conséquence, le libellé du chapitre est ainsi modifié:

« Chap. 41-93. — Indemnité d'expropriation aux populations Pongwés de Libreville (Gabon). — Seconde tranche, 4 millions. »

Je mets aux voix le chapitre 41-93.

(*Le chapitre 41-93 est adopté.*)

6e partie. — Action sociale. — Assistance et solidarité.

M. le président. « Chap. 46-91. — Subventions aux œuvres privées dans les territoires d'outre-mer, 9.500.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 46-92. — Action sociale en faveur de personnes étrangères à l'administration, 13.991.000 francs. »

Par amendement (n° 11) M. Razac propose de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Razac.

M. Razac. Monsieur le président, après les déclarations de M. le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer, je m'estime satisfait et je retire mon amendement.

J'ajoute cependant qu'un grand malaise règne chez les étudiants d'outre-mer qui regrettent de ne pas retrouver en métropole l'atmosphère familiale qui leur est chère. Il y aurait peut-être une tentative à faire lors des prochaines vacances traditionnelles de courte durée de Pâques et de Noël. Le ministère de la France d'outre-mer pourrait s'efforcer de faire passer ces vacances aux étudiants d'outre-mer dans des familles des provinces françaises, qui ne demandent qu'à les recevoir. Ce qui est essentiel, ce n'est pas seulement de venir recueillir un parchemin, c'est de connaître l'âme française. Les étudiants d'outre-mer ne la connaîtront jamais mieux que dans les campagnes de France. (*Applaudissements.*)

M. le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer. Je partage les sentiments de M. Razac.

M. le président. L'amendement est retiré.

Je mets aux voix le chapitre 46-92 au chiffre de la commission.

(*Le chapitre 46-92 est adopté.*)

8e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

« Chap. 48-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (interventions publiques). » — (Mémoire.)

« Chap. 48-92. — Dépenses des exercices clos (interventions publiques). » — (Mémoire.)

Je mets aux voix l'article 1er, avec la somme de 8 milliards 141.865.000 francs résultant des votes émis sur les chapitres de l'état A.

(*L'article 1er est adopté.*)

M. le président. « Art. 2. — Il est ouvert au ministre de la France d'outre-mer, au titre des dépenses en capital, pour l'exercice 1954, des crédits s'élevant à la somme de 51 milliards 206.998.000 francs et des autorisations de programme s'élevant à la somme de 74.879.998.000 francs.

« Ces crédits et ces autorisations de programme sont applicables en totalité au titre VI: « Investissements exécutés avec le concours de l'Etat », conformément à l'état B annexé à la présente loi. »

L'article 2 est réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état B annexé.

Je donne lecture ce cet état:

France d'outre-mer.

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT

7e partie. — Equipement administratif et divers.

« Chap. 57-99. — Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance:

« Autorisation de programme. » — (Mémoire.)

« Crédit de payement. » — (Mémoire.)

8e partie. — Investissements hors de la métropole.

« Chap. 58-90. — Installations radioélectriques dans les territoires d'outre-mer:

« Autorisation de programme. » — (Mémoire.)

« Crédit de payement. » — (Mémoire.)

TITRE VI. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS AVEC LE CONCOURS DE L'ETAT

7e partie. — Equipement administratif et divers.

« Chap. 67-99. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance:

« Autorisation de programme. » — (Mémoire).

« Crédit de payement. » — (Mémoire.)

8e partie. — Investissements hors de la métropole.

« Chap. 68-20. — Subvention au fonds commun de la recherche scientifique et technique outre-mer:

« Autorisation de programme, 1.170 millions de francs.

« Crédit de payement, 1.170 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 68-90. — Subvention au fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (section générale) :

« Autorisation de programme, 12.499.999.000 francs.

« Crédit de payement, 12.500 millions de francs. »

M. le président. Par amendement (n° 6), M. Durand-Réville propose de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Durand-Réville.

M. Durand-Réville. Depuis deux ans, les crédits mis à la disposition des sociétés de recherches pétrolières en Afrique noire ont été les suivants: pour le Gabon, en 1952, 1.900 millions, en 1953, 7.800 millions; pour le Cameroun, aux deux dates respectives, 300 millions et 500 millions; pour Madagascar, 700 millions et 600 millions. Au total, par conséquent, les sommes mises à la disposition de la recherche pétrolière en 1952 se sont élevées à 2.900 millions; en 1953, elles restent au même niveau.

Pour 1954, les programmes minima arrêtés par ces sociétés prévoyaient les dépenses suivantes: pour le Gabon, 1.750 millions; pour le Cameroun, 600 millions; pour Madagascar, 550 millions. Le total est le même.

On voit donc que le volume général du financement de la recherche de pétrole pour la France d'outre-mer reste constant et que l'accroissement de financement exigé par la recherche au Cameroun s'effectue pratiquement par prélèvement sur les recherches dans les deux autres territoires.

Le maintien de ce chiffre de 2.900 millions pour l'année 1954 exigeait une participation du fonds d'investissements pour le développement économique et social — F.I.D.E.S. — de 1.600 millions. Or, dans le fascicule budgétaire qui nous a été présenté, je relève que ce crédit a été ramené à 800 millions.

Le total des engagements possibles dans ces conditions s'établirait pour 1954 à: F.I.D.E.S., 800 millions; bureau de recherche des pétroles: 1.650 millions, soit 2.450 millions. Ce volume entraînerait l'arrêt du seul appareil de forage travaillant à Madagascar et celui d'un appareil de forage sur les deux appareils restant en fonctionnement au Gabon.

Je rappelle qu'un appareil travaillant précédemment au Gabon a déjà été transféré au Cameroun.

C'est pour marquer mon désir de voir des crédits plus importants affectés à la recherche pétrolière dans nos territoires d'Afrique noire, et spécialement au Gabon, où l'on a relevé des indices très sérieux, que j'ai déposé un amendement tendant, à titre indicatif, à réduire de 1.000 francs le crédit prévu au chapitre 68-90, au titre « subvention au F.I.D.E.S. ».

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je crois que M. Durand-Réville pourra retirer son amendement. Il sait l'intérêt que je porte aux recherches pétrolières et que, il y a deux ans, j'avais demandé des crédits qui m'ont été accordés pour développer ces recherches. En ce qui concerne la situation qu'il vient de préciser, je lui rappelle qu'une nouvelle répartition va permettre d'effecter à ces travaux, grâce à l'effort conjoint du bureau de recherche des pétroles et de la section générale du F.I.D.E.S., des ressources totales s'élevant à 2.900 millions, qui permettront en particulier de laisser fonctionner les deux sondes qui, à l'heure actuelle, travaillent au Gabon.

M. Durand-Réville. Devant ces explications, monsieur le président, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande plus la parole sur le chapitre 68-90 ?...

Je le mets aux voix, aux chiffres de la commission.

(*Le chapitre* 68-90 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 68-92. Subvention au fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (section des territoires) :

« Autorisation de programme: 33.109.999.000 francs. »

« Crédit de payement: 22.252.998.000 francs. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Sur ce chapitre, la commission des finances a opéré deux abattements indicatifs. L'un concerne l'application des dispositions législatives; nous demandons à M. le ministre de la France d'outre-mer d'accepter que ces dernières prennent effet à partir du 1er janvier 1954. L'autre a trait aux modifications de la répartition des crédits de la section générale.

Parmi ces modifications, il y avait celle qui concernait les recherches pétrolières; malgré l'explication donnée par M. le ministre, la commission des finances m'a demandé de lui rappeler qu'il y aurait intérêt à ce que le ministère de la France d'outre-mer ait une plus large représentation au bureau de recherche des pétroles, qu'en outre les subventions qui seraient accordées par le F.I.D.E.S. au bureau de recherche des pétroles, soient accordées sur des programmes précis et que les fonds avancés ne soient payés qu'au fur et à mesure de l'exécution de ces programmes, précisément pour éviter les errements que M. Durand-Réville signalait tout à l'heure.

La commission des finances a également demandé l'affectation d'une partie des crédits aux études et elle voudrait obtenir l'accord de M. le ministre à ce sujet.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. J'accepte vos propositions concernant l'une les recherches pétrolières et l'autre les crédits affectés par le comité directeur à des études de sociologie agricole.

M. le rapporteur. Ce n'est pas ce que nous vous demandons, monsieur le ministre. Nous ne vous demandons pas des crédits pour les études de sociologie agricole. C'est un problème beaucoup trop vaste, beaucoup trop imprécis et qui concerne un grand nombre de faits qui nous sont parfaitement étrangers. Nous vous demandons des crédits pour l'organisation de la production agricole autochtone et pour la réalisation des premières structures qui résulteront des études entreprises.

Nous désirons aussi qu'une somme suffisante soit prévue, en 1954, pour procéder à ces études dans les différentes régions ethniques des territoires que vous administrez. Si vous ne faites pas ces études, aucune réalisation ne s'ensuivra et la production agricole autochtone ne s'accroîtra pas, c'est-à-dire que vos plans ne serviront pas à grand'chose.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Le F.I.D.E.S. a déjà accepté l'affectation d'un crédit de 30 millions à ces études. J'ai indiqué qu'un plan allait être élaboré. Nous ne pouvons pas actuellement arrêter le montant des crédits qui seront nécessaires.

Des missions d'études ont été envoyées dans différents territoires, en particulier en Guinée, au Dahomey, en Côte d'Ivoire et au Cameroun.

Naturellement, dès que ces missions d'étude auront terminé leurs travaux, nous pourrons les chiffrer et soumettre au F.I.D.E.S. les conclusions de cette enquête.

M. le président. La parole est à M. Zafimahova.

M. Zafimahova. Mes chers collègues, j'ai demandé la parole car j'ai quelques observations à faire sur ce chapitre.

En ce qui concerne les dotations du F. I. D. E. S., Madagascar a eu un retard de deux ans. En effet, les événements qui endeuillèrent la Grande-Ile en 1947-1948 et la période de confusion qui s'ensuivit n'ont pas permis de lui accorder les crédits que cet organisme commençait alors à engager pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer.

Par la suite, les projets présentés par notre territoire n'ont pu rattraper ce retard, ayant dû tenir compte, en ce qui concerne 1948 et 1949, de la capacité d'utilisation du pays. Depuis quelques années, Madagascar, après avoir à peu près réparé les dégâts subis pendant la rébellion, a mis sur pied plusieurs projets d'équipement que le F. I. D. E. S., dont le rythme de fonctionnement, pour des raisons d'ordre général, a été ralenti, n'a pu financer entièrement.

Sans me départir du sens de la mesure, je me permettrai cependant de signaler que, dans le programme de Madagascar figurant au budget que nous discutons, il existe deux postes pour lesquels M. le ministre de la France d'outre-mer devrait faire des efforts particuliers.

D'abord la production. Madagascar est un pays d'agriculture et d'élevage à 80 p. 100. La presque totalité de la production agricole est fournie par les autochtones. La modernisation du paysanat autochtone est donc un impératif économique pour la Grande Ile. L'amélioration des méthodes de travail et des moyens de production des Malgaches aura une portée économique considérable pouvant amener à doubler ou à tripler leur rendement. Inutile de dire que le standing de vie s'élevant, la masse de la population aura une vie meilleure et la paix sociale et politique en sera l'heureuse conséquence.

J'aurais pu me passer de ces explications. On pourra me dire que le ministère a déjà compris l'importance des faits

relatés puisque le F. I. D. E. S. a déjà accordé des crédits importants aux collectivités rurales autochtones modernisées de Madagascar. En répétant ces vérités connues, je voudrais simplement attirer l'attention de M. le ministre de la France d'outre-mer sur la nécessité de faire, comme je viens de le dire, des efforts particuliers sur ce point, puisque les crédits antérieurement alloués, pour importants qu'ils soient, sont insuffisants et qu'il n'y a dans le présent budget aucune inscription à ce titre.

Je voudrais également parler de l'équipement social. Bien que l'équipement sanitaire soit loin de correspondre à l'importance de la population de la Grande-Ile, qui compte près de 4 millions et demi d'habitants, je passerai sous silence cette insuffisance pour ne déplorer que celle que j'estime plus grave. Il s'agit de l'équipement scolaire.

Le 16 mars 1950, notre Assemblée avait voté à l'unanimité une résolution sur la réforme de l'enseignement à Madagascar. Si, pendant ces trois années, le territoire, par le moyen de ses budgets, a fait de sérieux efforts pour réformer les programmes de l'enseignement primaire et en assurer l'extension, il n'a été pratiquement fait aucune amélioration dans l'enseignement secondaire, qui n'a pas encore reçu la vulgarisation nécessitée par l'unification des deux ordres d'enseignement — de type européen et de type malgache — qui existaient à Madagascar.

Sur le texte qui nous est proposé, je ne vois aucun projet de construction d'établissement secondaire. Or, on sait que la Grande-Ile possède en tout et pour tout un lycée de garçons à Tananarive, un lycée de jeunes filles à Tananarive et un collège moderne à Tananarive. La capitale et sa banlieue comptent aujourd'hui 160.000 habitants. Il reste encore, par conséquent, plus de quatre millions d'habitants, disséminés dans les grandes étendues de l'île, avec une population « scolarisable » de plus de 800.000 enfants, dépourvus entièrement de moyens d'accéder à l'enseignement d'un niveau supérieur au stade primaire. La réforme des programmes de l'enseignement primaire amènera cependant, dans un avenir très proche, l'existence dans toutes les régions d'un nombre important d'élèves susceptibles d'accéder aux cours secondaires. Comment donner satisfaction à cette jeunesse si, dès maintenant, on n'envisage pas l'extension de cet enseignement secondaire ?

Le projet d'installation, à Tananarive, d'un institut universitaire va, je l'espère, bientôt se réaliser. Les cours de droit et de physique, chimie, botanique y fonctionnent déjà. Comment les jeunes Malgaches des diverses provinces pourront-ils accéder à ces enseignements supérieurs sans avoir le moyen de préparer le baccalauréat ?

Depuis plusieurs années, la population du sud de Madagascar formulait unanimement le vœu d'avoir un lycée à Fianarantsoa, chef-lieu facilement accessible aux enfants de deux grandes provinces — Fianarantsoa et Tuléar — comptant près de deux millions d'habitants. Qu'est-ce qui empêche de prendre ces mesures constituant moins que le minimum raisonnable ?

J'ai entendu dans l'enceinte de cette Assemblée, au cours de divers débats, des collègues qui ont réussi à nous émouvoir en signalant l'insuffisance des efforts que la France accomplit pour assurer le rayonnement de la culture française dans diverses parties du monde. Nous sommes sûrs, mes chers collègues, de ne pas trahir le génie français en demandant de développer, par tous les moyens, la culture française dans ces pays qui, comme Madagascar, sont et veulent rester des parties intégrantes de la nation. (*Applaudissements.*)

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. J'ai entendu avec beaucoup d'intérêt le programme qui vient de nous être tracé par M. Zafimahova. Je l'étudierai avec toute l'attention qu'il mérite. Mais déjà des efforts ont été réalisés; en particulier, des crédits considérables ont été donnés au C. R. A. M. (collectivités rurales autochtones modernisées). Il est vrai que l'île de Madagascar est en retard dans son développement économique pour les raisons que vous avez évoquées. Soyez persuadé que mes services et moi-même nous travaillerons à rattraper ce retard. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur le chapitre 68-92 ?...

Je le mets aux voix aux chiffres de la commission.

(*Le chapitre* 68-92 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 68-94. — Subventions pour l'équipement public des territoires d'outre-mer:

« Autorisations de programme, 600 millions de francs. »

« Crédits de payement, 300 millions de francs. » — (*Adopté.*)

B. — Prêts et avances.

8e partie. — Investissements hors de la métropole.

« Chap. 60-80. — Prêts à la caisse centrale de la France d'outre-mer pour le financement du plan de modernisation et d'équipement dans les territoires d'outre-mer:

« Autorisations de programme, 27.500 millions de francs.

« Crédits de payement, 14.984 millions de francs. » — (*Adopté.*)

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2, avec la somme de 51.206.998.000 francs pour les crédits de payement et la somme de 74.879 millions 998.000 francs pour les autorisations de programme, resultant des votes émis sur les chapitres de l'état B.

(*L'article* 2 *est adopté.*)

M. le président. « Art. 3. — La part contributive des territoires d'outre-mer et des territoires et Etats associés aux dépenses administratives de la caisse de retraite de la France d'outre-mer pour l'exercice 1954 est fixée ainsi qu'il suit:

« Etats associés, 41 p. 100	15.656.260 F.
« Afrique occidentale française, 21 p. 100	8.019.060
« Afrique équatoriale française, 11,5 p. 100	4.391.390
« Madagascar, 11,5 p. 100	4.391.390
« Nouvelle-Calédonie, 3 p. 100	1.145.580
« Océanie, 1,6 p. 100	610.976
« Saint-Pierre-et-Miquelon, 1,3 p. 100	496.418
« Côte française des Somalis, 1,5 p. 100	572.790
« Togo, 3,5 p. 100	1.336.510
« Cameroun, 4,1 p. 100	1.565.626
« Total	38.186.000 F.

« Ces contributions seront inscrites en recettes au budget général de l'exercice 1954 à la rubrique « Produits divers ». » — (*Adopté.*)

« Art. 4. — La contribution de la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien aux dépenses du contrôle est fixée, pour l'année 1954, à 1.566.512 francs.

« La contribution des territoires d'outre-mer et des territoires associés aux dépenses du commissariat de l'office central des chemins de fer est fixée, pour l'exercice 1954, à la somme de 121.200 francs, ainsi répartie:

« Afrique occidentale française	81.000 F.
« Madagascar	16.200
« Afrique équatoriale française	9.000
« Cameroun	10.000
« Togo	5.000
« Total	121.200 F.

« Le montant de ces contributions sera inscrit en recettes au budget général de l'exercice 1954 à la rubrique « Produits divers ». » — (*Adopté.*)

« Art. 5. — Le premier alinéa de l'article 39 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948 est abrogé et remplacé par le suivant:

« Les dépenses d'information et de documentation des services relevant du ministère de la France d'outre-mer sont, à compter du 1er janvier 1954, supportées, à concurrence des deux tiers par l'Etat et d'un tiers par les différents territoires d'outre-mer relevant du ministère de la France d'outre-mer. » — (*Adopté.*)

« Art. 7 (nouveau). — La totalité des autorisations de programme restant à répartir au titre des chapitres 68-90 et 68-92 sera consacrée aux dépenses de production. La ventilation par territoire se fera sur les bases suivantes: Afrique occidentale française, 50 p. 100; Afrique équatoriale française, 16 p. 100; Cameroun, 10 p. 100; Madagascar, 16 p. 100, autres territoires, 8 p. 100. »

La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je prends volontiers l'engagement de considérer le tableau de la page 106 du fascicule bleu comme un document budgétaire. J'accepte aussi de considérer qu'à concurrence de 60 p. 100, les 8.100 millions non répartis seront affectés dans les sections locales à la production agricole et

minière. La répartition entre territoires sera effectuée conformément à la loi du 30 avril 1946.

J'accepterais donc un amendement dans ce sens, si M. le rapporteur de la commission des finances voulait bien le présenter.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Monsieur le ministre, nous vous avions demandé, à la commission des finances, que la totalité des 8.100 millions fût affectée à la production.

Vous nous proposez d'en affecter 60 p. 100. Nous reconnaissons qu'à cette époque si proche de l'exécution des budgets, il est assez difficile, étant donné l'éloignement des territoires, d'avoir suffisamment de projets pour affecter la totalité des 8.100 millions.

Ce que nous voulions vous demander par cet article, c'était un changement d'affectation de crédits à l'intérieur de votre plan, changement qui aurait donné à la production une part beaucoup plus importante qu'à l'équipement, de manière à redresser les erreurs du premier plan. Cet engagement et ce changement d'orientation, vous les prenez, nous vous en remercions.

Vous nous demandez également de répartir ces 60 p. 100 dans les conditions prévues par la loi du 30 avril 1946. Il est évident que nous ne voulions apporter aucune atteinte à cette loi et que, par conséquent, il était entendu, dans le texte que nous avions présenté, que la loi du 30 avril 1946 serait appliquée. Nous sommes donc d'accord sur ce point.

Enfin, il reste la ventilation par territoires. Nous vous avions signalé qu'elle avait été faite dans des conditions d'inégalité assez criantes au cours du premier plan. Nous insistons sur ce point et nous vous demandons d'insérer dans le texte définitif de l'article 7 une formule qui pourrait être la suivante: « La ventilation par territoire tiendra compte de l'importance des crédits déjà distribués », étant donné que l'on tiendra compte de cela pour redresser les erreurs passées et non pas pour les aggraver, comme il a été prévu dans le document budgétaire qui nous a été présenté.

Par conséquent, si vous êtes d'accord sur ces différents points, nous pourrions proposer au Conseil de la République la rédaction suivante pour l'article 7 (nouveau): « 60 p. 100 des autorisations de programme restant à répartir au titre des chapitres 68-90 et 68-92 seront consacrés aux dépenses de production dans les conditions prévues par la loi n° 46-860 du 30 avril 1946.

« La ventilation par territoire tiendra compte de l'importance des crédits déjà distribués. »

Voilà la nouvelle proposition que vous soumet la commission des finances.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. J'accepte cette rédaction.

M. le président. Voici donc le nouveau texte proposé par la commission pour l'article 7 (nouveau).

« Art. 7 (nouveau). — 60 p. 100 des autorisations de programme restant à répartir au titre des chapitres 68-90 et 68-92 seront consacrés aux dépenses de production dans les conditions prévues par la loi n° 46-860 du 30 avril 1946.

« La ventilation par territoire tiendra compte de l'importance des crédits déjà distribués ».

Je mets aux voix l'article 7 (nouveau).

(*L'article 7 (nouveau) est adopté.*)

M. le président. Je vais mettre aux voix l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

M. Chaintron. Je demande la parole pour expliquer mon vote

M. le président. La parole est à M. Chaintron.

M. Chaintron. Le groupe communiste votera contre ce budget, pour les raisons excellemment exposées par notre collègue et ami Franceschi, auquel le groupe communiste s'associe entièrement.

Les crédits, d'ailleurs insuffisants, ne sont pas vraiment utilisés à l'amélioration des conditions sociales des populations africaines et au développement de leur propre économie, pour leurs propres intérêts.

C'est à l'orientation générale de la politique du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer que nous nous opposons. Cette orientation, non seulement ne correspond pas à notre conception sur le libre droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais encore elle n'est pas conforme à l'esprit et aux principes républicains fixés dans le préambule de la Constitution française:

« La France s'engage à former, avec les territoires d'outre-mer, une union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race ni de religion, à écarter tout système de colonisation pour aller vers la liberté de ces peuples à s'administrer eux-mêmes. »

Une immense espérance était née dans ces populations, depuis si longtemps opprimées. Que reste-t-il de tout cela ? Un mot, une formule d'Union française vidée de son contenu politique et social. Quelle amertume et quelle déception ! Le colonialisme n'a pas désarmé; il a repris ses droits. Un échantillon de ses conceptions nous était donné par M. Durand-Réville quand il marquait, à la tribune du Sénat, sa mauvaise volonté à l'égard du code du travail.

Il a fallu, en effet, que les travailleurs aient recours à la grève pour qu'en A. O. F. ce code, qui pourtant est la loi, reçoive un commencement d'application et qu'une circulaire ministérielle accorde une augmentation de 20 p. 100 aux salaires dérisoires qui sont appliqués dans ces territoires.

Nous réclamons l'application rapide de ces premières mesures à l'A. E. F. et à Madagascar. Il faut aussi que soit respectée la semaine de quarante heures, particulièrement justifiée sous de tels climats, et que soit établi un salaire minimum décent.

Les porte-parole des colonialistes semblent considérer — ils l'ont dit impudemment à la tribune — que 220 francs par jour constituent un salaire exorbitant quand il s'agit d'un travailleur africain. Ils ont même cherché à le justifier en accablant les travailleurs exploités d'Afrique de tous les péchés capitaux, qu'ils disent inhérents à leur race. Voilà bien une conception raciale que la Constitution dit incompatible avec l'esprit d'Union française !

Les travailleurs africains auraient, aux dires de leurs exploiteurs, des propensions à la paresse. Je voudrais bien que ceux qui leur jettent l'anathème se mettent à la place des débardeurs de Dakar et s'interrogent pour savoir s'ils auraient autant de zèle pour cette besogne de 220 francs par jour.

Une autre raison de ne pas payer les travailleurs, c'est qu'il s'agirait d'une race diminuée, affaiblie par le climat et la sous-alimentation. S'il en est ainsi, à qui la faute, si ce n'est aux exploiteurs colonialistes ? Que faut-il faire, sinon améliorer le standard de vie de ces hommes sous-alimentés ? C'est à cela qu'on se refuse. C'est le cycle infernal. Ils sont moins payés parce qu'ils sont affaiblis et, s'ils sont affaiblis, c'est parce qu'ils sont moins payés. C'est l'énoncé de la cynique exploitation maximum à laquelle il faut mettre fin.

Enfin, que l'on considère donc la responsabilité limitée de ceux qui, manquant aux promesses et à la parole donnée, ont déterminé la révolte de ces populations et qu'on accorde enfin l'amnistie pleine et entière à tous ceux qui, à Madagascar comme dans l'ensemble des territoires d'outre-mer, souffrent dans les prisons !

Notre vote contre le budget exprime notre réprobation du colonialisme, notre fraternité envers les peuples d'outre-mer, notre entière solidarité de lutte pour la pleine application du code du travail, notre volonté d'obtenir l'amnistie pour toutes les victimes de la répression dans les territoires d'outre-mer. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. Marius Moutet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Moutet.

M. Marius Moutet. Mes chers collègues, pour des raisons de politique générale que vous connaissez bien, nous aurons le regret de voter contre ce projet.

Je n'ai pas d'autre explication à fournir, étant donné le peu de temps dont nous disposons. Je ne m'associe pas, certes, à toutes les paroles qui viennent d'être prononcées; loin de là! Je crois qu'un grand progrès a été réalisé, mais nous ne devons pas nous arrêter en si bon chemin et nous devons tenir toutes les promesses de notre Constitution. (*Applaudissements à gauche.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

(*Le Conseil de la République a adopté.*)

M. le président. Le Conseil voudra sans doute suspendre sa séance pendant quelques instants. (*Assentiment.*)

La séance est suspendue.

(*La séance, suspendue à dix-neuf heures quarante minutes, est reprise à vingt heures cinq minutes.*)

M. le président. La séance est reprise.

— 5 —

OUVERTURE DE CREDITS AU TITRE DES DEPENSES MILITAIRES

Adoption d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits au titre des dépenses ordinaires et des dépenses en capital des services militaires pour les mois de janvier et février 1954 (nos 681 et 689, année 1953).

Avant d'ouvrir la discussion générale, je dois faire connaître au Conseil de la République que j'ai reçu de M. le président du conseil des décrets nommant, en qualité de commissaires du Gouvernement, pour assister M. le ministre de la défense nationale et des forces armées:

M. le contrôleur général Villemin, chef de la section administrative du secrétariat d'Etat aux forces armées (air);

M. Villers, du cabinet de M. le secrétaire d'Etat aux forces armées (air).

Acte est donné de ces communications.

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur de la commission des finances.

M. Pierre Boudet, *rapporteur de la commission des finances.* Mesdames, messieurs, le Gouvernement avait eu la louable ambition de faire voter son budget avant la fin de l'année 1953 et ses prévisions initiales de dépenses militaires ont été distribuées il y a plusieurs semaines.

Les exigences du calendrier et certains événements politiques nous ont empêché d'examiner ces budgets. Aussi bien, sommes-nous aujourd'hui amenés à examiner un projet de deux douzièmes provisoires en attendant le vote du budget définitif.

Je dois rappeler que la loi du 6 février 1953 avait accordé au ministre de la défense nationale, pour l'année 1953, 1.276 milliards de crédits militaires. Cette somme avait été ramenée en cours d'année à 1.233 milliards et le projet de budget pour 1954 actuellement déposé propose un montant de crédits militaires égal à 1.110.500.000 francs. Le projet de douzième qui nous est soumis propose d'accorder pour deux mois 178.259 millions 322.000 francs, ce qui correspond à un crédit annuel de 1.069.555 millions. Il apparaît donc que les crédits demandés pour deux mois sont inférieurs à la somme qui résulterait, pour la même durée, de l'application du projet de loi en instance.

En principe, ces douzièmes ne comprennent aucune mesure nouvelle. Mais, en réalité, ils consolident des mesures concernant les effectifs sur lesquelles l'accord du Parlement n'a pas été obtenu, sauf pour l'autorisation récente de transfert de crédits en vue d'assurer les soldes du personnel de carrière (guerre) et les augmentations de personnel (air, marine). Ce transfert se traduit, en fait, par une réduction des crédits d'infrastructure, d'entretien, de matériel, d'investissement et d'habillement (guerre), réduction qui ne s'applique pas à l'armée de l'air dont les crédits, pour 1954, passeront de 262 à 270 milliards.

Le projet de douzièmes prévoit les dispositions habituelles en matière d'engagements de dépenses en excédent des crédits ouverts, c'est-à-dire, pour un certain nombre de chapitres, l'autorisation d'engager des dépenses égales à deux mois d'exercice et, pour d'autres chapitres, un ensemble de crédits déterminés dont le montant est nettement inférieur aux crédits prévus par le budget définitif. Ces crédits d'engagement sont nécessaires à la continuation de la marche des services.

Le projet de douzièmes prévoit ensuite l'ouverture de 70 milliards 238.749.000 francs d'autorisations de programme. La comparaison par grandes masses des autorisations de programme demandées dans le projet de douzièmes avec celles inscrites dans le projet définitif est donnée dans le tableau suivant. Section commune: 9.946 millions sur un total prévu, pour 1954, de 97.529 millions. Section air: 37.161 millions, sur un total de 192.410 millions. Section guerre: 8.705 millions sur un total de 50 milliards. Section marine: 12.009 millions sur un total de 72.514 millions. Forces d'Extrême-Orient: 1.820 millions sur un total de 3.999 millions.

Ces autorisations de programmes ne correspondent pas rigoureusement au sixième des autorisations prévues pour l'année, mais elles ont été calculées pour permettre, sans interruption et sans risque de chômage, certains travaux ou certaines fabrications qui sont estimés indispensables.

Je dois, pour terminer, indiquer que la commission des finances a disjoint un article 4 *ter* qui interdit au ministre toute réduction de personnel travaillant dans les établissements d'Etat jusqu'au vote définitif du budget de 1954. La commission des finances n'ignore pas que le ministre de la défense nationale a pris devant l'Assemblée nationale l'engagement de déposer un projet de loi tendant à réaliser le dégagement des cadres du personnel des établissements d'Etat travaillant pour la défense nationale.

Elle pense, en effet, qu'il y a là un problème humain et un problème social que l'on ne saurait méconnaître; mais elle a estimé qu'il n'était pas de bonne règle d'interdire, par voie législative, au ministre chargé de l'exécution d'un budget, de prendre les décisions nécessaires...

M. René Pleven, *ministre de la défense nationale et des forces armées.* Très bien!

M. le rapporteur. ...et que ce serait empiéter sur le pouvoir exécutif et sur la responsabilité du ministre.

C'est dans cet esprit qu'elle a disjoint l'article 4 *ter*, étant bien entendu que le Gouvernement devra, dans les semaines à venir, déposer un projet de loi de dégagement des cadres, dans les conditions que je viens d'indiquer.

Après ces brèves observations, la commission des finances vous demande d'adopter le projet de douzièmes militaires que je viens de vous résumer aussi rapidement et aussi fidèlement que possible. (*Applaudissements sur divers bancs à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. Alric, au nom de la commission de la défense nationale.

M. Alric, *au nom de la commission de la défense nationale.* Monsieur le ministre, mes chers collègues, la commission de la défense nationale m'a chargé de présenter ses observations au sujet de la présentation de douzièmes provisoires. Ses observations sont très simples, puisqu'elle se rallie entièrement aux décisions prises par la commission des finances et qu'elle vous invite, elle aussi, à suivre ses conclusions. Elle a simplement voulu mettre l'accent sur les points suivants:

D'abord, les douzièmes provisoires qui nous sont présentés ne sont pas seulement un simple calcul mathématique du budget passé découpé en tranches. Ils sont étudiés d'une manière qui nous donne infiniment plus satisfaction; ils sont, en quelque sorte, une préfiguration du budget futur, tenant compte des nécessités qu'on entrevoit, et ils sont surtout réservés aux dépenses qui ne peuvent attendre. Ceci nous semble une manière d'opérer infiniment plus rationnelle que celle, brutale, que l'on employait autrefois. Nous ne pouvons que féliciter M. le ministre de cette initiative.

Au sujet de l'article 4, nous nous associons entièrement aux conclusions, présentées par M. Boudet, d'autant plus qu'après une récente audition de M. le ministre, en commission, nous avons compris que les crédits qu'il voulait engager rapidement correspondaient à une nécessité, sans qu'il y ait lieu d'éprouver la moindre crainte. Nous sommes donc résolument partisans pour les raisons indiquées par M. Boudet et pour celles que je viens d'évoquer, de la disjonction de cet article.

En dernier lieu, à l'occasion de la discussion de ces douzièmes en commission, étant donné les explications que M. le ministre nous a fournies sans attendre la discussion du budget, je veux dire notre satisfaction de voir que sur ce point — en ce qui concerne le budget de l'air en particulier — on va entrer dans une voie que la commission de la défense nationale avait suggéré de prendre il y a déjà plusieurs années. C'est moi-même qui l'avais dit à cette tribune. On finit par ne plus savoir exactement quelles sont les dépenses du ministère quand les frais d'impôts relatifs à ces dépenses deviennent considérables. Avec le progrès, l'emploi des avions à réaction en particulier, par les dépenses énormes d'essence qui sont nécessaires, a fait apparaître l'exagération des conséquences, l'erreur même du principe, tant il est vrai qu'un principe mauvais est supportable quand ses conséquences ne sont pas considérables, mais l'effet de masse de conséquences pareilles montre qu'il faut changer le principe. Je crois qu'on entre dans cette voie, ainsi que nous l'avions déjà demandé il y a longtemps. La commission de la défense nationale est ravie de voir qu'on prend de telles décisions.

En conséquence, la commission de la défense nationale est entièrement d'accord avec les conclusions de la commission des finances, et elle vous invite, elle aussi, à voter, les douzièmes provisoires qui vous sont présentés. (*Applaudissements sur quelques bancs à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. Berlioz.

M. Berlioz. Mes chers collègues, dans les conditions — je pourrais dire anormales, mais ce serait une erreur, car elles

sont plutôt normales et se retrouvent à peu près chaque année — où se déroule cette discussion à la sauvette de crédits militaires...

M. le ministre. Douzièmes provisoires!

M. Berlioz. ... de douzièmes provisoires de crédits militaires qui ne nous sont pas connus, vous comprendrez que le groupe communiste se contente de dire quelques mots.

Les budgets dits de défense nationale sont cependant le poste le plus lourd des dépenses de l'Etat. Si l'on ajoute aux chiffres visibles ceux qui le sont moins et qui sont répartis ou camouflés dans d'autres budgets, les crédits militaires constituent au moins 45 p. 100 de la somme totale des dépenses budgétaires. Le débat qui concerne cette masse formidable est restreint d'une façon lamentable. Il ne saurait, en tout cas, engager en aucune façon une assemblée parlementaire.

Je sais bien qu'il ne s'agit que de douzièmes provisoires, mais ils portent sur le montant d'un budget qui n'a pas été discuté par le Parlement, qui n'est pas connu des commissions compétentes du Parlement.

M. le ministre. Mais si!

M. Berlioz. Il n'a pas été possible, ici, de procéder à un examen sérieux des propositions gouvernementales. La commission de la défense nationale, par exemple, était convoquée seulement ce matin à onze heures. Pour ma part, la convocation qui devait me toucher m'est parvenue trop tard pour que je puisse prendre part à cette séance.

Sans doute procède-t-on ainsi dans l'espoir de nous acheminer vers le régime de la communauté européenne de défense, qui serait appliqué si elle était ratifiée, mais nous avons confiance qu'elle ne le sera pas, régime où le commissariat, soi-disant supra-national, fixerait souverainement le montant de la contribution financière de chaque pays intégré qui n'aurait plus ensuite à en discuter.

Nous nous réservons, bien entendu, de dire, avec toute l'ampleur désirable, notre opinion sur les problèmes de la défense nationale, de la véritable défense nationale, qui n'est pas celle que pratique notre gouvernement, quand viendra la discussion du budget proprement dit. Nous montrerons notamment que les diminutions de dépenses qui sont annoncées avec un certain fracas ne sont qu'un trompe-l'œil et que l'on s'est livré pour les faire paraître à un simple jeu d'écritures, afin d'engendrer des illusions.

Ceci dit, je serai très bref pour la fin de mon intervention. S'il y avait eu un véritable débat sur les problèmes militaires et les objectifs de la défense nationale, nous aurions au moins déposé un amendement tendant à réduire à titre indicatif d'un certain nombre de milliards le chiffre du premier alinéa de l'article 1er, en demandant expressément de faire porter cette réduction sur les dépenses affectées à la guerre d'Indochine.

C'aurait été pour nous un premier moyen de proposer de traduire en faits — en faits budgétaires, pour commencer — la volonté du pays de voir cesser cette guerre ruineuse et sans issue, malgré de multiples fanfaronnades aussitôt bouleversées par les événements.

De toute façon, cette réduction signifierait à ce propos la volonté du Parlement de demander au Gouvernement de cesser de ruser avec lui, de cesser de le tromper car, tout de même, nous avons eu, à l'Assemblée nationale, le 27 octobre, puis, ici, le 12 novembre, des paroles tranquillisantes de M. le président du conseil, qui déclarait en substance: « Nous saisirons toute occasion d'entrer en négociations. La France serait heureuse d'accueillir une solution diplomatique du conflit ».

De telles déclarations ont été démenties quelques jours après, le 8 décembre, par les discours du haut commissaire de la France à Saïgon, M. Maurice Dejean. Ce que le Gouvernement n'ose pas dire ouvertement ici, il le fait sans doute dire par son représentant à Saïgon. Le discours de M. Dejean est un refus brutal de tenir compte des propositions de cessation des hostilités et de paix présentées le 29 novembre et, ensuite, à plusieurs reprises, par Ho Chi Minh, le président de la république démocratique du Vietnam.

Vous savez que malgré ce qu'on en a dit, ces offres n'étaient pas dues à une prétendue faiblesse de la puissance militaire du Viet-Nam. Seulement c'était un prétexte — on trouve toujours un prétexte! — pour refuser les offres de négociations: tantôt c'est la nécessité d'obtenir une victoire définitive, tantôt c'est la défaite qu'on vient de subir et qui ne permet pas d'engager des pourparlers.

Je crois que le pays est en droit de savoir quelles sont les intentions du Gouvernement ou ce qu'il en résulte sur l'heure présente. Il doit savoir si le Gouvernement est libre d'avoir des intentions ou si la politique française en Indochine a été arrêtée à la conférence des Bermudes qui fut, d'un bout à l'autre, une cruelle humiliation pour la France, c'est-à-dire si nous devons continuer à épuiser notre pays pour une guerre américaine.

C'est de tous les horizons de l'opinion publique, de tous les milieux sociaux que s'élève la grande revendication nationale. Il faut cesser cette guerre qui nous a déjà coûté des dizaines de milliers de morts et plus de 3.000 milliards. Il faut finir de gaspiller des crédits qui manquent — les discussions des budgets l'ont assez éloquemment montré — pour l'équipement de notre pays, à l'éducation nationale, par exemple. Il n'y a plus qu'une issue juste et honorable à cette guerre, une issue qui serait conforme à l'intérêt national, c'est de faire immédiatement des propositions raisonnables d'armistice, même si cela déplaît à Washington.

Il est temps, en tout cas, que le Gouvernement en finisse avec le double jeu qu'il a pratiqué à l'égard du Parlement.

C'est tout ce que le groupe communiste voulait dire aujourd'hui dans ce débat étriqué indigne de la représentation nationale, indigne d'un peuple qui entend reconquérir son indépendance nationale sacrifiée. Ce sont, en tout cas, des motifs suffisants — et il y en a beaucoup d'autres — pour que nous refusions de voter les douzièmes provisoires qui nous sont demandés. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je ne peux pas ne pas rectifier quelques-unes des inexactitudes qui viennent d'être prononcées par M. Berlioz.

M. Berlioz déclare que les commissions compétentes ne connaissent pas le contenu du budget de la défense nationale. Je tiens à lui rappeler ce qui a été dit par les deux rapporteurs en commission, et comme le Gouvernement s'y était engagé, que les fascicules budgétaires ont été distribués il y a trois semaines aux deux commissions.

Par conséquent, il était parfaitement loisible à M. Berlioz de prendre connaissance de ces fascicules et de voir comment étaient calculés les douzièmes provisoires.

D'autre part, il n'est pas exact non plus de prétendre que le Gouvernement ne se soit pas prêté à une discussion, aussi large que pouvait le souhaiter le Conseil de la République, des problèmes de défense nationale. Je rappelle à M. Berlioz qu'il n'y a pas trois semaines, j'étais dans ce même hémicycle et que j'ai prononcé devant le Conseil de la République un discours qui n'a laissé dans l'ombre aucun des points importants qui intéressent la défense nationale de la France.

D'autre part, comme chaque année, nous pourrons consacrer tout le temps qui sera nécessaire lors de l'examen budgétaire à l'étude des problèmes militaires français.

M. Berlioz. Ce sera quand, monsieur le ministre ?

M. le ministre. Monsieur le sénateur, cela dépendra entièrement de la volonté du Parlement.

M. Berlioz. Il faut que le projet de Communauté européenne de défense soit d'abord voté.

M. le ministre. Le Gouvernement était à la disposition de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République pour discuter le budget de cette fin d'année. C'est la première fois que nous avons pu communiquer aux Assemblées les fascicules budgétaires à cette date. Il n'était vraiment pas justifié de vous plaindre des conditions dans lesquelles les crédits provisoires doivent être chaque année passés rapidement en fin d'année.

D'ici deux mois, si vous le désirez, nous aurons, avec toute l'ampleur que vous voudrez, un débat sur les budgets militaires et vous me trouverez fidèle au rendez-vous, si toutefois je siège encore sur ces bancs. (*Applaudissements sur quelques bancs à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion des articles du projet de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion des articles.*)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1er.

« Art. 1er. — Il est ouvert aux ministres, au titre des dépenses ordinaires et des dépenses en capital des services militaires,

pour les mois de janvier et février 1954, des crédits provisoires s'élevant à la somme de 178.259.322.000 francs.

« Ces crédits s'appliquent:

« A concurrence de 121.314.295.000 francs, au titre III: « Moyens des services »;

A concurrence de 337.166.000 francs, au titre IV: « Interventions publiques »;

A concurrence de 56.043.111.000 francs, au titre V: « Investissements exécutés par l'Etat »;

« A concurrence de 564.750.000 francs, au titre VI: « Investissements exécutés avec le concours de l'Etat ».

Personne ne demande la parole?

Je mets aux voix l'article 1er.

(*L'article* 1er *est adopté.*)

M. le président. « Art. 2. — Il est ouvert aux ministres, pour les mois de janvier et février 1954, au titre des dépenses des services militaires imputables sur les budgets annexes rattachés pour ordre au budget général, des crédits provisoires s'élevant à la somme de 9.730.868.000 francs et répartis comme suit:

« Service des essences, 6.077.868.000 francs;

« Service des poudres, 3.653 millions de francs. » — (*Adopté.*)

Art. 3. — Le ministre de la défense nationale et des forces armées est autorisé à engager, jusqu'au 28 février 1954, en excédent des crédits ouverts pour les deux premiers mois de l'année 1954, des dépenses égales au montant de ces crédits sur les chapitre suivants:

SECTION AIR

« Chap. 32-42. — Chauffage. — Eclairage. — Eau.

« Chap. 34-51. — Entretien et réparation du matériel assurés par le service du matériel de l'armée de l'air.

« Chap. 34-52. — Carburants de l'armée de l'air.

« Chap. 34-91. — Armes et services. — Frais de transport de matériel.

« Chap. 34-92. — Dépenses de fonctionnement des unités, formations et établissements de l'armée de l'air.

« Chap. 35-61. — Entretien des immeubles et du domaine militaire.

SECTION GUERRE

« Chap. 34-52. — Entretien des véhicules, de l'armement et des munitions.

« Chap. 34-54. — Entretien du matériel du service des transmissions.

« Chap. 34-61. — Entretien du matériel du génie.

« Chap. 34-91. — Etudes et expérimentations techniques.

« Chap. 35-61. — Service du génie. — Entretien des immeubles et du domaine militaire.

SECTION MARINE

« Chap. 32-41. — Alimentation.

« Chap. 32-42. — Habillement et casernement. — Dépenses d'entretien.

« Chap. 34-42. — Approvisionnements de la marine.

« Chap. 34-91. — Frais d'instruction. — Ecoles. — Recrutement. — Impressions.

« Chap. 34-93. — Entretien et renouvellement des matériels automobiles et des matériels roulants et spécialisés de l'aéronautique navale.

« Chap. 35-91. — Entretien des immeubles et du domaine militaire.

« En outre, le ministre de la défense nationale et des forces armées est autorisé à engager jusqu'au 28 février 1954 des dépenses en excédent des crédits ouverts pour les deux premiers mois de l'année dans les limites ci-après fixées:

SECTION COMMUNE

« Chap. 34-61. — Service de santé. — Matériel et fonctionnement, 520 millions de francs.

SECTION MARINE

« Chap. 34-41. — Combustibles et carburants, 1.300 millions de francs.

« Chap. 34-71. — Entretien des bâtiments de la flotte et des matériels militaires et dépenses de fonctionnement des constructions et armes navales, 4 milliards de francs.

SECTION FORCES TERRESTRES D'EXTREME-ORIENT

« Chap. 32-41. — Service de santé, 900 millions de francs.

« Chap. 32-82. — Habillement. — Campement. — Couchage. — Ameublement, 5.200 millions de francs.

« Chap. 34-51. — Fonctionnement du service de l'armement, 7 milliards de francs.

« Chap. 34-52. — Fonctionnement du service automobile, 7.700 millions de francs.

« Chap. 34-61. — Fonctionnement du service des transmissions, 2 milliards de francs.

« Chap. 35-71. — Entretien du domaine militaire. — Travaux du génie en campagne, 4.400 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Art. 4. — Il est accordé aux ministres au titre du budget général, pour les dépenses en capital des services militaires, des autorisations de programme s'élevant à la somme de 70 milliards 238.749.000 francs réparties par service et par chapitre conformément à l'état annexé à la présente loi. »

L'article 4 est réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état annexé.

Je donne lecture de cet état:

SECTION COMMUNE

TITRE V. — EQUIPEMENT

1re *partie. — Etudes. — Recherches et prototypes.*

« Chap. 51-81. — Subventions au service des poudres pour recherches et développement, 163 millions de francs. »,

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 51-81.

(*Le chapitre* 51-81 *est adopté.*)

3e *partie. — Fabrications.*

« Chap. 53-51. — Gendarmerie. — Matériel, 223 millions de francs. » — (*Adopté.*)

4e *partie. — Infrastructure logistique, opérationnelle et de stationnement.*

« Chap. 54-51. — Gendarmerie. — Infrastructure, 150 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 54-61. — Service de santé. — Infrastructure, 160 millions de francs. » — (*Adopté.*)

5e *partie. — Infrastructure O. T. A. N.*

« Chap. 55-81. — Infrastructure interalliée. — Travaux, 9 milliards de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 55-82. — Infrastructure interalliée. — Acquisitions immobilières, 250 millions de francs. » — (*Adopté.*)

SECTION AIR

TITRE III. — MOYENS DES SERVICES

« Chap. 34-71. — Entretien et réparations du matériel aérien assurés par la direction technique et industrielle de l'aéronautique, 1.715 millions de francs. » — (*Adopté.*)

TITRE V. — EQUIPEMENT

1re *partie. — Etudes. — Recherches et prototypes.*

« Chap. 51-71. — Constructions aéronautiques. — Etudes et prototypes, 6 milliards de francs. » — (*Adopté.*)

2e *partie. — Investissements techniques et industriels.*

« Chap. 52-72. — Participation de l'Etat à des dépenses diverses des sociétés de l'industrie aéronautique, 149.583.000 francs. » — (*Adopté.*)

3e *partie. — Fabrications.*

« Chap. 53-41. — Habillement. — Campement. — Effets spéciaux. — Couchage. — Ameublement. — Matériels divers (programme), 500 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 53-51. — Armement de l'armée de l'air, 237 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 53-52. — Munitions de l'armée de l'air, 860 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 53-54. — Matériel d'équipement des bases, 500 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 53-72. — Matériel de série de l'armée de l'air, 23.200 millions de francs. » — (*Adopté.*)

4e *partie. — Infrastructure logistique, opérationnelle et de stationnement.*

« Chap. 54-61. — Bases. — Travaux et installations, 4 milliards de francs. » — (*Adopté.*)

SECTION GUERRE

TITRE V. — EQUIPEMENT

1re *partie. — Etudes. — Recherches et prototypes.*

« Chap. 51-71. — Etudes de matériels d'armement, 1 milliard de francs. » — (*Adopté.*)

3e *partie. — Fabrications.*

« Chap. 53-41. — Habillement, campement, couchage et ameublement. — Programmes, 6 milliards de francs. » — (*Adopté.*)

4e *partie. — Infrastructure.*

« Chap. 54-41. — Service de l'intendance. — Equipement, 430 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 54-52. — Service des transmissions. — Equipement, 195 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 54-61. — Service du génie. — Equipement, 1.080 millions de francs. » — (*Adopté.*)

SECTION MARINE

TITRE III. — MOYENS DES ARMES ET SERVICES

4e *partie. — Matériel et fonctionnement des armes et services.*

« Chap. 34-62. — Entretien des matériels de série de l'éronautique navale, 150 millions de francs. » — (*Adopté.*)

TITRE V. — EQUIPEMENT

3e *partie. — Fabrications.*

« Chap. 53-41. — Habillement et couchage. — Programme, 800 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 53-61. — Aéronautique navale. — Matériel de série, 300 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 53-71. — Constructions neuves de la flotte, 6.490 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 53-72. — Munitions, 2.071 millions de francs. » — (*Adopté.*)

4e *partie. — Infrastructure.*

« Chap. 54-42. — Commissariat à la marine. — Travaux immobiliers, 19 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 54-51. — Travaux maritimes. — Travaux et installations, 1.879 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 54-61. — Aéronautique navale. — Bases, 300 millions de francs. » — (*Adopté.*)

SECTION FORCES TERRESTRES D'EXTREME-ORIENT

TITRE V. — DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT

2e *partie. — Investissements techniques et industriels.*

« Chap. 52-71. — Equipement technique du service du génie, 290 millions de francs. » — (*Adopté.*)

4e *partie. — Infrastructure.*

« Chap. 54-71. — Travaux et installations domaniales, 400 millions de francs. » — (*Adopté.*)

TITRE VI. — INNVESTISSEMENTS FINANCÉS AVEC LE CONCOURS DE L'ETAT

8e *partie. — Investissements hors de la métropole.*

« Chap. 68-82. — Travaux publics d'intérêt militaire, 1.130 millions de francs. » — (*Adopté.*)

SERVICE DES ESSENCES

« Chap. 9900. — Infrastructure, équipement et gros entretien des installations industrielles, 191.500.000 francs. » — (*Adopté.*)

SERVICE DES POUDRES

2e SECTION. — ÉTUDES ET RECHERCHES

« Chap. 375. — Etudes et recherches, 163 millions de francs. » — (*Adopté.*)

3e SECTION. — DÉPENSES DE PREMIER ÉTABLISSEMENT

« Chap. 9710. — Travaux d'équipement intéressant l'exploitation industrielle du service, 140 millions de francs. » — (*Adopté.*)

France d'outre-mer.

DEPENSES MILITAIRES

TITRE V. — EQUIPEMENT

4e *partie. — Infrastructure.*

« Chap. 54-71. — Travaux et installations domaniales, 94.666.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 54-91. — Pistes et ports, 8 millions de francs. » — (*Adopté.*)

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4, avec la somme de 70.238.749.000 francs, résultant des votes émis sur l'état annexé.

(*L'article 4 est adopté.*)

M. le président. L'Assemblée nationale avait adopté un article 4 *ter* que la commission propose de supprimer, mais, par amendement (n° 1), M. Courrière et les membres du groupe socialiste proposent de rétablir cet article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale, et ainsi conçue :

« Jusqu'à promulgation de la loi fixant les crédits définitifs afférents aux dépenses militaires pour l'exercice 1954, aucune réduction de personnel ne pourra être effectuée par voie de licenciement dans les établissements d'Etat relevant de la défense nationale. »

La parole est à M. Courrière.

M. Courrière. Mesdames, messieurs, il s'agit de rétablir l'article 4 *ter* qui a été supprimé par la commission des finances.

Par suite de la réduction des crédits militaires certains établissements d'Etat relevant de la défense nationale se voient dans l'obligation d'arrêter leurs fabrications et de licencier tout ou partie de leur personnel. A l'Assemblée s'est institué un débat assez large au cours duquel on s'est inquiété des conditions dans lesquelles s'effectuaient ces licenciements. On a demandé au ministre de la défense nationale de voir sous quelle forme on pourrait étudier les dispositions qui seraient équitables, car il s'agit là d'un problème social de la plus haute importance. Des amendements différents de l'article 4 *ter* avaient été déposés à l'Assemblée nationale.

Ils établissaient les conditions dans lesquelles ces licenciements devraient être effectués. Mais à la suite de la discussion et en accord avec M. le ministre de la défense nationale, ces amendements ont été retirés pour ne laisser subsister que l'article 4 *ter*, qui prévoit que ces licenciements ne pourront avoir lieu que lorsque le budget de la défense nationale aura été voté, c'est-à-dire lorsqu'on connaîtra exactement les fonds qui seront affectés aux fabrications d'armements et qu'on aura eu le temps pendant les deux mois, correspondant au vote des douzièmes provisoires, de discuter les conditions dans lesquelles ces renvois devront être effectués.

Je suis étonné que la commission des finances ait cru devoir supprimer ce texte et que votre commission de la défense nationale se soit ralliée à la thèse de la commission des finances. Je demande instamment au Conseil de la République de

rétablir un texte qui est un texte de justice et d'équité sociale. (*Applaudissements à gauche.*)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Comme je l'ai dit tout à l'heure, la commission des finances n'a pas oublié l'aspect social et humain qui se pose à travers cet article 4 *ter*. Seulement, ce qui a mérité sa décision, en plus des éléments que j'ai donnés tout à l'heure, à savoir qu'il était normal que l'exécutif ait la responsabilité de l'exécution de ce budget, c'est la considération suivante: le volume global des dépenses militaires que nous voterons cette nuit ou demain dans la loi de finances étant fixé, plus longtemps on gardera dans les établissements de la défense nationale du personnel auquel on n'a pas de travail à fournir, plus on devra réduire les crédits de fabrications qui seront affectés au payement de ce personnel. Plus cette situation durera, plus les crédits de fabrication seront diminués et plus grande sera l'importance du personnel que l'on devra, en définitive, congédier au cours de l'année 1954, les crédits étant fixés globalement.

Cela étant, et considérant que le ministre de la défense nationale s'est engagé à déposer une loi de dégagement des cadres du personnel civil et à tenir compte, dans toute la mesure du possible, de l'aspect social des situations particulières, la commission des finances, dont je suis l'interprète, ne peut que s'opposer à l'adoption de l'amendement de M. Courrière.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je crains qu'un léger malentendu ne se soit produit dans l'interprétation que M. Courrière a faite des débats qui se sont instaurés devant l'Assemblée nationale. Il est tout à fait exact qu'un accord soit intervenu à l'Assemblée nationale pour que le Gouvernement insère, dans la loi qui comporte des dispositions diverses et qui est toujours annexe au budget militaire, un article précisant les conditions dans lesquelles les personnels des manufactures et des cartoucheries de la défense nationale, qui seraient licenciés par suite de la réduction des effectifs, pourraient bénéficier de mesures spéciales de dégagement des cadres, en réalité sous forme de mise à la retraite anticipée avec certaines bonifications quant à la durée de leur service.

Le Gouvernement a déjà déposé un projet de loi à cet effet, mais la commission de la défense nationale avait donné sa préférence à un autre texte que le Gouvernement ne pouvait pas adopter. Nous nous efforcerons cependant d'arriver à une transaction qui constitue un régime équitable pour les personnels intéressés.

En revanche, le Gouvernement, devant l'Assemblée nationale, a combattu, dans des termes tout à fait semblables à ceux que vient d'employer M. Boudet, l'article 4 *ter*. Il l'a combattu parce que, bien que cet article soit inspiré par une excellente intention vis-à-vis des personnels, le Gouvernement est persuadé qu'en dernière analyse il se retournera contre ces personnels. Pour que ce texte ait un véritable intérêt pour eux, il faudrait qu'il s'accompagnât d'une augmentation des crédits. Comme les crédits vont rester immuables et qu'il nous empêche de faire, au début de l'année, les licenciements, d'ailleurs réduits, qui doivent être imposés dans les cartoucheries, la conséquence sera fatalement qu'en fin d'année un plus grand nombre d'ouvriers devra être licencié.

Ce n'est donc pas l'intérêt bien entendu des ouvriers que d'adopter cet article. C'est ce que j'ai dit devant l'Assemblée nationale qui, malheureusement, ne m'a pas écouté, mais je me félicite que la commission des finances et la comission de la défense nationale aient repris les mêmes arguments que le Gouvernement. C'est pourquoi celui-ci est favorable à l'abrogation décidée par les commissions.

M. le président. La parole est à M. Courrière.

M. Courrière. J'ai peut-être mal interprété la discussion budgétaire qui a eu lieu à l'Assemblée nationale, mais je suis convaincu que, lorsque M. Pineau, rapporteur de la commission des finances, a accepté de ne pas discuter l'amendement discuté par M. Triboulet, il avait lié cette acceptation à votre propre acceptation de l'article 4 *ter*.

M. le ministre. Il était déjà voté.

M. Courrière. Il était déjà voté, mais c'était en quelque sorte parce que l'article 4 *ter* avait été voté que la commission des finances de l'Assemblée nationale n'a pas insisté pour que l'on mette aux voix l'amendement de M. Triboulet. C'est la raison pour laquelle j'ai pensé que, tacitement tout au moins, vous aviez considéré que l'article 4 *ter* était parfaitement acceptable.

M. le président. Monsieur Courrière, maintenez-vous votre amendement ?

M. Courrière. Oui, monsieur le président, et je demande un scrutin.

M. Abel-Durand. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Abel-Durand.

M. Abel-Durand. Monsieur le ministre de la défense nationale, vous avez fait allusion aux cartoucheries; dois-je en conclure que les établissements de la marine ne sont pas visés ?

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Monsieur le sénateur, je profite de l'occasion que vous me fournissez pour donner quelques précisions qui peuvent intéresser le Conseil de la République. Comme je l'ai expliqué ce matin devant la commission de la défense nationale, le volume global des crédits qui sont affectés aux fabrications de la défense nationale — lorsqu'on fait le total des crédits inscrits au budget et de ceux qui sont rattachés à l'année budgétaire 1954 et qui proviennent de contrats *off shore* déjà conclus — est légèrement supérieur au montant des crédits de même nature qui étaient disponibles dans le budget de 1953. Le volume global des fabrications sera par conséquent au moins égal à celui de l'an dernier mais les points d'exécution des crédits ne sont pas les mêmes. Nous sommes obligés d'affecter des crédits, qui sont insuffisants pour l'ensemble des besoins, là où les besoins sont les plus criants, les plus urgents.

Les réductions devront donc porter sur le personnel des cartoucheries où, pour faire face à des déficits qui étaient extrêmement inquiétants, nous avions dans les dernières années, dans beaucoup de cas, organisé le travail à double équipe et avec des horaires élevés. Elles devront porter également sur le personnel des manufactures d'armes portatives, car c'est sur ces manufactures que l'effet de la réduction des commandes passées pour les besoins de l'Indochine sera le plus important.

La contrepartie de cette situation c'est que, en revanche, les arsenaux de la marine seront employés à plein pendant toute l'année 1954, ainsi d'ailleurs que l'ensemble des usines qui dépendent du service des poudres. Nous avons pu également dégager suffisamment de crédits pour éviter que, en dehors des usines de Sartrouville et du Havre, dont l'une a été fermée, et dont l'autre va être convertie, nous n'ayons pas à envisager en 1954 de fermetures d'usines aéronautiques.

M. Abel-Durand. Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. le président. La parole est à M. Dupic.

M. Dupic. Mesdames, messieurs, le groupe communiste fait sien l'amendement déposé par notre collègue M. Courrière. Je me permets de montrer mon étonnement des déclarations que vient de faire M. le ministre concernant l'hypothèque qu'il a déjà jetée sur l'utilisation des crédits de son budget, alors qu'il ne s'agit pour nous que de connaître de douzièmes provisoires.

Vous ne pouvez pas, monsieur le ministre, prévoir de quelle façon le Parlement déterminera l'utilisation des crédits de votre budget. Vous ne savez pas ce qui vous est réservé.

Au sujet de l'article 4 *ter*, pour en revenir au sujet de l'amendement, je dois indiquer que l'Assemblée nationale, comme l'a répété M. Courrière, a pris nettement position et que la commission de la défense nationale également a connu le dépôt d'une proposition de loi concernant les usines travaillant pour la défense nationale et déterminant dans un article final qu'en aucune façon le personnel ne pouvait être licencié sans que le Parlement ait eu à en légiférer.

Cette proposition de loi est rapportée par M. Mora.

Je regrette de ne pas l'avoir sous les yeux, mais je l'ai lue hier soir; et je pense à une industrie qui dépend de votre contrôle ministériel et qui serait appelée, si cet article 4 *ter* disparaissait, à être fermée dans les premiers jours de janvier 1954. Il s'agit des ateliers de Saint-Priest où l'on n'a pas pensé à la reconversion, mais où on est disposé à vendre ces usines à des particuliers. Or, ces usines sont équipées avec un matériel neuf et ce n'est pas seulement un cas particulier que celui

de Saint-Priest, de nombreuses autres entreprises de ce genre sont appelées à être liquidées, comme par hasard.

M. le ministre. Ce n'est pas exact.

M. de Chevigné, *secrétaire d'Etat à la guerre.* C'est faux!

M. Léon David. Et pour Saint-Priest ?

M. Dupic. Pour Saint-Priest, c'est précis. Une proposition de loi a été déposée sur le bureau de l'Assemblée nationale et je suis navré de vous entendre dire que ce n'est pas exact.

M. le ministre. Lorsque je vous ai dit « ce n'est pas exact », je voulais protester contre le fait que vous indiquiez que de nombreux établissements devaient être liquidés.

En ce qui concerne Saint-Priest, il est tout à fait exact que nous avons transmis aux domaines, conformément à la loi, le soin de céder un établissement industriel qui n'est plus utile à la défense nationale. La question qui se trouve posée est celle de savoir si le budget de la défense nationale doit être essentiellement consacré à maintenir des établissements qui ne lui sont plus utiles.

M. Dupic. Pour continuer mon propos, je me permets de dire à cette assemblée que cette usine, dotée d'un matériel absolument neuf, est en mesure de connaître une reconversion qui serait profitable à l'Etat. Or, on ne s'est jamais ingénié à opérer cette reconversion. C'est peut-être le fait qu'également par anticipation on entend passer certaines commandes d'armement ou d'équipement militaire à certaines puissances qui sont appelées à être intégrées dans la communauté européenne de défense. Il faudrait dire alors la vérité et, dans ces conditions, chacun pourrait mesurer l'importance du débat.

Je ne comprends pas que l'on puisse admettre que l'article 4 *ter* pourrait disparaître; cet article est destiné à faire front aux dépenses de fonctionnement de certains ateliers. Je répète qu'une proposition de loi a été déposée sur le bureau de l'Assemblée nationale; que la commission de la défense nationale, il y a seulement quelques jours, s'est prononcée pour que l'article 4 *ter* ait toute sa valeur et que la commission des finances du Sénat a cru devoir faire disparaître ce que l'Assemblée nationale avait considéré comme absolument indispensable du point de vue de l'existence de l'article 4 *ter.*

C'est pour ces raisons que le groupe communiste votera l'amendement présenté par notre collègue Courrière. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets l'amendement aux voix.

Je suis saisi d'une demande de scrutin présentée par le groupe socialiste.

Le scrutin est ouvert.

(*Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.*)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre de votants	309
Majorité absolue	155
Pour l'adoption	78
Contre	231

Le Conseil de la République n'a pas adopté.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

(*Le Conseil de la République a adopté.*)

— 6 —

TRANSMISSION D'UN PROJET DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de l'Assemblée nationale un projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances et des affaires économiques pour l'exercice 1954 (III. — Affaires économiques).

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 707, distribué, et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyé à la commission des finances. (*Assentiment.*)

— 7 —

TRANSMISSION D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de l'Assemblée nationale une proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder la qualité de fonctionnaire stagiaire à tous les élèves des écoles normales supérieures.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 706, distribuée, et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs. (*Assentiment.*)

— 8 —

DEPOT D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. Auberger et des membres du groupe socialiste et apparentés une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 3 de la loi n° 46-857 du 30 avril 1946, relative à l'exercice de la profession de « masseur-kinésithérapeute ».

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 705, et distribuée. Conformément à l'article 14 de la Constitution, elle sera transmise au bureau de l'Assemblée nationale.

— 9 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Auberger un rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits prévisionnels sur l'exercice 1954 au titre du ministère de l'éducation nationale (n° 683, année 1953).

Le rapport sera imprimé sous le n° 703 et distribué.

J'ai reçu de M. Pauly un rapport supplémentaire, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances et des affaires économiques pour l'exercice 1954 (I. — Charges communes), (n°s 638, année 1953).

Le rapport sera imprimé sous le n° 704 et distribué.

— 10 —

CREDITS PREVISIONNELS AU TITRE DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Adoption d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits prévisionnels sur l'exercice 1954 au titre du ministère de l'éducation nationale (n° 683, année 1953).

Dans la discussion générale, la parole est à M. Courrière, remplaçant M. Auberger, rapporteur de la commission des finances.

M. Courrière, *remplaçant M. Auberger, rapporteur de la commission des finances.*

Mesdames, messieurs, le projet de loi n° 6754 portant ouverture de crédits pour l'exercice 1954 au titre du budget de l'éducation nationale, quoique mis en distribution le 3 novembre 1953, n'a pu être discuté par l'Assemblée nationale avant le 31 décembre 1953.

En effet, par trois fois, l'Assemblée nationale a renvoyé le projet du Gouvernement et cela, malgré le dépôt de deux lettres rectificatives, pour manifester sa volonté d'obtenir à la fois une majoration des crédits de fonctionnement et une majoration des crédits d'équipement en faveur du budget de l'éducation nationale.

C'est dans ces conditions que le Gouvernement a été amené à déposer le 28 décembre 1953 sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi portant le n° 7499, portant ouverture de crédits prévisionnels sur l'exercice 1954 au titre du ministère de l'éducation nationale en attendant le vote du budget.

Ces crédits s'appliquent:

A concurrence de 36.224.857.000 francs au titre III: « Moyens des services »;

A concurrence de 4.981.921.000 francs au titre IV: « Interventions publiques »;

A concurrence de 2.959.329.000 francs au titre V: « Investissements exécutés par l'Etat »;

A concurrence de 7.204.659.000 francs au titre VI: « Investissements exécutés avec le concours de l'Etat. — A. Subventions et participations. »

Le projet de loi comporte quatre articles autorisant des ouvertures de crédit et des créations d'emplois.

L'article 1er ouvre, au titre des dépenses ordinaires et des dépenses en capital, des crédits prévisionnels s'élevant à 51 milliards 370 millions qui ont été calculés d'après les propositions budgétaires du Gouvernement pour l'année 1954.

L'explication de cette disposition est contenue dans l'exposé des motifs du projet, à savoir que: « le Gouvernement a estimé qu'il était essentiel que le retard apporté au vote du budget ne porte pas préjudice à l'enseignement public, ce qui se serait inévitablement produit si les douzièmes calculés sur les bases habituelles avaient été retenues. »

L'article 2 autorise les créations, transformations et suppressions d'emplois qui étaient prévues dans le projet de budget pour prendre effet le 1er janvier et le 28 février 1954.

L'article 3 accorde au ministre de l'éducation nationale les autorisations de programme s'élevant à la somme de 56.015 millions qui étaient proposés dans le projet de loi de budget et les lettres rectificatives qui l'ont modifié ou complété.

Enfin, l'article 4 ouvre 5 millions de francs au chapitre 84-71: « Subvention d'équipement des théâtres privés de Paris », qui représente deux douzièmes des dépenses annuelles effectuées à ce titre sur les ressources affectées.

Votre commission des finances a examiné le projet. Il lui est apparu que les dispositions contenues dans ce projet devaient être rendues exécutoires dans la limite des crédits et des délais qui sont prévus. Elle a tenu à préciser cependant — et votre rapporteur insiste sur ce point — que cette position n'engageait en rien la commission pour l'examen de l'ensemble du projet de budget de l'éducation nationale.

C'est dans ces conditions qu'elle vous demande de voter le projet qui vous est soumis.

M. Berlioz. La commission de l'éducation nationale a-t-elle été saisie de ce projet de douzièmes et n'a-t-elle pas d'observation à présenter ?

M. Edgar Faure, *ministre des finances et des affaires économiques.* Les douzièmes provisoires sont des dispositions purement financières. Les commissions ont toujours le droit de se faire entendre si elles le désirent, mais ce n'est pas d'usage.

M. Georges Marrane. M. le ministre de l'éducation nationale est-il d'accord ?

M. le président. La commission de l'éducation nationale du Conseil de la République n'a pas demandé que le projet de douzièmes lui soit renvoyé pour avis. Par conséquent, elle n'en donne pas. La commission saisie au fond est la commission des finances.

M. Berlioz. Je le regrette. Elle aurait dû, malgré le caractère provisoire de ces crédits, souligner qu'ils consacrent la dégradation de l'Université.

M. le ministre. Ces crédits sont plus élevés que ceux qui ont été votés lorsque vous faisiez partie du Gouvernement!

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion des articles du projet de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion des articles.*)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1er:

« Art. 1er. — Il est ouvert au ministre de l'éducation nationale au titre des dépenses ordinaires et des dépenses en capital pour les deux premiers mois de l'exercice 1954, des crédits prévisionnels s'élevant à la somme de 51.370.766.000 francs.

« Ces crédits s'appliquent:

« A concurrence de 36.224.857.000 francs, au titre III: « Moyens des services »;

« A concurrence de 4.981.921.000 francs, au titre IV: « Interventions publiques »;

« A concurrence de 2.959.329.000 francs, au tirte V: « Investissements exécutés par l'Etat »;

« A concurrence de 7.204.659.000 francs, au titre VI: « Investissements exécutés avec le concours de l'Etat. A. — Subventions et participations. »

« Des décrets, contresignés du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat au budget, procéderont à la répartition de ces crédits par service et par chapitre sur la base des propositions figurant dans le projet de loi n° 6754 relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'éducation nationale pour l'exercice 1954 et des lettres rectificatives qui l'ont modifié et complété.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1er.

(*L'article 1er est adopté.*)

M. le président. « Art. 2. — Sont autorisées les créations, transformations et suppressions d'emplois prévues dans le projet de loi n° 6754 relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'éducation nationale pour l'exercice 1954 et dans les lettres rectificatives qui l'ont modifié et complété, pour prendre effet à une date comprise entre le 1er janvier et le 28 février 1954. — (*Adopté.*)

« Art. 3. — Il est accordé au ministre de l'éducation nationale des autorisations de programme s'élevant à la somme de 56.015 millions de francs.

« Ces autorisations de programme seront réparties par service et par chapitre, par décret contresigné par le ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat au budget, conformément à l'état B annexé au projet de loi n° 6754 relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'éducation nationale pour l'exercice 1954, compte tenu des lettres rectificatives qui l'ont complété et modifié. » — (*Adopté.*)

« Art. 4. — Il est ouvert au ministre de l'éducation nationale pour les mois de janvier et février 1954, au titre des dépenses effectuées sur ressources affectées, des crédits prévisionnels s'élevant à la somme de 5 millions de francs applicables au chapitre 84-71 : « Arts et lettres. — Subvention d'équipement des théâtres privés de Paris ». — (*Adopté.*)

La parole est à M. Hamon, pour expliquer son vote.

M. Léo Hamon. Je n'imagine évidemment pas comment on pourrait à présent se passer de ces douzièmes provisoires et M. le ministre des finances, qui défend à la fois ses crédits et ceux d'un collègue absent, mérite sans doute de n'avoir point de difficultés dans cette enceinte.

Mais il faut aussi que le Conseil de la République, qui a, jusqu'à présent, été privé de la possibilité même de donner son avis sur l'ensemble des crédits ou des absences de crédits de l'éducation nationale, il faut que le Conseil, dis-je, puisse exprimer son émotion sur ce problème.

Je n'aborderai pas le fond, mais il est bon, je crois, que notre Assemblée n'émette pas un vote concernant la jeunesse et l'avenir du pays sans avoir dit son regret et son émotion devant ce qui risque fort d'apparaître comme une véritable politique d'imprévoyance. Cela méritait d'être dit dès aujourd'hui. (*Applaudissements à gauche.*)

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je me vois dans le cas de répondre à M. Hamon, sans donner à ce débat plus d'envergure, en disant que le Gouvernement est soucieux des questions d'éducation nationale et de jeunesse...

M. Georges Marrane. Martinaud-Déplat!

M. le ministre. ...et je n'en veux pour preuve que le fait que le budget de l'éducation nationale, qui sera présenté au Conseil de la République quand il aura été voté à l'Assemblée, mais sur lequel les douzièmes ont été calculés, représente l'augmentation la plus forte, d'une année sur l'autre, que ce budget ait connue depuis la libération. D'autre part, il représente une augmentation, en proportion, de 10 p. 100 sur les crédits de l'année dernière. Il représente une augmentation, en chiffres absolus, de 25 milliards de francs.

Nous avons adopté une procédure exceptionnelle et unique en présentant des douzièmes calculés sur les nouveaux crédits et non pas sur les crédits anciens. Nous avons fait cette exception pour que, justement, les débats qui peuvent exister entre

le Gouvernement et les Assemblées ne retardent pas la mise en œuvre de travaux importants. Nous avons prévu, ce qui ne s'était encore jamais fait, des crédits d'engagement de 56 milliards de francs, chiffre nettement supérieur, vous le savez, à celui de l'exercice précédent. Il se peut qu'il y ait des besoins plus vastes, mais les comparaisons ne se font pas seulement entre les crédits et les besoins, mais aussi entre les crédits et les ressources et entre les crédits anciens et les crédits nouveaux.

M. Georges Marrane. Et le nombre d'élèves ?

M. le ministre. Je me permets d'indiquer que si l'on fait la proportion en francs constants, on constate que l'actuel Gouvernement est plus soucieux de l'éducation nationale que ne l'ont été des gouvernements dans lesquels le groupe de M. Marrane était représenté.

M. Chaintron. On était au lendemain de la guerre!

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

(*Le Conseil de la République a adopté.*)

— 11 —

OUVERTURE DE CREDITS AU BUDGET DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES

Adoption d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits provisoires applicables aux mois de janvier et février 1954, au titre des dépenses des services civils imputables sur le budget annexe des prestations familiales agricoles. (N°s 764 et 690, année 1953.)

Dans la discussion générale, la parole est à M. Brousse, rapporteur de la commission des finances.

M. Martial Brousse, *rapporteur de la commission des finances.* Mes chers collègues, nous sommes saisis d'un projet de loi tendant à accorder des crédits provisoires pour le service des prestations familiales agricoles, le budget annexe lui-même n'ayant pu être mis sur pied avant la fin de l'année.

Les crédits demandés, d'un montant de 16.881.962.000 francs, sont égaux à deux douzièmes des crédits inscrits au budget annexe pour l'année qui vient de s'écouler. Il est bien entendu, et le Gouvernement l'a précisé, que ce mode de calcul ne pourrait faire obstacle à l'attribution aux allocataires du régime agricole des améliorations qui pourraient être apportées d'ici le vote du budget annexe au régime des prestations familiales.

Nous ferons toutefois observer au Gouvernement que les difficultés que connaît le régime des prestations familiales agricoles ont été singulièrement aggravées par la perte de recettes que le fonds subit du fait de la diminution due à la création du fonds d'assainissement de la viande, qui lui prend une partie de ses ressources.

Et vous me permettrez sans doute de regretter qu'aucune information précise n'ait pu nous être donnée sur la nature des recettes qui devront être trouvées pour compenser cette moins-value et rétablir l'équilibre de ce budget.

C'est parce que nous ne méconnaissons pas les difficultés de financement du budget annexe que nous vous proposons néanmoins d'adopter les crédits provisoires qui vous seront demandés.

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion de l'article unique.*)

M. le président. Je donne lecture de l'article unique:

« *Article unique.* — Il est ouvert au ministre de l'agriculture, pour les mois de janvier et février 1954, au titre des dépenses des services civils imputables sur le budget annexe des prestations familiales agricoles, des crédits provisoires s'élevant à la somme de 16.881.962.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'avis sur le projet de loi.

(*Le Conseil de la République a adopté.*)

— 12 —

SUSPENSION DE LA SEANCE

M. le président. Je pense que le Conseil de la République voudra suspendre ses travaux ? (*Assentiment.*)

Avant de suspendre la séance, permettez-moi, mes chers collègues, en quelques mots très simples, sans emphase, de vous exprimer tous les vœux que je forme pour vous-mêmes et pour vos familles.

Nous avons une fin d'année particulièrement lourde, depuis au moins quinze jours. Peut-être quelque nervosité s'est-elle manifestée au cours des débats. C'est très compréhensible. Si maître que l'on puisse être de soi-même et de sa parole, il arrive qu'on risque de s'égarer un peu, même en discutant de textes importants comme ceux qui nous sont soumis. Nous avons montré, je pense, à tous, que nous avons abordé ces textes sérieusement et avec quelque mérite.

Nos travaux ne sont pas encore terminés. Mes vœux seront donc aussi pour que vos forces restent les mêmes et que vous montriez toujours la même objectivité, le même désir de bien faire, le même dévouement à la nation. (*Très bien! très bien!*) Je fais appel à vous tous pour que, pendant les heures qui viendront — je ne dis pas les jours, parce que le 31 décembre n'est pas passé (*Sourires.*) — nous puissions donner à la France le budget qu'elle attend.

Nos vœux sont des vœux de santé et de bonheur que l'année qui commence apporte à notre pays la paix qu'on désire et qu'on réclame sur tous ces bancs, afin qu'au moins dans le courant de 1954, puissent revenir dans leurs foyers nos admirables et valeureux soldats, en même temps, disons-le, que l'honneur et la liberté seront respectés et sauvegardés! (*Vifs applaudissements sur tous les bancs.*)

A quelle heure le Conseil entend-il reprendre sa séance ?

M. Alex Roubert, *président de la commission des finances.* Je propose au Conseil de la République de bien vouloir se réunir à quinze heures. Nous avons encore de nombreux textes à voter avant la fin de nos travaux et si nous perdons une heure, nous perdrons peut-être une journée entière. Je demande donc à tous mes collègues, en m'excusant, au nom de la commission des finances, d'être présents à partir de quinze heures. Ainsi, nous pourrons probablement abréger la session d'un jour.

M. le président. Je pense que l'appel de M. le président de la commission des finances sera entendu.

Le Conseil est sans doute d'accord pour suspendre sa séance jusqu'à quinze heures ? (*Assentiment.*)

La séance est suspendue.

(*La séance est suspendue à vingt et une heures cinq minutes.*)

Le Directeur du service de la sténographie du Conseil de la République,
CH. DE LA MORANDIÈRE.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

SESSION DE 1953 — COMPTE RENDU IN EXTENSO — 80e SEANCE (SUITE

2e séance du Jeudi 31 Décembre 1953 *(suite)*

SOMMAIRE *(suite)*.

Présidence de M. Kalb.

13. — Budget du ministère de l'intérieur pour 1954. — Discussion d'un avis sur un projet de loi (p. 2491).

Discussion générale: M. Jacques Masteau, rapporteur de la commission des finances; Pic, rapporteur pour avis de la commission de l'intérieur; Waldeck L'Huillier, Jean Bertaud, Delrieu, Benhabyles Cherif, Abel-Durand, Hauriou, Jules Olivier, Léo Hamon.

Passage à la discussion des articles.

MM. Léon Martinaud-Déplat, ministre de l'intérieur; le rapporteur pour avis, Alain Poher, Abel-Durand, Edouard Thibault, secrétaire d'Etat à l'intérieur.

Art. 1er:

Amendement de M. Waldeck L'Huillier. — MM. Waldeck L'Huillier, le rapporteur, le ministre de l'intérieur. — Rejet, au scrutin public.

Amendement de M. Courrière. — MM. Courrière, le rapporteur, Mlle Mireille Dumont, MM. Chapalain, le ministre de l'intérieur, Edgar Faure, ministre des finances et des affaires économiques. — Rejet, au scrutin public.

MM. Léo Hamon, le ministre de l'intérieur, le rapporteur, Charles Morel.

Amendements de M. Pic. — M. Léo Hamon. — Retrait.

Amendement de M. Dupic. — MM. Dupic, le rapporteur, Alain Poher, Waldeck L'Huillier. — Rejet.

Amendement de M. Pic et de M. Pierre Commin. — Discussion commune: MM. Léo Hamon, Pierre Commin, le rapporteur, le ministre de l'intérieur. — Rejet, au scrutin public.

Amendement de M. Jacques Gadoin. — MM. Restat, le rapporteur, le ministre de l'intérieur. — Retrait.

M. Jean Bertaud.

Amendement de M. Pierre Commin. — MM. Pierre Commin, le rapporteur. — Adoption.

Renvoi de la suite de la discussion: MM. le rapporteur, Bernard Chochoy.

14. — Renvoi pour avis (p. 2522).

15. — Dépôt d'avis (p. 2522).

16. — Suspension de la séance (p. 2522).

*

(La séance est reprise le vendredi 1er janvier 1954 à quinze heures quinze minutes, sous la présidence de M. Kalb.)

PRESIDENCE DE M. KALB,
vice-président.

M. le président. La séance est reprise.

— 13 —

BUDGET DU MINISTERE DE L'INTERIEUR POUR 1954

Discussion d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1954. (N°s 636 et 667, année 1953.); et avis de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie).

Je rappelle qu'en vertu d'une décision prise précédemment par le Conseil de la République, les temps de parole dans les débats budgétaires sont limités de la façon suivante:

Dans les discussions générales: quinze minutes au maximum pour chacun des rapporteurs et dix minutes pour les autres orateurs;

Dans la discussion des amendements, articles et chapitres, cinq minutes au maximum par orateur.

Avant d'ouvrir la discussion générale, je dois faire connaître au Conseil de la République que j'ai reçu de M. le président du conseil des décrets nommant, en qualité de commissaires du Gouvernement, pour assister M. le ministre de l'intérieur:

MM. René Paira, secrétaire général du ministère de l'intérieur;
Maestracci (Pierre), directeur du cabinet de M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur;
André Rogues, préfet, directeur du cabinet;
Georges Lahillonne, préfet, directeur de l'administration départementale et communale;
Désiré Arnaud, préfet, directeur du personnel et des affaires politiques;
Damelon, directeur de l'administration départementale et communale;
Hirsch, directeur général de la sûreté nationale;
Lobut, directeur du personnel et des affaires politiques;
Marron, directeur des services financiers et du contentieux;
Gey, directeur du personnel et du matériel de la police;
Laborie, préfet, détaché au service national de la protection civile;
Moris, inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire, chef du service national de la protection civile;
Granger, sous-directeur au ministère de l'intérieur;

MM. Favre (Maurice), sous-directeur au ministère de l'intérieur;
Laforest, sous-directeur au ministère de l'intérieur;
Causeret (Maurice), préfet, chef de cabinet du ministre;
Krieg, inspecteur de l'administration;
Simoneau, préfet, chargé des services de l'Algérie et des départements d'outre-mer;
Eugène Laxan, conseiller technique;
Henri Le Corno, chargé de mission au cabinet de M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur;
de Malafosse, administrateur civil au ministère de l'intérieur.

Acte est donné de ces communications.

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur de la commission des finances.

M. Jacques Masteau, *rapporteur de la commission des finances.* Monsieur le ministre, mes chers collègues, l'année parlementaire, plus maîtresse du temps que l'année civile, sait en arrêter le cours. Elle nous donne ainsi pour un bref instant la trompeuse illusion qu'il dépend enfin de nous de demeurer sans vieillir. (*Sourires.*)

C'est là sans doute la juste compensation à laquelle vous aviez droit pour l'obligation, élégamment acceptée d'ailleurs, qui vous a été faite de venir en cette journée examiner le projet de budget du ministère de l'intérieur, alors que votre rapporteur serait bien plus tenté de vous exprimer simplement ses vœux. (*Applaudissements.*)

Ce projet de budget pour l'exercice 1954 s'élève à un total de 123.301.722.000 francs. Il se décompose en dépenses ordinaires pour 81.076.422.000 francs, en dépenses en capital pour 35.025.300.000 francs et en dépenses effectuées sur ressources affectées — il s'agit, vous le savez, du fonds routier — pour 7.200 millions de francs.

Les deux derniers postes présentent peu de différence par rapport à leurs dotations de 1953. Par contre, la comparaison des dépenses ordinaires fait apparaître une différence sensible. Les crédits de 1953 atteignaient 85.858.545.000 francs. Ceux de 1954 s'élèvent à 81.076.422.000 francs. Vous retenez là une diminution de 4.782.123.000 francs.

Il y a lieu, cependant, pour évaluer l'effort d'économie propre au ministère de l'intérieur, de déduire le transfert au budget des finances des crédits de sécurité sociale (1.286 millions 058.000 francs). Ainsi, l'effort d'économie peut se situer aux environs de 3.500 millions.

Par quels moyens le ministère de l'intérieur est-il arrivé à ces résultats ?

Nous constatons tout d'abord une réduction de 723 emplois dans le projet de budget et de 80 emplois dans la première lettre rectificative, soit au total 803 emplois, dont la plupart appartiennent au cadre des préfectures et s'élèvent à environ 1 p. 100 des effectifs totaux du ministère de l'intérieur.

D'autre part, nous constatons des réductions beaucoup plus massives sur les dépenses de matériel et de travaux qui passent, en chiffres ronds, de 8.300 millions en 1953 à 7.300 millions en 1954, soit 1 milliard en moins, ce qui représente 11 p. 100 de réduction.

Mais l'effort d'économie le plus important semble avoir porté — et je dis: hélas! — sur les subventions aux collectivités locales, ainsi que le démontre l'examen des chiffres: en 1953, les subventions atteignaient, au total 7.460 millions 916.000 francs; en 1954, 4.622.921.000 francs, d'où une différence en moins de 2.837.995.000 francs.

Ces chiffres sont, cependant, à corriger depuis l'intervention de la deuxième lettre rectificative, qui a restitué au chapitre des subventions obligatoires 912.500.000 francs.

Le total des crédits de subventions proposés pour 1954 ressort ainsi à 5 535.421.000 francs contre 7.460.916.000 francs en 1953, soit une réduction de près de 2 milliards, soit 27 p. 100.

Ces quelques considérations que je tenais, mes chers collègues, à dégager au début de cette intervention, font ressortir l'inégalité de la contribution demandée dans l'effort d'économie aux différentes parties du budget: 1 p. 100 aux effectifs, 11 p. 100 au matériel, 27 p. 100 aux subventions.

Soucieux, vous l'entendez bien, de ne pas abuser de votre aimable attention, je me bornerai, dans cet exposé général, à résumer brièvement les observations formulées par votre commission des finances me réservant, si vous le voulez bien, de donner toutes précisions au cours de l'examen des articles.

Quelques observations générales tout d'abord touchant les effectifs de l'administration centrale:

Notre attention a été retenue par la diversité et le nombre des fonctionnaires en service à l'administration centrale du ministère de l'intérieur qui s'élève à 3.215 pour le total.

Il serait bon que le projet de budget qui nous sera soumis l'année prochaine comporte au chapitre 31-41 « Sûreté nationale. — Rémunérations principales », la ventilation des effectifs de la sûreté nationale entre les services centraux et les services extérieurs. D'autre part, nous aimerions que figurent à nouveau, ainsi qu'il était fait dans les budgets antérieurs, les effectifs des C. R. S. et des brigades routières motocyclistes.

Touchant l'administration préfectorale, des critiques ont été formulées contre la tendance, qui se transforme — et nous le regrettons — de plus en plus en règle générale, consistant à n'accorder de classes personnelles aux sous-préfets, qu'après mutation préalable. Cette manière de procéder, dont notre excellent collègue M. Clavier a souligné les inconvénients, paraît contraire à l'esprit dans lequel les classes personnelles avaient été instituées en vue de permettre de donner un avancement sur place aux membres du corps préfectoral qui avaient particulièrement réussi dans leur poste territorial.

Nous rappelons, par ailleurs, à M. le ministre de l'intérieur le vœu émis par la commission des finances, dans son rapport de 1953, concernant l'amélioration des conditions d'avancement du corps préfectoral et des administrateurs civils. Il est nécessaire que la situation présente soit progressivement redressée et que les cadres supérieurs de l'administration centrale, au même titre que ceux de l'administration préfectorale, voient s'ouvrir devant eux des perspectives de carrière normales.

Un mot, mes chers collègues, si vous le permettez, concernant les centres administratifs et techniques interdépartementaux généralement connus sous les abréviations de C. A. T. I.

Ces organismes ont fait l'objet de vives critiques en 1952 et en 1953 de la part de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Il semble, toutefois, que ce ne soit pas leur organisation régionale qui soit mise en cause, car il est reconnu que les tâches qu'ils assument ne pourraient être concentrées à l'administration centrale ni réparties entre les différentes préfectures.

Le seul point sur lequel les C. A. T. I. pourraient donner lieu à des observations pertinentes est celui de leur rentabilité.

Ces organismes semblent, en effet, être suffisamment étoffés et équipés à tous points de vue pour pouvoir assumer des tâches nouvelles débordant du cadre de celles de la sûreté nationale. La commission des finances pense qu'il serait possible, dans ce sens, de leur confier la gestion du personnel et du matériel des services extérieurs de la protection civile. On éviterait ainsi la création de nouveaux services extérieurs auxquels la commission des finances se déclare dès à présent formellement opposée.

Pour ce qui est de la protection civile, vous savez que l'Assemblée nationale a disjoint les chapitres 31-31, 31-32, 31-33, 34-31 et 34-32, entendant par là protester contre l'absence de crédits d'équipement de la protection civile dans le budget de 1954.

La position prise par l'Assemblée nationale paraît justifiée, bien que la disjonction eût dû uniquement porter sur le chapitre 57-30: « Protection civile. — Dépenses d'équipement », doté en 1953 d'un crédit de 1.487.500.000 francs et qui n'apparaît plus que pour mémoire dans le projet de budget 1954.

Cette absence de crédits déterminera un arrêt presque complet des opérations d'équipement amorcées en 1953. Il importe, cependant, de remarquer qu'une fraction du crédit de 1.487 millions 500.000 francs pourra être reportée sur 1954 et permettra à la protection civile de terminer certaines réalisations et de continuer ses études.

Votre commission des finances estime qu'il est nécessaire, avant toute chose, de dégager une doctrine de la protection civile au cours d'un ample débat devant le Parlement. Si d'importants crédits d'équipement de protection civile étaient accordés avant la fixation d'une doctrine et d'un plan, il serait à craindre que leur utilisation ne soit plus ou moins critiquable et donne lieu à une prolifération d'emplois et de services qui ne seraient pas indispensables.

J'ai déjà dit, et je le confirme, que la commission des finances y est absolument opposée.

En première analyse, votre commission des finances a retenu l'idée qu'elle exprime fermement de voir mettre en œuvre pour les tâches de protection civile les diverses administrations actuellement existantes, telles que les préfectures, les C. A. T. I. et les corps de sapeurs-pompiers.

Sous le bénéfice, mesdames, messieurs, de ces observations, il vous est proposé par votre commission de rétablir les crédits demandés par le Gouvernement et qui avaient fait l'objet des chapitres disjoints par l'Assemblée nationale. Il nous paraît en effet préférable de maintenir des crédits même limités plutôt que d'arrêter complètement un service, ce qui ne pourrait qu'être regrettable, étant entendu que nous demandons, avec insistance, que les suggestions que nous venons de formuler soient retenues par votre département, monsieur le ministre.

Nous en arrivons maintenant, mes chers collègues, à l'examen de la situation de la sûreté nationale.

L'Assemblée nationale a, là encore, disjoint les chapitres 31-41, 31-42, 31-43, 31-92, pour protester contre le fait que les

décrets fixant le classement hiérarchique des divers grades et emplois des personnels de police n'ont pas établi une parité de rémunération entre les fonctionnaires comparables de la sûreté nationale et de la préfecture de police.

Cette situation, a-t-on fait remarquer, est contraire aux dispositions de la loi de 1937, qui stipule que les rémunérations allouées par les collectivités locales à leurs agents ne peuvent, en aucun cas, dépasser celles que l'Etat accorde à ses fonctionnaires remplissant les mêmes fonctions.

Certes, il est exact qu'une certaine disparité existe encore entre les rémunérations des fonctionnaires de la sûreté nationale et ceux de la préfecture de police. Il convient toutefois d'observer que, dans l'ensemble, la sûreté nationale a bénéficié à l'occasion des revisions indiciaires de mesures tendant à réduire cette disparité. Ainsi, dès à présent, la parité est établie en pratique pour les personnels en civil, commissaires, officiers de police et officiers de police adjoints.

Il n'en est pas de même cependant pour les personnels en tenue, gardiens et gradés. Une solution transactionnelle a été proposée par la commission des finances de l'Assemblée nationale, qui consisterait en la suppression du pourcentage de 32 p. 100 prévu pour l'accession des gardiens de la paix au grade de sous-brigadier. Sans doute cette solution permettrait-elle aux gardiens de la sûreté nationale d'obtenir immédiatement un gain de traitement; mais une incertitude subsiste sur les crédits à prévoir, et malgré l'excellent concours rencontré par votre rapporteur auprès de la direction financière et des membres du cabinet de M. le ministre de l'intérieur, je n'ose aujourd'hui énoncer des chiffres, craignant qu'ils ne soient pas suffisamment exacts.

Il importe, et c'est le souhait très fermement exprimé de la commission des finances, d'atténuer les disparités que je viens de signaler et qui existent encore entre la sûreté nationale et la préfecture de police. L'effort doit être progressif, et c'est là, semble-t-il, une question qui est essentiellement de votre compétence, monsieur le ministre.

La commission des finances suggère que vous obteniez, dans le meilleur délai, de vos collègues des finances et de la fonction publique, la modification du décret du 21 mai 1953, qui a fixé l'effectif des sous-brigadiers en pourcentage de l'effectif total des gradés et gardiens.

La commission des finances, vous priant de retenir les observations que je viens de résumer, demande en conséquence le rétablissement des crédits proposés par le Gouvernement pour les chiffres disjoints par l'Assemblée nationale.

J'en arrive à traiter d'un chapitre qui retiendra très certainement votre attention d'une façon plus particulière. Je l'ai effleuré tout à l'heure, il s'agit des subventions aux collectivités locales. Depuis 1950, l'évolution des crédits ouverts au titre des subventions aux collectivités locales a été la suivante: 1950, 8.511.227.000 francs; 1951, 8.445.442.000 francs; 1952, 7.460.463.000 francs; 1953, 7.460.916.000 francs; et en 1954 enfin, compte tenu de la deuxième lettre rectificative, 5.535.421.000 francs.

L'énoncé de ces chiffres vous permet de constater une diminution progressive et constante des crédits de subventions qui sont, dans le projet qui vous est soumis, inférieurs de 3 milliards à ceux de 1950 et de 1.925 millions à ceux de l'année 1953.

Viennent, d'autre part, s'ajouter à ces réductions de crédits, vous le savez, certaines exonérations fiscales édictées par le Gouvernement, qui diminueront très sensiblement en 1954 les revenus des collectivités locales.

M. Lelant. Et les frais de recensement ?

M. le rapporteur. J'y viens, mon cher collègue.

Si les exonérations de taxes sur les produits de large consommation, qui ont fait l'objet du décret n° 512 du 5 septembre 1953, doivent être en principe compensées par l'Etat, il n'en est pas de même en ce qui concerne les décrets des 30 septembre et 7 octobre 1953, qui permettent aux entrepreneurs de travaux immobiliers d'opter pour la taxe à la production réduite de 30 p. 100, ce qui entraînera — le Conseil retiendra le chiffre — au titre du revenu de la taxe locale une perte d'environ 4 à 5 milliards.

Des diminutions importantes de recettes plus difficilement évaluables résulteront encore de la non-imposition des ateliers de l'Etat à la contribution des patentes.

Enfin, la loi du 9 décembre 1953, adoptée par l'Assemblée nationale malgré les objections du Sénat, qui a affecté au fonds d'assainissement du marché de la viande un prélèvement de 10 p. 100 sur le produit de la taxe de circulation sur la viande, entraînera une perte dépassant le milliard sur les revenus des finances locales.

Au total, les budgets locaux subiront en 1954, tant du fait de la réduction des subventions que des exonérations fiscales, une diminution globale de revenus allant de 10 à 15 milliards.

M. Georges Marrane. Grâce à Martinaud-Déplat!

M. le rapporteur. Ces pertes de ressources seront très inégalement réparties selon la situation particulière de chaque collectivité et il en résultera pour certaines d'entre elles une situation financière extrêmement critique.

Nombre de nos collègues se sont élevés à juste raison contre la tendance trop souvent affirmée de transférer des charges d'intérêt national du budget de l'Etat sur les budgets des collectivités locales, ce qui s'accompagne de diminutions de revenus pour les finances locales, tant par le jeu des diminutions de crédits de subventions que par des exonérations de taxes.

Nos collègues ont également protesté contre l'ingérence sans cesse plus accentuée de l'administration des finances dans la gestion des affaires locales, ingérence qui entraîne des restrictions de plus en plus marquées de la liberté des administrateurs communaux.

S'il n'était mis fin à cette tendance, monsieur le ministre, et nous voulons vous faire confiance pour qu'il en soit ainsi...

M. Georges Marrane. Confiance mal placée!

M. le rapporteur. ...on aboutirait à un régime de tutelle excessivement strict qui manquerait totalement de souplesse et ne pourrait plus s'adapter aux nécessités locales.

Nous insistons, monsieur le ministre, de la façon la plus pressante auprès de vous pour que vous reteniez ces doléances des administrateurs locaux, maires, présidents des conseils généraux, dont vous ne pouvez pas sous-estimer les charges et les difficultés, et qui ont besoin de recevoir de vous l'assurance que ces difficultés ne seront pas accrues et qu'aussi bien les suppressions de ressources ou les transferts venant charger les budgets dont ils ont la responsabilité seront, dans l'avenir, strictement arrêtés. Nous vous le demandons avec une insistance particulière, monsieur le ministre.

Sur le même plan, votre commission des finances a été amenée à critiquer certaines des dispositions du décret du 9 août 1953 portant création de commissions départementales d'investissements. Elle admet parfaitement le souci du Gouvernement de contrôler et de coordonner à l'échelon départemental les opérations d'investissements de l'Etat, mais elle demande l'abrogation des dispositions de ce décret qui soumettent aux commissions départementales d'investissements les opérations des collectivités locales. La commission a noté que les collectivités locales ne sont pas représentées — ce qui est un comble — au sein de ces organismes composés uniquement du préfet, du trésorier-payeur général, du directeur des domaines et de deux chefs de services techniques désignés par le préfet. Les observations que je viens de résumer ont conduit la commission des finances, pour marquer son opposition à ces différentes tendances éminemment préjudiciables aux intérêts des collectivités locales, à vous proposer un abattement de 80 millions sur le chapitre 34-03: « Administration centrale. — Matériel ». Ce faisant, elle veut souligner fermement son désir de voir le ministère de l'intérieur — et nous faisons appel à son chef en particulier — tuteur des collectivités locales...

M. Georges Marrane. Leur bourreau!

M. leur rapporteur. ...s'attacher de la façon la plus ferme et la plus continue à défendre les intérêts de ces collectivités.

Répondant à la question posée à l'instant par notre estimé collègue M. Lelant, je voudrais, touchant le recensement, noter que son financement est un exemple de la volonté de transférer du budget de l'Etat aux budgets locaux certaines charges d'intérêt national, puisque le projet de budget initial de l'intérieur portait, au titre de la subvention aux dépenses d'intérêt général, une réduction de crédits de 1.825 millions, transférés pour effectuer le recensement au chapitre 34-33 du budget des affaires économiques.

A la demande de l'Assemblée nationale, le Gouvernement a déposé une lettre rectificative qui augmente la dotation de la subvention aux dépenses d'intérêt général de 912.500.000 francs. Cependant, il doit être bien entendu que la dotation de 1.825 millions du chapitre 34-33 des affaires économiques doit rester acquise et que l'augmentation de crédit de 912.500.000 francs doit bien être considérée comme une augmentation de la subvention aux charges d'intérêt général, telle qu'elle figure dans le projet initial du budget de l'intérieur. La commission ne saurait admettre que d'éventuelles économies viennent modifier cet état de choses par voie réglementaire.

Je dois même dire que nous rejoignons volontiers la position prise par la commission de l'intérieur qui souhaiterait — si je ne m'abuse — le rétablissement intégral des 912.500.000 francs restants pour compléter le crédit de 1.825 millions primitivement diminué.

Enfin, en ce qui concerne le recensement, nous estimons qu'il doit être général et non pas, monsieur le ministre, comme vous l'aviez déclaré à l'Assemblée nationale, seulement démographique.

En effet, si les opérations qu'il comporte s'effectuaient par tranches successives, elles coûteraient vraisemblablement plus cher et manqueraient de cohésion.

En ce qui concerne plus spécialement les communes sinistrees, notre collègue M. Lamarque a fait justement remarquer à quel point il était injuste de les priver de certains de leurs services, du fait qu'elles n'avaient pas encore atteint leur chiffre ancien de population, quand il apparaît qu'elles se trouvent en progression démographique constante.

Un mot touchant les subventions en faveur des citoyens français musulmans d'Algérie résidant dans la métropole. Le ministère de l'intérieur paraît avoir fait dans ce domaine un effort certain de coordination.

Nous aimerions, toutefois, connaître l'action qu'il a entreprise pour contrôler, ainsi que le demandait notre précédent rapport, l'activité souvent trop intéressée de certaines organisations s'occupant de ces questions.

M. Rogier a souligné que la dotation de 24 milliards pour l'équipement économique de l'Algérie était insuffisante par suite de l'énorme pression démographique algérienne et de la nécessité d'améliorer le niveau de vie et le pouvoir d'achat des populations.

De son côté, M. Armengaud a évoqué le problème que pose l'utilisation de ces fonds sous l'angle de la coordination.

Il semble que les réalisations soient poursuivies à l'intérieur de cadres techniques trop étroits tels que recherches minières, électricité, gaz, sans qu'une vue d'ensemble coordinatrice préside aux opérations d'équipement.

Nous souhaitons très vivement, monsieur le ministre, qu'il soit tenu le plus large compte de ces observations judicieusement formulées par nos collègues.

L'examen des articles appelle tout d'abord celui de l'article 4 *bis*. Cet article, dû à l'initiative de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a été voté en première lecture à une très large majorité. Il permet l'intégration dans le corps des administrateurs civils de l'intérieur de certains agents supérieurs, détenteurs de diplômes de l'enseignement supérieur, et qui ne réunissaient pas, en 1946, les conditions requises pour être intégrés dans le nouveau corps des administrateurs civils.

Votre commission des finances, qui avait adopté l'année dernière un article additionnel tendant à l'application de ces dispositions, a adopté cette année l'article 4 *bis* voté par l'Assemblée nationale.

Il ne faudrait pas, cependant, en réparant une injustice commise, courir le risque de réduire les possibilités d'avancement qui s'ouvrent actuellement aux administrateurs civils en fonctions.

C'est pourquoi nous avons proposé d'insérer, entre le deuxième et le troisième alinéa du texte, des dispositions sur lesquelles je n'insiste pas dans l'exposé général, mais que vous trouverez lors de la discussion des articles.

Je voudrais cependant, à l'occasion de l'examen de cette question, faire une observation d'ordre plus général. Je dois indiquer que, peu après le vote, acquis, comme je viens de le dire à une très large majorité, la fonction publique, qui ne partageait pas le sentiment de l'Assemblée, provoqua le dépôt d'une lettre rectificative sans même que sa diffusion ait pu être assurée. Il convient de souligner que le deuxième alinéa de ce qui était le nouvel article 9 *ter* du budget des charges communes avait pour objet de réduire à néant la décision de l'Assemblée nationale. « Les dispositions législatives relatives à des intégrations complémentaires » étant abrogées par le nouveau texte inséré dans le budget des charges communes, l'article 4 *bis* du budget du ministère de l'intérieur se trouvait annulé, alors que celui-ci n'était pas encore définitivement voté.

J'ai reçu mission de dire à cette tribune que notre commission s'élève fermement contre de pareils procédés. Il faut qu'on sache que ce qui doit prévaloir, c'est la volonté exprimée par le Parlement. (*Applaudissements.*)

Il est inadmissible que, par des manœuvres comme celles que nous dénonçons et dénoncerons toujours lorsque nous aurons l'occasion de les rencontrer, on vienne — et cela se produit en ce qui concerne la question soumise à vos délibérations depuis plus d'une année — tenir en échec et arrêter l'application des textes décidés et votés par le Parlement.

Nous demandons ici que ne soit plus employée une procédure qui consiste à placer le législateur, à quelques jours d'intervalle, en présence de deux textes qui ne sont pas conciliables. En effet, dans le cas considéré, l'article présenté dans le budget des charges communes, où chacun sait qu'on trouve de tout, avait pour objet de faire tomber une disposition votée quelques jours auparavant dans un budget aussi important que celui de l'intérieur.

J'ai reçu le mandat de manifester la volonté de votre commission qui donne son approbation entière aux termes de l'article 4 *bis* et entend qu'ils soient respectés.

Un dernier mot — et j'en ai terminé — en ce qui touche l'article 4 *quater*.

Au cours des débats à l'Assemblée nationale, M. le député Quinson a proposé cet article qui vise le problème de ce qu'on appelle couramment les droits acquis des pensionnés de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.

En effet, la loi du 3 juillet 1941 a interdit aux collectivités locales de servir à leurs retraités des pensions supérieures à celles allouées par l'Etat à ses fonctionnaires. Elle avait, toutefois, pour la période antérieure au 1er juillet 1941, laissé subsister la rémunération des années de services selon les règlements en vigueur, s'ils étaient plus avantageux que celui de l'Etat.

Ultérieurement, après la réforme des pensions de l'Etat opérée par la loi du 20 septembre 1948 et celle des pensions des collectivités locales effectuée par le décret du 5 octobre 1949, le conseil d'Etat a estimé que toutes les pensions locales devaient désormais suivre les règles de liquidation de droit commun, sans tenir compte des règles antérieures.

Le présent article a pour objet essentiel de revenir sur cette interprétation. Mais cette solution paraît entraîner une charge supplémentaire très élevée pour la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales. Or, la situation de la caisse est déjà critique puisque le Trésor a été dans l'obligation de lui avancer 6 milliards.

Dans ces conditions, et en raison des incidences financières de cet article additionnel vis-à-vis de la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, il a paru opportun à votre commission des finances de vous en proposer la disjonction, non dans le but de le rejeter, mais afin qu'une étude plus complète soit entreprise par la commission de l'intérieur, — ce qu'elle n'a pas manqué de faire à la diligence de mon excellent collègue M. le rapporteur Pic — en liaison, s'il lui paraissait nécessaire, avec les ministères intéressés de l'intérieur et des finances. Communication nous a été donnée, messieurs, de cette étude complémentaire, et elle laisse apparaître que la situation de la caisse est plus favorable que ce qui nous avait tout d'abord été indiqué. Comme il s'agit, je l'ai souligné en vous présentant cet article, de droits acquis, votre commission est toute disposée à donner un avis favorable à leur maintien. C'est, je crois, ce qui vous sera demandé dans un instant par un amendement approuvé par la commission de l'intérieur. Tous renseignements reçus, nous rejoignons sa manière de voir.

Telles sont, monsieur le ministre, les diverses observations que nous tenions à formuler sur le budget que vous soumettez au Sénat. Je vous prie de retenir les suggestions qui ont été dégagées, et tout particulièrement de bien garder souvenir de ce que nous venons de dire de la situation ingrate et si souvent très difficile des administrateurs locaux. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis de la commission de l'intérieur.

M. Pic, *rapporteur pour avis de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie).* Mes chers collègues, la commission de l'intérieur, vous le pensez bien, a procédé à un examen minutieux du projet de budget. Sa tâche d'étude et la tâche de son rapporteur, d'ailleurs, je tiens à le dire, ont été facilitées par le travail, excellent de clarté et de densité, du rapporteur de la commission des finances.

Je suivrai le même plan que lui, ce qui permettra au Conseil, j'espère, de mieux suivre mon exposé et de mieux juger des observations que j'aurai l'honneur de lui présenter au nom de la commission de l'intérieur, ainsi que des amendements qu'en son nom également j'ai déposés.

J'indique dès l'abord que sur nombre de points en discussion, votre commission de l'intérieur a accepté à la fois les observations et les modifications proposées par la commission des finances. Il en est cependant quelques-uns, et non des moindres, sur lesquels la commission de l'intérieur demandera au Conseil d'adopter des amendements particuliers. Afin de ne pas prolonger le débat, j'entame chapitre par chapitre, ou plutôt par grande masse, les observations qui sont faites, je le répète, non pas par le rapporteur à titre personnel, mais sur mandat ferme de la commission de l'intérieur.

En ce qui concerne l'administration centrale, la commission de l'intérieur a fait siennes les observations de la commission des finances sur la ventilation qu'elle souhaite des effectifs tant de l'administration centrale que de la sûreté nationale, afin qu'apparaissent mieux à l'avenir la situation et la répartition exacte de ces personnels. Elle s'est émue d'autre part — je le signale à M. le ministre — de la situation des administrateurs civils du ministère de l'intérieur, à laquelle d'ailleurs M. Masteau fait une brève allusion à la fin du deuxième paragraphe du chapitre de son rapport écrit relatif à l'administration préfectorale, situation quelque peu inquiétante par le manque de débouchés qu'elle réserve à ces fonctionnaires.

En ce qui concerne l'administration préfectorale — et vous excuserez la forme un peu lapidaire de mes observations, je me réserve d'insister un peu plus sur la question des collectivités locales — la commission de l'intérieur fait siennes éga-

lement les trois observations de la commission des finances, que je me fais un devoir de rappeler: D'abord, nous désirons voir confier à des préfets — et rien qu'à des préfets — tous les postes d'I. G. A. M. E. sans exception. Ensuite, nous regrettons que la classe exceptionnelle accordée à un préfet ou à un sous-préfet l'oblige à quitter le poste où il a précisément mérité cet avancement, pour un poste de même classement territorial souvent. Nos collègues Zussy, Clavier et Deltrieu ont insisté sur ce point. Enfin, nous déplorons que l'avancement dans le corps préfectoral ne se soit pas, malgré les efforts que nous connaissons de M. le ministre, suffisamment amélioré.

Le président de notre commission s'est étonné de nominations trop nombreuses — « presque quotidiennes », a-t-il dit — et qui ne font qu'accroître un encombrement déjà préjudiciable à la fonction et aux intéressés. Pour ne pas alourdir le débat et ne pas engager de discussion sur ce point, je suis chargé de dire à M. le ministre que la commission de l'intérieur, qui sait que ces questions le préoccupent, lui demande instamment — et le plus tôt sera le mieux — de venir dès qu'il le pourra devant la commission de l'intérieur du Conseil de la République où un certain nombre de commissaires, par l'exemple de cas particuliers et généraux qu'ils connaissent bien, pourront lui faire part de leurs craintes et de leurs suggestions.

A propos des C. A. T. I., je me bornerai à confirmer la position que notre commission de l'intérieur avait prise l'année dernière. Vous savez que, chaque année, la question des Centres administratifs techniques interdépartementaux provoque de longs débats devant les deux assemblées. Pour les uns, partisans de la régionalisation de ces services, les C. A. T. I. sont à maintenir; pour les autres, qui regrettent l'éparpillement de l'autorité des préfets et qui sont choqués par certains abus apparemment indiscutables, ils sont à supprimer. La commission de l'intérieur vous propose, sur ce point, de voter les crédits demandés, approuvant ainsi la position de la commission des finances. Elle a, en effet, décidé d'attendre la parution du rapport de l'inspection générale sur le fonctionnement et la gestion des C. A. T. I. et de se livrer ensuite à une étude approfondie de ce rapport, ce qui lui permettra alors d'avoir une vue exacte de la situation.

Sur les chapitres concernant la protection civile, j'ai le regret de dire à notre collègue, M. Masteau, que la commission de l'intérieur, unanime, n'a pas suivi la commission des finances. Vous connaissez — c'est pourquoi je ne commenterai pas ces questions — l'importance du problème de la protection civile. Vous connaissez la gravité angoissante du retard de la France, en ce domaine, par rapport aux autres pays. Il faut à la fois poursuivre l'étude sérieuse entreprise déjà par les services ministériels et engager un vaste débat au Parlement, afin que soit dégagée une doctrine valable de la protection civile. Pour marquer sa déception de la carence française en ce domaine, après les observations de nos collègues MM. Léo Hamon, L'Huillier et Zussy, la commission, unanime, vous proposera, par une série d'amendements, de reprendre la position de l'Assemblée nationale et de maintenir la disjonction des chapitres 31-31, 31-32, 31-33, 34-31 et 34-32.

Votre commission de l'intérieur s'est arrêtée longuement à l'examen des chapitres concernant la sûreté nationale; unanime, elle m'a chargé de dire ses regrets que les promesses formelles faites l'an passé pour la parité des polices n'aient pas été tenues. Etant donné les conditions dans lesquelles nous discutons ce budget, je ne veux pas revenir longuement sur cette question. Elle a été l'objet d'une discussion que vous savez passionnée à l'Assemblée nationale. Après un échange de vues très bref en commission, cette dernière, unanime, a décidé de proposer au Conseil de la République de revenir, sur ces chapitres, à la position de l'Assemblée nationale et d'en disjoindre les crédits, cette disjonction ayant été demandée et obtenue à l'Assemblée nationale par sa commission de l'intérieur.

Toujours en ce qui concerne la police, votre commission a été saisie d'une protestation d'un certain nombre de nos collègues maires, et notamment de notre collègue M. Gadoin, contre la suppression prévue depuis quelques années, et décidée récemment paraît-il, de la police d'Etat dans 150 villes françaises. Au moment où — nous allons le voir dans un instant — la situation financière des collecivités locales est gravement atteinte, cette suppression de la police d'Etat va obliger les villes intéressées, qui sont toutes des villes de faible importance, à prendre entièrement en charge les dépenses d'une police redevenue municipale.

Nous savons bien, comme l'ont fait remarquer nos collègues MM. L'Huillier et Bernard, que la question de savoir si la police des villes doit être d'Etat ou municipale peut être controversée. Mais vraiment, le moment paraît bien mal choisi pour imposer à ces collectivités de nouvelles charges. Notre collègue Gadoin déposera un amendement auquel, d'ores et déjà, j'ai mandat de donner l'adhésion de la commission de l'intérieur.

Je voudrais enfin demander à M. le ministre de bien vouloir expliquer, pour l'information du Conseil et plus précisément de la commission de l'intérieur, où résidait la nécessité de la note n° 1 contenue dans la deuxième lettre rectificative, par laquelle le nombre de sous-directeurs de la préfecture de police est passé de 5 à 12 et celui des commissaires divisionnaires de 15 à 36. Aucune décision — je m'empresse de le dire — n'a été prise sur ce point, la commission étant insuffisamment informée. Mais elle prie M. le ministre de bien vouloir nous renseigner.

Le rapporteur de la commission des finances a estimé tout à l'heure que les crédits accordés au titre du bureau de l'organisation et des méthodes devraient être gagés par des économies au moins égales sur des chapitres de personnel ou de matériel. Je dois vous dire, mon cher rapporteur, que la commission de l'intérieur s'est quelque peu émue de la rigueur de la liaison que vous établissiez. Certes, qui dit organisation et méthodes dit, en définitive, rationalisation et économies, mais la commission de l'intérieur pense que ce double but et que cet équilibre ne peuvent être finalement atteints qu'à assez longue échéance. Elle souhaite que les efforts de ce bureau d'organisation et des méthodes soient poursuivis, car l'amélioration, la modernisation et l'efficacité de l'administration française sont à ce prix.

J'en arrive maintenant, mes chers collègues, au point de mon exposé sur lequel, je m'en excuse, je serai vraisemblablement à la fois le plus long et le plus passionné; c'est celui qui concerne les collectivités locales. Les divers chapitres relatifs aux subventions accordées aux collectivités locales, chapitres que notre collègue, M. Masteau, a excellemment analysés tout à l'heure, ont fait l'objet de l'examen le plus attentif de votre commission de l'intérieur. Cet examen a entraîné un échange de vues portant sur l'ensemble des problèmes intéressant les départements et les communes.

Au nom de la commission de l'intérieur unanime, j'ai le devoir de dire nettement au Gouvernement que nous ne saurions, sans protester fermement, accepter les propositions qu'il a faites. Presque tous les membres de la commission sont intervenus sur ce point et tous l'ont fait pour demander au rapporteur de proclamer publiquement notre mécontentement. Mécontentement des mesures prises récemment, qui portent atteinte aux ressources des collectivités locales, mécontentement des propositions contenues dans le projet de budget que nous discutons aujourd'hui.

M. Georges Marrane. Très bien!

M. le rapporteur pour avis. M. Masteau a largement traité cette question. Vous pardonnerez au rapporteur de la commission de l'intérieur qui, plus qu'aucune autre, se sent responsable de la vie des collectivtés locales, d'insister sur ce point.

Avant d'aborder le détail, je prie le Gouvernement de penser qu'il ne s'agit, en cette matière, d'aucune opposition préconçue. Les faits sont les faits. C'est à leur lumière et à leur lumière seule que nous formulons nos réserves et nos craintes, certains de traduire en conscience les angoisses des administrateurs locaux. Condamner ans appel, comme on l'a fait quelquefois, telle ou telle manifestation opportune ou inopportune de cette angoisse, ce n'est pas une solution et cela ne suffit pas à régler le problème. Sans vouloir l'examiner en détail, ce qui demanderait des heures, je voudrais vous en rappeler les trois principaux aspects.

Le premier aspect du problème des collectivités locales est que celles-ci subissent, c'est incontestable, les conséquences regrettables de mesures prises à la hâte au cours de l'été 1953.

MM. Le Basser et **Lelant.** Très bien!

M. le rapporteur pour avis. Le décret du 5 septembre 1953, suspendant la perception de la taxe locale sur certaines denrées de consommation, va diminuer le rendement de la taxe — et notre collègue M. Masteau l'a rappelé — de 4 à 5 milliards. Outre qu'il apparaît difficilement acceptable qu'une telle mesure ait pu être prise sans aucune consultation ni de l'une, ni de l'autre des deux grandes associations nationales de collectivités locales, on peut se demander si le Gouvernement ne pouvait pas atteindre le but qu'il s'était fixé sans toucher à des ressources qui ne lui appartenaient pas.

On nous a promis, je le sais bien, que la moins-value serait prise en charge par l'Etat et remboursée par celui-ci aux collectivités locales. Nous remercions M. le ministre de l'intérieur d'avoir obtenu cette mesure du Gouvernement.

Nous savons même que, dès le 21 septembre, dans le bulletin n° 38 de la direction des contributions indirectes au ministère des finances, des instructions étaient envoyées aux directeurs départementaux des contributions indirectes sur la façon dont ils devaient opérer pour que ce remboursement ait lieu. Nous savons même que M. le ministre de l'intérieur, le 10 décembre, au cours de la discussion à l'Assemblée nationale, a rappelé les grandes lignes des circulaires, et notamment de la dernière, prévoyant le payement par l'Etat de la somme correspondant à la non-perception de la taxe.

Cependant cela n'apaise pas nos craintes et je voudrais demander à M. le ministre de l'intérieur un certain nombre de précisions. Vous avez annoncé, monsieur le ministre, le 10 décembre, à l'Assemblée nationale, que l'une des récentes circulaires envoyées prévoyait ce payement échelonné. Certaines taxes non perçues en septembre devaient être payées le 15 novembre. Celles perçues en octobre devaient l'être le 15 décembre. Celles perçues en novembre devaient l'être le 15 janvier. Finalement, c'est le 5 février 1954 que devront être envoyés aux trésoriers-payeurs généraux les états valant mandat de payement pour remboursement aux collectivités locales de la non-perception de la taxe.

Vous avez parlé également, dans votre réponse à l'Assemblée nationale, de deux catégories de communes, et vous avez dit: pour la première catégorie de communes, ces états de payements seront envoyés mensuellement; quant à la dernière catégorie de communes, les états seront envoyés en bloc le 5 février 1954 aux trésoriers-payeurs généraux pour payer l'ensemble de la taxe locale non perçue de septembre au 31 décembre 1953.

Je voudrais vous demander de vouloir bien nous préciser ce que sont ces deux catégories de communes. C'est la première fois que nous entendons faire cette distinction. Je suppose, ne connaissant pas ces circulaires, qu'il s'agit d'une distinction établie par la direction des contributions indirectes et je crains que dans la deuxième catégorie des communes, celles qui ne seront remboursées en bloc qu'à la fin de février 1954, ne figurent toutes les petites et moyennes communes, celles précisément qui ont le plus à souffrir d'une gêne de trésorerie du fait de la suspension de la taxe. (*Applaudissements à gauche et sur divers bancs.*)

Vous comprendrez alors, monsieur le ministre, que je vous demande, au nom de la commission, de vouloir bien nous confirmer — car les circulaires ne nous satisfont pas — quand aura lieu le remboursement. A ma connaissance aucun remboursement n'a été fait nulle part dans le pays. (*M. le ministre fait un geste de dénégation.*)

Je dis: « à ma connaissance ». J'ai questionné un certain nombre de mes collègues, personne n'en a eu connaissance. C'est la raison pour laquelle je vous pose la question.

M. Bernard Chochoy. Le père Noël est passé!

M. le rapporteur pour avis. Je vous pose une deuxième question. Sur quel crédit le Gouvernement va-t-il rembourser ces quatre milliards et demi? M. le ministre des finances qui assistait à la discussion du 10 décembre, à l'Assemblée nationale, a répondu sur ce point que ces subventions étaient imputables au budget des charges communes...

M. le rapporteur. Toujours.

M. le rapporteur pour avis. ... sous la rubrique « remboursements sur certains crédits ». Or, je constate que cette rubrique des charges communes ne comporte qu'une augmentation de deux milliards, alors que vous avez à en verser quatre et demi.

M. Bernard Chochoy. Très bien!

M. le rapporteur pour avis. Enfin, troisième et dernière question: je voudrais demander à M. le ministre de l'intérieur si la suspension de la perception de la taxe locale, qui doit prendre fin le 31 décembre, sera ou non prorogée en 1954.

M. Jacques Debû-Bridel. Très bien!

M. le rapporteur pour avis. Le décret a failli faire perdre 4.500 millions pour trois mois aux communes françaises. La suspension de la perception de la taxe si elle est maintenue en 1954 et joue sur toute l'année, entraînera une perte de 15 milliards, et je ne sache pas que dans aucun des budgets qui nous sont présentés figurent 15 milliards de remboursement aux collectivités locales pour l'année 1954.

Ceci m'amène à dire qu'il est capital pour les administrateurs locaux et qu'il est capital pour cette assemblée, qui s'honore d'être leur émanation, de savoir si la suspension de la taxe locale prévue par le décret du 5 septembre sera prorogée en 1954. Si elle devait l'être, par je ne sais quel biais que nous n'avons encore pu déceler nulle part, ce serait une ponction nouvelle de 15 milliards, pour 1954, sur le budget des collectivités locales. Si c'est cela qu'on veut faire, qu'on ait au moins publiquement le courage de le dire. (*Applaudissements à gauche et sur de nombreux bancs au centre et à droite.*)

Un décret du 30 septembre, dont M. Masteau a parlé tout à l'heure, encourage les entrepreneurs de travaux immobiliers à opter pour la taxe à la production pour laquelle ils bénéficieront d'une réduction de 30 p. 100. Ce décret est doublement plus grave que le précédent: d'abord ses effets ne cessent pas au 31 décembre puisqu'il sera appliqué jusqu'au 31 mars 1954; ensuite si le remboursement par l'Etat est prévu dans le premier décret, rien de semblable n'est prévu dans celui-ci en ce qui concerne la perte sur le produit des taxes locales dont vont souffrir les communes.

Cela revient à dire par conséquent que si tous les entrepreneurs de travaux immobiliers prennent, encouragés par ce décret, la position de producteurs fiscaux, ils cesseront de payer la taxe locale dont profitent les communes et qu'ils payeront la taxe à la production, qui va tout entière à l'Etat.

L'association nationale des maires, l'association des présidents des conseils généraux, le groupe des sénateurs maires, le comité national du fonds de péréquation ont déjà, à plusieurs reprises, protesté contre cette tendance, maintes fois manifestée, du Gouvernement — et non pas seulement du Gouvernement actuel — d'encourager toujours la prise de position de « producteur fiscal » par diverses catégories de redevables.

Dans la mesure qui nous intéresse, nous sommes modestes en évaluant à quatre ou cinq milliards la perte que vont subir les collectivités locales du fait de l'application de ce décret. La démonstration est facile à fournir et je peux la faire si on le désire. Une perte aussi considérable que celle que subissent les communes du fait de la suspension de la taxe et du décret du 5 septembre, je le répète, ne fait l'objet d'aucune compensation.

Or, après M. le rapporteur de la commission des finances, je rappelle au Conseil de la République les dispositions heureuses par lesquelles il avait réglé la question du financement du fonds d'assainissement du marché de la viande. Hélas! les dispositions que nous avions votées n'ont été ni soutenues, ni retenues en seconde lecture à l'Assemblée nationale et la loi du 9 décembre 1953 entraînera un prélèvement nouveau de plus d'un milliard sur les ressources des collectivités locales. Je rappelle pour mémoire que la création antérieure de la taxe unique de circulation sur les viandes avait déjà lésé les collectivité locales...

M. Georges Marrane. Très bien!

M. le rapporteur pour avis. ...auxquelles on ne ristourne actuellement que 13 p. 100 de cette taxe unique, taux qui est manifestement insuffisant, sans qu'au surplus il ne soit tenu aucun compte de la surtaxe facultative que l'on continue de percevoir. (*Applaudissements unanimes.*)

M. Georges Marrane. Très bien!

M. le rapporteur pour avis. Je rappelle enfin que la non-imposition des ateliers d'Etat à la contribution des patentes a créé, pour certaines villes comme Tulle et Tarbes, une situation financière catastrophique, dont le Gouvernement a déjà eu à connaître.

M. le rapporteur. Et même pour Châtellerault.

M. le rapporteur pour avis. L'imposition, avec rappel, des régies communales et départementales à la taxe sur le chiffre d'affaires impose à ces communes, comme la Rochelle par exemple, ou à ces départements des versements considérables qui leur sont matériellement impossibles.

Sans méconnaître l'autorité et la valeur des avis du conseil d'Etat, nous pensons que le ministre des finances n'était pas absolument tenu de suivre cet avis et de l'exécuter immédiatement et qu'il aurait pu juger inopportun de le suivre si hâtivement et à la lettre.

Monsieur le ministre, le grand conseil des communes de France, qui sait que dans beaucoup de cas vous avez mené au sein du Gouvernement toute une série d'efforts pour défendre les collectivités locales, aurait été heureux d'aider de son autorité et de ses votes les initiatives nécessaires que — nous en connaissons quelques-unes — vous avez prises pour la défense des collectivités locales auprès du Gouvernement, initiatives que malheureusement le travail feutré des cabinets ministériels et la solidarité gouvernementale ne nous ont pas permis de connaître, de suivre et d'appuyer.

M. Georges Marrane. Le Gouvernement a soutenu les communes comme la corde soutient le pendu.

M. le ministre. Vous êtes un spécialiste en la matière.

M. le rapporteur pour avis. Ainsi le premier aspect du problème des collectivités locales est-il celui de la diminution de leurs ressources.

Le deuxième, c'est que, en même temps que ces pertes de recette étaient imposées aux collectivités locales, une série de mesures était prise qui, incontestablement, portait atteinte à l'autorité et à l'autonomie de ces collectivités locales.

Les explications fournies par le Gouvernement ou par le ministre des finances — je regrette d'ailleurs que ce dernier ne soit pas là — devant les craintes exprimées par les maires et par les présidents des conseils généraux, à propos du décret créant les commissions départementales d'investissements ou à propos de celui sur la responsabilité des comptables publics, ne nous ont pas convaincus. (*Applaudissements unanimes.*) Notre sentiment reste le même: ces dispositions sont nuisibles aux collectivités locales. Elles portent atteinte à leur autonomie, à leur autorité, ensuite de quoi nous les jugeons inadmissibles et nous demandons, comme l'a fait l'Assemblée nationale, l'abrogation de ces textes. (*Nouveaux applaudissements unanimes.*)

Serons-nous soutenus? Serons-nous entendus? Vers qui nous tourner sinon vers vous, monsieur le ministre de l'intérieur, tuteur et défenseur naturel et légal de ces collectivités locales,

qui sont, vous le savez mieux que nous, l'armature la plus solide et la plus durable de notre pays.

Enfin, le troisième et dernier aspect de la situation des collectivités locales, c'est que précisément, au milieu de ces difficultés, voici qu'en cette fin de 1953, au moment où nous enregistrons toutes ces atteintes, on nous présente un budget où les économies, selon M. le rapporteur, sont de 1 p. 100 sur les effectifs, de 11 p. 100 sur le matériel et de 27 p. 100 sur les subventions.

M. le rapporteur. C'est exact.

M. le rapporteur pour avis. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, ils parlent un langage clair et indiscutable, si malheureusement il est rigoureux. Les tableaux de comparaison du rapport écrit de M. le rapporteur me dispensent d'y revenir. Je n'ajouterai qu'une précision. Elle résume l'ensemble de cette situation. En 1947, ce n'est pas si loin, les subventions représentaient 50 p. 100 du budget du ministère de l'intérieur; en 1954, elles n'en représentent plus que 5 p. 100. Le Conseil de la République ne sera donc pas surpris que la commission de l'intérieur accepte et vous demande d'accepter la proposition de sa commission des finances pour marquer notre opposition à ces différentes tendances, éminemment préjudiciables aux intérêts des collectivités locales.

Le rapporteur de la commission des finances a consacré un chapitre particulier à la question du recensement. Vous connaissez le problème; le recensement est indispensable et urgent; il est remis en question depuis plusieurs années. On nous propose de le réaliser en 1954, mais, pour ce faire, le Gouvernement réduisait de 50 p. 100 et ne réduit plus, depuis la première lettre rectificative, que de 25 p. 100 le crédit de la participation de l'Etat aux dépenses d'intérêt général qui figurent au chapitre 41-51.

La commission est unanime — M. le ministre s'en doute bien — à condamner ce procédé. Nos collègues Hamon, Bernard, Zussy, L'Huillier, Deutschmann ont vivement protesté et la commission unanime regrette que les pouvoirs de notre Assemblée ne nous permettent pas une opposition plus vive et plus efficace. (*Très bien! très bien!*)

Cette subvention est une subvention obligatoire et la commission s'étonne, pour ne pas dire plus, que le Gouvernement ne respecte pas ses obligations. (*Applaudissements à gauche.*)

Mais il faut, je crois, élargir le débat. Car cette question n'est pas seulement celle de savoir si l'on peut admettre ou non la diminution de 25 p. 100 du crédit, c'est-à-dire de 912 millions. La question n'est pas seulement de savoir si l'on peut accepter que la participation de l'Etat aux dépenses d'intérêt général ait diminué en 1954 par rapport à 1953 pour telle ou telle raison. Cette question pose un problème beaucoup plus large que la discussion à l'Assemblée nationale n'a pas, à mon sens, suffisamment mis en relief. Vous permettrez au rapporteur de la commission de l'intérieur de tenter de le faire.

La contribution de l'Etat aux dépenses d'intérêt général, à quoi correspond-elle ? C'est la contrepartie, son nom l'indique, que l'Etat verse aux collectivités locales pour les dépenses d'intérêt général, c'est-à-dire pour celles que ces collectivités consentent le plus souvent au lieu et place de l'Etat.

Depuis plusieurs années, le taux de cette subvention n'a pas changé, alors que les charges, transférées de l'Etat aux collectivités locales, n'ont pas cessé de croître. Alors qu'il eût fallu augmenter cette participation de l'Etat aux dépenses d'intérêt général pour qu'elle correspondît réellement à l'accroissement des charges imposées aux collectivités locales, non seulement le Gouvernement ne la maintient pas au taux de 1953, mais encore la réduit de 25 p. 100, après avoir tenté de la réduire de 50 p. 100. Nous sommes — je m'excuse de le dire — en plein paradoxe, car il s'agit là d'un problème général qui existe et qui est connu: celui du transfert des charges.

Il a même été étudié d'une façon approfondie, une première fois par la commission de l'intérieur de l'Assemblée nationale, lors de l'examen du rapport Badiou sur le projet de loi n° 8065, puis, fort longuement, dans le rapport de l'inspection générale de l'administration du ministère de l'intérieur pour les années 1950 et 1951. Je ne veux pas me référer aux conclusions du rapport Badiou, rapport parlementaire qui pourrait, auprès de certains, paraître suspect. Mais celui de l'inspection générale du ministère de l'intérieur ne saurait l'être; or, il traite de la question du transfert de son chapitre 2, de la page 24 à la page 32.

En conclusion de cette étude, l'inspection générale reconnaît que tous les transferts de charges proposés par le rapport Badiou, c'est-à-dire les charges actuellement assumées par les collectivités locales et que le rapport propose de transférer à l'Etat, sont nécessaires. Mais elle va même plus loin; elle en ajoute d'autres, comme par exemple à la page 27, où l'inspection générale écrit: « Ces dépenses ne sauraient en toute logique incomber aux départements ou aux communes. Elles doivent être intégralement transférées à l'Etat et les crédits nécessaires inscrits au budget de l'Etat. »

Vous trouverez dans la suite du rapport de l'inspection générale toute une série de dépenses que la commission de l'intérieur de l'Assemblée nationale n'avait pas prévu de transférer à l'Etat, mais que l'inspection générale du ministère de l'intérieur elle-même propose de transférer, en plus de celles prévues par le rapport Badiou, à la charge de l'Etat. Ainsi, voilà, mes chers collègues, ce qui est souhaité par la commission de l'intérieur de l'Assemblée nationale, ce qui est souhaité et préconisé par l'inspection générale du ministère de l'intérieur. Au lieu de cela, nous attendons toujours que le projet de loi n° 8065, portant réforme des finances locales, et pour lequel existe déjà le rapport de la commission de l'intérieur, vienne en discussion.

Alors que ce rapport et le rapport de l'inspection générale reconnaissent la nécessité de transférer à l'Etat une partie des charges injustement supportées aujourd'hui par les collectivités locales, alors que, depuis la parution de ce rapport, de nouvelles charges sont encore venues s'ajouter aux précédentes, comme par exemple l'augmentation des dépenses de l'inspection médicale scolaire, dont nous n'avons pas fini de parler, le Gouvernement, non seulement n'augmente pas la participation, ne la maintient même pas au niveau de 1953, mais encore en propose la réduction.

Vous m'excuserez, mes chers collègues, de ce trop long développement à propos de la réduction de 912 millions de francs sur la participation de l'Etat aux dépenses d'intérêt général. Mais, monsieur le ministre, en même temps que contre cette amputation de crédits, et peut-être plus encore que contre elle, c'est contre l'évolution qu'elle traduit que nous tenons à nous élever. (*Applaudissements à gauche.*)

On supprime la taxe locale, on la suspend pendant trois mois, avec remboursement promis, mais non encore effectué; on accroît les charges des collectivités; l'Etat continue à se débarrasser sur elles d'une partie de son fardeau. Ce sont là des signes d'une politique et d'une évolution générales qui vont, je n'hésite pas à le déclarer, à l'opposé de l'intérêt et de la saine gestion des collectivités locales françaises. (*Très bien! très bien! sur les mêmes bancs.*)

Vous ne vous étonnerez pas, dans ces conditions, que la commission de l'intérieur, unanime, propose au Conseil de la République, par le vote d'une réduction qui ne peut, malheureusement, qu'être indicative — et elle le regrette vivement — de manifester sa réprobation contre les propositions faites sur ce chapitre.

Il me reste maintenant, et j'en aurai terminé, à dire quelques mots sur le problème algérien. Je serai bref, puisque nos collègues représentants de ces départements auront certainement l'occasion de préciser, au cours du débat, leurs préoccupations. Je bornerai mon propos à trois remarques.

En ce qui concerne les conditions de vie des Français musulmans d'Algérie en France, nous serions heureux que M. le ministre, qui a manifesté, nous le savons, un vif intérêt pour ces questions, nous précise à la fois les résultats obtenus et les réalisations qu'il se propose de faire demain.

Notre collègue M. Delrieu, appuyé par toute la commission, a fait remarquer qu'il est des expressions, disons maladroites. Ainsi, à la page 124 du « bleu » du budget, figure l'intitulé « investissements hors de la métropole ». En réalité, cet intitulé ne coiffe que deux chapitres, les chapitres nos 68-83 et 60-80, lesquels ne concernent absolument que l'Algérie. Pourquoi ne pas rédiger cet intitulé, comme on l'a demandé à la commission, de la façon suivante: « Investissements dans les départements algériens » ? La question est posée.

Voici une deuxième remarque qui porte également sur une question d'appellation. Le rapport de la commission des finances demande, à la page 16 du rapport écrit, une légère modification à l'article 21 du projet. Au lieu de l'expression « événements survenus sur le territoire des trois départements d'Algérie », votée par l'Assemblée nationale, la commission des finances demande que l'on dise: « survenus sur le territoire de l'Algérie » parce que l'expression « trois départements » employée par l'Assemblée nationale semble vouloir écarter les territoires du Sud. Ainsi qu'un collègue d'Algérie nous l'a fait remarquer, si vous vous reportez à la loi du 20 septembre 1947 portant statut de l'Algérie, vous verrez à l'article 1er que « l'Algérie constitue un groupe de départements dotés de la personnalité civile » et à l'article 50 que « les territoires du Sud sont considérés comme département ».

L'erreur, c'est donc de dire: « trois départements algériens ». Il n'y a pas trois départements algériens, il y a les trois départements classiques, plus les territoires du Sud qui, d'après l'article 50 du statut de l'Algérie, forment un département. Le terme « territoires » de l'Algérie a paru à deux de nos collègues comme susceptible de donner à cette expression une idée étroite que nous aimerions voir éviter. C'est pourquoi nous vous proposerons, par un amendement, de dire: « Les événements survenus dans les départements d'Algérie ».

Enfin, dernière remarque, d'importance plus générale: la commission estime que l'aide de la collectivité nationale aux départements algériens devrait être réalisée en fonction d'une ligne de conduite politique déterminée par le Gouvernement et non pas être livrée au hasard du moment et des possibilités. Il y a, pensons-nous, en Algérie, des impératifs sociaux et des impératifs économiques qui se traduisent par des dépenses budgétaires permanentes et prévisibles. Or, nous assistons à des discussions annuelles qui s'achèvent — pardonnez-moi cette image — par des dotations en dents de scie. Cette année, le Gouvernement dote le fonds de progrès social de 4 milliards, mais comme, d'un autre côté, il réduit les crédits d'investissements de 4 milliards, l'Algérie, semble-t-il, n'y gagne pas grand'chose, alors que la démographie pose chaque jour — M. le ministre qui vient de ces territoires le sait — des problèmes toujours plus graves de scolarisation, de chômage, de paupérisme.

La commission pense qu'il serait utile d'envisager, non plus seulement des crédits pour les investissements économiques et sociaux, mais très vite des crédits de fonctionnement, comme par exemple la prise en charge de la moitié des dépenses de la santé publique, de l'éducation nationale, des fonctionnaires. Des promesses avaient déjà été faites sur ces points, qui n'ont pas été tenues.

Voilà, mes chers collègues, les observations que votre commission de l'intérieur m'avait chargé de formuler sur le projet de budget. Je voudrais vous assurer, en terminant, que les préoccupations de la commission, qu'il s'agisse de l'administration centrale, de l'administration préfectorale, de la sûreté nationale, des collectivités locales, de la protection civile ou de l'Algérie, ont toujours été inspirées par le souci qu'elle a, au plus haut point, de faire que ce budget que nous considérons comme l'un des plus importants de la nation soit à la hauteur des responsabilité, de l'autorité et de l'efficacité indispensables de ce ministère. (*Applaudissements sur divers bancs à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. L'Huillier.

M. Waldeck L'Huillier. Le procédé insolite, dans notre Assemblée, qui dicte l'organisation des débats concernant les budgets, le temps très limité accordé pour la discussion aux différents groupes, témoignent des craintes que le Gouvernement a pour son proche avenir.

Le budget du ministère de l'intérieur qui nous est présenté a déjà fait l'objet de nombreux renvois à la commission par l'Assemblée nationale, renvois qui témoignaient de la volonté du Parlement d'en finir avec certaines méthodes, avec une politique qui se révèle désastreuse pour tous.

Le rapport de M. Masteau donne des indications intéressantes et des chiffres éloquents, encore que leur comparaison s'arrête à 1950. (*M. le ministre de l'intérieur quitte la salle des séances.*)

M. Georges Marrane. Le ministre n'a pas la conscience tranquille; il est parti! (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. le président. Je vous prie de ne pas interrompre, monsieur Marrane.

M. Georges Marrane. Je constate que le ministre s'est absenté; j'ai bien le droit de le dire!

M. Waldeck L'Huillier. Le budget que vous nous présentez est, plus encore que l'an dernier, consacré presque exclusivement aux dépenses de police. Ce n'est pas, loin de là, un budget qui puisse donner satisfaction aux 38.000 communes et aux 90 départements. Ainsi, sur 80 milliards de dépenses ordinaires, 62 sont affectés à la police, soit 77 p. 100 du total; l'an dernier, ce pourcentage n'était que de 72 p. 100.

Il en est de même pour les dépenses concernant les services centraux des préfectures; celles-ci, tant pour le personnel que pour le matériel, ne sont plus que de 12.572 millions, soit 15 p. 100 du budget contre 20 p. 100 l'année dernière.

Enfin, vous n'accordez maintenant que moins de 5 p. 100 du budget aux subventions destinées aux communes et aux départements. D'une année à l'autre — M. Masteau le soulignait — les subventions aux collectivités locales sont réduites de 2 milliards; mais si nous reprenons les chiffres d'il y a six ans, nous observons que le montant des dépenses du budget de l'intérieur en 1947 était de 33 milliards. A ce moment-là, 16 milliards et demi étaient destinés aux collectivités locales, soit 50 p. 100. (*A ce moment, M. le ministre de l'intérieur rejoint son banc.*)

Telles sont les caractéristiques essentielles de ce budget. Il ne peut d'ailleurs en être autrement, toute votre politique, monsieur le ministre, est farouchement réactionnaire et, comme le peuple ne l'accepte pas, vous avez besoin de renforcer votre Etat policier. Même lorsque les maires de France réunis en congrès manifestent avec calme et dignité dans les rues parisiennes, vous mobilisez la police; puis vous les faites défiler, sans doute par inadvertance, dans la cour du Louvre, au milieu des camions remplis d'agents.

Du même coup, les maires voyaient à quoi servaient les économies que vous réalisez depuis plusieurs années sur les subventions accordées autrefois aux collectivités locales!

C'est donc un budget qui reflète des intérêts de classe, un budget de répression et de police; c'est aussi celui d'une classe qui se sent perdue, que sa propre légalité étouffe et qui n'a plus comme espérance que de se maintenir par une politique de répression policière et d'abandon des intérêts du pays.

M. Clavier. On n'a pas du tout cette impression!

M. Waldeck L'Huillier. Dans la masse des dépenses de l'ensemble budgétaire que présente le Gouvernement, quelques chiffres ont une éloquence terrible: 9 millions pour la lutte contre le cancer, 45 milliards pour l'éducation nationale, 60 milliards pour l'installation des bases américaines en France, 76 milliards pour la police!

M. Georges Marrane. C'est clair!

M. Waldeck L'Huillier. Le rapporteur de la commission des finances a eu raison de démontrer que, lorsque vous tentez de réaliser des économies, elles portent sur les communes et non pas sur vos dépenses de police.

En même temps, M. Masteau fait ressortir dans son document l'inégalité de la contribution demandée dans l'effort d'économies aux différentes parties du budget: 1 p. 100 aux effectifs, 11 p. 100 au matériel, 27 p. 100 aux subventions destinées aux collectivités locales.

Pourtant la situation des communes est particulièrement inquiétante: 23.000 communes de moins de 5.000 habitants, représentant au total 13 millions de personnes, n'ont pas d'adduction d'eau. Au rythme actuel, il faudrait soixante ans pour installer partout l'eau courante.

Le retard est un peu moins grand en ce qui concerne l'électrification. Cinq cents communes cependant n'ont pas l'électricité. Deux millions de ruraux au moins ne sont rattachés à aucun réseau, tandis que 6 millions n'ont que la lumière et que 11 millions seulement sont desservis dans de bonnes conditions.

A ce tableau, il convient d'ajouter l'état des chemins ruraux, souci permanent des maires des petites communes, les bâtiments scolaires, trop souvent vétustes et insuffisants, et la quasi-impossibilité de contracter des emprunts, même peu importants, auprès des organismes prêteurs.

Dans certaines grandes villes, comme Toulouse, 4 p. 100 seulement des logements sont rattachés au réseau de tout-à-l'égout. La proportion est meilleure à Bordeaux: 13 p. 100! Quinze millions d'habitants en France ne bénéficient pas d'un réseau d'assainissement. L'équipement rationnel minimum des communes nécessiterait 1.000 milliards. Ce sont là, monsieur le ministre, vos propres chiffres.

Mais le peu de libertés municipales qui restaient et les rares possibilités d'exécuter les travaux sont encore de trop, il faut croire. Elles ne vont pas de pair avec la politique que vous menez. Ainsi, le Gouvernement dont vous faites partie, veut-il réduire les prérogatives restantes. C'est ainsi qu'ont été promulgués vos décrets-lois de l'été dernier.

J'attire l'attention du Conseil de la République sur le fait extrêmement grave que, non seulement on réduit les subventions des collectivités locales, mais encore qu'on s'ingénie à réduire systématiquement leurs ressources, et cela au bénéfice des finances de l'Etat; M. Pic l'a démontré tout à l'heure.

Il ne reste plus qu'une seule subvention de l'Etat au budget de fonctionnement des communes. Elle est dite d'intérêt général; c'est celle-là qu'on veut réduire de 50 p. 100 en la ramenant de 3.600 millions à 1.800 millions. M. Edgar Faure avait déjà tenté l'opération en 1950. Instituée en 1941, cette subvention a été, depuis cette époque, majorée une seule fois de 100 p. 100 en 1947. En réalité, elle ne correspond même pas au dixième des dépenses réelles que les communes assument au lieu et place de l'Etat.

Je voudrais faire un bref résumé des principales spoliations dont ont été victimes les communes depuis sept ans. Suppression des subventions d'équilibre en 1948. Un peu plus tard, le ministre des finances conseille aux industriels de prendre la position « producteurs », leur évitant ainsi de payer la taxe locale. Ainsi, l'Etat gagne en impôts ce que perdent les communes. Ensuite, la taxe unique sur les viandes diminue encore le produit de la taxe locale; il n'est accordé aux communes que 13 p. 100 de ristourne, chiffre qui est fixé arbitrairement par les services du ministère des finances. Il faut ajouter — M. Pic avait raison de le souligner — que la surtaxe de 0,25 p. 100 continue d'être perçue, et cela au bénéfice de l'Etat. Les milliards de la loi Barangé vont maintenant aux constructions scolaires au lieu et place de l'Etat. Je passe sous silence les tentatives faites pour détourner le fonds national de péréquation de son rôle. Ces tentatives d'ailleurs ont réussi parfois en ce qui concerne les départements métropolitains qui ont vu leurs attributions deux fois augmentées et les départements d'outre-mer bénéficier, de la part de ce fonds, d'une subvention de deux et trois milliards, ce qui évite à l'Etat de donner les subventions normalement dues.

Dans un passé récent, les décrets-lois du 30 septembre et du 7 octobre sont venu porter une atteinte considérable aux revenus de la taxe locale. Ces décrets permettent aux entrepreneurs de travaux immobiliers d'opter pour la taxe à la production réduite de 30 p. 100. Résultat: perte d'environ 6 à 7 milliards pour les communes.

La non-imposition des ateliers de l'Etat à la contribution des patentes entraîne également une diminution de recettes très importante. Enfin, et malgré les objections du Conseil de la République, l'Assemblée nationale a adopté la loi du 9 décembre 1953 qui affecte au fonds d'assainissement du marché de la viande un prélèvement de 10 p. 100 sur le produit de la taxe de circulation des viandes.

Le décret du 5 septembre portant suppression de la taxe sur certaines denrées s'ajoute à cela. Vous pouvez répondre, monsieur le ministre, que dans l'exposé des motifs du décret, vous avez prévu que les communes en seraient remboursées. Les maires ont tout lieu d'être méfiants, les précédents montrant qu'ils ont été lésés dans de pareilles opérations et, jusqu'ici, aucun remboursement n'a été effectué.

En résume, en 1954, les collectivités locales subiront une diminution totale de revenus d'environ 25 milliards; et cela, avec le consentement et le concours du ministère de l'intérieur, tuteur des collectivités locales, mais tuteur qui aide à dépouiller les mineurs confiés à sa garde!

Pour compléter ce tableau, il convient d'ajouter que le Gouvernement continue de mettre à la charge des communes et des départements des dépenses qui ne leur incombent pas. La liste en est considérable: les livrets de famille, les conseils de prud'hommes, les commissions de statistiques, les dépenses de justice, les tribunaux de police, les dépenses scolaires, et j'en oublie un grand nombre. Je me garderai bien de ne pas mentionner que l'absence de recensement, depuis trois ans, a permis à l'Etat de frustrer de nombreuses municipalités des ressources et subventions auxquelles le nombre réel de leurs habitants donnait droit.

A ce rappel de nos ressources communales, dangereusement diminuées, s'ajoute le péril qui menace les libertés municipales. Les décrets-lois d'août et de novembre sonnent le glas de l'autonomie communale. Le décret n° 53-710 créait une commission, irresponsable devant la population, et qui décidera de l'urgence et de l'opportunité des travaux. Le conseil municipal est dépossédé de tout pouvoir.

Un autre décret du 26 septembre, portant déconcentration administrative, sape les bases démocratiques de la structure et du fonctionnement de l'administration française et s'oppose formellement à la Constitution de 1946.

Enfin, dans ce domaine, le dernier né de cette série malfaisante est encore, si c'est possible, plus intolérable que les autres: c'est le décret du 29 novembre 1953. Il reprend un texte qu'on n'a pas, à l'époque, osé mettre en discussion devant le Parlement.

Ce décret dessaisit les conseils municipaux de toute initiative en matière d'assistance; les conditions d'octroi de divers secours d'assistance vont être aggravées. Il permet l'inscription d'une hypothèque légale sur les biens des bénéficiaires et va jusqu'à ce scandale qu'un vieillard à qui, par exemple, on refusera la carte des économiquement faibles et qui fera appel devant la commission centrale, pourra être condamné à une amende de 10.000 francs pour fol appel.

Les conseils municipaux, par décret, devront inscrire obligatoirement les dépenses qu'on leur indiquera dans leur budget. Les allocations militaires, payées jusqu'alors sur le budget de la défense nationale, passent à la charge des communes, ainsi que les indemnités compensatrices d'augmentations de foyers.

Le peu d'intérêt que manifeste le ministère de l'intérieur pour défendre les collectivités locales se complète par des circulaires qui comportent les mêmes formules que celles qui s'adressent aux fonctionnaires. Les préfets suspendent les maires dont les nuances politiques déplaisent. Le conseil d'Etat, d'ailleurs, infligé par la suite un désaveu au préfet de la Seine qui a été amené à reconnaître à la tribune du conseil général qu'il avait eu le sentiment d'avoir commis une illégalité en suspendant M. Gillot, maire de Saint-Denis.

M. le président. Je vous serai reconnaissant de conclure, monsieur L'Huillier.

M. Waldeck L'Huillier. Je vais terminer, monsieur le président.

M. Georges Marrane. Vous avez été plus indulgent pour les rapporteurs, monsieur le président.

M. Waldeck L'Huillier. A ce simple rappel, vous comprendrez combien est profond le mécontentement des élus municipaux. C'est la raison qui les a incités, pour la première fois dans les annales, à manifester lors de leur dernier congrès. Monsieur le ministre, vos commentaires déplacés qui ont suivi cette manifestation ne changeront rien, d'autant que vous avez assisté à une séance de ce congrès et que vous y avez observé un silence prudent. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Les maires continueront l'action qu'ils ont entreprise. Ils poursuivent deux objectifs: obtenir la réforme des finances locales et des lois organiques qui garantiront les franchises municipales.

L'article 4 *ter* du projet qui nous est soumis est explicite. Nous souhaitons que les textes que nous attendons depuis sept ans soient déposés à la date prévue, discutés et votés.

Les maires ne relâcheront ni leur vigilance ni leur action commune. La journée revendicative décidée par le 38e congrès se prépare malgré la pression gouvernementale pour en réduire la portée. Ils demandent, conformément à la loi et à la Constitution, de décider eux-mêmes, avec leurs conseils municipaux, de la gestion communale et des besoins de leurs administrés. Ils ne veulent pas subir une tutelle dont le seul mot, disait de Tocqueville, est une insulte. (*Applaudissements.*)

C'est pour ces raisons que le budget que vous nous présentez et qui ne répond pas à l'attente des maires ne peut recevoir notre approbation. Le pays désire que vous changiez de politique. Il veut, pour le ministère de l'intérieur un autre budget. C'est pourquoi le groupe communiste votera contre celui qui nous est soumis. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Bertaud.

M. Jean Bertaud. Monsieur le ministre, mes chers collègues, j'aurais voulu ne pas intervenir dans ce débat. Cela aurait signifié que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes et que nous n'avions ni à critiquer, ni à formuler des suggestions ou des demandes.

Une fois de plus, nous devons cependant à notre corps défendant, considérer que la perfection n'est pas de ce monde et qu'il faut encore faire pas mal de choses pour que nous puissions, tout au moins sur le plan humain, l'approcher.

Les remarques que je suis donc obligé de faire ne seront peut-être que la répétition de ce qui aura pu être dit dans les deux assemblées. Je m'en excuse. Pour être bref, je les dépouillerai de toute littérature et les énoncerai sèchement.

L'action que nous avons menée depuis plusieurs années pour que le Gouvernement respecte ses engagements envers la police, a abouti à un premier résultat puisqu'une amélioration sensible de la situation du personnel de la Sûreté nationale et de la préfecture de police a été réalisée. Mais il ne s'agit là, dans notre esprit, que d'une étape que devront suivre d'autres dispositions, qui ne devront pas trop tarder.

Si nous en croyons les déclarations faites par le représentant du Gouvernement à l'autre assemblée lors de la discussion du budget de l'intérieur, on se trouverait en présence de certaines difficultés pour concilier les prétentions de la Sûreté nationale et de la préfecture de police. Le mot de « guerre » entre les deux polices, qui se partagent, sur des plans divers, la mission de veiller au maintien de l'ordre et d'assurer la sécurité des citoyens et de l'Etat, a même été prononcé.

Nous ne nous laisserons pas influencer par une déclaration aussi liminaire susceptible de laisser croire qu'il existe des rivalités profondes entre la Sûreté nationale et la préfecture de police. Nous pensons, nous, que les desiderata exprimés tant par l'une que par l'autre, de ces deux administrations, tend à aboutir à une conclusion identique, c'est-à-dire respecter les engagements stipulés dans la loi et pris à leur compte successivement par les ministres qui ont eu à occuper le poste de l'intérieur depuis septembre 1948. Le mot de parité est souvent prononcé. Dans l'esprit de ceux qui peuvent avoir intérêt à maintenir l'équivoque, ce mot signifie peut-être maintien d'une inégalité de base entre deux services dont la mission quoique s'exerçant sur deux plans différents est commune.

Pour nous le mot « parité » signifie identité de traitement entre fonctionnaires dont le recrutement présente des analogies incontestables, dont la responsabilité est équivalente, dont les risques, enfin, sont pratiquement les mêmes.

Vous êtes, monsieur le ministre, en possession de suffisamment d'éléments d'information pour que je n'allonge pas le débat en établissant des comparaisons entre des grades et des chiffres. Si vous le voulez, vous pouvez donner satisfaction à tous et ce dans un laps de temps beaucoup plus court qu'il n'en a fallu à un congrès récent pour désigner le premier magistrat de notre IVe République. (*Sourires.*)

Vous référant aux statuts qui n'ont pas encore été définitivement établis, vous avez fait appel, toujours à l'Assemblée nationale, à la patience des intéressés... c'est un mot qui devrait être rayé du vocabulaire parlementaire et du vocabulaire ministériel. Quand on attend depuis près de six ans, la réalisation de dispositions formellement prévues par la loi on a semble-t-il fait suffisamment preuve de patience pour avoir le droit de se montrer tout de même impatient.

Il faut que tout soit fait et autant que possible bien fait, maintenant, sans plus attendre, aussi bien en ce qui concerne les statuts que le reclassement de toutes les catégories, la revalori-

salion de la prime de risque, le rétablissement de la prime d'habillement et enfin, la retraite. Si je cite cette dernière, c'est surtout parce que au cours des débats qui se sont déroulés, il y a environ un an dans cette même assemblée, j'ai rappelé à votre prédécesseur que la catégorie spéciale dans laquelle était classé le personnel de la police devait avoir pour conséquence de le faire bénéficier des avantages d'une retraite également spéciale — j'insiste sur le terme — tenant compte tout à la fois de la nature des services rendus et des sujétions qui lui ont été imposées par la loi. J'ose croire que lors de la discussion du prochain budget de votre ministère, nous n'aurons plus à revenir sur ces différents points.

Puisque nous parlons de la police, permettez-moi d'insister sur la situation de nos communes de banlieue qui voient s'amenuiser les effectifs dont elles devraient normalement pouvoir disposer, alors qu'au contraire les contingents spéciaux de participation aux services de sécurité qui leur sont imposés augmentent d'année en année dans des proportions qui leur paraissent anormales. Nous désirerions bien ne plus être défavorisés par rapport aux autres communes de France et conserver à notre disposition, pour la surveillance de nos rues, pour la circulation, pour veiller sur nos écoliers, le personnel qui nous est régulièrement affecté.

Lorsque l'administration centrale a besoin par exemple de personnel sédentaire, lorsque Paris a besoin d'hommes pour assurer certains services spéciaux, il me semble que l'on pourrait faire logiquement appel, dans le premier cas, aux employés en surnombre dans certaines administrations, et dans le second cas, aux compagnies républicaines de sécurité, mais de grâce, laissez à la disposition de leurs commissariats les agents dont les communes ne peuvent se passer sans inconvénients graves. Je vous demande donc très instamment, monsieur le ministre, de prendre note de ce désir commun à tous les maires de la Seine et de prendre toutes dispositions pour nous donner sur ce point satisfaction.

M'associant d'autre part aux déclarations de MM. les rapporteurs et des orateurs qui m'ont précédé à cette tribune et qui ont formulé des critiques relativement à l'insuffisance des ressources financières mises à la disposition des communes, soit par la diminution des subventions, soit par la réduction des participations aux impôts et taxes, et qui ont également protesté contre l'augmentation excessive des charges qu'elles ont à supporter, je voudrais maintenant traiter rapidement d'un autre sujet qui, ces derniers mois, s'est révélé d'une gravité exceptionnelle, celui de l'exercice des droits de tutelle sur nos collectivités. Nous désirerions savoir, une fois pour toutes, nous représentants qualifiés et légaux des collectivités locales, à qui nous devons rendre des comptes et qui doit superviser, tant que l'expression autonomie communale n'aura pas été définitivement rayée du vocabulaire administratif de notre pays, chacun des actes de notre vie municipale. Est-ce à vous, monsieur le ministre de l'intérieur, par l'intermédiaire de vos préfets, ou à votre collègue des finances ? Dépendons-nous de la place Beauvau ou de la rue de Rivoli ? (*Très bien!*)

A de multiples reprises, vous avez été informé de la situation équivoque dans laquelle nous nous trouvons. Une manifestation récente des maires de France a dû vous démontrer qu'il ne s'agissait pas de protester contre des incidents isolés, mais bien contre un ensemble de mesures qui, prises à l'encontre des droits des maires et des conseils municipaux risquent de paralyser la vie même des communes.

Certes, nous n'en voulons pas à des agents d'exécution dépendant du Trésor, qui appliquent des consignes qui leur sont données avec suffisamment de doigté pour que nous puissions comprendre que c'est à leur corps défendant qu'ils se font nos contrôleurs et nos censeurs. Mais nous voudrions tout de même savoir si chacun de nos actes, même ceux strictement conformes aux directives que nous recevons de vos représentants, en l'espèce les préfets, ou qui ont reçu expressément leur approbation, doit faire l'objet d'un supercontrôle risquant d'en atténuer ou d'en annuler même les effets. Elus directement par le suffrage universel, nous pourrions prétendre ne devoir rendre des comptes qu'à nos conseils municipaux et à nos électeurs. (*Très bien!*) Nous pensons ne pas abdiquer nos droits en acceptant le principe d'une autorité supérieure nous faisant part de ses avis, de ses conseils, mais ce que nous ne pouvons admettre c'est que cette autorité puisse en se divisant, nous donner l'impression que nous avons affaire à plusieurs maîtres qui, ne pouvant s'entendre entre eux, nous mettront un jour dans la pénible obligation de décider de n'obéir à aucun.

Voici les points essentiels sur lesquels je voulais attirer votre attention après tant d'autres et avant certainement tant d'autres.

Il me paraît de bon augure de pouvoir vous faire ces observations le premier jour de l'année; avec un peu de bonne volonté, elles pourront prendre, si vous le voulez bien, l'apparence de vœux qu'il vous appartiendra, monsieur le ministre, de réaliser, ce sur quoi nous nous permettons de fermement compter. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Delrieu.

M. Delrieu. Monsieur le ministre, mes chers collègues, « la loi de finances est la traduction chiffrée d'une politique qui demeure incertaine », nous disait récemment notre éminent rapporteur général, M. Berthoin, dont nous apprécions particulièrement le talent nuancé. Il ajoutait à cette appréciation que « bien des maux dont souffre la nation proviennent de l'inconsistance de la ligne de conduite suivie par le Gouvernement ».

Transposant ces formules, je voudrais vous prouver leur actualité en ce qui touche un domaine limité mais capital du budget de l'intérieur, celui qui concerne le groupe des départements algériens. Le manque d'unité de vues sur une politique d'ensemble éclate dans les fascicules budgétaires.

Comment se pose le problème ? La collectivité des départements français, non algériens, doit-elle aider financièrement le groupe des départements d'Afrique du Nord, en fonction de leurs réels besoins, sociaux et économiques? Dans quelle mesure ? conformément à quelle politique ? selon quel plan d'ensemble ? Depuis des années les budgets se suivent et tiennent peu compte, les uns et les autres, des demandes justifiées des départements nord-africains. Pour être objectif, il faut reconnaître tout d'abord que des efforts ont été accomplis en faveur du développement économique de ces régions, sous forme de prêts d'investissements par le fonds de modernisation et d'équipement.

De même les améliorations sociales ont reçu une impulsion nouvelle et un plan de progrès social se développe à cet effet. Quelques dotations métropolitaines ont participé. Malgré une certaine réussite, les résultats sont insuffisants et ne correspondent ni à l'attente publique, ni à nos propres souhaits.

Une véritable menace pèse désormais sur ces trois départements, si nous les considérons comme une entité autonome. Elle provient de la relative insuffisance de leur production par rapport à une démographie à développement accéléré. Cette surpopulation plus expansive, malheureusement, que l'économie provoque du paupérisme, du chômage et entraîne une surcharge de réalisations sociales, incompatible avec les seules ressources locales. L'effort louable de ces dernières années demeure incomplet. Des faiblesses en découlent, elles permettent à l'anti-France de s'assurer un facile tremplin politique.

Certains faits particuliers compliquent la solution de ce délicat problème. J'énumérerai rapidement les principaux: la prédominance d'une économie agricole, son orientation traditionnaliste, les aléas d'un climat sévère, la fidélité aux habitudes ancestrales et coutumières de la population musulmane, la faiblesse de l'industrialisation, l'éloignement de ces régions...

Ces faits constituent des goulots où s'étranglent de manière dissemblable l'évolution indispensable des populations vers les techniques modernes et les possibilités d'accroissement des richesses.

La modernisation de la production agricole, la parution à l'horizon d'espoirs miniers sérieux, le développement de l'industrie ne compense pas pleinement ces étranglements. Il faut les faire céder, sur le plan social et économique, en accélérant le rythme des investissements publics et privés.

Ces vieilles terres africaines qui, comme les côtes de Provence, sont baignées par l'antique Méditerranée, ont vu déferler des civilisations successives. Ce sont cependant des « pays neufs » en face des impératifs du modernisme.

C'est pourquoi ces départements africains ne cessent de réclamer, en fonction des promesses constitutionnelles, l'entr'aide des vieux départements européens. C'est pourquoi, monsieur le ministre, il faut définir une politique gouvernementale, prévoir un plan réel et réaliste et assurer son financement.

Votre budget amorce un timide pas en avant, mais avec de telles réserves que rien de solide ni de durable ne peut en naître.

Ces départements algériens préexistaient à la Constitution de 1946. Ils font partie de la République une et indivisible. Le statut dont ils furent dotés, en septembre 1947, n'est qu'une transition administrative heureuse dans la voie d'une assimilation qui s'harmonise avec la cadence de leur propre évolution.

Ils revendiquent hautement les charges qu'implique leur incorporation à la patrie française. Je n'en veux pour preuve que la gloire dont se sont couverts tous leurs enfants, musulmans ou non, dans les armées de la Libération, de 1942 à 1945, que la liste chaque jour plus longue du martyrologe de leurs soldats tombés en Indochine, que le rôle éminent tenu dans la vie nationale par les meilleurs de leurs fils.

La réciprocité revêt ici la forme de la solidarité. Elle doit répondre à l'espoir de nos départements bordant le sud de la Méditerranée. Malgré un certain particularisme administratif, ils doivent être traités à égalité avec les départements situés

au Nord de cette mer, sans que ce traitement puisse jamais être considéré, par quiconque, comme un privilège.

Je crois particulièrement utile d'attirer votre attention sur ce point: en droit comme en fait l'incorporation du groupe des départements algériens dans les textes constitutionnels leur crée une position et un statut totalement dissemblables de ceux des territoires voisins. Ce qui est obligatoire pour les premiers devient facultatif opur les seconds: monopole du pavillon, union douanière, concrétisent ces différences. La politique financière suivie par le Gouvernement n'en tient pas toujours compte.

Les trois départements d'Afrique du Nord, que nous souhaitons voir éclater, administrativement parlant, en au moins huit départements, pour faciliter leur administration et rendre plus aisée l'incorporation des territoires du Sud, s'alignent sur la métropole. Que ce soit sur le plan social, que ce soit sur le plan douanier ou culturel, et tant d'autres, dont le plan politique n'est pas le moindre, la tendance s'oriente vers l'assimilation. Cette synchronisation des départements africains au rythme de la France métropolitaine impose à celle-ci des obligations allant bien au delà de ce qui a été fait jusqu'à ce jour.

Le contraire impliquerait, monsieur le ministre, une revision des principes de base, avec une orientation politique différente. Cette netteté vaut mieux qu'une inconsistante action favorable seulement aux menées extrémistes. L'option politique justifie et détermine l'option financière.

Pour rendre plus concret cet exposé, permettez-moi, mes chers collègues, de vous rappeler quelques données statistiques sommaires:

Durant ces quinze dernières années, la population des trois départements algériens a augmenté de 21 p. 100. En 1938, il y vivait sept millions et demi d'habitants; en 1953, il en existe neuf millions et demi. Songez qu'en 1900 la population représentait seulement quatre millions de personnes.

La production agricole, base de l'économie algérienne, a suivi avec retard cette poussée démographique. Selon une formule, un peu brutale mais expressive, de l'un de nos plus grands quotidiens parlant de l'Inde, « la production est en retard sur la reproduction ».

Il est aussi facile que simpliste d'accuser l'administration française, même en l'étiquetant « colonialiste », de la responsabilité de cet état de fait.

Avec de la bonne foi et une solidarité nationale agissante, ce problème peut se résoudre pour le plus grand profit de tous.

Des efforts d'équipement agricole dont les résultats sont essentiels pour l'avenir essayent d'obtenir la transformation du caractère traditionaliste de l'agriculture par la modernisation du paysannat et le développement de l'hydraulique; mais la limitation des sols cultivables, le morcellement dû au surpeuplement, les caprices du climat ne permettront pas à cette formule, quelle que soit son utilité, de redresser, à elle seule, le déséquilibre actuel.

C'est pourquoi les investissements industriels, miniers et tous autres équipements demeurent éminemment souhaitables afin de mieux équilibrer la contexture économique de la province algérienne.

Depuis la guerre, le développement de la production industrielle a permis d'atteindre en valeur 28 p. 100 de la production globale.

Il n'en demeure pas moins que plus des trois quarts de la population sont occupés par les activités agricoles.

L'impossible extensibilité du sol, les difficultés de mise en valeur, la lenteur du développement industriel local, provoquent des phénomènes migratoires naturels tendant à rétablir l'équilibre entre les zones à haute et basse pression démographique.

Tous les ans, des dizaines de milliers d'ouvriers traversent la Méditerranée pour essayer de gagner leur vie dans les départements industrialisés. Ils viennent chercher, de l'autre côté de l'eau, un travail qu'ils ne trouvent pas sur place.

Ce problème essentiel est d'ordre gouvernemental.

Rien ne peut être valablement conçu sans un plan général où toutes les possibilités de l'Union française entreraient en jeu. L'on dit que Madagascar, la Guyane, l'Afrique équatoriale française ont besoin de bras. Que ne facilitons-nous des mouvements de familles, pour équilibrer les pressions ou les dépressions humaines si pénibles au point de vue social, si dangereuses au point de vue politique! Nos ministres, brillants certes, mais trop éphémères, ne trouvent pas le temps de s'attaquer au fond de cette question vitale. Des solutions fragmentaires permettent de prouver que l'on n'ignore pas le problème. C'est bien insuffisant. Que d'occasions perdues de bâtir du solide! Que sont, monsieur le ministre, vos prévisions? Où sont vos crédits pour les réaliser? Je ne vois rien de substantiel et le regrette beaucoup.

Si la province « Algérie » parvient à se suffire sur le plan alimentaire, le bilan de ses échanges marque une tendance inquiétante vers un déséquilibre chronique de sa balance commerciale. Elle se traduit par les chiffres suivants, rendus comparables entre eux par l'application d'un franc constant: En 1938, les exportations ont atteint 146 milliards et la balance commerciale était positive, avec un solde favorable de 17 milliards. En 1952, les exportations ne se montent plus qu'à 140 milliards et la balance commerciale se renverse, devient négative, accusant un déficit de 80 milliards, provoqué en majeure partie par l'accroissement des importations des produits de consommation.

Il semble utile de rappeler, à ce propos, que les courants commerciaux des trois départements algériens s'effectuent à concurrence de 75 p. 100 avec les départements métropolitains.

Un autre élément caractéristique de la vie interne de l'Algérie nous est apporté par le développement de son budget spécial. Il est passé, en francs constants, de 65 milliards, en 1938, à 110 milliards cette année, sans compter 17 milliards débudgétisés, ce qui accuse un total de 127 milliards, soit le double du budget de 1938.

Ceci explique que ces régions s'essoufflent et ne parviennent plus à réaliser dans le cadre du budget spécial les obligations locales nées de la conjoncture moderne. Ces données justifient l'appel à la solidarité nationale, d'autant plus que ce sont des lois votées par le Parlement qui ont dicté le rythme du développement des constructions scolaires et hospitalières et autres mesures analognes. Nous citerons pour mémoire le décret du 24 novembre 1944 sur le plan de la scolarisation totale, la loi du 26 septembre 1948 sur la constitution d'un fonds de progrès social, les plans quadriennaux de 1947 et de 1953 — ce dernier étant à l'étude.

L'aide métropolitaine existe, mais elle a besoin d'être normalisée, en fonction d'une constante politique nettement définie. L'an dernier, le fonds de modernisation et d'équipement a prêté approximativement 27 milliards et demi pour les investissements aux départements algériens qui sollicitaient un minimum de 35 milliards. De son côté, le fonds de progrès social recevait une petite dotation de 142 millions, alors que la loi qui l'a créé avait prévu que cette subvention devait égaler la moitié des crédits votés par le budget algérien. L'an passé, cette quote-part aurait dû dépasser 4 milliards et demi. Nous l'avons dit en temps utile au Gouvernement alors au pouvoir. Vainement!

Que conclure de cette action gouvernementale? Cette année, nous reconnaissons que nos observations, celles de nos collègues parlementaires, comme celles de nos amis de l'Assemblée algérienne, reçoivent, j'aurais aimé pouvoir dire satisfaction, mais je suis obligé de spécifier: un commencement de satisfaction. En effet, monsieur le ministre, et nous vous en remercions, vous avez regroupé les crédits pour les trois départements algériens dans une huitième partie de votre « bleu ». Vous subventionnez cette fois le fonds de progrès social par une inscription de 4 miliards, somme toutefois inférieure à la moitié légale, mais ceci marque tout de même un effort de bonne volonté que nous louons au passage.

Malheureusement, nous devons aussitôt critiquer avec amertume la réduction massive des crédits d'investissements.

Le chapitre 60-80 ramène de 27.500 millions à 24 milliards ces crédits pour le développement de l'économie algérienne, dont les quelques statistiques citées tout à l'heure vous ont montré à la fois l'urgence et la gravité.

C'est ici que se pose la question de savoir si le Gouvernement a vraiment une politique d'expansion pour les trois départements algériens. Il reprend d'une main ce qu'il donne de l'autre. Quelles conclusions en déduire?

Je me souviens, en raison directe du charme persuasif de notre éminent ministre des finances, des propres paroles de M. Edgar Faure. Il nous a déclaré qu'il bâtissait sa loi de finances sur la primauté de l'économique par rapport au financier. Il nous a démontré la valeur de l'expansion économique. Et ce même ministre, ce même Gouvernement, réduisent les prêts d'investissements alloués aux trois départements qui en ont le plus besoin, les trois départements d'Afrique du Nord.

M. Pellenc. Il y a bien d'autres contradictions entre les déclarations et les actes!

M. Delrieu. Nous les regrettons toutes.

Pays neuf, privé de la possibilité d'emprunter sur place, car les particuliers s'y autofinancent déjà difficilement, l'Algérie se trouve ainsi pénalisée. Nous ne pouvons pas admettre cette mesure, monsieur le ministre. Seuls les adversaires de l'unité française en seront satisfaits. Ou alors dites-nous que le Gouvernement envisage de modifier la politique déterminée par les lois assimilatrices que je citais tout à l'heure.

J'aurais admis, monsieur le ministre, une certaine réduction de ces crédits si vous aviez aidé ces trois départements d'une autre manière. Il eût été possible, en effet, de concevoir une aide indirecte par l'absorption, dans votre propre budget, et dans celui d'autres ministères, de dépenses de personnel à vocation générale, comme celui des préfectures, de l'éducation nationale, de la justice, de l'enseignement public et d'autres encore.

Ne croyez surtout pas, mesdames, messieurs, que je mette en cause, par cette proposition, le principe de l'autonomie financière du groupe des départements algériens prévue par le statut d'octobre 1947.

L'évolution accélérée de notre société justifie ces modifications. L'Algérie a enregistré, l'an passé, une promesse de notre distingué ministre de l'éducation nationale, qui se proposait de prendre en charge une partie des traitements des instituteurs publics. J'espère que cette promesse deviendra bientôt une réalité, malgré l'absence actuelle de dotation dans son budget. L'enseignement primaire, constructions scolaires exclues, représente une dépense de 10 milliards réglée par le budget algérien. Nos amis de l'assemblée algérienne n'ont pas été choqués pour autant par cette promesse de M. le ministre de l'éducation nationale, dont nous apprécions l'ardent dynamisme et la haute compétence. Ils ont vu dans cette modification des rapports entre l'Etat et la collectivité secondaire algérienne l'application d'un principe qu'ils ont eux-mêmes voté sur le plan intérieur. L'assemblée algérienne vient en effet de réaliser une réforme profonde des finances des collectivités locales, et de la répartition des charges entre elles, le tout harmonisé par une caisse de solidarité à gestion commune.

Je m'excuse de cette digression, mais elle apporte une justification, si besoin est, à l'éventuelle hypothèse de la prise en charge partielle de certaines dépenses de personnel. Je pense même qu'elle obtiendra facilement l'agrément du ministère de la rue de Rivoli, où la réforme de la fiscalité des collectivités secondaires et le nouveau transfert des charges sont si souvent prônés. Les maires de France ne viennent-ils pas de réclamer une évolution analogue, lors de leur dernier congrès tenu pour partie dans la cour du ministère des finances!

Comme je l'avais spécifié dans mon préambule, j'ai essayé de prouver l'interconnexion profonde qui relie entre eux les rapports budgétaires et politiques des trois départements algériens.

Je vous demande donc, monsieur le ministre de l'intérieur, de bien vouloir définir votre position sur l'ensemble de la politique gouvernementale en matière de développement économique et social des trois départements d'Afrique du Nord, et d'aligner votre budget sur cette politique.

J'espère que le Gouvernement, alerté par nos soins et l'action de nos amis depuis longtemps déjà, comprendra l'importance de ces quelques milliards pour l'évolution de ces départements. Je prononce ces paroles en conscience, avec la conviction et la sincérité que me dicte la gravité de ce problème.

Il se pose vraiment sur le plan national. Le sort de ces trois départements, placés par la géographie au Sud de la Méditerranée, ne saurait laisser indifférent le Conseil de la République, dont nous apprécions la haute sagesse. Si nous regrettons qu'il ne soit pas mieux armé pour l'action, nous savons que son autorité morale demeure pour tous un espoir.

Que sont, messieurs, ces 8 ou 10 milliards, à côté de l'appel d'une population de 9 millions d'âmes?

C'est pour elle la marche vers une vie meilleure, vers l'élévation dans la condition humaine, vers l'assimilation dans la patrie française, sous l'égide de la République, une et indivisible. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Benhabyles Cherif.

M. Benhabyles Cherif. Monsieur le ministre, l'ample discussion que requiert le budget de l'intérieur me fait un devoir d'être aussi bref que possible. Je limiterai donc mon intervention à l'examen rapide de trois questions précises. De toute évidence, il s'agit de l'Algérie et de son statut. Point n'est besoin de refaire ici l'historique d'une question qui a fait couler beaucoup d'encre ni de rappeler les débats passionnés auxquels la loi du 20 septembre 1947 devait donner lieu.

Le fait est que l'Algérie a été dotée d'un statut spécial, appelé selon l'esprit du législateur, à rassembler dans un climat affectif de sentiments et d'intérêts et dans une même communauté des groupements différents et distincts à plus d'un titre, c'est-à-dire des éléments vraisemblablement inassimilables parce que décidés à demeurer indépendants les uns des autres et à garder coûte que coûte leur originalité propre.

Dans quelle mesure ce nouveau régime a-t-il contribué ou peut-il contribuer à accélérer en Algérie l'évolution possible d'une politique d'unité humaine élargie et renouvelée? Là n'est pas la question. Pour l'heure, il importe seulement de rechercher si ce statut — dont l'un des meilleurs et des plus considérables artisans, M. le président Léon Blum, affirmait un jour « qu'il n'apporterait de progrès réels qu'à la condition qu'il fût appliqué de part et d'autre en pleine confiance » — a été exécuté avec autant de sincérité et de loyauté que d'aucuns se plaisent à le proclamer.

Pour ce faire, monsieur le ministre, je ne me livrerai à aucun bilan. Dans le choix copieux des réformes politiques ou sociales que prévoit la loi, il me suffit de prendre trois exemples: la suppression des communes mixtes, l'organisation à tous les degrés de l'enseignement de la langue arabe et l'indépendance du culte musulman. Trois perspectives et trois problèmes, dont la solution dans l'ordre des urgences est d'une impérieuse nécessité, mais dont aucun, hélas! n'a été résolu. L'institution des communes mixtes est, en effet, toujours debout; l'indépendance du culte musulman n'est pas assurée au même titre que celle des autres cultes; pour être plus précis, je dirai qu'elle n'existe pas; quant à l'enseignement de la langue arabe, il demeure complètement inorganisé à tous les degrés.

Ainsi, l'immobilisme de certaine assemblée, joint à l'inertie des pouvoirs publics qui, quelque regret que j'aie à le dire, contrôlent une fraction importante de cette assemblée, ont comblé les vœux de tous ceux qui, à des titres divers, sont hostiles au statut et semblent s'employer à en retarder l'application, particulièrement de ceux qui, comme en 1912, comme en 1916, comme en 1922, comme en 1931 et en 1936 se sont toujours élevés contre les légitimes aspirations de tout un peuple, qui a si souvent versé son sang pour la France sans contrepartie et sans même avoir la pensée de son immense mérite.

Je ne suis pas un adversaire systématique des communes mixtes; je n'ai pas la moindre prévention contre tous ces hommes qui ont, là-bas, charge d'âmes et d'autorité, bien au contraire. J'ai affirmé, une fois de plus, l'an dernier, mon sentiment à leur égard. Je sais trop, au surplus, à quels intérêts permanents ou fugitifs les plus divers se heurte souvent l'action de ces représentants de la France, pour ne pas leur rendre le public hommage qu'ils méritent. Oublieux de certaines défaillances dont nul corps de métier ne saurait être exempt, j'entends, aujourd'hui comme hier, dire l'expression de mon affectueuse et confiante sympathie à tous ceux qui, de près ou de loin, contribuent, par la constance de leurs nobles efforts, à donner conscience et vie à notre pays, à tous ceux qui, semant parfois parmi les décombres, y ont jeté un ferment de résurrection et de progrès. Mais je n'arrive pas, pour autant, à comprendre les raisons pour lesquelles les pouvoirs publics s'obstinent à prolonger l'agonie d'un régime que la loi elle-même a formellement condamné. On a peine à croire, en effet, après cent vingt ans de France, qu'à 25 kilomètres à vol d'oiseau de la mer, et même sur le rivage, il existe encore des communes mixtes dont on discerne mal désormais le sens et l'action. Au surplus, deux guerres successives ont complètement modifié l'état d'esprit et la mentalité des masses. L'enfant a grandi et, qu'on le veuille ou non, il grandira plus encore à l'avenir.

Vous savez tout cela mieux que moi, monsieur le ministre. C'est d'ailleurs pour tant et de si valables raisons que le Gouvernement, tenant compte des nécessités de l'avenir, a doté l'Algérie d'un statut spécial particulièrement avisé des contingences qui, pour n'avoir donné satisfaction à personne, n'en constitue pas moins tout de même un très grand progrès. Malheureusement, dès qu'il s'agit d'appliquer loyalement ce statut, on tergiverse, on hésite, on louvoie à tout le moins pour gagner du temps sur une échéance fatale. Comme si l'ajournement était une solution! Il ne peut s'agir pourtant de coller un emplâtre pour réparer certaines déchirures sociales.

Je vous assure, monsieur le ministre, que tous ces « fellahs », que tous ces Français musulmans comme on est convenu de les appeler maintenant — je me demande d'ailleurs pourquoi cette distinction et ce que vient faire ce qualificatif — je vous assure, monsieur le ministre, que tous ces Français tout court ont passé l'âge de la commune mixte.

C'est ainsi qu'à la veille d'une importante consultation électorale, la question suscite chez eux plus de commentaires que n'en a suscité le problème du statut lui-même. Depuis quelques jours, il n'est en effet question en Algérie que de candidats en quête d'investiture officielle. On ne parle que de « préfabrication », car, depuis l'an 48, monsieur le ministre, ainsi que l'écrit le savant historien M. Charles-André Julien, « la fraude électorale organisée est devenue en Algérie une institution d'Etat, considérée comme légitime pour défendre la souveraineté française ».

M. le ministre de l'intérieur. Ce n'est que votre opinion personnelle.

M. Benhabyles Chérif. Je ne m'attarderai pas, monsieur le ministre, à vous dire ce que tous les hommes raisonnables pensent de cette souveraineté française, — par la vraie, bien sûr, — dont certains détracteurs acerbes de notre cause devraient être un peu plus jaloux sous d'autres horizons, car, derrière cette musique infernale, nous avons en effet découvert plus d'une fois des inspirations insoupçonnées.

Invoquée à tout propos, et souvent hors de propos, avec force arguments spécieux sous prétexte de défendre le pays, cette lamentable histoire de souveraineté française, dont heureusement quelques personnes appelées au timon n'ont pas la même notion, n'a jamais eu en fait, le plus souvent, d'autre but que d'assouvir des vengeances, de régler d'inavouables différends personnels ou servir de sordides intérêts.

Il est d'ailleurs fort regrettable, monsieur le ministre, qu'en faisant de la fraude électorale le havre de sa sécurité politique, l'administration algérienne en ait fait aussi un dogme pour certains « initiés » de chez nous, candidats par vocation qu'un habile dressage tient toujours en haleine et dont les moins négligeables de tous sont les représentants de certaine féodalité nouvelle, sur laquelle cette administration officiellement « républicaine et laïque » continue à étendre sa féconde et sereine protection. C'est là, monsieur le ministre, un aspect particulièrement grave de la question.

Aussi bien, permettez-moi de penser que, tirant la leçon de l'expérience politique vraiment pas très heureuse de ces six dernières années, le Gouvernement que vous représentez ici, avec tant d'autorité et de distinction, est disposé à en finir avec certaines méthodes de violence politique qui, loin d'apaiser les esprits, n'ont réussi qu'à déchirer plus profondément la communauté algérienne. Je voudrais bien me tromper, monsieur le ministre, mais je vous affirme que, s'il est trop tôt pour esquisser, même à grands traits, l'aspect que va revêtir la prochaine consultation électorale dans le second collège, il est d'ores et déjà possible d'affirmer que, maîtres de leurs mouvements, les musulmans voteront en masse contre les candidats officiels, quel que soit leur rang et de quelque nom qu'ils s'appellent. Point n'est besoin d'en discourir plus longtemps, ni d'habiller de littérature une vérité de cet ordre. Les faits sont là et aussi certaines élections que je connais bien.

Au surplus, monsieur le ministre — et combien je m'excuse de vous poser la question — croyez-vous sincèrement que la France ait quelque profit à retirer de ces élections falsifiées, de ces assemblées qui ne sont plus parfois qu'une caricature de la représentation du pays ? Comment voulez-vous, en effet, que des gens, que vous avez appelés à la vie politique, puissent tirer un honnête et utile profit d'un instrument aussi délicat qu'un bulletin de vote quand l'administration elle-même leur montre le chemin de la fraude ? Je crois plutôt, monsieur le ministre, que la sagesse et l'honneur du Gouvernement seraient de ne plus miser sur le silence et la docilité d'un peuple qui, pour avoir maintes fois confronté les discours et les actes, et pour avoir entendu et vu tant de choses contradictoires, va finir par ne plus croire à rien. Il apparaît nécessaire, monsieur le ministre, que, tout au moins sur ce point, l'incertitude ne se prolonge pas plus longtemps. Il est temps de mettre un terme à l'équivoque et au paradoxe d'une loi française dont les pouvoirs publics français semblent s'obstiner à retarder indéfiniment l'application, au grand dommage des intérêts supérieure du pays. Nous avons besoin d'être rassurés par une déclaration nette et des actes définitifs, car le retrait pur et simple de ce bulletin de vote que la France nous a donné bouleverserait moins les consciences que le truquage des urnes.

Si la France considère que nous ne sommes pas aptes à exercer le droit de cité que nos enfants ont payé de leur sang, que ne le reprend-elle en toute loyauté au lieu de rechercher la solution dans l'astuce ? Que risque-t-elle au surplus, en dehors de quelques protestations d'ordre déclamatoire ? Nous n'avons en effet ni les moyens de la paysannerie française pour dresser des barrages et des barricades ni ceux des organisations syndicales. Nous serions d'ailleurs bien en peine de le faire, car nous n'avons pas de routes ou si peu... Fondés sur un concept particulier qu'on pouvait à la rigueur s'expliquer il y a cinquante ans, les communes mixtes sont de nos jours autant de contradictions sociales flagrantes dont plus rien ne justifie le maintien dans la majeure partie du territoire. Tel est le premier acte qu'avec le législateur nous vous demandons d'accomplir pour accélérer davantage chaque jour cet évolution qui est l'œuvre et l'honneur de la France, et que nous n'imaginons possible que dans le cadre d'une Algérie indissolublement et librement unie à la métropole.

Le second acte que nous attendons de vous, monsieur le ministre, n'en est pas moins méritoire, parce que, selon un mot célèbre, il est appelé à enrichir de leurs nouvelles différences deux humanités qui, hélas, se connaissent peu ou mal, bien que vivant côte à côte depuis cent ans. Il s'agit de l'organisation de l'enseignement de la langue arabe que prévoit impérativement la loi du 20 septembre 1947. C'est une question primordiale pour nous et je manquerais à tous mes devoirs envers vous, monsieur le ministre, si je ne vous signalais que, devant cette autre carence, l'opinion publique autochtone s'est également émue plus d'une fois. Parmi toutes les exigences utiles qui vous tiraillent à la fois dans l'ordre des réalisations algériennes, celle-là, en effet, est particulièrement chère à nos cœurs. Vous connaissez la question. Déjà en août 1944, l'honorable association des Oulamas, dépositaire de l'immortelle pensée d'Abdoulhamid Benbadis, avait en effet, dans un mémoire demeuré fameux, exposé à ce noble chapitre l'essentiel de nos revendications. Devant un Gouvernement désireux, celui-là, disait-il, de ne pas s'arrêter au seuil des problèmes sociaux et des idées qui montent, l'unanimité des musulmans avait réclamé, comme une nécessité d'ordre social et culturel, l'enseignement de l'arabe dans toutes les écoles primaires, ainsi que le droit d'élever nos enfants dans des établissements confessionnels.

Qu'est-il advenu de ce programme ? Je crois bien que non seulement on n'en a pas réalisé grand chose, mais qu'on a encore paralysé l'action de notre enseignement libre en aggravant les multiples incidents qu'un état d'esprit élémentaire d'intolérance eût pu et dû éviter. Les brimades contre les maîtres, les fermetures d'écoles, c'est la seule aide que l'administration ait apportée à l'enseignement libre qui, en réservant une grande place aux devoirs civiques, éduque nos enfants dans un esprit de discipline, de justice et de respect de la loi absolument irréprochable et qui est votre meilleur auxiliaire, le meilleur auxiliaire de la France dans la lutte contre l'analphabétisme.

Ce sont en effet les Oulamas qui, rassemblant toutes les énergies éparses, ont vivifié, par la renaissance du véritable esprit de l'Islam, l'enseignement routinier de nos sommolentes zaouïas.

N'est-il pas étrange, en effet, que l'Arabe soit considéré comme langue étrangère dans notre propre pays, bien plus étrange encore ce fameux arrêté du 12 juillet 1945 qui impose aux maîtres des écoles coraniques certaines connaissances de la langue française, attestées par une commission d'examen ? Comprenne qui pourra. Pour apprendre à nos enfants la langue et la religion de leurs aïeux, il est désormais indispensable que le Mouderrès écrive et parle correctement le français. L'éloquence de tels faits en dit plus long que tous les raisonnements. Que le professeur d'une Médersa ait accès à une très belle langue de plus qui lui ouvre une large fenêtre sur le monde, particulièrement sur la France et sur une civilisation de suprême élégance, rien de mieux. Bien au contraire, nous voudrions que, au lieu d'une seule langue, cet éducateur en connût plusieurs. Excès d'abondance n'a jamais nui à personne. C'est, en effet, un honneur ou tout au moins une joie intense de l'esprit pour tout Musulman du Nord de l'Afrique de parler, en dehors de la sienne propre, une des plus belles langues du monde. Rien n'enrichit et n'élève davantage le cerveau et la compréhension. Mais vouloir murer un individu dans une langue étrangère dont il n'a pas besoin pour exercer sa profession, c'est là, monsieur le ministre, une conception pour le moins exorbitante, dont le résultat le plus évident est d'accentuer les malentendus, de creuser davantage les fossés et de multiplier les heurts. Dans tous les pays du monde la contrainte n'a jamais réussi, car elle provoque des réactions violentes.

M. le président. Mon cher collègue, je vous prie de conclure. Vous avez déjà dépassé votre temps de parole de cinq minutes. Je ne fais qu'appliquer une décision du Conseil.

M. Benhabyles Chérif. Plusieurs orateurs sont restés à la tribune trente minutes au moins, cependant, je vais abréger mon exposé.

Certes, faire face aux besoins intellectuels de nos enfants avides autant de savoir que de pain et d'hygiène, ouvrir de nouvelles classes, décongestionner des locaux, recruter des maîtres, augmenter les effectifs scolaires, est évidemment une œuvre dont nous apprécions tout le prix. Mais donner satisfaction au désir légitime des parents, en permettant aux jeunes musulmans d'apprendre à l'école libre ou à l'école laïque la langue de leurs aïeux et aux enfants des Français algériens de se familiariser avec une langue dont ils ont constamment besoin, serait faire preuve du souci d'un avenir plus harmonieux et plus fraternel. C'est là, monsieur le ministre, un des points où l'accord peut être particulièrement facile et particulièrement fécond. Sur le plan même de nos relations individuelles, je crois que c'est l'échange de nos langages respectifs qui contribuera le plus à la création de cette « âme commune », dont nous nous plaisons à carresser parfois le rêve.

Pour nous, monsieur le ministre, la langue de nos aïeux est tout simplement un lambeau de notre propre chair, comme l'est pour vous cette sublime langue française dont le génie si original et si profondément humain rayonne sur tout le globe après en avoir fièrement bousculé toutes les frontières. Trop souvent des personnes ont tendance, en effet, à ne bien comprendre que leurs propres sentiments. Ils ne réalisent ceux des autres que le jour où, dans une certaine mesure, ils les subissent à leur tour. Comment dès lors la France, qui a été si souvent déchirée et meurtrie au cours de son histoire glorieuse et millénaire, pourrait-elle oublier un seul instant que la moindre atteinte portée à la langue du Coran aurait toujours de pénibles résonances dans les mosquées que chacun de nous porte dans son cœur! J'ai bien peur, monsieur le ministre, qu'à force de lésiner sur ces évidences on en arrive un jour à porter de nouveau le conflit dans l'intimité des consciences. C'est cela qui serait grave. Les causes désastreuses de l'exode

de Tlemcen, en 1911, n'ont pas d'autre origine. Elles sont inscrites en clair dans des erreurs de cette nature.

Rassurez-vous, mesdames, messieurs, je me garderai bien d'évoquer dans son ampleur et sa diversité un problème aussi délicat que la loi du 20 septembre 1947 a essayé de régler en toute impartialité, en réalisant l'indépendance du culte musulman au même titre que celle des autres cultes. Je voudrais simplement vous signaler qu'après deux ans de laborieux débats, des solutions de moyen terme ont été adoptées par la commission désignée à cet effet par l'Assemblée algérienne, qui a préalablement entendu de nombreuses personnalités représentant les divers courants de la pensée religieuse musulmane et qui a dégagé de ces auditions la conclusion qui s'impose. L'Assemblée algérienne, en application de la procédure instituée aux articles 15 et 16 du statut, a soumis à votre bienveillant examen, pour homologation, un certain nombre de décisions auxquelles, fait sans précédent dans les annales algériennes, oulémas, confréries religieuses, membres de la justice musulmane, personnel du culte et notables divers se sont ralliés, façon comme une autre de sortir raisonnablement de l'impasse créée en Algérie par l'absence d'une haute autorité musulmane.

J'entends bien, monsieur le ministre, que toute association de caractère culturel ou non, placée sous la loi de 1901, ne peut recevoir de dons ou de legs, ni assurer une gestion financière quelconque, si elle n'est reconnue d'utilité publique. J'entends bien aussi qu'en vertu de la loi de séparation du 9 décembre 1905 et du décret d'application du 27 septembre 1907, une association cultuelle ne peut pas être reconnue d'utilité publique. Il est évident que c'est le caractère de l'organisme en soi et non le qualificatif qui provoque l'interdiction. Nous sommes tous d'accord là-dessus. Mais le principe de la propriété des fondations pieuses dites « Habous », comme le fait remarquer judicieusement certain contre-projet, ne se posant plus, il était facile de résoudre le problème par la rétrocession.

J'en ai terminé, monsieur le ministre, je m'excuse d'avoir tant abusé de votre patience et de celle de l'Assemblée. Nous voilà bien loin quand même d'avoir examiné tous les grands problèmes algériens. Celui des amitiés africaines mériterait pourtant, à lui seul, une minutieuse et longue mise au point que nous vous laissons le soin de faire, persuadés que nous sommes de la bienveillance instinctive du ministre de l'intérieur, chef suprême de l'Algérie, à l'égard de tous ses ressortissants. Il y a en effet quelque urgence à situer et à définir aussi exactement que possible la position quelque peu indéterminée de tous ces fonctionnaires en retraite accourus vers les « Dar-el-Askri ».

Vous conviendrez aisément, monsieur le ministre, que nos pères, nos frères et nos enfants ne se sont pas battus pour permettre à un organisme reconnu d'utilité publique, dont ils sont l'âme et le but, de servir d'autres intérêts que les leurs.

Nous ne pensons pas non plus qu'il y ait quelque empêchement majeur à l'homologation de certaine décision soumise à votre haute approbation depuis le 28 décembre 1950. Il s'agit du projet de loi relatif à la création des communes rurales en Algérie. Dans le domaine politique, la commune étant la cellule de base, il y a intérêt, en attendant l'organisation progressive des nouvelles communes rurales, que les communes mixtes soient gérées par les conseillers municipaux, les adjoints spéciaux et les présidents de Djemaas, sous la présidence de l'administrateur des services civils. Il ne serait enfin peut-être pas complètement inutile d'élargir la base de recrutement de l'élite. On ne saurait continuer, sans dommage pour la paix sociale, à émettre des chèques sans provision. Dans le clair miroir de sa conscience, la France reconnaîtra ceux qu'elle a formés à son image, elle les trouvera essentiellement attachés à son œuvre...

M. le président. Mon cher collègue, je vous demande à nouveau de conclure. Croyez bien qu'il ne m'est pas agréable d'agir ainsi.

M. Marius Moutet. Le représentant de l'Algérie mérite tout de même d'être entendu. Si l'on n'écoute pas un homme comme M. Benhabyles Chérif, je vous demande qui nous fera entendre la voix de l'Algérie ? (*Applaudissements à gauche et sur divers autres bancs.*)

M. Benhabyles Chérif. Pour répondre à l'appel de M. le président, je vais encore couper dans mon intervention, mais je tiens à nouveau à faire remarquer que d'autres orateurs ont parlé bien plus longuement que moi.

M. le président. Veuillez poursuivre votre exposé, mon cher collègue.

M. Benhabyles Chérif. Je ne vous aurai donc signalé que quelques aspects essentiels de ce problème algérien, dont nous vous confions, en toute loyauté et en toute amitié, l'étude, parce que vous êtes venu à nous et que vous avez pu recueillir sur place, en vos mains heureuses, les riches moissons qu'un siècle de labeur commun a préparées à la France. Je ne doute pas non plus que là-bas vous ayez lu dans tous les yeux et deviné dans toutes les attitudes la volonté de tout un peuple de filer avec la France un lien neuf et solide.

Soyez en tout cas respectueusement assuré, monsieur le ministre, qu'en vous réservant un accueil chaleureux et enthousiaste, nous n'avons fait, nous musulmans, qu'obéir à la loi de nos aïeux, car l'adversité n'a pas éteint en nous des qualités propres à notre race.

Si donc vous nous accordez ce que nous sollicitons, au nom du sang versé par nos enfants, nous ne regarderons pas comme le payement d'une dette les mesures que vous prendrez à notre égard. Nous devrons uniquement cette grâce à la bonté de la République, qui veut bien, comme le roi, se croire redevable à ceux de ses sujts qui ont bien servi l'Etat. « La gloire qui s'attache aux belles actions les payent assez », disait-on déjà au dix-huitième siècle « et doit suffire à un peuple de qualité ». (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. Abel-Durand.

M. Abel-Durand. Monsieur le ministre, mes chers collègues, la discussion du budget du ministère de l'intérieur, tuteur des collectivités locales, serait l'occasion normale pour le Parlement d'examiner la situation faite aux départements et aux communes dans l'administration du pays. Mais ce n'est pas au moment où vient en discussion ce budget qu'il est possible d'engager le large débat qui serait cependant nécessaire. Nous sommes pressés par le temps, engagés dans une véritable course contre la montre. Ce n'est pas non plus le jour d'engager un tel débat parce que le premier jour de l'année est traditionnellement consacré aux compliments (*Sourires*), et que les représentants des collectivités locales n'ont à adresser au ministre de l'intérieur que de sévères critiques, qu'à lui exprimer des griefs qui mettent en cause, d'ailleurs, les gouvernements qui se sont succédé depuis le rétablissement de la légalité républicaine. Tous, plus ou moins largement, ont des responsabilités dans l'état de choses actuel.

Il vous a cependant été réservé, monsieur le ministre, d'atteindre le paroxysme. Jamais avant vous, depuis la loi organique du 1er août 1871, il n'avait été aussi ouvertement porté atteinte aux libertés locales (*Applaudissements unanimes*) que dans le décret auquel le rapporteur de la commission des finances et de la commission de l'intérieur ont déjà fait allusion en termes excellents.

La loi de 1871 avait fait réaliser un progrès réel dans la voie de l'autonomie. Cette autonomie, la Constitution du 27 octobre 1946 l'a expressément consacrée sous réserve d'un pouvoir de contrôle de l'administration supérieure dont la légitimité n'est pas contestée tant qu'elle demeure dans des limites respectueuses des droits propres des collectivités locales. (*Très bien! très bien!*)

L'article 87 de la Constitution reconnaît aux collectivités territoriales le droit de s'administrer librement par des conseils élus au suffrage universel. « L'exécution des décisions de ces conseils est assurée par leur maire ou leur président ». Qu'est-il advenu de l'application de ce texte ? Le Gouvernement a bien déposé un projet de loi qui en règle l'application, mais certain jour d'un mois de juillet de je ne sais plus quelle année, grâce à l'habileté d'un ministre de l'intérieur, la prise en considération de ce texte a été rejetée, et il est resté depuis lors en panne.

Il existe un autre texte, immédiatement applicable, qui, par lui-même, a force exécutoire; c'est l'article 105 de la Constitution: « Toutefois, les actes accomplis par le préfet, en sa qualité de représentant des départements, seront exécutés par lui sous le contrôle permanent du président de l'assemblée départementale. »

Dirai-je que ce texte est resté lettre morte ? Non, à la vérité, car il nous permet parfois d'asseoir sur une base légale les interventions que nous pouvons avoir à faire auprès du représentant du pouvoir central. Mais, je vais plus loin: si ce texte était appliqué à la lettre, de quelle cocasserie administrative ne donnerait-il pas le spectacle ? On verrait un préfet, représentant du pouvoir central, exercer sa tutelle sur l'administration départementale, et être soumis, d'autre part, dans les actes qu'il accomplit pour l'administration départementale, au contrôle permanent du président du conseil général (*Sourires*), contrôle qui se heurte d'ailleurs à la complexité du mécanisme administratif.

Disons-le, un *modus vivendi* a été réalisé parce que le préfet et le président du conseil général sont gens de bonne compagnie! Ce *modus vivendi* varie d'ailleurs au gré des relations personnelles existant entre l'un et l'autre, si bien que de ces relations personnelles dépendent les relations administratives.

Mon propos n'est pas d'insister sur ce point. Si j'y fais allusion, c'est pour ne pas donner à penser que les collectivités départementales, et les conseils généraux en particulier, consentent à l'abandon des droits qui leur sont reconnus et dont

les présidents de conseils généraux notamment pensent qu'il est possible d'obtenir un aménagement raisonnable, ménageant la collaboration des préfets à laquelle ils attachent un prix dont je vous ai montré, il y a quelques jours, ce que je pense par l'attachement que je porte à la stabilité de la fonction préfectorale.

Ce que je veux surtout marquer, c'est que les pouvoirs des conseils généraux vont en s'effritant et qu'il ne nous reste plus guère qu'une apparence, avec la survivance de fait de l'autorité morale que les conseillers généraux et leur président possèdent près des populations.

L'essentiel des attributions des conseils généraux est de voter des impôts pour des dépenses à l'engagement desquelles ils n'ont aucune part. (*Très bien! très bien!*)

C'est le cas, notamment, des dépenses d'assistance qui figurent dans les budgets départementaux pour 50 p. 100.

Voix nombreuses. Au moins!

M. Lachèvre. 71 p. 100 dans mon département!

M. Bernard Chochoy. 62 p. 100 dans le Pas-de-Calais!

M. Abel-Durand. C'est le cas de la Seine-et-Oise. La proportion exacte, dans mon département, est de 60 p. 100.

La voirie, cet autre grand poste des dépenses départementales, est gérée par les ingénieurs de l'Etat. Sans qu'il y ait dans ma pensée aucune intention de critique vis-à-vis des éminents techniciens qu'ils sont, j'estime que la structure même du service ne se prête guère — c'est le moins que j'en puisse dire — à l'exercice d'attributions qui restent théoriquement dévolues aux conseils généraux.

Et que dire d'un système fiscal qui ne laisse aux conseils généraux que le choix entre laisser en souffrance des besoins réels et s'exposer aux réclamations des contribuables contre l'application du système surrané de ces centimes additionnels à un principal fictif que l'Etat a abandonné lui-même pour ses propres impôts ?

Le dédain de l'administration vis-à-vis des finances des conseils généraux s'est étalé, dans les mois derniers, sans aucune pudeur — laissez-moi le dire. La démonstration en a été faite tout à l'heure par M. Masteau et par M. Pic, à propos de ces textes qui, au mois d'août et au mois de septembre, ont modifié la structure des taxes qui sont à la base des impôts locaux et des ressources locales.

L'association nationale des présidents de conseils généraux ne cesse depuis sa fondation de demander la réforme de la fiscalité départementale, dont la nécessité est affirmée en termes particulièrement vigoureux par qui ? Par les inspecteurs des finances, par les inspecteurs généraux de l'administration, par deux documents émanant du ministère des finances et dont la valeur est considérable, les inventaires de la situation financière de la France en 1926 et en 1932.

Nous avons vu succéder différents projets de réforme fiscale. Aucun n'a encore pu venir en discussion. Il y a été fait allusion au mois de septembre; que sont devenus ces projets du mois de septembre ? Je l'ignore. Quel a été l'accord entre divers ministères intéressés ? Je ne veux pas y jeter les yeux.

Je ne puis cependant laisser ignorer à mes collègues qu'en tant que président de conseil général, j'ai reçu hier de M. le secrétaire d'Etat au budget une lettre me faisant apercevoir des vues sur lesquelles mon optimisme naturel peut concevoir quelque espérance.

Mais ce sur quoi je veux insister, c'est sur ce document, auquel on a fait allusion à plusieurs reprises, concernant le décret du 9 août 1953, qui crée la commission consultative des investissements. Ce texte, lorsqu'on en entreprend l'étude, apparaît comme un ensemble de dispositions administratives; mais au fond, que révèle-t-il ? Il révèle les résultats qui s'étalent au grand jour d'une évolution qui, mettant en brèche des textes formels, d'ailleurs cités dans ce document, nous ramènent, par une voie oblique et souterraine, au Second Empire. (*Vifs applaudissements.*)

M. Pierre Boudet. Très bien!

M. Abel-Durand. On voit dans un document comme celui-ci que, pour les collectivités locales et les départements, le produit des emprunts est soumis aux investigations de cette Assemblée; on a mis entre parenthèses: (article 41 de la loi du 10 juin 1871). Mais l'Assemblée de 1871 pensait bien que les droits qu'elle reconnaissait aux conseils généraux seraient exercés par eux et qu'ils ne seraient pas soumis, plus qu'au contrôle, à l'autorisation expresse de fonctionnaires locaux, pour qui j'ai le plus grand respect, mais qui, étant les représentants de l'administration des finances, sont imbus d'un esprit qui ne peut être l'esprit large de l'administration et, j'ose le dire, monsieur le ministre, de votre propre administration, dont très souvent il m'a été donné d'apprécier la compétence et la collaboration.

Je vois ensuite, dans ce même document, des textes comme celui-ci, à propos de subventions ou de prêts de l'Etat — j'attire l'attention des conseillers généraux sur ce point — « pour l'attribution de subventions, il peut donner lieu à un ordre de priorité ou à un classement par une autorité autre que l'autorité de tutelle de l'administration centrale, notamment pour le cas de constructions scolaires pour l'enseignement du premier degré. »

Voici un détail précis. Un de nos collègues, M. Pauly je crois, m'a communiqué une lettre d'un conseiller général de son département lui signalant que les conseils généraux s'étaient vu enlever les pouvoirs qu'ils détenaient en ce qui concerne le droit de priorité pour la construction de bâtiments scolaires. J'ai cherché vainement dans un texte de décret ou d'arrêté comment les conseils généraux avaient pu se voir enlever cette prérogative. Je l'ai trouvé non dans un texte d'arrêté, mais dans une circulaire qui donne à quatre ou cinq fonctionnaires, composant la commission d'investissements, le droit d'apprécier « l'intérêt économique et l'utilité sociale, avec l'indication du volume des besoins à couvrir ».

L'intérêt économique! L'intérêt social! Ne sont-ce véritablement pas là des problèmes sur lesquels les décisions des conseils généraux devraient prévaloir ? (*Applaudissements*) Ce sera le trésorier des finances, le directeur de l'enregistrement qui auront à se prononcer sur ce point.

Mais je m'arrête, car l'heure s'avance.

M. Chazette. C'est bien dommage!

M. le président. Je vous en remercie.

M. Abel-Durand. La commission des finances, à cette infraction aux lois, à la Constitution de notre pays et à des lois qui s'imposent d'abord aux ministres avant de s'imposer aux contribuables, a donné tout à l'heure la sanction qu'il convient: la suppression substantielle des crédits.

Je ne veux ici, mes chers collègues, qu'être l'interprète de protestations qui me sont parvenues des conseils généraux de nombreux départements. C'est sur les termes de la dernière que je veux clore mes observations. Il s'agit du conseil général du Gard qui a pris une délibération se terminant par ces mots:

« Le décret du 9 août 1953 charge des fonctionnaires qui, en général, n'ont pas d'attaches personnelles dans le département où ils exercent leur activité de déterminer l'urgence des projets et leur donne le pouvoir d'en suspendre l'exécution.

« Le conseil général estime que cette mesure désagréable... » — entendez bien, monsieur le ministre, « désagréable » — « car la marque de défiance qu'elle comporte à l'égard des élus du suffrage universel est antidémocratique. »

J'ai terminé. (*Vifs applaudissements unanimes.*)

M. le président. La parole est à M. Hauriou.

M. Hauriou. Mes chers collègues, le Conseil de la République ne comprendrait pas qu'ayant devant nous M. le ministre de l'intérieur nous ne lui demandions pas à notre tour quelques explications sur les incidents du 15 décembre dernier et surtout que nous ne lui disions pas notre sentiment sur le climat de contrôle administratif et policier qu'on tend à faire peser sur les étudiants, sur l'université et même sur le pays tout entier.

Je ne reviendrai pas longuement — car ce point a été traité comme il convenait dans l'autre assemblée — sur les incidents du 15 décembre, bien que j'en sente profondément le caractère douloureux à la fois comme parlementaire et comme membre du corps enseignant.

Il n'est contesté par personne que les étudiants et les lycéens qui, il y a quinze jours, témoignaient par une manifestation leur gratitude envers l'Assemblée nationale, ne nourrissaient aucune intention agressive à l'égard du service d'ordre, qu'ils ne se sont livrés à aucune provocation...

M. Courrière. Très bien!

M. Hauriou. ... et que le déclenchement des brutalités policières a été opéré pour ainsi dire de sang froid.

C'est précisément cette sorte de sang-froid dans les sévices infligés à des jeunes gens et à des jeunes filles sans défense qui vous met indirectement, monsieur le ministre, mais nettement en cause.

Je sais bien, ainsi que vous l'avez indiqué à l'autre assemblée, que des instructions avaient été données aux responsables du service de l'ordre. Certes, elles ne prévoyaient pas les mesures qui ont été prises par la suite pour disperser le cortège. Mais en dehors des instructions immédiates, même écrites, il y a un climat général de contrôle policier, dans lequel les agents d'exécution sentent ou croient qu'ils peuvent, comme on dit vulgairement, « y aller ». (*Applaudissements à gauche et sur quelques bancs au centre et à droite.*)

Et ce climat, il semble bien qu'il se soit développé depuis que vous êtes place Beauvau, monsieur le ministre. Lorsqu'il s'appesantit sur des hommes comme nous, engagés dans la vie et dans la politique, habitués par conséquent, à certaines laideurs de l'existence, cela n'a pas beaucoup d'importance; et puis d'ailleurs nous sommes de taille à nous défendre. Mais lorsqu'il prétend atteindre des étudiants et des lycéens, nous disons non.

Les jeunes, les étudiants de France sont l'espoir de la patrie; ils travaillent dans des conditions pénibles, doulou-

reuses même. Ils doivent s'asseoir dans des amphithéâtres combles, où la plupart du temps ils n'ont pas la possibilité matérielle de prendre des notes. Les travaux pratiques leur sont souvent inaccessibles, parce que les locaux ne sont pas suffisants pour contenir ceux qui voudraient y accéder. Ils habitent, pour beaucoup, dans des chambres meublées parfois sordides et mal chauffées. Ils souhaitent naturellement des conditions de travail meilleures, une vie extérieure plus décente. Que lorsqu'ils applaudissent aux efforts entrepris par le Parlement pour améliorer leur sort ils soient arrêtés, frappés à coups de matraque, c'est là un scandale contre lequel notre assemblée s'élève, je pense, unanime. (*Applaudissements à gauche.*)

En ce premier jour de 1954, je suis persuadé que le Conseil tout entier voudra dire aux étudiants et aux étudiantes, en même temps que notre réprobation pour les brutalités dont ils ont été victimes et notre ferme volonté qu'elles ne recommencent pas, notre affection et tous les espoirs que nous mettons en eux. (*Applaudissements à gauche, à l'extrême gauche et sur divers bancs au centre et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. Olivier.

M. Jules Olivier. Monsieur le ministre, mes chers collègues, mon intention était de développer certains points à cette tribune. Je ne le ferai pas, puisqu'ils l'ont été avec éloquence et conviction par MM. les rapporteurs de la commission des finances et de la commission de l'intérieur.

Je voudrais simplement rappeler à M. le ministre quelques questions qui lui ont été soumises et que les circonstances, j'en ai maintenant la conviction, conduisent peu à peu vers un oubli total. Cet oubli est peut être justifié du fait que le département que j'ai l'honneur de représenter, l'île de la Réunion, est perdu à 13.000 kilomètres dans l'Océan indien. Ce n'est pas une raison. Nous avons, au début de l'année, connu à l'île de la Réunion une grève de fonctionnaires. Je dois avouer que cette grève, dès ses débuts, a été très populaire et qu'elle a bénéficié de la sympathie sans cesse croissante de toute la population.

Par quoi était justifiée cette grève ? Par ce qu'un ministre a appelé lors de son passage il y a quelques mois à la Réunion une « monstruosité ». Je parle de la fameuse prime d'installation. En quelques mots, je vais vous dire en quoi elle consiste.

Lorsqu'on a décidé de faire de la Réunion un département français, on nous a appliqué toutes les lois qui avaient été discutées et votées pour la métropole. Elles ne pouvaient pas y être appliquées sans discernement et nous ignorions le fonctionnement de nombreux services que nous avons été obligés d'ouvrir. Il était normal de nous envoyer des fonctionnaires de cadres pour nous mettre au courant. Or, il n'est pas moins normal que ces fonctionnaires venant travailler à 13.000 kilomètres de la Mère-Patrie, obtiennent un dédommagement. Le Parlement avait donc voté une prime d'installation pour ces fonctionnaires. Or, nous n'en avions besoin que de dix ou douze au maximum. Ont-ils été indiscrets ? Ont-ils, dans leurs lettres à ceux qui étaient restés en France, fait valoir la vie royale qui était la leur à la Réunion ? Toujours est-il que, par suite d'arrêtés, de circulaires, on a fini par donner cette prime d'installation à quantité de fonctionnaires que l'on nous envoie sans discernement, alors qu'on pourrait très bien assurer le recrutement sur place. Ainsi, on nous envoie des garde-champêtres, des gardes-forestiers, des facteurs, des cantonniers.

Or, voici comment est perçue cette prime d'installation. A l'arrivée, le fonctionnaire touche six fois son traitement, deux fois et demie pour sa femme et une fois pour chaque enfant. Au bout de deux ans, il a un congé. Il rentre en France. Puis il revient de la métropole. On l'installe à nouveau. Il touche la prime. Il part au bout de quatre ans. Il revient une troisième fois. On l'installe cette fois encore et, malgré ces trois installations successives, au bout de six ans, il quitte le département. Il rentre en France où il a versé — car à la Réunion, il touche des francs C. F. A. — sept ou huit millions qui l'attendent bien tranquillement.

Que cette prime soit donnée, puisque le Parlement l'a votée, cela est normal. Je ne m'élève nullement contre ceux qui la perçoivent, mais je proteste contre ce fait qu'à côté des fonctionnaires métropolitains il y a des fonctionnaires créoles qui, eux, ne touchent absolument aucune prime et en sont réduits à la portion congrue, avec des traitements très inférieurs. Le résultat, au point de vue social, est lamentable. Il s'est creusé un fossé entre les fonctionnaires métropolitains et les fonctionnaires créoles. Ces derniers sont pourtant des Français qui aiment leur pays, mais ils se trouvent divisés par cette question matérielle et c'est ce qui a motivé la grève.

La grève a pris fin sur la promesse formelle de M. le président du Conseil que la prime d'installation serait supprimée. Depuis quatre mois, les fonctionnaires créoles ont repris consciencieusement le travail, et rien n'a été fait. C'est pourquoi je dis à M. le ministre: il y a deux mois que je suis rentré de la Réunion, je suis tenu au courant de ce qui s'y passe; nous allons à nouveau, si les promesses ne sont pas tenues, au devant de troubles sociaux. Il ne faut pas que ces troubles se produisent. Nous avons besoin, dans la situation critique où se trouve la Réunion au point de vue financier, économique, social, de travailler dans le calme, dans la paix. Il vous appartient, monsieur le ministre, de tenir la promesse faite et de ne pas décevoir les créoles qui ont eu confiance en vous. (*Applaudissements à gauche.*)

M. Georges Marrane. Confiance mal placée!

M. Jules Olivier. Je vous livrerai mon idée sans arrière-pensée. J'ai la certitude — comme peut-être les trois autres départements d'outre-mer — que la Réunion est l'éternelle Cendrillon de la métropole, depuis qu'elle a été érigée en département, au point de vue de l'administration locale. La ville de Saint-Denis, dont je suis le maire, compte 41.000 habitants; sur ces 41.000 habitants, il y a 12.000 contribuables. Or, pour l'établissement du budget primitif de 1954, nous recevons des ordres impératifs portant défense de voter des centimes additionnels supérieurs à ceux qui ont été recouvrés en 1953. La moitié seulement des centimes ont été recouvrés en 1953; c'est donc un abattement de 40 millions qui nous est imposé sur un budget de 160 millions.

Autre chose, le rétablissement de la taxe sur les transactions était destiné à permettre aux communes de faire face à leurs obligations. Cette taxe, on nous l'a chiffrée à 30 millions pour Saint-Denis; seulement, on nous a dit: « Vous ne faites qu'un passage de comptes, parce que vous devez rembourser les avances que l'Etat vous a consenties en 1949 et 1950 ». Sur les trente millions, on m'en a laissé quatre.

L'établissement du budget sera difficile, mais ce n'est pas encore cette question qui m'inquiète: ce sont les réalisations sociales. Il y a, à l'heure actuelle, un malaise profond à la Réunion. J'ai dit tout à l'heure les trois points sur lesquels il portait, au point de vue financier, au point de vue économique et au point de vue social. Je voudrais tout de même, je ne dis pas que l'on nous appliquât un traitement de faveur, mais que l'on fût moins dur avec nous qui sommes loin, avec nous qui ne sommes département que depuis quelques années, qui n'arrivons qu'avec peine à nous assimiler à la mère-patrie.

Pourquoi ? Parce qu'il y a des pêcheurs en eau trouble qui profitent de la situation; un jour, la situation sera telle que le Gouvernement dira: « Ce n'est pas cela que j'ai voulu »; mais moi, je dis au Gouvernement: Par votre indifférence, peut-être par un oubli volontaire, ou par des promesses que l'on fait avec l'intention de dire que là-bas on oubliera parce qu'on est loin, vous créez cette situation déplorable. Il sera peut-être trop tard le jour où le pire va éclater.

J'aborde un troisième point et je termine mon exposé. Nous n'avons pas de ressources à l'île de la Réunion, ou elles sont tellement réduites qu'elles ne suffisent pas pour parer aux dépenses qui doivent être faites. Notre île est ravagée constamment par les cyclones et les ruines s'accumulent. Nous voudrions tout de même tirer parti de la beauté de notre île, car la nature nous a gâtés si, à un autre point de vue, les hommes nous oublient.

Nous voudrions attirer à la Réunion les touristes de l'Afrique du Sud, de l'île Maurice. Un syndicat d'initiative s'est créé. Des hommes de bien, des hommes désintéressés ont mis en marche ce syndicat, avec leurs propres deniers. Ils ont demandé une subvention. Il était normal qu'on leur en accorde une.

Mais, monsieur le ministre, lorsque le budget vous est parvenu, vous avez supprimé indistinctement toutes les subventions. Vous me direz que, quand on est pauvre, on ne vient pas en aide aux autres. Mais si! Si l'on veut aider ce département à se procurer des ressources, on peut bien risquer les quelques milliers de francs qui seront rentables, car ils rapporteront à l'intérêt général.

C'est ce que nous avons fait pour le syndicat d'initiative. Mais la subvention nous fut supprimée. Les membres du syndicat ont démissionné et nous restons avec nos beautés, avec des ressources inexploitées et avec notre misère grandissante.

Dernière question, et j'en aurai terminé. Il semble que tout s'acharne sur ce département et je vous assure que, par nature, je ne suis pas pessimiste.

Nous avons à la Réunion une compagnie de C. R. S. Ces hommes, qui sont là depuis quatre ans, sont estimés de tous. Ils sont admirables chez nous de dévouement. Je dis ce que j'ai vu et ce que je vois journellement. Ils font leur service d'une manière parfaite. Beaucoup d'entre eux se sont mariés avec des jeunes filles créoles. Ils ont fondé un foyer. Au bout de quatre ans, ils doivent rentrer en France. Ils voudraient retourner à la Réunion. On leur refuse un troisième séjour. Or, aucune loi n'empêche le retour d'un C.R.S. là où il a servi pendant quatre ans, s'il en manifeste le désir et si son état de santé le permet.

Pourtant, automatiquement, on le refuse aux hommes, tandis qu'on l'accorde aux officiers. Il y a pourtant de nombreuses raisons, ne serait-ce que du point de vue sentimental et humain, pour que vous donniez satisfaction à ces demandes. Ces jeunes

femmes créoles qui viennent en France payent de leur santé leur séjour, parce qu'elles ne supportent pas le climat rude de la métropole, pas plus que leurs enfants.

Ne pourriez-vous, monsieur le ministre — d'autant plus qu'il n'y a pas beaucoup de demandes — examiner avec bienveillance celles qui vous sont adressées ?

Les familles réunionaises, qui sont patriotes dans l'âme — je l'ai déjà dit et je le répéterai tant que j'aurai l'honneur de siéger dans cette Assemblée: la Réunion aura toujours en moi un défenseur acharné (*Applaudissements*) — vous en seraient reconnaissantes. Elles sauraient que vous avez fait un geste pour que leurs filles reviennent, avec leur mari et leurs enfants, là où elles ont passé leur jeunesse, à côté de leurs vieux parents.

Je n'ajouterai rien d'autre, monsieur le ministre; je vous fais confiance. (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Léo Hamon.

M. Léo Hamon. Monsieur le ministre, les orateurs se succèdent et les sujets de critiques comme le lieu auquel elles s'appliquent. Les miennes porteront sur les affaires de la métropole. L'essentiel ayant été dit, notamment dans les excellents exposés de nos deux rapporteurs, je m'en tiendrai à deux points, brièvement: les finances communales et le fonctionnement du service de la police.

MM. Masteau, Pic, Abel-Durand et d'autres encore ont dit avec plus de compétence que je ne saurais en apporter dans quelles conditions se trouvent aujourd'hui les finances locales. Mais il me sera permis de rappeler — j'étais président de la commission de l'intérieur au moment où fut créé le fonds national de péréquation de la taxe sur les ventes au détail — que votre prédécesseur, monsieur le ministre, a réalisé alors une réforme qui retirait de l'ordre des recettes locales pour le transférer au fonds de péréquation nationale ce qui, jusque là, constituait la propriété et la perception directe des collectivités locales. Le transfert ayant été réalisé des collectivités locales à la nation, vous diminuez à présent pour les collectivités locales le montant de ce qui ne leur avait été retiré à l'époque pour la perception qu'afin de leur être, paraît-il, mieux conservé pour le montant global, en sorte que l'opération a été effectuée en deux temps; d'abord un dessaisissement de la perception, le volume total devant être maintenu, voire même augmenté — j'ai encore en mémoire les paroles et les assurances de votre prédécesseur M. Jules Moch — ensuite, aujourd'hui, la diminution par l'Etat de ce qu'il n'avait prétendu retirer aux collectivités locales que pour le leur rendre ensuite, mieux réparti et même accru.

Et les questions viennent alors naturellement. Quatre ou cinq milliards seront perdus sur le total des perceptions de la taxe sur les ventes au détail du fait de l'exonération des entrepreneurs de travaux immobiliers. Comment les communes vont-elles en être effectivement remboursées ? J'entends bien que des assurances ont été données. Mais quelles sont les mesures pratiquement prises ? Quelles assurances pouvez-vous nous donner que les payements seront faits et ne seront pas interrompus, faute de crédits ?

Quid du remboursement des recettes perdues au titre de l'exonération des entreprises de l'Etat à la patente ? *Quid* de la compensation des recettes perdues au titre de la détaxe des produits de large consommation d'après le décret-loi du 5 septembre 1953 ? Et *quid* encore du remboursement des perceptions perdues et qui ne sont même pas chiffrées au titre des exonérations dernièrement introduites pour les allégements favorables à l'essor de la productivité ?

Ce que nous vous demandons aussi, ce que nous voulons connaître, monsieur le ministre, ce sont les mesures déjà arrêtées pour éviter que les communes fassent les frais des largesses de l'Etat, pour que le dessaisissement des années précédentes ne s'accompagne pas d'une spoliation qui, dans la situation générale évoquée devant vous tout à l'heure par mes prédécesseurs, serait particulièrement grave.

Ayant ainsi parlé des personnes morales, à présent je parlerai des personnes physiques; ayant parlé des communes, je parlerai des citoyens. Au lendemain de ces manifestations du 15 décembre j'avais, monsieur le ministre, posé au chef du Gouvernement et à vous-même deux questions avec débat.

Par la première, je vous demandais « quelles explications vous croyez devoir fournir sur le comportement du service d'ordre devant une manifestation de la jeunesse universitaire demandant un relèvement des crédits attribués au budget de l'éducation nationale et quelle suite vous entendiez donner aux incidents survenus ». J'ai l'impression que je n'ai plus grand'chose à dire sur ces incidents eux-mêmes, d'abord parce que M. Hauriou en a parlé à l'instant avec beaucoup d'autorité et d'émotion à la fois et que je n'ai rien à ajouter après ce qu'il a fort bien dit; ensuite parce que je me trouve avoir la rare bonne fortune d'aborder cette tribune en connaissant par avance votre opinion sur ces incidents.

Je lis, en effet, dans un texte qui nous vient de l'autre Assemblée:

« Emue des incidents douloureux qui ont marqué, le 15 décembre, la manifestation des étudiants de Paris, en faveur du vote de crédits décents pour le budget de 1954 de l'éducation nationale;

« Réprouve l'agression dont ces étudiants ont été victimes;

« Exprime sa sympathie et ses vœux de rétablissement aux blessés;

« S'indigne des procédés employés pour briser une manifestation régulièrement autorisée et incontestablement pacifique de notre jeunesse étudiante, animée en la circonstance de soucis tout à fait honorables et légitimes;

« Demande des sanctions contre les responsables des brutalités de certains membres de la police et la réparation du préjudice causé aux étudiants qui en furent victimes;

« Souligne que la manifestation des étudiants, auxquels s'étaient joints les membres du corps enseignant, traduit le profond malaise qu'éprouve la jeunesse de notre pays;

« Requiert en conséquence du Gouvernement un exposé de ses conceptions sur la politique de la jeunesse... »

Mes collègues, attentifs comme il convient aux travaux de l'autre Assemblée, ont sans doute déjà reconnu le texte que je viens de lire. Ce n'est pas, ils le savent, une interpellation d'un orateur de l'opposition; ils savent que c'est un ordre du jour adopté par l'Assemblée nationale et que cet ordre du jour n'est pas le fait d'une opposition chagrine; ils savent que cet ordre du jour a été voté par l'Assemblée unanime et que, par conséquent, monsieur le ministre de l'intérieur, vous figurez vous-même parmi ceux qui l'ont voté.

Vous êtes exactement le quatrième nom de la troisième colonne de la page 7031 du *Journal officiel*. Je connais donc vos sentiments, votre indignation, vos résolutions; je vous loue donc de ces sentiments et de ces résolutions.

M. Georges Marrane. Mais c'est lui le responsable!

M. Léo Hamon. Si vous me le permettez, monsieur Marrane, je désirerais développer seul ma pensée sur ce point.

Puisque vous avez voté ce texte très éloquent et très vigoureux, monsieur le ministre, vous vous êtes également prononcé pour un débat sur l'ensemble de la politique du Gouvernement à l'égard de la jeunesse. J'aurai garde de vous en demander aujourd'hui l'ouverture. C'est l'objet de ma deuxième question orale avec débat, et comme le chef du Gouvernement figure également parmi les 621 députés qui ont voté cet ordre du jour, je suppose que M. le président Laniel, si la nouvelle année lui prête existence présidentielle et gouvernementale, acceptera dans les plus brefs délais, devant le Conseil de la République, ce débat auquel je me suis permis, dès le mois dernier, de le convier.

Je crains, en effet — ceci ne vous concerne pas personnellement, mais élargit le débat aux dimensions du Gouvernement tout entier — qu'il ne faille parler d'un régime dans lequel on frappe, parce que c'est sans doute plus facile, ceux auxquels on ne sait donner ni les livres, ni le travail, ni le logement. (*Applaudissements à gauche.*)

M. Jacques Debû-Bridel. Très bien!

M. Léo Hamon. Quoi qu'il en soit, et tout en vous donnant rendez-vous, mes chers collègues, à ce débat que les membres du Gouvernement souhaitent, vous le voyez, eux-mêmes, je voudrais revenir aux incidents du service d'ordre qui sont l'objet du débat d'aujourd'hui. Je parlerai, monsieur le ministre, de la police parisienne, sans sévérité, sans aigreur, et même, pourquoi ne pas vous le dire, avec une certaine émotion.

Car, quand je pense à la police parisienne, je me souviens toujours de cet après-midi du 19 août 1944 où j'étais dans la cour de la préfecture de police avec les policiers insurgés, cependant que retentissaient les coups de canons allemands aux portes de la maison libérée. J'ai dit ce jour-là aux policiers, dans les entretiens que nous avions lorsque les clandestins se retrouvaient enfin malgré la différence des accoutrements, que leur attitude avait créé entre la police de Paris et le peuple de Paris un lien qui ne serait pas oublié. Je veux répéter ici — non pas tant comme sénateur du département de la Seine, mais plutôt encore en ma qualité d'ancien vice-président du Comité de libération — que nous ne laisserons pas briser ce lien et que nous ne laisserons pas passer ces souvenirs.

Mais, pour maintenir cette solidarité, ce contact qui fut révélé dans l'épreuve, il y a des choses qu'il faut ne pas faire, il y a des choses auxquelles il faut mettre fin. Les gardiens de la paix ont un métier dur. Leur tâche n'est pas de reconnaître quels sont les ennemis, mais d'appliquer les consignes qui leur sont données. La responsabilité incombe à ceux qui leur donnent les consignes. (*Applaudissements à gauche.*) C'est pourquoi un supérieur n'est jamais absolument irresponsable des excès contre lesquels vous vous êtes indignés; il n'est en tout cas jamais irresponsable de leur impunité ou de leur renouvellement. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

M. Georges Marrane. Très bien!

M. Léo Hamon. Bien des questions se posent alors. Lors d'incidents antérieurs avec la police, vous ou votre prédécesseur, monsieur le ministre, par une attitude différente de celle que vous avez prise dans le dernier débat, et par un souci... oserais-je dire sportif, que je dois reconnaître, vous vous êtes porté défenseur de ce qui s'était passé.

Il y a eu des incidents dont ont été victimes des manifestants communistes et vous avez répondu qu'ils avaient eux-mêmes attaqué le service d'ordre. Il y a eu des incidents dont ont été victimes des Nord-Africains et vous avez répondu qu'ils avaient attaqué le service d'ordre, et que l'on comptait encore davantage de victimes dans les rangs de celui-ci. Il y avait eu « l'incident » dont avaient été victimes deux prêtres ouvriers, incident qui a amené un haut fonctionnaire de votre département à donner son assentiment sur les conditions et les pays dans lesquels ceux qu'il appelait ces « singuliers ecclésiastiques » devraient exercer leur ministère. Or, quel que soit le traitement que les autorités ecclésiastiques entendent réserver aux prêtres ouvriers — puisqu'on en parle beaucoup aujourd'hui — je pense que la notion de séparation de l'église et de l'Etat, à défaut d'autre chose, s'oppose à ce qu'un fonctionnaire de la police fasse aux autorités ecclésiastiques des suggestions sur la manière dont elles doivent affecter les prêtres ouvriers. (*Applaudissements à gauche.*)

M. Jacques Debû-Bridel. Cette attitude est en effet indécente.

M. Léo Hamon. Et puis, monsieur le ministre — comment vous dire cela en termes suffisamment modérés ? — il y a un certain ton pris par certaines des personnes qui parlent en votre nom. Ces personnes ont beaucoup de fougue et de combativité, ce qui est sans doute une qualité; mais — il y a dans cette salle des membres des assemblées parisiennes qui peuvent, je crois, porter témoignage pour infirmer ou confirmer mes propos — je pense qu'il y a un certain ton dans les déclarations de ceux qui ont l'honneur de parler au nom du Gouvernement de la République qui doit être tenu avec beaucoup d'attention.

M. Jacques Debû-Bridel. C'est parfaitement exact!

M. Léo Hamon. Car si la mesure est une qualité à laquelle les hommes politiques eux-mêmes doivent s'efforcer de ne jamais manquer, si la retenue du propos s'impose à chacun de nous et si les manquements y sont regrettables, ceux qui viendraient de hauts fonctionnaires de la République seraient particulièrement critiquables et risqueraient de susciter chez des agents subalternes ces agissements excessifs qui trouveraient alors une excuse dans le fait que l'immodération du propos du supérieur aurait pu entraîner l'immodération du geste de l'inférieur.

Aussi, puisque vous vous êtes indigné de tous ces faits, puisque vous avez manifesté votre intention de voir prendre des sanctions, puisque je ne peux trouver meilleure épigraphe à mon discours que l'ordre du jour que vous avez vous-même voté, je voudrais vous demander aujourd'hui quelles mesures vous comptez prendre pour appliquer les sanctions dont vous avez réclamé la nécessité et quelles mesures aussi vous comptez prendre pour n'avoir pas demain à vous indigner à nouveau de ce dont vous vous êtes vous-même indigné hier.

J'ajoute que si vous deviez me dire que les 48 heures ou 72 heures écoulées depuis le débat de l'Assemblée nationale constituent un délai vraiment trop bref pour que votre indignation ait eu le temps d'être suivie d'effet, je penserais, monsieur le ministre, que vous seriez le premier à accepter un rendez-vous pour une autre question orale avec débat qui nous permettrait, cette fois, d'apprendre les suites que vous avez données aux sentiments que vous venez de manifester il y a quelques jours par votre vote.

Concluant à présent, je voudrais dire que la tâche de la police est importante. Je m'abstiendrai, à son sujet, d'ironie et de critique facile. Maintenir l'ordre public, c'est en effet la tâche de la police. Encore faut-il, monsieur le ministre — et vous comprendrez tout ce que je veux dire par là — encore faut-il que ce maintien de l'ordre public, qui est un cadre extérieur, ne soit pas confondu avec l'immixtion dans l'exercice des libertés publiques, de la liberté d'opinion, de la liberté de conversation, de la liberté de vie, de la liberté d'information qui sont des raisons d'être de la démocratie. Jamais nous n'accepterons que la démocratie soit défendue par des procédés qui lui enlèveraient la raison d'être défendue. (*Applaudissements à gauche.*)

Monsieur le ministre, votre ordre du jour, l'ordre du jour unanime de l'Assemblée nationale, comment le qualifier en descendant de cette tribune ? S'il est une manifestation d'autocritique, cela prouve que celle-ci, vertu très pratiquée sur certains bancs où l'on ne vous aime guère, se répand à présent sur d'autres bancs. (*Rires à l'extrême gauche.*)

S'il s'agit d'humilité, c'est une vertu — comment dirai-je ? — parathéologale, et il faut constater qu'elle devient à l'honneur dans la République laïque. Mais il est une qualité qui est une vertu incontestée de l'homme d'Etat, une vertu indispensable, c'est la conformité des actes aux paroles. Vous avez regretté, vous vous êtes indigné, vous avez promis, nous attendons de savoir comment vous allez agir, car cette vertu de l'homme d'Etat, qui est la conséquence dans ses actes et ses propos, nous la réclamons aujourd'hui du Gouvernement; elle est, non seulement une condition de l'ordre public que vous invoquez, mais aussi une garantie nécessaire à cet avenir qu'affirmaient hier ces jeunes étudiants auxquels, nous aussi, nous adressons en ce premier janvier le vœu d'une France heureuse, dans l'ordre maintenu assurément, mais aussi dans la sauvegarde de toutes ses libertés et de toutes ses espérances. (*Applaudissements sur de nombreux bancs à gauche et sur certains autres bancs.*)

M. le président. Il n'y a plus d'orateur inscrit dans la discussion générale.

M. le ministre de l'intérieur. Monsieur le président, clôturez la discussion générale, je parlerai après.

M. le président. Je vais clore la discussion générale.

M. Jacques Debû-Bridel. Le ministre n'a rien à dire ? C'est extraordinaire ; c'est un précédent que nous enregistrons. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. le président. Je vous en prie. Je vais consulter le Conseil sur le passage à la discussion des articles. Il n'y a plus d'orateur inscrit...

M. Jacques Debû-Bridel. Je prends acte du silence du ministre sur les questions qui lui ont été posées.

M. le ministre de l'intérieur. Monsieur Debû-Bridel, ne vous joignez donc pas aux protestations qui viennent de l'extrême gauche!

Vous n'avez donc pas entendu — et je pense que la sténographie l'a enregistré — ce que j'ai suggéré à M. le président: clore d'abord la discussion générale.

Je demanderai la parole après le passage à la discussion des articles.

M. Jacques Debû-Bridel. Dans ces conditions, je m'excuse de mon observation.

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?

La discussion générale est close.

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion des articles du projet de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion des articles.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'intérieur. Mesdames, messieurs, dans ce débat réglementé, où le temps de parole du Gouvernement est limité comme celui des autres orateurs, je voudrais m'efforcer d'être bref. Par avance, je demande à l'Assemblée son indulgence si, à l'égal d'autres exemples, je dépasse un peu le temps qui m'est imparti.

A l'occasion de cette discussion générale, on a posé, à cette tribune — et c'est bien légitime; je ne saurais m'en plaindre — toute une série de questions dont, certes, la plupart ont un caractère budgétaire, puisqu'elles portent sur les textes que l'on vous demande de voter. D'autres, par contre, ont fait l'objet, dans une autre assemblée, d'un débat particulier qui s'est déroulé avant-hier.

Je n'accuserai d'aucune malice l'honorable sénateur de la Haute-Garonne qui a tenu à reprendre ici le propos que ses amis ont tenu à l'Assemblée nationale contre moi, avec d'ailleurs une modération à laquelle je tiens à rendre hommage.

Mais M. Hamon luimême a fait de son intervention, que je n'attendais point telle qu'elle s'est présentée, une nouvelle interpellation sur les incidents du 15 décembre. Alors que, à sa demande, j'allais m'apprêter à le féliciter de sa participation à quelques congrès internationaux, je me vois obligé et contraint de lui répondre sur les incidents qui se sont produits à Paris. Qu'il ne s'étonne pas que le ton que je vais employer ne soit pas le même que celui que je m'apprêtais à avoir.

Mesdames, messieurs, on a beaucoup parlé des incidents du 15 décembre. Je m'en suis longuement expliqué à la tribune de l'Assemblée nationale. Je crois avoir fait justice des excès que l'on a pu relever à la fois dans certaine presse qui a été passionnée, et dans certaines interventions qui, dans les différentes assemblées, ont pu être entendues.

De quoi s'agit-il ? D'une manifestation pour laquelle aucune autorisation n'avait été demandée, à laquelle participaient tout à la fois les étudiants, leurs maîtres et un certain nombre de parlementaires. Néanmoins, bien qu'aucune autorisation n'ait été sollicitée, on a eu le souci, du côté du service d'ordre, de ne point gêner l'explosion d'une opinion qui doit être libre, qui a été libre et qui a permis à l'Union nationale des étudiants de France d'installer — je ferme les yeux; cela n'est pas permis — des haut-parleurs pour que, du haut du balcon du siège de l'Union nationale des étudiants de France, la foule amassée dans la rue Soufflot pût entendre les orateurs.

Des contacts — je l'ai dit à l'Assemblée nationale — avaient été pris entre le commissaire de police du quartier et le président de l'Union nationale des étudiants. La manifestation a réuni environ 4.000 personnes. Il avait été convenu avec le pré-

sident de l'Union nationale des étudiants que, pour les nécessités de la circulation, le cortège qui descendrait de la rue Soufflot n'irait pas plus loin que le carrefour Saint-Germain—Saint-Michel. Ceci avait été accepté. C'est ainsi que, dans des conditions pacifiques, s'est déroulée toute la première partie de la manifestation des étudiants, qui devait être sans histoire.

Quand la manifestation fut arrivée au carrefour Saint-Germain—Saint-Michel, le commissaire, qui avait conclu avec le président de l'Union nationale des étudiants l'accord dont je viens de parler, s'est présenté pour demander que la parole soit tenue.

J'ai pu dire à l'Assemblée nationale que je devais rendre cet hommage au président de l'Union nationale des étudiants qu'il avait effectivement tenu sa parole et exhorté ses camarades à se disperser.

Pour faciliter cette dispersion, on a autorisé un certain nombre de jeunes gens à franchir le barrage et à se diriger vers l'Assemblée nationale pour y porter les revendications qu'ils désiraient présenter aux groupes qui devaient les recevoir cinq par cinq, afin qu'il n'y ait pas, au sein de l'Assemblée nationale, la moindre manifestation qui pût paraître différente des visites qui sont quotidiennement reçues par les parlementaires et par les groupes.

Donc, vous le voyez, jusqu'ici, tout est calme et correspond aux ordres donnés, que j'ai lus à l'Assemblée nationale. Il semblait que le reste des manifestants, c'est-à-dire la masse, dût se disperser. Ce fut effectivement le cas des maîtres et des parlementaires qui étaient là. Je ne le leur reproche pas.

Un sourire a accueilli cette déclaration quand je l'ai faite à l'Assemblée nationale, comme si j'avais reproché à M. Doutrellot d'avoir manqué de courage en ne restant pas sur place. M. Doutrellot est parti quand il devait partir, quand la manifestation était finie.

Mais il se produisit alors ce phénomène, que je comprends dans une certaine mesure. Ces 3.000 jeunes gens, entraînés à la fois par leur rassemblement et par les cris qu'ils poussaient — à leur grande satisfaction, ils conspuaient le ministre de l'éducation nationale — c'était leur droit et personne ne le leur conteste — au lieu de se disperser, se sont installés sur la chaussée, obstruant d'une façon totale l'axe principal de circulation nord-sud de Paris, ce qui, mesdames, messieurs, a pour conséquence — ainsi que je l'ai dit dans l'autre Assemblée — d'embouteiller au bout de quelque demi-heure une foule d'autres carrefours et, par vagues successives, de créer un trouble fort grave dans la circulation de Paris.

Eh bien, je le dis, avec la même autorité qu'à la tribune de l'autre Assemblée, le ministre de l'intérieur n'est pas fait pour tolérer que les routes nationales soient un jour barrées par qui a envie de les barrer et que les rues de Paris soient interdites à la liberté de circulation et aux usagers, parce qu'il plaît à une corporation de manifester. (*Applaudissements.*)

Je le dis, mesdames, messieurs, tant que j'aurai l'honneur d'être place Beauvau, l'homme qui est à cette tribune fera respecter le droit de liberté des citoyens qu'une autre catégorie de citoyens n'a pas le droit de brimer.

Mlle Mireille Dumont. Alors, vous êtes d'accord pour le matraquage!

M. Georges Laffargue. C'est la doctrine républicaine.

M. le ministre de l'intérieur. Ceci étant, mesdames et messieurs, il convenait de passer de la doctrine à la pratique. C'est là que la difficulté surgit, car si j'ai bien compris, en dehors de la minorité qui recherche le trouble dans les manifestations, la majorité, par ses applaudissements, vient de montrer qu'elle était parfaitement d'accord avec le principe théorique que je viens d'énoncer.

Comment a-t-on procédé ?

On a procédé comme il est convenable de le faire en semblable circonstance. Quand existe une masse énorme et qu'on ne veut pas qu'il y ait de choc brutal: on essaye de noyauter et de prendre par petits paquets les manifestants, afin que tout se passe, ainsi que les instructions le disaient, avec fermeté, mais sans violence.

C'est ainsi que les rangs arrières des étudiants assis sur la chaussée ont été progressivement dispersés, sans que d'ailleurs le moindre incident se produisît.

Puis on est arrivé au dernier carré. « La garde meurt et ne se rend pas! ». Le dernier carré qui était là s'est refusé à partir. A ce moment-là, on a procédé avec une certaine mansuétude. (*Exclamations à l'extrême gauche.*)

On prenait les jeunes gens sous les aisselles, on les relevait et on les mettait sur les trottoirs.

M. Namy. Sur des brancards!

M. le ministre de l'intérieur. Il n'existait vraiment pas de moyens plus pacifiques de réaliser une opération devenue forcément une opération de force. (*Nouvelles exclamations sur les mêmes bancs.*)

M. Namy. C'est du cynisme!

M. le ministre de l'intérieur. Tout ne s'est pas terminé sans incident, bien sûr! Ainsi qu'on l'a abondamment rappelé tout à l'heure, je me suis moi-même fait l'interprète des regrets que j'éprouvais des incidents survenus à un certain moment. Dans quelles conditions ces incidents se sont-ils produits ? C'est ce que je cherche à établir. Ce que je puis affirmer, c'est qu'ils ont été sporadiques, rapides et extrêmement limités puisque, en tout et pour tout, sur une foule de 3.000 étudiants environ qu'il a fallu évacuer du carrefour Saint-Germain—Saint-Michel, quatre d'entre eux ont été blessés.

Si un engagement général avait eu lieu, plus de quatre étudiants auraient été blessés. Qui sont ces étudiants blessés ? Pourquoi l'ont-ils été ? Ont-ils été blessés dans des conditions sur lesquelles mon devoir d'autorité et mon souci de la discipline des forces de police n'a pas à s'exercer ? Me limitant strictement à cette partie de la manifestation et à ce qu'il s'y est passé, les critiques que j'ai à formuler contre un service d'ordre que, d'autre part, je couvre de la façon la plus totale du haut en bas de l'échelle, j'avais le devoir de savoir pourquoi le jeune président de l'union nationale des étudiants, qui avait tenu sa parole, qui exhortait ses camarades au calme, qui les invitait à se disperser avait été frappé de coups de matraque qui ont provoqué des plaies très légères du cuir chevelu puisque, dès le lendemain matin, il courait à la réunion de son association, après avoir passé la nuit à la clinique de la Cité universitaire. Mais il y a là, incontestablement, un fait que je n'ai aucune difficulté à réprouver et à blâmer, parce que, dans le cadre des pouvoirs réglementaires que je détiens, il m'appartient de trancher, comme il m'appartient, quand l'assemblée m'interroge, de limiter très exactement la portée du texte que j'ai voté avant-hier et de lui lire la note que j'écrivais dès le 16 décembre, après avoir, dans la journée du 15, donné sur le champ des instructions pour la libération immédiate des étudiants arrêtés. *Le Populaire*, monsieur Hauriou, m'a rendu hommage pour l'avoir fait et l'union nationale des étudiants de France a rendu également hommage au ministre de l'intérieur puisque, dans un communiqué officiel, elle a indiqué qu'elle devait reconnaître que l'efficacité des mesures de mise en liberté était due à l'intervention de son bureau national, faite en plein accord avec moi auprès de M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur.

Mlle Mireille Dumont. Pourquoi les avez-vous fait emprisonner ? C'est vous qui les avez fait emprisonner et les étudiants qui les ont fait libérer.

M. le ministre de l'intérieur. Madame, laissez-moi donc parler et m'expliquer, sinon vous me feriez croire que les explications loyales que je donne à l'assemblée...

M. Georges Marrane. Ne parlez pas de loyauté.

M. le ministre. ... me gênent ou vous gênent. J'entends m'expliquer d'une façon très complète sur une mauvaise querelle qui est faite à la police, à son chef parisien, et, surtout pour d'autres raisons qui n'ont rien à voir avec ces incidents, au ministre de l'intérieur. (*Applaudissements.*)

M. Georges Marrane. Ils sont rares, les applaudissements!

M. le ministre. Voici le texte de la note que, le 16 décembre, j'ai adressé à M. le préfet de police:

« L'étude du rapport que je vous ai demandé au lendemain de la manifestation des étudiants et l'ensemble des informations que j'ai recueillies moi-même, m'amènent à conclure:

« 1° Que vos services avaient pris la précaution de régler, en accord avec le président de l'Union nationale des étudiants de France, le lieu de dispersion du cortège;

« 2° Que le président de l'Union nationale des étudiants de France a fait tous ses efforts pour respecter la parole donnée;

« 3° Que c'est lui cependant qui s'est trouvé la principale victime du heurt survenu entre les forces du service d'ordre et les manifestants.

« Je vous prie donc de poursuivre l'enquête que j'ai prescrite pour déterminer:

« *a*) Quels ordres exactement ont été donnés aux gardiens de service lors de l'occupation par les manifestants du carrefour Saint-Germain—Saint-Michel ».

Cette enquête, messieurs, est achevée. J'ai entendu MM. les commissaires intéressés; je les couvre de la façon la plus complète.

« *b*) Quel est le gardien de la paix qui a frappé M. Mousseron tandis qu'il exhortait ses camarades à se disperser ».

« D'autre part, j'appris que des photographies anthropométriques et des empreintes digitales auraient été prises dans les commissariats où ont été conduits les manifestants appréhendés. Je prescris la destruction de toute cette documentation, indispensable lorsqu'il s'agit de criminels ou de professionnels du désordre, mais parfaitement inutile dans le cas d'une manifestation de jeunes étudiants.

« Vous voudrez bien me rendre compte de vos diligences afin de me permettre de prendre toutes mesures que les résultats de l'enquête vous conduiront à me proposer. »

Je ne pouvais, mesdames, messieurs, faire autre chose.

J'ai reconnu une responsabilité. C'est la raison pour laquelle, lorsqu'on a transformé l'ordre du jour qui était présenté à l'Assemblée nationale, sur la demande du président du groupe de l'action républicaine et sociale, mon collègue M. Bergasse, en une réprobation de l'acte de certains éléments du service d'ordre, qui sont encore à l'heure actuelle indéterminés, j'ai pu, parfaitement et légitimement, m'associer à ce qui, en effet, réprouve ce qui me paraît contraire à la simple humanité et à la notion du service qui devait être rempli. Mais, sur l'ensemble de la manifestation, je demande à cette assemblée, dont je sais le sérieux, dont je sais le souci de s'éloigner de toute démagogie, dont je sais la volonté qu'elle a de défendre la liberté, de penser avec moi que, lorsque des manifestations de cette sorte tentent d'obstruer la circulation dans la capitale, comme je l'ai dit aux jeunes gens par delà la tribune de l'Assemblée nationale: le prix de leur liberté, c'est d'abord le respect de celle des autres. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

Mesdames, messieurs, c'est tout ce que je dirai d'une manifestation dont je ne m'étonne pas qu'on ait de nouveau parlé.

M. Georges Marrane. Et les sanctions ?

M. le ministre de l'intérieur. Je voudrais maintenant parler de l'intervention si émouvante de M. Olivier à cette tribune. Il a parlé de son département, et, à travers les paroles qu'il a prononcées, on a senti l'amour profond qu'il lui porte. Il a bien voulu descendre de cette tribune en me disant qu'il me faisait confiance. Je le remercie de cette confiance qu'il a bien voulu me témoigner, et je voudrais lui montrer que certaines des critiques qu'il a formulées ici ne sont peut-être plus aussi justifiées qu'elles pouvaient l'être il y a quelques mois et moins encore il y a quelques semaines. J'ai reçu l'ensemble de la représentation présente à Paris à la fin des grèves de juillet des fonctionnaires dans les départements d'outre-mer. Tous ceux qui sont venus dans mon cabinet — et je ne sais s'il en est sur ces bancs — ont bien voulu reconnaître qu'ils avaient entendu un langage qui permettait aux parlementaires d'inviter l'ensemble des fonctionnaires à reprendre le travail.

J'avais, en effet, promis la suppression de cette prime discriminatoire dont vous avez parlé tout à l'heure. Je l'ai, par dépêche, annoncé aux préfets des départements intéressés, à celui de la Réunion comme aux autres et, à la tribune où j'étais interpellé par l'un de mes collègues de l'Assemblée nationale, on m'a dit: « Oui, mais vous n'avez rien fait » et pour mieux marquer que je n'avais rien fait on avait indiqué qu'au bas de cette dépêche, après ma signature, il y avait le mot « fin ».

J'ai pu indiquer que cette fin comportait une suite et qu'il y avait des textes en préparation, textes qui, comme il est naturel, pouvaient entraîner entre les ministères des négociations souvent délicates à faire aboutir, que je défendais dans ces négociations le point de vue que j'avais exposé à ceux que j'avais reçus dans mon cabinet, et que ces textes paraîtraient sans doute très prochainement. Depuis, un texte a paru. Vous le savez, un décret du 22 décembre publié au *Journal officiel* du 23 décembre 1953 supprime les primes discriminatoires et, par conséquent, ce que j'avais promis a été réalisé.

J'avais fait une seconde promesse et elle est réalisée dans les limites où je l'avais faite, sinon dans les limites où on me l'avait demandée.

A titre provisoire, la majoration applicable à tous les fonctionnaires, qui était de 25 p. 100 et que l'on me demandait de relever sensiblement, a, comme je l'avais laissé prévoir et comme des négociations déjà à cette époque me le laissaient penser, été majorée de 5 p. 100. Ainsi, les deux promesses que j'avais faites ont été tenues.

Il m'est agréable que l'intervention de M. Olivier m'ait permis, au cours de la discussion de mon budget et devant l'une des deux assemblées, d'apporter cette précision supplémentaire. Je voudrais, en conclusion, lui dire que le département de la Réunion est un de nos plus beaux départements, qu'il y a évidemment de très grandes difficultés à accommoder très exactement le droit commun métropolitain avec les coutumes, les mœurs, les habitudes qui existent dans nos départements d'outre-mer, que c'est là une tâche qui incombe à nos préfets, dont je voudrais dire qu'après, non pas les avoir vus à l'œuvre, mais les avoir « lus » à l'œuvre et les avoir entendus dans mon cabinet, je rends un très grand hommage pour la tâche difficile qu'ils accomplissent, œuvre imparfaite, comme toute œuvre humaine, mais inspirée du plus pur amour des pays qu'ils sont appelés à administrer et en même temps du plus pur amour de l'attachement de ces départements d'outre-mer à la France. Cela mérite un hommage unanime. (*Applaudissements.*)

Je voudrais encore, avant d'aborder — et je m'en excuse, monsieur le président — le débat proprement budgétaire, trouver ma transition dans l'intervention un peu sévère de M. le président Abel-Durand, qui sait le respect et la déférence que j'ai, non seulement pour les hautes fonctions qu'il remplit dans cette assemblée, pour la distinction avec laquelle il préside l'association des présidents des conseils généraux de France, mais encore pour le travail prodigieux qu'il fournit, je le sais, d'une manière désintéressée, à seule fin de servir. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

Il a été avec moi un peu dur...

M. Abel-Durand. Je m'en excuse.

M. le ministre de l'intérieur. Monsieur le président, je ne vous en demandais pas tant, car le ministre de l'intérieur qui est à cette tribune est placé dans cette position paradoxale que tout ce qu'il entend il l'a déjà dit mais n'a pas le droit de le répéter ici.

Cela, monsieur le président, j'aurais aimé — parce que vous le savez — que vous le disiez et que vous m'évitiez de le dire, ce qui est toujours désagréable. Je comprends d'ailleurs toutes les difficultés de ceux avec qui je m'entretiens de ce problème. Je comprends leurs soucis d'intérêt général, qui parfois, à la défense que je présente des intérêts des collectivités locales, communes ou départements, m'opposent des arguments qui, s'ils ne me convainquent pas sur le fond, me convainquent au moins de quelque chose: c'est de la bonne foi avec laquelle tous les membres du Gouvernement essaient de travailler à une fin commune, à un redressement difficile à réaliser dans un pays aussi divisé, aussi morcelé que le nôtre, où on a laissé prendre tant de place à des intérêts coalisés qui font pression sur les pouvoirs publics. Mais qu'on soit bien convaincu que ce que MM. les rapporteurs ont dit, eux, avec tant de modération et de paroles aimables — de la part de mon vieil ami M. Masteau je n'en attendais pas moins; à M. le sénateur Pic, que je connaissais moins, je veux dire particulièrement combien j'ai été sensible à l'expression qu'il a apportée, à cette tribune, des efforts, qu'il connaissait, que le ministre de l'intérieur avait faits pour éviter que vous apportiez ici les critiques que j'ai entendues — je voudrais y répondre en prenant point par point le plan même du rapport de M. Masteau.

M. Masteau nous a, d'abord, parlé des réductions de crédits et des économies qui avaient été faites. Ces économies, il est vrai qu'elles portent plus sur les subventions que sur le matériel ou sur les effectifs. Mais je pense que cette assemblée comprendra combien il est difficile de toucher d'une façon importante aux effectifs quand, depuis tant d'années, on a déjà passé ces effectifs au laminoir. Je ne dis pas qu'il n'y ait pas d'effort à faire dans ce sens, mais je sais la prodigieuse habileté d'autodéfense des administrations à l'égard de leur ministre lui-même, et je continue de manifester avec une âpreté qui n'est pas toujours du goût de mes collaborateurs, mais à laquelle, j'en suis sûr, ils rendent hommage, la volonté d'arriver à des réductions encore plus grandes s'il est possible, mais au moment où j'ai dû présenter mon budget, je ne pouvais pas les faire plus importantes que je ne les ai faites.

En ce qui concerne le matériel, on a tellement touché à ces chapitres qu'à l'heure actuelle, étant donné les besoins, j'ai fait là encore l'effort qui dépasse peut-être ce qui eût été raisonnable et qui a été ma contribution volontaire à l'ensemble de l'œuvre gouvernementale.

Il restait les subventions, et notamment ces fameuses subventions obligatoires dont on a parlé en des termes juridiques si excellents que je croyais retrouver les termes mêmes que mes services employaient quand ils m'en parlaient. Ces subventions obligatoires, si nous en parlons aujourd'hui comme d'une chose encore vivante, je crois pouvoir dire, sans trahir le secret d'aucune délibération ministérielle, que c'est parce que je me suis opposé à leur suppression.

Je me suis trouvé, au moment de la présentation de mon budget, devant des réclamations nombreuses qui me venaient de tous horizons politiques en même temps que de tous horizons géographiques, et par lesquelles on me demandait de faire procéder, sans délai, au recensement de la population qui a une répercussion, vous le savez, si importante, sur le revenu des collectivités locales.

J'en ai cherché le moyen et, au cours de discussions qui se présentaient alors aux délibérations interministérielles, j'ai fini par arracher un crédit qui serait inscrit au budget du ministère compétent pour procéder au recensement, crédit dont j'ai fait provisoirement l'offre d'abandon.

J'ajoute que je l'avais fait large cet abandon, et que l'Assemblée nationale l'a trouvé trop important, sans doute, mesdames, messieurs, aujourd'hui qu'il y a une lettre rectificative, puis-je dire plus facilement: non sans raison.

La lettre rectificative est intervenue. On a rétabli 912 millions de francs et ramené à 25 p. 100 l'abattement qui était de 50 p. 100 au préalable.

Je crois, mesdames, messieurs, au milieu des difficultés dans lesquelles je me suis trouvé, avoir cherché, comme toujours lorsqu'il faut trouver une transaction, à servir les besoins différents et contradictoires des collectivités locales.

J'ajoute qu'en ce qui concerne les subventions pour travaux, je suis parti d'un chiffre qui était bien plus modeste. Ceux qui suivent tout cela pas à pas dans cette Assemblée le savent. Je suis arrivé à doubler presque le chiffre qu'on m'offrait. J'ai réussi, ce qui m'apparaissait de nature à me valoir des compliments. Mais je reconnais que le caractère clandestin de ce travail ne pouvait me valoir, à son énoncé et à sa conclusion, que des critiques. Néanmoins, je voudrais qu'elles fussent nuancées et que l'Assemblée se rendit compte que, dans les crédits des années précédentes, du fait du dénivellement des prix, il fallait prélever des arriérés toujours considérables, ce qui interdisait d'engager et de financer aucune opération nouvelle.

Aboutissant en cette matière — si j'ai bonne mémoire — à un crédit de 5.800 millions au lieu de 7.500 millions que j'avais l'an dernier, j'arrive néanmoins, du fait qu'il n'y a plus d'arriérés à payer et que les prix en la matière sont restés stables, à réaliser, certes pas autant de travaux qu'il en faudrait faire, et que vous voudriez qu'on en fît, mais autant qu'il en a été fait les deux dernières années.

Alors, je vous demande, mesdames, messieurs, de tenir compte de cet effort qui, je crois, a été loyal et de bonne foi et de bien vouloir admettre que le ministre de l'intérieur a fait ce qu'il a pu pour ne point subir maintenant de trop âpres critiques.

Restent alors, mesdames, messieurs, les autres observations de la commission des finances. En ce qui concerne la ventilation des effectifs de la sûreté nationale (services centraux, services extérieurs, effectif de C. R. S.) je n'ai aucune peine à lui dire que moi-même je cherche à voir exactement où l'on en est et que mon plus grand effort, tant que je resterai place Beauvau, sera d'aboutir à des résultats qui me permettront l'an prochain, je l'espère, de donner à la commission des finances la satisfaction qu'elle me demande.

On a aussi beaucoup parlé des préfets. On a parlé des classes personnelles qu'on ne donne qu'après mutation. Puis-je me permettre de dire au Conseil de la République, assemblée sage et discrète, que j'aimerais bien pouvoir sur ce point lui donner satisfaction, mais que je me trouve devant un problème particulièrement grave puisqu'il s'agit des sous-préfets.

Savez-vous combien j'ai de sous-préfectures hors classe ? Je puis vous donner le chiffre des sous-préfectures: 33. Quant à celui des sous-préfets, même avec tous les commissaires du Gouvernement que j'ai ici, quand j'ai demandé le chiffre précis, on n'a pas osé me le donner, de crainte de commettre une erreur, sans doute d'une unité, mais ce que je puis affirmer, c'est qu'il dépasse la centaine!

Et alors, comment voulez-vous que j'ajoute à cette centaine, dont les deux tiers se trouvent dans des sous-préfectures qui ne sont pas des sous-préfectures hors classe, quelques nouvelles unités encore, car, nos mœurs politiques aidant, mesdames, messieurs — ayons le courage de le reconnaître — la démagogie et le souci de plaire, conduisant à demander, sans souci quelquefois de savoir si cela correspond à une possibilité ou au bien public, mettraient le ministre de l'intérieur aux prises avec des difficultés de tous ordres, qui ne lui permettraient plus d'élever une digue. Cette digue, je l'ai trouvée dans la possibilité d'accorder la classe personnelle, quand le cas est intéressant, quand l'homme le mérite et le justifie, mais en imposant un changement de poste. Je le sais bien, c'est regrettable, et vous me l'avez dit, monsieur Abel-Durand, dans une lettre que j'ai lue avec attention, qui comportait beaucoup de lignes que j'ai approuvées de la tête en les lisant. La carrière préfectorale est peut-être au moins aussi, sinon plus encombrée que la carrière sous-préfectorale et quand on veut arriver à faire un mouvement, je vous assure, je l'ai dit souvent, un ministre de l'intérieur a moins de difficulté à résoudre quelque problème que ce soit d'ordre public, fût-ce une grève générale, que d'avoir à faire un mouvement préfectoral. (*Murmures à gauche.*) Je vous assure que, quand vous passerez les uns ou les autres place Beauvau, vous vous rendrez compte du bien-fondé de ce que j'affirme.

J'essaierai donc de donner satisfaction, dans toute la mesure du possible, à la demande que m'a adressée la commission des finances, notamment en ce qui concerne les « vases communicants » entre l'administration préfectorale et les services centraux. Je lui suis reconnaissant, en outre, d'avoir bien voulu ne pas demander la suppression des C. A. T. I. et reconnaître leur utilité. Pour ma part, je suis depuis trop peu de temps place Beauvau pour affirmer que, en ce qui concerne leur gestion, les C. A. T. I. me donnent pleine et entière satisfaction. Vos paroles à ce sujet, monsieur le rapporteur, sont très pertinentes.

Désireux d'être informé de façon complète, j'ai ordonné une inspection générale dont j'attends les conclusions pour prendre des dispositions, dont nous aurons sans doute à reparler l'an prochain, si j'ai encore la tâche de défendre le budget du ministère de l'intérieur.

La protection civile est dévolue à M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur. Je partage entièrement ses préoccupations. Nous avons en commun fait tous nos efforts pour que les crédits de la protection civile fussent plus larges, plus effectifs et permissent une œuvre positive. Je reconnais que les crédits dont nous disposons sont insuffisants. Nous n'avons pas pu obtenir mieux. Mais les supprimer serait aller à l'encontre même de la thèse que l'on veut défendre.

Lorsque M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur vous demandera de les rétablir, je vous prierai, mesdames, messieurs, de bien vouloir faire droit à sa demande et nous accorder les sommes modestes qui nous reviennent.

La police, que l'on a tant critiquée, avec beaucoup de gêne, certes, mais critiquée tout de même, n'en a pas moins des défenseurs ardents lorsqu'on aborde ou les crédits de la préfecture de police ou ceux de la sûreté nationale. Toutes les lettres reçues justifient les interventions. Je le comprends et je dois dire, à l'honneur de cette assemblée, qu'elles ont été beaucoup plus réservées ici que je ne les ai trouvées d'autre part, au point que, si on a pu faire allusion à cette notion de « guerre des polices » qui traîne dans beaucoup de salles de rédaction et que j'ai reprise à la tribune, c'est parce que j'avais eu le sentiment d'avoir l'écho de certains conflits que seules justifient certaines émulations qui sont après tout excellentes. Autant je considère comme nécessaires les demandes qui vous ont été adressées pour la préfecture de police, autant mon souci est grand de rendre hommage à l'ensemble des services de la sûreté nationale, à tous ces hommes qui, nuit et jour, consacrent leur temps et leur travail à servir et à bien servir. Je veux, du haut de cette tribune, mesdames et messieurs, aux uns et aux autres, leur rendre hommage. Leur tâche est ingrate. Le débat de tout à l'heure vous en a apporté une nouvelle démonstration. Leur tâche est compliquée et elle n'est pas toujours facilitée par la complexité des interventions qu'on leur demande de faire. Je voudrais que l'Assemblée comprît que c'est aux uns et aux autres que le ministre de l'intérieur a le devoir de rendre l'hommage mérité qui est dû à ces bons serviteurs de l'Etat. (*Applaudissements à droite et au centre.*)

Les augmentations concernant les services de la préfecture de police sont justifiées par l'importance de plus en plus grande que prennent les services de la police dans le département de la Seine. J'ai là, sous les yeux, une note qui m'a été donnée pour justifier les demandes présentées par M. le préfet de police. Il lui faut avoir des commissaires divisionnaires en grand nombre pour assurer les responsabilités qu'entraînent les nécessités du service. Songez à ces importants services de la brigade criminelle, de la brigade mondaine, de l'état-major de la police municipale, des sections des renseignements généraux. Songez aussi à tous les services locaux, notamment des plus importants arrondissements de Paris dont la population dépasse quelquefois 200.000 habitants. Et puis, tous les besoins des communes suburbaines dont M. le sénateur Jean Bertaud à cette tribune même, — bien que représentant de Saint-Mandé, avec un accent que j'ai reconnu comme celui de ma Provence, et que j'ai entendu avec d'autant plus de sympathie — m'a fait valoir qu'ils étaient grands. Je ne le conteste pas, mais ils justifient dans une très grande mesure les besoins qu'on m'a demandé de justifier tout à l'heure.

Des critiques ont été faites concernant les indices et disparités. Je reconnais, mesdames, messieurs, que l'état du problème n'est pas encore parfait. Je dois avouer d'ailleurs que si la question, dans son principe, se trouvait réglée, la réalisation ne pourrait se faire que par étapes.

Quand je suis arrivé place Beauvau, au mois de juin dernier, j'ai trouvé un décret qui était récent, puisqu'il était paru le 21 mai 1953. Grâce à l'échelle indiciaire déterminée dans ce décret, j'avais la possibilité de commencer à faire étudier les statuts qui sont tant réclamés par les intéressés.

Si j'avais voulu commencer par une modification du décret, c'était retarder d'autant la publication des statuts. Il m'a fallu faire une option. J'ai opté pour la publication des statuts. C'est ainsi qu'a pu être publié le statut des gardiens de la paix au *Journal officiel* du 24 novembre 1953, que le statut des commissaires de police a déjà été délibéré en conseil d'Etat, que le statut des officiers de police est soumis à l'examen du ministère des finances et de celui de la fonction publique, que les statuts des autres corps: inspecteurs de police, inspecteurs de l'identité judiciaire, commandants et officiers de paix, vont être incessamment soumis à ces deux ministères.

J'ajoute que le délai que nécessiteront leur mise au point et leur parution ne comporte aucun préjudice pour les intéressés, puisqu'il est entendu que les uns et les autres trouveront la rétroactivité de la mesure avec effet du 1er avril 1953.

Il reste alors un seul problème dont on a parlé ici. Je me contenterai de le traiter. On a parlé de la question des 32 p. 100, qui est très délicate. Le ministre des finances a une position très arrêtée, mais je vais essayer de trouver, dans le cadre des crédits existants, une ventilation me donnant la possibilité de ne plus être « ligoté » par le pourcentage de 32 p. 100 et, dans le cadre de ces crédits, d'essayer de faire mieux que ce qui a

été imparfaitement fait jusqu'ici, je le reconnais bien volontiers. En ce qui concerne la police et les subventions aux collectivités locales, je m'en suis expliqué tout à l'heure. Mais il y a quelques points sur lesquels je ne l'ai pas fait encore et, notamment, celui concernant les décrets du 9 août 1953. Sur ces décrets, j'ai l'impression qu'on a dit beaucoup de choses qui peuvent parfaitement correspondre à des réactions à une première lecture, qui peuvent même souffrir une critique de principe — comme celle qu'a faite M. le président Abel-Durand — mais qui ne correspondent peut-être pas tout à fait aux conséquences qu'on a voulu en tirer.

On a parlé du décret qui permet à certains producteurs de s'instaurer « producteurs fiscaux » d'ici le 31 mars, et on a évalué — je suis, moi, dans l'impossibilité de faire des évaluations avant le mois d'avril! — ce que pourraient être les conséquences d'une action qui résultera de l'initiative individuelle d'un certain nombre d'entrepreneurs, en général de gros entrepreneurs dont les sociétés ont leur établissement à Paris, ce qui, par conséquent, sera sans incidence pour les communes dans lesquelles ils peuvent parfois être appelés à travailler. J'ajoute que depuis trois mois les industriels ont certainement le plus grand intérêt à user de cette mesure, mais que des sondages faits dans un certain nombre de départements montrent que presque personne ici n'a usé de ce droit d'option.

J'en viens au décret concernant la détaxation de certains produits alimentaires. Ces détaxations qui correspondaient — je pense que nous serons d'accord sur ce point — à une politique économique de baisse des prix, intelligemment conduite par M. le ministre des finances, ont entraîné, il est vrai, des incidences sur les ressources des collectivités locales. Je m'en suis aperçu avant que vous ne l'ayez dit, et c'est la raison pour laquelle — M. le rapporteur a pu le mentionner excellemment — j'ai fait tous mes efforts pour palier les inconvénients qui pouvaient découler de l'application de ce texte. Notamment, pour la fin de l'année 1953, l'Etat a pris à sa charge la taxe compensatoire et j'affirme à M. le rapporteur de la commission de l'intérieur que, contrairement à ce qu'il croit, cette taxe compensatoire a été payée dans un certain nombre de villes pour lesquelles j'ai pu avoir des renseignements.

M. Dulin. Il s'agit des villes, c'est-à-dire des collectivités qui en ont le moins besoin, puisqu'elles ne savent que faire de leur argent. (*Protestations sur divers bancs.*)

M. Bernard Chochoy. Pour notre part, nous n'avons encore rien reçu.

M. le ministre de l'intérieur. Justement, monsieur Dulin, j'allais répondre à l'orateur qui m'a demandé des explications sur ce que vous appelez les deux catégories de communes. C'est bien simple. Il y a celles qui n'atteignent pas le minimum et qui reçoivent automatiquement une attribution du fonds de péréquation. La situation de ces communes est inchangée; elles touchent à raison du nombre de leurs habitants.

Voilà les explications que j'avais le devoir de donner sur ce point.

M. le rapporteur pour avis. Monsieur le ministre, voulez-vous me permettre de vous interrompre ?

M. le ministre de l'intérieur. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis, avec l'autorisation de l'orateur.

M. le rapporteur pour avis. En dehors de la question que vous venez de traiter, à savoir le décret suspendant la taxe locale, pouvez-vous répondre à l'autre question que j'ai posée, c'est-à-dire ce qui va se passer en 1954 ?

M. le ministre. J'allais vous répondre sur ce point, car la question est importante. Vous désirez savoir si, en 1954, il y aura renouvellement de la taxe comparative. Si l'on suit le Gouvernement et si ce dernier réussit dans l'entreprise de réforme fiscale qu'il a préparée, je peux vous donner toutes garanties, car, dans le projet de réforme fiscale, j'ai fait prendre toutes les dispositions nécessaires; je ne pouvais pas en prendre d'autres, monsieur le rapporteur pour avis. (*M. le rapporteur pour avis fait un geste de doute.*)

Vous paraissez trouver que cette réponse n'a qu'un caractère utopique; c'est possible, mais cela dépend de vos collègues de l'Assemblée nationale et de vos collègues du Conseil de la République. Quand un Gouvernement fait une politique, c'est une politique d'ensemble et il ne peut pas dire: je renouvelle pour 1954 les crédits de compensation que j'ai prévus pour 1953 sous une législation, dans le même temps où il dépose un projet de réforme fiscale qui amènera l'application d'une législation nouvelle pour 1954. L'œuvre qui est accomplie par le Gouvernement reste donc soumise à cette condition suspensive: l'adoption par les deux assemblées du projet de la réforme fiscale. Le problème se reposerait dans son entier si la réforme fiscale était rejetée.

En tout cas, je me suis refusé à ce que, dans ce projet de réforme fiscale, la taxe locale disparût complètement. Après des négociations que m'ont beaucoup facilité la compréhension de M. le ministre des finances et de M. le secrétaire d'Etat au budget, j'ai pu obtenir que, pour la période transitoire 1954-1955, les communes conservent des recettes indirectes égales à celles de 1953, et des recettes indexées, ce qui est une chose très importante pour le cas où nous sortirions du climat d'équilibre monétaire dans lequel nous sommes environ depuis deux ans. Ultérieurement, un système proportionnel à l'activité économique constatée sera établi et permettra aux communes de toucher des sommes qui correspondront, avec l'indexation, à ce qui pouvait, dans le passé, être touché par les assemblées communales.

Voilà la réponse que je voulais vous faire, mais si vous désirez m'interrompre, je vous donne volontiers la parole.

M. le rapporteur pour avis. En effet, monsieur le ministre, car je voudrais une explication complémentaire. Il est évident que si le projet de réforme fiscale déposé par le Gouvernement est voté par le Parlement, la question que j'ai posée ne tient pas. Mais il n'est pas absurde de penser que ce projet suivra le sort des deux précédents. Je vous dirai même en toute franchise, monsieur le ministre, qu'après l'avoir étudié et rapporté devant le congrès national de l'association des maires, je souhaite qu'il ne soit pas voté. Mais là n'est pas le problème.

S'il est voté, la question que j'ai posée n'a plus d'objet, mais si le projet n'est pas voté, qu'il ne soit pas discuté ou qu'il soit rejeté, je suis alors forcé de vous poser de nouveau la question: le 5 septembre, le Gouvernement a pris un décret suspendant la taxe locale sur certains produits de première nécessité et prévoyant des remboursements compensatoires. S'il n'y a pas de réforme fiscale, y aura-t-il, pendant toute la durée de l'année 1954, cette fois, prorogation de la suspension de la taxe, et si oui, y aura-t-il indemnité compensatoire pour les communes ?

M. le ministre de l'intérieur. Monsieur le rapporteur, vous venez de préciser votre question, mais la réponse que je vous ai faite demeure valable. La politique du Gouvernement en matière financière ne peut être qu'un ensemble et le Gouvernement ne peut pas dire: je vous demande de voter telle mesure pour le cas où vous ne voteriez pas telle autre mesure que je propose. Il vous présente un projet dans lequel les garanties les plus entières sont données aux collectivités locales et si, comme vous le prévoyez, si, par votre action et votre autorité, la réforme fiscale n'était pas votée, le problème serait reposé dans son entier. Le seul engagement que je puisse prendre, c'est de continuer à mener au sein du Gouvernement, si j'y suis encore, la même bataille que celle que j'ai conduite depuis le mois de juillet pour maintenir les garanties qui sont dues aux collectivités locales. Vous comprenez bien que je ne puisse prendre un engagement plus large. Si je me laissais aller, pour faciliter le débat, à promettre plus que je ne peux tenir, vous ne me jugeriez pas digne de la fonction que j'occupe.

M. le rapporteur pour avis. C'est pourquoi j'ai regretté l'absence de M. le ministre des finances qui aurait pu nous renseigner.

M. le ministre de l'intérieur. Je n'ai pas pu encore, monsieur le rapporteur de la commission de l'intérieur, donner une réponse satisfaisante à vos questions. Je vais en tout cas vous donner maintenant une satisfaction tangible. Vous avez critiqué les conditions dans lesquelles l'I. G. A. M. E. de la 1re région détenait son titre. Ce poste sera désormais occupé par un préfet hors classe, ce qui est déjà le cas à la suite de la nomination récente que je viens de signer.

M. le rapporteur. C'est également là, monsieur le ministre, une demande de la commission des finances.

M. le ministre de l'intérieur. C'est parfaitement exact, monsieur le rapporteur. J'avais simplement choisi de répondre sur ce point précis à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur. Nous sommes solidaires pour les questions et les réponses.

M. le ministre de l'intérieur. Je voudrais prier, maintenant, la commission de l'intérieur, son président, mon ami M. Muscatelli, son rapporteur si distingué, dont j'ai dit ce que je pensais tout à l'heure, de ne point insister sur certaines disjonctions qui rendraient infirme le budget du ministère de l'intérieur. Après les explications que je crois avoir données à cette Assemblée en toute loyauté, on conviendra, sans doute, de mes efforts et de la nécessité de voter les crédits, déjà trop modestes, qui sont mis à la disposition de mon administration.

La commission des finances elle-même ayant proposé un abattement de 80 millions sur le chapitre 34-03 (Matériel) je voudrais dire au Conseil que si mon budget était ainsi amputé, je ne pourrais plus assurer que les frais de chauffage et d'éclairage du ministère. Je ne pourrais plus assurer les frais de nettoyage, de correspondance, des services du chiffre, de papeterie. Je serais absolument démuni de moyens pour mon administration qui, malgré les critiques qu'elle essuie, apporte aux représentants des collectivités locales une collaboration quotidienne qui

vaut la peine d'être défendue, ne serait-ce que pour permettre la continuation de cette collaboration. D'ailleurs, si l'on n'en rend pas hommage au ministre — car la politique joue ici son rôle — on rend hommage aux fonctionnaires.

Un orateur s'est ému de la prochaine suppression de la police d'Etat dans 150 communes. Rien n'est encore fait et, personnellement, je ne suis pas partisan, sauf dans des cas tout à fait spéciaux qui font l'objet d'une enquête de mes services, de faire peser sur les communes des charges nouvelles en matière de police.

M. Alain Poher. Monsieur le ministre, voulez-vous me permettre de vous interrompre ?

M. le ministre de l'intérieur. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Poher, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Alain Poher. Monsieur le ministre, je voudrais vous poser une question qui, me semble-t-il, vous a déjà été posée à propos du décret-loi concernant la responsabilité des comptables publics. Il y a eu, entre les représentants des collectivités locales et le Gouvernement une discussion qui a préoccupé quelque peu les maires et les conseillers généraux. Je sais bien que le Gouvernement prétend qu'il n'a jamais eu l'intention d'accorder aux comptables publics le contrôle de l'opportunité des dépenses qui, d'ailleurs, ne leur avait jamais été accordé. Des circulaires en ce sens seraient d'ailleurs en préparation.

Sans doute, serait-il très agréable aux conseillers de la République d'entendre de votre bouche, monsieur le ministre, cette confirmation officielle, que les décrets n'ont voulu, en aucune manière, mettre les collectivités locales sous la tutelle absolue et générale du ministre des finances et de ses collaborateurs, même en ce qui concerne l'opportunité des dépenses décidées par les élus locaux.

M. le ministre de l'intérieur. Monsieur Poher, c'est bien volontiers que je vais répondre à votre désir. Le décret du 9 août 1953 n'est qu'un texte de codification, qui reprend les différents règlements relatifs aux attributions et aux obligations des comptables publics.

L'article 18 du décret dispose que la responsabilité pécuniaire du comptable peut être mise en cause s'il n'a pas vérifié — ce qui était vrai avant et l'est encore maintenant —: 1° la qualité de l'ordonnateur; 2° l'application des lois; 3° la validité de la créance, ce qu'il faut interpréter par la justification du service rendu; 4° l'imputation de la dépense; 5° la disponibilité des crédits et 6° la validité de la quittance.

En aucun cas, il ne saurait être question pour le comptable d'apprécier l'opportunité de la dépense, conformément au principe de la séparation des pouvoirs entre l'administration, d'une part, et le comptable, d'autre part. Le comptable est expressément rappelé aux règles de sa responsabilité personnelle dans le texte du décret. Mais, vous le voyez, par les conditions mêmes dans lesquelles la codification a été faite, c'est à tort qu'on s'est ému d'un texte qui, par un rappel de textes anciens, a pu apparaître comme quelque chose de nouveau, alors qu'en réalité il n'a en rien innové.

Il s'agit simplement d'interpréter la validité de la créance. Je viens de le faire. L'article 18 dont je viens de parler prévoit qu'un règlement d'administration publique, contresigné par le ministre de l'intérieur, déterminera, pour chaque catégorie de dépenses, les contrôles qui devront être exercés et la procédure de règlement des conflits qui pourraient surgir.

Je n'ai pas besoin de souligner que mon contreseing ne sera pas donné si le règlement d'administration publique ne respecte pas l'autonomie des collectivités locales quant à l'administration de leurs dépenses.

M. Abel Durand. Je me permets d'indiquer que ces pouvoirs de contrôle de l'utilité sociale, du classement et des intérêts économiques sont expressément attribués aux fonctionnaires membres des commissions d'investissements. C'est précisément le point contre lequel je me suis élevé.

M. le ministre de l'intérieur. Je crois avoir répondu à la question que m'a posée M. Poher. Je ne me suis pas encore totalement expliqué. Je m'excuse d'être un peu long, mais l'Assemblée ne m'en voudra pas de lui apporter toutes les précisions que je lui dois. M. Abel Durand a parlé de la fameuse commission des investissements. Il est parfaitement vrai que cette commission causera ou pourra causer aux collectivités, je ne dis pas un préjudice, mais un ennui, car elle pourra décider que tel ouvrage est préférable à tel autre et que telle collectivité locale ferait mieux de ne pas l'entreprendre.

Voici comment il faut interpréter le décret. La commission n'a pas un pouvoir de décision, mais un pouvoir d'avis; cet avis ayant été donné, l'autorité de décision, c'est-à-dire la collectivité locale, est invitée à délibérer une nouvelle fois. Si elle maintient sa décision, elle aura été certes retardée dans son travail. C'est là que réside l'ennui que la collectivité locale pourra subir, mais son pouvoir de décision n'est pas contesté.

M. Abel-Durand. Monsieur le ministre, c'est proprement intolérable pour des élus ! (*Applaudissements à gauche et sur quelques bancs au centre.*)

M. le ministre de l'intérieur. Mesdames, messieurs, je ne voudrais pas, sur ce point, entrer en conflit avec votre Assemblée...

M. Dupic. Vous y êtes absolument !

M. le ministre de l'intérieur. Avec vous, toujours !

M. Waldeck L'Huillier. Une vérité dite par nous est une vérité.

M. le ministre de l'intérieur. Vous avez dit tout à l'heure que vous croyiez au père Noël. Evidemment vous ne pouvez pas croire à moi. (*Rires.*)

A l'extrême gauche. Avec les cadeaux que vous nous faites !

M. le ministre de l'intérieur. C'est aux membres de cette Assemblée qui n'apportent aucune passion dans les délibérations, qui cherchent à comprendre ce qu'est le travail du Gouvernement que je m'adresse maintenant.

Le Gouvernement subventionne beaucoup de travaux. On a beaucoup applaudi une déclaration d'investiture qui n'est pas arrivée à terme, mais qui n'en a pas moins été commentée favorablement. On a parlé de faire passer les travaux de l'improductif au productif. Si personne ne contrôle un ensemble de travaux dans un département, il est incontestable qu'on risque de voir une commune, ayant déjà à son actif des réalisations substantielles, décider de nouveaux travaux parfaitement légitimes mais qui, s'ils sont subventionnés, vont risquer de priver une autre commune moins avancée dans la voie des travaux édilitaires des fonds qui pourraient lui être attribués par priorité. Cela justifie par conséquent un certain contrôle de la part de l'Etat.

M. Dupic. Vous répartissez la misère.

M. le ministre de l'intérieur. Ne contribuez pas à la créer, nous aurons moins à la répartir.

M. Dupic. Vous vous y connaissez.

M. le ministre de l'intérieur. Il est regrettable que, dans cette commission, ne figure pas comme je l'avais demandé, sans succès, un représentant des conseils municipaux et un représentant des conseils généraux.

M. Abel-Durand. Nous sommes d'accord là-dessus.

M. le rapporteur. C'est ce que nous avons demandé.

M. le ministre de l'intérieur. Par une circulaire qui a suivi la promulgation du décret, j'ai prescrit aux préfets de s'entourer toujours des avis des représentants des collectivités locales.

Si je ne peux pas faire plus, lié par un décret qui a force de loi et qui est le résultat d'une collaboration de l'ensemble des membres du Gouvernement autour du tapis vert de l'Elysée, j'essaie de tenir compte de vos légitimes revendications et de vos légitimes soucis en donnant des instructions qui pallient, je l'espère, dans une certaine mesure, les inconvénients que je vous ai signalés au début de mon exposé...

M. Abel-Durand. Sur le fond, nous sommes d'accord, monsieur le ministre.

M. le ministre de l'intérieur. ...et que j'ai fait valoir avant même de les entendre évoqués par vous ici.

Voilà, mesdames, messieurs, les explications que je vous devais. Il me reste à parler des problèmes algériens.

Tout le monde a bien voulu reconnaître que je m'y étais particulièrement intéressé. Il est parfaitement exact que j'ai fait faire le recensement complet des Nord-Africains et notamment des Algériens présents dans la métropole. Je suis arrivé à des chiffres rectifiés par rapport aux chiffres utilisés couramment. J'ai pu constater que, sur 240.000 Algériens qui se trouvent actuellement en France métropolitaine, 80 p. 10 d'entre eux sont dotés d'un emploi. Cette population comprend notamment, si ma mémoire ne me trahit pas, 5.000 femmes et 15.000 enfants.

Parmi les problèmes que pose la présence de ces nombreux travailleurs musulmans en métropole, l'un des plus graves qu'il nous faut résoudre est celui du logement. Il ne faut pas songer en effet, en raison du statut de l'Algérie et de l'égalité de citoyenneté des Algériens et des Français de la métropole, arrêter une immigration dans la métropole qui est nécessitée par la démographie exubérante de l'Algérie.

Il faut donc essayer de trouver le moyen de loger les immigrants et faire en sorte qu'ils ne viennent pas un peu au hasard. C'est ainsi qu'un office interprofessionnel de la main-d'œuvre est prévu à Alger pour essayer de discipliner en liaison avec les centres utilisateurs de la métropole ce mouvement migratoire.

Grâce aux moyens de financement de l'Etat; grâce à l'aide des collectivités locales qui sont intéressées à la solution de ce problème; grâce aussi à l'intervention de la caisse nationale de sécurité sociale qui a déjà consenti précédemment un crédit de 500 millions qui, j'espère, sera renouvelé cette année; grâce encore aux moyens nouveaux qui se dégageront de la contribution patronale de 1 p. 100 sur les salaires des travailleurs nord-africains et avec l'appui des organismes de crédit, nous

comptons, avec la coopération bien comprise de tous, pouvoir mettre à l'étude et réaliser un programme de 35.000 lits qui seraient indispensables pour compenser les déficiences de l'habitat algérien dans notre pays.

M. Benhabylès m'a demandé si j'envisageais la suppression des communes mixtes en Algérie. S'il s'agit d'exécuter la loi, je pense en effet qu'on peut très vite passer du texte au fait, mais je ne sais pas dans quelle mesure la loi peut précéder les désirs et les contradictions des Algériens, car en cette matière ils ne sont pas tous d'accord. J'ai fait un voyage extrêmement riche d'enseignements en Algérie, il y a quelque temps, et je me suis rendu compte combien était délicat ce problème des communes mixtes, lesquelles sont d'ailleurs gérées par des administrateurs qui rendent les plus grands services et qui sont entourés du plus grand respect.

Je ne veux pas parler des autres questions concernant, par exemple, les élections en Algérie, qui doivent être libres comme partout ailleurs. Je ne veux pas non plus parler longuement du montant des subventions et des crédits d'investissements sur lesquels, tant en Algérie que devant l'Assemblée nationale, je me suis longuement expliqué. Je voudrais résumer ici ce que j'ai fait.

J'ai obtenu pour le fonds de progrès social d'Algérie, que j'ai présidé au mois de juillet dernier, une subvention de quatre milliards qui remplace la subvention de 142 millions qui figurait lors des exercices précédents au budget de l'intérieur. Cela n'a pas été sans mal car, au lieu du crédit de 27 milliards accordé l'an dernier par la rue de Rivoli, j'ai dû cette année me contenter d'une somme de 24 milliards; ce faisant, j'ai obtenu un milliard supplémentaire. En outre, grâce à la bonne volonté des finances, auprès de qui j'ai élevé de véhémentes protestations, je suis assuré de pouvoir affecter à l'Algérie, à concurrence de deux milliards, une partie des ressources d'emprunts émis sur l'ensemble du territoire national. Cela permettra de porter l'ensemble des crédits demandés par l'assemblée algérienne à la somme de 26 milliards, alors qu'elle eût été entièrement satisfaite si elle avait obtenu 31 milliards. Or, avec la subvention précitée de quatre milliards, le total des ressources escomptées atteint la somme de 30 milliards et je ne désespère pas d'aboutir, d'ici la fin de l'année, à trouver un milliard complémentaire.

Je voudrais encore indiquer, répondant aux observations faites par M. le rapporteur de la commission des finances et par M. Armengaud, qu'un plan d'équipement économique et social coordonne l'ensemble des investissements applicables à l'Algérie. J'ai moi-même, devant la commission du fonds de progrès social en Algérie, fait savoir que, dans un pays à démographie grandissante, il convenait de donner la primauté à l'économie pour créer les richesses supplémentaires de nature à permettre la vie d'un peuple qui s'accroît à raison de 240.000 âmes nouvelles chaque année.

Si M. Armengaud, au cours du débat, me demande des explications sur ce point, je serai en mesure de lui en apporter de plus complètes que celles que je donne dans cet exposé général.

Mesdames, messieurs, je vais descendre de cette tribune, d'abord en m'excusant de la longueur de mon exposé, ensuite en vous remerciant de l'indulgence avec laquelle vous avez écouté ces explications dont je reconnais qu'elles étaient difficiles à fournir. Cette indulgence que vous m'avez accordée jusqu'à présent, je vous demande de continuer à me l'accorder au cours des scrutins.

Je vous demande aussi de suivre votre commission des finances dans le rétablissement des chapitres qui ont été supprimés. Il faut rétablir les crédits dont j'ai besoin pour assurer la vie d'un grand ministère, auquel se dévoue une foule d'éminents fonctionnaires et à la tête duquel j'ai le très grand honneur d'être placé.

J'emploie mon activité à la défense des communes et des départements; à cette occasion, je tiens à rendre hommage aux maires pour le travail obscur quotidien, permanent, mais soigné qu'ils accomplissent chaque jour dans l'intérêt de la population et qui ne méritent pas qu'on les atteigne en essayant de jouer une bataille financière avec les crédits qui leur sont affectés.

Je vous assure que je me défends contre toutes les menaces qui pèsent sur le tuteur que je suis de l'ensemble des communes. Je voudrais que cette Assemblée fût persuadée que, maire moi-même d'une modeste commune, une de celles qui n'ont pas encore l'électricité, j'ai assez le souci de satisfaire les légitimes besoins de ces collectivités locales pour ne pas avoir droit à toute votre bienveillance. (*Applaudissements au centre et à droite.*)

M. le président. Le Conseil voudra sans doute interrompre maintenant les travaux ? (*Assentiment.*)

A quelle heure entend-il les reprendre ?

Voix diverses. Vingt-deux heures ! Vingt et une heures trente !

M. le président. J'entends proposer deux heures différentes. Je consulte le Conseil sur l'heure la plus éloignée, c'est-à-dire vingt-deux heures.

(*Après une épreuve à main levée, déclarée douteuse par le bureau, le Conseil, par assis et levé, adopte cette proposition.*)

M. le président. La séance est suspendue jusqu'à vingt-deux heures.

(*La séance, suspendue à vingt heures, est reprise à vingt-deux heures dix minutes.*)

M. le président. La séance est reprise.

Nous poursuivons la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1954. (N°s 636 et 667, année 1953.)

Je rappelle au Conseil de la République que le passage à la discussion des articles a été ordonné.

La parole est à M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur

M. Edouard Thibault, *secrétaire d'Etat à l'intérieur.* Mesdames, messieurs, l'intérêt que porte le Parlement à la protection civile s'est manifesté, tant à l'Assemblée nationale qu'au Conseil de la République, par des initiatives diverses qui, parfois contradictoires dans leur forme, n'en sont pas moins identiques par leurs intentions.

L'Assemblée nationale a, vous le savez, disjoint certains chapitres du budget relatif au fonctionnement des services de la protection civile, pour protester contre l'absence de crédits d'équipement pour l'année budgétaire 1954.

Votre commission des finances, tout en partageant sur le fond les vues de l'Assemblée nationale, vous a proposé néanmoins de rétablir les crédits disjoints par celle-ci. Cependant, votre commission de l'intérieur, en accord à la fois sur la tactique et sur le fond avec l'Assemblée nationale, vous demande, par voie d'amendement, de supprimer les chapitres en question. Cette unanimité sur le fond et ces divergences sur la méthode entre vos deux commissions m'incitent à m'expliquer brièvement sur le problème du programme d'équipement de la protection civile.

Le rapporteur de votre commission des finances a souligné la nécessité d'une doctrine et d'un plan de protection civile, sans lesquels les crédits d'équipement accordés risqueraient d'être mal employés. Sur ce point, je tiens à rassurer tout de suite le Conseil de la République: la doctrine et le plan existent. L'étude des risques auxquels seraient exposés la population civile et l'équipement économique au cours d'un éventuel conflit a été systématiquement poussée et un programme, d'un coût de 67 milliards, a été mis au point par le service national de la protection civile, sous l'impulsion de M. Pélabon. La réalisation de ce programme doit permettre, sinon d'assurer, une protection suffisante contre tous les risques, du moins de réduire considérablement ceux-ci dans les secteurs les plus menacés.

L'année 1953 a été l'année de démarrage de ce programme, avec un crédit modeste de près de 1.500 millions. L'exécution de ce programme, au rythme prévu initialement, aurait dû conduire à prévoir, pour 1954, 4.500 millions de crédits de payement. Malheureusement, après de nombreuses délibérations, le Gouvernement a estimé que les exigences de l'équilibre budgétaire ne permettaient pas d'accorder en 1954 de nouveaux crédits à l'équipement de la protection civile.

Seuls les crédits de 1953 non encore consommés pourront être reportés. Cette décision, mes chers collègues, ne signifie en aucune manière une méconnaissance de la nécessité et de l'importance des tâches de la protection civile; elle ne signifie pas davantage l'abandon du programme, mais seulement un ralentissement sensible du rythme de réalisation.

Mais, sans vouloir préjuger les décisions qui devront être prises à la fin de 1954, ce ralentissement peut n'être que provisoire. En prenant sa décision, le Gouvernement a été, en effet, parfaitement conscient de la nécessité, pour éviter un étalement du programme, de compenser dans le budget de 1955 le retard pris en 1954. Dans cette perspective, l'année 1954 ne sera pas complètement perdue pour la protection civile; elle permettra de pousser plus avant les études entreprises pour la réalisation du programme, notamment la tranche de 1954, et de former dans les départements, sans recrutement de personnel nouveau, les cadres indispensables.

Dans ces conditions, l'absence de crédits d'équipement en 1954 ne saurait avoir pour conséquence la suppression des crédits de fonctionnement qui, elle, signifierait la disparition totale et probablement définitive du service national de la protection civile et risquerait ainsi d'hypothéquer dangereusement l'avenir.

La mise sur pied d'un tel service ne s'improvise pas et il serait difficile, sinon impossible, de récupérer, après leur dispersion, les techniciens réunis depuis la création du service.

Votre commission des finances l'a si bien compris qu'elle vous propose de rétablir les crédits de fonctionnement. Elle

estime, par contre, indispensable que possibilité soit donnée au Parlement, au cours d'un ample débat, de discuter des objectifs et des moyens de la protection civile. Le Gouvernement est à la disposition du Parlement pour un tel débat.

Personnellement je le souhaite d'autant plus vivement qu'une discussion ouverte dans les Assemblées sur les problèmes de protection civile nous aurait peut-être épargné la situation regrettable dans laquelle nous nous trouvons cette année.

J'estime qu'autant il est normal que la responsabilité de la protection civile incombe aux ministères civils — c'est du reste le système qui prévaut dans le monde entier — autant il me paraît anormal que les problèmes de défense nationale, qu'ils soient d'ordre militaire ou civil, ne soient pas examinés simultanément, et que les programmes ne soient pas conçus et appliqués en fonction des mêmes exigences. Il conviendrait, à mon sens, que les crédits jugés nécessaires à la protection civile soient arrêtés non dans le cadre des crédits des seuls ministères civils responsables, mais dans le cadre d'une étude d'ensemble des problèmes de la défense naitonale. Ainsi pourrait être assurée la coordination, que commandent la logique et la nécessité entre les programmes proprement militaires et les programmes civils, notamment en ce qui concerne le rythme de réalisation.

Votre commission des finances a, par ailleurs, exprimé la crainte que l'application du programme d'équipement ne donne lieu à une prolifération d'emplois ou de services non indispensables. Je veux, sur ce point, rassurer complètement le Conseil de la République.

Si la loi de finances du 7 février dernier a autorisé la création, à l'administration centrale, de quelques emplois subalternes et de dix postes de chargés de mission technique, si, d'autre part, le recrutement de 35 chargés de mission départementaux a été effectué, je suis en mesure d'affirmer au Conseil de la République que ces emplois une fois pourvus — et ils le sont maintenant — aucune création d'emplois nouveaux n'est envisage pour l'avenir, en tout cas pour 1954.

Au contraire, il a toujours été dans nos intentions de faire appel, dans toute la mesure du possible aux administrations et corps existants: préfectures, C. A. T. I., corps de sapeurs-pompiers. Cette règle a inspiré dans le passé le développement des services de la protection civile dans le cadre national et dans le cadre départemental. Je m'attacherai à ce qu'elle soit respectée lors des développements ultérieurs du programme.

En dehors des services existants qui doivent fournir les emplois permanents de la production civile, nous envisageons, sauf exception justifiée, de ne faire appel qu'à des collaborateurs temporaires, volontaires ou requis pour l'immense majorité des personnels dont les circonstances peuvent rendre le recrutement nécessaire.

En ce qui concerne le matériel, nous utiliserons les C. A. T. I. toutes les fois que la nature des services qui pourraient leur être demandés sera compatible avec leurs attributions.

Mes chers collègues, en manière de conclusion à cette très brève observation, permettez-moi de me tourner vers M. le sénateur Pic, qui représente avec tant d'autorité votre commission de l'intérieur et de lui dire: mon cher collègue, ce que je sollicite de vous, c'est que vous retiriez dès à présent les amendements que vous avez développés tendant à la disjonction des chapitres de la protection civile. Si je vous le demande c'est essentiellement pour deux raisons que voici: d'abord pour que, le service de la protection civile étant assuré de continuer ses travaux, notre pays soit en mesure de répondre à ses obligations sur le plan international — c'est ce qu'on appelle, entre honnêtes gens, tenir parole — ensuite parce que je pense à cette petite équipe d'hommes — une vingtaine, pas davantage — que peut-être seul ici je connais bien, recrutée avec peine par le créateur du service, qui a su lui insuffler son enthousiasme, sa foi dans la grandeur de l'œuvre, afin qu'elle soit assurée de continuer son œuvre demain. Si la protection civile, comme je l'espère très fermement, demeure, il me sera personnellement très agréable de penser qu'elle le devra en partie à la sagesse du Conseil de la République. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1er:

« Art. 1er. — I. — Il est ouvert au ministre de l'intérieur, au titre des dépenses ordinaires, pour l'exercice 1954, des crédits s'élevant à la somme de 80.984.609.000 francs.

« Ces crédits s'appliquent:

« A concurrence de 75.394.189.000 francs, au titre III: « Moyens des services »;

« Et à concurrence de 5.590.420.000 francs, au titre IV: « Interventions publiques »,

conformément à la répartition, par service et par chapitre, figurant à l'état A annexé à la présente loi.

« II. — Le recensement de la population sera, en tout état de cause, entrepris et achevé en 1954. »

L'article 1er est réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état A annexé.

Je donne lecture de cet état:

Intérieur.

TITRE III. — MOYENS DES SERVICES

1re partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.

« Chap. 31-01. — Administration centrale. — Rémunérations principales, 400.518.000 francs. »

Par amendement (n° 2), M. L'Huillier et les membres du groupe communiste proposent de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. L'Huillier.

M. Waldeck L'Huillier. La réduction indicative que j'ai l'honneur de proposer au Conseil de la République a pour objet de demander à M. le ministre de l'intérieur de procéder à la réintégration des cadres dégagés en 1951 en raison de leur activité syndicale.

Je voudrais signaler au Conseil de la République que la désignation d'une nouvelle direction de la sûreté nationale, en 1948, a eu comme résultat immédiat une série de mutations qui n'ont pas été soumises à l'avis des commissions paritaires. De nombreux militants de la fédération des syndicats de police de la confédération générale du travail sont mutés, prétend-on dans l'intérêt du service. C'est un argument faux puisque, dans la plupart des cas, les mutations sont incompatibles avec l'état des effectifs, les intéressés étant souvent mutés dans des départements de l'Est où le dialecte, dont il ne connaissent pas un seul mot, est uniquement utilisé par la population. D'ailleurs ces régions sont très souvent « choisies » comme lieu de la mutation.

En 1950, la répression contre des militants de la confédération générale du travail devient plus rude; des militants sont rayés des cadres ou révoqués pour les motifs les plus divers, en particulier pour avoir défini la position du syndicat sur l'organisation et l'utilisation de la police. Pour ce dernier motif, tout le secrétariat du syndicat a été radié des cadres.

En 1951, sous prétexte d'économies, un dégagement des cadres se produit dans la sûreté nationale, qui affecte environ 1.000 fonctionnaires. Pour cette opération, effectuée par référence à la loi du 3 septembre 1947, les services du ministère de l'intérieur s'affranchissent des restrictions au licenciement apportées par ladite loi modifiée par celle du 22 juillet 1948, qui prévoit expressément que sont dégagés des cadres les fonctionnaires ayant d'abord bénéficié de recrutement ou de promotion sous Vichy, ensuite « selon la moindre valeur professionnelle ».

Ces dispositions ne sont pas pour gêner le ministère de l'intérieur, et en particulier le directeur de la sûreté nationale d'alors qui, s'inspirant du décret du 4 novembre 1948, déclare que seront dégagés des cadres les fonctionnaires ayant bénéficié d'un recrutement ou d'une promotion abusif mais qui auront aussi fait l'objet, au titre des ordonnances relatives à l'épuration administrative, d'une sanction disciplinaire n'ayant pas été amnistiée.

Par un arrêt du 31 octobre 1952, le Conseil d'Etat s'est prononcé sur cette disposition du décret précité, en indiquant qu'elle n'a aucune base légale dans la loi du 3 septembre 1947 dont elle a illégalement restreint la portée. Et le Consei d'Etat a annulé le dégagement des cadres des personnes intéressées que le ministre des affaires étrangères avait illégalement licenciées en pratiquant de la même façon que le ministre de l'intérieur. De plus, on s'est affranchi d'un certain nombre de critères, en particulier de celui de la moindre valeur professionnelle.

Le ministre de l'intérieur vient de répondre aux pourvois engagés devant le conseil d'Etat par les intéressés; il n'apporte aucun argument pouvant justifier ces licenciements. Mieux, il indique que 132 gardiens de la paix, 18 inspecteurs et 18 secrétaires de police ont échappé au licenciement, bien qu'ayant bénéficié d'un recrutement ou d'une promotion abusif sous Vichy.

L'arrêt du Conseil d'Etat du 31 octobre 1952 ayant déjà jugé cette question, il ne fait aucun doute que tous les fonctionnaires de la sûreté nationale dégagés des cadres en 1951, vont être réintégrés avec le bénéfice de rappels de solde très importants. Il convient donc de rappeler que le Conseil de la République, unanime lors de la discussion du budget de l'intérieur pour 1951, s'était prononcé contre ces licenciements, mais que son vote n'avait pas été suivi d'effet.

On peut mesurer aujourd'hui combien notre assemblée avait raison, puisque, en définitive, le prétexte d'économies qui a

permis ces licenciements n'avait aucune valeur; et cela va se traduire, en fait, par des dépenses supplémentaires pour les caisses de l'Etat. Dans ces conditions, il serait inadmissible d'attendre encore quelques mois la décision du Conseil d'Etat, qui ne peut que provoquer l'annulation des arrêtés de licenciement, cette annulation entraînant, au fil des mois, une augmentation des indemnités et rappels de soldes qui devront être payés aux intéressés.

La réintégration de tous les dégagés des cadres en 1951 s'impose de toute urgence, comme celle aussi de tous ceux qui ont été privés de leur emploi dans la sûreté nationale, uniquement en raison de leur activité syndicale ou de leur opinion.

Tel est le sens que je donne à mon amendement, sur lequel je demande au Conseil de la République de se prononcer.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Le Conseil d'Etat étant saisi, la commission estime qu'il convient de s'en remettre à la décision que prendra cette haute juridiction.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur. Le Gouvernement partage l'avis de la commission.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je vais mettre aux voix l'amendement de M. L'Huillier.

Je suis saisi d'une demande de scrutin présentée par le groupe communiste.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM .les secrétaires en font le dépouillement.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre de votants	258
Majorité absolue	130
Pour l'adoption	18
Contre	240

Le Conseil de la République n'a pas adopté.

Par voie d'amendement (n° 30 rectifié), M. Courrière et les membres du groupe socialiste proposent de réduire ce crédit de 600.000 francs.

La parole est à M. Courrière.

M. Courrière. Mesdames, messieurs, mon amendement est la conclusion ou, si vous le voulez, la sanction du débat qui a eu lieu cet-après-midi. Il tend à réduire le crédit affecté au traitement du ministre de 600.000 francs.

Nous avons entendu MM. Hauriou et Léo Hamon flétrir comme il convient les actes qui ont été commis contre la population estudiantine de Paris. Nous avons, les uns et les autres, regretté que l'on se soit livré, contre les étudiants, à d'inqualifiables brutalités. Il y a un responsable. Quoi qu'on en ait dit, ce ne peut être que le ministre de l'intérieur. Nous pensons que si nous avions, comme à l'Assemblée nationale, la possibilité d'ouvrir un large débat nous aurions fait une interpellation et nous aurions rédigé, comme on l'a fait là-bas, une motion ou un ordre du jour.

Nous n'avons pas, ici, cette possibilité. Le seul moyen qui nous reste est de sanctionner dans les faits le ministre de l'intérieur que nous tenons pour responsable. D'ailleurs, s'il n'y avait pas d'autres raisons que celle-là, elle suffirait; mais il y en a d'autres.

Tout à l'heure j'ai entendu M. le rapporteur de la commission des finances et M. le rapporteur de la commission de l'intérieur dire à M. le ministre combien était grave la situation dans laquelle se trouvaient les communes.

M. le président Abel-Durand, parlant au nom des présidents de conseils généraux, disait que nous allions singulièrement vers un système qui rappelait celui du second empire.

Au moment où les décrets ont été signés, le ministre de l'intérieur avait le devoir de protester, de la manière la plus formelle, contre ce qui a été fait contre les communes et contre les départements de ce pays. Il a pour mission essentielle d'être le tuteur des communes. Il les a laissé spolier de la manière la plus totale et de la manière la plus formelle, il l'a reconnu lui-même tout à l'heure. Il a pour mission essentielle de défendre les libertés de ces communes. Il a toléré que soit signé le décret que vous connaissez qui enlève aux collectivités locales une partie des libertés qu'elles possèdent.

Il n'est pas pensable que le Conseil de la République qui représente ici les collectivités locales et départementales, laisse passer sans sanction un débat comme celui d'aujourd'hui. C'est pourquoi je vous demande de voter l'amendement que j'ai déposé.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Mes chers collègues, j'avais demandé au cours des débats à M. le ministre de l'intérieur, tuteur des collectivités locales de s'attacher à la façon la plus ferme et la plus continue — ce sont les expressions employées — à défendre les intérêts des collectivités que nous représentons ici.

Sans forcer l'appréciation portée sur la réponse donnée à l'instant par M. le ministre de l'intérieur, je crois pouvoir dire que nous avons reçu de lui l'engagement solennel qu'il poursuivrait l'action entreprise pour défendre ces collectivités.

Dans ces conditions, la commission des finances ne peut pas lui refuser sa confiance. Elle rejette donc l'amendement proposé.

Mlle Mireille Dumont. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à Mlle Mireille Dumont, pour explication de vote.

Mlle Mireille Dumont. Le 15 décembre dernier, dans le calme, des étudiants, accompagnés de leurs maîtres, réclamaient un budget de l'éducation nationale à la mesure des besoins de la nation. C'est là le droit de la jeunesse étudiante qui souffre de l'insuffisance des crédits réservés à son instruction, à ses conditions de vie.

Les étudiants, réunis par milliers à l'appel de leur organisation, appuyaient ainsi la volonté exprimée au Parlement d'avoir un budget de l'éducation nationale digne de notre pays.

L'Assemblée nationale a refusé jusqu'à ce jour l'examen du budget de misère prévu pour 1954, laissant s'aggraver les sérieuses déficiences que nous signalions tous ici même lors du grand débat du 20 novembre dernier, sur les conditions dans lesquelles s'était effectuée la rentrée scolaire de 1953. Nous pouvons dire qu'après les enseignants, le 9 novembre, les étudiants, le 15 décembre, traduisaient le sentiment quasi unanime de la nation.

Au terme d'une manifestation toute pacifique, nous pouvons établir ce triste bilan: 400 arrestations, 40 blessés, dont 6 devaient être hospitalisés. Le ministre de l'intérieur — il est vrai — nous a dit que c'était peu, à l'Assemblée nationale, il a textuellement ajouté: « Il n'y a pas eu de fracture de crâne ». Cela n'est pas de la faute des matraqueurs. Des jeunes filles furent traînées par les cheveux; le président de l'Union nationale des étudiants de France a été matraqué, frappé par derrière.

Tout à l'heure M. le ministre de l'intérieur nous disait que c'était pour rétablir la circulation que des étudiants avaient été soulevés et qu'il n'y avait eu que peu d'incidents. Le bilan fait foi du contraire et la vérité est que les étudiants arrivés au carrefour du boulevard Saint-Michel et du boulevard Saint-Germain, alors qu'une délégation porteuse de leurs doléances se rendait à l'Assemblée nationale, s'assirent sur le trottoir pour attendre le retour de leurs camarades.

En réalité, pendant qu'eux-mêmes étaient bousculés, matraqués, chassés, la délégation était amenée au Grand-Palais où ses membres furent arrêtés, interrogés, photographiés comme des malfaiteurs.

M. Martinaud-Déplat nous dit qu'il couvre les agissements de sa police et que les matraquages ne furent le fait que de quelques agents isolés. Quatre cents arrestations, quarante blessés, cela ne résulte pas d'actes individuels, mais d'un ordre et M. Martinaud-Déplat est en fait responsable.

De toutes façons, le Conseil doit montrer sa désapprobation totale de pareils agissements. Notre devoir est de défendre notre jeunesse, c'est donc de la protéger contre ceux qui, non contents de la priver de crédits nécessaires à son instruction, n'hésitent pas à lancer contre elle les forces policières, alors que cette jeunesse se fait le porte-parole des vœux de la nation tout entière.

Nous avions déposé un amendement afin que le Conseil manifeste sa révolte devant de pareils actes. Il va dans le sens de celui que présente M. Courrière. Aussi voterons-nous cet amendement.

M. le président. La parole est à M. Chapalain, pour explication de vote.

M. Chapalain. Tout à l'heure, M. le ministre de l'intérieur nous a déclaré qu'il était tout disposé à assurer aux collectivités locales les ressources dont celles-ci ont grand besoin et qui ont été réduites par décret. Mais il a ajouté aussitôt qu'il n'était pas le seul maître de l'affaire et qu'il y avait quelqu'un qui disposait des fonds. Or, nous avons le plaisir de l'avoir ce soir. *(Sourires.)*

Nous voudrions que M. le ministre des finances nous dise si, pour 1954, les collectivités locales vont obtenir, dans le cas où la réforme fiscale ne serait pas votée ou prise en considération, les suppléments qu'on leur attribue chaque mois.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. le ministre de l'intérieur. Je répondrai brièvement à M. Chapalain. Mes explications précédentes ont été aussi complètes et aussi loyales que possible. Il s'agit d'un amendement portant réduction indicative de mon traitement. J'aurais mauvaise grâce à ne pas m'en remettre à la sagesse de l'Assemblée,

persuadé d'avance que les applaudissements qui ont souligné certaines parties des démonstrations que j'ai faites me vaudront un scrutin qui me sera favorable.

M. Chapalain. C'est à M. le ministre des finances que j'ai posé la question.

M. Edgar Faure, *ministre des finances et des affaires économiques.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre des finances. Je suis très heureux que M. Chapalain ait pris le soin de permettre au Conseil de la République de s'apercevoir que j'étais arrivé. (*Sourires.*)

Je m'empresse de le rassurer en lui indiquant très nettement que des compensations, prévues d'ailleurs à la demande de M. le ministre de l'intérieur au moment où les mesures de détaxation des produits alimentaires ont été envisagées dans l'intérêt du pouvoir d'achat des classes laborieuses, ont été décidées.

Dans la mesure où ces dispositions seront reconduites — et elles le seront effectivement — les compensations strictes et totales prévues, d'accord entre les départements de l'intérieur et des finances, seront maintenues.

D'ailleurs, la commission des finances de l'Assemblée nationale a pensé que telle serait la solution puisqu'elle a pris soin d'elle-même de rectifier en conséquence les évaluations de la loi de finances dont vous êtes saisis.

Je suis donc en mesure de donner tous apaisements à M. Chapalain.

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur l'amendement de M. Courrière ?...

Je le mets aux voix.

Je suis saisi d'une demande de scrutin présentée par le groupe socialiste.

Le scrutin est ouvert.

(*Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.*)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre de votants	275
Majorité absolue	138
Pour l'adoption	75
Contre	200

Le Conseil de la République n'a pas adopté.

Par amendement (n° 40), Mlle Mireille Dumont, M. Georges Marrane et les membres du groupe communiste avaient proposé de réduire le crédit de ce même chapitre 31-01 de 1.000 francs, mais, à la suite du vote qui vient d'intervenir, cet amendement est sans doute retiré ?

Mlle Mireille Dumont. Il est retiré, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur le chapitre 31-01 ?...

Je le mets aux voix.

(*Le chapitre* 31-01 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-02. — Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses, 78.302.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-03. — Inspection générale de l'administration. — Rémunérations principales, 31.669.000 francs. »

La parole est à M. Léo Hamon.

M. Léo Hamon, *rapporteur pour avis.* M. le ministre a, tout à l'heure, fait allusion à ma participation à un congrès international et, pour que je ne sois pas soupçonné de mauvaises fréquentations ni M. le ministre de mauvais procédés, dans notre commun intérêt donc, je dirai qu'il s'agissait, si j'ai bien compris, du congrès de sciences administratives d'Istamboul où j'avais le très grand honneur de participer à la délégation officielle française.

A ce congrès, ont été évoqués divers problèmes concernant les techniques et les progrès de l'administration. Il nous est apparu à ce congrès — j'aurai l'occasion d'en parler un jour plus longuement au nom de la commission de l'intérieur — que les méthodes, non seulement des sciences administratives françaises, mais encore de l'administration française pouvaient être considérées et examinées avec intérêt et attention par les nations étrangères.

Or, l'un des instruments de perfectionnement de notre administration est précisément l'inspection générale des services administratifs. A plusieurs reprises, au cours des budgets antérieurs, j'ai eu l'occasion de dire aux prédécesseurs de M. le ministre de l'intérieur combien il me paraissait souhaitable que l'inspection générale du ministère de l'intérieur devienne de plus en plus l'inspection générale des services administratifs, inspection qui, si elle est installée près du ministère de l'intérieur, doit cependant, dans ses investigations, déborder des services du seul ministère de la place Beauvau.

Si j'interviens à ce moment, ce n'est donc pas pour rappeler à M. le ministre de l'intérieur l'importance, qu'il connaît mieux que quiconque, de cette inspection, mais pour lui demander s'il compte pouvoir élargir l'activité de ce corps de qualité à la responsabilité et aux initiatives qu'il mérite, et pour lui dire, comme j'ai déjà eu l'occasion de le faire à la commission de l'intérieur, que ce service est, à mon sens, particulièrement qualifié pour fournir un avis sur l'avenir des centres administratifs et techniques interdépartementaux dits C. A. T. I. J'ai, d'ailleurs, eu sur ce point la satisfaction d'entendre, au cours de son intervention sur le passage aux articles, M. le ministre, donner une indication marquant qu'il avait précisément l'intention de faire jouer ce rôle à l'inspection générale des services administratifs et de lui attribuer ces investigations. Je serais heureux de lui voir confirmer qu'il attend des avis de ce corps les suggestions utiles pour les décisions qu'il prendra sur les C. A. T. I.

Voici, enfin, ma dernière observation, pour n'avoir pas besoin d'y revenir ensuite, parce que je sais bien qu'elle aurait pu se placer sur un chapitre ultérieur concernant les services « organisation et méthode ».

J'ai eu l'occasion de dire à la commission, et j'ai eu le grand plaisir d'entendre M. Pic le dire avec beaucoup d'autorité, que nous avions sur les services « organisation et méthode », à la commission de l'intérieur, un avis plus nuancé que la commission des finances. Ces services ne doivent pas seulement poursuivre des économies réalisées, ils font aussi partie, avec l'inspection générale des services administratifs, d'un ensemble d'instruments tendant à assurer un meilleur fonctionnement de l'administration française, sa rationalisation pour reprendre un néologisme barbare.

Telles sont à propos de cet article les observations présentées, je crois, monsieur le ministre, sur un ton de parfaite objectivité, qui doit, je crois, montrer que la critique des errements n'enlève rien aux meilleurs procédés de l'administration.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. le ministre de l'intérieur. Je voudrais rassurer l'honorable sénateur et lui dire que ses préoccupations ont déjà été les miennes.

J'ai eu l'occasion d'indiquer, en ce qui concerne les centres d'administration techniques interdépartementaux, non pas que j'avais l'intention d'ordonner une inspection générale, mais que je l'avais effectivement ordonnée et que j'avais utilisé le corps d'excellents fonctionnaires de l'inspection générale pour obtenir les renseignements nécessaires pour apprécier l'œuvre des centres d'administration techniques interdépartementaux. J'ai étendu leur compétence à l'examen de l'ensemble des services de la sûreté nationale, et j'ai également ordonné une enquête de l'inspection générale sur ce que l'honorable sénateur a appelé les moyens de rationalisation. Je pense, par conséquent, que ma réponse lui donne, pour une fois, pleine et entière satisfaction.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Un mot simplement, sans allonger ces débats, pour prendre acte de l'hommage qui est rendu à l'inspection générale de l'administration. La commission des finances se félicite d'avoir, dans les années passées, soutenu cette inspection générale, qui avait fait l'objet, injustement pensions-nous, de diverses critiques. L'hommage qui lui est rendu aujourd'hui témoigne que notre commission avait vu juste.

En ce qui concerne le service « organisation et méthode » installé au ministère de l'intérieur, je voudrais indiquer à notre collègue M. Hamon que notre avis est peut-être plus nuancé qu'il ne paraissait le penser à l'instant. Nous avons simplement remarqué que depuis 1947, ce bureau a réalisé environ 100 millions d'investissements pour l'équipement administratif, sans qu'il nous ait été donné de constater des économies de personnel en contre partie. Il ne faut pas donner à l'avis de la commission des finances un sens qu'il n'a pas; nous pensons que l'amélioration des méthodes de travail doit tendre vers un but essentiel qui est la rentabilité des services publics. C'est pourquoi nous avons estimé, la période d'expérience, de 1947 à 1954, étant révolue, qu'il serait souhaitable — et c'est dans ce sens seulement que nous sommes intervenus — de voir dégager désormais les résultats que nous attendons de ce service.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 31-03.

(*Le chapitre* 31-03 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-11. — Administration préfectorale et conseils de préfecture. — Rémunérations principales, 701 millions 72.000 francs. »

La parole est à M. Charles Morel.

M. Charles Morel. Monsieur le ministre, il est actuellement question de réformer la Constitution. Or, je constate que c'est déjà fait, puisque l'administration, mal informée, oublie que le chef du département c'est, constitutionnellement, le président du conseil général. Ceci dit — et vous avez veut-être raison — vous renforcez les pouvoirs du préfet, vous lui donnez la haute autorité sur tous les fonctionnaires. Malheureusement, il y a quelques départements assez déshérités chez lesquels on a supprimé les directions administratives; c'est le cas de mon département où, pour la santé publique, nous dépendons de Clermont-Ferrand, pour l'armée de Marseille, pour l'instruction publique, de Toulouse, de Nîmes et Montpellier, et pour la justice de Nîmes. Il y a une pagaïe considérable dans ce domaine et, en somme, le préfet de mon département ne vous dirigera rien du tout parce que les hauts fonctionnaires qu'il devrait avoir sous sa coupe dépendent de préfets qui appartiennent à une classe plus élevée que la sienne. (*Sourires.*)

Je vous demande donc, monsieur le ministre, parce que cela complique et la tâche des maires, et celle de conseillers généraux qui ont des voyages au long cours à faire pour voir les chefs responsables et obtenir, soit satisfaction, soit des explications, que, dans chaque département, existe un fonctionnaire responsable dans chaque branche administrative, surtout dans celle des finances.

L'administration des finances comprend trois branches: contributions directes et indirectes ainsi que l'enregistrement et les hypothèques. Quand nous avons à régler une question d'imposition, par exemple, il faut que nous prenions le train pour Rodez. Nous tombons là sur des directeurs évidemment charmants et qui nous reçoivent fort bien, mais qui se moquent pas mal de nous parce qu'ils dépendent du préfet de l'Aveyron et qu'ils nous ignorent, ne connaissant notre pays que par les sessions du conseil général. (*Sourires.*)

Je vous demande donc, dans ces départements, de nommer un fonctionnaire — vous lui donnerez le grade que vous voudrez — qui soit responsable et qui puisse prendre des décisions sous votre couvert. (*Applaudissements.*)

M. le président. Sur ce même chapitre 31-11, la parole est à M. Léo Hamon.

M. Léo Hamon, *rapporteur pour avis.* J'interviens ici dans une qualité amphibie. Je viens de remplacer M. Pic comme rapporteur pour avis de la commission de l'intérieur, et j'aurai cependant nécessité de garder mon individualité sur un autre point.

L'observation que je désirerais présenter au nom de la commission de l'intérieur concerne le corps préfectoral. La commission n'est pas sans remarquer l'encombrement de ce cadre, où les promotions sont plus nombreuses que les débouchés. Les membres de la commission de l'intérieur se souviennent qu'avant la guerre un certain nombre de préfets, qui, momentanément, ne pouvaient pas exercer des fonctions préfectorales, se voyaient affectés à des fonctions dépendant d'autres ministères.

J'entends parler d'hôpitaux. J'ajouterai aux hôpitaux les trésoreries-paieries générales, etc.

Nous pensons, à la commission de l'intérieur, qu'un certain nombre d'emplois non préfectoraux pourraient être mis, le cas échéant, à la disposition des préfets et destinés à donner à ce cadre la souplesse et la variété d'affectations nécessaires. Nous savons que cela ne dépend pas que de vous, mais essentiellement de M. le président du conseil, arbitre entre ses collègues.

L'observation que je présente au nom de la commission de l'intérieur a donc pour but, si possible, d'étayer et de renforcer l'action du ministre de l'intérieur lorsqu'il aura, vis-à-vis de ses collègues et du président du conseil, à demander davantage de débouchés pour les préfets dont il a la responsabilité.

Voilà les observations que j'avais à présenter au nom de la commission, et j'ajoute que, personnellement, je m'y associe entièrement. Reste la seconde observation.

Une réforme importante est intervenue dans le domaine des conseils de préfecture. Parlant en mon nom personnel et puisque je suis dans ce que j'appellerai une heure d'orthodoxie, je dirai que cette réforme me paraît parfaitement bien venue.

Mais je voudrais dire à M. le ministre de l'intérieur que si le décret pris en 1953 en vertu des pouvoirs étendus — qu'il ne faut pas, bien entendu, appeler des décrets-lois — sur la réforme des conseils de préfecture, a heureusement résolu des problèmes que le Parlement tardait trop à résoudre, il y a deux points sur lesquels les dispositions de ce décret paraîtraient devoir être heureusement complétées ou précisées.

Le référé administratif, c'est-à-dire l'équivalent pour le président du conseil de préfecture des pouvoirs de constatation donnés au président du tribunal civil, manque dans la réforme de 1953. C'est pour nous une raison de souhaiter qu'un jour puisse être déposé, malgré tout, un projet de loi complétant, sur certains points, la réforme de 1953.

D'autre part, je voudrais demander à M. le ministre de l'intérieur, s'il considère que cela rentre dans sa compétence et non dans celle du garde des sceaux, comment il interprète le décret du 30 septembre 1953, relatif au second tour extérieur, à l'égard des présidents de conseil de préfecture. Il me semble important, au moment où les conseils de préfecture reçoivent des attributions juridictionnelles très étendues, que l'accès de ce cadre et singulièrement des postes présidentiels soit le plus possible réservé à des fonctionnaires qui tiennent du déroulement de leur carrière et de leur formation les garanties de compétence et d'impartialité que des justiciables doivent attendre de ceux qui cessent d'être des administrateurs pour devenir des juges.

Tel est l'objet des deux observations que je voulais soumettre à M. le ministre de l'intérieur.

M. le ministre de l'intérieur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. le ministre de l'intérieur. Je voudrais d'abord répondre à la question qui m'a été posée au sujet des compétences diverses en matière de rattachement régional de certains services. C'est un problème qui dépasse le cadre du ministère de l'intérieur lui-même. Mais il est incontestable que le décret qui a renforcé les pouvoirs des préfets et leur a donné une mission de représentation générale du Gouvernement dans le département doit être à l'origine d'un certain nombre de réformes, réformes sur lesquelles je ne manquerai pas d'attirer l'attention du Gouvernement pour harmoniser ce qui, pour l'instant, peut paraître ne point être en état d'harmonie totale.

En ce qui concerne les observations de la commission de l'intérieur concernant l'administration de la carrière préfectorale, je suis tout à fait d'accord avec cette commission sur la nécessité de rechercher le maximum de débouchés pour désencombrer une carrière pléthorique. Par conséquent, sur ce point, je me déclare parfaitement d'accord avec les suggestions faites par la commission de l'intérieur.

Dernière observation concernant les tribunaux administratifs. C'est une réforme que je connais d'autant mieux que je l'ai étudiée quand j'étais garde des sceaux. J'en avais commencé la discussion devant le Parlement et je l'ai suivie avec beaucoup d'attention quand, échappant au Parlement, elle a été transformée en un décret qui a aujourd'hui force de loi si le Parlement se déclare d'accord.

Pour ce qui est du référé, le texte me paraît parfait dans la forme où il a été adopté dans le décret. Je crois qu'il faut en user avec beaucoup de prudence pour que l'administration ne risque pas d'être paralysée par une procédure dont la rapidité et le caractère d'improvisation risqueraient de causer un grave préjudice à la chose publique.

En ce qui concerne le tour extérieur, il jouait autrefois une fois sur trois. Il a, par ce décret, été considérablement réduit, puisqu'il ne joue maintenant qu'une fois sur quatre.

De toutes façons, les garanties que demande l'honorable sénateur lui seront données lorsque je lui rappellerai que cela ne dépend plus seulement de la signature du ministre de l'intérieur, mais d'une double signature: celles du ministre de l'intérieur et du garde des sceaux.

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur le chapitre 31-11 ?...

Je le mets aux voix.

(*Le chapitre* 31-11 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-12. — Administration préfectorale et conseils de préfecture. — Indemnités et allocations diverses, 95.932.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-13. — Services des préfectures. — Rémunérations principales, 5.865.923.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-14. — Services des préfectures. — Indemnités et allocations diverses, 190.611.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-15. — Centres administratifs et techniques interdépartementaux. — Rémunérations principales, 430.790.000 francs. »

M. le ministre de l'intérieur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'intérieur. Je demande à la commission des finances de bien vouloir renoncer à l'abattement de 5 millions 725.000 francs qu'elle a opéré sur le chapitre 31-15 et, en conséquence, de rétablir le crédit dans son montant initial.

Ce chapitre concerne l'administration des C. A. T. I., sur lesquels nous nous sommes expliqués très complètement. Je pense, dans ces conditions, que la commission des finances voudra bien me donner cette satisfaction.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission des finances du Conseil de la République n'a fait que confirmer l'abattement opéré par la commission des finances de l'Assemblée nationale. Dans ces conditions, je ne puis que m'en remettre à l'appréciation du Conseil.

M. le rapporteur pour avis. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. J'indique, au nom de la commission de l'intérieur, que celle-ci s'est penchée sur le problème et qu'elle a accueilli avec satisfaction l'annonce d'une enquête de l'inspection générale des services administratifs que je viens d'entendre confirmer par M. le ministre de l'intérieur.

J'estime que, dans la situation présente et compte tenu, n'est-il pas vrai, monsieur le ministre, du caractère désormais provisoire de la situation existante, nous pourrions, en attendant les résultats de l'inspection administrative, rétablir le crédit dans son montant.

M. le président. La commission maintient-elle son abattement ?

M. le rapporteur. Je me permets simplement d'observer qu'il s'agissait de transformations d'emplois et il a paru plus sage à la commission, compte tenu de ce qu'une enquête est confiée à l'inspection générale de l'administration, d'attendre les résultats de cette enquête pour qu'il soit décidé de réaliser ou non ces opérations.

C'est pourquoi, présentement, et suivant la décision de la commission des finances de l'Assemblée nationale, nous avons maintenu l'abattement en cause.

M. le ministre de l'intérieur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. le ministre de l'intérieur. Je veux remercier la commission de l'intérieur de bien vouloir se rallier à mon point de vue et je voudrais à nouveau insister auprès de la commission des finances et, pour le cas où je ne pourrais la persuader, essayer de convaincre l'Assemblée de la nécessité de rétablir ces 5 millions.

En effet, je suis presque au terme de l'inspection générale que j'ai ordonnée, et si vous maintenez le crédit dans la forme où il a été adopté par l'Assemblée nationale, je risque d'être paralysé au cours de l'année et de me présenter, pour le budget de l'an prochain, dans des conditions identiques à celles de cette année, si bien qu'on m'adressera, à ce moment-là, le reproche de n'avoir réalisé aucune réforme, alors qu'en réalité c'est le manque de crédits qui ne m'aura pas permis d'agir.

S'il y avait, de la part de la commission des finances et de l'Assemblée, les mêmes réserves à l'égard de l'existence des C. A. T. I., je comprendrais très bien la position du Conseil. Mais dans la mesure où, au contraire, on a constaté à la commission des finances l'utilité et la nécessité de maintenir les C. A. T. I., je demande instamment qu'on rétablisse intégralement les crédits qui me sont nécessaires pour que je puisse, lorsque j'aurai les résultats de l'inspection générale, procéder aux aménagements qui me paraîtront indispensables.

M. le président. Quelles sont les conclusions de la commission ?

M. le rapporteur. J'ai déjà conclu, monsieur le président.

M. le président. Le Gouvernement demande la prise en considération de son chiffre initial, soit 436.515.000 francs.

Je vais consulter le Conseil de la République sur la prise en considération de la proposition du Gouvernement.

M. Bernard Chochoy. Il n'y a pas d'amendement ?

M. le président. Le Gouvernement, s'il n'a pas le droit d'amendement, a toujours le droit de demander la prise en considération de son texte primitif.

Je consulte le Conseil sur la prise en considération.

(*La prise en considération est repoussée.*)

M. le président. Dans ces conditions, le texte de la commission est maintenu.

Je mets aux voix le chapitre 31-15 au chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 31-15, *avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-16. — Centres administratifs et techniques interdépartementaux. — Indemnités et allocations diverses, 13.385.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-17. — Centres administratifs et techniques interdépartementaux. — Salaires et accessoires de salaire du personnel ouvrier du matériel, 310.159.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-21. — Cultes d'Alsace et de Lorraine. — Rémunérations principales, 789 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-22. — Cultes d'Alsace et de Lorraine. — Indemnités et allocations diverses, 1.124.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-31. — Protection civile. — Rémunérations principales, 15.532.000 francs. »

Par amendement (n° 13) M. Pic, au nom de la commission de l'intérieur, propose de supprimer ce chapitre.

A la suite de l'intervention de M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur, cet amendement est-il maintenu ?

M. le rapporteur pour avis. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Léo Hamon, rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. Le sens de la position prise par la commission de l'intérieur était d'obtenir l'explication d'un programme et d'une vue d'ensemble de la matière. La commission ne s'est pas réunie depuis que l'Assemblée a entendu M. le secrétaire d'Etat, mais je crois être l'interprète des réactions que je remarque chez mes collègues en pensant qu'ils considèrent l'exposé fait comme leur permettant d'accepter le rétablissement des crédits.

Je voudrais néanmoins insister encore au nom de la commission auprès de M. le ministre de l'intérieur et de M. le secrétaire d'Etat en leur disant qu'à notre sens le rétablissement des crédits n'a sa raison d'être que s'il est accompagné, et du dessein d'un plan bien tracé et de l'information adéquate, précise et complète, donnée par M. le ministre de l'intérieur aux commissions parlementaires compétentes, afin de leur permettre d'apprécier et le plan et le progrès dans la réalisation de ce plan.

M. le président. Si je vous comprends bien, monsieur Hamon, les trois amendements n° 13 sur le chapitre 31-31, n° 14 sur le chapitre 31-32, et le n° 15 sur le chapitre 31-33 sont retirés ?

M. le rapporteur pour avis. Oui, monsieur le président.

M. Dupic. Je reprends l'amendement n° 13 sur le chapitre 31-31, ainsi d'ailleurs que les amendements nos 14 et 15 sur les deux chapitres suivants, au nom du groupe communiste.

M. le président. L'amendement n° 13, portant sur le chapitre 31-31, est repris par M. Dupic, au nom du groupe communiste, ainsi que les amendements nos 14 et 15, portant respectivement sur les chapitres 31-32 et 31-33.

Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission des finances, qui a demandé le rétablissement des crédits pour la protection civile, est évidemment opposée aux amendements. En effet, ce service, pour ne pas être paralysé doit conserver ses crédits.

M. Dupic. Je demande la parole, pour soutenir ces amendements.

M. le président. La parole est à M. Dupic.

M. Dupic. Nous pensons que les crédits inscrits à ces trois chapitres seraient tragiquement inefficaces pour protéger la population. C'est vouloir la tromper qu'essayer de lui faire croire qu'il y aurait une possibilité quelconque de protection si, par malheur, notre pays devenait le théâtre d'un conflit. C'est mentir à la nation que de lui dire qu'elle pourrait, tout au moins en partie, être protégée en cas de guerre. Si une troisième guerre mondiale était déclenchée, notre pays deviendrait un coussin atomique. Les avions porteurs de bombes A et H ou d'engins téléguidés partiraient de nos propres pistes d'Afrique du Nord, ou de l'Espagne.

Où pourraient fuir nos populations civiles ? Quel est le point de notre pays qui pourrait servir de refuge, alors que, non seulement les territoires entourant les points de chute, mais les blessés, les cadavres, les plantes, l'eau, l'air même, devenus radio-actifs, pourraient présenter un danger mortel pour tout être humain ?

Si les bombes atomiques d'Hiroschima et de Nagasaki ont fait plus de 200.000 victimes, les bombes à l'hydrogène sont une centaine de fois plus destructives. Chaque jour, de nouvelles découvertes nous laissent à penser que la seule protection de 40 millions de Français, comme de toute la population du monde, ne peut se trouver que dans la paix. Aussi voterons-nous la suppression des crédits figurant au titre de la protection civile et émettons-nous le vœu que la politique gouvernementale suive enfin le cours que la population française, dans son ensemble, veut lui voir suivre, une politique de discussions internationales en vue de la mise hors la loi de toutes les armes de destruction massive, en vue également de la solution pacifique de tous les conflits par l'établissement de la paix. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. Alain Poher. Je demande la parole, contre les amendements.

M. le président. La parole est à M. Alain Poher.

M. Alain Poher. Monsieur le président, je parle contre les amendements, car je sais que le chapitre 31-32, par exemple, concerne le service Z et je ne veux pas croire que mon collègue M. Dupic envisage la suppression d'un tel service qui a récupéré, stocké et qui entretient 6 millions de masques.

Quelles que soient les éventualités du conflit et les possibilités de la bombe atomique, il nous semble élémentaire d'entretenir les masques qui existent et qui sont en bon état. C'est pourquoi je voterai contre les amendements repris par M. Dupic.

M. Wàldeck L'Huillier. Je demande la parole, pour expliquer mon vote.

M. le président. La parole est à M. L'Huillier.

M. Waldeck L'Huillier. Je voudrais poser une simple question. L'organisation atlantique prévoit que, dans l'organisation de la défense passive, le territoire de la France sera mis à la disposition des populations allemandes pour y être protégées. Est-ce vrai ? (*Mouvements.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 13.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 31-31, au chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 31-31 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-32. — Protection civile. — Salaires et accessoires de salaires du personnel ouvrier, 66.817.000 francs. »

M. Dupic a repris, sur ce chapitre, l'amendement n° 14, mais comme le Conseil s'est prononcé en repoussant l'amendement n° 13, je mets donc aux voix le chapitre 31-32, au chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 31-32 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-33. — Protection civile. — Indemnités et allocations diverses, 42.000.000 de francs. »

L'amendement n° 15, repris par M. Dupic, se trouve également rejeté.

Je mets donc aux voix le chapitre 31-33, au chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 31-33 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-41. — Sûreté nationale. — Rémunérations principales, 19.592.093.000 francs. »

Par amendement (n° 18), M. Pic, au nom de la commission de l'intérieur, propose de supprimer ce chapitre.

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. Monsieur le président, l'amendement déposé par la commission de l'intérieur tend à reprendre la disjonction opérée par l'Assemblée nationale et abandonnée par la commission des finances du Conseil de la République.

Quel est l'objet de cet amendement ? Quelle est sa raison d'être ? La commission de l'intérieur a voulu, en le déposant, marquer sa désapprobation de l'insuffisance des mesures prises en faveur des services de police. Qu'il me soit permis de faire observer, monsieur le ministre, que cette appréciation est commune aux différents membres de la commission de l'intérieur. En effet, si des membres de la commission peuvent, en certains cas, élever des critiques contre le fonctionnement des services de la police, ils sont unanimes à reconnaître la qualité des éléments qui la composent et la nécessité de leur assurer une existence décente.

Je n'ai pas l'intention de revenir sur de longs débats qui ont eu lieu l'année dernière. M. le ministre de l'intérieur, dans son intervention, a rendu hommage à la discrétion de cette Assemblée dans l'évocation des revendications et des préoccupations de certains personnels. J'entends ne pas déméríter de cet éloge mais je voudrais vous dire qu'il paraît choquant à notre commission que soit maintenue, entre les personnels de la préfecture de police, d'une part, et ceux de la sûreté nationale, d'autre part, la différence considérable que vous savez.

Je vous ai entendu, tout à l'heure, indiquer que vous envisagiez le moyen de libérer votre administration du plafond, de la grille — je ne sais comment appeler cela — des 32 p. 100. Notre commission juge inacceptable ce cumul de restrictions qui fait que, non seulement les indices sont différents, mais encore que s'ajoute le déclassement résultant de la différence des rythmes d'avancement par suite, précisément, de ce barrage de 32 p. 100 qui est opposé à la sûreté nationale et n'a pas son équivalent à la préfecture de police.

Compte tenu de la situation particulièrement difficile des gardiens de la paix, la commission de l'intérieur s'est prononcée pour la disjonction opérée par l'Assemblée nationale. J'ajoute qu'en tout état de cause, et même si la solidarité ministérielle vous vaut, du fait des restrictions du ministre des finances, certaines difficultés, il nous apparaît parfaitement possible de supprimer le barrage des 32 p. 100 et, d'autre part, la différence particulièrement criante concernant les gardiens de la paix et leurs assimilés.

Telles sont les raisons pour lesquelles la commission a dû demander à nouveau la disjonction de ce chapitre.

M. le président. Par amendement (n° 31) M. Pierre Commin et les membres du groupe socialiste et apparentés proposent également de supprimer ce chapitre.

La parole est à M. Pierre Commin.

M. Pierre Commin. J'ai déposé, au nom du groupe socialiste, un certain nombre d'amendements portant sur les chapitres 31-41, 31-42, 31-42, 31-92, chapitres qui ont été disjoints par l'Assemblée nationale. Mes amendements ont exactement le même objet que les amendements déposés par la commission de l'intérieur. De quoi s'agit-il ? Il s'agit de cette question déjà vieille de la disparité des rémunérations entre les personnels de la sûreté nationale et les personnels de la préfecture de police.

M. Masteau, rapporteur de la commission des finances, a bien voulu nous indiquer qu'il existait encore une certaine disparité, notamment en ce qui concerne les gardiens de la paix, mais que, pour les autres personnels, cette disparité avait pratiquement disparu. Son observation est quelque peu optimiste et je pourrais facilement démontrer que la situation antérieure est pratiquement la même et que le décret du 21 mai 1953 n'a pas du tout résolu la question, surtout à propos des gardiens de la paix.

Lorsqu'on connaît les indices améliorés résultant de ce décret, on constate que l'écart qui existait auparavant n'a été tout au plus réduit que de 10 à 12 p. 100. C'est dire, par conséquent, que la situation antérieure subsiste et qu'il faut trouver une solution.

On nous propose l'arbitrage des ministres de l'intérieur, des finances et de la fonction publique. Ce que nous propose M. le rapporteur — je le dis après avoir entendu cet après-midi M. le ministre de l'intérieur qui, certes, a entr'ouvert une porte — ne peut pas nous donner l'assurance formelle qu'en 1954, notamment, le pourcentage de 32 p. 100 disparaîtra.

Dans ces conditions, je crois que la méthode préconisée par la commission de l'intérieur, à laquelle je me rallie et qui consiste à disjoindre les chapitres intéressés, présente infiniment plus d'efficacité car, je voudrais le dire en terminant, chaque fois que nous parlons de ces problèmes, un ministre de l'intérieur nous fait des promesses et, un an après, à notre grande déception, nous devons aborder de nouveau le même problème, mais nous n'avons plus le même ministre de l'intérieur et nous devons recommencer d'éternelles discussions.

Je pense qu'aujourd'hui la présence bienheureuse de M. le ministre des finances nous vaudra, de la part de M. le ministre de l'intérieur, un acquiescement évidemment concerté, nous disant que le pourcentage des 32 p. 100, c'est-à-dire le plafond actuel existant à la sûreté nationale, disparaîtra et qu'au cours de l'exercice 1954 une certaine amélioration de la situation du personnel de la sûreté nationale pourra être réalisée.

Tel est le sens de notre amendement. J'attends maintenant la réponse que voudront bien nous faire M. le ministre des finances et M. le ministre de l'intérieur. (*Applaudissements à gauche.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur ces deux amendements ?

M. le rapporteur. La commission des finances ne méconnaît pas la portée des observations présentées par la commission de l'intérieur. Elle confirme une fois encore qu'elle est entièrement d'accord pour la suppression du pourcentage de 32 p. 100 prévu pour l'accession des gardiens de la paix au grade de sous-brigadier. Elle confirme également ce qui a été dit cet après-midi, à savoir qu'elle demande que soient supprimées, le plus rapidement possible, les disparités qui existent encore entre la sûreté nationale et la préfecture de police.

Elle a pris acte, cet après-midi, de la déclaration de M. le ministre de l'intérieur, que je crois bien interpréter en disant, monsieur le ministre, que nous avons reçu votre accord sur le principe de la suppression de ces disparités.

C'est dans ces conditions que la commission des finances, tout en soulignant très nettement sa position sur cette suppression indique qu'il lui paraît cependant plus opportun pour le bon fonctionnement du service et dans l'intérêt même des personnels dont nous nous préoccupons, de maintenir à la disposition du ministre de l'intérieur les crédits dont il a besoin. Nous pensons répondre ainsi aux légitimes préoccupations de nos collègues de la commission de l'intérieur, préoccupations qui d'ailleurs sont les nôtres.

En définitive, nos conclusions sont les mêmes, seule la procédure diffère. La commission des finances, en effet, a le souci majeur de laisser subsister les crédits indispensables au fonc-

tionnement du service et qui permettront d'assurer les rémunérations des personnels en fonction.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur. Je n'ai rien à ajouter à l'intervention que j'ai faite dans la discussion générale. M. le rapporteur de la commission des finances vient de tenir ce qui me paraît être le langage même de la sagesse. Je promets de faire tout mon possible pour réaliser, par étapes, un principe sur lequel j'ai donné mon accord.

M. le rapporteur pour avis. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. Je suis porteur d'un mandat, j'entends le remplir à la fois avec courtoisie et correction. La commission de l'intérieur et la commission des finances sont d'accord pour considérer que le barrage de 32 p. 100...

M. le rapporteur. Doit « sauter ».

M. le rapporteur pour avis ...doit « sauter », vous l'avez fort bien dit et que, en outre, les différences d'indices importantes et injustifiables doivent disparaître. Cette différence, quand il s'agit des gardiens de la paix, est de 240 en regard de 285, de 425 au regard de 460 pour les commissaires de police, et la différence des cadences d'avancement accentue encore la différence des indices.

Là où nous différons, c'est sur la procédure. La commission des finances estime satisfaisant l'accord de principe de M. le ministre de l'intérieur sur l'opportunité d'un changement. La commission de l'intérieur considère qu'il lui faut davantage encore. Elle voudrait, monsieur le ministre, que vous puissiez au moins nous donner, en présence de votre collègue, M. le ministre des finances, l'assurance que quelque chose sera fait, ne fût-ce par exemple que l'abolition du barrage de 32 p. 100 et un premier rajustement des indices.

Franchement, je n'ai pas, en conscience, le pouvoir d'abandonner l'amendement de la commission de l'intérieur si cette assurance au moins, très modérée vous le voyez, ne nous est pas donnée.

M. le ministre de l'intérieur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. le ministre de l'intérieur. Le Conseil de la République me croira, je pense, assez loyal pour ne pas prendre des engagements que je serais incapable de tenir. J'ai fourni une réponse extrêmement nette sur ma pensée, au cours de la discussion générale. On me demande aujourd'hui de prendre un engagement formel en ce qui concerne le barrage des 32 p. 100. Cela nécessite un accord avec d'autres ministères, notamment avec tous ceux qui comportent des barrages analogues. Je suis en pourparlers à ce sujet avec M. le ministre des finances. Il nous faudra bien aboutir à une conclusion. Cependant, je l'ai dit et je le répète, je pense être en mesure de trouver, à l'intérieur de mes crédits, la possibilité de réaliser une mesure qui donnera partiellement satisfaction à la revendication formulée.

Dans ces conditions, je demande qu'on me laisse examiner le problème à fond et j'insiste vivement auprès du Conseil de la République pour qu'il maintienne le chapitre et permette ainsi le financement d'un grand service public. Celui-ci doit être assuré et je sais que l'Assemblée devant laquelle je suis est trop consciente de ses responsabilités pour ne pas lui enlever le moyen de fonctionner.

M. le président. La parole est à M. Commin.

M. Pierre Commin. Monsieur le ministre, la déclaration que vous venez de faire est très en retrait de celle que vous avez faite cet après-midi.

M. Alain Poher. Il y a un témoin !

M. Pierre Commin. Il est bien certain que la réalisation de cet objectif est subordonnée à l'octroi des crédits nécessaires. Les propositions qui tendent à supprimer ce chapitre ont précisément pour objet de vous permettre de résoudre cet arbitrage au sein du Gouvernement et de faire de nouvelles propositions.

J'aurais souhaité, je le dis très volontiers, entendre la réponse de M. le ministre des finances et lorsque vous invoquez de prétendus barrages qui existeraient dans d'autres administrations, laissez-moi vous dire que cet argument n'est pas convaincant. Vous savez très bien que c'est le seul cas posé dans votre administration, que les calculs ont été faits et qu'il faut, pour réaliser cette mesure, au maximum 100 millions, de telle sorte que lorsque vous prétendez effectuer, à l'intérieur de votre budget, cette ventilation — vous le pourriez, certes — il vous suffirait de prendre un engagement formel. Je suis prêt alors à retirer l'amendement que j'ai déposé.

Une fois de plus, nous nous trouvons en présence de moyens dilatoires, comme nous en connaissons, hélas! trop souvent dans les discussions budgétaires et c'est parce que nous avons le désir sincère de résoudre ce problème que je serai contraint, sauf engagement formel de la part de M. le ministre de l'intérieur, de maintenir l'amendement, tout en étant prêt à me rallier à celui de la commission de l'intérieur. (*Applaudissements à gauche.*)

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation ?...

Je mets aux voix les deux amendements, repoussés par le Gouvernement et par la commission.

Je suis saisi d'une demande de scrutin présentée par le groupe socialiste.

Le scrutin est ouvert.

(*Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.*)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre de votants	297
Majorité absolue	149
Pour l'adoption	99
Contre	198

Le Conseil de la République n'a pas adopté.

Par amendement (n° 11), MM. Gadnoin et Restat proposent de réduire le crédit de ce même chapitre à 1.000 francs.

La parole est à M. Restat.

M. Restat. Monsieur le ministre, les localités de moyenne importance, ayant de 5.000 à 10.000 habitants, possèdent depuis 1941 une police d'Etat qui, en principe, doit être incessamment supprimée.

Il va en résulter, pour une ville d'environ 8.000 habitants, une charge financière de deux à trois millions.

Le budget de l'Etat s'en trouvera peut-être allégé mais, au moment où les recettes des communes s'amoindrissent, ainsi que nous l'ont indiqué les différents orateurs, une telle charge supplémentaire va peser lourdement sur les budgets communaux.

Le moment est bien mal choisi pour l'imposer à nos modestes collectivités, lesquelles vont être dans la nécessité de suspendre des travaux dont certains cependant sont indispensables.

Je vous demande donc, monsieur le ministre, de prendre l'engagement — condition du retrait de mon amendement — qu'au moins pour l'année 1954 vous garderez en charge cette police d'Etat.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte l'amendement pour les motifs à l'instant développés.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Je demande à mon ami M. Restat de bien vouloir retirer son amendement. J'ai déjà eu l'occasion tout à l'heure de répondre à la préoccupation qu'il vient de manifester. J'ai trouvé, en arrivant au ministère de l'intérieur, un projet, mais j'ai ordonné une nouvelle enquête. En effet, il me paraissait tout à fait inopportun de charger les communes modestes de dépenses nouvelles et j'étais partisan du maintien de cette police. M. Restat est donc rassuré et j'insiste auprès de lui pour qu'il renonce à son amendement.

M. Restat. Devant un appel aussi sympathique, je ne peux pas faire autrement que de retirer mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 31-41.

(*Le chapitre 31-41 est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-42. — Sûreté nationale. — Indemnité et allocations diverses, 2.658.276.000 francs. »

La parole est à M. Bertaud.

M. Jean Bertaud. Je demande à M. le ministre de bien vouloir prévoir une augmentation de l'allocation de risque et de porter celle-ci de 8 à 10 p. 100. L'année dernière, un amendement avait été déposé dans ce sens par notre collègue M. Plazanet. Sur la demande du ministre, qui lui a donné l'assurance formelle qu'il ferait le nécessaire, mon collègue a retiré son amendement.

Mais l'allocation de risque n'a pas été augmentée. Je n'ai pas déposé d'amendement cette année pour n'avoir pas à le retirer. Je pense que, dans ces conditions, M. le ministre voudra bien augmenter cette allocation.

M. le président. Sur le même chapitre 31-42, je suis saisi de deux amendements identiques qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier (n° 19) est présenté par M. Pic, au nom de la commission de l'intérieur.

Le second (n° 32) a été déposé par M. Pierre Commin et les membres du groupe socialiste et apparentés. Ils tendent tous deux à supprimer ce chapitre.

Ces amendements sont-ils maintenus, compte tenu du vote intervenu à l'occasion du chapitre précédent ?

M. Pierre Commin. J'ai indiqué tout à l'heure que mes amendements visaient quatre chapitres. Je considère que le vote intervenu nécessite le retrait de tous ces amendements.

M. le rapporteur pour avis. L'amendement de la commission de l'intérieur fait partie du bloc sur le principe duquel il vient d'être statué. Par conséquent, tous ces amendements sont naturellement retirés.

M. le président. Les amendements n° 19 et n° 32 sont retirés.

Par voie d'amendement (n° 35), M. Pierre Commin et les membres du groupe socialiste et apparentés proposent de réduire le crédit de ce même chapitre 31-42 de 1.000 francs.

La parole est à M. Commin.

M. Pierre Commin. Je voudrais insister une fois de plus pour que l'administration de l'intérieur donne satisfaction à cette revendication des officiers et officiers de police adjoints en ce qui concerne la prime de risque. Voici déjà plusieurs années qu'à chaque budget nous sommes amenés à présenter toujours les mêmes revendications. Il serait plus loyal de nous dire, une fois pour toutes, que jamais vous ne donnerez satisfaction à cette revendication, plutôt que de laisser croire que la volonté du Parlement trouvera enfin quelque satisfaction. J'insiste vraiment auprès de vous, monsieur le ministre de l'intérieur, pour que vous preniez en considération, une fois pour toutes, cette revendication. (*Applaudissements à gauche.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission avait déjà soutenu cette demande d'une allocation de prime de risque. C'est dire qu'elle est favorable à l'amendement présenté, avec le sens qui lui est donné. Nous concluons donc dans le même sens que nos collègues MM. Berlaud et Commin, rappelant que, lors de discussions antérieures, le principe de cette allocation de la prime de risque avait été posé et accepté. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Pierre Commin. Oui, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Monsieur le président, au nom de la commission des finances, je me permets de vous demander et de demander en même temps à nos collègues du Sénat s'ils veulent bien accepter de poursuivre, comme il paraît opportun, l'examen du budget de l'intérieur, pour en terminer au cours de la nuit, avec l'espoir que la discussion, au point où nous en sommes arrivés, ne s'éternisera pas trop.

M. le président. M. le rapporteur de la commission des finances propose de continuer le débat au delà de minuit.

M. Bernard Chochoy. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Chochoy.

M. Bernard Chochoy. Monsieur le président, mes chers collègues, il était prévu que demain matin, à dix heures, nous aborderions la discussion et l'examen du budget de la reconstruction. Il semble bien que, si nous continuons le débat encore pendant deux heures au moins, nous devions, par conséquent, reporter notre séance à demain après-midi.

En tête de l'ordre du jour, il a été décidé par le Conseil de la République de placer la discussion du texte sur les prestations familiales, que doit rapporter Mme Devaud.

Par conséquent, ce n'est pas encore le budget de la reconstruction qui sera examiné. Il serait sage d'en terminer demain matin avec le budget de l'intérieur, à partir de neuf heures trente, pour que, demain après-midi, à quinze heures, nous puissions enfin nous saisir du budget de la reconstruction.

Je veux bien admettre toutes les convenances qui agréent aux membres du Conseil de la République désirant examiner cette nuit le budget de l'intérieur. Mais je les prie de se rappeler que d'autres collègues attendent depuis mercredi la discussion du budget de la reconstruction. Il ne convient pas, de séance en séance, de négliger les accords qui ont été conclus. C'est pourquoi je demande au Conseil de la République de bien vouloir décider le renvoi de ce débat à demain matin, neuf heures trente.

M. le président. Je vais consulter le Conseil sur la proposition de M. le rapporteur de la commission des finances, tendant à poursuivre le débat.

M. le rapporteur. La commission des finances avait exprimé le désir de voir le débat se poursuivre au delà de minuit et j'avais reçu mandat de vous le communiquer. Je viens de le faire avec le souci — je tiens à le préciser pour notre excellent collègue M. Chochoy — de ne retarder en aucune manière l'expédition des divers budgets et en particulier celui de la reconstruction. Si le Conseil apprécie différemment, il est inutile de dire que la commission des finances s'en remet entièrement à sa décision.

M. le président. Je consulte le Conseil sur la proposition de la commission des finances.

(*Après une première épreuve à main levée, déclarée douteuse par le bureau, le Conseil, par assis et levé, décide de ne pas adopter cette proposition.*)

M. le président. En conséquence, la suite du débat est renvoyée à demain matin.

M. Chochoy propose de reprendre la séance à neuf heures trente.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

— 14 —

RENVOI POUR AVIS

M. le président. La commission de la reconstruction et des dommages de guerre demande que lui soit renvoyé, pour avis, le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la reconstruction et du logement pour l'exercice 1954 (n°s 588 et 665, année 1953), dont la commission des finances est saisie au fond.

Il n'y a pas d'opposition ?

Le renvoi, pour avis, est ordonné.

— 15 —

DEPOT D'AVIS

M. le président. J'ai reçu de M. Malécot un avis, au nom de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la reconstruction et du logement pour l'exercice 1954 (n°s 588 et 665, année 1953).

L'avis sera imprimé sous le n° 709 et distribué.

J'ai reçu de M. Gaspard un avis présenté, au nom de la commission de la presse, de la radio et du cinéma, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la radiodiffusion-télévision française pour l'exercice 1954 (n°s 646 et 691, année 1953).

L'avis sera imprimé sous le n° 710 et distribué.

— 16 —

SUSPENSION DE LA SEANCE

M. le président. Le Conseil a précédemment décidé de renvoyer à demain samedi 2 janvier, à neuf heures trente, la suite du débat.

La séance est suspendue.

(*La séance est suspendue a vingt-trois heures cinquante-cinq minutes.*)

Le Directeur du service de la sténographie du Conseil de la République,
CH. DE LA MORANDIÈRE.

ANNEXES AU PROCES-VERBAL

DE LA

2e séance du jeudi 31 décembre 1953.

SCRUTIN (N° 169)

Sur l'amendement (n° 1) de M. Courrière tendant à rétablir l'article 4 ter du projet de loi portant ouverture de crédits militaires pour les mois de janvier et février 1954.

Nombre des votants..... 307
Majorité absolue..... 154

Pour l'adoption..... 80
Contre 227

Le Conseil de la République n'a pas adopté.

Ont voté pour:

MM.
Assaillit.
Auberger.
Aubert.
Baratgin.
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Jean Bène.
Berlioz
Boudinot.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Bozzi.
Brettes.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette.
Nestor Calonne.
Canivez.
Carcassonne.
Chaintron.
Champeix.
Gaston Charlet.
Chazette.
Chochoy.
Pierre Commin.
Courrière.
Darmanthé.
Dassaud.
Léon David.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Amadou Doucouré.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Durieux.
Dutoit.
Ferrant.
Fléchet.
Francesch.
Jean Geoffroy.
Mme Girault.
Grégory.
Léo Hamon.
Hauriou.
Louis Lafforgue.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Lasalarié.
Robert Le Guyon.
Léonetti.
Waldeck L'Huillier.
Jean Malonga.
Gaston Manent.
Georges Marrane.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Jacques Masteau.
Georges Maurice.
Mamadou M'Bodje.
Méric.
Minvielle.
Montpied.
Marius Moutet.
Namy.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Charles Okala.
Alfred Paget.
Pauly.
Péridier.
Général Petit.
Pic.
Primet.
Ramette.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Vanrullen.
Verdeille.

Ont voté contre :

MM.
Abel-Durand.
Ajavon.
Alric.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Armengaud.
Robert Aubé.
Augarde.
Bardon-Damarzid.
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Beauvais.
Bels
Benchiha Abdelkader.
Benhabyles Cherif.
Georges Bernard.
Jean Bertaud (Seine).
Jean Berthoin.
Biatarana.
Boisrond.
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Borgeaud.
Pierre Boudet.
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Boutonnat.
Brizard.
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Julien Brunhes (Seine).
Bruyas.
Capelle.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chambriard.
Chapalain.
Chastel.
Robert Chevalier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Claireaux.
Claparède.
Clavier.
Clerc.
Colonna.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
André Cornu.
Coudé du Foresto.
Coupigny.
Courroy.
Mme Crémieux.
Michel Debré.
Jacques Debû-Bridel
Mme Marcelle Delabie.
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud
Mamadou Dia.
Jean Doussot.
Driant.
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulin.
Charles Durand (Cher).
Jean Durand (Gironde).
Durand-Réville.
Enjalbert.
Yves Estève.
Ferhat Marhoun.
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
Fousson.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Gatuing.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Giacomoni.
Giauque.
Gilbert Jules.
Gondjout.
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Jacques Grimaldi.
Louis Gros.
Hartmann.
Hoeffel.
Houcke.
Houdet.
Louis Ignacio-Pinto.
Yves Jaouen.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Kalb.
Kalenzaga.
Koessler.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Henri Lafleur.
de La Gontrie.
Ralijaona Laingo.
Landry.
René Laniel.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Le Digabel.
Le Gros.
Lelant.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Le Sassier-Boisauné.
Emilien Lieutaud.
Liot.
Litaise.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
de Maupeou.
Henri Maupoil.
de Menditte.
Menu.
Michelet.
Milh.
Marcel Molle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
de Montullé.
Charles Morel.
Motais de Narbonne.
Léon Muscatelli.
Novat.
Jules Olivier.
Hubert Pajot.
Paquirissamypoullé.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Paumelle.
Pellenc.
Perdereau.
Georges Pernot.
Peschaud.
Ernest Pezet.
Piales.
Pidoux de La Maduère.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Plazanet.
Alain Poher.
Poisson.
de Pontbriand.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.
Ramampy.
Razac.
Restat.
Réveillaud.
Reynouard.
Riviérez.
Paul Robert.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat.
Marc Rucart.
François Ruin.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé.
Sailer.
Satineau.
François Schleiter.
Schwartz.
Sclafer.
Séné.
Yacouba Sido.
Raymond Susset.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.
Ternynck.
Tharradin.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Diongolo Traore.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Henri Varlot.
Vauthier.
de Villoutreys.
Vourc'h.
Voyant.
Wach.
Maurice Walker.
Michel Yver.
Joseph Yvon.
Zafimahova.
Zélé.
Zussy.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Pierre Bertaux (Soudan).
Coulibaly Ouezzin.
Florisson.
de Fraissinette.
Haïdara Mahamane.
Claude Lemaitre.
Maroselli.
Mostefaï El-Hadi.
Perrot-Migeon.

Absent par congé :

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote:

M. René Coty, élu Président de la République.
M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République

Les nombres annoncés en séance avaient été de:

Nombre des votants..... 309
Majorité absolue..... 155

Pour l'adoption..... 78
Contre 231

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 170)

Sur l'amendement (n° 2) de M. Waldeck L'Huillier au chapitre 31-01 du budget de l'intérieur pour l'exercice 1954.

Nombre des votants..... 256
Majorité absolue..... 129

Pour l'adoption..... 18
Contre 238

Le Conseil de la République n'a pas adopté.

Ont voté pour :

MM.
Berlioz.
Nestor Calonne.
Chaintron.
Coulibaly Ouezzin.
Léon David.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Dutoit.
Francesch.
Mme Girault.
Waldeck L'Huillier.
Georges Marrane.
Mostefaï El-Hadi.
Namy.
Général Petit.
Primet.
Ramette.

Ont voté contre :

MM.
Abel-Durand.
Ajavon.
Alric.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Armengaud.
Robert Aubé.
Augarde.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Beauvais.
Bels.
Benchiha Abdelkader.
Benhabyles Cherif.
Georges Bernard.
Jean Berlaud (Seine).
Jean Berthoin.
Biatarana.
Boisrond.
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Borgeaud.
Pierre Boudet.
Boudinot.
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Boutonnat.
Brizard.
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Julien Brunhes (Seine).
Bruyas.
Capelle.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chambriard.
Chapalain.
Chastel.
Robert Chevalier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Claireaux.
Claparède.
Clavier.
Clerc.
Colonna.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
André Cornu.
Coudé du Foresto.
Coupigny.
Courroy.
Mme Crémieux.
Michel Debré.
Jacques Debû-Bridel.
Mme Marcelle Delabie.
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud.
Mamadou Dia.
Jean Doussot.
Driant.
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulin.
Charles Durand (Cher).
Jean Durand (Gironde).
Durand-Réville.
Enjalbert.
Yves Estève.
Ferhat Marhoun.
Fléchet.
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
Fousson.
de Fraissinette.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Gatuing.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Giacomoni.
Glauque.
Gilbert-Jules.
Gondjout.
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Jacques Grimaldi.
Louis Gros.
Léo Hamon.
Hartmann.
Hoeffel.
Houcke.
Houdet.
Louis Ignacio-Pinto.
Yves Jaouen.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Kalenzaga.
Koessler.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Henri Lafleur.
de La Gontrie.
Ralijaona Laingo.
Landry.
René Laniel.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Le Digabel.
Le Gros.
Robert Le Guyon.
Lelant.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Claude Lemaître.
Le Sassier-Boisauné.
Emilien Lieutaud.
Liot.
Litaise.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
Maroselli.
Jacques Masteau.
de Maupeou.
Henri Maupoil.
Georges Maurice.
de Menditte.
Menu.
Michelet.
Milh.
Marcel Molle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
de Montullé.
Charles Morel.
Motais de Narbonne.
Léon Muscatelli.
Novat.
Jules Olivier.
Hubert Pajot.
Paquirissampoullé.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Paumelle.
Pellenc.
Perdereau.
Georges Pernot.
Perrot-Migeon.
Peschaud.
Ernest Pezet.
Piales.
Pidoux de La Maduère.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Plazanet.
Alain Poher.
Poisson.
de Pontbriand.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.
Ramampy.
Razac.
Restat.
Réveillaud.
Reynouard.
Riviérez.
Paul Robert.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat.
Marc Rucart.
François Ruin.
Marcel Rupied.
Saboulba Gontchomé.
Saller.
Salineau.
François Schleiter.
Schwartz.
Sclafer.
Séné.
Yacouba Sido.
Raymond Susset.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.
Ternynck.
Tharradin.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Diongolo Traore.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Henri Varlot.
Vauthier.
de Villoutreys.
Vourc'h.
Voyant.
Wach.
Maurice Walker.
Michel Yver.
Joseph Yvon.
Zafimahova.
Zéle.
Zussy.

Se sont abstenus volontairement :

MM.
Assaillit.
Auberger
Aubert
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Jean Bène.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Bozzi.
Brettes
Mme Gilberte Pierre-Brossolette.
Canivez.
Carcassonne.
Champeix.
Gaston Charlet.
Chazette.
Chochoy.
Pierre Commin.
Courrière.
Darmanthé.
Dassaud.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Amadou Doucouré.
Durieux.
Ferrant.
Jean Geoffroy.
Grégory.
Hauriou.
Louis Lafforgue.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Lasalarié.
Léonetti.
Jean Malonga.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Mamadou M'Bodje.
Méric.
Minvielle.
Montpied.
Marius Moutet.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Charles Okala.
Alfred Paget.
Pauly.
Péridier.
Pic.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Vanrullen.
Verdeille.

N'ont pas pris part au vote :

MM. Pierre Bertaux (Soudan), Florisson et Haidara Mahamane.

Absent par congé :

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote :

M. René Coty, élu Président de la République.

M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, et M. Kalb, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants	258
Majorité absolue	130
Pour l'adoption	18
Contre	240

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 171)

Sur l'amendement (n° 30 rectifié) de M. Courrière au chapitre 31-01 du budget de l'intérieur pour l'exercice 1954.

Nombre des votants	272
Majorité absolue	137
Pour l'adoption	75
Contre	197

Le Conseil de la République n'a pas adopté.

Ont voté pour :

MM.
Assaillit.
Auberger.
Aubert.
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Jean Bène.
Berlioz.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Bozzi.
Brettes.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette
Nestor Calonne.
Canivez.
Carcassonne.
Chaintron.
Champeix.
Gaston Charlet.
Chazette.
Chochoy.
Pierre Commin.
Coulibaly Ouezzin.
Courrière.
Darmanthé.
Dassaud.
Léon David.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Amadou Doucouré.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Durieux.
Dutoit.
Ferrant.
Franceschi.
Jean Geoffroy.
Mme Girault.
Grégory.
Hauriou.
Louis Lafforgue.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Lasalarié.
Léonetti.
Waldeck L'Huillier.
Jean Malonga.
Georges Marrane.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Mamadou M'Bodje.
Méric.
Minvielle.
Montpied.
Charles Morel.
Mostefaï El-Hadi.
Marius Moutet.
Namy.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Charles Okala.
Alfred Paget.
Pauly.
Péridier.
Général Petit.
Pic.
Primet.
Ramette.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Vanrullen.
Verdeille.

Ont voté contre :

MM.
Abel-Durand.
Alric.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Armengaud.
Robert Aubé.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Beauvais.
Bels.
Benchiha Abdelkader.
Georges Bernard.
Jean Berlaud (Seine).
Jean Berthoin.
Biatarana.
Boisrond.
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnefous.
Lordeneuve.
Borgeaud.
Boudinot.
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Boutonnat.
Brizard.
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Julien Brunhes (Seine).
Bruyas.
Capeile.
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chambriard.
Chapalain.
Chastel.
Robert Chevalier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Claparède.
Clavier.
Colonna.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
André Cornu.
Coupigny.
Courroy.
Mme Crémieux.
Michel Debré.
Jacques Debû-Bridel.
Mme Marcelle Delabie.
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud.
Jean Doussot.
Driant.
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulin.
Charles Durand (Cher).
Jean Durand (Gironde).
Durand-Réville.
Enjalbert.
Yves Estève.
Ferhat Mahoun.
Fléchet.
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
de Fraissinette.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Giacomoni.
Gilbert Jules.
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Jacques Grimaldi.
Louis Gros.
Hartmann.
Hoeffel.
Houcke.
Houdet.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Henri Lafleur.
de La Gontrie.
Ralijaona Laingo.
Landry.
René Laniel.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Le Digabel.
Robert Le Guyon.
Lelant.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Claude Lemaitre.
Le Sassier-Boisauné.
Emilien Lieutaud.
Liot.
Litaise.
Lodéon.
Longchambon.
Lonquet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
Maroselli.
Jacques Masteau.
de Maupeou.
Henri Maupoil.
Georges Maurice.
Michelet.
Milh.
Marcel Molle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
de Montullé.
Léon Muscatelli.
Jules Olivier.
Hubert Pajot.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Paumelle.
Pellenc.
Perdereau.
Georges Pernot.
Perrot-Migeon.
Peschaud.
Piales.
Pidoux de la Maduère.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Plazanet.
de Pontbriand.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.
Ramampy.
Restat.
Réveillaud.
Reynouard.
Riviérez.
Paul Robert.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat.
Marc Rucart.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé.
Satineau.
François Schleiter.
Schwartz.
Sclafer.
Séné.
Raymond Susset.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.
Ternynck.
Tharradin.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Henri Varlot.
de Villoutreys.
Vourc'h.
Michel Yver.
Zussy.

Se sont abstenus volontairement :

MM.
Augarde.
Pierre Boudet.
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Mme Marie-Hélène Cardot.
Claireaux.
Clerc.
Coudé du Foresto.
Gatuing.
Giauque.
Léo Hamon.
Yves Jaouen.
Koessler.
de Menditte.
Menu.
Motais de Narbonne.
Novat.
Paquirissamypoullé.
Ernest Pezet.
Alain Poher.
Poisson.
Razac.
François Ruin.
Vanthier.
Voyant.
Wach.
Maurice Walker.
Joseph Yvon.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Ajavon.
Benhabyles Cherif.
Pierre Berlaux (Soudan).
Mamadou Dia.
Florisson.
Fousson.
Gondjout.
Haidara Mahamane.
Louis Ignacio-Pinto.
Kalenzaga.
Le Gros.
Sallier.
Yacouba Sido.
Diongolo Traore.
Zafimahova.
Zélo.

Absent par congé :

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote :

M. René Coty, élu Président de la République.

M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, et M. Kalb, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de:

Nombre des votants..... 275
Majorité absolue..... 138

Pour l'adoption..... 75
Contre 200

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 172)

Sur les amendements (nos 18 *et* 31) *de M. Pic, présenté au nom de la commission de l'intérieur, et de M. Commin, tendant à supprimer le chapitre* 31-41 *du budget de l'intérieur pour l'exercice* 1954.

Nombre des votants..... 296
Majorité absolue..... 149

Pour l'adoption..... 101
Contre 195

Le Conseil de la République n'a pas adopté.

Ont voté pour :

MM.
Assaillit.
Auberger.
Aubert.
Augarde.
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Jean Bène.
Benhabyles Cherif.
Berlioz.
Pierre Boudet.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Bozzi.
Brettes.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette.
Nestor Calonne.
Canivez.
Carcassonne.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Chainiron.
Champeix.
Gaston Charlet.
Chazette.
Chochoy.
Claireaux.
Clerc.
Pierre Commin.
Conilbaly Ouezzin.
Courrière.
Darmanthé.
Dassaud.
Léon David.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Amadou Doucouré.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Durieux.
Dutoit.
Ferrant.
Franceschi.
Gatuing.
Jean Geoffroy.
Giauque.
Mme Girault.
Grégory.
Léo Hamon.
Hauriou.
Yves Jaouen.
Koessler.
Louis Lafforgue.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Lasalarié.
Léonetti.
Waldeck L'Huillier.
Jean Maionga.
Georges Marrane.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Mamadou M'Bodje.
de Menditte.
Menu.
Méric.
Minvielle.
Montpied.
Mostefaï El-Hadi.
Motais de Narbonne.
Marius Moutet.
Namy.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Novat.
Charles Okala.
Alfred Paget.
Paquirissamypoullé.
Pauly.
Péridier.
Général Petit.
Ernest Pezet.
Pic.
Alain Poher.
Poisson.
Primet.
Ramette.
Razac.
Alex Roubert.
Emile Roux.
François Ruin.
Soldani.
Soulhon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Vanrullen.
Vanthier.
Verdeille.
Voyant.
Wach.
Maurice Walker.
Joseph Yvon.

Ont voté contre :

MM.
Abel-Durand.
Alric.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Armengaud.
Robert Aubé.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Beauvais.
Bels.
Benchiha Abdelkader.
Georges Bernard.
Jean Berlaud (Seine).
Jean Berthoin.
Biatarana.
Boisrond.
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnefous

Bordeneuve.
Borgeaud.
Boudinot.
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Boutonnat.
Brizard.
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Julien Brunhes (Seine).
Bruyas.
Capelle.
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Crambriard.
Chapalain.
Chastel.
Robert Chevalier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Claparède.
Clavier.
Colonna.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
André Cornu.
Coudé du Foresto.
Courroy.
Mme Crémieux.
Michel Debré.
Jacques Debû-Bridel.
Mme Marcelle Delabie.
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud.
Jean Doussot.
Driant.
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulin
Charles Durand (Cher).
Jean Durand (Gironde).
Durand-Réville.
Enjalbert.
Yves Estève.
Ferhat Marhoun.
Fléchet.
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
de Fraissinette.
Gaspard.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Giacomoni.
Gilbert-Jules.
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Jacques Grimaldi.
Hartmann.
Hoeffel.
Houcke.
Houdet.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Henri Lafleur.
de La Gontrie.
Ralijaona Laingo.
Landry.
René Laniel.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Le Digabel.
Robert Le Guyon.
Lelant.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Claude Lemaître.
Le Sassier-Boisauné.
Emilien Lieutaud.
Liot.
Litaise.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
Maroselli.
Jacques Masteau.
de Maupeou.
Henri Maupoil.
Georges Maurice.
Michelet.
Milh.
Marcel Molle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
de Montullé.
Charles Morel.
Léon Muscatelli.
Jules Olivier.
Hubert Pajot.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Paumelle.
Pellenc.
Perdereau.
Georges Pernot.
Perrot-Migeon.
Peschaud.
Piales.
Pidoux de La Maduère.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Plazanet.
de Pontbriand.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.
Ramampy.
Réveillaud.
Reynouard.
Riviérez.
Paul Robert.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat.
Marc Rucart.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé.
Satineau.
François Schleiter.
Schwartz.
Sclafer.
Séné.
Raymond Susset.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.
Ternynck.
Tharradin.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Henri Varlot.
de Villoutreys.
Vourc'h.
Michel Yver.
Zussy.

N'ont pas pris part au vote:

MM.
Ajavon.
Pierre Bertaux (Soudan).
Coupigny.
Mamadou Dia.
Florisson.
Fousson.
Jacques Gadoin.
Gondjout.
Louis Gros.
Haïdara Mahamane.
Louis Ignacio-Pinto.
Kalenzaga.
Le Gros.
Restat.
Saller.
Yacouba Sido.
Diongolo Traore.
Zafimahova.
Zéle.

Absent par congé:

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote:

M. René Coty, élu Président de la République.

M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, et M. Kalb, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de:

Nombre des votants	297
Majorité absolue	149
Pour l'adoption	99
Contre	198

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

SESSION DE 1953 — COMPTE RENDU IN EXTENSO — 80e SEANCE (SUITE)

2e séance du Jeudi 31 Décembre 1953 *(suite)*

SOMMAIRE (*suite*)

Présidence de M. Gaston Monnerville.

17. — Budget du ministère de l'intérieur pour 1954. — Suite de la discussion d'un avis sur un projet de loi (p. 2529).

Art. 1er (*suite*) :

Amendements de M. Pierre Commin. — MM. Pierre Commin, Jacques Masteau, rapporteur de la commission des finances; Léon Martinaud-Déplat, ministre de l'intérieur; Léo Hamon, rapporteur pour avis de la commission de l'intérieur. — Adoption.

M. le rapporteur pour avis.

Amendement de M. Georges Marrane. — MM. Waldeck L'Huillier, le rapporteur, le rapporteur pour avis. — Adoption.

M. Jean Bertaud.

Amendement de M. Waldeck L'Huillier. — MM. Waldeck L'Huillier, le rapporteur. — Rejet.

Amendement de M. Bernard Chochoy. — MM. Bernard Chochoy, le rapporteur, le rapporteur pour avis. — Adoption.

Amendements de M. Waldeck L'Huillier et de M. Pic. — Discussion commune: MM. Waldeck L'Huillier, le rapporteur pour avis, le ministre de l'intérieur, Alain Poher, le rapporteur, Georges Marrane. — Adoption.

Amendements de M. Waldeck L'Huillier. — MM. Waldeck L'Huillier, le rapporteur, le ministre de l'intérieur, le rapporteur pour avis. — Adoption.

Amendements de M. Dupic et de M. Pic. — Discussion commune: MM. Dupic, le rapporteur pour avis, le ministre de l'intérieur, le rapporteur. — Adoption.

Amendement de M. Georges Marrane. — MM. Georges Marrane, Edgar Faure, ministre des finances et des affaires économiques; Abel-Durand, Alain Poher, le ministre de l'intérieur, le rapporteur pour avis, Restat, le président, Pierre Commin, le rapporteur. — Réservé.

L'article est réservé.

Art. 2:

Amendement de M. Waldeck L'Huillier. — MM. Waldeck L'Huillier, le rapporteur, le ministre de l'intérieur. — Retrait.

Adoption de l'article.

Art. 3:

M. Jean Bertaud.

Adoption de l'article.

Art. 4: adoption.

Art. 4 *bis:*

MM. Alain Poher, le rapporteur, le ministre des finances, Courrière.

Suppression de l'article.

Art. 4 *ter:*

Amendement de M. Alain Poher. — MM. Alain Poher, le rapporteur, le ministre de l'intérieur, le rapporteur pour avis. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 4 *quater:*

Amendements de M. Jean Bertaud et de M. Pierre Commin. — Discussion commune: MM. Jean Bertaud, Pierre Commin, le rapporteur, le ministre des finances, Restat, Abel-Durand, le rapporteur pour avis, Waldeck L'Huillier. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 5:

Amendement de M. Georges Marrane. — MM. Georges Marrane, le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 6:

Amendement de M. Georges Marrane. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 7 à 10 et 12 et 13: adoption.

Art. 13 *bis:*

Amendement de M. Waldeck L'Huillier. — MM. Waldeck L'Huillier, le rapporteur, le ministre des finances. — Question préalable.

Irrecevabilité de l'article.

Art. 13 *ter:*

Amendement de M. Dupic. — Question préalable.

Irrecevabilité de l'article.

Art. 14 à 16: adoption.

Art. 17:

Amendement de M. Deutschmann. — MM. Waldeck L'Huillier, le ministre de l'intérieur, le rapporteur. — Question préalable.

M. le rapporteur pour avis.

Adoption de l'article.

Art. 18, 20 et 20 *bis:* adoption.

Art. 20 *ter:*

Amendement de M. Pic. — MM. le rapporteur pour avis, le ministre de l'intérieur. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Ajournement de la suite de la discussion.

18. — Majoration de certaines prestations familiales. — Discussion immédiate d'un avis sur une proposition de loi (p. 2548).

Discussion générale: Mmes Marcelle Devaud, rapporteur de la commission du travail; Girault, MM. Symphor, Edgar Faure, ministre des finances et des affaires économiques.

Passage à la discussion de l'article unique.

MM. le ministre, Symphor, le président.

Renvoi de la suite de la discussion.

Présidence de M. Ernest Pezet.

19. — Transmission d'un projet de loi (p. 2551).

20. — Dépôt de rapports (p. 2551).

21. — Majoration de certaines prestations familiales. — Suite de la discussion et adoption d'un avis sur une proposition de loi (p. 2551).

Article unique (suite):

MM. Symphor, Edgar Faure, ministre des finances et des affaires économiques; Jean Berthoin, rapporteur général de la commission des finances; Armengaud, Mme Marcelle Devaud, rapporteur de la commission du travail.

Adoption de l'article modifié et de l'avis sur la proposition de loi.

22. — Budget du ministère de l'intérieur pour 1954. — Suite de la discussion et adoption d'un avis sur un projet de loi (p. 2552).

Art. 1er (réservé):

MM. Jacques Masteau, rapporteur de la commission des finances; Georges Marrane, Edgar Faure, ministre des finances et des affaires économiques; le président.

Adoption de l'article modifié.

Seconde délibération: MM. le rapporteur, Léon Martinaud-Déplat, ministre de l'intérieur; Courrière, Alain Poher, Léo Hamon, rapporteur pour avis de la commission de l'intérieur; Georges Marrane.

Amendement de M. Courrière. — Retrait.

Amendements de M. Waldeck L'Huillier et de M. Jean Bertaud. — Discussion commune: MM. Waldeck L'Huillier, Jean Bertaud, le rapporteur, le ministre de l'intérieur, Georges Marrane, le rapporteur pour avis, Alain Poher. — Adoption.

Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

23. — Budget du ministère de la reconstruction et du logement pour 1954. — Discussion d'un avis sur un projet de loi (p. 2557).

Discussion générale: MM. Jean-Eric Bousch, rapporteur de la commission des finances; Chazette, rapporteur pour avis de la commission de la reconstruction; Bernard Chochoy, président de la commission de la reconstruction; Denvers, Hoeffel, Canivez, Gabriel Tellier, Jozeau-Marigné, Léo Hamon, Durand-Réville, Symphor, Georges Marrane, Maurice Lemaire, ministre de la reconstruction et du logement.

Passage à la discussion des articles.

MM. Bernard Chochoy, le président.

24. — Commission de la production industrielle. — Demande de pouvoirs d'enquête (p. 2578).

25. — Budget du ministère de la reconstruction et du logement pour 1954. — Suite de la discussion et adoption d'un avis sur un projet de loi (p. 2578).

Art. 1er:

Amendement de M. Dupic. — MM. Dupic, Jean-Eric Bousch, rapporteur de la commission des finances; Maurice Lemaire, ministre de la reconstruction et du logement. — Rejet.

Amendement de M. Dupic. — MM. Dupic, le rapporteur, le ministre. — Question préalable.

Amendement de M. Bernard Chochoy. — MM. Bernard Chochoy, le ministre. — Retrait.

Amendement de M. Dupic. — MM. Dupic, le rapporteur, le ministre. — Question préalable.

MM. Denvers, le ministre.

Amendement de M Dupic. — MM. Dupic, le rapporteur, le ministre. — Question préalable.

Amendement de M. Dupic. — MM. Dupic, le ministre. — Rejet.

MM. Canivez, le rapporteur, le ministre, Georges Boulanger, Denvers.

Amendement de M. Dupic. — MM. Dupic, le ministre. — Retrait.

Amendement de M. Georges Marrane. — MM. Georges Marrane, le rapporteur, le ministre. — Retrait.

Adoption de l'article.

Art. 2: adoption.

Art. 4:

MM. Armengaud, le ministre, le rapporteur, Denvers.

Amendement de M. Motais de Narbonne. — MM. Motais de Narbonne, le ministre, le rapporteur. — Retrait.

Adoption de l'article.

Art. 3 et 4 *bis*: adoption.

Art. 4 *ter*:

Amendement de M. Bernard Chochoy. — MM. Bernard Chochoy, le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 4 *quater*:

Amendement de M. Denvers. — MM. Denvers, le rapporteur, Bernard Chochoy, le ministre. — Retrait.

Retrait de l'article.

Art. 5 à 7: adoption.

Art. 7 *bis*:

Amendement de M. Denvers. — MM. Denvers, le rapporteur, le ministre, Bernard Chochoy. — Question préalable.

Irrecevabilité de l'article.

Art. 7 *ter*:

Amendement de M. Denvers. — MM. Denvers, le ministre, le rapporteur. — Question préalable.

Irrecevabilité de l'article.

Art. 8 et 9: adoption.

Art. 9 *bis*:

Amendement de M. Denvers. — MM. Canivez, le rapporteur. — Question préalable.

Irrecevabilité de l'article.

Art. 10:

Amendement de M. Bernard Chochoy. — MM. le ministre, le rapporteur, Bernard Chochoy, Jozeau-Marigné. — Adoption, au scrutin public.

Amendement de M. Denvers. — MM. Denvers, le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement de M. Jozeau-Marigné. — MM. Jozeau-Marigné, le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement de M. Denvers. — MM. Denvers, le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendements de M. Bernard Chochoy et de M. Dupic. — Discussion commune: MM. Bernard Chochoy, Dupic, le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 10 *bis*:

Amendement de M. de Montalembert. — MM. de Montalembert, le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 11: adoption.

Art. 12:

MM. Charles Morel, le ministre, Léo Hamon, Georges Marrane, Denvers.

Amendement de M. Georges Boulanger. — MM. Georges Boulanger, le ministre, Jozeau-Marigné, le rapporteur, de Montalembert, Alain Poher. — Retrait.

Amendement de M. Jozeau-Marigné. — Adoption, au scrutin public, de la recevabilité et de l'amendement.

Amendement de M. Georges Marrane. — MM. Georges Marrane, le rapporteur, le ministre, Denvers. — Retrait.

Amendement de M. Léo Hamon. — MM. Léo Hamon, le rapporteur, le ministre. — Retrait.

Adoption de l'article modifié.

Art. 12 *bis*:

Amendement de M. Georges Boulanger. — MM. Georges Boulanger, Denvers, le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement de M. Georges Marrane. — MM. Georges Marrane, le rapporteur, le ministre. — Retrait.

Adoption de l'article modifié.

Art. 12 *bis* A:

Amendement de M. Léo Hamon. — MM. Léo Hamon. — M. Léo Hamon, le rapporteur, Denvers, le ministre. — Retrait.

Amendement de M. Denvers. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 12 *bis* C:

Amendement de M. Léo Hamon. — MM. Léo Hamon, le rapporteur, le ministre, Denvers. — Question préalable.

Irrecevabilité de l'article.

Art. 12 *bis* D:

Amendement de M. Léo Hamon. — MM. Léo Hamon, Abel-Durand, le rapporteur. — Retrait.

Retrait de l'article.

Art. 12 *ter:*

Amendement de M. Dupic. — MM. Dupic, le rapporteur. — Retrait.

Amendement de M. Denvers. — MM. Denvers, le rapporteur, le ministre. — Retrait.

MM. le rapporteur, le ministre.

Adoption de l'article.

Art. 12 *quater:* adoption.

Art. 12 *quinquies:*

Amendement de M. Denvers. — MM. le rapporteur, Denvers, le ministre. — Retrait.

Retrait de l'article.

Art 12 *sexies:*

Amendements de M. Denvers, de M. Léo Hamon et de M. Georges Boulanger. — Discussion commune: MM. Denvers, le ministre, Georges Boulanger. — Retrait.

Retrait de l'article.

Art. 12 *septies:*

Amendements de M. Denvers et de M. Léo Hamon. — Discussion commune: MM. Denvers, le ministre, Léo Hamon, le rapporteur. — Retrait.

Retrait de l'article.

Art. 12 *octies:*

Amendement de M. Denvers. — MM. Denvers, le rapporteur, le ministre, Bernard Chochoy. — Retrait.

Retrait de l'article.

Art. 12 *nonies:*

Amendement de M. Denvers. — MM. Denvers, le rapporteur, le ministre, Georges Marrane. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 12 *decies:*

Amendement de M. Denvers. — MM. le ministre, Denvers. — Retrait.

Retrait de l'article.

Art. 13:

MM. le rapporteur, le ministre, Bernard Chochoy, Denvers.

Adoption de l'article.

Art. 13 *bis:*

Amendement de M. Bernard Chochoy. — MM. Bernard Chochoy, le ministre, le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 14:

Amendement de M. Dupic. — MM. Dupic, le rapporteur, le ministre. — Rejet.

Amendement de M. Bernard Chochoy. — MM. Bernard Chochoy, le rapporteur, Denvers, le ministre. — Retrait.

Amendement de M. Dupic. — MM. Dupic, le ministre, le rapporteur. — Rejet.

Adoption de l'article.

Art. 17 *bis:* adoption.

Art. 18 *ter:*

Amendement de M. Léo Hamon. — MM. Léo Hamon, le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 18 *bis:*

Amendement de M. Denvers. — MM. Denvers, le rapporteur, le ministre. — Retrait.

Retrait de l'article.

Art. 19 et 20: adoption.

Art. 20 *bis:*

Amendement de M. Abel-Durand. — MM. Abel-Durand, le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 21 à 24: adoption.

Art. 25:

Amendements de M. Bernard Chochoy et de M. Dupic. — Discussion commune: MM. Bernard Chochoy, Dupic, le rapporteur, le ministre. — Retrait.

Adoption de l'article.

Art. 26:

Amendement de M. Denvers. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 27 et 28: adoption.

Art. 28 *bis:*

Amendement de M. Denvers. — MM. Denvers, le ministre. — Retrait.

Adoption de l'article.

Art. 29: adoption.

Sur l'ensemble: MM. Georges Marrane, de Fraissinette.

Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

26. — Transmission d'un projet de loi (p. 2617).

27. — Dépôt d'un rapport (p. 2617).

28. — Suspension de la séance (p. 2617).

(La séance est reprise le samedi 2 janvier 1954 à neuf heures quarante minutes sous la présidence de M. Gaston Monnerville.)

PRESIDENCE DE M. GASTON MONNERVILLE

M. le président. La séance est reprise.

— 17 —

BUDGET DU MINISTERE DE L'INTERIEUR POUR 1954

Suite de la discussion d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. Nous reprenons la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1954 (nos 636 et 667, année 1953).

Je rappelle qu'en vertu d'une décision prise précédemment par le Conseil de la République les temps de parole dans les discussions budgétaires sont limités de la façon suivante:

Dans les discussions générales, 15 minutes au maximum pour chacun des rapporteurs et 10 minutes pour les autres orateurs;

Dans la discussion des amendements, articles et chapitres, 5 minutes au maximum par orateur.

Si ces temps de parole ne sont pas respectés, je ne sais quand nous terminerons l'examen du budget; je tiens à le signaler au Conseil de la République.

Nous poursuivons l'examen du chapitre 31-42 (Sûreté nationale. — Indemnités et allocations diverses) de l'état A annexé à l'article 1er.

Nous en sommes arrivés à un amendement n° 36 rectifié de M. Pierre Commin et des membres du groupe socialiste et apparentés qui tend à réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Commin.

M. Pierre Commin. Mesdames, messieurs, monsieur le ministre, mon amendement a pour objet de rappeler les engagements antérieurs pris par le Parlement.

A différentes reprises, le Parlement, aussi bien le Conseil de la République que l'Assemblée nationale, s'est montré favorable à l'octroi d'une indemnité d'habillement aux officiers de police principaux et officiers de police adjoints, tant de la préfecture de police que de la sûreté nationale.

Nous en sommes, je crois, au quatrième ou cinquième budget où ces engagements ont été votés par les deux Assemblées. Je vous demande, monsieur le ministre, d'accepter enfin, une fois pour toutes, cette recommandation et de faire entrer dans la réalité des faits ce qui a été l'expression du désir du Parlement depuis tant d'années.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jacques Masteau, *rapporteur de la commission des finances.* La commission accepte l'amendement. Elle se souvient que, l'année dernière déjà, sa position était favorable à la demande qui est aujourd'hui présentée.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement (n° 37) M. Pierre Commin et les membres du groupe socialiste et apparentés proposent de réduire également le crédit du chapitre 31-42 de 1.000 francs.

La parole est à M. Commin.

M. Pierre Commin. Mesdames, messieurs, cet amendement vise le payement des heures de nuit des services de la sûreté nationale. Je ne rappellerai pas les conditions dans lesquelles

ce payement se fait actuellement. En vertu d'un décret de 1952, il avait été spécifié que les heures de nuit seraient payées au personnel sur la base, d'abord du 1/6 de l'effectif, puis du 1/8.

Aujourd'hui, le payement des heures effectivement accomplies est extrêmement difficile en raison notamment de la réduction de 1/6 à 1/8. Ces heures de nuit, au lieu d'être rémunérées sur la base de 30 francs comme le prévoient les décisions légales, subissent une sorte de péréquation. En réalité, dans bien des cas, les heures de nuit sont payées au-dessous du tarif légal.

Je vous demande donc, monsieur le ministre, de dégager, à l'intérieur de vos crédits, les sommes nécessaires pour appliquer strictement la légalité, celle qui a été arrêtée par vos prédécesseurs, de manière que la rémunération des heures de nuit soit réglée effectivement sur la base de 30 francs de l'heure.

Voilà l'objet de mon amendement que je vous demande d'accueillir avec bienveillance. (*Applaudissements à gauche.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission est favorable à cet amendement.

M. Léo Hamon, *rapporteur pour avis de la commission de l'intérieur.* La commission de l'intérieur l'accepte également.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix l'amendement, accepté par la commission.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 31-42 au chiffre de 2.658 millions 273.000 francs, résultant de l'adoption des divers amendements.

(*Le chapitre* 31-42, *avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-43. — Sûreté nationale. — Salaires et accessoires de salaires du personnel ouvrier, 53 millions 364.000 francs. »

La parole est à M. Hamon.

M. le rapporteur pour avis. Je crois que mon observation aurait dû porter sur le chapitre 31-42. Elle tend simplement à demander à M. le ministre d'examiner la situation de certains agents licenciés dont les pourvois critiquant l'ordre des licenciements sont actuellement pendants devant le Conseil d'Etat.

Un arrêt du conseil d'Etat du 31 octobre 1952 intervenu, je me hâte de le dire, pour une autre administration, a cependant consacré une interprétation de jurisprudence qui, aux termes mêmes de la réponse ministérielle devant la haute juridiction, devrait entraîner une annulation des licenciements et, par conséquent, l'attribution d'indemnités aux intéressés.

Je demande à M. le ministre de vouloir bien examiner cette situation avec attention afin que, sans attendre les lenteurs de la procédure du Conseil d'Etat, l'administration puisse, le cas échéant, éviter des indemnités qui seraient d'autant plus importantes que la situation réputée irrégulière se serait davantage prolongée.

C'est une simple recommandation que je voulais faire au passage.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix le chapitre 31-43, avec le chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 31-43 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-91. — Indemnités résidentielles, 6.186.434.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-92. — Incidences budgétaires du statut de la police, 1.750 millions de francs. » — (*Adopté.*)

3e partie. — Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales.

« Chap. 33-91. — Prestations et versements obligatoires, 7.992.084.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 33-92. — Prestations et versements facultatifs, 97.077.000 francs. » — (*Adopté.*)

Par amendement (n° 3), M. Marrane et les membres du groupe communiste proposent de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs. »

La parole est à M. Waldeck L'Huillier pour soutenir l'amendement.

M. Waldeck L'Huillier. Cet amendement tend à demander au Gouvernement le rétablissement du crédit prévu au budget de 1953. En effet, à ce chapitre, nous pouvons constater une réduction de crédit de 1.942.000 francs.

On a trop longtemps différé la création obligatoire des services sociaux dans les quatre départements d'outre-mer pour se servir d'un prétexte afin de diminuer, d'autre part, les subventions aux autres œuvres, telles que cantines, services médico-sociaux, colonies de vacances, mutuelles, etc. C'est pourquoi je demande au ministre de fixer les crédits globaux du chapitre 33-92 à 99.019.000 francs, soit le chiffre de 1952, 97.119.000 francs, augmenté de 1.900.000 francs.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission s'en rapporte à la sagesse du Conseil.

M. le rapporteur pour avis. Cet amendement n'a pas été soumis à la commission de l'intérieur. Le principe paraît intéressant.

M. le président. Personne ne demande la parole contre l'amendement ?...

Je le mets aux voix.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur le chapitre 33-92 ?...

Je le mets aux voix, au chiffre de 97.076.000 francs résultant de l'adoption de l'amendement.

(*Le chapitre* 33-92, *avec ce chiffre, est adopté.*)

4e partie. — Matériel et fonctionnement des services.

M. le président. « Chap. 34-01. — Administration centrale. — Remboursement de frais, 7.072.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-02. — Inspection générale de l'administration. — Remboursement de frais, 6.372.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-03. — Administration centrale. — Matériel, 30 millions 300.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-11. — Administration préfectorale. — Remboursement de frais, 68.900.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-12. — Services des préfectures. — Remboursement de frais, 32.278.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-13. — Centres administratifs et techniques interdépartementaux. — Remboursement de frais, 25.084.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-21. — Cultes d'Alsace et de Lorraine. — Remboursement de frais, 200.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-31. — Protection civile. — Remboursement de frais, 3 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-32. — Protection civile. — Matériel, 108.636.000 francs. »

Par amendement (n° 4) présenté par M. Dupic les membres du groupe communiste proposent de supprimer ce chapitre.

L'amendement est-il maintenu ?

M. Dupic. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 34-32.

(*Le chapitre* 34-32 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 34-41. — Sûreté nationale. — Remboursement de frais, 3.852.145.000 francs. »

La parole est à M. Jean Bertaud.

M. Jean Bertaud. Mesdames, messieurs, sur ce chapitre 34-41 j'avais le désir d'attirer l'attention de M. le ministre sur la nécessité de rétablir les indemnités d'habillement étant donné que mon collègue a rattaché la question au chapitre qui vient d'être voté tout à l'heure et que nous avons adopté l'amendement qu'il a présenté, je n'ai plus rien à dire puisque les deux opérations se rejoignent.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix le chapitre 34-41 ?

(*Le chapitre* 34-41 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 34-42. — Sûreté nationale. — Matériel, 929.077.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-91. — Loyers et indemnités de réquisition, 172 millions 300.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-92. — Achat, entretien et fonctionnement du matériel automobile, 987.800.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-93. — Remboursement à diverses administrations, 430 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-94. — Dépenses de transmissions, 180 millions 299.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-95. — Services divers. — Matériel, 69 millions 702.000 francs. » — (*Adopté.*)

5e partie. — Travaux d'entretien.

« Chap. 35-91. — Travaux immobiliers, 365.702.000 francs. » — (*Adopté.*)

6e partie. — Subventions de fonctionnement.

« Chap. 36-51. — Participation de l'Etat aux dépenses des services de police et d'incendie de la ville de Paris, 18 milliards 761.780.000 francs. »

La parole est à M. Jean Bertaud.

M. Jean Bertaud. Mes chers collègues, il s'agit d'appliquer au personnel de la préfecture de police, en ce qui concerne les indemnités de risque et l'indemnité d'habillement, les mêmes dispositions que nous avons réclamées pour la sûreté nationale. Je rappelle à nouveau que l'année dernière, notre collègue M. Plazanet avait déposé à ce sujet un amendement; il l'a retiré sur promesse formelle de votre prédécesseur de faire le nécessaire. Il pensait donc que le personnel aurait satisfaction au cours de l'année mais il n'en a rien été. Je demande donc que, rejoignant les observations qui ont été faites tout à l'heure en ce qui concerne la sûreté nationale, vous vous joigniez à moi pour insister auprès de M. le ministre pour qu'il donne satisfaction au personnel de la préfecture de police en majorant le montant de l'indemnité de risque et en rétablissant à des chiffres convenables les indemnités d'habillement.

M. le président. Par amendement (n° 27), M. Waldeck L'Huillier et les membres du groupe communiste proposent de réduire le crédit de ce chapitre 36-51 de 1.000 francs.

La parole est à M. Waldeck L'Huillier.

M. Waldeck L'Huillier. Cet amendement a pour objet d'obtenir du Gouvernement des indications concernant la revision des indices promis depuis trois ans aux sapeurs-pompiers de Paris.

Aucun crédit n'est inscrit pour les revisions d'indices, lesquelles sont promises depuis trois ans aux sapeurs-pompiers de Paris. Ces promesses avaient, pourtant, fait l'objet d'engagements formels du ministre de l'intérieur devant l'Assemblée nationale et devant le Conseil de la République, l'année dernière, lors du vote du budget.

Aussi, je demande à M. le ministre de l'intérieur de bien vouloir préciser dans quelles conditions les indices pourront être revisés et s'il est exact qu'on envisage dans les sphères gouvernementales le passage du corps des sapeurs-pompiers sous l'autorité militaire, ce qui aurait comme corollaire la possibilité d'envoyer des sous-officiers dans les territoires d'Extrême-Orient.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Il m'est indiqué sur cet amendement qu'un décret a été pris le 15 décembre 1953, octroyant aux sapeurs-pompiers un acompte à valoir sur le reclassement à intervenir et que, d'autre part, le reclassement des indices est à l'étude pour prendre effet du 1er janvier 1954.

Dans ces conditions, la commission des finances ne peut accepter cet amendement.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Waldeck L'Huillier. Je le maintiens, monsieur le président.

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 36-51 avec le chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 36-51 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 36-52. — Contribution de l'Etat aux dépenses des personnels administratifs du département de la Seine, 1.097 millions de francs. » — (*Adopté.*)

7e partie. — Dépenses diverses.

« Chap. 37-31. — Pensions et indemnités aux victimes d'accidents (sapeurs-pompiers et anciens agents de la défense passive), 34.920.000 francs. »

Par amendement (n° 38), M. Charles Morel propose de réduire ce crédit de 1.000 francs.

L'amendement est-il soutenu ?

L'amendement n'étant pas soutenu, je n'ai pas à le mettre aux voix.

Je mets aux voix le chapitre 37-31.

(*Le chapitre* 37-31 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 37-61. — Dépenses relatives aux élections, 768.810.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 37-91. — Frais de contentieux et réparations civiles, 100 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 37-92. — Emploi de fonds provenant de legs ou de donations. » (Mémoire.)

8e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

« Chap. 37-91. — Frais de contentieux et réparations civiles, services). » (Mémoire.)

« Chap. 38-92. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (moyens des services). » (Mémoire.)

TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES

1re partie. — Interventions politiques et administratives.

« Chap. 41-31. — Subventions pour les dépenses des services d'incendie et de secours, 600 millions de francs. »

Par amendement n° 12, MM. Chochoy, Vanrullen, Durieux, Canivez, Denvers et Chazette proposent de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Chochoy.

M. Bernard Chochoy. Monsieur le ministre, mes chers collègues, j'ai demandé une réduction indicative du crédit de ce chapitre afin de pouvoir souligner une brimade supplémentaire à l'encontre de nos collectivités locales.

En effet, l'administration de l'intérieur avait prévu, en 1953, au titre du budget prévisionnel, en ce qui concerne les subventions relatives aux dépenses des services d'incendie et de secours, un crédit de 1.300 millions. Celui-ci fut, d'abord, réduit à un milliard, puis, à la suite de l'application de la loi Mayer prévoyant un abattement de 3 p. 100 sur les crédits de tous les ministères, ce crédit fut finalement ramené à 800 millions.

Il se décomposait ainsi, après le vote du Parlement qui l'avait rétabli à 985.351.000 francs:

Article 1er, subventions de fonctionnement, incendies de forêts, sinistres graves, calamités publiques et catastrophes: 151 millions de francs;

Article 2, équipement: 810.141.000 francs;

Article 3, subventions à des collectivités locales et à divers organismes: 24.210.000 francs;

Soit au total, pour l'année 1953, 985.351.000 francs.

Le crédit proposé au fascicule budgétaire pour l'exercice 1954 était de 634 millions contre — ainsi que je viens de l'indiquer — 985.351.000 francs en 1953. Ce crédit de 634 millions, primitivement, se décomposait comme suit:

110 millions, au titre de l'article 1er, pour les subventions de fonctionnement;

510.290.000 francs, pour l'équipement, article 2;

13.750.000 francs pour l'article 3, subventions à des collectivités locales et à divers organismes.

Compte tenu de la lettre rectificative n° 7116, le crédit n'est plus actuellement que de 600 millions. Il faut dire dès lors que les municipalités ne toucheront plus la subvention de 10 p. 100 qui leur était attribuée pour l'habillement, car les crédits, nous nous en doutons, iront en priorité aux moto-pompes, aux tuyaux et au matériel. Déjà, en 1952, un grand département comme le Pas-de-Calais n'avait bénéficié d'aucun crédit qui serait allé aux communes en vue de subventionner les achats d'habillement en faveur de leurs compagnies de sapeurs-pompiers. Notre préfet n'a bénéficié, pour l'année 1953, d'aucune délégation de crédits à ce titre. Si pour le crédit d'environ 1 milliard en 1953, nous n'avons pas vu la manne généreuse tomber sur nous, il faut bien penser qu'avec le crédit de 600 millions pour 1954 nous serons encore moins bien traités.

C'est pourquoi je proteste très véhémentement contre le fait que le ministère de l'intérieur brime de plus en plus les communes. Il ne leur accorde plus les subventions auxquelles elles pouvaient prétendre. Ceci est d'autant plus désagréable, monsieur le ministre, que, dans les années 1950, 1951, 1952,

pour les achats d'habillements destinés aux compagnies de sapeurs-pompiers, des subventions de 10, 15 et 20 p. 100 étaient accordées. En 1953, lorsque les budgets ont été préparés dans nos communes, nous avons prévu tout naturellement, au titre des recettes, les subventions qui pouvaient nous venir du ministère de l'intérieur pour ce chapitre particulier de notre budget communal: achat d'habillements pour nos sapeurs-pompiers.

Je m'aperçois, monsieur le ministre, que si, hier, vous vous présentiez, vous-même, sous les aspects aimables du père Noël, vous apparaissez, au contraire, aujourd'hui, comme un père Fouettard au cœur sec. J'ai voulu protester, au passage, contre cette nouvelle brimade dirigée contre nos administrateurs locaux et je souhaite que, l'année prochaine, vous rétablissiez ces crédits qui étaient indispensables à nos communes. (*Applaudissements.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte l'amendement.

M. le rapporteur pour avis. Notre commission a déposé un amendement identique que je me dispense de défendre pour gagner du temps, mais au soutien duquel elle invoquerait évidemment les mêmes arguments que ceux de M. Chochoy et qui la déterminent à lui donner un avis très favorable.

M. le président. Il serait bon que tous les amendements soient présentés avec un bref exposé des motifs, ce qui permettrait à la présidence de savoir si une discussion commune est possible. Nous gagnerions ainsi du temps.

L'amendement de M. Chochoy (n° 12) et celui de M. Pic au nom de la commission de l'intérieur (n° 26) tendent tous deux à réduire le crédit du chapitre 41-31 de 1.000 francs. Ces deux amendements peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix les deux amendements, acceptés par la commission.

(*Les deux amendements sont adoptés.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 41-31, avec le chiffre de 599.999.000 francs, résultant du vote précédent.

(*Le chapitre 41-31, avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. Chap. 41-51. — Subventions de caractère obligatoire en faveur des collectivités locales: 3.860.163.000 francs.

Par amendement (n° 5), M. L'Huillier et les membres du groupe communiste proposent de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Waldeck L'Huillier.

M. Waldeck L'Huilier. Cet amendement tend à demander au Gouvernement de rétablir la subvention d'intérêt général au montant du budget de 1953. Je voudrais résumer la discussion qui s'est instaurée à ce sujet ici même. Déjà, à la tribune, j'ai évoqué les tribulations de cette subvention de caractère obligatoire en faveur des collectivités locales et rappelé qu'il y a trois mois M. Edgar Faure avait demandé la suppression de cette subvention. En réalité elle ne représente que le dixième des dépenses réelles effectuées par les communes.

Cette subvention, instituée en 1941, a été modifiée depuis 1947 et à cette époque, elle a été doublée. Si le Parlement accepte que pour 1954 cette réduction soit réduite de 912 millions, nous pouvons nous attendre, qu'encouragé par ce premier succès, le Gouvernement la supprime complètement en 1955. La raison invoquée est que les municipalités demandent que le recensement soit effectué en 1954. Mais celui-ci n'est pas effectué au seul bénéfice des collectivités locales; il est dans les obligations de l'Etat et aussi à son bénéfice.

M. Lelant. D'accord!

M. Waldeck L'Huillier. D'ailleurs, nous pouvons croire que tel qu'il est prévu, le recensement n'aura pas lieu, puisque l'année dernière le ministre de l'intérieur nous avait affirmé que ce recensement coûterait au moins six milliards. Il semble impossible, avec les 912 millions soustraits aux collectivités locales, de commercer dans des conditions honorables.

Je ne crois pas avoir besoin d'insister pour défendre cet amendement et je demande au Conseil de la République de se prononcer par un scrutin public.

M. le président. Par un amendement identique (n° 22), M. Pic, au nom de la commission de l'intérieur, propose la même réduction de crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Léo Hamon, rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. La commission de l'intérieur a en effet déposé un amendement identique qui appelle à la fois des observations générales et une observation particulière.

Les observations générales, concernant les regrets de la commission de l'intérieur sur l'ensemble de l'aide accordée aux collectivités locales, ont été exposées hier par le véritable titulaire de ce rapport, d'une façon assez complète pour que je n'aie pas à y insister. Je voudrais cependant, après lui, me pencher sur la question du recensement qui nous préoccupe particulièrement. Je le ferai avec d'autant plus d'autorité que le Conseil de la République, lors de la discussion du budget des affaires économiques, a voté unanimement — je dis bien: unanimement — un amendement portant réduction indicative, par lequel il a marqué sa résolution de voir réaliser, en tout état de cause, le recensement en 1954.

Or, il a été allégué et non contesté, au cours de la discussion du budget des affaires économiques, que les crédits actuellement prévus étaient insuffisants, non seulement pour effectuer l'ensemble des opérations de recensement — je veux dire et le recensement proprement dit et l'exploitation du recensement — mais encore pour réaliser le seul recensement proprement dit.

Il y a là, pour les collectivités locales — et je dois le signaler au nom de la commission de l'intérieur qui s'en est beaucoup émue — une circonstance particulièrement grave. Depuis plusieurs années, et nous avons l'occasion de le rappeler à chaque discussion du budget du ministère de l'intérieur, certaines communes touchent moins que ce à quoi elles auraient droit au titre de la répartition de la taxe sur les ventes au détail, simplement parce que leur population continue d'être calculée sur des chiffres qui ont cessé d'être vrais depuis plusieurs années, et cet écart est particulièrement grave pour les collectivités dont la croissance de population augmente les frais à l'époque même où le blocage des chiffres du recensement réduit leur perception.

Il y a donc là une situation extrêmement pénible et à laquelle il est urgent de mettre fin. Si je ne parlais pas du banc de la commission, je citerais les exemples de communes de mon département qui se plaignent amèrement de se trouver spoliées chaque année de dizaines et de dizaines de millions. Je demande donc instamment à M. le ministre de l'intérieur s'il peut nous dire que le recensement aura lieu effectivement en 1954, quelles mesures il envisage pour pallier l'insuffisanc des crédits et, dans le cas où, par impossible, il ne croirait pas pouvoir donner cette assurance, à tout le moins quelles mesures il compte prendre pour que cessent, à l'égard des communes à croissance rapide, la soustraction d'une part importante de ce qui doit leur revenir dans la répartition des fonds spéciaux.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martinaud-Déplat, *ministre de l'intérieur.* Mesdames, messieurs, j'ai donné hier, dans mes explications générale, des renseignements sur les conditions dans lesquelles j'avais envisagé la possibilité d'obtenir le recensement demandé par tant de collectivités locales et auquel elles attachent tant d'importance. Par conséquent, je ne vais pas me répéter et les réponses que j'ai faites hier valent pour les questions posées par M. le rapporteur de la commission de l'intérieur

Devant l'Assemblée nationale, lorsque ce débat est venu, on m'a fait des observations analogues à celles qui me sont présentées. J'avais à mes côtés M. le secrétaire d'Etat au budget. Je ne peux pas prendre, en ce qui concerne le recensement, d'engagement en tant que ministre de l'intérieur, puisque cette opération relève du budget des affaires économiques, mais, en plein accord avec mes collègues du Gouvernement qui se trouvaient au banc avec moi au moment de la discussion devant l'autre assemblée, j'ai pu donner l'assurance que le recensement serait fait en 1954.

Je crois même qu'on avait donné cette précision que les 1.800 millions de crédits prévus se répartissaient à raison de 1.500 millions pour le recensement démographique et 300 millions pour le recensement agricole. Il est donc certain, comme le soulignait tout à l'heure M. le rapporteur, que la somme de 1.800 millions pour l'ensemble du recensement démographique et du recensement agricole est insuffisante, mais il est aussi certain qu'on a décidé de faire en 1954 ces opérations de recensement et, par conséquent, d'en assurer le financement qui pourra se poursuivre sur le budget suivant.

C'est la raison pour laquelle j'ai pu accepter un amendement présenté, si ma mémoire est fidèle, par M. Ballanger devant l'Assemblée nationale, précisant que le recensement aurait bien lieu en 1954, sans que le ministère de l'intérieur ait à y participer pour une somme supérieure à celle que j'ai consentie.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Waldeck L'Huillier. Oui, monsieur le président.

M. Alain Poher. Je demande la parole, pour expliquer mon vote.

M. le président. La parole est à M. Alain Poher.

M. Alain Poher. Je voterai l'amendement conjoint de MM. Pic et L'Huillier, et je demande à mes collègues de le voter unanimement. Nous avons là le meilleur prototype des incidents qui sont provoqués par l'administration tutélaire des finances. Nous devons constater un acharnement insupportable dans cette affaire; depuis trois ans l'on veut supprimer par tous les moyens cette subvention d'intérêt général qui, pourtant, rétribue des services accomplis par les collectivités locales. Comme on ne peut cette année la faire disparaître totalement, on la supprime par quart. Si vous acceptez cette pratique sans protestation, il y a de fortes chances que, dans les budgets prochains, les milliards restant s'évanouissent.

Il n'est pas admissible — le Parlement s'est déjà prononcé d'une manière fort claire, puisqu'il a été, je crois, jusqu'à rejeter jadis tout le budget de l'intérieur en raison de cette affaire — que le ministère des finances continue ses manœuvres.

C'est pourquoi je vous demande de voter les amendements de MM. Pic et L'Huillier, comme je le ferai moi-même.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission des finances, mesdames, messieurs, a fixé hier sa position en ce qui concerne les subventions de caractère obligatoire en faveur des collectivités locales. Je me garderai bien d'une redite inutile, mais nous avons demandé avec insistance, et je confirme aujourd'hui, que le chapitre de ces subventions soit maintenu et que nous ne connaissions pas chaque année, comme on vient de le souligner très utilement, des réductions progressives. Il s'agit, en effet, de services effectués par les collectivités locales dans l'intérêt de l'Etat et il convient de ne pas l'oublier. Je ne puis donc que m'associer aux observations qui viennent d'être présentées par nos collègues.

En ce qui concerne le recensement, nous avons également demandé, de façon très pressante, qu'il soit effectué au cours de l'exercice 1954. La commission prend acte, avec satisfaction, des déclarations de M. le ministre de l'intérieur et enregistre que ce recensement sera bien poursuivi dans le cours de l'année qui s'ouvre.

M. le président. Je suis saisi par le groupe communiste d'une demande de scrutin s'appliquant aux deux amendements.

M. le ministre de l'intérieur. Monsieur le président, je ne m'oppose pas, pour gagner du temps, à l'adoption de ces amendements. Elle pourrait avoir lieu à main levée, car un scrutin va nous faire perdre un quart d'heure !

M. Georges Marrane. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Georges Marrane.

M. Georges Marrane. Ce scrutin m'apparaît comme indispensable. En paroles, tout le monde est toujours très favorable pour aider les communes, mais ce n'est que dans les votes que s'affirme efficacement la position prise par les intéressés.

M. le président. Monsieur Marrane, s'il y avait une opposition, je comprendrais l'utilité d'un scrutin, mais je n'ai pas l'impression qu'il y ait une opposition quelconque.

M. Georges Marrane. Je retire ma demande de scrutin.

M. le président. Je mets aux voix les amendements de M. Pic et de M. Waldeck L'Huillier.

(*Les amendements sont adoptés.*)

M. le président. Je constate que ces deux amendements ont été adoptés à l'unanimité.

Personne ne demande plus la parole sur le chapitre 41-51 ?...

Je le mets aux voix au chiffre de 3.860.162.000 francs, résultant de l'adoption des deux amendements.

(*Le chapitre* 41-51, *avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Chap. 41-52. — Subventions de caractère facultatif en faveur des collectivités locales et de divers organismes, 799.259.000 francs ».

Par amendement (n° 6) M. L'Huillier et les membres du groupe communiste proposent de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Waldeck L'Huillier.

M. Waldeck L'Huillier. Mesdames, messieurs, le Parlement a déjà pris un certain nombre de décisions qui ne sont pas respectées par l'administration. Les subventions exceptionnelles prévues par l'article 7 de la loi du 14 septembre 1941 sont remises en cause par le service des finances.

Il y a eu une promesse formelle de M. le ministre de l'intérieur lors de la discussion du budget de 1952, aussi bien à l'Assemblée nationale qu'au Conseil de la République; mais le service des finances considère que les sommes qui ont été allouées aux collectivités locales en 1941 constituent des avances et non des subventions et les autorités de tutelle inscrivent d'office dans les budgets communaux, dans ceux des communes suburbaines en particulier, les annuités correspondant à ces « prêts ».

Nous avons, à différentes reprises, par des votes unanimes, manifesté notre désir de voir cesser un tel état de choses. C'est la raison pour laquelle je demande au Conseil de la République, au nom des quatre-vingts maires du département de la Seine, de vous prononcer une troisième fois contre l'interprétation donnée par le service des finances et la direction du Trésor à cette demande.

M. Georges Marrane. Très bien !

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission ne voit pas d'objection à l'adoption de cet amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 41-52 au chiffre de 799.258.000 francs résultant du vote émis sur l'amendement de M. L'Huillier.

(*Le chapitre* 41-52, *avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Chap. 41-53. — Subventions en faveur de l'Algérie et des populations algériennes, 275.999.000 francs. »

Par amendement (n° 7) M. L'Huillier et les membres du groupe communiste proposent de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. L'Huillier.

M. Waldeck L'Huillier. Mesdames, messieurs, cet amendement a pour but d'attirer avec beaucoup de gravité l'attention du Conseil de la République sur la situation particulièrement dramatique dans laquelle vivent les travailleurs algériens en France, notamment dans certaines communes de la banlieue parisienne.

L'extrême modicité des crédits du chapitre 41-53 et l'insuffisance des subventions prévues par le ministre de l'intérieur en faveur des Algériens résidant dans la métropole sont évidentes.

Monsieur le ministre, lors de la discussion à l'Assemblée nationale vous avez donné des chiffres concernant le nombre d'Algériens résidant en France. Je crois que vous les avez volontairement sous-estimés, afin de masquer une partie du problème, en ce qui concerne la banlieue parisienne. J'apporte ici le point de vue d'un maire qui connait bien la question. La commune que j'ai l'honneur d'administrer, Gennevilliers, possède environ 30.000 habitants. Les services de police donnent les chiffres de 4.000 Algériens et Marocains habitant cette localité, mais, par ailleurs, ces services s'avouent incapables de faire un recensement exact. Or, j'ai toutes raisons d'estimer à sept ou huit mille le nombre des Algériens habitant ma commune, soit le quart de sa population, et certains quartiers sont peuplés presque exclusivement de Nord-Africains.

Vous devez comprendre que cela pose des problèmes extrêmement difficiles à résoudre. Les conditions de vie de cette population algérienne sont particulièrement dramatiques; or, mesdames, messieurs, il vous est difficile d'envisager notamment les conditions d'habitat de cette partie de la population. En général, ces travailleurs, après leur journée, couchent à 10 ou à 20 dans des boutiques de café ou dans des caves dépourvues d'aération, directement sur le sol, emroulés dans des couvertures ou sur de vieilles paillasses. D'autres logent à 6 ou à 8 dans des chambres qui, d'ordinaire, abritent une ou deux personnes; pour cela, les « locataires » se relayent dans le même lit, faisant comme à l'usine les trois « huit ». Par dérision, on peut dire que ceux-là sont encore bien logés par rapport à ceux qui couchent dans des cabanes de jardin ou sous des portes cochères.

Le problème est rendu plus inhumain encore par la spéculation éhontée qui en résulte. Voici deux exemples entre autres:

Rue Félicie, une ferme a été désaffectée. Un nommé Bordhji l'achète et, après des aménagements plus que sommaires, loge 80 de ses compatriotes dans des greniers à foin. Ils couchent à quatre, six ou huit et même quinze dans une chambre à deux lits, payant chacun 3.000 francs de loyer par mois, après avoir payé 4.000 francs pour franchir le seuil.

Je l'ai surpris aménageant l'étable de cette ferme pour y installer des lits superposés à trois étages, comme ceux utilisés dans les camps de concentration ou les camps de prisonniers de guerre en Allemagne.

Un autre exemple est donné dans une rue voisine, au vieux chemin d'Argenteuil. Un Français, possesseur d'un emplacement en bordure du port de Paris, loue des carrés de terrains sur lesquels des malheureux avaient édifié des cabanes en tôle, en carton bitumé ou en carreaux de plâtre. Les Algériens couchent là-dedans à trois ou quatre. C'est ainsi que plus de 300 d'entre eux, payant des prix prohibitifs, ont constitué un véritable bidonville.

Bien entendu, ces spéculateurs, qui bénéficient de certaines indulgences et complicités ne demandent aucune autorisation, ne se plient à aucun des règlements et tentent de faire partir des familles françaises habitant depuis longtemps dans ces masures ou ces quartiers, car un logement, loué de 25 à 30.000 francs à ces ménages, rapporte, dans les conditions que je viens de signaler ci-dessus, de 250 à 300.000 francs à ces spéculateurs.

A cette misère indicible du logement s'ajoute l'état sanitaire déplorable; venus dans l'espoir de trouver en France une vie meilleure et de pouvoir subvenir aux besoins de leurs familles, idée entretenue, du reste, par votre administration et par des intermédiaires qui tirent profit de ces départs, les Algériens, en raison de la crise économique, se trouvent souvent sans travail et ne peuvent prétendre aux allocations de chômage. Malgré l'admirable solidarité qui règne parmi eux, la sous-alimentation qui en résulte, le climat, le logement dont je viens de parler font que, rapidement, ils tombent malades. Les chiffres de l'hôpital de Saint-Denis et de l'hôpital musulman de Bobigny sont terriblement accusateurs.

Que faites-vous en face de cette situation ? Là encore, vous essayez de vous décharger sur les municipalités. En janvier 1953, la municipalité que je préside avait décidé de donner une aide aux chômeurs secourus et non secourus. Vos conseillers sociaux ont alors dirigé systématiquement sur le bureau de bienfaisance plusieurs centaines d'Algériens munis de certificats de domicile « présumé », augmentant par voie de conséquence, d'une façon très importante, les charges communales. En moins de deux mois, du fait de cet afflux considérable, tous nos crédits du bureau de bienfaisance étaient épuisés. Par la suite, devant l'arrivée continue et massive des Algériens dans la ville, munis de ces certificats de domicile « présumé » que vous établissez avec tant de facilité, qui sollicitaient l'aide de la municipalité, nous les avons envoyés à la direction des affaires nord-africaines. Or, en six-mois, nous n'avons reçu aucune réponse. Il s'avère, en définitive, que les services préfectoraux expliquent aux Nord-Africains d'avoir à se présenter au bureau de bienfaisance des mairies de banlieue pour toucher des secours. Mais, en même temps, le préfet de la Seine n'accorde aucune aide financière, dans ce domaine, aux municipalités qui sollicitent l'appui des autorités de tutelle.

Aussi, mesdames, messieurs, que représentent les 275 millions du chapitre par rapport aux besoins des Algériens résidant en France ? Bien peu de chose. Votre prédécesseur et vous-même, monsieur le ministre, au lendemain des fusillades du 14 juillet, avez fait beaucoup de promesses. Augmenter ces crédits est une nécessité impérieuse. Consacrez donc à ce chapitre les sommes que vous dépensez pour des organismes, pour des associations multiples, dirigées souvent par d'anciens officiers de la coloniale, organismes qui ne sont que des entreprises de division et de briseurs de grèves. Donnez les crédits que vous utilisez pour vos opérations policières, comme celles dont j'ai été le propre témoin à plusieurs reprises au foyer franco-musulman de Gennevilliers, mesure à caractère raciste qui a soulevé de vives protestations de la population, qui pense qu'il vaudrait mieux leur procurer un logement et du travail plutôt que de persécuter les Algériens. Ainsi la situation des Algériens en France sera moins angoissante.

Voilà, mesdames, messieurs, les raisons qui me font demander cette réduction indicative de 1.000 francs, et je demande instamment au Conseil de la République d'accepter cet amendement.

M. le ministre de l'intérieur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'intérieur. Je demande au Conseil de la République de bien vouloir repousser cet amendement. Dans mes explications, hier, j'ai montré que les 142 millions qui étaient précédemment accordés au fonds de progrès social de l'Algérie avaient fait place à une subvention de quatre milliards, ce qui, par conséquent, doit permettre, mesdames, messieurs, d'améliorer sensiblement les conditions dans lesquelles doit s'engager, en Algérie comme en métropole, la solution du grave problème posé par la pression démographique qui se manifeste dans nos départements nord-africains.

A l'occasion de l'examen du chapitre 41-53 et du crédit de 142 millions qui y figure pour les besoins de l'action sociale qui se développe en métropole en faveur de nos concitoyens musulmans, sous l'égide de mon département, et en coopération étroite avec les ministères du travail, de la santé publique et de la population, M. L'Huillier a spécialement attiré l'attention sur le sort des Algériens qui se trouvent au nombre de 90.000 dans la région parisienne. J'ai dit que j'avais fait procéder à un recensement de leur situation en France et j'ai donné hier des chiffres. Je maintiens que ces chiffres sont exacts, autant que le mot de Disraeli sur la statistique n'est pas applicable. Cette enquête statistique et sociale a été poursuivie avec toutes les garanties qui s'y attachent, avec le concours des administrations et organismes intéressés, et elle a abouti à des résultats que je considère comme valables.

J'ai pu donner cette précision que, grâce aux 500 millions que la caisse nationale de sécurité sociale a été invitée, par M. le ministre du travail, à dégager de nouveau, pour le présent exercice, du fonds d'action sanitaire et social, d'importantes ressources nouvelles vont pouvoir être mises à la disposition des organismes publics et privés chargés de loger les Nord-Africains dans la métropole. Grâce aussi au concours, dont la promesse m'a été faite par mon collègue M. Lemaire, ministre de la reconstruction, d'un prélèvement important sur la cotisation de 1 p. 100 sur les salaires destinée à favoriser la construction, c'est une somme d'environ 1 milliard qui pourra servir de base dès 1954 au financement de la construction des logements qu'il est nécessaire de réaliser, notamment de ce programme de 35.000 lits dont j'ai dit hier qu'il devait être coûte que coûte réalisé pour permettre d'améliorer et même de résoudre la condition et le problème de l'habitat des Algériens en France.

Par conséquent, mesdames, messieurs, je crois que, devant le travail qui est déjà engagé dans ce but, les promesses que j'ai obtenues, et la volonté que j'ai de me pencher sur ce problème, effectivement très douloureux, je peux demander au Conseil de la République de me faire confiance et de rejeter l'amendement.

M. Waldeck L'Huillier. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. L'Huillier.

M. Waldeck L'Huillier. Monsieur le ministre, j'ai apporté des chiffres. Permettez-moi de vous dire que ceux qui sont donnés par vos services ne sont pas exacts.

Il y a, d'après les services de police, 4.000 Algériens dans ma commune; je vous affirme que leur chiffre n'est pas inférieur à 8.000. Les recensements auxquels nous pouvons procéder ont plus de valeur que ceux qui sont faits par vos services, étant donné les méthodes policières employées, la terreur qu'elles déploient.

En ce qui concerne l'argument apporté que vous avez obtenu 4 milliards, je veux rappeler qu'hier vous avez indiqué à cette tribune qu'on vous avait bien donné 4 milliards, mais qu'en même temps on avait pris soin de vous retirer 3 milliards. Par ailleurs, mon amendement a d'autant plus de raison d'être que vous aurez la possibilité d'exiger des crédits supplémentaires s'il est accepté.

A propos du logement des Algériens, vous avez fait état de 500 millions que vous pensez obtenir. Il y a aussi, accepté par l'union nationale des caisses d'allocations familiales, un autre crédit de 500 millions, dont 200 destinés à la région parisienne pour des constructions destinées aux Algériens. Ces crédits ont été obtenus grâce à l'action des représentants ouvriers au conseil d'administration, qui ont réclamé cette aide en raison des économies réalisées par la caisse sur les travailleurs nord-africains, étant donné la différence de taux de ces allocations familiales entre la France et l'Algérie.

J'attire l'attention du Conseil de la République sur le fait qu'il ne convient pas que les crédits soient utilisés par l'intermédiaire d'organismes patronaux, comme cela se fait dans la région parisienne.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission des finances a déjà signalé la situation des travailleurs algériens. Elle a demandé qu'il soit veillé de façon spéciale au sort de ceux qui viennent sur notre territoire et qui, souvent, y rencontrent difficultés et déceptions.

Elle a demandé également que leur départ d'Algérie ne soit pas trop souvent laissé à l'initiative de certains organismes présentant beaucoup plus le caractère spéculatif que d'organisation en faveur des travailleurs algériens.

Dans ces conditions, la commission ne peut, sur l'amendement, que s'en remettre à l'appréciation du Conseil.

M. le rapporteur pour avis. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. M. Pic m'avait chargé d'indiquer que la commission de l'intérieur acceptait en principe cet amendement. Les questions soulevées par M. L'Huillier sont extrêmement nombreuses et débordent le cadre de la discussion sur un simple amendement. C'est en effet d'un très vaste problème qu'il s'agit.

La commission de l'intérieur se doit cependant de souligner que la description de la situation matérielle des Algériens vivant en France, faite par M. L'Huillier, n'est malheureusement que trop exacte, notamment quant au logement.

J'ajoute qu'il est extrêmement difficile de connaître le nombre exact des Algériens résidant en France métropolitaine, parce que ceux-ci, étant Français au même titre que les autres habitants de la métropole, peuvent difficilement faire l'objet d'un recensement spécial exact.

Une difficulté naît, d'ailleurs, pour le logement des travailleurs algériens, du fait que, trop souvent, hélas, ils ne trouvent pas à se loger là où d'autres travailleurs français pourraient être logés. En sorte qu'il y a là un problème spécial auquel il doit être répondu par des constructions spéciales. Par conséquent, tout ce qui a été dit ici sur la gravité du problème mérite d'être retenu. Je suis persuadé qu'aucun des représentants de l'Algérie ici présents, ni non plus M. le ministre de l'intérieur, ne me démentiraient sur ce point.

Dans ces conditions, compte tenu des efforts certains qui ont été rappelés par M. le ministre de l'intérieur, compte tenu des crédits et, hélas! de leur insuffisance par rapport à l'immensité du problème, la commission de l'intérieur, tout en soulignant la gravité des faits, ne peut que s'en rapporter au Conseil.

M. le président. L'amendement est donc maintenu.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement de M. L'Huillier.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation ?...

Je mets aux voix le chapitre 41-53, avec le chiffre de 275.998.000 francs.

(*Le chapitre* 41-53, *avec ce chiffre, est adopté.*)

6e partie. — Action sociale. — Assistance et solidarité.

M. le président. « Chap. 46-91. — Secours d'extrême urgence aux victimes de calamités publiques, 54.999.000 francs. »

Par amendement (n° 8), M. Dupic et les membres du groupe communiste proposent de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Dupic.

M. Dupic. J'ai voulu souligner à nouveau l'insuffisance des crédits inscrits à ce chapitre. Il n'est pas de désastre qui laisse indifférentes les Assemblées et l'insuffisance des crédits inscrits à ce chapitre fait que c'est l'initiative parlementaire qui doit suppléer à l'aide que, naturellement, le Gouvernement devrait apporter dès qu'une région est victime d'une calamité.

Je voulais signaler aussi, comme l'ont fait mes amis à l'Assemblée nationale, que les propositions émanant des divers groupes se chiffraient à plus de 10 milliards de francs, alors que le crédit qui nous est proposé est de 55 millions seulement. Cela nous fait craindre que les propositions votées soient restées lettre morte. Nous ne pouvons admettre cela. Les populations, ayant un droit absolu à l'aide de l'Etat, désireraient que l'on puisse leur donner quelques précisions et le moment est choisi pour que le ministre de l'intérieur nous dise comment il honorera les nombreuses demandes de secours qui ont été déposées sur le bureau de l'Assemblée nationale en vue d'aider les sinistrés des différentes régions, les sinistrés ayant un droit absolu à l'aide de l'Etat.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission n'a pas d'objection à présenter.

M. le président. Par amendement (n° 25), M. Pic, au nom de la commission de l'intérieur, propose également de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. Tout à mon souci de remplacer M. Pic, je m'excuse de m'être pris pour M. Dupic. La commission de l'intérieur a déposé effectivement un amendement identique à celui de M. Dupic. Elle constate que les 55 millions prévus en 1953 demeurent les mêmes en 1954, et elle constate aussi le très grand nombre de propositions de résolution aux fins d'indemnisation dont cette commission est saisie.

Le Conseil de la République, qui vote des propositions de résolution pour un chiffre bien supérieur à 55 millions, manquerait donc de conséquence avec lui-même s'il ne trouvait pas que le chiffre de 55 millions est insuffisant.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur. Mesdames, messieurs, je crains qu'on ne fasse une mauvaise interprétation concernant les crédits qui sont ainsi mis à ma disposition. Ces crédits ne sont pas destinés à la réparation des dommages qui peuvent se produire en cas de calamités agricoles. Ce sont des crédits de première urgence et de secours indispensables dont le ministre de l'intérieur doit pouvoir disposer en cas de calamités pour soulager les misères les plus urgentes. Mais, dans tous les cas où il s'agit de très graves dommages, des propositions de loi sont déposées, des crédits spéciaux sont votés.

Je tiens à déclarer, parce que c'est la vérité, que je n'ai pas cette année employé complètement le crédit de même montant qui avait été mis à ma disposition, parce que je ne me suis pas trouvé dans la nécessité de le faire. Je trouve, par conséquent, cette somme parfaitement suffisante — j'ai le devoir de le dire, car on croirait à une mauvaise gestion de mes finances si je ne disais pas. Pour le cas où des catastrophes qui, nous l'espérons, ne se produiront pas, nécessiteraient des crédits supérieurs, c'est par la voie de propositions de loi spéciales qu'on les ferait voter. Cela n'a donc rien à voir avec le chapitre en discussion et je vous demande le rejet des deux amendements.

M. le président. Personne ne demande la parole contre les deux amendements qui ont fait l'objet d'une discussion commune ?...

Je les mets aux voix.

(*Les amendements sont adoptés.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur le chapitre 46-91 ?...

Je le mets aux voix, au chiffre de 54.998.000 francs résultant de l'adoption des deux amendements.

(*Le chapitre* 46-91, *avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président.

8e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

« Chap. 48-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (interventions publiques). » — (Mémoire.)

« Chap. 48-92. — Dépenses des exercices clos (interventions publiques). » — (Mémoire.)

Avant de mettre aux voix l'article 1er, qui avait été réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état A annexé, j'indique au Conseil que, par amendement (n° 39), M. Marrane et les membres du groupe communiste proposent de compléter comme suit le premier alinéa du paragraphe I de cet article:

« Sous réserve de l'abrogation des décrets nos 53-709 et 53-710 du 9 août 1953 ».

La parole est à M. Georges Marrane.

M. Georges Marrane. Le Gouvernement multiplie les obstacles à la réalisation des projets locaux et départementaux. Le supercontrôle des finances, qui s'efforce de multiplier les barrières bureaucratiques pour entraver la gestion communale, est, de plus, insupportable à tous les maires. Quand les projets sont approuvés par l'autorité de tutelle, même lorsque ces projets bénéficient de subventions par les ministères intéressés, les communes ne peuvent en général pas trouver à réaliser les emprunts indispensables pour le financement de la part communale et départementale. La caisse des dépôts et consignations, dont les ressources sont absorbées par les besoins financiers du Gouvernement, est très sévère pour accorder les emprunts aux collectivités locales ou départementales, même lorsque leurs projets sont approuvés.

Pour tenter de tourner cette difficulté, M. Minjoz a fait voter une loi autorisant les caisses d'épargne à disposer d'une partie de l'excédent des dépôts sur les retraits pour accorder des prêts aux collectivités locales et départementales, mais il ne s'agissait que d'initiative des caisses d'épargne, la décision étant prise par la caisse des dépôts et consignations. Il y a des exemples où cette dernière a refusé d'approuver les décisions des caisses d'épargne d'accorder des prêts aux collectivités locales, si bien qu'en fait les collectivités locales n'ont pas obtenu plus facilement les emprunts qui leur sont indispensables pour l'exécution de leurs projets, lorsque ceux-ci sont approuvés.

Non content de cela, le Gouvernement a fait surgir un nouvel obstacle par la création des commissions de contrôle d'opérations immobilières. Je ne veux citer qu'un exemple. Pour renouveler le bail d'un local utilisé par un commissariat de police, la ville de Paris doit obtenir l'autorisation de la commission des opérations immobilières et, pourtant, la ville de

Paris est administrée par un très haut fonctionnaire du ministère de l'intérieur. A plus forte raison, chacun comprend les difficultés auxquelles se heurtent les communes et les départements pour leurs nouvelles opérations.

Mais, pour le Gouvernement actuel, ces obstacles sont encore insuffisants. C'est pourquoi il a pris deux nouveaux décrets. Le décret n° 53-709 du 9 août 1953, qui est intitulé très modestement « Décret relatif aux conditions d'émission d'emprunts des départements, des communes et des syndicats de communes », constitue un fonds de gestion sans indiquer comment il sera alimenté, et crée de plus une commission pour examiner sur le plan national l'ensemble des projets. Ce qui est plus grave, c'est qu'en somme ce décret-loi constitue, j'oserai dire, un appât, un piège pour les collectivités, puisqu'on leur laisse espérer qu'il y aura de nouvelles ressources pour elles.

Ce premier décret avait pour but de préparer, de faire accepter le décret n° 53-710 qui, lui, porte création de commissions départementales d'investissement. L'exposé des motifs précise qu'en conséquence le présent décret tend à diminuer dans chaque département une commission qui, sous la présidence du préfet, devra se prononcer, au début de chaque exercice, sur les projets des administrations, collectivités ou organismes intéressés avant leur mise à exécution et recueillir, en cours d'année, toutes observations, suggestions ou critiques pour la préparation du programme de l'exercice suivant. L'avis de la commission portera tant sur l'opportunité des prêts que sur les conditions de leur réalisation.

Ecoutez bien: « Dans tous les cas, l'avis défavorable de la commission aura un effet suspensif et exigera une nouvelle décision de l'autorité compétente ».

Par conséquent, vous voyez que ce décret constitue vraiment un obstacle. Je vais vous donner un argument plus lourd. Dans le premier décret, le titre même laisse envisager qu'il ne s'agit que des emprunts. Mais, dans le deuxième, à l'article 2, il est indiqué:

« Sont seules soumises à la commission les opérations exécutées au moyen de recettes ordinaires, non soumises à autorisation spéciale », ce qui veut dire qu'il ne s'agit même plus d'emprunts. Sous prétexte qu'un décret envisage de nouvelles facilités d'emprunt pour les collectivités locales et départementales, les communes qui voudront réaliser quelque chose n'auront même plus le droit de décider d'utiliser à cet effet leurs fonds ordinaires. C'est vraiment là une chose inadmissible, incompatible avec une saine gestion des communes.

J'ajoute qu'une délégation du groupe des sénateurs-maires, dirigée par notre collègue Réveillaud, a été reçue par M. le ministre des finances, que je suis heureux de voir à son banc parce que cela va me permettre de le mettre en cause.

Nous lui avions demandé d'examiner un certain nombre de questions et, parmi celles-ci, les décrets dont je viens de parler. M. le ministre a répondu à M. Réveillaud par une lettre en date du 16 décembre dans laquelle il est indiqué: « Le rôle essentiel de la commission départementale des investissements créée par le décret du 9 août 1953 est, d'une part, d'acquérir une vue d'ensemble sur les besoins des départements ou d'une commune... » — cela veut dire que le maire ne peut pas avoir une vue d'ensemble des opérations de sa commune, qu'il faut, en plus de l'autorité de tutelle du préfet, du ministère de l'intérieur et du ministère des finances, une nouvelle tutelle...

M. Edgar Faure, *ministre des finances et des affaires économiques.* Vous déformez le texte.

M. Georges Marrane. Je n'ai pas fini de lire cette lettre. Pourquoi protestez-vous ?

M. le ministre des finances. Je proteste contre vos paroles et non contre les termes de ma lettre !

M. Georges Marrane. Je reprends ma lecture: « Le rôle essentiel de la commission départementale des investissements est d'acquérir une vue d'ensemble sur les besoins des départements ou d'une commune, d'opérer les arbitrages nécessaires pour rejeter les projets superflus ou à caractère somptuaire, enfin de porter à la connaissance des autorités compétentes les anomalies relevées ou les suggestions qu'elle aurait à présenter touchant aux conditions de réalisation des opérations d'investissement, y compris celles dont l'opportunité aura été jugée indiscutable. » Et M. le ministre des finances prétend que la commission n'a pas pouvoir de décision, qu'elle donne simplement un avis. Seulement, dans le texte du décret, on dit le contraire, on dit que la décision de la commission est suspensive. Il faudrait peut-être que M. le ministre des finances, qui a signé ce décret, interprète d'une façon précise avant de répondre aux maires.

Il est d'autre part indiqué, dans la lettre de M. le ministre des finances: « Les attributions qui viennent d'être analysées et les limites de la compétence de la commission en font un organisme de coordination administratif purement interne. En effet, la commission ne sera pas seulement un organe consultatif chargé de la tutelle exercée sur les collectivités locales, mais également un comité de coordination des investissements administratifs. »

Cela veut dire que la commission est à nouveau chargée de la tutelle sur les collectivités locales. Il y a ici de nombreux maires. Ne croyez-vous pas qu'il y a assez d'organismes de tutelle dans les communes ? La chose est donc simple et claire. Ce décret est une nouvelle entrave au fonctionnement normal des communes. Que devient l'autorité communale ? Il va devenir impossible de gérer une commune. Nous n'aurons même pas le droit d'exécuter les opérations prévues avec nos recettes ordinaires. A quoi sert la tutelle des préfets si nous avons maintenant en plus une supertutelle des finances ? Chaque maire, quelle que soit son opinion politique, peut dire que la supertutelle des finances est le carcan le plus insupportable qui ait été imposé aux collectivités locales.

Pourtant, la dernière délégation des maires avait formulé une demande très modeste: qu'il y ait dans les commissions départementales quatre représentants des élus. Même cela, M. le ministre des finances le refuse. Je demande donc au Conseil de la République de comprendre qu'il n'est plus possible de tolérer une telle situation, sans renoncer nous-mêmes à notre responsabilité vis-à-vis de la population qui nous a fait confiance.

M. le président Herriot disait dernièrement: « Les communes sont les cellules vivantes de la nation. » La tutelle qu'on nous impose en fera bientôt des cellules mortes. Le Conseil de la République ne peut pas permettre un tel état de fait. Le président Herriot disait encore: « Le régime communal est actuellement une insulte au bon sens ». Hier après-midi, M. Abel-Durand nous a dit: « La tutelle est devenue intolérable ».

Je vous demande d'y réfléchir et de profiter de la circonstance qui nous est donnée, à l'article 1er, pour décider que ce budget ne pourra être appliqué que si d'abord sont abrogés les décrets-lois devenus insupportables pour la gestion des communes.

Le congrès des maires de France s'est prononcé unanimement pour l'abrogation de ces décrets. Je suis convaincu que le Conseil de la République voudra bien adopter mon amendement. (*Vifs applaudissements.*)

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. M. Marrane connaît bien ma position sur cette affaire...

M. Georges Marrane. Hélas !

M. le ministre des finances. ...puisqu'il faisait partie de la délégation des maires que j'ai reçue dans mon bureau. Ce fait infirme d'ailleurs la critique qu'on a portée contre moi de n'avoir pas reçu les représentants des maires. Je tiens d'ailleurs à souligner que les deux ministres qui sont assis sur ces bancs sont tous deux maires et, par conséquent, ne sont pas enclins à être des ennemis des collectivités locales.

Les décrets auxquels fait allusion M. Marrane ne sont pas du tout destinés à gêner ces collectivités locales et je prétends que lorsqu'on aura pu en voir leur application tout le monde s'en félicitera, car il faut un peu de temps pour qu'ils entrent dans la pratique. En matière d'investissements des collectivités locales, comme en matière d'investissements de l'Etat, je cherche à aller dans un sens qui a souvent été indiqué par le Conseil de la République et par sa commission des finances, c'est-à-dire vers un recours de plus en plus large au marché financier.

Tel est l'objet du premier décret qui permet un regroupement d'emprunts, afin de permettre soit des indexations, pour que les collectivités locales ne soient pas dépourvues de ce moyen, particulièrement éprouvé maintenant, de recourir au crédit, soit la cotation sur le marché public.

Evidemment, vous n'en avez pas encore vu le résultat, parce qu'il faut le temps pour l'application, mais je soutiens — et M. Marrane dans l'avenir m'en donnera confirmation — que cela permettra au contraire de développer le recours au crédit en matière d'investissements des collectivités locales.

En effet, loin de vouloir limiter ces investissements, il est dans notre politique financière et notre politique économique de les développer. Très souvent le point de vue local pour un investissement est plus sûr que celui du pouvoir central. Ma position est exactement inverse de celle que M. Marrane vient d'indiquer.

En ce qui concerne la question des commissions départementales je n'ai pas du tout le désir de soumettre les communes à de nouvelles entraves. Je tiens à indiquer en passant qu'il s'était glissé une erreur matérielle dans le texte du décret, qui a fait l'objet d'un rectificatif — les mots « recettes ordinaires » y figuraient à la place des mots « recettes extraordinaires ».

En outre, la circulaire d'application précise bien les limites des différentes opérations, toutes celles inférieures à un minimum de 10 millions de francs étant, ce qui est normal, exclues de la vérification de ces commissions.

Ceci étant, quel est l'objet de ces commissions ? Elles ont pour mission de donner un avis — elles sont consultatives pour le pouvoir central — de coordination entre tous les investissements tant centraux que locaux, de façon qu'on puisse en avoir une vue d'ensemble et que, dans un pays dont le potentiel économique, quoi que vous le vouliez, est nécessairement limité par un certain nombre de goulots d'étranglement ou de limites de main-d'œuvre et de matériel, il soit possible d'assurer dans tous les domaines une hiérarchie des investissements.

Je précise que c'est justement dans l'intention de développer les investissements locaux et non pas de les restreindre que nous avons prévu ces diverses dispositions. Dans le cas contraire, elles auraient été inutiles.

Ces explications pouvaient être nécessaires, je crois, après l'intervention de M. Marrane. Mais je me permets de faire observer que son amendement est irrecevable, tant aux termes de l'article 60 de votre règlement — puisqu'il ne s'agit pas de dispositions visant directement les recettes ou les dépenses de l'exercice — qu'aux termes de l'article 62, troisième alinéa: « Les amendements ne sont recevables que s'ils s'appliquent effectivement au texte qu'ils visent... », ce qui n'est évidemment pas le cas. J'oppose donc le règlement à l'amendement de M. Marrane.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur la recevabilité de l'amendement ?

M. le rapporteur. Sur la recevabilité, la commission s'en remet au jugement du Conseil. Sur le fond, elle constate que les observations de M. Marrane rejoignent entièrement celles qu'elle avait formulées elle-même hier, notamment en ce qui concerne la composition des commissions départementales d'investissements.

Quels que soient les raisons et les motifs qui ont prévalu dans l'organisation de ces commissions, le Conseil a regretté très fermement, ainsi que sa commission, qu'il n'ait été fait aucune place aux élus des collectivités locales, qui se trouvent ainsi tenus à l'écart de ces commissions, comme si l'on avait craint leurs interventions, lesquelles cependant se révèlent toujours fort utiles et opportunes lorsqu'il s'agit de décider des travaux à entreprendre sur le plan local. C'est dans cet esprit que la protestation unanime avait été formulée. (*Applaudissements sur divers bancs à gauche, au centre et à droite.*)

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. Est-ce sur la recevabilité ou sur le fond de l'amendement, monsieur le ministre ? Si c'est sur le fond, je me permets de vous indiquer que je dois d'abord consulter sur la recevabilité; après quoi, vous aurez la parole.

M. le ministre des finances. Monsieur le président, si vous le permettez, je n'opposerai l'irrecevabilité que dans un instant, car je voudrais répondre sur le dernier point de l'observation de M. le rapporteur, ne serait-ce qu'en raison de la déférence que je dois à votre assemblée.

Dans la composition des commissions, nous n'avions pas prévu de représentants des collectivités locales, afin de ne pas l'alourdir, car ce doit être, dans notre esprit, un organisme facile à réunir (*Mouvements divers*) et qui dirige ses investigations non seulement vers les travaux des collectivités locales, mais aussi vers des travaux d'intérêt national. Je suis tout disposé cependant, si le Conseil de la République le désire, à tenir compte de son avis, puisqu'il est le grand conseil des collectivités locales, et à examiner, avec mon collègue M. le ministre de l'intérieur, une réglementation très limitée, mais qui permette d'associer des représentants qualifiés des collectivités locales.

Ainsi, nous désirons tenir le plus grand compte des avis donnés par le Conseil de la République.

M. le président. La question de recevabilité est-elle posée ou non ?

M. le ministre des finances. Je la pose maintenant, monsieur le président.

M. le président. Je suis donc obligé de consulter le Conseil d'abord sur la recevabilité de l'amendement.

M. Georges Marrane. Je demande la parole sur la recevabilité.

M. le président. Laissez-moi finir d'expliquer ma pensée. J'ai consulté la commission des finances, qui s'en rapporte à l'appréciation du Conseil. M. le ministre des finances oppose l'irrecevabilité en invoquant les articles 60 et 62 du règlement. Pour clarifier le débat, permettez-moi de lire ces articles:

« Article 60. — Il ne peut être introduit dans les lois de budget » — c'est bien le cas — « ou les lois de crédits prévisionnels ou supplémentaires que des dispositions visant directement les recettes ou les dépenses de l'exercice... »

Et plus loin, deuxième alinéa: « Les amendements relatifs aux états de dépenses ne peuvent porter que sur les chapitres desdits états. » Il n'est pas question des articles.

« Article 62. — Les amendements ne sont recevables que s'ils s'appliquent effectivement au texte qu'ils visent, etc... »

Monsieur Marrane, vous avez la parole.

M. Georges Marrane. Je ne conteste pas cela. Je ferai seulement remarquer que mon amendement ne modifie en rien les crédits, qu'il y met seulement des conditions. Le Parlement a le droit d'indiquer dans quelles conditions les crédits doivent être utilisés. Les explications qui ont été données démontrent bien qu'il s'agit d'un nouvel obstacle opposé à la gestion des communes.

Je demande au Conseil de la République de constater la recevabilité de l'amendement.

M. le président. Conformément aux articles 60 et 62 du règlement, je consulte le Conseil sur la recevabilité de l'amendement de M. Marrane, contestée par le Gouvernement.

(*L'amendement est déclaré recevable.*)

M. Abel-Durand. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Abel-Durand.

M. Abel-Durand. Les explications données par M. le ministre des finances ne font que confirmer le bien fondé des protestations que j'élevais hier contre la politique du ministère des finances en matière de gestion financière des départements.

Lorsque M. le ministre des finances invoque l'opportunité d'uniformiser le programme d'investissement dans le pays tout entier, il émet la prétention de s'ingérer dans l'administration des départements et des communes, ce contre quoi j'ai protesté hier avec violence. Je réitère aujourd'hui ma protestation. Jamais le pouvoir central ne s'était ingéré avec autant de force dans l'administration des communes comme il le fait par l'intermédiaire du ministère des finances.

Les communes et les départements sont des personnes autonomes. Vous n'avez pas le droit, monsieur le ministre des finances — à la rigueur peut-être M. le ministre de l'intérieur l'aurait-il — par cette voie oblique et souterraine, de porter atteinte à nos libertés locales.

Je vous remercie d'être venu ici, monsieur le ministre des finances, nous faire cette déclaration. Elle rend publique la position du ministère des finances qui sera connue de toutes les assemblées départementales et municipales. (*Vifs applaudissements unanimes.*)

M. Alain Poher. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Alain Poher.

M. Alain Poher. Monsieur le président, j'ai cru comprendre, selon la réponse de M. le ministre des finances, qu'il envisageait, dans le cas où les commissions continueraient à fonctionner — ce que je ne souhaite pas — d'y faire admettre des représentants des collectivités locales. Puisque le ministre a fait cette suggestion, j'aimerais bien l'entendre répéter et confirmer qu'à partir du 1er janvier 1954 les élus des collectivités locales seront admis comme représentants officiels dans ces commissions.

M. le ministre de l'intérieur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. le ministre de l'intérieur. Mesdames, messieurs, j'ai eu l'occasion, hier, de dire que déjà, par circulaire, j'avais prescrit à MM. les préfets, qui président ces commissions, de bien vouloir s'entourer de l'avis des représentants des collectivités locales. Ce matin un pas de plus vient d'être fait, puisque M. le ministre des finances, je l'en remercie, m'a donné son accord pour que les représentants des collectivités locales soient associés aux travaux de ces commissions. C'est, après les protestations que vous avez hier manifestées, une concession importante faite par le Gouvernement...

M. Abel-Durand. « Concession », le mot est impropre, monsieur le ministre !

M. le ministre de l'intérieur. Je ne méconnais pas, mesdames, messieurs, après vous avoir entendus et même m'être entendu moi-même, que vous avez contre les décrets-lois une préven-

tion manifeste. Vous venez de l'exprimer dans un vote à main levée qui est évidemment assez significatif. Mais ces décrets, vous aurez la possibilité de les ratifier ou de ne pas les ratifier quand on vous les soumettra.

Je voudrais attirer votre attention sur les conséquences qu'entraînerait l'adoption de l'amendement de M. Marrane, car si l'article premier est adopté sous réserve de l'abrogation des décrets, tant que celle-ci ne sera pas intervenue, les crédits resteront bloqués; ainsi vous refusez à donner au ministre de l'intérieur les moyens financiers indispensables au fonctionnement de son département.

Le Conseil de la République a parfaitement le droit de manifester son sentiment à l'égard de textes qui ne lui plaisent pas. Mais votre assemblée a le souci d'assurer le fonctionnement des services publics et j'espère qu'ayant ainsi manifesté son sentiment, elle voudra, en rejetant cet amendement, donner au ministre les crédits qui lui sont nécessaires.

M. le rapporteur pour avis. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. La question de la recevabilité étant tranchée, il reste, je crois, deux questions: l'une est de forme, l'autre est de fond.

Quant à la forme, on peut se demander si l'expression de la volonté manifestée par M. Marrane n'aurait pas pu bénéficier d'une rédaction plus heureuse, exempte des inconvénients pratiques que vient de signaler M. le ministre de l'intérieur.

Quant au fond, il ne peut, je crois, pas y avoir de doute sur le sentiment du Conseil de la République; M. Abel-Durand l'a réitéré aujourd'hui en des termes que nous avons applaudis. Je dois le dire — tout en rendant hommage, monsieur le ministre des finances, à votre originalité et à votre courage en ce jour — il ne fait aucun doute, dans l'esprit du Conseil de la République, que ces décrets sont mal venus et que leur défaut ne serait même pas corrigé par l'adjonction à la commission de représentants des collectivités élus. C'est du principe même de ces décrets qu'il s'agit. (*Très bien! très bien!*)

Nous déplorons, dans cette affaire, et l'action et l'omission. Au moment où les collectivités locales attendent une caisse de prêts et d'équipement, réclamée par toutes les associations de maires et de présidents des conseils généraux, (*Applaudissements.*) nous déplorons que cette caisse n'ait pas été constituée, qu'autre chose ait été fait en lieu et place, dont on se serait passé volontiers et dont on se passera, nous l'espérons. (*Nouveaux applaudissements.*)

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. M. Abel-Durand sait combien j'apprécie le dévouement qu'il porte aux collectivités locales et combien j'ai été heureux de collaborer avec lui au sein, notamment, de l'association des présidents des conseils généraux.

Je voudrais donc me permettre d'insister respectueusement, mais très nettement, sur la position que j'ai indiquée. Je suis persuadé que le système d'emprunt que nous avons prévu en août ne peut qu'être favorable aux collectivités locales. Je crois que ce serait vraiment une grande erreur d'y renoncer. Je crains qu'un malentendu — peut-être me suis-je mal expliqué ? — ne se soit produit et que M. Abel-Durand ait pu croire qu'il y avait là une tendance à refreiner les investissements des collectivités locales.

Je comptais, au contraire, les développer par un appel plus étendu au marché financier.

Le Conseil peut abroger ces décrets — le Parlement est toujours libre de prendre des décisions en cette matière — seulement, je rappelle qu'il y a deux dispositions différentes. La première concerne les emprunts. Nous pouvons ne rien faire, si le Parlement en décide ainsi, mais ce sera alors au détriment des collectivités locales et au bénéfice des autres demandeurs sur le marché financier.

Quant aux commissions, nous sommes disposés à suivre le plus largement possible les conseils et les suggestions. Inversement, le Parlement ne peut pas empêcher le pouvoir central de s'entourer, dans toute la mesure de ses attributions, des avis de commissions composées comme il l'entend et je viens de rappeler que nous étions disposés à y faire entrer des représentants des collectivités locales.

Je tenais à vous renouveler ces explications, car je craignais l'existence d'un malentendu. Je vous assure que ce serait une erreur, au point de vue des collectivités locales, que de renoncer au principe des groupements d'emprunts que nous avons présenté et qui constituait l'essentiel de notre système.

M. le président. La parole est à M. Restat.

M. Restat. Je m'excuse, monsieur le ministre, mais vous ne m'avez pas convaincu. J'irai plus loin: je pense même que cette attitude constitue une marque de défiance vis-à-vis des préfets, qui sont les représentants du Gouvernement.

Il aurait suffi, puisque vous voulez assurer la coordination des emprunts pour les ajuster aux possibilités communales, d'indiquer aux préfets, représentants du Gouvernement dans les départements, quelles seraient les possibilités, pour les communes, de faire des investissements, utiles ou moins utiles.

Or, non seulement les maires vont se trouver brimés et je pense que je rejoins ici notre collègue M. Abel-Durand, mais, débordant le cadre de la question, je crois que c'est l'autorité même des préfets qui sera amoindrie par ces commissions. C'est, je le répète, une marque de défiance envers les maires ainsi qu'au regard des préfets. Je pense que le Conseil serait unanime, si nous avions la possibilité de le faire, de repousser le décret s'il nous était présenté. (*Applaudissements.*)

M. Abel-Durand. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Abel-Durand.

M. Abel-Durand. Je voudrais dire à M. le ministre que je distingue le décret relatif aux emprunts et le décret relatif à la commission des investissements. Le décret relatif à la commission des investissements, je le repousse en bloc. (*Très bien! très bien!*), car, du fait de son caractère même, il nous oppose ouvertement à M. le ministre des finances.

En ce qui concerne le décret relatif aux emprunts j'aurais des distinctions à faire. Certaines de ses dispositions sont excellentes et je le dis d'autant mieux que j'ai participé, de très loin, à sa préparation, dans un groupe de travail où plusieurs des idées contenues dans ce décret ont été suggérées. C'est pourquoi j'ai fait une distinction. L'essentiel de mon intervention et de la conviction du Conseil de la République, est de s'opposer aux prétentions vraiment intolérables du ministère des finances qui, en marge de la loi et en marge de la Constitution, rend impossible, entrave continuellement la vie des collectivités locales. (*Vifs applaudissements sur tous les bancs.*)

M. Alain Poher. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Alain Poher.

M. Alain Poher. Dans le texte de M. Marrane, deux décrets sont visés: le décret n° 53-709 concernant la commission des emprunts indexés et le décret n° 53-710 concernant les commissions départementales d'investissement, pour la suppression totale duquel l'unanimité des membres du Conseil de la République semble réalisée.

Je demande à M. Marrane s'il ne lui serait pas possible, pour obtenir l'unanimité du Conseil, de retirer de son texte le décret n° 53-709 qui ne concerne pas directement la question exposée ici. J'entends bien que M. le ministre des finances s'est engagé à étudier la caisse de prêts d'équipement des collectivités locales, question qui est beaucoup plus importante pour les collectivités locales que celle des emprunts indexés. Le texte de M. Marrane conserverait tout son intérêt s'il n'y était question que des commissions départementales d'investissement. Je lui demande donc de ne conserver dans son texte que le décret n° 53-710.

M. Georges Marrane. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Marrane.

M. Georges Marrane. Après les explications de M. le ministre des finances qui a déclaré que le décret n° 53-709 permettrait d'accorder, sous une forme nouvelle, des emprunts annexés aux collectivités locales et départementales et qu'il voudrait pouvoir tenter l'expérience, après l'intervention de notre collègue M. Poher, je ne m'opposerai pas à cette expérience, bien que je sois convaincu qu'elle n'apportera rien, mais à la condition formelle que le décret n° 53-710 soit abrogé.

M. Alain Poher. Pour ce qui concerne les collectivités locales! Nous n'avons pas à nous occuper d'autre chose.

M. le ministre des finances. La partie qui concerne les travaux de l'Etat ne vous intéresse pas. Ce décret ne concerne pas que les collectivités locales.

M. Georges Marrane. Bien entendu, pour la partie qui concerne les collectivités locales et départementales. J'accepte donc de retirer de mon texte le décret n° 53-709. Je demande l'abrogation du décret n° 53-710 en ce qui concerne les collectivités locales.

M. Alain Poher. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Alain Poher.

M. Alain Poher. Le texte pourrait être ainsi rédigé: « Sous réserve de l'abrogation du décret n° 53-710 du 9 août 1953, en ce qui concerne les collectivités locales... »

M. le rapporteur pour avis. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. Je crois que sur le fond, après la suggestion de M. Poher, favorablement accueillie par M. Marrane, l'accord est réalisé.

Mais sur la forme je voudrais rendre le Conseil attentif à ce que nous risquons d'aboutir à une impasse juridique. En effet, la rédaction de M. Marrane dit: « Sous réserve de l'abrogation... » Or, le décret n° 53-710 est un décret pris en vertu de pouvoirs élargis et, par conséquent, le Gouvernement lui-même ne peut pas l'abroger à présent. Si le Parlement veut le faire — et il en a incontestablement le pouvoir — il faut qu'il l'abroge lui-même.

Par conséquent, si vous voulez que la condition que vous posez ne soit pas une condition impossible qui aboutirait, évidemment, à l'absurdité de laisser indéfiniment la France sans budget de l'intérieur, il faut rédiger l'amendement de M. Marrane sous la forme d'un article additionnel, déclarant que le décret n° 53-710 est abrogé. Ce texte additionnel ne serait pas plus étranger à l'objet de ce budget que tous les autres articles additionnels insérés et je crois qu'étant d'accord sur le fond, nous pourrions l'être également sur la forme, pour que la forme réponde à l'intention du fond.

M. le président. Vous permettrez à votre président d'intervenir à ce moment du débat. Le Conseil de la République n'est pas saisi, jusqu'à maintenant, de la ratification des décrets. Je vous demande d'y faire très attention, du point de vue constitutionnel.

M. le ministre de l'intérieur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. le ministre de l'intérieur. Mesdames, messieurs, la dernière intervention de M. le rapporteur pour avis de la commission de l'intérieur souligne, d'une façon plus éloquente que je n'avais pu le faire, le danger en face duquel se trouve actuellement le Conseil de la République. En effet, si l'amendement de M. Marrane est adopté, il n'y aura absolument aucune possibilité de rétablir les crédits que l'article 1er prévoit pour le compte du ministère de l'intérieur. Cela équivaudrait purement et simplement au refus du vote du budget du ministère de l'intérieur.

La solution envisagée par M. Hamon me paraît beaucoup plus logique, si bien que je demande au Conseil, qui est évidemment libre et souverain de ses décisions, de rejeter l'amendement de M. Marrane et de se réserver les possibilités d'agir; ainsi que le rapporteur de la commission de l'intérieur le lui a conseillé, réserves faites, bien entendu, des droits du Gouvernement.

M. le président. En définitive, où en sommes-nous et sur quelle question ? Vous mêlez le fond et la recevabilité, excusez-moi de vous le dire.

M. Pierre Commin. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Commin.

M. Pierre Commin. Je voudrais souligner devant tous mes collègues du Conseil de la République que la proposition de M. le ministre de l'intérieur est un piège qui a pour effet d'interdire l'expression de la volonté du Conseil. M. le ministre de l'intérieur nous dit: « Si vous votez l'amendement de M. Marrane, je n'ai plus de budget! »

M. le ministre de l'intérieur. C'est exact!

M. Pierre Commin. Or, cet amendement répond à la volonté unanime du Conseil. S'il est voté, M. le ministre de l'intérieur pourra, dans les quelques heures qui viendront, déposer un projet de loi tendant à abroger le décret en question. Ainsi, le Parlement sera en mesure tout à la fois de voter le budget du ministère de l'intérieur et de manifester sa volonté de voir ce décret abrogé. (*Applaudissements à gauche.*)

M. Bernard Chochoy. Très bien!

M. le président. Que devient le texte de votre amendement, monsieur Marrane ?

M. Georges Marrane. Le texte de mon amendement devient celui-ci: « Compléter comme suit le premier alinéa du paragraphe 1er de cet article: « ... sous réserve de l'abrogation du décret n° 53-710 du 9 août 1953 ».

Je viens d'ailleurs de relire le texte de ce décret et j'ai pu constater qu'il ne concernait que les collectivités locales.

M. le ministre des finances. Il intéresse tous les travaux d'investissements!

M. Georges Marrane. Je maintiens donc mon amendement et je demande au Conseil de bien vouloir l'adopter.

Notre collègue M. Commin vient d'indiquer que, si le Gouvernement veut vraiment tenir compte de la volonté du Conseil de la République, il a encore le temps, avant que la séance du 31 décembre 1953 ne soit terminée, de déposer le projet de loi nécessaire. (*Sourires.*) Je suis convaincu que ce projet serait voté sans discussion.

M. Bernard Chochoy. Très bien!

M. le président. Je relis le texte de votre amendement, monsieur Marrane: « Compléter comme suit le premier alinéa du paragraphe 1er de cet article: « Sous réserve de l'abrogation du décret n° 53-710 du 9 août 1953. » Y ajoutez-vous les mots « en ce qui concerne les collectivités locales ? »

M. Georges Marrane. Oui, monsieur le président.

M. le président. Sur ce texte, la parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Mes chers collègues, la commission pense qu'il serait plus sage que le Conseil accepte de réserver cet article, pour lui permettre de l'examiner d'une façon plus complète, Vous seriez appelés à vous prononcer sur l'amendement et sur l'article avant le vote sur l'ensemble du projet, si du moins tel est l'avis du Conseil. Je pourrais demander maintenant, au nom de la commission des finances, une suspension, mais j'évite de le faire pour ne pas retarder l'examen du budget.

M. le président. L'article 1er et l'amendement de M. Marrane sont donc réservés.

Nous abordons l'examen de l'article 2.

« Art. 2. — Il est ouvert au ministre de l'intérieur, au titre des dépenses en capital, pour l'exercice 1954, des crédits s'élevant à la somme de 35.025.300.000 francs et des autorisations de programme s'élevant à la somme de 34.399.998.000 francs.

« Ces crédits et ces autorisations de programme s'appliquent:

« Au titre V: « Investissements exécutés par l'Etat » à concurrence de 402.860.000 francs pour les crédits de payement et de 800 millions de francs pour les autorisations de programme;

« Au titre VI: « Investissements exécutés avec le concours de l'Etat », à concurrence de 34.622.440.000 francs pour les crédits de payement et de 33.599.998.000 francs pour les autorisations de programme;

« Conformément à la répartition, par service et par chapitre, figurant à l'état B annexé à la présente loi. »

L'article 2 est réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état B annexé.

Je donne lecture de cet état:

Intérieur.

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT

7e partie. — Equipements administratif et divers.

« Chap. 57-30. — Protection civile. — Dépenses d'équipement: « Crédits de payement. » — (Mémoire.)
« Chap. 57-40. — Equipement de la sûreté nationale:
« Autorisation de programme, 750 millions de francs.
« Crédits de payement, 375.490.000 francs. »

Par amendement (n° 9) M. L'Huillier et les membres du groupe communiste proposent de réduire les crédits de payement de ce chapitre de 200 millions de francs.

La parole est à M. L'Huillier.

M. Waldeck L'Huillier. Mesdames, messieurs, les indications qui nous ont été données montrent que le Gouvernement prévoit 200 millions destinés à l'acquisition de cars pour les compagnies républicaines de sécurité. Je demande que ce crédit de 200 millions soit transféré à un autre chapitre, celui des subventions aux collectivités locales. Il nous semble plus utile, actuellement, d'affecter ces sommes importantes à l'achat de matériel pour la lutte contre l'incendie ou d'ambulances, dont l'absence ou l'usure se font durement sentir dans les petites communes.

Je propose donc que le crédit de 200 millions qui sera enlevé du chapitre 57-40 soit transféré au chapitre 63-50.

M. le rapporteur. Le transfert n'est pas possible. La commission des finances repousse cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur. Le Gouvernement repousse également l'amendement.

M. le président. L'amendement n'est pas recevable: le transfert n'est pas possible.

M. Waldeck L'Huillier. Et si je le modifiais en proposant le transfert à tel chapitre que le Gouvernement indiquerait ?

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur cette proposition ?

M. le rapporteur. La commission vient d'indiquer à l'instant qu'elle s'oppose à l'amendement.

M. Waldeck L'Huillier. Je retire l'amendement, monsieur le président.

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 57-40 avec les chiffres de la commission.

(*Le chapitre* 57-40 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 57-90. — Equipement en matériel de transmissions:

« Autorisation de programme, 50 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Crédit de payement, 27.370.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 57-99. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance:

« Crédit de payement. » — (Mémoire.)

TITRE VI. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS AVEC LE CONCOURS DE L'ETAT

A. — Subventions et participations.

3e *partie. — Transports, communications et télécommunications.*

« Chap. 63-50. — Subventions d'équipement pour la voirie départementale et communale:

« Autorisation de programme, 350 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Crédit de payement, 1.749.200.000 francs. » — (*Adopté.*)

5e *partie. — Logement et urbanisme.*

« Chap. 65-50. — Subventions d'équipement aux collectivités pour les réseaux urbains:

« Autorisation de programme, 3.300 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Crédit de payement, 3.691.940.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 65-52. — Subventions d'équipement aux collectivités pour l'habitat urbain:

« Autorisation de programme, 1.349.999.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Crédit de payement, 447.300.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 65-54. — Subventions d'équipement aux collectivités pour la réalisation de programmes d'urbanisme (lois des 30 mai et 4 juin 1941):

« Crédit de payement. » — (Mémoire.)

7e *partie. — Equipements administratifs et divers.*

« Chap. 67-50. —Subventions d'équipement aux collectivités pour les constructions publiques:

« Autorisation de programme, 600 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Crédit de payement, 734 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 67-99. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance:

« Crédit de payement. » — (Mémoire.)

8e *partie. — Investissements hors de la métropole.*

« Chap. 68-80. — Contributions de l'Etat au fonds de progrès social de l'Algérie:

« Autorisation de programme, 4 milliards de francs. » — (*Adopté.*)

« Crédit de payement, 4 milliards de francs. » — (*Adopté.*)

B. — Prêts et avances.

8e *partie. — Investissements hors de la métropole.*

« Chap. 60-80. — Equipement économique de l'Algérie:

« Autorisation de programme, 23.999.999.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Crédit de payement, 24 milliards de francs. » — (*Adopté.*)

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2 avec la somme de 35.025.300.000 francs pour les crédits de payement et la somme de 34.399 millions 998.000 francs pour les autorisations de programme, résultant des votes émis sur les chapitres de l'état B.

(*L'arictle* 2, *avec ces chiffres, est adopté.*)

M. le président. Art. 3. — Il est ouvert au ministre de l'intérieur, au titre des dépenses effectuées sur ressources affectées pour l'exercice 1954, des crédits s'élevant à la somme de 7.198 millions de francs et des autorisations de programme s'élevant à la somme de 6.500 millions de francs. Ces crédits et autorisations de programme s'appliquent au titre VIII : « Dépenses effectuées sur ressources affectées » conformément à la répartition, par service et par chapitre, figurant à l'état C annexé à la présente loi.

L'article 3 est réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état C annexé.

Je donne lecture de l'état C:

Intérieur.

TITRE VIII. — DÉPENSES EFFECTUÉES SUR RESSOURCES AFFECTÉES

3e *partie. — Transports, communications et télécommunications.*

Fonds spécial d'investissement routier (tranche départementale et vicinale).

« Chap. 83-51. — Exécution du plan départemental d'amélioration du réseau routier:

« Autorisation de programme, 3.500 millions de francs. » (*Adopté.*)

« Crédit de payement, 3.598 millions de francs. — (*Adopté.*)

« Chap. 83-53. — Exécution du plan vicinal d'amélioration du réseau routier:

« Autorisation de programme, 3 milliards de francs. »

« Crédit de payement, 3.600 millions de francs. »

La parole est à M. Jean Bertaud.

M. Jean Bertaud. Je voudrais attirer l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les obligations auxquelles sont tenues les communes pour assurer la sécurité de la circulation. Nous demandons que soit prévue une participation de l'Etat pour l'installation de signaux lumineux et de tous moyens destinés à assurer la sécurité des passants et à faciliter la circulation dans nos communes, notamment dans la région parisienne, dont les artères sont de plus en plus fréquentées, ce qui nous crée des sujétions multiples.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 83-53, avec les chiffres de la commission.

(*Le chapitre* 83-53 *est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 3, avec le chiffre de 7.198 millions de francs pour les crédits de payement et le chiffre de 6.500 millions de francs pour les autorisations de programme, résultant des votes qui viennent d'être émis sur les chapitres de l'état C.

(*L'article* 3, *avec ces chiffres, est adopté.*)

M. le président. « Art. 4. — Le ministre de l'intérieur est autorisé à engager en 1954, par anticipation sur les crédits qui lui seront alloués pour l'exercice 1955, des dépenses se montant à la somme totale de 797 millions de francs et réparties, par service et par chapitre, conformément à l'état D annexé à la présente loi. »

L'article est réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état D annexé.

J'en donne lecture:

Intérieur.

TITRE III. — MOYENS DES SERVICES

4e *partie. — Matériel et fonctionnement des services.*

« Chap. 34-41. — Sûreté nationale. — Remboursement de frais, 362 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-42. — Sûreté nationale. — Matériel, 40 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-92. — Achat, entretien et fonctionnement du matériel automobile, 100 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-94. — Dépenses de transmissions, 30 millions de francs. » — (*Adopté.*)

TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES

1re *partie. — Interventions politiques et administratives.*

« Chap. 41-31. — Subventions pour les dépenses d'incendie et de secours, 200 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 41-52. — Subventions de caractère facultatif en faveur des collectivités locales et de divers organismes, 65 millions de francs. » — (*Adopté.*)

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4 ,avec le chiffre de 797 millions de francs, résultant des votes qui viennent d'être émis sur les chapitres de l'état D.

(*L'article 4, avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Art. 4 *bis.* — Les agents supérieurs qui appartenaient, au 31 décembre 1946, à l'administration centrale du ministère de l'intérieur pourront bénéficier d'une nomination en qualité d'admiinstrateur civil en application de l'article 10 de la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948.

« La mise en œuvre des dispositions de l'alinéa précédent qui prendront effet à la date de promulgation de la présente loi sera poursuivie dans le cadre des premier et sixième alinéas de l'article 14 du décret n° 45-2414 du 18 octobre 1945 modifié, les intéressés étant tenus de remplir les seules conditions de diplôme et d'ancienneté visées à l'article 11 (§ *b*) dudit décret.

« Toutefois, les dispositions des alinéas 1er et 6 de l'article 14 du décret susvisé n° 45-2414 du 18 octobre 1945, ne sont, en principe, applicables que pour les intégrations à la classe de début. L'intégration à la deuxième classe ne pourra être prononcée que sur proposition de la commission paritaire des administrateurs civils qui déterminera les modalités du reclassement. Les fonctionnaires intéressés bénéficieront, le cas échéant, de l'indemnité compensatrice prévue par l'article 3 du décret n° 47-1457 du 4 août 1947.

« Pour l'application des alinéas qui précèdent, la commission d'intégration est la commission administrative paritaire des administrateurs civils du ministère de l'intérieur.

« Les nominations seront prononcées, s'il y a lieu, en surnombre des effectifs budgétaires actuels de la classe dans laquelle les intéressés seront intégrés et dans la limite des crédits budgétaires existants. Ce surnombre sera résorbé au fur et à mesure des vacances survenant à compter de la promulgation de la présente loi. Elles ne comporteront en aucun cas de rappels pécuniaires. »

La parole est à M. Poher.

M. Alain Poher. Mes chers collègues, je crois savoir qu'un accord est intervenu à la commission des finances sur un article 9 *bis* du budget des charges communes, qui reprendrait très exactement les différentes parties du texte que la commission a votées, en ce qui concerne les agents supérieurs du ministère de l'intérieur et qui feront l'objet de l'article 4 *bis* du projet présentement en discussion.

Dans ces conditions, pour qu'il n'y ait pas désaccord entre les deux textes ou double emploi, je demanderai à M. le rapporteur de bien vouloir envisager, si le Gouvernement prend l'engagement formel d'accepter le nouvel article 9 *bis* des charges communes, la suppression de l'article 4 *bis* du budget de l'intérieur, qui n'aurait alors plus d'intérêt.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Il est tout à fait exact qu'à l'article 4 *bis* du budget du ministère de l'intérieur serait substitué un article 9 *bis* du budget des charges communes. Ce dernier texte reprend effectivement les dispositions incluses dans l'article 4 *bis* du budget de l'intérieur, mais nous voudrions recevoir de M. le ministre de l'intérieur, avant d'accepter la demande de M. Poher, l'assurance et l'engagement formel que l'article 9 *bis* du budget des charges communes a bien l'agrément de M. le ministre des finances d'une part, et de M. le ministre de la fonction publique d'autre part, faute de quoi, nous ne pourrions aujourd'hui abandonner les dispositions de l'article 4 *bis* auxquelles la commission des finances reste entièrement attachée. (*Applaudissements.*)

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je suis tout à fait d'accord avec M. Masteau pour considérer que cette affaire qui intéresse l'ensemble des ministères doit être envisagée à propos du budget des charges communes. Je ne peux pas avoir tout dans la tête en même temps; je n'ai donc pas une certitude absolue, mais il me semble que cette affaire avait été réglée dans le sens indiqué par MM. Masteau et Poher. Si le Conseil veut bien reporter cette question au budget des charges communes, il conservera toute sa liberté d'appréciation et je lui donnerai des renseignements complets à ce moment-là.

M. Courrière. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Courrière.

M. Courrière. Je voudrais rendre le Conseil attentif au marché de dupes que risquent de faire les bénéficiaires des dispositions de l'article 4 *bis* en raison de l'imprécision des déclarations qui viennent d'être produites.

Nous n'avons aucune assurance; nous ignorons de la manière la plus certaine si le Parlement suivra les propositions de la commission en ce qui concerne l'article 9 *bis* du budget des charges communes et si le Gouvernement les appuiera. Pourquoi ne pas voter les dispositions de l'article 4 *bis* qui ont au moins le mérite d'exister sous la réserve qu'en cas de vote de l'article 9 *bis* du budget des charges communes ces dispositions deviendront caduques ? Sinon, nous risquons de nous trouver devant cette situation que nous n'aurons ni l'article 4 *bis* du budget de l'intérieur ni l'article 9 *bis* du budget des charges communes.

M. Alain Poher. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Poher.

M. Alain Poher. Mes chers collègues, il est toujours désagréable, quand on participe à des arrangements acceptés par tous en commission des finances, de voter deux textes contradictoires, par suite d'un malentendu.

Je veux bien admettre que M. le ministre n'est pas très exactement au courant du nouveau rapport déposé par notre collègue M. Pauly, qui fait déjà l'objet, je crois, d'une distribution. Je lui demande cependant de bien vouloir prendre l'engagement de soutenir, non seulement ici, mais également devant l'Assemblée nationale, cet article 9 *bis* qui fait l'objet maintenant d'un accord unanime, je crois. Il ne s'agit pas de ruser, monsieur le ministre; agissons loyalement les uns et les autres et tout le monde sera satisfait. (*Applaudissements.*)

M. le ministre des finances. Je fais confiance aux affirmations de M. Poher; dans ce cas-là, je prends l'engagement qui m'est demandé.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Devant l'engagement, dont nous prenons acte, qui vient d'être à l'instant donné par M. le ministre des finances, et également en retenant qu'il n'est ici formulé aucune opposition par la fonction publique, nous voulons bien envisager la suppression de cet article 4 *bis.*

Toutefois, je n'accepte, au nom de la commission des finances, cette suppression qu'en prenant acte, je le souligne une fois de plus, de l'accord et de l'engagement souscrits par M. le ministre des finances et aussi de l'accord qui m'a été directement donné par la fonction publique. Faute de quoi, comme l'indiquait très exactement notre collègue M. Courrière, ce serait pour les bénéficiaires de l'article 4 *bis* — et notre volonté à cet égard a été fermement exprimée — un marché de dupes auquel je ne me prêterais pas.

C'est donc sous ces réserves expresses que la suppression de l'article 4 *bis* est acceptée par la commission des finances dans l'intérêt, pensons-nous, d'une unité de vues qui est toujours souhaitable en matière législative.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Le Conseil a entendu la proposition de M. Poher à laquelle la commission se rallie, tendant à supprimer l'article 4 *bis.*

Je la mets aux voix.

(*L'article* 4 bis *est supprimé.*)

M. le président. « Art. 4 *ter.* — Le Gouvernement déposera avant le 31 janvier 1954 les projets de loi organiques prévus par l'article 89 de la Constitution. »

Par amendement (n° 43) M. Alain Poher propose, à la première ligne de cet article, de remplacer la date: « 31 janvier 1954 » par la date: « 31 mars 1954 ».

La parole est à M. Poher.

M. Alain Poher. Monsieur le président, à la demande de M. Minjoz l'Assemblée nationale a voté l'article 4 *ter* qui édicte que les lois organiques prévues par l'article 89 de la Constitution concernant l'organisation des pouvoirs soient déposé, le plus tôt possible. Ces textes donneraient la possibilite aux collectivités locales de connaitre exactement la limite de leur

compétence; on assurerait ainsi l'application de la Constitution, qui accordait contrairement à ce qui s'est passé depuis, une plus grande liberté aux collectivités locales.

Je voudrais que M. le ministre de l'intérieur nous dise qu'il a l'intention de les déposer, mais je ne pense pas que ceci puisse être fait avant le 31 janvier. Plutôt que d'avoir la promesse d'une date extrêmement rapprochée, mais irréelle, je préférerais la date du 31 mars. Mais je voudrais entendre M. le ministre de l'intérieur dire clairement que l'obstruction qui est faite depuis un certain nombre d'années au dépôt de ces lois organiques cessera enfin et que le Gouvernement exécutera la volonté du Parlement avant le 31 mars.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur. Le Gouvernement l'accepte également.

M. le rapporteur pour avis. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. Avant de donner son accord à un report de date, soulevé dans des conditions dont la commission de l'intérieur n'a pu délibérer, je voudrais au moins demander si le Gouvernement prend l'engagement de déposer ce texte avant une date quelconque.

Si oui, cela vaut certes la peine de reculer le délai. S'il y a simplement accord de la part du Gouvernement pour reporter la date, mais sans engagement quant au dépôt du texte, franchement, je préfère m'en tenir à la date du 31 janvier.

M. le ministre de l'intérieur. Il ne m'appartient pas de prendre un engagement, puisque c'est votre assemblée qui me l'impose. (*Sourires.*)

M. Alain Poher. Nous souhaitons alors qu'il soit respecté, monsieur le ministre.

M. le président. Quelqu'un demande-t-il encore la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4 *ter*, ainsi modifié.

(*L'article 4 ter, ainsi modifié, est adopté.*)

M. le président. L'Assemblée nationale avait voté un article 4 *quater* dont la commission propose la suppression, mais, par amendements, le premier (n° 1) présenté par M. Jean Bertaud, le second (n° 42) présenté par M. Pierre Commin et les membres du groupe socialiste et apparentés, il vous est proposé de rétablir cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale et ainsi conçu:

« I. — Est expressément constatée, à compter du 1er janvier 1948, la nullité du deuxième alinéa de l'article 3 et de la dernière phrase de l'article 4 de l'acte dit loi du 3 juillet 1941 portant réforme du régime des retraites des employés et agents des départements, communes, établissements publics et services concédés, affermés ou en régie, dépendant de ces collectivités.

« Toutefois, la constatation de cette nullité ne porte pas atteinte aux effets résultant de l'application dudit acte antérieurement à la date précitée.

« II. — Le premier alinéa du paragraphe I de l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 est remplacé par les dispositions suivantes:

« Après la fixation des nouvelles échelles de traitements et de soldes, les pensions de retraites concédées sous le régime de la loi du 14 avril 1924 feront l'objet, avec effet du 1er janvier 1948, d'une nouvelle liquidation sur la base desdits traitements et soldes, compte tenu des annuités qu'elles rémunèrent et du taux de ces annuités, tel qu'il résultait de l'application de la loi du 14 avril 1924, des modifications opérées dans la structure, les appellations, la hiérarchie, le mode de rémunération de leur catégorie, sous réserve des exceptions visées ci-après ».

III. — Le premier alinéa du paragraphe I de l'article 63 du décret n° 49-1416 du 5 octobre 1949 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-993 du 17 mai 1945, est remplacé par les dispositions suivantes:

« Les pensions de retraites concédées en vertu du décret du 2 avril 1948 ou des règlements particuliers antérieurs régulièrement approuvés feront l'objet, avec effet du 1er janvier 1948, d'une nouvelle liquidation sur la base desdits traitements et soldes, compte tenu des annuités qu'elles rémunèrent et du taux de ces annuités, tel qu'il résultait de l'application des anciens règlements, des modifications opérées dans la structure, les appellations, la hiérarchie, le mode de rémunération de leur catégorie, sous réserve des exceptions visées ci-après.

« Il sera procédé à une liquidation rectificative de pension chaque fois qu'il n'aura pas été tenu compte des dispositions ci-dessus ».

Les deux amendements étant identiques peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

La parole est à M. Bertaud.

M. Jean Bertaud. Mes chers collègues, l'Assemblée nationale avait adopté, après avis favorable de la commission des finances et de la commission de l'intérieur, un article 4 *quater* présenté par un certain nombre de nos collègues de l'autre Assemblée, afin de pallier les inconvénients des dispositions d'un article de loi qui avait donné lieu à une interprétation fâcheuse de la part du Conseil d'Etat en ce qui concerne les droits acquis du personnel des collectivités locales, des services publics et des services concédés, entrés en service avant 1941 et bénéficiant de divers avantages, formellement stipulés dans les règlements des caisses particulières de retraites auxquelles ils étaient affiliés.

Je dois signaler que le Gouvernement a été d'accord, à l'Assemblée nationale, pour accepter cet article supplémentaire dont on a effectivement reconnu la valeur. Lors de la discussion générale du budget de l'intérieur dans notre Assemblée, il y a seulement quelques heures, le rapporteur de la commission des finances nous a indiqué les raisons pour lesquelles cet amendement avait été momentanément réservé. Il a bien voulu ajouter toutefois qu'en raison des renseignements complémentaires qui lui avaient été fournis et du fait que la commission de l'intérieur était favorable au rétablissement de l'article, la commission des finances ne s'opposerait pas à l'adoption de mon amendement par le Conseil de la République.

Je vous demanderai donc de bien vouloir donner suite aux propositions que je formule et qui ont pour but non pas de créer des injustices nouvelles, mais, au contraire — et j'insiste sur ce point — de rétablir les droits d'agents envers lesquels avaient été contractés des engagements par les caisses de retraites particulières les régissant avant leur entrée en service et qui se voient actuellement non seulement privés de droits régulièrement acquis, mais encore mis dans l'obligation d'assurer le remboursement de sommes qui leur avaient été régulièrement versées et qui, dans leur esprit, comme dans l'esprit du conseil d'administration de la caisse mutuelle de retraites, leur était cependant régulièrement dues.

Je ne pense pas qu'il soit utile d'insister davantage sur la légitimité de la proposition que je vous soumets pour rétablir une situation qui serait pour quelques-uns catastrophique.

Je pense que l'unanimité doit se faire pour adopter mon point de vue si j'en juge par les approbations que j'ai pu recueillir de la part de mes collègues appartenant aux différents groupes de cette Assemblée. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Commin.

M. Pierre Commin. Mesdames, messieurs, mon intervention sera brève. Je me rallie entièrement aux conclusions de M. Bertaud. Je n'ajouterai qu'un simple mot. Ainsi que M. le rapporteur de notre commission des finances l'a souligné, l'article additionnel proposé par MM. Quinson et Guérard à l'Assemblée nationale avait été accepté par M. le ministre de l'intérieur et vote par l'Assemblée à une imposante majorité.

Le Conseil ne peut que suivre, pour les raisons qui ont été exposées tout à l'heure, le vote de l'Assemblée nationale.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les deux amendements ?

M. le rapporteur. La commission n'a pas d'objection à formuler.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. M. Bertaud a repris un texte qui avait été adopté par l'Assemblée nationale et qui conduit à donner des avantages dont les intéressés ne bénéficient pas actuellement. Il faut considérer que son adoption imposera à la caisse des collectivités locales une charge annuelle de plus de 600 millions, plus le payement d'un rappel de 3 milliards. Il imposera donc aux communes et surtout aux petites communes une charge très lourde qui conduirait à porter de 18 à 25 p. 100 la contribution de ces communes à la caisse des retraites.

Dans ces conditions, le Gouvernement n'est pas favorable à cet amendement. Il accepterait, par contre, une formule un peu moins vigoureuse, si je puis dire en m'en m'excusant, qui a été proposée par M. Restat et qui définira un moyen terme...

M. Restat. Vous défendez l'amendement beaucoup mieux que moi-même, monsieur le ministre!

M. le ministre des finances. ... entre la situation résultant de l'amendement Bertaud et la solution qui consisterait à ne rien faire. Si les amendements sont soumis à une discussion commune, le Gouvernement donne un avis favorable à l'amendement Restat, mais s'excuse de ne pouvoir le donner à l'amendement Bertaud.

M. le président. L'amendement de M. Restat ne peut faire l'objet d'une discussion commune, car son texte est différent. Les amendements de MM. Bertaud et Commin sont, au contraire, les mêmes puisqu'ils tendent tous deux à rétablir l'article 4 *quater* dans le texte de l'Assemblée nationale.

Si les amendements de MM. Commin et Bertaud sont adoptés, l'amendement de M. Restat n'a plus de raison d'être. Mais s'ils sont repoussés, nous examinerons celui de M. Restat.

La parole est à M. Bertaud.

M. Jean Bertaud. Monsieur le ministre, il est vraiment dommage que vous n'ayez pas fourni les explications que vous venez de nous donner à l'Assemblée nationale. Car, si je me réfère au *Journal officiel*, vous avez accepté l'amendement. Je suis donc très surpris qu'entre le vote de l'Assemblée nationale et la discussion qui s'est engagée au Conseil de la République, vous ayez pu trouver des arguments qui ne me paraissent pas pertinents.

M. le président. Le Conseil de la République est une chambre de réflexion! (*Très bien!*)

M. Pierre Commin. C'est aussi une chambre de réflexion pour les ministres!

M. le ministre des finances. S'il y a deux assemblées, c'est pour permettre de corriger certains points.

M. Jean Bertaud. Si vous donnez suite aux propositions de M. le ministre de l'intérieur, mes chers collègues, vous annulez purement et simplement tous les effets favorables que paraît contenir — je dis bien: que paraît contenir — l'amendement dont on vous a donné lecture.

Je vous demande de le relire attentivement. Vous verrez que les dispositions de la deuxième partie annulent tout ce que prévoit la première partie et réciproquement.

En ce qui concerne les charges à imposer aux communes, permettez-moi, monsieur le ministre, de faire remarquer que c'est là un argument qui n'a certainement pas grande valeur. Car de quoi s'agit-il dans l'article *quater*, qui a été proposé à l'Assemblée nationale, et adopté par elle et dont je reprends aujourd'hui le texte ?

Il s'agit de maintenir à des agents des droits acquis, lesquels ont été expressément reconnus sans contestations d'aucune sorte, jusqu'en 1952, ce qui fait que tout ce qui a été payé aux agents et tout ce qui continuera à être payé ne peut pas constituer des charges supplémentaires pour les communes, puisque les cotisations auxquelles elles sont tenues ont été imposées aux communes en tenant compte de la pérennité de ces droits acquis et sont actuellement basées sur toutes les obligations reconnues avant 1941 et considérées comme légalement valables jusqu'à la décision contestable du Conseil d'Etat, survenue en 1952.

Alors, monsieur le ministre, permettez-moi de vous dire que votre argument ne tient pas.

Je vais encore plus loin. Si vous adoptez l'amendement qui vous est proposé, vous léseriez très gravement une catégorie de personnel qui mérite toute notre considération et notre déférence. Je veux parler de ces agents qui, à la suite de maladies graves contractées en service, ou d'accidents de travail, ou de blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions, ont été obligés de prendre une retraite proportionnelle comportant certains avantages que leur valaient, en raison même des conditions de leur départ, le régime des caisses de retraites particulières auxquelles ils étaient affiliés. Vous ne voudriez tout de même pas leur supprimer ce bénéfice!

C'est là une question de justice, je dirai même de reconnaissance, envers ceux qui, ayant servi la collectivité jusqu'à l'extrême limite de leurs forces, méritent tout de même que l'on tienne compte des cotisations spéciales qu'ils ont versées, des engagements qui ont été pris envers eux, ainsi que des dispositions particulières dont ils ont bénéficié jusqu'à ce jour.

Je vous demande donc instamment de voter l'amendement que nous vous présentons. (*Applaudissements.*)

M. Restat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Restat.

M. Restat. Mes chers collègues, je le regrette, mais je ne voterai pas l'amendement qui nous est proposé. En effet, je pense que depuis vingt-quatre heures, les différents orateurs ont indiqué qu'il y avait une grave atteinte à la responsabilité communale et aux budgets communaux.

En votant l'amendement qui vous est présenté par M. Jean Bertaud, vous imposerez aux petites communes une participation qu'elles ne pourront pas supporter. En effet, cette participation, actuellement de 18 p. 100, serait portée à 24 ou 26 p. 100.

Au contraire, si vous repoussez cet amendement et si vous acceptez le mien, les retraités obtiendraient les mêmes avantages que ceux que désire leur maintenir M. Jean Bertaud. J'espère en faire la démonstration, si vous repoussez l'amendement.

Je vous demande simplement de vous rappeler que vous êtes le « grand conseil des communes de France ». Si les grandes villes peuvent supporter la charge supplémentaire envisagée, environ 30.000 communes de moins de 2.000 habitants vont se trouver dans une situation grave, car elles ne pourront pas faire face aux charges que vous voulez leur imposer.

Au nom de la séparation des pouvoirs, au nom de la défense des collectivités, je vous demande instamment, mes chers collègues, de faire attention à la décision que vous allez prendre. En adoptant l'amendement de M. Bertaud, je le répète, vous écraserez de charges les petites communes.

M. le président. La parole est à M. Abel-Durand.

M. Abel-Durand. Je voterai l'amendement présenté par M. Bertaud et je le voterai en invoquant les libertés locales. Je reçois, en effet, la demande du conseil municipal de Nantes et je rappelle, à ce propos, une question dont j'ai eu à discuter, je crois, avec M. le ministre des finances. Elle concernait un haut fonctionnaire municipal qui s'était vu privé de droits acquis et primitivement reconnus avec obligation de restituer des sommes qu'il avait versées dans des conditions manifestement contraires à la justice.

Il s'agit simplement en ce moment-ci de l'exécution des décisions des conseils municipaux. (*Très bien!*)

M. Waldeck L'Huillier. C'est cela!

M. Abel-Durand. Par suite de la substitution de la caisse nationale au régime intérieur et en application d'une loi de 1941, il s'est trouvé que des fonctionnaires municipaux se sont vu privés de droits acquis en vertu de décisions des conseils municipaux.

C'est pourquoi, sans étudier davantage ce texte et me défiant du texte que vous avez présenté, et ayant le souvenir de ces discussions avec M. le ministre des finances où toute mon imagination juridique a eu besoin d'être mise en mouvement, je voterai le texte très simple de M. Bertaud. (*Sourires et applaudissements à gauche.*)

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Mes chers collègues, la commission des finances s'est attentivement penchée sur cette importante question qui vise, comme on l'a indiqué, le problème des droits acquis. Elle avait formulé une réserve sur les incidences financières vis-à-vis de la caisse des retraites des agents des collectivités locales. Des précisions et des indications plus favorables que celles qui nous avaient été fournies à l'origine nous montrent qu'en définitive l'incidence de la mesure proposée pourrait être supportée par la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.

D'autre part, les observations formulées par notre collègue M. Abel-Durand rejoignent la manière de voir de la commission.

Dans ces conditions, l'amendement de M. Bertaud, tous éléments étant maintenant réunis pour une appréciation exacte, reçoit l'approbation de la commission des finances.

M. le président. La commission accepte l'amendement de M. Bertaud et celui de M. Commin.

M. le rapporteur pour avis. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. Par souci d'objectivité, je voulais dire que l'amendement de M. Restat avait retenu l'attention de

la commission de l'intérieur. Au moment où il subit de nombreuses et vigoureuses critiques, c'est un devoir de loyauté envers un collègue que de témoigner.

Compte tenu de ce qui vient d'être déclaré par les uns et les autres, le rapporteur improvisé de la commission de l'intérieur ne peut que s'en rapporter à l'appréciation du Conseil. Mais il tenait d'abord à apporter ce témoignage à M. Restat.

M. Valdeck L'Huillier. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Waldeck L'Huillier.

M. Waldeck L'Huillier. Je voulais simplement préciser que la commission de l'intérieur avait décidé, monsieur le rapporteur, d'accepter l'amendement de M. Bertaud.

M. Restat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Restat.

M. Restat. Je voudrais simplement poser une question. Est-il exact que l'adoption de l'amendement créera des charges pour les communes peu importantes. Je voudrais avoir une réponse à cette question.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. J'ai déjà indiqué tout à l'heure que cet amendement crée une charge annuelle de 600 millions environ et un rappel de près de 3 milliards pour la caisse des collectivités locales. Par conséquent, comme la caisse actuellement, se trouve dans une situation de trésorerie un peu gênée, puisqu'elle a dû demander une avance de six milliards, elle ne pourra pas la rembourser sans un relèvement de la contribution des collectivités. D'après nos calculs, il faudra une augmentation de 8 p. 100 en 1954 et de 4 à 5 p. 100 pour les années suivantes.

M. Restat. Monsieur le ministre, je vous remercie. Chacun sait, par conséquent, ce qu'il a à faire, chacun sait que l'adoption de l'amendement coûtera cher aux communes rurales.

M. Jean Bertaud. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jean Bertaud.

M. Jean Bertaud. Monsieur le ministre, vous nous dites que la caisse mutuelle de retraites ne sera pas en mesure de faire face à ses nouveaux engagements. Mais elle y fait face déjà, puisque, si je m'en rapporte aux déclarations que vous avez faites à l'Assemblée nationale, vous vous êtes mis d'accord avec le ministre des finances et le secrétaire d'Etat au budget pour que la situation des agents ne soit pas changée. Par conséquent, les ressources elles y sont! et il n'est nul besoin de prévoir une participation supplémentaire des communes, puisque, je le répète les cotisations auxquelles elles sont tenues sont basées sur le maintien des droits acquis ? Vous nous informez que vous devez faire une avance de 6 milliards à la caisse mutuelle des retraites, mais est-ce que l'Etat ne doit pas, par ailleurs, dix-huit milliards à cette caisse ? (*Applaudissements.*) Lorsque la caisse mutuelle des retraites a été créée, n'a-t-elle pas pris en charge un nombre important d'agents qui dépendaient, justement, des caisses qui devaient être alimentées par l'Etat. Dans ces conditions, ce n'est pas seulement six milliards, mais dix-huit milliards que vous lui devez. Si vous les lui donniez, elle serait donc bénéficiaire d'environ douze milliards, ce qui lui permettrait de faire face à de multiples et heureux engagements. (*Applaudissements.*)

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. On m'a demandé des renseignements, je les ai donnés sans passion. A l'Assemblée nationale, le ministre qui était au banc du Gouvernement a accepté le principe qui serait actuellement assez bien défini par l'amendement de M. Restat.

M. Restat me demande si cela coûtera quelque chose, je lui dis oui, mais comme il s'agit d'une caisse autonome, après tout, cela n'intéresse ni le budget de l'Etat ni la trésorerie; je dois indiquer qu'en tous cas, ce n'est pas moi qui en prendrai la charge.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix les deux amendements acceptés par la commission.

(*Les deux amendements sont adoptés.*)

M. le président. L'article 4 *quater* se trouve donc rétabli avec le texte de l'Assemblée nationale et l'amendement n° 41 de M. Restat n'a plus d'objet.

Nous arrivons à un amendement (n° 44) présenté par M. Marrane, qui propose de rétablir l'article 5 dans le texte proposé par le Gouvernement et ainsi conçu:

« L'article 1er de l'article 120 du code des pensions civiles et militaires de retraites est modifié comme suit:

« La pension des militaires officiers et non officiers du régiment de sapeurs-pompiers de Paris est augmentée, sous réserve des conditions de durée de service fixées ci-après, pour chaque année d'activité accomplie dans ce régiment, d'un supplément de 0,50 p. 100 de la solde de base visée à l'article 26 du présent code pour les officiers et 0,25 p. 100 de la même solde pour les sous-officiers, caporaux-chefs, caporaux et sapeurs ».

La parole est à M. Marrane.

M. Georges Marrane. L'Assemblée nationale a disjoint l'article 5 qui permettrait une amélioration des conditions de pension des officiers et non-officiers du régiment des sapeurs-pompiers de Paris.

Il a été disjoint, et je le regrette. Je dois dire qu'il m'est arrivé d'intervenir, tant au congrès des maires de France que dans cette assemblée, pour protester contre le non rétablissement des compagnies locales de sapeurs-pompiers des communes de banlieue.

A l'heure présente, la situation est la suivante: étant donné la diminution des avantages dont bénéficiaient autrefois les sapeurs-pompiers de Paris et leurs officiers, le recrutement devient très difficile.

J'estime donc que si vous voulez maintenir dans le département de la Seine un service d'incendie efficace avec des officiers compétents et des effectifs suffisants, il est indispensable de rétablir l'article 5 et l'article 6 qui étaient dans le projet du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission s'en rapporte au Conseil, nous n'avons pas eu connaissance de l'amendement qui n'a pu être examiné.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement de M. Marrane.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. L'article 5 se trouve donc rétabli avec ce texte.

Par amendement (n° 45), M. Marrane et les membres du groupe communiste demandent le rétablissement de l'article 6 dans le texte proposé par le Gouvernement.

Voici ce texte:

« Art. 6. L'article 6 de la loi n° 53-45 du 3 février 1953 est complété ainsi qu'il suit:

« Les engagements volontaires au titre du régiment de sapeurs-pompiers de la ville de Paris continuent à être reçus dans les conditions en vigueur antérieurement à la loi n° 52-836 du 18 juillet 1952. »

La parole est à M. Marrane.

M. Georges Marrane. Je crois que les explications que j'ai données précédemment sont valables ici et, pour les raisons que j'ai indiquées, je demande le rétablissement de cet article.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement de M. Marrane.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. L'article 6 se trouve donc rétabli avec ce texte.

« Art. 7. — La participation annuelle de l'Etat aux dépenses des services de police et d'incendie de la ville de Paris est déterminée selon les modalités précisées aux articles suivants. » — (*Adopté.*)

« Art. 8. — En ce qui concerne les services de police, la participation de l'Etat est égale aux 3/4 des dépenses suivantes inscrites au budget municipal de la préfecture de police, dans la double limite des dotations approuvées sur le budget primitif par les autorités qui règlent ce budget et des payements effectués par la préfecture au cours de l'exercice considéré:

1° Rémunération du personnel titulaire des services actifs;

2° Frais d'habillement, de mission, de transport, d'enquêtes et de surveillance concernant le personnel visé à l'alinéa précédent;

3° Entretien, réparations, acquisitions et installation des matériels de transport, de transmissions et d'armement.

« L'Etat participe, en outre, dans la proportion de 50 p. 100, aux dépenses de rémunération du personnel titulaire des bureaux des services administratifs et aux frais d'habillement, de mission et de transport concernant ce personnel. » — (*Adopté.*)

« Art. 9. — En ce qui concerne les services d'incendie et de secours, la participation de l'Etat est égale aux 3/4 des dépenses suivantes inscrites au budget municipal de la préfecture de police, dans la double limite des dotations approuvées sur le budget primitif par les autorités qui règlent ce budget et des payements effectués par la préfecture au cours de l'exercice considéré:

1° Rémunération des militaires du régiment des sapeurs-pompiers de Paris, y compris l'alimentation des militaires pendant la durée légale du service;

2° Frais d'habillement, de déplacement, de transport et de mission concernant les personnels visés à l'alinéa précédent;

3° Dépenses des services d'instruction et de santé;

4° Entretien, réparations, acquisitions et installation du matériel de lutte contre l'incendie, du matériel de transport et du matériel de transmissions.

« L'Etat participe, en outre, dans la même proportion, aux dépenses de casernement du régiment de sapeurs-pompiers, inscrites au budget de la ville de Paris, dans la double limite des dotations approuvées sur le budget primitif par les autorités qui règlent ce budget et des payements effectués par la ville au cours de l'exercice considéré. » — (*Adopté.*)

« Art. 10. — Sont fixés, chaque année, par la loi de finances les effectifs maxima des personnels de toute nature relevant de la préfecture de police et à la rémunération desquels l'Etat contribue.

« Un état de ces effectifs et des prévisions de dépenses donnant lieu aux participations prévues aux articles précédents est annexé à la loi de finances. » — (*Adopté.*)

« Art. 12. — Un décret pris sur le rapport des ministres de l'intérieur, des finances et du budget fixera, en tant que besoin, les conditions d'application des articles 7 à 11 de la présente loi. » — (*Adopté.*)

« Art. 13. — Sont abrogées les dispositions de l'article 10 de la loi du 14 septembre 1941 en ce qu'elles ont de contraire aux termes de la présente loi, ainsi que l'article 43 de la loi du 27 avril 1946 modifié par l'article 8 de la loi du 13 août 1947. » — (*Adopté.*)

Par amendement (n° 28), MM. L'Huillier, Marrane et les membres du groupe communiste proposent d'insérer, après l'article 13, un article additionnel 13 *bis* (nouveau) ainsi conçu:

« L'article 14 du décret du 13 juin 1939 est remplacé par la disposition suivante:

« Si dans un délai de quatre mois, après réception par les ministères de tutelle, des budgets votés par le Conseil municipal de Paris et le Conseil général de la Seine, lesdits budgets n'ont pas été approuvés ou explicitement repoussés, ils auront automatiquement force exécutive ».

La parole est à M. L'Huillier.

M. Waldeck L'Huillier. Concernant les délais accordés au pouvoir de tutelle pour l'approbation du budget de la ville de Paris et du Conseil général de la Seine, nous proposons une rédaction qui est suffisamment explicite.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission ne fait pas d'objection à l'adoption de ce texte.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances. Malgré la déception que j'ai éprouvée tout à l'heure quant à l'application par le Conseil de son règlement, j'oppose l'article 60 du règlement à cet article additionnel.

M. le président. L'article 60 est-il applicable ?

M. le rapporteur. Oui, monsieur le président.

M. le président. En conséquence, l'amendement n'est pas recevable.

Par amendement (n° 29) Mme Yvonne Dumont, Mlle Mireille Dumont et les membres du groupe communiste proposent d'insérer un article additionnel 13 *ter* ainsi rédigé:

« Sont abrogées en ce qui concerne Paris et Marseille les dispositions de la loi du 22 juillet 1912 et du 15 mai 1930 relatives à l'assainissement des voies privées urbaines.

« En conséquence, les voies privées urbaines seront incorporées d'office dans le domaine communal sans que cette incorporation donne lieu à l'ouverture d'indemnités pour les propriétaires de ces voies. »

M. le ministre des finances. J'indique tout de suite que je serai dans l'obligation d'opposer l'article 60 du règlement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. L'article 60 est applicable.

M. le président. Dans ces conditions, il est inutile que je donne la parole à l'auteur de l'amendement, celui-ci n'étant pas recevable.

M. le président. « Art. 14. — Les effectifs maxima des personnels de toute nature relevant de la préfecture de police et les prévisions de dépenses donnant lieu aux participations prévues par les articles 8 et 9 précédents sont, pour l'exercice 1954, fixés conformément aux états E et F annexés à la présente loi. »

L'article 14 est réservé jusqu'au vote des états E et F annexés.

Je donne lecture de l'état E.

ETAT E

Tableau des effectifs maxima des personnels de la préfecture de police donnant lieu à participation de l'Etat pour l'année 1954.

I. — Services administratifs

1° Personnels des bureaux.

Directeurs	4
Directeurs adjoints et sous-directeurs (non compris le sous-directeur chargé des fonctions de directeur à la maison départementale de Nanterre)	8
Chef du secrétariat particulier du préfet	1
Administrateurs (effectif définitif) (1)	101
Administrateurs en surnombre (réforme de la fonction publique)	18
Secrétaires d'administration (effectif définitif; les vacances doivent permettre de rémunérer les agents supérieurs qui constituent un cadre d'extinction)	109
Architecte attaché au service du matériel	1
Vérificateur-métreur	1
Secrétaires de permanence	3
Assimilés sous-chefs (cadres d'extinction)	3
Régisseurs comptables et commis caissiers	34
Adjoints administratifs et chefs de groupe	748
Secrétaires sténodactylographes	27
Sténodactylographes	180
Dactylomécanographes	3
Agents de bureau	306
Interprètes	10
Chefs de standard	2
Téléphonistes principales et téléphonistes	18
Chefs d'atelier de mécanographie	2
Chef opérateur	1
Chef opérateur adjoint	1
Opérateurs	10
Aide-opérateurs	2
Moniteurs de perforations	2
Perforeurs-vérifieurs	15

II. — Services actifs

Directeur général	1
Directeurs	5
Chefs de service	2
Directeurs adjoints et sous-directeurs	12
Commissaires divisionnaires	36
Commissaires principaux et commissaires de police de la ville de Paris et du département de la Seine et du service de la répression des fraudes	180
Commissaires adjoints	225
Ingénieur en chef des services techniques	1
Ingénieurs des services techniques	2
Commandants de gardiens de la paix	60
Officiers de police principaux techniques	3
Officiers principaux et officiers de police, assistantes de police principales et assistants de police	1.664
Officiers de police adjoints et assistantes de police adjointes	1.111

(1) Non compris les deux administrateurs affectés à la maison départementale de Nanterre et à la maison de Saint-Lazare.

Officiers de paix principaux	156
Officiers de paix	360
Brigadiers-chefs	250
Brigadiers	2.305
Sous-brigadiers et gardiens de la paix	17.238
Gardes des bois de Boulogne et de Vincennes et gradés (1)	38
Agents spéciaux des commissariats	113
Chef du service de l'identité judiciaire	1
Sous-chef du service de l'identité judiciaire	1
Préparateurs au service de l'identité judiciaire	2
Médecin-chef	1
Médecin-chef adjoint	1
Médecins divisionnaires	11
Gardes à la Bourse des valeurs et gradés	7

III. — RÉGIMENT DES SAPEURS-POMPIERS DE PARIS

Officiers	100
Sous-officiers	520
Hommes de troupe	3.333

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'état E.
(*L'état E est adopté.*)

M. le président. Je donne lecture de l'état F.

ETAT F

Tableau des prévisions de dépenses de la préfecture de police ayant servi à l'évaluation des crédits inscrits au chapitre 36-51 du budget de l'intérieur pour 1954.

I. — SERVICES DE POLICE

	Francs.
Personnel. — Risques « maladie », « vieillesse » et « décès » :	—
Services administratifs	214.300.000
Services actifs Paris	849.700.000
Services actifs banlieue	223.600.000
Personnel. — Traitements :	
Services administratifs	782.000.000
Services actifs Paris	10.124.000.000
Services actifs banlieue	3.606.000.000
Personnel. — Indemnités :	
Services administratifs	86.000.000
Services actifs Paris	1.233.000.000
Services actifs banlieue	510.700.000
Personnel auxiliaire. — Services actifs banlieue.	5.000.000
Personnel. — Indemnités de résidence :	
Services administratifs	152.000.000
Services actifs Paris	1.911.000.000
Services actifs banlieue	705.600.000
Personnel. — Prestations familiales :	
Services administratifs	34.000.000
Services actifs Paris	986.000.000
Services actifs banlieue	444.000.000
Remboursement de frais :	
Services administratifs	1.000.000
Services actifs Paris	463.800.000
Services actifs banlieue	14.800.000
Matériel :	
Services actifs Paris	1.058.000.0000
Services actifs banlieue	175.900.000

II. — SERVICES D'INCENDIE

Personnel. — Soldes et indemnités (2)	1.828.000.000
Matériel et équipement (3)	523.000.000

Personne ne demande la parole ?
Je mets aux voix l'état F.
(*L'état F est adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble de l'article 14 et des états E et F annexés.
(*L'article 14 est adopté.*)

(1) Cadre d'extinction.
(2) Dont 48 millions correspondant à la rémunération des militaires en service détaché.
(3) Plus 100 millions de prévisions de dépenses de casernement inscrites au budget de la ville de Paris.

M. le président. « Art. 15. — Les effectifs maxima des personnels administratifs de la préfecture de la Seine pris en considération pour l'application de l'article 8 de la loi n° 53-45 du 3 février 1953, ainsi que la dépense totale correspondant aux traitements et indemnités servis à ces personnels sont, pour l'exercice 1954, fixés conformément à l'état G annexé à la présente loi ».

L'article 15 est réservé jusqu'au vote de l'état G annexé.

Je donne lecture de cet état.

ETAT G

Tableau des effectifs du personnel administratif titulaire de la préfecture de la Seine et des rémunérations correspondantes pris en considération pour le calcul de la contribution de l'Etat pour 1954.

DÉSIGNATION DES EMPLOIS	EFFECTIFS	TRAITEMENTS et indemnités de résidence.
Directeurs généraux	2	3.693.100
Directeurs	11	17.809.400
Directeurs adjoints et sous-directeurs	30	44.399.400
Administrateurs	336	351.251.900
Agents supérieurs	104	94.722.400
Secrétaires d'administration	145	98.908.700
Régisseurs caissiers	81	54.233.600
Chefs de groupe	306	167.812.500
Chefs dactylos-mécanos	2	1.069.000
Adjoints administratifs (échelle spéciale)	166	100.103.600
Adjoints administratifs	810	325.584.300
Aide-commis	156	55.101.800
Employés de bureau	365	110.430.000
Secrétaires sténodactylos	44	18.474.400
Sténodactylographes	511	150.829.200
Dactylos-mécanographes principales	18	6.969.100
Dactylos-mécanographes	174	51.314.400
Central mécanographique	58	21.751.600
Inspecteurs généraux des services	21	29.225.000
Inspecteurs vérificateurs des perceptions municipales	75	51.794.900
Secrétariat des conseils	38	41.703.500
Service téléphonique	46	17.428.200
Agents du personnel administratif en congé de longue durée	16	11.183.000
Majoration pour promotions	»	58.000.000
Totaux	3.515	1.883.793.000
Indemnités :		
Primes de rendement	36.000.000	
Prime de transport	34.300.000	
Heures supplémentaires Indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires, travaux à la tâche.	165.600.000	265.900.000
Indemnité spéciale dégressive (décret du 17 septembre 1953)	30.000.000	
Prestations familiales (y compris 20 milliards pour les majorations prévues)		209.500.000
Charges sociales (C. R. A. C. L., mutuelle de coordination légale)		293.735.000
Charges fiscales (contribution forfaitaire 5 p. 100)		83.550.000
Total général		2.741.478.000
dont les 2/5 = 1.096.592.000 francs arrondi à 1.097 millions de francs.		

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 15, avec l'état G annexé.
(*L'article 15 est adopté.*)

M. le président. « Art. 16. — A compter de l'exercice 1953, le versement effectué en application du deuxième alinéa de l'article 37 de l'ordonnance du 30 décembre 1944 est calculé sur la totalité du chiffre des affaires imposables et est prélevé intégralement sur la fraction de la taxe locale revenant à la ville de Paris. — (*Adopté.*)

« Art. 17. — A compter de l'exercice 1953 et par dérogation aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 1577 du code général des impôts, le conseil général de la Seine pourra décider que les sommes attribuées aux communes de ce département, au titre de la péréquation, en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article précité, seront versées au fonds commun prévu par l'article 3 de la loi du 2 juillet 1943. »

Sur ce texte, je n'ai pas d'amendement.

Je le mets aux voix.

(*L'article 17 est adopté.*)

M. le président. Par amendement (n° 24) M. Deutschmann propose de compléter cet article par les dispositions suivantes:

« A partir du 1er janvier 1954, les deux fonds communs institués par les lois des 31 décembre 1942 et 2 juillet 1943 dans le département de la Seine sont supprimés.

« Un fonds commun départemental est constitué. Il sera administré par un comité composé en majorité de maires des communes suburbaines. Un arrêté des ministres de l'intérieur et des finances déterminera:

« La composition de ce comité,

« Les modalités de désignation des représentants des municipalités,

« Les modalités de fonctionnement de ce comité.

« Le comité du fonds départemental répartira les sommes provenant de la taxe instituée par la loi du 30 décembre 1948 de la manière suivante:

a) 40 p. 100 au titre d'attribution directe (recettes encaissées dans la commune en cause);

b) Attribution permettant de garantir à chaque commune les recettes perçues par elle, au titre de la taxe locale, en 1953;

c) Le reliquat sera réparti suivant des règles qui seront déterminées par le fonds départemental de péréquation.

« La participation de la ville de Paris au fonds départemental de péréquation sera égale à 0,10 franc par 100 francs du chiffre d'affaires réalisé sur son territoire et soumis à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires ».

La parole est à M. L'Huillier pour soutenir l'amendement.

M. Waldeck L'Huillier. Il s'agit là d'un article additionnel visant la répartition de la taxe locale dans le département de la Seine. Je veux seulement très brièvement, rappeler au Conseil de la République que, l'année dernière, lors de la discussion du budget, un amendement avait été retiré à la demande expresse de M. le ministre de l'intérieur, la péréquation de la taxe devant être modifiée dans le courant de l'année...

M. le ministre de l'intérieur. J'oppose l'article 60.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. L'article 60 est applicable. (*Exclamations à l'extrême gauche.*)

M. Georges Marrane. Je demande la parole sur l'article 60 car, l'année dernière, le 30 janvier, nous avons défendu un amendement identique.

M. le président. Monsieur Marrane, vous êtes d'habitude discipliné, restez-le. L'article 60 étant déclaré applicable par la commission des finances, l'amendement n'est pas recevable et il n'y a plus de discussion.

M. Georges Marrane. C'est une réduction des pouvoirs de l'assemblée.

M. le président. Veuillez me permettre de faire le point de la question.

Il s'agit d'une question de recevabilité. Le fond ne concerne pas la présidence; par contre, la recevabilité la concerne. Le Gouvernement oppose l'article 60. La question se pose donc de savoir si l'article 60 s'applique ou non, et je dois à cet effet cousulter la commission saisie au fond. Si celle-ci déclare qu'il s'applique, tout est terminé, comme cela se passe pour l'article 47. Or, la commission des finances a déclaré que l'article 60 est applicable. Donc l'amendement tombe.

M. Waldeck L'Huillier. C'est un abus de la commission des finances!

M. le rapporteur pour avis. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. Au nom de la commission de l'intérieur, qui avait connu cet amendement, laquel avait fait l'unanimité des représentants de la Seine, je voudrais dire mon regret de voir qu'il est impossible au Conseil, en 1953, de discuter un amendement qui avait été adopté sans difficulté ni contestation en 1952.

Mme Marcelle Devaud. Très bien!

M. Georges Marrane. Je demande la parole pour expliquer mon vote sur l'article 17.

M. le président. Je regrette, mais l'article 17 a déjà été voté.

Je vous supplie de suivre les débats. J'ai indiqué que l'article 17, tel qu'il avait été présenté par la commission, ne faisait l'objet d'aucun amendement. J'ai consulté le Conseil qui l'a adopté. L'amendement tendant à compléter cet article 17 a été déclaré irrecevable. La discussion est donc terminée en ce qui concerne cet article.

M. le président. « Art. 18. — I. — Le premier alinéa de l'article 65 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945, modifié par l'article 68-I de la loi n° 53-79 du 7 février 1953, est remplacé par les dispositions suivantes:

« Pour l'assiette de la contribution foncière des propriétés bâties, de la contribution des patentes et des taxes annexes à ces contributions, la valeur locative de la force motrice des chutes d'eau et de leurs aménagements utilisés par les entreprises hydrauliques concédées est répartie entre les communes sur le territoire desquelles coulent les cours d'eau utilisés où existent des ouvrages de génie civil, compte tenu de l'importance de ces derniers, de l'existence éventuelle de retenues d'eau et de la puissance hydraulique moyenne devenue indisponible dans la limite de chaque commune, du fait de l'usine. »

« II. — L'article 67 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945, modifié par l'article 68-II de la loi du 7 février 1953 précitée, est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 67. — Les dispositions des articles 65 et 66 ci-dessus sont applicables de plein droit à compter du 1er janvier 1955. » — (*Adopté.*)

« Art. 20. — Le deuxième alinéa de l'article 12 du décret du 13 juin 1939 est remplacé par la disposition suivante:

« Les délibérations du conseil municipal et du conseil général sont, à peine de nullité, publiées dans le *Bulletin municipal officiel* ou son annexe, dans les deux mois qui suivent la date de la séance où elles auront été prises ».

« La nullité prévue à l'ancien alinéa 2 de l'article 12 du décret précité ne pourra être invoquée à l'encontre des délibérations qui ont été prises par le conseil municipal et le conseil général depuis le 26 juin 1939 et qui n'ont pas été publiées dans le délai de cinq jours imparti par ledit alinéa. » — (*Adopté.*)

« Art. 20 *bis.* — Les articles 24, 25 et 26 du décret-loi du 5 novembre 1926, modifiant respectivement les articles 46, 47 et 48 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, sont déclarés applicables dans les départements créés par la loi du 19 mars 1946. » — (*Adopté.*)

« Art. 21. — Le champ d'application du fonds de garantie, institué par l'article 15 de la loi n° 51-1508 du 31 décembre 1951, relative aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1952, est étendu aux accidents survenus sur le territoire de l'Algérie.

« Le fonds de garantie groupe obligatoirement les organismes autorisés à couvrir en Algérie les risques de toute nature résultant de l'emploi des véhicules visés au premier alinéa de l'article 15 précité.

« Un décret, contresisgné par le ministre de l'intérieur, fixera les conditions d'application du présent article. »

Par amendement (n° 23 rectifié), M. Pic, au nom de la commission de l'intérieur, propose, à la 4e ligne du 1er alinéa de cet article, de remplacer les mots: « survenus sur le territoire de l'Algérie », par les mots: « survenus dans les départements d'Algérie ».

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. Il s'agit d'une pure question de style.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission l'accepte également.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix l'article 21, ainsi modifié. (*L'article 21, ainsi modifié, est adopté.*)

M. le président. L'article 1er avait été réservé.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Nous demandons une suspension de quelques instants pour permettre à la commission des finances de délibérer sur l'article 1er.

M. le président. Le Conseil a entendu la proposition de la commission des finances.

Il n'y a pas d'opposition ?...

La discussion du budget de l'intérieur est suspendue.

Le Conseil voudra sans doute aborder immédiatement le point suivant de l'ordre du jour. (*Assentiment.*)

— 18 —

PRESTATIONS FAMILIALES

Discussion immédiate d'un avis sur une proposition de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à majorer certaines prestations familiales (nos 649 et 686, année 1953).

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

La discussion immédiate est ordonnée.

Avant d'ouvrir la discussion générale, je dois faire connaître au Conseil de la République que j'ai reçu de M. le président du conseil un décret nommant, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister M. le ministre du travail et de la sécurité sociale:

M. Netter (Francis), directeur-adjoint à la direction générale de la sécurité sociale;

M. Grimaud, chef de bureau au ministère du travail.

M. Béchade, administrateur civil à la direction du budget.

Acte est donné de cette communication.

Dans la discussion générale, la parole est à Mme le rapporteur de la commission du travail et de la sécurité sociale.

Mme Marcelle Devaud, *rapporteur de la commission du travail et de la sécurité sociale.* Profitant de cette suspension dans les débats budgétaires nous allons pouvoir enfin procéder à l'examen du texte portant majoration des prestations familiales.

Je veux d'abord exprimer le regret que cet examen ait été retardé de plusieurs jours par suite de la prétendue nécessité de donner la priorité aux débats budgétaires. Comme si les nécessités familiales n'étaient pas elles, beaucoup plus réelles et beaucoup plus impérieuses! Je ne retiendrai pas longtemps votre attention, mes chers collègues, car je ne veux en rien retarder nos travaux. Vous avez eu mon rapport et je suppose que vous en avez pris connaissance. Je voudrais simplement apporter quelques brèves observations.

La première est que ce texte s'inscrit dans une suite déjà longue de propositions similaires, par lesquelles le législateur entendait remédier à la situation précaire des familles sans pour cela qu'il soit parvenu à obtenir la stricte application de la charte des prestations familiales qu'est la loi du 22 août 1946. Tout au contraire, chaque texte voté n'a fait que consacrer davantage l'abandon d'une loi qui fut votée à l'unanimité par le Parlement et toujours appliquée, hélas! par dérogation.

La proposition que nous sommes appelés à voter aujourd'hui s'intitule: proposition tendant à « majorer » certaines prestations familiales. A la vérité, s'il accorde aux familles un certain nombre d'avantages, notamment une augmentation de 10 p. 100 du taux des allocations versées pour chaque enfant, il comporte également deux dispositions nouvelles qui me paraissent assez inquiétantes pour ceux qui tiennent à la cohérence et à la continuité de la politique familiale française.

La première disposition est le réaménagement du régime des allocations prénatales par lequel est étendu le bénéfice de ces allocations à toutes les femmes en état de grossesse et modifié l'échelonnement des primes. Mais ce réaménagement entraîne aussi l'uniformisation du montant des mensualités au taux de 25 p. 100 du salaire de base, ce qui constitue une perte sensible pour les familles et nous donne à croire que la fameuse « majoration » prévue à l'intitulé pourrait aussi bien s'appeler « imputation » ou « réduction ».

Une autre modification touchant à la structure même du régime des prestations familiales me paraît également être introduite par le biais de ce texte. Seules les allocations familiales sont, en effet, majorées; l'allocation de salaire unique, dont bénéficient cependant 90 p. 100 des familles françaises, ne l'est pas.

Or, vous n'ignorez pas la campagne menée actuellement contre le salaire unique. Je me garderai d'aborder aujourd'hui cette question délicate, qui devrait à elle seule faire l'objet d'un débat. Mais toute réforme de la structure des prestations familiales en ce qui concerne le salaire unique doit être proposée d'une façon claire et nette et non à l'occasion d'un texte voté hâtivement et, d'ailleurs, ayant un objet différent.

On invoque, pour justifier cette mesure, la parité des régimes. Cette parité n'existe pas et ne peut exister en l'état actuel des choses. Seule une refonte totale de notre politique familiale pourrait nous permettre de la réaliser. Mais ces problèmes familiaux eux-mêmes sont intimement liés à notre politique économique et ne pourraient être résolus en dehors d'elle.

Je ne répéterai jamais assez, à cette tribune, que nous vivons politiquement au jour le jour, que dis-je, plutôt heure par heure; que nous n'avons de politique d'ensemble, pas plus en matière familiale que dans de nombreux autres domaines. Nous ne pouvons pas, d'ailleurs, avoir une véritable politique familiale si elle n'est pas replacée dans le cadre social et économique général. En effet, qui dit politique familiale, dit politique sociale de redistribution des revenus, mais aussi politique d'expansion économique, que favoriserait l'augmentation du pouvoir d'achat des familles qui sont les meilleurs des consommateurs.

Nous sommes ici loin du compte. Il ne s'agit pour nous que d'accorder aux familles, qui le réclament depuis si longtemps et avec tant de légitimité, une partie de ces fonds qu'on a coutume d'appeler fort incorrectement les « excédents de caisses ».

Les caisses d'allocations familiales, vous le savez, se trouvent actuellement à la tête d'un certain volant de trésorerie estimé à environ 50 milliards de francs provenant des cotisations patronales et appartenant strictement aux familles pour lesquelles elles ont été versées.

Or, cette aisance de trésorerie n'est pas sans exciter diverses convoitises. Celle de la sécurité sociale, d'abord, qui trouverait là un moyen facile — mais fort précaire — de combler le déficit de son assurance maladie. Ainsi serait réglé, très momentanément, le grave problème de trésorerie que pose la sécurité sociale.

L'Etat lui-même a volontiers recours à ces excédents ou, plutôt, ces « existants », selon l'expression d'un de nos collègues de l'Assemblée nationale, notamment pour compenser ses carences comme employeur.

Aujourd'hui, le Gouvernement, obligé de céder aux demandes réitérées des familles, nous accorde généreusement la libre disposition de 20 milliards sur les 50 existants, et c'est en fonction de ces considérations financières qu'a été établi le texte qui nous est soumis. Ainsi vous avez l'explication de la réduction de 5 milliards des crédits affectés à l'allocation prénatale destinée à compenser l'excédent de dépenses de 5 milliards entraînée par la majoration des allocations familiales.

Je voudrais, en terminant, dire un mot sur la situation des prestations familiales dans les départements d'outre-mer.

Sur la demande de notre collègue M. Symphor, nous avons, en la matière, modifié légèrement le texte transmis par l'Assemblée nationale. Celui-ci prévoyait, en effet, pour le seul territoire métropolitain, la majoration exceptionnelle de 30 pour 100 des prestations familiales versées en décembre. Nous avons cru bon d'aligner les départements d'outre-mer sur la métropole en leur accordant la même majoration.

L'article 1 *bis* prévoit que l'augmentation des allocations familiales sera désormais de 70 p. 100 dans les départements d'outre-mer. D'après un calcul qui nous a été exposé à la commission du travail par M. Symphor, nous avons estimé que cette majoration devait être de 82 p. 100 si vous voulez maintenir un rapport constant entre la métropole et les départements d'outre-mer.

En résumé, je vous demande, mes chers collègues, d'adopter ce texte que tant de familles attendent, que les caisses d'allocations familiales attendent aussi avec impatience pour établir leurs fiches de payement. Bien que le temps soit ici suspendu, nous n'en sommes pas moins le 2 janvier dans la vie réelle...

M. le président. Chut! (*Sourires.*)

Mme le rapporteur. Je ne suis pas formaliste!

... et il est absolument nécessaire, pour que les familles puissent être payées en temps utile, que les caisses d'allocations familiales soient informées, au plus tôt, des décisions du Parlement.

Je vous demande donc, une fois de plus, d'adopter ce texte si imparfait qu'il soit, en regrettant que le Gouvernement ne se décide pas à déposer le projet d'ensemble qu'il promet depuis des années. Ce texte d'ensemble devait être établi il va maintenant y avoir trois ans, après le dépôt du rapport de la commission dite commission Prigent, qui avait été réunie en application de la loi du 2 mars 1951. La volonté du Parlement a été respectée par la commission qui s'est réunie dès avril 1951, et a déposé rapidement son rapport. Mais nous attendons encore le projet que le gouvernement devait élaborer d'après ledit rapport. Je crains que nous ne l'attendions encore longtemps! C'est pourquoi il est utile, malgré tout, mes chers collègues, que vous approuviez aujourd'hui le texte qui vous est soumis. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à Mme Girault.

Mme Girault. Mesdames, messieurs, je m'associe aux quelques observations et critiques formulées par Mme Devaud au nom de notre commission du travail unanime. Je voudrais insister sur un des aspects importants de la discussion. Lors de la discussion à l'Assemblée nationale, M. le ministre des finances remplaçant le ministre du travail, comme aujourd'hui, du reste...

M. le ministre des finances. M. le ministre de la santé publique et de la population est là.

M. Paul Coste-Floret, *ministre de la santé publique et de la population.* M. le ministre du travail est à l'heure actuelle devant la commission du travail de l'Assemblée nationale.

Mme Girault. J'espérais qu'un désaccord entre M. le ministre des finances et M. le ministre du travail sur cette question était la raison de l'absence de ce dernier. Je regrette qu'il n'en soit rien.

M. le ministre des finances. Il n'y a jamais de désaccord au sein du Gouvernement! (*Sourires.*)

Mme Girault. Lors de la discussion à l'Assemblée nationale, dis-je, M. le ministre des finances n'a cessé de s'opposer vigoureusement aux propositions de la commission du travail, cependant conformes non seulement aux revendications des familles des travailleurs, mais aux besoins réels de ces familles. Pour arriver à ses fins, M. le ministre des finances n'a pas manqué de se servir de cette arme qu'est la loi de finances si allégrement accordée au gouvermenent par la majorité parlementaire.

Nous pouvons aujourd'hui constater combien nous, les communistes, avions raison à l'époque, quand nous mettions en garde nos collègues de la majorité sur l'usage qu'en ferait le Gouvernement.

Il en use et en abuse, l'opposant même dans les cas où elle ne devrait en aucune façon s'appliquer.

Un des cas les plus typiques est celui qui présentement nous intéresse, celui des allocations familiales.

Le Parlement a voté une loi disposant que les caisses d'allocations familiales avaient une autonomie de gestion. Actuellement, ces caisses ont un excédent de plus de 50 milliards pour le seul régime général du commerce et de l'industrie. C'est l'argent versé par les familles, il leur appartient. Si, ainsi que le prétend M. le ministre des finances, ces sommes, plus de 50 milliards, je le répète, n'ont pas été détournées de leur destination, elles sont très largement suffisantes pour couvrir les frais qu'occasionnerait une augmentation de 15 p. 100 de toutes les prestations familiales.

M. le ministre des finances. Et le déficit de la sécurité sociale?

Mme Girault. Cette augmentation ne devant entraîner aucune augmentation de crédits, l'application de l'article 1er de la loi de finances pas plus que les articles 47 ou 48 du règlement ne peuvent, en toute légalité, lui être opposée.

Nous vivons, depuis plusieurs années, en pleine illégalité. La loi dite « loi Croizat », ainsi que le rappelait Mme Devaud, votée en 1946 à l'unanimité par l'Assemblée nationale, n'a jamais été appliquée, pas plus que d'autres plus récentes.

Ainsi que le disait Mme Devaud devant la commission du travail, nous sommes loin des dispositions de la loi de 1946.

Si cette loi était appliquée, ce n'est pas un relèvement de 10 ou de 15 p. 100 que percevraient les allocataires, mais de 70 p. 100 au minimum.

Ce relèvement aurait dû intervenir depuis plusieurs années puisque, le 27 février 1951, notre groupe réclamait 60 p. 100, faisant la preuve de la légalité de cette réclamation. Ce sont donc des dizaines et des dizaines de milliers de francs qui sont soustraits aux familles des allocataires depuis des années.

Le Gouvernement se rend coupable de l'arbitraire le plus insolent et le Parlement qui pourrait, s'il le voulait, imposer le respect de ses décisions, prend la lourde responsabilité de laisser faire. Notre Assemblée pourrait tenter, aujourd'hui, d'obtenir plus de justice pour les familles des travailleurs. Je n'ose l'espérer, M. le ministre ayant fait la preuve de son opposition aux revendications légitimes des travailleurs.

C'est pourquoi nous n'insisterons pas pour qu'une discussion approfondie s'instaure sur cette question, nous réservant d'y revenir très prochainement. Aujourd'hui, elle ne pourrait être que stérile. Nous nous rallierons donc à la proposition de notre commission du travail nous conviant à donner un avis favorable au texte voté par l'Assemblée nationale.

Les dispositions de ce texte ne satisfont pas les besoins des familles qui attendent impatiemment une amélioration de leurs conditions de vie. Elles leur apporteront néanmoins un léger, oh! très léger, mais combien nécessaire, supplément de ressources que nous ne voudrions pas retarder plus longtemps.

Mais le Gouvernement aurait tort de penser qu'il s'en est tiré à si bon compte. Les mères de famille ont eu l'occasion, à plusieurs reprises déjà, de faire connaître leurs intentions. Elles sont bien décidées à obtenir l'augmentation des allocations familiales qui, légalement, leur est due et, depuis que les parlementaires se sont octroyé le treizième mois d'allocations familiales, à obtenir pour elle-mêmes le même avantage.

Le sort réservé aux travailleurs est intolérable. On ne se contente pas de refuser à satisfaire leurs légitimes revendications; on ne se contente pas de leur refuser de quoi vivre, de quoi vivre modestement, dignement, mais on prélève sur leurs maigres ressources, sous forme d'impôts et d'exorbitantes taxes sur les denrées et objets de première nécessité, des centaines et des centaines de milliards pour entretenir une guerre qui, elle, n'a rien de légitime. Pensez-vous, monsieur le ministre, que cela puisse durer encore longtemps? Les événements du mois d'août dernier et ceux qui se déroulent en ce moment sont la preuve du contraire.

Les familles se heurtent à des difficultés toujours grandissantes: des milliers de parents ont eu l'immense chagrin, en cette période de Noël, de refuser à leurs enfants les jouets tant convoités, tant attendus. Par la faute d'un gouvernement inhumain, le père Noël a été dur aux enfants des travailleurs. Depuis, le froid a fait son apparition; à l'absence des vêtements suffisamment chauds s'ajoutera le manque de charbon; on aura froid chez les ouvriers, et vous auriez pu soulager leurs souffrances en accordant le relèvement des allocations familiales selon la loi.

Nous voterons donc le texte de l'Assemblée nationale, en attendant d'obtenir satisfaction complète. Nous ne doutons pas, avec l'aide des familles elles-mêmes, d'y parvenir très prochainement. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Symphor.

M. Symphor. Si, comme je le pense, monsieur le ministre, il n'y a pas désaccord entre nous, je serai très heureux de permettre à l'Assemblée l'économie d'un discours.

M. le ministre des finances. Je dois, en toute honnêteté, informer M. Symphor que je ne peux donner mon accord à la nouvelle rédaction de l'article 1er, paragraphe 1 *bis*. Je suis d'accord seulement sur les 30 p. 100.

M. Symphor. Le texte qui avait été mis en discussion à l'Assemblée nationale était complètement muet à l'égard des salariés des départements d'outre-mer, malgré une disposition du texte — le paragraphe 1 *bis* — qui accordait une augmentation uniforme de 70 p. 100 des allocations familiales dans les départements d'outre-mer.

En ce qui concerne les départements d'outre-mer, sur l'intervention d'un de nos collègues, il avait été proposé de porter cette augmentation à 82 p. 100. Mais M. le ministre n'a pas retenu ce chiffre et l'a fait ramener à 70 p. 100. Jinsiste auprès de vous, monsieur le ministre, pour que vous le rétablissiez à 82 p. 100. Je m'explique rapidement.

Il ne s'agit pas ici d'établir une proportionnalité. Si, dans la métropole, nous majorons le taux initial de 70 p. 100, nous ne pouvons pas l'augmenter seulement de 70 p. 100 dans les départements d'outre-mer. M. le ministre estime que c'est l'équité. Mais, en fait, ce serait une injustice. Voici le montant des allocations actuellement attribuées dans les départements d'outre-mer — j'ai reçu un télégramme officiel de M. le président du conseil général, que j'ai sous les yeux, et ce document ne peut pas donner lieu à des interprétations différentes: pour deux enfants, 2.335 francs dans les départements d'outre-mer contre 4.300 francs dans la métropole, indépendamment de l'indemnité de salaire unique; pour trois enfants, 3.497 francs contre 9.475 francs; pour quatre enfants, 4.770 francs contre 14.650 francs; pour cinq enfants, 5.932 francs contre 19.825 francs. Ces différences vont être encore augmentées avec les majorations proposées, et quand, avec les 70 p. 100, nous passerons de 2.562 à 6.183 francs dans les départements d'outre-mer, ces variations dans la métropole iront de 4.700 à 21.721 francs, indépendamment de l'allocation de salaire unique, c'est-à-dire que, pour cinq enfants, les travailleurs métropolitains toucheront quatre fois plus que leurs camarades de l'autre côté de l'Atlantique.

Nous voulons réparer dans toute la mesure du possible l'injustice flagrante démontrée par ces chiffres. Vous le savez bien, car chaque fois que vous avez accordé une augmentation dans la métropole, vous avez été appelé, sur mon intervention, à accorder, pour les départements d'outre-mer, une majoration supérieure. Quand vous avez augmenté ici de 25 p. 100, vous avez augmenté là-bas de 35 p. 100 et quand vous avez augmenté ici de 43,75 p. 100, vous avez augmenté là-bas de 55 p. 100. Vous avez ainsi voulu introduire un élément de justice et nous vous demandons de continuer dans cette voie, qui est la seule vraie et la seule humaine.

Il ne s'agit pas de se battre pour le tout ou rien. Vous avez dit, dans votre discours à l'Assemblée nationale, que vous avez voulu faire un geste pour les humbles foyers métropolitains; je vous demande d'en faire autant pour les chaumières des départements d'outre-mer.

Si vous ne voulez pas accepter ce taux de 82 p. 100, nous sommes prêts à accepter une transaction entre 70 et 82 p. 100. Ce que je vous demande, c'est de faire un geste généreux

entre 70 et 82 p. 100. Ce geste marquera votre volonté d'offrir des étrennes à nos compatriotes d'outre-mer. (*Applaudissements.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion de l'article unique de la proposition de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion de l'article unique.*)

M. le président. Je donne lecture de l'article unique:

« *Article unique.* — A. — Les allocations familiales visées aux deux paragraphes ci-dessous, versées au titre du mois de décembre 1953, sont majorées exceptionnellement de 30 p. 100 sur les taux actuels.

« B. — I. — A compter du 1er janvier 1954, et compte tenu des dispositions prévues à l'article 2 de la loi n° 51-520 du 9 mai 1951, modifié par l'article 9 de la loi n° 51-1126 du 26 septembre 1951, à l'article 2 de la loi n° 52-4 du 3 janvier 1952 et à l'article 1er du décret n° 53-101 du 12 février 1953, le dernier alinéa de l'article 11 de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales est modifié comme suit:

« Les taux des allocations familiales sont fixés à 22 p. 100 du salaire prévu à l'alinéa 1er pour le deuxième enfant à charge et à 33 p. 100 pour le troisième et chacun des suivants, soit 22 p. 100 pour deux enfants à charge, 55 p. 100 pour trois, avec augmentation de 33 p. 100 par enfant à charge au delà du troisième.

« I *bis.* — A compter de la même date, la majoration des allocations familiales prévues à l'article 3 de la loi n° 51-520 du 9 mai 1951, modifié par l'article 11 de la loi n° 51-1126 du 26 septembre 1951, est portée à 82 p. 100.

« II. — Les articles 2, 14, 15 et 16 de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 sont modifiés comme suit:

« *Art.* 2, dernier alinéa. — Toutefois, ne peuvent prétendre aux prestations familiales autres que les allocations de maternité et les allocations prénatales, les personnes... » (Le reste sans changement.)

« *Art.* 14. — Il est attribué à toute femme en état de grossesse des allocations prénatales à compter du jour de la déclaration de grossesse. Si cette déclaration est faite dans les trois premiers mois de la grossesse, les allocations prénatales sont dues pour les neuf mois ayant précédé la naissance.

« *Art.* 15. — Le droit aux allocations prénatales est subordonné à l'observation par la mère des prescriptions édictées par l'ordonnance du 2 novembre 1945 sur la protection maternelle et infantile. Les allocations sont versées en trois fractions, respectivement après chacun des examens prénataux prévus par l'ordonnance susvisée et dans les conditions suivantes:

« Deux mensualités après le premier examen;

« Quatre mensualités après le deuxième examen;

« Le solde après le troisième examen. »

« *Art.* 16. — Le taux de chaque mensualité d'allocations prénatales est fixé à 25 p. 100 du salaire servant de base au calcul des prestations familiales. »

« III. — Les dispositions du paragraphe II s'appliquent aux grossesses déclarées à partir du 1er janvier 1954.

« Pour les grossesses déclarées avant cette date, les allocations prénatales restent réglées par les dispositions et les taux en vigueur avant le 1er novembre 1953 ».

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre des finances. M. Symphor sait que j'écoute toujours avec attention ses propos. Pour faire preuve de l'esprit de coopération auquel il me convie, j'accepte une des deux dispositions que le Conseil de la République a ajoutées au texte voté par l'Assemblée nationale, c'est-à-dire les 30 p. 100.

M. Symphor. Vous ne pouviez pas faire autrement !

M. le ministre des finances. Rien ne m'y obligeait, monsieur Symphor !

M. Symphor. C'était une lacune, vous ne pouviez pas ne pas la combler !

M. le ministre des finances. J'aurais pu vous opposer le règlement. Ne me chicanez pas pour une fois que je vous donne une satisfaction. Grâce à l'accord qui intervient entre nous, 30 p. 100 seront accordés aux départements d'outre-mer.

Pour la suite, je demande au Conseil de la République de bien vouloir revenir au texte de l'Assemblée nationale, car le taux de 82 p. 100 est contraire, comme vous ne l'ignorez pas, à la fois au règlement, à l'article 1er de la loi des maxima et à la Constitution.

Ainsi, monsieur Symphor, en ce qui concerne les 30 p. 100, un geste sera fait en faveur des départements d'outre-mer. En ce qui concerne le paragraphe I *bis*, j'oppose l'article 47 et je demande le retour au texte de l'Assemblée nationale.

M. Symphor. Je ne voudrais rien dire de désagréable, mais l'acceptation des 30 p. 100 ne constitue pas une mesure de générosité.

M. le ministre des finances. Alors c'est de la coopération !

M. Symphor. Je n'accepte même pas ce terme. Vous avez simplement comblé une lacune et réparé une injustice flagrante. Si vous aviez présenté un texte relevant les allocations seulement dans la métropole et non dans les départements d'outre-mer, nous aurions pu, alors, parler de discrimination. c'est alors que nous aurions eu le droit de vous juger sur votre politique.

Mais le texte a été déposé par un député. Il n'est pas d'origine gouvernementale. Je comprends très bien, car je ne veux pas relever ce qui n'était pas dans la pensée d'autrui, que le texte a été improvisé en séance. Je ne veux incriminer, ni le député qui a présenté ce texte, ni l'Assemblée qui l'a voté, ni le Gouvernement qui, à ce moment, l'avait accepté, mais je dis que ce député avait perdu de vue qu'il y avait des textes spéciaux et que, légiférant pour le territoire métropolitain, il avait fait appel aux textes qui étaient de sa connaissance. Il y avait, par conséquent, une lacune et il vous appartenait de la combler, mais n'appelons pas la générosité ce qui n'est qu'une justice timide et qui n'est même pas spontanée. Vous avez seulement accepté de redonné aux salariés d'outre-mer le bénéfice normal d'un geste de justice.

Mais ceci étant fait et ayant ainsi réparé une injustice que je persiste à croire involontaire, la coopération doit se manifester dans le deuxième paragraphe. Autrement, le geste que vous accomplissez aurait perdu tout son sens.

La coopération, si vous voulez la manifester, c'est sur le paragraphe I *bis* que vous devez la faire porter. Acceptez une légère augmentation dont nous nous contenterons pour le moment. Acceptez de porter le taux de 70 p. 100 à 75 p. 100. Cette augmentation n'est pas catastrophique pour les caisses et elle ne ruinera pas la caisse autonome de la sécurité sociale. Elle montrera que, lorsque vous faites de la générosité, vous ne la faites pas à sens unique et que vous l'étendez partout où se trouvent des populations françaises.

M. le ministre des finances. La proportion est la même.

M. Symphor. Je vais vous montrer qu'elle n'est pas la même. La proportion varie entre 91 et 65 p. 100, c'est-à-dire que la moyenne est supérieure à 70 p. 100. J'ai les chiffres, ils vont de 91,47 p. 100 à 67 p. 100, c'est-à-dire que l'augmentation moyenne est supérieure en métropole à 70 p. 100. Je mets les chiffres à votre disposition. Et je vous l'ai prouvé, même si cette proposition était la même, ce serait ni juste ni équitable. Faites donc un geste de transaction, monsieur le ministre. Accordez 75 ou 80 p. 100 et le débat sera clos. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. le président. Monsieur le ministre, on vous adresse un appel. Y répondez-vous ?

M. le ministre des finances. Je suis désolé de ne pouvoir le faire, monsieur le président.

Je propose au Conseil de voter par division. Sur le paragraphe 1 *bis*, je demanderai l'application de l'article 47 et le retour au texte de l'Assemblée nationale.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Il va être procédé au vote de l'article unique par division.

Je mets aux voix la première partie de l'article unique, jusqu'au paragraphe 1 *bis* exclu.

(*Ce texte est adopté.*)

M. le président. Le Gouvernement oppose l'article 47 au paragraphe 1 *bis*.

Je dois consulter la commission des finances, mais comme elle est actuellement réunie, je propose au Conseil de suspendre la séance jusqu'à 15 heures. (*Assentiment.*)

Nous reprendrons alors la discussion que nous venons d'interrompre sur les allocations familiales, puis nous reprendrons l'examen de l'article 1er du budget de l'intérieur, qui avait été réservé.

Après ces deux questions, nous commencerons la discussion du budget de la reconstruction. (*Assentiment.*)

La séance est suspendue.

(*La séance, suspendue à douze heures trente minutes, est reprise à quinze heures quinze minutes, sous la présidence de M. Ernest Pezet.*)

PRESIDENCE DE M. ERNEST PEZET, vice-président.

M. le président. La séance est reprise.

— 19 —

TRANSMISSION D'UN PROJET DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de l'Assemblée nationale un projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier l'accord international sur le blé signé à Washington le 13 avril 1953.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 713, distribué, et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyé à la commission de l'agriculture. (*Assentiment.*)

— 20 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Alric un rapport fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances et des affaires économiques pour l'exercice 1954 (III. — Affaires économiques) (n° 707, année 1953).

Le rapport sera imprimé sous le n° 711 et distribué.

J'ai reçu de M. Jacques Masteau un rapport supplémentaire fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1954 (nos 636 et 667, année 1953).

Le rapport supplémentaire sera imprimé sous le n° 712 et distribué.

— 21 —

MAJORATION DE CERTAINES PRESTATIONS FAMILIALES

Suite de la discussion et adoption d'un avis sur une proposition de loi.

M. le président. Nous poursuivons la discussion de la proposition, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à majorer certaines prestations familiales (n° 649, année 1953).

Je rappelle que le Conseil de la République a déjà adopté le paragraphe A et l'alinéa I du paragraphe B de l'article unique.

Le Gouvernement a opposé l'article 47 du règlement au texte proposé par la commission du travail pour l'alinéa 1 *bis*.

M. Symphor. Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Symphor.

M. Symphor. Mesdames, messieurs, vous comprenez bien que je me sois accroché à cette branche avant que vous soyez arrivés à la conclusion que serait le couperet de la guillotine de l'article 47, que le M. le ministre des finances manie avec une main très vigoureuse. (*Rires.*)

Ce matin, peu avant la suspension de la séance, M. le ministre a opposé l'article 47 du règlement. Je tiens à dire que nous sommes dans un domaine tout à fait particulier: il s'agit de l'application des prestations familiales dans les départements d'outre-mer. Jusqu'à ce matin, j'ai cru qu'il s'agissait de combler une lacune ou de réparer une omission du texte initial soumis à la discussion de l'Assemblée nationale, ce que nous aurions pu faire facilement à la lueur des faits et des statistiques. Mais je me suis trouvé devant une sorte de volonté bien arrêtée de faire une différenciation dans l'application du texte entre le cas des salariés métropolitains et celui des salariés des départements d'outre-mer.

Je dis tout net au Conseil de la République que ces départements possèdent une caisse autonome d'organisme local, qui n'est pas subventionnée par les finances du Trésor public et qui, au surplus, bénéficie d'une situation excédentaire, et ce n'est pas Mme le rapporteur, qui est allée à la Martinique, qui a reçu les confidences des administrateurs de cette caisse et les doléances des intéressés, qui a eu tous les bilans sous les yeux, qui me contredira. Invoquer alors l'article 47 me paraît stupéfiant.

Les faits sont là, qui montrent la différence regrettable existant entre les deux régimes. Une mère de famille de cinq enfants reçoit, en tout et pour tout, 5.932 francs dans un pays où la vie — lait, pain, étoffes d'habillement, médicaments, logement — est plus onéreuse, beaucoup plus élevée que dans la métropole où la même mère de famille reçoit 19.825 francs, soit une différence de 3.893 francs à laquelle il faut ajouter l'allocation du salaire unique qui est refusée aux mères de chez nous.

L'application du texte au delà duquel ne veut pas aller M. le ministre aggraverait encore la situation, puisque le montant des allocations serait de 6.183 francs dans les départements d'outre-mer et de 21.721 francs dans la métropole pour cinq enfants, soit une différence de 15.338 francs au lieu de 13.895 francs dans le régime actuel.

Il y a donc une injustice fondamentale qui ne peut être réparée que par l'augmentation du pourcentage d'attribution. Je me suis contenté d'une nouvelle augmentation de 5 p. 100, que M. le ministre, qui nous a dit, lui, qu'il coopérait libéralement avec nous, refuse d'accepter.

Je dis et je répète que l'article 47 ne peut pas être appliqué. Vous le maintiendrez certainement. Seulement, je suis convaincu que, lorsque la nouvelle de ce refus parviendra ce soir, par la radio, aux malheureuses mères des départements d'outre-mer, elles ne manqueront pas de penser, semblables à l'oiseau désemparé qui, pris dans la tempête, a perdu le chemin de son nid, qu'elles payent bien cher l'assimilation; elles éprouveront le sentiment bien pénible pour nous, que depuis que nous sommes assimilés, nous avons perdu l'audience de la France. (*Vifs applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. Edgar Faure, *ministre des finances et des affaires économiques.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je voudrais signaler que l'article 47 n'est pas le seul applicable en la circonstance. Il y a également l'article 12 de la loi du 11 juillet qui est extrêmement formel, puisqu'il prévoit les régimes de sécurité sociale.

M. le président. Quel est l'avis de la commission des finances sur l'application de l'article 47 ?

M. Jean Berthoin, *rapporteur général de la commission des finances.* L'article 47 ne paraît pas applicable, mais il est incontestable que l'article 12 de la loi du 11 juillet est applicable en l'espèce.

M. Namy. Si ce n'était pas celui-là, ce serait encore un autre article.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Le Gouvernement tient essentiellement à donner satisfaction aux départements d'outre-mer. Dans ces conditions, il demande la prise en considération de son texte, comportant application du taux de 70 p. 100, sans quoi il ne resterait plus rien.

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je consulte le Conseil sur la prise en considération, demandée par le Gouvernement, du texte adopté par l'Assemblée nationale, pour cet alinéa.

(*La prise en considération est acceptée.*)

M. le président. Je vais mettre aux voix l'alinéa 1 *bis*, dans le texte dont la prise en considération vient d'être acceptée.

Je rappelle qu'il est ainsi rédigé:

« I *bis*. — A compter de la même date la majoration des allocations familiales prévues à l'article 3 de la loi n° 51-520 du 9 mai 1951 modifié par l'article 11 de la loi n° 51-1126 du 26 septembre 1951 est portée à 70 p. 100. »

Personne ne demande la parole sur ce texte ?

Je le mets aux voix.

(*L'alinéa I* bis *est adopté.*)

M. le président. Les alinéas suivants II et III ne sont pas contestés.

Je les mets aux voix.

(*Ces textes sont adoptés.*)

M. le président. Je vais consulter le Conseil sur l'ensemble.

M. Armengaud. Je demande la parole, pour expliquer mon vote.

M. le président. La parole est à M. Armengaud.

M. Armengaud. Mes chers collègues, je m'excuse d'intervenir dans cette affaire. Je voudrais simplement rendre le Conseil attentif à une question que Mme Devaud a, d'ailleurs, dans une certaine mesure, commencé à évoquer.

A diverses reprises, on a fait observer, dans cette Assemblée, que tout ce qui pouvait augmenter en France, d'une manière ou d'une autre, la charge des prix de revient, ne serait-ce que par le biais d'une augmentation même différée de la charge salariale, ferait encore empirer notre situation sur le plan international et, notamment, sur le plan européen.

Déjà, lors de divers débats afférents au pool acier-charbon, nous avons fait ressortir que le mécanisme français des charges sociales avait une lourde répercussion sur les prix de revient, par opposition au mécanisme anglais qui, fiscalisé et portant essentiellement sur les impôts directs, ne porte pas sur le prix de revient. Au moment où l'on parle de remédier à cette situation, il serait bon que le Conseil se rende compte des répercussions que peut avoir tout accroissement de la charge sur nos prix des allocations ou des prestations. Sans doute faut-il assurer une meilleure répartition du revenu national, sans doute la commission des comptes économique l'a elle aussi relevé, mais il faut, dans l'intérêt même des bénéficiaires, que ce soit d'une manière telle que cela ne handicape pas l'industrie et, par l'industrie, j'entends aussi bien l'agriculture que l'industrie proprement dite. C'est pour ces raisons que je ne voterai pas le texte qui nous est soumis, qui prévoit pour seule recette une hausse de la charge salariale indirecte sur les prix de revient.

Mme Marcelle Devaud, *rapporteur de la commission du travail et de la sécurité sociale.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à Mme le rapporteur.

Mme le rapporteur. Je voudrais seulement demander une rectification de forme que j'ai omis de signaler ce matin. A la dernière ligne de l'article unique, il faudrait remplacer la date du 1er novembre 1953 que comportait le texte primitif par celle du 1er décembre 1953, qui correspondrait davantage à la date de promulgation de la loi.

M. le président. Il n'y a pas d'opposition à cette rectification ?
Le texte est ainsi modifié.
Personne ne demande plus la parole ?
Je mets aux voix l'avis sur la proposition de loi.
(*Le Conseil de la République a adopté.*)

— 22 —

BUDGET DU MINISTERE DE L'INTERIEUR POUR 1954

Suite de la discussion et adoption d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. Nous reprenons la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1954.

Nous poursuivons la discussion de l'article 1er qui avait été réservé. La parole est à M. le rapporteur de la commission des finances, pour son rapport supplémentaire.

M. Jacques Masteau, *rapporteur de la commission des finances.* Mes chers collègues, vous aviez bien voulu ce matin réserver votre décision sur l'article 1er lors de la présentation d'un amendement déposé par notre collègue M. Marrane.

J'indique que M. Marrane a d'ailleurs modifié son amendement primitif et proposé cette rédaction: « Compléter comme suit le premier alinéa du paragraphe II de l'article 1er ... sous réserve de l'abrogation du décret n° 53-710 du 9 août 1953, en ce qui concerne les collectivités locales ». Vous gardez le souvenir qu'il s'agit de savoir si les projets intéressant certains travaux entrepris par les collectivités locales seraient ou non soumis aux commissions départementales d'investissement, contre lesquelles nous avions élevé hier les critiques que vous savez, tant sur leur principe que sur leur composition.

Votre commission des finances a pensé qu'il convenait — et c'est l'objet du rapport supplémentaire qui vous a été distribué — de vous proposer d'ajouter, à l'article 1er, et plus spécialement au paragraphe 3 le texte que voici: « Sont abrogées les dispositions du décret n° 53-710 du 9 août 1953, en ce qu'elles concernent les opérations d'investissements et d'équipement des collectivités communales et départementales, ainsi que celles des sociétés ou organismes dont lesdites collectivités locales possèdent le contrôle ou la majorité du capital ». (*Applaudissements.*)

Je crois pouvoir dire, sans empiéter sur les explications que pourrait désirer fournir notre collègue M. Marrane, que ce texte rend son amendement maintenant sans objet particulier. Telles sont, brièvement résumées, les conclusions que j'ai reçu mission de vous présenter, au nom de la commission des finances.

Nous croyons maintenir ainsi les droits légitimes des collectivités locales, si parfaitement dégagés par M. le président Abel-Durand dans ses interventions qui ont reçu l'approbation unanime, tout en nous refusant à compromettre — et vous serez, je pense, d'accord, sur cette manière de voir — le développement normal du budget du ministère de l'intérieur.

C'est pour ces différents motifs que votre commission des finances vous demande d'accepter le texte qui est présentement soumises à vos délibérations. (*Applaudissements.*)

M. Georges Marrane. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Marrane.

M. Georges Marrane. Mesdames, messieurs, comme vient de l'indiquer M. le rapporteur de la commission des finances, je retire mon amendement, étant donné que le nouveau texte de la commission des finances contient l'essentiel des préoccupations visées par cet amendement et ne donne lieu à aucune difficulté juridique.

Dans ces conditions, pour donner tout le poids nécessaire à la décision du Conseil, pour montrer la nécessité qu'il y a pour les ministres de l'intérieur et des finances de tenir compte des libertés communales, je me rallie entièrement au texte présenté par l'unanimité de la commission des finances. (*Applaudissements.*)

M. Edgar Faure, *ministre des finances et des affaires économiques.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances. Je ne reviendrai pas sur le fond des explications que j'ai données, d'autant que M. Marrane a abandonné une grande partie des thèses qu'il défendait ce matin et qui consistaient à renverser totalement l'ensemble des dispositions des deux décrets qui ont été pris au mois d'août. Ces dispositions forment un tout; elles sont destinées, ainsi que je l'ai dit ce matin, à favoriser en réalité les investissements des collectivités locales.

Pour les travaux normaux des communes et des départements, il n'y a pas lieu de s'inquiéter puisqu'une circulaire, publiée au *Journal officiel*, a consacré de façon formelle l'existence d'un « plancher » de 10 millions de francs.

Il s'agit de commissions consultatives auprès des autorités investies d'un pouvoir de tutelle. Je rappelle cette thèse pour que ne subsiste aucun malentendu.

Le Gouvernement persiste à considérer, en outre, que la nouvelle disposition proposée par la commission des finances est contraire à l'article 60 du règlement du Conseil de la République, ainsi d'ailleurs qu'à la Constitution, puisqu'il s'agit d'une disposition qui n'est pas d'ordre financier.

Donc, sans me faire beaucoup d'illusion, mais afin d'éviter, je le répète, tout malentendu entre nous, j'oppose l'article 60 et, en tant que de besoin, l'article 62 du règlement au nouveau texte présenté par la commission des finances.

M. Georges Marrane. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Marrane.

M. Georges Marrane. D'après M. le ministre des finances, je renoncerais à certaines des revendications que j'ai formulées ce matin; je ne renonce à rien du tout et je ne voudrais pas qu'il y ait de malentendu à ce sujet.

Puisque M. le ministre des finances, malgré l'avis déjà exprimé par cette Assemblée unanime pour la défense des libertés communales, maintient ses intentions, il est utile, je crois, dans l'intérêt des communes de France, que se dégage ici un vote d'unanimité permettant au Conseil de la République de manifester son point de vue dans les conditions les plus claires.

C'est pourquoi, sans renoncer à quoi que ce soit, je me rallie à un texte qui donnera la certitude à M. le ministre de l'intérieur et à M. le ministre des finances qu'ils sont orientés dans une mauvaise voie et qu'ils doivent tenir compte de la volonté des communes de France. (*Applaudissements.*)

M. le président. Je donne acte à M. le ministre des finances des observations qu'il vient à nouveau de présenter, en lui faisant respectueusement remarquer que la question de la recevabilité a été tranchée ce matin.

Voici la nouvelle rédaction proposée par la commission pour l'article 1er:

« *Art.* 1er. — I. — Il est ouvert au ministre de l'intérieur, au titre des dépenses ordinaires pour l'exercice 1954, des crédits s'élevant à la somme de 81.044.600.000 francs.

« Ces crédits s'appliquent:

« A concurrence de 75.454.185.000 francs, au titre III: « Moyens des services »;

« Et à concurrence de 5.590.415.000 francs, au titre IV: Interventions publiques »,

conformément à la répartition, par service et par chapitre, figurant à l'état A annexé à la présente loi.

« II. — Le recensement de la population sera, en tout état de cause, entrepris et achevé en 1954.

« III (nouveau). — Sont abrogées les dispositions du décret n° 53-710 du 9 août 1953 en ce qu'elles concernent les opérations d'investissement et d'équipement des collectivités communales et départementales, ainsi que celles des sociétés ou organismes dont lesdites collectivités possèdent le contrôle ou la majorité du capital. »

Je mets aux voix l'article 1er, ainsi rédigé.

(*L'article 1er est adopté.*)

M. Alain Poher. A l'unanimité!

M. le président. Avant de mettre aux voix l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, j'indique que la commission des finances, conformément à l'article 56 du règlement, demande une deuxième délibération sur le chapitre 34-03. Celle-ci est de droit.

M. Léon Martinaud-Déplat, *ministre de l'intérieur.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. le ministre de l'intérieur. Je remercie la commission des finances d'avoir bien voulu examiner à nouveau le chapitre 34-03 que, ce matin, dans la rapidité de nos débats, j'avais laissé passer sans demander le rétablissement du crédit de 80 millions qui avait été supprimé par la commission des finances.

J'avais eu l'honneur devant l'Assemblée, hier soir, d'exprimer les réserves que je faisais sur cet abattement en indiquant que, tout au plus, pourrais-je assurer les frais d'éclairage et de chauffage du ministère de l'intérieur avec les crédits qui restaient inscrits à ce chapitre.

C'est dans ces conditions, et sans revenir sur ce que j'ai eu l'honneur de dire hier, que je demande à l'Assemblée de vouloir bien rétablir le crédit qui a été supprimé.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Mes chers collègues, je ne reprendrai pas, pour ne pas allonger inutilement la discussion de ce budget, les motifs que vous connaissez et qui avaient conduit votre commission des finances à vous proposer un abattement de 80 millions sur le chapitre 34-03.

La commission des finances réunie ce matin n'a pas voulu rester insensible, monsieur le ministre, aux observations que vous avez présentées, ni aux arguments mis en avant pour montrer les difficultés que vous rencontreriez si l'abattement de 80 millions était intégralement maintenu; mais elle m'a donné mandat d'indiquer au Conseil qu'elle acceptait de ramener la réduction de 80 millions à 20 millions.

C'est donc un abattement de 20 millions que la commission des finances vous demande de retenir sur ce chapitre 34-03 pour que, d'une part, soient affirmés une fois encore les motifs qui l'avaient déterminée pour fixer le premier abattement et, d'autre part, pour répondre aux observations de M. le ministre de l'intérieur et ne pas paralyser le fonctionnement du service intéressé.

M. le président. Le Gouvernement demande le rétablissement du crédit de 110.300.000 francs voté par l'Assemblée nationale.

Je consulte le Conseil sur la prise en considération, demandée par le Gouvernement, du crédit voté par l'Assemblée nationale pour le chapitre 34-03.

(*Le Conseil de la République n'accepte pas la prise en considération.*)

M. le président. Nous revenons donc au texte de la commission des finances qui propose, pour le chapitre 34-03 (Administration centrale. — Matériel), le nouveau chiffre de 90.300.000 francs.

Par amendement, M. Courrière et les membres du groupe socialiste proposent de compléter l'article 1er par un paragraphe IV ainsi conçu:

« Les crédits du chapitre 34-03 sont bloqués à concurrence de 60 millions jusqu'au jour de l'abrogation du décret n° 53-710 en ce qui concerne les collectivités locales. »

La parole est à M. Courrière.

M. Courrière. Nous sommes actuellement, monsieur le président, dans la situation suivante. Le Conseil de la République, ce matin, a supprimé un crédit de 80 millions à la dotation du chapitre que nous sommes en train de discuter. Il s'agissait en réalité d'une mauvaise interprétation de la décision de la commission des finances qui n'avait pas voulu diminuer le crédit d'une manière définitive. En fait, la commission des finances désirait bloquer 60 millions jusqu'au moment où le décret 53-710 qui intéresse les collectivités locales, et dont M. Marrane a parlé ce matin, serait abrogé.

Je reprends donc ce qui avait été le sentiment premier de la commission des finances et puisque celle-ci, en seconde délibération, propose un abattement de 20 millions, abandonnant ainsi la position qu'elle avait primitivement prise, en conséquence je demande au Conseil de la République de bloquer 60 millions sur ce chapitre tant que le décret incriminé ce matin par M. Marrane n'aura pas été abrogé.

On peut me répondre que dans le texte que nous sommes appelés à voter figure l'abrogation de ce décret et l'on me dit que le blocage propre devient inutile. Apparemment oui, mais si je dépose cet amendement c'est parce que j'ai entendu les réserves de M. le ministre des finances fondées sur l'inconstitutionnalité de la procédure que nous employons.

Notre souci est d'aboutir à l'abrogation du décret. Or deux précautions valent mieux qu'une: si l'Assemblée nationale entérine la première proposition, celle de M. Marrane, abrogeant le décret, l'amendement que je vous demande de voter tombera de lui-même. Mais dans la mesure où l'Assemblée ferait droit à la réclamation de M. le ministre des finances disant que le texte sur lequel nous délibérons, à la demande de M. Marrane, est inconstitutionnel et qu'elle refuse de s'en saisir, il resterait alors mon amendement qui ferait obligation au Gouvernement d'abroger le décret s'il entend disposer de la totalité du crédit. Voilà le sens de mon amendement. (*Applaudissements à gauche et sur divers autres bancs.*)

M. Alain Poher. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Poher.

M. Alain Poher. Monsieur le président, je m'abstiendrai sur le vote de cet amendement, parce que je considère, personnellement, que les réserves développées tout à l'heure par M. le ministre des finances ne sont pas valables. Je ne voudrais pas, en votant le texte, sembler craindre le moins du monde que l'Assemblée nationale donnât satisfaction à M. le ministre des finances. Les remarques qu'il a faites tout à l'heure ne sont en aucune manière conformes à la Constitution.

M. Léon Hamon, *rapporteur pour avis de la commission de l'intérieur.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. Monsieur le président, avec le texte qui a été voté tout à l'heure, d'une part, et le texte qui a été proposé par M. Courrière, d'autre part, on se trouve devant une sorte de sanction alternative.

Je ne crois pas — je le dis très respectueusement à M. le ministre des finances — qu'il y ait inconstitutionnalité de l'un ou de l'autre terme de l'alternative pris en lui-même. Nous ne sommes pas, en effet, en matière de pouvoirs élargis visés par la loi de 1953 et, en tout cas, quelles que soient les dispositions particulières des lois successives intervenues, elles ne peuvent faire obstacle au droit qu'a toujours le Parlement d'abroger n'importe quel texte qui n'est pas constitutionnel. Or, d'après la Constitution, il n'est pas de texte, pas de superlégalité qui soient à l'abri de l'abrogation du Parlement.

M. le ministre des finances. Pas dans une loi de budget!

M. le rapporteur pour avis. Monsieur le ministre, vous parlez de la loi du budget, et je suis attentif à tout ce qui est dit par vous; mais vous avez certainement observé, avec votre esprit judicieux, que, dans la même loi de budget, il y a des textes dont la relation avec les comptes du budget est aussi souple que celle du texte qui vient d'être proposé.

Vous savez fort bien que vous vous engageriez sur une voie redoutable si vous deviez réclamer l'abrogation de tous les textes, disons à liaison lâche, car vous seriez obligé alors de demander la disjonction de textes dus à l'initiative de votre propre département ministériel. Je suis persuadé que vous ne le ferez pas. (*Très bien! très bien! et applaudissements.*)

Il n'y a donc pas de question constitutionnelle ici et le Conseil de la République peut voter d'un cœur et d'un esprit sereins.

L'amendement de M. Courrière et la rédaction proposée par M. Masteau procèdent avec des différences de degré du même principe et déclenchent le même mécanisme. C'est pourquoi le

Conseil de la République, extrêmement soucieux de la Constitution, monsieur le ministre, en suggérant deux textes et deux sanctions, a simplement la volonté de donner à l'Assemblée nationale le choix entre tous les moyens pour que, de toute façon, les décrets critiqués ici disparaissent. (*Applaudissements.*)

M. Alain Poher. Très bien!

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Il me paraît indispensable, monsieur le président — et c'est la suggestion que je veux faire — que le Conseil fixe d'abord le montant du crédit dont serait doté le chapitre 34-03 qui nous préoccupe. Aussi je précise bien quelle est en définitive la position de la commission des finances sur les chiffres.

M. le ministre de l'intérieur demande le rétablissement de son crédit intégral, 110.300.000 francs. La commission le réduit de 20 millions: ainsi le crédit n'apparaît plus que pour 90 millions 300.000 francs. Le Conseil doit décider sauf. après cela, à dire s'il y a lieu d'opérer un blocage.

M. le ministre de l'intérieur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. le ministre de l'intérieur. Je demande que l'Assemblée ne vote pas l'amendement de M. Courrière et qu'elle suive sa commission des finances.

Il convient d'être logique. Si une seconde lecture a été demandée par la commission des finances, si, après délibération, une large majorité, je crois, s'est dégagée, au sein de celle-ci, pour réduire de 20 millions le blocage qui était à l'origine de 80 millions, ce n'est pas pour que, maintenant, vous en reveniez, par un vote supplémentaire, à la formule que votre commission des finances a entendu rejeter.

Bien que je maintienne intégralement mon désir de voir reprendre le crédit voté par l'Assemblée nationale — vainement, certes, puisque vous vous êtes tout à l'heure prononcés — je vous demande de suivre votre commission des finances en toute logique et de rejeter l'amendement de M. Courrière.

M. Georges Marrane. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Marrane.

M. Georges Marrane. L'amendement de M. Courrière répond vraiment à une nécessité surtout après les déclarations faites encore cet après-midi par M. le ministre des finances et par M. le ministre de l'intérieur.

En effet, l'Assemblée a pu constater que le texte de la commission des finances concernant l'article 1er n'a pas, c'est le moins que l'on puisse dire, rencontré l'adhésion enthousiaste des ministres intéressés. Il est vraisemblable que, devant l'Assemblée nationale, un effort très sérieux sera accompli pour faire disjoindre les textes que nous aurons adoptés ici.

Comme l'a indiqué M. Courrière, deux précautions valent mieux qu'une. En conséquence, il est utile que le ministre de l'intérieur sache que, aussi longtemps qu'il ne respectera pas la décision prise par l'unanimité du Conseil de la République relative au décret concernant les commissions départementales d'investissement, interviendra alors la sanction de blocage de crédit de 60 millions.

J'ajoute qu'il y a tout de même une différence importante entre le texte de la commission des finances et l'amendement de M. Courrière. Le premier réduit le crédit d'une somme de 20 millions et le second se borne à bloquer une partie des crédits jusqu'à ce que le décret qui limite les libertés communales en ce qui concerne les commissions départementales d'investissement, soit abrogé. Il n'y a donc pas contradiction entre les deux textes et je crois que l'on peut, à la fois, voter le nouveau chiffre proposé pour le chapitre 34-03 par la commission des finances et l'amendement de M. Courrière.

M. Abel-Durand. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Abel-Durand.

M. Abel-Durand. Je voudrais y voir clair. (*Sourires.*)
Prévoit-on un texte qui abroge le décret?

M. le rapporteur. Voulez-vous me permettre de préciser la question?...

M. Abel-Durand. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, avec l'autorisation de l'orateur.

M. le rapporteur. La commission des finances voudrait rendre attentifs nos excellents collègues M. Courrière et M. Marrane à la situation qui s'offre à leur examen.

Nous venons de voter, et à l'unanimité je crois pouvoir le dire, des dispositions qui portent abrogation des termes du décret 53-710, d'une part, et, à côté de cela, nous venons de décider que le chapitre 34-03 serait doté d'un crédit de 90 millions 300.000 francs. Je comprends parfaitement la préoccupation de M. Courrière. Il voudrait, par le blocage qu'il propose de 60 millions sur ce crédit de 90.300.000 francs, prendre une assurance supplémentaire pour garantir, d'une façon complète et définitive, l'abrogation dont je viens de parler à l'instant.

M. Jacques Debû-Bridel. C'est de bonne prudence!

M. le rapporteur. Nous notons votre observation, monsieur Debû-Bridel, mais tout en partageant votre sentiment qu'il faut souvent être très prudent en pareille circonstance, je recherche si, du point de vue de la bonne logique, les votes que nous pourrions émettre sur l'amendement de M. Courrière sont bien satisfaisants. Parce qu'enfin, mesdames, messieurs, M. Courrière — je n'ai pas le texte sous les yeux et je cite de mémoire — indique: blocage de 60 millions jusqu'au jour de l'abrogation des dispositions du décret, etc.

Nous venons de voter cette abrogation. Ne craignez-vous pas — j'appelle votre attention sur ce point — qu'il y ait là une contradiction dans deux votes successifs? J'entends dire par M. le ministre — qui sait que j'ai toujours l'oreille attentive à ce qu'il déclare: cet amendement serait parfait.

Ne serait-ce pas, monsieur le ministre, qu'il vous donnerait cette satisfaction de nous mettre en opposition avec nous-mêmes? C'est ce que je cherche présentement à éviter en m'efforçant de dégager le sens de l'amendement.

M. Dulin. Très bien!

M. le rapporteur. En ce qui me concerne, sur le fond je donnerai toute mon adhésion. Mais en ce qui touche la question de procédure, je crains que cette opposition qui paraît vous réjouir, monsieur le ministre, fournisse un argument susceptible de faire critiquer notre premier vote sur l'abrogation des dispositions du décret, à laquelle nous tenons essentiellement. D'un autre côté, la réduction limitée à 20 millions paraissait sage à la commission des finances, puisqu'elle marque bien sa position et l'affirme, tout en ne refusant pas, ce qu'elle ne voulait pas, à M. le ministre de l'intérieur les moyens et possibilités de faire fonctionner un service dont nous connaissons l'ampleur.

M. le président. Vous avez satisfaction, monsieur Abel-Durand?

M. Abel-Durand. Je n'ai rien à ajouter à ce que vient de dire avec clarté M. le rapporteur de la commission des finances et ce que je soupçonnais moi-même.

M. Courrière. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Courrière.

M. Courrière. J'ai entendu les arguments développés par M. le rapporteur de la commission des finances, lesquels m'ont quelque peu ébranlé. Je voudrais bien expliquer ici que lorsque j'ai proposé cet amendement, c'était uniquement pour éviter que l'Assemblée nationale, faisant droit à certaines remarques d'ordre constitutionnel que ne manquera sans doute pas de faire valoir devant elle M. le ministre des finances, ne prenne pas à son compte l'article que la commission des finances vient de vous faire voter et qui abroge le décret n° 7510.

J'aurais voulu donner au Conseil de la République une raison supplémentaire d'espérer que ce décret n° 7510 soit vraiment supprimé. C'est pourquoi j'avais prévu que ces crédits de 60 millions resteraient jusqu'au moment de l'abrogation du décret incriminé.

On m'objecte qu'à l'Assemblée nationale on pourrait voir une espèce de contradiction entre le vote de mon amendement et le vote de l'article 4 proposé par la commission des finances, à l'instigation de M. Marrane.

Je me rallie à ce point de vue espérant que les faits ne viendront pas me donner raison et que nous ne nous retrouverons pas dans quelques jours devant un budget de l'intérieur dans lequel l'article proposé par la commission des finances n'existera pas et dans lequel aucun blocage ne sera prévu.

M. le rapporteur. La commission des finances vous remercie et vous rejoint dans le vœu que vous venez d'exprimer, vœu auquel elle apporte tout son appui.

M. le président. L'amendement est retiré.

Je mets aux voix le chapitre 34-03 avec le nouveau chiffre de 90.300.000 francs proposé par la commission des finances.

(*Le chapitre 34-03, avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. En conséquence, le total des crédits de l'état A figurant à l'article 1er est porté à 81.044.600.000 francs.

Je mets aux voix l'article 1er avec ce chiffre.

(*L'article 1er, avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. La commission demande une seconde lecture de l'article 17 dont je rappelle le texte:

« Art. 17. — A compter de l'exercice 1953 et par dérogation aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 1577 du code général des impôts, le conseil général de la Seine pourra décider que les sommes attribuées aux communes de ce département, au titre de la péréquation, en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article précité, seront versées au fonds commun prévu par l'article 3 de la loi du 2 juillet 1943. »

Par amendement (n° 46), MM. L'Huillier et Jean Bertaud proposent de compléter cet article par les dispositions suivantes:

« A partir du 1er janvier 1954, les deux fonds communs institués par les lois des 31 décembre 1942 et 2 juillet 1943 dans le département de la Seine sont supprimés.

« Un fonds commun départemental est constitué. Il sera administré par un comité composé en majorité de maires des communes suburbaines. Un arrêté des ministre de l'intérieur et des finances déterminera:

« La composition de ce comité;

« Les modalités de désignation des représentants des municipalités;

« Les modalités de fonctionnement de ce comité.

« Le comité du fonds départemental répartira les sommes provenant de la taxe instituée par la loi du 30 décembre 1948 de la manière suivante:

« *a*) 40 p. 100 au titre d'attribution directe (recettes encaissées dans la commune en cause);

« *b*) Attribution permettant de garantir à chaque commune les recettes perçues par elle, au titre de la taxe locale, en 1953;

« *c*) Le reliquat sera réparti suivant des règles qui seront déterminées par le fonds départemental de péréquation.

« La participation de la ville de Paris au fonds départemental de péréquation sera égale à 0,10 francs par 100 francs du chiffre d'affaires réalisé sur son territoire et soumis à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires. »

M. le ministre de l'intérieur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. le ministre de l'intérieur. Je signale que la seconde lecture est demandée après une décision prise par l'Assemblée ce matin de faire application aux propositions qui vont être faites, je crois, par M. Marrane, de l'article 60 de votre règlement. Ce serait revenir sur la décision prise ce matin que de rouvrir cette discussion.

M. le président. La commission des finances a fait savoir qu'elle n'opposait pas l'article 62 de notre règlement.

M. le ministre de l'intérieur. Ce matin elle avait indiqué que l'article était applicable !

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Une seconde lecture peut toujours être demandée, chacun le sait. La réunion de la commission des finances a permis un nouvel examen de la situation sur laquelle son attention était appelée. Lorsque le jeu de l'article 60 est soulevé, il appartient à la commission des finances de déterminer si cet article est applicable ou si, au contraire, le texte soumis échappe à sa censure.

M. le ministre de l'intérieur. Elle était d'un avis contraire ce matin.

M. le rapporteur. Monsieur le ministre, il serait plus exact de dire que, ce matin — j'en prends toute la responsabilité — le rapporteur appréciait que l'article 60 pouvait sans doute être invoqué. Mais nul ne peut contester, et certainement pas le rapporteur, la décision qu'a prise postérieurement la commission. Le rapporteur s'en réfère aux décisions de sa commission, il est ici pour les soutenir, et il les adopte fidèlement. (*Applaudissements.*)

La commission des finances a finalement apprécié que cette deuxième lecture ne devait pas encourir la censure de l'article 60 du règlement. Son rapporteur vient ici exprimer cette décision et demander au Conseil de la retenir. (*Applaudissements.*)

M. Waldeck L'Huillier. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. L'Huillier.

M. Waldeck L'Huillier. Mesdames, messieurs, cette deuxième lecture a été demandée pour que le Conseil de la République puisse se prononcer pour la troisième fois sur un texte qui a été adopté l'année dernière, mais retiré en dernier lieu lors de la discussion du budget et qui a fait l'objet d'une proposition de résolution de notre collègue M. Deutschmann, adoptée également à l'unanimité à l'automne dernier.

En deux mots, il s'agit en réalité de modifier un système de répartition de la taxe locale dans le département de la Seine, système que personne ne défend plus maintenant, tellement il est devenu absurde. C'est tellement vrai que le ministère de l'intérieur lui-même, pour les années 1952 et 1953 a été amené à apporter des modifications substantielles dans ce système de péréquation et cela en accord avec les maires des communes suburbaines.

Il est également vrai que le Conseil de la République a voté sans discussion les articles 16 et 17 du présent projet de loi, qui apporte déjà, pour l'année 1954, des modifications.

J'indique d'ailleurs que dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé à l'Assemblée nationale, il est indiqué: « c'est pourquoi, après la quasi-totalité des conseils municipaux de la Seine, le comité national de péréquation a émis le vœu que le régime de répartition de la taxe locale dans le département soit revisé. Le Conseil de la République a d'autre part adopté une résolution invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi portant revision des modalités de cette répartition, afin d'atténuer les illégalités citées plus haut. »

C'est pourquoi, pour faciliter la tâche de l'administration du ministère de l'intérieur, je demande au Conseil de la République de voter une troisième fois un texte qui donne satisfaction aux communes de la banlieue. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. le ministre de l'intérieur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. le ministre de l'intérieur. Je voudrais d'abord constater que j'ai posé la question de la recevabilité et qu'elle n'est pas tranchée par le seul fait de l'opposition de la commission des finances. Dans cette question et à propos d'un autre texte, l'Assemblée a été consultée sur la recevabilité. Si dans un souci de logique le Conseil veut maintenir ce qui était ce matin l'accord du rapporteur particulier de la commission des finances du Gouvernement, et la possibilité de rester logique avec la décision qui a été enregistrée ce matin. Voilà ma première observation.

Ma seconde observation sera pour dire que l'objet de l'amendement qui vous est soumis est en réalité la reprise d'une discussion entre la commune de Paris et les communes suburbaines du département de la Seine.

Que vous propose-t-on ? On vous propose, mesdames, messieurs, de supprimer les deux fonds communs institués par les lois de 1942 et de 1943 et de leur substituer un fonds commun départemental qui serait administré en majorité par les maires des communes suburbaines. Il aurait pour mission de répartir les sommes provenant des impôts et taxes institués par la loi du 30 décembre 1948 dans des conditions qui sont nettement indiquées. En fait, ce fonds dont on vous propose la création et dont la composition des membres le composant vous est indiquée, n'aurait même pas la liberté de discuter, mais aurait à appliquer purement et simplement les dispositions du texte qu'on vous demande de voter, c'est-à-dire d'élever à 40 p. 100 au lieu, je crois, de 10 p. 100 actuellement, au titre de perceptions directes, les recettes encaissées par les communes en cause. Il aurait en outre à donner une attribution permettant de garantir à toutes les communes suburbaines les recettes perçues par elles au titre de la taxe locale en 1953; enfin, troisième point, à répartir le reliquat suivant des règles déterminées par le fonds départemental de péréquation. Ce serait uniquement la tâche qui serait impartie librement au fonds qu'on vous demande de créer.

Je dois deux sortes d'observations à l'Assemblée après lui avoir exposé la nature du texte qu'on lui demande de voter.

Les premières s'appliquent au fonds de la question. Mon prédécesseur, l'année dernière, avait obtenu le retrait d'un texte semblable en indiquant qu'un effort serait fait au profit des communes suburbaines du département de la Seine et, en effet, les sommes qui ont été mises à la disposition de ces communes ont, au cours de l'exercice 1953, été substantiellement relevées par une participation accrue du comité national du fonds de péréquation. En effet, grâce à un mode de calcul nouveau de la participation de la ville de Paris, au profit des communes suburbaines, une somme de 650 millions a pu être versée. L'énoncé de ce chiffre répond suffisamment aux critiques adressées tout à l'heure au ministère de l'intérieur pour une prétendue carence, à la suite des engagements

qui avaient été pris devant le Conseil de la République par M. Charles Brune. Voilà un premier point !

Où en sommes-nous ? J'ai demandé au préfet de la Seine de m'adresser, après consultation des maires des communes suburbaines, des propositions de répartition des crédits provenant de la taxe locale. Ce sont là, vous vous en rendez compte, des procédures et des mécanismes délicats et il me paraîtrait aujourd'hui dangereux de prendre, par voie législative, des mesures définitives avant de connaître et de pouvoir chiffrer exactement les incidences du nouveau procédé de répartition qui va être mis en vigueur.

Voilà les premières observations que j'avais à présenter.

Les secondes, sur l'autonomie communale, je les présenterai, j'allais dire au nom des principes mêmes du Conseil de la République affirmés tout à l'heure avec tant de volonté d'aboutir. Mais ce n'est pas seulement la volonté du Conseil de la République, vous le savez, c'est aussi celle du ministre de l'intérieur. Or, les dispositions — et j'attire votre attention sur ce point — que l'on vous demande de voter vont à l'encontre même de la liberté et de l'autonomie communales puisque, par voie législative, vous décideriez, sous une forme précise et impérative, des conditions dans lesquelles un rapport s'établirait entre les finances de la commune de Paris et celles des communes suburbaines de la Seine.

Mesdames, messieurs, je pense que le Conseil de la République après ces observations, mais fidèle surtout à sa volonté de sauvegarder l'autonomie communale, rejettera l'amendement qui vous est proposé.

M. Jean Bertaud. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jean Bertaud.

M. Jean Bertaud. Monsieur le ministre, les dispositions dont nous vous soumettons le texte ne sont pas le fruit de ce que j'appellerai une sorte d'illusion. Dans le département de la Seine, nous sommes actuellement tous solidaires, quelle que soit notre appartenance politique, parce que nous avons les mêmes obligations, les mêmes sujétions, et que nous prétendons avoir les mêmes droits.

Dans le projet de texte qui vous est soumis, il ne s'agit pas de créer un conflit entre la ville de Paris et les communes de la Seine; mais bien plutôt de prendre des dispositions pour établir un équilibre entre nos besoins et nos ressources, en tenant compte de notre situation particulière et du régime spécial auquel nous sommes soumis. Or, vous estimerez tout de même, mes chers collègues, que, si l'unanimité s'est faite au sein de notre association des maires, qui s'est reconstituée et qui comprend tous les maires de la Seine, pour vous présenter ce texte, c'est parce que les modalités de ce texte sont telles qu'elles nous donnent satisfaction à tous et doivent suppléer à la carence d'une administration qui n'a pas su encore prendre ses responsabilités en réalisant les réformes qu'elle nous avait pourtant promises.

C'est pour cette raison que je me permettrai de demander à nos collègues très instamment de considérer que notre proposition doit mettre fin une fois pour toutes à une situation qui ne s'accorde pas avec les légitimes intérêts des communes dont nous avons la charge. S'il y a unanimité à l'association des maires de la Seine, c'est sans doute parce que le pour et le contre de notre proposition ont été pesés et que la formule soumise à votre approbation est la plus équitable.

Il s'agit là de quelque chose de profondément raisonnable et de profondément juste, qui doit donner à la fois satisfaction aux communes suburbaines, sans léser en rien les intérêts de la ville de Paris, dont nous assumons pour une grande part les ressources et dont les représentants directs sont beaucoup plus proches de nous que d'aucuns peuvent le penser. (*Applaudissements.*)

M. Georges Marrane. Je demande la parole pour expliquer notre vote.

M. le président. La parole est à M. Georges Marrane.

M. Georges Marrane. Je voudrais rappeler que cette question vient devant cette assemblée tous les ans, chaque fois que nous discutons du budget de l'intérieur. Je dois dire que jusqu'à maintenant les ministres de l'intérieur précédents ont toujours dit qu'ils étaient d'accord, mais ils demandaient d'avoir le temps de rédiger les textes.

L'année dernière, le prédécesseur du ministre de l'intérieur qui était en fonction à cette époque, M. Charles Brune, nous a indiqué, à la séance du 30 janvier 1953 : « A l'heure actuelle, le projet de loi est prêt. J'avais l'intention de le soumettre au dernier conseil des ministres. Je n'ai pu le faire pour des raisons matérielles, mais il sera probablement soumis au conseil de mercredi prochain ». (*Sourires.*)

Et il ajoutait :

« Dans ces conditions, je demande au Conseil de la République de bien vouloir ne pas se prononcer sur l'article additionnel 8 *bis*, qui ne correspond pas exactement au texte que nous avons élaboré en accord avec le ministre des finances, et qui, malgré tout — je le déclare — répond à l'esprit de la proposition de résolution de M. Deutschmann et également à la position prise par M. L'Huillier ».

Monsieur le ministre, votre prédécesseur a été plus catégorique encore, puisqu'il a dit :

« Aujourd'hui, je puis annoncer... qu'un texte est en préparation, qui résulte d'un accord entre le ministère de l'intérieur et le ministère des finances. Il sera déposé sous forme d'un projet de loi et le Gouvernement en demandera la discussion d'urgence ».

Mesdames, messieurs, il est clair que le Gouvernement s'est engagé et je ne crois pas qu'aujourd'hui le ministre de l'intérieur puisse désavouer son prédécesseur.

La vérité, c'est qu'il y a encore près d'une année de retard. Ce n'est pas un argument pour refuser de trancher une fois pour toutes cette affaire.

D'autre part, M. le ministre de l'intérieur a déclaré que les communes de la Seine touchent, à l'heure actuelle, 10 p. 100 du produit de la taxe additionnelle sur leur territoire. Ce n'est pas exact, et cela démontre que le ministre de l'intérieur, qui ne peut pas tout connaître, ignore totalement le fonctionnement des deux fonds de péréquation qui répartissent les recettes de la taxe additionnelle au chiffre d'affaires entre les communes de la Seine.

De quoi s'agit-il ? Toutes les communes de France touchent au moins 60 p. 100 du produit de la taxe perçue sur leur propre territoire. Que demandent les communes de la Seine ? Elles ne demandent même pas d'être traitées comme les autres villes de France. Elles demandent simplement à toucher 40 p. 100. Alors, vraiment, je ne peux pas comprendre qu'il puisse se trouver, dans cette assemblée, un seul maire pour ne pas accorder aux communes de la Seine les 40 p. 100 alors que toutes les communes de France reçoivent au moins 60 p. 100.

Un dernier mot. On nous dit : la ville de Paris va participer. Eh bien, je demande à tous les maires de cette assemblée de réfléchir. Vous savez très bien que, dans la région parisienne, tous les habitants des communes de banlieue vont faire des achats à Paris et, par conséquent, une partie importante de la capacité d'achat de la population suburbaine est à Paris. Il est donc élémentaire que la ville de Paris participe dans une proportion équitable à la solidarité comme ont accepté de le faire les communes industrielles de banlieue pour aider les communes dortoirs, ce que font les communes de la banlieue pour l'œuvre de solidarité avec les communes pauvres, il n'y a pas de raison que la commune la plus riche du département, la ville de Paris, n'y participe pas dans des conditions raisonnables qui seront malgré tout inférieures à celles des communes industrielles de banlieue.

Voilà pourquoi, mesdames, messieurs, je vous prie de bien vouloir voter l'amendement de mon ami L'Huillier et de notre collègue Bertaud. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs.*)

M. le rapporteur pour avis. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. Dans cette discussion délicate, la commission de l'intérieur doit donner un avis sur un texte qui ne lui avait pas été soumis cette fois-ci, l'amendement ayant été déposé au dernier moment, et pour lequel le rapporteur a tenu à se référer au précédent de l'année dernière.

Je veux tout d'abord dire à M. le ministre qu'on ne peut pas invoquer ici, je crois, le principe de l'autonomie communale, en raison de l'existence d'un fonds spécial du département de la Seine dont la répartition, d'ores et déjà et en tout état de cause, est réglée par des textes législatifs.

Ceci dit, j'accorde très volontiers à M. le ministre de l'intérieur que c'est un système législatif déplorable que d'adopter ainsi, en fin de débat, des textes instituant un nouveau régime de répartition alors que beaucoup de membres de cette assemblée peuvent fort bien ne pas en avoir saisi l'incidence exacte.

Seulement, monsieur le ministre de l'intérieur, si nous nous trouvons dans cette situation, à qui en incombe la faute ? Il est exact que votre prédécesseur a obtenu le retrait de l'amendement Deutschmann-L'Huillier, mais il est aussi exact qu'il l'a obtenu non pas en promettant des répartitions supérieures, mais simplement en promettant le dépôt d'un texte qui devait passer au Conseil des ministres, cinq jours après.

Or, onze mois après, nous sommes encore dans le même état. Aucun texte n'est déposé. Le 29 octobre 1952, le Conseil de la République a adopté à l'unanimité une proposition de résolution sur laquelle le Gouvernement avait, par conséquent,

tout loisir de réfléchir pour décider. En janvier 1953 s'est déroulé un débat à la fin duquel votre prédécesseur a demandé encore loisir de réfléchir six jours.

Rien n'ayant été fait en onze mois, ce n'est véritablement pas la faute, ni des représentants du département de la Seine, ni d'aucun des membres de cette assemblée, si le Gouvernement ne dépose pas les textes qu'il s'est engagé à déposer sur des questions sur lesquelles il a je le répète été invité à réfléchir à deux reprises en trois mois, et il y a de cela à présent un an. C'est pourquoi, tout en me rendant compte de ce qu'il y a de techniquement regrettable dans cette manière de légiférer, je constate qu'aucune autre manière de légiférer ne nous est proposée, ni en cette matière, ni d'ailleurs en beaucoup d'autres matières de l'administration communale.

Telles sont les raisons pour lesquelles votre rapporteur, fort de l'accord des représentants des communes suburbaines de la Seine, ne peut que recommander l'adoption de ce texte dans les termes mêmes où M. Le Basser, alors rapporteur de la commission de l'intérieur, les recommandait déjà en janvier 1953. (*Applaudissements.*)

M. Alain Poher. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Poher.

M. Alain Poher. Mes chers collègues, je voterai l'amendement de M. Bertaud, car M. Marrane m'a parfaitement convaincu. Je connais malheureusement trop bien, comme mes collègues parlementaires du département de Seine-et-Oise, la situation des communes-dortoirs et M. Marrane n'a pas exagéré. Les habitants de notre département travaillent à Paris, font leurs achats dans la capitale, et nous avons sans bénéfices de la taxe locale à aider les vieillards et à instruire les enfants.

M. Marrane a raison, il faut aider les communes-dortoirs. Espérant que la situation de celles de Seine-et-Oise sera également prise en considération par le Gouvernement, je voterai l'amendement de M. Bertaud, qui n'intéresse malheureusement que le département de la Seine.

M. le président. Je dois rappeler que M. le ministre a posé — comme c'était son droit — la question préalable de la recevabilité de l'amendement, en vertu de l'article 62.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je consulte le Conseil sur la recevabilité de l'amendement présenté conjointement par MM. Bertaud et L'Huillier.

(*Le Conseil de la République décide que l'amendement est recevable.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur l'amendement ?...

Je le mets aux voix.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix l'article 17 ainsi complété.

(*L'article 17, ainsi complété, est adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble de l'avis sur le projet de loi. Conformément à l'article 72 du règlement, il y a lieu de procéder à un scrutin public.

Le scrutin est ouvert.

(*Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.*)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre de votants	257
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République	160
Pour l'adoption	241
Contre	16

Le Conseil de la République a adopté.

Conformément à l'article 57 du règlement, acte est donné de ce que l'ensemble de l'avis a été adopté à la majorité absolue des membres composant le Conseil de la République.

— 23 —

BUDGET DU MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DU LOGEMENT POUR 1954

Discussion d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la reconstruction et du logement pour l'exercice 1954. (N°s 588 et 665, année 1953.)

Je rappelle qu'en vertu d'une décision prise précédemment par le Conseil de la République, les temps de parole dans les débats budgétaires sont limités de la façon suivante:

Dans les discussions générales: 15 minutes au maximum pour chacun des rapporteurs et 10 minutes pour les autres orateurs;

Dans la discussion des amendements, articles et chapitres, 5 minutes au maximum par orateur.

Ne soyez donc pas étonnés si votre président, par bienveillance envers votre Conseil et par amitié pour l'orateur, lorsque le temps de parole sera dépassé, le signale à l'orateur et lui demande de conclure. Sinon, si nous ne nous plions pas à cette discipline, je me demande si nous ne serons pas encore ici mercredi prochain.

M. Denvers. Je me permets quand même de souligner que nous allons discuter le problème n° 1.

M. le président. Chaque jour il en a été ainsi, monsieur Denvers.

Avant d'ouvrir la discussion générale, je dois faire connaître au Conseil de la République que j'ai reçu de M. le président du conseil des décrets, nommant, en qualité de commissaires du Gouvernement:

Pour assister M. le ministre de la reconstruction et du logement:

MM. Hauswirth, directeur de l'administration générale;
Georges Roux, sous-directeur à la direction de l'aménagement du territoire;
de Lacoste-Lareymondie, conseiller technique au cabinet du ministre;
Veron, conseiller technique au cabinet du ministre.

Pour assister M. le ministre des finances et des affaires économiques:

MM. Péguret, administrateur civil à la direction du Trésor;
Manifacier, administrateur civil à la direction du Trésor.

Acte est donné de ces communications.

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur de la commission des finances.

M. Jean-Eric Bousch, *rapporteur de la commission des finances.* Monsieur le ministre, mes chers collègues, le projet de budget que nous allons discuter cet après-midi concerne l'ensemble des dépenses affectées au ministère de la reconstruction et du logement, tant pour les dépenses de fonctionnement que pour les dépenses d'investissement effectuées par l'Etat ou avec son concours et les dépenses affectées à la réparation des dommages de guerre.

Ce projet de budget comporte, enfin, un certain nombre de dispositions spéciales ayant trait à l'aide à la construction et tendant à compléter la législation sur les dommages de guerre.

En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, l'article 1er du projet de loi accorde au ministère de la reconstruction et du logement 13.026.601.000 francs pour couvrir les dépenses de fonctionnement. Cette année, ces crédits sont nettement en diminution, et cela pour la première fois. Alors que l'an dernier nous avions reproché au ministère d'absorber trop de crédits de fonctionnement par rapport aux dépenses d'investissements qu'il gérait, cette année nous devons constater une amélioration sensible dans ce domaine. Les moyens des services, qui sont les frais généraux de la construction, sont en diminution de 279 millions, soit 2,3 p. 100, les interventions publiques de 362 millions, soit 18 p. 100.

Dans l'ensemble, le budget qui vous est proposé est en diminution de 641 millions, soit 4,7 p. 100 par rapport à 1953.

Dans le même temps, les effectifs sont eux-mêmes en diminution sensible. Leur compression atteint 1.077 unités, soit 6.8 p. 100. De 15.813 unités en 1953, l'effectif global sera ramené en 1954 à 14.736 unités, soit un chiffre voisin de celui de l'époque de la libération, en 1945, où les effectifs étaient de 14.798 unités.

Cette compression des moyens mis à la disposition de M. le ministre de la reconstruction ne résulte toutefois pas d'une diminution des tâches de ce ministère. Celles-ci sont plutôt encore en accroissement, du fait de l'augmentation sensible du nombre des permis de construire, instruits et délivrés et du travail important de fixation des créances restant à accomplir et dont nous avions demandé, tant de fois, l'achèvement rapide.

Tout en enregistrant ces progrès, monsieur le ministre, la commission des finances m'a chargé de vous demander quel était, dans l'esprit du Gouvernement, le sort réservé, en définitive, à ce ministère. Cette question a été posée à propos des titularisations, qui ne soulèvent pas d'objection de la part de votre commission parce qu'il s'agit de récompenser un certain nombre d'agents particulièrement méritants auxquels des promesses ont été faites de longue date. Mais votre commission des finances a estimé qu'il était nécessaire d'exiger pour ces titu-

larisations les mêmes garanties qui sont réclamées pour les fonctionnaires de grades équivalents dans d'autres départements ministériels.

En ce qui concerne le service de déminage, de désobusage et de débombage, votre commission a rendu hommage à l'effort du personnel qui a enlevé plus de 19 millions d'engins depuis la libération, soit 4.500 tonnes de bombes en surface et 8.500 tonnes de bombes enterrées.

Votre commission eût souhaité que ce travail fût repris par la défense nationale, mais elle a pris acte du fait que l'opération n'était pas encore possible.

En ce qui concerne les architectes en chef, les architectes conseils et d'encadrement, elle a enregistré avec satisfaction que leur nombre était ramené à 130. Mais ce nombre lui a paru encore excessif, d'autant plus qu'il existe, à l'échelon des délégations départementales, des services d'urbanisme qui déjà se superposent aux services d'architecture des communes importantes. Pour concrétiser sa volonté, votre commission des finances a opéré un abattement indicatif sur le chapitre correspondant. En cela, votre commission a été d'accord avec la commission des finances de l'Assemblée nationale qui estimait nécessaire de rappeler, une fois pour toutes, que le rôle de ces architectes et urbanistes était de promouvoir une politique de construction rationnelle et de faciliter les opérations de reconstruction.

En ce qui concerne les opérations de fixation de créances, nous avons enregistré, comme je l'ai déjà dit tout à l'heure, un net progrès, mais nous avons constaté que toute l'année 1954 y serait encore consacrée. Votre commission a exprimé à cette occasion le souhait, monsieur le ministre, qu'à l'échelon local soient organisés une coordination, un contact plus direct entre les services locaux du ministère de la reconstruction et du logement, les architectes et les sinistrés, de façon à éviter les nombreux recours devant les commissions de dommages de guerre, qui proviennent du fait que les sinistrés ne reçoivent connaissance du montant de leur créance qu'au moment où celle-ci fait l'objet d'une notification définitive par le ministère de la reconstruction et du logement, notification contre laquelle il ne reste plus que le recours aux juridictions des dommages de guerre.

Par ailleurs, je me permets de signaler, à cette occasion, que nous avons constaté pour certaines fixations de créances qu'il était opéré des abattements un peu systématiques, voir aveugles. Nous pensons, monsieur le ministre, qu'il suffit de vous signaler cette situation pour qu'il soit rappelé à ceux qui en ont la responsabilité qu'ils doivent appliquer avec modération les instructions ministérielles toujours restrictives, pour ne pas dire en contradiction avec la législation elle-même.

Enfin, votre commission a demandé une diffusion plus large des documents susceptibles de renseigner le public sur le processus du règlement des dommages de guerre et également sur les aides diverses à la construction.

Enfin, en ce qui concerne les coopératives et associations syndicales, nous estimons qu'avec les rajustements de crédits que vous avez opérés par lettre rectificative, satisfaction devait être donnée aux coopératives et associations syndicales qui pourront disposer cette année d'environ 900 millions de crédits contre un milliard l'an dernier.

Par contre, nous avons pensé que les associations syndicales de remembrement subissaient une compression de crédits trop importante, conduisant à des licenciements nouveaux, en supplément de ceux que vous aviez déjà prévus.

Elle m'a chargé de vous demander si vous pensiez, avec les effectifs actuels, pouvoir faire face aux tâches du remembrement en 1954.

J'en viens maintenant, après ce rapide examen des dépenses de fonctionnement, aux dépenses en capital. Les investissements exécutés par l'Etat font l'objet du titre V et ceux exécutés avec le concours de l'Etat, l'objet du titre VI. C'est l'ancien budget de reconstruction et d'équipement qui se trouve aujourd'hui inclus dans le fascicule qui vous est soumis.

Par l'article 2, le Gouvernement demande 1.750 millions d'autorisations de programme et 2.471 millions de crédits de payement.

On constate une sensible diminution des autorisations de programme, imputable essentiellement au fait que les opérations d'urbanisme dans les villes sinistrées n'exigent cette année que 83 millions, alors que, l'an dernier, le chapitre correspondant, 55-56, était doté de plus de 5.850 millions d'autorisations de programme.

Sur le chapitre « Aménagement du territoire », la commission a exprimé ses regrets de constater que la décentralisation industrielle ne fasse pas plus de progrès. Certains commissaires ont même fait l'observation que les initiatives prises localement ne trouvaient pas beaucoup de considération auprès de l'administration.

En ce qui concerne l'aménagement des lotissements défectueux, votre commission a estimé que la dotation de 800 millions en autorisation de programme et de 130 millions de crédits de payement constituait un début alors que précédemment ce chapitre ne figurait que pour mémoire. Elle a pensé que ce crédit était absolument insuffisant, même pour amorcer sérieusement les opérations ayant déjà fait l'objet d'une décision de principe du ministre de l'intérieur, duquel ressortissaient ces opérations les années précédentes.

Le chapitre 57-20: « Constructions semi-définitives, aménagement et expropriation d'immeubles pour le fonctionnement des administrations et services publics de l'Etat », concerne les opérations de regroupement des services administratifs. Il a retenu plus particulièrement l'attention de votre commission qui a accepté un amendement présenté par notre collègue M. Courrière, estimant qu'une coordination plus grande était nécessaire entre les différentes opérations de construction entreprises par les ministères avec le concours de la commission centrale de contrôle des opérations immobilières. Nous reviendrons sur ce point au moment de la discussion de cet amendement.

J'en viens maintenant à ce que j'appellerai l'activité essentielle du ministère, à savoir la réparation des dommages de guerre. L'an dernier, dans mon rapport, j'avais fait le point de cette question. Je n'y reviendrai donc que pour rappeler les progrès réalisés et situer l'action du ministère depuis un an. A l'heure où nous parlons, le volume total des sommes versées au titre des dommages de guerre s'élève à environ 1.673 milliards de francs cumulés, ce qui représente plus de 3.100 milliards en francs 1953. Si l'on s'en tient aux évaluations connues qui chiffraient le volume total des dommages de guerre à plus de 6.600 milliards, nous nous trouverions à peu près au milieu de l'effort de reconstruction, et il est possible que ce point milieu soit déjà dépassé ou sur le point de l'être, du fait que certains travaux terminés au cours des années passées seront réglés en francs actuels. Nous le verrons à la fin de cette année lorsque le travail de fixation des créances sera plus avancé. Faute de connaître les résultats de ce travail, force nous est de nous reporter, pour l'appréciation des crédits accordés, aux déclarations ministérielles qui nous promettent la fin de la reconstruction, sinon l'apurement total de la dette de l'Etat, pour 1960.

Nous étudierons donc les propositions budgétaires de 1954 par comparaison avec celles des exercices précédents. Le volume des crédits qui vous sont proposés pour 1954 est du même ordre qu'en 1953. Les autorisations de programme sont de 235 milliards, soit 5 milliards de moins qu'en 1953; par contre, elles concernent presque exclusivement des opérations nouvelles, cette année. Les crédits de payement seraient identiques s'il n'avait été opéré un prélèvement de 300 millions au profit des coopératives et associations syndicales de reconstruction qui ont bénéficié de ces crédits prélevés sur les versements prévus en faveur de la caisse autonome de la reconstruction.

La ventilation des dépenses fait ressortir que les indemnités payées aux sinistrés sont en augmentation sérieuse, 38 milliards en autorisations de programme, 11 milliards et demi en crédits de payement. Par contre, les dépenses de reconstruction payées par l'Etat subissent des diminutions de même importance. Enfin, en ce qui concerne la participation de la France à la reconstruction des territoires d'outre-mer, l'effort reste fixé à 4 milliards et demi en crédits de payement.

L'examen des différents postes fait ressortir que les crédits affectés aux immeubles de toute nature pour 1954 se chiffrent à 156 milliards en autorisations de programme et 140,7 milliards en crédits de payement. L'augmentation par rapport à l'an dernier, des autorisations de programmes — 27 p. 100 — concerne 33 milliards. Les crédits de payement, bien qu'en augmentation, diffèrent très peu. L'augmentation des crédits affectés aux immeubles de toute nature porte surtout sur les immeubles d'habitation, ce qui ne manquera pas d'être apprécié par les sinistrés et constitue une sorte d'inflexion de la politique suivie par les ministères, inflexion qui, à notre avis, était nécessaire. En effet, le nombre des logements mis en chantier, qui avaient été de 42.500 en 1951, n'avait été en 1952 que de 29.200 et cette année de 26.700. C'est donc une diminution très nette des opérations nouvelles engagées. Par contre, s'il y avait un tel ralentissement des mises en chantier, le nombre des logements terminés se maintenait à peu près aux environs de 30.000: 30.600 en 1951, 29.000 en 1952, 31.700 en 1953. Cette inflexion donnée au rythme de la reconstruction pourra encore être accrue par les mesures que le Gouvernement a déjà prises pour n'accorder la priorité qu'aux immeubles dont le prix de revient n'est pas excessif et par les mesures qui ont été prises pour diminuer le coût de la construction.

Dans ce domaine, l'apparition des plans types, certaines réalisations économiques, un certain climat d'émulation entre les entreprises dont l'effort a été considérable ont permis d'obtenir d'appréciables résultats. Les prix du bâtiment en France ont diminué sérieusement et je suis heureux de constater qu'avec des charges fiscales et sociales harmonisées, nos prix, à normes

égales, se rapprochent de ceux qui sont pratiqués dans d'autres pays et ne sont pas loin d'être compétitifs.

Quant aux immeubles construits par l'Etat, les crédits affectés sont en régression sensible. Il n'y a pratiquement plus d'engagements nouveaux, sauf sous forme d'avances aux associations syndicales et aux coopératives de reconstruction pour la construction d'immeubles d'habitation. Cette réduction du volume des crédits pour les immeubles préfinancés s'explique par le fait que des difficultés ont été éprouvées pour le placement de certains logements construits par l'Etat — je le sais par expérience — auprès de sinistrés qui préfèrent reconstruire à leur ancien emplacement un immeuble de leur goût.

Parmi les autres interventions directes de l'Etat, seuls les travaux de voirie et d'assainissement, les travaux de réseaux distribution d'eau et de gaz, bien qu'en diminution, restent encore largement dotés et bénéficient de crédits de payement équivalents à ceux de l'an dernier: près de 27 milliards.

J'en viens aux dommages mobiliers. Le projet de budget prévoit 16 milliards de crédits mobiliers au lieu de 9.250 millions en 1953. A ces crédits-espèces viennent s'ajouter 16 milliards de titres pour permettre les règlements prévus par le décret-loi du mois d'août 1953. L'effort du Gouvernement, comme je l'ai dit dans mon rapport est, certes, louable, bien qu'il soit diversement apprécié par les sinistrés. Ces dispositions du décret-loi devront subir quelques assouplissements. D'ailleurs, deux amendements ont été adoptés à l'Assemblée nationale en ce sens; l'un, proposé par M. Crouzier, accorde aux sinistrés le droit de ne préciser leur option qu'après avoir eu connaissance de l'avis de la commission compétente quant au classement dont pourra bénéficier leur mobilier; l'autre, proposé par M. Siegfried, apporte quelques soulagements aux sinistrés âgés, dont les titres mobiliers pourront bénéficier d'une mobilisation immédiate d'un dixième par an au delà de 70 ans.

Si nous enregistrons avec satisfaction, monsieur le ministre que l'âge moyen des Français est en augmentation, celui que le ministère de la reconstruction et du logement exigeait pour être indemnisé des pertes mobilières, qui était de 80 ans, nous paraît excessif. A notre avis, il conviendrait que l'âge requis pour percevoir l'intégralité des indemnités mobilières ne dépasse pas 70 ans.

J'avais proposé un amendement dans ce sens. Votre commission des finances, sans y être hostile, a estimé que l'initiative d'une telle mesure devait être, s'il y a lieu, prise par la commission de la reconstruction et qu'il appartenait à votre rapporteur de s'y associer à titre personnel, ce que je fais bien volontiers.

D'autres amendements concernant l'indexation éventuelle des titres et ceux relatifs aux intérêts attachés aux titres mobiliers n'ont pas été retenus par votre commission des finances.

Je vous demande, monsieur le ministre, de vous pencher tout spécialement sur le sort des populations des régions frontières évacuées dès septembre 1939 et dont la situation est bien particulière. Vous savez que, après cet exode, nos populations d'Alsace et de Lorraine ont subi pendant la guerre tous les assauts de la germanisation. Leur courage a été maintes fois cité en exemple. Ces populations sont donc dignes d'intérêt. Je ne doute pas que vous voudrez bien le rappeler à vos services et je vous demanderai de nous fournir des assurances à ce sujet.

J'en viens aux éléments d'exploitation dont la reconstitution se poursuivra en 1954 à peu près au même rythme qu'en 1953. Les autorisations de programme se situent aux environs de 17 milliards de francs — 16,8 milliards en 1954 contre 17,5 milliards en 1953. Les crédits de payement, en augmentation de 1.300 millions de francs, sont fixés à 16.800 millions de francs. L'effort gouvernemental subit, là aussi, une inflexion notable. Le mobilier et le matériel des services publics bénéficient d'augmentations consécutives à des réductions opérées sur la reconstitution des éléments d'exploitation des entreprises commerciales, industrielles et agricoles. Les maires de cette assemblée accepteront avec satisfaction cette promesse d'allégement des charges de leurs budgets, presque tous déficitaires en matière de dommages de guerre, ceci d'autant plus qu'il semble que des émissions de titres plus substantielles pourront assurer pour les autres catégories de sinistrés le relai des crédits en espèces.

J'en viens aux observations de la commission des finances qui a particulièrement apprécié l'effort fait sur la reconstruction des immeubles de toute nature. Elle espère qu'il en résultera un progrès sensible vers leur achèvement. Elle s'est demandé toutefois si les autorisations de programme étaient suffisantes à l'égard des crédits de payement accordés.

Sur un plan plus général, votre commission a déploré une fois de plus l'absence de tout plan de financement dont l'établissement a été maintes fois réclamé par les Assemblées. Ceci nous réduit, comme je l'ai dit tout à l'heure, à ne faire porter nos observations que sur des états comparatifs avec les exercices précédents.

*

En ce qui concerne les avances remboursables aux sinistrés étrangers, nous voudrions savoir où en sont les négociations avec les pays avec lesquels vous n'avez pas encore conclu, monsieur le ministre, d'accords de réciprocité.

Au sujet des territoires d'outre-mer, votre commission s'était étonnée de l'effort minime consenti à l'Indochine par rapport aux dégâts considérables subis par les Français qui se trouvent là-bas...

M. Durand-Réville. Et nous lui en sommes très reconnaissants!

M. le rapporteur. ...et qui s'élèvent à plus de 160 milliards. Elle m'a chargé de vous demander s'il n'était pas possible de consentir en leur faveur un effort supplémentaire. En particulier, elle a exprimé le désir que ces Français puissent également bénéficier des émissions de titres.

Quant aux autres observations particulières, votre rapporteur les présentera lors du vote des articles.

J'en viens au dernier point de mon exposé, celui qui est relatif à la construction. L'an dernier, j'avais fait dans mon rapport, le point de la situation de l'habitat en France. Sur 12.700.000 de logements recensés en 1947, j'avais signalé que 8.800.000 à peine avaient été considérés comme sains, parmi lesquels un pourcentage important est plus que centenaire.

L'allongement de la durée de la vie humaine, l'accroissement de la natalité, ont rendu critique une situation qui de toute manière eut déjà été difficile, même sans les destructions consécutives à la guerre, du fait de l'absence d'une politique de construction suivie depuis le premier conflit mondial, sans parler du caractères néfaste de la législation sur les loyers. Les besoins totaux en logement ont été chiffrés à plusieurs millions. Le Gouvernement, comme vos Assemblées, ont décidé qu'il était nécessaire de mettre au point un programme de construction d'environ 240.000 logements par an et cela pendant plusieurs décades. Les facilités accordées aux constructeurs, l'activité déployée par les organismes de construction et les collectivités locales ont permis d'accomplir au cours des derniers mois un pas considérable vers l'objectif fixé par le Parlement, en accord avec le Gouvernement et modifient sensiblement les données de mon dernier rapport.

C'est ainsi que le nombre des logements mis en chantier est passé de 127.000 en 1952 à 180.700 cette année, soit une augmentation de 42 p. 100. Les résultats du dernier semestre sont encore plus remarquables puisque la moyenne hebdomadaire des permis délivrés a atteint 3.800 et qu'au lieu de baisser en fin d'année, après le deuxième trimestre, traditionnellement le plus favorable, le nombre des permis délivrés n'a cessé de progresser. La moyenne de l'année s'établit aux environs de 3.425 contre 2.470 par semaine en 1952.

Etendus en année pleine, les résultats du dernier semestre auraient sans nul doute conduit à un rythme de mise en chantier de plus de 200.000 logements par an.

Enfin, en ce qui concerne les logements terminés, leur nombre atteint pour la première fois 101.000 par an en augmentation de plus de 25 p. 100 — 81.000 en 1952 — et les nouvelles formules d'accession à la propriété ont rendues possible par les primes, les allocations de logement et les prêts de toucher de nouvelles catégories de Francais.

Nous sommes, certes, encore loin des résultats acquis par la construction en Allemagne occidentale, qui déclare avoir construit ou terminé 423.000 logements en 1951 et 437.000 en 1952, avec, pour 1953, des perspectives en tous lieux comparables, mais il est hors de doute que les progrès réalisés en France au cours de l'année 1953 sont considérables. Si le rythme des résultats encourageants de ces derniers mois se maintenait, l'objectif des 240.000 logements à construire par an pourra vraisemblablement être atteint avant la date fixée.

Ce n'est pas encore la fin des misères et des souffrances qui assaillent nos mal logés, mais quelque chose comme le commencement de la fin, le début de l'étape définitive, encore longue, dont pourtant nous pouvons au moins entrevoir le terme.

Cela suppose sans nul doute une continuité dans l'effort, une volonté soutenue de l'action ministérielle, avec l'appui du Parlement. Nous ne doutons, monsieur le ministre, ni de votre courage, ni de votre compétence dont votre passé nous est un garant sûr. Si les circonstances vous permettent de continuer sans relâche et sans interruption l'œuvre entreprise, ce que nous vous souhaitons à l'aube de cette année nouvelle, 1954 sera une année d'espoir sérieux pour tous les sinistrés et sans-logis de France. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Chazette, au nom de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre.

M. Chazette, *au nom de M. Malécot, rapporteur pour avis de la commission de la reconstruction et des dommages de*

guerre. Monsieur le ministre, mes chers collègues, le rapport de notre collègue M. Malécot a été distribué. Dans ces conditions, je n'aurai pas à développer devant vous très longuement les considérations que la commission de la reconstruction doit vous présenter.

Nous devons déplorer le temps vraiment trop réduit qui nous est accordé en cette fin d'année pour discuter de problèmes aussi importants que ceux dont nous sommes aujourd'hui saisis: la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la reconstruction et de la construction, c'est-à-dire affectés à la trop lente réalisation du plus grand problème de notre temps, alors qu'une telle discussion devrait nous permettre d'imposer au Gouvernement et à l'administration un large débat sur la politique indispensable en matière logement.

Ceci dit, sans vouloir minimiser les grands efforts personnels accomplis par M. le ministre et ceux de ses prédécesseurs, il est incontestable qu'il y a enfin, en France, beaucoup de chantiers de construction. La commission de la reconstruction du Conseil de la République a enregistré avec satisfaction les déclarations optimistes que M. Lemaire lui a faites et nous espérons que sa haute compétence et sa grande énergie nous vaudront les résultats escomptés.

Il n'en demeure pas moins très fâcheux que ne puissent être techniquement débattues des observations utiles et des suggestions heureuses. Sachant que tout retard apporté à voter le budget de la reconstruction et de la construction aurait de graves conséquences sur la mise en route des programmes nouveaux, impatiemment attendus, nous nous bornons à déplorer de devoir travailler dans des conditions d'efficacité insuffisantes et à soumettre brièvement à l'Assemblée les remarques que nous avons faites sur le budget qui nous est soumis.

La tâche de votre commission de la reconstruction a, d'ailleurs, été facilitée par l'excellent rapport de M. le rapporteur de la commission des finances qui a souligné tous les points saillants de ce budget.

Nous n'avons pas manqué, mes chers collègues, de reconnaître et d'approuver l'effort de compression fait dans les dépenses de fonctionnement du ministère de la reconstruction et du logement, de constater le très large accueil que semblent obtenir les primes à la construction et les prêts du Crédit foncier, de faire la relation certaine qu'il y a entre l'heureuse politique pratiquée par le ministère tendant à réduire le prix moyen des logements, les prix de la reconstruction et le nombre croissant des chantiers qui s'ouvrent.

Nous pourrions, certes, très judicieusement nous élever conte l'insuffisance des crédits prévus tant pour la reconstruction que pour la construction, insuffisance encore grande malgré les améliorations apportées au cours de la discussion à l'Assemblée nationale. Sachant que le Gouvernement croirait faillir à sa mission s'il n'opposait pas impitoyablement l'application des articles 47, 60 à toute velléité que nous pourrions avoir de demander plus ou mieux, nous n'entendons pas nous prêter à une démagogie facile et à une inutile perte de temps en une discussion minutée et urgente.

Sur les articles 1, 2, 3, 4 et 4 *bis*, votre commission de la reconstruction n'a aucune observation à présenter. Sur l'article 4 *ter*, nous vous proposons la reprise du texte voté par l'Assemblée nationale et disjoint par la commission des finances; nous nous en excusons auprès de notre collègue, M. le rapporteur de la commission des finances.

Mais voici une question sur laquelle nous ne sommes pas d'accord. Nous rappelons très rapidement que, l'an dernier déjà, le Conseil de la République avait adopté ce texte et nous pensons que c'est par suite d'un oubli commis par l'Assemblée nationale qu'il ne figura pas dans le texte définitivement approuvé. Nous en discuterons tout à l'heure.

Nous admettons sans observation les articles 5 et 6. Pour l'article 6 *bis*, son texte a été introduit par la commission des finances du Conseil de la République à la demande de la fédération des industriels et commerçants sinistrés. Son adoption permettrait aux entreprises industrielles et commerciales sinistrées de guerre de bénéficier, pour la reconstruction de leurs bâtiments et de leurs outillages, de mesures analogues à celles instituées par l'article 44 de la loi du 20 octobre 1946 en faveur des seuls propriétaires d'immeubles à usage d'habitation. Votre commission de la reconstruction donne un avis favorable à l'adoption de l'article 6 *bis*.

Pour l'article 7, nous proposons l'adoption du texte tel qu'il a été modifié par la commission des finances du Conseil de la République. Elle n'a pas d'observation à faire sur les articles 8 et 9.

A l'article 10, nous proposons deux modifications: la première tend à la suppression de son deuxième alinéa, remplacé par les dispositions ci-après:

« Les sinistrés mobiliers reçoivent en espèces l'intégralité de leur indemnisation à partir du moment où ils atteignent l'âge de 70 ans. »

Nous estimons 70 ans comme plus normal. C'est une question que nous discuterons tout à l'heure.

La seconde modification consiste à ajouter au texte de l'article 10 un troisième alinéa ainsi conçu:

« L'alinéa 3 de l'article 11 du décret n° 53-717 du 9 août 1953, modifié par le décret n° 53-985 du 30 septembre 1953, est modifié ainsi qu'il suit:

« Ces titres portent intérêt au taux annuel de 2 p. 100 à dater de leur émission. »

Sur l'article 11, la commission n'a pas d'observation à présenter. L'article 12 prévoit un crédit global de 89.999.999.000 francs. A la majorité, votre commission de la reconstruction s'est rangée à l'avis de la commission des finances et elle a prévu deux abattements indicatifs sur lesquels des explications très complètes seront données.

Nous sommes, par contre, unanimes à déplorer l'insuffisance de ce crédit. Nous rappelons l'immensité des besoins et l'importance des différentes missions assignées aux habitations à loyer modéré: contructions de logements locatifs ordinaires, programmes pour la décentralisation industrielle, cité de relogement des occupants de taudis, programmes spéciaux pour le logement des fonctionnaires, opérations d'accession à la petite propriété, etc. On ne peut que souligner combien le crédit est loin du financement d'un programme de 80.000 logements par an que le Gouvernement s'était engagé à présenter (loi du 7 février 1953, article 12) et que la commission de la construction au commissariat du plan a retenu dans son rapport général.

Nous avons bien noté que, lors de la discussion du présent budget à l'Assemblée nationale, M. le ministre des finances s'est déclaré très favorable à tout ce que l'on peut faire en matière d'habitations à loyer modéré, qu'il y a fait état des crédits supplémentaires des caisses d'épargne, qu'il a même précisé que si, à l'expérience, les crédits des habitations à loyers modérés se révélaient justes, il pourrait les augmenter en cours d'exercice et que le chapitre des habitations à loyers modérés comporte d'ailleurs des facilités de virement. Nous avons noté tout cela, mais nous aimerions l'entendre redire en cette assemblée, à défaut de pouvoir obtenir un relèvement de crédit.

L'article 12 *bis* n'appelle aucun commentaire, mais nous voudrions ajouter un article 12 *bis* (nouveau) parce que votre commission de la reconstruction désirerait voir dans le texte remplacer le mot « refonte » par le mot « codification ». Nous voudrions qu'on puisse lire: « ...déposer un projet de loi portant codification et, en tant que de besoin... ». Il est inutile de donner beaucoup d'explications sur cette proposition: la législation est complète et elle n'a pas à être refondue; elle a seulement besoin d'être codifiée.

Nous acceptons tels quels les articles 12 *ter*, 12 *quater* et 13.

Je dois signaler que la commission de la reconstruction voudrait voir insérer un article 13 *bis* nouveau ainsi conçu:

« L'article 14 de la loi n° 50-854 du 21 juillet 1950 est complété comme suit:

« Les collectivités locales et les établissements publics bénéficient des primes annuelles au titre de l'aide à la construction pour tout logement à usage d'habitation construit ou aménagé par leurs soins et pour lequel il ne leur est versé aucune subvention d'Etat. »

Ce n'est pas devant nos collègues, les sénateurs maires en particulier, que j'aurai besoin d'insister sur l'importance de cet amendement, qui n'est d'ailleurs qu'interprétatif de la volonté du législateur déjà exprimée lors de la discussion des lois du 21 juillet 1950 et n° 54-46 du 3 février 1953.

Les articles 14 à 24 n'appellent aucune observation. Mais la commission de la reconstruction demande la suppression de l'article 25. Nous pensons que les crédits affectés chaque année à l'indemnisation des dommages mobiliers sont très insuffisants.

Sur les articles 26 à 28, nous n'avons rien de spécial à dire. Voici mes chers collègues, très rapidement formulées — je pense, monsieur le président, être resté dans la limite des quelques minutes qui m'étaient imparties — ...

M. le président. Vous avez fait preuve de beaucoup de discipline.

M. le rapporteur pour avis. ... les observations que la commission de la reconstruction croit devoir présenter après l'exposé très complet de notre collègue M. Bousch, rapporteur de la commission des finances.

Votre commission de la reconstruction s'associe d'ailleurs à sa conclusion. Des progrès certains sont réalisés. Il faut en espérer de plus profitables encore et pour cela insister auprès du Gouvernement — je vise certains ministres qui ont quelques mots à dire dans la discussion à côté des déclarations

du ministre intéressé — pour que toutes les possibilités soient accordées en vue de sauvegarder le foyer familial. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. le président de la commission de la reconstruction.

M. Bernard Chochoy, *président de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre.* Monsieur le ministre, mes chers collègues, M. Bousch, au nom de la commission des finances, vous a exposé excellemment l'économie des projets de loi relatifs aux dépenses de fonctionneemnt et des dépenses en capital du ministère de la reconstruction et du logement pour 1954. M. Chazette, remplaçant M. Malécot, a ensuite fixé en termes brefs mais combien denses la position de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre.

Je voudrais pour ma part, aussi rapidement que possible, ajouter quelques observations à celles qu'ils vous ont présentées. En décembre 1951, lors de la discussion du budget de fonctionnement du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, votre commission de la reconstruction avait donné son accord à la titularisation de 1.080 agents, se répartissant ainsi: 88 agents temporaires administratifs attachés à l'administration centrale, 622 agents temporaires techniques et 370 agents temporaires administratifs. 540 titularisations nouvelles ont été prévues au titre de la loi du 3 février 1953. Monsieur le ministre, au sujet de la titularisation de votre personnel, je me permettrai de vous indiquer que, si la loi du 31 décembre 1951 a prévu la titularisation de 450 agents administratifs et 626 agents techniciens, un règlement d'administration publique concernant la titularisation des administratifs a bien été publié au *Journal officiel* le 2 décembre 1953; mais, malheureusement, celui concernant les techniciens, qui a été soumis à la signature du ministre des finances, n'est pas encore paru. Nous vous demandons de faire tout ce que vous pourrez pour qu'il soit publié rapidement.

Par ailleurs, la loi du 3 février 1953 a prévu la titularisation de 540 agents administratifs et techniciens. Des projets de règlement d'administration publique ont été adressés pour avis au ministère du budget et à la direction de la fonction publique. Nous insistons également pour qu'ils soient publiés dans les meilleurs délais.

Il n'est pas inutile de rappeler que ces titularisations ne visent pas à créer des emplois nouveaux, il faut le répéter souvent, mais à assurer la sécurité de l'emploi qu'ils sont en droit de réclamer à des agents méritants et ayant fait leurs preuves. Ces agents ont les mêmes obligations et les mêmes responsabilités que leurs collègues des autres ministères; il est normal et équitable que nous leur accordions le bénéfice du statut de la fonction publique.

En souscrivant à ces titularisations, nous avons voulu aussi marquer notre souci de ne pas compromettre, mais au contraire de stimuler l'œuvre de la reconstruction et de la construction.

Toutefois, je voudrais rappeler que chaque année, depuis 1951, avec la commission des finances de notre Assemblée, nous avons réclamé qu'un texte organique définisse au plus tôt les tâches du futur ministère de la construction et de l'aménagement du territoire.

Monsieur le ministre, disons franchement que ces transformations d'agents temporaires en fonctionnaires titulaires posent le problème de la permanence de votre ministère qui deviendra le ministère du logement lorsque la reconstruction sera achevée et, dès lors, il est nécessaire d'en fixer les attributions.

En outre, le rythme accéléré qui nous est imposé dans la discussion des budgets ne nous permet pas un examen ample et sérieux des problèmes de la reconstruction et de la construction. C'est pourquoi, dès le début de l'année 1954, votre commission de la reconstruction provoquera un large débat sur la réparation des dommages de guerre et le logement afin de rechercher avec le Gouvernement les meilleurs moyens de hâter l'échéance de la reconstruction et de donner une plus grande impulsion à la construction.

Je voudrais rapidement dénoncer une légende que l'on tente d'accréditer dans la plupart des milieux parlementaires, selon laquelle le budget de la reconstruction, en ce qui concerne le fonctionnement des services civils, pourrait être fortement diminué, légende d'après laquelle vos effectifs, tant à l'administration centrale que dans vos délégations, sont particulièrement pléthoriques.

J'ai eu la curiosité de me renseigner sur un département que je connais bien, puisque j'ai l'honneur de le représenter, celui du Pas-de-Calais. J'apporte ici à nos collègues — et je crois que ceci est utile — une information qui mérite d'être retenue. Le montant total des dommages indemnisés au titre de la guerre 1939-1945, pour le Pas-de-Calais, est de 300 milliards de francs environ. Le nombre des dossiers à examiner est à peu près de 350.000 se répartissant sur 500 communes sinistrées. En valeur actuelle, les dommages de la guerre 1914-1918 peuvent être évalués à 500 milliards de francs pour le même département. Les effectifs affectés aux services des régions libérées étaient de 1.800 agents environ. Les effectifs actuels de la délégation du Pas-de-Calais s'élèvent à 572 agents, soit trois fois moins qu'en 1920, alors que les dommages de la guerre de 1939-1945 représentent les trois cinquièmes de ceux de la première guerre mondiale.

Si j'ai voulu produire ces chiffres à la tribune du Conseil de la République, c'est pour qu'on en finisse avec cette légende que le ministère de la reconstruction et du logement entretient un personnel trop nombreux, et ceci m'est l'occasion, du haut de cette tribune, de rendre au personnel de votre ministère, monsieur le ministre, l'hommage qu'il mérite, qu'il s'agisse du directeur placé au poste de responsabilité le plus élevé ou de l'agent le plus modeste. L'un et l'autre apportent au service d'une grande cause qui nous anime avec la même passion, vous comme moi et tous ceux qui m'écoutent, un dévouement et un désintéressement que je me plais à souligner. (*Applaudissements.*)

M. Denvers. Voulez-vous me permettre de vous interrompre, mon cher collègue ?

M. le président de la commission de la reconstruction. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Denvers, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Denvers. Sur ce point, après avoir rendu l'hommage que mérite ce personnel, il convient de souligner que, s'il n'y a pas pléthore de personnel dans les services du ministère de la reconstruction et du logement, il y a sans doute une mauvaise répartition entre les différentes délégations.

A la suite d'une question écrite posée par notre collègue Mme Cardot, a paru au *Journal officiel* la répartition du personnel entre les différentes délégations dans tout le pays.

Je constate ainsi — et M. le président Bernard Chochoy vous l'a dit tout à l'heure — alors que dans le Pas-de-Calais il y a un personnel de 572 agents pour 315.000 dossiers, que dans le département du Nord il y en a 611 pour 420.000 dossiers. Par contre, pour le département de la Manche, pour 213.000 dossiers, compte 464 agents. D'autres exemples de cette disproportion pourraient vous être donnés. Je pourrais vous citer bien d'autres chiffres pour illustrer les différences qui existent entre les délégations, et si j'ai cité les cas du Nord et du Pas-de-Calais, c'est parce que nous avons tout lieu de nous plaindre, dans ces départements, du manque de personnel pour examiner les dossiers, dont les sinistrés attendent impatiemment la liquidation.

M. le président de la commission de la reconstruction. Après avoir entendu les observations très judicieuses qui viennent d'être présentées par notre ami M. Denvers, j'examinerai devant vous quelle est, à notre sens, le meilleur moyen d'apporter le maximum d'efficacité dans le rendement de ce personnel auquel nous venons de rendre hommage.

Il est indiscutable que, dans la plupart des délégations, il manque des techniciens et surtout des métreurs-vérificateurs. Ce n'est pas tout, bien sûr, d'effectuer des travaux. Il faut qu'une fois ces tracaux exécutés, ils soient vérifiés, que les dossiers puissent être instruits et financés.

Or, monsieur le ministre, je vous l'ai indiqué tout à l'heure en aparté, ce qui est regrettable, c'est que des travaux qui ont été exécutés au titre des réparations en 1948-1949, quelquefois, ne sont pas encore réglés en 1953; et, lorsque nous nous adressons à vos délégués départementaux ou aux chefs des circonscriptions, nous obtenons toujours la même réponse: nous ne demandons qu'à vous donner satisfaction, comme aux sinistrés; malheureusement, nos vérificateurs, nos métreurs doivent être utilisés aux tâches les plus indispensables, c'est-à-dire à la vérification des travaux neufs, des travaux de reconstruction, et nous ne pouvons pas les distraire, comme nous le souhaiterions, pour la vérification des travaux de réparation.

Nous vous demandons, monsieur le ministre, de veiller à ce problème, car il est véritablement décevant pour des sinistrés qui ont fait l'avance de crédits depuis trois ou quatre ans, d'en être encore aujourd'hui à attendre le règlement. Nous sommes persuadés que ce qui manque surtout à vos délégations, ce sont des évaluations. On a parlé, depuis des années et des années, à la tribune de l'Assemblée nationale comme à celle-ci, de la nécessité de fixer au plus tôt le montant des créances de chaque sinistré. Des rendez-vous différents ont été pris et, si je me souviens bien, l'année dernière encore, il avait été rappelé qu'au terme de l'année 1953 — j'en appelle au souvenir de mon ami M. Bousch — on ne devait plus parler du problème de l'évaluation des créances des sinistrés. Nous nous apercevons, hélas! — en particulier dans un département comme le

mien — que cette tâche n'est pas complètement remplie et qu'il est demandé au personnel de fournir un très gros effort. C'est peut-être seulement au terme de l'année 1954 que ces évaluations indispensables seront définitivement réalisées.

Ma réflexion à cet endroit précis, monsieur le ministre, rejoint ce que disait tout à l'heure M. Denvers. Il y a peut-être un mauvais équilibre, une mauvaise répartition de votre personnel, surtout du personnel qualifié. Ce personnel est peut-être même insuffisant dans nos grandes délégations.

Vous avez fait, avec raison, une publicité à laquelle nous nous sommes associés de tout cœur pour le financement de la reconstruction au moyen de titres. Mais ce financement ne peut connaître de succès que dans la mesure où les demandes sont examinées avec célérité. Des personnes qui, en janvier 1953, font une demande de financement au moyen de titres pour une reconstruction portant sur 5 ou 10 millions et qui, en novembre de la même année, n'ont pas encore satisfaction, déclarent: « Nous allons attendre quelques mois de plus que la commission locale de reconstruction examine notre dossier, en vue de notre admission au programme prioritaire. » Tous vos louables efforts sur le plan de l'administration centrale, monsieur le ministre, pour faire admettre les titres, sont rendus vains, car vous n'avez pas, à l'échelon départemental, les évaluateurs nécessaires pour fixer le montant des créances. Il vous est impossible d'accorder le financement au moyen de titres d'un dossier, si vous n'avez pas fixé la créance du sinistré! Nous répétons ces choses ici, hélas! depuis plusieurs années! Nous voudrions qu'enfin, monsieur le ministre, on en tienne compte et qu'on s'emploie à donner le maximum d'efficacité à ce personnel dévoué dont l'action est fonction du nombre d'évaluateurs dont dispose chacune des délégations.

Voilà les remarques très brèves que je voulais apporter sur le budget de fonctionnement. Je rejoindrai très vite une observation faite par le rapporteur de la commission des finances, M. Bousch. Je vous ai d'ailleurs déjà présenté cette observation au sein de la commission de la reconstruction, lorsque vous êtes venu nous voir.

Je suis un peu inquiet au sujet du crédit qui est prévu pour le fonctionnement des associations syndicales de reconstruction et de remembrement. Le crédit dont vous disposez me paraît véritablement mince et je vous rappelle — vous le savez comme moi — que vous ne pourrez faire de reconstruction, en particulier dans les grandes villes sinistrées, que lorsque vos opérations de remembrement seront terminées.

J'aimerais que vous donniez tout à l'heure, dans votre réponse au rapporteur de la commission des finances, comme au président de la commission de la reconstruction, l'assurance qu'au mois de juillet vous ne viendrez pas nous dire « je suis tenu de supprimer la moitié de mon personnel dans les associations syndicales de remembrement, car je n'ait plus de crédit suffisant pour les payer ». Si vous étiez obligé d'en venir à cette extrémité, laissez-moi vous dire au passage, monsieur le ministre, que vous auriez rendu un très mauvais service, d'une part, à votre administration, d'autre part et surtout, à la reconstruction en général.

J'en arrive maintenant à la deuxième partie de mon propos qui a trait à la reconstruction. L'année 1952, il n'est pas superflu de le rappeler, a été finalement une année perdue pour la reconstruction et la construction. En 1953, le budget de la reconstruction s'est encore affirmé comme un budget de crise par rapport au budget de 1951. Rappelons que celui-ci était en diminution de 86 milliards de crédits de programme, dont 63 milliards rien que pour les immeubles. Je peux vous donner, mes chers collègues, la courbe de la consommation des produits de terre cuite; cette courbe, qui est véritablement descendante depuis juin 1952, pour reprendre une direction ascendante jusqu'en juin 1953, situe bien la crise que nous avons connue sur le plan de la reconstruction et de la construction.

Voici des chiffres qui sont particulièrement éloquents et qui me dispenseront de longs commentaires. En juin 1952, la consommation de produits de terre cuite (briques et tuiles) était de 1.150.000 tonnes; en octobre 1952, 1.120.000 tonnes; c'est-à-dire déjà 30.000 tonnes de moins. En décembre 1952, nous sommes tombés au chiffre de 1 million de tonnes, par rapport à 1.150.000 tonnes en juin 1952; et en mars 1953, nous étions tombés à 900.000 tonnes.

J'ajoute, tout de suite, dans un souci d'honnêteté et d'objectivité que nous avons atteint 1.230.000 tonnes en juin 1953, et je souhaite, monsieur le ministre, que l'impulsion que vous entendez donner autant à la reconstructoin qu'à la construction nous permette d'enregistrer des chiffres aussi satisfaisants, et plus satisfaisants encore, que ceux que je viens d'apporter dans ma démonstration. Dans la mesure, tout naturellement, où le bâtiment va, tout va, et, en particulier, l'activité des industries du bâtiment.

Mais, je veux malgré tout me garder d'un optimisme excessif en ce qui concerne la reconstruction. J'ai toujours été heureux d'entendre dire par M. Claudius-Petit, quand il était ministre, que la reconstruction a comme échéance 1960. Je suis encore très heureux d'enregistrer que son successeur, M. Lemaire, ait conservé le même optimisme et qu'il fixe également l'échéance de la reconstruction à 1960. Mais, pour nous, il n'y a que les faits qui comptent. Or, je parle à nouveau, tout naturellement, de mon propre département et ce que je vais dire pour le Pas-de-Calais vaut pour les départements de la Moselle, du Nord, du Calvados, de la Manche, de la Loire-Inférieure ou n'importe quel département gravement sinistré.

Au 31 décembre 1952, sur 25.200 immeubles d'habitation totalement détruits, 5.064 étaient reconstruits, 3.404 en cours de reconstruction. On peut considérer, dans la position la plus optimiste, qu'au 1er octobre 1953, près de dix ans après la guerre, 9.000 immeubles environ étaient terminés. A cette date, par conséquent, 16.000 logements sur 25.000 détruits restaient à reconstruire. Le pourcentage d'avancement de la reconstruction immobilière était donc à peu près de 40 p. 100.

Bien entendu, monsieur le ministre, il est quelquefois utile de rappeler ces chiffres, ne serait-ce que pour exhorter les intéressés à la patience, mais je voudrais, bien sûr, que votre action infirmât ce que je viens de dire sur un ton qui est moins optimiste que le vôtre. J'espère que le rythme qui sera donné à la reconstruction, dans les exercices qui viendront, en particulier dans nos départements gravement sinistrés, nous permettra de constater que nous nous étions trompés lorsque nous apportions une espèce de doute dans les propos que nous tenions quant à la date à laquelle devait se terminer la reconstruction. Etait-ce bien 1960?

M. le président. Monsieur le président de la commission, je vous prie de bien vouloir conclure.

M. le président de la commission de la reconstruction. Monsieur le président, le problème est suffisamment important pour qu'on permette au président de la commission de la reconstruction d'une des assemblées du Parlement, alors que tout le monde sait que le problème numéro un est celui du logement, de consacrer cinq minutes de plus à son exposé.

M. Durieux. Pour mettre à l'aise M. le président de la commission de la reconstruction, je renoncerai volontiers, à son profit, au temps de parole qui m'est imparti dans la discussion générale.

M. le président de la commission de la reconstruction. Je remercie M. Durieux de son geste et je puis vous assurer, monsieur le président, qu'il ne m'incitera pas à prolonger mon propos.

M. le président. Je vous en remercie.

M. le président de la commission de la reconstruction. M. Bousch a rapidement indiqué tout à l'heure ce qu'étaient nos dotations budgétaires pour l'année 1954. Je veux y revenir. En ce qui concerne la reconstruction, nous aurons, en autorisations de programme, 252.700 millions auxquels s'ajouteront 25 milliards pour la mobilisation des titres. En ce qui concerne le mobilier, nous disposerons en 1954 de 16 milliards d'espèces contre 9.250 millions en 1953.

A propos du règlement des indemnités mobilières, monsieur le ministre, j'indique que des centaines de milliers de sinistrés mobiliers attendent depuis très longtemps le règlement des indemnités qui leur sont dues.

J'ai dit, il y a quelque temps, au cours d'une conversation téléphonique à votre directeur des dommages de guerre, qu'un de vos délégués m'avait écrit, il y a deux mois — je me permettrai de commettre une indiscrétion, mon cher M. Jozeau-Marigné, car il s'agit du délégué de la Manche — qu'avec les crédits mobiliers dont il avait disposé pour l'année 1953, il n'avait pu régler que les sinistrés âgés de plus de soixante-quinze ans.

M. Denvers. C'est vrai aussi pour le Nord.

M. Jean Boivin-Champeaux. Pour le Calvados également.

M. Durand-Réville. Ce n'est même pas vrai pour la Seine-Inférieure où n'ont été payés que les sinistrés âgés de plus de soixante-dix-sept ans!

M. le président de la commission de la reconstruction. Je vous remercie de ces approbations que vous m'apportez.

Ces crédits sont passés de 9.250 millions à 16 milliards. Les arguments que vous me donnez les uns et les autres, s'ajoutant aux miens, nous avons fait la preuve que l'effort accompli pour le règlement des dommages mobiliers est encore très insuffisant par rapport aux besoins qui sont à couvrir.

En ce qui concerne la construction, les crédits d'engagement seront, en 1954, de 90 milliards et les crédits de payement de

75 milliards. Je reviens d'un mot sur la remarque qui a été faite, tout à l'heure, par M. le rapporteur de la commission des finances. Nous avons quelque inquiétude à la commission de la reconstruction. Nous aimerions savoir si les 75 milliards de crédits de payement dont vous disposerez pour 1954, monsieur le ministre, vous suffiront pour couvrir les besoins.

Vous allez me répondre que, par rapport à 1953, vous avez fait un effort qu'il faut reconnaître. Je l'avoue franchement: les chiffres parlent d'eux-mêmes.

En 1953, nous avions, en crédits d'engagement, 75 milliards, ramenés d'ailleurs, en fait, à 61 milliards, car pour revaloriser les opérations antérieures il avait fallu 14 milliards. Pour les crédits de payement, nous n'avions que 58 milliards.

Il est un fait que, en 1954, il y a amélioration, mais — j'en ferai tout à l'heure la démonstration — c'est encore bien peu par rapport au rythme de la construction que nous devrions connaître.

En ce qui concerne la réparation des dommages de guerre causés aux immeubles de toute nature, on trouve dans le projet de budget de 1954 que nous examinons actuellement, en engagements, 156.038 millions de francs et, en crédits de payement, 140.700 millions de francs. Je reconnais que, là encore, l'amélioration des crédits par rapport à l'année 1953, est substantielle.

Je voudrais maintenant, dans la dernière partie de mon exposé, vous présenter un certain nombre de remarques relatives à la construction et, en particulier, la construction d'habitations à loyer modéré (H. L. M.).

Le congrès des H. L. M. de Mulhouse a dénoncé, une fois de plus, le caractère catastrophique de l'insuffisance des constructions de logements et plus spécialement des habitations destinées aux familles de condition modeste.

Les représentants de l'ensemble des organismes d'H. L. M. ont rappelé les déclarations officielles mettant le problème du logement au premier rang des preoccupations du Gouvernement et du Parlement.

Bien que de multiples améliorations soient indispensables au fonctionnement de nos H. L. M., il a souligné qu'elles resteront inopérantes aussi longtemps que les crédits accordés ne seront pas à la mesure des besoins en logements des travailleurs et de leurs familles.

Ce que les jeunes ménages et les mal logés attendent avec nous, c'est qu'on donne à nos organismes H. L. M. les moyens propres à assurer la réalisation de leurs programmes et qu'on en finisse avec les promesses.

Monsieur le ministre, je vous le dis sans aucune espèce de méchanceté, croyez-le bien, mais avec beaucoup de fermeté; il y a des promesses qui lassent et qui, si elles ne sont pas tenues, apparaissent, à la fin, comme une duperie, surtout lorsqu'il s'agit de gens qui souffrent.

En 1951, environ 19.000 logements H. L. M. ont été mis en chantier, contre 12.000 seulement, en 1952 et, en 1953, les crédits mis à la disposition de nos organismes ont permis de construire à peine 17.000 logements.

En regard de ces résultats, combien insuffisants et qui doivent être considérés comme un crime contre la nation française — je reprends ici une expression contenue dans la résolution du congrès de Mulhouse — quels sont nos besoins ?

A l'office public H. L. M. de la Seine, les candidats à un logement étaient au nombre de 93.000 au 1er octobre 1953. La moitié de ces candidatures émanent de prioritaires, et la cadence d'augmentation est supérieure à 1.200 par mois. Or, l'office de la Seine n'a pu, en 1953, ni ouvrir un seul chantier, ni même acquérir un seul vaste terrain, et il a soumis au ministère de la reconstruction et du logement une proposition comportant la construction de 12.000 logements en trois ans.

Cet office répartira, en 1954, 1.987 logements actuellement en cours de construction.

Quant à l'office H. L. M. de la rue du Cardinal-Lemoine, à Paris, il avait, le 30 septembre 1953, 55.700 demandes en instance au titre de l'ordonnance du 11 octobre 1945. Cet office répartira, en 1954, 230 logements seulement.

Cette situation dramatique n'est pas particulière à Paris et au département de la Seine; elle s'étend à l'ensemble du territoire.

Nous disposerons, en 1954, de 41.430 millions de francs pour la construction d'immeubles locatifs. 10 p. 100 de ce crédit seront consacrés au financement des opérations prévues par l'article 13 de la loi du 24 mai 1951 en faveur des agents des services publics.

Ces crédits, mes chers collègues, sont nettement insuffisants pour pouvoir entreprendre un effort sérieux. Il faudrait au moins, rien que pour les organismes à loyer modéré construisant en vue de la location simple, 35 milliards pour les offices publics de l'agglomération parisienne et 55 à 60 milliards pour ceux qui fonctionnent en province.

D'autre part, monsieur le ministre, il est indispensable d'assurer une continuité dans le financement de la construction au titre du service public. Vous éviterez une politique en « dents de scie » et vous pèserez efficacement sur les prix du bâtiment dans la mesure où vos réalisations s'appuieront sur un plan rationnel.

Déjà, en 1952, M. Minjoz, à l'Assemblée nationale, avait fait accepter un amendement au texte relatif au développement des dépenses de réparation de dommages de guerre et de construction, et invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi organisant le financement d'un programme quinquennal d'habitations à loyer modéré.

La loi d'investissement du 7 février 1953 avait fait obligation au Gouvernement de déposer, sur le bureau du Parlement, avant le 15 juin 1953, un plan de financement de 80.000 logements à construire chaque année et durant quatre ans par les organismes d'habitations à loyer modéré.

Le congrès de Mulhouse a réclamé avec insistance la mise au point de ce programme quadriennal. L'année 1953 a vécu et le Parlement a attendu vainement le Gouvernement au rendez-vous qu'il lui avait donné.

Monsieur le ministre, lors de votre conférence de presse du 2 octobre 1953 — on lit, vous le voyez, ce que vous dites — vous nous avez fait part de votre désir d'imprimer à la construction d'habitations à loyer modéré un rythme plus rapide. Nous vous demandons de prendre au plus tôt l'initiative du dépôt du projet de loi relatif au plan quadriennal et de rechercher les moyens d'apporter un concours financier complémentaire aux organismes d'H. L. M. en dehors des avances de l'Etat par la caisse des dépôts et consignations.

Le congrès de Mulhouse, de juin 1953, a aussi condamné la vieille formule de l'adjudication avec attribution obligatoire au moins disant, formule à laquelle il serait préférable de substituer celle de la passation des marchés après concours.

Il a souhaité que soient portés à 90 p. 100 contre 85 p. 100 actuellement, les prêts consentis par l'Etat, et l'extension de ces prêts à 100 p. 100 en ce qui concerne les constructions pour les sinistrés sociaux.

Il a demandé que soit réduit le taux d'intérêt des prêts. Actuellement l'étalement sur 65 ans de l'amortissement des constructions des habitations à loyers modérés entraîne les organismes d'H. L. M. à réclamer des taux de loyers difficilement supportables par les foyers des travailleurs, surtout lorsque l'âge des enfants provoque la suppression de l'allocation-logement.

N'oublions pas que les organismes d'habitations à loyers modérés ont été créés pour donner à l'Etat le moyen d'apporter des solutions aux aspects sociaux de l'habitat et faciliter le logement des personnes peu fortunées, vivant principalement de leur salaire.

Il faut permettre à nos habitations à loyer modéré de remplir leur rôle social. C'est pourquoi nous demandons que les prêts consentis par l'Etat au taux de 2 p. 100, soient remboursables en 100 ans au lieu de 65, ou en 50 ans, avec un taux d'intérêt de 1 p. 100.

Enfin, monsieur le ministre, laissez-moi vous indiquer que si nous souhaitons la simplification des textes réglementant la construction d'habitations à loyer modéré et leur codification, nous n'entendons point que nos offices soient étatisés.

Les dispositions de certains de vos décrets-lois et en particulier celles qui ont trait à la modification de la composition des commissions de concours et d'adjudication des offices d'habitations à loyers modérés visent tout simplement à déposséder ceux-ci du pouvoir de décision au bénéfice des délégués du ministère de la reconstruction et du logement. (*Marques d'approbation à l'extrême gauche.*)

Cela nous ne pouvons l'admettre. Nous ne voulons pas voir les administrateurs, les directeurs, les présidents d'offices d'habitations à loyer modéré supporter toutes les responsabilités dans l'administration et dans la gestion et les délégués du ministère de la reconstruction et du logement prendre les décisions à leur place. Cela, bien entendu, est incompatible avec les règles les plus élémentaires d'une gestion équitable. Nous sommes bien convaincus qu'à l'épreuve, vous vous rendrez compte qu'il est nécessaire d'abroger rapidement des dispositions comme celles-là. (*Très bien! à l'extrême gauche.*)

Les offices d'habitations à loyer modéré qui ont une tradition et qui ont fait leurs preuves depuis trente ans sont traités de façon mineure, alors que vous devriez leur accorder une plus large autonomie et desserrer les contraintes qui peuvent les étouffer.

Voilà, mes chers collègues, monsieur le ministre, les réflexions et les remarques que je désirais présenter.

Vous pouvez être assurés, les uns et les autres, que mes propos à cette tribune n'ont eu pour but que d'assurer un meilleur fonctionnement de nos services que nous voulons aussi efficaces que possible, que de vous permettre de poursuivre dans les meilleures conditions la reconstruction de nos centaines de milliers d'immeubles détruits, et de vous aider aussi à développer la construction de ces millions de logements qui nous

manquent et qu'attendent impatiemment tant de jeunes ménages et de mal logés. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Plazanet.

M. Hoeffel. Mes chers collègues, notre collègue M. Plazanet ayant eu un empêchement de dernière heure, m'a prié de vous présenter ses observations sur le budget de la reconstruction.

On a souvent évoqué à cette tribune le problème crucial du logement. Des voix certes plus autorisées que la mienne ont évoqué devant vous le déchirement des mamans qui, ne possédant pas un foyer décent, voient avec terreur grandir leurs enfants qu'elles sont obligées d'entasser dans des pièces insalubres ou sordides. Le mot peut paraître vulgaire mais c'est celui qui répond le mieux dans notre langue à cet état de choses. Pareille promiscuité ne peut que laisser entrevoir une source de déchéance pour notre pays. Aussi, lorsqu'il s'agit de berceaux, il est un devoir national, celui de protéger ces derniers. Devoir national certes, qui impose de par son caractère, la solidarité totale de la nation.

Monsieur le ministre, permettez-moi de vous dire que nous suivons avec bienveillance, mais aussi avec beaucoup d'attention, la lourde tâche que vous assumez avec les moyens mis à votre disposition.

Ces moyens, grâce à une circulaire, vont se trouver accrus, par l'imposition de tous les employeurs occupant plus de dix salariés, d'une cotisation forfaitaire de 1 p. 100 pour la reconstruction.

Est-il plus difficile de percevoir ce pourcentage chez les employeurs occupant moins de dix salariés ? Je ne le crois pas. Ainsi, la nation entière participant à cette œuvre, nous serions en droit de dire: la solidarité n'est pas un vain mot.

Aussi voudrais-je vous inciter, monsieur le ministre, en mon nom personnel, mais aussi au nom de nombreux collègues qui pensent comme moi, à étendre la mesure prise à tous les employeurs, quel que soit le nombre des salariés qu'ils occupent.

Cette possibilité financière ne figure ni dans les crédits de financement, ni dans les crédits d'investissement. Je demanderai néanmoins la prise en considération de l'extension du décret et de la circulaire d'application.

Sans reprendre à mon compte les paroles prononcées au Parlement qui voulaient modifier la perception de cette imposition par une taxe sur le chiffre d'affaires, j'invite donc le Conseil de la République à émettre un vote positif qui doit permettre à M. le ministre de la reconstruction de reconsidérer la circulaire d'application de ces jours derniers. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Canivez.

M. Canivez. Mes chers collègues, j'avais presque l'intention de ne pas parler après les rapports si documentés de M. Bousch et de M. Chazette et aussi après l'intervention de notre président, M. Chochoy, sur un sujet aussi brûlant. Mais je vais demander la permission à M. le ministre de vouloir bien m'écouter, moins comme un sénateur ordinaire, que comme un sénateur-maire. Vous savez que je n'ai pas l'intention de profiter de l'occasion qui m'est offerte encore une fois, pour essayer de dire que rien ne va dans la reconstruction. Ce serait dire des mensonges et farder vraiment la vérité.

Je ne veux pas non plus comparer tout ce qui a été fait en France à ce qui a été fait ailleurs. On ne peut comparer que des choses qui sont comparables. Or, si, en effet, il y a des pays où la construction va plus vite que dans le nôtre, il est certain que ces pays n'ont pas une guerre d'Indochine à soutenir.

Ils n'ont pas de charges militaires à supporter. Il n'y a pas beaucoup de pays qui peuvent se vanter d'avoir une organisation de sécurité sociale aussi importante, et peut-être aussi coûteuse, que le nôtre.

Tous les ministres qui se sont succédé ont fait leur possible avec les moyens dont ils disposaient. Naturellement, on dit toujours quand on n'a pas fait son devoir, et tout son devoir, quand on n'a pas tenté l'impossible, mais à l'impossible nul n'est tenu.

Monsieur le ministre, vous aussi, vous êtes maire. Vous savez que le maire voit souvent arriver à l'hôtel de ville, qui est le lieu de concentration de toutes les confessions et de toutes les réclamations, ceux qui n'osent pas approcher les bureaux de la délégation départementale, des délégations d'arrondissement, des associations syndicales de remembrement et de sinistrés. Ils viennent voir le maire, à qui on peut tout dire, puisque, paraît-il, il a été créé et mis au monde pour recevoir les réclamations de ses administrés. Le pauvre maire qu'il est, comme tous les maires, doit avoir réponse à tout, même quand il n'a pas les éléments d'une réponse convenable.

C'est pour cela qu'aujourd'hui je vais vous demander la permission de vous poser quelques questions qui permettront aux maires des villes sinistrées de renseigner, d'encourager, d'aider les malheureux sinistrés qui viennent le voir à longueur de journée quand il a le temps d'être dans sa ville.

Peut-être aussi qu'en cours de route je me permettrai de vous faire quelques suggestions.

Je ne veux pas — vous le pensez — épuiser aujourd'hui le sujet. Nous n'en avons ni le temps, ni les moyens. Tout à l'heure, on nous a parlé d'un grand débat à venir. Je le souhaite de tout mon cœur, car il est temps. Quand on est obligé de se précipiter, comme nous le faisons aujourd'hui à l'occasion du vote du budget, pour présenter quelques observations, c'est bien dommage pour l'œuvre de reconstruction que nous poursuivons tous ensemble.

Peut-être me reprochez-vous de présenter mes questions dans un ordre quelconque ? Pardonnez-moi, mais, dans mon cabinet à la mairie de Douai, c'est ainsi qu'elles me sont posées.

Peut-être me direz-vous aussi qu'il s'agit de questions de détail ? Je rappelle seulement qu'un ensemble est toujours fait de questions de détail.

Vous avez dit, monsieur le ministre, en dernier lieu devant la commission, que vous aviez diminué l'effectif de votre personnel. La question a été évoquée tout à l'heure. On a cité l'effectif de la délégation départementale du Nord. Le chiffre donné est exact. Par contre, nous sommes tout à fait étonnés d'apprendre qu'il y a 80 agents pour étudier 10.000 dossiers dans les Hautes-Alpes, 82 agents pour 16.000 dossiers dans l'Ain, 575 agents pour 237.000 dossiers dans le Calvados, alors que la délégation du département du Nord ne compte que 611 agents pour 422.000 dossiers.

M. le président de la commission de la reconstruction. Peut-être le département du Nord ne paye-t-il pas suffisamment d'impôts !

M. Denvers. Dix pour cent !

M. Canivez. Sans doute les personnels sont-ils mal répartis. Il n'est pas étonnant qu'on ne réponde pas toujours aux lettres que nous adressons. Vous n'imaginez pas, monsieur le ministre, les conséquences que cela peut entraîner pour un maire qui est obligé de dire: « Je ne peux pas vous renseigner, car on n'a pas répondu aux lettres que j'ai envoyées ! »

Peut-être n'avez-vous pas le temps de le faire. Je vais vous citer deux lettres qui sont restées sans réponse, ce qui a donné lieu à des inconvénients que vous ne pouvez pas mesurer.

Nous avons adressé une lettre au service de la délégation et une deuxième au service central de la reconstruction. Ces lettres concernaient tout simplement une demande d'accord sur l'évaluation des dommages de guerre d'un bâtiment sinistré. Ces indemnités de dommages de guerre devaient servir à la reconstruction du conservatoire de Douai. Il y a longtemps que j'ai écrit ces lettres et que j'ai averti à la fois la délégation du Nord et le service central. Il y a un mois, j'ai même glissé dans la poche d'un de vos directeurs une copie de cette lettre. Il n'y a toujours pas de réponse.

Ce qu'il y a de plus grave c'est qu'on ne répond même pas aux lettres qui concernent la mise en route d'un plan d'aménagement. Nous sommes d'ailleurs, à Douai, au deuxième ou troisième modificatif du plan d'aménagement. Ici j'appelle l'attention de M. le ministre sur les inconvénients de cette absence de réponse; c'est parce que tout a été fait, tous les agréments ont été donnés. Nous attendons toujours qu'on mette en route ce plan d'aménagement. On ne répond pas.

Savez-vous, à ce propos, ce qui vient d'arriver de plus merveilleux ? Deux coups de téléphone en même temps, de la même direction, de deux bureaux qui ne se connaissaient sans doute pas, nous demandant, non pas de mettre en route le plan d'aménagement mais, à nous, conseil municipal de Douai, de déclarer d'utilité publique les opérations qui étaient inscrites notamment dans le deuxième modificatif. Je ne pense pas que ce soit de notre ressort.

Je ne m'étonne pas que, à l'heure présente, il n'y ait absolument pas utilité pour vous à mettre en route le plan d'aménagement, mais pour nous il y a nécessité. Nous ne pouvons absolument rien faire. On nous dit que ce sont les militaires qui sont responsables, mais l'arrêté a été signé par plusieurs ministres dont celui de la défense nationale. Les militaires sont donc d'accord. Par conséquent, il faut mettre le plan en route. On nous demande au conseil municipal de Douai de déclarer d'utilité publique ce plan d'aménagement. Nous n'y comprenons absolument rien, je vous l'avoue.

Je ne voudrais pas parler des urbanistes; j'en ai parlé assez autrefois. Je ne voudrais certainement pas tirer sur eux comme, de temps en temps, on tire sur le pianiste. Mais ce sont les urbanistes qui ont imposé des espaces verts, qui sont très recommandés. Lors de leur construction, les maisons ont dû

être reculées de quatre mètres pour que soient installés, devant, des petits jardins bien arrangés. Cela me plaît beaucoup à moi aussi. Aux angles des cités, on a laissé des espaces libres pour les espaces verts. Seulement, on ne s'est pas préoccupé de savoir qui allait les installer, les payer, les entretenir. Et maintenant, on voit, autour de très jolies maisons, des emplacements qui servent de dépôts d'ordures, de dépotoirs de toutes sortes.

Cette situation ne peut pas durer. Quand on a fait ces maisons, on a oublié de faire les petites murettes pour faire les jardins devant les maisons. Un jour, passant par là, je me suis dit: que se passe-t-il? je suis entré à la délégation d'arrondissement et j'ai dit: je viens de faire une jolie visite: c'est un nouveau cimetière. (*Sourires.*) En effet, chacun avait arrangé des petites tombes devant sa porte et cela ressemblait, en effet, à un cimetière mal entretenu. Je voudrais bien que vous me répondiez tout à l'heure, monsieur le ministre, à ce sujet.

J'en viens aux immeubles préfinancés dont on a tant vanté l'existence. D'abord, ils sont très difficile à se mettre en route. Ensuite, quand les immeubles préfinancés sont faits, ils ne sont pas occupés parce que le nombre des sinistrés qui devaient les occuper est insuffisant, parce que l'urbaniste a dit qu'il fallait faire un étage de plus, ou même parce que ceux qui étaient destinés à les prendre s'y refusent ou à cause du prix de revient beaucoup trop élevé. Ceux qui pourraient les acheter — et nous en connaissons quelques-uns qui pourraient le faire — ne les achètent pas parce que, en effet, c'est beaucoup trop cher.

M. Denvers. La Tour Perret, à Amiens, c'est un immeuble préfinancé!

M. Canivez. Bien sûr! Il y a encore beaucoup plus grave, et c'est ici que j'attire votre attention. On parlait tout à l'heure des opérations de remembrement qui ne sont pas finies. Qu'arrive-t-il? l'association de remembrement a indiqué à un sinistré total le terrain sur lequel il pouvait reconstruire sa maison. L'association syndicale de reconstruction bâtit même pour lui. Il entre donc dans sa maison terminée, mais souvent on l'avertit doucement que ses dommages de guerre sont insuffisants pour solder toutes les dépenses de construction. Ainsi, une épée de Damoclès est suspendue sur sa tête et, quand l'heure sera venue, on lui dira: mais il vous manque 500.000 francs pour payer le prix de votre construction. Or, qui va lui donner ces 500.000 francs? Où va-t-il les trouver? Où pourra-t-il les emprunter?

Ce qui est encore beaucoup plus grave, c'est que l'association de reconstruction qui, par exemple, vient d'achever un nouveau groupe de maisons, se dit: il est probable que les sinistrés ne trouveront pas de quoi payer les sommes qui dépassent leurs créances de dommages de guerre. Et c'est ainsi qu'il y a des maisons qui ne sont pas tout à fait terminées, parce que les intéressés ne peuvent, avec l'argent de leur créance de dommages de guerre, faire tout ce qu'ils voulaient faire. Vous avez alors des maisons où il manque un escalier, d'autres où il n'y a pas d'eau ou pas d'électricité; en résumé, ce sont des maisons qui ne sont pas habitables.

Et, devant cette situation, le sinistré se dit: que vais-je faire? Alors! il vend sa maison. Je me demande d'ailleurs comment on peut vendre une maison qui ne vous appartient pas, une maison dont on n'a même pas la propriété du sol, étant donné que l'intéressé ne sera propriétaire du sol que lorsque les opérations de remembrement seront terminées.

Ce qui est encore plus extraordinaire, c'est qu'il se trouve des notaires qui vendent des biens qui n'appartiennent pas à celui qui vend. Alors, que peut-on bien vendre? Il paraît que l'on vend un droit. A propos de droit, je voudrais bien aussi avoir des renseignements, d'autant que, dans mon bureau à l'hôtel de ville, on vient souvent m'interroger à ce sujet. Que voulez-vous que je réponde ? Absolument rien.

Lorsque M. Billoux était ministre de la reconstruction, il avait été déclaré qu'on effectuerait les réparations des maisons encore réparables jusqu'à concurrence d'une somme de 200.000 francs. Aujourd'hui, on attend encore d'avoir fait le contrôle des réparations, de savoir si ces réparations sont définitives ou provisoires, pour solder le compte des opérations réalisées.

Mieux ! Quant un immeuble a été réparé sur l'ordre du ministre de la reconstruction de l'époque, il arrive que cet immeuble réparé constitue un obstacle à la construction d'un bâtiment neuf. Alors, on va le démolir. On donne au sinistré un autre terrain. Quand la construction de sa nouvelle maison est terminée, on impute sur ses dommages de guerre qu'il a reçus les 200.000 francs en question. C'est décourageant ! Et quand on vient nous demander des explications, nous sommes incapables de les fournir.

Vous avez dit, monsieur le ministre — et M. Billoux l'a dit avant vous — qu'il n'y aurait plus de logements provisoires. Attention ! Je vais soulever un problème sérieux. Vous savez qu'il existe, dans les villes, des gens qui n'auront jamais les moyens de payer les loyers des habitations à loyer moderé. En raison des faibles traitements qu'ils perçoivent, cela leur est absolument impossible. Il existe aussi, un peu partout, des gens qui n'ont pas l'habitude de vivre dans des maisons normales. Ils logent dans des caserves à moitié démolies, dans des taudis. Ces casernes sont appelées à disparaître, mais pour construire des bâtiments à la place de ces casernes, il faut reloger ceux qui y habitent actuellement. A Douai, par exemple, il importe que les 110 familles logées au quartier Conroux soient logées ailleurs pour qu'on puisse y construire un lycée. Si vous ne faites plus de bâtiments provisoires, où allez-vous les reloger ?

Où vais-je les mettre, moi, quand, par exemple, le ministre de l'éducation nationale et vos services diront qu'il y a des crédits et qu'on me donnera assez d'argent pour faire le lycée ? Peut-être trouverez-vous alors un motif pour ne pas me donner satisfaction, en disant que, le terrain n'étant pas libre, on ne peut rien faire. Et, le lycée de Douai attendra de meilleurs jours pour être reconstruit.

M. le président. Monsieur Canivez, votre expérience vécue est peut-être pleine d'intérêt, mais je me vois obligé de vous demander de conclure.

M. Canivez. J'en ai terminé et je m'arrête, puisque M. le président me le demande.

M. le président. Je suis au regret de le faire, croyez-le.

M. Canivez. Je le sais, monsieur le président.

Mes chers collègues, j'aurais voulu vous parler des dommages mobiliers. Je reprendrai cette question tout à l'heure. Je vous demande, monsieur le ministre, de renseigner le pauvre maire que je suis, ainsi que mes collègues: renseignez-nous que nous puissions répondre aux questions posées par nos administrés.

Je vais vous faire ici une suggestion, monsieur le ministre. Lorsque vos inspecteurs généraux viennent en inspection, que font-ils ? Ils vont à la délégation départementale puis à la délégation d'arrondissement. De temps en temps, quand il en ont le temps, ils rendent une visite de courtoisie aux maires. Ce n'est pas ainsi qu'ils doivent procéder. Il faut que les inspecteurs généraux en visite accomplissent un travail en commun avec la municipalité, avec les délégations d'arrondissement et les délégations départementales. (*Très bien! très bien!*) Il faut qu'ils disent nettement: voici ce que l'on peut faire. Quand ils fourniront les raisons pour lesquelles on ne peut faire certaines choses, on dira aux sinistrés: « Vous devez attendre, puisque vous ne pouvez pas avoir de crédits cette année », et ils comprendront: quand on dira que quelque chose peut être fait, ce sera très simple. Quand l'inspection générale reviendra ensuite, elle verra si ce qu'elle a commandé d'exécuter a été fait et l'on pourra prendre, le cas échéant, les sanctions qui s'imposeront. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Tellier.

M. Gabriel Tellier. Monsieur le ministre, mes chers collègues, au cours des débats de première lecture, plusieurs de nos collègues devant l'Assemblée nationale ont exprimé leur étonnement de voir les services du ministère de la reconstruction et du logement appliquer une théorie dite du « potentiel », dans l'évaluation des indemnités de guerre, au mépris de l'esprit et de la lettre de la loi du 28 octobre 1946.

M. le ministre de la reconstruction, dans ses diverses interventions, au cours des débats de l'Assemblée nationale, a oublié de répondre à ses interlocuteurs. C'est précisément ce silence gardé par M. le ministre qui nous incite aujourd'hui à intervenir dans la discussion générale.

Le silence gardé par vous, monsieur le ministre, est d'autant plus grave que vos services n'en continuent pas moins à appliquer la théorie dite du potentiel dans toutes les décisions de transferts et de mutations des dommages de guerre. Or, cette théorie est d'abord contraire à la lettre de la loi du 28 octobre 1946. En effet, aucun article de cette loi ne stipule que l'indemnité du sinistré doit être fonction du potentiel qu'avait le bien au moment du sinistre. Cette théorie est également contraire à l'esprit de la loi du 28 octobre 1946.

Pour le démontrer, il convient simplement de rappeler — et cette procédure fut unique dans les annales des discussions parlementaires de l'après-guerre — (*Applaudissements*) que le projet de loi gouvernemental, avant d'être soumis à l'Assemblée constituante, avait été soumis les 27, 28, 29 et 30 août 1946 à une commission dite « commission d'étude de la législation des dommages de guerre », composée des représentants de tous les ministères, de dix députés, tous membres de la commission de la reconstruction de l'Assemblée constituante,

de représentants de toutes les associations nationales de sinistrés et de représentants des communes sinistrées.

Cette commission d'abord, et la commission de la reconstruction de l'Assemblée constituante, ensuite, ont apporté de sérieuses retouches au projet de loi gouvernemental, et c'est dans la nuit du 4 au 5 septembre 1946 que ledit projet, sérieusement modifié, a été voté par l'Assemblée constituante.

A la lumière de tous ces travaux, tant parlementaires qu'extraparlementaires, nous pouvons affirmer, sans risque d'être démenti, que le législateur de 1946 n'a jamais voulu sanctionner la théorie du potentiel. Bien au contraire! En effet, il convient de ne pas perdre de vue — et c'est le projet gouvernemental n° 11-749 qui l'affirme — que « la réparation des dommages de guerre sera donc effectuée selon une législation à la fois d'indemnité et de reconstruction... ». C'est dire que l'on se trouve, avec cette loi, en présence d'une législation qui est mixte: d'une part, l'Etat doit au sinistré une indemnité ou, en d'autres termes, le sinistré a une créance sur l'Etat; d'autre part, l'Etat ne se libérera de cette dette que si le sinistré reconstitue, c'est-à-dire remploie, cette indemnité.

A quoi correspond cette indemnité ? Elle correspond à l'intégralité du coût de reconstitution du bien tel qu'il se comportait au moment du sinistre, déduction faite d'abattements destinés à tenir compte de sa vétusté et de son mauvais état.

Il convient de préciser que si le législateur de 1946 a prévu des abattements de vétusté, c'est pour s'en tenir au respect absolu du principe de la réparation du bien et, en conséquence, éviter l'enrichissement du sinistré.

C'est là, d'ailleurs, le seul moment au cours des débats parlementaires et extraparlementaires où il a été question d'enrichissement. Précisons, au surplus, que si le mot d'enrichissement a été prononcé, celui d'appauvissement du sinistré l'a été également.

Voici en effet ce que disait le rapporteur lors des débats de l'Assemblée constituante du 10 octobre 1946: « ...Les sinistrés, mieux que quiconque, savent l'immensité de leur sacrifice qu'aucune indemnité, si importante soit-elle, ne viendra totalement effacer. »

« Ils admettent parfaitement que, le but de toute réparation des dommages étant la reconstitution du bien détruit, il y a lieu de considérer l'état de ce bien au moment du sinistre: le principe de l'abattement pour vétusté ou mauvais état n'a pas d'autre fondement et n'est contesté par personne. « Ni enrichissement ni appauvrissement », telle est la formule que les sinistrés eux-mêmes affichent volontiers. Il n'y a ni enrichissement ni appauvrissement quand le sinistré est en mesure de reconstituer son bien détruit dans l'esprit de la nouvelle législation effaçant la législation de spoliation de Vichy qui amputait arbitrairement d'une partie importante, en plus des abattements normaux. »

Nulle part ailleurs il n'a été question d'enrichissement, notion sur laquelle le ministère de la reconstruction et du logement fonde sa théorie du potentiel.

Tout au contraire, les travaux préparatoires de la loi du 28 octobre 1946 sont fertiles en indications qui attestent amplement qu'il a été reconnu au sinistré, par le législateur de 1946, le droit d'utiliser au mieux son indemnité et d'en recueillir des avantages que ne comportait nullement le bien détruit.

En effet — et nous citons ici les propres paroles prononcées le 29 août 1946 par le président de la commission d'étude de législation des dommages de guerre — « en matière industrielle et commerciale, l'article 25 permet aux propriétaires de moderniser leur industrie en reportant sur d'autres éléments de l'exploitation ce qu'ils auront économisé en surface bâtie. Les dispositions adoptées par le deuxième alinéa de cet article l'ont été à la demande des sinistrés eux mêmes. » Point n'est besoin d'insister davantage sur le fait que l'on reconnaît ainsi au sinistré la faculté de reporter le reliquat de son indemnité sur d'autres biens en vue de leur modernisation. Et en cela quoi d'étonnant ? Le sinistré n'a-t-il pas droit à une somme déterminée qui constitue son indemnité ? N'est-il pas en droit de réclamer tout le montant de sa créance, à la seule condition qu'il le remploie ?

Il y a mieux. C'est le propre projet de loi gouvernemental qui dit que: « Le sinistré doit se conformer aux prescriptions des plans économiques et financiers ainsi qu'aux règles de l'urbanisme, mais, sous réserve d'autorisation préalable, il peut modifier l'emplacement ou la nature de son bien, en accroître la productivité; il peut aussi affecter son indemnité à l'aménagement d'un autre bien lui appartenant. » Qui dit « accroître la productivité » dit, cela est incontestable, augmenter le potentiel. C'est donc tout le contraire de ce que prétend, à l'heure actuelle, l'administration du ministère de la reconstruction et du logement.

Veut-on une preuve supplémentaire de l'esprit du législateur de 1946 ? La voici: faisant écho au souci qui animait l'auteur du projet de loi gouvernemental, le rapporteur de la loi, à son tour, disait dans son rapport du 23 septembre 1946: « Il faut, en réalité, profiter de nos destructions pour accroître au maximum nos possibilités de production. La question au fond reste entière: il s'agit de savoir si l'on veut pénaliser le sinistré ou si, avec la réparation intégrale, on va lui permettre de reconstituer son patrimoine modernisé. ».

Point n'est donc besoin d'insister davantage sur le mal fondé de l'application de la théorie dite du potentiel en matière d'évaluation de dommages de guerre, et cela indépendamment du fait que, en matière agricole, nul ne contestera que tout bâtiment agricole sert dans une exploitation agricole; qu'aucune exploitation agricole ne ressemble à une autre; que l'aléa que constituent la fréquence des récoltes et leur rendement ne saurait faire dire qu'une ferme a besoin d'une superficie bâtie déterminée et invariable: qu'enfin, les variations dans les assolements et les changements dans les modes d'exploitation ne sauraient faire dire — ici encore — qu'une exploitation agricole doit avoir une surface bâtie déterminée et invariable; que si les bâtiments agricoles sont indispensables, c'est seule la terre qui est rentable.

Aussi sommes-nous convaincus que M. le ministre de la reconstruction nous donnera aujourd'hui tous apaisements à ce sujet, manifestant de la sorte son intention formelle de faire respecter la lettre et l'esprit de la loi du 28 octobre 1946, en condamnant la théorie que nous avons eu l'honneur de dénoncer. (*Applaudissements au centre.*)

M. le président. La parole est à M. Jozeau-Marigné.

M. Jozeau-Marigné. Monsieur le ministre, mes chers collègues, certains ont pu être effrayés de la longueur de la discussion de votre budget et nous voulons l'écourter au maximum, surtout après les excellents exposés de nos rapporteurs et du président de la commission de la reconstruction. Mais permettez-moi très simplement, puisque c'est le jour où nous avons la possibilité de vous présenter quelques remarques, de vous témoigner de nos soucis concernant le fonctionnement de votre ministère.

Certes, nous apprécions très vivement l'ardeur avec laquelle vous vous êtes donné à cette tâche. (*Applaudissements au centre.*) Nous tenons cependant à exprimer fermement des critiques, tout en appréciant l'activité et l'effort que vous déployez.

Vous essayez de lutter contre les formalités multiples — je ne dirai pas indispensables — que nous voyons exiger par vos fonctionnaires. On a rendu hommage à ces fonctionnaires, mais il faut bien dire que ce ministère est un ministère jeune. Sans doute, depuis déjà le nombre d'années que nous reconstruisons, il a pu se roder, mais, tout de même, là encore, il témoigne de sa jeunesse, notamment en répandant en ce pays des circulaires multiples qui vont à l'encontre des lois. Aussi je tenais, à l'occasion de ce budget, à vous dire que nous estimons nécessaire de porter remède à cette pratique. Une loi s'impose au pays, aux fonctionnaires comme aux citoyens. Une circulaire est un moyen d'application et j'ajoute que nous regrettons trop souvent de considérer qu'on a pris l'habitude, dans ce ministère...

M. Alain Poher. Comme dans tous les ministères !

M. Jozeau-Marigné. ...de considérer les circulaires comme des moyens habiles de transgresser les lois. (*Applaudissements à gauche et à droite.*)

M. Henri Maupoil. Malheureusement, c'est comme cela partout !

M. Jozeau-Marigné. Sans doute, monsieur le ministre, on a trouvé là un moyen facile. Mais il est parfois difficile de concilier une circulaire avec d'autres, car on voit parfois une circulaire émanant d'une direction contredire une circulaire émanant d'une autre, et tout à l'heure un de nos éminents collègues, M. Canivez, disait combien les élus, les maires en particulier, avaient quelque difficulté à renseigner leurs compatriotes. Je comprends leurs difficultés. Parfois ce sont les fonctionnaires mêmes, à notre échelon local, qui sont les plus embarrassés.

Je tiens à insister sur ce point en prenant quelques exemples de difficultés pratiques. Ces difficultés pratiques se présentent de différents côtés. Je ne reviendrai pas, pour le déplorer comme certains, sur le malheur des sinistrés mobiliers — il est immense — mais je m'associe pleinement aux critiques qui ont été apportées. Tout à l'heure, voulant confirmer ce que disait un de ses collègues, le président de la commission signalait le cas d'un habitant de mon département qui n'avait rien touché alors qu'il avait plus de soixante-quinze ans. On faisait chorus, on disait: Il en est de même dans d'autres départements. Il me semblait qu'on citait même le cas de la Seine-Inférieure où une personne de soixante-dix-sept ans n'avait encore rien touché.

M. Durand-Réville. C'est parfaitement exact !

M. Jozeau-Marigné. On a trouvé, dans mon département, un moyen pratique. Il y a deux types de lettre. Le premier type est adressé à toutes les personnes ayant moins de soixante-quinze ans. On leur dit en substance: consolez-vous, vous êtes jeune, vous n'avez pas soixante-dix ou soixante-quinze ans, attendez et vous toucherez quand vous aurez cet âge. Sans doute, les personnes se consolent, elles espèrent. Mais les autres, celles qui ont plus de soixante-quinze ans, reçoivent un autre modèle de lettre. On leur dit, même lorsqu'elles ont plus de quatre-vingts ans — c'est encore mieux qu'en Seine-Inférieure: vous avez bien plus de soixante-quinze ans, mais les crédits ne nous permettent pas de vous payer. Attendez à plus tard, si en 1954 nous avons quelque chose, alors on essayera d'être généreux. (*Rires et applaudissements.*)

Voilà la situation, je tiens à vous la signaler. Nous avons un espoir parce qu'au cours d'une récente visite, monsieur le ministre, vous avez bien voulu nous apporter des espérances et que, dans la bouche d'un homme d'action, ces espérances seront demain des réalités.

Il est pénible de voir des gens de soixante-quinze, quatre-vingts, quatre-vingt-cinq ans même, qui n'ont absolument rien touché. J'ai vu, dans le lot assez important des amendements qu'on nous a distribués tout à l'heure, que certains collègues ont demandé que les vieillards de soixante-quinze ans et plus touchent en espèces. Ce serait faire œuvre de justice. Je me permets, dès maintenant, en mon nom personnel, de m'associer à l'amendement qui a été déposé. (*Applaudissements à gauche.*)

Je voudrais vous demander, dans le cadre des circulaires, de faire attention, sur certains points, à l'usage que l'on en fait.

Vous me permettrez d'évoquer très rapidement le fonctionnement de vos commissions de dommages de guerre, car, si M. Canivez rappelait tout à l'heure qu'il était maire, je dois rappeler que je suis membre d'une commission de la justice. Ces commissions fonctionnent bien sans doute, mais là encore, monsieur le ministre, certains commissaires du Gouvernement oublient trop souvent que les commissions en jugement doivent tenir compte avant tout de deux facteurs: la loi et la jurisprudence. Or, en fait, alors que très souvent des affaires devraient se concilier lors de la tentative de conciliation, nous voyons les commissaires du Gouvernement nous dire, alors que cela simplifierait bien des difficultés: mais je ne peux pas, la circulaire ne me le permet pas. On leur montre une jurisprudence émanant de la commission supérieure, mais cette jurisprudence, pour vos commissaires du Gouvernement, ne vaut que dans la mesure où ils ont reçu une circulaire qui vient la confirmer et leur donner la possibilité de s'incliner devant une telle décision.

M. Denvers. La commission se déclare incompétente.

M. Jozeau-Marigné. Je ne sais pas si elle se déclare incompétente, mais je sais bien qu'il y a une œuvre de simplification à réaliser en suivant d'une manière pratique les décisions de jurisprudence de la commission supérieure.

M. Dulin. Très bien!

M. Jozeau-Marigné. Et cependant, monsieur le ministre, ces décisions de la commission supérieure, je ne peux pas dire que votre ministère veuille en faire fi. Je n'en veux pour preuve que l'excellente intervention de notre collègue M. Tellier, qui exprimait la crainte que nous inspire l'application d'un nouveau principe dit du potentiel. Et pourquoi appliquerait-on ce principe dit du potentiel? Certes, vous pourriez nous répondre: mais d'où vient votre crainte? Nous ne voyons pas dans le texte une menace pour aujourd'hui et nous ne vous demandons pas de voter quelque chose de relatif à ce principe du potentiel.

Eh bien, monsieur le ministre, je me permets d'attirer ici votre attention et celle de l'Assemblée. Je considère que le principe du potentiel qu'on voudrait faire appliquer est extrêmement dangereux. En effet, nous trouvons qu'il y a là un moyen, indirect peut-être, mais très sûr, de porter atteinte à la loi du 28 octobre 1946, en matière de réparation des dommages de guerre.

Ceci est extrêmement grave et la crainte est très sérieuse, parce que nous redoutons précisément que par le moyen pratique et subtil de la circulaire, on oblige en réalité vos délégations à appliquer en fait un principe qui n'a pas sa place ici. Sans doute dira-t-on qu'il y a justement la décision d'une commission supérieure. J'ai vu deux arrêts rendus en la matière, mais nous estimons qu'ils vont à l'encontre même de la loi et c'est pourquoi nous espérons de votre part, monsieur le ministre, des apaisements qui sont absolument nécessaires.

Permettez-moi très rapidement maintenant, monsieur le ministre, d'attirer votre attention sur une autre catégorie de sinistrés, celle des commerçants, et la réparation de leur dommage. Ici, je voudrais insister, car vous savez quelle est la sévérité de la loi en matière de réparation de ces sinistrés et notamment de la reconstitution des stocks. On doit reconstituer trois mois de stock.

Je ne crains pas d'affirmer, sans démagogie, que les sinistrés commerçants sont à ce point lésés qu'ils n'ont, en fait, bénéficié d'aucune reconstitution digne de ce nom.

M. le président de la commission de la reconstruction. Très bien!

M. Jozeau-Marigné. Peut-être nous direz-vous: mais que regrettez-vous? Lorsque je reconstitue un stock égal à trois mois, je ne fais en quelque sorte qu'appliquer une loi. J'aimerais que des instructions soient données précisément pour appliquer la loi avec plus de justice et peut-être aussi plus de bienveillance.

Lorsqu'on accorde aux sinistrés commerçants une reconstitution aussi faible soit-elle, on le fait, certes, dans un esprit de choix, parce que les crédits sont limités et qu'on ne peut pas tout faire en même temps. Mais il est inadmissible — et je veux attirer votre attention sur ce point — que l'on fasse preuve de tant de sévérité dans l'application des coefficients de reconstitution.

Le dommage est évalué au moment du sinistre. Mais, lorsqu'on veut appliquer les coefficients de reconstitution, vos délégations agissent avec une sévérité excessive. Je ne vous en donnerai qu'un exemple. Prenez le cas d'un sinistré qui n'a pas pu reconstituer son commerce parce qu'il a été doublement sinistré, d'une part, dans son commerce et, d'autre part, dans son immeuble. Ce sinistré a été obligé de partir dans une cité commerciale aménagée dans des baraquements où il a essayé de vivoter pendant quelques années. Pour ce faire, il a été obligé d'adapter cette boutique qui ne constitue qu'un baraquement provisoire. Monsieur le ministre, croiriez-vous que, lorsqu'on évalue un dommage de cette nature dans vos délégations, on compte aux sinistrés tout le mobilier transitoire qui a servi dans ces baraquements, qui ne peut être que provisoire, restreint, et qui ne constitue rien en réalité!

Quelle est la conséquence? La voici, et elle est terrible. Le jour où le commerçant veut enfin reconstituer son bien, il ne peut plus le faire parce qu'on considère que ses crédits ont été absorbés, en grande partie, lorsqu'il a aménagé, en 1946 ou 1947, une baraque, aujourd'hui son crédit est ramené à zéro. Voilà une situation que je vous signale parce que c'est une réalité qui nous touche de près.

Je voudrais encore attirer votre attention sur les dispositions de l'article 12 de ce texte, concernant les crédits pour les habitations à loyer modéré. Je vais être très discret, car je sais que vous entendrez d'autres orateurs sur ce point et j'ai du reste présenté un amendement que je défendrai en son temps. Permettez-moi simplement de dire que les crédits pour les habitations à loyer modéré ne seront jamais trop élevés (*Applaudissements*), qu'il est absolument indispensable qu'on travaille pour les offices publics d'habitations à loyer modéré, comme pour l'accession à la propriété privée. Il est toujours difficile de choisir. Nous faisons le choix, selon nos affinités, nos pensées. Nous regrettons cependant tous que les crédits ne soient pas plus élevés. En soutenant mon amendement, je soulignerai la nécessité toujours plus grande de permettre l'accession à la petite propriété, car c'est là un des remèdes importants de nos maux au point de vue social. (*Applaudissements.*)

Et maintenant, monsieur le ministre, j'en aurai terminé lorsque j'aurai attiré une fois de plus votre attention sur la situation des collectivités locales. Je sais, et vous nous en avez apporté témoignage dernièrement en venant dans le département de la Manche, quelle doit être votre sollicitude pour ces collectivités. On vous a parlé souvent de ce problème, mais dans cette Assemblée, plus que dans toute autre, le souci des départements et des communes est grand. Quelle est la situation de nos budgets communaux, quand nous avons à lutter contre mille problèmes qui se posent à la fois. D'une part, nos compatriotes sont dans une situation plus difficile pour payer l'impôt absolument nécessaire pour faire face aux besoins de chaque jour; d'un autre côté, ce n'est pas une construction, ou une seule reconstruction, qui s'impose, c'est le problème de la reconstruction de tous nos bâtiments communaux qui se pose et nous place devant un dilemme épouvantable. Aussi, monsieur le ministre, tout en respectant la loi, je vous demande d'apporter une bienveillance extrêmement grande à l'examen des demandes faites par les collectivités locales. Sans doute il a été prévu des payements en titres pour certains acquéreurs de dommages, mais cette disposition constituerait pour les collectivités locales une tromperie et une duperie. Que peut faire un maire ou un président de conseil général avec des titres qu'il ne peut négocier?

Je ne veux pas insister davantage, monsieur le ministre, mais je demande instamment, au nom de toute cette Assemblée, que demain comme hier, vous prêtiez une attention plus particulière

à toutes les demandes qui vous seront présentées par nos conseillers généraux et par les maires de nos communes. (*Très bien! Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Hamon.

M. Léo Hamon. Monsieur le ministre, mes chers collègues, plusieurs des orateurs qui m'ont précédé ont parlé plus particulièrement du problème de la reconstruction dans les régions sinistrées. Mais votre ministère n'est pas seulement celui de la reconstruction dans les régions sinistrées par faits de guerre, il est aussi celui de la construction dans les régions sinistrées par fait de surpopulation et de délabrement du logement existant. C'est pourquoi, dans le temps très bref que nous impartissent et le règlement et l'époque de l'année 1953 dans laquelle nous nous trouvons toujours, n'est-il pas vrai, je voudrais rappeler, en quelques chiffres, ce qu'est, même en dehors des régions dévastées par la guerre, le véritable et permanent sinistre du logement.

Quatre mille immeubles, monsieur le ministre, ont été déclarés en état de péril et demeurent toujours habités, quatre mille immeubles qui représentent 15.000 logements et 60.000 habitants. Faute d'autres logements, on continue d'habiter des immeubles déclarés en état de péril et faute de logements valables, on continue aussi d'habiter des immeubles en état d'insalubrité déclarée. On compte 400.000 logements insalubres et toujours habités, alors que depuis la législation de 1925, 20.000 logements de remplacement seulement ont été construits, malgré les facilités données par la loi.

La conséquence de cet état de choses, d'une situation où, malgré l'habitation continuée des logements déclarés en péril, malgré l'habitation continuée de logements insalubres, il n'y a cependant encore pas assez de logements, la conséquence c'est qu'une fraction importante de notre population habite dans des chambres d'hôtel qui sont à bon marché quand elles valent 4.000 francs par mois, et qui souvent, vous le savez se payent de 10.000 à 20.000 francs par mois. Ainsi, 500.000 personnes dans le seul département de la Seine, sont logées d'une façon permanente dans 225.000 chambres d'hôtel, soit à peu près 12 p. 100 de la population parisienne.

Bien entendu, cette fraction de la population, pour laquelle le loyer est particulièrement élevé, est justement celle qui devrait plus particulièrement être aidée alors que ses ressources sont minimes et qu'elle paye en surcroît du loyer une véritable surtaxe de l'impécuniosité, alors qu'elle est jeune et que, au moment où elle devrait trouver un monde hospitalier pour faire face à de lourdes et grandes charges avec des revenus encore modestes, elle trouve au contraire une société où toutes les places acceptables sont prises, il ne lui reste plus que les places abandonnées à des taux usuraires.

Mais cela même n'est pas encore assez si l'on veut mesurer l'étendue du désastre, en dehors, je le répète, des régions dévastées par la guerre elle-même, il faut encore considérer que 411.000 logements étaient, dès 1946, réputés surpeuplés, abritant — si l'on peut dire — 1.844.000 personnes dans les villes de plus de 50.000 habitants. Si nous voulons descendre jusqu'aux communes de plus de 2.000 habitants et faire le compte de tous ceux qui sont véritablement des mal logés, au sens plein du terme, on trouvait dès 1946, 4.735.000 Français, c'est-à-dire, dès cette époque, 22 p. 100 de la population des agglomérations urbaines.

Ces chiffres et ce pourcentage n'ont pu que s'accroître dans le cours des années, parce que, vous le savez, si la population française s'est accrue, notamment dans ses éléments jeunes d'une manière qui nous réjouit, le logement lui, n'a augmenté qu'à une cadence qui nous désole. Il y a donc bien plus de 22 p. 100 des Français qui habitent des logements incontestablement surpeuplés.

Ce que signifie humainement cette situation, nous le savons, administrateurs de cités petites ou grandes. Vous le savez, mes chers collègues, qui, maires de communes, avez à accueillir le tragique et interminable défilé de ceux qui viennent demander ce qui est mille fois légitime, puisque c'est indispensable à la vie et que vous ne pouvez leur accorder. Et si nous étions tentés dans nos grandes cités de l'oublier, faute d'un contact aussi direct, nous en trouverions, monsieur le ministre, le rappel dans un des aspects les plus navrants, les plus déchirants de notre fonction parlementaire.

Ah! certes, la lettre de recommandation que l'on écrit, ah! certes, l'apostille que l'on donne à tant de désirs exprimés font partie parfois — il faut le dire et qu'importe que cela figure au *Journal officiel* — sont des gestes qu'un parlementaire accomplit toujours avec un certain scepticisme lassé. Mais je ne suis pas encore arrivé au degré de sagesse ou de résignation qui m'empêcherait de souffrir quand je vois des hommes ou des femmes auxquels je dis: « Si vous le voulez, j'interviendrai, mais il y a peu de chance », me répondre: « Intervenez quand même », parce que, lorsqu'on n'a plus d'espérance, il reste la chimère pour s'y cramponner. Et lorsque j'ai accompli ce geste d'intervention, je trouve, dans mon courrier, après les lettres déchirantes des uns, l'éternelle, la non coupable et cependant atroce réponse des offices d'habitation qui n'ont rien à donner, quelque tragique que soit la situation soumise, parce qu'ils n'ont pas de place vacante.

Cette situation dont nous sommes les témoins, il ne faudrait pas, monsieur le ministre, que l'habitude nous en fasse oublier le tragique. Comment évoquer ce qu'est le logement dans ces conditions de surpeuplement et ce qu'il entraîne de désastres physiques et moraux, ce qu'il représente de foyers désagrégés, ou de foyers empêchés, de jeunes ménages pour qui l'enfant qui vient au monde est, non pas un bonheur, mais un souci, de ménages constitués pour qui de nouveaux enfants sont non pas un lien supplémentaire, mais un sujet d'énervement, de déchirements et de disputes — car, lorsqu'on est trois, quatre, cinq et six dans une même pièce, l'enfant n'est pas un bonheur, mais hélas, une épreuve supplémentaire pour les nerfs des parents.

Si bien que la nation qui supporte cet état de choses, pour des centaines et des centaines de milliers de ces ménages — cette nation elle est, permettez-moi d'employer ici une notion toute morale — elle est en état de péché permanent vis-à-vis de ceux à qui elle devrait à tout le moins le droit au foyer, le droit au bonheur.

Faut-il dire ce qu'est, pour les plus malheureux, l'épreuve morale, en même temps que l'attentat permanent à la santé ? Faut-il dire ce que sont ces ménages ravagés à la fois par la promiscuité, par la tristesse et l'irritation du foyer ? Un prêtre, qui fut parlementaire, prononçait cette phrase sévère que je voudrais reprendre très gravement à mon compte, comme une interrogation adressée personnellement à n'importe lequel d'entre vous dans cette salle, mes chers collègues: « Quel est celui d'entre nous, écrivait-il, nous qui avons malgré tout une certaine satisfaction de nous-mêmes et de nos vertus! quel est celui d'entre nous qui, s'il vivait dans les mêmes conditions, garderait ce que beaucoup d'entre ces malheureux ont encore gardé de dignité de vie et de vertu ? ».

Et que penser du mot de ce misérable qui, suivant le convoi funèbre de l'un de ses voisins de taudis, disait mélancoliquement: « il aura encore plus de place mort qu'il n'en avait vivant, car la place d'un cercueil, c'est plus que la surface habitable habitée par chacun dans une pièce occupée par six personnes ».

Je ne dis pas cela, monsieur le ministre, pour la satisfaction morose de rappeler des choses tristes, mais parce qu'il faut au moment où nous délibérons, dans la majesté parlementaire et législative de ce palais, que nous ayons conscience du drame humain, vécu à des millions d'exemplaires, qui est l'enjeu quotidien de nos délibérations et parce que, l'ayant évoqué, nous devons en chercher des solutions à la mesure de son urgence.

Or, que valent, sous ce rapport de l'urgence, les remèdes déjà mis en œuvre ? On avait prévu autrefois la construction d'habitations à bon marché.

De la notion d'habitations à bon marché on est passé à la conception des habitations à loyer modéré et cette substitution de mots marque l'intention de faire mieux, de donner à tous, non seulement des logis du gabarit des habitations à bon marché, mais encore des logis du gabarit des habitations à loyer modéré, avec, par conséquent, un confort étendu.

C'est fort bien, mais cela représente — il faut que nous en ayons conscience — un type de logements qui ne sera donné ni aujourd'hui, ni demain, à ces millions de Français qui sont et demeurent dans la désespérance. Ils ne leur seront pas effectivement accessibles de sitôt parce qu'il existe actuellement un retard de 750.000 logements, qui s'accroît tous les ans par suite de la détérioration de 100.000 nouveaux logements et que, par conséquent, on ne commencera à rattraper le retard qu'après avoir construit plus de 100.000 logements par an. Or, vous savez très bien qu'il nous faudra, au rythme actuel, encore beaucoup de temps pour compenser l'usure, pour suivre le mouvement de la population et liquider le retard passé.

Et même si cette raison technique n'était pas suffisante, il y a encore une autre: vous le savez, de plus en plus le prix de revient des logements construits, et par là même le prix de location, excède tragiquement les ressources des plus déshérités de nos compatriotes, en sorte que, par une fatalité dont je ne vous rends nullement responsable, dont l'administration n'est pas responsable — mais dont il ne faudrait pas que certains administrés soient victimes — plus on construit, plus les constructions passent au-dessus des moyens de payement des plus misérables.

Que dire, dans le même esprit, de la politique d'accession à la propriété qu'on applaudissait tout à l'heure ? Oui, bien sûr, il faut encourager l'accession à la propriété. Oui, bien sûr, il faut le plus possible en abaisser le seuil. Il reste malgré tout

que, compte tenu de toutes les aides et de toutes les subventions, il n'est pas possible d'envisager l'accès à la propriété pour ceux qui n'ont pas au départ 200.000 francs.

M. le président de la commission de la reconstruction. C'est un minimum!

M. Léo Hamon. Je souhaite qu'il y en ait beaucoup, je souhaite qu'il y en ait le plus possible. Mon observation n'implique d'ailleurs aucune critique du minimum fixé, mais je dis que nos assemblées encourraient la condamnation civique et morale la plus terrible si elles cessaient de se préoccuper d'un ménage à partir du moment où il n'a pas 200.000 francs à décaisser. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

M. le président. Je crois que vous avez largement dépassé votre temps de parole et je vous demande de donner votre conclusion.

M. Léo Hamon. Je vais tenir compte de l'un pour parler de l'autre.

Je veux dire qu'il ne suffit pas de pourvoir aux besoins des moins déshérités quelque nombreuses que soient les familles que vous pourrez satisfaire et par ces logements nouveaux, il restera pendant de longues années encore une grave insuffisance de logements normaux. Je voudrais vous demander, monsieur le ministre — cette suggestion sera reprise tout à l'heure par moi sous forme d'un amendement dont j'aurai ainsi d'avance présenté la justification — de prévoir un programme de véritable secours en logements, par la construction de logements beaucoup plus simples, plus précaires peut-être, mais qui permettront de « dépanner » dès maintenant les plus malheureux, de « dépanner » les plus déshérités, en attendant qu'un nombre suffisant de logements meilleurs et plus durables aient été construits et que les impétrants aient eux-mêmes acquis les ressources indispensables à leur installation définitive.

Et qu'on ne nous dise pas qu'il est indécent de loger des Français en deçà du minimum de confort prévu pour habitation à loyer modéré: car il ne faudrait pas que la recherche de ce confort minimum aboutisse à l'absence de toit, à l'absence de foyer pour de très nombreux citoyens. Il faut donc — et ce sera la conclusion de mon propos — que dans l'ensemble de votre activité, dans la distribution de vos crédits, vous envisagiez, à côté des logements durables, une tranche de logements d'urgence, une tranche de secours en nature de logements, dans lesquels vous permettrez aux catégories de citoyens les plus déshérités de transiter pendant le temps nécessaire pour leur accession à des logements normaux plus satisfaisants. Entre le logement normal dont l'attribution à chacun demeure naturellement le but et les sordides cabanes de la zone, où la réalité d'aujourd'hui n'est pas un véritable logement mais un abominable entassement, il doit y avoir une catégorie d'habitation en quelque sorte transitoire, immédiatement accessible à tous sans en excepter les plus défavorisés.

M. le président. Je me permets de signaler qu'à côté de la crise du logement il y a eu une crise du temps de parole. (*Sourires.*)

M. Léo Hamon. Tout le monde admet aujourd'hui que, quand la température d'un individu s'élève de deux ou trois degrés au-dessus de la normale, la société lui doit immédiatement l'hospitalisation, un séjour suffisamment prolongé à l'hôpital pour lui permettre de guérir et même de se rétablir; et en même temps on trouve normal qu'une famille de cinq personnes soit logée pendant dix ans dans une pièce de six mètres carrés, sans eau ni électricité, ni lieux d'aisance! Pour beaucoup de nos compatriotes il semble vraiment n'y avoir là ni scandale ni péril.

Ne croyez-vous pas pourtant, mes chers collègues, que des conditions d'habitat aussi inhumaines sont tout aussi désastreuses, sinon plus, pour la santé physique et morale de l'individu, que les quelques degrés supplémentaires de température ou telle maladie courante ? Contre ces maladies mêmes, on a justement prévu des hôpitaux; je vous demande, monsieur le ministre, de penser à la nécessité d'une autre hospitalisation contre une autre affection non moins pernicieuse; et ceci par l'usage d'habitations transitoires simples mais acceptables; car, s'il faut vous louer, monsieur le ministre, de défendre les exigences du permis de construire, je vous demande de penser également qu'à côté du permis de construire pour les maisons, il doit bien y avoir aussi toujours pour les hommes un permis de vivre. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Durand-Réville.

M. Durand-Réville. Mesdames, messieurs, les crédits de payement affectés à la participation du budget à la reconstruction des territoires d'outre-mer se montent, comme vous le voyez, à 4.500 millions de francs. La modicité répétée hélas ! d'année en année — vous le savez, monsieur le ministre — de cette somme destinée à indemniser les dommages de guerre, aussi bien en Algérie et en Tunisie qu'en Indochine, est en sorte la matérialisation de l'injustice difficilement calculable avec laquelle ont été jusqu'ici traités nos compatriotes sinistrés en Indochine par rapport à l'ensemble des sinistrés français.

Cette injustice a été rendue plus criante encore par la répartition qui a eté faite, jusqu'ici, des crédits correspondant entre l'Indochine — dont les dommages représentent la presque totalité de ceux qui restent à reconstituer — et les autres territoires d'outre-mer. C'est ainsi que l'on peut constater que la part des crédits consacrés au cours des dernières années, et plus spécialement au cours de l'exercice budgétaire 1953, à la réparation des dommages d'outre-mer, se monte à 2 p. 100 par rapport à la masse de crédits destinée à l'ensemble des sinistrés français. En ce qui concerne l'Indochine, cette proportion est moindre encore, puisque l'année dernière elle représentait 0,89 p. 100 des crédits totalement consacrés à la reconstruction.

La commission des finances s'est surprise de cette disparité et les sinistrés d'Indochine lui en seront particulièrement reconnaissants. C'est avec intérêt que, dans son excellent rapport, notre collègue M. Bousch relève à la page 25 que la commission des finances s'est étonnée de l'effort minime consenti pour l'Indochine: 2.300 millions, alors que les dégâts sont estimés à plus de 160 milliards. En revanche, elle a constaté l'effort important consenti pour la Tunisie: deux milliards pour un volume global de dégâts de six milliards.

Aussi est-elle appelée à demander à M. le ministre s'il ne conviendrait pas de consentir un effort plus grand pour l'Indochine. C'est dans cet esprit qu'est envisagée l'attribution de titres aux Français sinistrés dans ce territoire qui en feraient la demande. Ces constatations correspondent exactement à la réalité. L'équité, monsieur le ministre, voudrait que les sinistrés d'Indochine puissent achever en une dizaine d'années — le délai qui a été prévu pour la reconstruction dans la métropole — leur propre reconstruction sur place ou dans un autre territoire de l'Union française; que des crédits annuels leur soient accordés dans la proportion d'environ 20 milliards, se décomposant comme suit: crédits affectés à la reconstructoin sur place, cinq milliards en espèces, cinq milliards en titres de la caisse autonome de la reconstruction; crédits affectés aux transferts sur d'autres territoires de l'Union française, dix milliards en titres de la caisse autonome de la reconstruction; soit au total cinq milliards en espèces et quinze milliards en titres.

Nous sommes loin, dans le budget qui nous est proposé, de trouver des sommes de cette importance. Ajoutons qu'aucune des mesures d'assouplissement de la législation sur la reconstruction, en particulier celles prises en France par la loi du 31 janvier 1950, n'avait encore été appliquée à l'Indochine, privée en outre des facilités ouvertes dans la métropole par les emprunts de groupements des sinistrés et par le payement par titres de la caisse autonome de la reconstruction.

S'il est donné suite aujourd'hui à l'heureuse suggestion présentée par notre commission des finances, qui a bien voulu accueillir les propos d'un certain nombre d'entre nous, en particulier de notre collègue et ami M. Motais de Narbonne, toujours si attentif aux intérêts généraux des Français d'Indochine, cette seconde lacune sera réparée.

Il appartiendra au ministre de nous dire tout à l'heure si cette suggestion de la commission des finances est finalement acceptée par lui.

Les sinistrés d'Indochine se plaignent à juste titre de l'incompréhension de votre département, monsieur le ministre, au regard de leur situation tragique. Jusqu'ici, les dommages étaient indemnisés, en Indochine, en vertu du décret du 27 septembre 1947 faisant application de la loi fondamentale du 28 octobre 1946.

L'administration conteste, aujourd'hui, la légitimité de l'application de cette loi aux sinistres intervenus au cours des opérations contre le Viet-Minh après la reddition japonaise, cette application devant être limitée à ceux survenus dans la guerre étrangère.

Il est sans doute sans exemple, notons-le au passage, qu'un gouvernement ait attendu six ans pour s'apercevoir qu'une loi dont il a lui-même organisé l'application en Indochine, et qu'il y applique encore tous les jours, n'est, en réalité, pas applicable. On se demande, d'autre part, comment pourrait se traduire, dans la pratique, l'inégalité d'une telle mesure introduisant entre les sinistrés des discriminations, non en fonction de la date de leur sinistre, mais en fonction de l'origine de ce sinistre.

Si, d'ailleurs, on s'en tenait à la lettre, on pourrait soutenir que le décret de cessation des hostilités avec le Japon n'ayant pas encore été signé, les opérations actuelles peuvent à bon droit en être considérées comme une séquelle.

Mais, en s'évadant de ce terrain purement formel et juridique, il est clair que le courant d'opinion qui reconnaît à la guerre d'Indochine le caractère de conflit international fait justice des arguties juridiques sur lesquelles votre département tente d'asseoir sa thèse.

Cette thèse paraît d'ailleurs singulièrement impolitique, en ce sens qu'elle atteint d'une part des Français — et aussi une épargne — particulièrement entreprenants qui n'ont pas hésité à s'expatrier, d'autre part la présence française elle-même dans les Etats associés. Elle atteint enfin l'économie de ces Etats associés, qu'il semblerait de bonne politique, au contraire, de reconstituer en même temps qu'on s'efforce de les libérer par les armes. Ces distinguos juridiques masquent mal, en réalité, le désir de diminuer la créance sur l'Etat des sinistrés français d'Indochine et, partant, les crédits affectés à leur indemnisation. Et ce désir d'économie paraît singulièrement mesquin, cependant, mesdames, messieurs, si l'on compare le montant total des dommages à indemniser en Indochine, de l'ordre de 170 milliards, aux 6.000 milliards de la reconstruction française et aux 3 à 4.000 milliards des budgets annuels. Pour les Français sinistrés en Indochine, la guerre continue et ils doivent réparer leurs dommages ou leurs pertes de la même façon, quel qu'en soit l'auteur. Ils comprennent très bien que la nouvelle situation d'indépendance complète des Etats associés conduit à reviser les modalités, mais non les principes, de leur indemnisation.

Lorsque j'aurai dit que le personnel qui, en Indochine, assume la charge de l'examen des dossiers est nettement insuffisant, aggravant encore le malaise provoqué par les atermoiements de la reconstruction là-bas, je pense que j'aurai évoqué les différents aspects que le bref temps de parole qui nous est imparti nous permet de consacrer à une question de cette importance.

En conclusion, je vous poserai, comme j'ai l'habitude de le faire, un certain nombre de questions précises. Ces questions, d'ailleurs, vous les connaissez, puisque, aussi bien, elles sont le thème de la question orale que je m'étais permis de poser sur cet important problème et qui n'a pu encore être délibérée par le Conseil de la République en raison de la surcharge de son ordre du jour en fin de session.

Ces questions sont les suivantes: je vous demande s'il vous paraît opportun d'affecter à la construction en Indochine, compte tenu du montant total respectif des sinistres, des crédits proportionnels aussi élevés qu'en France.

Je vous demande de n'opérer, comme semble vouloir le faire cependant une nouvelle réglementation à laquelle je faisais allusion tout à l'heure, aucune discrimination entre les sinistres qui sont le fait de la guerre étrangère et ceux qui sont survenus au cours des opérations contre le Viet Minh, et de continuer à appliquer indistinctement aux uns et aux autres les dispositions de la loi fondamentale du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre.

Je vous demande de promulguer sans délai le projet modificatif du décret du 27 septembre 1947, qui tend notamment à augmenter le plafond de la part non différée des indemnités, pour le mettre en harmonie avec le plafond appliqué dans la métropole et d'envisager, sans délai, l'attribution de titres de la caisse autonome de la reconstruction aux sinistrés d'Indochine, comme le propose votre commission des finances.

Je vous demande de doter les services des dommages de guerre du personnel spécialisé indispensable, tant en qualité qu'en quantité, pour procéder à l'étude des dossiers dans des délais convenables et à l'attribution des indemnités, qui devrait être faite, non pas en vertu de décisions purement arbitraires, comme cela s'est parfois produit, mais en tenant compte des principes établis par la commission consultative des priorités.

Enfin, je vous demande, monsieur le ministre, de faciliter les transferts en faveur des sinistrés qui désirent reconstituer leurs biens dans la métropole ou dans un autre territoire de l'Union française, étant entendu que les indemnités correspondant à ces transferts continueront à être payées en titres par la caisse autonome de la reconstruction, dont les autorisations d'émission sont loin d'être épuisées, et non pas imputées sur les crédits délégués à l'Indochine en cette matière.

En donnant satisfaction à d'aussi légitimes demandes de la part des sinistrés d'Indochine, monsieur le ministre, vous contribuerez, vous en doutez-vous ? à rétablir, dans l'opinion des Français, cette idée que l'Union française n'est pas un vain mot.

Vous rétablirez l'égalité de tous les citoyens de la République devant le rythme de la reconstruction, vous démontrerez qu'aux yeux du Gouvernement les Français d'au delà des mers, surtout lorsqu'ils ont souffert et continuent à souffrir plus que les autres, ne sont pas des Français de seconde zone et que, dans notre République fraternelle, ceux qui sont loin des yeux ne sont point aussi, pour nous, loin du cœur. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. Symphor.

M. Symphor. Mes chers collègues, je m'excuse de prendre la parole dans ce débat qui peut sembler ne pas intéresser les lointains départements d'outre-mer. D'ailleurs, je dois reconnaître et avouer que notre intervention, dans ce débat budgétaire, prend à nos yeux le caractère d'une sorte de rite que nous accomplissons d'ailleurs sans élan, ni enthousiasme, avec plutôt un sentiment de lassitude, avec — comme le disait notre collègue M. Hamon — un scepticisme lassé qui n'est pas de la sagesse, mais qui est, au contraire, l'expression d'un certain découragement, d'une sorte d'amertume et — si vous permettez que j'aille jusqu'au fond de ma pensée — d'indignation.

Dans ce domaine comme dans tous les autres, monsieur le ministre, nous ne pouvons intervenir que pour malheureusement signaler la carence du Gouvernement, son indifférence, peut-être son mépris des choses qui intéressent nos populations d'outre-mer, dont il ne sent pas les réactions aussi pressantes et aussi vives que celles qui se manifestent dans le territoire métropolitain. Et il n'est pas exclu de dire que, lorsque le Parlement légifère pour l'ensemble des départements français, il ne pense à l'application des textes qu'aux populations qui vivent à l'intérieur des limites de la métropole, oubliant ainsi ces prolongements lointains qui font constitutionnellement et historiquement partie intégrante de la France.

On peut certainement s'étonner que nous intervenions dans le budget de la reconstruction. Quand on parle de la reconstruction, on ne pense évidemment qu'aux destructions de guerre, mais le budget s'intitule pourtant « budget de la reconstruction et du logement ».

D'ailleurs, dans ces départements et, en ce qui concerne la Martinique en particulier, il se pose nécessairement des problèmes de reconstruction. Nous avons aussi des sinistrés, ceux qui sont victimes de ces cyclones tropicaux dont vous connaissez la fureur destructrice, de ces tremblements de terre périodiques qui détruisent tout en moins de temps que les bombardements de guerre. Et nous avons quelque chose de plus: nous avons le volcan. Il suffit que j'évoque ce mot pour que vous voyiez devant vous et que se dresse dans vos mémoires cette fameuse éruption du 8 mai 1902 qui, en quelques secondes, a détruit de fond en comble le tiers de la Martinique sous un immense linceul de lave en fusion et a fait périr 40.000 habitants, calcinés et disparus totalement.

D'ailleurs, monsieur le ministre, vous savez bien que l'explosion de la montagne Pelée, le 8 mai 1902, a été traduite dans le langage scientifique comme un phénomène de désintégration atomique plus violent que celui d'Hiroshima. La science prouve, en ce moment, que ce qu'on appelle la bombe volcanique de la montagne Pelée n'est que la transposition, dans le domaine naturel, de la bombe atomique. S'il n'y a eu que 40.000 victimes, c'est parce que heureusement, dans la déflagration, il n'y avait que 40.000 poitrines offertes à cette infernale expiation.

Il y a donc toutes ces maisons à reconstruire. Evidemment, un gouvernement prévoyant, se penchant avec humanité sur ces problèmes, aurait déjà trouvé dans les crédits qui lui sont affectés, le moyen de venir en aide à ces populations sinistrées. Hiroshima a déjà été reconstruite. Quant à nos murs calcinés, la nature elle-même les a respectés, comme pour attester, à la manière de Pompéï et d'Herculanum, quelle fut l'intensité de la violence des forces naturelles déchaînées. Et Saint-Pierre, capitale littéraire et artistique des Antilles, offre, après 53 ans, le spectacle douloureux de ces ruines non encore restaurées.

Mais la tâche de votre ministère englobe plus largement le problème proprement dit de la construction. S'il est des pays où la construction doit prendre le caractère du problème n° 1, du problème social le plus immédiat, c'est bien dans les régions qui ont subi, par le fait même de leur histoire, de leur comportement social à travers les âges, un retard considérable qu'un gouvernement libéral, épris de progrès, doit rattraper aussi rapidement que possible.

Ce que vos fonctionnaires, vos missionnaires, nos représentants, nos parlementaires, nos commissaires éprouvent le plus fortement lors de leurs visites à ces départements, c'est ce sentiment que les conditions de l'habitat constituent les vestiges les plus certains de l'esclavage. Si vous avez eu la curiosité — c'est intéressant d'ailleurs, et je vous le recommande — de lire avec l'attention qu'ils méritent le rapport de notre collègue de l'Assemblée nationale, M. Viatte, et celui de notre collègue Mme Devaud, vous serez surpris, vous qui parliez tout à l'heure, mon cher collègue Hamon, de rapprochement dans des logements exigus, de promiscuité scandaleuse constituant à la fois un défi à la santé et à la morale, vous serez supris d'apprendre que vous n'avez pas encore touché les

limites de la détresse humaine! Il faut aller là-bas, chez nous, pour voir une population d'une extraordinaire densité vivre sur une superficie aussi restreinte. A la Martinique, on compte 260.000 habitants sur 500 kilomètres carrés habitables. La moyenne des familles est de quatre ou cinq enfants, et toutes ces familles logent entassées, pêle-mêle, dans de petites pièces où, heureusement, le soleil et la lumière viennent compenser le manque d'hygiène.

Ce qui devient grave dans ce problème de construction, c'est que toutes les lois et jusqu'aux dernières lois foncières — je ne prendrai pas la peine de les énumérer — qui ont été votées par le Parlement ou édictées par le Gouvernement, c'est que tous les textes ont été rendus applicables à ces départements et que, cependant, rien n'a été fait. Je veux vous citer rapidement trois exemples absolument suggestifs.

Le Gouvernement, il y a sept ans, a fait créer à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion des sociétés immobilières d'Etat. Le capital constitutif a été souscrit par les collectivités communales et départementales, toutes les formalités administratives prescrites ont été remplies, mais ces sociétés n'ont jamais pu fonctionner, parce que jamais les textes d'application ne sont sortis.

Un jour, j'ai eu la bonne fortune d'être accompagné, au ministère de la reconstruction, par le président de la commission de la reconstruction, notre collègue et ami, M. Chochoy, qui avait été ému de la situation que je lui avais dépeinte. Nous sommes allés quai de Passy où régnait alors M. Claudius-Petit, à qui nous avons exposé la situation. Il en a paru très ému et il a fait naturellement des promesses. Il est allé à la Martinique; il est venu, il a vu, il n'a pas vaincu. (*Sourires.*) Il n'a pas construit, il n'a pas créé; il n'a eu que des reproches pour l'effort que nous avions tenté, pour ce que nous avions réalisé avec nos seuls et modestes moyens.

Et alors, cette société immobilière d'Etat, qui avait été recommandée par le Gouvernement, dont les actions avaient été mises en circulation et le capital entièrement souscrit, attend encore que ses statuts, qui ont été adressés depuis 1949 aux services compétents, reçoivent l'approbation réglementaire.

Le deuxième exemple est celui d'une société d'habitations à bon marché qui a été fondée en 1946, il y a exactement sept ans. Des coopératives avaient été également constituées, conformément aux textes en vigueur. Leur création avait suscité dans la population de l'enthousiasme et de l'espoir à la pensée que beaucoup de gens auraient enfin un logement à eux. Des capitaux avaient été déposés, des actions souscrites, des terrains achetés. En dépit de toutes les interventions, de toutes les démarches, de l'approbation des statuts par arrêté ministériel du 10 février 1949, rien n'a pu être fait. Les autorisations nécessaires n'ont pas été données et, à l'heure actuelle, pas une pierre n'a été posée. L'Etat a simplement construit quelques logements pour abriter ses fonctionnaires, parce qu'il ne pouvait pas les loger dans le département.

En définitive, aucune initiative officielle n'a été prise, aucun effort particulier n'a été encouragé, aucun édifice n'est sorti de terre, aucune aide n'a soutenu une politique quelconque de la construction.

M. le président de la commission de la reconstruction. C'est un scandale!

M. Symphor. Monsieur le ministre, je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'insister. Voilà le problème. Mais pourquoi donc la politique de l'habitation n'a-t-elle pas trouvé dans ce département l'impulsion nécessaire ?

C'est d'abord parce qu'il n'y existe pas de source de financement et c'est là le troisième aspect de ce douloureux et irritant problème.

J'ai dit précédemment que les textes d'application n'étaient pas encore publiés. En effet, les primes à la construction que vous accordez répondent à une superficie déterminée de construction et à un taux de loyer fixé par des arrêtés ministériels. Vos services se sont aperçu que les textes ne pouvaient pas être appliqués dans ces départements lointains parce que vous ne pouviez pas y construire la même superficie que dans la métropole dans des conditions de prix absolument différentes. En effet, indépendamment de toute autre considération, le prix de la construction y est supérieur par le fait même des frais de transport, des frais d'approche, et des majorations de prix. Il est donc impossible de construire la superficie exigée avec la même prime, pour un prix plus élevé de construction.

Il fallait donc adapter la réglementation aux conditions économique de ces lieux. D'autre part, il n'existe pas, dans ces départements qui vivent sous l'empire des lois anciennes, de législation sur les loyers. Dans ces conditions, il est impossible d'avoir une politique normale et rationnelle de construction et le Gouvernement lui-même a donné la preuve de son impuissance.

A l'heure actuelle des projets sont en cours. De graves difficultés se dressent encore devant les animateurs des groupements qui les ont conçus.

Je me tourne alors vers vous, monsieur le ministre, pour vous demander de leur donner l'impulsion la plus rapide et la plus vigoureuse.

Je viens d'entendre l'expression de votre volonté d'action et votre foi créatrice. Je m'en réjouis et je ne peux qu'applaudir à tous les éloges qui vous ont été adressés. Je connais ceux qui vous les ont prodigués: je sais qu'ils sont très avares de leurs hommages, mais s'ils ont éprouvé le besoin, à cette tribune, de dire tout le bien qu'ils pensent de votre action, c'est qu'ils avaient certainement des raisons de le faire.

Avant de terminer, je voudrais présenter une dernière observation. Dans la loi de finances de l'exercice dernier, nous avons pu obtenir, grâce à l'esprit de compréhension de vos services et à leur concours empressé, qu'un article fût introduit dans la dernière loi de finances qui substitue la caisse centrale de la France d'outre-mer à la caisse des dépôts et consignations. En effet, vous le savez, monsieur le ministre, et je l'apprends à nos collègues, la caisse des dépôts et consignations, comme le Crédit foncier, refuse systématiquement d'attribuer des prêts aux départements d'outre-mer. Ainsi, on a beau voter des lois, on a beau rédiger des circulaires, il n'y a pas de construction possible parce qu'il n'y a pas de sources de financement; les établissements de crédits refusent d'investir en raison, affirment-ils, de leurs statuts dans ces départements.

Nous avons obtenu du Gouvernement, en accord avec les services du ministère de la reconstruction, qui, je le répète, nous ont apporté en la circonstance un concours dont je les remercie sincèrement, que la caisse centrale de la France d'outre-mer se substitue à ces organismes prêteurs. Mais, depuis un an, nous ne pouvons rien obtenir de cette caisse qui nous manifeste, d'autre part, infiniment de sympathie, parce que dans ce domaine comme dans tous les autres, le ministère n'a pas encore pris le décret d'application indispensable.

Monsieur le ministre, je me tourne alors vers vous et je vous dis très simplement: Pensez à ces territoires qui font partie du domaine national sur lesquels doivent se répandre vos bienfaits et de réaliser votre effort.

Je formule un souhait pour conclure mon exposé que j'ai voulu très bref. Schœlcher a libéré nos pères de leurs cachots, de leurs prisons, de leurs ergastules; c'est l'honneur de la France. Je vous demande de continuer l'œuvre de cet illustre bienfaiteur en libérant leurs fils de ces cases d'esclaves qui sont la honte d'un pays civilisé. Faites, monsieurs le ministre, que dans ces pays dont Jaurès a dit qu'ils étaient des lambeaux d'histoire de France palpitants sous d'autres cieux, que ce ne soit pas des haillons sordides que nous ayons à offrir aux regards de l'étranger. (*Applaudissements à gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Georges Marrane.

M. Georges Marrane. Mesdames, messieurs, plusieurs de nos collègues ont déjà fait judicieusement remarquer qu'il était bien difficile d'examiner dans des conditions normales le budget si important du ministère de la reconstruction et du logement. Il est cependant nécessaire de souligner l'aggravation constante de la crise du logement.

Deux chiffres suffisent à l'établir. D'après les statistiques officielles, depuis la libération jusqu'au 31 décembre 1953, 431.615 logements ont été construits ou reconstruits; mais, toujours d'après les statistiques, la population française est passée de 40.300.000 habitants, au 30 juin 1946, à 42.733.000 habitants au 1er janvier 1953, si bien qu'il y a une grande disproportion entre l'augmentation de la population et celle du nombre de logements construits.

Depuis la libération, il a été construit au titre des dommages de guerre 141.865 logements et, par l'ensemble des organismes d'habitations à loyer modéré, jusqu'à la fin de 1952, moins de 95.000 logements, dont moins de 70.000 réservés à la location. Le reste a été construit par des propriétaires et, en grande partie, au moyen des primes à la construction. Si l'on tient compte du fait que, depuis la libération, des dizaines de milliers de logements ont dû être évacués par leurs occupants à la suite d'arrêtés de péril, il est, hélas! évident que la crise tragique du logement s'aggrave chaque année.

Si j'examine la situation dans le département de la Seine, personne ne pourra contester qu'il est très urgent d'entreprendre enfin un programme audacieux de construction de logements pour la location. Je citerai l'exemple de ma commune, dans laquelle le tiers de la population sollicite un logement à l'office communal des habitations à loyer modéré.

Pour remédier à cette angoissante obsession de millions de Français, les ministres qui se succèdent rivalisent de promesses démagogiques. Pendant plusieurs années, M. Claudius-Petit a promis 240.000 logements par an. M. Courant promettait un

toit à chaque famille française et M. Lemaire annonce 200.000 nouveaux logements en 1954. Mais tous les ministres sont très discrets sur les moyens financiers qu'ils entendent affecter à la construction de logements, alors que c'est l'insuffisance des crédits qui constitue l'obstacle essentiel.

Sur ce point capital, M. le ministre Lemaire, à quelques milliards près, ne propose pas plus de crédits que ses prédécesseurs, dont il suit en fait, en l'aggravant, la politique. Les fonds du budget sont mis de préférence à la disposition des personnes aisées, ainsi qu'un rapport de l'inspection des finances l'a établi; mais le plus grave, c'est le boycottage sans cesse accentué des organismes d'habitations à loyer modéré par le ministre actuel. Ce boycottage, amorcé par ses prédécesseurs au moyen d'une bureaucratie paralysante et par l'insuffisance des crédits, se trouve étendu par les décrets-lois pris par M. Lemaire et par le gouvernement auquel il appartient.

Le décret-loi n° 53-700 du 9 août 1953 sur la hausse des loyers aura pour conséquence d'accabler encore plus les locataires d'organismes d'habitations à loyer modéré, détournant ainsi de leur objectif essentiel les lois de 1912 et de 1922, qui étaient essentiellement destinées au logement des familles laborieuses ne disposant que de peu de ressources. Ce décret est insupportable pour les familles laborieuses, surtout lorsque le Gouvernement s'obstine farouchement à refuser toute augmentation des salaires et des traitements.

Le décret-loi n° 53-846 du 18 septembre 1953 sur la composition des commissions d'adjudication pour les programmes des offices aboutit, pratiquement, à retirer la décision au conseil d'administration des offices, pourtant responsable des projets de construction et de la gestion. Ce décret était d'autant plus superflu que, déjà, le ministère était représenté dans les commissions d'adjudication.

Enfin, nous savons qu'un arrêté est en préparation qui tend, en fait, à retirer aux organismes d'abitations à loyer modéré la désignation des locataires pour les logements vacants. La question se pose, dans ces conditions, de savoir quels pouvoirs de gestion resteront aux conseils d'administration des organismes d'habitations à loyer modéré, sinon la responsabilité financière.

Pourquoi toutes ces mesures d'étranglement des offices d'habitations à loyer modéré ? C'est afin d'affecter les crédits disponibles à des sociétés dites mixtes dirigées, en fait, par des banques ou des spéculateurs.

Toutes ces mesures injustifiées, indéfendables, provoquent les légitimes protestations des organismes d'habitations à loyer modéré et particulièrement des offices d'habitations à loyer modéré. C'est ainsi que l'union nationale des organismes d'habitations à loyer modéré a voté une motion protestant contre ce décret. Je cite les passages essentiels:

« L'union insiste de la façon la plus pressante pour que, revenant au principe posé par la législation organique du 5 décembre 1922, le comité permanent du conseil supérieur des habitations à loyer modéré soit désormais saisi de tout projet de réglementation sur les habitations à loyer modéré et de toutes questions, quelles qu'elles soient, concernant les logements économiques.

« Elle proteste énergiquement contre la politique qui ne cesse de se développer depuis un an, tendant à mettre en suspicion les habitations à loyer modéré, à les paralyser par une réglementation abusive et à favoriser la création de nouveaux groupements qui offrent souvent des garanties illusoires et dont certains se sont déjà révélés néfastes pour la petite épargne.

« S'attachant, pour le moment, aux trois décrets-lois: n° 53-700 du 9 août, n° 53-846 du 18 septembre et n° 53-982 du 30 septembre 1953, elle adopte à leur égard la position suivante:

« 1° En ce qui concerne le décret n° 53-700, du 9 août 1953, dont les articles 13 à 20 modifient les conditions de fixations des loyers des habitations à loyer modéré construites avant ou après le 3 septembre 1947, ainsi que celles des échanges de logements d'habitations à loyer modéré;

« Constatant que, non seulement ces dispositions comportent des difficultés théoriques et pratiques d'application, que n'ont certainement pas envisagées leurs rédacteurs, mais encore et surtout qu'elles ne tiennent aucun compte du caractère social traditionnel de la législation sur les habitations à loyer modéré, ainsi que des besoins et des facultés des familles auxquelles cette législation doit venir en aide;

« L'union insiste très vigoureusement pour que ces dispositions soient abandonnées et qu'on revienne à la procédure de fixation des loyers antérieure au décret aves les aménagements que commandent le bon fonctionnement des organismes d'habitations à loyer modéré et les facultés des bénéficiaires de la législation sur les habitations à loyer modéré;

« 2° En ce qui concerne le décret n° 53-846, du 18 septembre 1953, tendant à l'abaissement des prix de la construction, et à l'amélioration de la productivité et à l'accélération des chantiers;

« Vu les conditions dans lesquelles est prévue la passation des marchés des organismes d'habitations à loyer modéré, et particulièrement, la composition des commissions d'adjudication, principalement la composition de la commission instituée à l'article 5 pour admettre la passation des marchés par voie de concours;

« Etant donné que, dans ce dernier cas, les représentants des organismes qui — on semble l'ignorer — sont les maîtres d'ouvrages et ont la responsabilité de la construction et de la gestion, peuvent se trouver mis en minorité par des personnalités dont l'impartialité ne saurait être mise en doute mais qui ne participent, en aucune façon, à cette responsabilité...

M. le président de la commission de la reconstruction. C'est très exact.

M. Georges Marrane. « ...situation qui ne manquerait pas d'aboutir à des conflits entre la commission de concours et le conseil d'administration de l'office, au mépris de la compétence exclusive de ce dernier;

« Considérant, au surplus, que les dispositions du décret du 30 octobre 1953 donnent et ont donné satisfaction à toutes les exigences en la matière;

« L'union demande que les articles 1 à 9 du décret n° 53-846 susvisé, qui risquent d'entraver inutilement les initiatives des organismes, soient purement et simplement abrogés.

« 3° En ce qui concerne les dispositions des articles 1 à 5 du décret 53-982 du 30 septembre 1953 sur les concours des sociétés immobilières à caractère désintéressé et des sociétés d'économie mixte;

« L'union s'étonne que l'on paraisse mettre ces groupements, d'un statut incertain, sur le même pied que les offices publics et les sociétés d'habitations à loyer modéré qui, depuis quarante ans, ont fourni les preuves d'une activité désintéressée et auxquels on semble reprocher seulement d'être soumis à « une législation spéciale » pourtant faite pour protéger les deniers de l'Etat et ceux des collectivités publiques, en même temps que les intérêts des familles qui s'adressent à ces offices et sociétés d'habitations à loyer modéré.

Elle ne peut s'empêcher de remarquer que les organismes d'habitations à loyer modéré répondent, au premier chef, aux conditions que l'on peut exiger des groupements envisagés, puisqu'ils rendent des services plus complets que ceux attendus desdits groupements et qu'ils constituent, en réalité, des formations d'économie mixte, la législation sur les habitations à loyer modéré conviant, depuis plus de quarante ans, les départements et les communes à leur apporter leur concours financier sous des formes diverses et multiples, tout en donnant à ces collectivités publiques les moyens d'exercer tous les contrôles désirables.

L'union des organismes d'habitations à loyer modéré, indignée des tendances qui semblent vouloir rabaisser le rôle des habitations à loyer modéré dans l'œuvre de construction, est résolue à employer tous les moyens pour éviter des créations susceptibles d'engendrer la confusion dans les esprits et d'entraîner des conséquences fâcheuses tant pour l'Etat que pour la population.

Pour vous citer un exemple des conditions dans lesquelles se créent ces sociétés, une société dont je ne donnerai pas le titre est en voie de constitution pour le financement, par le Crédit foncier, de 400 logements d'après le plan Courant. Elle va trouver des personnalités et elle fait les propositions suivantes en se référant, paraît-il, à une grande banque de la région parisienne. Option a été prise par l'administrateur de cette société anonyme sur un terrain de 6 hectares. Ce terrain sera acheté par la société immobilière 20 millions et revendu sur la base de 40 millions aux bénéficiaires des logements construits. Il est proposé aux employeurs de souscrire des actions à cette société immobilière. Ces actions ne doivent pas être conservées par les souscripteurs fondateurs plus de deux ans et sont cédées à un postulant à un logement. Cette cession ne peut se faire que par voie de transfert; afin que les salariés ne soient pas en contact avec les employeurs au moment du transfert des actions, un organisme financier est créé à côté de la société immobilière et c'est cet organisme financier qui transférera les actions aux salariés.

Sur chacun des logements dont le prix de revient est fixé à 1.700.000 francs pour un logement de deux pièces, et 2.700.000 francs pour un appartement de quatre pièces, la société immobilière fait un bénéfice de cession de 10 p. 100.

Indépendamment de cela, les actions reçoivent, conformément à la législation, pendant les deux années où elles sont conservées par les employeurs, un dividende de 6 p. 100.

La personnalité présentant cette affaire aux employeurs se résume ainsi: compte tenu du bénéfice de 20 millions de francs sur le terrain, du dividence de 6 p. 100 servi pendant les deux années où les fondateurs seront détenteurs des actions, du bénéfice de cession sur le prix des logements, l'ensemble des

bénéfices réalisés doit représenter trois fois la valeur du capital initial souscrit.

L'attention des employeurs est attirée sur le fait qu'étant donné les bénéfices réalisés par cette opération et notamment comme il vient d'être dit plus haut, l'application de la loi du 9 août sur les investissements des employeurs (1 p. 100 sur les salaires payés) se trouve compensée dans une large mesure.

Ces sociétés mixtes ne donnent pas de garantie et il peut s'en trouver un certain nombre dont l'expérience se termine dans des conditions identiques au Crédit mutuel du bâtiment.

Je demande au Conseil de la République de protester contre la création de telles sociétés qui doivent, en définitive, utiliser l'argent des collectivités et des épargnants.

M. le président de la commission de la reconstruction. Et les prêts spéciaux!

M. Georges Marrane. En bref, ces diverses dispositions prises ne peuvent aboutir qu'à empêcher le fonctionnement normal des organismes d'H. L. M.

Ces dispositions suscitent un tel mécontentement, non seulement parmi les dirigeants désintéressés de ces organismes, mais également parmi la masse des candidats locataires qui savent que seuls les organismes d'H. L. M. construisent pour les locataires ne disposant que de faibles ressources.

Ce mécontentement a obligé l'Assemblée nationale à contraindre le Gouvernement à déposer quatre lettres rectificatives tendant à augmenter les crédits destinés aux sinistrés et aux organisms d'H. L. M.

Malgré cette amélioration, ces crédits restent notoirement insuffisants.

Les derniers congrès d'habitation et d'urbanisme ont adopté unanimement des conclusions tendant à ce qu'un programme à réaliser en cinq ans comporte la construction de 400.000 logements, soit 80.000 par an.

Pour atteindre cet objectif pourtant modeste, il serait donc nécessaire que les crédits soient pour le moins doublés. Même dans ce cas, nous serions encore loin de la proposition de loi déposée à l'Assemblée nationale par mes amis MM. Billoux et Pierre Cot et qui aurait permis de dégager 900 milliards pour la construction et la reconstruction.

Mais même après ces quatre lettres rectificatives, il n'est encore prévu que 90 milliards de francs pour les crédits à attribuer aux organismes d'H. L. M.

Encore convient-il d'examiner dans quelles conditions est prévue la répartition de ces prêts. Il est réservé une somme de 29.570 millions de francs pour les secteurs dits industrialisés, 19 milliards pour l'accession à la petite propriété, et 41 milliards seulement destinés à la construction de logements pour location, par les offices et les sociétés d'habitations à loyer modéré. Permettez-moi d'attirer votre attention sur les conditions dans lesquelles sont répartis les 29.570 millions pour le secteur dit industrialisé.

Ces crédits sont prévus pour le lancement, en 1954, d'un nouveau programme de quinze mille logements. Le prétexte utilisé par le ministère pour tenter de justifier ce prélèvement sur le crédit destiné aux habitations à loyer modéré c'est que cela permet d'entreprendre des chantiers très importants et d'obtenir, paraît-il, des prix de construction inférieurs de 15 à 20 p. 100 au prix couramment obtenu pour les opérations normales d'habitations à loyer modéré.

On donne comme exemple les trois opérations de Saint-Etienne, Angers et Pantin. Or, à ma connaissance, les travaux de chantier de Pantin n'ont guère dépassé les fondations. C'est sur ce résultat que l'on se fonde pour demander le lancement d'une seconde tranche de quinze mille logements! Ceci ne me paraît pas très sérieux. En tout cas, je demande qu'une commission dans laquelle seront représentés les parlementaires, les architectes et les représentants d'organismes d'habitations à loyer modéré puissent se livrer à toutes vérifications utiles pour juger objectivement la valeur de ces affirmations.

En tout cas, dès maintenant, je tiens à signaler qu'il me paraît anormal que la désignation des villes pour la répartition du programme de quinze mille logements soit effectuée sans examen du conseil supérieur des habitations à loyer médéré et du comité permanent.

Par conséquent, je demande à M. le ministre de la reconstruction et du logement s'il a l'intention de tenir compte des décisions de l'union des organismes d'habitations à loyer modéré et de modifier, dans le sens qu'ils ont demandé, les décrets-lois qui aboutissent pratiquement à l'étranglement des organismes d'habitations à loyer modéré et de freiner ainsi la construction de logements destinés à la location.

Le *Journal officiel* du 31 décembre contient deux décrets concernant les habitations à loyer modéré et un arrêté contenant dix-neuf articles fixant les normes pour les constructions par les habitations à loyer modéré.

Etant donné le temps limité dont nous disposons pour examiner ces textes, dont peut-être je parlerai au moment de mon amendement, mais je veux poser une question à M. le ministre: quand vous avez rédigé votre arrêté, avez-vous pris les mesures nécessaires pour qu'il soit conforme aux conditions prévues par les caisses d'allocations familiales pour faire bénéficier les locataires de l'allocation-logement ?

Il est évidemment anormal d'augmenter le prix des loyers des habitations à loyer modéré et de ne pas adapter les normes que vous établissez aux règles susceptibles de faire bénéficier les locataires des allocations-logement.

Telles sont les déclarations essentielles que je tenais à vous faire. En terminant, j'attire l'attention du Conseil de la République sur ceci:

Nous avons discuté le budget de l'intérieur. Le Conseil de la République a été unanime pour condamner les limitations abusives des libertés communales. Nous espérons que le Conseil sera également unanime à condamner les mutilations successives à la législation sur les habitations à loyer modéré et qu'il protestera énergiquement contre l'insuffisance lamentable du montant des crédits affectés à la reconstruction et à la construction de logements par les habitations à loyer modéré. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la reconstruction et du logement.

M. Maurice Lemaire, *ministre de la reconstruction et du logement.* Mesdames, messieurs, mes chers collègues, je voudrais tout d'abord remercier les orateurs qui m'ont précédé à cette tribune pour leurs exposés marqués essentiellement par la clarté et l'objectivité.

Plusieurs d'entre eux ont tenu à apporter leurs encouragements au personnel du ministère de la reconstruction et du logement et au ministre lui-même. Soyez persuadés que le personnel y sera très sensible comme je le suis moi-même. Soyez persuadés aussi que ces encouragements se traduiront par un redoublement d'efforts.

A la suite de cette discussion générale, je ne me propose pas de répondre à tous les détails soulevés par les précédents orateurs. Nous aurons l'occasion d'y revenir lors du passage à la discussion des articles. Je m'efforcerai, à ce moment-là, de combler les lacunes qui pourraient se produire dans l'exposé que j'entreprends. Cet exposé aura trait aux lignes d'ensemble et répondra aux questions d'ordre général qui ont été évoquees ici.

Le budget qui vous est présenté porte les caractères d'un budget de transition en ce sens que, à côté des dépenses de reconstruction, apparaît, pour l'exercice 1954, une nette augmentation des crédits relatifs à la construction et au développement du logement.

Je voudrais très rapidement marquer les grands traits de ce budget et, tout d'abord, aborder l'examen des dépenses de fonctionnement, pour passer ensuite aux dépenses d'investissements qui forment, comme d'habitude, le corps principal du budget qui vous est soumis.

Les dépenses de fonctionnement se montent à un peu plus de 13 milliards de francs, comme l'indiquait votre rapporteur de la commission des finances M. Bousch. Elles comprennent, pour la plus grande part, des dépenses de personnel: 9.600 millions, soit 73 p. 100 des dépenses totales de ce budget de fonctionnement. En outre, environ 9 p. 100 de cet ensemble de dépenses de fonctionnement constituent en quelque sorte la contre-partie des dépenses de personnel. Ce sont les achats de matériel consommable, les frais d'entretien et de renouvellement du matériel d'équipement.

Les autres dépenses de fonctionnement, soit 18 p. 100 au total, se rapportent surtout aux expertises et constats, au fonctionnement des commissions, à la gestion des constructions provisoires, aux subventions, aux coopératives ou associations syndicales de reconstruction, ainsi qu'aux coopératives de reconstitution immobilière et aux associations syndicales de remembrement.

A priori, certains s'étonneront de l'importance des dépenses de personnel. M. Chochoy, président de la commission de reconstruction, a déjà démontré — il l'a fait brillamment tout à l'heure — qu'il n'y a pas lieu de s'en étonner, et que le ministère a de lourdes tâches à accomplir. Je le remercie de la démonstration qu'il a apportée à cette tribune. Je dois néanmoins indiquer à ce sujet, pour être précis, que sur 15.000 agents qui font partie du service du ministère de la reconstruction et du logement, il y en a plus de 12.000 qui sont encore uniquement occupés aux tâches de reconstitution, c'est-à-dire résultant directement des dommages de guerre. Certes, nous voudrions tous voir évoluer ces dépenses vers leur conclusion. Tous nos efforts communs sont tendus dans ce sens. A cet égard, je puis annoncer que nous en sommes au point culminant. Tout n'est pas fini, puisque nous sommes à ce stade, mais je ne pourrai pas suivre exactement les propositions de

M. Chochoy, car il me serait difficile maintenant de recruter de nouveaux évaluateurs pour parfaire le travail.

Vous savez que nous avons au ministère les mêmes difficultés que l'on rencontre partout. Lorsqu'il s'agit de déplacer un fonctionnaire d'un poste ou d'un département, il faut subvenir au logement. Néanmoins, nous faisons des regroupements. Il faudra en faire notamment pour les évaluateurs, parce que certains vont être nécessaires dans des départements où la tâche n'est pas terminée. Il y a, comme on la' dit tout à l'heure, une mauvaise répartition. M. Chochoy y a insisté, MM. Denvers et Canivez également. C'est vrai pour les départements qu'ils ont cités. J'en suis pleinement d'accord. Nous remédierons à cette situation dans la mesure des possibilités et en tenant compte, comme je l'indiquais tout à l'heure, des difficultés que nous rencontrons pour déplacer les agents en raison même de la pénurie de logement.

Quoi qu'il en soit, voici la situation actuelle en ce qui concerne les évaluations de dommages dans les principaux secteurs. Pour les dommages immobiliers, sur un nombre total de 1.760.000 dossiers, 1.200.000, soit 68 p. 100, sont vérifiés. Quant aux créances, elles sont notifiées dans la proportion de 55 p. 100. Pour les évaluations et vérifications, on peut dire qu'elles seront terminées dans de très nombreux départements en 1954, et certainement partout en 1955. Cette fois, je crois que cette indication est la dernière et nous ferons tout pour que ce soit la bonne.

M. le président de la commission de la reconstruction. Je le souhaite, monsieur le ministre.

M. le ministre. Pour le secteur industriel et commercial, 420.000 dossiers ont été étudiés sur 635.000, soit 66 p. 100. 65 p. 100 des créances ont été notifiées. Sauf dans six départements, dans l'ensemble, les évaluations seront faites à la fin de 1954.

Enfin, dans l'agriculture où 60 p. 100 des dossiers sont déjà définitivement évalués, l'achèvement est prévu, sauf pour dix délégations, dès la fin du premier semestre de 1954, et tout sera terminé pour fin 1954.

C'est d'ailleurs compte tenu de ces données que nous avons été amenés, en vue d'une meilleure utilisation du personnel, à prévoir et à opérer les regroupements auxquels je faisais allusion à l'instant même. Grâce à ces regroupements, grâce aussi à une augmentation de la productivité du personnel, le budget qui vous est soumis prévoit une réduction d'effectif portant sur un millier de postes.

Eu égard aux tâches permanentes du ministère — qui seront en augmentation de plus de 50 p. 100, comme l'indiquait M. Bousch au début de cet examen du budget — dans l'ensemble du domaine de la reconstruction des immeubles d'habitation et de la construction de logements nouveaux, il apparaît qu'un effort sérieux sera demandé aux services et aux délégations du ministère de la reconstruction et du logement au cours de l'année 1954.

A ce sujet, j'indique que tous nos efforts se porteront, en ce qui concerne ce personnel qui mérite, non pas d'être récompensé, mais de recevoir le lot qui lui revient grâce à son travail, grâce aux efforts qu'il fait et que vous appréciez les uns et les autres, tous nos efforts se porteront, dis-je, sur les titularisations, et nous espérons en finir avec elles, tout au moins pour la première tranche de 1.080.

Il reste, comme l'a dit M. Chochoy, 626 techniciens qui sont tributaires d'un règlement d'administration publique non encore paru, mais M. le ministre des finances et M. le secrétaire d'Etat au budget m'ont promis de signer ce règlement d'administration publique, de sorte que nous en finirons bientôt avec cette première tranche de titularisations.

Après, nous verrons comment aborder la deuxième qui a été votée dans la loi de finances de 1953 et qui porte sur 540 emplois.

Voilà l'effort que fera certainement le personnel du ministère, soit dans les services centraux, soit dans les délégations départementales. C'est pourquoi il nous a semblé naturel de demander qu'un effort analogue soit fait dans les divers organismes chargés d'activités complémentaires; c'est le cas, par exemple, pour les groupements et associations syndicales de reconstruction et de remembrement.

Un débat sérieux, vous le savez, s'est institué à cet égard au sein de l'Assemblée nationale et a été repris dans les discussions de votre commission de la reconstruction auxquelles j'ai eu l'honneur d'assister. Certains orateurs, notamment le président de la commission de la reconstruction, y ont fait de nouveau allusion tout à l'heure, ainsi que le rapporteur pour avis de la commission de la reconstruction.

Vous savez que le projet proposé initialement par le Gouvernement avait prévu une forte diminution des subventions aux coopératives et associations syndicales de reconstruction. Cette diminution était fondée sur le fait que la loi de finances de 1953 permettait un prélèvement qui pouvait atteindre 1 p. 100 du montant des dommages afin de couvrir une partie des frais de fonctionnement de ces organismes. Un tel prélèvement, il faut le reconnaître, n'est ni contraire à l'équité ni à l'intérêt véritable des sinistrés. L'adhésion aux groupements de reconstruction et aux coopératives présente, en effet, pour les sinistrés, des avantages certains. Non seulement le groupement permet aux sinistrés d'éviter toutes sortes de difficultés que rencontrent ceux qui doivent individuellement opérer leur reconstitution, mais il améliore surtout le rendement des opérations et en abaisse le coût.

Oh! je sais bien, comme on l'a remarqué, que cet abaissement, par le jeu des coefficients d'adaptation départementaux porte également bénéfice au budget de la reconstruction, c'est-à-dire au budget de l'Etat. Mais n'est-ce pas là le devoir de tous les citoyens, qui sont aussi des contribuables, de porter leurs efforts vers toutes les solutions qui sont profitables non seulement à leurs propres intérêts mais à l'intérêt général?

Quoi qu'il en soit, le Gouvernement, par le moyen de deux lettres rectificatives, a donné les plus larges satisfactions aux demandes qui lui ont été présentées en vue de faciliter au maximum la tâche des organismes de reconstruction. Les crédits ont été ainsi relevés à un niveau qui postule la plus large confiance dans ces organismes.

Je suis fermement convaincu qu'ils voudront réduire eux-mêmes graduellement les recours aux subventions, dont ils sont l'objet, grâce à l'amélioration substantielle de leur propre productivité.

La question des associations de remembrement est aussi controversée. Vous y avez mis tout à l'heure l'accent. En réalité, je dois reconnaître que l'effort de compression qui résulte des chiffres budgétaires qui nous sont proposés apparaît proportionnellement plus dur pour ces associations que pour les organismes de reconstruction.

Pour notre part, nous voudrions être d'accord sur ce principe que les deux lignes budgétaires relatives aux subventions aux deux groupes, soit les coopératives et les associations de reconstruction, d'une part, et les associations syndicales de remembrement, d'autre part, soient considérées comme un tout et que, le cas échéant, en cours d'exercice, des virements puissent être opérés d'une ligne à l'autre en fonction des nécessités et des besoins. J'y insiste parce que je suis convaincu qu'avec 900 millions pour l'article relatif aux subventions aux associations syndicales de reconstruction nous aurons, dans le cours de 1954, des disponibilités. En effet, les tâches ne seront pas augmentées. Certaines de ces associations pourront opérer de la construction. Il y en a qui ont déjà commencé. Elles pourront étaler leurs frais généraux. Or, pour l'année en cours, les dépenses ne se montent qu'à 907 millions, d'après les derniers renseignements qui me sont parvenus. On peut donc, sur cet article, faire un effort, ce qui permettra, si c'est nécessaire, de trouver quelques millions, peut-être 20, 30 ou 40, qu'il sera possible de virer aux associations syndicales de remembrement.

Je vous le demande — et je le dis clairement — parce que je ne puis le faire sans l'accord du Parlement, puisqu'il y a eu une lettre rectificative. S'il n'y avait pas eu cette lettre rectificative, portant sur chaque article, sur chaque dotation budgétaire, j'aurais pu faire les virements en cours d'année. Puisque, désormais, c'est impossible, je ne voudrais pas que nous soyons bridés, d'autant plus que je suis aussi désireux que vous-même de faire fonctionner, avec le meilleur rendement, les associations syndicales, soit de reconstruction, soit de remembrement. Les associations de remembrement doivent faire exactement leur métier et jouer leur rôle, car c'est à la base de la reconstruction, je ne l'ignore pas, comme vous-même.

Le désir du Parlement serait certainement ainsi de faire en sorte que les tâches de ces divers organismes demeurent sous le signe de l'efficacité et du rendement.

Je passerai maintenant du domaine du budget de fonctionnement à celui des investissements. Je voudrais marquer tout d'abord que les crédits affectés à la réparation des dommages de guerre sont, dans l'ensemble, équivalents à ceux de 1953. On a pu regretter qu'ils ne soient pas plus importants; je pense toutefois qu'ils sont suffisants pour l'exécution d'une campagne active en 1954, mais cette campagne ne répondra à notre but commun que si nous recherchons les meilleurs moyens administratifs et techniques d'augmenter le rendement: productivité accrue par une répartition de plus en plus adéquate aux besoins des divers secteurs de la reconstruction; productivité accrue par une répartition entre nos départements sinistrés, calquée d'aussi près que possible sur l'état d'avancement des reconstructions ainsi que sur les possibilités régionales ou locales d'exécution. Enfin, productivité accrue par la recherche des meilleurs procédés et par l'application de normes et des éléments les plus économiques.

Considérons, par exemple, ce que, dans une telle perspective, nous pourrons réaliser avec les crédits prévus pour la reconstruction des habitations;

Ainsi que l'indique l'état D, les crédits de payement pour 1954 sont de 107 milliards, contre 96.354 millions pour l'exercice 1953. Il s'y ajoute 34.322 millions pour les immeubles préfinancés, contre 42.500 millions en 1953. On peut prévoir, d'autre part, que, par l'utilisation des disponibilités en titres, dont le montant total est de 80 milliards suivant l'article 7 du projet de loi, 45 milliards iront aux immeubles en 1954, contre 30 milliards environ pour l'année 1953. Si bien qu'au total on peut compter sur 186 milliards affectés à la reconstruction des habitations pour l'année 1954, au lieu de 162 milliards pour l'année 1953.

Mais, ne l'oublions pas, ces chiffres budgétaires comprennent en réalité deux termes: l'un relatif à la reconstruction proprement dite, l'autre à la réparation des immeubles. Or, si la réparation des immeubles demande encore des sommes importantes dans quelques départements — M. le président de votre commission de la reconstruction a attiré spécialement notre attention sur ce point — il n'en est pas moins vrai que, dans d'autres départements, les sommes nécessaires pour les réparations d'immeubles fléchissent sérieusement d'année en année.

On a pu évaluer ainsi qu'en 1954 les crédits nécessaires pour la réparation ne seraient que de 28 milliards au maximum, au lieu de 35 milliards en 1953. Dans ces conditions, la reconstruction d'immeubles d'habitation disposera d'environ 158 milliards pour l'exercice prochain, au lieu de 134 pour l'exercice précédent.

Si l'on ajoute à cela que, grâce à l'amélioration des mesures techniques, grâce à l'abaissement des prix de construction, résultat d'une organisation de plus en plus poussée et d'un achèvement plus rapide des chantiers, grâce aussi à l'application de mesures d'austérité dont le but est de faire plus d'habitations avec le même volume d'argent, c'est au total sur une augmentation de production de près de 40 p. 100, évaluée en nombre de logements, que nous pourrons compter en 1954 par rapport à l'année 1953.

M. Canivez, à l'occasion des reconstructions d'habitations, a apporté certaines critiques en ce qui concerne les immeubles préfinancés, non sur le principe, mais sur certaines conséquences. Je fais observer que, dans cet ensemble budgétaire de 1954, les préfabriqués sont en nette diminution. Dix milliards seulement leur restent affectés. On ne peut pas toujours faire du préfabriqué, parce que dans certains départements on ne peux plus trouver de sinistrés pour accepter un appartement dans ces préfabriqués. Les préfabriqués, au total, ont conduit à de belles réalisations et si certains appartements restent inoccupés, nous faisons en sorte qu'on puisse les utiliser rapidement et, dans certains cas mêmes, nous n'hésitons pas à en confier la gestion à des sociétés d'habitations à loyers modérés. Donc, tout ce qui a été construit sera utilisé. Je profite de l'occasion pour dire à tous nos collègues — et en particulier à M. Canivez — que les applaudissements qui ont marqué son intervention sur ce point ont montré combien vous teniez à ce qu'il y ait sur ce chapitre, comme sur les autres, une étroite collaboration et des contacts permanents entre les services départementaux, les services centraux et les collectivités locales, singulièrement les municipalités des grandes villes. J'accepte avec grand plaisir la proposition qu'il m'a faite de demander à nos inspecteurs généraux, non pas simplement de faire des visites protocolaires aux présidents des conseils généraux ou aux maires des grandes villes et, le cas échéant, des petites villes et des communes, si c'est nécessaire, mais de faire que ces contacts soient fructueux et qu'on puisse travailler dans un sentiment de solidarité générale. (*Applaudissements à gauche.*)

M. le président Chochoy a fait état, non pas seulement de mon optimisme, mais d'abord de l'optimisme de M. Claudius Petit, en ce qui concerne la date de terminaison de la reconstruction. Sur ce chapitre comme sur d'autres, j'affirme une solidarité complète avec les ministres qui m'ont précédé quai de Passy. Ce n'est pas là une formule de style. Pour moi, après six mois au ministère, l'expérience me montre que sans continuité on n'arrive à rien. Je le sais d'ailleurs depuis fort longtemps, j'ai été payé en d'autres circonstances pour le savoir et pour en mesurer toute la vérité.

Ainsi, comme M. Claudius-Petit, je suis optimiste et je le suis peut-être davantage et je réaffirme, surtout en matière de reconstruction de logements, que nous aurons terminé en 1960. Dans beaucoup de départements cette reconstruction sera achevée avant cette date. Je sais bien que certains départements sont en retard et c'est ce que vous déplorez. Ce sont en général les départements les plus fortement sinistrés, le Nord, le Pas-de-Calais, le Calvados, la Moselle, la Seine-Inférieure. Vous les connaissez et votre raisonnement, monsieur Chochoy, tombe sous le sens. Dans ces départements, il faudra pousser la construction — je vois un geste de M. Jozeau-Marigné — sans pour autant défavoriser les autres. Ce serait une erreur d'attribuer des crédits plus importants dans certains secteurs pour réduire l'activité dans d'autres. Cette activité dépend du personnel et des moyens locaux. Il faut donc opérer une reconversion. Elle se fera lentement. Nous l'amorcerons dans la répartition des crédits de 1954.

Nous essayerons, non pas d'avoir un plan de quatre ans, qui serait ramené progressivement à trois ans, deux ans, pour disparaître complètement, mais une vue générale de ce problème.

Mais, ainsi que cela m'a déjà été suggéré — et M. Chochoy me le rappelait encore dans une conversation récente — il est nécessaire de savoir où nous nous dirigeons. Il faut une certaine continuité et nous ferons en sorte qu'elle apparaisse de plus en plus nettement et l'on doit, dans les départements où on peut le faire, opérer la relève de la reconstruction par la construction. C'est cela la meilleure continuité. Mais il n'est pas question de faire un plan de quatre ans. En effet, si je vous disais que je vais faire un plan de quatre ans, vous ne me croiriez pas. D'ailleurs, je ne suis pas en état de le faire. Les événements vont vite. Nous ne savons pas quels seront les budgets futurs. Si, dans les années suivantes, nous avons les mêmes allocations qu'actuellement, je me déclare nettement optimiste. Je le dis devant ceux qui représentent le personnel supérieur du ministère, je le dis devant les directeurs qui sont ici présents; vous les connaissez. Je suggère que, dès le début du printemps, nous essayions de voir les perspectives de ce qui pourra être fait en 1955 et en 1956. Ce ne sera pas un plan, mais une perspective On pourra l'améliorer et, chaque année, faire une mise au point de façon qu'il n'y ait ni discontinuité ni à-coups.

La cadence des travaux correspondant aux sommes que je viens d'indiquer pour la reconstruction de logements, correspond à 45.000 logements annuellement, mais 35.000 seulement environ seront effectivement livrés en 1954, car la durée des chantiers va s'échelonner sur deux exercices. De plus, le démarrage ne sera pas immédiat partout.

En ce qui concerne les autres chapitres figurant à l'état D, on peut dire que les crédits affectés aux services publics s'élèvent, pour 1954, à 12.500 millions, contre 2.146 millions pour les immeubles et 3.250 millions contre 1.800 millions pour le matériel, l'outillage et le mobilier correspondant. Nous savons qu'il reste beaucoup à faire pour la reconstitution des services publics, que des problèmes se posent dans certaines villes particulièrement sinistrées au sujet de transferts qui sont engagés. M. Chochoy l'indiquait tout à l'heure. Nous avons, sur ce point, une théorie: ne pas dépasser le cadre tracé par mes prédécesseurs et dans lequel je veux rester. Nous ne serons pas insensibles à tout ce qui a été prévu et engagé, mais n'attendez pas du ministère que l'on puisse acheter des dommages de guerre pour faire n'importe quoi et surtout des établissements somptuaires, fussent-ils destinés à des services publics. Je crois que nous serons tous d'accord là-dessus. (*Très bien!*)

MM. Tellier et Jozeau-Marigné ont parlé de la théorie du potentiel. Je répondrai brièvement à leurs propos. Ainsi que l'a dit M. Jozeau-Marigné, c'est la commission supérieure de cassation des dommages de guerre qui a créé cette théorie. Il y a un arrêt maintenant célèbre, l'arrêt Bozel-Malétra, dont on s'inspire. Selon les propres termes de cette commission, on doit assurer la répartition intégrale prévue par la loi de 1946, compte tenu de l'évolution des techniques et du service rendu par le bien sinistré. Notre collègue M. Jozeau-Marigné a bien voulu nous dire qu'il ne reconnaissait pas la jurisprudence — si j'ai bien compris ses propos — de la commission supérieure de cassation des dommages de guerre. Je ne puis que lui répondre que l'administration ne peut pas faire autre chose que de se plier à cette jurisprudence et de l'appliquer, car la commission supérieure est souveraine dans l'interprétation de la loi, d'autant plus que le comité central sur le coût et le rendement des services publics fonctionnant à la cour des comptes a rappelé à l'administration qu'elle devait appliquer ladite jurisprudence.

Seulement, je voudrais dire là aussi, comme je l'indiquais à propos des services publics, que nous ne voulons pas dépasser la jurisprudence ni l'appliquer dans un cadre trop étroit. En tout cas, en ce qui concerne l'agriculture, je voudrais donner au Parlement, et au Conseil de la République en particulier, l'assurance que cette jurisprudence sera appliquée avec ce maximum de souplesse que j'indiquais à l'instant et dans un souci constant et parfait d'équité.

Un autre poste important, qui disparaîtra dans quelques exercices, c'est celui des travaux de voirie, d'assainissement et de distribution. Il en sera de même pour celui concernant les acquisitions et expropriations de terrains. Or, ces postes sont encore dotés, dans le budget de 1954, pour un total de 30 milliards. Comme, d'autre part, certaines réparations de dommages agricoles vont aussi diminuer, il apparaît que nous aurons, dans un avenir prochain, beaucoup plus de facilités pour opérer à l'intérieur de l'ensemble du budget.

C'est dans ces conditions que des perspectives plus favorables s'ouvrent encore pour le développement du logement,

dans les années qui viennent, et aussi pour certaines répartitions, notamment dans les territoires d'outre-mer et dans les Etats associés. Nous en reparlerons probablement au moment où M. Durand-Réville défendra son amendement. Mais je voudrais indiquer, dès maintenant, que dans un avenir que j'espère proche, nous pourrons faire en sorte que la réparation des dommages, dans les divers territoires d'outre-mer, et singulièrement en Indochine, donne de meilleures satisfactions.

Je n'aurai garde d'abandonner ce domaine sans dire quelques mots du problème de la reconstitution des dommages mobiliers. Plusieurs orateurs y ont fait allusion. Les décrets du 9 août et du 30 septembre 1953 font l'objet de critiques très sévères. Les échos m'en arrivent tous les jours et je n'ignore pas, non plus, qu'à l'intérieur du Parlement les intérêts légitimes des sinistrés mobiliers seront toujours défendus avec autant de vigueur que d'objectivité. Je ne puis que m'en féliciter, soyez-en sûrs, et je voudrais marquer que c'est dans le même esprit et dans la même pensée que le Gouvernement a décidé de prendre les décret d'août et septembre derniers. Ces décrets, je voudrais vous le dire et le répéter, ont déjà eu un mérite, celui de permettre l'inscription au budget de 1954 de 16 milliards de crédits en espèces, plus 16 milliards en titres en faveur des sinistrés mobiliers, au lieu de 9.250 millions de francs en espèces pour 1953 et ce mérite s'affirmera dans les textes prochains. Certes, il faut relever de nouveau dans une certaine proportion les crédits de dommages mobiliers par rapport à l'allocation de 16 milliards prévue en espèces pour 1954, mais ce relèvement séra possible grâce à l'abaissement corrélatif d'autres postes de reconstitution, ainsi que je viens de l'indiquer, notamment à l'occasion des reconstitutions de la voirie et des réseaux d'assainissement.

Dans ces conditions, mes chers collègues, que signifient exactement les décrets sur les dommages mobiliers? Ils signifient à mon avis que c'en est fini avec les atermoiements; tous les sinistrés, ceux de la catégorie la plus humble comme tous les autres, pour la part correspondant à la catégorie de base, seront payés intégralement en espèces avant la fin de 1960. C'en est fini des inégalités criantes entre sinistrés voisins, entre sinistrés débrouillards et sinistrés tout court, entre sinistrés de telle ville par rapport à telle autre, entre sinistrés de tel département par rapport à tel autre département voisin.

Tous les sinistrés mobiliers seront payés désormais à l'intérieur des mêmes plafonds et jusqu'à ces plafonds. Finis les recommandations, les réclamations, les échanges de correspondance qui se font entre les sinistrés et les services!

En ce qui concerne spécialement les vieux — et plusieurs d'entre vous l'ont rappelé tout à l'heure — leur cas doit être examiné en toute priorité. Mais je voudrais ajouter que tous nos effforts feront qu'en 1954, et le plus tôt possible, c'est-à-dire dès le début de l'année, sans même attendre que les commissions de classement dans les diverses catégories aient pu achever leurs travaux, les versements soient effectués à partir des forfaits résultant des indications relevées dans les dossiers en possession de mes services. Je demande donc encore une fois aux sinistrés mobiliers de nous faire confiance. Les sentiments qui nous ont guidés en rédigeant et en signant les décrets d'août et de septembre 1953, éviteront qu'il soit rien fait qui puisse être contraire à la justice et à l'équité.

M. Canivez voulait bien rappeler tout à l'heure que j'étais maire d'une commune. C'est une petite commune où il y a des sinistrés mobiliers qui sont tous des humbles. Quand j'ai signé les décrets, j'ai pensé aux sinistrés en général, mais j'ai pensé aussi à ces pauvres gens de mon pauvre village. (*Applaudissements.*)

J'ai dit que nous en traiterons dans la justice et l'équité, parce qu'ici, je le dis dans l'intérêt supérieur des finances de l'Etat, nous considérons qu'une méthode qui ne procéderait pas de ce principe de justice et d'équité serait indigne d'un gouvernement quel qu'il soit.

Mais, mes chers collègues, nous ne voulons pas soutenir pour autant que tout ce qui a été fait, dans les décrets comme dans les circulaires d'application, ne soulève aucune critique ni aucune observation. Nous ne sommes insensibles ni aux remarques ni aux remontrances. Encore une fois, ce que nous voulons, c'est la justice. C'est dans cet esprit que nous attendrons qu'aient fonctionné, pendant un certain temps, les commissions de classement, afin de tirer de leurs travaux les conclusions utiles.

S'il est désirable, comme j'en suis convaincu moi-même, d'apporter certaines retouches à nos circulaires et à nos instructions, nous le ferons, conscients de notre responsabilité et nous mettrons ainsi définitivement au point la solution d'un problème qui, jusqu'ici, n'avait que trop tardé. Vous voyez donc — et je dis ceci à l'adresse, surtout, de notre collègue Jozeau-Marigné — que nous ne voulons pas que les circulaires viennent aggraver la loi et nous espérons, dans ce domaine particulier des dommages mobiliers, démontrer que nous sommes dans la ligne que vous avez bien voulu évoquer tout à l'heure.

J'en viens maintenant à la construction de logements. C'est toujours là le problème numéro un pour notre pays. Sans un développement considérable de la construction, tous les efforts pour rénover notre économie seront vains, non seulement dans le domaine technique, non seulement dans le domaine de la production, mais surtout dans un domaine qui nous est encore plus cher à tous: je veux dire le moral même de la nation.

La nécessité est apparue de franchir rapidement une étape. Pour la franchir, le Gouvernement ne s'est pas contenté de présenter un budget où les crédits de programme sont en sensible augmentation, il a fait un effort d'imagination et de décision pour susciter les initiatives. Vous me permettrez de dresser rapidement le tableau de ces efforts.

Pour créer ce que je voudrais appeler un état d'esprit de la construction, il fallait rajeunir certaines institutions, susciter le concours de nombreux organismes, mettre au point de nouvelles formules financières. L'année 1953 a été marquée, dans le domaine de la construction, par une exceptionnelle activité législative et réglementaire. Il ne m'appartient pas d'entrer dans les détails. Il a été fait le plus large usage — on nous le reproche quelquefois — des pouvoirs accordés au Gouvernement par la loi du 11 juillet 1953. Le nouveau régime des primes et des prêts a mis les fonds du Crédit foncier à la disposition d'une clientèle plus importante. Les frais ont été réduits; les difficultés de trésorerie auxquelles se heurtaient les emprunteurs du Crédit foncier, en dépit des améliorations apportées au système du versement des acomptes par le sous-comptoir des entrepreneurs sont maintenant surmontées. Le décret du 12 décembre a institué un fonds de garantie. Le sous-comptoir des entrepreneurs versera, dès le début des travaux, 25 p. 100 du montant du prêt au constructeur.

Par ailleurs, le Gouvernement a fait appel aux caisses d'allocations familiales afin qu'elles augmentent leurs prêts ou leurs subventions. En outre, il a permis au Trésor de couvrir l'apport personnel des fonctionnaires et il a surtout demandé aux employeurs qui sont les premiers intéressés à la résorption de la crise du logement, de contribuer à l'effort national et d'aider leur personnel au moyen de la contribution de 1 p. 100 sur l'équivalent des salaires.

Notre collègue M. Hoeffel, remplaçant M. Plazanet, demandait que cette contribution soit étendue aux entreprises de moins de dix ouvriers. C'est un vœu. Nous pourrons peut-être y arriver, mais à chaque jour suffit sa peine, et il faudrait que nous consolidions les résultats acquis avant d'aller plus loin.

Pour promouvoir une politique active du logement, nous avons voulu nous appuyer sur tous les éléments traditionnels collectivités, organismes d'habitations à loyer modéré, organismes professionnels.

Je voudrais souligner qu'à aucun moment, dans notre esprit, il ne s'est agi de brimer les organismes d'habitations à loyer modéré. Si nous avons rédigé des textes, si nous avons signé des circulaires, ce n'est pas pour restreindre leur activité, ce n'est pas non plus pour les mettre sous la coupe des services des ministères ou des services préfectoraux. Là encore si, à l'usage, se présentent des écueils ou des difficultés, vous n'aurez pas besoin d'attirer notre attention sur ceux-ci, j'espère que nous les sentirons de nous-mêmes et que nous y remédierons. Je veux que soit affirmé nettement, que notre politique s'inspire du plus large esprit de solidarité. Nous ne pouvons construire des logements sans le secours et le concours de tous les organismes et singulièrement des organismes d'habitations à loyer modéré à la tête desquels, depuis de nombreuses années, se dépensent des hommes qui n'ont qu'une volonté, celle d'aider leurs semblables à conquérir un toit. (*Applaudissements.*)

Pour ce qui concerne en particulier les collectivités locales, elles peuvent désormais, sur la seule autorisation du préfet, créer des sociétés d'économie mixte et entrer ainsi de plain-pied dans un domaine d'aide à la construction qui leur était contesté jusqu'ici. Dans le même esprit, nous avons fait appel aux chambres de commerce qui apportent maintenant leur crédit et leur appareil administratif aux services de la construction. Tous les organismes ont aujourd'hui à leur disposition les mécanismes de financement les plus divers. La participation obligatoire des employeurs donnera à leurs réalisations la plus vigoureuse impulsion, de même que les ressources plus abondantes fournies par les caisses d'épargne.

Enfin, et dans la mesure où l'appareil des formalités et des autorisations nécessaires constituait un frein ou un motif de découragement, nous n'avons pas hésité à le simplifier. Grâce au texte d'application qui va paraître ces jours-ci, la délivrance du permis de construire tendra vers l'automaticité en ce qui concerne les cas les plus courants. Avec les projets-types, qui verront le jour dans le premier trimestre de 1954 — ils sont déjà largement amorcés — les progrès seront plus sensibles

encore. En ce qui concerne en particulier les projets d'H. L. M. — vous voyez que nous ne voulons pas brimer les organismes d'H. L. M. — projets qui sont souvent retardés par les multiples formalités, nous avons déjà supprimé l'agrément de programme de l'administration centrale et nous sommes prêts à décentraliser l'accord de principe.

Est-ce à dire que nous pensons avoir fait le maximum ? Certainement pas. Nous nous sommes efforcés surtout de lever les obstacles qui pouvaient paralyser les initiatives. Nous avons moins le souci d'animer directement nous-mêmes que de susciter des animateurs. Nous voulons enlever tous les prétextes à l'attente et au découragement. Nous voulons que tous ceux qui sont passionnés et angoissés par le problème du logement, qu'ils soient déjà chevronnés ou qu'ils soient nouveaux venus, puissent efficacement contribuer à sa solution.

Mes chers collègues, telles sont les grandes lignes de notre politique du logement. Si nous en venons maintenant au cadre du budget de 1954, nous voyons que les habitations à loyer modéré bénéficient de crédits d'engagement qui sont portés à 90 milliards. Nous espérons, dans le cadre de cette législation H. L. M., livrer 35.000 logements nouveaux en 1954.

C'est surtout dans le secteur des primes et des prêts que nous marquerons les résultats les plus importants. Dans ce système, le nombre des permis de construire est en hausse très sensible et soutenue. La cadence actuelle portant sur les onze dernières semaines dépasse 2.500 en moyenne hebdomadaire, alors que l'an dernier, à pareille époque, elle n'était que de 1.450. Dans ces chiffres, les constructions, suivant le système de la prime à 600 francs, sont de plus de 1.600 unités par semaine, alors que les demandes du secteur à prime de 1.000 francs sont elles-mêmes au-dessus de 800.

L'impulsion nous paraît donnée.

L'émulation est déjà grande dans tous les départements. Les comités interprofessionnels du logement, les chambres de commerce, les conseils généraux et toutes les collectivités locales rivalisent d'ardeur, je suis à même de le constater lors de mes déplacements.

J'ajouterai qu'une circulaire de décembre tend à accorder à tous ces organismes les plus larges facilités au départ en ce qui concerne les acquisitions de terrains et leur mise en état de viabilité, base même du développement du logement. En effet, pendant l'exercice 1954, et pour les quatre derniers mois de 1953 où a été instituée la contribution de 1 p. 100, cette contribution pourra être utilisée jusqu'à concurrence de 40 p. 100 pour l'achat des terrains et leur mise en état de viabilité. Elle pourra aller jusqu'à 30 p. 100 pour l'exercice 1955 et 20 p. 100 pour les exercices ultérieurs.

En conclusion, la construction va se trouver bientôt en plein développement. Nous ne manquons ni de moyens techniques, ni de main-d'œuvre, ni d'architectes, ni d'entreprises, ni d'artisans, ni d'ouvriers et pas même de crédits. Je le dis à M. Marrane : nous ne manquons absolument pas de crédits. (*Exclamations à l'extrême gauche.*)

M. Georges Marrane. Pourquoi, dans ces conditions, le programme de 50.000 logements approuvé par votre ministère n'est-il pas entrepris ?

M. le ministre. Nous sommes en présence d'un clavier qu'il faut étudier, je l'ai indiqué à l'Assemblée nationale. Il est à la portée de toutes les municipalités, y compris la vôtre, monsieur Marrane, de le faire. Je vous l'ai déjà rappelé l'autre jour dans les couloirs du Palais de Versailles. Je suis à votre disposition pour vous aider à mettre sur pied les organismes nécessaires dans un cadre accessible à tous.

Le système de la prime et du prêt permet de faire du locatif, en même temps que l'accession à la propriété.

M. Denvers. Pas pour les offices !

M. le ministre. Pas pour les offices, je le sais. Cependant, les offices ont des moyens. Ils ne sont pas très simples, mais je suis sûr — vous le savez également — que les circulaires peuvent être, je ne dirai pas « tournées ». Pour l'instant, il y a là une question qui regarde la Banque de France et son statut et à laquelle, je suis étranger.

En tout cas, on peut faire du locatif.

Les primes ne sont pas distribuées sans discernement, car il y a une commission interministérielle qui les examine. On s'acharne à faire en sorte que les primes ne servent pas à édifier des résidences secondaires ou des immeubles de luxe, comme cela s'est fait quelquefois. Mais cela, c'est le passé. Maintenant, on fait des logements économiques, à condition qu'ils soient confortables et durables. Dans ce système, il n'y a pas de limitation et la Banque de France va réescompter, dans le courant de l'année prochaine, des effets pour un total que j'évalue à 150 milliards de francs. Si M. Marrane trouve que 150 milliards ce n'est pas grand'chose, pour ma part, j'estime que c'est beaucoup.

Je le répète, ce n'est pas un engagement nouveau, mais un engagement ancien que je tiens et qui sera tenu même si celui qui vous parle n'est plus quai de Passy l'an prochain. J'ai dit, il y a quatre mois, au cours d'une conférence de presse, que nous livrerions 200.000 logements, clefs en main, en 1954. Ce chiffre sera tenu. S'il y avait alors de nombreux sceptiques, il y en a beaucoup moins actuellement.

Il faut bien qu'il y ait des sceptiques, sans cela quel serait l'intérêt de ceux qui veulent marcher de se porter à l'avant-garde ? C'est un plaisir d'être optimiste quand il y a des sceptiques. (*Sourires et applaudissements à droite et au centre.*)

Tous ceux qui ont une part de responsabilité dans les municipalités, à quelque groupe qu'ils appartiennent — vous aussi, monsieur Marrane, comme les autres, vous ferez des logements avec le système de la prime et du prêt, je vous y aiderai, mon cher collègue, nous les ferons ensemble ; ce sera curieux et agréable (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite*) — tous ceux, dis-je, qui ont une part de responsabilité dans les municipalités, les conseils généraux, les chambres de commerce, les comités interprofessionnels du logement, les organismes d'habitations à loyer modéré, savent maintenant que cet optimisme est raisonné, surtout parce qu'il se fond sur leur propre dévouement et leur propre volonté de construire et de développer le logement. Rien n'arrêtera plus désormais le mouvement ascendant. Ces 200.000 logements seront construits en 1954 et les annnées suivantes verront, j'en suis sûr, de nouveaux et importants progrès.

M. Symphor a décrit le drame des départements français d'outre-mer. Ce n'est pas sans une certaine émotion, mon cher collègue, que je vous ai écouté. (*Très bien ! très bien !*) Bien sûr, il ne faut pas que ces lois, ces décrets que vous avez signalés restent lettre morte quand il s'agit de populations aussi intéressantes que celles que vous représentez.

Le cœur de la France, on le sait, est le leur, et il faut que le cœur des Français de France soit aussi près que possible de leur cœur à eux. (*Applaudissements.*)

Nous venons de faire le premier départ. J'ai envoyé — je le dis, non parce que je devais venir au Conseil de la République, mais parce que les directeurs, les services de mon cabinet et moi-même nous nous y employons — j'ai envoyé, dis-je, des instructions à tous les préfets de ces départements d'outre-mer il y a quelques jours. On va pouvoir y pratiquer aussi la prime et le prêt. Par conséquent, vous avez déjà satisfaction sur ce point. C'est un progrès. Vous savez sans doute, parce que vous y êtes intéressé, qu'il sera probablement possible de réaliser un premier projet à la pointe des Tourelles, à Fort-de-France. Les derniers obstacles sont levés, car ce que nous pouvons faire dans la métropole avec le Crédit foncier, on peut le faire désormais avec la Caisse centrale de la France d'outre-mer dans les départements français dont vous êtes l'un des représentants distingués. (*Applaudissements.*)

M. Hamon vous a brossé un tableau vibrant de la situation du logement et M. Marrane a repris ce même sujet dans son intervention. Sans doute, bien que vos paroles nous aient touchés particulièrement et que nous ne méconnaissions pas cette triste situation des sinistrés du logement, singulièrement dans nos grandes villes et surtout dans la région parisienne que vous connaissez mieux que moi, mais que je connais bien aussi pour y avoir vécu longtemps, je ne veux pas m'étendre sur cette « situation déchirante », pour reprendre votre expression. Ce qu'il faut aussi, c'est avancer. C'est ce que nous faisons, puisque nous ouvrirons 40.000 chantiers nouveaux dans la banlieue parisienne et même à Paris. Vous savez que le problème de la ceinture verte de Paris, dont la solution ne progressait pas, est maintenant résolu. Il a suffi de deux réunions tenues à mon ministère avec le préfet de la Seine, avec le président du conseil général de la Seine, avec le président du conseil municipal de Paris et avec ses principaux présidents de commissions et les rapporteurs des questions de logement en particulier, pour mettre au point ce programme de 3.800 logements. Le conseil municipal a voté les crédits et leur répartition, et les premiers chantiers vont s'ouvrir sur la ceinture verte.

D'autre part, j'ai posé l'autre jour, pendant le congrès de Versailles, une première pierre à Vincennes. C'est le départ des 6.000 logements du système « primes et prêts ». C'est l'œuvre de l'office interprofessionnel du logement.

Il y en aura d'autres. Le logement n'appartient à personne, il appartient à tous, il faut le donner à tous. Je suis convaincu que, dans trois ans — je ne voudrais pas passer pour trop optimiste — il y aura dans Paris et dans la banlieue des pancartes portant « logement à louer ». (*Exclamations.*)

Si nous faisons 40.000 logements dans la banlieue parisienne l'année prochaine, si nous augmentons encore ces chiffres, eh bien ! nous finirons par dégager les taudis, les chambres surpeuplées, où trop de pauvres enfants s'étiolent et où il n'y a pas la joie de vivre, la joie du foyer.

Vous avez très bien parlé, monsieur Hamon, de ce « permis de vivre », qu'il faudrait donner par surcroît et qui est la traduction dans votre langage imagé du permis de construire. Cela est aussi notre objectif, car ce permis de vivre, c'est la liberté rendue aux Français. Ces derniers avaient gagné la liberté en 1789, il avaient déjà avant connu une certaine liberté de penser et d'écrire, mais plus récemment, hélas! ils pouvaient dire: « Il nous manque la liberté d'avoir un foyer et le droit au travail. »

Nous voulons, tous ensemble, rendre aux Français cette première liberté. La misère du logement sera vaincue car, dans ce domaine, les Français ont pris maintenant conscience d'eux-mêmes.

Mes chers collègues, le budget qui vous est soumis portera la marque de la volonté commune du Gouvernement et du Parlement tout entier de marcher rapidement vers ce but. (*Vifs applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion des articles du projet de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion des articles.*)

M. le président de la commission de la reconstruction. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission de la reconstruction.

M. le président de la commission de la reconstruction. Je prie nos collègues de bien vouloir être attentifs quelques secondes à une proposition que je veux leur faire, d'accord avec M. le président Roubert, avec notre rapporteur général et avec M. le rapporteur de la commission des finances.

C'est demain dimanche, beaucoup de nos collègues semblent désirer que nous ne siégions pas dans la matinée, contrairement aux habitudes prises ces derniers jours. Dans ce cas, il serait peut-être opportun, dépassant minuit, de poursuivre le présent débat sans désemparer jusqu'à son terme. La suite de nos travaux aurait alors lieu demain après-midi.

Je souhaite voir le Conseil se ranger à cette suggestion.

M. le président. Vous permettrez à votre président de vous donner quelques précisions complémentaires de nature à vous permettre, en pleine connaissance de cause, de réfléchir à la décision que vous allez prendre.

J'attire votre attention sur le fait que la présidence est, à cette heure, saisie de 61 amendements. L'expérience prouve que la discussion de chacun d'eux prend en moyenne de six à huit minutes au minimum. Si l'on ajoute à cela le temps des explications de vote, des scrutins, on obtient un total d'environ huit à neuf heures de débat. Je vous laisse à penser jusqu'à quelle heure nous mènera la séance de nuit. (*Mouvements divers.*)

Je vous livre des éléments d'information, je ne juge pas. Je vous demande seulement de réfléchir à tout ce qui s'est passé depuis le début de la discussion budgétaire. Il est à craindre que nous soyons encore là à cinq ou à six heures du matin, et la séance ne pourrait alors reprendre que l'après-midi vers dix-sept heures. Or, il résulte d'informations de couloirs qu'il paraît difficile d'engager la discussion du budget de l'agriculture à une heure aussi tardive.

Voix nombreuses. Pourquoi ?

M. le président. Je vous ai fourni des explications qui sont des informations. A vous maintenant de prendre la décision.

M. le président de la commission de la reconstruction. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission de la reconstruction.

M. le président de la commission de la reconstruction. Si vous considériez qu'il est préférable d'arrêter la discussion à minuit pour en renvoyer la suite à demain quinze heures, la discussion du budget de l'agriculture n'intervenant alors que lundi matin, je me rangerais volontiers à cette solution.

M. Borgeaud. Mais non !

M. le président de la commission de la reconstruction. Mes chers collègues, je vous fais une proposition qui me paraît très raisonnable car elle nous permettra de hâter la discussion budgétaire. J'insiste donc pour que vous la fassiez vôtre et décidiez que la séance se poursuivra au delà de minuit. Si le Conseil n'est pas de cet avis, nous nous inclinerons.

M. le président. Le Conseil a entendu la proposition de M. Chochoy tendant à la continuation du débat après minuit et jusqu'à sa fin.

Je la mets aux voix.

(*Cette proposition est adoptée.*)

— 24 —

COMMISSION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Demande de pouvoirs d'enquête.

M. le président. J'ai reçu une lettre par laquelle M. Longchambon, président de la commission de la production industrielle, me fait connaître que, dans sa séance du 31 décembre 1953, la commission de la production industrielle a décidé de demander au Conseil de la République l'octroi de pouvoirs d'enquête sur les possibilités de production en matières premières minérales de l'Afrique du Nord, notamment dans la zone de Colomb-Béchar.

Le Conseil de la République sera appelé à statuer sur cette demande, conformément à l'article 30 du règlement.

M. le président. Le Conseil voudra, je pense, interrompre maintenant ses travaux pour les reprendre à vingt-deux heures ? (*Assentiment.*)

La séance est suspendue.

(*La séance, suspendue à vingt heures trente minutes, est reprise à vingt-deux heures cinq minutes.*)

M. le président. La séance est reprise.

— 25 —

BUDGET DU MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DU LOGEMENT POUR 1954

Suite de la discussion et adoption d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. Nous reprenons la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la reconstruction et du logement pour l'exercice 1954.

Je rappelle au Conseil de la République que la discussion générale est close et que le passage à la discussion des articles a été ordonné.

Je donne lecture de l'article 1er:

« Art. 1er. — Il est ouvert au ministre de la reconstruction et du logement, au titre des dépenses ordinaires, pour l'exercice 1954, des crédits s'élevant à la somme de 13.026.595.000 francs.

« Ces crédits s'appliquent à concurrence de:

« 11.463.705.000 francs, au titre III: « Moyens des services »;

« 1.562.890.000 francs, au titre IV: « Interventions publiques »; conformément à la répartition par service et par chapitre figurant à l'état A annexé à la présente loi. »

L'article 1er est réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état A annexé.

Je donne lecture de cet état:

Reconstruction et logement.

TITRE III. — MOYENS DES SERVICES

1re partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.

« Chap. 31-01. — Administration centrale. — Rémunérations principales, 828.360.000 francs. »

Par amendement (n° 32), MM. Dupic, Marrane et les membres du groupe communiste proposent de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Dupic.

M. Dupic. Mesdames, messieurs, lors de sa création, en 1945, le ministère de la reconstruction et de l'urbanisme disposait d'environ 24.700 agents temporaires, contractuels et auxiliaires. Depuis cette époque, une double évolution s'est produite dans la situation du personnel: d'une part, une réduction sensible des effectifs a été réalisée; d'autre part, des cadres permanents ont été créés et des titularisations ont été autorisées par les lois des 26 septembre 1948, 31 décembre 1951 et 3 février 1953. Actuellement 4.000 titulaires et 10.000 temporaires environ sont en fonction, soit une réduction de 10.000 agents en huit années.

Or, si l'achèvement de certaines tâches est prévisible dans les années à venir, reconstruction et dommages de guerre, par exemple, il apparaît cependant que, eu égard à l'accroissement très sensible des tâches permanentes incombant au mi-

nistère de la reconstruction et du logement, urbanisme, aménagement du territoire, aide à la construction, politique du logement, ainsi que la poursuite des travaux temporaires, mais de longue durée, apurement des dommages de guerre, questions contentieuses, le nombre des fonctionnaires titulaires en fonction ne correspond absolument pas aux besoins.

De plus, cette situation donne aux agents du ministère de la reconstruction et du logement un sentiment d'instabilité qui nuit au rendement et ne permet pas à l'administration elle-même d'organiser sérieusement ses services.

En outre, l'équité commande que des agents de l'Etat, qui, depuis de nombreuses années, remplissent avec compétence les mêmes fonctions que celles de leurs collègues des autres ministère bénéficient des mêmes avantages et des mêmes garanties que ces derniers.

Ainsi, afin de permettre un meilleur fonctionnement des services du ministère de la reconstruction et du logement, il n'est pas nécessaire d'augmenter le nombre des emplois, mais de stabiliser dans leur emploi actuel, par une titularisation prononcée à titre personnel, ceux des agents qui possèdent une ancienneté administrative appréciable et qui ont fait la preuve de leur valeur professionnelle.

Enfin, je vous signale que cette proposition ne supposant pas la création d'emplois permanents, la titularisation d'agents à titre personnel n'entraînerait pas de dépenses nouvelles dans l'immédiat et ne constituerait, pour l'avenir, qu'une charge très minime pour la dette inscrite. En effet, la titularisation à titre personnel n'entraîne absolument aucune augmentation de traitement pour les intéressés.

C'est dans ces conditions, mesdames, messieurs, que nous avons l'honneur de vous proposer le texte qui vous est soumis sous forme d'amendement, en espérant que vous l'adopterez.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean-Eric Bousch, *rapporteur de la commission des finances.* Mes chers collègues, je pense que M. Dupic a satisfaction pour partie, puisque M. le ministre a pris tout à l'heure l'engagement de poursuivre les opérations de titularisation qui avaient été promises. Aller au delà, pour l'instant, me paraît hors de proportion avec l'effort de compression des effectifs que le ministère à amorcé.

En conséquence, la commission des finances ne saurait s'associer à cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Maurice Lemaire, *ministre de la reconstruction et du logement.* J'ai répondu par avance à notre collègue en ce qui concerne les titularisations.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Dupic. Oui, monsieur le président, car les déclarations de M. le ministre sont loin de satisfaire aux revendications du personnel du ministère de la reconstruction et du logement. Je ne vais pas plus loin dans ce développement, me réservant d'ici quelque temps, d'accord avec mes amis, de déposer une proposition de loi tendant à régler cette question.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement, repoussé par la commission.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Par amendement (n° 57), MM. Marrane, Dupic et les membres du groupe communiste proposent de réduire le crédit de ce même chapitre 31-01 de 10.000 francs.

L'amendement n'étant pas soutenu, je n'ai pas à le mettre aux voix.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 31-01, au chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 31-01 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-02. — Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses, 58 millions de francs. »

Par amendement (n° 33), MM. Dupic, Marrane et les membres du groupe communiste proposent de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Dupic.

M. Dupic. Je désire présenter quelques observations à propos de l'examen de ce chapitre.

Les indemnités pour travaux supplémentaires prévues à l'article 2 n'ont pas été revalorisées depuis 1950, malgré l'augmentation du coût de la vie. Il y aurait donc lieu d'augmenter les crédits prévus.

Il en est de même pour ceux de l'article 3 qui se rapporte essentiellement à la prime de technicité du personnel dactylographe et sténodactylographe, qui varie de 600 à 1.200 francs par mois, prime bien modeste si l'on tient compte des salaires de 20.000 à 28.000 francs par mois — et quand je dis 28.000 francs, je suis nettement au-dessus du plafond.

Quant à l'article 4, il concerne des primes de rendement accordées à une minorité d'agents titulaires de l'administration centrale, et qu'il conviendrait d'étendre à tous les agents titulaires et temporaires de l'administration centrale et des services extérieurs, avec attribution par les commissions administratives paritaires compétentes, ce qui supprimerait le favoritisme actuel.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission s'en remet à la sagesse du Conseil.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Je voudrais répondre à notre collègue que les règles appliquées au personnel du ministère de la reconstruction et du logement sont exactement identiques à celles appliquées au personnel de tous les ministères et que nous suivons les règles générales.

D'autre part, la proposition que suggère notre collègue est justiciable de l'article 47. Je suis dans la nécessité de demander l'application de cet article.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'application de l'article 47 ?

M le rapporteur. L'article 47 est applicable.

M. le président. L'article 47 étant applicable, l'amendement n'est pas recevable.

Personne ne demande plus la parole sur le chapitre 31-02 ?...

Je le mets aux voix, au chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 31-02 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-11. — Services extérieurs. — Rémunérations principales, 5.053.417.000 francs. »

Par amendement (n° 25), M. Chochoy et les membres du groupe socialiste proposent de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Chochoy.

M. Bernard Chochoy, *président de la commission de la reconstruction.* Monsieur le ministre, mes chers collègues, mon amendement a pour but d'attirer votre attention sur le regroupement des services extérieurs du ministère de la reconstruction et du logement.

Il est procédé actuellement dans les services extérieurs à des regroupements importants qui entraînent la mutation ou le licenciement d'un grand nombre d'agents. Nous estimons que le regroupement ne devrait intervenir qu'après la mise en place dans chaque département d'un service nécessaire au bon fonctionnement des tâches parmanentes du ministère de la reconstruction et du logement, en vue notamment de développer une politique suivie et rentable du logement. L'importance de ce service ne devrait pas être liée à celle des villes du département, mais il conviendrait de songer à l'impérieuse nécessité de procéder au renouvellement du capital immobilier des campagnes et au développement de l'habitat rural, gage d'une agriculture stable et florissante.

Nous demandons que ce regroupement ne se fasse, par ailleurs, qu'après notification à tous les sinistrés du département ou de l'arrondissement du montant des indemnités arrêté par le ministère.

Nous insistons pour qu'aucun regroupement de personnels intérimaires ou de collaborateurs occasionnels, experts, enquêteurs ou évaluateurs, ne se fasse dans les départements rattachés. Nous insistons, enfin, pour que les mutations d'agents liés au regroupement ne soient pas prétexte à licenciements déguisés et injustes et que les personnels ayant accepté leur dépaysement reçoivent l'assurance qu'ils pourront faire une carrière normale dans l'administration qui les a déplacés.

Nous aimerions, monsieur le ministre, qu'on tienne le plus grand compte de nos observations dans les opérations de regroupement des services extérieurs du ministère de la reconstruction et du logement que vous avez envisagées.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Les principes que vient d'énoncer M. le président Chochoy en ce qui concerne les regroupements d'agents, ou de fonctionnaires, nécessités par l'amenuisement des tâches dans certains départements, constituent l'essentiel de nos préoccupations. Aussi, je voudrais lui donner l'assurance que nous faisons une étude particulière de chaque cas.

En ce qui concerne l'avenir, nous nous efforçons de maintenir dans chaque département le personnel qui sera nécessaire eu égard au programme de la construction. Ce n'est qu'après avoir retiré les éléments qui ne sont pas indispensables au règlement des dommages de guerre que nous ferons les mutations en cause.

M. le président de la commission de la reconstruction. Je prends acte de vos engagements, monsieur le ministre, et je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

Par amendement (n° 34), MM. Dupic, Marrane et les membres du groupe communiste, proposent de réduire le crédit du chapitre 31-11 de 1.000 francs. »

La parole est à M. Dupic.

M. Dupic. Mesdames, messieurs, une politique nationale rationnelle du logement et de l'urbanisme exige non seulement des moyens financiers en rapport avec la tâche à accomplir, mais un organisme permanent. Déjà, le ministère de la reconstruction et du logement a des attributions qui demeureront lorsque sera terminée sa mission de reconstruction et auxquelles est déjà affectée la majorité de ses personnels.

Pourtant, moins de 30 p. 100 de l'ensemble des personnels sont actuellement titularisés. Cette situation engendre un sentiment d'instabilité nuisible à la bonne marche d'une administration; elle pénalise des agents qui, depuis des années, assument des fonctions pour lesquelles ils ne bénéficient, ni des avantages, ni des garanties accordés à leurs collègues des autres ministères. C'est pourquoi nous demandons que soit prévue la titularisation de l'ensemble du personnel, ce qui ne créerait pas de dépense nouvelle.

Nous n'acceptons pas la suppression de près de mille emplois, prévue pour 1954, alors que les services se voient confier des tâches nouvelles. S'il s'agit du regroupement des délégations départementales, nous ne l'acceptons pas davantage, car il tend à éloigner l'administration des sinistrés, qui ont déjà bien du mal à faire valoir leurs droits.

Ces suppressions d'emplois nous paraissent coïncider fâcheusement avec l'incertitude dans laquelle sont maintenus les auxiliaires des services extérieurs : chauffeurs, gardiens de bureau, agents d'entretien, ouvriers d'entretien, standardistes, qui devaient, à compter du 1er janvier 1953, voir leur emploi transformé en emploi d'agents temporaires.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. L'amendement propose la titularisation de l'ensemble du personnel; il tend donc à une augmentation de dépenses. La commission demande que soit appliqué l'article 47 du règlement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. J'ai donné mon avis sur les titularisations. Je m'oppose à l'amendement.

M. le président. La commission oppose à l'amendement l'article 47 du règlement. En conséquence, l'amendement n'est pas recevable.

Personne ne demande plus la parole sur le chapitre 31-11 ?...

Je le mets aux voix, avec le chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 31-11 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-12. — Services extérieurs. — Indemnités et allocations diverses, 159.072.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-21. — Construction. — Salaires et accessoires de salaires du personnel de surveillance et du personnel de déminage, désobusage et débombage, 201.021.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-22. — Construction. — Honoraires d'architectes, 50.311.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-31. — Dommages de guerre. — Commission de juridiction. — Rémunérations principales, indemnités et vacations, 39.999.000 francs. »

La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. A propos de ce chapitre, je voudrais attirer l'attention de M. le ministre sur les réductions faites quelquefois d'une manière presque systématique lors de la vérification des devis des dommages subis par nos sinistrés. Les réductions que l'on constate sont vraiment trop importantes pour qu'elles correspondent à la vérité.

Je vous demande, monsieur le ministre, d'inviter vos vérificateurs à faire preuve d'une grande objectivité dans l'examen des devis qui leur sont soumis car les sinistrés vont devoir recourir, d'une manière presque permanente, aux commissions de juridiction et les difficultés ne cesseront de s'accumuler.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je donne acte à notre collègue de sa déclaration et je vais étudier très sérieusement cette question.

M. Denvers. J'ajouterai, monsieur le ministre, que, par voie de circulaire, vous pourriez déterminer très exactement la compétence des commissions de juridiction qui ont une tendance, très souvent, à invoquer l'exception d'incompétence.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 31-31, au chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 31-31 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-91. — Indemnités résidentielles, 1.328.881.000 francs. »

Par amendement (n° 35), MM. Dupic, Marrane et les membres du groupe communiste proposent de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Dupic.

M. Dupic. Je voudrais présenter une observation au sujet de l'article 3 concernant les indemnités pour difficultés exceptionnelles d'existence.

Ces indemnités ont été réduites, par décret, de 50 p. 100, à compter du 1er juin 1953.

Saisi de protestations, le ministre des finances a admis que la réduction ne pourrait cependant avoir pour résultat une diminution de la rémunération mensuelle brute totale. C'était un résultat; mais il n'en demeure pas moins des injustices, telle celle qui frappe le fonctionnaire qui, depuis le mois de mai, a bénéficié d'un avancement dont il perdra, en totalité ou en partie, le bénéfice.

Dans ces conditions, il conviendrait de maintenir purement et simplement l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. L'amendement de notre collègue M. Dupic tend à l'abrogation d'un décret. Par conséquent, il tombe sous le coup de l'article 60 de notre règlement.

M. le président. L'amendement n'est donc pas recevable.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 31-91 avec le chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 31-91 *est adopté.*)

M. le président.

3e partie. — Personnel en activité et en retraite. Charges sociales.

« Chap. 33-91. — Prestations et versements obligatoires, 1 milliard 863.236.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 33-92. — Prestations et versements facultatifs, 24 millions 861.000 francs. »

Par amendement (n° 36), MM. Dupic, Marrane et les membres du groupe communiste proposent de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Dupic.

M. Dupic. Mon amendement demande le rétablissement des crédits bloqués par le décret n° 53-400 du 11 mai 1953 en raison du fait que les cantines du ministère de la reconstruction et du logement, comme toutes les autres cantines, ont de grandes difficultés pécuniaires.

Quant à l'article 4 du chapitre « Subventions aux sociétés de secours mutuels », nous demandons le rétablissement des subventions au taux de 1952 et la suppression de la réduction de 50 p. 100 due au décret qui a réduit l'ensemble des subventions accordées à ces organismes.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Je répondrai à notre collègue, comme précédemment, que ces dispositions sont exactement les mêmes pour le personnel de tous les ministères.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Dupic. Je le maintiens, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 33-92, avec le chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 33-92 *est adopté.*)

M. le président.

4e partie. — Matériel et fonctionnement des services.

« Chap. 34-01. — Administration centrale. — Remboursement de frais, 27.645.000 francs. »

La parole est à M. Canivez.

M. Canivez. J'avais demandé la parole pour évoquer le rôle des inspecteurs généraux.

M. le ministre ayant répondu tout à l'heure, j'ai, de ce fait, satisfaction.

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 34-01.

(*Le chapitre* 34-01 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 34-02. — Administration centrale. — Matériel, 76.691.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-11. — Services extérieurs. — Remboursement de frais, 203.000.000 de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-12. — Services extérieurs. — Matériel, 328.917.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-21. — Construction. — Matériel et remboursement de frais, 48.164.000 francs. »

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je désirerais connaître l'opinion du Gouvernement sur la position prise par la commission des finances au sujet des architectes d'encadrement.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Nos préoccupations rejoignent celles de la commission. Nous sommes d'accord pour réduire progressivement le nombre des architectes, à preuve que leur effectif sera fixé à 130 et se trouvera bien inférieur à ce qu'il était lors des exercices précédents.

On a beaucoup critiqué l'action de certains architectes; heureusement tous ne sont pas critiquables et les réalisations de certains d'entre eux méritent l'admiration.

Si d'autres freinent ou paraissent freiner comme on a voulu le dire, il ne s'agit pas là que de l'effet de circonstances locales et passagères.

Je demande au Conseil de la République de vouloir bien compter sur notre volonté d'engager chacun à faire son métier dans les meilleures conditions possibles.

M. le rapporteur. Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 34-21, avec le chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 34-21 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 34-31. — Dommages de guerre. — Commissions régionales et d'arrondissement. — Matériel et remboursement de frais, 7 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-41. — Urbanisme et habitation. — Commission d'aménagement. — Matériel et remboursement de frais, 3 millions 300.000 francs. »

La parole est à M. Canivez.

M. Canivez. Tout à l'heure, nous avons évoqué les plans d'aménagement. Je voudrais attirer à nouveau l'attention de M. le ministre sur ce problème très délicat.

Quand un plan est accepté, il faut passer à l'exécution et des terrains de compensation sont donnés aux expropriés. Quand il s'agit de l'autorité militaire, M. le ministre de la reconstruction devrait nous aider à exécuter le plan d'aménagement, sinon, nous nous trouverons en face du mur muet des militaires!

Or, j'ai obtenu de M. le ministre de l'éducation nationale un crédit de 600 millions environ pour construire un groupe scolaire fort important, qui réunit une école de bateliers, un collège technique et un centre d'apprentissage féminin; mais la construction doit s'édifier sur un terrain militaire en échange duquel doit être accordé un terrain de compensation. Qui va faire l'opération ? Je me le demande. Si je n'ai pas le terrain, je perds le bénéfice de ce crédit de 600 millions.

M. Georges Boulanger. Ce n'est pas un cas unique!

M. Canivez. Je ne pense pas que la réalisation soit difficile. Le plan est définitif. Personne d'autre ne pourra bâtir sur le terrain militaire de la ville de Douai, les militaires n'ont plus rien à espérer. Seulement, quand on leur demande ce terrain, ils ne répondent pas, et je ne puis obtenir ce terrain. Je risque donc de perdre le bénéfice du crédit de 600 millions parce que les militaires se taisent.

M. le président. Monsieur le ministre, pouvez-vous apaiser les craintes de M. Canivez ?

M. le ministre. Monsieur Canivez, je vais apaiser vos appréhensions comme le demande M. le président.

Ce mur auquel vous vous heurtez, j'espère que — selon votre expression — il ne restera plus muet! Il y a un problème de Douai. Vous l'avez signalé avec chaleur et je vais me pencher sur cette question. Me pencher serait assez peu dire! je veux essayer de la résoudre et vous pouvez compter sur l'assurance que je vous donne.

M. Canivez. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Canivez.

M. Canivez. Monsieur le ministre, il faudrait nous répondre. Tout le monde s'en est mêlé, la délégation d'arrondissement et la délégation départementale. On a alerté vos services centraux.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Mon cher collègue, j'ai dit tout à l'heure — vous l'avez reconnu — que je voulais suivre votre proposition en ce qui concerne les contacts à établir entre le ministère et les grandes municipalités, et quelquefois les petites, si c'est nécessaire, par l'intermédiaire des inspecteurs généraux. Je vais utiliser ce moyen dès la semaine prochaine, en vous envoyant un inspecteur général qui me fera un rapport.

M. Canivez. Je vous en remercie, monsieur le ministre.

M. Georges Boulanger. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Georges Boulanger.

M. Georges Boulanger. Mes observations iront dans le même sens que celles de notre collègue de Douai, M. Canivez. Le problème soulevé n'est pas particulier à Douai, mais est général. Partout où nous avons besoin de terrains militaires, nous nous trouvons devant la même difficulté.

Je voudrais donc, monsieur le ministre, que vous vous penchiez sur cette question. Il y a là un problème que, sur le plan local, nous ne pouvons pas résoudre, alors que vous, sur le plan général, vous pouvez le faire. Les terrains qui ne sont pas indispensables à l'autorité militaire mais qui sont nécessaires à la construction, doivent être utilisés.

Il y a des villes qui n'ont plus de terrains disponibles; il y a des villes — je m'excuse de prendre l'exemple d'Arras — où actuellement il n'y a plus rien de disponible et qui possèdent des terrains qui, dans l'état actuel des choses, ne sont plus utilisables sur le plan militaire, alors que les militaires ne veulent pas les abandonner.

C'est pourquoi je vous demande, monsieur le ministre, de considérer cela comme un problème d'ordre général.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Mes chers collègues, je suis d'accord avec vous. Je sais que ce problème des terrains militaires se pose partout, même à Limoges, et que partout on pourrait citer certains exemples, puisqu'il reste des fortifications.

Je vous citerai le cas de Versailles et d'autres villes.

Nous nous trouvons devant un problème d'ensemble dont la solution est assez malaisée. Il faut instaurer des discussions non pas seulement entre les maires mais avec le ministre et le secrétaire d'Etat à la défense nationale.

C'est une question générale que nous nous efforcerons de résoudre.

J'ai indiqué tout à l'heure, à propos de Douai, que nous ferions une opération spéciale. Si vous pouvez me signaler des cas très urgents, je tâcherai de les traiter suivant la même méthode. Nous verrons si nous pouvons tirer de ces cas particuliers une méthode générale.

M. Canivez. Pour Douai il s'agit d'un plan d'aménagement. Il a été adopté. Il doit être exécuté.

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur le chapitre 34-41 ?...
Je le mets aux voix.

(*Le chapitre 34-41 est adopté.*)

M. le président. « Chap. 34-91. — Loyer et indemnités de réquisition, 20.900.000 francs. » — (*Adopté.*)
« Chap. 34-92. — Achat et entretien du matériel automobile, de vélomoteurs et de bicyclettes, 170.432.000 francs. » — (*Adopté.*)
« Chap. 34-93. — Remboursement à diverses administrations, 128.375.000 francs. » — (*Adopté.*)
« Chap. 34-94. — Edification et entretien de baraquements provisoires pour l'installation des services, 5 millions de francs. » — (*Adopté.*)
« Chap. 34-95. — Remboursement des dépenses exposées par les services des ponts et chaussées au titre de leur participation aux travaux de voirie et réseaux divers, 20 millions de francs. » — (*Adopté.*)

7e partie. — Dépenses diverses.

« Chap. 37-02. — Liquidation du service des constructions provisoires. — Règlement des conventions, marchés, factures et litiges divers non soldés au 31 décembre 1953, 500.000 francs. »

La parole est à M. Canivez.

M. Canivez. Dans mon intervention à la tribune, j'ai indiqué que certaines villes comme la nôtre comptaient des familles qui ne pourraient jamais habiter un appartement dans un immeuble à loyer modéré, en raison du prix élevé des loyers et de leurs faibles ressources. J'ai même indiqué que certaines personnes ne sauraient pas habiter dans des maisons normales. Il conviendrait de faire pour eux ce que j'appellerai des maisons de rééducation.
A Douai, 110 familles sont logées dans la caserne Conroux. Le ministre de l'éducation nationale me dira gentiment un jour prochain: quand vous aurez relogé ailleurs les 110 ménages en question, je vous donnerai l'argent nécessaire à la construction du lycée. Mais nous ne savons pas où reloger ces 110 familles. Elles ne pourraient l'être que dans les maisons de transition que vous avez l'intention d'édifier pour les locataires expropriés d'un immeuble à la place duquel doivent s'élever des bâtiments neufs.
On a voté un crédit de 800 millions de francs pour cette opération. C'est insuffisant. Je vous demande d'examiner ce problème très grave qui surgit de tous les côtés à la fois.
Environ 500 ménages, dans des villes de 45.000 habitants, se trouvent dans le cas que je viens d'évoquer. Je me demande ce que l'on va faire d'eux. Il ne faut pas seulement bâtir pour ceux dont le traitement ou le salaire permet de payer un loyer élevé, il faut bâtir pour les plus misérables qui attendent depuis longtemps un logement où ils seront convenablement installés. (*Applaudissements.*)

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Mesdames, messieurs, je suis pleinement d'accord avec les principes exposés par votre collègue M. Canivez et je voudrais lui dire qu'il y a déjà un moyen, non encore généralisé, c'est celui que nous donne l'article 25 pour la suppression des îlots insalubres. Nous faisons des habitations à loyer modéré du type économique, mais cela vaut également pour les villes sinistrées. C'est un problème qu'on peut déjà commencer à résoudre par ce moyen. Nous avons fait 1.500 habitations de ce type dans le courant de 1953. Nous en prévoyons un peu plus pour l'exercice 1954. Cela ne résoudra pas complètement le problème. Celui-ci a été posé en d'autres termes tout à l'heure par votre collègue M. Léo Hamon. Je ne sais pas s'il faudra aller aussi loin dans l'économie que le proposait votre collègue. Nous ne pouvons faire quelque chose qui ne soit pas durable et qui ne possède pas le minimum de confort. Nous sommes dans cette direction, mais nous n'avons pas encore été jusqu'au bout. Il y aura toujours, je ne dis pas la plus grande partie, mais une partie importante de Français qui ne pourront, avec les salaires actuels, subvenir aux charges d'un loyer, même pour les logements économiques.
Alors, le problème doit se poser. Nous sommes sur la voie de la solution. J'espère que nous trouverons des solutions plus faciles dans le courant des autres exercices.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix le chapitre 37-02.

(*Le chapitre 37-02 est adopté.*)

M. le président. « Chap. 37-03. — Dépenses de documentation et de vulgarisation, 29.999.000 francs. » — (*Adopté.*)
« Chap. 37-21. — Contrôle technique des travaux de reconstruction, 23.879.000 francs. »

La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. Je voudrais appeler l'attention de M. le ministre de la reconstruction sur les divergences qui apparaissent dans l'examen des coefficients d'augmentation des prix de la série de 1939 et des coefficients d'adaptation départementaux. Je vous citerai l'exemple qui pourrait être repris pour d'autres départements, celui du Nord. C'est ainsi qu'en ce qui concerne le coefficient d'augmentation de la série 1939, on relève qu'en mars 1952, époque où les prix étaient les plus élevés, ce coefficient était de l'ordre de 32,94 p. 100 pour la série de Paris 1939.
Pour octobre 1953, ce coefficient a été ramené à 30,11, soit une différence de 2,83 correspondant à une réduction de 8,59 p. 100, taux bien faible par rapport au rabais que l'on obtient lors des adjudications sur série de prix.
Si l'on applique le même système aux coefficients d'adaptation départementaux, on obtient une réduction de 3,90 p. 100 correspondant à un taux de réduction de 17,96 p. 100, ce qui représente, en fin de compte, un coefficient de réduction double de celui appliqué à la série de prix.
Autrement dit, celui qui fait reconstruire ou même construire maintenant, en prenant comme base de calcul le prix de série de 1939, assiste, si l'on tient compte de la série 1939, à une diminution par rapport à 1952 de 8,59 p. 100 seulement. Par contre, si l'on se base sur les coefficients d'adaptation départementaux, cette baisse est de l'ordre de 17,96 p. 100. Voyez qu'elle est la situation de l'isolé — car il y a encore des sinistrés isolés ou des petites gens — qui s'adresse à des artisans, à des entreprises qui légitimement établissent leurs factures en prenant comme base le prix des produits de série lorsque les adjudications ont vu les coefficients d'adaptation abaissés de 17,96 p. 100, alors que la série n'a connu qu'un abaissement de 8,59 p. 100.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Il y a dans le problème que pose notre collègue deux ordres de questions. D'abord, le problème de l'évolution des indices des salaires et des matériaux et, d'autre part, le coefficient d'adaptation départementale, qui, lui, est le résultat des principales adjudications.
Je conçois très bien que, pour beaucoup, il serait intéressant que ces index et ces coefficients suivissent de plus près qu'ils ne paraissent le faire l'évolution constatée dans les prix, dans les salaires, dans les prix des matériaux et dans les résultats des adjudications, parce que ces résultats ne valent pas pour toutes les constructions, nous le savons bien. Nous suivons la question d'aussi près que possible dans le souci de ne pas nuire aux intérêts de ceux qui sont attachés à ces indices, nous en connaissons et parmi les plus humbles. Mais nous ne voudrions pas que ces index et surtout ces coefficients d'adaptation départementaux, s'ils ne sont pas assez exactement attachés aux prix, risquent de provoquer une hausse des prix ou de la laisser opérer à notre insu. C'est là surtout ce que nous voulons éviter. C'est une question d'équité, de jugement. Mes services tiendront compte de vos observations, elles sont valables, elles nous préoccupent, mais j'analyse aussi les difficultés qui se présentent à ceux qui ont la charge de les déterminer.

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur le chapitre 37-21 ?

Je le mets aux voix.

(*Le chapitre 37-21 est adopté.*)

M. le président. « Chap. 37-22. — Frais de vente et de gestion des immeubles construits par l'Etat en exécution de l'ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945, 7.100.000 francs. » — (*Adopté.*)
« Chap. 37-23. — Etudes et travaux relatifs aux plans masse et maquettes et aux immeubles types, 25 millions de francs. » — (*Adopté.*)
« Chap. 37-24 (nouveau). — Gestion des constructions provisoires édifiées en application de l'ordonnance n° 45-609 du 10 avril 1945, 404.999.000 francs. »

La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. Je voudrais appeler votre attention, monsieur le ministre, sur les difficultés des occupants des baraquements provisoires. Ces baraquements sont, pour la plupart, dans un triste état, ou même inhabitables. Tout à l'heure, j'étais sur le point de vous demander, monsieur le ministre, de bien vouloir prendre une mesure libérale, en réponse à mon collègue, M. Canivez, et de considérer ces baraquements provisoires vétustes comme des taudis, puisque vous pouvez lutter contre les taudis en dégageant les espaces et en construisant du neuf.

Mais je voudrais aussi qu'un accord avec votre collègue des finances ou du budget, vous puissiez prendre une mesure de bienveillance à l'égard de ces occupants à qui l'on demande aujourd'hui des rappels considérables en matière de loyer.

Vous avez fixé en 1952 l'augmentation des loyers aux occupants de baraquements provisoires, mais le rappel de ces loyers vient de se faire il y a à peine quelques semaines ou quelques mois tout au plus, et ce sont de fortes sommes qui sont réclamées dans la plupart des cas à ces petites gens qui ne peuvent pas payer.

Voilà le premier point; il en est un autre: vous savez que dans la plupart des baraquements provisoires et des cités, ou bien on n'a pu alimenter en eau chacun de ces baraquements, ou l'on a mis dans la cité, deci delà, des bornes fontaines. Il est actuellement très difficile d'estimer le prix de l'eau par baraquement provisoire. Il est ainsi très difficile de savoir le compte de chacun. Ne pourrait-on pas faire prendre en compte, par les charges communes, la consommation d'eau de nos cités?

Il y a donc trois questions que je viens de citer: le mauvais état, le très mauvais état des baraquements et je vous dirai, monsieur le ministre — si vous tenez votre promesse en venant à Dunkerque dans quelques jours, ou vous fera voir des baraquements qui ne sont plus habitables — je vous dirai que ce n'est pas le peu de réparations faites en vertu des crédits dont vous disposez qui peut donner aux gens des habitations à peu près décentes. Vous leur réclamez un loyer qui doit suivre le rythme des augmentations prévues par la loi de 1946, mais rien n'est fait pour rendre ces baraquements habitables.

Il y a ensuite ma deuxième question, la question des rappels de loyers et la troisième question des charges communes par exemple.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. La question des habitations provisoires est très préoccupante, nous le savons, surtout vu l'état de délabrement dans lequel se trouvent la plupart d'entre elles.

Leur gestion financière n'est pas très satisfaisante car, actuellement, pour 1.800 millions de dépenses d'entretien annuel, nous ne recueillons que 400 millions de loyer.

Mais, comme vous le faites remarquer, c'est encore trop pour certaines, surtout eu égard à l'état de ces habitations. On a fixé des augmentations de redevances — parce qu'au fond ce ne sont pas des loyers proprement dits, ce sont des redevances. Nous avons reçu les doléances, dernièrement, de la confédération ou de la fédération ou de l'association des occupants, je ne sais comment la désigner. Nous avons écouté ses délégués avec beaucoup d'attention. Nous sommes disposés à faire en sorte que des délais soient donnés pour l'augmentation de ces redevances, et même, dans les cas sociaux, parce qu'il y a des cas sociaux, nous sommes disposés à faire remise de ces augmentations.

Voilà ce que je peux dire dans l'esprit que vous avez vous-même exprimé.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 37-24.

(*Le chapitre* 37-24 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 37-31. — Expertises et constats des dommages de guerre, 270.247.000 francs. »

Par amendement (n° 37), MM. Dupic, Marrane et les membres du groupe communiste proposent de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Dupic.

M. Dupic. Cet amendement tend à une réduction indicative de 1.000 francs. Je dis cela en préambule, à cause de l'article 47 qui menace nos amendements.

Nous sommes partisans de la réduction de ce crédit, car l'utilisation d'experts n'est pas justifiée. Au contraire, nous sommes d'avis que les vérifications doivent être confiées aux agents de l'administration, l'intervention de personnes privées au service d'intérêts privés et rémunérées en pourcentage devant être écartée.

Cela rejoint les questions de personnel.

M le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. C'est précisément parce que je suis de l'avis de notre collègue, que j'ai prévu une réduction importante des crédits à ce titre par rapport à 1953. Je désire que soit utilisé au maximum le personnel du ministère. Pour cela, toute tâche qui peut être effectuée par lui ne doit pas être confiée aux experts de l'extérieur.

Seulement, nous ne pouvons pas prendre le virage — si j'ose employer cette expression — d'une façon trop serrée, car nous risquerions d'avoir un accident. Il faut que les expertises se fassent. Or, certaines ne peuvent être faites que par des experts que nous ne possédons pas. Alors, comme nous agissons conformément à la loi, je pense que notre collègue voudra bien retirer son amendement.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Dupic. Les assurances que vient de nous donner M. le ministre me permettent de retirer l'amendement.

J'ai surtout voulu, par le dépôt de cet amendement, obtenir l'assurance que le personnel du M. R. L. est utilisé à plein, plutôt que de le voir licencier.

M. le président. L'amendement est retiré.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 37-31.

(*Le chapitre* 37-31 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 37-41. — Etudes générales et recherches relatives à l'aménagement du territoire, à l'urbanisme et à l'habitation, 4.999.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 37-42. — Versement d'indemnités aux sinistrés en application de l'article 80 de la loi d'urbanisme du 15 juin 1943, 24.400.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 37-91. — Frais judiciaires et réparations civiles, 26 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 37-92. — Emploi de fonds provenant de legs, de donations ou de dons manuels. » (Mémoire.)

8e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

« Chap. 38-91. — Dépenses des exercices clos (moyens des services). » (Mémoire.)

« Chap. 38-92. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (moyens des services). » (Mémoire.)

TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES

2e partie. — Action internationale.

« Chap. 42-01. — Contribution à des organismes internationaux relatifs à l'urbanisme, à l'habitation et à la construction, 900.000 francs. » — (*Adopté.*)

4e partie — Action économique. — Encouragements et interventions.

« Chap. 44-21. — Subvention au centre scientifique et technique du bâtiment, 82 millions de francs. » — (*Adopté.*)

6e partie. — Action sociale, assistance et solidarité.

« Chap. 46-01. — Subventions à des organismes poursuivant une action d'information et d'éducation en faveur du logement et de l'urbanisme, 700.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 46-21. — Intervention de l'Etat pour l'application de la législation sur les habitations à loyer modéré, 6.291.000 francs. »

Par voie d'amendement (n° 58), MM. Marrane, Dupic et les membres du groupe communiste proposent de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Marrane.

M. Georges Marrane. J'ai déposé cet amendement sur ce chapitre bien que je reconnaisse que mon objectif ne porte pas précisément sur ce chapitre du budget.

En réalité, cet amendement se placerait logiquement à l'article 12, mais on m'objectera que je ne peux pas poser de question financière à propos de cet article. J'utilise donc un artifice de procédure pour souligner que dans la répartition qui était prévue de 90 milliards en chiffres ronds, il est prévu 29.570 millions pour le secteur industrialisé, 19 milliards pour les opérations d'accession à la propriété. J'indique, dans l'exposé des motifs de mon amendement, qu'il y avait, l'année dernière, 25 milliards pour l'accession à la propriété. Il y a, à la fois, les sociétés de crédit immobilier et les coopératives d'habitations. Je demande à M. le ministre — c'est l'objet de mon amendement — de nous donner des assurances en ce qui

concerne la possibilité d'augmenter les crédits pour l'accession à la petite propriété et notamment pour les coopératives d'habitation.

Je veux également profiter de mon amendement pour poser à M. le ministre une question qui concerne le secteur industrialisé. J'en ai déjà parlé dans mon intervention dans la discussion générale. Les conditions dans lesquelles on établit des prix de revient pour ce secteur industrialisé me paraissent un peu superficielles. Mon expérience de constructeur m'a appris que l'on connaît exactement le prix de revient d'un bâtiment quand il est terminé, mais que, lorsqu'on en est simplement aux fondations, on ne peut pas assurer que la construction entreprise dans le secteur nationalisé coûtera moins cher que les constructions habituelles des organismes d'habitation à loyer modéré.

Si vous êtes absolument convaincu des résultats que donnera votre secteur industrialisé, il ne doit pas y avoir d'inconvénients à ce qu'un contrôle soit établi avec la participation des organismes intéressés. Je doute fort que l'on puisse obtenir des prix beaucoup plus bas que ceux des organismes H. L. M. si ceux-ci avaient des chantiers aussi importants que ceux que vous donnez au secteur industrialisé. Voilà les questions, monsieur le ministre, que je voulais vous poser à l'occasion de ce chapitre.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Mes chers collègues, le désir exprimé par M. Marrane est aussi celui de la commission des finances puisque, sur l'article 12, celle-ci a adopté deux amendements tendant à concrétiser ce désir.

Je ne pense pas que quelqu'un, dans cette assemblée, s'opposera à ce que M. Marrane réaffirme sa position au moment de la discussion de l'article 12, mais je lui demande, à propos de ce chapitre, de retirer son amendement puisque la commission a été unanime à lui accorder ce qu'il a demandé.

M. Georges Marrane. Je voudrais une réponse de M. le ministre.

M. le ministre. Je la donnerai à l'occasion de l'article 12.

M. Georges Marrane. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Georges Marrane.

M. Georges Marrane. A l'article 12, nous ne pouvons pas faire d'abattement indicatif pour manifester le sentiment de l'assemblée. J'ai proposé un abattement à ce chapitre, parce que c'est le moyen, précisément, de demander à l'assemblée de manifester son sentiment.

Je suis bien d'accord avec M. le rapporteur de la commission des finances, mais j'aimerais que M. le ministre de la reconstruction nous dise si vraiment il a l'intention de faire un effort pour augmenter les crédits destinés à l'accession à la petite propriété. C'est une question que je pose à M. le ministre.

M. le ministre. Monsieur le président, je répondrai certainement au moment de la discussion de l'article 12. M. Marrane aura satisfaction.

M. Georges Marrane. Dans ces conditions je maintiens mon amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement de M. Marrane.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 46-21, avec le chiffre de la commission.

(*Le chapitre 46-21, avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Chap. 46-22. — Subventions aux coopératives et associations syndicales de reconstruction, aux coopératives de reconstitution mobilière et aux associations syndicales de remembrement. — Travaux de remembrement, 1.450.999.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 46-32. — Règlement des frais exposés par les établissements prêteurs pour l'étude et la réalisation des prêts complémentaires, 20 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 46-41. — Remboursement par l'Etat des prestations et indemnités de réquisition impayées par les bénéficiaires défaillants, 2 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 46-91. — Primes de déménagement et de réinstallation (application des lois n° 50-893 du 2 août 1950 et n° 53-318 du 15 avril 1953). » — (Mémoire.)

8e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

« Chap. 48-91. — Dépenses des exercices clos (interventions publiques). » — (Mémoire.)

« Chap. 48-92. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (interventions publiques). » — (Mémoire.)

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1er, avec le chiffre de 13.026.595.000 francs, résultant des votes émis sur les chapitres de l'état A annexé.

(*L'article 1er, avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Art. 2. — Il est ouvert au ministre de la reconstruction et du logement, au titre des dépenses en capital, pour l'exercice 1954, des crédits s'élevant à la somme de 2.471 millions de francs et des autorisations de programme s'élevant à la somme de 1.750 millions de francs.

« Ces crédits et ces autorisations de programme s'appliquent au titre V « Investissements exécutés par l'Etat », conformément à la répartition par service et par chapitre figurant à l'état B annexé à la présente loi. »

L'article 2 est réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état B annexé.

Je donne lecture de cet état:

Reconstruction et logement.

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT

5e partie. — Logement et urbanisme.

« Chap. 55-00. — Inondations dans les départements de l'Aude et des Pyrénées-Orientales en 1940 et 1942 et dans le département de la Dordogne en 1944 (lois validées des 19 avril 1941, 29 mars 1942 et 11 juin 1942, ordonnances n° 45-2058 du 8 septembre 1945 et n° 45-2677 du 2 novembre 1945) :

« Autorisations de programme: 76 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Crédits de payement, 44.237.000 francs. » — (*Adopté.*)

Chap. 55-40. — Projets de reconstruction et d'aménagement. — Aménagement du territoire:

Autorisation de programmes, 541 millions de francs;

Crédit de payement, 415.365.000 francs. — (*Adopté.*)

Chap. 55-44. — Aménagement des lotissements défectueux:

Autorisation de programmes, 800 millions de francs;

Crédit de payement, 230 millions de francs. — (*Adopté.*)

Chap. 55-46. — Opérations d'urbanisme dans les villes sinistrées:

Autorisation de programmes, 83 millions de francs;

Crédit de payement, 1.417.313.000 francs. — (*Adopté.*)

7e partie. — Equipement administratif et divers.

Chap. 57-20. — Constructions semi-définitives, aménagement et expropriation d'immeubles pour le fonctionnement des administrations et services publics de l'Etat:

Autorisation de programmes, 250 millions de francs;

Crédit de payement, 364.085.00 francs. — (*Adopté.*)

Chap. 57-99. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance:

Autorisation de programmes. — (Mémoire.)

Crédit de payement. — (Mémoire.)

TITRE VI. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS AVEC LE CONCOURS DE L'ETAT

A. — Subventions et participations.

7e partie. — Equipement administratif et divers.

Chap. 67-40. — Subventions d'équipement aux collectivités pour les améliorations et extensions des bâtiments et services publics à l'occasion de leur reconstruction:

Autorisation de programmes. — (Mémoire.)

Crédit de payement. — (Mémoire.)

Chap. 67-99. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance:

Autorisation de programmes. — (Mémoire.)

Crédit de payement. — (Mémoire.)

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2, avec la somme de 2.471 millions de francs pour les crédits de payement, et la somme de 1 milliard 750 millions de francs pour les autorisations de programmes, résultant des votes émis sur les chapitres de l'état B.
(*L'article 2, avec ces chiffres, est adopté.*)

M. le président. La commission des finances demande que l'article 4 et l'état D soient examinés avant l'article 3 et l'état C.

« Art. 4. — Il est accordé au ministre de la reconstruction et du logement pour 1954, au titre des dépenses mises à la charge de la caisse autonome de la reconstruction, des autorisations de programme s'élevant à 235 milliards de francs et des crédits de payement d'un montant total de 252.700 millions de francs répartis conformément à l'état D annexé à la présente loi. Cette répartition pourra être modifiée en cours d'exercice par décrets contresignés par le ministre de la reconstruction et du logement, le ministre des finances et le secrétaire d'Etat au budget, après avis préalable et conforme des commissions des finances et de la reconstruction et des dommages de guerre de l'Assemblée nationale et avis des commissions des finances et de la reconstruction et des dommages de guerre du Conseil de la République.

« Les dépenses visées au paragraphe 2 de l'état D annexé à la présente loi seront imputées à un compte d'affectation spéciale qui sera crédité des provisions et des remboursements de la caisse autonome de la reconstruction. »

L'article 4 est réservé jusqu'au vote de l'état D.

La parole est à M. Armengaud.

M. Armengaud. Monsieur le ministre, mes chers collègues, je me permets d'attirer votre attention sur une question que vous connaissez bien, mais dont le règlement tarde. C'est celle des dommages de guerre des sinistrés français de l'étranger dans des pays avec lesquels la France n'a passé aucun accord. Il y a quelques mois, le Gouvernement a signé, avec le concours de votre département, un accord d'équivalence de payements entre la France et la Belgique, inséré au *Journal officiel* du 18 mars 1953.

D'autres accords sont à l'étude, notamment avec la Hollande et le Luxembourg pour arriver à des accords de compensation ou d'équivalence de payement du même ordre. Je serais heureux de savoir où en sont les pourparlers.

D'autre part, en ce qui concerne les autres pays avec lesquels il n'est pas question de passer des accords de compensation ou d'équivalence de payement, quels qu'ils soient, nous serions heureux de savoir dans quelle mesure vous avez pu tenir compte du vœu du conseil supérieur des Français de l'étranger qui a prévu, en particulier, l'établissement d'un projet de loi réglant les dommages de guerre des Français résidant dans ces pays.

Les représentants de votre département ministériel ont fait différentes propositions que nous avons examinées en réunion du conseil supérieur des Français de l'étranger. J'espère que, dans les semaines à venir, un texte, qui n'aura d'ailleurs qu'une incidence extrêmement faible sur vos dépenses budgétaires sera déposé par le Gouvernement. Toujours est-il que ce projet de loi nous a été promis. Il est conforme aux engagements de la loi de 1946 et, d'autre part, aux engagements du Gouvernement. Je serais donc heureux d'avoir des apaisements sur ce point de la part de M. le ministre.

La question a été signalée également au ministère des affaires étrangères qui suit ces questions conjointement avec le conseil supérieur des Français de l'étranger.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je répondrai à notre collègue M. Armengaud que nos préoccupations sont identiques. Il faut aboutir à bref délai. Dans le courant de l'année 1953, vous le savez, nous avons pu conclure un accord de réciprocité avec la Belgique qui fait suite à celui que nous avions avec d'autres pays.

Nous menons des négociations avec les Pays-Bas. Nous avons reçu récemment une délégation de cette nation. Les accords avec le Luxembourg et la principauté de Monaco, qui sont une petite chose, vont aboutir aussi.

Il nous faut attendre encore quelque temps la conclusion de ces derniers accords. Nous pourrons ensuite élaborer le texte dont vous avez parlé, et nous le ferons en liaison avec le conseil supérieur des Français de l'étranger.

M. Armengaud. Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je voudrais demander à M. le ministre où en est la question de l'indemnisation des Français sinistrés en Sarre.

M. le ministre. Mes chers collègues, il y a certainement un problème pour les sinistrés français en Sarre. Je dois avouer que je ne le connais pas ou que je le connais mal et que je me pencherai sur cette question.

M. le président. Je donne lecture des divers paragraphes de l'état D:

Reconstruction et logement.

§ 1er. — Indemnités et avances payées aux sinistrés:

1° Indemnités pour reconstruction des immeubles de toute nature (loi du 28 octobre 1946): autorisations de programme, 156.038 millions de francs; crédits de payement, 140.700 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« 2° Indemnités pour reconstitution des meubles d'usage courant ou familial (loi du 28 octobre 1946): autorisations de programme, 13.200 millions de francs; crédits de payement, 16 milliards de francs. »

M. Denvers. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. Mesdames, messieurs, je ne veux pas présumer du sort qui sera donné à un amendement que nous avons déposé pour demander l'abrogation des décrets du mois d'août ou du mois de septembre sur l'indemnisation des dommages mobiliers. Je veux m'en tenir au libellé du 2° du paragraphe 1er et vous demander de mettre en place le plus tôt possible les commissions de classement que vous avez prévues pour classer les foyers de ces sinistrés.

Il faudrait demander à vos services de vouloir bien faire passer le plus tôt possible à ces commissions de classement, qui sont à constituer d'urgence, les dossiers intéressant d'abord les sinistrés âgés, et commencer ensuite à les indemniser sans attendre que l'ensemble de l'examen soit terminé.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Mon collègue, j'ai déjà répondu, au moins partiellement à votre propos lors de mon intervention dans la discussion générale. Nous sommes décidés à suivre tout particulièrement la question des vieux sinistrés mobiliers. Comme je l'ai indiqué, nous n'attendrons même pas que les commissions de classement fonctionnent pour revoir les dossiers. Cela est très facile, parce que dans un dossier, on voit de combien de personnes était composée la famille au moment du sinistre et le nombre de pièces qu'elle occupait. Il y aura donc des éléments suffisants pour payer tout de suite sur ces bases les sinistrés âgés. Les commissions fonctionneront ensuite et nous pourrons examiner alors s'il n'y a pas certaines modifications à apporter dans les instructions que j'ai signées.

Je crois, mon cher collègue, que vous avez satisfaction sur la question que vous avez posée.

M. Denvers. Monsieur le ministre, je voudrais vous demander, maintenant que l'accord de réciprocité est passé entre la Belgique et la France, si vous comptez pouvoir faire bénéficier les sinistrés belges de l'allocation d'attente.

M. le ministre. Cette allocation d'attente ne figure pas, autant que je m'en souvienne, dans l'accord. Mais je pourrai vous répondre d'une façon plus précise sur cette question par écrit.

M. Denvers. Je vous demande simplement d'examiner cette question, monsieur le ministre.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'alinéa 2° du paragraphe 1er de l'état D.
(*Ce texte est adopté.*)

M. le président. « 3° Indemnités pour reconstitution des biens autres que ceux visés aux 1° et 2°: cheptel, matériel agricole, industriel, commercial, artisanal (loi du 28 octobre 1946):

« Autorisation de programme, 16.800 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Crédit de payement, 16.800 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« 4° Allocations d'attente (lois des 30 août 1947 et 18 mars 1950):

« Autorisation de programme, 960 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Crédit de payement, 1 milliard de francs. » — (*Adopté.*)

« 5° Avances aux sinistrés étrangers (loi du 28 octobre 1946, art. 12):

« Autorisation de programme, néant. »

« Crédit de payement, néant. » — (*Adopté.*)

« 6° Indemnités d'éviction (lois des 28 octobre 1946, 26 août 1948 et 24 mai 1951, art. 39):
« Autorisation de programme, néant. »
« Crédit de payement, néant. » — (*Adopté.*)
« 7° Indemnités de dépossession (loi du 23 avril 1949 et art. 6 de la présente loi):
« Autorisation de programme, 2 millions de francs. » — (*Adopté.*)
« Crédit de payement, 2 millions de francs. » — (*Adopté.*)
Je mets aux voix l'ensemble du paragraphe 1er de l'état D.
(*L'ensemble du paragraphe 1er de l'état D est adopté.*)

M. le président. « § 2. — Dépenses effectuées par l'Etat pour la reconstruction:
« 1° Travaux de voirie et de réseaux d'assainissement et de distribution d'eau, de gaz et d'électricité (ordonnance n° 45-2062 du 28 septembre 1945, art. 16, 17, 18 et 20):
« Autorisation de programme, 27.500 millions de francs. » — (*Adopté.*)
« Crédit de payement, 26.900 millions de francs. » — (*Adopté.*)
« 2° Acquisition ou expropriation de terrains (lois validées des 4 octobre 1940, 12 juillet 1941, art. 10 et art. 4 de la loi n° 47-2406 du 31 décembre 1947):
« Autorisation de programme, 1.620 millions de francs. » — (*Adopté.*)
« Crédit de payement, 2.370 millions de francs. » — (*Adopté.*)
« 3° Travaux préliminaires à la reconstruction (ordonnance n° 45-609 du 10 avril 1945, art. 21 et art. 4 de la loi n° 47-2406 du 31 décembre 1947):
« Autorisation de programme, 2.700 millions de francs. » — (*Adopté.*)
« Crédit de payement, 3.555 millions de francs. » — (*Adopté.*)
« 4° Travaux provisoires, réparations et aménagements sommaires (ordonnance n° 45-609 du 10 avril 1945, titres II et III):
« Autorisation de programme, 2.100 millions de francs. » — (*Adopté.*)
« Crédit de payement, 3.391 millions de francs. » — (*Adopté.*)
« 5° Construction d'immeubles d'habitation par l'Etat (ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945):
« Autorisation de programme, néant. »
« Crédit de payement, 760 millions de francs. » — (*Adopté.*)
Sur le 5°, la parole est à M. Canivez.

M. Canivez. J'ai eu satisfaction tout à l'heure par la réponse de M. le ministre. Je renonce à la parole.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'alinéa 5° du paragraphe 2° de l'état D.
(*Ce texte est adopté.*)

M. le président. « 6° Constructions expérimentales par l'Etat d'immeubles d'habitation (ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945 et art. 17 et 20 de la présente loi):
« Autorisation de programme, 80 millions de francs. » — (*Adopté.*)
« Crédit de payement, 2.200 millions de francs. » — (*Adopté.*)
« 7° Avances aux associations syndicales et aux sociétés coopératives de reconstruction pour la construction d'immeubles d'habitation (ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945 et art. 15 de la présente loi) et aux groupements de reconstruction pour l'installation de services communs (art. 4 de la loi n° 47-2406 du 31 décembre 1947:
« Autorisation de programme, 10 milliards de francs. » — (*Adopté.*)
« Crédit de payement, 34.322 millions de francs. » — (*Adopté.*)
« § 3. Participation de la France à la reconstruction des territoires d'outre-mer (lois des 21 et 28 octobre 1946, loi du 30 mars 1947, art. 50 et 51 et art. 42 de la loi n° 51-650 du 24 mai 1951):
« Autorisation de programme, 4 milliards de francs. » — (*Adopté.*)
« Crédit de payement, 4.500 millions de francs. » — (*Adopté.*)
Par amendement (n° 7), M. Motais de Narbonne propose de rédiger comme suit le texte de ce paragraphe:
« § 3. Participation de la France à la reconstruction des territoires d'outre-mer (lois des 21 et 28 octobre 1946, loi du 30 mars 1947, art. 50 et 51 et art. 42 de la loi n° 51-650 du 24 mai 1951:
« 1° Territoires d'outre-mer:
« Autorisations de programme, 1 milliard de francs.
« Crédits de payement, 1.300 millions de francs;
« 2° Etats associés:
« Autorisations de programme, 3 milliards de francs.
« Crédits de payement, 3.200 millions de francs. »
La parole est à M. Motais de Narbonne.

M. Motais de Narbonne. Mon amendement comporte un exposé des motifs que vous avez certainement lu et qui, en tout cas, a été longuement et complètement commenté par mon collègue et ami, M. Durand-Réville. En deux mots, le fondement même de la loi sur les dommages de guerre repose sur la solidarité nationale, sans aucune espèce de distinction entre Français de la métropole ou des territoires d'outre-mer. De sorte que — j'ouvre cette parenthèse pour répondre plus précisément à un argument qui, tout à l'heure, avait été développé — l'évolution politique des Etats associés demeure sans incidence sur l'attribution des dommages de guerre, qui sont dus à des Français.

Nous considérons que nous n'avons pas été particulièrement favorisés. Bien que, pour nous, hélas! la guerre dure depuis 1945, nous arrivons — dans l'affectation globale qui attribue les dommages de guerre aussi bien à certains territoires d'outre-mer qu'à l'Indochine — nous arrivons à n'être pas particulièrement avantagés par rapport à d'autres territoires, si l'on se souvient que le montant total des dommages de guerre auxquels nous aurions la possibilité de prétendre s'élève à environ 160 milliards. Alors que l'Algérie et la Tunisie, par exemple — je ne les envie pas, je les félicite — sont à la veille de la réalisation à peu près complète de la réparation légitime des dommages qui leur sont dus, pour nous, ce n'est plus trois ans, cinq ans, qu'il faudrait à la cadence actuelle, mais cent ans!

Voilà ce que nous avons voulu signaler par le dépôt de cet amendement. Tout à l'heure, monsieur le ministre, vous avez manifesté la volonté de vous pencher sur notre sort. Mon amendement a simplement pour but de vous permettre, aujourd'hui — et nous y serions sensibles, beaucoup plus que si c'était l'œuvre d'un de vos successeurs — de manifester tout de suite cette bonne volonté en acceptant le supplément que nous réclamons, dans le cadre global des crédits qui ont été affectés aux territoires d'outre-mer.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Dans ma réponse à M. Durand-Réville à laquelle vous faites vous-même allusion, j'ai indiqué qu'il n'était pas question, pour le Gouvernement français, de considérer les sinistrés français d'Indochine comme des sinistrés de deuxième zone. Nous sommes donc décidés à utiliser les titres, en plus des espèces, pour l'indemnisation des sinistrés d'Indochine, comme nous le faisons dans la métropole.

D'autre part, à la suite du dépôt de votre amendement et après examen précis de la situation de l'ensemble des sinistrés extra-métropolitains, nous pensons qu'il est possible de prélever, à la ligne « Autres territoires », une somme de 100 millions que nous reporterions au profit des sinistrés d'Indochine sans qu'il en résulte d'inconvénient pour quiconque.

M. Motais de Narbonne. Monsieur le ministre, je vous remercie de votre loyauté, de la sympathie que vous nous manifestez et du geste heureux que vous faites. Je ne retire pas mon amendement, bien entendu, mais je le réduis à la proportion indiquée par M. le ministre. Nous allons substituer au chiffre de 1 milliard le chiffre de 100 millions.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Mon cher collègue, il n'est pas besoin d'amendement, puisque le chiffre ne figure qu'à titre d'indication dans la « colonne observations ». Par conséquent, la déclaration du ministre est suffisante pour permettre à M. Motais de Narbonne d'être pleinement rassuré.

M. Motais de Narbonne. Je suis satisfait des explications qui m'ont été données et je remercie l'Assemblée de sa compréhension ainsi que M. le ministre. Je retire donc mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.
Je mets aux voix le paragraphe 3° de l'état D.
(*Ce texte est adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix l'article 4, avec la somme de 235 milliards de francs, pour les autorisations de programme et la somme de 252.700 millions de francs pour les crédits de payement, résultant des votes émis sur les chapitres de l'état D.
(*L'article 4 est adopté.*)

M. le président. « Art. 3. — Il est ouvert au ministre de la reconstruction et du logement; pour le payement en 1954 des dépenses afférentes à la réparation des dommages de guerre, des crédits s'élevant à la somme totale de 277.700 millions de francs répartis conformément à l'état C annexé à la présente loi.

« Il pourra être procédé en cours d'exercice, par décret contresigné du ministre des finances, du ministre du budget et du ministre de la reconstruction et du logement, après avis conforme des commissions des finances et de la reconstruction et des dommages de guerre de l'Assemblée nationale et avis des commissions des finances et de la reconstruction et des dommages de guerre du Conseil de la République, à des virements de crédits entre les chapitres: « Versement à la caisse autonome de la reconstruction » et: « Mobilisation et remboursement des titres à trois, six et neuf ans émis par la caisse autonome de la reconstruction. »

L'article 3 est réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état C.

Je donne lecture de cet état:

Reconstruction et logement.

TITRE VII. — RÉPARATION DES DOMMAGES DE GUERRE

« Chap. 70-10. — Versement à la caisse autonome de la reconstruction, 252.700 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 70-20. — Mobilisation et remboursement des titres à trois, six et neuf ans émis par la caisse autonome de la reconstruction, 25 milliards de francs. » — (*Adopté.*)

Je mets aux voix l'article 3, avec la somme de 277.700 millions de francs résultant des votes émis sur les chapitres de l'état C.

(*L'article 3 est adopté.*)

M. le président. L'article 4 et l'état D ont été précédemment examinés par le Conseil de la République.

« Art. 4 *bis*. — A concurrence de 800 millions de francs, le ministre de la reconstruction et du logement est autorisé à utiliser, pour l'édification de bâtiments de transit, les crédits ouverts par l'article 4 de la présente loi, au titre des avances aux associations syndicales et aux sociétés coopératives de reconstruction pour la construction d'immeubles d'habitation (état D, paragraphe 2, 7°). » — (*Adopté.*)

L'Assemblée nationale avait adopté un article 4 *ter*, dont la commission propose la suppression, mais M. Chochoy et les membres de la commission de la reconstruction proposent, par un amendement n° 9, de rétablir cet article dans le texte voté par l'Assemblée nationale et ainsi conçu:

« L'article 55 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 relative au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1953 est complété par un troisième alinéa ainsi conçu:

« Le coût de reconstitution sera évalué à la date du 1er janvier 1947, lorsqu'il s'agira de sinistrés dont les ressources ne dépasseront pas celles qui sont fixées par l'article 1er de la loi n° 47-1631 du 30 août 1947, modifié par l'article 20 de la loi n° 48-809 du 13 mai 1948. »

La parole est à M. Chochoy.

M. le président de la commission de la reconstruction. Monsieur le ministre, mes chers collègues, la commission de la reconstruction, unanime, a souhaité le rétablissement de cet article qui a été disjoint par la commission des finances.

Déjà, l'année dernière, nous avions eu à discuter sur un article semblable,et le Conseil de la République avait disjoint une disposition qui avait pour effet, et nous l'avion démontré, de léser gravement les petits sinistrés. A l'expérience, nous nous sommes aperçus, en effet, que, lorsqu'on retenait comme critère une somme de 3.000 francs, valeur 1939, des délégations prenaient toutes dispositions utiles pour répondre à des sinistrés — et j'en ai ici une preuve éclatante — « Votre dommage est évalué à 2.997 francs ».

J'ai eu l'occasion de le dire à la direction des dommages de guerre, comme au ministre de la reconstruction lui-même. Ou bien le dommage se montait à 2.500 francs, valeur 1939, ou il se montait à une somme allant, par exemple, à 3.500 francs, mais nous considérons comme parfaitement ridicule et vexant pour une sinistré qu'on lui écrive:

« Votre dommage se monte au total de 2.997 francs et, en application des dispositions de l'article 36 de la loi du 7 février 1953, votre demande d'indemnité n'est pas recevable. »

Je tiens ce genre de lettre, monsieur le ministre de la reconstruction, à votre disposition. Vous admettrez avec nous que c'est une précision inattendue et qui peut être considéré comme insupportable pour un sinistré.

L'année dernière, j'avais eu l'occasion, en même temps que mon collègue M. Jozeau-Marigné, de démontrer que, lorsqu'on accepte d'indemniser un monsieur qui était propriétaire d'une voiture automobile, ce qui est normal — il faut bien entendu couvrir le dommage subi — il est aussi normal d'admettre qu'un travailleur qui avait une bicyclette, qui représente pour lui un instrument de travail, puisse également être indemnisé du dommage qu'il a subi. On a évoqué, devant l'Assemblée nationale, la bicyclette et la machine à coudre. Je veux, en dehors de ces objets mobiliers, faire maintenant allusion aux dommages immobiliers. 3.000 francs, valeur 1939, avions-nous dit l'année dernière lorsqu'il s'était agi de la discussion de l'article 36; si on applique le coefficient 30 aux réparations cela représentait près de 90.000 francs, en valeur 1951.

Pour ceux qui ont été réglés avant le vote de cet article 36, c'est-à-dire avant la loi de février 1953, on peut dire qu'ils ont été indemnisés justement du dommage subi, au bon moment; mais pour ceux qui viennent maintenant on leur dit « trop tard, le couperet est tombé ». Vous avez donc créé à nouveau une catégorie de sinistrés: les sinistrés de l'administration, les sinistrés du ministère de la reconstruction et du logement. Ils avaient été sinistrés par la guerre; vous les avez sinistrés une seconde fois.

Je disais cet après-midi au ministre de la reconstruction qu'au lendemain de la libération on n'avait qu'à présenter devant les commissions locales de reconstruction le projet de reconstruction établi par les architectes et cela correspondait d'ailleurs à une doctrine du ministère de la reconstruction. Les délégués départementaux, les chefs de circonscription, les subdivisionnaires se répandaient à travers nos départements les plus gravement sinistrés et disaient, dans des assemblées générales, aux sinistrés: empressez-vous de faire ces réparations indispensables et dans les trois mois, ou dans les six mois qui suivront, vous serez réglés des sommes que vous avez avancées.

L'expérience nous a prouvé que les promesses n'étaient pas tenues sauf dans de rares exceptions et ces sinistrés de bonne foi qui ont, en effet, rendu un très grand service à l'Etat, car s'ils avaient laissé se délabrer ce qui était partiellement endommagé en 1946 et 1947, vous auriez eu des dommages bien plus importants à régler, et le problème des 3.000 francs ne se poserait pas; ces gens honnêtes, scrupuleux qui se sont comportés en bons Français, nous disent aujourd'hui: c'est toujours la même chose, ce sont les gens honnêtes, en France, qui sont brimés.

Monsieur le ministre, la commission de la reconstruction unanime vous demande d'accepter le rétablissement de cet article qui a été supprimé par la commission des finances. Cela représente — et ce n'est pas cette année que vous aurez à régler cette somme — quelque 500 millions. Ce n'est pas un chiffre bien important. Soyez sûr que ce geste vaut bien la somme que vous apporterez à des gens qui en valent la peine. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Mes chers collègues, la commission des finances, à la majorité de ses membres, avait supprimé cet article introduit à l'Assemblée nationale par le président de la commission des dommages de guerre qui voyait que certains sinistrés étaient écartés de l'indemnisation du fait de la réglementation en vigueur. M. Halbout, député, s'est rendu compte des incidences de cet article et l'a limité en réservant son application aux dossiers de sinistrés dont les ressources sont modestes.

M. le ministre a bien voulu indiquer à l'Assemblée nationale à propos de l'introduction de cet article, sur le principe duquel je suis absolument d'accord avec M. Chochoy — et personne ne peut y être opposé — les difficultés administratives qui en résulteraient, le nombre de dossiers nouveaux qu'il faudrait instruire, et le fait aussi que les dossiers ouverts ne pouvaient déjà plus être satisfaits, en particulier en matière mobilière, avant 1970. C'est dans ces conditions que votre commission avait jugé inopportun d'introduire maintenant cet article. Notre position n'est pas en opposition avec la vôtre, elle diffère sur le moyen de donner satisfaction aux sinistrés.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. M. le rapporteur a rappelé quels ont été les débats à l'Assemblée nationale. Dans les indications que j'avais alors fournies à nos collègues, j'avais surtout fait observer qu'un grand nombre de dossiers étaient à reviser dans le style de l'amendement primitif. Seulement M. Halbout — comme vous l'indiquiez — a réduit de beaucoup le nombre de ces dossiers et j'avais, dans ces conditions, accepté l'amendement ainsi modifié. Il serait assez curieux que je prenne ici une position différente de celle que j'ai prise à l'Assemblée nationale; et puisque, aussi bien, le représentant de la commission des finances accepte le principe de l'amendement, le Gouvernement ne fait pas d'objection non plus à son adoption.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Puisque le Gouvernement pense que l'amendement est acceptable, votre commission des finances est d'accord avec le Gouvernement. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 4 *ter* (nouveau) est donc rétabli avec ce texte.

Par amendement (n° 26), MM. Denvers, Chochoy, Chazette, Darmanthe, Canivez, Lafforgue et les membres du groupe socialiste proposent d'insérer un article additionnel 4 *quater* (nouveau) ainsi conçu:

« Les collectivités locales et établissements publics sinistrés recevront en espèces les indemnités de reconstitution qui leur sont dues ».

La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. Par cet amendement, je demande que les collectivités locales et les établissements publics sinistrés puissent recevoir les indemnités de reconstitution qui leur sont dues.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je pense que M. Denvers a satisfaction. A ma connaissance les établissements publics et les collectivités locales sont payés en espèces en ce qui concerne les indemnités de reconstitution, sauf s'il s'agit d'acquisitions.

M. Denvers demande-t-il que les dommages de guerre achetés soient financés en espèces ? Je lui demanderai de préciser sa position.

M. Denvers. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. Les indemnisations de dommages immobiliers commerciaux, par exemple, de dommages professionnels ou mobiliers sont pour partie payées en titres.

M. le rapporteur. Les services publics sont payés en espèces.

M. Denvers. Je souhaiterais que, pour tous les cas, les collectivités locales puissent être indemnisées en espèces, à la condition toutefois que ces créances ne servent qu'à reconstruire des logements d'habitation ou des locaux scolaires.

M. le président de la commission de la reconstruction. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission de la reconstruction.

M. le président de la commission de la reconstruction. Je voudrais profiter de la question posée par M. Denvers pour apporter une précision et obtenir de votre part, monsieur le ministre, une réponse. Il est certain que l'on n'a pas prévu l'appel, devant les commissions de classement auxquelles faisaient allusion précédemment M. Denvers, des dossiers de dommages mobiliers intéressant les communes.

Or, vous savez très bien que, dans les départements sinistrés, quantité de communes ont perdu à peu près complètement le mobilier de la mairie, le mobilier scolaire ou autre. C'est une question qui nous intéresse au premier chef.

Nous aimerions savoir quelles sont vos intentions à ce sujet et si vous n'allez pas appliquer aux collectivités locales une règle identique à celle que vous appliquez au mobilier familial. Il est normal, monsieur le ministre, que les représentants des départements sinistrés vous posent une question de cet ordre.

M. le président. La parole est à M. ministre.

M. le ministre. Je rassurerai tout de suite M. le président Chochoy en lui disant que le décret ne s'applique pas à ce genre de mobilier, mais au mobilier familial seulement.

M. le président de la commission de la reconstruction. Je le sais très bien !

M. le ministre. Par conséquent, le mobilier des communes est exclu.

En ce qui concerne l'amendement lui-même, je crois qu'il irait à l'encontre des intérêts de ces collectivités locales, car il n'est pas douteux qu'elles continueront à être réglées en espèces dans le cadre des priorités. Pourquoi limiter là leurs possibilités ? Elles peuvent aussi bénéficier des titres et il faut que, par voie d'extension, elles puissent en tirer parti.

M. Denvers. Elles ne peuvent rien en faire !

M. le ministre. D'autre part, lorsqu'il s'agit de l'acquisition de dommages de guerre — je réponds ici à M. Bousch — nous admettons de les régler en espèces. Nous faisons preuve de l'esprit le plus large et nous continuerons à agir ainsi.

Vous avez donc, me semble-t-il, satisfaction et mieux vaudrait retirer votre amendement, car, si on l'appliquait à la lettre, on risquerait de limiter les possibilités des collectivités locales.

M. Denvers. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. Je ne vois pas en quoi on risque de limiter les possibilités des collectivités locales du fait de l'acceptation de cet amendement. Ce que je voudrais, et peut-être alors pourrais-je le retirer, c'est que vous nous précisiez, monsieur le ministre, qu'une commune qui aura du mobilier professionnel situé dans un établissement public — un hospice par exemple — détruit par faits de guerre ne se verra pas régler, en tout état de cause, en titres, mais que vous lui accorderez un payement en espèces.

D'autre part, lorsqu'il s'agira pour une commune d'utiliser ses créances de dommages de guerre immobilières, acquises pour faciliter la construction et l'aménagement d'une salle de classe, par exemple, je vous demande de donner des instructions pour que vos commissions départementales veuillent bien classer en priorité les communes qui se trouveraient dans ce cas.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Quant aux titres, nous en donnons à ceux qui en demandent, particulièrement aux établissements que vous venez de citer. Si ces établissements demandent un payement en espèces, ils entreront dans le cadre de la priorité. D'autre part, si vous maintenez votre amendement, vous les empêcherez de demander des titres.

M. Denvers. Vous apaisez nos craintes, monsieur le ministre.

M. le ministre. S'il s'agit de constructions scolaires, je le déclare assez nettement, nous ne pourrions pas les payer en espèces. Nous faisons cette opération pour les besoins du logement seulement. L'acquisition de créances de dommages de guerre en vue de construire des écoles n'est pas encore très répandue; elle semble d'ailleurs contraire à la jurisprudence actuelle. Encore une fois, nous ferons l'effort maximum, mais je crains que votre amendement ne limite les possibilités des communes.

M. Denvers. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. J'accepte de retirer mon amendement, après les précisions fournies par M. le ministre qui n'ont jamais été données, je le souligne, par ses prédécesseurs.

M. le président. L'amendement est retiré.

« Art. 5. — Le crédit ouvert au ministre des finances pour la réalisation du versement prévu en faveur de la caisse autonome de la reconstruction par l'état C annexé à la présente loi, ainsi que les autorisations de payement de l'état D sont majorés:

« 1° Du montant des émissions de titres autorisées par les articles 6 à 9 de la présente loi;

« 2° Du montant des titres émis en exécution de l'article 10 ci-après pour l'application des décrets n°s 53-717 du 9 août 1953 et 53-985 du 30 septembre 1953;

« 3° Du montant des titres émis en exécution de l'article 11 ci-après, pour l'application de la loi du 26 août 1948 relative à l'indemnité d'éviction;

« 4° En ce qui concerne l'état C du produit des emprunts émis par les groupements de sinistrés dans la mesure où ce produit ne provient pas de la reprise des titres de l'emprunt libératoire du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, et en ce qui concerne l'état D du montant des payement effectués sur les produits ainsi définis;

« 5° Du montant des indemnités affectées au remboursement des dépenses payées pendant l'exercice 1954 ou les exercices antérieurs au titre des divers travaux, constructions, acquisitions ou avances visés à l'état D annexé à la présente loi;

« 6° Du montant des indemnités affectées au remboursement des avances et des attributions ou rétrocessions en nature consenties par l'Etat aux sinistrés ainsi que du montant des reversements de trop payés et des sommes versées, à titre de fonds de concours, par des particuliers et collectivités autres que l'Etat, ou, à titre de participation aux travaux, par d'autres départements ministériels.

« Les autorisations de programme de l'état D annexé à la présente loi pourront être affectées d'une majoration, au plus égale au double de celle des autorisations de payement pré-

vues ci-dessus, dans le cas visé au paragraphe 1°; il en sera de même dans le cas visé au paragraphe 4° lorsque les fonds d'emprunt des groupements de sinistrés recevront l'utilisation prévue au paragraphe *c* de l'article 12 de la loi n° 50-631 du 2 juin 1950, dans la mesure où les maporations des autorisations de payement prévues ci-dessus concerneront des dépenses n'ayant pas encore fait l'objet d'autorisations de programme.

« Le rattachement des majorations des autorisations de programme et de payement aux lignes intéressées de l'état D sera effectué par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement et du secrétaire d'Etat au budget.

Le rattachement des majorations de crédit de l'état C sera effectué par arrêté du ministre des finances et du secrétaire d'Etat au budget. » — (*Adopté.*)

« Art. 6. — Est prorogée en 1954 l'autorisation d'émission donnée à la caisse autonome de la reconstruction par l'article 11 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948, modifiée par les lois n°s 49-333 du 12 mars 1949 et 49-482 du 8 avril 1949, dans les limites fixées par le quatrième alinéa de ce même article pour le payement d'indemnités de reconstitution au moyen de titres. Les titres émis seront réservés au payement des indemnités dues aux sinistrés qui ont entrepris en 1949, dans les conditions prévues à l'article 10 de la loi susvisée, des reconstitutions non reconnues prioritaires et qui ont complété leur dossier avant le 1er juillet 1952, conformément à l'article 5 de la loi n° 52-5 du 3 janvier 1952. » — (*Adopté.*)

« Art. 6 *bis* (nouveau). — Le Gouvernement devra passer avant le 1er juillet 1954 avec le Crédit national la convention prévue aux articles 44 et suivants de la loi du 28 octobre 1946. » — (*Adopté.*)

« Art. 7. — Sont prorogées en 1954 les dispositions relatives au payement d'indemnités de reconstitution au moyen de titres prévus aux articles 41 et 42 de la loi n° 50-135 du 31 janvier 1950 complétés par l'article 5 de la loi n° 51-650 du 24 mai 1951 et à l'article 1er de la loi n° 53-319 du 15 avril 1953.

« Les sinistrés visés à l'article 1er de la loi n° 53-319 du 15 avril 1953 pourront à leur choix recevoir en 1954 les titres prévus à l'article 11 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948.

« Le montant maximum des titres que la caisse autonome de la reconstruction est autorisée à émettre en 1954, en application du présent article est fixé globalement à 80 milliards de francs. Ce montant sera augmenté du reliquat des autorisations d'émission de titres non utilisés pendant l'exercice 1953. Dans cette limite, le montant des titres qui pourront être émis en faveur des sinistrés visés au deuxième alinéa ci-dessus est fixé à 30 milliards de francs.

« L'attribution des titres prévus au présent article est subordonnée à l'inscription à un ordre de classement établi dans les conditions prévues à l'article 7 de la loi n° 46-2921 du 23 décembre 1946.

« Ces titres pourront servir, à la demande des sinistrés, au financement de la part de l'indemnité dont le payement est différé en application de l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946.

« Ils pourront servir également au financement des reconstitutions relatives à des dommages subis en Indochine par des sinistrés français. » — (*Adopté.*)

Par amendement (n° 14), MM. Denvers, Chochoy, Canivez, Chazette, Darmanthé, Lafforgue et les membres du groupe socialiste proposent d'ajouter un article additionnel 7 *bis* (nouveau), ainsi conçu :

« Les titres émis en application de l'article 11 du décret n° 53-717 du 9 août 1953, modifié par le décret n° 53-985 du 30 septembre 1953 seront revalorisables annuellement et proportionnellement à la hausse éventuelle du coût de la construction telle qu'elle aura été constatée par l'institut national de la statistique et des études économiques. »

La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. Dans l'exposé des motifs de cet amendement, j'indique qu'en raison du grand nombre d'années sur lesquelles s'étalerait le remboursement des titres et compte tenu du fait que la dernière échéance se situerait en 1970 en matière d'indemnisation des dommages mobiliers par titres, il importerait de garantir les sinistrés intéressés contre tout risque de dépréciation monétaire.

Cette garantie ne peut être donnée que sous la forme de l'indexation des titres.

C'est pourquoi, pour conserver aux titres leur valeur au moment où ils seront mobilisables, nous demandons cette indexation.

M. le président de la commission de la reconstruction. Très bien !

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission des finances avait été informée de cette question par votre rapporteur, qui avait lui-même suggéré un système d'indexation en se référant aux précédents des emprunts du Gouvernement.

Mais votre commission des finances avait estimé que cette question méritait une étude particulière et ne devait pas figurer dans le texte budgétaire. Elle avait pensé qu'il appartenait au Gouvernement de proposer un système possible d'indexation.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Je dois déclarer qu'on ne peut pas revaloriser une indemnisation une fois que la reconstitution est faite. On ne peut pas opérer suivant un système d'échelle mobile.

M. le président de la commission de la reconstruction. Vous l'avez fait pour l'épargne-construction, monsieur le ministre.

M. le ministre. Il s'agit ici des dommages de guerre, monsieur le président. Il y a le principe de la loi sur les dommages de guerre et nous le suivons correctement.

M. le président de la commission de la reconstruction. Sur un autre plan, vous appliquez bien des C. A. D. différents !

M. le ministre. Avant, en cours de reconstruction; mais, une fois que les opérations sont faites, les indemnités restent valables quels que soient le délai et la date du payement. C'est d'un usage constant et c'est conforme à la loi.

M. le président de la commission de la reconstruction. Je voudrais répondre d'un mot à M. le ministre.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission de la reconstruction.

M. le président de la commission de la reconstruction. Vous avez bien appliqué la règle du rajustement et de l'indexation en ce qui concerne la revalorisation des acomptes provisionnels qui ont été versés depuis l'application de la loi sur les dommages de guerre et même antérieurement.

M. Denvers. C'est le but de la revalorisation !

M. le président de la commission de la reconstruction. Or, si vous avez admis que, pour calculer ce qui est dû aux sinistrés, à la date du 1er janvier 1954, il fallait appliquer des coefficients de revalorisation à tous les acomptes versés, vous admettrez que nous voulions préserver contre le risque de dépréciation monétaire ces mêmes sinistrés à qui vous avez appliqué cette règle à laquelle je fais allusion. C'est pourquoi nous réclamons en leur faveur l'application de ce que nous considérons comme une règle de justice et d'équité.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je ne dis pas qu'au fond il n'y ait pas là une règle de justice et d'équité, mais il y a aussi une règle administrative et financière tout court. Le fait que nous ayons revalorisé les versements antérieurs ne va pas à l'encontre de ma position. Lorsque nous délivrerons les titres, le sinistré aura fait sa reconstitution — ou, tout au moins, on supposera qu'elle est faite; car nous n'exigerons pas des vieux des factures et des rapports exacts sur la façon dont ils auront fait leur reconstitution. Je crois donc que ma position est nette et qu'elle est bien orthodoxe.

M. Denvers. Mais le malheur, c'est que ces titres ne sont mobilisables qu'à partir de 1970. Voilà tout le drame.

M. le ministre. A partir de 1960.

M. Denvers. Les derniers en 1970, en tout cas !

M. le ministre. La doctrine est claire. Elle est orthodoxe.

D'ailleurs, je vous donne cette explication, parce que je ne voudrais pas avoir à vous opposer l'article 47 ou l'article 60. J'ai hésité à manier cet instrument. Mais, je le répète, notre position est très orthodoxe.

M. Denvers. Si l'opération est à son terme, il n'y a aucun risque

M. le président de la commission de la reconstruction. C'est une question de logique, tout simplement.

M. le ministre. Oui, mais si elle ne l'est pas, nous aurons le malheur de le constater dans les exercices suivants, d'où nouvelles interventions semblables et nouveaux amendements de même objet.

Pour l'instant, il faut rester sur cette position.

M. Denvers. Je crois savoir que la commission est d'accord sur le principe et je ne vois pas pourquoi on reporterait à plus tard ce qui est admis aujourd'hui même.

M. le président. L'amendement est-il maintenu, malgré l'appel de M. le ministre ?

M. Denvers. Oui, monsieur le président.

M. le ministre. Alors je suis obligé d'opposer l'article 60.

M. Denvers. Si vous voulez, mais l'article 60 est-il applicable ? Je pose la question car s'il y est répondu par l'affirmative, il n'y a pour ainsi dire plus de débat possible.

D'ailleurs je rappelle que, sur un cas presque analogue soulevé cet après-midi, le Conseil a refusé d'admettre l'irrecevabilité de l'amendement.

M. le ministre. On peut invoquer l'article 47, mais ici l'article 60 est applicable, car il s'agit d'un texte budgétaire.

M. le président. Vous permettrez à votre président de trancher le litige de la recevabilité. Allons aux sources et prenons le règlement.

L'article 60 dispose: « Il ne peut être introduit dans les lois de budget ou les lois de crédits prévisionnels ou supplémentaires que des dispositions visant directement les recettes ou les dépenses de l'exercice. »

Or, l'application de cet amendement, tel qu'il est rédigé, aurait pour conséquence l'engagement d'une dépense.

M. le président de la commission de la reconstruction. Pas en ce qui concerne l'exercice en cours.

M. le président. Je poursuis la lecture de l'article 60: « Aucun article additionnel ne peut y être présenté, sauf s'il tend à supprimer ou à réduire une dépense, à créer ou à accroître une recette ou à assurer le contrôle des dépenses publiques. »

Monsieur Denvers, vous contestez l'applicabilité de l'article 60 ?

M. Denvers. Je la conteste, monsieur le président, car, dans le cas présent, il n'y a pas d'augmentation de dépense; la portée de notre texte ne dépasse pas les limites d'un crédit déjà inscrit.

M. le président. Il suffit que ce soit un article additionnel: « Aucun article additionnel ne peut y être présenté, sauf s'il tend à supprimer ou à réduire une dépense... » — ce n'est pas le cas — « ... à créer ou à accroître une recette... » — ce n'est pas le cas — « ... ou à assurer le contrôle des dépenses publiques. » Ce n'est pas non plus le cas.

Par conséquent l'article 60 s'applique, tant dans sa première que dans sa deuxième partie. Je suis donc obligé, à mon grand regret, d'accepter l'interprétation donnée par M. le ministre. La commission la confirme probablement ?

M. le rapporteur. Oui, monsieur le président.

M. le président. L'amendement étant déclaré irrecevable, je n'ai pas à le mettre aux voix.

Par amendement (n° 49 rectifié), MM. Denvers, Abel-Durand et Chochoy proposent d'insérer un article additionnel 7 *ter* (nouveau) ainsi conçu:

« Ajouter à la fin du 3e alinéa de l'article 27 de la loi du 28 octobre 1946 les mots suivants:

« 3° ... des chambres de commerce maritimes et des ports autonomes ».

La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. Monsieur le ministre, nous avons proposé cette addition pour essayer de combler une lacune de la loi sur les dommages de guerre.

J'entends dire qu'il y a là une augmentation de dépenses, il n'en est rien. Nous sommes obligés de nous mouvoir à l'intérieur d'un crédit donné. Nous ne demandons pas d'autres crédits que ceux qui sont déjà inscrits au budget même, mais nous voulons que ces crédits puissent bénéficier à des établissements qui ont été omis et qui ont fait l'objet d'une interprétation inexacte de la part du conseil d'Etat.

L'article 28 de la loi du 28 octobre 1946 dit que les collectivités locales, communes et départements, que les établissements publics sinistrés ne feront pas l'objet, quant à leurs dommages, d'une réduction pour vétusté. Le taux maximum a été fixé pour les sinistrés privés à 20 p. 100 et quelquefois, dans ce domaine, l'administration s'est montrée trop rigoureuse. Dans l'esprit du législateur, cela voulait dire aussi que, parmi ces établissements ou institutions publiques, il fallait tenir compte des chambres de commerce.

Une très grave menace pour les chambres de commerce maritimes et les ports autonomes provient des abattements pour vétusté qui leur sont appliqués comme à l'industrie privée. Elles sont traitées avec une rigueur qui ne tient compte ni de l'état réel de leur matériel ni des obligations qui leur incombent dans l'intérêt du service public dont elles ont la charge. Il serait au contraire logique et équitable de les exonérer de l'abattement de vétusté comme sont exonérés les biens des départements, des communes, des établissements publics y rattachés.

Nous savons que, dans la plupart des cas, les engins des chambres de commerce sont tous bien entretenus. S'ils ne l'étaient pas, celles-ci ne rempliraient pas le rôle qui leur est demandé. Je citerai le cas de quelques chambres de commerce, dont celle de Dunkerque. Ce cas pourrait être transposé pour toutes les chambres de commerce maritimes et ports autonomes. Si l'on appliquait systématiquement le taux de vétusté à l'outillage sinistré leur appartenant, la chambre de commerce de Dunkerque, notamment, connaîtrait une perte en valeur actuelle de 1.200 millions, qu'elle devrait faire supporter par l'ensemble des usagers du port. Il lui faudra donc augmenter les taxes de péage et taxes diverses, ce qui la mettrait en état d'infériorité par rapport aux ports étrangers concurrents.

Nous voulons simplement respecter l'esprit de la législation du 28 octobre 1946 et demandons au Conseil de ratifier notre proposition. (*Applaudissements à gauche.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission s'en remet à la sagesse du Conseil.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. L'article 27 de la loi du 28 octobre indique qu'aucun abattement pour vétusté ou mauvais état ne peut être opéré (§ 3) sur les immeubles publics ou d'utilité publique qui sont propriété des communes, des départements, des services, des fondations administratives qui y sont rattachés... Ici il s'agit d'établissements publics qui ont une gestion autonome en matière financière. Il n'y a aucune raison d'allonger la liste.

Je le regrette, mais je me vois obligé, ici encore, d'opposer l'article 47 et même l'article 60. Nous ne pouvons pas tous les ans faire une rallonge, aussi désagréable que cela puisse apparaître pour certains.

M. le président. Quel est l'avis de la commission des finances ?

M. le rapporteur. Il y a malheureusement augmentation de dépenses, la commission estime que l'article 47 est applicable.

M. le président. La commission déclarant que l'article 47 est applicable, je n'ai pas à mettre l'amendement aux voix.

Art. 8. — Les indemnités de dépossession aux spoliés instituées par l'article 3 de la loi n° 49-573 du 23 avril 1949 pourront être payées en 1954 dans la limite d'un maximum d'un milliard de francs selon les modalités prévues à l'article 41 de la loi n° 50-135 du 31 janvier 1950 complété par l'article 5 de la loi n° 51-650 du 24 mai 1951. » — (*Adopté.*)

« Art. 9. — Les indemnités dues aux industriels, commerçants et artisans qui ne peuvent bénéficier du report de leurs baux et mises à la charge de l'Etat en application de l'article 73 de la loi n° 51-598 du 24 mai 1951 pourront être payées en 1954 dans la limite d'un maximum de 500 millions de francs selon les modalités prévues aux articles 41 et 42 de la loi n° 50-135 du 31 janvier 1950 complétés par l'article 5 de la loi n° 51-650 du 24 mai 1951. » — (*Adopté.*)

Par amendement (n° 1 rectifié), MM. Denvers, Chochoy, Canivez, Darmanthé, Chazette, Lafforgue et les membres du groupe socialiste proposent d'insérer un article additionnel 9 *bis* (nouveau) ainsi rédigé:

« Les dispositions du décret n° 53-717 du 9 août 1953, modifiées par celles du décret n° 53-985 du 30 septembre 1953, sont abrogées. »

La parole est à M. Canivez pour soutenir l'amendement.

M. Canivez. On ne pourra pas m'appliquer l'article 12, ou l'article 47, ou l'article 60, ou tout autre, car je ne dirai pas un mot de ce que vous pensez en ce moment-ci. (*Sourires*). Je sais qu'il existe une nouvelle méthode pour évaluer les dommages mobiliers, méthode d'après laquelle on a toujours la possibilité de constituer un dossier de dommages mobiliers en faisant la preuve de leur valeur. Pour cela, il faut, par exemple, que le jeune marié d'il y a trente ans ait conservé ses factures et qu'elles n'aient pas été brûlées dans l'incendie du bombardement.

Une autre preuve est la consistance, mais la consistance ne peut plus être prouvée par témoignage. Par conséquent, ici

encore, il aurait fallu que, la veille du bombardement, celui dont le bien mobilier devait être endommagé le lendemain soit allé sans tarder trouver l'huissier pour lui dire: venez tout de suite faire un constat parce que demain je vais être bombardé. (*Sourires.*) Le lendemain, il fera faire un autre constat par l'huissier qui ne trouvera plus rien. C'est encore une solution impossible.

Vous avez songé à une meilleure solution: le forfait. Il est basé sur une somme de 13.000 francs en 1939, pour la troisième catégorie, ce qui correspond à 260.000 francs d'aujourd'hui. Je voudrais bien qu'on me prouve qu'on peut acheter avec cette somme un mobilier comprenant à la fois un lit pour se coucher, un feu pour se chauffer et faire cuire ses aliments, une table pour manger et tous les objets indispensables dans un foyer.

Vous avez, monsieur le ministre — vous vous en souvenez — été mathématicien. Il existe un théorème qui s'appelle le théorème des arrangements et des combinaisons.

Or, vous avez ici au moins trois variables. La première variable, c'est le nombre de personnes qui vivent au foyer; la deuxième est le nombre de chambres correspondantes; la troisième est le pourcentage. Si je me souvenais encore des mathématiques que j'ai enseignées autrefois, j'appliquerais une belle formule d'un fameux théorème et nous obtiendrions ainsi un nombre impressionnable de cas. Je voudrais bien avoir l'employé du ministère ou même l'employé d'une délégation quelconque qui, assis a sa table, aurait à examiner tous ces cas.

On va aussi faire le classement des sinistrés. Vous confiez cette tâche à une commission, commission qui a pour président le maire ou un conseiller municipal de la commune ou encore un conseiller général. On ne trouvera pas de maire, car il essaiera de déléguer un adjoint ou un autre conseiller municipal. Vous pensez bien que le maire ne veut pas se livrer à de pareilles opérations.

Et les trois personnalités locales non sinistrées ? Et les trois sinistrés désignées par les associations de sinistrés les plus représentatives ? Croyez-vous qu'on va les trouver facilement ? Déjà, dans les commissions cantonales qui fonctionnent actuellement, c'est presque impossible et vous voulez encore compliquer le problème ?

Je sais bien que, dans certaines communes rurales, il y aura des tas de combinaisons; on parlera, il y aura des jalousies, de vieilles rancunes vont se réveiller. Je ne pense pas qu'il soit honnête de constituer des commissions de la façon que vous envisager. En effet, le rapporteur de chaque commission sera un fonctionnaire de votre ministère, un fonctionnaire de la délégation. Il obéira à une circulaire qu'on lui aura envoyée et dont nous devinons à peu près quels en seront les termes. On le préviendra que les cas admis en première catégorie devront être exceptionnels.

M. le président. Je vous prie de conclure, monsieur Canivez, car l'heure s'avance.

M. Canivez. Vous savez bien que jamais je ne parlerai de ce que vous pensez pour ne pas me voir opposer l'article 60. (*Sourires.*)

M. le rapporteur. Je voudrais indiquer à notre collègue M. Canivez que les observations qu'il présente en ce moment pourraient être reportées au moment de la discussion de l'article 25, article qui traite des dommages mobiliers, des vacateurs, etc.

Actuellement, vous n'avez pas la possibilité de parler sur l'amendement déposé. L'article 60 du règlement lui est opposable. (*Protestations à gauche.*)

M. Canivez. Voulez-vous m'indiquer pourquoi vous m'appliquez l'article 60 ?

M. le président. Parce que, je le répète « aucune proposition de résolution ne peut leur être jointe » — aux dispositions visant directement les recettes ou les dépenses de l'exercice — et que « aucun article additionnel ne peut y être présenté, sauf s'il tend à supprimer ou à réduire une dépense, à créer ou à accroître une recette ou à assurer le contrôle des dépenses publiques ».

M. Canivez. Je n'ai pas parlé ni de dépenses ni de recettes, mais de quelque chose qui existe, les dommages mobiliers.

M. le rapporteur. Votre intervention n'est pas régulière ici, mais vous pouvez parler sur l'article 25.

M. Canivez. Je serai obligé de recommencer tout mon exposé. Comme vous avez compris ce que je voulais dire et que vous aller m'appliquer l'article 60, je vais justifier d'une façon très claire cette application: c'est vrai que je demande l'abrogation des décrets-lois. (*Applaudissements à gauche.*)

*

M. le président. L'article 60 étant applicable, l'amendement n'est pas recevable.

Par amendement (n° 38), MM. Dupic, Marrane, Mlle Mireille Dumont, MM. Dutoit, Calonne et les membres du groupe communiste proposent d'insérer un article additionnel 9 *bis* (nouveau) ainsi rédigé:

« Les dispositions des décrets n°s 53-717 du 9 août 1953 et 53-985 du 30 septembre 1953 sont abrogées. »

La commission fait sans doute la même observation pour cet amendement ?

M. le rapporteur. Oui, monsieur le président. La discussion des décrets-lois peut s'engager à l'Assemblée nationale, puisque le Gouvernement a déposé les textes.

M. le président. L'article 60 étant applicable, l'amendement n'est pas recevable.

« Art. 10. — Le montant maximum des titres que la caisse autonome de la reconstruction est autorisée à émettre en 1954 en application des articles 11 et 13 du décret n° 53-717 du 9 août 1953 modifié par le décret n° 53-985 du 30 septembre 1953 est fixé à 16 milliards.

« Les sinistrés mobiliers âgés de plus de soixante-dix ans pourront demander le règlement immédiat en espèces du dixième de titres correspondant au nombre d'années échues depuis leur soixante-dixième année. »

Par amendement (n° 10) MM. Chochoy, Bousch et les membres de la commission de la reconstruction proposent de rédiger comme suit le deuxième alinéa de cet article:

« Les sinistrés mobiliers reçoivent en espèces l'intégralité de leur indemnisation à partir du moment où ils atteignent l'âge de soixante-dix ans. »

M. le ministre. Le Gouvernement oppose l'article 60.

M. Denvers. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. Monsieur le président, il y a deux poids et deux mesures dans ce Conseil. Cet après-midi, nous avons voté l'abrogation d'un décret-loi. Nous ne sommes tout de même pas des clowns !

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'application de l'article 60 ?

M. le rapporteur. Il s'agit en l'occurrence d'une modification de la rédaction d'un amendement présenté à l'Assemblée nationale. J'estime que ce nouveau texte est parfaitement recevable et qu'il ne peut être frappé de l'article 60.

M. le président de la commission de la reconstruction. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission de la reconstruction.

M. le président de la commission de la reconstruction. Mesdames, messieurs, je tiens, avant d'aborder les explications que je dois donner sur cet article 10, à protester contre ces brimades systématiques dont nous sommes l'objet à l'occasion de la discussion du budget de la reconstruction. J'assiste depuis quelques jours à tous les débats budgétaires, et j'y suis le témoin d'une série d'opérations. Je n'ai pas encore vu qu'on applique à tout moment l'article 60. J'ai vu discuter le budget de l'intérieur depuis hier après-midi, et je n'ai vu personne recourir à ce système.

M. le président. Permettez-moi tout de même une remarque. Il y a, dans ce budget, beaucoup plus d'articles additionnels proposés par voie d'amendement qu'il n'y en avait dans tout autre budget présenté précédemment. C'est pourquoi l'article 60 est appliqué plus souvent.

Mon cher collègue, vous avez la parole sur votre amendement.

M. le président de la commission de la reconstruction. A l'article 10, l'Assemblée nationale, sur la proposition de M. Siefridt, a adopté un amendement complétant le premier alinéa dudit article et précisant que les sinistrés mobiliers, âgés de plus de soixante-dix ans, pourront demander le règlement immédiat en espèces du douzième du titre correspondant au nombre d'années échues depuis leur soixante-dixième année.

Mon amendement tend à rédiger comme suit le deuxième alinéa de l'article 10:

« Les sinistrés mobiliers reçoivent en espèces l'intégrité de leur indemnisation à partir du moment où ils atteignent l'âge de 70 ans. »

Le deuxième alinéa de cet article 10, adopté par l'Assemblée nationale, et auquel je viens de faire allusion, constitue certainement une amélioration des dispositions du décret du

9 août 1953, modifié par le décret du 30 septembre 1953 en faveur des sinistrés mobiliers. Toutefois la modification ainsi apportée risque d'être plus apparente que réelle et décevra certainement ceux qui sont appelés à en bénéficier. Seuls les sinistrés mobiliers au moins âgés de 80 ans seront en 1954 totalement et immédiatement indemnisés en espèces avec le système actuel. Cela ne nous paraît ni juste, ni équitable, pour des raisons d'humanité la plus élémentaire. Nous estimons que dès l'âge de 70 ans, un sinistré devrait être indemnisé en numéraire, même si cela doit retarder les versements aux sinistrés moins âgés.

Notre amendement n'entraîne aucun accroissement des dépenses. Il ne fait que modifier la répartition des crédits en espèces inscrits au budget pour l'indemnisation de dommages mobiliers. C'est pourquoi nous vous demandons de l'adopter.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Mon cher président, je suis cosignataire de cet amendement et vous pensez bien qu'à titre personnel je le soutiens.

La commission, à laquelle je l'avais soumis, avait estimé qu'il s'agissait là d'une modification de textes qui était plutôt du ressort et de la compétence de la commission des dommages de guerre. Elle m'avait laissé la liberté de le déposer à titre personnel avec le président de la commission de la reconstruction, ce que j'ai fait.

La commission ne s'oppose pas à l'amendement, parce qu'il n'y a pas de modification du crédit inscrit.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Mon avis est très simple. J'aurais préféré voir appliquer l'article 60 pour la raison suivante.

Il ne s'agit pas, monsieur le président, d'une brimade, soyez-en sûr, ni de formules spéciales que je ferais appliquer ici dans un sens différent de celui de mes collègues ou dans un sens différent de celui où il est appliqué dans l'autre Assemblée. Mais cet amendement va nous conduire à des résultats tout à fait contraires à l'esprit social qui nous anime tous. En fait, que signifie cet amendement ? Que tous les sinistrés âgés de plus de 70 ans, appartenant à l'une quelconque des trois catégories, même les sinistrés de deuxième et première catégories, c'est-à-dire les sinistrés qui avaient le mobilier le plus cher, auront leurs dommages réglés en espèces immédiatement pour la part totale de leur créance. Cela ira à l'encontre des sinistrés les plus humbles. En effet, de toute façon, nous n'aurons pas, dans les exercices futurs, et singulièrement en 1954, de quoi payer tous les sinistrés âgés et les humbles en pâtiront. Cet amendement devrait donc être retiré par ses auteurs, d'autant plus que son adoption nous obligerait à régler les dommages mobiliers des sinistrés qui avaient des résidences secondaires et ce serait là un résultat curieux! Je demande avec insistance aux auteurs de l'amendement de vouloir bien le retirer dans un but simplement social et d'équité en faveur des vieux, en faveur de ceux qui souffrent, qui attendent, qui n'ont pas d'argent, et qui ne seront pas payés en espèces, alors qu'ils le seraient si cet amendement n'était pas voté.

M. Namy. En attendant, vous ne réglez aucun dommage mobilier ni aux uns ni aux autres!

M. le président de la commission de la reconstruction. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission de la reconstruction.

M. le président de la commission de la reconstruction. Monsieur le ministre, nous ne pouvons pas nous ranger à ce que vous nous demandez, pour la raison suivante. Une grande majorité de ces sinistrés ont déjà attendu de 1940 à 1953, c'est-à-dire treize ans. Si on leur demande d'attendre encore dix ans — et le dernier dixième sera mobilisé dans dix ans — cela fera donc 23 ans entre le moment où ils auront été sinistrés et celui où ils seront payés des dernières sommes auxquelles ils peuvent prétendre pour l'indemnisation de leurs dommages de guerre.

Monsieur le ministre, je vous le dis comme je le pense: j'accepte la responsabilité entière, étant représentant d'un département gravement sinistré, d'aller expliquer aux jeunes que, par devoir de solidarité, ils doivent attendre pour ceux qui ont 75 et 80 ans. Ces derniers n'appartiennent pas à la catégorie des privilégiés, parce qu'un sinistré, quelle que soit sa catégorie sociale, n'est jamais un privilégié dans mon esprit. Je le répète: je me charge d'expliquer aux plus jeunes qu'ils doivent attendre que les vieux touchent ce qui leur est dû avant d'avoir fermé les yeux.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je dis à M. Chochoy que, s'il prend sa responsabilité, le Gouvernement prend la sienne et que je prends surtout la mienne. C'est parce que je connais trop de sinistrés qui souffrent que je suis contre cet amendement et je le suis encore une fois dans un but d'équité et dans un but social, car si cet abattement était suivi, ce serait 80 milliards qu'il faudrait immédiatement pour régler tous les sinistrés des classes aisées. Le calcul est simple, je le tiens à votre disposition.

Si l'on impose ce règlement prioritaire, tous les autres sinistrés marqueront le pas. Tous les autres, qui sont vieux aussi et qui sont sinistrés, non pas à 100 p. 100, mais jusqu'à 50 p. 100, attendront que leur tour vienne. Ils seront retardés de deux, trois, quatre exercices, parce qu'on aura réglé les sinistrés des classes aisées en espèces, alors qu'ils accepteraient d'être réglés en titres.

M. Jozeau-Marigné. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jozeau-Marigné.

M. Jozeau-Marigné. Je voudrais simplement donner quelques explications et déjà, lors de mon intervention dans la discussion générale, j'avais laissé pressentir que j'étais très favorable au payement privilégié et en espèces de leurs dommages aux vieillards de plus de soixante-dix ans.

Je tiens, pour répondre à M. le ministre, à dire que je comprends parfaitement les préoccupations qu'il a touchant le problème social. Mais je crois, avec M. Chochoy et avec beaucoup de membres de la commission de la reconstruction, qu'en fait, dans la situation actuelle, les vieillards sont les plus malheureux, et que nos pensées, au point de vue social, doivent aller vers eux. En fait, non seulement ces gens ont attendu depuis treize ans, mais nous redoutons fort que, s'ils attendent, ils ne touchent plus rien. Des gens de plus de soixante-dix ans sont actuellement dans une situation lamentable, ne pouvant plus travailler, et toute notre sollicitude doit aller vers eux.

Je retiens cependant, monsieur le ministre, un de vos arguments: c'est celui du règlement des dommages mobiliers dans des résidences secondaires. S'il en était ainsi, je serais prêt à déposer un sous-amendement, si le président de la commission en est d'accord, disant que ce payement ne s'appliquerait que pour les dommages de guerre subis au domicile principal.

M. le président de la commission de la reconstruction. J'accepte ce sous-amendement.

M. le président. Je vais d'abord consulter le Conseil sur l'amendement lui-même.

L'amendement est-il maintenu ?

M. le président de la commission de la reconstruction. Je le maintiens, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte l'amendement.

Je voudrais dire à M. le ministre que je ne comprends pas son insistance. Il ne me paraît pas possible d'expliquer aux sinistrés des régions évacuées dès septembre 1939 qu'ils devront attendre l'âge de quatre-vingts ans pour être indemnisés de leurs dommages mobiliers.

J'indique tout de suite à M. le ministre, pour le rassurer, que notre demande ne concerne pas des résidences secondaires et que les malheureux que nous visons n'ont pas encore pu reconstituer leur résidence principale.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. L'adoption de cet amendement empêcherait de régler des cas intéressants, ceux de familles nombreuses de sinistrés. Nous accorderions une priorité à des gens qui ne devraient pas en avoir et qui ne s'y attendent nullement.

M. Canivez. Ils s'attendent à mourir!

M. le ministre. La mort vient pour tout le monde; nous sommes tous solidaires dans la mort.

Si je me suis mal expliqué, je m'en excuse. En tout cas, les sinistrés jugeront et je demande un scrutin public.

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

Je suis saisi d'une demande de scrutin présentée par le Gouvernement.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre de votants	315
Majorité absolue	158
Pour l'adoption	267
Contre	48

Le Conseil de la République a adopté.

Je suis saisi de trois sous-amendements à l'amendement de M. Chochoy, qui vient d'être adopté.

Le premier sous-amendement (n° 64), présenté par M. Denvers, tend après les mots: « en espèces », à insérer les mots: « jusqu'à concurrence d'un plafond de 700.000 F. »

Le deuxième sous-amendement (n° 63), présenté par M. Jozeau-Marigné a pour objet, après le mot: « indemnisation », d'insérer les mots; « pour leur résidence principale. »

Le troisième sous-amendement (n° 18), présenté par MM. Denvers, Canivez, Chazette, Darmanthé, Lafforgue et les membres du groupe socialiste est ainsi rédigé:

« Ajouter à la fin du texte modificatif proposé pour le 2e alinéa de l'article 10, les mots suivants:

« Ou lorsqu'ils sont titulaires de la carte d'économiquement faibles ».

La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. J'avais primitivement indiqué le chiffre de 500.000 francs, parce qu'il correspondait au plafond figurant l'an dernier dans un texte de loi. Mais si j'ai rectifié ce chiffre et l'ai porté à 700.000 francs, c'est parce que si nous maintenions celui de 500.000 francs, ces vieux toucheraient moins que s'ils avaient un mobilier classé dans la première catégorie, ce qui leur donne forfaitairement 660.000 francs, valeur actuelle. Autrement dit, on ne leur permettrait même pas de bénéficier du forfait de la première catégorie, si je limitais mon chiffre à 500.000 francs.

Comme je veux qu'ils touchent au moins autant que s'ils choisissent le forfait pour un mobilier de première catégorie, j'ai proposé le chiffre de 700.000 francs, qui correspond d'ailleurs, à peu de chose près, à l'indemnisation forfaitaire.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur le sous-amendement de M. Denvers ?

M. le rapporteur. La commission voudrait connaître l'avis du Gouvernement.

M. le ministre. Le Gouvernement n'accepte pas l'amendement.

M. le rapporteur. Dans ces conditions, la commission s'en rapporte à la sagesse du Conseil.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 64 de M. Denvers, repoussé par le Gouvernement.

(*Le sous-amendement est adopté.*)

M. le président. La parole est à M. Jozeau-Marigné pour défendre son sous-amendement.

M. Jozeau-Marigné. Je viens de rédiger très rapidement ce texte pour répondre aux observations de M. le ministre de la reconstruction et pour limiter, sinon pour empêcher le règlement des dommages dans les résidences secondaires. J'ai mis les mots: « pour leur domicile principal. »

J'indique tout de suite que je préférerais substituer au mot: « domicile », le mot: « résidence », parce que, juridiquement, il n'y a qu'un seul domicile; on ne peut comprendre un domicile « principal ».

D'autre part, en matière de reconstruction, on a le plus souvent spécifié résidence principale et résidence secondaire.

Je modifie donc mon amendement en remplaçant les mots: « domicile principal », par les mots: « résidence principale. »

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte le sous-amendement.

M. le ministre. Le Gouvernement l'accepte également.

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur le sous-amendement de M. Jozeau-Marigné ?...

Je le mets aux voix.

(*Le sous-amendement est adopté.*)

M. le président. La parole est à M. Denvers pour soutenir son sous-amendement n° 18.

M. Denvers. En matière d'indemnisation mobilière, on a toujours assimilé les titulaires de cartes d'économiquement faibles aux sinistrés âgés. Mon sous-amendement a pour but de ne pas varier avec ce qui a été fait précédemment.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte le sous-amendement.

M. le ministre. Le Gouvernement l'accepte également.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement (n° 18) de M. Denvers.

(*Le sous-amendement est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur l'article 10 ?...

Je le mets aux voix avec les modifications résultant de l'adoption de l'amendement de M. Chochoy et des trois sous-amendements de MM. Denvers, Jozeau-Marigné et Denvers, Chazette, etc.

(*L'article 10, ainsi modifié, est adopté.*)

M. le président. Je suis saisi, sur l'article 10, de deux amendements identiques pouvant faire l'objet d'une discussion commune.

L'un (n° 11) est présenté par M. Chochoy et les membres de la commission de la reconstruction; l'autre (n° 39) par M. Dupic et les membres du groupe communiste.

Ils tendent tous les deux à compléter l'article 10 par un troisième alinéa ainsi conçu:

« L'alinéa 3° de l'article 11 du décret n° 53-717 du 9 août 1953, modifié par le décret n° 53-985 du 30 septembre 1953, est modifié ainsi qu'il suit:

« Ces titres portent intérêt au taux annuel de 2 p. 100 à dater de leur émission. »

(Le reste sans changement.)

La parole est à M. Chochoy.

M. le président de la commission de la reconstruction. L'article 11 du décret du 9 août dernier prévoyait l'indemnisation de certains sinistrés mobiliers ayant opté pour le forfait au moyen de titres nominatifs incessibles et insaisissables et remboursables par dixième chaque année, à compter de 1960.

L'alinéa 4 du décret du 30 septembre a modifié cette disposition ainsi qu'il suit:

« Ces titres portent intérêt, à partir du 1er janvier 1956, au taux annuel de 2 p. 100. Ils sont remboursables en dix annuités, à compter de 1960, etc. ».

Cette disposition nous paraît anormale car ces titres seront émis le 1er janvier 1954. Ils ne rapporteront donc aucun intérêt pendant deux ans, ce qui, il faut en convenir, est assez singulier. Il en résultera d'autre part des difficultés considérables de gestion pour le Crédit national.

Les incidences budgétaires de notre amendement sont négligeables. C'est pourquoi nous vous demandons de vouloir bien l'adopter.

M. le président. La parole est à M. Dupic.

M. Dupic. Mesdames, messieurs, l'amendement que j'ai déposé, au nom du groupe communiste a pour exposé des motifs ce qui vient d'être défini par notre collègue M. Chochoy. Je crois, pour gagner du temps, qu'il est inutile de faire l'exposé des motifs devant notre Assemblée.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission s'en remet à la sagesse du Conseil.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Le Gouvernement ne voit pas d'opposition à l'adoption de l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix les amendements de MM. Chochoy et Dupic, acceptés par la commission et par le Gouvernement.

(*Les amendements de MM. Chochoy et Dupic sont adoptés.*)

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 10 ainsi complété.

(*L'article 10, ainsi complété, est adopté.*)

M. le président. Par amendement (n° 61), M. de Montalembert propose d'insérer un article additionnel 10 *bis* (nouveau), ainsi conçu:

« Les intérêts des titres émis par la caisse autonome de la reconstruction, en application de l'article 11 du décret n° 53-717 du 9 août 1953, modifié par l'article 4 du décret n° 53-985 du 30 septembre 1953, seront payés nets de toutes taxes frappant les valeurs mobilières et ne seront pas assujettis à la surtaxe progressive. »

La parole est à M. de Montalembert.

M. de Montalembert. Mes chers collègues, la part des indemnités de dommages de guerre afférente aux biens meubles d'usage courant ou familial sera réglée, comme vous le savez, par des titres de la caisse autonome de reconstruction. Ces titres porteront intérêt à 2 p. 100 et seront remboursables à partir de 1960, en dix annuités, mais le régime fiscal de ces titres n'a pas encore été fixé. Je crois savoir que l'administration des finances a préparé, dans le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier, un article qui exonérerait des taxes frappant les valeurs mobilières et, à titre exceptionnel, de la surtaxe progressive, ces dits titres.

Mon amendement a pour but d'inscrire, dès maintenant dans cet article additionnel ce qui, si mes renseignements sont exacts, a été prévu par le Gouvernement dans le projet de loi auquel je viens de faire allusion. (*Applaudissements.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Le Gouvernement ne fait pas d'objection. Il fait simplement observer que cet amendement se trouverait bien mieux à sa place dans la loi des voies et moyens. Je demande à notre collègue, M. de Montalembert, de vouloir bien le reporter jusque là.

M. de Montalembert. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. de Montalembert.

M. de Montalembert. La Normandie est vraiment trop à l'honneur à l'heure présente pour que nous n'y conservions pas les bonnes traditions: un « tiens » vaut mieux que deux « tu l'auras ». Je maintiens mon amendement.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. J'accepte l'amendement, à condition qu'il ne constitue pas un précédent. Nous ne sommes pas ici pour examiner des questions fiscales, mais le budget du ministère de la reconstruction et du logement.

M. de Montalembert. Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. En conséquence, le texte de l'amendement qui vient d'être adopté devient l'article 10 *bis* (nouveau).

« Art. 11. — Le ministre des finances est autorisé à émettre en 1954 des titres pour l'application de la loi n° 48-1313 du 26 août 1948 relative à l'indemnité d'éviction dans la limite de 500 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Art. 12. — Est fixé à 89.999.997.000 francs pour l'année 1954 le montant des autorisations de programme accordées au ministre de la reconstruction et du logement au titre des opérations à réaliser en application de la loi n° 47-1686 du 3 septembre 1947, modifiée et prorogée, et de la législation sur les habitations à loyer modéré des articles 13, 19 et 25 de la loi n° 51-650 du 24 mai 1951 et de l'article 28 de la loi n° 52-5 du 3 janvier 1952.

« Ce crédit se répartit comme suit:

« *a*) 29.569.999.000 francs sont destinés tant à permettre le lancement en 1954 d'un nouveau programme de 15.000 logements au titre du secteur industrialisé que de couvrir le solde des engagements afférents au programme antérieur réalisé dans le cadre des dispositions de l'article 19 de la loi susvisée du 24 mai 1951;

« *b*) 18.999.999.000 francs sont destinés aux opérations d'accession à la priorité;

« *c*) 41.429.999.000 francs sont affectés à la construction d'immeubles locatifs répondant aux normes des habitations à loyer modéré. Sur ce crédit, 10 p. 100 seront consacrés au financement des opérations prévues à l'article 13 de la loi du 24 mai 1951 modifié par l'article 69 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953. »

La parole est à M. Charles Morel.

M. Charles Morel. Mes chers collègues, si je prends la parole sur cet article, c'est pour attirer l'attention de M. le ministre sur la motion qu'il a sans doute reçue et qui émane des artisans, motion qui a été approuvée et votée par des chambres de métiers et par la commission nationale de la reconstruction. Elles concernent le rôle du Crédit foncier dans les marchés du bâtiment. En voici le texte:

« Ayant examiné la situation des marchés du bâtiment financés, pour une partie très importante, par le Crédit foncier, nous constatons un véritable marasme dans la marche administrative de cet organisme. Alors que l'Etat demande, avec l'aide du Crédit foncier, de construire vite, bon marché et beaucoup. De nombreux propriétaires sont découragés par les formalités trop longues avant d'obtenir l'attribution du prêt.

« Tous les entrepreneurs du bâtiment sont gênés dans leur trésorerie par le long retard apporté dans le réglement d'acomptes. Ces retards les mettent dans l'impossibilité de travailler dans de bonnes conditions et de faire des prix de revient bas, qui demandent un règlement rapide. »

Ceci est très important, monsieur le ministre, parce que, actuellement, nous devons construire rapidement les logements qui nous manquent. La France est en retard sur toutes les nations voisines et toutes les nations sinistrées qui nous entourent, et qui ont réparé leurs ruines plus rapidement que nous. Certainement la trésorerie des particuliers éprouve une gêne par suite de ces lenteurs, tant dans les attributions que dans les règlements. De ce fait les entreprises se trouvent elles-mêmes gênées dans leur trésorerie. Celles, surtout, qui sont de type artisanal, demandent que notre politique de prêts soit vraiment pratique et efficace avec des études et règlements accélérés. Je vous demande donc, monsieur le ministre, s'il ne serait pas possible de moderniser ce système et de le rendre plus efficace pour les utilisateurs. (*Applaudissements.*)

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je crois avoir déjà répondu, dans une certaine mesure, à l'intervention de notre collègue, à la fin de la discussion générale. J'ai indiqué que le Crédit foncier, grâce à une nouvelle réglementation créant un fonds de garantie, peut accorder 25 p. 100 du prêt dès le début de la construction. On ne peut pas dire que le Crédit foncier freine les opérations de construction. J'ai cité, tout à l'heure, des chiffres intéressants. Nous sommes arrivés à une cadence de 2.200 dossiers reçus par semaine dans le système de la prime et du prêt.

Les dispositions que je viens d'indiquer non seulement ont reçu l'assentiment du Crédit foncier, mais encore elles ont été proposées par lui. Elles sont de nature à accélérer les opérations.

Nous ne perdons cependant pas de vue le fait qu'il est encore très long d'aboutir pour celui qui veut accéder à la propriété, s'il est seul, ou pour les organismes qui veulent faire des opérations d'ensemble, comme nous l'indiquions tout à l'heure. Cela se résoudra, je l'espère, avec encore un peu d'expérience. Tous nos efforts, je voudrais en persuader notre collègue, iront dans le même sens que le souhait qu'on vient de formuler et que je retiens à titre de vœu, qui suscitera ces efforts que j'indiquais à l'instant. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Léo Hamon.

M. Léo Hamon. Monsieur le président, mon observation portera, à propos de la discussion générale de l'article 12, sur la part faite, jusqu'à présent à la région parisienne dans l'ensemble des crédits de construction. Que la situation de cette région soit particulièrement difficile, c'est ce que savent tous ceux de nos compatriotes qui l'habitent, c'est ce que mesurent plus exactement encore ceux qui savent, par exemple, que le seul office départemental d'habitations à loyer modéré de la Seine a vu le nombre des demandes en souffrance passer de 2.212 en 1945, à 13.000 en 1953. L'accroissement des détresses allant plus vite que celui des constructions. Or, dans le même temps, monsieur le ministre, la part des crédits de votre ministère, attribué par vos prédécesseurs à la région parisienne, subissait une décrue étonnante:

Pour l'ensemble des offices d'habitations à loyer modéré ou à bon marché de la région parisienne.

On passait de 27 p. 100 des crédits nationaux en 1947 à 18,37 en 1953. Et si je considère le principal des offices d'habitations à bon marché et d'habitations à loyer modéré de ce département, à savoir l'Office départemental de la Seine, la décroissance apparaît plus étonnante encore, puisque le pourcentage de crédits affectés par votre administration tombe de 18,71 p. 100 des crédits nationaux en 1947 à 2,7 en 1952, 2,9 en 1953.

Je vous demande, monsieur le ministre, de considérer la situation de notre région avec un regard plus équitable. J'ajoute que je vous adresse cette requête avec confiance parce que, si j'en juge par l'évolution de la doctrine de votre département, certains rêveurs, qui croyaient redistribuer le peuplement de

la France, comme on répartit des pions sur un damier, semblent avoir renoncé à leurs dangereuses illusions.

J'ai lu dans la deuxième édition d'une brochure sur un plan d'aménagement du territoire éditée par votre département ministériel qu'il serait certainement chimérique de chercher à redistribuer systématiquement sur le territoire les industries ayant fait dans les grands centres industriels des investissements considérables.

Puisque vous voulez bien nous considérer, monsieur le ministre, nous autres de la région parisienne, comme les autres Français, puisque vous voulez bien reconnaître à nous, à nos voisins et à nos enfants le même droit de demeurer et de vivre sur notre territoire propre que pour les habitants de n'importe quelle province française — alors je me plais à penser que vous envisagerez la solution de notre problème si particulier, en le cherchant à la mesure de nos grandes difficultés, hélas sans pareilles — et que commandent des affectations de ressources appropriées.

Je vous demande enfin d'étudier et de créer un comité de coordination de l'ensemble des organismes à loyer modéré de la région parisienne: offices communaux, intercommunaux, départementaux. Prévoyez-le avec une juste représentation des intéressés et, vous pourrez, alors, sans doute voir grand, vous pourrez notamment réserver les hectares nécessaires à l'édification, autour de Paris, de vates cités satellites comme celles qu'avait pu concevoir Henri Sellier, cités qui, là où elles ont été réalisées, ont procuré, dans le cadre de cette région parisienne, la vie, l'air et le confort.

Vous trouverez, à ce moment, dans les ressources locales notamment, la possibilité — pourquoi pas ? — d'emprunts comportant ultérieurement pour les souscripteurs l'attribution de logements. La S. N. C. F. émet bien un emprunt dont les titres portent des intérêts libellés en parcours-kilomètres. Pourquoi n'envisageriez-vous pas, pour financer certains offices à bon marché, la souscription de titres avec des intérêts libellés en droit à un logement ?

Quand vous aurez poursuivi cette politique, faites à notre région capitale sa part, toute sa part, mais rien que sa part. Alors, permettez-moi de vous le dire, nous aurons l'impression que les droits et les attributions d'une région déterminée dépendent de ses besoins et non pas de l'influence de tel ou tel de ses élus et nous louerons une fois de plus votre équité. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Marrane.

M. Georges Marrane. Je profite de la discussion sur l'article 12 pour rappeler à M. le ministre que j'ai posé une question au *Journal officiel* en date du 22 octobre concernant les difficultés qu'apporte le ministère à l'approbation de créations d'offices communaux d'habitations à loyer modéré. M. le ministre m'a répondu que « chaque cas d'espèce est donc examiné objectivement en fonction de divers éléments — nombre d'habitants de la commune, besoins en logements, montant de la dotation initiale, etc. — mais les deux ministres cosignataires restent en dernier ressort seuls juges de l'opportunité de la création ». C'est le règne du bon plaisir.

Je veux attirer l'attention de M. le ministre et du Conseil de la République sur ceci: dans la région parisienne, chacun sait que non seulement la crise du logement est très grave — notre collègue M. Léo Hamon vient de le rappeler — mais qu'en plus le pourcentage de logements construits depuis deux ans est vraiment nettement insuffisant. Or, une des difficultés essentielles rencontrées dans la région parisienne est le besoin de terrains. La préfecture de la Seine donne des subventions aux offices d'habitation pour la réalisation d'opérations d'urbanisme, mais, dans les communes où il n'y a pas d'office d'habitation et où le département veut réaliser des opérations d'urbanisme, on se heurte à des difficultés de relogement des habitants. Non seulement la non-approbation de créations d'offices communaux gêne pour l'achat de terrains, pour l'apport des 15 p. 100 aux offices d'H. L. M., mais elle gêne également pour la réalisation d'opérations d'urbanisme décidées par le département.

Je demande donc à M. le ministre de vouloir bien revoir cette question et d'être un peu moins rigoureux, dans le département de la Seine, pour autoriser la création de nouveaux offices communaux. La crise du logement est telle que nous ne comprenons pas que l'on puisse refuser une seule bonne volonté.

Après notre collègue M. Hamon, je voudrais aborder un autre problème particulier mais important. M. Hamon a indiqué que l'office départemental d'habitations, qui a réalisé dans le passé les premières grandes opérations d'urbanisme dans le département de la Seine, n'a plus de crédits à l'heure présente. Il se heurte à de grandes difficultés de la part des services du ministère de la reconstruction et du logement pour l'approbation de ses projets. Je me joins donc à M. Hamon pour demander qu'un effort particulier sont accompli en faveur de cet office qui a réalisé des opérations qui constituent des modèles, non seulement pour les habitants de la région parisienne, non seulement pour les Français, mais même pour les étrangers. (*Très bien! très bien!*) Je demande que, compte tenu de toutes ces considérations, le ministère de la reconstruction et du logement apporte plus de bienveillance à l'approbation et à l'accord de crédits pour permettre l'exécution des projets de l'office départemental.

M. Denvers. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. A propos de cet article, je voudrais appeler l'attention de M. le ministre sur différents points qui intéressent les constructions d'H. L. M. Les offices, les sociétés et les organismes d'H. L. M. éprouvent beaucoup de difficultés au moment où ils doivent alimenter en gaz et en électricité les groupes qu'ils ont construits. A chaque fois, Electricité de France et Gaz de France demandent la construction d'un ou de plusieurs transformateurs, et cela presque entièrement aux frais des organismes de construction. Nous ne comprenons pas qu'Electricité de France et Gaz de France veuillent faire payer les améliorations de leurs réseaux par les offices d'H. L. M. ou les communes.

Je voudrais donc demander à M. le ministre d'intervenir auprès de ces organismes pour leur demander de montrer un peu plus de bonne volonté que celle dont ils font preuve.

M. Gaspard. C'est très exact!

M. Denvers. Je voudrais aussi demander à M. le ministre s'il est sur le point de sortir ce que nous avons demandé par la loi: le statut des personnels des offices d'H. L. M. assimilés au personnel communal ou départemental. Nous voudrions que ce statut puisse sortir dans le moindre délai car, nous lui avons promis. C'est la loi qui nous le commande, d'ailleurs.

Voici mes principales observations. Je terminerai par une autre, en pensant que vous voudrez bien aussi faire toute diligence pour sortir le règlement d'administration publique demandé par la loi foncière. Vous nous avez dit tout à l'heure que — et c'est heureux — les communes pourront trouver des disponibilités financières plus facilement pour acquérir des terrains sur lesquels il faudra construire. Vous nous avez dit, par exemple, que les cotisations professionnelles pourront, dans une certaine mesure, être utilisées pour l'acquisition de ces terrains par les collectivités locales. Mais si cette question financière peut être résolue, comme nous le pensons, il en est une autre: ce sont les obstacles administratifs que nous éprouvons parce que la loi foncière n'est pas encore suivie de son règlement d'administration publique. Nous vous demandons de le faire sortir le plus tôt possible car ce qui nous préoccupe actuellement, et ce qui préoccupe les constructeurs, qu'il s'agisse de collectivités ou d'organismes, c'est justement ce manque de terrains sur lesquels nous devons construire...

M. le président de la commission de la reconstruction. Et il faut éviter les spéculations!

M. Denvers. Bien entendu!

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je répondrai aux observations générales qui viennent d'être présentées successivement par trois orateurs. J'indique tout d'abord à notre collègue M. Denvers que je suis tout à fait d'accord avec lui sur la question du prix des branchements. Je me suis déjà préoccupé de ce problème. Le fer est engagé, si j'ose dire, et j'insisterai à nouveau auprès d'Electricité de France et de Gaz de France pour obtenir, en ce qui concerne les branchements et les raccords, des prix qui ne pèsent pas trop lourdement sur les loyers déjà très élevés pour les bas salaires, ainsi que vous l'avez indiqué à plusieurs reprises.

Je poursuivrai cette action en espérant qu'elle sera couronnée d'un certain succès.

Pour le statut du personnel des offices d'habitations à loyer modéré, nous avons fait le nécessaire. Le statut est prêt. Nous avons obtenu l'accord de principe, mais il manque l'accord de fait d'un ministère voisin. Nous lui demanderons d'aller vite et de vouloir bien apposer sa signature sur ce document. J'espère qu'elle ne sera pas trop difficile à obtenir, ce problème ne soulevant pas de question vraiment délicate.

Pour la loi foncière, vous regrettez comme moi que le règlement d'administration publique ne soit pas encore paru, mais ce règlement d'administration publique est fait; il a été étudié, mais ces études ont rencontré certaines difficultés. En effet,

quand une loi est votée, surtout avec des amendements — et il y en a eu tant à l'Assemblée nationale qu'au Conseil de la République — il n'est plus très facile ensuite, je ne dis pas de faire rentrer tout dans l'ordre (*Sourires*), mais de trouver le moyen de mettre clairement noir sur blanc ce qui doit être fait.

Quoi qu'il en soit, le texte est prêt. Nous avons même pris les devants puisque, en même temps que nous l'avons communiqué aux ministres intéressés — et ils sont nombreux — nous l'avons envoyé au conseil d'Etat. Deux ministres ont déjà donné leur accord et j'espère que le texte pourra paraître au *Journal officiel* un jour prochain.

Il faut un règlement d'administration publique, puisque cela a été prévu dans le dernier article de la loi, ce qui est d'ailleurs gênant. Sans cela on aurait pu passer sur le plan de l'application, ce qui montre que le mieux est l'ennemi du bien, tout au moins l'ennemi de la rapidité que nous voudrions obtenir.

Mais n'oublions pas que, dans la plupart des cas, on peut tout de même fonctionner surtout avec l'article 12 de la loi de 1953, lorsqu'il s'agit de terrains destinés à recevoir des constructions économiques. D'ailleurs, certains y pensent; c'est ainsi que le département du Doubs nous a envoyé dernièrement un document concernant des expropriations à Monbéliard.

Sans doute, du temps a été perdu, mais il a pu être compensé par des études. Même quand on aura le texte, toutes les choses n'iront pas encore d'elles-mêmes. Il faut prospecter, trouver des terrains, essayer de conclure des accords amiables, voir quels sont les îlots de résistance, consulter l'administration des domaines. Depuis que la loi foncière est votée, les municipalités qui ont voulu travailler dans ce sens ont eu la possibilité de le faire et, je l'espère, de telle façon que, lorsque le règlement paraîtra, leurs dossiers soient tous prêts. Ainsi, elles n'ont pas perdu tellement de temps.

D'autre part, il faut de l'argent. Beaucoup de départements, de communes, de villes ont voté, déjà dans leur budget de 1953, mais surtout pour l'exercice 1954, des subventions importantes pour l'achat de terrains et la mise en train de la viabilité. Mais cet argent ne sera disponible qu'au début de 1954. Il en est de même pour la contribution de 1 p. 100 qu'elles pourront utiliser à concurrence de 40 p. 100 en 1954, de 30 p. 100 en 1954 et, dans les exercices futurs, à concurrence de 20 p. 100. C'est là pour elles un moyen important d'avoir l'argent nécessaire à ces acquisitions.

On dit que le temps perdu a laissé monter le prix des terrains. Vous savez que les expropriations ne se font pas sur la base des hausses et que, même s'il y a des actes de vente en hausse, on n'est pas obligé de suivre leurs stipulations, quand on a annoncé les travaux. Je sais bien que tous les travaux n'ont pu être annoncés. Cependant, tout le monde sait, en France, qu'on va lancer des logements. On sait que le Parlement discute de cette question, qu'il s'est développé des initiatives. Je pense que les commissions arbitrales tiendront compte de cette particularité, car en deux mois la spéculation a fait des progrès, et elle va en faire encore parce que la loi foncière n'empêche pas la spéculation, malheureusement.

Nous sommes en retard. La responsabilité de ce retard appartient à tout le monde, et, en ce qui concerne le ministère de la reconstruction, j'endosse la mienne; mais ce retard n'aura pas d'effet catastrophique. Le temps perdu ne se rattrape pas, mais nous espérons maintenant aboutir dans des délais extrêmement réduits.

Je voudrais ensuite répondre à nos collègues MM. Marrane et Léo Hamon, qui ont insisté spécialement sur la situation particulière de la région parisienne. Cette région nous intéresse vivement non seulement parce que c'est le cœur du pays, mais parce que c'est là que les besoins sont les plus pressants. Il suffit de vivre dans la banlieue, de voir ce qui s'y passe, pour sentir que le drame est beaucoup plus aigu que partout ailleurs. Nous nous sommes occupés de cette région dès notre prise de fonctions au quai de Passy. Et vous le savez, monsieur Léo Hamon, puisqu'une délégation de parlementaires, de conseillers généraux et de maires de la région parisienne est venue dans mon bureau pour insister afin que l'on finisse par lever ces obstructions — ou ce que l'on avait pris pour des obstructions — qui empêchaient de construire dans toutes les communes qui entouraient un terrain d'aviation. Nous avons, en un temps record, eu l'assentiment de tous les ministères pour lever ces interdictions, si bien que l'on peut construire maintenant. Les instructions sont données depuis longtemps aux préfets de la Seine et de Seine-et-Oise.

Je dis ceci simplement pour prouver l'attention que nous apportons à ces problèmes dans la région parisienne dans l'ensemble et singulièrement en ce qui concerne les habitations à loyer modéré. En effet, on a fait peut-être trop peu d'habitations à loyer modéré dans la région parisienne dans le passé. Je n'en sais pas la raison, ni par suite de quelles circonstances, mais nous considérons qu'il faut maintenant aller plus vite.

C'est bien dans nos intentions, et même pas seulement dans nos intentions, puisque c'est déjà dans les faits. Dès que nous avons pu supposer que le budget serait non seulement en « bonne forme », mais qu'il avait déjà reçu l'appui du ministère des finances, nous avons fait un premier programme de 13.400 logements d'habitations à loyer modéré. Dans ce programme nous avons compris — je le dis à M. Marrane — en ce qui concerne l'office départemental de la Seine, tout ce qui pouvait être financé, tout ce qui était prêt, sauf un groupe, celui de Nanterre, parce qu'il était trop cher.

On ne peut pas dire que nous négligeons l'office départemental de la Seine. Dans un programme prochain, puisque nous avons 10 milliards de crédits d'engagement supplémentaires, nous ne négligerons pas non plus la région parisienne, et les offices qui n'ont pas été servis lors de ce premier tour le seront prochainement.

Vous voulez des chiffres ? Dans le secteur des habitations à loyer modéré, y compris l'accession à la propriété, nous envisageons au cours de l'année 1954 de lancer dans la région parisienne la construction de 11.000 logements dans le secteur des habitations à loyer modéré, pour un total de 44.000 à 45.000 pour l'ensemble de la France. Vous voyez que la région parisienne sera exactement servie, elle aura le quart dans les opérations de lancement de chantiers, part correspondant à sa situation dans l'ensemble du pays, du point de vue démographique comme du point de vue des besoins.

Nous allons continuer cet effort. En ce qui concerne le logement, je le disais tout à l'heure, c'est 40.000 logements que nous envisageons de construire, avec l'aide de toutes les collectivités. Je compte la ville de Paris pour ses 3.800 logements sur la ceinture verte, je compte les logements que nous ferons au titre de la reconstruction, des constructions expérimentales — et nous envisageons d'en mettre un très gros lot dans la région parisienne, de même qu'à l'intérieur des secteurs d'habitations à loyer modéré nous en avons mis 2.900 au titre des constructions industrialisées.

En résumé, ce chiffre de 40.000 logements inscrits pour l'an prochain, nous pouvons le considérer comme certain, mais cela n'empêche pas, ainsi que je l'ai déjà indiqué dans la discussion générale, que cette cadence pourra être accélérée dans le courant de 1954. (*Applaudissements.*)

M. le président. Mes chers collègues, il est une heure moins dix. Je vous informe que, sur cet important article, je suis saisi de cinq amendements. Leur discussion peut nous conduire à une heure et demie. Vous voudrez sans doute, pour votre repos et celui des services de séance, suspendre nos travaux pendant quelques minutes. (*Assentiment.*)

La séance est suspendue.

(*La séance, suspendue le 3 janvier à zéro heures cinquante minutes, est reprise à une heure vingt minutes.*)

M. le président. La séance est reprise.

Dans la discussion du budget du ministère de la reconstruction, nous en sommes restés à l'examen des amendements déposés à l'article 12.

Le premier amendement (n° 50), déposé par MM. Georges Boulanger et Jaouen, tend à remplacer les quatre derniers alinéas de cet article par les dispositions suivantes:

« Un tiers du crédit global ci-dessus fixé sera réservé par priorité aux opérations d'accession à la propriété (prêts des sociétés de crédit immobilier et contrats de location, attribution des sociétés coopératives d'H. L. M.). Sur le solde, un montant au plus égal à 18 milliards de francs pourra être affecté au financement de programmes à réaliser au titre de l'article 19 de la loi n° 51-650 du 24 mai 1951 et dans les conditions d'attribution fixées par ledit article. »

La parole est à M. Georges Boulanger.

M. Georges Boulanger. Monsieur le ministre, mes chers collègues, nous admettons l'effort fait par le Gouvernement qui nous propose 90 milliards de crédits, mais nous pensons que ce crédit n'est pas réparti d'une façon satisfaisante.

Lorsque j'ai défendu ce point de vue devant la commission de la reconstruction, je n'avais pas l'impression d'avoir une audience suffisante et je craignais de n'être pas suivi par l'Assemblée. Aujourd'hui, je suis un peu plus optimiste parce que j'ai vu certains de mes amis, dans tous les groupes, appuyer ma proposition, comme j'ai eu l'agréable surprise d'entendre M. Marrane — peut-être prématurément, mais je suis heureux de cet appui — défendre exactement le même point de vue que moi à savoir que la place faite à l'accession à la propriété dans les crédits de l'article 12 ne nous semble pas suffisante pour plusieurs raisons. En matière de logement, je reprendrai une phrase que j'ai retenue de la part de mon

collègue, M. Canivez, il y a quelques années, lorsque je visitais avec lui les constructions qu'il avait édifiées dans sa ville de Douai. Il me disait: « A Douai, je ne m'occupe pas de savoir suivant quelle formule on fait des maisons, je cherche simplement à ce qu'il y ait des maisons. »

Je n'ai pas oublié les propos qu'il me tenait il y a trois ou quatre ans. Je voudrais aujourd'hui que vous soyez persuadés que ce n'est pas une formule que l'on oppose à une autre. Je voudrais que vous soyez persuadés que nous travaillons tous dans le même sens et que nous voulons des logements. Tout en défendant les crédits en faveur de l'accession à la propriété, nous reconnaissons qu'en certains endroits et pour certaines classes de la population, il est indispensable de faire de la location. Ceci est évident et j'admets parfaitement que ces crédits de 41 milliards se justifient, mais je pense que l'accession à la propriété est également nécessaire et que c'est une formule heureuse qui, pour des raisons que je n'arrive pas bien à comprendre, n'a pas toujours été appuyée par les pouvoirs publics et par le Gouvernement comme il aurait été nécessaire.

Cette formule est heureuse à plus d'un titre. Tout d'abord, si l'on se place sur le plan financier et sur le plan de gestion — c'est la raison mineure — c'est avec un peu d'appréhension que nous voyons les collectivités en général, que ce soit les offices ou d'autres collectivités, devenir les propriétaires de leurs administrés. Cette formule est utile en certaines circonstances et pour certains, mais elle m'inquiète un peu sur le plan municipal parce qu'elle conduit à des frais d'entretien qui, pour l'avenir, ne sont pas une sécurité. Il suffit de voir l'expérience tentée entre les deux guerres. C'est une formule que l'on ne peut éviter, qui est inadmissible, mais un peu dangereuse. C'est pourquoi nous croyons que la formule, qui consiste pour la collectivité à être l'intermédiaire qui permet à un individu d'être propriétaire de sa maison, est meilleure.

Cette formule est meilleure aussi à un autre point de vue et c'est la raison majeure. La propriété est un droit pour chacun d'entre nous et nous considérons que l'accès à la propriété de sa maison, de son jardin, est pour l'individu un facteur de paix sociale. C'est pourquoi nous voudrions, puisque dans le cadre des H. L. M. nous constatons que le loyer qu'on demandera aux uns et l'annuité qu'on demandera aux autres, seront sensiblement identiques, qu'on fasse une place suffisante à l'accession à la propriété.

Or, que voyons-nous dans le budget de cette année ? Alors qu'il s'était instauré depuis plusieurs années une sorte de tradition qui voulait qu'un tiers des crédits soit affecté à l'accession à la propriété, nous constatons aujourd'hui que cette formule est battue en brèche et que, sur 90 milliards, 49 milliards seulement sont réservés à l'accession à la propriété.

M. Denvers. C'est le drame !

M. Georges Boulanger. Nous pensons que c'est une erreur grave. On dira que l'accession à la propriété a d'autres moyens pour se réaliser: le Crédit foncier, les caisses d'épargne et les sociétés d'assurances. Bien que n'étant pas de Seine-Inférieure, avec tout ce que cela supposerait d'honneur pour nous en ce moment, monsieur le président de Montalembert, nous aussi nous disons: un tiens vaut mieux que deux tu l'auras. Ces fonds du Crédit foncier existent cette année. Existeront-ils encore dans un, deux ou trois ans ? Ce n'est pas certain.

Par ailleurs, la formule des H. L. M. existe depuis de très nombreuses années. Aussi, je pense qu'il n'y a pas lieu d'abandonner des formules qui ont fait leurs preuves et qu'il est normal de défendre à nouveau ce qui était admis les années précédentes, c'est-à-dire ces crédits d'un tiers en faveur de l'accession à la propriété.

Mais — on m'excusera d'être un peu long, en justifiant l'amendement suivant que j'ai déposé avec M. Jaouen et que je retirerai volontiers si celui-ci est accepté — il est un autre aspect de ces problèmes, c'est celui des communes rurales. S'il est vrai que l'accès à la propriété, surtout sur le plan de la paix sociale, est la vraie formule, c'est encore plus vrai à la campagne. Il est certain que la formule de la location est très adaptée dans le monde rural et elle est, en fait, peu appliquée. Par conséquent, le développement de l'habitat rural dans le cadre des habitations à loyer modéré aura bien du mal à être réalisé, si les crédits sont trop réduits.

Je me souviens que l'an dernier, à l'occasion de ce même budget et après un débat assez passionné, nous avions pu faire admettre le texte de l'amendement que je propose avec M. Jaouen au profit des communes rurales, réservant un tiers des crédits en faveur de l'accession à la propriété. Le ministère a été particulièrement compréhensif et, depuis un an, les demandes des communes rurales ont reçu un accueil favorable. Je pense que le ministère ne changera pas d'attitude. Ceci constituerait une garantie pour les communes rurales et pour l'habitat rural, à la condition que les crédits pour les habitations à loyer modéré et pour l'accession à la propriété soient suffisants cette année.

Ceci justifie que nous tenions fermement à ce que soit maintenue la règle du tiers du crédit réservé à l'accession à la propriété. Subsidiairement, si cet amendement n'était pas adopté, nous soutiendrions le suivant. Evidemment — et c'est le seul inconvénient qui s'oppose au maintien de la règle que nous avions admise les années précédentes — il faut chercher une autre ventilation des 90 milliards accordés. Nous proposons une formule. Là encore je rejoins quelques-uns de mes collègues et notamment M. Marrane.

Ce n'est certes pas par parti pris contre ce que l'on appelle le secteur industrialisé que nous proposons cette formule. C'est avant tout pour permettre l'accession à la propriété. Ainsi que cela a été indiqué à cette tribune, mises à part des expériences qui en sont à leur début et un ou deux programmes actuellement en cours, les autres sont surtout à l'état de projet. Je pense donc que, pour cette année, compte tenu de l'état actuel des chantiers — je n'irai pas jusqu'à proposer d'aller inspecter l'état dans lequel ils se trouvent, je fais confiance au ministère, mais nous savons tous qu'ils sont peu avancés, que nous sommes très loin des chiffres du programme — dans l'état actuel des choses, les besoins de l'accession à la propriété, de ces gens qui deviendront les propriétaires de leurs petites maisons et, à cause de cela, seront des gens heureux, doivent passer avant les expériences utiles certes, mais qui ne pourront aller très loin cette année, vu la cadence à laquelle les crédits leur sont accordés.

C'est pourquoi nous disons: soyons raisonnables, respectons les urgences, respectons les possibilités. Même si nous agissons dans de saines intentions, n'oublions pas l'essentiel.

C'est la raison pour laquelle je vous demande très fermement, mes chers collègues, d'adopter l'amendement qui vous est proposé et, subsidiairement, sans autre débat, je proposerai le second amendement pour défendre l'habitat rural, si vous ne croyez pas devoir me suivre, bien que j'aie conservé l'espoir en constatant l'audience de quelques-uns de mes amis et l'appui du groupe que représente M. Marrane. (*Applaudissements.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission des finances a fait deux abattements indicatifs dans le même sens. En faisant ces abattements, elle voulait surtout provoquer des explications de la part de M. le ministre de la reconstruction, explications qui lui permettront de se prononcer sur des amendements de portée plus large que celle des abattements précités.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Mes chers collègues, je m'expliquerai quant aux deux amendements présentés par M. Boulanger.

Le premier vise l'affectation d'un tiers du crédit prévu aux opérations d'accession à la propriété. Sur ce point je voudrais lui dire qu'il a satisfaction. Cela ne résulte pas expressément du texte, mais il ressort des débats à l'Assemblée nationale que nous aurons, en 1954, des ressources plus importantes. Ces ressources proviennent des facilités nouvelles permises par la situation des caisses d'épargne, dont chacun sait que les dépôts se sont élevés considérablement au cours du dernier exercice.

Ainsi, au lieu de mobiliser à ce titre, comme en 1953, une somme de huit milliards environ, on pourra affecter, en 1954, quinze milliards, si bien que nous retrouvons la règle du tiers. Si à cette somme nous ajoutons le crédit prévu au budget, dix-neuf milliards, nous arrivons à un total de trente-quatre milliards, ce qui correspond, pour les trois tiers, à 102 milliards. Il y a une petite perte car, pour être exact, il ne faut pas comparer ces 102 milliards aux 90 milliards des autorisations de programme, mais en augmentant ce crédit des placements faits par les caisses d'épargne — quinze milliards — nous obtenons en tout 105 milliards.

Nous n'allons pas nous attarder à un détail, d'autant plus que le principe de l'aide à l'accession à la propriété est pleinement sauvegardé. Comme vous l'avez dit vous-même, nous ne voulons pas chercher à discerner s'il faut favoriser l'accession à la propriété ou l'habitat locatif; il faut actuellement, si j'ose ainsi m'exprimer, faire flèche de tout bois. En 1954, c'est le secteur de l'accession à la propriété qui va gagner de nombreuses longueurs. C'est lui qui est en tête dans la course, grâce aux facilités offertes par la politique de la prime et du prêt.

Je citais hier après-midi des chiffres. A la cadence des onze dernières semaines, 2.200 logements vont être achevés par semaine, dans le système de la prime et du prêt. Comme jusqu'à présent on n'a pas fait du locatif dans ce secteur de la prime et du prêt, c'est le problème de l'accession à la propriété qui est maintenant en cause.

Si je multiplie par 52 semaines, c'est, rien que pour le prêt et la prime, 114.400 logements pour une année qui seront affectés au secteur de l'accession à la propriété, et on ne compte faire l'an prochain au total qu 200.000 logements!

Mais il y a plus. Les sociétés et les coopératives d'habitations à loyer modéré peuvent utiliser le même moyen. Elles peuvent utiliser à leur tour les prêts du crédit foncier et bénéficier de la prime, si bien que le clavier s'est « élargi » pour le secteur locatif et peut déborder dans le secteur de la prime et du prêt.

Notre collègue a donc amplement satisfaction, puisque c'est surtout le secteur du locatif qu'il va falloir encourager. Je l'ai déjà dit et je le répète encore: si l'on constitue, comme nous le désirons tous, des sociétés d'économie mixte qui seront en partie, et probablement en totalité, sous la direction des grandes collectivités locales, ces dernières opéreront aussi bien dans le secteur de l'accession à la propriété que dans le secteur locatif et constitueront des sociétés de gestion qui pourront relayer, dans une certaine mesure, l'œuvre des offices d'habitations à loyer modéré, tant que l'on ne pourra pas augmenter plus considérablement les crédits du secteur des habitations à loyer modéré dévolus aux offices.

Cela ne pourra se faire que dans quelques exercices, quand les dépenses diminueront. Si elles diminuent, nous reporterons les facilités de trésorerie ou d'emprunt vers les offices que l'on pourra ainsi aider davantage.

Aussi, mon cher collègue, je vous prie de bien vouloir retirer votre amendement.

Le second amendement, qui porte le n° 54, présente un intérêt de principe; je reconnais que le domaine rural doit être irrigué en crédits aussi bien que le domaine urbain. On doit améliorer l'habitat rural. Actuellement dix organismes s'en occupent et, vous l'avez dit vous-même, nous leur apportons l'appui le plus sincère et le plus effectif. Jusqu'à présent, nous avons distribué des crédits à ces organismes exactement dans la mesure ou ils nous en ont demandé. Mais ces organismes ne vont pas très vite car il ne leur est pas facile de développer leurs activités.

Je vous donne l'assurance que nous présenterons les choses objectivement au comité interministériel des primes et des prêts, car c'est à lui qu'il appartient de dire ce qu'il faut faire. Si vous nous liez les mains, si vous nous dites d'abord d'une façon rigide: donnez le tiers des crédits à l'accession à la propriété; si ensuite vous nous dites: reprenez un tiers dans le secteur de l'accession à la propriété pour le livrer au domaine rural, de cascade en cascade nous perdons une partie de notre vigueur et vous ne laissez plus au ministre responsable le soin de distribuer des crédits dans le sens que vous-mêmes désirez.

Soyez sûrs que je ferai le meilleur usage des principes que vous avez énoncés ici et, dans le souci de les respecter, parce que sur le fond je suis complètement d'accord, je vous demande de nous laisser un petit peu de liberté de mouvements, en renonçant au second amendement.

M. le président. Sur le même article, je suis en effet saisi d'un autre amendement (n° 54) présenté par MM. Jozeau-Marigné, Georges Boulanger, Driant, André, Jaouen et de Montalembert, qui tend à modifier ainsi les crédits prévus aux alinéas *a* et *b*:

« *a*) 23.569.999.000 francs... (le reste sans changement);

« *b*) 24.999.999.000 francs... (le reste sans changement) ».

La parole est à M. Jozeau-Marigné.

M. Jozeau-Marigné. Mon amendement, que M. Boulanger a du reste bien voulu signer avec M. Jaouen, va moins loin que le sien. Sur le crédit de 90 milliards, je demande que 25 milliards soient réservés aux opérations d'accession à la propriété, tandis que notre collègue propose 30 milliards.

Monsieur le président, si avec l'agrément de M. le ministre et de la commission, M. Boulanger voulait bien se rallier à mon amendement, je serais très heureux d'avoir ainsi contribué, avec lui, à provoquer dans notre assemblée un vote d'unanimité sur une solution transactionnelle.

Solution transactionnelle ? Oui, monsieur le ministre, parce que je considère avec vous qu'il faut laisser au Gouvernement une possibilité assez large d'action et quelque souplesse. Mais permettez-moi de vous dire que je ne suis pas convaincu par un de vos arguments.

En effet, de quoi s'agit-il ? Aujourd'hui, répartissant le montant des autorisations de programme concernant les habitations à loyer modéré, on vient nous dire: Nous avons, pour l'exercice 1954, 90 milliards, alors que, l'année précédente, nous en avions 75. En 1953, 25 milliards, soit un tiers, avaient été destinés aux opérations d'accession à la propriété et les 50 autres milliards étaient réservés au secteur industrialisé. L'autre partie du crédit était destinée aux offices publics d'habitations à loyer modéré.

La répartition actuellement proposée augmente considérablement la part du secteur industrialisé, prévoyant l'affectation de 41.430 millions à l'office public d'habitations à loyer modéré. Qu'a fait la commission des finances ? Elle a pris une position que je comprends parfaitement. Elle a fait un abattement indicatif de 1.000 francs pour marquer son désir de voir faire, en faveur des habitations à loyer modéré, un effort supplémentaire. On ne saurait trop insister sur l'utilité des sociétés privées d'habitations à loyer modéré et des offices publics. Je tiens à rendre hommage à M. Denvers sur ce point.

Mais permettez-moi de dire que je ne me contente pas de l'abattement indicatif. Je pense en effet qu'il convient d'être plus précis — je dis mieux: d'être plus utile. L'année dernière étaient prévus 25 milliards au titre de l'accession à la propriété; il est impossible de diminuer ce crédit.

Quelle va être la situation des autres postes ? L'année dernière on avait obtenu les deux tiers, soit 50 milliards. Cette année, on prévoit, d'un côté 41.430 millions pour les offices publics — crédit que je ne veux toucher en aucune façon — et 29.569 millions pour le secteur industrialisé, ce qui fait 70 milliards au lieu de 50.

Ainsi, je vois, d'une part, le crédit pour l'accession à la petite propriété diminué de 5 milliards et les deux autres postes augmentés de 20 milliards. Que les autres postes bénéficient entièrement de l'augmentation permise par le relèvement du crédit d'ensemble, j'en suis d'accord, mais je ne désire pas que l'on diminue de 5 milliards le crédit prévu pour l'accession à la propriété.

Monsieur le ministre, tout à l'heure, comprenant le sentiment exposé excellemment par notre collègue Boulanger, vous disiez: « Je vais vous donner la solution. Sans doute on ne la voit pas à la première lecture, mais elle existe; vous allez avoir des ressources plus importantes grâce aux fonds des caisses d'épargne ».

Eh bien! monsieur le ministre, je suis un peu au courant de la question puisqu'il s'agit de l'application de la loi Minjoz, M. Minjoz a donné son nom à une loi d'un intérêt tout particulier que nous avons défendue avec vigueur dans cette assemblée. J'en connais l'application en tant que président de caisse d'épargne. Je reprends, puisque c'est la mode dans ce débat, la formule normande évoquée par le président de Montalembert tout à l'heure: ce n'est qu'un espoir, ce n'est pas une réalité.

Il convient de rappeler à nos collègues que les ressources de la loi Minjoz ne sont pas des crédits délibérément attribués, soit par le Gouvernement, soit par la caisse des dépôts et consignations. Il s'agit uniquement de sommes provenant, à concurrence de 50 p. 100, de l'excédent des versements sur les remboursements de l'année précédente, prêtées par cette caisse sur la proposition des caisses d'épargne privées. Donc, il vous est impossible à vous, monsieur le ministre et à vos services, de dire: il vous sera attribué 8 ou 9 milliards en supplément de ce total, car vous usez de possibilités qui ne vous appartiennent pas.

M. Georges Marrane. C'est incontestable!

M. Jozeau-Marigné. J'en suis certain! Monsieur le ministre, vous allez encore me dire: je vous donne des assurances sérieuses, car j'ai adressé des circulaires. C'est exact; dans nos caisses d'épargne, nous avons reçu des notes nous recommandant de prêter aux offices, conformément aux possibilités offertes. Lors du vote de chaque budget, on nous oppose la fameuse loi Minjoz! Quand nous discutons le budget de l'agriculture, pour nos travaux d'adduction d'eau, ou pour ceux de la voirie; enfin, quand nous discutons le problème de nos constructions scolaires lors du budget de l'éducation nationale, on nous répète toujours: adressez-vous aux caisses d'épargne, il y a la loi Minjoz!

Je ne savais pas que la loi Minjoz, qui est excellente, fût une panacée universelle. En tout cas, elle n'a pas, jusqu'à ce jour, donné les moyens de trouver des crédits qui sont dépassés depuis fort longtemps.

Voilà ce que je voulais dire à cette Assemblée. Je puis affirmer, je crois avec raison, et avec l'approbation de tous nos collègues qui connaissent la vie des caisses d'épargne et des municipalités, qu'il est impossible d'utiliser un crédit qui n'existe pas. Dans ces conditions, monsieur le ministre, je crois avoir démontré que cette promesse est fallacieuse; à vous, homme de chiffres et de réalisations, je m'excuse de le dire, votre promesse, c'est un peu de fumée. Elle n'existe pas!

Je vous demande donc simplement de nous donner une sécurité pour l'accession à la propriété. N'est-ce pas une nécessité, non seulement au point de vue du problème du logement, mais au point de vue moral? Je vous demande d'accepter l'amendement n° 54. Il permettra d'édifier ces vastes groupes de logements qui, du reste, seront la propriété de l'Etat, puisque construits avec des contrats prévus par le M. R. L., dans des conditions choisies et prévues par le ministère, mais simplement avec le bénéfice de l'augmentation des crédits nou-

veaux. En vous ralliant à mon amendement, mes chers collègues, vous maintiendrez le crédit de 25 milliards prévu pour l'accession à la petite propriété. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

M. le président. Je dois indiquer au Conseil que, si l'amendement n° 50 de M. Boulanger était adopté, les autres amendements n'auraient plus d'objet.

La parole est à M. Boulanger.

M. Georges Boulanger. Je veux dire tout de suite que je me rallie à l'amendement de M. Jozeau-Marigné, tout d'abord parce que je crois qu'il est le plus à même de faire l'unanimité sur une thèse que nous défendons tous, sous des formes différentes. Je voudrais cependant répondre rapidement sur trois points à M. le ministre, d'autant plus brièvement que M. Jozeau-Marigné en a parlé, et fort bien.

Il est évident que tout le monde a recours aux fonds des caisses d'épargne. Je suis, pour ma part, adjoint aux finances d'une ville et je sais bien que la caisse d'épargne qui a la possibilité de donner une aide au logement le fera dans la mesure de ses moyens. Mais nous avons également recours à elle pour la voirie et pour des quantités de choses, parce que le Crédit foncier n'a plus la possibilité de donner beaucoup aux communes. Les caisses d'épargne, c'est une source possible, mais ce n'est pas une source certaine. J'en reviens donc à cette formule heureuse de notre ami, sénateur du département de la Seine-Inférieure: « Nous demandons une certitude en face d'une probabilité. » C'est pourquoi je me rallie à l'amendement de M. Jozeau-Marigné.

Il est un autre point sur lequel je serais heureux d'entendre M. le ministre, car je me souviens qu'il y a un an, après un grand débat portant précisément sur l'habitat rural, on a confondu le terme « priorité » avec un certain blocage des crédits.

Aujourd'hui encore, on parle de crédits qui resteraient inemployés, parce que nous créerions une servitude pour l'administration dans l'utilisation de ces crédits. Or, le terme priorité laisse supposer que, si l'accession à la propriété n'avait pas utilisé ces crédits, ils le seraient d'une autre façon. Cela est aussi vrai d'ailleurs sur le plan rural et, par un autre amendement que je maintiendrai s'il y a lieu, nous demandons une priorité pour l'habitat rural. Nous n'entendons pas bloquer des crédits dont le ministre ne pourrait plus rien faire; nous entendons dire que, s'il y a des possibilités pour l'habitat rural dans la limite d'un tiers, ils passeront avant.

Je tenais à donner cette précision, car je sais que la question a été posée il y a un an. Je conclus donc en disant que je me rallie volontiers à l'amendement de M. Jozeau-Marigné. (*Très bien! très bien!*)

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je voudrais dire à notre collègue M. Boulanger que son amendement concernant l'habitat rural est extrêmement dangereux. S'il était voté, vous stériliseriez la partie correspondante du crédit qui ne serait pas absorbée. Il y en aurait une large part!

Je m'étonne de votre insistance à limiter les moyens du ministre responsable. Je reconnais toute l'importance qui s'attache aux déclarations qu'a faites M. Jozeau-Marigné en ce qui concerne les caisses d'épargne, institutions qu'il a de bonnes raisons de connaître. Mais, sur ce point, je voudrais faire jouer la solidarité gouvernementale. En effet, si j'ai confiance en M. Jozeau-Marigné, j'ai aussi confiance dans le ministre des finances, M. Edgar Faure, qui, à de nombreuses reprises, m'a apporté un soutien considérable pour le développement du logement. Je vous affirme que le ministre des finances veillera, dans la mesure de ses possibilités, à l'application de la loi Minjoz selon l'esprit de notre circulaire.

Il est possible, sur les 50 milliards de crédit, d'en prélever 15 pour l'accession à la propriété.

Par ailleurs, le secteur industrialisé est réalisé dans le style des H. L. M. Cela ne résulte pas d'une liberté supplémentaire donnée au ministre, ce n'est pas de la construction d'Etat, c'est de la construction qui relève du régime ordinaire.

J'aimerais que, dans ce débat, vous teniez compte de la situation dans laquelle je me trouve. Le secteur industrialisé, lui aussi, résulte d'un texte voté par le Parlement. Ce n'est pas une nouveauté. Il n'est pas dû à l'inspiration du ministre actuel. Je vous ferai un aveu: ce n'est pas moi qui ai élaboré le programme. Je suis tout disposé à porter les enfants des autres lorsque je reconnais que ces enfants sont viables.

Ce programme était fait, il était préparé avant que j'arrive au ministère, mais je ne suis pas arrivé à ce ministère pour jeter toute la maison par terre. Il faut une certaine continuité. Cette continuité est inscrite dans la loi du 24 mai 1950, dont l'article 9 prévoyait que 10.000 logements seraient réalisés dans le secteur d'industrialisation. Si vous faites le compte, vous verrez que, si on avait suivi la loi à la lettre, nous en serions à 40.000 logements, alors que nous n'en sommes qu'à 22.000.

Par conséquent, nous n'allons pas trop vite et la préparation de ces projets est très avancée. Je vais ainsi être obligé de changer mon fusil d'épaule. J'ai fait de la marche à pied autrefois. Je tâcherai d'en faire encore. Abandonnant le pas de chasseur, je ferai de la construction au pas du fantassin. (*Sourires.*) C'est tout ce que j'ai à vous dire.

M. Jozeau-Marigné. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jozeau-Marigné.

M. Jozeau-Marigné. Monsieur le ministre, permettez-moi d'ajouter un mot à ce que vous venez de dire. Je vous ai écouté avec beaucoup d'intérêt. Vous demandez qu'on fasse un pas vers vous. Mon amendement constitue une solution transactionnelle et je vous propose une transaction encore plus grande, si vous voulez bien accepter mon amendement, qui consisterait, non pas à vous demander de transformer votre pas de chasseur en pas de fantassin, (*Sourires.*) car vous auriez 15 milliards de plus, mais de ne pas prélever sur les crédits des constructions privées. Vous pourriez ainsi faire jouer la solidarité avec le passé et porter les enfants des autres, mais ne nous dites pas que vous entendez avant tout respecter la solidarité ministérielle, car M. Edgar Faure, ministre des finances, ne peut vous assurer quelque chose qui n'est pas dans son pouvoir.

Enfin, pour répondre à votre appel, je ne peux pas faire un cadeau avec ce qui n'est pas mon bien. Mais, pour vous donner plus de liberté de mouvement, si vous acceptez mon amendement, je me permettrai d'insister auprès de mon collègue M. Boulanger pour qu'il retire le sien. Avec les 25 milliards prévus on pourra réaliser l'accession à la propriété.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Mes chers collègues, je suis absolument désolé de dire à M. Jozeau-Marigné que ni son amendement ni celui de M. Boulanger ne sont recevables.

Votre commission des finances a eu l'occasion d'examiner les mêmes amendements qui ont été proposés et par votre rapporteur et par M. Marrane. La commission a estimé qu'il s'agissait d'un virement de chapitre à chapitre. Mon amendement n'étant pas recevable, la commission des finances s'est limitée à un abattement indicatif, voulant par là demander à M. le ministre de proposer lui-même, par décret, les virements à effectuer pour arriver au résultat recherché.

Je n'ai pas insisté pour obtenir plus tôt la parole, pensant éviter ainsi de marquer l'opposition de la commission sur les modalités proposées, alors qu'elle était d'accord sur le principe.

Je voudrais donc demander à M. le ministre qu'il veuille bien nous donner l'assurance qu'en cours d'exercice, il présentera une telle demande de virement de crédits. L'expérience des caisses d'épargne m'a prouvé que, comme l'indiquait justement M. Jozeau-Marigné, cette panacée universelle ne pouvait satisfaire toutes les demandes en instance.

M. Jozeau-Marigné. Je demande la parole, pour répondre à M. le rapporteur.

M. le président. La parole est à M. Jozeau-Marigné.

M. Jozeau-Marigné. Vous soulevez maintenant, monsieur le rapporteur, alors que nous avons discuté le fond, la question de la recevabilité. Je n'aime guère cette façon de faire. Nous avons plaidé le bien-fondé et le mal-fondé de la question. Il fallait poser au début ce problème de la recevabilité. Cela n'a pas été fait. Du fait que nous avons plaidé sur le fond, la recevabilité était tacitement admise. C'est le règlement! (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

Je me permets de dire, au surplus, qu'il ne s'agit pas d'un virement de chapitre à chapitre, puisqu'il s'agit de la répartition d'un même crédit. Je m'élève très fermement, mais très courtoisement, contre l'usage que l'on veut faire ici des articles 47 et 60 de notre règlement, et j'ose penser que mes collègues de la commission de la reconstruction trouveront là une occasion nouvelle de s'associer autour de mon amendement.

M. le président. Je vais donc consulter le Conseil sur la question de recevabilité, qui vient d'être posée par M. le rapporteur de la commission des finances.

M. le rapporteur. La prochaine fois, monsieur le président, je demanderai la parole plus tôt afin de soulever tout de suite cette question.

M. le président. L'interprétation — que je ne discute pas — de la commission des finances est qu'il s'agit là d'un virement de chapitre à chapitre. En vérité, il semble bien que non, puisque l'opération se passe à l'intérieur d'un même chapitre, et non pas d'un chapitre à un autre.

Mais il y a une condition suspensive: cette appréciation doit être soumise au jugement de l'Assemblée, laquelle, en cette matière, est souveraine.

La commission des finances est souveraine jusqu'au moment où il y a litige sur la recevabilité. C'est pourquoi, je suis obligé de demander au Conseil de se prononcer sur le point suivant: le transfert de *a*) à *b*) des six milliards proposés par l'amendement de M. Jozeau-Marigné, dans l'article 12, doit-il être considéré comme un transfert de chapitre à chapitre, ce qui le fait tomber sous le coup de l'article 60 et le rend irrecevable ? Au contraire, s'agissant d'un transfert à l'intérieur d'un article, le Conseil considère-t-il l'amendement comme recevable, contre l'avis de la commission des finances ?

M. le rapporteur. Dans ces conditions, je suis obligé de demander le renvoi en commission.

M. Léo Hamon. Je demande la parole, pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Léo Hamon.

M. Léo Hamon. Par une déformation professionnelle, dont je m'excuse, j'ai l'habitude de lire les textes que l'on invoque.

L'article 60, paragraphe 3, du règlement est ainsi conçu:

« Les amendements tendant à porter la dotation d'un chapitre au-delà du chiffre le plus élevé de ceux dont l'initiative... sont irrecevables et ne peuvent être mis aux voix par le président, à moins qu'il ne s'agisse d'un transfert de crédit d'un chapitre à un autre. »

Est-ce bien cette disposition que vous invoquez ?

M. le rapporteur. Oui.

M. Léo Hamon. J'indique donc que la notion de transfert d'un chapitre à un autre n'intervient pas comme cause d'irrecevabilité mais comme une exception à l'irrecevabilité et que, par conséquent, — je m'en excuse et je fais appel à l'arbitrage de M. le président, — il n'est pas possible d'invoquer cette notion de transfert d'un chapitre à un autre autrement que pour soustraire précisément un amendement à toute irrecevabilité.

M. le rapporteur. Je n'invoque pas le transfert d'un crédit mais le virement d'un crédit.

M. Léo Hamon. Qu'il s'agisse d'un transfert ou d'un virement c'est exactement la même chose aux termes du texte que je viens de lire!

M. Abel-Durand. Quelle différence y a-t-il entre un transfert et un virement ?

M. le président. Le renvoi à la commission de l'article 12 et des amendements qui s'y réfèrent a été demandé par M. le rapporteur.

Ce renvoi est de droit.

M. de Montalembert. Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. de Montalembert.

M. de Montalembert. A quel moment M. le rapporteur désire-t-il réunir la commission ?

Nous voulons tous faire notre devoir, mais demain j'ai l'honneur de rapporter le budget de l'agriculture et j'estime qu'il n'est pas possible de réunir la commission des finances à six heures du matin pour reprendre la séance publique à quinze heures. (*Très bien! très bien!*)

Si M. le rapporteur demande le renvoi en commission, c'est qu'il sait ce qu'il fait; il n'a qu'à demander une suspension de séance, pendant laquelle nous nous réunirions en commission. Il n'est pas possible de continuer à travailler dans ces conditions! (*Applaudissements.*)

M. le rapporteur. Monsieur de Montalembert, ce n'est pas moi qui ai demandé que l'on revienne sur la décision du Conseil de ne pas siéger au delà de minuit. Je regrette que l'on travaille la nuit au lieu du jour.

M. de Montalembert. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. de Montalembert.

M. de Montalembert. Je me permets, en ma qualité de président de la commission du règlement, de rappeler à M. le rapporteur que l'Assemblée est toujours maîtresse de son ordre du jour; je n'ai donc rien à dire sur le fait qu'elle ait décidé de siéger cette nuit..

On me permettra cependant de déclarer à titre personnel que si j'avais été alors en séance, je n'aurais certainement pas voté de cette façon, car nous somme tous payés pour savoir que ceux qui demandent des séances de nuit habituellement n'y assistent pas! (*Très bien! très bien!*)

En second lieu, monsieur le président, je me permets, avec beaucoup de respect, de faire cette suggestion: vous avez demandé tout à l'heure une suspension de séance qui s'imposait. M. le rapporteur, en demandant le renvoi à la commission des finances, savait-il ce qu'il faisait ? Il devait mesurer les conséquences que pouvait avoir son acte. Dans ces conditions, il peut parfaitement proposer, à l'heure actuelle, de réunir la commission des finances, auquel cas je vous demanderais, monsieur le président, de bien vouloir suspendre la séance afin que nous puissions faire notre travail à la commission sans attendre sept heures du matin.

Sinon, le rapporteur du budget de l'agriculture ne serait pas à même de rapporter à la séance de cet après-midi.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Monsieur le président, je ne voudrais pas prolonger ce débat.

M. le président. C'est une réaction en chaîne à laquelle il fallait s'attendre. (*Rires.*)

M. le rapporteur. La commission des finances n'a pas de raison de modifier la position nette et formelle qu'elle a prise il y a huit jours. Par conséquent, je renonce à la demande de renvoi que j'ai formulée tout à l'heure et la discussion peut être reprise.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Mes chers collègues, je crois avoir fait suffisamment connaître ma position dans ce débat pour n'avoir pas à y revenir.

Je ne retire rien de ce que j'ai dit et je m'en remets à la sagesse du Conseil.

M. Alain Poher. Je demande la parole pour répondre au ministre.

M. le président. La parole est à M. Poher.

M. Alain Poher. Avant de voter, je voudrais bien savoir de quoi il s'agit. Je demande à M. le ministre d'essayer de me répondre, bien que cela ressortisse à la pure technique financière. La question est très importante car cela lie le principe du « chapitre » ou du « non chapitre ».

Les crédits qui figurent aux alinéas *a*, *b* et *c* doivent-ils être considérés comme bloqués pour une des causes indiquées ? Par exemple, si, pour une raison quelconque, 10 milliards n'étaient pas dépensés sur le crédit figurant à l'alinéa *a* ces 10 milliards pourraient-ils, sans autorisation législative, être reportés sur un autre alinéa ?

Si cette opération est possible, c'est qu'il ne s'agit pas de véritables chapitres. Dans ces conditions, il aurait été inutile de discuter si longtemps sur ce point.

M. le rapporteur. Les virements peuvent être opérés par décret après avis conforme des commissions de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République.

M. le président. Je demande la permission de rappeler au Conseil la jurisprudence constante en matière d'application du texte réglementaire auquel a fait tout à l'heure allusion M. Léo Hamon, en lui donnant peut-être un sens différent. Les transferts de chapitre à chapitre, autorisés par l'article 60, sont des changements d'imputation comptable ne modifiant pas la nature de la dépense. Les virements d'un chapitre à un autre ayant pour but de réduire une dépense donnée pour en accroître une autre ne sont pas autorisés, parce que assimilés à des initiatives de dépenses interdites par la Constitution, à l'Assemblée nationale aussi bien qu'au Conseil de la République.

M. le rapporteur. C'est ce que je disais en faisant la différence entre le transfert et le virement.

M. le président. Il convient donc que nous sachions s'il s'agit d'un transfert de chapitre à chapitre ou d'un virement d'un chapitre à un autre; dans ce dernier cas, l'amendement ne serait pas recevable.

M. le rapporteur. La commission s'est déjà prononcée.

M. le président. Ce n'est pas en vertu de l'article 60 que la commission pouvait imposer son interprétation; elle la proposait seulement à l'Assemblée.

M. le rapporteur. C'est l'article 47 qui devrait jouer.

M. Jozeau-Marigne. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jozeau-Marigné.

M. Jozeau-Marigné. Je voudrais apporter un peu de clarté. Si M. le rapporteur est d'accord pour ne plus soulever l'exception d'irrecevabilité — ce que je le prie de confirmer — l'Assemblée n'aura plus qu'à statuer sur le bien-fondé de l'amendement que j'ai eu l'honneur de lui soumettre.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission n'est pas opposée au bien-fondé de l'amendement. Elle a signalé qu'il était irrecevable. Elle a opposé cette irrecevabilité à M. Marrane et à d'autres collègues en commission des finances. S'il est mis aux voix, votre rapporteur ne s'opposera pas au principe puisque la commission des finances a clairement précisé qu'elle désirait une augmentation des crédits affectés à l'accession à la propriété; mais il pense qu'il appartenait au ministre de prendre l'initiative correspondante, après l'injonction votée par le Conseil. C'est une question de procédure et non pas une divergence quant au fond, sur lequel nous sommes bien d'accord.

M. le président. Monsieur le rapporteur, vous venez de dire que vous n'êtes pas opposé au fond, mais que vous opposez une question d'irrecevabilité.

Je vais donc consulter le Conseil sur la recevabilité de l'amendement de M. Jozeau-Marigné.

M. Abel-Durand. Je demande un scrutin.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de scrutin présentée par le groupe des indépendants.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre de votants	306
Majorité absolue	154
Pour l'adoption	304
Contre	2

Le Conseil de la République a décidé que l'amendement n'était pas irrecevable.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement de M. Jozeau-Marigné.

Je suis saisi d'une demande de scrutin présentée par le groupe des indépendants.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre de votants	310
Majorité absolue	156
Pour l'adoption	252
Contre	58

Le Conseil de la République a adopté.

Par voie d'amendement (n° 56), MM. Marrane, Dupic et les membres du groupe communiste proposent, à l'article 12, de compléter l'alinéa *a*) de cet article par les dispositions suivantes:

« Il sera institué une commission de contrôle des opérations réalisées au titre du secteur industrialisé, présidée par M. le ministre ou son représentant, avec la composition suivante:

« Deux députés;

« Deux sénateurs;

« Un architecte désigné par ses pairs;

« Quatre délégués des organismes d'H. L. M. élus par chacune des fédérations intéressées;

« Et une personnalité compétente désignée par M. le ministre de la reconstruction et du logement. »

La parole est à M. Marrane.

M. Georges Marrane. D'après cet article, un crédit de 29 milliards 570 millions de francs est destiné à permettre le lancement d'un programme de 15.000 logements au titre du secteur industrialisé.

Dans l'exposé des motifs de cet article on peut lire que trois expériences ont déjà été tentées à Saint-Etienne, Angers et Pantin et que des économies très substantielles ont été enregistrées. Je pense donc qu'il est utile que les conditions dans lesquelles ces économies ont été obtenues soient connues de tous les organismes d'habitations à loyer modéré ainsi que du Parlement.

C'est pourquoi je ne pense pas que M. le ministre ait l'intention de dissimuler quoi que ce soit de ces opérations qu'il affirme avantageuses et économiques. D'après l'exposé des motifs, on donne même, paraît-il, à meilleur prix des logements plus confortables que ceux construits normalement par les offices d'habitation à loyer modéré.

Dans ces conditions, je demande que le bénéfice de ces opérations, du point de vue technique, du point de vue de l'économie, puisse être apprécié par une commission dans laquelle seraient présents, sous la direction de M. le ministre de la reconstruction ou de son représentant: deux députés, deux sénateurs; l'architecte désigné par ses pairs, quatre délégués des organismes d'habitations à loyer modéré élus par chacune des fédérations intéressées et une personnalité compétente désignée par M. le ministre de la reconstruction et du logement.

Je ne pense pas qu'il y ait un inconvénient quelconque à désigner une telle commission qui deviendra, si les indications contenues dans le rapport du ministère de la reconstruction et du logement sont exactes, un moyen de propagande considérable pour la réalisation de constructions dans ce secteur industrialisé.

M. le président. Quel est l'avis de la commission des finances ?

M. le rapporteur. Mesdames, messieurs, je pense que ce n'est pas le moment de voter une telle disposition. Je suis personnellement convaincu, car l'occasion m'a été donnée de le constater, que les parlementaires peuvent parfaitement se rendre compte des résultats obtenus. J'aurais souhaité que M. le ministre nous fournisse des explications un peu plus complètes à ce sujet et qu'il nous indique les critères qui sont à la base du choix des implantations de ces constructions.

Sous le bénéfice des explications de M. le ministre, je pense que M. Marrane voudra bien retirer son amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Il y a déjà une commission interministérielle des prix. Les projets de constructions viennent devant elle. Il en est de même pour les constructions des habitations à loyer modéré. J'estime que vous avez largement satisfaction.

M. Denvers. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. Je pense que notre collègue a satisfaction puisque je me souviens qu'à la dernière réunion de la commission de la reconstruction, nous avons décidé d'instituer une délégation qui se rendrait sur place pour constater les travaux effectués dans un certain nombre de villes afin de se rendre compte de ce qui se passe et des résultats de l'expérience du secteur industrialisé.

Je signale qu'à l'Assemblée nationale une commission spéciale a été instituée en vue d'un voyage d'études à travers les villes où l'on construit avec des crédits spéciaux d'habitation à loyer modéré.

M. Marrane. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Marrane.

M. Georges Marrane. J'ignorais que la commission de la reconstruction avait décidé de désigner une délégation pour faire ces études. A la suite de cette information, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

Par voie d'amendement (n° 51) MM. Georges Boulanger et Jaouen proposent de compléter l'alinéa *b* par les dispositions suivantes:

« Un tiers de ces crédits est affecté, par priorité, aux opérations effectuées dans les communes rurales (moins de 2.000 habitants) agglomérées au chef-lieu. »

La parole est à M. Boulanger pour défendre l'amendement

M. Georges Boulanger. Je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

Je n'ai plus d'amendement sur l'article 12 modifié par le vote de l'amendement de M. Jozeau-Marigné.

Je le mets aux voix.

(*L'article 12, ainsi modifié, est adopté.*)

M. le président. Par amendement (n° 19) M. Léo Hamon propose de compléter cet article 12 par les dispositions suivantes:

« Sur le montant de 90 milliards des autorisations de programme accordées pour l'année 1954 au titre des opérations à réaliser en application de la législation sur les habitations à loyer modéré, une somme de 1 milliard au moins sera affectée à la construction de logements de secours.

« Ces logements pourront être édifiés dans les agglomérations où la crise du logement touche plus particulièrement les catégories sociales les plus défavorisées. Le ministre de la reconstruction et du logement établira, en liaison avec les collectivités locales intéressées, un plan de répartition des programmes nécessaires.

« Les prêts de l'Etat seront accordés soit aux offices et sociétés d'H. L. M., soit aux communes. Ils pourront couvrir la totalité du coût des opérations d'acquisition et d'aménagement des terrains, ainsi que de la construction des nouveaux immeubles.

« Les caractéristiques techniques, le prix de revient maximum et les conditions d'attribution des logements à édifier dans le cadre de ces dispositions seront fixés par arrêtés du ministre de la reconstruction et du logement, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget. »

La parole est à M. Léo Hamon.

M. Léo Hamon. Cet amendement fait suite aux observations que j'ai présentées dans la discussion générale au cours de laquelle j'ai demandé au Gouvernement la construction de logements de secours.

Examinant une suggestion qui lui était faite par M. Canivez à propos de l'article 4, M. le ministre m'a partiellement répondu en admettant, si je l'ai bien compris, qu'il y avait au moins quelque chose à faire dans la voie que j'avais indiquée, mais qu'il se demandait s'il fallait aller aussi loin.

Je rappellerai donc à M. le ministre que l'inspection générale des finances, dans son rapport de décembre 1952 — qu'il connaît certainement mieux que moi — a constaté que la prime n'avait jusqu'à présent trop souvent servi qu'à loger les personnes les plus fortunées. De même, des sondages effectués auprès de 100 ménages, candidats à l'attribution de logements, ont prouvé que 8 p. 100 seulement des ménages interrogés disposaient de 100.000 à 300.000 francs et que 3 p. 100 seulement disposaient de plus de 300.000 francs. Je cite ces chiffres pour confirmer ce que je disais cet après-midi dans la discussion générale, à savoir qu'un trop grand nombre d'avantages et de faveurs que nous instituons risquent de s'ajouter aux faveurs préexistantes du sort, et de laisser sans secours ceux pour qui le sort n'a pas eu de faveurs préalables.

Je me tourne donc vers vous, monsieur le ministre, pour vous redire combien la situation est grave, tragique même pour beaucoup. Vous avez vu sans doute ce « cahier noir » édité par l'Office d'habitations du département de la Seine, qui mérite bien son titre et porte en sous-titre « Descente aux enfers des mal-logés et des sans-logis ». Vous l'avez probablement lu. Vous avez d'ailleurs parlé de la détresse et des difficultés de la région parisienne en des termes dont je veux très sincèrement vous remercier, persuadé d'être ici l'interprète de mes autres collègues parisiens présents, car nous avons remarqué fort bien tout ce que vous tentez de faire pour notre région parisienne. Mais je dois le dire, rien de ce qui est envisagé par vos mesures ne me paraît encore à la mesure du problème et au rythme de son angoisse. Certes, vous avez parlé de sociétés d'habitations à bon marché économiques, mais cela encore risque d'être long, cela risque fort de ne pas répondre assez tôt au drame que j'évoquais à l'instant. Vous avez indiqué, il est vrai, dans votre observation à propos de l'article 4, et comme une objection faite à ma suggestion, que l'on ne pouvait pas envisager de construire des logements qui ne seraient pas durables et pourvus d'un certain confort.

Mon amendement vous permet, je crois, monsieur le ministre, d'échapper à cette objection. Je suggère en effet que les conditions de salubrité et de confort de ces logements soient fixées par arrêté, afin que vous n'ayez jamais à vous exposer à autoriser la construction de ce que vous n'auriez pas vous même jugé en rapport avec un certain « minimum vital de confort ». Prévoyez donc par arrêté un minimum et, si vous le voulez, si vous estimez que vos études et programmes ne sont point encore prêts pour cela, substituez même à l'obligation d'affecter un milliard, que je demande dans mon amendement, la simple faculté de le faire.

Mais retenez, je vous le demande très instamment, retenez de cette discussion, retenez des détresses que vous ne contestez pas vous-même, la nécessité de faire dès à présent quelque chose.

Un milliard d'affectation, ce serait, avec des constructions à prix réduit, durables, salubres, même si elles ne sont pas pourvues de tout l'équipement de confort, la possibilité d'édifier rapidement en un an 8.000 logements de secours. Au moment où nous sommes justement émus de voir que tel sinistre a subitement privé de logements telle population d'une région éprouvée, nous ne pouvons pas rester inactif, je dirai même: nous ne pouvons pas rester patients devant le sinistre permanent qui prive de tout logement des millions et des millions de Français. En conscience, ils ne peuvent attendre davantage.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Monsieur le président, la commission est extrêmement favorable à l'idée développée par M. Léo Hamon. Elle n'a pas eu le temps de prendre connaissance de cet amendment, mais je suppose qu'elle l'approuverait. Elle se demande toutefois si M. Léo Hamon, après les assurances de principe de M. le ministre, ne pourrait pas retirer son amendement pour que ce dernier puisse faire par la suite l'objet d'une étude précise; la question posée doit être résolue. Je l'ai moi-même posée il y a quelques mois à M. le directeur de la construction lors de sa dernière visite en Moselle dans la ville dont je suis le maire. Je lui ai signalé sur place le problème à résoudre par des solutions exceptionnelles à mettre au point par l'administration centrale.

J'aimerais que M. le ministre se prononçât sur le principe de cet amendement et je demanderai à M. Léo Hamon de retirer son amendement, car je crains que de telles improvisations de séance risquent de ne pas donner par la suite les résultats attendus.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. J'ai déjà donné, ainsi que le rappelait M. Léo Hamon à l'instant, des indications sur la position du Gouvernement, et singulièrement celle du ministère sur cette importante question.

Il y a tout un secteur de familles françaises qui n'ont pas actuellement de logis digne de ce nom, qui ne peuvent accéder à un logement ni par la voie d'accession à la propriété pure et simple, bien entendu, ni par la voie de crédits, parce que leur possibilité de salaire ne le leur permet pas.

J'ai dit tout à l'heure que le meilleur moyen de résoudre le problème c'était d'aller vite et de construire vite. Mais je reconnais que l'insistance de notre collègue Léo Hamon a tout de même un fond de vérité.

Il n'est pas possible, comme l'indiquait tout à l'heure M. Bousch, de faire quelque chose d'immédiat parce que cela nécessite une étude. On ne pourrait pas distraire un milliard pour faire des habitations à loyer modéré qui n'auraient pas les normes légales réglementaires actuelles. Il faut une formule. Je donne l'assurance à M. Léo Hamon, et à M. Bousch, qui a posé la même question, que cette étude sera faite. D'ailleurs, si nous passons la Méditerranée, les réalisations ont déjà commencé: en Algérie, nous avons un problème qui est de même nature, et nous allons, cette année, poursuivre certaines réalisations que j'ai déjà vues, où l'on arrive à faire des logements de 32 mètres carrés qui ne coûtent que 335.000 francs. Seulement, ce que l'on a pu faire sous le ciel de l'Algérie peut ne pas être réalisable sous le ciel de certaines provinces françaises. Peut-être que, dans certains secteurs plus favorisés par le climat, on peut trouver des solutions plus simples et moins onéreuses, mais les secteurs du Nord et de l'Est demandent une attention plus grande.

Aujourd'hui, il faudrait que nous nous entendions sur le confort et la durée. Même si nous réalisons des constructions qui doivent servir de relais, il faut qu'elles soient durables. D'autre part, ces constructions peuvent être durables sans que pour autant leur prix de revient soit élevé, grâce à l'utilisation de matériaux en grande série. Je crois tout de même qu'il ne faut pas négliger un certain confort et qu'il faudra rechercher des formules.

C'est dans cette direction que nous nous orientons et je crois qu'ainsi je donne satisfaction à l'espoir que nous avons tous, grâce à l'intervention de M. Hamon, de résoudre au plus tôt ce problème.

Je connais le livre noir, et j'ai aperçu l'exemplaire que M. Léo Hamon avait entre les mains. Il n'est pas besoin de s'y plonger pour se rendre compte qu'il y a un problème qu'il faut résoudre.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Léo Hamon. Dans l'intervention si humaine de M. le ministre, il y a deux choses que je veux retenir.

D'abord, cette notion d'assistance qu'il a admise. Oui, il y a une politique d'assistance-logement à promouvoir. Je vous remercie de le reconnaître.

Il y a aussi une question particulière que vous avez évoquée: vous avez parlé de la Méditerranée traversée; ceci me remet

en mémoire une discussion que nous avons eue ce matin à propos d'un autre budget. Vos ingénieurs ne sont pas seuls à traverser la Méditerranée pour aller étudier en Algérie le problème du logement, il y a aussi de nombreux Français nord-africains qui viennent en France métropolitaine, dont le logement pose des problèmes particuliers et pour lesquels vous serez peut-être amenés très vite à étudier ce problème de logements allégés et simplifiés afin de répondre aux besoins urgents d'hommes célibataires qui vivent dans les conditions abominables qui nous étaient rappelées ce matin.

Je voulais faire ces observations qui vont dans le sens de mon amendement mais point à l'encontre de votre observation.

Et je voudrais à présent vous redemander, compte tenu de votre défiance à l'égard des improvisations, si vous ne pourriez pas, le cas échéant, accepter mon amendement, à condition que soient supprimés dans le premier alinéa les mots « sera affecté » pour être remplacés par les mots: « pourra être affecté... », ce qui ferait passer la rédaction d'un caractère impératif, et qui peut vous gêner, à une faculté qui ne vous gênerait plus.

M. le président de la commission de la reconstruction. Non, nous ne pouvons pas le faire.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je me permets de vous demander de vouloir bien retirer votre amendement. Je vous garantis — et c'est bien dans ma pensée — que vos observations ne resteront pas lettre morte et que nous commencerons cette étude. Vous avez eu raison d'attirer l'attention sur la situation des Algériens qui travaillent dans la métropole et singulièrement dans la banlieue parisienne. Non seulement, ce problème nous préoccupe, mais nous nous en occupons déjà. Il s'agit aussi de loger des ouvriers du bâtiment et, en général, ces Algériens sont des ouvriers du bâtiment. Nous envisageons de construire des logements cloisonnés qui permettront d'installer ces ouvriers vivant en célibataires ici et nous ferons ensuite éclater les cloisons pour utiliser les logements à d'autres usages. Nous sommes dans la voie que vous imaginez et que nous allons tracer ensemble, si vous le voulez bien.

M. Léo Hamon. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Léo Hamon.

M. Léo Hamon. Je m'affranchirai et de la Constitution et de mon tempérament en exprimant ma confiance à M. le ministre. Je retire mon amendement avec l'espoir de le voir apporter, le cas échéant, une initiative législative dès que les études seront au point.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je voudrais indiquer à M. le ministre que ces études devraient, à mon sens, être liées à celles auxquelles il va être procédé à la suite du vote, par l'Assemblée nationale, de l'article 4 *bis* qui prévoit l'édification, pour loger les occupants des bâtiments provisoires, d'immeubles de transit en « dur ». Ces deux problèmes semblent aller de pair et une étude d'ensemble est à faire.

M. le ministre. J'en suis d'accord.

M. le président. « Art. 12 *bis*. — Par dérogation aux dispositions du décret n° 53-846 du 18 septembre 1953, les sociétés coopératives d'H. L. M. qui réalisent en location attribution une maison individuelle ou jumelle ou un immeuble collectif ou groupe d'habitation comportant moins de dix logements peuvent traiter de gré à gré les travaux correspondants, sous réserve de justifier auprès du chef des services départementaux du M. R. L. de la consultation d'au moins trois entreprises et de lui communiquer ensuite les marchés passés par elles pour leur exécution.

« Les sociétés anonymes ou coopératives d'H. L. M. qui envisagent la réalisation de groupes d'immeubles comportant au plus 50 logements, avec le bénéfice des primes à la construction et des prêts spéciaux du Crédit foncier, peuvent traiter les travaux correspondants par appels d'offres, sous le contrôle des chefs de services départementaux du M. R. L., dans la limite des prix maxima réglementaires. »

Par amendement (n° 55), MM. Georges Boulanger et Yves Jaouen proposent de rédiger ainsi le 2e alinéa de cet article:

« Les sociétés anonymes ou coopératives d'H. L. M. qui envisagent la réalisation de groupes d'immeubles comportant au plus 25 logements peuvent traiter les travaux correspondants par appel d'offres sous le contrôle des chefs des services départementaux du M. R. L. dans la limite des prix maxima réglementaires. »

La parole est à M. Boulanger.

M. Georges Boulanger. Monsieur le ministre, mes chers collègues, je voudrais tout de suite vous demander de modifier un peu cet amendement dans sa forme car ma pensée a été un peu trahie dans l'expression littérale de l'amendement. Il s'agit de simplifier l'article 12 *bis* et d'en assouplir le texte, compte tenu de l'inconvénient qu'il y a pour les organismes d'H. L. M., dans beaucoup de cas, à procéder sous la forme de l'adjudication.

En effet, si l'adjudication était, à l'origine, une sauvegarde, il apparaît actuellement que, dans les faits, c'est bien souvent un moyen qui n'est pas le moins onéreux. Pour cette raison, il faut laisser une certaine souplesse et la garantie que donnait l'adjudication, on la trouve dans un contrôle assez strict de l'administration et des marchés de gré à gré.

C'est pourquoi, allant un peu plus loin que l'article 12 *bis* (nouveau), tel qu'il figurait dans les propositions de la commission des finances, je vous demande de modifier un peu mon amendement et de l'admettre en considérant qu'il est le texte de l'article 12 *bis* (nouveau) intégral et non pas le deuxième alinéa — il supprime donc le premier alinéa — et, d'autre part, que c'est par erreur qu'est porté le chiffre de 25 logements. Il faut maintenir celui de 50 qui figure à l'article 12 *bis*. L'article 12 *bis* (nouveau) serait remplacé par les mots suivants: « Les sociétés anonymes ou coopératives d'H. L. M. qui envisagent la réalisation de groupes d'immeubles comportant au plus 50 logements peuvent traiter les travaux correspondants par appels d'offres, sous le contrôle des chefs des services départementaux du M. R. L., dans la limite des prix maxima réglementaires. »

Je vous demande donc de bien vouloir voter cet amendement.

M. Denvers. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. Je voudrais demander à mon collègue, M. Boulanger, parce que je ne suis pas tout à fait d'accord avec lui sur cet amendement tendant à supprimer ce membre de phrase: « ...avec le bénéfice des primes à la construction et des prêts spéciaux du Crédit foncier... », s'il croit utile qu'on ne demande pas aux coopératives de traiter par adjudication, mais qu'on leur permette de traiter ainsi par voie de gré à gré, quelle que soit la source de financement, caisse des dépôts et consignations ou autres; si vous leur donnez ces avantages, sans faire connaître la source de financement, il faut l'admettre, cela va de soi.

M. Georges Boulanger. Je suis pleinement d'accord avec M. Denvers.

Je ne parle pas dans mon texte des conditions de financement. Je dis: les sociétés anonymes ou coopératives d'H. L. M. qui envisagent la réalisation de groupes d'immeubles, etc. Il n'est pas question de financement. Il est donc plus large que le texte qu'on nous propose, car il s'applique à toutes les formes de financement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission n'a pas eu à en délibérer en réunion, mais elle ne s'oppose pas à l'amendement.

M. le ministre. Je n'y fais pas d'objection non plus.

M. le président. L'amendement se lirait donc comme suit:

« Rédiger ainsi l'article 12 *bis:*

« Les sociétés anonymes ou coopératives d'H. L. M. qui envisagent la réalisation de groupes d'immeubles comportant au plus cinquante logements peuvent traiter les travaux correspondants par appel d'offres sous le contrôle des chefs des services départementaux du M. R. L. dans la limite des prix maxima réglementaires. »

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets l'amendement aux voix dans la forme corrigée dont M. Boulanger vous a donné lecture.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Ce texte devient l'article 12 *bis*. Par voie d'amendement (n° 59), MM. Marrane, Dupic et les membres du groupe communiste proposent de compléter cet article 12 *bis* par la disposition suivante:

« La participation des employeurs de 1 p. 100 des salaires versée aux organismes d'habitation à loyer modéré le sera à titre de subvention. »

La parole est à M. Marrane.

M. Georges Marrane. L'objectif de mon amendement tend à mettre les organismes d'habitations à loyer modéré sur le même plan que les autres pour lesquels les patrons sont autorisés à accorder des subventions.

S'ils participent à une société d'économie mixte, à un comité paritaire du logement, cette participation est considérée comme subvention. Mais la participation aux offices d'habitations à loyer modéré est considérée comme prêt remboursable au bout de dix années.

Il y a là une différence que je ne comprends pas. Elle est d'autant plus anormale que si la cotisation patronale sert à loger le personnel dans des constructions faites en collaboration avec les patrons, cette cotisation est considérée comme subvention.

Si au contraire le personnel est logé par un office d'habitation, mais ne dépend pas du patron, la participation n'est plus considérée comme une subvention. Il y a là quelque chose de paradoxal. Je demande, par conséquent, que les offices d'habitations à loyer modéré soient considérés comme tous les autres organismes et reçoivent à titre de subvention la cotisation patronale.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. J'estime que M. Marrane a satisfaction; mais je serais heureux cependant de connaître l'avis de M. le ministre.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. J'indique à M. Marrane que le texte du décret et celui des circulaires lui donnent satisfaction. Si son amendement etait adopté, il viendrait moins d'argent au secteur des H. L. M. Ceux qui veulent faire bénéficier les offices d'habitations à loyer modéré de la cotisation de 1 p. 100 sur les salaires versés par leur entreprise peuvent le faire, notamment sous la forme de subvention.

S'ils désiraient utiliser une autre formule, ils ne pourraient plus le faire par l'adoption de l'amendement et moins d'eau arriverait au moulin des H. L. M.

Je vous demande, monsieur Marrane, de retirer votre amendement. Rien n'empêche actuellement de verser la cotisation de 1 p. 100 sous forme de subvention pour couvrir la part de 15 p. 100 qui n'est pas avancée par la caisse des dépôts et consignations.

M. Georges Marrane. Alors, voulez-vous m'expliquer pourquoi le versement de la cotisation patronale aux offices d'habitations à loyer modéré ne peut être effectué qu'à titre de prêts remboursables en dix ans ?

M. le ministre. Ou de subvention.

M. Georges Marrane. Je vous demande de vouloir bien revoir votre formule. Il y est question de prêts aux offices d'habitations à loyer modéré, remboursables en dix ans. C'est dans votre texte.

M. le ministre. En tout état de cause, les textes d'application fourniront un système plus libéral que celui qui apparaît à la lecture du texte.

M. le président. Maintenez-vous votre amendement, monsieur Marrane ?

M. Georges Marrane. Dès l'instant où M. le ministre m'indique que, selon lui — en tout cas, il le vérifiera — les cotisations patronales pourront être versées, à titre de subventions, aux offices d'habitations à loyer modéré, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

« Art. 12 *bis* A (nouveau). — Le Gouvernement devra, dans les moindres délais, et en tout cas avant la fin de l'année 1954, déposer un projet de loi portant refonte et, en tant que de besoin, réforme de la législation sur les H. L. M. afin de permettre l'adaptation aux nécessités présentes et le développement de l'action poursuivie par les H. L. M. ».

Par amendement (n° 22 rectifié), M. Léo Hamon propose de rédiger comme suit cet article:

« Dans un délai de trois mois à dater du vote du budget par le Parlement, le Gouvernement déposera un projet de loi portant réforme de la législation sur les habitations à loyer modéré, afin de permettre l'adaptation aux nécessités présentes et le développement de l'action poursuivie par les organismes d'H. L. M.; ce texte devra avoir été au préalable soumis à l'avis du conseil supérieur des H. L. M. »

La parole est à M. Léo Hamon.

M. Léo Hamon. Monsieur le président, il s'agit d'un groupe d'amendements, présentés sous la forme de plusieurs articles additionnels. Ceux-ci tendent, ainsi que des amendements identiques qui ont été, je crois, déposés par notre collègue M. Chochoy, à régler les rapports entre les offices d'habitations à loyer modéré et les sociétés d'économie mixte.

Je dirai que les préoccupations générales qui ont inspiré ces amendements s'apparentent, monsieur le ministre, aux craintes, exprimées tout à l'heure par M. Marrane, de voir les offices d'habitations à loyer modéré sacrifiés parfois aux sociétés d'économie mixte, et nous ne voulons pas qu'on délaisse ceux qui ont travaillé, avec le seul souci de leurs collectivités locales, au profit de ceux qui pourraient apporter dans la construction de logements d'autres mobiles moins désintéressés. Notre pensée est que ce sont, d'abord et par priorité, les administrateurs communaux et départementaux, ceux qui ont été désignés par les conseils municipaux, le conseil général et le préfet dans les conditions du décret de 1922, qui doivent demeurer au premier rang d'une activité désintéressée par vocation; ils l'auraient déjà menée à un plus grand succès s'ils avaient été convenablement aidés, et le souci sans doute légitime que vous avez de susciter de nouvelles activités par l'encouragement de sociétés mixtes ne saurait amener la disgrâce des offices communaux et départementaux ou l'abandon de leurs prérogatives. Il m'est revenu, à ce propos, monsieur le ministre — et je souhaite que vous avez l'occasion de le démentir en me répondant — il m'est revenu qu'une certaine psychologie restrictive et méfiante à l'égard des offices d'habitations à loyer modéré avait été jusqu'à faire envisager de retirer par décret à leurs conseils d'administration le droit d'attribuer des logements dans les immeubles qu'ils avaient construits, et je voudrais vous entendre dire — je n'ai pas déposé d'amendement, mais je suis attentif à votre pensée à ce sujet — que vous demeurerez le gardien vigilant des droits des offices d'habitations à loyer modéré, organismes spéciaux, mais indissolublement liés à l'ensemble des franchises locales auxquelles nous sommes si profondément attachés.

Mon amendement (n° 22) prévoit la nécessité d'une codification d'ensemble de la législation applicable, sa complexité est telle que l'article proposé peut se passer de commentaires. M. le rapporteur me dira, je le sais, que la commission a déjà prévu cette codification. Je lui demande, dans ces conditions, de ne retenir de mon amendement que le délai fixé à l'avance pour une entreprise pratiquement nécessaire.

M. le président. Deux autres amendements portant sur le même article sont assez voisins de celui de M. Hamon pour qu'il soit possible d'instituer une discussion commune.

Par amendement (n° 15) M. Chochoy et les membres de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre proposent à la 2e ligne de cet article, de remplacer le mot: « refonte », par le mot « codification ».

Par amendement (n° 5) MM. Denvers et Chochoy proposent de compléter cet article par la disposition suivante:

« Ce texte devra avoir été au préalable soumis à l'avis du conseil supérieur des H. L. M. »

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. L'amendement de M. Chochoy n'a pas besoin d'explication et je l'accepte tout de suite.

M. le président de la commission de la reconstruction. Je remercie M. le rapporteur, car je n'ai pas l'intention à cette heure de faire de longs discours!

M. le rapporteur. Je voudrais dire à M. Denvers, au sujet de l'amendement n° 5, que la disposition qu'il propose d'ajouter confirme une obligation existante.

En ce qui concerne l'amendement de M. Hamon et le délai de trois mois, je suis obligé de dire qu'après consultation des services compétents du ministère de la reconstruction, la commission des finances a renoncé à prévoir un délai aussi court.

Je ne crois pas qu'il soit opportun d'insérer dans les textes législatifs des injonctions de ce genre, lorsque nous savons par avance qu'elles ne pourront pas être tenues. Elles auront simplement pour effet d'infliger un désaveu au Parlement. L'Assemblée nationale, dans un vote récent, a condamné cette manière de faire.

M. Denvers. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Denvers, pour défendre son amendement.

M. Denvers. Monsieur le rapporteur de la commission des finances, je ne crois pas que le ministre ait l'obligation de consulter le conseil supérieur des habitations à loyer modéré. Cette obligation ne figure dans aucun texte. Si elle va de soi, il n'y a pas d'inconvénient à l'insérer dans un texte.

M. Léo Hamon. Si M. le ministre indiquait un autre délai, on pourrait le substituer à celui de trois mois qui figure dans mon amendement. Car je ne vois pas quel inconvénient il y aurait à fixer un délai. C'est de pratique courante.

M. le rapporteur. Le texte de la commission précise: « avant la fin de 1954 »; les services du ministère m'avaient assuré que ce délai était raisonnable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Le Gouvernement n'y voit pas d'objection.

M. le président. Monsieur Chochoy, maintenez-vous votre amendement ?

M. le président de la commission de la reconstruction. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement de M. Chochoy est retiré. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement de M. Denvers ?

M. le ministre. Je l'accepte.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission l'accepte également.

M. Léo Hamon. J'ai demandé à M. le ministre s'il avait une objection à mon délai ou à tout autre délai plus bref que l'année 1954.

M. Alain Poher. Disons six mois.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Je ne veux pas faire de transaction, mais je préférerais six mois pour être sûr de tenir le délai.

M. le rapporteur. Monsieur le ministre, nous avions mis l'expression « dans les moindres délais et, en tout cas, avant la fin de 1954 ». Cela nous paraissait beaucoup plus raisonnable que les mots « dans les six mois ».

M. Denvers. Si c'est trop court, on risque d'avoir un monstre!

M. Léo Hamon. Je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement de M. Hamon est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement de M. Denvers, le seul qui soit maintenu.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 12 *bis* A (nouveau) ainsi complété.

(*L'article 12 bis A (nouveau) ainsi complété est adopté.*)

M. le président. Par amendement (n° 23), M. Léo Hamon propose d'insérer un article additionnel 12 *bis* C (nouveau) ainsi conçu :

« Par dérogation aux dispositions de la loi modifiée du 24 juillet 1867, le conseil d'administration des sociétés coopératives H. L. M. est habilité à vérifier et approuver les apports de terrains effectués au profit de ces organismes par leurs sociétaires, en vue de la réalisation d'opérations de location-attribution, sans qu'il soit nécessaire qu'une assemblée générale se prononce à cet égard. »

La parole est à M. Léo Hamon.

M. Léo Hamon. Cet amendement se relie à l'esprit que j'ai indiqué et tend à faciliter pour les sociétés coopératives constituées la réalisation d'un apport de terrain.

Jusqu'à présent, il faut vérifier l'apport, conformément au droit commun des sociétés, prévoir une réunion de l'assemblée générale. C'est là une procédure normale pour une société qui reçoit un apport de terrain comme un apport exceptionnel et lucratif, à propos duquel il convient de prévenir avec le plus de rigueur possible les tromperies et les exagérations possibles.

Mais ce contrôle est beaucoup trop lourd lorsqu'il s'agit de sociétés exemptes de but lucratif et pour lesquelles l'apport de terrain est une éventualité qui peut se réaliser assez souvent.

Telles sont les raisons de la simplification suggérée.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Mes chers collègues, j'avais personnellement déposé le même amendement à la commission des finances et, après consultation du ministère, nous y avions renoncé.

Nous pensions qu'il s'agissait de la mise au point de textes législatifs qui n'entre pas dans le cadre des discussions budgétaires.

Je n'opposerai pas à M. Hamon l'article 60, bien que cela soit possible, et je laisse au Conseil le soin de décider.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Je reconnais l'intérêt de l'article: on veut hâter les opérations afin de gagner du temps.

Seulement, il y a tout de même un certain danger à introduire immédiatement dans les textes un article comme celui-là. Nous venons de voter, tout à l'heure, un article qui prévoit une refonte des organismes d'habitations à loyer modéré et de leur fonctionnement. C'est dans cette refonte qu'il faudra introduire cette disposition ou une disposition approchée.

Je crois qu'il serait préférable d'opérer ainsi, sinon je craindrais qu'à travers ce crible élaboré un peu hâtivement ne passent des choses que nous pourrions regretter ensuite.

M. Denvers. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. Je voudrais demander au Gouvernement et à M. Hamon s'ils ne veulent pas accepter une transaction. Un texte comme celui-ci est assez dangereux, car il s'attaque aux principes mêmes de sociétés qui doivent réunir leur assemblée générale pour traiter une opération.

D'autre part il est certain — M. le ministre vient de le dire — que cela peut gêner des opérations en augmentant le délai nécessaire pour les réaliser. Pour la moindre parcelle de terrain apportée par un coopérateur ou un adhérent, il faut réunir une assemblée générale extraordinaire. Si le quorum n'est pas atteint, il faut recommencer et cela peut demander pas mal de temps.

Aussi je propose une transaction sur la base du texte suivant: « Par dérogation aux textes légaux actuellement en vigueur et, en particulier, par dérogation aux dispositions de la loi modifiée du 24 juillet 1867, le conseil d'administration des organisations d'habitations à loyer modéré pourra recevoir délégation de l'assemblée générale, et dans les conditions expressément visées par elle, en vue d'être habilité, etc... ». Une seule assemblée générale suffira donc, après délégation donnée au conseil d'administration, pour traiter les opérations.

M. le ministre. Je préférerais étudier de plus près cette délicate question en accord avec la commission de la reconstruction du Sénat. M. Léo Hamon pourra être informé de nos travaux et les suivre. Ce serait beaucoup plus prudent.

M. le président de la commisison de la reconstruction. D'accord!

M. le président. L'article 60 du règlement s'applique, ainsi que M. le rapporteur l'a fait observer, à l'amendement de M. Léo Hamon. L'amendement est donc irrecevable.

Par amendement (n° 24), M. Léo Hamon propose d'insérer un article additionnel 12 *bis* D (nouveau) ainsi conçu :

« Toute disposition législative ou réglementaire ayant pour but, et sous quelque forme que ce soit, de faciliter la construction de logements familiaux, qui a été ou sera prise soit par une collectivité locale ou départementale, soit par une organisation à caractère publique, sous contrôle de l'Eat, soit par l'Etat lui-même, qu'il s'agisse de subventions, de majorations de primes à la construction, d'aide à l'acquisition où à la mise en viabilité de terrains destinés à la construction ou de relèvement des plafonds des prêts et, d'une manière générale, toutes les formes d'aide financière ou fiscale sera *ipso facto* étendue dans les mêmes conditions, à l'ensemble des organismes régis par la législation d'habitations à loyer modéré (location simple ou accession à la petite propriété). »

La parole est à M. Léo Hamon.

M. Léo Hamon. Excusez-moi de dire très respectueusement combien il est vraiment désagréable de devoir penser que la rigueur dans l'application de l'article 60 est nécessairement fonction de l'heure à laquelle vient le débat.

M. le président. Mais non!

M. Léo Hamon. J'ai conscience de l'heure très défavorable à laquelle je présente cet article additionnel et j'y apporte beaucoup d'humilité, tout en sachant bien que la codification décidée ne permettra pas au Gouvernement de réaliser des modifications aux règles législatives applicables. Car vous ne pourrez pas, monsieur le ministre — je vous rends attentif à cela — en vertu des pouvoirs qui vous ont été donnés, modifier de vous-même quoi que ce soit. Il est, par conséquent, regrettable que nous ne réalisions pas dès maintenant, par voie législative, quelques unes des modifications que vous serez empêché de faire seul demain.

C'est pourquoi j'insiste pour demander au Conseil d'adopter l'article que je propose et dont l'esprit est parfaitement simple, puisqu'il tend à accorder automatiquement aux offices d'H. L. M. tous les avantages consentis aux sociétés mixtes. C'est une sorte de clause de la nation la plus favorisée que je propose d'instituer.

M. Abel-Durand. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Abel-Durand.

M. Abel-Durand. S'il s'agit seulement de codification, il existe près de la présidence du conseil une commission qui a précisément pour rôle d'assurer la codification des textes existants et elle s'est penchée sur le problème de l'habitation.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. L'article 12 *bis* A introduit par la commission des finances a une portée plus grande. Il y est prévu le dépôt d'un projet de loi portant refonte et, en tant que de besoin, réforme de la législation sur les H. L. M., afin de permettre l'adaptation aux nécessités présentes et le développement de l'action poursuivie par les H. L. M.

Ce texte a une signification assez large et permet au Gouvernement de prendre toutes initiatives nécessaires.

M. le ministre. Je confirme les paroles de M. le rapporteur.

M. Léo Hamon. Dans ces conditions, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

Je n'applique nullement, monsieur Hamon, l'article 60 en fonction de l'heure, mais nous n'avons jamais eu, dans un

projet, autant d'articles addditionnels dont la plupart étaient tels qu'il tombaient sous le coup de l'article 60.

Nous arrivons à l'article 12 *ter*.

« Art. 12 *ter*. — L'article 3 du décret n° 53-717 du 9 août 1953 modifié par le décret n° 53-985 du 30 septembre 1953 est complété par l'alinéa suivant:

« La commission émet son avis avant que le sinistré fasse connaître son option entre les trois méthodes d'indemnisation et en tenant compte notamment des listes de mobilier détruit figurant au dossier précédemment constitué. »

Par amendement (n° 40), M. Dupic et les membres du groupe communiste proposent d'insérer en tête de cet article les dispositions suivantes:

« L'article 1er du décret n° 53-717 du 9 août 1953 modifié par le décret n° 53-985 du 30 septembre est supprimé et remplacé par l'alinéa suivant:

« Lorsque le sinistré mobilier demande le bénéfice du 3° de l'alinéa précédent son option n'est irrévocable qu'après que celui-ci ait reçu de la part du ministre de la reconstruction et du logement ou de son délégué la notification de son classement dans l'une ou l'autre des trois catégories prévues par l'article 3 ci-dessous et qu'il ait accepté. »

La parole est à M. Dupic.

M. Dupic. Je n'ai rien à ajouter au texte de mon amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. M. Dupic a satisfaction, en raison du vote par l'Assemblée nationale de l'amendement de M. Crouzier. D'ailleurs, c'est bien ainsi que votre commission des finances l'a entendu: l'option du sinistré n'est définitive que lorsqu'il a eu connaissance du classement proposé par l'administration et de l'avis émis à ce sujet par la commission compétente.

Par conséquent, je demande à M. Dupic de vouloir bien retirer son amendement.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Dupic. Je le retire, après les explications de M. le rapporteur.

M. le président. L'amendement est retiré.

Par amendement (n° 27), MM. Denvers et Chochoy proposent de compléter l'article 12 *ter* comme suit: « Les déclarations d'option émises par les sinistrés avant la promulgation de la présente loi sont considérées comme nulles et non avenues ».

La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. Un grand nombre de sinistrés ont déjà fait connaître leur option. Va-t-on considérer comme valables les options données avant l'entrée en application de la loi ?

M. le rapporteur. Il va de soi que les options émises jusqu'ici par les sinistrés ont un caractère provisoire.

M. le ministre. Pour moi aussi, erreur n'est pas compte, et nous permettrons la reprise d'une option déjà donnée dans le cas où le sinistré n'aurait pas eu connaissance des facilités que lui donnait la loi.

M. Denvers. Devant ces explication, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je demande à M. le ministre de me donner les assurances que j'ai déjà demandées concernant l'indemnisation des populations des régions frontières évacuées en septembre 1939, en faveur desquelles j'ai sollicité une particulière bienveillance de la part du Gouvernement et des services compétents.

M. le ministre. Les populations auxquelles s'intéresse M. le rapporteur bénéficient non d'une particulière bienveillance, mais de toute notre sollicitude. Nous prêterons attention aux propos de M. Bousch et la question sera traitée avec le plus large esprit de souplesse et d'équité.

M. le rapporteur. Je vous remercie monsieur le ministre.

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur l'article 12 *ter*.

Je le mets aux voix, dans le texte de la commission.

(*L'article* 12 ter *est adopté.*)

M. le président. « Art. 12 *quater*. — L'article 12 du décret n° 53-717 du 9 août 1953 est complété par un deuxième alinéa ainsi conçu:

« Après autorisation du ministre de la reconstruction et du logement, ces sinistrés pourront affecter ces indemnités, à la construction de logements économiques, sans que le bénéfice de ces indemnités de dommages de guerre puisse faire obstacle à l'octroi des primes à la construction ou des prêts des organismes d'H. L. M. » — (*Adopté.*)

Par amendement (n° 2), MM. Denvers et Chochoy proposent d'insérer un article additionnel 12 *quinquies* (nouveau), ainsi rédigé:

« Conformément aux dispositions de l'article 72 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 applicables à l'ensemble des organismes d'H. L. M. et de crédit immobilier, les effets susceptibles d'être souscrits par les offices publics d'H. L. M., en vue de réaliser les opérations visées par le texte susmentionné et par l'article 15 de la loi 52-5 du 3 janvier 1952, peuvent être utilisés en représentation d'avances de la Banque de France.

« Dans le délai d'un mois, à compter de la présente loi, une convention devra intervenir entre l'Etat français et la Banque de France en vue de rendre absolument et complètement effectives les dispositions de l'alinéa précédent. A l'expiration de ce délai d'un mois, les offices publics d'H. L. M. bénéficieront, de plein droit, du même régime que les sociétés d'H. L. M. pour l'obtention des prêts spéciaux du Crédit foncier de France et des ouvertures de crédit du sous-comptoir des entrepreneurs accordés en exécution des dispositions du décret n° 50-899 du 2 août 1950, modifié par le décret n° 52-52 du 15 janvier 1952 et du décret n° 53-200 du 16 mars 1953. »

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. L'article additionnel proposé par M. Denvers a reçu notre accord. Mais quelle que soit la position que nous prendrons à son sujet, il restera sans portée. En effet, nous ne pouvons pas imposer un texte aux autorités monétaires, puisqu'elles sont indépendantes. En conséquence, je demande à M. Denvers de retirer son amendement. J'ajoute d'ailleurs que la question a déjà été débattue précédemment.

M. le président. La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. On peut invoquer, je le sais, l'opposition même de la Banque de France, mais je n'oublie pas que nous avons unanimement voté un texte permettant aux offices intéressés de réaliser des opérations d'accession à la petite propriété par le système de prêts spéciaux. Ceci ressort de la loi. Seulement, nous n'arrivons pas à la faire respecter et M. Minjoz, à l'Assemblée nationale, a essayé de convaincre le Gouvernement de la faire appliquer.

M. le ministre a répondu: « ce n'est pas possible à partir du moment où la Banque de France s'y oppose » et, dans la réponse ministérielle, il était encore dit: « Puisqu'aussi bien vous ne pouvez traiter ces opérations avec vos offices, constituez des sociétés d'économie mixte ». Ces sociétés, nous les avons constituées. Le département a constitué sa société qui s'appelle l'office départemental d'H. L. M. La commune, pour construire des logements, a constitué sa société, qui s'appelle l'office municipal d'H. L. M. Or, malgré la loi, ces offices ne peuvent répondre aux besoins exprès des collectivités.

Je demande à M. le ministre d'inciter son collègue des finances à reprendre de nouvelles démarches auprès de la Banque de France pour persuader le gouverneur de celle-ci, d'une part, qu'il y a intérêt à ce que le texte voté par le Parlement soit appliqué et, d'autre part, qu'il y a intérêt, pour les offices, à ne pas jouer d'astuces ou de je ne sais quels procédés pour mener à bien la tâche qui leur est demandée par les collectivités départementales et communales.

M. le ministre a dit que, dans le département du Nord, nous nous en sommes tirés. C'est vrai, mais avec beaucoup de peine. Si nous avions eu l'autorisation d'émettre des effets, le travail aurait été plus facile et nous serions allés plus vite en besogne. Ce que je regrette, c'est que des textes parlementaires n'aient pu être appliqués.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Sur le fond, je répondrai encore une fois qu'il s'agit du statut de la Banque de France, qui est un organisme autonome, mais je suis tout disposé à continuer les démarches que j'ai entreprises dans ce sens. Je préférerais, pour faciliter ces démarches et ne pas en changer le sens, que vous retiriez votre amendement, ce qui, je crois, rendrait plus aisé, pour moi et pour d'autres, la poursuite de ces négociations très difficiles.

M. Denvers. Puisque vous entendez poursuivre ces négociations, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

Trois amendements pouvant être soumis à discussion commune proposent l'insertion d'un article additionnel 12 *sexies* (nouveau).

Le premier (n° 3), présenté par MM. Denvers et Chochoy, est ainsi rédigé:

« Les prêts spéciaux contractés par les organismes H. L. M. en application des dispositions de l'article 39 de la loi du 21 juillet 1950 et de l'article 72 de la loi 53-80 du 7 février 1953, peuvent donner lieu à l'octroi des bonifications d'intérêts prévues à l'article 30 de la loi 49-310 du 8 mars 1949.

« Les opérations réalisées dans ces conditions ne peuvent ouvrir droit au bénéfice des primes à la construction et l'octroi du prêt spécial n'est pas subordonné, en l'occurrence, à l'obtention préalable de la décision provisoire d'octroi de prime. »

Le deuxième (n° 20), présenté par M. Léo Hamon, est ainsi rédigé:

« Les prêts spéciaux contractés par les sociétés coopératives H. L. M., en application des dispositions de l'article 39 de la loi du 21 juillet 1950 et de l'article 72 de la loi 53-80 du 7 février 1953, peuvent donner lieu à l'octroi des bonifications d'intérêts prévues à l'article 30 de la loi 49-310 du 8 mars 1949.

« Les opérations réalisées dans ces conditions ne peuvent ouvrir droit au bénéfice des primes à la construction et l'octroi du prêt spécial n'est pas subordonné, en l'occurrence, à l'obtention préalable de la décision provisoire d'octroi de prime. »

Le troisième (n° 52), présenté par MM. Georges Boulanger et Jaouen, est ainsi conçu:

« Les prêts spéciaux contractés par les sociétés coopératives H. L. M., en application des dispositions de l'article 39 de la loi du 21 juillet 1950 et de l'article 72 de la loi 53-80 du 7 février 1953, peuvent donner lieu à l'octroi des bonifications d'intérêts prévues à l'article 30 de la loi 49-310 du 8 mars 1949.

« Les opérations réalisées dans ces conditions ne peuvent ouvrir droit au bénéfice des primes à la construction et l'octroi du prêt spécial n'est pas subordonné, en l'occurrence, à l'obtention préalable de la décision provisoire d'octroi de prime. »

La parole est à M. Denvers pour défendre son amendement.

M. Denvers. Je demande que les bonifications d'intérêt puissent intervenir en faveur des organismes d'habitations à loyer modéré, lorsque ceux-ci contractent des prêts spéciaux auprès du Crédit foncier, par exemple, au lieu de bénéficier des primes à la construction. Cette bonification d'intérêt nous est accordée lorsque nous obtenons des prêts de la caisse d'épargne.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Ces amendements peuvent se voir appliquer l'article 47, mais comme il y a une idée intéressante dans ces textes, je ne veux pas opposer brutalement cet article du règlement. Je ne veux pas vous renvoyer non plus au projet de refonte, mais c'est bien de cela qu'il s'agit puisque c'est une façon de faciliter le financement des organismes à loyer modéré.

Si vous le voulez, nous renverrons votre texte à cette étude générale, de façon à ne pas compliquer la situation du moment.

M. Denvers. Il y a une idée, en ce sens, monsieur le ministre, que la méthode la meilleure serait celle des bonifications plutôt que celle de la prime pour l'ensemble des opérations. Cela dit, je retire mon amendement.

M. Georges Boulanger. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Boulanger.

M. Georges Boulanger. J'accepte de retirer mon amendement, mais je tiens à préciser que je le retire en raison de la promesse que vient de faire M. le ministre d'inclure l'étude de cette question dans son projet de refonte.

Le point de vue de mon ami, M. Denvers, n'est pas pour moi tout à fait convaincant, étant donné que le fait d'obtenir des crédits normaux pour les habitations à loyer modéré sous la forme de l'accession, n'exclut pas de réclamer les bonifications d'intérêts qui amélioreront le fonctionnement des sociétés d'habitations à loyer modéré. Par conséquent, sans vouloir renoncer à cette demande des sociétés d'habitations à loyer modéré, je retire mon amendement.

M. Léo Hamon. Je retire également le mien.

M. le président. Les amendements sont retirés.

Par amendement (n° 4), MM. Denvers, Chochoy, Chazette, Darmanthé, Laffargue et les membres du groupe socialiste, et par amendement (n° 21), M. Hamon, proposent d'insérer un article additionnel 12 *septies* (nouveau) ainsi rédigé:

« La fonction d'administrateur de société immobilière d'économie mixte ou de société immobilière privée bénéficiant de facilités de crédit prévues à l'article 39 de la loi du 21 juillet 1950, au titre des prêts spéciaux à la construction, ne peut donner lieu à aucune rémunération en dehors du remboursement des frais engagés pour l'exercice de cette fonction.

« Il est interdit aux administrateurs des sociétés susvisées de vendre des immeubles directement ou indirectement auxdites sociétés et à leurs clients ou de passer avec ces sociétés et avec leurs clients des marchés de travaux ou de fournitures.

« Il est également interdit à ces administrateurs de recevoir directement ou indirectement, sous quelque forme que ce soit, même en prenant ou en conservant des intérêts dans une entreprise, un avantage quelconque de la part des personnes qui interviennent dans les ventes ou échanges d'immeubles passés avec les sociétés précitées ou avec leurs clients, ainsi que de la part des architectes et des entrepreneurs qui exécutent des travaux pour le compte de ces sociétés ou de leurs clients et d'une façon générale de tout fournisseur.

« Toute contravention aux interdictions qui précèdent est punie d'une amende de 5.000 francs à 10.000 francs et d'un emprisonnement de six mois à trois ans; la peine est doublée en cas de récidive. »

La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. On a imposé aux administrateurs des organismes d'habitations à loyer modéré un certain nombre de conditions: ils n'ont pas le droit d'être rémunérés; ils n'ont pas le droit de participer à des opérations de construction sous une forme ou sous une autre, directement ou indirectement. Nous demandons que les mêmes servitudes soient exigées des administrateurs des sociétés d'économie mixte, sociétés qui ont pour objet également la construction de logements.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement?

M. le ministre. Nous sommes précisément en train de rédiger le statut de ces sociétés d'économie mixte. Je ne crois pas qu'il faille aller aussi loin que vous dans cette voie, mon cher collègue. Pourtant « toute peine mérite salaire », mais il ne s'agit pas de transformer, soyez-en certains, les sociétés d'économie mixte en sociétés lucratives, en particulier pour les administrateurs.

La question est d'ailleurs très générale. Les sociétés d'économie mixte ne se vouent pas uniquement à la construction, elles ont d'autres vocations. D'autre part, en ce qui concerne les sociétés civiles, elles sont régies par la loi de 1867. Tout cela est encore assez compliqué, assez complexe.

Je ne voudrais pas vous opposer l'article 60, il serait cependant opposable en l'espèce. Je ne veux pas toujours vous dire que nous allons étudier cette question, car je partirais d'ici pliant sous un fardeau très lourd. Je tâcherai de relever ce fardeau dans les jours qui viennent, mais je vous en prie, ne compliquez pas notre tâche, qui est très délicate, en une matière qui nécessite une législation entièrement nouvelle.

J'ai dit à l'Assemblée nationale qu'il fallait revoir cette législation, très touffue. Nous allons faire la refonte des sociétés du secteur des habitations à loyer modéré, mais il y a aussi beaucoup de choses à faire dans le secteur « primes et prêts », qui est encore dans l'enfance. Il faudra que ce clavier difficile à manœuvrer mais dont on peut tirer certaines harmonies, soit repris, ajusté; certaines notes manquent, d'autres ne sont pas tout à fait justes; il faut du temps. Votre idée est juste, mais je ne sais pas s'il faut la pousser jusqu'au bout.

Nous allons essayer de réglementer les conditions d'administration et de gestion des sociétés d'économie mixte; si nous ne pouvons admettre la possibilité d'avantages personnels, il y a peut-être certains frais qu'il est bon de ne pas laisser supporter à des administrateurs bénévoles qu'il faudra rémunérer d'une façon ou d'une autre.

Mes chers collègues, je vous serais obligé de vouloir bien, sur des paroles que je ne juge pas définitives, étant donné l'heure à laquelle je les prononce, nous faire confiance pour agir en ce sens et renoncer à vos amendements.

M. Denvers. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. Je veux bien vous faire confiance, monsieur le ministre, mais permettez-moi d'insister pour que les administrateurs de sociétés mixtes — organismes régis par l'article 39 de la loi du 31 juillet 1950 qui visait un but essentiellement social — ne bénéficient pas d'une tolérance qui leur permette, à l'occasion d'une activité à but social, de se faire rémunérer ou octroyer des avantages financiers sous quelque forme que ce soit.

Je n'ai pas insisté sur les autres amendements, mais ici j'estime qu'il serait immoral de permettre de tels agissements.

M. le président. Monsieur le ministre, peut-être voudriez-vous entendre M. Hamon avant de répondre à M. Denvers.

M. le ministre. Oui, monsieur le président.

M. le président. La parole est à M. Hamon.

M. Léo Hamon. Je m'associe entièrement aux observations de M. Denvers et voudrais vous demander très instamment, monsieur le ministre, de veiller au désintéressement des administrateurs. Il ne faut pas que se reproduisent les scandales de

l'entre deux guerres dans lesquels nous avons vu des administrateurs de sociétés d'habitations à bon marché s'enrichir personnellement par le fonctionnement éphémère de sociétés dont l'insolvabilité était ensuite laissée à la charge des collectivités locales. Très instamment je vous demande d'éviter à notre pays, dans cette matière douloureuse, de tels scandales et de tels enrichissements.

Ceci dit, après M. Denvers, je vais bien entendu accepter le délai que vous avez demandé. Mais, puisqu'il résulte bien de la discussion que le pouvoir qui vous est donné est exclusivement celui de proposer un texte législatif et non de le promulguer, et qu'après le moment où vous déposerez votre texte il s'écoulera encore un long temps avant qu'il ne devienne juridiquement valable, je vous demande de faire diligence, et encore que la commission des finances vous ait laissé une année entière, de vous souvenir que vous pouvez, vous nous l'avez dit, vous contenter de six mois seulement.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je voudrais indiquer à mes collègues Denvers et Hamon que cet article additionnel a fait l'objet, à la commission des finances, d'une discussion qui avait traduit le même souci que celui exprimé tout à l'heure par eux. Mais votre commission des finances avait estimé que cette question méritait une étude approfondie. Elle a demandé cette étude à M. le ministre de la reconstruction qui a prié le rapporteur de ne pas insister à l'occasion de ce débat budgétaire et de lui laisser le temps d'une étude sérieuse lui permettant de prendre une position en pleine connaissance de cause.

C'est pourquoi nous n'avons pas cru bon de préciser le point en question dans le texte. C'est pourquoi aussi j'abonde dans le sens de M. le ministre en demandant à nos collègues de vouloir bien, tout en maintenant le principe et la demande formelle d'une étude, de ne pas insister et de retirer leurs amendements.

M. le président. Les amendements sont-ils maintenus ?

M. Léo Hamon. Non, monsieur le président, du moins quant au mien.

M. Denvers. Je veux bien suivre l'exemple de notre collègue M. Hamon, en insistant pour que, dans le projet de refonte, on envisage sérieusement le rôle des administrateurs des sociétés d'économie mixte.

Je prends rendez-vous pour le moment où nous en discuterons au fond; en tout cas le Conseil est témoin de notre vigilance en ce domaine.

M. le président. Les amendements sont retirés.

Par amendement (n° 6), MM. Denvers et Chochoy proposent d'insérer un article additionnel 12 *octies* (nouveau) ainsi rédigé:

« L'article 8 de la loi du 13 juillet 1928, modifiée par l'article 10 du décret-loi du 24 mai 1938, est modifié comme suit:

« Le montant des avances consenties par l'Etat aux organismes prévus par l'article 22 de la loi du 5 décembre 1922, c'est-à-dire aux offices publics, aux sociétés et aux fondations d'habitations à loyer modéré, est fixé à 75 p. 100 du prix de revient des immeubles; cette proportion est portée à 90 p. 100 lorsque le remboursement des prêts est garanti par un département ou une commune.

« L'avance consentie dans chaque cas particulier ne peut être inférieure aux proportions susvisées que lorsque l'organisme constructeur formule expressément une demande dans ce sens ».

La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. Je sais ce qu'on me dira à l'encontre de ce texte. Si j'ai proposé qu'à partir de demain le plafond des prêts soit fixé à 90 p. 100 au lieu de 85 p. 100, consenti précédemment en application d'une simple circulaire qui a désagréablement surpris les communes, dont la charge se trouve ainsi accrue, c'est parce que le moment n'est plus où nous pouvions, comme il y a quelques années, obtenir des caisses d'allocations familiales, sur le fonds d'action sanitaire et sociale, une aide substantielle. On a lancé ce programme à l'accession à la petite propriété.

Il est légitime que les caisses d'allocations familiales se soucient de faciliter l'accession de leurs membres à la petite propriété. Avant l'existence du plan Courant, les communes recevaient des concours assez importants de la part des caisses. Ces concours maintenant se font rares.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Vous pensez bien que le maire d'une commune dont le programme de construction d'habitations à loyer modéré est en cours d'exécution verrait avec satisfaction l'application des dispositions préconisées par M. Denvers. Seulement, il n'est pas douteux qu'il s'agit d'une augmentation de dépense pour un nombre déterminé de projets. Dans ce cas-là, si le Gouvernement oppose l'article 47, je serai obligé de déclarer qu'il est applicable.

M. Denvers. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. Je conteste formellement l'argumentation de M. le rapporteur de la commission des finances. On ne peut dire qu'il y a là augmentation de dépenses, car on n'a pu élaborer les programmes puisque le budget n'est pas voté. On ne connaît pas l'importance des sommes attribuées aux organismes d'H. L. M. sur les crédits inscrits. Il faut s'attendre probablement à une diminution du nombre de logements réalisables à ce titre, puisqu'aussi bien les avances seront de 90 au lieu de 85 p. 100.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. M. Denvers a donné lui-même la réponse, puisqu'il a vu toutes les conséquences de son amendement. Si l'on veut maintenir le programme de logements qu'on a envisagé, il y aura augmentation de dépenses. Certes, la conservation des mêmes crédits ne supprime pas l'objet de l'amendement proposé, mais, dans ces conditions, on perdrait 2.500 logements.

Etant donné qu'il existe de nouveaux moyens de financement, la part des 15 p. 100 et surtout le moyen dont parlait tout à l'heure M. Georges Marrane quand il a défendu son amendement, on peut arriver à financer plus aisément ce secteur par la voie du 1 p. 100 en accord, par le moyen des prêts, avec les caisses d'épargne, puisque ces caisses pourront être sollicitées davantage. Comme elles le seront moins si vraiment, à la suite de l'amendement de M. Jozeau-Marigné, on facilite l'accession à la propriété par le moyen budgétaire, une partie des disponibilités de ces caisses se retournera vers les H. L. M.

D'autre part, on peut emprunter, pour les 15 p. 100, par l'intermédiaire des caisses d'épargne. Seulement, cette part n'est pas bonifiée. Il vaut donc mieux, pour 1954, conserver les dispositions actuelles et remettre cela — puisque nous en avons un — dans le fourre-tout de la refonte.

M. le président de la commission de la reconstruction. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission de la reconstruction.

M. le président de la commission de la reconstruction. La part des communes, monsieur le ministre, devient de plus en plus lourde à partir du moment où les caisses d'allocations familiales, sur le fonds d'action sanitaire et sociale, nous disent qu'elles ne peuvent plus subventionner les projets des collectivités locales. M. le rapporteur Bousch a eu raison d'y penser, il le verra d'ailleurs à l'épreuve.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Il faut tout de même reconnaître que le secteur de la contribution patronale de 1 p. 100 va aller en s'amplifiant. Dans l'année à venir, certains employeurs voudront défalquer la part déjà versée à titre bénévole au cours du précédent exercice. Une fois ce cap passé, les disponibilités vont s'accroître et il y a tout lieu de penser qu'une partie des fonds pourra aller aux organismes d'H. L. M. qui se trouveraient en difficulté. Il s'agit d'une affaire d'entente et de solidarité à l'intérieur du département.

M. Denvers. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. J'accepte de retirer mon amendement. Je demande seulement avec insistance à M. le ministre de vouloir bien essayer d'examiner la possibilité de revenir à l'ancienne règle.

La cotisation prévue de 1 p. 100 ira sous forme de subvention aux organismes d'H. L. M., alors que cette cotisation peut aller à des prêts. L'employeur, et c'est humain, préférera aller vers le prêt plutôt que vers la subvention. Par conséquent, cela ne l'intéressera pas.

C'est pourquoi, je le répète, je vous demande de bien vouloir essayer de revenir à l'ancienne règle, au fur et à mesure que s'amoncellent les difficultés communales et départementales pour l'établissement des budgets.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je suis pleinement d'accord pour faire l'étud demandée par M. Denvers, mais je ne suis pas si sûr que l produit de la cotisation de 1 p. 100 ne se dirigera pas vers l secteur des habitations à loyer modéré. Certains industriel sont intéressés à voir s'édifier un groupe d'H. L. M. à proximit

de leur établissement puisque leur participation n'est que de 15 p. 100 au lieu de 20 p. 100. Cette formule permet à certains de retirer une rémunération de leur capital, sous forme d'intérêt dont le taux ne peut être supérieur à 3 p. 100. Malgré toutes ces facilités, il faut que nous sachions où nous allons. Vous êtes un peu pessimistes, mon rôle est d'être optimiste.

M. le président de la commission de la reconstruction. Nous sommes pessimistes parce que nous touchons la réalité de près !

M. le ministre. La vérité est probablement entre nos deux positions. J'étudierai la question.

M. le président. L'amendement est retiré.

Par amendement (n° 28), MM. Denvers et Chochoy proposent d'insérer un article additionnel 12 *nonies* (nouveau), ainsi conçu :

« Les dispositions du décret n° 53-710 du 9 août 1953 instituant des commissions départementales d'investissement ne sont pas applicables aux opérations envisagées par les organismes d'H. L. M. et de crédit immobilier. ».

La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. Je pense être d'accord avec le Gouvernement puisque, aussi bien, M. le ministre a approuvé une proposition de ce genre faite à l'Assemblée nationale. Il serait vraiment stupide de faire passer nos projets d'habitation à loyer modéré devant les commissions départementales d'investissement. Vous nous avez dit, monsieur le ministre, que vous alliez décentraliser, simplifier et, par là, éviter maints et maints obstacles qui nous étaient opposés jusqu'à maintenant, et permettre à vos délégations départementales de donner l'accord de principe jusqu'à 200 logements environ pour l'ensemble des programmes que nous devons réaliser dans ce pays.

Je vous demande, monsieur le ministre, ainsi qu'à votre collègue des finances, de ne pas nous obliger, après que ces projets ont reçu tous les sacrements et ont passé toutes les visites, bien trop nombreuses, hélas ! de passer une nouvelle fois devant la commission départementale des investissements. Vraiment, cela friserait le ridicule que de nous obliger à cela !

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Mesdames, messieurs, comme l'a fait remarquer M. le ministre des finances à l'Assemblée nationale devant un amendement similaire, les commissions départementales ont pour but de développer le logement. Il n'y a aucune raison pour que ceci constitue une difficulté supplémentaire pour les H.L.M. M. Edgar Faure a fait remarquer également qu'il suffisait d'un arrêté, en cas de difficultés, pour retirer une catégorie quelconque du champ d'application du décret, en particulier les H. L. M. Je crois donc que vous avez satisfaction avec les déclarations de M. le ministre des finances.

Pour que les deux Assemblées restent dans le même esprit, je demande au Conseil de la République de faire comme l'Assemblée nationale. J'estime que c'est une disposition que l'on peut garder jusqu'à ce que cela soit envisagé dans les textes qui doivent être fondus et réformés. Vous le voyez, nous arrivons toujours à cette question de refonte.

M. le président. La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. Monsieur le ministre, puisque vous l'avez vous-même accepté à l'Assemblée nationale et que, sans l'intervention du ministre des finances, ce texte aurait été adopté, vous pourriez accepter cet amendement, afin de ne pas nous obliger à revenir une nouvelle fois devant la commission départementale des investissements. Je vous assure que cela rendrait service aux H. L. M.

M. Georges Marrane. D'autant plus qu'il y a aussi la commission de contrôle des opérations immobilières.

M. Denvers. Comme l'indique notre collègue, il y a encore les commissions de contrôle des opérations immobilières, départementales et centrales.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je ne voudrais pas que vous m'obligiez à rompre cette solidarité parfaite qui m'unit à mon collègue des finances. M. Edgar Faure à fait beaucoup pour aider le développement de la construction et du logement, et ce n'est pas là une clause de style. Vous avez eu des échos de son action en faveur du développement des logements. Il serait vraiment difficile pour moi de ne pas respecter cette cohésion et cette solidarité...

M. le président de la commission de la reconstruction. Il ne s'agit pas de vous, mais du Parlement.

M. le ministre. Je laisserai le Conseil de la République émettre son vote, mais je ne puis y acquiescer d'avance. Je désirerais donc vivement que vous retiriez votre amendement. Il est impensable que la commission départementale vienne opposer un frein ou la moindre difficulté au développement de la construction de logements, puisque c'est précisément là sa mission.

M. Georges Marrane. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Marrane.

M. Georges Marrane. Monsieur le ministre, j'ai déjà indiqué — et votre prédécesseur me l'avait confirmé — que, dans le département de la Seine, pour faire approuver les projets ou obtenir les crédits par les offices d'habitations à loyer modéré, il faut passer par 62 bureaux ou commissions. Il s'agit maintenant, en plus de la commission de contrôle des opérations immobilières, d'ajouter une commission départementale d'investissement. Notre assemblée s'est prononcée ce matin, en présence même de M. le ministre des finances, pour abroger le décret concernant les commissions départementales d'investissement en ce qui concerne les collectivités locales. Il est bien évident que les organismes d'habitations à loyer modéré sont tous garantis par des collectivités locales.

Dans ces conditions, le Conseil de la République se déjugerait s'il n'adoptait pas maintenant l'amendement présenté par notre collègue M. Denvers. C'est pourquoi je demande au Conseil de la République de maintenir la position qu'il a prise ce matin, pour que cette commission départementale d'investissement n'existe pas pour les organismes d'habitations à loyer modéré. (*Applaudissements.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Ce texte devient donc l'article additionnel 12 *nonies* (nouveau).

Par amendement (n° 29), MM. Denvers, Chochoy, Canivez, Chazette, Darmanthé et Lafforgue proposent d'insérer un article additionnel 12 *decies* (nouveau), ainsi conçu :

« Les articles 13 à 20 du décret n° 53-700 du 9 août 1953 majorant les loyers H. L. M. sont abrogés.

« Le Gouvernement devra déposer dans un délai de trois mois et après avis pris auprès du conseil supérieur des H. L. M. un projet de loi portant aménagement des textes sur les loyers H. L. M., antérieurement au décret visé à l'alinéa précédent, en considérant que ces aménagements devront essentiellement tenir compte du bon fonctionnement des organismes d'H. L. M. et des facultés des familles auxquelles la législation d'H. L. M. doit venir en aide ».

La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. M. Marrane et plusieurs autres collègues qui sont intervenus dans la discussion générale ont fait sentir l'opposition des offices d'habitations à loyer modéré au décret qui a réglementé les loyers des immeubles construits par ces organismes.

Nous avons dit qu'il n'y avait pas lieu pour nous d'être satisfaits, mais puisque, aussi bien, vous allez refondre cette législation, je vous demande de revoir le problème des loyers en matière d'habitations à loyer modéré, en vous rappelant qu'il n'est pas normal que les bases de location des immeubles considérées par les organismes d'habitations à loyer modéré soient les mêmes que celles du droit commun, et en n'établissant pas ces bases uniquement et exclusivement sur la rentabilité de l'immeuble construit.

Vous devez savoir que, si nous avons à assurer le bon fonctionnement de nos organismes d'habitations à loyer modéré, nous avons aussi le souci de loger des familles modestes, des foyers qui n'ont pas toujours la possibilité de payer n'importe quel loyer. Il faut que les constructions que nous faisons soient surtout à la portée des petites gens. Alors, si vous établissez la parité de droit commun en matière de loyer, il est certain que nous aurons toutes sortes de difficultés pour nos habitations à loyer modéré.

Je vous demande de revoir le problème et de prendre l'avis du conseil supérieur des habitations à loyer modéré qui peut vous donner à ce sujet des renseignements très judicieux. (*Très bien ! très bien !*)

M. le président. Monsieur Denvers, maintenez-vous votre amendement ?

M. Denvers. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement est retiré.

Par amendement (n° 53), MM. Georges Boulanger et Jaouen proposent d'ajouter un article additionnel 12 *undecies* (nouveau), ainsi conçu :

« Par dérogation aux dispositions de la loi modifiée du 24 juillet 1867, le conseil d'administration des sociétés coopé-

ratives d'habitations à loyer modéré est habilité à vérifier et approuver les apports de terrains effectués au profit de ces organismes par leurs sociétaires, en vue de la réalisation d'opérations de location-attribution, sans qu'il soit nécessaire qu'une assemblée générale se prononce à cet égard. »

M. Georges Boulanger. Je retire cet amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

« Art. 13. — Le montant total des primes annuelles susceptibles d'être engagées au titre de l'exercice 1954 dans les conditions prévues à l'article 14 de la loi n° 50-854 du 21 juillet 1950 ne pourra entraîner, pour chacun des exercices ultérieurs, une charge annuelle supérieure à 5.500 millions de francs. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je voulais indiquer au Conseil que votre commission avait estimé que le crédit de 5.500 millions prévu pour les primes était extrêmement juste et elle voulait demander l'assurance à M. le ministre de la reconstruction que ce crédit pourrait être réévalué en cours d'exercice si besoin était. M. le ministre nous a déclaré devant la commission de la reconstruction que cela était possible. Nous aimerions avoir à ce sujet une discussion en séance publique.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Mes chers collègues, je répondrai d'autant plus aisément que le ministre des finances, M. Edgar Faure, a répondu à une question semblable à l'Assemblée nationale en disant que ces crédits pourraient être revus en cours d'exercice. Je vous fais ici la même déclaration.

M. le rapporteur. Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. le président de la commission de la reconstruction. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission de la reconstruction.

M. le président de la commission de la reconstruction. Sur l'article 13 je présenterai quelques observations concernant la prime elle-même. Il est certain que la prime a provoqué dans la plupart des régions de France un essor de la construction.

En 1952, à Paris, sur les 3.048 logements en construction avec attribution de la prime, pas un seul n'a été loué; tous ont été vendus par appartements à des prix évoluant entre 8 et 10 millions de francs. Mon collègue, M. Bousch, a eu l'occasion de le rappeler l'année dernière dans son rapport et précédemment mon collègue et ami, M. Sibué, avait apporté les mêmes informations. Tout cela nous montre que les personnes de condition modeste, les jeunes ménages en quête d'un logement n'ont guère profité de ces libéralités à l'endroit de ces grands immeubles de rapport.

En 1952, les deux tiers des primes sont allées dans le seizième arrondissement qui n'est pas le plus déshérité de Paris. En 1953, on a continué à accorder de trop nombreuses primes pour la construction de grands immeubles de rapport, dont les appartements sont inaccessibles aux bourses moyennes, pour la construction d'habitations d'agrément situées soit dans des villes d'eau, soit à la mer ou à la montagne.

Ce n'est pas pour cela que le législateur de 1950 a institué le régime des prêts spéciaux et celui des primes. Nous demandons, monsieur le ministre, avec beaucoup d'insistance, et nous sommes certains que nous traduisons ici le sentiment unanime de notre assemblée, qu'il soit procédé à la revision de la formule d'attribution des primes.

Dans une période comme celle-ci, où l'on parle tellement de politique d'austérité, nous disons oui à tout ce qui peut développer le logement, mais nous devons dresser un barrage contre toutes les opérations spéculatives possibles dans le domaine de l'habitation. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je répondrai à M. le président de la commission de la reconstruction que j'approuve pleinement le principe qu'il vient de développer. La commission des prêts examine attentivement les dossiers et elle ne permettra plus à l'avenir que l'on puisse faire des logements avec des caractéristiques somptuaires, comme cela a été fait quelquefois.

Mais nous allons plus loin. Un décret est actuellement soumis à l'examen du conseil d'Etat qui tend à constituer un plafond pour le prix de la construction, au mètre carré, en valeur 1939. Le chiffre retenu doit être, si je ne me trompe, de 1.550 francs. Au delà de ce prix, on n'accordera plus de prime.

Je crois que ce plafond constituera un heurtoir qui empêchera les inconvénients que vous venez de signaler.

M. Denvers. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. Je voudrais appeler l'attention de M. le ministre sur un certain nombre de points que soulève cet article 13.

Je voudrais évoquer d'abord la lenteur avec laquelle sont attribués les prêts du Crédit foncier. Lorsqu'un projet a reçu l'accord de votre délégation départementale, du point de vue technique, et qu'il a fait l'objet de l'attribution d'une prime, le dossier vient à Paris. Nous ne comprenons pas qu'il soit encore examiné dans les mêmes conditions.

Je pourrais vous citer de nombreux exemples — je l'ai dit tout à l'heure, en aparté, à quelques uns de vos fonctionnaires — de projets qui sont à Paris, depuis quatre, cinq ou six mois, sans que le prêt ait encore été attribué. Il va sans dire que cela ne va pas accélérer le rythme de la reconstruction.

Je me demande ce que va faire le département du Nord, que vous avez autorisé à lancer un emprunt d'un milliard pour permettre l'accession à la petite propriété. Ce milliard sera distribué à un très grand nombre de personnes — 3.000 ou 4.000 — qui vont avoir ainsi leur apport personnel facilité. Je me demande combien de temps il faudra pour obtenir du Crédit foncier les 7 ou 8 milliards nécessaires pour amener les constructions à leur terme si des remèdes ne sont pas apportés. Au rythme où nous allons et si rien ne change, il faudrait des années et des années avant de pouvoir utiliser ce milliard que nous avons voulu obtenir dans les moindres délais. C'est pour cela que nous avons contracté un emprunt sur le plan national.

On a dit à ce sujet que les commissions fonctionnaient tant bien que mal; je ne sais ce qu'il y a de vrai en cela. On a dit que le prêt ou la prime était accordé quelquefois « à la tête du client ». Je n'insiste pas, jusqu'à ce qu'on m'en apporte la preuve, je ne veux pas y croire. On a dit que des projets d'un type quelconque avaient été considérés comme étant susceptibles de donner lieu à l'attribution de la prime de 1.000 francs par mètre carré. On a dit aussi que les réunions ne se tenaient pas toujours avec une exactitude parfaite.

Ce que je sais, c'est que des projets de l'office départemental du Nord ont été déposés pour le compte de tiers, puisqu'il ne peut le faire que sous cette forme là du fait que vous avez refusé tout à l'heure mon amendement. Or, lorsque nous avons déposé des projets il y a plus de six mois, nous n'avions pas encore reçu l'affectation du prêt.

Des candidats propriétaires reçoivent des lettres les informant que leur projet est ajourné pour le seul motif de complément d'enquête. Je ne sais quelle enquête on fera encore sur un projet qui est déjà passé au crible de la délégation et d'autres organismes. En fait, cet ajournement a pour but de retarder l'attribution du prêt.

Monsieur le ministre, je voudrais aussi vous demander d'étudier de très près la question de la diligence des attributions de prêts qui doivent être accordés par le Crédit foncier et de donner à vos délégations ou à vos services chargés de les étudier des instructions pour qu'ils ne se montrent pas trop sévères et qu'ils n'aillent pas à l'encontre de l'esprit du législateur qui a voté le texte du plan Courant. S'agissant d'une construction d'un type économique et familial, à partir du moment où sont respectées les normes de surface et de prix, pourquoi refuser un projet sous prétexte, par exemple, que la remise comprendra deux portes dont une porte cochère permettant à la rigueur l'entrée d'un véhicule quelconque, motocyclette ou petite voiture ?

Je me souviens avoir déclaré que l'essentiel est de respecter les prix.

Vous avez essayé d'établir des normes de surface et pas autre chose. Si vous demandez qu'elles soient respectées c'est dans la crainte qu'un certain prix soit dépassé.

Je vous demande, monsieur le ministre, d'inviter vos services à ne pas se montrer trop exigeants, d'accorder la prime et de reconnaître comme type économique et familial tout projet qui respectera et la surface et le prix.

Telles sont les quelques observations que je voulais formuler à propos de la prime à la construction. Les deux points essentiels sur lesquels je voulais insister étaient la question de l'attribution des prêts par le Crédit foncier et celle consistant à reconnaître comme valable et donnant droit à l'attribution de la prime de 1.000 francs tout projet respectant et la surface et le prix.

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur l'article 13 ?...

Je le mets aux voix.

(*L'article 13 est adopté.*)

M. le président. Par amendement (n° 12) M. Chochoy et les membres de la commission de la reconstruction proposent d'ajouter un article additionnel 13 *bis* (nouveau) ainsi conçu:

« L'article 14 de la loi n° 50-854 du 21 juillet 1950 est complété comme suit:

« Les collectivités locales et les établissements publics bénéficient des primes annuelles au titre de l'aide à la construction pour tout logement à usage d'habitation construit ou aménagé

par leurs soins et pour lequel il ne leur est versé aucune subvention d'Etat. »

La parole est à M. le président de la commission de la reconstruction.

M. le président de la commission de la reconstruction. Mes chers collègues, les préoccupations que traduit l'amendement que j'ai déposé au nom de la commission de la reconstruction et en accord, en particulier, avec mon collègue M. Boulanger, ont déjà été exprimées dans cette Assemblée par notre collègue et amie Mme Jacqueline Thome-Patenôtre et, l'an dernier, avec beaucoup de vigueur, par le président Brizard.

De quoi s'agit-il ? Il s'agit de l'octroi de la prime aux communes qui réalisent des constructions de logements. Je rappelle, pour l'information de nos collègues, que l'article 25 de la loi du 3 février 1953 du budget des charges communes précise que le bénéfice des primes à la construction est étendu, dans la limite des crédits prévus, aux collectivités locales et aux établissements publics au titre des logements qu'ils construisent.

J'ai sous les yeux le décret d'application qui est paru au *Journal officiel* du 19 août 1953, qui dit, dans son article 3:

« Les primes peuvent être utilisées par quiconque désire construire, qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales, privées ou publiques. » L'article 4 *c*) spécifie: « Les locaux mixtes d'habitation et professionnels ou affectés en partie à l'exercice d'une fonction publique ne peuvent être subventionnés qu'à concurrence de la surface destinée à l'habitation. »

Dans ces conditions, la prime doit être accordée à une commune qui construit soit un immeuble destiné à l'habitation, soit des locaux destinés au logement des fonctionnaires, à concurrence, évidemment, de la surface habitable de l'appartement.

Je rappellerai ici, mes chers collègues, qu'en réalité le but qu'a poursuivi le législateur tant de 1950 que de 1953, a été certainement de développer les constructions de logements, qu'il s'agisse de logements construits par des particuliers ou par des communes.

Monsieur le ministre, croyez-moi: si, comme j'en suis persuadé, vous acceptez de souscrire à l'amendement que je dépose aujourd'hui, qui ne fait que confirmer la volonté du législateur, vous donnerez satisfaction à des milliers de maires qui vous remercieront, j'en suis certain, de les avoir aidés dans leur politique de construction de logements.

Je sais qu'à l'Assemblée nationale le ministre des finances a opposé l'article 48 à un amendement du même genre, défendu par mon collègue M. Coudray, président de la commission de reconstruction de l'Assemblée nationale, et par M. de Tinguy.

Je dis avec beaucoup de fermeté, avant même qu'on ait pu en discuter, que l'article 47 ne s'applique en aucune manière à cette disposition, puisqu'il s'agit d'un texte interprétatif de la volonté nettement exprimée par le législateur lors de la discussion des lois du 21 juillet 1950 et du 3 février 1953.

Il est prévu dans le texte que nous discutons aujourd'hui un crédit pour la prime de 5.500 millions. Il ne peut par conséquent, à l'extrême rigueur, s'agir pour nous que de la répartition normale d'un crédit qui ne se trouvera pas augmenté. C'est pourquoi, prévoyant l'opposition qui pourrait m'être faite de l'article 47, je suis persuadé, mes chers collègues, que vous ne vous laisserez pas « exécuter » et que vous voterez l'amendement que je vous propose. (*Applaudissements.*)

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Mon cher collègue, il y a dans la réglementation actuelle, tout au moins dans son esprit, des arguments contraires à votre thèse et à votre amendement.

D'abord parce qu'il s'agit ici de fonds publics et non de fonds privés. Or, dans le système de la prime et du prêt, il s'agissait de mettre en mouvement les fonds privés en ce qui concerne l'accession à la propriété, le développement du logement. D'autre part, il ne faudrait pas qu'il s'agisse de logements de fonctions, dans le sens où on l'entend dans le secteur privé, car ils sont exclus de la prime.

M. le président de la commission de la reconstruction. Je suis tout à fait d'accord avec vous.

M. le ministre. Etant donné que pour les fonctionnaires de l'Etat une formule analogue est en vigueur, puisque c'est l'Etat qui donne les prêts complémentaires dans une limite de 20 p. 100, le fonctionnaire s'adressant ensuite au Crédit foncier, il faut donner, je crois, les mêmes facilités aux agents des collectivités publiques.

Dans ces conditions, si vous vouliez bien admettre cette réserve du logement de fonction au sens où on l'entend dans le domaine privé, c'est-à-dire de logements de gardiens ou similaires, je ne m'opposerais pas au vote de cet amendement.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Si je comprends bien, l'article serait complété par une disposition indiquant: « ...sous réserve qu'il ne s'agisse pas de logement de fonction ». Dans ce cas, l'amendement serait accepté par le Gouvernement et, bien entendu, par votre commission.

M. le président de la commission de la reconstruction. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. le président de la commission de la reconstruction. Je suis persuadé que M. le ministre entend par « logement de fonction », l'accessoire du contrat de travail. Cela étant entendu, c'est une question de loyauté, monsieur le ministre, entre vous et l'Assemblée. Je ne pense pas qu'il y ait lieu de compléter cet amendement qui dit bien ce qu'il veut dire. M. le rapporteur sera certainement d'accord avec moi.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. En conséquence, ce texte constitue l'article 13 *bis* (nouveau).

« Art. 14. — Il est intercalé, entre le premier et le deuxième alinéa de l'article 19 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, les deux alinéas suivants:

« Le sinistré ou son ayant droit à titre gratuit, qui n'a reconstitué que partiellement son bien et qui renonce au remploi d'une part de l'indemnité ou ne justifie pas de ce remploi dans le délai imparti par le ministre de la reconstruction et du logement, aura la faculté d'obtenir, pour la partie non reconstituée, une indemnité d'éviction payable en titres nominatifs dans les conditions de l'alinéa précédent.

« L'acquéreur d'une indemnité relative à un bien sinistré qui n'a reconstitué que partiellement ce bien et qui renonce au remploi d'une part de l'indemnité ou ne justifie pas de ce remploi dans le délai imparti par le ministre de la reconstruction et du logement, n'a droit, pour la partie non reconstituée, qu'à une indemnité d'éviction payable en titres nominatifs dans les conditions du premier alinéa. Les dispositions du présent alinéa ne sont pas applicables aux communes, aux départements, aux services, aux fondations administratives qui s'y rattachent, aux chambres de commerce, aux chambres d'agriculture et aux ports autonomes. »

Par amendement (n° 41) M. Dupic et les membres du groupe communiste proposent de supprimer cet article.

La parole est à M. Dupic.

M. Dupic. Mon amendement à l'article 14 vise le règlement du solde sous forme d'indemnité d'éviction payable en titres.

L'exposé des motifs peut se résumer ainsi: le sinistré qui ne veut pas reconstituer son bien a la faculté soit de vendre son dommage de guerre à l'amiable, ou par l'intermédiaire d'un centre régulateur, soit de demander l'éviction. Cette dernière faculté ne lui est jamais imposée. Il n'y a pas de raison pour que le sinistré qui a reconstitué partiellement son bien et qui, pour une raison quelconque, renonce à poursuivre cette reconstitution, soit traité plus défavorablement que le sinistré qui n'a rien reconstitué. C'est pourquoi nous demandons purement et simplement la suppression de l'article 14.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Si j'ai bien compris, monsieur Dupic, vous avez satisfaction par la voie des modifications apportées à cet article par l'Assemblée nationale. L'Assemblée n'a pas fait d'objection à l'acceptation de cette indemnité d'éviction. Elle a laissé la possibilité de recevoir une indemnité d'éviction. Je crois donc qu'il convient de maintenir cet article.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Je crois que ce serait une erreur de supprimer cet article. C'est une disposition indispensable de la loi du 28 octobre 1946. Le sinistré qui renonce totalement à la reconstitution de son bien peut recevoir l'indemnité d'éviction. Ici nous donnons une facilité supplémentaire au sinistré qui n'en reconstitue qu'une partie. Il pourra bénéficier, s'il le désire, de l'indemnité d'éviction. Il faut maintenir cet article qui me paraît indispensable. C'est pourquoi je m'oppose à l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement repoussé par le Gouvernement et par la commission.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Par amendement (n° 16), MM. Bernard Chochoy, Denvers, Chazette, Canivez, Darmanthé, Lafforgue et les membres du groupe socialiste proposent de supprimer le deuxième alinéa de l'article 14.

M. le président de la commission de la reconstruction. Cet amendement est exactement le même que celui de M. Dupic.

M. le rapporteur. Les deux amendements ont en effet le même objet.

M. le président. Cet amendement, qui a le même objet que celui de M. Dupic, repoussé par le Conseil, tombe.

Par amendement (n° 17), MM. Denvers, Chochoy, Canivez, Darmanthé, Lafforgue et les membres du groupe socialiste proposent de rédiger comme suit le deuxième alinéa de cet article:

« Le sinistré ou son ayant droit qui n'aura pas pris l'engagement avant 1960 de reconstituer totalement ou partiellement son bien ou de céder son droit à indemnité devra obligatoirement à partir de cette date demander le bénéfice de l'indemnité d'éviction. »

La parole est à M. le président de la commission de la reconstruction.

M. le président de la commission de la reconstruction. M. Dupic a dit avec beaucoup de raison qu'en réalité on n'avait pas le droit d'imposer ce traitement aux sinistrés qui n'ont pas reconstitué totalement leur bien. On leur fait obligation de demander l'indemnité d'éviction.

Or, il est certain que quelqu'un qui aurait, je suppose, une créance de 5 millions — je veux exprimer ma pensée à travers un exemple, cela sera beaucoup plus compréhensible — s'il reconstruisait en 1953 un logement de 3 millions et si, par exemple, deux ou trois ans plus tard, il entendait demander le transfert de ses 2 millions pour reconstituer ailleurs un appartement qui serait, par conséquent, par exemple un appartement de retraite, vous ne pourriez pas, parce qu'il a laissé 2 millions à la traîne, lui faire obligation d'accepter l'indemnité d'éviction, car je ne crois pas que le législateur de 1946 ait voulu des choses semblables.

Je reprends alors l'argument que M. Dupic donnait avec raison tout à l'heure. En ce qui concerne celui qui, en 1957, aura encore sa créance intacte de 5 millions, avec laquelle il n'aura rien reconstruit du tout, vous ne pourrez pas lui faire, avant 1957, et plus tard, l'obligation de demander l'indemnité d'éviction. Il n'y a pas de limite fixée dans la loi de 1946 pour la date de reconstitution, c'est pourquoi l'amendement que j'ai déposé comporte la rédaction suivante:

« Le sinistré ou son ayant droit qui n'aura pas pris l'engagement avant 1960 de reconstituer totalement ou partiellement son bien ou de céder son droit à indemnité, devra obligatoirement, à partir de cette date, demander le bénéfice de l'indemnité d'éviction. »

Que vous fixiez une date dans la loi, c'est raisonnable, que vous disiez qu'à partir de maintenant celui qui n'a pas reconstruit totalement n'a pas droit à l'indemnité d'éviction, c'est absolument contraire à la volonté du législateur du 28 octobre 1946.

M. le président. Quel est l'avis de la commission?

M. Dupic. Vous n'aviez pas vu cela, monsieur Bousch.

M. le rapporteur. Cette question n'a pas été examinée par la commission des finances. Néanmoins, je pense qu'il n'est pas opportun, à propos de textes budgétaires, de légiférer sur le choix à faire par les sinistrés qui n'auront pas reconstitué en 1960.

Je pense que le temps viendra où l'on pourra en discuter plus à l'aise qu'à propos d'un texte budgétaire.

M. le président de la commission de la reconstruction. Que le Gouvernement disjoigne l'article 14 de lui-même. Si on ne peut pas discuter sur cet article, je me demande pourquoi le Gouvernement l'a mis dans le texte.

M. Denvers. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. Il ne s'agit pas de nous opposer ici l'article 60.

M. le rapporteur. Je ne l'oppose pas.

M. Denvers. C'est tout comme, puisqu'on nous dit qu'on ne doit pas discuter à propos de cet article.

M. le rapporteur. Je pense qu'il n'est pas sage de légiférer ainsi à quatre heures du matin!

M. Denvers. Nous demandons une modification de l'article 14. Nous lui substituons un autre texte. M. le président de la commission de la reconstruction vient objecter: Comment, vous allez avoir deux manières de faire avec ceux à qui il restera une partie de la créance et vous ne toucherez pas à ceux qui renonceront à toute reconstitution avec toute la créance. Il n'est pas possible d'avoir deux poids et deux mesures.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement?

M. le ministre. Cette disposition, mes chers collègues, figure déjà dans la loi de 1946 et ici elle se présente sous un aspect très libéral.

Je fais d'ailleurs remarquer qu'en ce qui concerne le sinistré d'origine, celui qui reconstitue lui-même, on lui laisse la faculté d'obtenir pour partie une indemnité d'éviction. On ne lui impose pas.

On lui demande, dans les délais qui seront fixés par le ministre de la reconstruction — c'est bien dans l'esprit et dans la lettre de la loi de 1946 — de faire un choix. Il faut tout de même que nous ne laissions pas des sinistrés à la traîne. Vous fixez 1960. Mais, pour les sinistrés des départements où la reconstruction va s'achever — elle peut s'achever dans deux ans et même l'année prochaine dans certains départements — va-t-on leur donner jusqu'en 1960 des raisons d'atermoyer?

C'est pour nous donner une certaine facilité qu'on les oblige de prendre l'indemnité d'éviction plutôt que l'acquéreur, qui est intéressant, certes, mais tout de même pas autant que le sinistré.

M. le président de la commission de la reconstruction. Je discute sur le deuxième alinéa et non pas sur la troisième partie de l'article. Je n'ai pas fait allusion aux acquéreurs de dommages de guerre.

M. le ministre. C'est entendu, mais, tout de même, je voudrais bien que tous les sinistrés aient exercé leur option. Nous entendons en finir, ne pas rester avec quelques traînards qui ne savent pas s'ils vont utiliser leur indemnité jusqu'à son montant global ou s'ils vont attendre encore pour faire des adjonctions. Si la date limite devait être la même pour tous les départements, il y aurait là une situation peu compatible avec une organisation raisonnable.

Seulement, il n'est pas dans notre pensée d'étriller les sinistrés ou de les obliger à faire quelque chose qui ne leur plairait pas, puisqu'on dit que chacun d'eux « aura la faculté d'obtenir une indemnité d'éviction en titres nominatifs dans les conditions de l'alinéa précédent ».

S'il ne veut pas recevoir l'indemnité d'éviction, qu'il prenne parti et qu'il achève sa reconstruction. Ce qu'il faut, c'est que la reconstruction s'achève. Tel est l'économie générale de cet article.

M. le président de la commission de la reconstruction. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission de la reconstruction.

M. le président de la commission de la reconstruction. M. le ministre n'a pas lu très attentivement l'amendement que j'ai déposé. Je vais le relire car il répond exactement à ce qu'il exprimait:

« Le sinistré ou son ayant-droit qui n'aura pas pris l'engagement — il faut bien qu'il fasse une option, pour prendre l'engagement — avant 1960, de reconstituer totalement ou partiellement son bien ou de céder son droit à indemnité, devra obligatoirement, à partir de cette date, demander le bénéfice de l'indemnité d'éviction. »

Je ne vois pas pourquoi, à celui qui voudrait garder son indemnité jusqu'à cette époque, vous feriez un traitement de faveur alors que l'autre qui aura utilisé déjà les trois quarts se verrait appliquer la règle de l'indemnité d'éviction.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Nous ne nous comprenons pas très bien, monsieur le président. Je voudrais tout de même que dans certains départements où la reconstruction est pratiquement achevée — où elle le sera l'année prochaine — les sinistrés prennent leur option définitive. Nous n'allons pas conserver une section de dommages de guerre dans 15 départements où la reconstruction sera achevée, en obligeant les sinistrés à attendre 1960 pour l'utilisation de l'indemnité. Si nous avons fixé ces règles rigides, c'est pour que la reconstruction n'ait pas de queue dans certaines villes ou dans certains départements. C'est déjà prévu par la loi de 1946.

M. le président de la commission de la reconstruction. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission de la reconstruction.

M. le président de la commission de la reconstruction. Dans un esprit de conciliation, je veux bien, monsieur le ministre, retirer les mots « avant 1960 » de manière que vous ayez la possibilité d'inviter les intéressés à faire cette option à laquelle vous faites allusion. Vous pouvez alors, sans difficulté, accepter notre amendement.

M. le président. Puisqu'on dit dans l'article: « à partir de cette date », il faudrait fixer un délai avant ou supprimer également ce membre de phrase.

M. le président de la commission de la reconstruction. La fin de mon amendement devient « ... devra obligatoirement demander le bénéfice de l'indemnité d'éviction ».

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La loi de 1946, à l'article 19, indique ceci: « Si le sinistré déclare renoncer à la reconstitution, ou si, dans un délai qui sera fixé par le ministre de la reconstruction, il n'a pas, sauf cas de force majeure, effectué cette reconstitution, il ne peut prétendre qu'à une indemnité d'éviction, etc. ».

C'est exactement ce que vous nous faites voter.

M. le président de la commission de la reconstruction. Aucun délai n'est fixé.

M. le rapporteur. « Dans le délai imparti par le ministre. » vous étendez aux reconstitutions partielles ce qui a été prévu pour les reconstructions totales. Alors je vous demande très sincèrement, mon cher collègue et président, de retirer votre amendement.

M. le président. Il semble, en effet, que le texte de la loi de 1946 corresponde bien aux termes de l'alinéa de cet article.

L'amendement est-il maintenu, monsieur Chochoy ?

M. le président de la commission de la reconstruction. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement est retiré.

Par amendement (n° 42 rectifié), M. Dupic et les membres du groupe communiste proposent de rédiger comme suit le deuxième alinéa de l'article 14:

« Le sinistré ou son ayant droit qui n'a reconstitué que partiellement son bien et qui renonce au remploi d'une part de l'indemnité ou ne justifie pas de ce remploi dans le délai imparti par le ministre de la reconstruction et du logement peut, pour la partie non reconstituée, demander l'indemnité d'éviction. »

La parole est à M. Dupic.

M. Dupic. Les intentions exprimées dans l'exposé des motifs de l'article 14 du projet en discussion ne concordent nullement avec le texte dudit article car, sous couleur d'accorder une faveur ou tenter de faciliter le règlement des indemnités, le texte ne tend en réalité qu'à réduire un peu plus les droits des sinistrés.

Le sinistré total qui ne veut pas reconstituer son bien a le choix entre la cession de son droit aux dommages, cession amiable ou par l'intermédiaire du centre régulateur, et l'indemnité d'éviction. Il n'y a pas de raison pour que le sinistré qui a déjà reconstitué partiellement soit traité plus défavorablement pour le solde de son indemnité que le sinistré qui n'a rien reconstitué du tout. L'indemnité d'éviction ne doit jamais être imposée. Elle ne peut être allouée qu'au sinistré qui la demande expressément. Il n'y a par ailleurs aucun motif pour que cette indemnité d'éviction, si elle est demandée par le sinistré, ne puisse pas être réglée sous forme de rente viagère, conformément au droit commun en la matière.

Enfin, il ne paraît pas utile de préciser que les dispositions nouvelles sont applicables aux bénéficiaires de l'article 33 de la loi du 28 octobre 1946 sur les indemnités de dommages de guerre. Ceux-ci ne peuvent, en tout état de cause, avoir plus de droits que le sinistré d'origine.

C'est pourquoi nous proposons de remplacer l'article 14 du projet de loi par le texte que j'ai déposé avec mes amis. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Nous n'avons pas pris cette formule pour l'indemnité partielle parce que, lorsqu'il s'agit d'indemnité totale, on fait la transformation en rente viagère demandée par des personnes âgées, qui ne veulent pas attendre la reconstruction et qui entendent modeler leur vie suivant cette forme; mais, en général, la rente viagère n'a pas d'intérêt pour les indemnités partielles. Par exemple pour un petit reliquat de 200 ou 300.000 francs: cela ne donnerait rien comme rente viagère.

Sur le principe, je vous donnerais mon accord, mais, en vérité, cela ne devrait pas jouer, parce que c'est trop compliqué. Donner des titres, c'est facile, mais donner une rente viagère pour un capital de 200 ou 300.000 francs, voire même de 100.000 francs, c'est tomber un peu dans l'absurde.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Dupic. Oui, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Pour les raisons exposées par M. le ministre, l'amendement ne nous paraît pas susceptible de devoir être retenu.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur l'article 14 ?

Je le mets aux voix avec le texte de la commission.

(*L'article 14 est adopté.*)

M. le président. « Art. 17 *bis*. — Sont indemnisés selon la législation sur les dommages de guerre, les dommages présentant le même caractère que ceux qui sont visés par la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, causés aux betteraves industrielles en cours de culture et non couverts par les textes fixant les attributions et la compétence de la caisse de garantie des betteraves, sucres et alcools contre les risques de guerre. » — (*Adopté.*)

Par amendement (n° 62), M. Léo Hamon propose d'insérer un article additionnel 17 *ter* (nouveau) ainsi conçu:

« Par dérogation aux dispositions des articles 1690 et 2075 du code civil, les droits des concessionnaires des titres émis par la caisse autonome de la reconstruction en règlement d'indemnités de dommages de guerre et les droits des créanciers nantis sur ces titres s'établissent à l'égard des tiers, à l'exclusion de tout autre mode, par une déclaration de transfert inscrite sur les registres de la caisse autonome de la reconstruction dans les conditions fixées par les décrets des 25 et 26 octobre 1934 modifiés pour le transfert des valeurs mobilières.

« Sont abrogées toutes dispositions contraires. »

La parole est à M. Léo Hamon.

M. Léo Hamon. Mon amendement tend à faciliter la cession des titres d'indemnité régis à l'heure actuelle par les articles 1690 et 2075 du code civil. Les cessions de titres de la caisse autonome de la reconstruction doivent se faire par actes authentiques suivis de signification par huissier, etc. Je propose de faciliter les modalités de transmission en permettant d'opérer la cession dans les formes mêmes où s'opère celle des valeurs mobilières.

Il en résulterait, me semble-t-il, un avantage pour la mobilisation des titres, car les sinistrés attendent assez longtemps pour qu'on leur facilite cette mobilisation.

Ma suggestion est très simple et ne devrait pas souffrir de difficultés.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Le Gouvernement l'accepte également.

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur l'amendement ?

Je le mets aux voix.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Le texte de l'amendement qui vient d'être adopté constitue l'article 17 *ter* nouveau.

Par amendement (n° 30), MM. Denvers et Chochoy proposent d'insérer un article additionnel 18 *bis* (nouveau) ainsi conçu:

« Le taux de la prime à la construction applicable aux logement à usage d'habitations dits de type économique et familial, est dû chaque fois que l'immeuble répond essentiellement aux deux conditions de surface et de prix telles qu'elles sont fixées par les articles 1er et 2 de l'arrêté interministériel du 17 mars 1953 sur les caractéristiques auxquelles doivent répondre les logements économiques et familiaux. »

La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. J'ai fait part tout à l'heure à M. le ministre de certaines préoccupations pour lesquelles j'aimerais avoir une réponse avant de retirer mon amendement le cas échéant. J'indique dans mon amendement que « le taux de la prime à la construction applicable aux logements à usage d'habitations dits de type économique et familial est dû chaque fois que l'immeuble répond essentiellement aux deux conditions de surface et de prix telles qu'elles sont fixées par les articles 1 et 2 de l'arrêté interministériel du 17 mars 1953 sur les caractéristiques auxquelles doivent répondre les logements économiques et familiaux. »

J'ai présenté tout à l'heure un certain nombre d'observations à propos des délais impartis pour obtenir les prêts du Crédit foncier, et pour obtenir le bénéfice de la prime de 1.000 francs à partir du moment où la surface et le prix ont été respectés. J'ai voulu traduire par un texte ce que j'ai dit tout à l'heure. Si vous me donnez des explications satisfaisantes — à moins

que vous n'acceptiez mon amendement et, à mon avis, vous pourriez le faire sans inconvénient — je suis prêt à le retirer. J'aimerais donc avoir votre réponse sur ce point.

Je profite du dépôt de cet amendement pour attirer votre attention — et je voudrais que vous fassiez de même auprès de votre collègue des finances — sur le fait que la taxe de 8,30 p. 100 sur le chiffre d'affaires est exigée des coopératives et organismes de construction, « castors » ou autres, qui, ayant acheté des terrains pour leurs adhérents, les répartissent ensuite entre ceux-ci. Si l'acquisition est faite par la société au lieu de l'être par chacun des membres, on applique — alors que, dans le second cas, on ne l'applique pas — la taxe de 8,30 p. 100 sur le chiffre d'affaires. Vous devinez combien cela grève le budget de celui qui s'adresse à un organisme de ce genre.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le rapporteur. Il manque une des conditions essentielles, c'est celle d'être conforme au plan type. Je voudrais connaître l'avis de M. le ministre à ce sujet.

M. Denvers. C'est conforme aux articles 1 et 2.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. C'est conforme à l'esprit de la loi, mais cet esprit doit être traduit dans les faits. Or, vous avez tout à l'heure indiqué les difficultés nombreuses que l'on rencontrait pour accéder au prêt, difficultés de durée surtout. Vous avez fait d'autres observations qu'il conviendra de vérifier. Je suis prêt à recueillir le résultat de ces vérifications, le cas échéant, et à m'employer à ce qu'elles soient effectuées, mais le ministère n'est pas seul représenté. Il y a le Crédit foncier et le représentant du ministère des finances. Il n'est pas dans mon esprit de traduire par là une opposition entre ces diverses parties, car nous opérons tous ensemble — au Crédit foncier, nous avons de hauts fonctionnaires et en particulier le gouverneur et le sous-gouverneur — et nous cherchons les meilleures modalités pour activer la procédure. Seulement, comme je l'ai indiqué au cours de la discussion, le nombre des demandes de prêts s'est accru rapidement. Nous en sommes à 2.200 par semaine. Les commissions sont surchargées de besogne. On vient de décider de deux choses: on va scinder la commission en deux sous-commissions. On va essayer aussi de faire passer très rapidement les dossiers qu'un examen sommaire montrera comme ne présentant aucune difficulté, d'autres seront examinés plus attentivement. Cet examen n'est pas toujours facile, car on respecte les normes de prix, de surface, c'est entendu, mais les dossiers ne sont pas toujours présentés sous la forme convenable. Il faut bien le dire: dans certains cas, on tourne la loi. On présente des dossiers qui permettent presque d'esquiver le secteur de 20 p. 100. A ce sujet, il y a eu quelques déboires et c'est pourquoi il est intéressant d'en venir aux plans-types, ce à quoi faisait allusion M. Bousch tout à l'heure. C'est d'ailleurs dans l'esprit de la loi. Ces plans-types seront autorisés à condition qu'ils respectent les normes. Ils ne seront pas obligatoires. Des plans deviendront des plans-types dès qu'ils seront proposés et admis, mais une fois acceptés, et surtout s'ils font l'objet de dispositions qui permettent une modulation de l'emploi des matériaux, on arrivera à des simplications considérables, de même que le permis de construire deviendra à ce moment automatique, comme je l'ai dit dans la discussion générale.

L'attribution des prêts ne sera pas automatique pour autant, mais elle sera très nettement accélérée. C'est pourquoi nous avons décidé aussi de nous organiser en conséquence. Pour activer les opérations au ministère de la reconstruction et du logement, nous avons créé un service spécial de primes et de prêts au quai de Passy. Nous allons créer une dizaine de groupes techniques qui iront opérer dans quatre ou cinq départements de façon que les examens techniques ne soient pas obligés de remonter jusqu'aux services centraux.

Nous espérons, dans ce cadre et dans cette perspective, réaliser certains aménagements, et ceci en parfait accord avec le Crédit foncier lui-même. Tout n'ira pas encore pour le mieux; il y a ces deux sous-commissions, il y a ce centre technique, mais je pense qu'à l'usage se révèleront déjà de grands progrès. Nous verrons ensuite. Je suis prêt à recueillir vos observations et les observations de tous nos collègues sur l'application de ces nouvelles modalités. Il faut effectivement que nous allions plus vite et que nous amenuisions toutes ces difficultés que vous avez citées vous-même.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Je veux simplement prendre acte du fait que M. le ministre acceptera que d'autres plans-types s'ajoutent à la liste de ceux qui ont été déjà admis, de façon à pouvoir tenir compte des modalités particulières de construction et de certains usages, selon les régions, tout en restant, bien entendu, dans les conditions de normes et de prix fixées.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Nous sommes tout à fait d'accord. Ces plans-types doivent résulter de l'utilisation des matériaux régionaux et refléter l'aspect des constructions régionales. Nous ferons des albums qui seront à la disposition de tous les candidats constructeurs et nous exigerons que ces plans-types soient accompagnés de dossiers renfermant un devis descriptif et un devis quantitatif. On saura combien il faut de tuiles, de briques, de lames de parquet le cas échéant, pour réaliser la construction, et on facilitera la tâche des petits constructeurs, des petits entrepreneurs, des artisans, sans quoi le prix de la construction deviendrait exorbitant dans les petits centres urbains et dans les centres ruraux, à l'encontre de la baisse de prix dans les centres urbains. Ces dispositions me paraissent entrer dans les vues que vous envisagez.

M. le rapporteur. Très bien!

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Denvers. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement est retiré.

« Art. 19. — I. — L'article 5 de la loi n° 53-322 du 15 avril 1953 est modifié comme suit:

« *Art.* 5. — Les terrains et immeubles bâtis ayant fait l'objet de travaux visés à l'article 3 ci-dessus devront être restitués à leurs propriétaires au plus tard deux ans après la date de promulgation de la présente loi, sauf accord amiable... » (*Le reste sans changement.*)

II. — Le quatrième alinéa de l'article 16 de l'ordonnance n° 45-609 du 10 avril 1945 modifiée est remplacé par les dispositions ci-après:

« La commission est saisie à la requête de la partie la plus diligente dans le délai d'un an, à dater de la restitution de l'immeuble, ou, pour les immeubles déjà restitués à leurs propriétaires, dans le délai de deux ans, à dater de la promulgation de la présente loi. »

III. — Le troisième alinéa de l'article 16 *ter* de l'ordonnance n° 45-609 du 10 avril 1945 modifiée est remplacé par les dispositions ci-après:

« Toutefois, pour les immeubles restitués avant la promulgation de la présente loi, l'action de l'administration en récupération de la plus-value est prescrite dans le délai de deux ans, à partir de la date de cette promulgation. » — (*Adopté.*)

« Art. 20. — Dans le texte de l'article premier de l'ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945 modifié, les mots:

« ...La construction d'immeubles d'habitation à caractère définitif... »

sont remplacés par les mots:

« ...La construction d'immeubles à usage principal d'habitation et de caractère définitif... » — (*Adopté.*)

Par amendement (n° 8) MM. Abel-Durand, Chochoy et Denvers proposent d'ajouter un article additionnel 20 *bis* (nouveau) ainsi conçu:

« Le dernier alinéa de l'article 4 de la loi n° 53-318 du 15 avril 1953 est modifié comme suit:

« Les logements ainsi construits sont loués aux adhérents de la société, en vertu de contrats de location simple ou de location vente. »

La parole est à M. Abel-Durand.

M. Abel-Durand. M. le ministre, dans l'exposé si substantiel qu'il a présenté au cours de la discussion générale, s'est félicité de voir de nombreux organismes apporter leur concours au développement de la reconstruction. Il a cité les chambres de commerce; les C. I. L.; il a oublié les sociétés mutualistes. Or, par un texte qui a eu son origine dans cette assemblée, les sociétés mutualistes ont été autorisées à apporter leur participation à la politique de développement de la construction.

Ce texte récent, puisqu'il date d'avril 1953, a trouvé la plus grande faveur parmi les sociétés mutualistes. Les journées fédérales de la mutualité qui se sont tenues le 6 novembre dernier ont eu des séances assez développées consacrées à l'étude de la mise en application de ce texte et de nombreuses sociétés mutualistes, notamment celle du Nord, ont fait apparaître qu'elles souhaiteraient apporter leur concours non seulement à la construction mais aussi à l'accession à la propriété. Elles se sont heurtées au texte qui prévoit seulement que les logements construits par les sociétés mutualistes seraient loués. Il a semblé qu'il en résulterait l'interdiction de l'allocation-logement.

Le texte que je propose tend simplement à modifier le dernier alinéa de l'article 4 de la loi du 15 avril 1953 de la façon suivante: les logements ainsi construits sont loués aux adhérents de la société en vertu d'un contrat de location simple ou de location-vente. C'est, je pense, le texte additionnel le plus modeste qui ait été présenté ici. Il est, comme l'article 20, destiné à lever une obscurité. L'article 20 est un article interprétatif d'un texte plus ancien émanant du Gouvernement lui-même. Je demande au Conseil de la République de lever lui aussi une certaine obscurité qui pesait sur un texte qui émane

du Conseil de la République lui-même et je pense que M. le ministre ne pourra que se féliciter à cette occasion de l'aide que les sociétés mutualistes apportent au développement de la construction, en même temps qu'à l'accès à la propriété, pour lequel elles ont montré un intérêt aussi grand que le Conseil de la République lui-même tout à l'heure dans cette discussion.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Je voudrais dire à notre collègue que je devrais, avant d'accepter l'amendement, consulter mon collègue le ministre du travail. Mais je connais la compétence indiscutée de M. le président Abel-Durand en matière de mutualité. Je la retrouve dans son amendement que j'accepte donc sans consulter M. le ministre du travail. Je m'excuse d'avoir fait cette omission tout à l'heure. C'est une petite réparation que j'apporte.

M. Abel-Durand. Je vous remercie, monsieur le ministre, et je voudrais ajouter une petite précision: le conseil de la mutualité a émis un vœu dans ce sens.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix l'amendement.
(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Cet amendement devient donc l'article additionnel 20 *bis* nouveau.

« Art. 21. — La date du 31 décembre 1955 est substituée à celle du 31 décembre 1953 dans l'article 18, alinéa 2, de la loi n° 51-650 du 24 mai 1951, relative au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951, modifié par l'article 57 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 relative au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1953. » — (*Adopté.*)

« Art. 22. — Les arrêtés du 16 août 1947 portant délégation permanente aux préfets en matière de remembrement et du 7 août 1948 portant délégation permanente aux préfets pour prendre les arrêtés portant cession de terrains et transfert de produits de terrains, sont validés.

« Les arrêtés préfectoraux, pris en application des arrêtés susdits des 16 août 1947 et 7 août 1948, qui n'ont pas fait l'objet d'une décision d'annulation administrative ou juridictionnelle, sont validés. » — (*Adopté.*)

« Art. 23. — Sur les crédits ouverts chaque année au ministre de la reconstruction et du logement, au titre de la construction expérimentale par l'Etat d'immeubles d'habitation, une participation de 0,5 p. 1000 du montant des dotations prévues au budget au titre des constructions, reconstructions, réparations et aménagements d'immeubles d'habitation, pourra être affectée au centre scientifique et technique du bâtiment. Pour l'exercice 1954, cette participation ne pourra excéder 100 millions de francs.

« Les crédits correspondants seront transférés en cours d'année par arrêtés du ministre de la reconstruction et du logement et du secrétaire d'Etat au budget au chapitre 44-21 du budget du ministère de la reconstruction et du logement.

« Les dispositions de l'article 17, deuxième alinéa, de la loi n° 51-650 du 24 mai 1951 et de l'article 24, troisième alinéa, de la loi n° 52-5 du 3 janvier 1952, sont abrogées. »

« Art. 24. — Pour l'année 1954, le maximum de la subvention annuelle qui pourra être versée à chaque office ou société d'habitations à loyer modéré en application des dispositions antérieurement applicables de l'article 38 de la loi n° 48-1347 du 27 août 1948, de l'article 42 de la loi n° 50-857 du 24 juillet 1950 et de l'article 27 de la loi n° 50-854 du 21 juillet 1950 est fixé à 2,25 p. 100 du coût de l'opération. » (*Adopté.*)

« Art. 25. — Le ministre de la reconstruction et du logement est autorisé à régler, sur les crédits ouverts au titre des indemnités pour reconstitution des meubles d'usage courant ou familial, les frais correspondant à la liquidation des dossiers de dommages de guerre afférents aux biens meubles d'usage courant ou familial, et notamment à recruter des vacateurs.

« Les effectifs de vacateurs et les crédits correspondants seront fixés par arrêté conjoint du ministre de la reconstruction et du logement et du secrétaire d'Etat au budget. »

Par amendement (n° 13) MM. Chochoy, Dupic et les membres de la commission de la reconstruction proposent de supprimer cet article.

La parole est à M. Chochoy.

M. le président de la commission de la reconstruction. Nous avons demandé la suppression de cet article, au nom de la commission de la reconstruction, parce que, cette année, les crédits affectés à l'indemnisation des dommages de guerre ont toujours été insuffisants. Or, la mesure proposée aurait pour effet de réduire encore ce crédit en en affectant une partie aux frais de liquidation des dossiers, notamment au recrutement des vacateurs. Ce serait créer un précédent qui risquerait par la suite d'être étendu à d'autres catégories de dépenses.

Il est par ailleurs inadmissible de permettre au ministre de prélever les dépenses de fonctionnement du ministère sur les crédits affectés au payement des indemnités de dommages de guerre. Ces prélèvements seraient opérés sans limitation et sans contrôle, ce qui aboutirait à diminuer, peut-être considérablement, les crédits votés par le Parlement pour payer en espèces les indemnités dues aux sinistrés.

J'ajoute qu'à la caisse autonome de la reconstruction j'ai eu l'occasion de poser au représentant de M. le ministre la question de savoir de quelle importance serait ce prélèvement opéré en vue de recrutement de vacateurs et de la liquidation de dommages de guerre mobiliers. Il m'a été répondu qu'environ 200 millions seraient prélevés sur le crédit de 16 milliards. C'est là — il faut bien le reconnaître — une porte ouverte qui pourrait permettre à d'autres choses aussi curieuses que celles-là de se produire.

Pourquoi demain, si, par exemple, on considérait que les commissions de classement doivent rétribuer ceux qui siègent en leur sein en leur attribuant des frais de vacation, ne ferait-on pas les mêmes prélèvements sur ces 16 milliards ? Or, que vous ayez inscrit, monsieur le ministre de la reconstruction, un crédit dans votre budget de fonctionnement pour ces opérations, notre commission des finances et nous-mêmes serions prêts à vous dire oui. Dans la mesure où vous demandez de prélever cela sur l'indemnité des dommages de guerre, la commission de la reconstruction est dans son rôle en disant qu'elle ne peut pas y souscrire.

M. le président. Par voie d'amendement M. Dupic propose également de supprimer cet article.

La parole est à M. Dupic.

M. Dupic. Mon amendement a le même objet que celui de M. Chochoy. Je n'ai donc rien à ajouter.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Votre commission est contre la suppression de cet article. Elle a estimé qu'il pourrait être opportun de fixer un plafond à ces dépenses de façon à limiter les prélèvements opérés sur les crédits prévus pour l'indemnisation des sinistrés mobiliers. Le principe de ce prélèvement n'est pas condamnable, puisque l'Assemblée nationale a, de son côté, accepté un prélèvement de 300 millions sur les crédits affectés aux réparations des dommages de guerre pour augmenter les subventions atribuées aux coopératives et aux associations syndicales de reconstruction. Nous ne pouvons donc pas refuser de souscrire à une telle proposition.

Nous serions d'accord pour fixer un plafond et je pense que la commission de la reconstruction pourrait accepter cet amendement de repli.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je m'accuse d'avoir fait une mauvaise présentation de mon budget. Je suis tombé d'accord avec le ministre des finances pour obtenir 16 milliards au titre des crédits mobiliers. Pour mener cette opération à bien, il était nécessaire d'effectuer des opérations de mécanisation, de comptabilité, à l'aide de fiches perforées, de machines à statistiques, de façon à ne pas déborder les délais qui nous étaient impartis pour calculer le montant des différents dossiers.

J'aurais dû prévoir, puisqu'il s'agit, pour ces opérations, d'une dépense de 200 millions, un crédit de 15.800 millions aux investissements et un crédit de 200 millions au fonctionnement. Je ne serais pas accusé maintenant de vouloir enlever sur la quotité qui paraît devoir revenir dans l'ensemble aux sinistrés mobiliers.

Mais, pour distribuer les 15.800 millions, il faut tout de même que je dispose de ces 200 millions, sinon je ne pourrais pas démarrer l'opération. J'ai pris une mauvaise bifurcation, mais on a déjà procédé ainsi.

On a accepté cette façon d'opérer pour un autre chapitre qu'a accepté l'Assemblée nationale, quand il a fallu regonfler les postes des associations syndicales et des coopératives de construction. Les crédits ont été puisés à l'état D sur la ligne qui était afférente aux reconstructions immobilières. J'ai fait école, mauvaise école, et je m'en excuse.

M. Denvers. Il faudra prendre des précautions pour l'avenir !

M. le président. ... et une meilleure bifurcation ! (*Sourires.*)

M. le ministre. Je voudrais tout de même que l'erreur que j'ai commise, puisqu'il n'y a pas eu d'accident ni de catastrophe, ne soit pas inscrite à mon passif, ni surtout à celui des sinistrés mobiliers.

M. le président de la commission de la reconstruction. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission de la reconstruction.

M. le président de la commission de la reconstruction. Il est indigne, impensable même, pour l'ancien directeur de la Société nationale des chemins de fer français, d'avoir pris une si mauvaise bifurcation. Mais j'ai voulu, pour le principe, monsieur le ministre, souligner que nous ne pourrons pas, à la commission de la reconstruction, admettre l'année prochaine que des crédits de fonctionnement soient prélevés sur des indemnités de dommages de guerre, qui doivent aller à des sinistrés mobiliers. Vous avez manifesté tout à l'heure l'intention d'en indemniser le maximum, et ce serait peut-être vous rendre service que de les garder intacts, ces 16 milliards. Mais, voulant vous montrer que nous savons comprendre vos besoins et surtout reconnaître les scrupules qui vous animent, nous donnons notre approbation à la mesure que vous nous proposez. (*Très bien!*)

M. le président. L'amendement est donc retiré.
Après les explications de M. le ministre, maintenez-vous votre amendement, monsieur Dupic ?

M. Dupic. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. Les deux amendements sont retirés.
Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix l'article 25.
(*L'article 25 est adopté.*)

M. le président. Par amendement (n° 45), MM. Dupic, Marrane et les membres du groupe communiste proposent d'insérer un article additionnel 25 *bis* (nouveau) ainsi conçu:
« L'article 3 du décret n° 53-717 du 9 août 1953 est complété par l'alinéa suivant:
« La commission émet son avis avant que le sinistré fasse connaître son option entre les trois méthodes d'indemnisation et en tenant compte notamment des listes de mobiliers détruits figurant au dossier précédemment constitué. »

M. Dupic. Je retire mon amendement, monsieur le président.

M. le président. L'amendement est retiré.

Par amendement (n° 47), M. Dupic et les membres du groupe communiste proposent d'insérer un article additionnel 25 *ter* (nouveau) ainsi conçu:
« L'article 55 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 est modifié ainsi qu'il suit:
« Le deuxième alinéa de l'article 36 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre est supprimé et remplacé par l'alinéa suivant:
« Ne sont pas recevables les demandes d'indemnité lorsque le coût de reconstitution des éléments du bien sinistré ne dépasse pas 3.000 francs en matière immobilière et 1.000 francs en matière mobilière, ce coût étant évalué à la date du 1er janvier 1947.
« Les indemnités perçues... » (Le reste sans changement.)

M. Dupic. Je retire également cet amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

« Art. 26. — L'administration des domaines est autorisée à céder à l'amiable, avec l'accord du représentant départemental du ministre de la reconstruction et du logement, les constructions provisoires ou semi-provisoires édifiées par l'Etat.
« Des délais de payement n'excédant pas dix ans pourront être accordés aux acquéreurs occupant les lieux; les cessions réalisées au profit des communes et des offices publics d'habitations à loyer modéré pourront être consenties exceptionnellement à titre gratuit, sous réserve que les constructions acquises soient utilisées par priorité au logement des réfugiés et sinistrés.
« Les recettes provenant des cessions réalisées en application des dispositions du présent article seront affectées à la caisse autonome de la reconstruction. »
Par amendement (n° 31), MM. Denvers, Chochoy, Canivez, Chazette, Darmanthé, Lafforgue et les membres du groupe socialiste proposent, au premier alinéa, 3e ligne, de cet article, entre les mots: « ministre de la reconstruction et du logement » et les mots: « les constructions provisoires », d'insérer les mots: « et par priorité aux occupants et aux collectivités locales ».
La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. Il n'y a pas d'inconvénient à accepter mon amendement...

M. le ministre. Je suis d'accord.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission est d'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement de M. Denvers.
(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix l'article 26 ainsi modifié.
(*L'article 26, modifié, est adopté.*)

M. le président. « Art. 27. — Le ministre de la reconstruction et du logement est autorisé à combler, par l'intégration d'agents temporaires en fonction dans cette administration et conformément aux dispositions des décrets nos 53-1180 et 53-1181 du 1er décembre 1953 pris en application de l'article 64 de la loi n° 52-401 du 14 avril 1952, les vacances d'emplois dans les grades de rédacteurs et de vérificateurs titulaires de l'administration centrale et des services extérieurs existant au 31 décembre 1951 et demeurées constamment ouvertes jusqu'à la date des intégrations à prononcer. » — (*Adopté.*)
« Art. 28. — Le Gouvernement pourra, par décret pris après avis conforme de la commission des finances et de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre de l'Assemblée nationale et avis des commissions correspondantes du Conseil de la République, obliger les personnes et les sociétés qui construisent pour des tiers avec le bénéfice des lois d'aide à la construction des immeubles à usage d'habitation, à déposer en consignation les fonds qu'ils reçoivent de ces tiers préalablement à toute acquisition de terrain ou exécution de travaux.
« Les personnes et les sociétés visées à l'alinéa précédent pourront obtenir la disposition des fonds consignés dans la mesure où elles justifieront de leur affectation pour les constructions prévues.
« L'inobservation des dispositions du présent article et des textes d'application subséquents, sera punie des peines prévues aux trois premiers alinéas de l'article 408 du code pénal. » — (*Adopté.*)

Par amendement (n° 60), MM. Denvers, Chochoy, Canivez, Darmanthé, Lafforgue et Chazette proposent d'insérer un article additionnel 28 *bis* (nouveau) ainsi conçu:
« Toutes dispositions prises en faveur de la construction de logements familiaux, notamment celles de l'arrêté interministériel du 24 décembre 1953 (paru au *J. O.* du 25 décembre 1953, page 11570) fixant les conditions d'attribution aux fonctionnaires de prêts complémentaires garantis par l'Etat, seront *ipso facto* étendues à l'ensemble des organismes régis par la législation H. L. M. »
La parole est à M. Denvers.

M. Denvers. Je sais qu'une circulaire vient de paraître au *Journal officiel* permettant aux fonctionnaires d'obtenir des prêts qu'on peut appeler complémentaires, c'est-à-dire des prêts spéciaux du Crédit foncier.
Mais lorsqu'un fonctionnaire s'adresse à un organisme d'H. L. M., je voudrais savoir s'il n'est pas possible d'obtenir un prêt supérieur à 80 p. 100, autrement il reste à sa charge une part de 20 p. 100 qu'il lui serait très difficile de réaliser. Si j'obtenais des apaisements...

M. le ministre. Je vous donne ces apaisements. Un arrêté est en cours pour régler cette question.

M. Denvers. Puisque les fonctionnaires vont avoir satisfaction, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.
« Art. 29 (nouveau). — Les autorisations de programme et les crédits de payement ouverts, en 1954, aux budgets des divers ministères pour les opérations visées à l'article 49 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950 pourront être transférés en cours d'exercice aux chapitres spéciaux ouverts aux budgets des finances, de la reconstruction et du logement, et de l'éducation nationale, conformément aux dispositions des alinéas 2, 3 et 4 de l'article 49 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950 susvisée.
« Ces transferts seront subordonnés à l'avis de la commission centrale de contrôle des opérations immobilières sur l'utilisation des crédits et opérés par arrêtés concertés du ministre chargé du Budget, du ministre de la reconstruction et du logement et du ministre de l'éducation nationale. » (*Adopté.*)
Je vais mettre aux voix l'ensemble de l'avis.

M. le rapporteur. La commission demande un scrutin.

M. Georges Marrane. Je demande la parole pour expliquer mon vote.

M. le président. La parole est à M. Georges Marrane.

M. Georges Marrane. Mesdames, messieurs, le budget de la reconstruction traduit la politique générale du Gouvernement qui consacre l'essentiel des ressources du pays aux crédits mili-

laires; par voie de conséquence, ce budget est notoirement insuffisant à la fois pour les sinistrés et pour la construction de logements par les organismes d'habitations à loyer modéré.

De plus, M. le ministre maintient les décrets-lois qu'il a pris et qui limitent les possibilités d'action des organismes d'habitation à loyer modéré, qui, de ce fait, voient leurs difficultés grandir, alors qu'au contraire ils devraient être aidés pour agir dans de meilleures conditions et pour remédier dans le plus bref délai à la crise catastrophique du logement.

Enfin, l'effort du ministère est plutôt orienté vers les sociétés d'économie mixte et M. le ministre ne s'est pas engagé à faciliter la création de nouveaux offices communaux.

Pour toutes ces raisons le groupe comuniste votera contre l'ensemble du budget.

M. de Fraissinette. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. de Fraissinette.

M. de Fraissinette. Mesdames, messieurs, je voudrais calmer les inquiétudes et les craintes de M. Marrane et de certains de nos collègues en ce qui concerne le secteur industrialisé.

Excusez-moi d'intervenir à cette heure tardive ou matinale, comme vous le voudrez, mais cette question m'intéresse d'une façon particulière, représentant la ville de Saint-Etienne.

Permettez-moi de dire simplement que le secteur industrialisé me paraît sur le plan du ministère de la reconstruction et du logement une réussite toute particulière. Il s'agit, en l'occurrence, de la construction d'habitations à loyer modéré sous forme d'industrialisation du bâtiment. Cette pratique a donné des résultats excellents et je ne vous en citerai qu'un exemple.

La construction de 1.262 logements de 1, 2, 3, 4 et 5 pièces dans la ville de Saint-Etienne, commencée au mois de juin 1953, sera achevée dans un temps record, moins de trente mois. Quatre cents de ces logements pourront être occupés dès le mois d'août ou septembre de l'année 1954.

Grâce au concours d'un certain nombre d'architectes et d'ingénieurs des services techniques, qui ont procédé aux études détaillées de tout ce qui était relatif à la construction de ces bâtiments, on est parevnu à obtenir des prix particulièrement intéressants. Je vous en apporte la garantie la plus formelle et la plus objective. Le prix de la construction sera inférieur d'au moins 15 p. 100 et peut-être davantage à celui de la construction d'habitations à loyer modéré réalisée par les offices municipaux ou privés de construction d'habitations à loyer modéré.

D'une part rapidité de la construction, d'autre part, économie dans la construction; qu'il me soit permis de vous indiquer que, en tenant compte des normes actuelles de construction des habitations à loyer modéré, les 53 mètres carrés habitables reviendront à un peu moins de 1.670.000 francs, ce qui, par conséquent, au mètre carré, correspond à une réalité.

Ce que nous désirons — je crois rejoindre le vœu de cette Assemblée — c'est mettre rapidement un toit sur la tête des hommes, et dans les meilleures conditions de rapidité et de prix.

Je tiens à signaler ici que c'est une réussite de la part du ministère de la reconstruction et des services. Je tiens à féliciter plus spécialement M. le directeur de la construction pour l'effort qu'il a fourni et les conseils avisés qu'il nous a donnés.

Je suis d'autant plus à mon aise pour le dire que j'ai hésité longuement avant d'admettre cette solution. La ville de Saint-Etienne a bien voulu servir, permettez-moi cette expression un peu vulgaire, de cobaye. Je suis personnellement très satisfait. Je n'ai qu'un souhait, c'est que le secteur industrialisé se développe encore davantage. Je crois que c'est le souci de tous et que ce sera aussi une réussite pour tout le monde, qui permettra une accession réelle à la propriété, et, pour reprendre mon expression, de mettre un toit sur la tête des gens. (*Applaudissements.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

Je suis saisi d'une demande de scrutin présentée par la commission.

Le scrutin est ouvert.

(*Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.*)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre de votants	314
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République	160
Pour l'adoption	242
Contre	72

Le Conseil de la République a adopté.

Conformément à l'article 57 du règlement, acte est donné de ce que l'ensemble de l'avis a été adopté à la majorité absolue des membres composant le Conseil de la République.

— 26 —

TRANSMISSION D'UN PROJET DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de l'Assemblée nationale un projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, majorant l'allocation aux vieux travailleurs salariés, les allocations de vieillesse et l'allocation spéciale et modifiant certaines dispositions relatives aux cotisations de sécurité sociale.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 715, distribué, et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyé à la commission du travail et de la sécurité sociale. (*Assentiment.*)

— 27 —

DEPOT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Lamousse un rapport fait au nom de la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 9 de la loi du 27 février 1880, relatif aux conseils académiques (n° 625, année 1953).

Le rapport sera imprimé sous le n° 714 et distribué.

— 28 —

SUSPENSION DE LA SEANCE

M. le président. Le Conseil voudra sans doute renvoyer la suite de ses travaux à cet après-midi seize heures. (*Assentiment.*)

Le Conseil abordera à ce moment l'examen du budget de l'agriculture.

La séance est suspendue.

(*La séance est suspendue le dimanche 3 janvier, à quatre heures cinquante minutes.*)

Le Directeur du service de la sténographie du Conseil de la République
CH. DE LA MORANDIÈRE.

ANNEXES AU PROCES-VERBAL

DE LA

2e séance du jeudi 31 décembre 1953.

SCRUTIN (N° 173)

Sur l'ensemble de l'avis sur le budget de l'intérieur pour l'exercice 1954.

Nombre des votants..... 252
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République..... 160

Pour l'adoption..... 236
Contre 16

Le Conseil de la République a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Abel-Durand.
Ajavon.
Alric.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Robert Aubé.
Augarde.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Beauvais.
Bels.
Benchiha Abdelkader.
Benhabyles Cherif.
Georges Bernard.
Jean Bertaud (Seine).
Jean Berthoin.
Biatarana.
Boisrond.
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Borgeaud.
Pierre Boudet.
Boudinot.
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Boutonnat.
Brizard.
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Julien Brunhes (Seine).
Bruyas.
Capelle.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chambriard.
Chapalain.
Chastel.
Robert Chevalier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Claireaux.
Claparède.
Clavier.
Colonna.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
André Cornu.
Coudé du Foresto.
Coupigny.
Courroy.
Mme Crémieux.
Michel Debré.
Jacques Debû-Bridel.
Mme Marcelle Delabie.
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud.
Mamadou Dia.
Jean Doussot.
Driant.
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulin.
Charles Durand (Cher).
Jean Durand (Gironde).
Durand-Réville.
Enjalbert.
Yves Estève.
Ferhat Marhoun.
Fléchet.
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
Fousson.
de Fraissinette.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Galuing.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Giacomoni.
Glauque.
Gilbert-Jules.
Gondjout.
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Jacques Grimaldi.
Louis Gros.
Léo Hamon.
Hartmann.
Hoeffel.
Houcke.
Houdet.
Louis Ignacio-Pinto.
Yves Jaouen.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Kalb.
Kalenzaga.
Koessler.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Henri Lafleur.
de La Gontrie.
Ralijaona Laingo.
Landry.
René Laniel.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Le Digabel.
Le Gros.
Robert Le Guyon.
Lelant.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Claude Lemaître.
Le Sassier-Boisauné.
Emilien Lieutaud.
Liot.
Litaise.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
Maroselli.
Jacques Masteau.
de Maupeou.
Henri Maupoil.
Georges Maurice.
de Menditte.
Menu.
Michelet.
Milh.
Marcel Molle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
de Montullé.
Charles Morel.
Motais de Narbonne.
Léon Muscatelli.
Novat.
Jules Olivier.
Hubert Pajot.
Paquirissamypoullé.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Paumelle.
Pellenc.
Perdereau.
Georges Pernot.
Perrot-Migeon.
Peschaud.
Piales.
Pidoux de La Maduère.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Plazanet.
Alain Poher.
Poisson.
de Pontbriand.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.
Ramampy.
Razac.
Restat.
Réveillaud.
Reynouard.
Riviérez.
Paul Robert.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat.
Marc Rucart.
François Ruin.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé.
Sailer.
Salinéau.
François Schleiter.
Schwartz.
Sclafer.
Séné.
Yacouba Sido.
Raymond Susset.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.
Ternynck.
Tharradin.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Diongolo Traore.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Henri Varlot.
Vauthier.
de Villoutreys.
Vourc'h.
Voyant.
Wach.
Maurice Walker.
Michel Yver.
Joseph Yvon.
Zafimahova.
Zéle.
Zussy.

Ont voté contre :

MM.
Berlioz.
Nestor Calonne.
Chaintron.
Léon David.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Duloit.
Franceschi.
Mme Girault.
Waldeck L'Huillier.
Georges Marrane.
Namy.
Général Petit.
Primet.
Ramette.

Se sont abstenus volontairement :

MM.
Armengaud.
Assaillit.
Auberger.
Aubert.
de Baroonnèche.
Henri Barré (Seine).
Jean Bène.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Bozzi.
Brettes.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette.
Canivez.
Carcassonne.
Champeix.
Gaston Charlet.
Chazette.
Chochoy.
Pierre Commin.
Courrière.
Darmanthé.
Dassaud.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Amadou Doucouré.
Durieux.
Ferrant.
Jean Geoffroy.
Grégory.
Hauriou
Louis Lafforgue.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Lasalarié.
Léonetti.
Jean Malonga.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Mamadou M'Bodje.
Méric.
Minvielle.
Montpied.
Marius Moutet.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Charles Okaïa.
Alfred Paget.
Pauly.
Péridier.
Pic.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Vanrullen.
Verdeille.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Pierre Bertaux (Soudan).
Clerc.
Coulibaly Ouezzin.
Florisson.
Haïdara Mahamane.
Mostefaï El-Hadi.

Absent par congé :

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote :

M. René Coty, élu Président de la République.

M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, et M. Ernest Pezet, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants..... 257
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République..... 160

Pour l'adoption..... 241
Contre 16

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 174)

Sur l'amendement (n° 10) de MM. Chochoy et Bousch à l'article 10 du budget de la reconstruction et du logement pour l'exercice 1954.

Nombre des votants..... 305
Majorité absolue..... 153

Pour l'adoption..... 261
Contre 44

Le Conseil de la République a adopté.

Ont voté pour:

MM.
Abel-Durand.
Philippe d'Argenlieu.
Assaillit.
Robert Aubé.
Auberger.
Aubert.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Beauvais.
Bels.
Benchiha Abdelkader.
Jean Bène.
Benhabyles Cherif.
Berlioz.
Georges Bernard.
Jean Bertaud (Seine).
Jean Berthoin.
Biatarana.
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Borgeaud.
Boudinot.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Boutonnat.
Bozzi.
Brettes.
Brizard.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette.
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Bruyas.
Nestor Calonne.
Canivez.
Capelle.
Carcassonne.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chaintron.
Chambriard.
Champeix.
Chapalain.
Gaston Charlet.
Chastel.
Chazette.
Robert Chevalier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Chochoy.
Claparède.
Clavier.
Colonna.
Pierre Commin.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
Coupigny.
Courrière.
Courroy.
Mme Crémieux.
Darmanthé.
Dassaud.
Léon David.
Michel Debré.
Jacques Debû-Bridel.
Mme Marcelle Delabie.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud.
Amadou Doucouré.
Jean Doussot.
Driant.
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulin.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Charles Durand (Cher).
Jean Durand (Gironde).
Durand-Réville.
Durieux.
Dutoit.
Enjalbert.
Yves Estève.
Ferhat Marhoun.
Ferrant.
Fléchet.
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
de Fraissinette.
Franceschi.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Jean Geoffroy.
Giacomoni.
Giauque.
Gilbert Jules.
Mme Girault.
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Grégory.
Jacques Grimaldi.
Harlmann.
Hauriou.
Hoeffel.
Houcke.
Yves Jaouen.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Kalb.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Louis Lafforgue.
Henri Lafleur.
de La Gontrie.
Ralijaona Laingo.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Landry.
René Laniel.
Lasalarié.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Le Digabel.
Robert Le Guyon.
Lelant.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Claude Lemaître.
Léonetti.
Le Sassier-Boisauné.
Waldeck L'Huillier.
Emilien Lieutaud.
Liot.
Lilaise.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Jean Malonga.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
Maroselli.
Georges Marrane.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Jacques Masteau.
de Maupeou.
Henri Maupoil.
Georges Maurice.
Mamadou M'Bodje.
Menu.
Méric.
Michelet.
Milh.
Minvielle.
Marcel Molle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
Montpied.
de Montullé.
Charles Morel.
Marius Moutet.
Léon Muscatelli.
Namy.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Charles Okala.
Jules Olivier.
Alfred Paget.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Pauly.
Paumelle.
Pellenc.
Perdereau.
Péridier.
Perrot-Migeon.
Peschaud.
Général Petit.
Piales.
Pic.
Pidoux de La Maduère.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Plazanet.
de Pontbriand.
Primet.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.
Ramampy.
Ramette.
Restat.
Réveillaud.
Reynouard.
Riviérez.
Paul Robert.
Rogier.
Romani.
Rotinat.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Marc Rucart.
François Ruin.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé.
Satineau.
Schwartz.
Sclafer.
Séné.
Soldani.
Raymond Susset.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.
Tharradin.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Vanrullen.
Henri Varlot.
Verdeille.
Vourc'h.
Voyant.
Maurice Walker.
Michel Yver.
Zussy.

Ont voté contre :

MM.
Ajavon.
Alric.
Armengaud.
Augarde.
Boisrond.
Pierre Boudet.
Julien Brunhes (Seine).
Claireaux.
Clerc.
André Cornu.
Coudé du Foresto.
Delalande.
Mamadou Dia.
Fousson.
Gatuing.
Gondjout.
Louis Gros.
Léo Hamon.
Houdet.
Louis Ignacio-Pinto.
Kalenzaga.
Koessler.
Le Gros.
de Menditte.
Motais de Narbonne.
Novat
Hubert Pajot.
Paquirissamypoullé.
Georges Pernot.
Alain Poher.
Poisson.
Razac.
Rochereau.
Saller.
François Schleiter.
Yacouba Sido.
Ternynck.
Diongolo Traore.
Vauthier.
de Villoutreys.
Wach.
Joseph Yvon.
Zafimahova.
Zéle.

N'ont pas pris part au vote:

MM.
Louis André.
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Pierre Bertaux (Soudan).
Jean Boivin-Champeaux.
Coulibaly Ouezzin.
Florisson.
Haïdara Mahamane.
Mostefaï El-Hadi.
Southon.

Absent par congé:

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote:

M. René Coty, élu Président de la République.

M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, et M. Ernest Pezet, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de:

Nombre des votants..... 315
Majorité absolue..... 158

Pour l'adoption..... 267
Contre 48

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 175)

Sur la recevabilité de l'amendement (n° 54) de M. Jozeau-Marigné à l'article 12 du budget de la reconstruction et du logement pour l'exercice 1954.

Nombre des votants..... 304
Majorité absolue..... 153

Pour l'adoption..... 302
Contre 2

Le Conseil de la République a adopté.

Ont voté pour:

MM.
Abel-Durand.
Ajavon.
Alric.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Assaillit.
Robert Aubé.
Auberger.
Aubert.
Augarde.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Beauvais.
Bels.
Benchiha Abdelkader.
Jean Bène.
Benhabyles Cherif.
Berlioz.
Georges Bernard.
Jean Bertaud (Seine).

Jean Berthoin.
Biatarana.
Boisrond.
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Borgeaud.
Boudinot.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Boutonnat.
Bozzi.
Brettes.
Brizard.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Julien Brunhes (Seine).
Bruyas.
Nestor Calonne.
Canivez.
Capelle.
Carcassonne.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chaintron.
Chambriard.
Champeix.
Chapalain.
Gaston Charlet.
Chastel.
Chazette.
Robert Chevalier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Chochoy.
Claireaux.
Claparède.
Clavier.
Clerc.
Colonna.
Pierre Commin.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
Coudé du Foresto.
Coupigny.
Courrière.
Courroy.
Mme Crémieux.
Darmanthé.
Dassaud.
Léon David.
Michel Debré.
Jacques Debû-Bridel.
Mme Marcelle Delabie.
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud.
Mamadou Dia.
Amadou Doucouré.
Jean Doussot.
Driant.
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulin.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Charles Durand (Cher).
Jean Durand (Gironde).
Durand-Réville.
Durieux.
Dutoit.
Enjalbert.
Yves Estève.
Ferhat Marhoun.
Ferrant.
Fléchet.
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
Fousson.
Franceschi.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Gatuing.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Jean Geoffroy.
Giacomoni.
Giauque.
Gilbert-Jules.
Mme Girault.
Gondjout.
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Grégory.
Jacques Grimaldi.
Louis Gros.
Léo Hamon.
Hartmann.
Hauriou.
Hoeffel.
Houcke.
Louis Ignacio-Pinto.
Yves Jaouen.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Kalb.
Kalenzaga.
Koessler.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Louis Lafforgue.
Henri Lafleur.
de La Gontrie.
Ralijaona Laingo.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Landry.
René Laniel.
Lasalarié.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Le Digabel.
Le Gros.
Robert Le Guyon.
Lelant.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Claude Lemaître.
Léonetti.
Le Sassier-Boisauné.
Waldeck L'Huillier.
Emilien Lieutaud.
Liot.
Litaise.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Jean Malonga.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
Maroselli.
Georges Marrane.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Jacques Masteau.
de Maupeou.
Henri Maupoil.
Georges Maurice.
Mamadou M'Bodje.
de Menditte.
Menu.
Méric.
Michelet.
Milh.
Minvielle.
Marcel Molle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
Montpied.
de Montullé.
Charles Morel.
Motais de Narbonne.
Marius Moutet
Léon Muscatelli.
Namy.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Novat.
Charles Okala.
Jules Olivier.
Alfred Paget.
Hubert Pajot.
Paquirissamypoullé.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Pauly.
Paumelle.
Pellenc.
Perdereau.
Péridier.
Georges Pernot.
Perrot-Migeon.
Peschaud.
Général Petit.
Piales.
Pic.
Pidoux de La Maduère.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Plazanet.
Poisson.
de Pontbriand.
Primet.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.
Ramampy.
Ramette.
Razac.
Restat.
Réveillaud.
Reynouard.
Riviérez.
Paul Robert.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Marc Rucart.
François Ruin.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé.
Saller.
Satineau.
Schwartz.
Sclafer.
Séné.
Yacouba Sido.
Soldani.
Raymond Susset.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.
Ternynck.
Tharradin.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Diongolo Traore.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Vanrullen.
Henri Varlot.
Vauthier.
Verdeille.
de Villoutreys.
Vourc'h.
Voyant.
Wach.
Maurice Walker.
Michel Yver.
Joseph Yvon.
Zafimahova.
Zélé.
Zussy.

Ont voté contre :

MM. Armengaud et de Fraissinette.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Pierre Bertaux (Soudan).
Pierre Boudet.
André Cornu.
Coulibaly Ouezzin.
Florisson.
Haïdara Mahamane.
Houdet.
Mostefaï El-Hadi.
Alain Poher.
François Schleiter.
Southon.

Absent par congé :

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote :

M. René Coty, élu Président de la République.
M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, et M. Ernest Pezet, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de:

Nombre des votants	306
Majorité absolue	154
Pour l'adoption	304
Contre	2

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 176)

Sur l'amendement (n° 54) de M. Jozeau-Marigné à l'article 12 du budget de la reconstruction et du logement pour l'exercice 1954.

Nombre des votants	306
Majorité absolue	154
Pour l'adoption	248
Contre	58

Le Conseil de la République a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Abel-Durand.
Ajavon.
Alric.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Robert Aubé.
Augarde.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Beauvais.
Bels.
Benchiha Abdelkader.
Benhabyles Chérif.
Berlioz.
Georges Bernard.
Jean Berlaud (Seine).
Jean Berthoin.
Biatarana.
Boisrond.
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Borgeaud.
Pierre Boudet.
Boudinot.
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Boutonnat.
Brizard.
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Julien Brunhes (Seine).
Bruyas.
Nestor Calonne.
Capelle.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chaintron.
Chambriard.
Chapalain.
Chastel.
Robert Chevalier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Claireaux.
Claparède.
Clavier.
Clerc.
Colonna.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
Coudé du Foresto.
Coupigny.
Courroy.
Mme Crémieux.
Léon David.
Michel Debré.
Jacques Debû-Bridel.
Mme Marcelle Delabie.
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud.
Mamadou Dia.
Jean Doussot.
Driant.
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulin.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône),

Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Charles Durand (Cher).
Jean Durand (Gironde).
Durand-Réville.
Dutoit.
Enjalbert.
Yves Estève.
Ferhat Marhoun.
Fléchet.
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
Fousson.
Franceschi.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Gatuing.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Giacomoni.
Giauque.
Gilbert-Jules.
Mme Girault.
Gondjout.
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Jacques Grimaldi.
Louis Gros.
Léo Hamon.
Hartmann.
Hoeffel.
Houcke.
Louis Ignacio-Pinto.
Yves Jaouen.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Kalb.
Kalenzaga.
Koessler.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Henri Lafleur.
de La Gontrie.
Landry.
René Laniel.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Le Digabel.
Le Gros.
Robert Le Guyon.
Lelant.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Claude Lemaître.
Le Sassier-Boisauné.
Waldeck L'Huillier.
Emilien Lieutaud.
Liot.
Litaise.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
Maroselli.
Georges Marrane.
Jacques Masteau.
de Maupeou.
Henri Maupoil
Georges Maurice.
de Menditte.
Menu.
Michelet.
Milh.
Marcel Molle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
de Montullé.
Charles Morel.
Motais de Narbonne.
Léon Muscatelli.
Namy.
Novat.
Jules Olivier.
Hubert Pajot.
Paquirissamypoullé.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Paumelle.
Pellenc.
Perdereau.
Georges Pernot.
Perrot-Migeon.
Peschaud.
Général Petit.
Piales.
Pidoux de La Maduère.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Plazanet.
Alain Poher.
Poisson.
de Ponbriand.
Primet.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.
Ramampy.
Ramette.
Razac.
Restat.
Réveillaud.
Reynouard.
Riviérez.
Paul Robert.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat.
Marc Rucart.
François Ruin.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé.
Saller.
Satineau.
Schwartz.
Sclafer.
Séné.
Yacouba Sido.
Raymond Susset.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.
Ternynck.
Tharradin.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Diongolo Traore.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Henri Varlot.
Vauthier.
de Villoutreys.
Vourc'h.
Voyant.
Wach.
Maurice Walker.
Michel Yver.
Joseph Yvon.
Zafimahova.
Zéle.
Zussy.

Ont voté contre :

MM.
Armengaud.
Assaillit.
Auberger.
Aubert.
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Jean Bène.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Bozzi.
Brettes.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette.
Canivez
Carcassonne.
Champeix.
Gaston Charlet.
Chazette.
Chochoy.
Pierre Commin.
Courrière.
Darmanthé.
Dassaud.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Amadou Doucouré.
Durieux.
Ferrant.
de Fraissinette.
Jean Geoffroy.
Grégory.
Hauriou.
Louis Lafforgue.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Lasalarié.
Léonetti.
Jean Malonga.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Mamadou M'Bodje.
Méric.
Minvielle.
Montpied.
Marius Moutet.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Charles Okala.
Alfred Paget.
Pauly.
Péridier.
Pic.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Vanrullen.
Verdeille.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Pierre Bertaux (Soudan).
André Cornu.
Coulibaly Ouezzin.
Florisson.
Haïdara Mahamane.
Houdet.
Ralijaona Laingo.
Mostefaï El-Hadi.
François Schleiter.

Absent par congé :

M. Franck-Chante

N'ont pas pris part au vote :

M. René Coty, élu Président de la République.
M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, et M. Ernest Pezet, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de:

Nombre des votants	310
Majorité absolue	156
Pour l'adoption	252
Contre	58

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 177)

Sur l'ensemble de l'avis sur le budget de la reconstruction et du logement pour l'exercice 1954.

Nombre des votants	309
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République	160
Pour l'adoption	237
Contre	72

Le Conseil de la République a adopté.

Ont voté pour:

MM.
Abel-Durand.
Ajavon.
Alric.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Robert Aubé.
Augarde.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Beauvais.
Bels.
Benchiha Abdelkader.
Benhabyles Cherif.
Georges Bernard.
Jean Bertaud (Seine).
Jean Berthoin.
Biatarana.
Boisrond.
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Borgeaud
Pierre Boudet.
Boudinot.
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Boutonnat.
Brizard.
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Julien Brunhes (Seine)
Bruyas.
Capelle.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chambriard.
Chapalain.
Chastel.
Robert Chevalier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Claireaux.
Claparède.
Clavier.
Clerc.
Colonna.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
André Cornu.
Coudé du Foresto.
Coupigny.
Courroy.
Mme Crémieux.
Michel Debré.
Jacques Debû-Bridel.
Mme Marcelle Delabie.
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud.
Mamadou Dia.
Jean Doussot.
Driant.
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulin.
Charles Durand (Cher).
Jean Durand (Gironde).
Durand-Réville.
Enjalbert
Yves Estève.
Ferhat Marhoun.
Fléchet.
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
Fousson.
de Fraissinette.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Gatuing.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Giacomoni.
Giauque.
Gilbert Jules.
Gondjout.
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Jacques Grimaldi.
Louis Gros.
Léo Hamon.
Hartmann.
Hoeffel.
Houcke.
Houdet.
Louis Ignacio-Pinto.
Yves Jaouen.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Kalb.
Kalenzaga.
Koessler.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Henri Lafleur.
de La Gontrie.
Ralijaona Laingo.
Landry.
René Laniel.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Le Digabel.
Le Gros.
Robert Le Guyon.
Lelant.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Claude Lemaître.
Le Sassier-Boisauné.

Emilien Lieutaud.
Liot.
Litaise.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
Maroselli.
Jacques Masteau, de Maupeou.
Henri Maupoil.
Georges Maurice.
de Menditte.
Menu.
Michelet.
Milh.
Marcel Molle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
de Montullé.
Charles Morel.
Motais de Narbonne.
Léon Muscatelli.
Novat.
Jules Olivier.
Hubert Pajot.
Paquirissamypoullé.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Paumelle.
Pellenc.
Perdereau.
Georges Pernot.
Perrot-Migeon.
Peschaud.
Piales.
Pidoux de La Maduère.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Plazanet.
Alain Poher.
Poisson.
de Pontbriand.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.
Ramampy.
Razac.
Restat.
Réveillaud.
Reynouard.
Riviérez.
Paul Robert.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat.
Marc Rucart.
François Ruin.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé.
Saller.
Satineau.
François Schleiter.
Schwartz.
Sclafer.
Séné.
Yacouba Sido.
Raymond Susset.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.
Ternynck.
Tharradin.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Diongolo Traore.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Henri Varlot.
Vauthier.
de Villoutreys.
Vourc'h.
Voyant.
Wach.
Maurice Walker.
Michel Yver.
Joseph Yvon.
Zafimahova.
Zéle.
Zussy.

Ont voté contre :

MM.
Assaillit.
Auberger.
Aubert.
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Jean Bène.
Berlioz.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Bozzi.
Brettes.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette.
Nestor Calonne.
Canivez.
Carcassonne.
Chaintron.
Champeix.
Gaston Charlet.
Chazette.
Chochoy.
Pierre Commin.
Courrière.
Darmanthé.
Dassaud.
Léon David.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Amadou Doucouré.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Durieux.
Dutoit.
Ferrant.
Franceschi.
Jean Geoffroy.
Mme Girault.
Grégory.
Hauriou.
Louis Lafforgue.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Lasalarié.
Léonetti.
Waldeck L'Huillier.
Jean Malonga.
Georges Marrane.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Mamadou M'Bodje.
Méric.
Minvielle.
Montpied.
Marius Moutet.
Namy.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Charles Okala.
Alfred Paget.
Pauly.
Péridier.
Général Petit.
Pic.
Primet.
Ramette.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Vanrullen.
Verdeille.

S'est abstenu volontairement:

M. Armengaud.

N'ont pas pris part au vote:

MM.
Pierre Bertaux (Soudan).
Coulibaly Ouezzin.
Florisson.
Haïdara Mahamane.
Mostefai El-Hadi.

Absent par congé :

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote :

M. René Coty, élu Président de la République.

M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, et M. Ernest Pezet, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de:

Nombre des votants	314
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République	160
Pour l'adoption	242
Contre	72

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

SESSION DE 1953 — COMPTE RENDU IN EXTENSO — 80e SEANCE (SUITE)

2e séance du Jeudi 31 Décembre 1953 *(suite)*

SOMMAIRE (*suite*).

Présidence de Mme Gilberte Pierre-Brossolette.

29. — Dépôt d'une question orale avec débat (p. 2624).

30. — Budget du ministère de l'agriculture pour 1954. — Discussion d'un avis sur un projet de loi (p. 2624).

Discussion générale: MM. de Montalembert, rapporteur de la commission des finances; Driant, rapporteur pour avis de la commission de l'agriculture; Durieux, Monichon, Coudé du Foresto, Naveau, Lodéon, Primet, Clavier, Pierre Boudet, Auberger, Charles Morel, Courrière, Roger Houdet, ministre de l'agriculture; Dulin, président de la commission de l'agriculture.

Passage à la discussion des articles.

31. — Interversion de l'ordre du jour (p. 2644).

Présidence de M. Gaston Monnerville.

32. — Budget du ministère de l'agriculture pour 1954. — Suite de la discussion d'un avis sur un projet de loi (p. 2644).

Art. 1er:

M. Dulin, président de la commission de l'agriculture; Roger Houdet, ministre de l'agriculture.

Amendement de M. Primet. — MM. Primet, de Montalembert, rapporteur de la commission des finances; le ministre de l'agriculture. — Rejet.

MM. le ministre de l'agriculture, le rapporteur, Louis André, Pierre Boudet, Primet.

Amendement de M. Auberger. — MM. Auberger, le rapporteur, le ministre de l'agriculture. — Rejet.

Amendement de M. Estève. — MM. Estève, le rapporteur, Edgar Faure, ministre des finances et des affaires économiques. — Retrait.

Amendements de MM. Durieux et Jean Durand. — Discussion commune: MM. Durieux, Jean Durand, le ministre de l'agriculture, le rapporteur. — Retrait.

MM. Durieux, le ministre

Amendement de M. Durieux. — MM. Durieux, le rapporteur, le ministre de l'agriculture, Primet, Pierre Boudet. — Adoption.

M. Durieux.

Amendement de M. Georges Boulanger. — MM. Georges Boulanger, le ministre de l'agriculture. — Adoption.

Amendement de M. Symphor. — M. Symphor. — Retrait.

Amendements de M. Durieux et de M. Primet. — Discussion commune: MM. Durieux, Primet, le rapporteur, le ministre de l'agriculture. — Retrait.

MM. Auberger, le ministre de l'agriculture.

Amendement de M. Georges Boulanger. — Retrait.

MM. le rapporteur, le ministre de l'agriculture, Driant, rapporteur pour avis de la commission de l'agriculture.

Amendement de M. Minvielle. — MM. Minvielle, le ministre de l'agriculture, Primet. — Retrait.

Amendement de M. Primet. — MM. Primet, le rapporteur. — Rejet.

M. Durieux.

Amendement de M. Primet. — MM. Primet, Philippe Olmi, secrétaire d'Etat à l'agriculture. — Rejet.

Amendement de M. Driant. — MM. Driant, le ministre de l'agriculture — Retrait.

MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat, le ministre de l'agriculture.

Amendement de M. Driant. — MM. Driant, le ministre de l'agriculture, le rapporteur. — Adoption.

Amendements de M. Durieux et de M Primet. — Discussion commune: MM. Durieux, Primet, le ministre de l'agriculture. — Retrait.

Amendement de M. Georges Boulanger. — Adoption.

MM. de Villoutreys, le ministre de l'agriculture.

Amendements de M. Georges Boulanger. — MM. le ministre de l'agriculture, Georges Boulanger, le rapporteur. — Retrait.

Renvoi à la suite de la discussion: MM. le rapporteur, le président.

33. — Demandes de discussion immédiate (p. 2658).

34. — Suspension de la séance (p. 2658).

(La séance est reprise le dimanche 3 janvier, à seize heures dix minutes, sous la présidence de Mme Gilberte Pierre-Brossolette.)

PRESIDENCE DE Mme GILBERTE PIERRE-BROSSOLETTE, vice-président.

Mme le président. La séance est reprise.

— 29 —

DEPOT D'UNE QUESTION ORALE AVEC DEBAT

Mme le président. J'informe le Conseil de la République que j'ai été saisi de la question orale avec débat suivante:

« M. Michel Debré a l'honneur de demander à M. le président du conseil s'il n'estime pas du droit du Gouvernement français de faire savoir, à la veille du grand discours de politique générale que doit prononcer le Président de la République des Etats-Unis:

« 1° Que les prétendues mises en demeure faites au Parlement français d'avoir à ratifier le projet dit de Communauté européenne de défense, émanant d'un gouvernement non signataire dudit projet, sont contraires aux principes élémentaires du droit des gens;

« 2° Qu'elles sont de nature à compromettre gravement et douloureusement les relations franco-américaines ».

Conformément aux articles 87 et 88 du règlement, cette question orale avec débat a été transmise au Gouvernement et la date du débat sera fixée ultérieurement.

— 30 —

BUDGET DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE POUR 1954

Discussion d'un avis sur un projet de loi.

Mme le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1954. (N°s 592 et 677, année 1953, M. de Montalembert, rapporteur, et n° 682, année 1953, avis de la commission de l'agriculture, M. Driant, rapporteur.)

Faut-il rappeler qu'en vertu d'une décision prise précédemment par le Conseil de la République, les temps de parole dans les débats budgétaires sont limités de la façon suivante:

Dans les discussions générales: 15 minutes au maximum pour chacun des rapporteurs et 10 minutes pour les autres orateurs;

Dans la discussion des amendements, articles et chapitres: 5 minutes au maximum par orateur.

Avant d'ouvrir la discussion générale, je dois faire connaître au Conseil de la République que j'ai reçu de M. le président du conseil des décrets, nommant, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister M. le ministre de l'agriculture:

MM. Braconnier, directeur du cabinet;
Rougé, chef de cabinet;
Laloy, conseiller technique;
Le Guelinel, ingénieur en chef des services agricoles, conseiller technique au cabinet;
Blanc, directeur général du génie rural et de l'hydraulique agricole;
Chanois, directeur général de la caisse nationale de crédit agricole;
Durand, directeur général de l'office national interprofessionnel des céréales;
Protin, directeur de la production agricole;
Dauthy, directeur adjoint, chef du service de l'administration générale et du personnel;
Pompon, directeur du service financier de la caisse nationale de crédit agricole;
Barbé, chef du service d'études et de documentation;
Margarit, inspecteur général de l'agriculture;
Merle, inspecteur général, chef des services vétérinaires;
Maze-Sencier, inspecteur général, chef du service des haras;
Razet, inspecteur général, chef du service de la répression des fraudes;
Dumas, chef du service de la protection des végétaux;
Chatelain, administrateur civil;
Guillaume, administrateur civil, chef du bureau du budget;
Rabot, sous-directeur des relations extérieures;
Chouvet, inspecteur général, chef de service de la répression des fraudes;
Allix, sous-directeur.
Imbaud, sous-directeur;
Simon (Paul), administrateur civil;
Telle, administrateur civil;
Dauthy, directeur adjoint, chef du service de l'administration générale et du personnel;
Lauras, directeur du cabinet du secrétaire d'Etat à l'agriculture;
Rastoin, chef adjoint du cabinet;
Merveilleux du Vignaux, directeur général des eaux et forêts;
Larcheveque, directeur des affaires professionnelles et sociales;
Siriez, administrateur civil;
Cepede, chef du service de l'enseignement;

Acte est donné de ces communications.

Dans la discussion générale, la parole est à M le rapporteur de la commission des finances.

M. de Montalembert, *rapporteur de la commission des finances.* Mes chers collègues, j'ai tout d'abord à vous faire part d'une satisfaction: cette année le budget de l'agriculture que j'ai l'honneur de rapporter devant vous n'est plus dispersé.

Vous vous souvenez que, précédemment, nous avions à examiner trois ou quatre fascicules différents. Cette année, en rattachant au budget général les budgets de fonctionnement, les subventions et les investissements, nous avons une centralisation qui nous permet une vue d'ensemble sur toute l'administration et sur tout le département de l'agriculture française.

L'ensemble des crédits qui figurent au projet qui nous est transmis comprend, en conséquence, les masses suivantes: dépenses de fonctionnement, 13.293 millions; dépenses en capital, 46 milliards environ; dépenses sur ressources affectées, 4.325 millions; au total quelque 64 milliards.

Je vais me permettre de vous faire part de mes réflexions; puis, ensemble, nous essayerons de tirer les conclusions nécessaires.

Le détail des crédits qui figure dans le budget que nous a transmis l'Assemblée nationale, est assez différent des propositions initiales; cependant le total est presque identique. Pour quelles raisons ? Parce que deux lettres rectificatives sont venues entre temps changer l'économie initiale du budget, mais globalement les chiffres n'ont pas varié.

Nous nous trouvons en présence d'un budget de reconduction et je ne m'attarderait pas, voulant rester dans les limites du quart d'heure qui m'est imparti — mauvais quart d'heure pour vous, peut-être, et pour moi aussi *(Sourires)*; c'est pourquoi je vous demande la plus grande indulgence.

Si nous étudions de près ce budget, nous constatons qu'il y a peu de choses à dire à son sujet. Cependant, un accroissement de dépenses de 247 millions a été compensé, à l'état A, à concurrence de 242 millions, par une nouvelle réduction du crédit inscrit au chapitre 44-28: « Prophylaxie des maladies des animaux et contrôle de la salubrité des viandes ». Je vous donnerai les explications nécessaires, si vous le voulez bien, au moment de la discussion de ce chapitre.

Les volumes du budget du prochain exercice et de celui de l'exercice en cours sont donc pratiquement identiques. Ne nous en étonnons pas puisqu'il n'y a eu aucune réforme administrative.

Le gros des crédits s'applique aux dépenses du personnel qui atteignent, aux différents titres, environ 9 milliards, soit un peu plus des deux tiers du total.

Votre commission des finances a remarqué, à ce sujet, que cette augmentation n'était pas seulement justifiée par des créations d'emplois nouveaux. Ceux-ci, en effet, ne s'élèvent qu'à soixante-dix. Ils se répartissent ainsi: services agricoles, douze; enseignement agricole, quarante-huit; institut national de la recherche agronomique, onze.

Pour les services agricoles, il s'agit d'agents techniques ou, plus précisément, de vulgarisateurs. Le Conseil de la République sera sans doute intéressé par la précision que je lui apporte. Ces vulgarisateurs doivent être associés à l'action que doivent mener des agents recrutés, pour les mêmes fins, par le centre national de la productivité.

Il y a là une action en parallèle. Je me permettrai de vous donner, si vous le désirez, lors de la discussion de l'article, des explications complémentaires qui figurent d'ailleurs dans mon rapport.

En ce qui concerne l'enseignement agricole, la création des quarante-huit postes était envisagée précédemment.

Quant à l'institut national de la recherche agronomique, il s'agit de onze postes qui avaient été accordés précédemment et qui représentent le solde de cinquante-deux créations d'em-

plois et de quarante et une suppressions. Je ne crois pas nécessaire de m'étendre davantage sur ces différents points.

La commission des finances a fait un abattement important en ce qui concerne l'aménagement des vacances d'emplois. M. le ministre de l'agriculture voudra bien tout à l'heure nous donner des explications complémentaires à ce sujet. Mais je veux tout de suite indiquer que, d'après les recherches auxquelles je me suis livré, il s'agit, en réalité, de vacances d'emplois qui avaient été décidées virtuellement par les gouvernements précédents et qui avaient pour objet d'aboutir à des économies de 3 ou 4 p. 100 que le ministre des finances de l'époque imposait, peut-être, un peu à la légère, car ces vacances d'emplois n'ont pu être réalisées, souvent à cause d'obstacles juridiques, à cause peut-être aussi du bon fonctionnement des services. Quoi qu'il en soit, c'était une économie virtuelle qui n'a pas été réalisée. Il fallait bien, par conséquent, rétablir les crédits si l'on voulait présenter un budget honnêtement établi. C'est ce qu'a fait — je me plais à le reconnaître — M. le ministre de l'agriculture.

Passons aux crédits de matériel. Le montant s'en élève à un peu plus de 2.200 millions. Pas d'observation majeure, si ce n'est que c'est généralement sur ces catégories de crédits que portent les économies essentielles. On ne les défend peut-être pas comme on devrait les défendre, ces crédits. Je crois qu'à la longue, cette politique s'avère préjudiciable pour l'agriculture française.

N'oublions pas que, dès le mois de novembre dernier, une insuffisance de crédits de matériel était enregistrée et que, en particulier, les déplacements des agents ne pouvaient plus avoir lieu faute de ressources nécessaires. Il y aurait peut-être intérêt à l'avenir, à ne pas faire porter les économies que nous souhaitons sur les chapitres de matériel.

Reste la troisième catégorie de dépenses, celle qui, à mon avis, est la plus fructueuse pour l'orientation et le développement de notre production. Il s'agit des interventions publiques. Un chapitre fort important est réservé aux dépenses de vulgarisation; un autre, également essentiel, est consacré à la prophylaxie des maladies des animaux. Vous pourrez constater que, en ce qui concerne le chapitre 44-21 relatif à la vulgarisation, une diminution de 77 millions de francs est enregistrée par rapport à l'année dernière. Vous pourriez, certes, vous en étonner. Mais là encore, je me permets de souligner l'incidence des accords Blair-Moody. Au moment de la discussion de l'article en question, il y aura intérêt, me semble-t-il, à ce que M. le ministre de l'agriculture nous donne les renseignements que nous attendons.

Je répète une fois de plus qu'il existe en vulgarisation des voies parallèles. Contrairement à la définition du parallélisme, il serait bon que nos efforts soient conjugués et se rejoignent.

En ce qui concerne le chapitre de la prophylaxie de la maladie des animaux, j'en ai dit un mot tout à l'heure et je n'y reviens pas. Vous remarquez qu'il est en très grande diminution, parce que le crédit précédemment inscrit au budget s'est trouvé, et fort heureusement, augmenté par la lettre rectificative qui traite de « l'assainissement du marché de la viande ». Sur ce point, monsieur le ministre, une petite querelle s'est élevée entre nous à la commission des finances, mais ce serait, je crois, alourdir la discussion générale de ce rapport que d'essayer dès maintenant de rapprocher nos points de vue, ce qui, vous le savez bien, est le souhait du rapporteur.

J'en arrive maintenant aux dépenses en capital. Les crédits qui figurent sous cet intitulé sont ceux qui étaient, jusqu'à cette année, répartis entre le budget d'équipement des services civils et la loi des investissements économiques.

Ils concernent les investissements exécutés par l'Etat ou avec le concours de l'Etat.

Les autorisations de programmes et les crédits de payement ne sont plus, comme précédemment, disproportionnés. Nous y voyons quant à nous un très grand avantage; même si la diminution des premières devait entraîner une certaine réduction du volume des travaux, on ne doit pas sous-estimer l'effort de sincérité qui a été fait, car c'est une illusion que d'autoriser des travaux importants sans prévoir parallèlement les efforts suffisants pour les solder.

Le deuxième fait est l'augmentation très sensible des crédits destinés au financement des prêts qui, s'ajoutant à l'octroi d'une tranche exceptionnelle de 9 milliards à la caisse nationale du crédit agricole, permettra, nous l'espérons, de rattraper le retard que nous avions pris. Là encore, c'est une mesure que nous estimons favorable.

Cela n'empêche que la commission des finances a relevé l'insuffisance des crédits. Nous le disons chaque année. Il est certain qu'à l'heure présente notre équipement agricole est en retard. Chaque fois que nous pourrons lui faire faire un bond en avant, je crois qu'au Conseil de la République nous nous en réjouirons. Il suffit de consulter le tableau que je me suis permis d'annexer à mon rapport. En particulier, il est prévu un crédit de 350 millions pour les nouveaux points d'eau — à ne pas confondre avec les crédits affectés à l'adduction d'eau potable. Cela indique que nous ne pourrons pas aller très loin dans cette recherche pourtant essentielle.

Mme le président. Vous savez que les temps de parole sont limités. Je vous demande de conclure, monsieur le rapporteur.

M. le rapporteur. Vous voyez, madame le président, que je vais le plus vite possible. Il y a, je crois, dix minutes que je suis à la tribune. J'ai l'intention de respecter mon temps de parole. Mais je dois apporter des chiffres et exposer un rapport. Je crois que tous les orateurs doivent se limiter, mais il est difficile pour un rapporteur de ne pas indiquer la conclusion des travaux dont il a été chargé. C'est pourquoi je pense que, de mon banc, je pourrai répondre sur les articles; permettez-moi toutefois de vous faire respectueusement remarquer, madame le président, que ce que je dis en ce moment, je n'aurai pas besoin de le répéter à mon banc. C'est donc du temps de gagné.

Déférant à votre désir, j'en arrive à ma conclusion. Je pense que nous devrions évoquer la politique générale agricole, mais ce n'est pas le moment de le faire, n'est-il pas vrai? Nous sommes dans cette période de fin d'année où l'on ne sait plus très bien si on se trouve encore en 1953 ou en 1954. C'est ce que j'appellerai le no man's land du calendrier parlementaire.

M. Restat. Et budgétaire!

M. le rapporteur. Cela ne facilite pas notre travail, mais qu'on me permette de dire qu'en ce moment la nécessité s'impose d'avoir une politique agricole. L'avons-nous?

Je crois que nous devrions avant tout, je l'ai indiqué dans mon rapport, penser à l'écoulement de nos produits. Il est vraiment tragique de constater qu'actuellement nous importons encore de l'étranger pour près de 50 milliards de produits alimentaires.

Il est tragique, aussi, de constater que le revenu agricole moyen est médiocre. Il ne dépasse pas 200.000 francs par habitant, y compris les avantages des revenus en nature, ce qui signifie qu'en dépit de son labeur, l'agriculteur n'est pas payé de sa peine.

Ce n'est certes pas un bilan favorable. De plus, nous devons constater que lors des bonnes années, nous ne savons pas comment écouler nos produits. Quand on a ces faits présents à l'esprit, on se dit: ils proviennent du manque certain d'une politique agricole cohérente.

Pourquoi? parce qu'on fait cette politique de bribes et de morceaux, parce qu'il est probable, excusez-moi de le dire, qu'on ne fait pas de la grande politique, qu'on se plaît davantage à faire de la politique à la petite semaine. On a perdu de vue que, pour que l'agriculture soit prospère, il faut adopter des règles de continuité — les paysans disent qu'il faut des assolements et qu'il faut préparer la terre longtemps à l'avance — je ne crois pas que les gouvernements successifs que nous avons eu depuis un certain temps ne se soient pas inspirés suffisamment de ce principe de continuité.

Différentes solutions peuvent se présenter: recourir au malthusianisme? j'écarte cette solution; encourager l'exode rural? socialement, humainement possible, il est impossible d'y songer; il reste l'augmentation de la productivité, tout le monde en parle, c'est la panacée. Un nouveau plan quinquennal va être, prochainement, mis à l'ordre du jour.

En cette période de vœux, monsieur le ministre, qu'il me soit permis de dire que je souhaite que ce nouveau plan soit judicieusement établi, que vous y mettiez la main, que les techniciens européens ne veuillent pas trop nous faire prendre — excusez-moi de l'expression, mais nous sommes sur un terrain agricole — des vessies pour des lanternes et que l'on reste avec les pieds au sol.

J'entends parler d'exportations. Il faut tout de même savoir comment elles peuvent se faire. Allons-nous exporter nos grands produits de masse? Qui avons-nous en face de nous? Nous avons des économies: celle d'Amérique d'une part, celle du Bloc occidental d'autre part, et des prix de revient élevés parce que, fort heureusement, nous avons dans notre pays une politique sociale très poussée, mais cette politique sociale coûte cher.

Allons-nous exporter des produits de qualité? D'accord, mais alors il importe d'orienter la production agricole sans parti pris, en faisant ce qu'il faut. C'est pourquoi nous nous félicitons de l'augmentation des crédits de vulgarisation. Tout cela est sans aucun doute compliqué, difficile.

En descendant de la tribune, permettez à votre rapporteur, mes chers collègues, d'émettre un souhait, c'est que dans le travail, dans l'effort, dans l'union, sans parti pris, nous nous attachions, nous, parlementaires, à cette besogne d'aider le Gouvernement en souhaitant que celui-ci comprenne qu'à

l'échelon de l'exécutif il doit agir davantage qu'il l'a fait jusqu'ici.

C'est cela la « politique » que je souhaiterais pour mon pays, et non pas la « politicaillerie » à laquelle nous avons été, depuis de nombreuses années, trop souvent accoutumés. (*Applaudissements.*)

Mme le président. La parole est à M. Driant, rapporteur pour avis de la commission de l'agriculture.

M. Driant, *rapporteur pour avis de la commission de l'agriculture.* Messieurs les ministres, mes chers collègues, au nom de la commission de l'agriculture, permettez-moi de vous donner très rapidement un avis sur ce fascicule budgétaire qui intéresse l'agriculture.

La présentation du budget est nouvelle, comme l'a d'ailleurs souligné le rapporteur de la commission des finances. Nous trouvons, d'une part, le budget de fonctionnement et, d'autre part, ces crédits qui, primitivement, se trouvaient soit dans le budget de reconstruction et d'équipement, soit dans ce qu'on appelait le F. M. E., c'est-à-dire les crédits de subventions et les crédits de prêts. Nous trouvions également dans la présentation du budget les crédits intéressant le fonds forestier national. Ces crédits, qui avaient été budgétisés par le Gouvernement, ont été débudgétisés au cours des débats à l'Assemblée nationale. La commission de l'agriculture se félicite de cette remise hors budget. L'annualité budgétaire se prête mal, en effet, aux travaux auxquels sont destinés ces crédits. Il est donc préférable qu'ils soient à la disposition du ministère de l'agriculture, qui peut les utiliser au mieux.

Ce que demandait le rapporteur de la commission des finances les années précédentes, c'était qu'au moment de la présentation budgétaire nous soit soumis, en annexe au budget de l'agriculture, un rapport sur ce fonds forestier. Je crois que c'est là une chose facile à réaliser, qui permettrait au Conseil de la République de se rendre compte, au moment des débats relatifs à l'agriculture, de l'utilisation des crédits du fonds forestier.

Je passerai très rapidement en revue la première partie de ce budget, c'est-à-dire celle qui intéresse le budget de fonctionnement, budget de reconduction, comme l'a indiqué M. de Montalembert tout à l'heure, impératif financier tracé à tous les membres du Gouvernement. Avec une telle formule, si l'on veut augmenter la dotation d'un chapitre, il faut réduire celle d'un autre chapitre, autrement dit déshabiller Paul pour habiller Pierre. Quant aux lettres rectificatives qui ont été déposés au cours des débats à l'Assemblée nationale, la première a réduit sensiblement les crédits de payement, de 564 millions, et la deuxième a apporté, elle, 3.650 millions de crédits supplémentaires d'engagement.

Des virements de crédits ont été opérés à l'intérieur du budget de fonctionnement, notamment une réduction très sensible des crédits de la prophylaxie et du contrôle des animaux, ces crédits étant virés en partie au chapitre de l'enseignement.

Le rapport pour avis que j'ai présenté au nom de la commission de l'agriculture a été distribué. Il vous suffira de vous y reporter. Vous constaterez que la commission de l'agriculture m'a notamment chargé de souligner que, tout en reconnaissant l'intérêt du service des haras nationaux, elle demandait au ministre de l'agriculture de procéder à sa réorganisation.

Tout en admettant qu'il faut sauvegarder l'encouragement à l'élevage du cheval en France, elle a estimé qu'au moment où l'on constate un développement de la motorisation une réorganisation de ce service s'impose afin d'utiliser au mieux les modestes crédits mis chaque année à la disposition du ministère de l'agriculture.

Les années précédentes, j'avait évoqué longuement le problème de l'enseignement agricole. Il n'est pas nécessaire d'y revenir puisque nous sommes toujours à peu près dans la même situation et que nous devons déplorer l'absence de crédits qui permettraient de donner aux jeunes gens ruraux un enseignement suffisant. Il y a eu toutefois une légère augmentation des crédits qui permetttra la création de 48 postes nouveaux, notamment de professeurs d'écoles ménagères. Cela devrait permettre — nous nous en félicitons — la création d'une école ménagère dans chaque département où il n'y en a pas encore.

Nous sommes loin, cependant, de ce qui doit être considéré comme l'indispensable. Les jeunes gens ruraux ne peuvent recevoir l'enseignement agricole auquel ils peuvent prétendre. Nous avons indiqué, les années précédentes, les dotations de l'enseignement technique. Nous ne lui reprochons pas de toucher vingt fois plus que l'enseignement agricole mais nous pensons, à la commission de l'agriculture, que cette rivalité — j'emploie le mot qui convient — entre deux ministères, celui de l'éducation nationale et celui de l'agriculture, au sujet de l'enseignement, ne favorise pas la solution que nous recherchons.

On trouve, dans ce budget de l'éducation nationale qui, depuis plusieurs semaines, est en panne devant l'Assemblée nationale, 225 créations de postes nouveaux pour l'enseignement postscolaire agricole, alors qu'il est difficile au ministre de l'agriculture de prévoir 48 créations de postes. Il y a là quelque chose qui nous choque. Il faudrait qu'au sein du Gouvernement une entente soit réalisée entre ces deux ministères. Bien entendu, nous considérons que l'enseignement agricole doit rester sous la tutelle du ministre de l'agriculture. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

Monsieur le ministre, vous demandiez récemment que la direction de l'enseignement soit rétablie à votre ministère. Nous nous en félicitons puisque nous n'avons cessé, ici, de réclamer ce rétablissement.

Je passerai sur les autres postes de ce budget de fonctionnement, ne voulant pas abuser du temps de parole qui m'est imparti. La recherche agronomique, la répression des fraudes, autant de chapitres sur lesquels on pourrait s'étendre. Il conviendrait d'en souligner l'importance et l'insuffisance des crédits.

Permettez-moi, cependant, au sujet du contrôle des lois sociales en agriculture, de signaler au Conseil de la République que nous trouvons une fois encore, dans ce budget, des créations nouvelles, notamment 4 créations de postes d'inspecteur et 20 créations de postes de de contrôleur. Certes, nous reconnaissons que ce service doit être doté d'un personnel suffisant au moment où les lois sociales prennent de plus en plus d'extension dans l'agriculture. Cependant, j'ai relevé dans les débats à l'Assemblée nationale un passage de l'exposé de M. le secrétaire d'Etat à l'agriculture, M. Olmi, disant qu'il s'agit là d'un plan quinquennal, qui entraînera la création de 330 postes environ, alors qu'avec les 24 postes actuels nous n'en sommes encore qu'à 150. Nous reconnaissons que la création de ces postes est nécessaire, mais nous devons signaler au Conseil de la République — et nous le regrettons — qu'il semble plus facile de créer des emplois lorsque cela n'entraîne pas de dépenses proprement budgétaires. Ces dépenses sont, en effet, imputées à un fonds de concours alimenté pour trois sixièmes par le régime des assurances agricoles, pour deux sixièmes par les allocations familiales et pour un sixième par le régime des allocations-vieillesse. Nous aurions préféré que, parallèlement à ces créations d'emplois, il y eût possibilité, pour le ministre de l'agriculture, avec des dotations correspondantes, de créer plus de 12 emplois de vulgarisateurs et de faire un effort correspondant au point de vue de la vulgarisation. (*Nouveaux applaudissements.*)

Un autre chapitre a retenu notre attention, c'est celui des migrations rurales intérieures. Nous avions signalé ce grave problème il y a plusieurs années et nous nous félicitons de l'effort réalisé. C'est un problème important. Déjà plusieurs milliers de familles paysannes ont effectué cette migration et ont trouvé, dans des départements déficitaires en exploitants agricoles, une situation qu'ils n'auraient pu trouver dans leur département d'origine.

J'en arrive à la deuxième partie de ce budget, la plus importante, celle que nous trouvions, les années précédentes, dans le budget de la reconstruction et d'équipement et dans le budget des prêts économiques et sociaux. Ici, je m'excuse de n'être pas tout à fait d'accord avec le rapporteur de la commission des finances. Ce qu'il vous disait tout à l'heure est parfaitement exact si l'on s'en tient uniquement au budget de 1954.

Il est certain que la présentation budgétaire qui vous est soumise aujourd'hui fait ressortir une relation plus étroite entre les crédits de subventions et les crédits de prêts que les années précédentes. Cependant, nous sommes obligés de rappeler au Conseil de la République qu'au point de vue budgétaire nous traînons, dans ce domaine, un retard important. Je me permets de vous indiquer les chiffres.

Des crédits d'engagement substantiels ont permis au ministre de l'agriculture de déclarer, à l'Assemblée nationale, que les programmes seraient, en 1954, supérieurs à ce qu'ils étaient en 1953. Une amélioration sensible a été enregistrée dans ce domaine puisque la lettre rectificative déposée par le Gouvernement apporte 3.650 millions de crédits d'engagement supplémentaires.

Je me dois cependant de rappeler au Conseil de la République que, en ce qui concerne les prêts, les années précédentes et jusqu'en 1952 inclus, les crédits d'engagements entraînaient des crédits de payement s'échelonnant sur trois années seulement.

La présentation budgétaire de 1953 prévoyait un échelonnement sur quatre années, c'est-à-dire jusqu'à l'année 1956 comprise. Nous avions protesté l'an dernier contre cette présentation et essayé de la modifier en ramenant l'échelonnement des crédits de payement sur trois années. Le Conseil de la République n'a pas obtenu gain de cause. Nous constatons, dans le budget de 1954 qui nous est soumis, que les crédits de payements sont prévus pour l'exercice 1954, « et ultérieurement », ce qui signifie qu'on ne sait pas exactement jusqu'à quelle date.

Quelle est la situation des établissements bancaires qui consentent l'essentiel des prêts du fonds de modernisation et

d'équipement et, notamment, la caisse nationale de crédit agricole ? Fin 1950, des crédits de payement restaient disponibles. Ils ont été reportés sur l'exercice 1951. L'exercice 1951 s'est achevé sur un équilibre approximatif entre les payements et les engagements.

Fin 1952, la caisse nationale de crédit agricole avait un découvert de 3 milliards et demi, c'est-à-dire qu'elle avait été obligée de prélever cette somme sur ses réserves propres. L'année 1953 se termine avec plus de six milliards de francs d'avances, sans compter les prêts à court terme consentis par toutes les caisses régionales, ces prêts venant s'ajouter aux 6 milliards de découvert de la caisse nationale.

A la page 197 du fascicule budgétaire de l'agriculture, on peut lire que jusqu'en 1953 compris, nous avions 155 milliards de crédits d'engagement votés et que nous n'avions que 114 milliards, 1953 compris, de crédits de payement proprements dits. C'est une fourchette de 38 milliards de crédits qui n'étaient pas payés fin 1953.

Je sais bien que dans la présentation de 1953, certains des crédits portent sur les exercices 1955 et 1956, mais je puis dire que, fin 1953, en tenant compte de ces crédits de payement, qu'on devra trouver encore en 1955 et 1956, il restait une fourchette réelle de 31.700 millions de crédits de payement qu'il fallait envisager.

Or, nous trouvons bien, dans le budget de 1954, 25.400 millions de crédits de payement, auxquels il convient d'ajouter 1.100 millions du projet des comptes spéciaux qui serviront également à apurer la situation. Nous sommes cependant en deça de ce qu'il faudrait et, même en tenant compte des 9 milliards donnés récemment par le Gouvernement pour supprimer la distorsion qui existe entre les crédits de subventions et les crédits de prêts, l'écart dont je viens de parler demeure, c'est-à-dire que nous n'aurons que 25.400 millions de payement plus 1.100 millions dans les comptes spéciaux et que nous avons, en retard de payement, fin 1953, 31.700 millions.

Je crois que cela méritait d'être dit à cette tribune (*Applaudissements*) car M. le rapporteur vous disait tout à l'heure qu'il ne fallait pas créer d'illusion. Lorsque les projets ne sont pas menés à leurs fins, leur rentabilité est mauvaise, les recettes font défaut et les communes qui ont dû lancer des emprunts ne peuvent pas payer les annuités de remboursement.

J'insisterai également sur le problème des prêts sociaux qui permettent l'accession à la petite propriété, l'installation des jeunes et l'aide aux victimes des calamités agricoles.

Ces prêts sociaux faisaient l'objet de dotations budgétaires les années précédentes. En 1953, 3.700 millions de crédits étaient inscrits, auxquels sont venus s'ajouter le produit des emprunts de la caisse nationale de crédit. Plus de 11 milliards ont été distribués. Mais dans cette somme 3.700 millions étaient des crédits budgétisés. Cette année aucun crédit ne figure dans le budget. Nous en sommes vraiment étonnés. Nous craignons que les engagements pris par vous, monsieur le ministre, à l'Assemblée nationale, mais non confirmés, il faut bien le dire, par M. le ministre des finances, ne donnent pas satisfaction.

M. Edgar Faure a dit en effet que la caisse nationale serait autorisée à faire des emprunts jusqu'à concurrence de 12 milliards pour ces prêts sociaux. Nous pensons que le Gouvernement aurait pu consentir à cette catégorie d'emprunteurs très intéressants le même effort que pour les entreprises nationalisées, c'est-à-dire donner la garantie de bonne fin de ces emprunts. (*Très bien!*)

Cette garantie n'existe pas dans le budget. L'inscription d'une somme au moins égale à celle de 1953, sous forme de garantie de bonne fin, nous aurait donné l'assurance que ces jeunes gens qui ont besoin d'emprunter pour s'installer et pour accéder à la petite propriété pourront le faire. De même les victimes des calamités agricoles pourraient être aidées. C'est là un effort que le Gouvernement se devait de faire. Nous nous permettrons de reprendre la question au cours du débat. (*Applaudissements.*)

Mme le président. Je vous prie de conclure, monsieur le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. Je m'excuse, madame le président. Il est difficile d'aller plus vite. Ce budget contient en réalité plusieurs budgets partiels et il est de mon devoir de signaler au Conseil de la République ce qui est le plus important.

Mesdames, messieurs, j'en ai terminé. Ces dotations budgétaires permettront-elles au ministre de l'agriculture de remplir la tâche qui est la sienne ? Avons-nous suffisamment de crédits de fonctionnement ? Avons-nous suffisamment de crédits d'investissement ? Il y a peut-être trop de crédits d'investissement, il y en a peut-être insuffisamment.

Il y en a trop si on pose — et je crois que c'est le moment de le faire — le problème de la structure de l'exploitation agricole en France. Ces exploitations agricoles, pourra-t-on les maintenir ? La petite exploitation familiale pourra-t-elle être sauvée ? Voilà le problème qui se pose, car il est inutile de faire des adductions d'eau et d'envisager l'électrification, améliorations qui profitent non seulement aux agriculteurs, mais à tout le monde rural qui gravite autour des exploitations agricoles, si on ne maintient pas dans nos campagnes un nombre d'habitants suffisant. Je crois que sur ce point un effort bien supérieur aurait pu être fait. Cet effort n'aurait pas été perdu. Nous constatons, en effet, que les prêts qui sont consentis aux collectivités sont régulièrement remboursés, puisque ces collectivités doivent faire voter les centimes additionnels qui garantissent ces prêts. Dans d'autres secteurs de l'économie, que se passe-t-il ? Nous constatons que les avances et les prêts considérables qui ont été faits, notamment aux industries de base, font aujourd'hui, dans les comptes spéciaux du Trésor, l'objet de dotations en capital. Eh bien! lorsqu'on prête à l'agriculture, aussi bien à une collectivité qu'à une coopérative, qu'à un agriculteur, on les oblige à donner, eux, des garanties et jamais on ne transforme les prêts en dotations en capital. (*Très bien!*)

Il est l'heure de poser le problème démographique et, puisque la commission de l'agriculture m'a chargé d'exposer l'ensemble de la question des crédits d'investissements, rappelons-nous ce que M. le ministre des finances disait à cette tribune, il y a quelques semaines, lorsqu'il nous démontrait les bienfaits de la « débudgétisation », ou de la mise hors budget, comme vous disiez plus justement, monsieur le rapporteur général. La mise hors budget des investissements, oui, nous en sommes d'accord. M. le ministre des finances disait: « Nous aurons l'assurance, à ce moment-là, les crédits étant trouvés par des emprunts, garantis dans une certaine mesure par le budget, que les investissements se feront beaucoup plus judicieusement et que l'on s'attachera davantage à leur rentabilité ». Cela laisse supposer que, jusqu'à présent, les dotations ayant été rendues assez faciles par des crédits qui provenaient de l'aide Marshall, on n'a peut-être pas toujours cherché la rentabilité des investissements, on a surtout, et c'est une formule agricole aussi, mis la charrue devant les bœufs.

Le président Rochereau exposait, il y a quelques semaines, à cette tribune, la situation des petites et moyennes entreprises, des industries de transformation en France. Jusqu'en 1914, nous étions le premier pays du monde, mais depuis nous sommes tombés bien bas. Si l'on veut maintenir le paysan à sa terre, si l'on veut conserver la petite exploitation agricole en France, il faut que les petits exploitants aient, si je puis dire, un pied à la terre et un pied à l'usine. C'est par l'industrie de transformation, par l'implantation de ces industries, qui doivent être dotées de crédits suffisants, que nous arriverons à maintenir l'équilibre démographique de notre pays.

Vouloir faire de l'évolution sociale sans tenir compte de l'économique, ce n'est pas une solution. (*Applaudissements.*) Il faut dire à cette assemblée que nombre de nos petites exploitations agricoles ont, comme revenu annuel, des sommes inférieures à 200.000 francs par famille. Est-ce là un minimum vital ? Bien sûr, il y a l'autoconsommation. Mais est-ce que ces petits exploitants sont en mesure de jouer le rôle économique que la société attend d'eux ? Ils n'ont, en fait, rien à dépenser, puisqu'ils ont un revenu qui se limite à cette somme de 150 ou 200.000 francs. (*Applaudissements.*)

Nous pensons donc qu'il faut certes les retenir à la terre, qu'il faut promouvoir une orientation des productions susceptible de convenir à leur petite exploitation, leur donner une formation professionnelle suffisante et encourager leur spécialisation. En même temps il faut que ces gens fassent des investissements, car en agriculture on arrive à désinvestir sans s'en rendre compte. On ne calcule pas et c'est au moment où l'on n'a plus d'argent que l'on s'en aperçoit. Désinvestir est très grave; et même lorsqu'on pratique des amortissements en agriculture, on est bien heureux de se contenter des amortissements ordinaires. On n'a malheureusement jamais pu envisager des amortissements techniques qui sont réalisés dans les autres branches de l'économie.

Cherchons à réaliser l'équilibre des différentes branches de l'économie et bien d'autres problèmes seront alors résolus. La structure sociale du pays s'établit sur un certain nombre de principes, parmi lesquels la discipline, le sens civique et la prédominance de l'intérêt général sur l'intérêt particulier.

M. le rapporteur général, il y a quelques semaines, nous a dit à cette tribune que nous ne devions subir aucune pression d'aucune féodalité. Il n'existe en effet qu'un syndicat que nous devons défendre, c'est le syndicat de tous les Français. (*Applaudissements.*)

Mme le président. La parole est à M. Durieux.

M. Durieux. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, je ne saurais, avec mes amis socialistes, laisser passer la discussion d'un budget qui devrait être le budget que nous attendons toujours, sans apporter quelques observations particulières et, sur-

tout, sans attirer l'attention sur une situation qui, de grave, est devenue catastrophique pour le monde rural. Dans une économie générale sans direction précise, le sort de l'agriculture dont vous avez la charge, monsieur le ministre, s'affirme de plus en plus critique.

Les gouvernements qui viennent de se succéder ont eu beau nous assurer de leur sollicitude à l'endroit des ruraux et des travailleurs de la terre, des plus modestes d'entre eux en particulier, nous sommes au regret de devoir constater que rien n'est modifié dans un sens favorable.

Les budgets ne comportent guère de changement et l'on ne trouve nulle trace de ce qui serait nécessaire pour bien orienter notre paysannerie et mettre en marche cette expansion dont on nous parle trop souvent sans jamais la réaliser. Le budget de 1945 ne prévoit pratiquement pas d'amélioration sur celui de 1953.

Dans son ensemble, si une majoration de crédit existe, elle est inférieure à 0,30 p. 100. C'est la stagnation totale.

J'ai voulu voir, non seulement les rapports déposés cette année par M. de Montalembert, au nom de la commission des finances, et par notre collègue Driant, au nom de la commission de l'agriculture, mais aussi ceux de l'an dernier. Dans son rapport de 1952, relatif au budget de 1953, M. de Montalembert écrivait: « On voit que les crédits qui nous sont soumis sont pratiquement les mêmes que ceux qui avaient été présentés l'an passé. »

Il ajoutait plus loin, après quelques considérations: « De sorte que les crédits qui nous sont proposés pour le prochain exercice font ressortir des augmentations, alors qu'en réalité ils sont parfois en diminution par rapport aux crédits que nous avions votés. »

Dans le même rapport figuraient des comparaisons entre les crédits réservés à l'enseignement agricole et ceux de l'enseignement technique industriel: 1.132 millions à l'agriculture, contre 27.300 millions à l'industrie et au commerce. Nous ne pouvons que regretter d'avoir à constater que, cette année encore, la même proportion sera maintenue. L'enseignement agricole devra se contenter du trentième environ de ce qui est accordé aux écoles techniques. Les jeunes ruraux ne trouveront guère plus de facilités que dans le passé, je parle surtout des moins favorisés de ces jeunes gens, pleins de possibilités, qui ne peuvent compter que sur des bourses pour acquérir les connaissances professionnelles. Les crédits sont manifestement insuffisants. Il conviendrait, en effet, de tenir compte de ce que les fils de petits paysans n'ont pas les écoles aux portes de leurs villages et que, dans persque tous les cas, ils devront devenir des internes. C'est bien là un grave souci pour les parents aux ressources modestes.

En admettant que les jeunes veuillent se maintenir à la terre et s'y fixer, seront-ils aidés? Les prêts aux jeunes ne sont pratiquement plus satisfaits. Les caisses de crédit agricole instruisent des dossiers pour lesquels elles ne disposent pas de fonds.

D'autre part, les ressources pour l'habitat sont insignifiantes, mais, s'il manque des crédits pour aider à l'amélioration de l'habitat individuel, des constructions agricoles, y a-t-il espoir d'obtenir quelque chose du côté de l'équipement collectif? Non pas. Les crédits pour les adductions d'eau, les travaux d'électrification, la voirie, le remembrement, sont très nettement insuffisants. Cependant, ce serait enrichir la nation que de réaliser son équipement. Il y aurait là du travail pour de très nombreuses années, même en appuyant quelque peu sur l'accélérateur.

D'importantes régions ont encore tout ou presque tout à faire. Dans un département comme le Pas-de-Calais, dont j'ai l'honneur d'être un des représentants, sur 900 communes, plus de 500 n'ont pas encore d'adduction d'eau et plus d'un tiers de celles qui sont pourvues ont à compléter leur réseau de canalisations. Près de 400 communes ont encore des écarts à électrifier et 400 autres ont des soucis divers: insuffisance des lignes, lignes monophasées à transformer en triphasées, etc.

Dans le Pas-de-Calais, nous avons obtenu, pour nos adductions d'eau, en 1950, 395 millions; en 1951, 139 millions; en 1952, 99 millions et, en 1953, 211 millions. Nous sommes encore bien loin des 400 millions de 1950. Pour l'électrification rurale, nous avions en 1950, 123 millions; en 1951, 62 millions; en 1952, 72 millions et, en 1953, 67 millions seulement. C'est donc là une diminution, également, que nous devons enregistrer d'année en année. 650 communes ont d'importants travaux de chemins ruraux à réaliser, sur une longueur totale de plus de 3.000 kilomètres. Il existe près de 4.000 habitations rurales tellement délabrées qu'il conviendrait de les démolir pour les reconstruire. Pour assurer un logement acceptable aux ruraux de ce département, il faudrait leur ajouter près de 15.000 autres logements.

Voilà, mes chers collègues, la situation pour le Pas-de-Calais et je vous laisse le soin d'imaginer ce que peut être celle de la France. Les maires ruraux vont du Crédit foncier à la caisse des dépôts et consignations ou à la caisse de crédit agricole. Mais vous savez quelles difficultés les attendent et aussi, hélas! le coût des travaux. La vie collective n'est donc pas mieux partagée que l'organisation de l'aide sur le plan individuel.

Que devient dans tout cela la situation de l'agriculture? Monsieur le ministre, nous ne sous-estimons pas les efforts que, personnellement, vous pouvez faire et que nous apprécions, croyez-le bien — je m'en voudrais de ne pas le souligner. Cependant, nous avons le regret de devoir dire que le Gouvernement fait fausse route. Les barricades du Midi et du centre, les menaces des paysans du Nord d'aller décharger leurs betteraves sur les routes en sont les signes les plus évidents. La politique agricole que nous connaissons aujourd'hui n'est qu'une suite de déceptions.

Des productions comme celle des oléagineux ont été délibérément sacrifiées et on n'a pas tenu à ce propos les engagements pris. Je ne sais d'ailleurs pas si les dernières primes dues ont été réglées. La production viticole est dans un marasme indescriptible. La betterave à sucre vient de recevoir un coup terrible. Les primes de l'an dernier n'ont même pas encore été payées. Le prix a été maintenu, alors qu'il aurait dû être revalorisé. Mais le Gouvernement n'a pas manqué d'accorder aux fabricants le rajustement de la marge de transformation. Ainsi, dans ce domaine comme ailleurs, il a été fait preuve de partialité. Le paysan, dont la production est contingentée, n'a pas profité d'une récolte satisfaisante, mais l'industrie a obtenu gain de cause. (*Applaudissements.*) La production du blé commence à nous créer des soucis et nous souhaiterions que des mesures soient prises avant qu'il ne soit trop tard, en particulier pour éviter, à la veille des récoltes algériennes, d'inutiles importations comme celles que nous avons connues.

Le résultat de tout ceci, c'est que le travailleur de la terre est obligé de se restreindre et quand nous pensons à lui, il est bien évident que nous ne voyons pas ceux qui, derrière une exploitation agricole petite ou grande, sont des participants d'affaires bien différentes et quelquefois aux intérêts contraires à ceux qu'ils prétendent défendre.

Les administrateurs de nos caisses de crédit agricole savent aujourd'hui à quoi s'en tenir sur la richesse de l'agriculteur, dont l'endettement ne cesse de croître, dont les coopératives sont gênées par le crédit qu'elles consentent à leurs adhérents et qu'elles ne parviennent pas à résorber.

M. Courrière. Très bien!

M. Durieux. Cependant il faudrait produire beaucoup et au lieu d'importer, exporter; produire aussi au meilleur prix possible pour soutenir la concurrence sur le marché mondial.

Nos prix agricoles sont supérieurs aux prix étrangers, nous disait M. de Montalembert, l'an dernier, qui écrivait: Un pays qui a des prix agricoles trop élevés risque d'avoir une industrie aux prix excessifs.

Ces prix excessifs ne viennent pas de ce que le revenu moyen de l'agriculteur est trop élevé, puisqu'il est reconnu aujourd'hui qu'il n'est que d'environ 200.000 francs et considéré comme insuffisant. Va-t-on continuer à croire que l'agriculture doit travailler au rabais, subir les comparaisons les plus insensées pour permettre aux autres activités et, en particulier, à certaines branches de la transformation et de la distribution, les exagérations les plus invraisemblables, comme celles que nous connaissons par exemple pour les fruits et légumes. (*Applaudissements.*)

Au lieu de dire qu'un pays aux prix agricoles trop élevés risque d'avoir des prix industriels excessifs, ne pourrait-on pas se décider à dire qu'une agriculture ne saurait jamais avoir des prix comparables aux prix étrangers tant qu'une industrie confortablement abritée derrière des droits de douane s'abstiendra des efforts indispensables à l'abaissement de ses prix.

M. Bernard Chochoy. Très bien!

M. Durieux. Il est vrai que, en 1938, un quintal de blé permettait encore d'acheter 154 kilogrammes de nitrate de soude contre 106 seulement en 1954; ou encore 276 kilogrammes de chlorure de potassium contre 189 kilogrammes en 1954; qu'il fallait, en 1938, 39 quintaux de blé pour payer une moissonneuse-lieuse et qu'il en faut aujourd'hui 69 quintaux. Ce ne sont là que des exemples.

On ne manquera pas cependant de nous demander des crédits pour la production de l'azote dont le prix a encore été relevé entre la campagne 1952-1953 et la campagne 1953-1954. Répétons que c'est une monstrueuse hypocrisie que de vouloir établir des comparaisons entre des produits agricoles sans protection alors que les biens d'équipement sont toujours protégés par au moins 25 p. 100 de droits de douane. Il faut, certes, protéger le travail de nos ouvriers d'industrie qui est compris dans le prix des produits manufacturés. Mais on se garde bien de consi-

dérer de la même manière le travail de l'homme de la terre. Le blé, le vin, la betterave, la viande, les fruits et légumes, les produits laitiers sont aussi, à leur manière, des produits manufacturés. Il ne s'agit pas de la même usine, voilà tout. (*Applaudissements.*)

Nous regrettons aussi, monsieur le ministre, que nos produits agricoles soient bien souvent sacrifiés aux nécessités du commerce extérieur. Certes, nous aurions souhaité voir 1954 commencer plus sympathiquement, en particulier voir tenir les engagements pris envers l'agriculture et les ruraux et enfin se réaliser l'amélioration des conditions de vie des travailleurs de la terre qui n'ont pas plus que d'autres à être sacrifiés à l'indice général du coût de la vie ou au profit du grand capitalisme industriel. Nous regrettons, monsieur le ministre, que le budget que vous nous présentez ne manifeste pas la volonté d'un changement d'orientation et le désir du Gouvernement de voir donner à notre agriculture la place qui lui revient. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

Mme le président. La parole est à M. Monichon.

M. Monichon. Messieurs les ministres, mes chers collègues, l'importance et l'urgence des tâches qui s'offrent au Parlement et au Gouvernement dans le cadre de l'agriculture sont illustrées par la situation de nos exploitants et les diverses formes par lesquelles ils expriment leur mécontentement. Produire a été le mot d'ordre du Gouvernement, et nul ne contestera qu'avec des moyens modestes au regard de ceux qui ont été mis à la disposition du secteur industriel, le monde paysan n'ait réalisé un effort remarquable qui engendre pour lui des difficultés jusqu'à ce jour inconnues.

Dans bien des secteurs agricoles, le volume de la production, produit du travail, dépasse de beaucoup celui de la consommation, et cette constatation, aboutissement normal de l'effort, aurait dû conduire le Gouvernement, non point celui d'aujourd'hui, mais surtout ceux qui depuis six ans l'ont précédé, à se pencher sur deux principes importants, celui du prix de revient et celui des débouchés extérieurs, le premier commandant le second.

Dans le circuit économique métropolitain, d'aucuns prétendent que nous assistons à une sous-consommation. Si cela était exact, ne pouvons-nous pas en dénoncer les causes: par le taux élevé de nos prix intérieurs affectés d'une fiscalité et d'une parafiscalité que personne ne conteste et que le Gouvernement reconnaît lui-même lorsqu'il détaxe, au stade du détail, les produits de grande consommation, n'est-il pas réduit à la même mesure en ce qui concerne nos produits exportés ? Et si l'industriel et le commerçant, celui qui prête ses services, ont fait admettre la légitimité d'inclure leurs impôts, leurs taxes et frais généraux dans le calcul de leurs prix de revient, l'agriculteur, qui a difficilement obtenu, pour certains produits seulement, le principe du prix garanti, ne peut se déclarer satisfait, car ce prix est nettement inférieur au prix de revient ou au prix social qu'il devrait retirer de sa récolte. La situation du monde agricole est doublement paradoxale: le paysan avait quelques capitaux, il y a cinq ou six ans, pour s'équiper, mais il ne trouvait pas de matériel, et, aujourd'hui, de nombreux outils modernes s'offrent à lui, qui pourraient lui permettre d'abaisser ses prix de revient et d'augmenter sa productivité, mais il n'a plus l'argent pour les acquérir!

Au surplus, un meilleur rendement et une bonne récolte, qui sont la récompense du travail, sont pour lui synonymes de difficultés et de misère. L'incidence des impôts et des taxes frappant nos produits agricoles a, sur les marchés extérieurs, une lourde répercussion. Nos produits — souvent d'une qualité supérieure — sont de 15 à 25 p. 100 plus chers que les produits semblables offerts par les pays voisins et concurrents et nos débouchés à l'exportation se raréfient et s'amenuisent au point que nous risquons de perdre la plupart de nos marchés traditionnels, au moment où, sur le plan de l'équilibre entre la production et la consommation, ces débouchés nous sont indispensables. Ils ne le sont pas moins au regard de l'équilibre de notre balance des comptes pour lequel l'agriculture pouvait espérer jouer un rôle utile dans l'intérêt national.

Nous nous débattons dans ce cercle infernal d'une production bien supérieure à nos besoins et de prix de revient qui ne nous permettent pas d'écouler cet excédent sur les places étrangères. Je prie le Gouvernement de penser à la situation qui sera faite à l'agriculture lorsque nous en arriverons au stade de la libération des échanges vers lequel tant de recommandations nous poussent chaque jour.

Produire plus et moins cher n'est valable que si l'écoulement de la production est assuré. Pour produire moins cher, il faut donner à l'agriculture les moyens de modernisation dont elle a besoin et c'est le problème des investissements qui se pose. Pour produire moins cher, il faudrait aussi réduire les taxes qui pèsent sur les produits, et c'est le principe de la déflation fiscale, timidement et partiellement amorcé par le Gouvernement depuis quelques mois, qui devrait être « relancé », selon la formule à la mode, et surtout généralisé.

Mesdames, messieurs, l'erreur capitale commise depuis huit ans est d'avoir voulu faire de notre pays un pays industriel et d'avoir oublié et même nié la vocation de la France et les enseignements de son passé qui devaient l'inciter à rester un pays de production agricole. Ce n'est pas en quelques mois qu'il est possible de revenir à une saine tradition. Les conséquences d'une telle situation, si elle ne s'améliore pas progressivement, peuvent être tragiques pour le devenir de notre pays au regard de son équilibre et de sa structure économique et sociale.

Le département de la Gironde, que j'ai l'honneur de représenter dans cette Assemblée avec trois autres de mes collègues, est sans doute le prototype de ceux où les difficultés s'accumulent. Deux productions agricoles essentielles: le vin et les bois et résineux, en sont l'activité principale et, dans le cadre des observations de principe que je viens de développer devant vous, je voudrais en quelques mots poser quelques questions au Gouvernement, à M. le ministre de l'agriculture et à M. le secrétaire d'Etat.

Jusqu'au 30 septembre 1953, le décret fixant le prix minimum du vin de consommation courante était en vigueur. Ce décret n'a été reconduit que le 15 octobre, laissant un hiatus de quinze jours qui a été largement exploité. Les effets du nouveau décret expirent le 15 janvier. Je voudrais souligner, s'il en était besoin, à M. le ministre de l'agriculture, dont je connais la conscience et le dévouement, la nécessité de prendre toutes dispositions pour reconduire ce décret dès le 16 janvier, afin de donner aux viticulteurs inquiets et malheureux les apaisements qu'ils attendent.

Certes, monsieur le ministre, vous savez comme moi que ce prix minimum ne correspond ni au prix social, ni au prix de revient. Mais, vous savez aussi que la reconduction, qui ne peut justifier aucune hausse à la consommation, est attendue par des milliers de viticulteurs qui vivent dans l'incertitude, et je sais que vous ne manquerez pas d'employer les ressources de votre haute compétence pour obtenir, des conseils du Gouvernement, cette mesure d'équité.

Je sais aussi les efforts que vous avez faits pour assurer des débouchés extérieurs aux vins de France, et je vous en remercie. Je vous demande de persévérer dans cette voie où, d'ailleurs, M. le ministre des finances ne manquera pas de vous encourager, car plus vous permettrez l'exportation de nos vins, plus vous réduirez le déficit de la régie des alcools. J'aurai donc plaisir, monsieur le ministre, à écouter votre réponse sur cette question précise qui commande l'avenir de la viticulture française et qu'attendent nos viticulteurs, afin de réduire les incertitudes et les préoccupations qui les assaillent.

Dans le domaine du soutien des prix agricoles, je voudrais demander à M. le secrétaire d'Etat à l'agriculture, conformément au vœu que lui en ont exprimé les délégations des organisations compétentes: conseils généraux, syndicats des sylviculteurs et des communes forestières, s'il a bien donné des instructions à ses conservateurs des eaux et forêts pour qu'ils puissent exercer le droit de retrait dans la vente des bois des forêts domaniales, afin d'éviter un écrasement des prix au regard de ceux qui sont obtenus dans la vente des bois des forêts privées.

Certes les droits d'enregistrement qui frappent les adjudications des forêts domaniales et communales peuvent être prétexte à des cours inférieurs, mais ces taxes ne peuvent-elles être aménagées ? Elles se décomposent comme suit: enregistrement: 7,70 p. 100; taxe départementale: 3 p. 100; taxe communale. 1.50 p. 100; frais divers: 0,80 p. 100; soit au total, 13 p. 100. Afin de permettre à l'Etat et aux communes de tirer le juste prix de la vente de leurs bois, n'est-il pas possible d'obtenir de M. le ministre des finances qu'il renonce au droit d'enregistrement de 7,70 p. 100 qui frappe l'adjudication de ces coupes ?

Ces frais sont prétexte aux acquéreurs pour réduire leurs offres et, dans le cas des forêts domaniales, nul ne contestera que la suppression de cette taxe se traduira par une majoration du prix de vente et qu'ainsi l'Etat récupérera directement, sous forme de supplément de prix, ce qu'il aura abandonné comme taxe. Mais cet argument n'est pas aussi exact pour les communes, me répondra-t-on, et théoriquement on aura raison. En effet, la perte pour l'Etat des 7,70 p. 100 de droits d'enregistrement sur les adjudications des forêts communales ne profitera qu'à la commune, qui les retrouvera dans son prix, et les finances nationales feront les frais des quelques dizaines de millions ainsi perdus. Cette démonstration n'est pourtant pas déterminante car elle oppose l'intérêt de l'Etat à celui des communes et ce n'est pas faire œuvre utile. Les administrateurs communaux, qui sont nombreux dans cette assemblée, comprendraient mal, alors qu'ils ont tant de peine à établir leur budget en repoussant la hideuse pers-

pective d'une augmentation de centimes pour insuffisance de revenus, que l'on continue à mettre les collectivités locales, si mal traitées dans le projet de réforme fiscale, dans l'impossibilité de tirer de leur patrimoine le juste revenu en imposant à leurs adjudications des frais supplémentaires et exceptionnels.

Aussi bien, monsieur le secrétaire d'Etat, sachant que vous êtes favorable à la suppression de 7,70 p. 100 de droits d'enregistrement, ai-je le devoir, par mon intervention, de vous fortifier dans la volonté dont vous aurez à faire preuve pour obtenir de M. le ministre des finances, ce censeur certes souriant, mais impitoyable, la détaxe justement demandée.

Mme le président. Monsieur Monichon, je vous demande de bien vouloir conclure. Vous avez dépassé votre temps de parole.

M. Monichon. Madame le président, le m'excuse, mais je ne monte pas quatre fois à la tribune dans l'année et j'ai le devoir de développer mon intervention.

Dans le développement de la déflation fiscale que je viens d'aborder au travers des adjudications des forêts domaniales et communales, j'ai encore, et je m'en excuse, deux remarques à formuler. La première intéresse la réduction de la taxe à la production sur les sciages bruts, qu'il faut ramener de 15,35 à 6,35, le premier débitage pour faire des pièces de charpente, de la volige ou des chevrons, et du caissage brut ne devant pas, en toute justice, faire perdre au bois sa classification de produit agricole. Pour le plus grand volume de cette catégorie de bois, la mesure demandée n'est d'ailleurs qu'un retard dans la perception de la taxe unique puisque, lorsque ce bois débité deviendra du bois de menuiserie ou de parquet, il acquerra la qualité de produit industriel et sera alors frappé de la taxe de 15,35 p. 100.

La seconde remarque intéresse la résine ou plutôt ses dérivés. Elle s'appuie sur un principe formel et sur des exemples irréfutables. La résine, produit agricole, est composée de deux éléments qui sont séparés l'un de l'autre par une opération naturelle, sans appoint du moindre facteur chimique, qui s'appelle la distillation ou le chauffage et qui donne un produit liquide, l'essence de térébentine, et un produit solide, les brais. La séparation des deux produits composant la résine les fait entrer dans la catégorie des produits industriels et les affecte de la taxe à la production, sur la base de 15,35 p. 100 au lieu de 6,35 p. 100.

Cette classification est inadmissible. En effet, le lait, produit agricole, est décomposé en caséine, beurre, fromage et poudre de lait. Le blé est également divisé en farine et en issues. Le raisin est partagé en pulpe, pépins, jus de fuit et vin. Ces divers produits séparés composant le lait, le blé et le vin, conservent leur dénomination de produits agricoles et ne sont frappés de la taxe à la production qu'au taux prévu pour lesdits produits, c'est-à-dire 6,35 p. 100.

C'est une injustice à redresser pour éviter que soit violé le principe même de la classification. Il faut donc que l'essence de térébentine et les brais soient affectés d'une taxe à la production de 6,35 p. 100. Mais c'est aussi un service à rendre à la production gemmière et à ceux qui en vivent, dans un moment où les difficultés sont nombreuses dans les Landes de Gascogne et où la question se pose du maintien ou de l'abandon du gemmage. Ces difficultés trouveraient un commencement de solution qui serait très apprécié si, la fiscalité cédant à la froide raison, l'essence et les brais, redevenus des produits agricoles, étaient taxés à 6,35 p. 100. Cette mesure permettrait en effet, pour l'emploi de ces deux produits à l'état naturel, une réduction du prix à la consommation qui les mettrait à même de concurrencer utilement les produits similaires qui tendent à leur ravir la clientèle qui les utilisait. Elle aurait aussi pour conséquence la revalorisation de la gemme et l'élévation de la part du gemmeur et du propriétaire. Elle contribuerait à pacifier les esprits et à résoudre une partie des difficultés que nous éprouvons dans le plateau gascon.

Cette détaxe, d'ailleurs, ne s'appliquera pas à la totalité du volume de l'essence et des brais utilisés sur le marché intérieur, puisqu'aussi bien, lorsque l'essence s'incorporera dans la peinture et que les brais s'incorporeront dans les savons, ils deviendront alors produits industriels et seront frappés de la taxe à 15,35.

Enfin, monsieur le secrétaire d'Etat, je voudrais respectueusement vous rappeler — non point que j'ai crainte que vous l'ayez oubliée, mais parce qu'il m'apparaît que le moment est opportun pour l'exécuter — la promesse que vous aviez faite en novembre dernier devant les deux comités parlementaires de défense et d'étude des questions forestières, réunis à l'Assemblée nationale, en vue de libérer un nouveau contingent de poteaux de mine à l'exportation vers l'Angleterre, exportation dont le plateau gascon a le plus urgent besoin.

Le plateau gascon a exporté, en 1928, plus d'un million de tonnes de poteaux vers l'Angleterre, qui était notre acheteur traditionnel. En 1952, le tonnage est tombé à 25.000 tonnes, représentant la valeur d'une carte de visite pour nous rappeler au souvenir de nos acheteurs, ce qui les a amenés à prendre des contrats ailleurs.

Or, si en 1953 70.000 tonnes ont été exportées ,nous sommes loin de tenir notre place, de garder notre marché au moment où les houillères ont, depuis deux ans, dénoncé leurs contrats d'achat et où les papeteries ont timidement repris leurs achats après les avoir interrompus.

Vous n'ignorez pas, d'autre part, que malgré les malheurs et incendies qui, de 1940 à 1949, ont décimé le plateau gascon, grâce à l'initiative des propriétaires sinistrés, largement secondés par l'administration des eaux et forêts à laquelle je tiens à rendre hommage, la plus grande partie de la forêt est reconstituée, la croissance des jeunes semis est remarquable et nous aurons, dans les toutes prochaines années et surtout d'ici dix ans, un tonnage considérable de poteaux à exporter. Leur vente conditionne non seulement la vie de nos populations sinistrees, qui n'ont pas désespéré après la catastrophe de 1949, mais encore l'avenir de la forêt, le poteau permettant l'éclaircissage et conditionnant le développement de la forêt en pins de place, de gemmage et de sciage.

Comment pourrons-nous alors trouver un débouché à ces poteaux si nous avons perdu les marchés traditionnels qui sont les nôtres ? Je puis vous préciser que c'est entre 200 et 300.000 tonnes de poteaux que nous pouvons actuellement exporter sans compromettre la fourniture des besoins des mines et des papeteries en bois de pins maritimes.

Les délégations les plus représentatives que je vous ai conduites depuis un mois, monsieur le ministre, comprenant les personnalités les plus compétentes du plateau gascon, vous ont confirmé l'urgence de toutes ces questions pour la paix sociale et l'équilibre économique d'une région qui ne demande aucun traitement préférentiel, mais qui veut seulement vivre de son travail et sauvegarder ce magnifique patrimoine national que représente la forêt de Gascogne. (*Applaudissements au centre et à droite.*)

Mme le président. La parole est à M. Coudé du Foresto.

M. Coudé du Foresto. Monsieur le ministre, vous êtes un homme heureux, parce que votre formation est garante de votre compétence et parce que nous avons toujours un préjugé extrêmement favorable pour les ministres qui sont issus de cette assemblée. Bien sûr vous recevrez des coups d'épingle. C'est normal. Vous en avez déjà reçus, mais ils ne vous sont pas directement destinés. Nous vous chargeons en quelque sorte de les transmettre. Vous allez jouer un peu le rôle de ces intermédiaires qu'on accuse parfois, à raison ou à tort; je ne voudrais pas me prononcer. Nous vous demandons de rendre les coups comme le font les intermédiaires, c'est-à-dire avec un pourcentage d'augmentation raisonnable.

Or, je dois vous rappeler qu'un budget a eu, ici, un sort malheureux. C'est celui des affaires économiques et c'est en grande partie précisément parce que nous n'avons pas trouvé dans la politique suivie par le ministère des finances et des affaires économiques des données qui nous paraissent essentielles concernant toute une série d'autres budgets des ministères techniques, en particulier le vôtre.

Vous voyez donc que nous avons été au delà de votre défense. Maintenant, il s'agit de vous aider vous-même. En ce qui concerne votre ministère, vous avez un certain nombre de difficultés qui tiennent à des antagonismes internes. Je ne veux pas vous les énumérer tous. L'un d'entre eux notamment provient de ce que l'agriculture est en fait une industrie lourde. Dans cette matière les mesures prises n'ont un effet qu'à terme. D'autres ont développé ce point. Je ne m'étendrai pas plus longuement sur ce sujet. Mais il est évident que cela exige une certaine continuité et que la règle de l'annualité du budget, que nous avons parfois attaquée en commission des finances — MM. de Montalembert et Driant en ont parlé — est telle que vous n'êtes jamais assuré du lendemain.

C'est une première difficulté. Mais l'antagonisme interne provient de ce fait que si même vous aviez la possibilité d'établir des programmes sur trois ou plutôt quatre ans, puisque actuellement nous sommes en train d'étudier un second plan de modernisation quadriennal, vous devriez porter votre attention, pendant l'exécution de ce programme, sur des points particuliers. C'est là où se trouve la seconde difficulté.

Vous auriez alors l'obligation absolue, si vous voulez agir avec efficacité, de prendre des décisions très rapides.

Or, les décisions rapides, monsieur le ministre, ne sont malheureusement jamais prises, ou dans bien des cas, elles sont prises à contre-temps parce qu'il faut cinq à six mois pour les réaliser.

Je vais vous citer un exemple, déjà évoqué au début de l'année à cette tribune. Mais je me suis répété si souvent à cette tribune que cela ne fera jamais qu'une fois de plus.

Pour la viande, en 1952, vous savez qu'au mois de septembre un précédent gouvernement avait décidé des importations, parce qu'il y avait en France une épidémie de fièvre aphteuse et que, paraît-il — ce qui n'est pas démontré — le cheptel français était insuffisant. Ces importations ont été décidées. Si elles étaient intervenues immédiatement, elles n'auraient pas apporté de perturbations majeures sur le marché. Mais elles sont intervenues sept mois après, c'est-à-dire à un moment où le cheptel était reconstitué. Le marché de la viande ne s'en est pas relevé.

La seconde difficulté est la coexistence au sein de la production agricole de grosses, de moyennes et de petites entreprises et, malheureusement pour vous, vous êtes obligé de chercher des solutions qui satisfassent à la fois les trois. C'est un peu la quadrature du cercle, car les problèmes ne sont pas les mêmes.

Je veux évoquer des temps anciens qui sont encore d'autant plus présents à ma mémoire que l'on n'oublie jamais les heures difficiles. Ce furent les moments de pénurie et je m'aperçois qu'il y a de nombreuses analogies entre la pénurie et l'abondance, à la fois quant aux conclusions à en tirer et probablement aux remèdes à y apporter. Ils changent parfois de signes, mais ils sont de même nature.

En conclusion, comme à la pénurie et à l'abondance nous sommes obligés de procéder à des opérations de stockage pour nous prémunir contre la pénurie et d'emmagasinement pour nous prémunir contre l'abondance, nous devons établir des programmes d'exportation. Or, tout cela nécessite des crédits élevés, de même que l'abaissement des prix agricoles.

Nous avons eu la satisfaction de recevoir, il y a quelque temps, le fascicule du plan concernant l'agriculture. Nous l'avons lu avec beaucoup d'intérêt, mais si nous y avons trouvé un certain nombre d'idées qui sont saines, notre inquiétude provient de ce qu'elles ne semblent pas avoir été reprises dans votre fascicule budgétaire, monsieur le ministre.

La commission du plan — je voudrais essayer, comme toujours, de citer aussi peu de chiffres que possible à la tribune, mais cependant il faut que j'en mentionne quelques uns — avait prévu trois hypothèses: l'hypothèse longue, l'hypothèse moyenne et l'hypothèse courte. Bien entendu, comme elle n'a pas espéré faire adopter l'hypothèse longue, elle s'est rabattue sur l'hypothèse moyenne, en vertu de quoi le ministre des finances s'est rabattu sur l'hypothèse courte, selon une habitude que nous connaissons bien.

Dans l'hypothèse moyenne, la commission du plan fixait à 1.805 milliards, en quatre ans, les crédits dont avait besoin l'agriculture. Sur ces crédits, 1.113 milliards étaient consacrés au financement pour l'amélioration du capital d'exploitation et 741.700 millions pour les investissements collectifs. Je veux rappeler la décomposition de ces crédits: budget de reconstruction et d'équipement, 289.500 millions; fonds de modernisation et d'équipement, 395.500 millions; autofinanacement, 913 milliards 400 millions; au total, 1.598.400 millions, le solde étant comblé par des prêts divers à long terme et à moyen terme et par les caisses de crédit agricole.

Je dois faire une première réserve: 913 milliards pour l'autofinancement m'apparaît une charge que l'agriculture est incapable d'assumer. C'est une constatation infiniment regrettable, car nous voyons à l'heure actuelle l'agriculteur obligé d'arrêter à peu près complètement ses achats. Il en résulte à la fois qu'il ne peut augmenter sa productivité et que l'industrie en souffre, car, contrairemnt à ce que l'on dit aussi bien ici qu'ailleurs, l'industrie et l'agriculture sont étroitement liées et ne peuvent pas être dissociées l'une de l'autre. Je fais donc déjà des réserves sur l'autofinancement.

Quant au chiffre, que je me permets de vous rappeler, de 1.805 milliards en quatre ans pour la totalité du programme, je voudrais le rapprocher du revenu national net, qui est évalué à 10.350 milliards en 1952 et à 13.400 milliards en 1957, si, bien entendu, tous les éléments sont favorables et si les prix restent stables.

Vous voyez donc que, si vous suiviez les conclusions de la commission du Plan, vous arriveriez à consacrer en ce qui concerne l'agriculture des sommes infiniment plus considérables que celles que votre budget leur consacre aujourd'hui en nous référant simplement au rapport entre la production agricole et le revenu national.

Je vais vous citer un autre chiffre; il ne sera pas tout à fait le dernier. La valeur de la production agricole évaluée par le même Plan en denrées alimentaires seules est évaluée à 4.170 milliards en 1954. Voilà, monsieur le ministre, ce que dit le Plan; voyons maintenant ce que dit votre budget.

Nous avons en fait un programme de travaux proprement dits de 46.850 millions de crédits d'engagement, auxquels il faut ajouter 56.708 millions de crédits de payement. Nous arrivons donc au total de 103.558 millions. Je le rapproche des évaluations précédentes pour constater qu'il y a des différences sensationnelles entre le Plan et le budget.

J'en suis d'autant plus surpris que la commission financière du Plan, qui a « chapeauté » toutes les autres questions, concluait aux environs de 250 milliards pour l'agriculture et les pêches, chiffre que nous ne trouverons nulle part dans votre budget. J'ajoute que la commission de financement — c'est de notoriété publique — était composée des mêmes personnes qui ont établi le budget général, la loi de finances et même le projet de réforme fiscale, et, par conséquent, nous nous attendions à trouver des chiffres beaucoup plus voisins.

Comme je ne veux pas m'attarder, de crainte de me faire rappeler à l'ordre, je voudrais vous indiquer rapidement les questions précises que j'ai à vous poser.

Tout d'abord, vous êtes en conflit avec le Plan, vous m'excuserez de le rappeler à cette tribune. Le Plan prévoit une expansion de 20 à 25 p. 100. Vous avez, je crois, à très juste titre, dit que cette expansion était souhaitable certes, mais à une condition, c'est que les débouchés soient définis d'avance. Je ne puis que vous approuver. Mais j'aimerais bien savoir où en est ce litige et si vous avez réussi à « accorder vos violons », car l'avenir de l'agriculture dépend précisément de cet accord.

En second lieu, j'aimerais bien savoir comment vous comptez répartir la taxe d'assainissement du marché de la viande entre l'aide à l'exportation des bovins et des porcins et l'affectation à la lutte contre la tuberculose. J'ai le sentiment très net que cette taxe d'assainissement sera insuffisante. Il faudra donc faire appel à d'autres moyens et c'est la raison pour laquelle je vous demande de me donner quelques renseignements sur son utilisation.

Vous avez, ensuite, à résorber des excédents de blé et vous disposez, pour ce faire, de la taxe de résorption. Or, comme le volume des crédits que procure cette taxe n'est tout de même pas illimité, bien qu'important, je voudrais savoir si vous estimez que cette taxe sera suffisante pour exporter ces excédents, qui — permettez-moi de vous l'affirmer — sont infiniment plus considérables que ceux que vous ont indiqués vos services, et s'il n'est pas souhaitable de donner, dans une certaine mesure, la préférence, en ce qui concerne l'attribution des subventions, à ce que j'appellerai des « produits fabriqués » plutôt qu'à ce que je qualifierai de « matière première », c'est-à-dire au blé lui-même. Autrement dit, comptez-vous, et dans quelle mesure, donner une subvention pour l'exportation de porcs qui seraient élevés à partir de blés subventionnés ou, au contraire, voulez-vous cantonner la taxe de résorption dans son rôle inital, c'est-à-dire la seule exportation de blés en nature?

Ma troisième question, monsieur le ministre — vous m'excuserez de la soulever ici, puisque c'est une question à laquelle je suis directement intéressé, mais j'ai toujours l'habitude de prendre mes responsabilités — vous rappellera que vous êtes le tuteur d'industries. Ces industries se trouvent dans une situation curieuse puisqu'elles sont reconnues comme agricoles par le ministère de l'industrie et qu'elles sont reconnues comme industries par vous; ce qui fait qu'en général, elles sont ignorées des uns et des autres.

Parmi elles, celles de l'alimentation animale pose un problème très particulier. J'entendais, il y a quelques instants, nos collègues MM. Driant et Durieux qui s'étonnaient de certaines facilités accordées à d'autres industries. Nous n'en demandons pas tant en ce qui nous concerne.

Vous me permettrez, simplement, de faire observer aux producteurs ainsi qu'à vous-même, que l'alimentation animale rationnelle est constituée en partie de matières premières qui, pour 80 p. 100, sont issues de l'agriculture; nous n'y pouvons rien. Ainsi, on lui fournit des matières premières chères. Comme elle ne peut pas jouer sur une marge de fabrication très étroite, réduite à l'extrême, il est impossible de lui fournir des aliments à bon marché.

Que se passe-t-il dans la pratique? L'industrie de l'alimentation rationnelle est dans l'obligation d'utiliser des matières importées et l'O. N. I. C., pour des besoins financiers que je comprends, mais que je n'excuse pas pour autant, se croit obligé d'établir des majorations considérables sur les produits à l'importation de telle manière que les produits ensuite restitués aux agriculteurs sont plus chers.

Autrement dit, l'alimentation animale rationnelle est considérée par l'éleveur comme une matière première et il a raison, alors qu'elle est considérée par vous, monsieur le ministre, comme un produit fini et là, je crois que vous avez tort.

Mme le président. Monsieur Coudé du Foresto, je vous prie de conclure.

M. Coudé du Foresto. Je conclus, Mme le président, et je serai certainement très bref maintenant.

La quatrième question que je voulais vous poser, monsieur le ministre, a trait à votre conflit avec l'éducation nationale. Je n'y reviendrai pas, puisqu'on en a parlé tout au long de cette discussion. Mais je voudrais simplement vous signaler un fait dont j'ai été moi-même le témoin à de très nombreuses reprises. Les jeunes enfants qui vont suivre des cours, même des cours

agricoles dans des établissements d'enseignement public destinés à autre chose qu'à l'agriculture, le plus souvent, ne retournent pas à la terre. C'est pourquoi je pense que nous devons vous aider de tout notre pouvoir pour obtenir que ce litige avec l'éducation nationale tourne au profit de l'agriculture. (*Très bien! très bien!*) Vous pouvez nous mettre à contribution, nous le ferons très volontiers.

Enfin, monsieur le ministre — et c'est ma dernière question — je voudrais bien savoir comment se concilie le rôle de la commission nationale des investissements, en particulier en matière d'adduction d'eau et d'électrification, avec le décret qui a procédé à l'installation des commissions d'investissement départementales et que nous avons repoussé d'ailleurs.

M. Roger Houdet, *ministre de l'agriculture.* J'allais vous le dire!

M. Coudé du Foresto. C'est pourquoi je suis allé au devant de cette réserve. Mais nous ne sommes pas l'Assemblée qui traite en dernier ressort.

Nous sommes toujours quelque peu inquiets, quoique nous nous soyons entourés cette fois-ci de beaucoup de précautions, mais enfin, j'aimerais bien savoir comment vous aviez envisagé cette interpénétration, dans le même sujet, des deux commissions. Et je voudrais insister pour que la séparation des crédits entre les adductions d'eau et l'électrification soit bien respectée cette année.

A toutes ces questions, je souhaiterais obtenir une réponse claire, nette et précise. J'ai le sentiment, en effet, que de cette réponse dépend le sort des producteurs. (*Applaudissements sur divers bancs à gauche, au centre et à droite.*)

Mme le président. La parle est à M. Naveau.

M. Naveau. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, il n'est pas dans mes habitudes d'abuser de cette tribune. Aujourd'hui plus que jamais, je m'en voudrais de manquer à cette tradition, car je sais combien vous partagez mon souci d'en finir rapidement avec la discussion des fascicules budgétaires.

La situation de notre agriculture méritait cependant un large débat devant notre Assemblée. J'exprimerai le regret que, chaque année, nous soyons amenés à prolonger, sur l'année naissante, des discussions qui devaient avoir leur conclusion avant le 31 décembre et qui, pour nous, parlementaires, sont des occasions trop rares de préciser notre opinion sur les différents aspects de notre politique et de notre économie nationale et que, involontairement, nous sommes obligés d'écourter.

La discussion du budget du ministère de l'agriculture est pour moi une de ces occasions que je saisis au passage pour dire quelles sont mes inquiétudes et celles du groupe socialiste en matière de politique agricole. Je ne vous adresserai aucun reproche, à vous personnellement, monsieur le ministre, car vous ne pouvez pas, en quelques mois, redresser une situation compromise par une absence totale de vue sur l'avenir de notre agriculture, depuis plusieurs années. Au cours des nombreuses conversations amicales qu'ensemble nous avons eues avant votre accession aux hautes fonctions que vous assumez actuellement, il semblait résulter un accord presque parfait entre nous. Si, de votre compétence indiscutable et incontestée dans ce domaine, vous n'avez pu jusqu'à présent tirer des conclusions, c'est, je veux le croire, indépendamment de votre volonté.

Cette inquiétude qui porte hypothèque sur l'avenir réside, si paradoxal que cela puisse paraître, sur l'accroissement de notre productivité, sur la pléthore de notre production agricole ou plus exactement sur l'écoulement de tous ces produits qui nécessite de toute urgence une action des pouvoirs publics: d'une part l'augmentation parallèle de la consommation de pouvoir d'achat des travailleurs, d'autre part l'organisation des marchés nationaux et le raccourcissement du circuit commercial, la recherche des débouchés extérieurs et l'amélioration de la qualité en vue de la conquête des marchés mondiaux.

Certains esprits mal avisés ou rétrogrades, ou les deux à la fois, suggèrent qu'il n'est pas besoin d'accroître encore cette production et critiquent les plans, quels qu'ils soient, dont l'objet est précisément cet accroissement. Ils oublient ou feignent d'ignorer que ce but est également recherché par les autres Etats du globe et que, sur le plan national, s'en tenir à une production stagnante c'est être tôt ou tard condamné à l'asphyxie par l'importation de denrées alimentaires étrangères.

Les mêmes nous indiquent qu'à l'instar de ce qui existe dans l'industrie il ne faudrait pas produire, en agriculture, plus que ce qui doit être consommé. Ils oublient ou feignent d'ignorer que ces comparaisons sont inconcevables. Alors que les industries peuvent prévoir, régulariser leur production selon les besoins, les commandes ou les ventes, l'augmenter ou la réduire à souhait en modifiant les horaires de travail, l'agriculture reste toujours tributaire des éléments qui, par leur douceur ou leur rigueur, peuvent d'une saison à l'autre transformer du simple au quintuple le résultat de l'entreprise.

Je suis de ceux qui se réjouissent des progrès constants de notre production agricole résultant des techniques modernes d'exploitation comme de la sélection toujours plus grande de notre cheptel.

Je suis de ceux qui pensent que l'effort des agriculteurs dans ce sens doit être poursuivi et encouragé car l'augmentation de la production est presque logiquement synonyme de diminution du prix de revient et, incontestablement, d'amélioration de la condition humaine en général. C'est précisément en fonction de ces éléments qui peuvent être bienfaisants ou malfaisants, qui n'ont pu jusqu'à présent subir de modification par la loi de l'homme qui laisse, jusqu'au jour même de la récolte, l'imprécision totale, que nous devons produire plus que le nécessaire pour être assurés de la suffisance.

Mais, car il y a un mais, nous touchons ici le point crucial. L'abondance des produits agricoles ne doit pas être génératrice de misère pour le producteur. La mévente et l'avilissement des cours ne doivent pas conduire le producteur à la ruine et à la faillite. C'est là que doit intervenir cette action des pouvoirs publics, l'action d'un gouvernement qui se déclare digne de gouverner et de prévoir.

C'est une période d'angoisse, de souci du lendemain que connaît actuellement le monde paysan depuis quelques mois, une époque d'inquiétude relatée par toute la presse, plus encore par celle d'opinion gouvernementale que par l'autre, sous les titres les plus divers, mais ayant en fait la même signification: barrages, manifestations, malaise, mévente, marasme.

Je ne veux point réveiller ici une vieille querelle entre le libéralisme et le dirigisme, formule quelque peu périmée. Je ne veux point faire de peine aux libéraux, mais chaque fois qu'il nous est donné de rechercher ensemble une solution aux problèmes économiques agricoles qui nous sont soumis, les propositions qu'ils nous font, les méthodes qu'ils préconisent, s'inspirent toujours d'une intervention de l'Etat, d'une action qui n'est autre que du dirigisme.

Pour leur être tout à fait agréable, j'accepterai volontiers de donner à cette intervention une autre appellation. Je ne leur en fait pas grief, mais qu'ils veulent bien constater avec nous que l'abus de la licence conduit à l'anarchie et que, si hier le dirigisme fut justement condamné à la fois par les consommateurs limités dans leurs approvisionnements et par les producteurs ne disposant pas librement de leurs produits, c'était en période de pénurie. Il devient une nécessité en période d'abondance; quand le volume de la production dépasse celui de la consommation, l'intérêt du producteur réside en une organisation rationnelle de notre économie. Souvenez-vous que c'est la récolte pléthorique de blé de 1935 qui a fait naître l'office du blé, si décrié alors par ceux qui le soutiennent aujourd'hui.

Quelles que soient les critiques que l'on puisse encore faire sur cet organisme, son absence ou l'abandon de ce principe aujourd'hui signifierait pour le producteur de blé une perte de recettes par quintal que je n'oserai pas chiffrer. C'est la seule production française qui soit à l'abri des manœuvres spéculatives et la maturité civile de l'office est telle que, par le jeu de la taxe de résorption actuellement en vigueur, elle constitue pour le producteur une arme défensive sur les marchés mondiaux.

C'est dans cet esprit, sous des formules appropriées à chacune de nos productions, que devrait s'instaurer notre économie agricole. Etablir d'abord un premier inventaire des besoins de notre consommation nationale, puis, un autre, de nos possibilités de production par des statistiques rigoureusement étudiées en exigeant des producteurs — je souligne ce point — des déclarations honnêtes et sincères; ensuite, organiser et orienter la production, donner à chaque branche de l'agriculture un secteur bien défini, garantir à ceux des producteurs qui se soumettront à ces directives un prix rémunérateur le plus près possible du prix de revient, leur donner ainsi une sécurité dans l'avenir, et leur permettre de conserver le goût de l'audace et de l'initiative.

Car nous en sommes là! Si les détracteurs du système dirigiste peuvent prétendre que ses abus conduiraient à la création de robots paysans où tout esprit d'entreprise aurait disparu, l'absence d'organisation de la politique agricole aboutit plus rapidement encore aux mêmes conclusions. Nombre de nos paysans, aujourd'hui, sont découragés, se considèrent comme abandonnés et ce n'est pas sans une certaine appréhension qu'ils engageront demain leur savoir, leur travail, leurs capitaux vers l'une ou l'autre des branches de notre production rurale.

Il est temps d'agir. Les décrets prévoyant l'organisation des marchés nationaux, la création d'une caisse de garantie mutuelle sont les copies des propositions faites par le groupe socialiste devant l'Assemblée nationale depuis deux ans. Ces décrets sont bien tardifs et bien timides encore.

L'assainissement du marché de la viande, qui en est une filiale, pour aussi nécessaire qu'il soit, ne doit pas être l'occa-

sion, pour quelques-uns, sous prétexte d'un raccourcissement du circuit, de se réserver un monopole de fait. Les quelque huit milliards provenant d'une amputation du produit de la taxe unique sur la circulation des viandes (dont une partie est prélevée sur le fonds même du budget annexe des prestations familiales agricoles qu'il nous faudra bien demain combler par d'autres recettes) ne doivent pas être jetés négligemment dans cette opération d'assainissement.

Ces crédits ne doivent pas s'arrêter au seul stade du négoce sur pied ou en cheville; il faut trouver les moyens d'en faire profiter même les plus petites exploitations.

Je souhaite, d'autre part, monsieur le ministre, qu'une partie importante de ces crédits soit réservée à la prophylaxie des animaux. Nos instituts et laboratoires vétérinaires ne sont pas à la hauteur de la tâche qui leur incombe dans la lutte contre les maladies du bétail. Une visite toute récente et rapide à l'institut antiaphteux de Bruxelles m'a permis de constater l'effort considérable de la nation belge et de mesurer du même coup avec amertume notre insuffisance et notre retard dans ce domaine.

Sur le marché des produits laitiers je vous invite, monsieur le ministre, à protester avec la plus grande énergie auprès de vos collègues des finances et des affaires économiques contre la suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires dont bénéficie la margarine, produit alimentaire de remplacement, de substitution au beurre et fabriqué avec des matières premières importées. L'exonération de la taxe, qui vient d'être reconduite pour trois mois, fait perdre au budget national près de 200 millions par trimestre. Je vous invite à demander avec nous la même mesure: la suppression des taxes similaires sur les produits laitiers, ou l'abrogation immédiate de la décision prise en faveur de la margarine.

Je pourrais aussi, comme mes collègues, verser quelques pleurs sur l'insuffisance des crédits d'investissement, mais plus encore sur les difficultés matérielles, sur les tracasseries paperassières pour obtenir leur dégagement, qu'il s'agisse de subventions ou de prêts du crédit agricole.

Enfin, il est de mon devoir de vous signaler le profond mécontentement des masses paysannes en ce qui concerne la loi d'assurances-vieillesse agricole, votée par le Parlement en juillet 1952; son décret d'application devait attendre plusieurs mois avant de paraître. Quelques mois supplémentaires étaient nécessaires aux caisses départementales pour la mettre en pratique. Ainsi ce n'est que dix-huit mois après son vote que nos agriculteurs sont informés du montant de leurs cotisations à payer ainsi, bien entendu, que du rappel. Cela constitue un chiffre énorme en considération de leur trésorerie difficile présentement. Ils s'insurgent non pas tellement contre le recouvrement tardif et lourd à la fois, mais contre le fait que nombre d'entre eux ne seront jamais bénéficiaires, à cause de la limitation du plafond de ressources.

Vous seriez bien inspiré, monsieur le ministre, en proposant de toute urgence une refonte totale de cette loi qui fut votée hâtivement. Ainsi pourrait-on créer une véritable caisse de retraites, où, après 65 ans, les plus déshérités toucheraient la pension de solidarité, mais où les plus fortunés retrouveraient cependant la rente du capital versé.

M. Dulin, *président de la commission de l'agriculture.* C'est ce que le Conseil de la République avait proposé.

M. Naveau. Si vous vous mettez à cette œuvre, monsieur le ministre, vous nous trouverez à vos côtés. (*Applaudissements à gauche.*)

Mme le président. La parole est à M. Lodéon.

M. Lodéon. Messieurs les ministres, mesdames, messieurs, au stade colonial à l'évolution départementale, la Martinique, que je représente ici, demeure un département agricole. Il est donc naturel qu'il soit question d'elle dans ce débat. Si nous parlons souvent de nos îles — et c'est notre excuse — c'est dans le sens d'une adaptation aux exigences matérielles et sociales de la vie actuelle.

A qui donc nous confier dans nos peines, comme dans nos espoirs, sinon à nos frères de la métropole, avec qui nous travaillons à l'unité nationale ? M. le ministre ne m'en voudra pas de lui demander quelle est, dans nos Antilles, en particulier dans mon département de la Martinique, la politique agricole qu'il préconise et, plus spécialement, de nous exposer les moyens qu'il envisage pour la mener à bien.

La monoculture, certes, a ses risques et son incidence sur l'économie de ce département. La canne à sucre permet la fabrication de rhums de qualité vendus trop cher, du sucre dont la production a passé de 38.000 tonnes, en 1952, à 54.000 tonnes, en 1953, l'exportation de la banane pouvant atteindre de 60.000 à 70.000 tonnes. Voici un effort qui s'inscrit à notre crédit. Il y a donc là quelque chose à signaler qui doit nous inspirer confiance.

Il est tout de même pénible de constater que, dans notre pays, les cultures vivrières sont peu à peu délaissées devant l'élévation du prix de revient, à cause de la cherté de la vie.

Telles sont les observations et constatations des parlementaires, des ministres, des techniciens qui nous visitent. Nos assemblées s'en sont préoccupées; encore tout récemment, le Conseil économique.

Par des dégrèvements, par la recherche de débouchés vers la métropole et l'étranger, en évitant l'importation de denrées faisant concurrence aux produits de l'Union française, par l'encouragement aux cultures secondaires, par une organisation rationnelle, nous pouvons remédier à pareille situation. Une politique d'organisation et de crédits: voici ce que nous souhaitons pour le redressement nécessaire. Pourquoi ne pas revenir en partie à d'anciennes cultures: le moka des îles, le cacao, le pétun qui, dans le temps, en a fait la fortune, sans oublier ou négliger le riz, le coton et les plantes textiles.

Des expériences individuelles, certes, ont été tentées. Elles sont isolées. Il faut les renouveler dans les meilleures conditions. Il faut surtout user de directives, de suggestions, inspirant la confiance d'investissements publics à côté des investissements privés et, surtout, offrir à ces contrées lointaines des moyens modernes de production: des laboratoires qui pourraient donner une idée exacte de la structure d'un sol varié convenant à certaines plantes et à certaines cultures, des jardins d'essais qui éviteraient des tâtonnements individuels. Il faut essayer de faciliter les suggestions et les directives de façon que le petit planteur, le petit agriculteur se sente soutenu et encouragé et qu'il retrouve la confiance.

Ce n'est certainement pas avec la législation intervenue tout récemment que nous contribuerons à ce redressement. C'est le 27 novembre qu'ici même, au cours de la discussion générale du budget, j'ai dénoncé le grave péril dans lequel se trouvaient nos denrées du fait de ces textes intervenus fin octobre pour obliger le conditionnement à s'exercer d'une manière efficace mais avec effet rétroactif, faisant une obligation de loger le rhum alors que nous n'avons pas de fabrique de bouteilles et qu'il faut acheter en dollars le logement spécial, ce qui ne fait qu'élever le prix de revient et affoler le consommateur, qui considère que le rhum de chez lui est un peu son vin personnel.

Il faut évidemment penser au conditionnement des fruits, qui fonctionne d'une manière assez empirique d'ailleurs, qui a un caractère départemental sans offrir à son personnel le statut souhaité, avec des imperfections comme celle qui consiste à puiser son aliment dans la source d'une taxe portant sur l'exportation globale des bananes, sans penser qu'à certains moments ce chiffre peut être réduit et amener des risques de conflit et de mécontentement du personnel non payé. Mais je n'interviendrai pas plus longuement sur ces ennuis.

Pour ne pas épuiser mon tour de parole, évitant ainsi la sympathie férule de Mme le président, (*Sourires.*) je veux simplement dire ceci: ce n'est pas seulement sur le plan matériel qu'il faut apporter une aide d'organisation et de crédits à ces départements. C'est sur le plan social également, car je veux associer de plus en plus nos considérations humaines à la prospérité de l'économie de notre pays. Il faut y penser, parce que la misère des ouvriers agricoles peut amener le découragement, la rancœur et les divisions. Prospérité économique, apaisement social, n'est-ce pas, monsieur le ministre, que vous serez de notre avis et que vous m'indiquerez tout à l'heure quels moyens vous donnerez à votre programme et à votre politique agricole ? Vous nous ferez ainsi partager — j'en suis persuadé — votre volonté créatrice. (*Applaudissements.*)

Mme le président. La parole est à M. Primet.

M. Primet. Mesdames, messieurs, au cours de la longue crise ministérielle de 1953, les hommes marquants de la majorité parlementaire ont, dans des discours sollicitant l'investiture, fait des déclarations ouvrant de « larges horizons » à l'agriculture française.

M. Paul Reynaud disait:

« Le substratum des finances publiques, c'est la production économique, la production agricole et la production industrielle. Je dis que, sur les deux tableaux, nous avons les moyens de gagner et que, sur les deux tableaux, nous sommes également perdants.

« En ce qui concerne l'agriculture, il y aura bientôt cinq ans que certain ministre des finances montrait à l'Assemblée la France avec un territoire aussi grand que ceux de la Grande-Bretagne et de l'Italie réunies, la France, entourée de populations dont une partie mourrait de faim si elle ne recevait pas de nourriture de l'étranger. »

Il en concluait que « notre destin était écrit sur la carte de l'Europe et que l'agriculture devait être la première industrie nationale de la France ». (*Applaudissements sur tous les bancs.*)

M. Mendès-France, sollicitant à son tour l'investiture, déclarait:

« Au premier rang des investissements nécessaires, je place ceux de l'agriculture, car c'est la vocation d'un pays comme la France d'être une grande nation agricole et une grande nation exportatrice des produits de la terre. Est-il admissible que la balance de notre commerce extérieur alimentaire soit déficitaire, alors que les possibilités de notre sol sont si grandes ? Ce fut l'une de nos erreurs d'après-guerre de n'avoir pas fait un effort suffisant pour moderniser, pour équiper un secteur cependant capital de notre économie.

« L'investissement agricole doit porter sur l'équipement individuel à la ferme, sur l'équipement collectif à l'échelon communal, intercommunal ou départemental et sur l'équipement coopératif.

« L'exportation de denrées agricoles nécessite également une organisation qui ne saurait être improvisée au hasard d'excédents occasionnels mais qui exige, au contraire, une soigneuse préparation, la mise en place d'installations techniques modernes, l'étude approfondie des marchés et de délicates négociations pour la conclusion des contrats à long terme, garanties d'un écoulement stable et régulier des produits. Pour la réussite de cette œuvre importante, le concours des associations professionnelles est indispensable au Gouvernement.

« Puisque j'ai évoqué le problème de l'organisation des marchés, je dirai en passant qu'aucun producteur agricole ne peut travailler dans l'incertitude, l'instabilité ou le désordre; il lui faut savoir où il va. A titre d'exemple de ce qui ne devrait pas être, je rappellerai qu'on ne connaît pas encore, à l'heure actuelle, les bases sur lesquelles le prix du blé sera calculé dans quelques semaines. »

M. Bidault déclarait: « Le secteur alimentaire doit d'abord être assaini. Certaines constatations scandalisent à juste titre le sens commun de l'honnêteté et de l'intérêt public. Il arrive que les prix imposés aux consommateurs ne baissent pas quand baissent les prix agricoles à la production; il arrive même que le consommateur paye plus cher que la veille le produit pourtant acheté à la campagne avec une forte baisse. En de pareils cas, le niveau de vie de notre paysannerie comme celui des familles de nos villes sont tous deux compromis par des abus ou des spéculations qu'il importe de faire cesser.

« Il ne faut donc pas différer les mesures propres à résoudre le problème de la viande. Il faudra résoudre, d'autre part, le problème de l'alcool.

« L'encouragement et le développement des cultures vitales supposent inévitablement l'abaissement de certaines protections à l'abri desquelles la nation s'appauvrit, gaspille son labeur et s'exclut du fruit des compétitions internationales. »

M. André Marie laissait, dans son discours d'investiture, une large place à l'agriculture. Il déclarait:

« Le redressement nécessaire de nos exportations est, pour notre pays, une nécessité vitale. Il permettra seul à la France de reprendre sa place dans un commerce international dont il importe d'alléger les entraves.

« La paysannerie française n'ignore pas que toute régression de l'agriculture entraîne la paralysie partielle de l'industrie, du commerce et de l'artisanat.

« Le plan Monnet, qui avait assigné à l'agriculture française une place de choix dans la hiérarchie des activités économiques nationales, ne lui a cependant réservé qu'une trop faible part des crédits d'investissement.

« Ceci explique pour partie que dans l'agriculture le revenu moyen par personne reste inférieur à celui des autres activités.

« Dès lors, il faut mettre à la disposition de notre agriculture les crédits qui lui manquent pour moderniser ses exploitations et intensifier l'effort dans le secteur des travaux d'intérêt collectif et notamment de distribution d'eau, d'électricité, de zones témoins, etc.

« La France est un des pays agricoles les plus doués et les moins équipés. Aussi le devoir du Gouvernement sera de mettre l'économie rurale en mesure de soutenir avantageusement la compétition internationale. Mais l'augmentation du revenu agricole implique, d'une part l'organisation des marchés, l'élaboration d'un programme à long terme, et d'autre part, l'accroissement de la production par une amélioration de la formation professionnelle et des moyens d'équipement. L'abondance ainsi profitera aux consommateurs et ne sera plus une menace, sinon un désastre pour l'agriculture. »

Enfin, le dernier président désigné, M. Laniel faisait une déclaration encore plus importante. « Sur le plan agricole, disait-il, la France doit progressivement cesser d'importer des denrées qu'elle peut produire sur son sol. Elle doit même devenir une nation activement exportatrice. Ces résultats seront rendus possibles non seulement par des moyens matériels: équipement rural, machinisme agricole, remembrement, développement de l'usage des engrais, mais aussi par des méthodes plus rationnelles de formation des hommes, enseignement professionnel, propagande, conseils aux agriculteurs. Je représente, dans cette Assemblée un département rural et je sais combien il est vital d'obtenir l'abaissement des prix de revient de l'agriculture. Tout en stimulant l'amélioration nécessaire du rendement, mon premier soin sera de fixer le prix du blé de la nouvelle récolte ».

M. le ministre de l'agriculture. Cette promesse a été tenue.

M. Primet. Oui, et c'est la seule, mais pas selon le désir des producteurs. Ces diverses déclarations semblent toutes tirées d'un même manuel du parfait président du conseil désigné. M. Joseph Laniel s'est montré, on peut le dire, le plus imprudent dans ses promesses, car s'il eut le bénéfice de l'investiture, il endossa en même temps la responsabilité de présenter le budget.

Qu'en est-il résulté de ces belles promesses ? Le budget de l'agriculture est, en 1954, doté de moins de crédits qu'en 1953. En ce qui concerne les investissements, ces crédits étaient de 62 milliards. Ils sont, cette année, de 42 milliards, soit 20 milliards de moins. On nous dit que si, sur le papier, en chiffres absolus les crédits prévus pour l'année 1954 paraissent plus faibles que ceux de l'année 1953, en réalité ils seraient plus importants parce que, nous dit-on, les crédits votés l'an dernier n'ont pas été essentiellement consacrés à des travaux neufs, mais ont été surtout affectés à des réévaluations de travaux en cours. C'est avec de tels raisonnements qu'on veut, chaque année, nous faire croire à des augmentations de crédits alors que les sommes consacrées à l'agriculture par nos gouvernants se vérifient chaque année comme étant de plus en plus insuffisantes.

Cette année, les prêts sociaux et les prêts pour les calamités agricoles ont disparu de ce budget. Le second plan de modernisation disait que, pour les années allant de 1953 à 1956 inclus, l'agriculture bénéficierait d'un investissement global de 600 milliards, 1.000 milliards pour l'agriculture et pêches réunies pour aboutir, à un relèvement de production de 18 à 20 pour 100. Nous pensons que, contrairement à ce qui se passe ailleurs, ici les gouvernements mettent un point d'honneur à ne pas réaliser les plans, qu'ils soient triennaux ou quadriennaux. Il nous suffit de lire les rapports des commissions, il nous a suffi d'entendre les rapporteurs, il nous suffira d'entendre les plaintes de ceux qui vont intervenir sur les différents chapitres pour dire que ce budget est bien le reflet de la situation catastrophique dans laquelle se débat toute l'agriculture française. Des manifestations de paysans, telles que la France n'en avait pas connu depuis les lointaines jacqueries, se sont déroulées sous des formes diverses dans l'ensemble du pays. Nous venons d'apprendre que 61 maires du Minervois viennent de démissionner avec leurs conseils municipaux dans le cadre de la crise viticole pour protester contre l'absence de politique viticole du Gouvernement.

Nous ne pourrons nous sortir de cette situation que par l'amélioration du pouvoir d'achat des classes laborieuses, par l'ouverture de relations économiques et commerciales solides, à longue durée, avec tous les pays, dans le cadre d'une politique de paix dont la possibilité nous est aujourd'hui plus que jamais largement ouverte. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Mme le président. La parole est à M. Clavier

M. Clavier. Mesdames, messieurs, la limitation du temps de parole qui nous est imposée au cours de cette discussion budgétaire, discussion budgétaire d'ailleurs qui ressemble davantage à une sarabande qu'à une discussion vraiment sérieuse, m'amène à vous faire une suggestion.

Nous devons reconnaître qu'il est impossible, au cours d'une discussion budgétaire, d'aborder, et encore moins de creuser, les grands problèmes, et je suggère à l'assemblée qu'elle envisage de les inscrire à son ordre du jour, une fois la discussion budgétaire terminée, par le recours à la procédure que vous connaissez bien des questions orales avec débat. Voilà ma première observation. (*Très bien! très bien!*)

Cette suggestion faite, je voudrais, à propos du budget de l'agriculture, faire schématiquement quelques remarques d'ordre général dont chacune pourrait servir de tête de chapitre au débat qui devrait s'ouvrir dans les conditions que je vous indiquais à l'instant.

Voici ma première observation: sous l'ancien régime, c'est-à-dire avant 1789, dans une publication intitulée *L'état de la France*, qui était une sorte d'almanach national, on écrivait comme la chose du monde la plus naturelle au sujet du peuple des paysans: « Quoi qu'il soit plus nombreux que les autres, il ne nous fournit que peu de matière de discours. Nous pouvons dire seulement que c'est sur lui qu'on lève les tailles et qu'il cultive les biens de la terre pour la nourriture des villes ».

Mesdames, messieurs, cette indigence de l'almanach national vous donne la mesure de l'influence qu'avait alors, dans la nation, le monde paysan. On parle aujourd'hui un peu plus du monde paysan, plus précisément le monde paysan a pris à tâche, vigoureusement, de se faire entendre; il l'a d'ailleurs

fait sous différentes formes et M. Primet, qui m'a précédé à cette tribune, le rappelait à l'instant.

Manifestations d'hostilité, que celles auxquelles nous avons assisté ? Que non pas, mais une affirmation par le monde paysan d'une prise de conscience, conscience de l'erreur qui a été commise par les dirigeants de ce pays, non pas seulement au détriment de la paysannerie française, mais au préjudice aussi de la France, la conscience qu'il est encore temps de remonter la pente, résolution aussi que le monde paysan pèsera désormais de tout son poids dans la balance. (*Très bien! très bien!*)

Je n'entrerai pas dans le détail des problèmes agricoles, j'en laisse le soin aux éminents spécialistes de cette assemblée. Je me range volontiers à l'avis d'Euripide, selon lequel: « Ce que la démocratie demande à ses représentants, ce n'est pas d'être capables, en face d'un problème donné, d'en trouver la solution, mais d'être capables de juger en connaissance de cause la solution trouvée par les spécialistes ». Mais, avec ces spécialistes et après eux, nous vous disons, monsieur le ministre, que nous sommes inquiets; nous voyons poindre à l'horizon le drame dans tous les secteurs de notre économie agricole. Il est temps, en particulier, de se pencher sur le sort des deux millions et demi de petits exploitants de ces exploitations familiales dont parlait tout à l'heure notre collègue M. Driant, qui, si l'on n'y prend garde, retomberont dans la même misère, dans le même découragement qui les a rendus pendant un temps si perméables, si sensibles aux promesses fallacieuses de certaines sirènes que vous connaissez bien. Voilà la première constatation à laquelle je tenais à vous rendre attentifs.

Ce mécontentement du monde paysan est-il fondé ou ne l'est-il pas ? C'est la seconde question qu'il convient que nous nous posions.

Il suffit pour s'en convaincre de lire le tableau de l'évolution comparative du revenu national et du revenu agricole qu'a publié récemment l'I. N. S. E. E. dans la revue *Etudes et conjonctures*. Après avoir rappelé que le monde paysan représente encore 35 p. 100 de la population totale, il constate que la part du revenu agricole dans le revenu national s'établit comme suit: 18,3 p. 100 en 1938; 20,8 p. 100 en 1946; 25 p. 100 en 1947; 18,9 p. 100 en 1948; 16,2 p. 100 en 1949; 15,2 p. 100 en 1950 et 14,3 p. 100 en 1951.

Je n'ai pas les indices exacts des années 1952 et 1953. Ils sont du même ordre que celui de 1951.

Le Conseil économique, dans sa séance du 24 novembre 1953, constate que le revenu par personne active dans l'agriculture paraît être, en moyenne, notablement inférieur à celui des personnes actives des autres secteurs de l'économie française. La commission qui avait été chargée de cette étude au sein du Conseil économique avait relevé d'une façon plus précise que ce revenu par personne active employée dans l'agriculture ne paraissait être que de l'ordre de 50 p. 100 du revenu des personnes employées dans l'ensemble des autres secteurs. Le Conseil économique en avait déduit fort sagement qu'une situation semblable ne saurait se prolonger sans danger au point de vue économique et au point de vue social. Je voudrais, mesdames, messieurs, que cet avertissement fût entendu.

Je vois bien l'objection qui peut être faite et qui est généralement faite. Il est impossible, dit-on, de concilier une politique d'amélioration du standard de vie, du niveau de vie des Français avec une politique de hausse et même de stabilité des prix agricoles.

Si l'argument était valable, je ne m'insurgerais pas. Euripide disait qu'il ne faut pas se mettre en colère contre les choses, car cela leur est parfaitement égal, et j'ai assez retenu de Descartes pour savoir qu'il faut nous accommoder aux faits au lieu de vouloir les accommoder à nos fantaisies ou à nos passions.

Quels sont les faits ? Jusqu'alors, il était admis que l'alimentation s'inscrivait pour 40 p. 100 dans le budget du consommateur. Depuis, la commission supérieure des conventions collectives, après une discussion de plusieurs semaines, vient d'établir le budget-type du manœuvre léger. Sur un budget mensuel fixé à 27.000 francs, 9.664 francs représentent les denrées alimentaires, 16.434 francs les autres dépenses d'entretien; 1.900 francs les charges d'impôts et de sécurité sociale.

Ainsi les dépenses d'alimentation représentent-elles 36 p. 100 des dépenses totales du budget du manœuvre léger. Encore, sur les 9.664 francs que le manœuvre est censé consacrer mensuellement à sa nourriture, le producteur agricole ne perçoit-il guère que 5.000 francs...

M. Restat. Et encore!

M. Clavier. « Et encore », me dit mon collègue Restat: il a cent fois raison, mais je veux faire bonne mesure. 5.000 francs, cela ne représente que 20 p. 100 du budget mensuel tel que vient de l'établir la commission supérieure des conventions collectives. Comment, dans ces conditions, pourrait-on imputer au cultivateur la responsabilité de l'élévation du coût de la vie dont on le charge si souvent et si volontiers ? (*Applaudissements.*)

Faire la chasse aux prix agricoles serait donc une entreprise insensée. Les prix de la main-d'œuvre n'en seraient pas notablement abaissés. L'industrie n'y gagnerait pas de fabriquer moins cher. Par contre, elle y perdrait sûrement le débouché que lui offre l'agriculture française, souvent son principal et quelquefois son unique client. Dès lors, plutôt que de faire la chasse aux prix agricoles, aider l'agriculteur à produire moins cher, tel doit être notre souci. Comme il faut parler net, je dis tout de suite que je ne répugne pas, pour ma part, en attendant que notre agriculture soit équipée comme il convient qu'elle le soit, à la politique de subvention.

N'est-ce pas cette politique qu'on pratique partout autour de nous ? En Grande-Bretagne, à la séance d'ouverture de la nouvelle session parlementaire du 4 novembre dernier, sir Winston Churchill exprimait au Parlement l'intention de son Gouvernement de continuer l'octroi des subventions nécessaires pour combler la différence entre le niveau atteint par les prix sur le marché et le niveau indispensable au bien-être des agriculteurs.

De son côté, le gouvernement républicain des Etats-Unis n'a pas fait mystère qu'il versera, au cours de la campagne 1953-1954, aux fermiers américains, pour combler la différence entre le prix rentable du blé sur le marché intérieur et le prix à l'exportation, une subvention de 580 millions de dollars, c'est-à-dire plus de 200 milliards de francs.

Que l'agriculture française soit un jour capable de se passer de subventions, c'est ce que j'espère et ce que je crois, d'ailleurs, parfaitement possible, à la conditions toutefois que l'on rompe d'une manière définitive avec une politique d'investissements qui l'a, jusqu'à présent, délibérément négligée.

Le budget de 1954, monsieur le ministre, consacre-t-il cette rupture ? Je suis obligé de répondre que non quand je constate que l'effort d'investissement prévu pour l'agriculture ne représente que 2 p. 100 du total des crédits d'équipement. Nous sommes quelques-uns ici à avoir dénoncé, stigmatisé l'erreur — la faute, aurait dit Talleyrand — qui a consisté, au lendemain de la libération, à vouloir faire de ce pays un grand Etat industriel, à méconnaître sa vocation agricole, les ressources naturelles dont il dispose et son génie particulier. Nous ne nous lasserons pas de dire que si l'on avait consacré à l'enseignement agricole, à la sélection des semences, à la sélection animale, au remembrement, à l'enrichissement de la terre de France, à l'habitat rural, à la modernisation des exploitations, à l'aide aux jeunes cultivateurs, le quart — que dis-je, le huitième — des crédits du fonds de modernisation et d'équipement, nos prix seraient à la parité des prix mondiaux, nous serions les nourrisseurs de l'Europe et nous pourrions faire seuls nos fins de mois, tandis que l'industrie et le commerce trouveraient dans les masses rurales les débouchés qui leur manquent quelquefois.

On commence à revenir de cette erreur, pas assez vite cependant ni même complètement. Il faudra bien pourtant venir un jour à cette conception du destin de la France, condition de sa puissance, de son prestige, de son influence et de son autorité au sein de l'Europe et dans le concert des nations. C'est à l'avènement de ce jour, monsieur le ministre, que nous vous demandons d'appliquer votre compétence et votre activité. Nous vous y aiderons de toutes nos forces pour que ne reste pas un vœu pieux l'émouvante déclaration que vous connaissez bien: « les paysans de France au service de la renaissance française ». (*Applaudissements.*)

Mme le président. La parole est à M. Boudet.

M. Pierre Boudet. Dans cette discussion générale qui tient du marathon budgétaire, grâce au souci de la conférence des présidents et du radio-crochet, grâce à la vigilante bienveillance de la présidence, je vais m'efforcer d'être bref et bien entendu je ne vais pas examiner chapitre par chapitre le budget qui nous est soumis.

Je retiens simplement, parce que ceci est très important, l'observation du rapporteur de la commission des finances, que rejoignait d'ailleurs le rapporteur de la commission de l'agriculture, à savoir que ce budget ne nous apportait rien de nouveau et qu'on y retrouvait les structures des budgets anciens au point de vue de l'avenir de notre agriculture.

Je retiens également deux formules. L'une, du rapporteur de la commission des finances, est la suivante: « Il faut penser à assurer l'écoulement de nos produits »; l'autre, du rapporteur de la commission de l'agriculture est celle-ci: « Il faut chercher l'équilibre des différentes bases de l'économie française. » Ce sont deux formules excellentes que je fais miennes.

Je tiens cependant à rappeler quelques chiffres. Notre production agricole, en 1953 — si j'en crois la statistique générale de la France — est au coefficient 112 par rapport au coefficient 100 pour la période de 1948 à 1952. Donc, production agricole accrue.

Notre déficit à l'Union européenne des payements était, fin novembre, de 891 millions de dollars d'unités de compte. Y a-t-il un rapport entre ce déficit et notre politique en matière de produits gricoles ? J'en suis, pour ma part, convaincu et je pense que les quelques chiffres que je citerai tout à l'heure suffiront à vous convaincre.

Nous avons importé, au cours de l'année 1952, des milliards et des milliards de produits alimentaires, de produits d'origine agricole. J'ai relevé les chiffres dans la statistique générale de la France, à laquelle j'ai l'habitude de me référer. Les voici. Je parle, bien entendu, des produits importés en France, de l'étranger, et je néglige volontairement les produits importés de l'Union française.

En 1952, nous avons importé de l'étranger 18 milliards de francs de produits laitiers, 24.500 millions de francs de fruits et légumes, 48 milliards de francs de céréales diverses, 14 milliards de francs d'oléagineux, 1.500 millions de francs de poissons, et 13 milliards de francs au titre des industries alimentaires, divers 52 milliards, soit au total, au cours de l'année 1952, 181 milliards de francs de produits agricoles ou alimentaires importés en France de l'étranger. Je vous prie de retenir ces chiffres.

En 1953, pour les dix premiers mois, nous avons importé 3.800 millions de francs de viandes, 3 milliards de francs de poissons, 12.200 millions de francs de produits laitiers, 1.600 millions de semences, 24.300 millions de fruits et légumes, 14.700 millions de céréales, 12.200 millions d'oléagineux, 1.300 millions de poissons, 5.900 millions de tabac, 8.100 millions de sucre, 34 milliards de produits divers d'origine agricole.

Je signale que, en même temps — ceci pour mémoire — nous avons importé des pays d'outre-mer, en 1952, pour 280 milliards de produits alimentaires et que nous avons exporté sur la France d'outre-mer pour 91 milliards seulement de produits alimentaires ou agricoles.

Comment peut-on imaginer que, dans l'état actuel de notre balance des comptes, la France, pays où l'agriculture devrait être une des premières industries nationales, qui, par son sol et son climat, peut nourrir, non pas 40 millions d'habitants, mais, comme le prétendent tous ceux qui se sont penchés sur ce problème, au moins 80 millions, soit à ce stade et qu'un des éléments de notre déséquilibre de la balance des comptes soit précisément créé par l'importation de produits agricoles que, si nous avions une politique agricole digne de ce nom, nous serions en mesure de produire sur notre propre sol.

M. Restat. Très bien!

M. le rapporteur. C'est certain!

M. Pierre Boudet. M. le rapporteur de la commission des finances, faisant état du rapport de la commission du nouveau plan, a signalé que la commission du plan avait envisagé trois hypothèses pour le développement de notre économie agricole. Soit dit en passant, j'ai essayé de me procurer le document. Il doit être strictement confidentiel,...

M. le ministre. Sûrement pas!

M. Pierre Boudet. ... car je n'ai pas pu l'obtenir, monsieur le ministre. La commission des finances ne l'a pas non plus,...

M. le ministre. Le ministre de l'agriculture non plus ne l'a pas.

M. Pierre Boudet. Alors je pense d'autant plus qu'il est strictement confidentiel. On me permettra de m'étonner que, ni le Parlement, ni le ministre de l'agriculture, n'aient à leur disposition un document qui doit être officiel, et qui devrait être rendu public.

M. Restat. Ce document a été reproduit par les journaux.

M. Pierre Boudet. Ce fait prouve que dans notre pays la presse est mieux traitée que le Parlement.

M. le rapporteur. Me permettez-vous de vous interrompre, mon cher collègue ?

M. Pierre Boudet. Je vous en prie.

Mme le président. La parole est à M. le rapporteur, avec l'autorisation de l'orateur.

M. le rapporteur. Ne vous plaignez pas, mon cher collègue, que votre rapporteur ait fait son travail et qu'il se soit informé, comme il a cru devoir le faire, pour vous donner — je ne dis pas des renseignements définitifs — mais des prévisions. Vous vous plaignez que la mariée soit trop belle.

M. Pierre Boudet. Je ne me suis pas plaint du tout que notre rapporteur nous ai donné les conclusions de ce plan. Je ne peux que l'en féliciter .Mais lui-même n'a pas le document entre les mains et c'est parce qu'il a voulu — je lui rends volontiers hommage sur ce point — connaître ces conclusions qu'il les a demandées et qu'on les lui a communiquées, sans lui communiquer le document, ce qui aurait été très important. Je le félicite de cette heureuse initiative.

M. le rapporteur. Je répète, monsieur Boudet, qu'il ne s'agit pas de conclusions, mais de prévisions et d'études préliminaires.

M. Pierre Boudet. En tout cas, je suis heureux de me référer aux conclusions du rapport de M. de Montalembert, qui peuvent se résumer ainsi: si l'on veut redonner aux agriculteurs français un standard de vie suffisant, il y a trois méthodes, le malthusianisme dans la production, l'exode rural ou, enfin, l'augmentation de la production.

Je pense que personne, dans une assemblée française, ne se fera le défenseur de la thèse du malthusianisme agricole. Quant à l'exode rural, il faudrait vraiment ne pas connaître la conjoncture sociale actuelle pour imaginer que les campagnes françaises puissent envoyer un surplus de main-d'œuvre vers l'industrie, à moins que l'on ne pose pour principe que cet apport nouveau de main-d'œuvre sera destiné au chômage.

Il reste la troisième solution, l'augmentation de la production, de façon, dit-on, à diminuer les prix de revient. Je veux bien qu'on augmente la production, seulement ce qui me préoccupe, c'est l'écoulement de cette production accrue. Dans l'état actuel des choses, le drame agricole ne réside pas dans une production insuffisante, mais dans une insuffisance des débouchés pour la production actuelle. Si nous ne trouvons pas des structures nouvelles pour accroître ces possibilités de débouchés, je dis — et personne ne me contredira — qu'il serait vain, voire contradictoire, d'essayer d'augmenter notre production agricole. Il y a, bien sûr, différentes méthodes pour assurer l'écoulement de nos produits agricoles. Certains pensent — et je suis du nombre — qu'à travers un certain nombre de difficultés au départ, l'institution d'un marché commun européen pour les productions agricoles peut offrir des débouchés intéressants. Nous n'en sommes pas là et je dis personnellement que je le regrette. D'autres estiment que le relèvement général du niveau de vie des Français peut leur permettre de consommer davantage de produits alimentaires d'origine agricole, mais je crois que le moyen immédiat qui est à notre portée, c'est précisément de mettre un terme à cette politique qui se traduit par les chiffres que je lisais tout à l'heure. Si l'on se rend compte vraimen des nécessités de l'agriculture française, il me paraît possible de réduire, oh! non pas totalement, je le sais, mais dans une proportion importante, nos importations de produits d'origine agricole. Mais je sais qu'ici M. le ministre de l'agriculture se heurtera à de très grosses difficultés, car, il faut avoir le courage de le dire, il y a des méthodes qui depuis longtemps ont fait doctrine dans ce pays.

Quand on discute des accords commerciaux, comme il faut, dans une certaine mesure, trouver des débouchés pour nos produits industriels, c'est trop souvent l'agriculture française qui fait les frais de l'opération. (*Nombreuses marques d'approbation à droite*)

M. Clavier. C'est toujours ainsi!

M. Pierre Boudet. Achetez-moi du beurre, achetez-moi des laitages, achetez-moi des céréales et je vous prendrai des machines ou des produits industriels.

Mesdames, messieurs, je pense que, par delà la discussion de ces articles budgétaires qui, reconnaissons-le, n'ont pas en eux-mêmes une très grande importance, c'est sur ce point qu'il convient de mettre l'accent. Il importe peu à nos paysans de savoir s'il y aura, à l'administration centrale du ministère de l'agriculture, création de huit ou quinze emplois nouveaux. Ce qui leur importe, c'est de savoir si leur production pourra s'écouler facilement, si elle ne se trouvera pas en concurrence avec des productions étrangères qui, souvent, ne sont pas vendues à un moindre prix sur le marché français. Il importe, dans le cadre même qu'il nous est actuellement permis d'envisager, celui de notre consommation nationale, d'assurer à l'agriculture française un plus large débouché. Ceci peut paraître difficile à réaliser.

Monsieur le ministre, je suis le premier à reconnaître que vous aurez des difficultés. Je pense néanmoins que c'est sur ce point précis qu'il faut mettre l'accent. Il est inadmissible que notre économie agricole, qui tend à devenir excédentaire, soit concurrencée par des importations de produits agricoles étrangers. Tâchons de vendre d'abord chez nous notre production. Je suis sûr que vous donnerez ainsi à l'agriculteur français, par la vente à des prix normaux de sa propre production, des capacités d'investissement, d'autofinancement que nous ne pouvons lui donner aujourd'hui par les moyens budgétaires. Je suis sûr qu'ainsi se récréera un climat meilleur dans nos campagnes.

C'est le vœu que je formule au moment où nous discutons le budget de votre ministère. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

Mme le président. La parole est à M. Auberger.

M. Auberger. Messieurs les ministres, mes chers collègues, vous m'excuserez de m'être fait inscrire dans la discussion générale pour traiter une question particulière, mais je crois pouvoir bénéficier de votre indulgence parce que je serai extrêmement bref. D'ailleurs, après m'avoir entendu, peut-être estimerez-vous que cette question particulière présente un intérêt général.

Je désire retenir pendant quelques instants votre attention sur le problème des adductions d'eau dans nos campagnes, sur les autorisations de programmes telles qu'elles sont accordées actuellement, sur le financement qui en découle et sur les inconvénients qui en résultent pour les syndicats des communes. Un très grand nombre de communes ne disposent pas de réseaux de distribution d'eau potable — il y en a plus de 23.000, assure-t-on — et il est parfaitement admissible qu'elles réclament, avec insistance parfois, le bénéfice des mesures appliquées à d'autres.

Il est certain, et nos rapporteurs l'ont souligné, que les crédits accordés pour l'équipement rural sont nettement insuffisants. A la cadence actuelle, plus de soixante années seront nécessaires pour amener l'eau dans les campagnes. Cependant, l'eau à la ferme est peut-être l'élément le plus important du bien-être des paysans et de leur famille; ils auront ainsi plus de facilités dans leur travail, plus de rendement dans leur production.

Le programme général établi d'après les besoins atteindrait mille milliards de francs environ et vous avez reconnu, monsieur le ministre, que la dotation annuelle devrait être de 60 milliards. Nous sommes, hélas! très éloignés de ce chiffre et pendant longtemps encore, nos ruraux en seront réduits à envier le sort des centres urbains pour lesquels les problèmes d'adduction d'eau sont au moins partiellement résolus.

Mon propos ne tend pas particulièrement à regretter la modicité des crédits prévus pour l'alimentation en eau potable — je me réjouirais cependant s'ils étaient augmentés — mais plutôt à solliciter de M. le ministre un examen de l'attribution des crédits afin d'en faire une meilleure répartition.

En effet, il apparaît absolument indispensable, en raison de l'importance du programme à réaliser et du volume réduit des crédits disponibles chaque année, de n'utiliser ces crédits qu'à bon escient sans les éparpiller sur un grand nombre de projets qui, en définitive, ne pourraient être achevés qu'au bout d'un assez grand nombre d'années. Certes, nous n'ignorons pas que les services du génie rural sont sollicités pour établir de nombreux projets, pour les faire agréer et pour les faire financer rapidement. Chacun désire avoir l'eau à la maison, dans les étables, dans la prairie et c'est normal. Mais nous pensons que c'est commettre une grave erreur que de mettre en chantier simultanément, dans un même département, trois ou quatre projets importants d'adduction d'eau sans que les crédits accordés soient suffisants pour pousser les travaux sur les quatre chantiers en même temps. Au point de vue psychologique, c'est peut-être une excellente affaire, au moins au début de la mise en chantier, mais lorsque les travaux traînent en longueur, que le financement est arrêté, que les entrepreneurs quittent le chantier, la situation est renversée et, ce qui est plus grave, les conséquences financières pour les communes deviennent nettement défavorables.

Pour rendre cet exposé plus concret, permettez-moi de prendre au hasard la situation d'une commune de mon département qui est rattachée à un syndicat de communes peu important puisqu'il groupe quatre communes seulement. Actuellement, ce syndicat, qui vient d'achever la période préliminaire des travaux de captage, a emprunté 4 millions à 3 p. 100 pendant trente ans, ce qui entraîne pour la commune choisie à titre d'exemple une première annuité de 100.000 francs environ. Mais le syndicat en question n'a pas bénéficié d'une nouvelle inscription de programme en 1953, malgré sa demande, ce qui n'a pas empêché les communes d'avoir à supporter la charge de la première annuité d'emprunts.

Je vais admettre que ce syndicat puisse bénéficier d'une autorisation de programme en 1954. En raison du régime actuel d'attribution des tranches de travaux, il ne semble pas qu'il puisse bénéficier d'une autorisation supérieure à 30 millions — si on lui donnait une attribution supérieure, je serais le premier à m'en réjouir — soit 15 millions au titre de la participation d'Etat, entraînant 15 millions d'emprunt. La nouvelle annuité qui en résultera pour la commune que j'ai prise pour exemple sera de 375.000 francs environ, ce qui portera sa charge annuelle à 475.000 francs.

Il a été établi, par le service du génie rural, que le syndicat en question, pour obtenir une exploitation rentable, devrait effectuer une première tranche de travaux de l'ordre de 200 millions de francs comprenant: usine élévatoire et son équipement, réservoir principal, conduite de refoulement et conduites maîtresses permettant d'alimenter les bourgs et les hameaux, soit environ 60 p. 100 de la population des quatre communes intéressées. Il est donc démontré que si l'Etat n'augmente pas le volume des travaux autorisés annuellement, et en supposant que le syndicat obtienne chaque année une autorisation de 30 millions de travaux, au bout de quatre années 120 millions seulement de travaux seront exécutés sur 200 millions prévus. Les communes ne vendront pas un litre d'eau; cependant, elles auront à supporter la charge d'une annuité de 1.600.000 francs — ce qui représente la moitié du budget communal actuel — qui, par voie de conséquence, entraînera une imposition impressionnante en centimes additionnels dans cette commune où le centime a une valeur de 185 francs. J'ai pris l'exemple de la commune la plus riche des quatre, c'est-à-dire que les autres auront des difficultés encore plus grandes.

En resume, pendant six à huit années, les contribuables de cette commune auront à supporter des charges écrasantes sans que les administrateurs locaux aient la possibilité de récupérer la moindre recette par la vente de l'eau. De plus, il semble admis qu'un réseau de distribution d'eau potable n'est rentable qu'au bout de cinq années d'exploitation, cinq années après le début de la vente effective d'eau potable. Il y aurait donc intérêt à réduire le temps d'exécution des travaux pour limiter la durée des charges et pour hâter la perception de recettes, ce qui permettrait un judicieux équilibre de l'exploitation.

J'attire votre bienveillante attention, monsieur le ministre, sur une telle situation, que j'ai exposée sous une forme anonyme, mais que vos services identifieront facilement. L'exemple que j'ai cité n'est d'ailleurs pas particulier à mon département. Il se répète dans de nombreux cas. Il nous paraît indispensable que les pouvoirs publics s'inquiètent des conséquences que nous avons exposées. Sinon, nous risquons de courir, sur le plan national, à une faillite retentissante.

Nous avons une autre question à évoquer devant vous, monsieur le ministre, c'est celle du prix de vente de l'eau par les syndicats de communes dont les travaux viennent de s'achever ou sont près de l'être. On a promis aux exploitants agricoles l'eau courante sur l'évier, dans la cour de la ferme et à l'étable. Et voici qu'il faudrait vendre cette eau, en tenant compte de la nécessité d'amortir les charges d'installation et de fonctionnement, à 80, 100 francs le mètre cube et même plus.

Ne craignez-vours pas que ce prix prohibitif ne limite considérablement la consommation et qu'en définitive les communes rurales ne soient mises dans l'obligation de supporter la charge du déficit d'exploitation ? Avez-vous songé à la situation de ces communes, généralement pauvres, qui seront surchargées d'impôts, qui consommeront de l'eau à 100 francs le mètre cube et plus, cependant qu'à la ville voisine, on vendra l'eau entre 10 et 20 francs le mètre cube ?

On a parlé d'un fonds d'amortissement pour la distribution d'eau, comme pour la distribution d'électricité. Un certain nombre de nos collègues se sont penchés sur ce problème et ont déposé un texte. Nous aimerions connaître les mesures que vous envisagez de prendre pour remédier aux inconvénients que je viens de signaler.

En conclusion, monsieur le ministre, nous demandons que, compte tenu de l'insuffisance des crédits accordés pour la réalisation des projets d'adduction d'eau, ces crédits soient utilisés en vue de diminuer les charges des communes et de rendre les exploitations de distribution d'eau rentables. Nous demandons aussi que soient rehecrchés les moyens propres à supprimer ou à atténuer la différence qui existe entre le prix de vente de l'eau à la ville et dans les campagnes. (*Applaudissements.*)

Mme le président. La parole est à M. Morel.

M. Charles Morel. Mes chers collègues, en septembre dernier, lorsque survint la baisse des prix du bétail, baisse qui fut catastrophique pour l'agriculture, j'avais posé à M. le ministre de l'agriculture une question orale avec débat lui demandant ce qu'il comptait faire pour que soient revalorisés les prix agricoles. Conjointement, mon collègue M. Brousse avait déposé une question analogue au sujet des produits laitiers. Viande et lait sont en effet les produits essentiels de l'élevage et de leur prix de vente dépend la rémunération du travail d'un grand nombre d'agriculteurs.

L'origine de l'affaire remonte aux grèves dites sociales de l'été dernier, grèves qui eurent une répercussion considérable, dans le sens néfaste, sur notre économie nationale. N'osant ou ne pouvant revaloriser les salaires anormalement bas, le Gouvernement songea à faire baisser le prix de la vie. Il ne savait comment s'y prendre lorsque surgit M. Drugbert, qui fut dans la circonstance le *Deus ex machina* permettant de réaliser l'opération nouvelle. M. Drugbert, décidé à aider notre Gouvernement dans l'embarras, déclara que le commerce de la boucherie était prêt à faire des sacrifices et que le bifteck-frites qui est, comme vous le savez, notre plat national, baisserait de 10 p. 100. Revoyez la presse de cette époque et vous verrez sa joie qui n'était que le reflet de la jubilation gouvernementale. (*Sourires.*)

L'enthousiasme des cultivateurs fut beaucoup moindre. Depuis, plus d'un an, en effet, les prix à l'élevage avaient baissé et cette réduction de 10 p. 100 des prix de détail ne faisait qu'enregistrer une baisse bien supérieure déjà supportée par l'élevage. D'autre part, les auteurs de ce plan de baisse savaient que, dès septembre, allaient affluer sur les

marchés les produits de l'embouche, ainsi que les bêtes en surcroît provenant des hauts pâturages.

L'apport, à la fin de 1953, devait être plus considérable encore qu'en temps normal, car en 1952, bien des marchés forains avaient été fermés à cause de la fièvre aphteuse et les bêtes étaient demeurées à l'étable. Il restait donc de ce fait un cheptel supplémentaire, pas toujours de première qualité à cause de la fièvre aphteuse récente, mais que les paysans, faute de fourrage, ne pouvaient conserver pour la stabulation d'hiver.

Conformément aux prévisions, la baisse a été considérable. Elle fut chez moi de 40 à 50 p. 100. Loin de moi, mes chers collègues, l'idée de critiquer M. Drugbert et les professionnels de la boucherie. Ils ont agi en commerçants avertis. En proposant une baisse de 10 p. 100 sur la viande, ils savaient qu'elle serait compensée, et très largement, par une baisse beaucoup plus considérable sur les produits d'élevage.

Ils savaient, d'autre part, qu'en passant par leurs mains la qualité du bétail s'améliore: chez moi, 3 p. 100 des veaux sont achetés dans les foires comme veaux de première qualité; quand ils sortent de l'abattoir, cette proportion monte à 30 p. 100 et, à l'étal du boucher, elle est d'environ 80 p. 100.

J'ai eu la curiosité de visiter les étaux de la ville de Paris et j'ai vu partout de la viande de première qualité, j'ai vu du surchoix, j'ai vu des catégories tout à fait remarquables, mais je cherche encore une boucherie annonçant pour sa viande « deuxième » ou « troisième catégorie ». (*Sourires.*)

M. Louis André. C'est comme les pharmaciens, ils sont tous de première classe !

M. Charles Morel. Il y a là quelque chose d'absolument anormal et que je ne m'explique pas très bien pour le moment.

Si les bouchers avaient prévu cette baisse du bétail, je reproche en revanche aux technocrates du dirigisme économique de ne pas l'avoir prévue, eux aussi, et de ne pas avoir agi avant qu'elle devienne catastrophique. Depuis de nombreuses années, par le plan Monnet en particulier, on avait envisagé un accroissement du cheptel; on parlait même de stockage, de chaîne du froid — vous en avez entendu parler ici même — de façon à étaler toute la production saisonnière.

Du haut de cette tribune, je le répète, on a fait allusion à un grand ministre qui se nommait Joseph — ne confondons pas avec un ministre actuel — il s'agissait alors de celui des vaches grasses, de celui qui vivait au temps des Pharaons (*Rires.*) Depuis cette époque, monsieur le ministre, c'est-à-dire depuis septembre dernier, vos services — et c'est heureux — ont réagi, mais leur réaction n'est encore qu'à une phase intellectuelle, ou plutôt conceptionnelle, et ne paraît pas s'être traduite en réalisation sur le plan pratique.

Dans une lettre que vous m'écriviez il y a un mois environ, vous me disiez que vous envisagiez, pour l'immédiat — je souligne l'expression « pour l'immédiat » — la mise au point d'un plan de stockage. La mise au point d'un plan ne peut avoir que des répercussions lointaines; je la range donc dans la liste des remèdes qui ne sont pas à efficacité rapide.

Deuxièmement, vous envisagiez l'accélération des réalisations de l'intendance par l'achat sans délai d'un contingent de 5.000 tonnes. Il s'agissait, vous le savez, d'une aide aux agriculteurs. Ceci est en cours d'exécution, malheureusement, les modalités de ces achats nous laissent sceptiques sur leur efficacité. Nous espérions alors, car nous sommes un peu naïfs, nous, les ruraux, que ces achats seraient effectués dans les régions les plus encombrées. Or, ils se firent par appels d'offres à la Villette et leur répercussion fut nulle au stade de la production. Ceux qui ont bénéficié de ces achats sont les professionnels de la viande et non pas les cultivateurs. (*Applaudissements à droite.*)

Je passe sur le développement des exportations, travail de longue haleine, qui n'est pas à mettre au rang des réalisations immédiates et j'en arrive, mes chers collègues, au fonds d'assainissement du marché de la viande. A qui, monsieur le ministre, allez-vous le confier ? Je sais que, sur le plan agricole, vous vous laissez séduire, tantôt par la voix de l'amour et tantôt par l'appel de nos vallons où mûrissent nos céréales, et qui sont blonds d'elle. (*Rires.*)

Malheureusement, un peu assourdis par ces voix discordantes, vous vous tournez parfois vers les représentants de la boucherie. Il en est d'éminents, parce qu'il paraît que l'école polytechnique mène à tout, même à la boucherie. Eh bien non, monsieur le ministre, c'est aux producteurs et aux professionnels de l'agriculture, aux consommateurs aussi qu'il faut vous adresser en premier.

Je ne dis pas que les professionnels de la viande n'ont pas leur mot à dire. Ils peuvent vous conseiller pour la modernisation des abattoirs et pour l'organisation de la chaîne du froid, mais ce sont surtout les producteurs qu'il faut aider. C'est grâce à leur travail, c'est grâce à leur labeur que nous avons la possibilité actuellement d'exporter et c'est à peu près sans aide de l'Etat qu'ils ont réussi à donner à l'agriculture un essor nouveau et à nous mettre au rang des pays qui peuvent actuellement livrer partout du blé et de la viande.

Il faut qu'ils puissent, dans de justes limites, profiter du fruit de leur travail. Donnez-leur cette possibilité, monsieur le ministre, et vous aurez œuvré pour le relèvement de la France et pour le prestige de notre pays. Ainsi vous aurez été un grand ministre de l'agriculture. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

Mme le président. La parole est à M. Courrière.

M. Courrière. Mesdames, messieurs, je ne veux pas prolonger le débat, mais vous comprendrez qu'il me paraisse indispensable de poser à M. le ministre quelques questions sur la situation de la viticulture méridionale.

La viticulture méridionale connaît une crise comme elle en a rarement connu; les démissions de maires et les manifestations de cet été témoignent d'un trouble que les décrets du mois d'août n'ont pas réussi à apaiser.

Il convient de prendre l'affaire très au sérieux, de considérer que cette crise risque de pousser aux extrêmes des hommes qui ne croient plus à rien. Peut-être voit-on, au ministère, les choses sous un aspect un peu différent de l'aspect réel?

Certaines de nos régions du Midi connaissent une très grande misère. Il convient, par conséquent, d'essayer de trouver des solutions. Les manifestations, les barrages routiers de l'été dernier ont montré que le mécontentement était vif. M. le ministre et le Gouvernement tout entier avaient promis d'étudier d'une manière efficace ce douloureux problème. Mais nous n'en avons eu pour résultat que les décrets du mois d'août qui ont — je veux le dire ici nettement — aggravé la situation des régions méridionales. Ils ont été pris, d'ailleurs, sans que l'on ait tenu compte de l'opinion des parlementaires, peut-être un peu trop à la suite de pressions personnelles.

Cette situation, la voici: des régions entières, comme celles des Corbières ou du Minervois, ne peuvent plus vivre; on trouve, sur les tables des restaurants à Paris, au prix de 200 francs, du vin acheté à la propriété 24 francs le litre. Si vous tenez compte que ces vignobles ont un rendement de 20 hectolitres à l'hectare, que les domaines ont une superficie moyenne de 7 à 8 hectares, vous pouvez, par un calcul facile, apprécier la situation des viticulteurs. On a parlé tout à l'heure d'un revenu de 200.000 francs par agriculteur. Ceux-là sont loin d'avoir, tous les ans, une pareille somme pour vivre. On comprend donc leur inquiétude et leur colère devant la carence du Gouvernement.

Je demande à M. le ministre de l'agriculture, qui est informé du problème, de prendre d'urgence toutes les mesures qui s'imposent. Hier, 61 conseils municipaux entiers des départements de l'Aude, de l'Hérault, de la région minervoise ont démissionné. Croyez bien, monsieur le ministre, qu'il ne s'agit pas d'un geste spectaculaire.

Il convient de prendre toutes dispositions pour apporter, dans l'immédiat, une aide efficace à ces viticulteurs et pour prévoir des crédits d'équipement qui leur permettront de réaliser certaines cultures de remplacement indispensables à leur existence. (*Applaudissements à gauche et au centre.*)

Mme le président. Avant de faire clore la discussion générale, je donne la parole à M. le ministre de l'agriculture.

M. Roger Houdet, *ministre de l'agriculture.* Mesdames, messieurs, le budget que j'ai l'honneur de présenter au Conseil de la République a cette année, comme l'ont indiqué les rapporteurs de la commission des finances et de la commission de l'agriculture, une particulière importance, puisqu'il devrait être le reflet d'une orientation nouvelle de la politique agricole que le Gouvernement a définie à différentes reprises.

Le ministre de l'agriculture souhaiterait évidemment avoir le budget de sa politique. Mais celui-ci doit nécessairement s'inscrire dans le cadre de la politique financière qui vous est soumise. C'est, en effet, dans une économie générale saine que l'agriculture trouvera la stabilité indispensable à une expansion continue. Car, même très protégée, elle ne pourrait se survivre à elle-même dans une économie chaotique, dans une instabilité monétaire qui lui est plus sensible qu'à toute autre activité, étant donné le cycle plus long de sa production.

Avant de répondre aux observations qui m'ont été faites sur le budget même, au nom des deux commissions des finances et de l'agriculture et par les orateurs qui m'ont précédé, je dois, aussi brièvement que possible, faire devant vous la synthèse de ma politique agricole et vous présenter le bilan des mesures prises depuis six mois par le Gouvernement.

L'évolution de la production agricole, depuis la Libération jusqu'à cet été 1953, est marquée par trois étapes bien définies. Il s'agissait en 1945, avec des moyens limités, d'accroître la production agricole qui avait été gravement touchée par les événements de la guerre. La production de blé était tombée à 42 millions de quintaux. La production viticole n'a commercialisé en

1945 que 23 millions d'hectolitres. Le marché de la viande n'a porté en 1945 que sur un million de tonnes contre 1.800.000 tonnes au cours des années 1934-1938. C'est là période où, avec des moyens de production insuffisants, l'agriculteur a engagé avec confiance et courage la lutte contre la pénurie.

A la fin de cette période, la production agricole apparaissait déjà capable de satisfaire les besoins essentiels en produits alimentaires. Les efforts d'équipement tendant à l'accroissement des matières premières mises à la disposition de l'agriculture avaient porté leurs fruits.

Les chiffres marquaient une nette amélioration, la production du blé s'élevait à 78 millions de quintaux. La récolte du vin retrouvait son volume d'autrefois, permettant une commercialisation de 38 millions d'hectolitres. La situation du cheptel et l'accroissement du rendement des animaux engraissés portaient à 1.360.000 tonnes la quantité de viande produite par l'élevage métropolitain.

Déjà les producteurs, qui gardaient en mémoire la période si pénible de 1930 à 1935, redoutaient l'apparition d'excédents sur les marchés intérieurs. Ceux-ci étaient tantôt exportés prématurément, comme pour le blé, tantôt reportés, comme pour le vin, dont le stock détenu par la propriété en fin de campagne ne cessait de croître, passant de 4.200.000 hectolitres en 1949 à plus de 15 millions d'hectolitres en 1950. Parfois, bien qu'attendus par les professionnels et les techniciens, ces excédents ne se manifestaient pas par suite d'accidents, comme la sécheresse et la fièvre aphteuse en 1952, qui retardaient l'afflux de lait et de viande et faisaient croire prématurées les appréciations portées sur le potentiel de production.

L'abondante campagne agricole nous a ramenés devant l'implacable réalité. Dès cet été il est apparu que notre récolte était excellente. La production de blé, fixée tout d'abord à 42 millions de quintaux, laisse penser maintenant qu'elle peut dépasser 86 millions de quintaux. La récolte de betterave se situe sans doute aux environs de 13 millions de tonnes; celle du vin laisse redouter un excédent non commercialisé de 2 millions d'hectolitres qui, s'ajoutant au report des récoltes antérieures, pèseront dangereusement sur les cours à la production si des mesures énergiques ne sont pas prises, et elles seront prises. Les apports de bétail sur les foires et marchés sont exceptionnellement élevés et ont provoqué un abaissement excessif des prix.

Ainsi, après le relèvement du potentiel de la production agricole et la période d'équilibre apparent qui a suivi, malgré un accroissement certain de la consommation, un déséquilibre latent se manifeste brutalement avec une gravité d'autant plus sensible qu'il atteint tous les domaines de la production.

Sans transition, l'agriculture se trouve placée devant une crise qui, qualifiée de surproduction par les uns, de sous-consommation par les autres, a des conséquences particulièrement dures pour tous les exploitants. Cette situation s'est aggravée au cours de ces derniers mois. Placé devant elle dès sa constitution, le Gouvernement se devait — et il n'y a pas manqué — de prendre des mesures à effets immédiats et d'envisager des mesures à long terme pour assurer un meilleur équilibre.

Parmi les nombreuses mesures immédiates, je ne rappellerai que les principales d'entre elles et essentiellement celles qui peuvent témoigner de la politique suivie. Le Gouvernement s'est donné comme objectif de réduire les prix à la consommation en veillant à ce que ne soient pas amputées les ressources des producteurs. Il compte y parvenir notamment par la revision des circuits de distribution et par certains aménagements fiscaux.

Ces principes ont été tout d'abord appliqués à la récolte de blé de 1953. Le prix de base de 3.600 francs le quintal a été reconduit. Mais le volume de la production créait d'autres difficultés. Il apparaissait, en effet, dès la fin du mois de juillet, que la récolte de 1953 serait supérieure à la précédente et qu'il convenait de réaliser sans délai un écoulement supplémentaire.

C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a décidé de réduire le taux de blutage de trois points, sans augmenter le prix du pain, et de rendre toute liberté à l'utilisation du blé pour la consommation animale.

Des études sont actuellement poursuivies et, pour répondre à une question qui m'a été posée par M. Coudé du Foresto, je prévois une résorption supplémentaire des blés en excédent. Elles feraient profiter les producteurs d'animaux exportés d'aliments du bétail à prix réduits, fabriqués à base de blé excédentaire produit en France.

Mais, comme ces mesures ne peuvent à elles seules, même compte tenu d'une augmentation logique du stock de report en fin de campagne, résorber tous les excédents, elles doivent être complétées par l'exportation. Cette dernière, réalisable seulement à un prix notablement inférieur au cours fixé, impliquait le maintien de la cotisation de résorption et l'élévation de son taux. La charge de cette cotisation ne nuit cependant pas à l'intérêt des petits producteurs, puisque, d'une part, elle n'est perçue que pour une commercialisation supérieure à 50 quintaux et que, d'autre part, son taux est progressif. Ainsi, sur plus d'un million de producteurs, 850.000 sont complètement exonérés de la taxe de résorption.

Un problème particulier se posait au sujet des organismes stockeurs. J'avais le souci de régulariser la situation. Désireux de sauvegarder à la fois les intérêts des producteurs et les intérêts des consommateurs, le Gouvernement a accepté la majoration de 16 francs de ces marges, sans augmenter le prix du pain. Il s'est employé également à alléger le coût du financement du stock de céréales par l'abaissement du taux d'escompte de la Banque de France et du taux d'intérêt des caisses régionales de crédit agricole.

Enfin, la péréquation déjà établie les années précédentes en ce qui concerne la prime de livraison a été aménagée en faveur des régions de petite et moyenne production, puisque le taux en a été porté de 150 à 200 francs par quintal pour la campagne 1953-1954.

Il reste encore à examiner les marges de transformation du circuit blé-farine-pain. Le Gouvernement s'y emploie actuellement.

L'achèvement de la campagne viticole 1952-1953 a retenu, dès le début du mois de juillet, l'attention du Gouvernement. A cette époque, les prix du vin se situaient nettement au dessous du cours jugé acceptable de 300 francs le degré hectolitre. La libération du reliquat de la récolte, fixée réglementairement à une date limite, pouvait peser à nouveau sur les prix. C'est la raison pour laquelle un décret du 29 juillet 1953 a reporté la mise sur le marché de nouvelles tranches d'échelonnement, non plus à l'arrivée d'un terme, mais à la date à laquelle le niveau de transaction atteindrait 300 francs le degré hectolitre. Il en est résulté une stabilité du marché qui n'a pas compromis la libération du solde de la récolte 1952.

Pour éviter toute spéculation, cette mesure a été assortie de la fixation d'un prix minimum de 290 francs le degré hectolitre pour les vins de consommation courante. L'institution de ce prix minimum, complétée par l'élévation du montant des prêts sur récolte, a donné à la propriété la possibilité d'échelonner ses ventes sans subir la contrainte de besoins de trésorerie.

Alors qu'au 1er juillet les chais renfermaient encore le quart de la récolte commerciale et que les perspectives du marché paraissaient très sombres, l'ensemble de ces mesures a permis de terminer la campagne dans des conditions acceptables et a ramené le calme dans toutes les régions particulièrement touchées par la mévente du vin.

Je ne méconnais pas la situation particulière de la région du Minervois et des Corbières. Pour ces régions il faut des aménagements particuliers et, notamment, un financement spécial que j'étudie avec M. le ministre des finances; car, pour essayer de résorber les excédents de la campagne actuelle, nous recherchons des exportations de vin, par compensation, seul système possible, vers l'Allemagne et la Hongrie.

L'abondance prévue de la récolte de betteraves rendait urgente la promulgation des textes d'application du décret du 11 mars 1953. C'est ainsi que le décret du 9 septembre a décidé le payement au prix plein des quantités de betteraves comprises à l'intérieur d'un tonnage de 12 millions de tonnes. Ce prix plein a été maintenu à 4.900 francs la tonne, à 8 degrés 5 de densité sucrière.

Nous avons dû appliquer avec la plus grande souplesse, à la campagne en cours, le décret du 9 août 1953 sur le régime de l'alcool et le plan sucrier. Par des contingents supplémentaires aux distilleries, nous avons permis d'écouler les betteraves plantées en sus des contingents du décret du 11 mars par des planteurs mal informés dans des régions nouvelles. Nous avons également aidé les jeunes planteurs dans les régions traditionnelles et autorisé l'exportaion de betteraves — mesure que j'espère exceptionnelle — vers des sucreries étrangères.

En outre, un accord passé entre les producteurs et les fabricants de sucre permettra de financer avec l'aide de l'Etat, qui apporte cette année une contribution de 2.900 millions, l'exportation vers nos territoires de l'Union française.

Enfin, nous avons pris toutes mesures pour payer aux planteurs le solde de la prime de calamité qui leur avait été promise pour la campagne 1952.

Le Gouvernement s'est immédiatement préoccupé d'appliquer le décret du 22 avril 1953, relatif au prix du lait. A cet effet, par un arrêté du 28 juillet 1953, il a fixé les éléments constitutifs du calcul des frais de production. Les valeurs retenues pour ces éléments et pour le rendement ont conduit à établir le prix moyen annuel pour la prochaine campagne à 26 francs 10. Sur cette base, le prix indicatif a été fixé à 28 francs le litre pour les mois d'octobre et de novembre et à 30 francs le litre du 1er décembre 1953 au 31 mars 1954.

Je rappelle que la réduction autoritaire, et d'ailleurs excessive, des marges industrielles effectuée au cours du deuxième semestre 1952 n'avait pas été maintenue au delà du 1er mai 1953. Aussi, des difficultés sont-elles apparues pour conserver les prix à la production au taux d'octobre 1952. Mais la période

transitoire au cours de laquelle les difficultés se sont fait jour est terminée depuis le 1er décembre 1953 et les conditions de vente du lait permettent de maintenir le prix effectif de 30 francs pour un lait de 34 grammes de matières grasses.

D'autres mesures ont été prises en faveur des produits laitiers. Les avantages qu'offre la procédure des lettres d'agrément, assorties de l'aval de la caisse nationale des marchés de l'Etat, sont accordés aux stockeurs de fromages de garde des types gruyère, cantal et bleu.

Soucieux d'assurer en beurre un approvisionnement régulier, sans avoir recours à des achats importants à l'étranger qui risqueraient de décourager les producteurs en encombrant le marché, le Gouvernement a décidé de limiter ces importations aux 4.000 tonnes qui ont été prévues dans les accords commerciaux traditionnels et de compléter le stock de sécurité nécessaire pour l'hiver par des achats de beurre métropolitain.

Cet ensemble de mesures traduit bien la volonté du Gouvernement de permettre à notre production nationale de remplir, dans ce secteur délicat des produits laitiers, le rôle qui lui est dévolu: assurer dans des conditions satisfaisantes, à la fois pour la production et pour la consommation, l'approvisionnement du pays.

Les grandes productions n'ont pas été les seules bénéficiaires de notre sollicitude. Dès le 16 juillet, j'ai autorisé l'exportation d'un contingent national de 25.000 tonnes de lin en paille, exportation complétée dès le 1er décembre par un nouveau contingent de 10.000 tonnes et liberté totale à partir du 15 janvier 1954.

En outre, j'ai décidé d'autoriser pour les six prochains mois l'exportation de 4.000 tonnes de lin teillé, dont 3.000 tonnes de filasse et 1.000 tonnes d'étoupe.

En ce qui concerne les oléagineux, j'ai pu, il y a quelques mois, verser 400 millions sur l'indemnité qui restait due et les 200 millions encore à solder le seront très prochainement.

Mais les plus grandes difficultés d'écoulement ont été rencontrées sur le marché du bétail et de la viande, dont la situation est devenue critique au cours de ces derniers mois. Après l'épidémie de fièvre aphteuse, qui avait caché l'augmentation de cheptel, le marché du bétail et des viandes se caractérise depuis six mois par des livraisons de plus en plus importantes de bétail. Ceci est particulièrement marqué dans le secteur des gros bovins où les arrivages d'animaux vivants à Paris ont atteint d'août à novembre 1953 156.000 têtes, contre 119.000 têtes pendant la même période de l'année dernière, soit une augmentation de plus de 31 p. 100.

Par arrêté du 23 septembre 1953, j'ai créé une commission d'étude du marché de la viande, réclamée depuis longtemps par les producteurs. Cette commission se réunit régulièrement; elle est composée de producteurs et de professionnels. Elle suit l'évolution du marché et propose au ministre de l'agriculture les mesures propres à équilibrer les ressources et les besoins. Cette commission sera transformée prochainement en comité national interprofessionnel, conformément aux dispositions du décret du 30 septembre 1953 sur l'organisation des marchés, et une place particulière y sera réservée aux petits producteurs.

Par le décret du 30 septembre 1953, et anticipant sur l'application du texte relatif à l'organisation des marchés agricoles, le Gouvernement a créé un fonds d'assainissement du marché de la viande, auquel une première dotation a été consentie par décret du 12 octobre. Des ressources plus importantes lui ont été affectées par la loi du 9 décembre 1953, portant prélèvement de 10 p. 100 sur la taxe de circulation sur les viandes. M. Coudé du Foresto m'a demandé quel était le budget prévu pour ce fonds d'assainissement. Des amendements ayant été déposés à ce sujet, je lui répondrai lors de l'examen de ce chapitre.

Enfin, l'outil de réalisation des mesures ainsi décidées et financées m'est donné par la société interprofessionnelle du bétail et des viandes. Cette société est composée d'un conseil d'administration et ses statuts ont été approuvés par arrêté du 15 décembre dernier. Présidée par un producteur, elle assure les opérations et seulement les opérations qui lui sont imparties par le ministère de l'agriculture. Jusqu'à présent ces opérations portent sur la réalisation du plan de stockage et de congélation. Elles s'étendront, par la suite, à la commercialisation de ces viandes stockées en frigorifique.

En ce qui concerne les exportations de viandes et de bétail, cette société n'a aucun monopole, puisque toutes les exportations, aidées ou non par le fonds, sont autorisées dans les conditions habituelles.

Les achats de la société professionnelle n'ont porté jusqu'à présent que sur la viande de bovins. Limités à l'origine à la Villette et Vaugirard, ils ont été étendus à la province, notamment à Lyon, Cuisseaux, Bordeaux, Nantes, Limoges, Caen, Rouen, Aigurande et, dans quelques jours, à Redon.

Enfin, M. le secrétaire d'Etat à la guerre a accepté, sur ma demande, de réaliser l'approvisionnement du service des subsistances sur les marchés français et d'exécuter dès maintenant une partie du programme de l'intendance prévu pour 1954. Les marchés actuellement passés par l'intendance depuis septembre dernier représentent environ 9.500 tonnes de viande en carcasse, soit près de 36.000 gros bovins. Les quatre-cinquièmes sont déjà réalisés, soit près de 30.000 têtes de gros bovins. La deuxième tranche, faisant l'objet de l'appel d'offres récemment lancé, représente 4.000 tonnes de viandes en carcasse, soit l'équivalent de 15.000 gros bovins.

Les exportations se pratiquent soit avec compensation, soit avec l'aide du fonds d'assainissement. Les opérations du fonds de compensation ont donné lieu, du 24 août au 22 décembre, à la délivrance d'autorisations d'exportation pour plus de 5.000 tonnes de lard, saindoux, bœuf en conserve. Avec le soutien du fonds, les engagements souscrits par les exportateurs, qui concernaient des bovins sur pied, des porcs vifs, de la viande bovine en carcasse et des conserves à base de bœuf, portent sur 4.000 tonnes au total, soit l'équivalent de 16.000 gros bovins et, enfin, 3.200 tonnes de porc, soit 40.000 têtes.

Il y a lieu de signaler que l'ensemble de ces mesures a permis de renverser la situation en matière de commerce extérieur de la viande. Alors qu'en 1952 la balance des viandes était déficitaire: 14.000 tonnes pour les 11 premiers mois, actuellement, l'excédent des exportations, durant les 11 premiers mois, dépasse 15.000 tonnes. Cette amélioration est particulièrement sensible pour les mois d'octobre et de novembre derniers, durant lesquels l'excédent dépasse 6.500 tonnes.

Les opérations de congélation réalisées du 9 novembre au 1er décembre ont porté environ sur 4.400 têtes. Depuis le 1er décembre, la société a, en outre, réalisé des achats portant sur 12.000 têtes. L'ensemble des différentes opérations effectuées sur le marché a donc permis de le dégager à ce jour de 61.000 gros bovins et de 40.000 porcs.

En ce qui concerne les prix, ceux des gros bovins étaient très bas et en baisse régulière lorsque les interventions que j'ai rappelées se sont produites. L'effet des mesures n'a pas entraîné une hausse immédiate, certes, mais a permis d'enrayer le mouvement de baisse qui, compte tenu des arrivages, si de telles quantités n'avaient pas été retirées du marché, serait devenu catastrophique. Depuis une quinzaine de jours, on enregistre un mouvement de reprise; lent mais à peu près régulier. Sur les minima enregistrés au marché de la Villette dans le courant du mois de novembre, les gains réalisés sont de 16 à 24 francs suivant la qualité.

Pour le veau, on assiste à la reprise saisonnière et les prix sont actuellement rentables pour le producteur. Il en est de même pour les viandes de mouton et de porc dont les prix ont tendance à la fermeté.

Mais, mesdames, messieurs, une autre préoccupation majeure du ministre de l'agriculture — vous me l'avez rappelé tout à l'heure — provient de la situation de nos échanges portant sur les produits agricoles.

En effet, depuis quelques mois la structure des échanges extérieurs de l'agriculture française ne correspond plus, ni aux besoins du pays, ni au potentiel de production. Avant la guerre nos importations de produits agricoles étaient très supérieures à nos exportations. A la Libération, dans nos campagnes ruinées, tout manquait, sauf la terre et la volonté des paysans d'en tirer le maximum. Equipée rapidement avec des moyens modernes, utilisant des techniques plus perfectionnées, l'agriculture française a accru sa production et son rendement et, très vite, la balance de nos échanges, dans le secteur agricole, s'est améliorée.

Mais l'élément fondamental d'une politique agricole tournée vers les marchés extérieurs est l'exportation permanente et régulière. Nos clients étrangers sont difficiles et stricts. Les marchés perdus ne se retrouvent pas. Peut-être trop des exportations d'alors étaient-elles des exportations occasionnelles d'excédents, eux-mêmes occasionnels? Peut-être certaines d'entre elles étaient-elles prématurées et ces excédents occasionnels disparus ont-ils dû être remplacés, l'année suivante, par des importations onéreuses?

Mais la production redevenue excédentaire cette année, il était fatal que l'accroissement des récoltes, ajoutant ses effets à ceux d'une balance extérieure déjà détériorée, crée une situation économiquement mauvaise et psychologiquement des plus irritantes.

Le Gouvernement est conscient du trouble profond que cette situation provoque. Il reste fidèle à l'engagement pris par son président lors de son investiture. « La France », déclarait-il, « doit progressivement cesser d'importer les denrées qu'elle peut produire sur son sol et devenir une nation activement exportatrice. » Le Gouvernement s'est efforcé, parant au plus urgent, de réduire, chaque fois que cela a été possible, le montant de nos importations.

Ainsi, depuis le 1er juillet, le pourcentage des importations agricoles, par rapport aux importations totales, a-t-il retrouvé son niveau de 1951. Pour les huit premiers mois de l'année en cours, les importations agricoles n'ont pas dépassé 110 milliards, contre 130 milliards pour la même période de 1952...

M. Pierre Boudet. Contre 122 milliards, monsieur le ministre!

M. le ministre. ... et 123 milliards pour la période correspondante de 1951.

Depuis le début de l'année, certains droits de douane ont été rétablis, notamment sur les saindoux, les houblons, les tomates, le suif et diverses graisses alimentaires, sur certains produits de charcuterie et, tout récemment, sur les œufs.

Enfin, la nouvelle réglementation des comptes E. F. A. C. ne permettra plus, à partir du 31 décembre 1953, ces importations inopinées de produits agricoles, réalisées sans aucun contrôle du Gouvernement, et qui ont provoqué tant de protestations. Cependant, la solution à nos difficultés n'est pas dans le repli sur soi, à l'abri de barrières douanières. La France entretient avec ses voisins des relations commerciales indispensables. Des courants d'échanges parfois séculaires nous lient. Leur rupture brutale entraînerait certainement des mesures qui nous seraient préjudiciables: certaines importations de produits agricoles conditionnent l'exportation d'autres produits agricoles.

D'ailleurs, outre les répercussions internationales qu'elle entraînerait, la compression exagérée de nos achats à l'étranger ne réglerait pas nos difficultés, les tonnages importés étant, la plupart du temps, minimes comparés à la production nationale correspondante.

D'autre part, certaines des denrées agricoles importées sont en réalité complémentaires de notre propre production, tels les agrumes, les tourteaux riches, les semences, quelques animaux reproducteurs, voire des corps gras.

Seule une politique résolument exportatrice peut apporter un soulagement au malaise dont souffre notre agriculture. Aussi faut-il agir rapidement. Depuis plusieurs mois, en effet, se précisent les signes d'une surproduction mondiale et d'une résorption nécessaire des stocks accumulés depuis les années dernières.

Ainsi, sur les marchés constitués par l'ensemble des territoires de l'Union française, notre production doit trouver une place que l'étranger lui dispute parfois avec une certaine âpreté. Mais les prix des produits mis à la disposition des populations encore pauvres doivent soutenir la comparaison avec les prix étrangers. Cela suppose un vaste effort financier dans lequel doivent s'associer le Gouvernement et les producteurs, qui doit porter sur tous nos départements métropolitains comme nos départements d'outre-mer.

Pour répondre à M. Lodéon, je lui indiquerai que des solutions sont recherchées aux difficultés qu'il a signalées. Déjà, en ce qui concerne la canne à sucre, un effort a été fait sur le plan économique, tandis que sur le plan technique des centres techniques récemment créés développeront une action efficace sur la production des autres cultures de remplacement.

Maintenant, mesdames et messieurs, je vais examiner très rapidement les principales dispositions des décrets pris en application de la loi du 11 juillet, décrets qui forment la base de l'orientation nouvelle que nous voulons donner à la production agricole.

Une remarque s'impose tout d'abord. La loi accordant des pouvoirs spéciaux avait un champ d'application restreint. Le Gouvernement a voulu respecter les limites qui lui avaient été fixées; toutes les dispositions que certains souhaiteraient trouver dans les décrets n'ont pu y être incluses. En revanche, le Gouvernement a cherché à utiliser au maximum la délégation qui lui était consentie .

Parmi les préoccupations paysannes, l'écoulement des produits a pris le pas sur la production. Pour le cultivateur, ce qui importe dorénavant c'est de vendre ce qu'il produit en retirant de cette opération des ressources qui lui permettent une vie décente.

Aux questions économiques se subordonnent maintenant les problèmes techniques. C'est le souci de l'organisation des marchés agricoles déterminant l'orientation de la production qui a animé l'œuvre réalisée par le décret depuis le 11 juillet.

Je n'analyserai pas ce décret puisqu'il est maintenant bien connu. Je désirerais simplement répondre à ceux qui estiment que ces mesures ne donnent pas assez de pouvoir aux organismes interprofessionnels ou qui les jugent inopportunes. Certes, les organismes délibérants ne sont que consultatifs; mais ne fallait-il pas préserver la souveraineté du Parlement? C'est lui qui doit légiférer et, dans une démocratie, aucun autre groupement d'individus ou d'intérêts ne doit pouvoir exercer, à sa place ou en dehors de lui, le pouvoir législatif.

Il n'était pas davantage question de déléguer à des comités, quel que soit le soin apporté à leur composition, les attributions du pouvoir exécutif. Seul celui-ci peut arbitrer les divers intérêts qui doivent finalement se fondre dans le seul intérêt général. Mais pour que ces décisions possèdent l'efficacité voulue, elles doivent être conçues en tenant compte des avis des professionnels.

Je voudrais toutefois indiquer à M. Naveau que si je ne réponds pas à la lettre à son intervention, j'en partage l'esprit; les quelques commentaires que je vais ajouter le lui montreront.

Les principales dispositions du texte prévoient en outre la constitution de sociétés professionnelles ou interprofessionnelles chargées de l'exécution des opérations commerciales décidées par les pouvoirs publics à la suite des propositions faites par les comités. Quant à l'institution du fonds de garantie mutuelle, elle permettra de promouvoir une politique d'expansion raisonnable de la production agricole et de développer les exportations de produits agricoles de base.

Déjà, les principes posés dans le décret relatif à l'organisation des marchés agricoles ont été appliqués au marché des céréales, en tenant compte toutefois des particularités de ce marché et des résultats obtenus par l'office interprofessionnel du blé et des céréales. Cet office, qui a subi de profondes modifications depuis sa création, devait être réorganisé selon les termes mêmes de l'ordonnance du 21 décembre 1944. Le décret fixe également les modalités de détermination du prix du blé; avant guerre, c'était une des attributions de l'office, les pouvoirs publics n'intervenant que dans des conditions exceptionnelles. Les circonstances ont voulu que ces conditions fussent toujours réalisées. En fait, le Gouvernement a dû, chaque année, fixer le prix du blé.

Pour les autres céréales secondaires régies par l'organisation du marché (orge, seigle, avoine) des mesures beaucoup plus souples ont été prises pour tenir compte de l'importance de l'autoconsommation à la ferme. Les prix pourront être librement débattus entre acheteurs et vendeurs et ne seront régularisés, en fin de campagne, que pour un prix d'intervention pour l'écoulement des stocks.

Au moment de la constitution du Gouvernement, les commissions spécialisées du Parlement devaient étudier un projet de loi sur la réforme du statut viticole; mais le Parlement n'avait pu en délibérer avant la fin de la session. Or, la situation de la viticulture était grave. Comme je l'ai déjà indiqué, les perspectives d'une belle récolte avaient provoqué au début du mois de juin un affaiblissement des cours qu'aucune mesure d'échelonnement ou d'immobilisation n'avait pu empêcher.

En effet, les dispositions du statut viticole conçues à une époque ou, sur plusieurs années, la production équilibrait sensiblement les besoins, n'étaient plus en mesure d'assainir le marché actuel du vin. L'extension licite des plantations, la réduction de la consommation taxée, la recherche de rendements élevés et stables, les progrès de la culture et de l'œnologie en étaient la cause. De plus, l'emploi d'un matériel puissant avait permis aux petits producteurs groupés en coopératives, comme aux vinificateurs importants, d'obtenir par surpressurage des vins de qualité médiocre dont l'apport sur le marché avait accentué l'affaiblissement des cours. L'insuffisance des moyens dont disposait l'administration pour assurer convenablement le contrôle de l'application du statut viticole, ne permettait d'ailleurs pas une élimination effective des produits dont la commercialisation était cependant interdite depuis des années.

Tout en prenant les mesures d'urgence que j'ai déjà énumérées, le Gouvernement s'engageait, à la demande des viticulteurs de toutes les régions, à prendre des mesures générales comportant l'élimination des produits de moindre qualité, la sélection des cépages et des terroirs, le renforcement des possibilités de contrôle technique.

En vue d'obtenir un assainissement en profondeur de la production et du marché du vin dans le sens de la politique traditionnelle de qualité de la viticulture française, il nous faut constater que les mesures antérieurement en vigueur, faute d'avoir pu être adaptées à l'évolution économique générale, avaient mis les petits producteurs dans une situation critique. Ainsi, en juillet 1953, dans les quatre départements méridionaux particulièrement atteints par la crise, les prêts des caisses de crédit agricole aux viticulteurs, qui ont surtout profité aux petits et moyens producteurs, ont atteint 9 milliards sur 11 milliards pour l'ensemble du pays.

La généralisation de la prestation vinique, compte tenu du surpressurage fréquemment pratiqué, se présentait donc comme une discipline indispensable dont les avantages, en ce qui concerne la qualité des vins, compensaient amplement les charges. Le Parlement aura, à nouveau, à examiner la rédaction définitive de l'article 16 du décret. Je tiens à rappeler que cette mesure est essentielle pour la résorption des excédents, compte tenu de la qualité des produits.

Les producteurs de moins de 100 hectolitres représentent 94 p. 100 environ de l'ensemble des vignerons. Pour la récolte de 1952, ils demeurent dispensés des mesures de blocage définitif et de distillation obligatoire. Seuls seront soumis à ces

obligations 6 p. 100 des producteurs, et encore avec progressivité, en fonction de l'importance de leur récolte et des rendements. De ce fait, les petits et moyens producteurs ne supporteront qu'une contribution légère répondant ainsi au caractère social que le Gouvernement veut conserver au nouveau statut.

M. Pierre Boudet. Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur le ministre ?

M. le ministre. Je vous en prie.

Mme le président. La parole est à M. Boudet, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Pierre Boudet. Je pense qu'évoquant le problème de la distillation des vins, vous venez de parler de la situation transitoire qui a été fixée par votre règlement d'administration publique en ce qui concerne la réduction des prestations d'alcool vinique pour les petits producteurs.

Cette situation restera-t-elle transitoire ou deviendra-t-elle définitive ?

M. le ministre. L'article 16 a prévu, pour la campagne 1953, des dispositions transitoires, prises et publiées immédiatement, mais l'Assemblée nationale a repris cet article 16 et l'a profondément modifié. Donc, je ne peux pas prévoir maintenant si cet article 16 sera définitivement maintenu et si les mesures transitoires que j'avais prises moi-même disparaîtront ou si, au contraire, elles seront maintenues.

J'en arrive maintenant à la politique générale du Gouvernement en matière agricole. L'ensemble des textes publiés que j'ai examinés rapidement marque l'orientation que le Gouvernement veut donner à sa politique. Le Gouvernement pense, avec vous, que ce n'est là qu'une étape, la seule que nous pouvions parcourir en ces trois mois La structure agricole de la France, qui repose essentiellement sur l'exploitation familiale, lui est bien particulière. Le Gouvernement entend ne pas la modifier et s'attacher autant à son caractère social qu'à son caractère économique.

C'est une erreur fréquente, en effet, de comparer, sans marquer des nuances suffisantes, les politiques agricoles des différents pays, et de prétendre transposer sans les adapter telles ou telles mesures qui ont fait leurs preuves sur d'autres terroirs.

Les problèmes agricoles, en France, sont dominés par le double fait qu'ils affectent un milieu d'une diversité extrême sous tous ses aspects: géographique, technique et humain, qu'ils affectent, directement ou indirectement, près de la moitié de la population du pays.

S'agissant de la tenure des terres et des fermes on peut, sans doute, affirmer qu'un tiers des fermes françaises représentent la grande culture où l'exploitation est semi-industrialisée et que les deux tiers sont formés par des exploitations familiales. Mais en fait ne trouve-t-on pas toutes les formes d'exploitations intermédiaires ?

La France agricole est caractérisée par sa diversité: diversité dans les cultures, diversité dans les conditions de production, diversité dans les conditions de vie. Rançon de la richesse de la France, cette diversité est donc l'une des difficultés de son économie agricole. L'autre dominante est l'importance numérique et en même temps la fragmentation du monde rural, puisque notre pays compte 2 millions et demi d'exploitants agricoles répartis sur l'ensemble du territoire.

Cette diversité et cette fragmentation constituent les risques des plans agricoles et marquent leur différence capitale avec les plans réglant toute autre activité. Imaginons quelle sécurité a l'exploitant qui se décide pour une orientation nouvelle ? S'il se trompe dans le choix de cultures ou d'élevages auxquels il n'était pas accoutumé, il ne connaîtra son erreur que bien des mois ou bien des années plus tard. La durée d'un tel risque justifie ses inquiétudes et ses réticences.

Sans doute, depuis des années, un mouvement généreux a-t-il permis aux hésitants, par le développement de la coopération notamment, de s'entr'aider pour mieux réaliser les efforts techniques nécessaires et supporter en commun les aléas de la production. Malgré le succès de certaines de ces formes de groupements, combien d'agriculteurs restent-ils isolés! C'est pourquoi il est nécessaire de mettre à leur disposition des vulgarisateurs, des conseillers, des techniques nouvelles comme des principes, d'une économie agricole moderne.

Compte tenu de ces considérations, le but que nous poursuivons est le suivant: sur le plan national, donner à l'agriculture dans l'ordre économique la place qui est la sienne; lui assurer la part de revenu national, à laquelle elle peut prétendre, qu'elle doit et peut augmenter si on lui en accorde les moyens; sur le plan particulier des agriculteurs, accroître matériellement et moralement la situation du paysan français; maintenir la situation agricole française actuelle avec toutes les exigences que cela comporte.

Nous avons l'impérieux devoir d'examiner les programmes agricoles sous leur triple aspect économique, social et humain.

Pour atteindre le but, deux voies s'ouvrent à nous, deux orientations sont possibles: l'expansion ou, par un certain malthusianisme, la limitation de la production aux besoins actuels. Le Gouvernement, auquel j'ai l'honneur d'appartenir, a choisi l'expansion.

C'est l'expansion qui sera le moyen de sa politique, mais non pas, certes, l'expansion à tout prix et sans réserve.

Raisonnée et se tenant dan les limites du possible, l'expansion choisie par le Gouvernement est celle où la production s'adapte aux débouchés solvables, les provoque au besoin, mais n'atteint pas le niveau dangereux où la mévente s'installe à l'état latent, décourageant le producteur et entraînant, de sa part, des réflexes de régression.

Nous devons avoir un concept audacieux de l'expansion agricole, mais nous assurer d'une réalisation prudente, car tout recul aurait des répercussions graves.

Techniquement possible — personne ne le conteste — l'expansion n'est, par contre, réalisable que si les conditions suivantes sont remplies: donner à l'agriculture la garantie de débouché et de rentabilité de sa production, c'est-à-dire organiser les marchés; donner à l'agriculteur à la fois les moyens de production nécessaires et des conditions de vie meilleures.

L'organisation des marchés permettra d'orienter la production agricole. Les besoins normaux seront couverts en même temps qu'assurés les stocks de sécurité, mettant le ravitaillement du pays à l'abri de tout aléa; en cas de pléthore anormale et continue de certaines denrées qu'aucun marché intérieur ou extérieur n'absorberait, la production en sera limitée.

Pour agir sur l'orientation de la production, le moyen le plus efficace consiste à utiliser le jeu des prix.

C'est pourquoi, il est indispensable de faire connaître aux cultivateurs, dans toute la mesure du possible, avant les ensemencements, l'ordre de grandeur de leur rémunération. La détermination de celle-ci doit répondre à la triple préoccupation d'assurer à l'exploitant un bénéfice normal, de l'inciter à soutenir son effort de production, de maintenir les investissements indispensables à l'abaissement de ses prix de revient.

Le principe de l'organisation des marchés étant posé par le décret du 30 septembre, les textes d'application prévoieront les moyens à mettre en œuvre pour le faire jouer efficacement. Ces moyens sont nombreux. Ils ont fait leurs preuves. Nous choisirons pour chaque cas particulier le mieux adapté. L'essentiel sera de les appliquer en temps opportun avec méthode et, surtout, avec continuité.

Je mentionne seulement l'un d'entre eux qui me paraît particulièrement important: le stockage. Sa réalisation pose des problèmes d'équipement des organismes stockeurs et de leur financement, de financement des stocks, de garantie de bonne fin de l'opération. Le stockage peut être l'œuvre des industriels ou des coopératives. A cet égard, dans le domaine coopératif, il prolonge effectivement l'action du cultivateur, tâche essentielle que je voudrais voir les coopératives développer en plus de leur rôle de pilote dans l'amélioration de la qualité des produits et de secteur témoin des prix.

Les coopératives accompliront cette mission avec succès, à la condition qu'elles sachent se limiter et se discipliner. Se limiter aux opérations qui relèvent vraiment de leurs fonctions propres, se limiter aussi dans le volume des opérations entreprises, afin de rester sous le contrôle direct de leurs membres, se limiter enfin à la mise en œuvre d'investissements rentables.

M. Dulin, *président de la commission de l'agriculture.* Très bien!

M. le ministre. Se discipliner en sachant rester, en toutes circonstances, sur le seul terrain technique qui est le leur, sans rechercher, parfois dans des luttes locales ou personnelles, des raisons de se multiplier au détriment de leur rentabilité et de leur vie propre. L'organisation rationnelle des marchés sera dominée par le souci constant de la recherche de la qualité, condition essentielle de la rentabilité de la production et de la garantie des débouchés, tant intérieurs qu'extérieurs. De plus, elle devra, dans tous les cas possibles, tendre à raccourcir les circuits commerciaux afin de restreindre l'écart souvent inadmissible entre les prix à la production et ceux à la consommation.

Sur le plan extérieur, l'organisation des marchés agricoles se heurte à une difficulté essentielle sur laquelle je ne crains pas d'insister à nouveau, celle qui fait que notre pays n'a pas été, jusqu'ici, régulièrement exportateur et que l'on s'est trop souvent préoccupé du simple placement, dans les années d'abondance, des produits que la consommation intérieure n'absorbait pas intégralement.

La recherche de débouchés — je précise, de débouchés solvables — sera l'œuvre à laquelle le Gouvernement se consacrera, mais les ventes à l'extérieur ne peuvent, bien souvent, se réaliser que par la voie d'accords commerciaux dans lesquels les produits agricoles se trouvent parfois en concurrence entre eux, mais aussi en concurrence, comme l'a dit M. Boudet, avec les produits industriels.

Devoir souvent difficile à accomplir, c'est la prérogative de l'Etat d'arbitrer de telles oppositions. La mise en œuvre de l'organisation des marchés, tant intérieure qu'au sein de l'Union française, et à l'exportation, suppose aussi un certain nombre de moyens financiers. La plupart seront normalement fournis dans les mêmes conditions qu'actuellement par le crédit privé.

Les moyens exceptionnels me paraissent devoir être de deux ordres, une contribution de l'agriculture et une participation de l'Etat. Mais, qu'elle revête la forme d'une réduction de taxe, d'une subvention, d'une aide de trésorerie, d'une réduction de droits de douane, celle-ci ne saurait avoir un caractère automatique ni être généralisée. Son attribution ne pourra être que fonction des circonstances et de la nature des besoins. Il appartiendra au Gouvernement et au Parlement de la déterminer dans tous les cas.

Voilà, mesdames, messieurs, les premiers moyens financiers nécessaires à la réalisation de cette politique. Ils sont inscrits, modestement peut-être, dans les budgets qui vous sont soumis pour l'année 1954.

L'ensemble des crédits de payement mis à ma disposition pour cet exercice s'élève à 77.360 millions, contre 72.938 millions en 1953, se décomposant en: dépenses de fonctionnement, 13.294 millions; dépenses en capital, 17.047 millions; prêts et avances, 36.800 millions; fonds forestier national, 5.894 millions; viticulture, 200 millions; fonds d'assainissement de la viande, 4.125 millions, auxquels il y a lieu d'ajouter la partie du prélèvement sur la taxe de la circulation des viandes qui sera versée à partir du 1er juillet 1954 au fonds de garantie mutuelle, soit 4.125 millions, et un crédit de 9 milliards, qui m'a été accordé par avance, au cours du quatrième trimestre 1953, pour financer les prêts pour travaux d'équipement rural qui n'ont pu l'être à ce jour.

C'est donc au total des crédits de payement de 90.500 millions dont nous pourrons disposer en 1954. Il y a une nette progression sur l'exercice écoulé. Ainsi se trouve marquée par la dotation du fonds de garantie mutuelle la voie nouvelle dans laquelle nous nous sommes engagés du point de vue économique. Si nous considérons, pour les opérations nouvelles, les crédits d'engagement qui me sont accordés, nous constatons aussi une augmentation des autorisations de programme, qui passent de 37.500 millions à 45.250 millions.

Certes, comme l'indique M. Driant, dans son rapport, les crédits de payement correspondants sont inférieurs aux échéances antérieures. Cette situation devra être redressée sur les prochains budgets, mais je dois apaiser les inquiétudes en ce qui concerne un étalement des travaux. Ces travaux sont, la plus généralement, réalisés par les collectivités locales, publiques ou privées, et l'expérience prouve que, même en simplifiant les formalités exigées par l'Etat — ce dont je me préoccupe — il y a un long décalage entre les décisions d'engagement et les payements. Il faut considérer aussi, en ce qui concerne les prêts, que les caisses régionales de crédit agricole relaient la caisse nationale.

J'ajouterai, enfin, que les prêts sociaux qui avaient fait l'an dernier l'objet d'une inscription budgétaire de 3.700 millions seront cette année totalement débudgetisés.

La caisse nationale de crédit agricole sera autorisée à émettre des emprunts à concurrence de 12 milliards. Une première tranche sur ces emprunts a été émise le mois dernier et elle a produit environ 5.500 millions. On peut espérer que les ressources nécessaires à ces prêts seront trouvés par l'émission de deux nouvelles tranches en 1954.

M. Dulin, *président de la commission de l'agriculture.* Monsieur le ministre, voulez-vous me permettre de vous interrompre ?

M. le ministre. Je vous en prie.

Mme le président. La parole est à M. le président de la commission de l'agriculture avec l'autorisation de l'orateur.

M. le président de la commission de l'agriculture. Monsieur le ministre, permettez-moi de vous demander une précision, vous venez de dire que nous avions obtenu de M. le ministre des finances le versement d'une somme de 9 milliards pour rattrapper les prêts en retard. Je crois savoir que cette promesse a bien été faite il y a trois mois, mais qu'elle n'a pas été réalisée.

Aussi, voudrais-je savoir — je regrette que M. le ministre des finances ne soit pas là — à quelle date la caisse nationale doit entrer en possession de cette somme.

Une deuxième question, ou plutôt, une précision, vous avez dit tout à l'heure, comme notre collègue et ami M. Driant l'a fait remarquer dans son rapport, qu'on avait maintenant fait une débudgétisation de 3.700 millions pour les prêts sociaux qui sont supprimés et que nous sommes autorisés à émettre des emprunts à concurrence de 12 milliards en 1954. Mais vous avez ajouté quelque chose qui m'a un peu effrayé ? Vous avez indiqué que l'emprunt réalisé par la caisse nationale de crédit agricole de 5.500 millions le mois dernier était à prendre sur ces 12 milliards, alors que j'avais compris que l'emprunt de 5.500 millions était sur 1953 et que nous aurions à émettre 12 milliards en 1954. C'est ainsi que je l'avais pensé et que M. le ministre des finances me l'avait indiqué.

M. le ministre. Sur le premier point, je précise que les 9 milliards ont été effectivement attribués par M. le ministre des finances. La caisse nationale en disposera une fois l'opération régularisée.

En ce qui concerne les emprunts émis par le crédit agricole pour couvrir les frais sociaux estimés à 12 milliards de francs, il est évident que si nous pouvions obtenir une somme plus importante, nous l'utiliserions facilement. Ces 12 milliards comprennent les 5.500 millions provenant de l'emprunt réalisé en 1953..

Le budget de l'exercice 1954, comme celui de l'année dernière, d'ailleurs, ne comporte absolument rien en ce qui concerne les prêts sociaux. La débudgétisation est totale. Le Gouvernement — j'en prends la responsabilité en l'absence de M. le ministre des finances — s'est engagé à assurer la bonne fin de cet emprunt de 12 milliards. Nous sommes donc sûrs de cette somme, même si, ce qui est impensable, le crédit agricole n'arrivait pas à réaliser l'emprunt.

M. le président de la commission de l'agriculture. En définitive, l'emprunt de 1954 ne sera pas de 12 milliards, mais de 6.500 millions.

M. le ministre. La première tranche de l'emprunt est réalisée. Elle va permettre de consentir de nouveau des prêts sociaux.

M. le président de la commission de l'agriculture. Si nous ajoutons aux 5.500 millions de l'emprunt 1953, les 4 milliards d'emprunt réalisés actuellement et les 3.700 millions, nous arrivons aux environs de 12 milliards. Si ce que vous nous indiquez est exact, nous ne disposerons plus alors, en 1954 pour les jeunes agriculteurs, que de 6 milliards environ.

M. le ministre. Vous disposerez de 12 milliards au total, y compris les 5.500 millions.

Je conclus.

L'examen des dépenses de fonctionnement a soulevé, de la part des rapporteurs, certaines observations générales auxquelles je vais répondre de suite, me réservant d'apporter des indications complémentaires lors de l'examen des articles.

En premier lieu, il paraît souhaitable à la commission de repenser l'organisation administrative de mon département ministériel, dont la structure ne lui semble pas avoir évolué avec les nécessités de l'organisation d'une agriculture moderne.

Je rappelle que d'importantes compressions ont été apportées aux effectifs du personnel qui ont été ramenés de 18.492 agents en 1945 à 14.661 au 31 décembre 1953 et que le nombre des directions est passé de 6 à 4 de 1938 à 1953. Il eût été souhaitable que ces réductions aient pu être liées à une réorganisation de mes services au lieu de les toucher dans une proportion sensiblement égale.

Toutefois, je voudrais, avant d'envisager toute nouvelle modification, chercher une parfaite liaison entre tous les services que comptent mon administration et obtenir une décentralisation plus grande, afin de réduire les formalités et les délais d'exécution. Le ministère a la responsabilité d'attributions excessivement diverses, ce qui rend cette liaison particulièrement difficile et empêche une unification plus grande à l'échelon des services locaux notamment, mais je m'attache, dès maintenant, à la réaliser à l'échelon le plus élevé, surtout à l'échelon des inspections générales où il est plus facile d'obtenir une polyvalence des fonctionnaires qui en sont chargés. La valeur technique et morale des agents placés sous mes ordres, à tous les échelons de la hiérarchie, doit permettre de tirer un excellent rendement de cette administration par une plus complète coordination de leurs efforts.

La réorganisation du service des haras, qui doit être faite en fonction de la situation actuelle de l'élevage du cheval, est liée à une réorganisation générale des services ayant à connaître l'ensemble de la production animale. Trois services y sont actuellement intéressés. La répartition de leurs tâches doit être revue, et je m'y emploierai.

Les attributions très importantes qui sont données au service de la répression des fraudes et les attributions encore plus importantes qui lui sont données par l'assainissement qualitatif des marchés du vin et du lait appellent une réorganisation totale de ce service tant dans les effectifs que dans le recrutement des agents, mais surtout appellent une modification du financement qui, laissé à des fonds de concours bénévoles, ne donne pas à ce service l'indépendance totale qui est souhaitable. Comme l'indique M. le rapporteur, ces attributions se sont étendues à d'autres produits que les produits agricoles, plusieurs départements ministériels y sont intéressés.

Votre commission de l'agriculture appelle l'attention du Gouvernement et singulièrement du ministre de l'agriculture sur

l'enseignement agricole. En agriculture, l'enseignement, la formation professionnelle et la vulgarisation sont intimement liés. C'est pourquoi il est indispensable de leur donner dès que possible une charte qui corresponde aux caractères bien particuliers de leur extension spécialisée à l'agriculture. Le Gouvernement désire déposer très prochainement un projet de loi portant réorganisation de cet enseignement étendu à la formation professionnelle et à la vulgarisation. Du point de vue administratif, je souhaite pouvoir compléter cet ensemble en rétablissant très rapidement la direction de l'enseignement agricole.

Mais, bien évidemment, cet effort d'organisation devra être consacré par l'octroi de crédits budgétaires plus substantiels qui apparaîtront lors de l'examen de ce projet.

Sur le plan particulier de la vulgarisation, j'ai l'intention de développer, en collaboration avec la profession agricole, les zones-témoins dont les premiers résultats sont déjà encourageants. Des crédits importants sont à ma disposition; ils n'apparaissent pas complètement dans le budget de l'agriculture puisqu'ils doivent m'être en majeure partie accordés sur le fonds d'assistance technique par l'intermédiaire du commissariat général à la productivité. Pour obtenir le plein effet de ces zones-témoins, chacune d'elles doit être guidée par un agent technique, à la fois praticien et technicien, contrôleur et conseiller, qualités qui sont reconnues actuellement par le choix d'un jury composé de fonctionnaires et d'agriculteurs. Dans cette voie, les chambres d'agriculture peuvent apporter à mon administration une collaboration très opportune: je m'emploie à la rechercher dans un climat de confiance et de compréhension mutuelles.

J'ai déjà dit qu'un des soucis du Gouvernement était de maintenir l'exploitation familiale; aussi, ce budget marque bien mon intention d'aider les migrations rurales intérieures et de faciliter l'exploitation de toutes les terres de France exploitables par des agriculteurs français, et particulièrement par de jeunes agriculteurs français fortement attachés à leur métier, mais qui ne trouvent pas dans leurs régions à forte densité de population rurale les terres nécessaires à leur installation.

Avec la commission de l'agriculture, je ne pense pas qu'il soit possible d'organiser les marchés agricoles sans une connaissance complète des ressources et de l'évolution de ces ressources; il est donc nécessaire de donner au service des études et documentation un rôle de statisticien beaucoup plus complet; mais, pour que ces statistiques soient utilisables, il est nécessaire que les agriculteurs comprennent l'intérêt qu'elles présentent pour eux-mêmes. Sur ce point, ce n'est que dans un climat de confiance entre agriculteurs de toutes régions et administrations que nous aboutirons.

Je ne m'étendrai pas sur l'équipement agricole et rural. J'aurai l'occasion d'y revenir lors de l'examen des articles; mais je tiens à préciser que l'exécution du budget que vous me demandez sera suivie de très près à la double fin:

— D'écarter tout investissement spectaculaire ou trop onéreux, de ne réaliser que des opérations rentables en elles-mêmes, d'éviter toute prolifération de ces équipements et par suite tout suréquipement, notamment dans les constructions coopératives;

— De faciliter la tâche des collectivités locales, publiques ou privées, en supprimant toutes formalités inutiles. A ce titre, j'ai décidé de lier le financement double des travaux, subventions et prêts, dans une décision de financement unique qui supprimera pour les maîtres d'œuvre la multiplication des demandes: un dossier complet, mais seul.

Bien qu'ignorant le fonctionnement des commissions paritaires départementales d'investissement, je dirai, pour répondre à M. Coudé du Foresto, que je ne pense pas que ces commissions puissent apporter une complication nouvelle aux travaux d'équipement rural. Du reste, une décision récente du Parlement peut apporter une simplification totale au jeu de ces commissions d'investissement.

Je tiens à préciser à M. Coudé du Foresto, qui m'en a fait la demande, que cette année la séparation sera faite entre les crédits attribués pour les adductions d'eau et les crédits attribués pour l'équipement rural, de façon qu'il n'y ait pas de confusion dans la priorité de ces divers travaux.

J'ai voulu, dans cet exposé, vous fournir toutes indications nous permettant de juger la politique agricole du Gouvernement et ses intentions, non seulement par les chapitres budgétaires qui vous sont soumis mais, d'une manière plus générale, par la synthèse de notre activité depuis six mois. J'ai voulu, enfin, vous rappeler les mesures à long terme prises dans les décrets de septembre 1953, mesures qui constituent les bases fondamentales de la politique que nous voulons suivre.

Le budget qui vous est présenté traduit déjà une première étape dans l'application de ces textes. Il concrétise l'effort du Gouvernement pour régler les problèmes actuels et sa ferme volonté de poursuivre cet effort en vue de rendre à l'agriculture, au plus tôt et définitivement, la place qui lui revient dans l'économie du pays. (*Applaudissements au centre, à droite et sur divers bancs à gauche.*)

Mme le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion des articles du projet de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion des articles.*)

Mme le président. Monsieur le rapporteur, quelle heure proposez-vous pour la reprise de la séance?

M. le rapporteur. Madame le président, si je sais encore calculer, je crois que nous avons 51 amendements. Il est vingt heures dix minutes. Si le Conseil voulait bien reprendre sa séance à vingt et une heures trente, cela nous permettrait peut-être de faire du bon travail. Je lui demande si la chose est possible ?

A gauche. Vingt-deux heures!

M. le rapporteur. Madame le président, la conférence des présidents avait décidé que l'on ne siège pas au delà de minuit. Je crois que, lorsque la séance dépasse minuit, cela crée une perturbation pour le lendemain et qu'il est préférable, par conséquent, de nous discipliner. Nous nous sommes disciplinés jusqu'ici.

Il suffit de se rappeler la séance de nuit d'hier, où ceux-là mêmes qui demandaient une séance de nuit laissaient à d'autres le soin d'être sur ces bancs (*Applaudissements sur divers bancs*), pour demander que l'on se réunisse ce soir avant vingt-deux heures, de façon à disposer d'un temps suffisant avant de nous séparer à minuit.

Au nom de la commssion, j'insiste pour que la séance reprenne à vingt et une heures trente; c'est ainsi que nous ferons du bon travail.

Mme le président. Le Conseil voudra sans doute adopter la proposition de M. le rapporteur. (*Assentiment.*)

— 31 —

INTERVERSION DE L'ORDRE DU JOUR

Mme le président. La commission des finances demande que le budget de la radiodiffusion et de la télévision française soit discuté après le budget de l'agriculture et avant le budget de l'industrie et du commerce.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

La séance est suspendue.

(*La séance, suspendue à vingt heures dix minutes, est reprise à vingt et une heures quarante minutes, sous la présidence de M. Gaston Monnerville.*)

PRESIDENCE DE M. GASTON MONNERVILLE

M. le président. La séance est reprise.

— 32 —

BUDGET DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE POUR 1954

Suite de la discussion d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. Nous reprenons la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1954 (nos 592, 677 à 682, année 1953).

Je rappelle au Conseil de la République qu'il a précédemment prononcé la clôture de la discussion générale et décidé de passer à la discussion des articles.

Je donne lecture de l'article 1er:

« Art. 1er. — Il est ouvert au ministre de l'agriculture, au titre des dépenses ordinaires pour l'exercice 1954, des crédits s'élevant à la somme de 13.281.256.000 francs.

« Ces crédits s'appliquent:

« A concurrence de 11 millions de francs, au titre I: « Dette publique et dépenses en atténuation de recettes »;

« A concurrence de 12.269.417.000 francs, au titre III: « Moyens des services »;

« Et à concurrence de 1.000.839.000 francs, au titre IV: « Interventions publiques »;

conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi. »

L'article 1er est réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état A annexé.

Je donne lecture de cet état:

Agriculture.

TITRE Ier. — DETTE PUBLIQUE ET DÉPENSES EN ATTÉNUATION DE RECETTES

5e partie. — Remboursements et restitutions.

« Chap. 15-81. — Remboursements sur produits divers des forêts, 11 millions de francs. »

La parole est à M. Dulin, président de la commission de l'agriculture.

M. Dulin, *président de la commission de l'agriculture.* Mesdames, messieurs, tout à l'heure la procédure a voulu, pour ne pas prolonger la discussion générale, que je ne réponde pas tout de suite à M. le ministre de l'agriculture, mais mes premiers mots seront pour le féliciter — ce que, jusqu'à ce jour, nous n'avions pas eu le plaisir de faire — de son arrivée au ministère de la rue de Varenne. Pour nous, c'est une très grande satisfaction et, pour ma part, j'en suis très heureux, au nom de la longue amitié qui nous unit. Je suis sûr que, là, il saura développer sa grande activité dans l'intérêt de l'agriculture française. (*Applaudissements.*)

M. Primet. Des fleurs avant les épines!

M. le président de la commission de l'agriculture. Je voudrais également — je suis sûr, ce faisant, d'être votre interprète à tous; je le fais en ma qualité de président de la commission de l'agriculture et, également, au nom de l'amitié — féliciter notre ami Driant pour le rapport si clair et si précis qu'il a présenté (*Applaudissements*), qui est bien l'expression même des idées qui ont été émises par tous au sein de la commission de l'agriculture, non seulement pour le présent budget, mais également depuis plusieurs années.

Le Gouvernement — vous nous l'avez dit tout à l'heure, monsieur le ministre — a l'intention de s'orienter vers une nouvelle politique agricole. Nous souhaiterions que ce soit la dernière fois que nous entendions ce petit refrain et que l'on entre réellement dans la voie des réalisations. Nous pensons — comme M. Boudet nous l'a dit — qu'il y a un malaise paysan. Les paysans ont pris conscience de leur importance dans l'activité économique. S'ils ont protesté un peu énergiquement, c'est qu'ils ont voulu faire savoir aux pouvoirs publics qu'il y avait lieu, maintenant, de faire une véritable politique, ce que j'appelle la politique à long terme.

Depuis sept ans, en effet, je ne cesse de répéter à cette tribune, lors de la discussion de tous les budgets de l'agriculture comme du budget des finances, combien cette politique à la petite semaine a été nuisible, non seulement à l'agriculture française, mais à l'économie tout entière.

On parle souvent, monsieur le ministre, et depuis quelque temps surtout, de politique de choix. Vous avez en effet à choisir entre une nouvelle politique d'expansion agricole et cette politique de stagnation qui dure depuis un certain nombre d'années et risque de porter une atteinte mortelle à l'exploitation familiale. L'exploitation familiale s'inscrit dans la géographie même de notre France puisque plus de 90 p. 100 des terres françaises sont cultivées suivant ce mode; on paraît trop l'oublier. Depuis 1929, le nombre des exploitations familiales a diminué de 1.700.000. Dans un des départements bretons, sur 1.150 familles, 334 personnes sont parties, depuis la libération, c'est-à-dire qu'un jeune homme ou une jeune fille pour trois familles a quitté l'agriculture.

Voilà, mesdames, messieurs, le grand drame paysan. Mais je ne voudrais pas non plus que l'on oppose la grande exploitation à la petite exploitation familiale. Ces deux formes nécessaires de notre agriculture, l'une à caractère industriel, l'autre à caractère artisanal, doivent se compléter et s'unir, sinon elles risquent de sombrer toutes les deux.

Nous sommes, monsieur le ministre, pour une politique d'expansion agricole, mais cette politique ne pourra être réalisée que par l'exécution immédiate du nouveau plan de modernisation et d'équipement. En attendant, nous sommes placés devant une situation qui commande d'assurer d'abord l'écoulement de nos produits, d'où la nécessité de l'organisation intérieure et extérieure des marchés agricoles que notre commission a demandée avec force.

En ce qui concerne l'organisation des marchés intérieurs, nous reconnaissons que, pour la première fois, le Gouvernement a pris des décrets-lois relatifs à l'organisation agricole, mais il ne faut pas qu'ils restent lettre morte. Nous voulons, en effet, la mise en place des organisations et des groupements prévus par vos textes du mois de septembre dernier; nous voulons une organisation interprofessionnelle où les producteurs doivent avoir une grande place.

Vous avez parlé tout à l'heure de la commission de la viande. Nous avons regretté qu'à cette commission les producteurs soient si peu représentés à côté des intermédiaires. Nous voulons aussi que vous ayez un droit de regard dans ces groupements interprofessionnels, parce que vous êtes responsable de la politique générale agricole française et que vous devez, à ce titre, surveiller l'évolution de cette politique. Nous pensons que les mesures prises en ce qui concerne la viande sont insuffisantes, parce que nous manquons d'appareils frigorifiques. Vous avez acheté 4.000 tonnes de viande qu'il vous faut bien stocker. Nous ignorons ce que l'intendance a acheté; vous nous avez parlé tout à l'heure de 40.000 bêtes. Nous avions suggéré, à la commission de l'agriculture de remettre en marche les commissions d'achat et nous croyons que vous auriez pu ainsi obtenir de meilleurs résultats. Je reconnais que vous n'êtes pas responsable, parce que cela est du ressort du secrétaire d'Etat à la guerre, mais l'opération aurait dû profiter davantage aux producteurs qu'aux intermédiaires qui en ont été en fait les seuls bénéficiaires.

Nous considérons d'ailleurs toutes ces mesures comme des expédients, car seule une politique d'exportation réelle peut être profitable. Pour assurer cette politique d'exportation, il ne faut plus, comme on l'a fait jusqu'à maintenant, exporter ou importer selon les récoltes, sans avoir de stocks, ni de volant de sécurité.

J'ai déjà dit il y a deux ans la nécessité, au regard du marché d'exportation, en cas de mauvaise récolte, d'avoir un volant de sécurité, ce qui implique un équipement en entrepôts frigorifiques pour les viandes et en silos pour les céréales. Je vous demande, puisque vous allez mener cette politique indispensable à la sauvegarde des intérêts agricoles, de prévoir, dès à présent, un équipement de ce genre. La conservation est indispensable. Elle peut être réalisée. Si, il y a deux ans, au moment de la récolte déficitaire, nous avions disposé de stocks de sécurité suffisants, nous n'aurions pas eu besoin de procéder à des importations qu'on nous a reprochées plus tard, car, l'année suivante, notre récolte était excédentaire.

En ce qui concerne la marge existant entre les prix à la production et les prix à la consommation, vous nous avez parlé de la réforme de la distribution. Elle concerne surtout votre collègue des affaires économiques, je le sais, mais il s'agit d'un problème extrêmement délicat, soulevant de nombreuses difficultés. Nous estimons que les gares-marchés doivent être organisées. On a parlé précédemment des circuits courts. Nous devons tendre de plus en plus à la vente directe du producteur au consommateur. Un certain nombre d'exemples de circuits courts nous ont été communiqués. Je signalerai que, dans mon département, nous avons organisé un système de vente directe de la production à la consommation. Cette vente a été à l'avantage du producteur et du consommateur. C'est par ces circuits courts ou par cette vente directe au détaillant, sans passer par les grossistes, les demi-grossistes et les quarts de grossistes que vous arriverez à ce résultat.

En ce qui concerne l'organisation des marchés extérieurs, vous avez fait allusion tout à l'heure, monsieur le ministre, au pool vert. Vous savez que j'ai collaboré à cette organisation, mais elle a été pour moi décevante. La France avait pris l'initiative du pool vert. Au moment où un certain nombre de pays étaient d'accord pour travailler avec nous, nous avons vu, du côté Français, une certaine réticence que nous avons retrouvée à la dernière réunion de cet organisme. C'est pourquoi j'estime qu'il faut d'abord recenser nos ressources, car vous ne pouvez pas connaître vos excédents si vous ne connaissez pas vos ressources. Les statistiques qu'on vous a demandées à l'organisation internationale du ravitaillement (F. A. O.) où vous avez représenté le Gouvernement français, nous sommes le seul pays à ne pas les avoir. Si vous voulez faire une véritable politique de débouchés agricoles, il faut que vous connaissiez exactement les ressources de votre agriculture.

Comme je l'ai déjà dit à la tribune de cette Assemblée, contrairement à ce qui se passe dans la réalité, on croit avoir, dans le monde et même en Europe, des ressources excédentaires. Quand on apprend qu'il y a quelques milliers de quintaux de blé ou quelques milliers de tonnes de viande en excédent, on est effaré, alors qu'il est prouvé que 15 p. 100 de la population de l'Europe seule est encore sous-alimentée. Il y a des pays dont les populations sont dans une situation alimentaire tragique. Une répartition plus équitable doit être faite.

A la dernière réunion du pool vert, j'avais proposé la mise en commun des excédents pour qu'ils soient vendus par la communauté européenne des marchés agricoles et au prix européen. On m'a répondu, à ce moment-là: que deviendront les prix agricoles français ? J'estime, monsieur le ministre de l'agriculture, que nos agriculteurs accepteraient cette mesure si on leur disait la vérité. Ils veulent d'abord avoir l'assurance de l'écoulement de leurs produits. Nous devrions avoir deux prix: le prix intérieur pour consommation intérieure, prix de parité entre les prix agricoles et les prix industriels, et le prix des

excédents vendus sur le plan européen. Ainsi, vous écouleriez la totalité de votre production.

Le prix des excédents, vous l'avez mis en œuvre en ce qui concerne le marché du blé, sous la forme de la prime de résorption. Mais cette prime est insuffisante, puisqu'elle n'est que de 4 milliards et demi cette année.

M. Roger Houdet, *ministre de l'agriculture.* Il n'y a pas seulement des excédents à l'intérieur de l'Europe, mais aussi des excédents mondiaux. Il ne s'agit plus d'un prix européen, difficile d'ailleurs à définir, mais d'un prix mondial. C'est une difficulté supplémentaire.

M. le président de la commission de l'agriculture. Dans le cadre du pool vert, nous avons envisagé le prix européen. Vous me parlez du prix mondial, mais le prix des transports intervient alors. M. Boudet faisait remarquer très justement ce matin que, dans le cadre de l'Europe, vous trouverez le moyen d'écouler avantageusement les excédents auprès de certains pays parce que vous pourriez passer des contrats avec eux en ce qui concerne les produits industriels.

Que se passe-t-il actuellement par exemple pour les tracteurs allemands ? Par suite des droits de douane considérables, nous payons ces tracteurs 300.000 francs plus cher que ne les payent par exemple les colons ou les Marocains. Je suis persuadé que vous pourriez traiter avec l'Allemagne pour un certain nombre de produits — je dois dire que dans ma pensée, cette politique s'entend non seulement pour la France métropolitaine, mais pour toute l'Union française, car elle n'est viable qu'à la condition que l'Union française soit incluse dans ces échanges — et vous obtiendrez, j'en suis sûr, un résultat.

Je me suis rendu compte, aux commissions européennes, que chaque spécialité voulait essentiellement vendre ses produits au prix normal de chaque pays. Cela, monsieur le ministre, est impossible. Evidemment, il ne fait pas de doute que le prix européen se rapprochera du prix international, mais je pense qu'au sein de l'Europe, nous pouvons faire quelque chose d'extrêmement intéressant. Vous nous avez dit vous-même l'autre jour que vous pensiez vendre de la viande en Russie.

On nous parle toujours de l'industrie... mais l'industrie devrait s'intéresser également aux problèmes agricoles. En ce moment, elle a des commandes du côté de l'armement, mais dans quelques temps, cela changera, je l'espère. Vous pouvez constater la différence qu'il y a entre les prix industriels et les prix agricoles et, en même temps, les gros bénéfices de la sidérurgie. J'ai découpé dernièrement une statistique d'où il ressort que la valeur des actions de la sidérurgie a doublé pour plusieurs formes. En outre, pour soutenir son activité, on lui accorde, par l'intermédiaire du plan Schuman, des dizaines de milliards. Je trouve tout à fait naturel que l'on fasse le même effort pour l'agriculture française, sans pour cela porter atteinte à la sidérurgie française.

En attendant l'ouverture de débouchés extérieurs grâce à l'organisation du « Pool vert », il serait urgent de favoriser l'exportation agricole, en lui affectant une aide financière de même ordre qu'à l'industrie.

Monsieur le ministre, ainsi que je vous l'ai dit personnellement, je suis terriblement inquiet pour l'année 1954. Vous savez qu'à la suite de la mévente des oléagineux, des agriculteurs ont ensemencé beaucoup de blé; vous savez que la production laitère enregistre une augmentation sensible; vous connaissez la situation du marché du bétail et de la viande; vous savez comme nous que les excédents de la viticulture risquent, si la saison se déroule sans gelée tardive et sans grêle, d'être encore accrus à la fin de l'année 1954 et risquent d'atteindre alors quelques 50 millions d'hectolitres.

Devant ces perspectives je redoute de voir notre pays revivre l'année 1933, époque où l'agriculture connut le marasme et le découragement.

Monsieur le ministre, entendez notre appel, entendez celui de la France agricole, cette communauté d'exploitations familiales que cimente l'amour de la terre ancestrale, gage de l'attachement à la patrie, garantie de la stabilité sociale de notre pays en même temps que rempart du régime républicain. (*Applaudissements.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 15-81.

(*Le chapitre 15-81 est adopté.*)

TITRE III. — MOYENS DES SERVICES

1re partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.

M. le président. « Chap. 31-01. — Administration centrale. — Rémunérations principales, 361.355.000 francs. »

Par amendement (n° 17), M. Primet et les membres du groupe communiste proposent de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Primet.

M. Primet. J'ai demandé une réduction indicative du chapitre 31-01 pour protester contre la disparition des différents prêts sociaux. Selon le néologisme cher au ministère des finances, c'est la conséquence d'une mesure de « débudgétisation ».

De 1946 à 1950, 24.000 prêts seulement, d'environ 300.000 francs en moyenne, ont été accordés aux jeunes ménages ruraux pour les aider à s'installer. Pour éviter l'exode rural sans cesse croissant, c'est environ 100.000 prêts qu'il faudrait accorder par an.

Que prétend faire le Gouvernement ? Autoriser la caisse nationale de crédit agricole à émettre des emprunts, dont le montant total serait de 12 milliards et qui seraient garantis par le Gouvernement. C'est une curieuse méthode. Je n'ai pas encore compris. Quelqu'un veut vous emprunter de l'argent, mais pour lui prêter, il faut lui emprunter d'abord.

M. le ministre de l'agriculture. Pas au même!

M. Primet. J'ai peur que, justement, vous n'aboutissiez pas au résultat voulu — pour l'exercice 1953, il avait fallu ajouter 4 milliards — et que vous n'arriviez pas à trouver les ressources nécessaires, car les trésoreries agricoles se sont beaucoup amenuisées.

M. le rapporteur. Voulez-vous me permettre de vous interrompre, mon cher collègue ?

M. Primet. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, avec l'autorisation de l'orateur.

M. le rapporteur. Je me permets de faire remarquer que le chapitre 31-01 traite de l'administration centrale et que vous parlez des prêts sociaux. Je me demande s'il n'y a pas confusion.

M. Primet. Non, il n'y a absolument pas confusion. J'ai intentionnellement évoqué cette question importante à l'occasion de la discussion du chapitre qui est le plus sensible à M. le ministre. (*Sourires.*)

Je ne veux pas développer plus longtemps mon argumentation. M. le rapporteur de la commission de l'agriculture a manifesté la même inquiétude et je ne vois pas que l'exposé de M. le ministre ait contenu des déclarations suffisamment rassurantes à ce sujet.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission n'a pas été saisie de cet amendement.

En tout cas, elle n'accepte pas l'interprétation de M. Primet.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Je crois avoir répondu d'avance à la demande de M. Primet, puisque j'ai dit que les prêts sociaux devraient être couverts, en 1954, par des emprunts de la caisse nationale de crédit agricole, emprunts dont nous estimons le montant final à 12 milliards.

J'ai indiqué, également, d'accord avec M. le ministre des finances, que, dans le cas où ces emprunts ne pourraient pas être totalement couverts, le Trésor assurerait la garantie de bonne fin pour une somme maximum de 12 milliards.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Primet. Je me demande où le Gouvernement trouvera les fonds. Il nous demande de faire confiance au Trésor alors que ce dernier est constamment en difficulté.

Dans ces conditions, je ne peux pas retirer l'amendement.

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. La commission des finances a fait un abattement de 12.079.000 francs sur le chapitre 31-01 pour obtenir des explications de ma part sur le bien-fondé de l'augmentation, à concurrence de cette somme, de la dotation du chapitre correspondant à des mesures nouvelles.

Je dois préciser que cette somme est justifiée, non pas par la création d'emplois nouveaux ou par le recrutement de nouveaux fonctionnaires, mais par la nécessité de couvrir la différence qui existe entre les crédits qui m'étaient accordés l'année dernière et l'application de la règle du traitement moyen.

Il se trouve dans mon administration, comme d'ailleurs dans beaucoup d'autres — la question aurait pu être posée à mes différents collègues lors de l'examen de leurs propres budgets — que la plupart des agents sont au dernier échelon de leur grade; la dotation étant calculée sur le traitement moyen, qui est inférieur au traitement réel, il en résulte une différence de 12 millions 079.000 francs.

Il ne nous est pas possible de récupérer cette somme sur les vacances d'emploi. Les effectifs de mon administration centrale sont tombés de 1.043 au 1er janvier 1947 à 791 actuellement. 267 emplois ont été supprimés; il n'y a pas de vacances. Il m'est donc absolument nécessaire d'avoir ce crédit complémentaire.

Telles sont les explications que je voulais donner au Conseil de la République et à sa commission des finances, qui permettront à celle-ci de ne pas maintenir l'abattement.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je remercie M. le ministre des explications qu'il a bien voulu donner. La commission des finances m'avait chargé de présenter la justification de l'abattement de 12 millions 79.000 francs opéré par elle au chapitre 31-01. Les membres de la commission avaient été étonnés du libellé de la première ligne du paragraphe des mesures nouvelles: « aménagement des dotations, crédits pour insuffisance de la dotation calculée sur la base du traitement moyen. »

M. le ministre vient de nous donner des explications qui, je crois, ont apporté satisfaction et à notre commission des finances et au Conseil de la République. Par conséquent, la commission des finances ne maintient pas son abattement et demande au Conseil de voter le chapitre 31-01 avec la somme de 373.434.000 francs, votée par l'Assemblée nationale.

M. Louis André. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Louis André.

M. Louis André. Je voudrais présenter une observation à M. le ministre de l'agriculture sur ce chapitre, non pas parce qu'il y est particulièrement sensible, mais parce qu'ayant demandé à M. le rapporteur sur quel chapitre je pourrais prendre la parole, il m'a été répondu que c'était le moment de le faire.

Monsieur le ministre, nous avons déjà remarqué, nous vous en remercions et vous félicitons, un retour au bon sens le jour où vous avez décidé de donner à manger aux troupes françaises de la viande produite en France, en une période où nous ne savons que faire des excédents de bétail.

Mon observation ne porte pas sur la viande, elle porte sur le blé. Nous avons, en France, une organisation qu'envient tous les peuples étrangers et que nous appelons l'office national interprofessionnel des céréales (O. N. I. C.). Cet organisme est chargé, entre autres fonctions — car il en a beaucoup — de répartir les contingents de blé et de farines entre les départements. Or, depuis plusieurs années les départements excédentaires en blé — ce sont ceux de la moitié Nord de la France — se voient fournir non seulement en blé mais aussi en farine leur consommation de plusieurs mois. Ces départements, qui récolte, voient une partie de leur récolte de blé dirigée vers Marseille, par exemple. Je vous demande de faire votre possible auprès de cet organisme pour remédier à cette situation.

Je m'excuse de citer le Calvados, département que je connais bien puisque je le représente à cette Assemblée, mais, pendant deux mois de cette année, nous avons mangé de la farine fournie par d'autres départements. Ainsi un département où l'élevage a une certaine importance exporte son blé et reçoit des farines d'ailleurs. Il y a quelque chose de paradoxal dans le fait de recevoir d'un département étranger une marchandise produite chez soi. En outre ce même département est obligé également d'importer des issues, son, tourteaux.

Je voudrais obtenir de vous — car je n'ai pas pu l'obtenir de l'O. N. I. C. — qu'une fois pour toutes il soit admis qu'un département qui produit une récolte de blé suffisante ou même excédentaire, non seulement n'en reçoive pas, mais au moins triture et consomme son propre blé. Je vous fais confiance et je vous remercie à l'avance.

M. le président. La parole est à M. Boudet.

M. Pierre Boudet. J'interviens au sujet de la question posée par l'abattement primitivement opéré par la commission.

M. le ministre a expliqué l'augmentation du crédit affecté à l'administration centrale par le fait qu'on ne parle plus de traitement moyen, car la plupart des agents sont à l'échelon le plus élevé.

Je ne vous fais pas, monsieur le ministre, une chicane personnelle et mon observation ne concerne pas seulement l'administration centrale du ministère de l'agriculture. Elle a un caractère plus général. C'est ainsi que, rapporteur du budget militaire, j'ai constaté souvent que, pour donner des rétributions supplémentaires, on est arrivé à transformer presque tous les sous-lieutenants en lieutenants, à nommer beaucoup de capitaines et qu'il ne reste plus guère de chefs de section. Dans des administrations centrales, on en est arrivé à nommer presque tout le monde à l'échelon le plus élevé.

C'est pourquoi je me demande si le recrutement des jeunes est stoppé ou si c'est une politique générale qui veut que l'on donne des grades supplémentaires aux gens qui sont en place.

Cela est évidemment regrettable et surtout lorsqu'il s'agit de l'agriculture, où peut-être il faudrait apporter, je ne dirai pas un esprit nouveau, mais un esprit plus moderne.

Dans toute la mesure de vos moyens, essayez donc, dans vos administrations, de faire appel aux jeunes. L'agriculture n'y perdra pas, et le budget y gagnera peut-être, puisque, à ce moment-là, vous aurez des rétributions moyennes.

M. le ministre de l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Je répondrai à M. Boudet que le dynamisme de mes fonctionnaires ne dépend pas de leur âge.

M. Pierre Boudet. J'en prends acte, monsieur le ministre! (*Sourires.*)

M. le ministre de l'agriculture. Mon budget a comporté, depuis un certain nombre d'années, des suppressions d'emplois qui interdisaient tout recrutement. Il est légal d'accorder aux fonctionnaires restés en place l'avancement auquel ils ont droit. C'est la raison de la différence entre le traitement moyen et le traitement réel de l'ensemble des fonctionnaires de mon département, différence qui n'est pas particulière aux fonctionnaires du ministère de l'agriculture.

A M. André, je répondrai que la production des farines dépend du contingentement des moulins; elle n'est pas liée à la production du blé. Je reconnais avec lui qu'il y a là un problème que je m'emploierai à étudier avec mes services.

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur le chapitre 31-01 ?...

Je le mets aux voix, au chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 31-01 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-02. — Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses, 52.088.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-11. — Inspection générale de l'agriculture. — Rémunérations principales du personnel de l'inspection générale et du personnel chargé de la liquidation des comptes spéciaux, 21.630.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-12. — Inspection générale de l'agriculture. — Indemnités et allocations diverses, 99.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-21. — Direction de la production agricole. — Rémunérations principales de personnel divers, 1 million 021.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-23. — Services, laboratoires et écoles nationales vétérinaires. — Rémunérations principales, 227.894.000 francs. »

La parole est à M. Primet.

M. Primet. J'ai été surpris de lire, à la page 56 du fascicule bleu et à propos du chapitre 31-23: « Application du titre II de la loi du 6 janvier 1950: indemnité différentielle à un inspecteur général, membre du Conseil de la République, article 1er: 640.000 francs ».

Je ne comprends pas. Je croyais que l'indemnité parlementaire correspondait aux traitements les plus élevés. Je m'aperçois qu'un inspecteur général de l'agriculture peut encore gagner 640.0000 francs de plus qu'un parlementaire.

M. Pierre Boudet. Cela prouve, monsieur Primet, que, dans sa campagne contre l'indemnité parlementaire, le parti communiste a fait erreur. (*Rires sur de nombreux bancs.*)

M. Dutoit. Cela n'explique rien!

M. Primet. Je ne comprends pas à quoi correspond ce petit supplément de 640.000 francs qui est alloué à un conseiller de la République.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'agriculture. Monsieur le sénateur, je ne fais qu'appliquer la loi du 6 janvier 1950, qui règle la situation des fonctionnaires membres du Parlement, soit de l'Assemblée nationale, soit du Conseil de la République.

M. Primet. Je ne comprends pas cette différence de 640.000 francs!

M. le ministre de l'agriculture. C'est la différence entre une partie de l'indemnité parlementaire et le traitement réel du fonctionnaire avant sa mise en disponibilité.

M. Primet. Par conséquent, il touche l'autre partie et on lui verse quand même les 640.000 francs. C'est quelque peu scandaleux!

M. le président. Par amendement (n° 28) M. Auberger propose de réduire le crédit de ce chapitre 31-23 de 1.000 francs.

La parole est à M. Auberger.

M. Auberger. Monsieur le ministre, mes chers collègues, j'ai déposé un amendement au chapitre 31-23, pour appeler l'attention du Gouvernement sur l'insuffisance des crédits. J'indique que, lors de la discussion du budget de l'agriculture pour l'exercice 1953, j'avais déjà déposé, à ce même chapitre, un amendement identique.

J'avais indiqué qu'il était regrettable que ces crédits ne permettent pas de recruter le personnel suffisant pour faire face aux besognes qui incombent aux laboratoires et aux écoles

nationales vétérinaires. Mon amendement avait d'ailleurs été retenu par le Conseil de la République, mais je dois constater que son adoption a conduit à un résultat tout à fait inverse à celui que je pouvais escompter, puisque le crédit qui figure à ce chapitre est en diminution de 10 millions par rapport à celui de l'an dernier.

Les arguments que j'aurais à faire valoir sont les mêmes que ceux de l'an dernier. Je pense que, dans l'intérêt de l'agriculture, pour faciliter la tâche de nos directeurs et du personnel des laboratoires, pour donner plus d'efficacité, plus de prestige à l'enseignement qui est donné dans nos écoles vétérinaires, il serait nécessaire de majorer sensiblement les crédits de ce chapitre. Pour appeler à nouveau l'attention du Gouvernement sur cette question, je vous demande donc d'adopter cet amendement réduisant de 1.000 francs le crédit prévu.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Je crois que cet amendement a pour but de solliciter les explications de M. le ministre. La commission n'a donc pas d'avis à formuler avant de les avoir entendues.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Cette réduction coïncide avec les suppressions et les vacances d'emploi qui se sont produites dans ce personnel.

M. le président. Monsieur Auberger, maintenez-vous votre amendement ?

M. Auberger. Je le maintiens, monsieur le président. Les explications de M. le ministre ne me donnent pas satisfaction. J'estime que ce service devrait avoir un personnel plus important. Je demande au Conseil de la République d'accepter cette réduction indicative, qui a été votée déjà l'an dernier, sans aucun profit évidemment, je dois le reconnaître.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission laisse le Conseil libre de sa décision.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement.
(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix le chapitre 31-23, au chiffre de la commission.
(*Le chapitre* 31-23 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-24. — Services, laboratoires et écoles nationales vétérinaires. — Indemnités et allocations diverses, 3.185.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-25. — Service des haras. — Rémunérations principales, 343.374.000 francs. » — (*Adopté*)

« Chap. 31-26. — Service des haras. — Indemnités et allocations diverses, 18.546.000 francs. »

Par amendement (n° 29), M. Estève propose de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Estève.

M. Estève. Mes chers collègues, l'amendement que j'ai déposé en collaboration avec mon collègue M. Michel Yver a pour objet d'attirer l'attention de M. le ministre sur les inconvénients qui pourraient résulter du projet de réforme fiscale attribuant aux propriétaires de chevaux de course un revenu fictif, mais certain, du fait qu'ils ont le désir de voir leurs chevaux disputer des épreuves hippiques.

L'expérience des choses a prouvé que, pour la très grande majorité, le fait de faire courir des chevaux sur des hippodromes engendre beaucoup de mécomptes et se traduit souvent en fin d'année par une perte de capitaux.

Je demande donc à M. le ministre, qui siège dans les conseils du Gouvernement, d'intervenir très énergiquement pour que dans les projets à venir, la notion de propriétaire de cheval de course ne soit plus une preuve évidente de richesse et ne figure pas dans les signes extérieurs donnant lieu aux impositions à la taxe professionnelle et à la surtaxe progressive. Sinon, vous risqueriez de voir amoindrir en France le développement de l'élevage, dans une période où les produits exportés font honneur à notre pays. Nous devons penser que l'institution de courses hippiques représente une vaste organisation économique assurant le principal débouché de notre élevage chevalin, garantissant les moyens d'existence d'une masse de 300.000 professionnels, procurant au Trésor et aux collectivités locales des revenus évalués à 7 milliards de francs et créditant chaque année notre balance commerciale extérieure d'un appoint de devises de plus de 1 milliard. Il s'agit là d'un problème d'une extrême gravité pour l'avenir de notre élevage, si réputé sur les marchés mondiaux.

J'ai pu connaître, en qualité de président d'une société hippique, d'une lettre de la Fédération nationale des sociétés hippiques de France, qui traduit la très vive émotion que le projet de réforme fiscale a provoquée dans les milieux de l'élevage français. Cette fédération compte sur votre appui, monsieur le ministre, car vous avez charge de la défendre. Le Conseil de la République sera, certes, très désireux de connaître vos sentiments à cet égard. (*Applaudissements.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Monsieur le président, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt la démonstration, que je crois pertinente, de notre collègue M. Estève, mais je ne peux pas m'empêcher de dire qu'il serait préférable que nos collègues puissent remettre à la commission des finances, avant un tel débat, leurs amendements, pour que nous puissions en connaître.

Il est désagréable au rapporteur de la commission des finances de dire qu'il ne peut pas donner d'avis et, pourtant, il ne peut pas — bien évidemment — en donner puisque la commission qu'il représente n'a pas eu connaissance d'amendements semblables. Je crains de devoir faire la même réponse pour quarante-cinq amendements sur les cinquante-deux amendements que nous avons à discuter.

Au demeurant, je crois que M. Estève — mais là il appartient au Gouvernement de dire si je me trompe — pourrait défendre cet amendement, avec plus de chances de le faire adopter, lors de la discussion du projet de réforme fiscale; car il est bien évident qu'on posera tout à l'heure une question que l'on pose souvent et qu'on nous dira : Devons-nous discuter de choses qui ne concernent pas spécifiquement le budget de l'agriculture ?

Mon collègue et ami M. Estève, étant donné son caractère de Breton, me dira sans doute que je lui réponds en Normand. (*Sourires.*) Ce n'est pas du tout la question et ce n'est pas mon intention. Encore que les réponses normandes valent les réponses bretonnes, je crois que ce n'est pas le moment de discuter de cet amendement et la commission des finances n'a pas à donner son avis sur ce point.

M. le président. La parole est à M. Estève, pour répondre à la commission.

M. Estève. Monsieur le rapporteur, je comprends très bien votre sentiment, mais il vaut mieux prévenir que guérir. Je voudrais simplement connaître l'avis de M. le ministre de l'agriculture, qui a la charge de défendre l'élevage.

M. Edgar Faure, *ministre des finances et des affaires économiques.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je dirai à M. Estève que ses observations ne passent pas inaperçues du Gouvernement. Je lui demanderai de les reprendre au moment du vote de la réforme fiscale. D'ores et déjà, à la demande de M. le ministre de l'agriculture, nous avons déminué le taux de perception des revenus des chevaux de course, mais nous examinerons votre demande avec tout le loisir nécessaire, je le répète, au moment de la réforme fiscale.

M. le président. Monsieur Estève, maintenez-vous votre amendement ?

M. Estève. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement est retiré.
Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix le chapitre 31-26, au chiffre de la commission.
(*Le chapitre* 31-26 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-27. — Service de l'inspection des courses et du pari mutuel. — Personnel. (Mémoire.) ».

« Chap. 31-31. — Services agricoles. — Rémunérations principales, 735.231.000 francs. »

Par amendement (n° 6), M. Durieux et les membres du groupe socialiste, proposent de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Durieux.

M. Durieux. A propos de cet article, nous tenons à rendre hommage au dévouement des directeurs des services agricoles et de leur personnel. Nous voulons aussi souligner l'insuffisance des crédits, malgré la légère augmentation sur 1953. La tâche des directions des services agricoles est immense; je n'entends pas dresser ici un inventaire de ce qui devrait leur être permis, mais nous aimerions entendre dire par M. le ministre que les possibilités de ces importants services administratifs vont être augmentées notablement, en particulier dans leur participation à l'enseignement et à la vulgarisation.

M. le président. Je suis saisi d'un autre amendement (n° 35), présenté par M. Jean Durand, tendant à réduire le crédit de ce même chapitre 31-31 de 1.000 francs.

La parole est à M. Jean Durand.

M. Jean Durand. Mes chers collègues, cet amendement me permet d'attirer l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation anormale du personnel administratif des directions des services agricoles.

Alors que, dans la plupart des autres administrations, les personnels ont vu intervenir leur statut particulier pris en

application de la loi du 19 octobre 1946, portant statut général des fonctionnaires, les agents administratifs des directions des services agricoles n'ont pas encore obtenu leur statut. Pourtant, un projet a été adopté par le comité technique paritaire compétent, le 4 juillet 1952, et transmis avec approbation de M. le ministre de l'agriculture, le 6 novembre 1952, aux ministères intéressés: finances, budget, fonction publique.

Bien que le conseil supérieur de la fonction publique, dans sa séance du 23 décembre 1952, ait instamment recommandé l'intervention d'un statut du personnel administratif des directions des services agricoles avant le 1er juillet 1953, aucune solution n'est encore intervenue.

D'autre part, les employés et les auxiliaires de bureau des directions des services agricoles n'ont pas encore été intégrés dans les emplois de sténodactylographes et de dactylographes créés, en vertu des dispositions de la loi du 3 avril 1950, par le décret d'application du 25 juin 1952, alors que les examens professionnels prévus pour cette intégration ont été subis par les intéressés depuis un an.

Il serait bon que cette situation anormale prît rapidement fin. Les fonctionnaires dont l'activité est consacrée à notre agriculture ne doivent pas souffrir d'une situation défavorable.

M. le ministre de l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'agriculture. Je réponds à M. Durieux que, dès cette année, les effectifs des directions des services agricoles seornt augmentés de douze unités.

J'indiquerai à M. Durand que le statut du personnel administratif des directions des services agricoles est en cours d'examen au Conseil d'Etat.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Monsieur le ministre, comme j'ai eu l'honneur de le faire remarquer dans mon rapport, la commission des finances serait heureuse de vous entendre, précisément, au sujet de ces douze postes supplémentaires d'agents techniques. Elle désirerait, en particulier, recueillir vos explications sur les conditions dans lesquelles s'établira la liaison entre les services agricoles et les services du commissariat chargé de promouvoir la productivité dans l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M le ministre.

M. le ministre de l'agriculture. J'aurai, à ce titre, deux sources de crédits. En premier lieu, ceux de mon propre budget, qui me permettront de recruter, comme je l'ai indiqué, douze agents nouveaux. En second lieu, je recevrai du commissariat chargé de promouvoir la productivité dans l'agriculture des sommes assez importantes, dont la répartition n'est pas encore faite, avec lesquelles je pourrai engager de nouveaux agents contractuels, au titre de conseillers techniques et vulgarisateurs.

M. le rapporteur. Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. le président. Les amendements sont-ils maintenus ?...

M. Durieux. Je retire le mien, monsieur le président.

M. Jean Durand. Je retire également mon amendement.

M. le président. Les amendements sont retirés.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 31-31, avec le chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 31-31 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-32. — Services agricoles. — Indemnités et allocations diverses, 15.555.000 francs. »

M. Durieux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Durieux.

M. Durieux. A l'occasion de ce chapitre, nous désirons insister sur le fait que certains crédits accessoires, comme les indemnités de déplacement, par exemple, ont une très grande importance, leur faiblesse risquant de limiter l'action et les possibilités des fonctionnaires auxquels ils sont accordés. Le personnel des directions des services agricoles, en particulier, exerce la plus grande partie de son travail à l'extérieur des bureaux. Il convient de lui donner la possibilité de le faire dans de meilleures conditions.

M. le ministre de l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'agriculture. Je n'ignore pas que les crédits pour frais de déplacement et de séjour de l'ensemble des fonctionnaires de mon administration sont trop faibles. Autant que je pourrai, je veillerai à une meilleure coordination de l'emploi de ces crédits pour les agents des différents services afin d'obtenir le meilleur rendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 31-32.

(*Le chapitre* 31-32 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-33. — Services agricoles. — Salaires et accessoires de salaires du personnel ouvrier, 8.289.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-37. — Etablissements d'enseignement agricole. — Rémunérations principales, 460.264.000 francs. »

Par voie d'amendement (n° 7) M. Durieux et les membres du groupe socialiste proposent de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Durieux.

M. Durieux. Mes chers collègues, par cet amendement, nous entendons protester contre la faiblesse des crédits réservés à notre enseignement agricole.

Sans revenir sur ce que j'ai dit dans la discussion générale, je me permettrai cependant de vous rappeler que déjà, en 1952, une réduction indicative s'appliquant au même chapitre avait été votée.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. J'ai déclaré précédemment que la commissoin n'avait pas examiné la plupart des amendements. Cette observation est valable pour tous les amendements dont nous n'avons pas été saisis.

M. le président. Le groupe socialiste demande un scrutin sur cet amendement. (*Mouvements divers.*)

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement ?

M. le ministre de l'agriculture. J'indique à M. Durieux que, sur les premières prévisions, nous avions obtenu une augmentation de 13.600.000 francs, qui nous a été accordée par la deuxième lettre rectificative.

M. le président. Avez-vous satisfaction, monsieur Durieux ?

M. Durieux. Je tiens à dire que ces crédits sont tout de même insuffisants, en ce sens qu'à l'heure actuelle nous n'en sommes toujours qu'au trentième de ce qui est accordé à l'enseignement technique.

M. Dulin, *président de la commission de l'agriculture.* Parfaitement !

M. Primet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Primet.

M. Primet. J'ai déposé également un amendement (n° 18) qui tend au même but que celui de M. Durieux. Si, comme l'indique le rapport de notre collègue M. Driant, les crédits sont passés de 1.128 millions à 1.136 millions en ce qui concerne les crédits de fonctionnement, il y a tout de même une différence considérable sur les crédits d'équipement, qui, eux, ont été réduits puisqu'ils sont passés de 798 millions à 750 millions.

C'est pour cela que je voterai l'amendement de M. Durieux qui a le même objet que le mien.

M. le président. Monsieur Durieux, votre amendement n° 7 est-il maintenu ?

M. Durieux. Oui, monsieur le président.

M. le président. Et votre demande de scrutin public ?

M. Durieux. J'ai le sentiment que le Conseil acceptera mon amendement; dans ces conditions, je la retire.

M. le président. La demande de scrutin sur l'amendement n° 7 est retirée.

M. Coudé du Foresto. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Coudé du Foresto.

M. Coudé du Foresto. Je demande si M. le ministre ne pourrait pas, à cette occasion, répondre à l'observation que j'ai faite lors de mon exposé dans la discussion générale, au sujet du conflit qui l'oppose au ministre de l'éducation nationale.

M. le ministre de l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Il n'y a jamais eu de conflit entre mon collègue de l'éducation nationale et moi-même. Il y a simplement une mise au point à faire du projet de loi que j'élabore présentement avec M. André Marie.

Comme je l'ai dit dans mon exposé tout à l'heure, le Gouvernement a l'intention de déposer très prochainement un projet de loi sur l'enseignement agricole.

M. Pierre Boudet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Boudet.

M. Pierre Boudet. Je voterai l'amendement de M. Durieux en lui donnant la signification que l'enseignement agricole doit rester au ministère de l'agriculture. (*Applaudissements.*)

M. le ministre de l'agriculture. Ce n'est pas le ministre de l'agriculture qui contredira M. Boudet.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Durieux. Oui, monsieur le président.

M. Primet. J'ai déposé un amendement à peu près indentique sur le même chapitre, mais je me rallie à celui de M. Durieux.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Par voie d'amendement (n° 18), M. Primet et les membres du groupe communiste proposent de réduire le crédit du chapitre 31-37 de 1.000 francs. Mais cet amendement a été précédemment soutenu par M. Primet, qui l'a retiré pour se rallier à celui de M. Durieux.

Par voie d'amendement (n° 38), M. Georges Boulanger propose également de réduire le crédit du chapitre 31-37 de 1.000 francs.

La parole est à M. Boulanger.

M. Georges Boulanger. Etant donné le vote qui vient d'intervenir, je renonce à la parole et je retire cet amendement.

Je m'expliquerai ultérieurement sur l'ensemble des amendements que j'ai déposés. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande plus la parole sur le chapitre 31-37 ?...

Je le mets aux voix avec le nouveau chiffre de 460.263.000 francs, résultant du vote de l'amendement de M. Durieux.

(*Le chapitre* 31-37, *avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-38. — Etablissements d'enseignement agricole. — Indemnités et allocations diverses, 88 millions 853.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-41. — Institut national de la recherche agronomique. — Rémunérations principales, 317.521.000 francs. »

La parole est à M. Durieux.

M. Durieux. Sur ce chapitre, tout en soulignant l'utilité de la recherche agronomique, en général et, en particulier, celle de la station de Versailles, je voudrais souhaiter une plus large publicité des travaux et, en ce qui concerne ceux relatifs à l'amélioration du blé, une orientation telle qu'elle nous mette en mesure de soutenir, par la qualité, la concurrence étrangère sur le plan mondial.

M. le président. Par voie d'amendement (n° 39), M. Georges Boulanger propose de réduire le crédit du chapitre 31-41 de 1.000 francs.

La parole est à M. Boulanger.

M. Georges Boulanger. Messieurs les ministres, mes chers collègues, au cours d'un débat où nous souhaitons tous la brièveté, je n'ai pas voulu m'inscrire dans la discussion générale, car, sous des formes différentes, j'aurais eu à présenter les mêmes observations que la plupart des orateurs qui les ont fort bien développées.

J'ai fait preuve aussi d'une certaine sagesse en retirant tout à l'heure mon amendement sur l'enseignement agricole. Je ne puis pas saborder (*Sourires*) les neuf amendements que j'ai déposés et qui correspondent, au fond, à une seule idée. C'est pourquoi, monsieur le président, je vous prierai de m'excuser si je parle un peu longuement sur cet amendement (n° 39), m'engageant à être très bref sur tous les autres.

Ces neuf amendements ont la valeur d'une indication sur la politique qui serait à suivre sur le plan agricole en matière d'équipement comme élément du prix de revient.

Il n'est pas nécessaire d'évoquer la crise agricole. Tout le monde en a parlé sans convaincre d'ailleurs l'ensemble de nos collègues, car cette réalité, à laquelle nous sommes bon nombre à croire, parce que nous la connaissons, nous n'arrivons pas, au cours des débats qui se déroulent chaque année, à la faire comprendre à beaucoup des nôtres, et nous le regrettons vivement.

Cette crise que nous regrettons, nous la constatons soit sur le plan économique auquel il a été fait allusion, soit sur le plan de la production vinicole, soit en matière de production des betteraves, dont on ne sait que faire cette année, soit sur le plan du lin, dont on a parlé il y a quelques jours, soit sur le plan social qui a été évoqué tout à l'heure avec quelque inquiétude concernant l'allocation-vieillesse agricole, qu'on peut rattacher à l'ensemble des charges sociales que la paysannerie ne sait comment supporter.

Je n'insiste pas sur la réalité de cette crise. Je voudrais simplement en chercher la cause et définir l'un des remèdes à y apporter.

La cause, on doit la chercher dans ce qu'est notre pays et dans ce qu'est notre paysannerie. Certes, nous sommes un pays qui, en ce qui concerne la richesse de son sol, n'a rien à envier aux autres qui nous concurrencent sur le prix de revient. Notre paysannerie, à égalité de moyens, n'a rien non plus à envier aux autre pays. Pourtant nous constatons que nos prix de revient sont si élevés que nous ne pouvons, sur le plan extérieur, soutenir la concurrence. La raison a été indiquée sous une forme lapidaire au début de la discussion générale, lorsqu'on a rappelé qu'un président du conseil lors de son investiture avait déclaré que notre pays était, sur le plan agricole, le plus doué et le moins équipé.

Je crois que c'est là une des causes de la crise présente; mais il y en a d'autres. Il y a une politique d'exportation qui est à revoir, mais il y a surtout une question de prix de revient.

Cette politique du prix de revient doit comporter à sa base un effort de la profession elle-même. Il ne faut pas le nier, il ne faut pas que les professions agricoles attendent exclusivement des pouvoirs publics la solution à ces problèmes de prix de revient, mais il leur faut aussi leur concours efficace.

Je voudrais essayer de vous convaincre que cette politique que nous demandons n'intéresse pas seulement le monde paysan. C'est aussi l'intérêt de la France dans son ensemble.

Nous sommes tous solidaires de la bonne marche de l'économie agricole. C'est la raison pour laquelle j'ai voulu, par des aménagements portant sur les différents postes de ce budget ayant trait, soit au perfectionnement du monde agricole, soit au perfectionnement de la profession, soit à son équipement, présenter une indication.

J'ai présenté différents amendements qui ont trait soit à l'enseignement agricole, soit à la recherche agronomique, aux crédits du génie rural, de l'hydraulique agricole, aux crédits de l'apprentissage agricole, à la vulgarisation agricole, à l'encouragement de la sélection animale, aux crédits d'équipement d'adduction d'eau, d'électrification des campagnes, de génie rural et particulièrement aux crédits concernant le remembrement des terres, enfin aux crédits concernant l'habitat rural. Je voudrais que ces amendements aient une valeur d'indication et que, ce faisant, n'ayant pas la valeur d'une critique pour le Gouvernement qui s'efforce de résoudre ces problèmes et qui a comme nous la bonne volonté, soient la marque de la part et du Gouvernement et du Conseil de la République, pour résoudre ces graves problèmes qui ne sont pas seulement agricoles, mais français, que nous avons plus que de la bonne volonté, que nous avons simplement de la volonté. (*Applaudissements.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission adopte la même position que précédemment.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 31-41 avec le crédit de 317.520.000 francs résultant du vote de l'amendement.

(*Le chapitre* 31-41, *avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-42. — Institut national de la recherche agronomique. — Indemnités et allocations diverses, 1.692.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-51. — Contrôle des lois sociales en agriculture. — Rémunérations principales. » — (Mémoire.)

« Chap. 31-52. — Contrôle des lois sociales en agriculture. — Indemnités et allocations diverses. » — (Mémoire.)

« Chap. 31-61. — Service de la répression des fraudes. — Rémunérations principales, 138.778.000 francs. »

Par amendement (n° 53), M. Symphor et les membres du groupe socialiste proposent de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Symphor.

M. Symphor. Mon amendement concerne le service de conditionnement des fruits qui existe dans les départements d'outre-mer.

Très rapidement, voici de quoi il s'agit. Avant l'assimilation, il existait dans ces anciennes colonies comme dans les territoires d'outre-mer, un service de conditionnement des fruits. Il est évident que les producteurs de bananes avaient besoin du concours spécial des techniciens, étant donné l'ignorance dans laquelle ils se trouvaient des techniques nouvelles. Un service a été créé par l'arrêté d'août 1927. Il se composait de neuf agents qui avaient qualité de fonctionnaires en ce qui concerne les cadres, le statut, la retraite et le statut disciplinaire. Les choses allèrent très bien jusqu'au moment où l'assimilation intervint.

A ce moment le pouvoir central décida la suppression de ce service. Deux solutions s'offraient: ou bien intégrer ces fonc-

tionnaires du conditionnement dans un cadre métropolitain, apparemment celui de la répression des fraudes, ou bien dans un cadre latéral, comme cela avait été fait pour tous les fonctionnaires de ces départements. Mais, en 1950, le Gouvernement, le ministère des finances ou le ministère de l'agriculture, je ne sais plus lequel, l'un ou l'autre, et en tout cas le Gouvernement solidaire, décida la suppression de ce service. Les fonctionnaires furent licenciés brusquement, sans préavis, sans indemnité de licenciement, sans indemnité de dégagement des cadres.

Certains étaient diplômés des grandes écoles agronomiques de France, d'autres avaient plus de treize années de service, tous avaient versé à la caisse des retraites. Il s'était ainsi créé une situation particulière dans ce département. Le Parlement en fut saisi et une loi fut votée qui réorganisait le service du conditionnement.

Je ne vous lirai pas tous les articles de cette loi. Voici cependant le texte de l'article 3: « Art. 3. — Les dépenses occasionnées par l'application de la présente loi seront à la charge de chacun des départements visés à l'article 1er. Elles seront classées dans les catégories des dépenses obligatoires. »

Pour assurer le financement de ce service, un article 4 stipulait:

« Il est institué dans les départements une taxe frappant tous les produits soumis à des règles de conditionnement. »

Au moment de la discussion de ce texte, je dois reconnaître que le Gouvernement avait fait valoir qu'il entendait bien que le pourcentage de cette taxe fût assez élevé pour couvrir intégralement les frais de fonctionnement. Tel était certainement le principe général, tel était le sentiment des parlementaires qui avaient rédigé cette proposition de loi et l'avait soutenue.

Telle était certainement aussi la pensée des conseils généraux de ce département mais il est évident que l'on se trouve devant les deux termes d'une alternative: ou bien il faut condamner les conditionneurs à une situation stable qui ne peut jamais évoluer dans le sens du progrès, ou bien il faut constamment majorer ces fruits d'une taxe qui devient une charge trop lourde pour la production.

On avait trouvé un moyen terme en limitant à l'extrême le nombre des fonctionnaires et en ralentissant leur avancement de façon que leur intérêt ne fût pas lésé et en même temps que la charge ne fût pas trop lourde pour les fruits qu'ils conditionnaient.

Brusquement un texte vient de sortir. Je vais en donner lecture parce qu'il est très court; il fait partie de cet arsenal dont le Gouvernement s'est armé en vertu des pouvoirs spéciaux qu'il détenait. Voici ce texte:

« Le produit des taxes instituées — dont je viens de donner lecture — devra couvrir intégralement les frais de fonctionnement du service de contrôle du conditionnement. Voilà ce qui est grave. En cas d'insuffisance constatée, le conseil général devra procéder en cours même d'exercice au rajustement de taxes. Si, en dépit de ces rajustements, le compte d'exploitation laissait apparaître un solde déficitaire, ce déficit devra être nécessairement apuré dans l'exercice suivant immédiatement celui au cours duquel ce déficit a été créé. En cas de refus ou d'omission du conseil général d'agir en ce sens, le décret susmentionné stipule que l'autorité de contrôle procédera d'office au rajustement nécessaire dans la forme, etc. ».

Cela veut dire que si, par suite de promotion, par suite d'avancement, de majorations de traitements, le produit de la taxe de conditionnement est insuffisant, le conseil général devra obligatoirement majorer cette taxe et ne pas prendre à sa charge, sur l'ensemble de l'exercice, les crédits de fonctionnement.

Ce qui a alarmé les fonctionnaires, c'est qu'on les condamne à piétiner, à n'avoir ni avancement ni majoration de traitement; ou bien alors on condamne la production à supporter de nouvelles charges pour faire face à ces dépenses de fonctionnement.

Je demande, monsieur le ministre, que l'on en revienne à une notion plus conforme à l'intérêt de ces agents qui étaient des fonctionnaires et qui doivent le redevenir. Les conseils généraux ont accepté de les prendre à leur charge. Ils ne demandent rien à l'Etat. On vote une taxe. Celle-ci suivra le cours des soldes, des situations. Mais il peut arriver un moment où le conseil général estime imprudent de majorer constamment cette taxe, ce qui contribue à en raréfier les produit.

En conséquence, je demande le retour à l'ancienne disposition de la loi. Considérez ces fonctionnaires, monsieur le ministre, comme des fonctionnaires départementaux. C'est vous qui approuvez les budgets. Usez de vos moyens de contrôle pour empêcher cette libéralité excessive, mais n'infligez pas au département cette sorte de sanction que vous avez introduite dans le décret spécial. Vous ne pouvez pas dire aux conseils généraux: « Vous avez institué cette taxe qui devra obligatoirement couvrir les frais », sinon les fonctionnaires n'auront plus d'avancement ou alors la production sera toujours grevée selon les fluctuations du nombre de ces fonctionnaires. Mon amendement n'est évidemment qu'indicatif, mais j'insiste en demandant au Gouvernement qu'il veuille bien étudier la question dans le sens proposé. (*Applaudissements.*)

M. le ministre des finances. Nous étudierons la question posée par M. Symphor.

M. le président. L'amendement est-il retiré ?

M. Symphor. Oui, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 31-61.

(*Le chapitre* 31-61 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-62. — Service de la répression des fraudes. — Indemnités et allocations diverses, 4.954.000 francs ». — (*Adopté.*)

« Chap. 31-63. — Service de la répression des fraudes. — Salaires et accessoires de salaires du personnel ouvrier, 4.167.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-71. — Direction générale du génie rural et de l'hydraulique agricole. — Rémunérations principales, 640 millions 525.000 francs. »

Par voie d'amendement (n° 8), M. Durieux et les membres du groupe socialiste proposent de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Durieux.

M. Durieux. Par le dépôt de cet amendement, nous entendons manifester notre regret du peu de moyens mis à la disposition d'un aussi important service qui est absorbé par un certain nombre de tâches n'ayant que des rapports éloignés avec ce pour quoi il a été créé, comme par exemple la répartition des tickets de détaxe sur les carburants.

A ce propos, je voudrais demander à M. le ministre s'il ne serait pas possible de revoir le mode de calcul des attributions. Dans les dispositions actuelles il n'est pas tenu suffisamment compte du travail réel effectué. Des écarts importants existent entre les attributions faites à des agriculteurs ayant les mêmes travaux à réaliser, pour la seule raison de la différence de puissance de matériels possédés. C'est là une injustice.

A propos de travaux de motoculture, je voudrais signaler à M. le ministre qu'une nouvelle réglementation de la circulation des tracteurs agricoles est à l'étude depuis près de trois ans. Elle serait comprise dans le nouveau code de la route, mais celui-ci n'arrive pas à voir le jour.

Nous serions heureux que les propriétaires de tracteurs sachent à quoi s'en tenir, et ne soient plus soumis à des règles qui n'ont plus rien à voir avec la situation présente.

M. le président. Par voie d'amendement (n° 19), M. Primet et les membres du groupe communiste proposent de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Primet.

M. Primet. Les deux premières parties de mon amendement ont été traitées par M. Durieux. Je veux dire simplement quelques mots sur la troisième partie, qui consiste à rappeler les multiples recommandations faites par l'Assemblée nationale et le Conseil de la République en ce qui concerne la situation injuste réservée aux ingénieurs du génie rural pour leur reclassement.

En même temps, sur le chapitre 31-72, je fais remarquer que les indemnités de déplacement du personnel du génie rural sont nettement insuffisantes.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission des finances avait présenté cette observation au moment de la discussion. J'ai eu l'honneur d'en parler dans mon rapport. Une fois de plus, je déplore que nous n'ayons pu accorder nos violons. Je voudrais que M. le ministre de l'agriculture nous donnât quelques rapides explications sur la question posée par la commission des finances. Celle-ci verra alors si elle peut retirer son abattement.

Je vois M. le ministre des finances qui fait un geste de dénégation.

Je fais remarquer que la commission des finances n'a proposé que quatre abattements. C'est une bonne proportion. Les deux rapporteurs de la commission de l'agriculture et de la commission des finances n'ont parlé chacun qu'un quart d'heure. Nous pouvons tout de même défendre les points de vue que l'on nous a chargés d'exposer.

M. le ministre des finances. Il n'y a aucune critique de ma part.

M. le ministre de l'agriculture. Je répondrai à M. le rapporteur de la commission des finances et au troisième point posé par M. Primet, que, comme je l'ai indiqué pour les directions de services agricoles, ces crédits sont insuffisants, mais que

je m'emploierai, par une meilleure coordination des crédits de déplacement de mes différents services, à en obtenir le plein effet.

Sur les deux points signalés à la fois par MM. Durieux et Primet, j'indique que la commission nationale de répartition des carburants s'est penchée sur une nouvelle répartition, compte tenu des crédits qui me sont accordés en 1954, et qu'on examinera les points qui ont été signalés.

En ce qui concerne le code de la route, je crois savoir que M. le ministre des travaux publics doit le faire paraître prochainement, mais je peux indiquer dès maintenant que, pour les tracteurs qui ont une vitesse inférieure à 27 kilomètres à l'heure, les conducteurs seront dispensés du permis de conduire.

M. Durieux. Je remercie M. le ministre des précisons qu'il a bien voulu me donner et je retire mon amendement.

M. Primet. Je retire le mien également

M. le président. Les amendements sont retirés.

M. Auberger. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Auberger.

M. Auberger. A l'occasion de la discussion de ce chapitre, je voudrais demander à M. le ministre une réponse sur un problème que j'ai déjà eu à exposer à la tribune, et qui concerne le financement des travaux d'adduction d'eau, les modalités de financement et les inconvénients qui en résultent pour les collectivités locales.

M. le ministre de l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'agriculture. J'avais l'intention de répondre à M. Auberger lorsque les crédits d'équipement rural viendraient en discussion. Mais je peux lui dire que le problème du choix des collectivités en matière de travaux d'adduction d'eau est très délicat. Devons-nous ne pas aller jusqu'au bout des travaux d'une collectivité et financer par suite de nombreuses collectivités dans le département ? Devons-nous au contraire comme il le demande, comme ce serait logique et convenable, aller jusqu'au bout du réseau d'une collectivité et n'en faire qu'un nombre restreint dans le département ? Je laisse le soin aux commissions départementales de production et d'équipement agricoles présidées par le préfet et où sont représentées les collectivités locales et la collectivité départementale, le soin d'établir le programme des besoins par priorité.

M. le président. Par voie d'amendement (n° 40), M. Georges Boulanger propose de réduire de 1.000 francs le crédit du chapitre 31-71.

La parole est à M. Georges Boulanger.

M. Georges Boulanger. Conformément à ma promesse, je serai particulièrement bref.

Avec mon collègue M. Durieux, nous sommes tout à fait d'accord pour que le crédit en faveur du génie rural soit augmenté.

J'insiste en ce qui concerne mon propre amendement sur le caractère indicatif de la réduction de 1.000 francs, destinée à obtenir une amélioration des prix de revient agricoles. Je demande au Conseil de bien vouloir me suivre et je l'en remercie.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

L'amendement est-il retiré ?

M. Georges Boulanger. Oui, monsieur le président.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. A propos du chapitre 31-71 et pour qu'il n'y ait pas de confusion, je rappelle que j'ai posé tout à l'heure une question à M. le ministre qui a bien voulu me répondre. La commission des finances est d'accord pour retirer sa demande de réduction. Par conséquent, dans notre esprit, le crédit est rétabli tel qu'il figurait dans le projet que nous a transmis l'Assemblée nationale.

M. le ministre de l'agriculture. Je vous remercie, monsieur le rapporteur.

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 31-71 au chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 31-71, *avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-72. — Direction générale du génie rural et de l'hydraulique agricole. — Indemnités et allocations diverses, 53.619.000 francs. »

M. Primet avait déposé un amendement proposant une réduction indicative de 1.000 francs, mais notre collègue l'a déjà soutenu au cours de la discussion du chapitre précédent et l'a retiré.

Je mets donc le chapitre 31-72 aux voix.

(*Le chapitre* 31-72 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-73. — Direction générale du génie rural et de l'hydraulique agricole. — Salaires et accessoires de salaires des personnels rémunérés sur les bases du commerce et de l'industrie, 19.178.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-81. — Direction générale des eaux et forêts. — Rémunérations principales, 2.372.842.000 francs. »

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. La commission de l'agriculture m'a chargé de prendre la parole sur ce chapitre pour remercier M. le ministre de l'agriculture, et M. le secrétaire d'Etat, de l'effort qu'ils ont déployé en faveur des préposés forestiers. Nous reconnaissons que, en accordant une indemnité de risque et de sujétion, une attribution de classe exceptionnelle à un dixième du personnel et une indemnité d'exploitation en régie qui porte également sur environ un dixième du personnel, une nette amélioration est enregistrée.

Cependant, un malaise subsiste et les préposés forestiers qui, pendant très longtemps, se trouvaient sur le même pied au point de vue des indices que certains autres corps de fonctionnaires, sont aujourd'hui défavorisés par rapport à ces corps, notamment la police et les douanes.

Il serait bon, me semble-t-il, que M. le secrétaire d'Etat ou M. le ministre de l'agriculture nous dise qu'il ne perd pas ce problème de vue. Nous savons qu'il relève de la fonction publique, mais, à l'occasion de la discussion du budget de l'agriculture, cette question intéressant beaucoup de nos collègues, il est indispensable qu'une déclaration soit faite à ce sujet.

M. le président. Par voie d'amendement (n° 31), M. Minvielle et les membres du groupe socialiste proposent de supprimer ce chapitre.

La parole est à M. Minvielle.

M. Minvielle. Monsieur le ministre, le budget de l'agriculture qui va être soumis au vote du Conseil de la République a déjà fait l'objet, à l'Assemblée nationale, de longs débats, notamment en ce qui concerne le problème forestier. Ce problème comporte la nécessité urgente de la reconnaissance de la technique forestière mise en œuvre dans la gestion du patrimoine national.

Cette technique, jusqu'ici toujours méconnue des pouvoirs publics par la carence de la direction générale des eaux et forêts, ne serait plus exercée à partir du 1er janvier 1954 si elle n'était pas, d'ici là, rémunérée à sa juste valeur.

Il faut donc nécessairement que le budget de l'agriculture de 1954 porte le crédit nécessaire au reclassement des agents techniques des eaux et forêts, au reclassement de la direction générale. Or, M. le ministre de l'agriculture, dans sa déclaration à l'Assemblée nationale le 3 novembre dernier, a induit les députés en erreur en affirmant que le reclassement des agents techniques des eaux et forêts était en voie de règlement:

1° Par l'attribution d'une indemnité de risque et de sujétion;

2° Par l'attribution d'une classe exceptionnelle à un dixième seulement du personnel;

3° Par l'attribution d'une indemnité d'exploitation en régie qui ne porte également que sur un dixième environ du personnel technique. Ces indemnités dues au personnel des eaux et forêts n'ont rien à voir avec la reconnaissance technique.

M. le ministre a ajouté que les agents des eaux et forêts n'exécutaient pas la totalité des attributions qui leur sont imparties et notamment refusaient de marquer les coupes, parce que, dit-il, satisfaction n'avait pas été données à un certain nombre de leurs revendications. Cette affirmation est complètement erronée. La vérité, c'est que les agents techniques n'ont jamais refusé de marquer les coupes. Ils ont simplement appliqué les textes en vigueur. D'autre part, il ne s'agit pas de faire droit à leurs revendications, mais de réparer une injustice qui consiste dans l'attribution, à ce personnel, des indices 130 à 185 pour les agents techniques, ce qui les assimile à des agents d'exécution, alors qu'ils ont une haute qualification en ce qui concerne l'exploitation forestière.

Il est indiqué également que leurs charges ne cessent d'augmenter, ainsi que le précise l'exposé des motifs du projet de loi sur les comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1954, page 10, qui précise: « Cet accroissement résulte du fait que le nombre des exploitants qui confient à l'administration des eaux et forêts le soin de faire effectuer les travaux qui leur incombent augmente chaque année.

« Comme les années précédentes, le compte est présenté en équilibre et sans découvert. Aucune dépense de personnel ne figure puisque sa gestion est assurée directement par des agents des eaux et forêts. »

Il apparaît donc, en définitive, d'abord, que les agents des eaux et forêts ont un classement hiérarchique sans aucun rapport avec leurs connaissances techniques et leurs responsabilités. En second lieu, que leurs attributions et leurs charges

augmentent chaque année, sans contrepartie; enfin, que les améliorations présentées par M. le ministre de l'agriculture, notamment au cours de la discussion devant l'Assemblée nationale, n'apportent aucune solution au problème posé, ce que le ministre d'ailleurs n'ignore pas, puisque, contrairement aux affirmations faites à l'Assemblée nationale, il a reconnu, devant les représentants du personnel, de toute appartenance syndicale, la nécessité de reviser les indices et a pris l'engagement de le faire.

Cette nécessité, reconnue par M. le ministre, l'a été à plusieurs reprises depuis deux ans par le Conseil de la République et aussi par l'Assemblée nationale, l'année dernière, en particulier, à pareille époque, l'unanimité s'est faite dans cette assemblée pour réclamer du Gouvernement le reclassement des agents techniques des eaux et forêts. Une fois de plus, malheureusement, les désirs formellement manifestés par le Parlement n'ont eu aucune suite favorable, malgré les engagements des ministres.

Je sais, monsieur le ministre de l'agriculture, que vous êtes vous aussi partisan de rendre justice aux agents de cette administration. Peut-être amènerez-vous à moins de rigueur et à plus de compréhension vos collègues des finances et de la fonction publique: aussi pour vous aider et vous permettre de faire mieux réfléchir vos collègues, je demande au Conseil de supprimer du projet de budget qui nous est présenté le chapitre 31-81 relatif à la rémunération des personnels des eaux et forêts, et je demande à M. le ministre de l'agriculture de déposer une lettre rectificative prévoyant les crédits nécessaires à l'opération de reclassement indispensable. Je suis persuadé que le Conseil de la République comprendra qu'il y va de l'intérêt du domaine forestier tout entier et surtout de celui de nombreuses communes forestières qui, au nombre de 4.000, ont déjà réclamé avec force cette mesure.

Le maintien des taux entraînerait de la part des agents des eaux et forêts une attitude de stricte limitation des tâches de surveillance correspondant à leur rémunération. Cette attitude compromettrait singulièrement l'exploitation même du domaine forestier tant domanial que communal et ne ferait que créer une injustice que vous-même vous avez condamnée. (*Applaudissements à gauche.*)

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'agriculture. Je voudrais répondre à M. Minvielle très simplement en citant complètement la déclaration que j'ai faite devant l'Assemblée nationale, dont il n'a lu que quelques extraits. J'ai dit ceci:

« Depuis plusieurs mois, ces agents n'exécutaient pas la totalité des attributions qui leur étaient imparties et, notamment, refusaient de marquer les coupes, parce que satisfaction n'avait pu être donnée à un certain nombre de leurs revendications.

« J'ai reçu, le 24 septembre, les représentants de ce personnel et je leur ai indiqué qu'il leur serait attribué une indemnité de sujétion et de risque dont le taux moyen était de 26.000 francs pour les agents techniques et de 35.000 francs pour les chefs de district. J'ai ajouté qu'il serait également donné aux agents qui faisaient une exploitation en régie pour le compte de communes forestières une indemnité spéciale et qu'enfin une classe exceptionnelle serait créée, contingentée à 10 p. 100 de l'effectif pour les agents techniques et les chefs de district, avec une augmentation de l'indice de 10 points pour les agents techniques et de 20 points pour les chefs de district.

« Le personnel a repris immédiatement le travail, assure le marquage de toutes les coupes et, je donne tous apaisements à M. Gabelle, les adjudications ont pu être faites en temps voulu.

« Les promesses ont été tenues puisque l'indemnité de sujétion et de risque a été accordée par un décret du 28 septembre 1953 et que l'indemnité d'exploitation en régie a également été accordée.

« La revision des indices pour la création d'un échelon exceptionnel est comprise dans un décret qui est à la signature des divers ministres intéressés et qui va sortir dans quelques jours.

« Je sais que reste la revendication principale et de fond des personnels forestiers, c'est-à-dire son assimilation à d'autres corps de fonctionnaires.

« Le ministère de l'agriculture a examiné cette demande depuis de nombreux mois déjà et les pourparlers continuent tant avec le département de la fonction publique qu'avec le ministère des finances. »

Je n'ai rien à ajouter à cette déclaration faite devant l'Assemblée nationale.

M. Primet. Sur le même chapitre, j'ai déposé un amendement ayant le même but que l'amendement de M. Minvielle. Je demande une discussion commune de ces deux amendements.

M. le président. Votre amendement propose de réduire le chapitre de 1.000 francs, et celui de M. Minvielle demande la suppression du chapitre. Ils ne peuvent donc pas être discutés en même temps.

M. Primet. Je demande la parole pour explication de vote.

M. Minvielle. Je demande la parole pour répondre à M. le ministre.

M. le président. La parole est à M. Minvielle.

M. Minvielle. La réponse de M. le ministre me satisfait en partie seulement, bien que j'enregistre qu'il soit décidé à faire des efforts auprès de la fonction publique et du ministre des finances pour obtenir ce que le Parlement, l'année dernière et il y a deux ans, a demandé pour les agents en cause. Si j'ai adopté les grands moyens en demandant la suppression du chapitre, c'était pour amener M. le ministre à me faire une déclaration très ferme. Cette déclaration n'est peut-être pas aussi ferme que je l'aurais souhaitée, mais je pense qu'il saura user de persuasion, aussi bien auprès de la fonction publique que de M. le ministre des finances, pour, enfin, donner satisfaction au désir que le Parlement a exprimé à deux reprises.

M. le président. Monsieur Minvielle, maintenez-vous votre amendement ?

M. Minvielle. Je le retire, monsieur le président, pour le remplacer par un autre amendement tendant seulement à une réduction indicative de 1.000 francs.

M. le président. Par voie d'amendement (n° 21), M. Primet et les membres du groupe communiste proposent de réduire ce crédit de 1.000 francs.

Cet amendement et celui modifié de M. Minvielle peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

La parole est à M. Primet.

M. Primet. La réponse faite par M. le ministre de l'agriculture n'est pas entièrement satisfaisante comme l'a déclaré notre collègue M. Minvielle, et c'est pour cela que je suis décidé à maintenir mon amendement. Depuis de nombreuses années déjà, les divers ministres de l'agriculture qui se sont succédé se sont déclarés d'accord et ont promis de prendre les mesures nécessaires à la revalorisation du traitement des personnels techniques des eaux et forêts, agents techniques et chefs de district. Or, jusqu'à ce jour, rien n'a encore été fait. Sans doute, par lettre du 8 octobre, M. le ministre de l'agriculture a fait connaître à un certain nombre de parlementaires que le problème des personnels techniques des eaux et forêts était réglé, mais un examen attentif des mesures prises et l'avis même des organisations syndicales de ces personnels montrent qu'il n'en est rien. Une indemnité de sujétion et de risque a effectivement été attribuée par un décret du 28 septembre 1953, mais cette prime, dont le taux est extrêmement réduit et dont bénéficient, d'autre part, depuis longtemps de nombreuses autres catégories de fonctionnaires, ne modifie en rien le classement indiciaire des intéressés et n'a, de ce fait, aucune incidence en ce qui concerne les retraites.

Par ailleurs, il est vrai qu'une modification d'indices attribuant une classe exceptionnelle pour 10 p. 100 de l'effectif a été accordée, mais là encore il ne s'agit que d'une mesure nettement insuffisante et qui ne tient aucun compte, tant du niveau de recrutement de ce personnel que des attributions qui lui sont dévolues. Ces attributions nécessitent une formation technique et professionnelle très poussée, alors qu'il est évident que les intéressés ne sont rémunérés que comme des agents subalternes d'exécution.

Il est à noter, en outre, que les attributions mêmes des personnels techniques des eaux et forêts n'ont cessé et ne cessent d'augmenter. Dans le projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, et notamment dans son exposé des motifs, il est indiqué que le compte relatif au règlement de fournitures et de travaux mis à la charge des adjudicataires et cessionnaires de coupes de bois domaniales a augmenté, et que cette augmentation résulte du fait que le nombre des exploitants qui confient à l'administration des eaux et forêts le soin de faire effectuer les travaux qui leur incombent augmente d'année en année.

L'exposé des motifs ajoute: « Aucune dépense de personnel ne figure à ce compte, puisque cette gestion est assurée directement par les agents des eaux et forêts. »

Cela signifie en clair que les attributions et les charges des personnels techniques des eaux et forêts augmentent d'année en année, sans que, pour cela, leur rétribution soit modifiée.

Il convient de signaler également que le nombre des agents techniques des eaux et forêts est passé de 5.346 en 1938 à 5.280, qu'il est donc nettement en diminution. Par ailleurs, le rapport présenté à l'Assemblée nationale signale que le ren-

dement des forêts se trouve actuellement au coefficient 43 par rapport à 1938, alors que les dépenses, depuis cette date, se trouvent au coefficient 26.

Il y a là un nouvel argument qui montre à quel point sont déclassés les personnels techniques des eaux et forêts.

Ceux-ci, pendant un an, au cours d'un mouvement portant essentiellement sur l'exécution stricte du règlement, ont démontré que, sans leur initiative, la forêt et son rendement se trouvaient singulièrement compromis. Ces agents ont repris l'exercice de leurs attributions avec toute l'initiative qu'elles comportent, en plus même des dispositions légales et ceci, sur la promesse formelle du ministre de voir régler leur situation dans un temps très proche.

Nous pensons que le moment est venu de tenir ces promesses et de donner à ces personnels un traitement correspondant tant à leur formation qu'à l'importance de leur responsabilité. C'est pourquoi nous proposons un abattement de 1.000 francs sur le chapitre 31-81, conformément aux demandes des organisations, demandes reconnues justifiées par le ministre de l'agriculture lui-même, c'est-à-dire la fixation de ces indices de 140 à 260, pour les agents techniques, et de 230 à 330, pour les chefs de district.

Ces crédits doivent permettre, par ailleurs, l'attribution d'indices fonctionnels particuliers pour les techniciens des départements où s'exerce l'exploitation en régie, ces indices étant, pour ces cas particuliers, fixés de 185 à 300, pour les agents techniques, et de 250 à 330, pour les chefs de district.

Sans doute M. le ministre va-t-il nous répondre, comme il l'a fait le 3 décembre à l'Assemblée nationale, que depuis de nombreux mois il se préoccupe de la question et que les pourparlers continuent, tant avec le département de la fonction publique qu'avec le ministère des finances.

Il n'en reste pas moins vrai qu'il lui est possible, dès maintenant et avant même l'aboutissement de ces discussions, de prévoir les crédits nécessaires.

N'est-ce pas du reste la procédure qui a été utilisée en ce qui concerne les services extérieurs de la santé publique et de la population, et aussi en ce qui concerne le personnel des douanes actives ?

Il n'est pas douteux qu'une telle solution, qui est possible, apaiserait déjà dans une certaine mesure le malaise qui existe dans le personnel technique des eaux et forêts et éviterait que ne se reproduise à brève échéance une situation dont ont grandement souffert en particulier les communes forestières.

Il n'est pas douteux, en effet, que malgré les affirmations apportées par le Gouvernement, un retard considérable et une gêne sérieuse se sont produits dès cette année pour les budgets de ces communes.

C'est pourquoi, à nouveau, nous insistons pour que le Conseil de la République fasse siennes nos propositions et invite le ministre de l'agriculture à revoir, sur ce point, ses propositions.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission ne peut que répéter ce qu'elle a déjà dit.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix les deux amendements, celui de M. Minvielle, modifié, tendant, comme celui de M. Primet, à une réduction indicative de 1.000 francs.

(*Les amendements ne sont pas adoptés.*)

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 31-81.

(*Le chapitre 31-81 est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-82. — Direction générale des eaux et forêts. — Indemnités et allocations diverses, 61 millions 648.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-83. — Direction générale des eaux et forêts. — Salaires et accessoires de salaires du personnel ouvrier, 426 millions 661.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-91. — Indemnités résidentielles, 1.047.842.000 francs. » — (*Adopté.*)

2e partie. — Personnel. — Pensions et allocations.

« Chap. 32-81. — Pensions et bonifications de retraite des préposés communaux domanialisés et des gardes forestiers auxiliaires. — Allocations aux médaillés forestiers pensionnés, 2.794.000 francs. » — (*Adopté.*)

3e partie. — Personnel en activité et en retraite. Charges sociales.

« Chap. 33-91. — Prestations et versements obligatoires, 1.645.793.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 33-92. — Prestations et versements facultatifs. 21 millions 822.000 francs. » — (*Adopté.*)

4e partie. — Matériel et fonctionnement des services.

« Chap. 34-01. — Administration centrale. — Remboursement de frais, 5.020.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-02. — Administration centrale. — Matériel, 49 millions 625.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-03. — Frais d'établissement d'enquêtes statistiques, 109 millions de francs. » (*Adopté.*)

La parole est à M. Durieux.

M. Durieux. Mes chers collègues, nous ne pourrons que nous réjouir de l'augmentation des crédits de ce chapitre et nous souhaitons que la statistique bien comprise puisse contribuer à une meilleure orientation de notre production et de notre économie agricole.

Au sujet des statistiques agricoles communales, je me permettrai de signaler à M. le ministre que la statistique annuelle dont l'établissement est confié aux maires donnerait, c'est mon avis, des résultats plus précis si, dans chaque commune, au lieu de dresser le tableau des cultures du territoire communal, dont les limites n'ont rien à voir avec celles des exploitations, on réalisait l'inventaire des cultures des exploitations ayant leur siège dans la commune. Cela faciliterait d'autre part la tâche des administrateurs communaux qui ne seraient pas obligés d'aller chercher des renseignements dans les communes voisines.

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 34-03 au chiffre de la commission.

(*Le chapitre 34-03 est adopté.*)

M. le président. « Chap. 34-11. — Inspection générale de l'agriculture. — Remboursement de frais, 4.900.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-12. — Inspection générale de l'agriculture. — Matériel, 570.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-22. — Direction de la production agricole. — Frais de fonctionnement des divers services, 1.200.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-23. — Services sanitaires et laboratoires vétérinaires. — Remboursement de frais, 26.400.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-24. — Services sanitaires et laboratoires vétérinaires. — Matériel, 26.660.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-25. — Service des haras. — Remboursements de frais, 20.362.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-26. — Service des haras. — Matériel, 280.576.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-27. — Services de l'inspection des courses et du pari mutuel. — Matériel et remboursement de frais. — (Mémoire). »

« Chap. 34-31. — Services agricoles. — Remboursement de frais, 99.750.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-32. — Services agricoles. — Matériel, 32.470 000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-33. — Indemnisation des correspondants des directions des services agricoles et des stations d'avertissements agricoles, 34.735.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-34. — Service de la protection des végétaux. — Remboursement de frais, 19.670.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-35. — Service de la protection des végétaux. — Matériel, 58. 970.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-37. — Etablissements d'enseignement agricole. — Remboursement de frais, 11.758.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-38. — Etablissements d'enseignement agricole. — Matériel, 158.269.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-53. — Direction des affaires professionnelles et sociales. — Frais de fonctionnement de diverses commissions, 24.429.000 francs. »

Par voie d'amendement (n° 22), M. Primet et les membres du groupe communiste proposent de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Primet.

M. Primet. Cet amendement a pour but de rappeler au Conseil que les crédits pour les tribunaux paritaires des baux ruraux sont insuffisants. Cette année, certes, il y a eu une augmentation temporaire en raison des élections qui vont avoir lieu aux échelons du canton et de l'arrondissement. Mais je pense que l'insuffisance de ces crédits marque surtout la volonté du Gouvernement de liquider peu à peu les tribunaux paritaires des baux ruraux, qui ont pourtant rendu d'immenses services aux cultivateurs.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Philippe Olmi, *secrétaire d'Etat à l'agriculture.* Je puis vous assurer qu'il n'est nullement question dans l'esprit du Gouvernement de supprimer les tribunaux paritaires de canton et d'arrondissement, surtout à l'occasion d'un budget.

M. le président. L'amendement est-il maintenu, monsieur Primet ?

M. Primet. Oui, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 34-53, avec le chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 34-53, *avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Chap. 34-54. — Contrôle des lois sociales en agriculture. — Remboursement de frais (Mémoire). »

« Chap. 34-55. — Contrôle des lois sociales en agriculture. — Matériel (Mémoire). »

« Chap. 34-61. — Service de la répression des fraudes. — Remboursement de frais, 50.650.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-62. — Service de la répression des fraudes. — Matériel, 56.300.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-71. — Direction générale du génie rural et de l'hydraulique agricole. — Remboursement de frais, 112 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-72. — Direction générale du génie rural et de l'hydraulique agricole. — Matériel, 53.721.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-73. — Dépenses d'études, de surveillance et de travaux hydrauliques et de génie rural à la charge de l'Etat, 49.759.000 francs. »

Par voie d'amendement, M. Driant et les membres de la commission de l'agriculture proposent, à l'article 1er, état A, de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Driant, rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. La commission de l'agriculture m'a chargé de demander, par voie d'amendement, une réduction indicative de 1.000 francs sur ce chapitre: dépenses d'études, de surveillance et de travaux hydrauliques et de génie rural à la charge de l'Etat.

En 1953, le crédit était de 36 millions de francs. Il est porté à 49 millions pour 1954.

J'indique au Conseil de la République que la commission a été informée qu'en 1953 le ministre de l'agriculture a dû demander un virement de crédits d'une cinquantaine de millions sur le fonds de modernisation et d'équipement pour pouvoir assurer les tâches correspondant à ces études.

L'inscription budgétaire de 49 millions en 1954 sera nettement insuffisante et le ministre de l'agriculture ne pourra pas faire face aux travaux correspondant à ce chapitre.

Nous demandons à M. le ministre de nous donner l'assurance qu'un effort sera fait dans les limites des possibilités budgétaires. Il ne nous est pas possible de demander une augmentation de dépenses, mais nous tenons à signaler, au nom de la commission de l'agriculture, l'insuffisance des crédits.

M. le ministre de l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'agriculture. J'indique simplement à la commission de l'agriculture et au Conseil de la République que le virement de crédits que j'ai demandé en 1953, qui était effectivement de 50 millions, était destiné à des études très particulières, pour des ensembles régionaux, les crédits inscrits au chapitre actuellement en discussion et qui ont dû être arrêtés à 49 millions étant réservés aux études courantes.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. le rapporteur pour avis. Non, monsieur le président. Nous n'en considérons pas moins que les crédits sont insuffisants.

M. le président. Par voie d'amendement (n° 23) M. Primet et les membres du groupe communiste proposent de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Primet.

M. Primet. Mon amendement ayant le même but que celui de la commission de l'agriculture, je le retire, bien que n'ayant pas non plus satisfaction.

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande la parole sur le chapitre 34-73 ?

Je le mets aux voix.

(*Le chapitre* 34-73 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 34-81. — Direction générale des eaux et forêts. — Remboursement de frais, 358.295.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-82. — Direction générale des eaux et forêts. — Matériel, 75.440.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-91. — Loyers, 34.558.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-92. — Achat et entretien du matériel automobile, 70.435.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-93. — Remboursements à diverses administrations, 92.300.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-94. — Consommation en nature dans les établissements relevant du ministère de l'agriculture, 2.900.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-95. — Indemnités pour frais de mission à l'étranger, 2.400.000 francs. » — (*Adopté.*)

5e partie. — Travaux d'entretien.

« Chap. 35-01. — Administration centrale. — Travaux d'entretien, 3 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 35-23. — Services sanitaires et laboratoires vétérinaires. — Travaux d'entretien, 808.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 35-25. — Service des haras. — Travaux d'entretien, 13.750.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 35-31. — Services agricoles. — Travaux d'entretien, 2.869.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 35-37. — Etablissements d'enseignement agricole. — Travaux d'entretien, 49.400.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 35-61. — Service de la répression des fraudes. — Travaux d'entretien, 1 million de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 35-81. — Direction des eaux et forêts. — Travaux d'entretien, 344.933.000 francs. » — (*Adopté.*)

6e partie. — Subventions de fonctionnement.

« Chap. 36-01. — Subventions à divers organismes intéressant l'agriculture, 1.700.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 36-23. — Ecoles nationales vétrinaires. — Subventions de fonctionnement, 67 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 36-41. — Institut national de la recherche agronomique. — Subventions de fonctionnement, 319.845.000 francs. » — (*Adopté.*)

7e partie. — Dépenses diverses.

« Chap. 37-51. — Chambres d'agriculture. — Frais d'élections générales, 3 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 37-81. — Impositions sur les forêts domaniales, 375 millions de francs. »

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Monsieur le ministre, j'ai eu l'honneur, dans mon rapport, d'indiquer que la commission des finances aurait aimé obtenir quelques explications de votre part au sujet d'une augmentation de 45 millions de francs de la dotation du chapitre 37-81, qui constitue un relèvement des impôts dus sur les forêts domaniales.

Les commissaires se sont inquiétés de ce chiffre élevé et se sont posé la question de savoir s'il ne fallait pas y voir l'incidence de la revision cadastrale qui vient d'avoir lieu et qui, malgré les assurances que nous avions reçues il y a quelques mois, ne devaient pas provoquer, comme impôt de répartition, une augmentation corrélative des impôts fonciers départementaux et communaux. Nous voudrions donc savoir la raison de cette augmentation de 45 millions de francs de ce chapitre.

M. le secrétaire d'Etat. Il s'agit d'une prévision en vue de l'augmentation des impôts communaux. Vous savez que les forêts domaniales payent les impôts communaux comme tout le monde. Chaque année, nous sommes obligés de demander par la voie d'un collectif une majoration sur le budget primitif. Nous avons prévu cette année la somme de 45 millions, parce que nous avons pensé que les impôts communaux allaient augmenter de ce chiffre. Cette somme nous sera nécessaire pour faire face à nos obligations de contribuable.

M. le rapporteur. Monsieur le ministre, je dois vous indiquer l'étonnement que me cause votre réponse. Lorsque nous avons eu l'honneur de demander l'autre jour à M. le ministre des finances s'il fallait prévoir une augmentation des impôts départementaux et communaux, il nous a répondu, en ce qui concerne les impôts fonciers, qu'il n'y aurait pas d'augmentation, étant donné qu'on en reviendrait à l'imposition basée sur le revenu cadastral de 1948 doublé.

Votre réponse me fait présager que vous escomptez — excusez-moi de le dire avec le sourire — une augmentation de 45 millions à prélever sur le patrimoine forestier de l'Etat. Si l'Etat escompte que les communes vont déjà augmenter leurs centimes communaux de 45 millions, que vont penser les contribuables ? Dans ce Conseil de la République qui comprend tant d'administrateurs communaux soucieux de ne pas surcharger d'impôts leurs administrés, il est singulier qu'un ministre puisse prévoir, de gaieté de cœur, une augmentation de 45 millions pour faire face aux impositions dont nous n'avons jamais eu l'intention de charger les contribuables de nos communes.

M. le secrétaire d'Etat. J'ai omis de préciser que nous nous sommes basés sur les chiffres de 1952.

M. le rapporteur. Monsieur le secrétaire d'Etat, je m'excuse beaucoup d'insister: oui ou non faut-il 45 millions de plus ? Nous étudions le budget de 1954 et la commission des finances désire davantage de précisions.

M. le ministre de l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'agriculture. Le crédit a été évalué d'après les impositions de 1952. Il y a eu, en 1952 et en 1953, des déficits qui ont été couverts par des collectifs. Pour 1954, afin d'éviter cette procédure, on a, au départ, relevé de 45 millions les prévisions du budget précédent. Il s'agit en somme d'un crédit de régularisation.

M. le rapporteur. Je remercie M. le ministre de l'agriculture des explications complémentaires qu'il nous a données. La commission en prend acte, mais je réserve sa position lors de la discussion de la loi de finances où nous aurons à reparler de cette question, et peut-être à l'occasion de la présentation des collectifs. S'il s'agit d'une régularisation qui nous permettra d'y voir plus clair, de mieux étudier les collectifs, au lieu de régler « l'ardoise » à la sauvette, je m'en félicite. J'ai tenu à prendre date, car la question doit intéresser la plupart de nos collègues.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 37-81.

(*Le chapitre 37-81 est adopté.*)

M. le président. « Chap. 37-91. — Droits d'usage. — Frais d'instance. — Indemnités à des tiers, 66.740.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 37-92. — Emploi de fonds provenant de legs ou de donations. » — (Mémoire.)

8e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

« Chap. 38-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (moyens des services). » — (Mémoire.)

« Chap. 38-92. — Dépenses des exercices clos (moyens des services). » — (Mémoire.)

TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES

2e partie. — Action internationale.

« Chap. 42-01. — Participation de la France aux dépenses de fonctionnement de divers organismes internationaux, 18.075.000 francs. » — (*Adopté.*)

3e partie. — Action éducative et culturelle.

« Chap. 43-31. — Bourses, 110.634.000 francs. »

Par amendement (n° 34) M. Driant et les membres de la commission de l'agriculture propose de rédiger comme suit le libellé de ce chapitre:

« Bourses aux élèves des établissements d'enseignement agricole et vétérinaire. »

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. Le Gouvernement, par sa lettre rectificative n° 7372, a augmenté de 5 millions le crédit initialement prévu pour l'attribution de bourses aux élèves des établissements d'enseignement agricole. Il répondait en cela au vœu formulé par un certain nombre de nos collègues de l'Assemblée nationale. Le libellé de la lettre rectificative laisse cependant supposer que seuls bénéficieront de cette augmentation de crédits les élèves des écoles nationales d'agriculture et des divers établissements du second degré, mais qu'il n'en résultera aucun ayantage pour les élèves des écoles nationales vétérinaires.

Si, dans ces derniers établissements, les étudiants victimes de la guerre ou les pupilles de la nation paraissent obtenir satisfaction, il n'en est pas de même pour les élèves internes ordinaires, en raison de la modicité de la dotation prévue au chapitre 36-23 qui les concerne.

C'est pour permettre à ces jeunes gens de bénéficier d'une partie du crédit complémentaire de 5 millions faisant l'objet de la lettre rectificative que votre commission de l'agriculture vous demande de modifier le libellé du chapitre 43-31.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission ne voit pas d'inconvénient à l'adoption de cet amendement.

M. le ministre de l'agriculture. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Ce texte devient le nouveau libellé du chapitre 43-31.

Deux amendements, l'un (n° 9) présenté par M. Durieux et les membres du groupe socialiste, l'autre (n° 24) présenté par M. Primet et les membres du groupe communiste, proposent de réduire le crédit du chapitre 43-31 de 1.000 francs.

La parole est à M. Durieux.

M. Durieux. Mesdames, messieurs, tout en appréciant la légère augmentation du crédit de ce chapitre, nous tenons à protester contre l'insuffisance des crédits prévus pour les bourses d'enseignement agricole. Ainsi que je l'ai souligné tout à l'heure, ces bourses sont en général la seule chance des fils et des filles des paysans vivant, c'est la règle, loin des centres importants. Nous souhaiterions pouvoir être rassurés et savoir si M. le ministre considère ces 110 millions comme un palier ou le terme d'un effort.

M. le président. La parole est à M. Primet.

M. Primet. M. le ministre de l'agriculture faisait remarquer que la proportion des bourses dans les écoles dépendant du ministère de l'agriculture était inférieure à celles des écoles dépendant du ministère de l'éducation nationale. Les membres de la commission et le ministre ont donc obtenu une augmentation de 5 millions du crédit affecté aux bourses. Mais dans ce chapitre ne figurent pas les crédits affectés aux écoles nationales vétérinaires. Celles-ci sont donc les plus défavorisées. Les écoles vétérinaires étant autonomes, l'augmentation des crédits du chapitre 43-31 ne peut s'étendre à ces écoles. Je pense que l'amendement présenté par la commission ayant été adopté les bourses s'étendront maintenant aux écoles vétérinaires.

Mais il est un autre point important, c'est celui de l'allocation repas. Cette question est brûlante; elle a été l'objet de nombreuses interventions et même d'une manifestation qui a eu ses échos au Conseil de la République, lors du débat sur le budget du ministère de l'intérieur.

Une allocation de 60 francs par repas est versée aux cantines des étudiants dépendant du ministère de l'éducation nationale. Les cantines des écoles dépendant du ministère de l'agriculture ne bénéficient pas d'une telle subvention. A ce sujet, M. Lalle, président de la commission de l'agriculture de l'Assemblée nationale, a dit à M. le ministre: « Nous vous demandons de faire en sorte que l'égalité existe là comme ailleurs, c'est-à-dire que les élèves des écoles dépendant du ministère de l'agriculture bénéficient des mêmes avantages matériels que les élèves des écoles dépendant du ministère de l'éducation nationale. »

Monsieur le ministre a répondu: « Je précise que le régime de la plupart des écoles d'agriculture est celui de l'internat. Par suite, les subventions données aux étudiants, soit pour leurs repas, soit pour leur logement, n'ont pas leur raison d'être en ce qui les concerne. Cependant pour les quelques écoles qui ont encore le régime de l'externat, je souhaiterais, moi aussi, que leurs élèves puissent bénéficier des mêmes avantages que les étudiants de l'université. »

Mais, si l'on prend comme exemple le cas des élèves de l'école de Rennes qui, l'année dernière, géraient une cantine bénéficiant de l'allocation repas et de ce fait ne payaient que 75 francs par repas, et qui cette année sont contraints d'accepter l'internat, nous voyons les répercussions suivantes sur leur budget: l'année dernière le coût du logement était de 6.000 francs par an environ; le coût de la nourriture de 45.000 francs, pour environ 270 jours à 165 francs, soit au total, 51.000 francs. Pour les boursiers complets touchant 90.000 francs par an, il restait 35.000 francs pour le blanchissage, les fournitures scolaires, l'entretien. Cette année, le prix forfaitaire demandé par an est de 90.000 francs. La situation des boursiers est donc critique, puisqu'ils ne leur reste strictement rien pour les autres frais.

Les subventions auxquelles fait allusion M. le ministre ne correspondent donc pas à une aide effective de l'Etat permettant aux étudiants des écoles dépendant du ministère de l'agriculture de couvrir les mêmes frais que s'ils dépendaient du ministère de l'éducation nationale; d'autre part, M. le ministre n'a pas précisé à quoi correspondait son souhait en ce qui concerne les écoles qui ont le régime de l'externat.

M. le ministre verse une subvention aux cantines de ses fonctionnaires. Ne pourrait-il pas faire de même en ce qui concerne les cantines des étudiants ?

Nous vous demandons donc fermement d'agir dans ce sens pour améliorer la situation de ces élèves.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'agriculture. Je ne peux que répéter ce que j'ai dit à l'Assemblée nationale. Je souhaite que, pour les

écoles d'agriculture, les élèves qui sont sous le régime de l'externat puissent bénéficier des mêmes avantages que les élèves de l'Université.

M. le président. Les amendements sont-ils maintenus ?

MM. Primet et Durieux. Nous les retirons, monsieur le président.

M. le président. Les amendements sont retirés.
Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix le chapitre 43-31.
(*Le chapitre* 43-31 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 43-32. — Subventions pour le développement des activités culturelles de la jeunesse rurale, 27 millions de francs. » — (*Adopté.*)
« Chap. 43-33. — Apprentissage agricole et horticole, 191 millions 748.000 francs. » — (*Adopté.*)
Par amendement (n° 41), M. Georges Boulanger propose de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.
La parole est à M. Georges Boulanger.

M. Georges Boulanger. Je n'ai pas à commenter cet amendement qui va dans le même sens que ceux que j'ai développés tout à l'heure.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'amendement.
(*Après une épreuve à main levée, déclarée douteuse par le bureau, le Conseil de la République, par assis et levé, adopte l'amendement.*)

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 43-33, au chiffre de 191.747.000 francs.
(*Le chapitre* 43-33 *est adopté.*)

M. le président.

4e partie. — Action économique. — Encouragements et interventions.

« Chap. 44-01. — Frais d'organisation et de fonctionnement de la vulgarisation et de l'information éducative, 33 millions 804.000 francs. » — (*Adopté.*)
« Chap. 44-02. — Congrès, expositions et manifestations d'intérêt général, 10 millions de francs.
La parole est à M. de Villoutreys.

M. de Villoutreys. Monsieur le ministre, à propos du chapitre 44-02, je voudrais vous poser une question sur l'aide à l'exportation de produits agricoles. Je me réfère pour cela à un propos de M. Dulin. La forme d'aide à l'exportation de produits agricoles proprement dits, c'est-à-dire le remboursement d'une partie des charges fiscales et sociales ne s'applique pas aux produits agricoles ou dans une proportion infime.
Je me permets de poser alors la question suivante: quels sont vos moyens d'action pour aider les agriculteurs dans l'effort qu'ils font et qu'ils devraient peut-être faire d'une façon plus active dans l'exportation de leurs produits ?
Mon attention a été attirée tout récemment par un article d'une revue du ministère de l'agriculture de décembre et, au passage, je me permets de féliciter vos services de l'intérêt de cette revue et des articles que l'on y trouve. J'ai lu en particulier un article sur l'exportation des fruits et légumes en Suisse; on y étudiait le marché suisse et la part de la France, de l'Italie, de l'Espagne et de divers autres pays dans ce marché. On déplorait de voir la part de la France décroître à grande allure. Les défauts des exportations étaient d'ailleurs forts bien analysés et on indiquait en particulier que les vendeurs étaient trop nombreux. Peut-être faut-il voir alors à cette occasion, si les récentes décisions sur les ententes ne sont pas, justement, une gêne pour les vendeurs.
On disait également que les tarifs des transports des chemins de fer français ne pouvaient se comparer avec les tarifs des transports italiens, notamment. C'est une question que je connais bien pour l'avoir étudiée à propos du budget des affaires économiques.
Voici, monsieur le ministre, la question que je me permets de vous poser à nouveau. Que pouvez-vous faire pour aider nos exportateurs ? D'abord, en ce qui concerne les renseignements sur les marchés étrangers, vous avez une réponse: c'est celle de cette publication où l'on peut trouver des articles très complets sur les marchés étrangers des fruits et légumes. N'est-il pas possible d'envisager que les bureaux de vente à l'étranger soient subventionnés par votre ministère, sous une forme ou sous une autre, à condition, bien entendu, de le faire assez discrètement étant donné les engagements internationaux que nous avons pris et que vous connaissez.
En ce qui concerne la Société nationale des chemins de fer français, je puis vous dire que je connais bien sa position. Elle désire naturellement — et on ne peut l'en blâmer — que son déficit ne soit pas accru par des tarifs de faveur qu'elle accorderait trop facilement. Mais, de votre côté, peut-être avez-vous le moyen de compenser les manques à gagner que la Société nationale des chemins de fer français éprouverait si elle accordait des tarifs de faveur pour l'exportation de certains produits agricoles ?
Enfin, une difficulté se présente pour les transports français. Les wagons frigorifiques et isothermes « S. T. E. F. » ne bénéficient pas de la banalité du retour. Je m'explique, quand un exportateur de fruits et légumes utilise un wagon « S. T. E. F. », comme il s'agit d'une compagnie privée, il est obligé de payer le transport aller, ce qui est normal, mais également le transport retour. Tandis que dans certains cas, notamment quand il s'agit de wagons appartenant à une compagnie nationale, par exemple en Italie où les wagons frigorifiques et isothermes appartiennent aux chemins de fer italiens, l'exportateur ne paye que le tarif aller et c'est la compagnie elle-même qui s'occupe de trouver le fret de retour. Le risque n'est pas à la charge de l'exportateur.
Je livre ces quelques réflexions à votre sagacité et je vous demande si vous pouvez, d'ores et déjà, me donner une réponse à ces questions.

M. le ministre de l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Je puis répondre à M. de Villoutreys que nous n'avons pu, jusqu'à maintenant, généraliser l'aide à l'exportation à l'ensemble des produits agricoles. Nous avons déjà commencé cette année à apporter cette aide à l'exportation de la viande, comme je l'ai indiqué tout à l'heure, par l'intermédiaire du fonds d'assainissement du marché de la viande. Lorsque le fonds de garantie mutuelle prévu par le décret du 30 septembre 1953, auquel sera versé à partir du 1er juillet le reliquat du fonds d'assainissement du marché de la viande, fonctionnera, nous pourrons évidemment aider à l'exportation de l'ensemble des produits agricoles. Je l'ai indiqué également tout à l'heure dans mon exposé et je pense que ce fonds de garantie mutuelle doit être alimenté et par des cotisations des producteurs, par analogie avec la cotisation de résorption qui est appliquée actuellement sur le blé et aussi par une aide de l'Etat qu'il y a lieu de définir.
En ce qui concerne votre seconde question, c'est-à-dire la recherche des marchés extérieurs, je dois vous préciser que mes services suivent activement ces marchés et que nous avons sur place l'aide de nos conseillers économiques.
Pour l'abaissement des frais de transport nous avons pu exceptionnellement, sur des chapitre particuliers, aider l'exportation de certains produits tels les pommes à cidre de l'Ouest de la France vers l'Allemagne, en abaissant ces frais de transport. Mais évidemment, pour généraliser cette réduction, il faudrait avoir un accord avec la Société nationale des chemins de fer français, que je n'ai pu obtenir jusqu'à présent. Voilà les précisions que je pouvais vous donner.
En ce qui concerne le dernier point, c'est-à-dire la banalité des wagons frigorifiques, je vous demanderais de poser éventuellement la question à M. le ministre des transports, dont relève la réponse.

M. de Villoutreys. Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix le chapitre 44-02.
(*Le chapitre* 44-02 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 44-11. — Concours général agricole, 45 millions de francs. » — (*Adopté.*)
« Chap. 44-21. — Vulgarisation, 178.500.000 francs. »
Par amendement (n° 42), M. Georges Boulanger propose de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.
La parole est à M. Georges Boulanger.

M. Georges Boulanger. L'observation que j'ai présentée précédemment est valable pour cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'agriculture. M. Boulanger a fait tout à l'heure un large exposé auquel j'avais répondu d'avance dans mon exposé général.
Ici M. Boulanger demande une réduction de 1.000 francs qui vise la politique agricole du Gouvernement et non pas particulièrement un chapitre. Je prie donc le Conseil de ne pas l'accepter.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Georges Boulanger. Il s'agit de s'entendre. J'ai indiqué l'esprit auquel répond cet amendement. Si M. le ministre me dit que la politique que j'ai définie, sur laquelle, je crois, le Conseil est d'accord — politique active en faveur de l'amélioration des prix de revient agricoles — que cette politique, dis-je, est la sienne et que le Gouvernement entend la mener fermement, je suis disposé à retirer mon amendement.

M. le ministre de l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. J'ai parlé en ce sens dans l'exposé général que j'ai fait dans la discussion générale.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Monsieur le ministre, la commission des finances désirerait avait quelques explications au sujet, précisément, de votre politique de vulgarisation. Elle avait remarqué une diminution de 77 millions au chapitre 44-21. Vous nous avez donné tout à l'heure des explications précises lorsque je vous ai questionné sur le chapitre 31-31, dont l'objet est très voisin, puisqu'il concerne pour partie des services qui doivent collaborer avec ceux du commissariat à la productivité.

J'aurais mauvaise grâce à vous demander des explications complémentaires, car je pense que, grâce à la liaison entre le commissariat général à la productivité et vous-même, vous allez donner un élan nouveau à la vulgarisation et au progrès agricoles que nous souhaitons tous.

M. Georges Boulanger. Je retire mon amendement, monsieur le président.

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande la parole sur le chapitre 44-21 ?...

Je le mets aux voix.

(*Le chapitre 44-21 est adopté.*)

M. le président. « Chap. 44-22. — Encouragement à la sélection animale, 115 millions de francs. »

Par amendement (n° 43) M. Georges Boulanger propose de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Boulanger.

M. Georges Boulanger. Je retire également cet amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande la parole sur le chapitre 44-22 ?...

Je le mets aux voix.

(*Le chapitre 44-22 est adopté.*)

M. le président. « Chap. 44-23. — Primes à la reconstitution des oliveraies. — Frais de contrôle. — Matériel, 9 millions de francs. » — (*Adopté.*)

Je dois maintenant consulter le Conseil sur la poursuite de la discussion.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Monsieur le président, la conférence des présidents avait décidé que nous arrêterions nos discussions à minuit, ainsi que j'ai eu l'honneur de le rappeler au début du débat d'aujourd'hui. Beaucoup de nos collègues ont pris des dispositions en conséquence.

Je pense donc qu'il convient d'interrompre maintenant nos travaux. Qu'il soit permis au rapporteur de la commission des finances d'indiquer que, si nous les reprenons demain matin à neuf heures trente, il serait souhaitable que la nuit portât conseil et qu'elle ne nous apportât pas de nouveaux amendements qui viendraient compliquer notre tâche. Ainsi, nous pourrions en finir demain à midi, ce qui est, je crois, le souhait du Gouvernement et de l'Assemblée unanime. (*Applaudissements.*)

M. le président. Le Conseil vient d'entendre la proposition faite par M. le rapporteur tendant à arrêter maintenant nos travaux pour les reprendre demain à neuf heures trente.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

S'il me permet cette suggestion, le Conseil pourrait également décider de ne plus accepter désormais aucun autre amendement. (*Assentiment.*)

Voix nombreuses. Très bien!

M. le président. Je mets aux voix cette proposition.

(*Cette proposition est adoptée.*)

— 33 —

DEMANDES DE DISCUSSION IMMEDIATE

M. le président. Conformément à l'article 58 du règlement, la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales demande la discussion immédiate:

1° Du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à approuver le décret du 22 septembre 1948 suspendant pendant une nouvelle période de six mois, à compter du 21 octobre 1948, la perception des droits de douane d'entrée en Afrique occidentale française (nos 501 et 693 ,année 1953);

2° Du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier le décret du 16 avril 1949 approuvant la délibération du 27 décembre 1948 du conseil privé de la Côte française des Somalis tendant à constituer le territoire précité en zone franche et par voie de conséquence à supprimer le tarif douanier ainsi que la réglementation douanière de ce territoire (nos 502 et 694, année 1953);

3° Du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier le décret du 27 septembre 1949 approuvant une délibération prise le 2 juin 1949 par le grand conseil de l'Afrique occidentale française tendant à modifier le décret du 1er juin 1938 règlementant le fonctionnement du service des douanes dans ce territoire (nos 543 et 695, année 1953);

4° Du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier le décret du 3 avril 1949 approuvant une délibération du Conseil général de Saint-Pierre et Miquelon en date du 1er décembre 1948 tendant à la réduction des formalités douanières pour les marchandises ayant transbordé dans les ports étrangers admis pour le transport en droiture (nos 544 et 696, année 1953);

5° Du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier le décret du 28 février 1949: 1° approuvant une délibération du 30 décembre 1948 du conseil général des Comores tendant à maintenir la réglementation et la tarification douanières de ce territoire en harmonie avec celles de Madagascar et dépendances; 2° rejetant une délibération du même conseil en date du 3 septembre 1948 ayant le même objet (nos 499 et 697, année 1953);

6° Du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier la délibération du 9 avril 1948 du conseil d'administration du Cameroun modifiée par la délibération du 5 octobre 1948 demandant la modification des articles 51 et 155 du décret du 17 février 1921 portant réglementation du régime des douanes dans ce territoire (nos 500 et 698, année 1953);

7° Du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier le décret du 24 mai 1948 approuvant une délibération prise par le conseil de gouvernement de l'Afrique équatoriale française du 17 juillet 1947 tendant à la modification de l'article 90 du décret du 17 février 1921, relatif au fonctionnement du service des douanes dans cette fédération (nos 498 et 699, année 1953).

Il va être aussitôt procédé à l'affichage de ces demandes de discussion immédiate, sur lesquelles le Conseil de la République sera appelé à statuer demain lundi 4 janvier, au début de l'après-midi.

— 34 —

SUSPENSION DE LA SEANCE

M. le président. Conformément à la décision qui vient d'être prise, la séance est suspendue jusqu'à demain lundi 4 janvier à neuf heures trente.

(*La séance est suspendue le 3 janvier 1954, à vingt-trois heures cinquante-cinq minutes.*)

Le Directeur du service de la sténographie du Conseil de la République,

CH. DE LA MORANDIÈRE.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

SESSION DE 1953 — COMPTE RENDU IN EXTENSO — 80e SEANCE (SUITE)

2e séance du Jeudi 31 Décembre 1953 *(suite)*

SOMMAIRE (*suite*)

Présidence de M. Ernest Pezet.

35. — Budget du ministère de l'agriculture pour 1954. — Suite de la discussion et adoption d'un avis sur un projet de loi (p. 2660).

Art. 1er (*suite*):

Amendement de M. Jean Durand. — MM. Jean Durand, de Montalembert, rapporteur de la commission des finances; Roger Houdet, ministre de l'agriculture; Monichon. — Adoption.

MM. Coudé du Foresto, le ministre de l'agriculture.

Amendement de M. Auberger. — MM. Auberger, le rapporteur, le ministre de l'agriculture. — Retrait.

MM. Restat, Durieux, Coudé du Foresto, le ministre de l'agriculture, le rapporteur.

Amendement de M. Philippe d'Argenlieu. — MM. Philippe d'Argenlieu, le rapporteur, Philippe Olmi, secrétaire d'Etat à l'agriculture. — Retrait.

L'article est réservé.

Art. 2:

Amendement de M. Pierre Boudet. — MM. Restat, le rapporteur, le ministre de l'agriculture, Louis André. — Rejet.

Amendement de M. Symphor. — MM. Symphor, le rapporteur, le ministre de l'agriculture. — Retrait.

Amendement de M. Durieux. — MM. Durieux, le rapporteur, le ministre de l'agriculture. — Retrait.

Amendement de M. Monichon. — MM. Monichon, le ministre de l'agriculture. — Retrait.

Amendement de M. Naveau. — MM. Naveau, le ministre de l'agriculture. — Rejet.

Amendements de M. Primet, de M. Naveau et de M. Georges Boulanger. — MM. Primet, Naveau, Georges Boulanger, le secrétaire d'Etat, le ministre de l'agriculture. — Retrait des amendements de M. Primet et de M. Georges Boulanger. — Adoption de l'amendement de M. Naveau.

MM. Henri Maupoil, le ministre de l'agriculture.

Amendement de M. Driant. — MM. Driant, le ministre de l'agriculture, Durieux. — Retrait.

Amendement de M. Durieux et de M. Primet. — Discussion commune: MM. Durieux, Primet, le rapporteur, le ministre de l'agriculture. — Adoption, au scrutin public.

MM. Dulin, président de la commission de l'agriculture; Edgar Faure, ministre des finances et des affaires économiques; Durieux, le ministre de l'agriculture, Coudé du Foresto.

Amendement de M. Philippe d'Argenlieu. — MM. Philippe d'Argenlieu, le ministre de l'agriculture. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 3:

M. le rapporteur.

Amendements de M. Driant. — MM. Driant, le ministre des finances, le ministre de l'agriculture, le rapporteur. — Adoption.

Amendement de M. Jean Durand. — MM. Jean Durand, le rapporteur, le ministre de l'agriculture. — Rejet.

Adoption de l'article modifié.

Art. 3 *bis* à 6: adoption.

Art. 6 *bis:*

Amendement de M. Dulin. — MM. Dulin, le rapporteur, le ministre de l'agriculture, Auberger, Jean Berthoin, rapporteur général de la commission des finances. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 8: adoption.

Art. 9:

Amendement de M. Jean Durand. — MM. Jean Durand, le rapporteur, le ministre de l'agriculture. — Adoption.

MM. Monichon, le ministre des finances.

Adoption de l'article modifié.

Art. 10: adoption.

Art. 1er (réservé):

MM. le rapporteur, le ministre des finances, Restat, Auberger.

Adoption de l'article réservé.

Sur l'ensemble: MM. Estève, Primet, Robert Gravier, Durieux, de Villoutreys, Charles Durand, Le Bot, Georges Boulanger, Claudius Delorme.

Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

36. — Dépôt d'un rapport (p. 2680).

37. — Renvoi pour avis (p. 2680).

Présidence de M. Gaston Monnerville.

38. — Perception des droits de douane d'entrée en Afrique occidentale française. — Discussion immédiate et adoption d'un avis sur un projet de loi (p. 2680).

39. — Tarification douanière des Comores. — Discussion immédiate et adoption d'un avis sur un projet de loi (p. 2681).

40. — Régime des douanes au Cameroun. — Discussion immédiate et adoption d'un avis sur un projet de loi (p. 2681).

41. — Service des douanes dans l'Afrique équatoriale française. — Discussion immédiate et adoption d'un avis sur un projet de loi (p. 2681).

42. — Tarif douanier de la Côte française des Somalis. — Discussion immédiate et adoption d'un avis sur un projet de loi (p. 2681).

43. — Service des douanes de l'Afrique occidentale française. — Discussion immédiate et adoption d'un avis sur un projet de loi (p. 2682).

44. — Réduction de certaines formalités douanières. — Discussion immédiate et adoption d'un avis sur un projet de loi (p. 2682).

45. — Budget de la radio-télévision française pour 1954. — Adoption d'un avis sur un projet de loi (p. 2682).

Discussion générale: MM. Jacques Debû-Bridel, rapporteur de la commission des finances; Gaspard, rapporteur pour avis de la commission de la presse; Chaintron, Léo Hamon, Durand-Réville, Emile Hugues, secrétaire d'Etat chargé de l'information.

Passage à la discussion des articles.

Art. 6:

Amendement de M. Gaspard. — MM. Gaspard, Pellenc, le secrétaire d'Etat, le rapporteur, Georges Laffargue, Abel-Durand, Durand-Réville. — Adoption au scrutin public.

Adoption de l'article.

Art. 7:

Amendement de M. Gaspard. — MM. Gaspard, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 1er:

Amendements de M. Chaintron. — MM. Chaintron, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Amendement de M. Chaintron. — MM. Chaintron, le secrétaire d'Etat. — Retrait.

Amendement de Mme Marcelle Devaud. — MM. Ernest Pezet, le rapporteur. — Retrait.

MM. le rapporteur, Ernest Pezet, le secrétaire d'Etat, Léo Hamon.

Amendement de M. Gaspard. — MM. Gaspard, le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Chaintron. — Adoption.

MM. Ernest Pezet, le secrétaire d'Etat.

Amendements de M. Gaspard. — MM. Gaspard, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement de M. Chaintron. — MM. Chaintron, le rapporteur, Georges Laffargue. — Rejet.

Amendements de M. Gaspard. — MM. Gaspard, Pellenc, le secrétaire d'Etat, le rapporteur, Abel-Durand. — Adoption.

Amendement de M. Estève. — MM. Estève, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Retrait.

L'article est réservé.

Art. 2:

Amendement de M. Jean-Eric Bousch. — MM. Jean-Eric Bousch, le secrétaire d'Etat, Georges Laffargue, le rapporteur. — Adoption

Adoption de l'article modifié.

Art. 1er (réservé): adoption, modifié.

Art. 3 à 5: adoption.

Adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

MM. le président, Jean Berthoin, rapporteur général de la commission des finances.

46. — Demande de discussion immédiate (p. 2710).

47. — Budget du ministère de l'industrie et du commerce pour 1954. — Adoption d'un avis sur un projet de loi (p. 2710).

Discussion générale: MM. Alric, rapporteur de la commission des finances; Jean-Eric Bousch, rapporteur pour avis de la commission de la production industrielle; Longchambon, président de la commission de la production industrielle; Lamousse, au nom de la commission de la presse; Léo Hamon, Léon David, Courrière, Durand-Réville, Jean-Marie Louvel, ministre de l'industrie et du commerce; Henri Maupoil.

Passage à la discussion des articles.

Art. 1er:

Amendement de M. Dutoit. — MM. Dutoit, le ministre. — Rejet.

MM. Armengaud, le ministre.

Amendement de M. Durand-Réville. — MM. Georges Laffargue, le rapporteur, le ministre. — Adoption.

M. Raymond Boisdé, secrétaire d'Etat au commerce.

Adoption de l'article modifié.

Art. 2:

Amendement de M. Léon David. — Rejet.

Adoption de l'article.

Art. 3:

M. de Villoutreys.

Amendement de M. Henri Maupoil. — MM. Henri Maupoil, le ministre, le rapporteur, Armengaud. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 4 à 7 *bis*: adoption.

Art. 8:

MM. le rapporteur pour avis, le ministre.

Adoption de l'article.

Art. 9 à 12: adoption.

Art. 13:

M. le ministre.

Suppression de l'article.

Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

48. — Dépôt d'une proposition de loi (p. 2728).

49. — Suspension de la séance (p. 2728).

(La séance est reprise le lundi 4 janvier 1954, à neuf heures quarante minutes, sous la présidence de M. Ernest Pezet.)

PRESIDENCE DE M. ERNEST PEZET, vice-président.

M. le président. La séance est reprise.

— 35 —

BUDGET DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE POUR 1954

Suite de la discussion et adoption d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. Nous poursuivons la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1954 (nos 592 et 677, année 1953).

Je rappelle au Conseil de la République qu'en vertu d'une décision prise précédemment les temps de parole dans les débats budgétaires sont limités comme suit:

Dans les discussions générales: 15 minutes pour chacun des rapporteurs et 10 minutes pour les autres orateurs;

Dans la discussion des amendements, articles et chapitres: 5 minutes par orateur.

Je rappelle également au Conseil de la République qu'avant de suspendre sa séance, hier soir, il a décidé, en ce qui concerne le budget de l'agriculture, qu'aucun amendement ou sous-amendement nouveau ne pourrait être déposé.

Nous allons donc poursuivre l'examen des chapitres de l'état A annexés à l'article 1er.

Nous sommes arrivés au chapitre 44-24.

J'en donne lecture:

« Chap. 44-24. — Propagande à l'étranger en faveur du vin, mémoire. »

M. Jean Durand et les membres de la commission de l'agriculture ont déposé un amendement (n° 1) tendant à rédiger comme suit l'intitulé de ce chapitre: « Propagande en faveur du vin. »

La parole est à M. Jean Durand.

M. Jean Durand. Mes chers collègues, c'est avec une certaine tristesse que, d'ailleurs, vous partagez, que j'ai l'honneur d'intervenir sur ce chapitre au nom des commissions de l'agriculture et des boissons.

Comment pouvons-nous avoir un budget de l'agriculture en France alors que des subventions, de trop nombreuses subventions, sont inscrites sans que l'une au moins soit destinée à assurer la propagande à l'étranger en faveur du vin. Je ne vous entretiendrai pas du problème viticole, monsieur le ministre, vous devez le connaître, vous connaissez notre production, celle-ci ne doit plus être partiellement détruite au prix de gros sacrifices. Plus que jamais, tant économiquement que financièrement, nous devons tendre à augmenter nos exportations. Nous n'y parviendrons qu'avec une intense propagande, une publicité constante et renouvelée. Cela mérite mieux, à ce chapitre de votre budget, que l'inscription « mémoire ». Je ne pense pas qu'elle couvre l'inscription *in memoriam*. C'est la raison pour laquelle j'interviens, pour que vous sachiez que notre Assemblée attache du prix à l'ouverture d'un large crédit pour la propagande en faveur du vin, aussi bien en France qu'à l'étranger. Nous devons rechercher une augmentation de la consommation intérieure et de plus larges débouchés à nos exportations.

Vous allez me répondre que le comité national de propagande en faveur du vin perçoit certains crédits. C'est exact, mais ces crédits sont nettement insuffisants. J'ai pris connaissance du rapport général d'activité du comité national de propagande

en faveur du vin pendant l'exercice 1953. Nous ne pouvons que nous féliciter de l'énorme et intelligente propagande qui a été faite.

Les seules observations — et j'insiste pour qu'il en soit tenu compte — qu'il est permis de faire, se résument en une insuffisante propagande en faveur des vins de grande consommation. Il suffit de savoir que la production de ces vins atteint 90 p. 100 de la production totale pour comprendre la nécessité de crédits importants afin qu'une propagande convenable soit faite pour tous les vins de France, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Aussi je vous propose respectueusement de rédiger ainsi le titre de ce chapitre: « Propagande en faveur du vin », au lieu de « Propagande en faveur du vin à l'étranger ».

Monsieur le ministre, à l'avenir tenez compte, je vous prie, des besoins urgents de crédits que nécessité une indispensable propagande en faveur du vin.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. de Montalembert, *rapporteur de la commission des finances.* La commission n'a pas d'avis à formuler à ce sujet. elle laisse au Gouvernement le soin de donner les explications qu'il jugera nécessaires.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Roger Houdet, *ministre de l'agriculture.* Le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Conseil.

M. Monichon. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Monichon.

M. Monichon. Je voudrais profiter de l'amendement de notre collègue, M. Durand pour demander à M. le ministre de l'agriculture, dont je n'ai peut-être pas entendu la réponse lorsqu'il est intervenu à la tribune à la suite de la discussion générale — ce dont je m'excuse — ce qu'il compte faire en ce qui concerne le décret relatif au prix minimum du vin dont je lui ai parlé dans mon intervention d'hier.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'agriculture. Je n'ai effectivement pas répondu, hier, à la question qui m'a été posée par M. Monichon. Je tiens à lui préciser que le ministre de l'agriculture a demandé à ses collègues des ministères financiers la reconduction du prix du vin de 290 francs le degré-hecto à partir du 15 janvier.

M. Monichon. Je remercie M. le ministre des précisions qu'il veut bien nous donner et des apaisements que ces précisions nous apportent.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets l'amendement aux voix.
(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 44-24 dont l'intitulé est ainsi modifié.
(*Le chapitre 44-24, ainsi modifié, est adopté.*)

M. le président. « Chap. 44-25. — Subventions pour la limitation du prix du pain dans les départements d'outre-mer. » — (Mémoire.)

Chap. 44-26. — Subvention aux céréales secondaires importées. » — (Mémoire.)

La parole est à M. Coudé du Foresto.

M. Coudé du Foresto. Mes chers collègues, ce chapitre est intitulé « Subvention aux céréales secondaires importées » et ne figure que pour « mémoire ». J'avais eu la très vive tentation d'appliquer une réduction indicative pensant que deux négations valent une affirmation.

J'aurais obtenu de cette manière un rétablissement de crédits. Mais toute réflexion faite, j'ai préféré développer simplement les considérations qui me sont venues à l'esprit concernant les importations de maïs.

Monsieur le ministre, vous avez cette année-ci décidé de réduire dans une proportion considérable les importations de maïs dans le double souci parfaitement louable de protéger notre production nationale et de ménager les faibles ressources en devises que vous possédez.

Seulement, et j'ai eu l'occasion de le développer à la tribune, en agriculture, les mesures par tout ou rien se révèlent en général néfastes et vous avez été obligé d'établir une répartition.

Bien entendu, des maladresses ont été commises, et surtout des erreurs. Certains groupes ont obtenu trois et quatre fois ce qui leur était nécessaire. En revanche, nous avons des professions industrielles qui n'ont reçu officiellement pas un seul grain de maïs. Le résultat le plus clair est qu'un marché noir très actif s'est développé et qu'il a été proposé un peu partout des quantités faibles, puisque les importations ont été faibles, mais qui ont pesé sur le marché malgré tout avec des majorations de 400 à 500 francs par quintal. Comme ce maïs, finalement, revient aux producteurs de viande, ce sont ceux-ci qui ont fait les frais de l'opération.

Or, je crois savoir que l'on vous avait proposé d'effectuer des importations par un système de compensation qui aurait économisé les devises. Je voudrais bien, monsieur le ministre, que vous fassiez le nécessaire, au cours de l'année prochaine, puisque pour cette année c'est trop tard — n'oubliez pas que nous sommes toujours en 1953, c'est pour 1954 que je parle — pour que les mêmes erreurs ne soient pas commises de nouveau, et que nous puissions avoir des quantités de maïs correspondant à nos besoins, compte tenu de la production nationale.

M. le ministre de l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'agriculture. Je répondrai à M. Coudé du Foresto que j'ai effectivement réduit très sensiblement, cette année, les importations de maïs, dans la proportion non pas des quatre cinquièmes, mais de la moitié.

Cela avait pour but de faire utiliser surtout par les consommateurs les céréales secondaires pour lesquelles la production métropolitaine présente des excédents importants. Ces répartitions ont été rendues évidemment très difficiles par le faible contingent d'importations qui est arrivé actuellement dans la métropole et j'ai dû, tout d'abord, servir les utilisateurs traditionnels.

Je ne sais si certaines fraudes ont été commises et si des lots de maïs donnés à ces utilisateurs traditionnels ont été recédés à des prix trop élevés. C'est une question à laquelle je veille et que je fais étudier actuellement.

M. Coudé du Foresto. Je demande la parole pour répondre à M. le ministre.

M. le président. La parole est à M. Coudé du Foresto.

M. Coudé du Foresto. Permettez-moi de vous dire, monsieur le ministre, que la substitution des céréales secondaires est une opération qui ne peut se faire qu'à terme en raison de l'inertie qui est inhérente à la structure même de l'agriculture. Au surplus, je ne crois pas, sincèrement — et je suis persuadé que vous ne le croyez pas non plus — qu'il y ait en ce moment pléthore de céréales secondaires dans la métropole.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix l'intitulé du chapitre 44-26.
(*Le chapitre 44-26 est adopté.*)

M. le président. Chap. 44-27. — Encouragement à l'emploi des engrais azotés et des superphosphates. » — (Mémoire.)

« Chap. 44-28. — Prophylaxie des maladies des animaux. — Contrôle de la salubrité des viandes. — Amélioration de la recherche vétérinaire et zootechnique. — Indemnités pour abatage d'animaux, 35.605.000 francs. »

La parole est à M. Coudé du Foresto.

M. Coudé du Foresto. Mon intervention sera très brève. Au cours de mon intervention à la tribune, j'avais demandé comment se répartissait le fonds d'assainissement du marché de la viande entre les subventions pour l'exportation des bovins et des porcins et la lutte contre les maladies des animaux, en particulier contre la tuberculose.

Vous m'avez promis, dans votre réponse, monsieur le ministre, de nous donner des chiffres et des détails. Ce sont ces précisions que je vous demande en ce moment.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'agriculture. La commission des finances m'ayant posé une question semblable à propos du chapitre 84-31, je répondrai, si vous le permettez, lors de la discussion de ce chapitre.

M. le président. Par amendement (n° 30) M. Auberger propose de réduire le crédit du chapitre 44-28 de 1.000 francs.

La parole est à M. Auberger.

M. Auberger. L'an dernier, lors de la discussion du budget de l'agriculture, à la suite de la terrible épidémie de fièvre aphteuse qui avait décimé le cheptel de notre région, j'avais déposé un amendement afin de provoquer les déclarations du ministre de l'agriculture de l'époque au sujet de la création eventuelle de la caisse de calamités agricoles. Votre prédécesseur, monsieur le ministre, m'ayant fait la déclaration suivante: « Nous avons le désir de déposer prochainement un projet de loi sur les calamités agricoles », j'avais accepté spontanément de retirer mon amendement.

Je n'ai pas la prétention de penser que si je l'avais maintenu il y aurait eu quelque chose de changé, mais je vous demande, monsieur le ministre, de me faire connaître ce que devient ce fameux projet de la création de la caisse des calamités agricoles qui est aussi ancien que les plus anciens parlementaires et qui, cependant, n'est pas parvenu à prendre jour.

Je pense que vous êtes pénétré de son utilité. Votre formation et votre mission actuelle vous portent naturellement à prendre la défense des exploitants agricoles et vous incitent à provoquer la création de cette caisse qui rendrait les plus grands services à l'agriculture. Je vous demande, monsieur le ministre, de bien vouloir me faire connaître les intentions du Gouvernement à ce sujet.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Comme j'ai eu l'honneur de le faire remarquer dans la soirée d'hier, la commission des finances n'a été saisie d'aucun de ces amendements. Il lui est donc difficile de faire connaître sa décision. Les observations très judicieuses qui viennent d'être développées méritent d'être retenues, mais il s'agit plutôt d'une « question », qui appelle des réponses ministérielles et non des avis de commissions.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'agriculture. Je puis répondre à M. Auberger qu'effectivement le Gouvernement précédent a déposé, comme il l'avais promis, un projet de loi tendant à organiser l'aide financière aux agriculteurs victimes des calamités agricoles. Ce projet de loi est en cours d'examen devant l'Assemblée nationale.

M. le président. Monsieur Auberger, maintenez-vous votre amendement ?

M. Auberger. Je vous remercie, monsieur le ministre, et je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

Je mets aux voix le chapitre 44-28 avec le chiffre de la commission.

(*Le chapitre 44-28 est adopté.*)

M. le président. « Chap. 44-29. — Encouragements à l'industrie chevaline et mulassière. » (Mémoire.)

« Chap. 44-31. — Subvention aux sucres en provenance de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion. » (Mémoire.)

« Chap. 44-32. — Encouragements à l'achat de semences de qualité. » (Mémoire.)

« Chap. 44-71. — Dégrèvements des carburants agricoles. » (Mémoire.)

6e *partie. — Action sociale, assistance et solidarité.*

« Chap. 46-51. — Direction des affaires professionnelles et sociales. — Calamités agricoles. » (Mémoire.)

La parole est à M. Restat, au nom de la commission de l'agriculture.

M. Restat, *au nom de la commission de l'agriculture.* Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, je voudrais rappeler à cette assemblée qu'il y a quelque temps elle a adopté à l'unanimité une proposition de résolution concernant la réaffectation d'une partie des fonds de la loterie nationale à la caisse des calamités agricoles pour en assurer le fonctionnement. La commission de l'agriculture m'a donné mandat aujourd'hui, au moment du vote du budget de l'agriculture et du chapitre 46-51, de poser très nettement des questions, plutôt à M. le ministre des finances qu'à M. le ministre de l'agriculture.

En effet, nous trouvons au chapitre 46-51 une première ligne: Article 1er. — Dotation de la caisse de solidarité contre les calamités agricoles créée par la loi de finances du 31 mars 1932, articles 136 à 141 (mémoire).

Je voudrais indiquer à mes collègues qui, dans de nombreuses propositions de résolution, demandent la création d'une caisse contre les calamités agricoles que les textes existent. Vous en avez la démonstration au budget. Ces textes ont fonctionné de 1932 à 1939, jusqu'au moment de la guerre. Il y avait une dotation spéciale sur le produit de la loterie nationale.

Depuis 1945, le fonctionnement est impossible, car il n'y a plus d'affectation à ce sujet.

Comment était-il alimenté jusqu'à l'époque indiquée ?

Je me permets de donner lecture d'un article 136 de la loi de finances du 31 mai 1933, pour le rappeler au Gouvernement, car je crains fort qu'il l'ait oublié. Voici ce que disait le législateur d'alors:

« Dans un délai d'un mois à compter de la publication de la présente loi, le Gouvernement fixera par décret les conditions d'organisation et les modalités d'une loterie, dont le produit sera, après prélèvement d'une somme de 100 millions, affecté à la caisse de solidarité contre les calamités agricoles, rattaché selon la procédure des fonds de concours au chapitre 14 du budget des pensions, retraite du combattant, dont le crédit sera réduit à due concurrence. »

D'autre part, un décret du 23 juillet 1933 est ainsi conçu dans son article 1er:

« En application de l'article 136 de la loi de finances du 31 mai 1933, il sera organisé en une ou plusieurs fois une loterie dont le produit sera, après prélèvement d'une somme de 100 millions, affecté à la caisse de solidarité contre les calamités agricoles, rattaché selon la procédure du fonds de concours au chapitre 14 du budget des pensions pour l'exercice 1933 — retraite du combattant — dont le crédit sera réduit à due concurrence. »

Dès 1933, par conséquent, la retraite du combattant et la caisse de calamités agricoles étaient alimentées obligatoirement, légalement, par le bénéfice de la loterie nationale. Même à l'heure actuelle, les combattants n'ont pas à craindre que nous venions prendre une part qui leur appartient et je vais encore en faire la démonstration.

A la lecture des fascicules budgétaires, en effet, nous constatons que la loterie nationale rapportera à l'Etat, en 1954, 11 milliards 850 millions de francs dont voici l'affectation: 400 millions seront réservés à la réfection du château de Versailles — nous n'y voyons pas d'inconvénient; 292 millions, en chiffres ronds, seront affectés aux territoires d'Afrique du Nord et à la Sarre — là encore, nous ne faisons aucune objection — et 8.500 millions à la retraite du combattant.

Bien que le budget des anciens combattants soit voté, je souligne que la retraite du combattant ne constitue pas une charge budgétaire. Elle est simplement prélevée sur le bénéfice d'une loterie nationale.

Nous arrivons ainsi au total de 9.192 millions. Si nous retranchons cette affectation de la somme globale produite par la loterie nationale et fixée par le Gouvernement, nous avons un reliquat de 2.600 millions qui devrait aller obligatoirement, de par la loi, à la caisse des calamités agricoles, qui ne serait pas non plus une charge budgétaire. (*Applaudissements.*) En effet, il est tout de même anormal de considérer qu'une loterie nationale soit une source de recettes budgétaires.

Voici ma deuxième question. A l'article 2, vous avez une dotation du fonds spécial de garantie institué par la loi du 8 août 1950. Qu'est-ce donc que cette deuxième loi ? Normalement, dans la première loi de 1932, figurait un encouragement à l'assurance contre les calamités agricoles, mais, devant les désastres que nous avons connus au cours de l'année 1950, comme beaucoup d'agriculteurs n'étaient pas assurés, le Parlement s'est penché sur cette question et, pour ceux qui n'avaient pas contracté d'assurance, on a voté une loi qui leur permet d'obtenir des prêts à taux réduits pour qu'ils ne restent pas dans la misère.

Je voudrais poser à M. le ministre la question suivante. Je vois encore le chapitre qui porte la mention « mémoire ». Qu'est-ce que cela signifie ? Est-ce que vous aurez ou non des fonds pour 1954 ? Quel en sera le montant et est-ce que, là aussi, nous n'allons pas nous trouver, pour l'année qui vient, devant des textes législatifs qui ne pourront pas être appliqués, faute d'avoir des crédits au même titre que la loi dont je viens de parler.

Vous n'ignorez pas, monsieur le ministre, que des dégâts importants sont signalés. Je voudrais vous rappeler les inondations du Rhône de 1951, celles de Toulouse et de la vallée de la Garonne de 1952. Cette année encore, les départements de l'Hérault et du Gard ont subi des dévastations considérables. Des propositions de résolution ont déjà été déposées et nous ne sommes qu'au début de l'année. Quelle va être la situation de ces agriculteurs si vous n'avez pas de crédits dans l'immédiat ? Car c'est dans l'immédiat que vous devez avoir des disponibilités pour leur apporter des secours, et non dans quatre ou cinq mois, puisque les textes législatifs existent.

Ma troisième question concerne l'article 3 qui a trait au fonds national de solidarité agricole. Sur ce troisième point, vous avez également des recettes créées par la loi du 8 août 1950. Elles sont de l'ordre de cinq francs par hectolitre de vin commercialisé. Or nous lisons la mention « mémoire ». Mes conceptions budgétaires ne sont peut-être pas très orthodoxes, car il y a là une anomalie que je ne comprends pas. Le maire et le conseiller général que je suis a l'habitude de porter des recettes lorsqu'il sait qu'elles existeront. Je pensais que sur le plan national, il devait en être de même. A cinq francs par hectolitre de vin, étant donné que la vente atteint de 40 à 45 millions d'hectolitres, la recette minimum doit être d'environ 200 millions. Pourquoi ne pas porter ces 200 millions à ce chapitre au lieu d'inscrire « mémoire » ? Avez-vous dépensé toutes les sommes que vous avez encaissées les années précédentes ? Y a-t-il un reliquat ? Y a-t-il report ?

Voilà les questions que je voulais poser au Gouvernement, car le rôle primordial du Parlement, c'est de contrôler les dépenses qui sont faites. (*Applaudissements sur de très nombreux bancs.*)

Comme M. le ministre des finances n'est pas là et que cette question le regarde beaucoup plus que vous, monsieur le ministre de l'agriculture...

M. Primet. Il n'est jamais là au bon moment!

M. Restat. ...et comme, malgré la solidarité ministérielle, nous aimerions avoir l'avis de M. le ministre des finances...

M. le président. Je vous prie de conclure, monsieur Restat.

M. Restat. C'est une question importante, monsieur le président.

M. le président. Toutes les questions sont importantes. C'est toujours la même réponse que l'on fait au président.

M. Restat. Je pose les trois questions suivantes, en demandant que ce chapitre soit réservé jusqu'à la fin de la discussion de ce budget, pour que je puisse obtenir une réponse claire, car, suivant la réponse qui sera faite, mes amis et moi nous voterons ou ne voterons pas le budget. (*Très bien! très bien!*)

Voici ma première question: un texte législatif a-t-il abrogé les dispositions de l'article 136 de la loi de finances de 1933 ? Dans l'affirmative, nous désirons le connaître; dans la négative, nous voulons que ce texte soit appliqué par le Gouvernement, car la loi doit être appliquée à tous et le Gouvernement doit donner l'exemple.

Deuxième question: y aura-t-il en 1954 des ressources suffisantes pour assurer l'application de la loi du 8 août 1950 ? Dans l'affirmative, de quel ordre seront-elles ?

Troisièmement, nous désirons connaître l'affectation des ressources du fonds de solidarité viticole créé par la loi du 8 août 1950 et nous désirons qu'on établisse la balance que j'évoquais tout à l'heure. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Durieux.

M. Durieux. Mesdames, messieurs, mon intervention visait à rappeler la nécessité dans laquelle nous sommes de rechercher les moyens de protéger les producteurs agricoles contre les risques de calamité par la création du fonds de solidarité dont il a été question, mais notre collègue Auberger vient de vous en entretenir et je me bornerai à dire mon accord avec lui.

M. le président. La parole est à M. Primet.

M. Primet. Monsieur le président, M. Restat a suffisamment développé la question pour que je puisse m'abstenir de prendre la parole. Comme quoi il n'a pas été trop long puisqu'il a parlé dans le même sens que tous les autres collègues inscrits sur ce chapitre. (*Sourires.*)

M. le président. Je ne pouvais pas le prévoir.

La parole est à M. Coudé du Foresto.

M. Coudé du Foresto. M. Restat a développé admirablement le sujet. Je voudrais ajouter une précision: nous avons voté ici, à l'unanimité, une résolution dans le même sens, il y a quelques mois.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'agriculture. Même en l'absence de M. le ministre des finances, je crois pouvoir répondre à deux, au moins, des trois questions qui m'ont été posées par M. Restat, appuyé par MM. Durieux, Coudé du Foresto et Primet.

En ce qui concerne l'application de l'article 36 de la loi de finances du 31 mai 1933 qui prévoit, sur les ressources de la loterie nationale, un versement de 100 millions au bénéfice des calamités agricoles, je ne peux pas lui donner de précisions si ce n'est que cette loi est toujours en vigueur et que je ne reçois pas ces 100 millions à mon budget.

En ce qui concerne les deux autres questions, je serai plus positif. Pour l'application de la loi du 8 août 1950, nous avons obtenu au 31 octobre dernier, un total de crédits de 5 milliards 119.998.500 francs, dont 2.299.779.000 francs en 1950-1951, 1 milliard 569.927.000 francs en 1952 et 1.250.392.000 francs en 1953. Tous ces crédits ont été immédiatement utilisés sous forme de prêts aux agriculteurs victimes de calamités. Il n'existe plus aucune disponibilité, mais je recherche une solution avec le ministère des finances et je pense pouvoir obtenir très rapidement une ouverture de crédit d'environ 1 milliard.

Sur le troisième point: « Versements à la section viticole du fonds de solidarité », je puis vous donner les précisions suivantes: Il a été versé effectivement, comme l'indiquait M. Restat, environ 200 millions par an au titre du prélèvement de 5 francs sur la taxe de circulation des vins. En 1951, le ministère de l'agriculture a, en effet, encaissé 206 millions, en 1952, 203 millions et, en 1953, l'acompte encaissé est de l'ordre de 111 millions, soit au total pour les trois exercices 493.607.112 francs, sur lesquels il a été dépensé 350 millions. Il reste donc en caisse une somme de 140 millions, qui demeure à ma disposition.

M. Restat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Restat.

M. Restat. Puisqu'il n'a pas été possible à M. le ministre de répondre à ma première question, je demande le renvoi du chapitre à la commission des finances, pour explication complémentaire.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Monsieur le président, ai-je besoin d'ajouter combien nous avons apprécié l'éloquence et les précisions que vient de nous donner M. Restat ? M. le ministre de l'agriculture nous a également donné des observations valables. La commission des finances sera très heureuse de reprendre la question et, par conséquent, je ne vois aucun inconvénient à ce que cet article soit réservé pour entendre M. le ministre des finances. Je demande donc le renvoi du chapitre 46-51 en commission.

M. le président. Le renvoi étant demandé par la commission est de droit.

Le chapitre 46-51 est donc renvoyé à la commission des finances.

« Chap. 46-52. — Remboursement à la caisse nationale de crédit agricole, 39.998.000 francs. »

Par amendement (n° 10) M. Durieux et les membres du groupe socialiste proposent de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Durieux.

M. Durieux. Nous retirons l'amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 46-52.

(*Le chapitre 46-52 est adopté.*)

M. le président.

« Chap. 46-55. — Subvention aux caisses d'assurances-accidents du travail de l'agriculture en Alsace et en Lorraine, 98.476.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 46-56. — Subventions forfaitaires pour le développement des jardins ouvriers, 5 millions de francs ». — (*Adopté.*)

« Chap. 46-57. — Subvention pour l'organisation des migrations rurales d'agriculteurs français de la métropole, 82 millions 999.000 francs. »

Par amendement (n° 14) M. d'Argenlieu propose de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. d'Argenlieu.

M. Philippe d'Argenlieu. Je veux, monsieur le ministre, m'associant à ce qu'a dit très justement, dans son remarquable rapport, notre collègue Driant, au nom de la commission de l'agriculture, insister sur l'importante question de l'organisation des migrations rurales de nos agriculteurs dans la métropole, et vous dire combien sont encore insuffisants, eu égard aux besoins sans cesse croissants, les crédits demandés pour 1954.

Ceux accordés l'année dernière n'ont déjà pas permis de donner satisfaction à toutes les demandes. Celles-ci ne pouvant normalement qu'augmenter, il est indispensable que la subvention à l'office national des migrations et l'aide financière aux cultivateurs et à leurs familles soit majorées en proportion.

Je vous rends hommage de nous avoir déjà présenté un crédit en augmentation assez sensible. C'est un effort louable, mais il n'est pas suffisant. Vous en êtes certainement d'accord, monsieur le ministre, et je crois bon de vous le signaler et de le préciser, à la fois dans l'intérêt de nos jeunes paysans à la recherche d'une exploitation et de l'économie générale du pays. Il s'agit de résoudre le problème des hommes sans terres et des terres sans hommes, comme cela a été dit très justement.

A ce propos, je me permets de vous poser deux questions.

Tout d'abord, ne seriez-vous pas disposé à faire étudier et mettre au point la question des migrations agricoles du territoire métropolitain vers les territoires d'outre-mer, de manière à encourager et à aider l'installation de nos agriculteurs les plus dynamiques, décidés à tenter leur chance, même loin de la métropole, dans les départements et les territoires d'outre-mer les mieux placés pour les accueillir utilement ?

Seconde question: est-il exact qu'il existe un projet de création d'un organisme privé plus ou moins officiellement soutenu, destiné à encourager les migrations en France d'agriculteurs étrangers ? Le financement, encore assez incertain, semble-t-il, serait en partie assuré par les crédits américains prélevés sur le fonds d'assistance technique. Si oui, ne pensez-vous pas, monsieur le ministre, qu'il serait préférable d'utiliser d'abord ces crédits en faveur des migrations intérieures françaises avant d'en faire profiter les migrations étrangères en France ?

J'écouterai avec intérêt la réponse que vous voudrez bien donner à ces questions. (*Applaudissements.*)

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission des finances a également envisagé l'augmentation de ce crédit. Les principes que vient de rappeler M. d'Argenlieu sont tout à fait valables et la commission ne peut que leur donner son accord.

M. Philippe Olmi, *secrétaire d'Etat à l'agriculture.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. le secrétaire d'Etat. Je voudrais faire remarquer au Conseil de la République que le crédit, qui était de 56 millions en

1953, est de 83 millions pour 1954, soit une augmentation de 27 millions, c'est-à-dire environ 50 p. 100. Aucun autre chapitre du budget de l'agriculture n'a bénéficié d'une telle majoration.

En outre, il faut y ajouter une somme de 95 millions de subvention au chapitre 66-50 et enfin une possibilité de prêt de 600 millions très exactement.

Par conséquent, il serait inexact de dire que le ministère de l'agriculture n'a pas fait cette année un très gros effort pour faciliter les migrations rurales intérieures.

M. Philippe d'Argenlieu. J'ai reconnu cet effort.

M. le secrétaire d'Etat. A la question que vous m'avez posée concernant la possibilité d'étendre les migrations de populations rurales aux territoires de l'Union française, je réponds que M. le ministre et moi nous n'y voyons que des avantages. Mais ce problème doit être étudié en liaison avec notre collègue de la France d'outre-mer.

Vous avez fait allusion aussi à un organisme privé qui, avec des crédits étrangers, s'occuperait de préparer des migrations. J'indique officiellement que le ministère n'en sait rien.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Philippe d'Argenlieu. J'aurais bien voulu une réponse de M. le ministre.

M. le secrétaire d'Etat. C'est la réponse du ministre. Je suis responsable des migrations au ministère.

M. Philippe d'Argenlieu. J'aurais voulu une réponse à la seconde question. Je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 46-57, avec le chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 46-57 *est adopté.*)

M. le président.

8e *partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.*

« Chap. 48-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (interventions publiques). » — (Mémoire.)

« Chap. 48-92. — Dépenses des exercices clos (interventions publiques). » — (Mémoire.)

Le chapitre 46-51 ayant été renvoyé à la commission des finances, il y a lieu de réserver l'ensemble de l'état A et de l'article 1er.

« Art. 2. — Il est ouvert au ministre de l'agriculture pour 1954, au titre des dépenses en capital, des crédits s'élevant à la somme de 46.446 millions de francs et des autorisations de programme s'élevant à la somme de 39.949.995.000 francs.

« Ces crédits et ces autorisations de programme s'appliquent:

« Au titre V: « Investissements exécutés par l'Etat », à concurrence de 3.310.202.000 francs pour les crédits de payement et de 2.737.996.000 francs pour les autorisations de programme;

« Au titre VI: « Investissements exécutés avec le concours de l'Etat », à concurrence de 43.135.798.000 francs pour les crédits de payement et de 37.211.999.000 francs pour les autorisations de programme,

conformément à la répartition par service et par chapitre figurant à l'état B annexé à la présente loi ».

L'article 2 est réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état B annexé.

Je donne lecture de cet état.

Agriculture.

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT

1re *partie. — Agriculture.*

« Chap. 51-01. — Equipement des services centraux:

« Autorisation de programme, 5 millions de francs;

« Crédit de payement, 5 millions de francs ».

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 51-01.

(*Le chapitre* 51-01 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 51-20. — Equipement des services vétérinaires:

« Autorisation de programme, 105 millions de francs;

« Crédit de payement, 142.999.000 francs ».

Par amendement (n° 16), M. Pierre Boudet propose de réduire le crédit de payement de 500.000 francs.

La parole est à M. Restat, pour défendre l'amendement.

M. Restat. M. Boudet s'excuse de ne pouvoir assister à la séance et il m'a chargé de défendre son amendement.

L'école vétérinaire de Toulouse, depuis très longtemps, doit disparaître, car la ville de Toulouse demande que cet emplacement lui soit remis de façon à augmenter les possibilités d'extension de la ville. Le ministère de l'agriculture a construit avant la guerre un immeuble pour sa nouvelle école vétérinaire. La guerre étant arrivée, ce bâtiment, inoccupé par l'école vétérinaire, s'est trouvé pris par l'armée et depuis, malgré toutes les protestations, les demandes, et les démarches qui ont pu être faites, l'armée reste installée dans cet immeuble et le ministère de l'agriculture ne peut pas prendre possession de l'école qui a été construite pour lui.

L'armée semblait s'être engagée à bâtir, en remplacement de l'immeuble qu'elle occupe, peut-être même illégalement, un autre immeuble destiné à cette école vétérinaire. Or, rien n'est fait. Je rappelle simplement que lorsque notre collègue M. Saint-Cyr siégeait sur ces bancs il avait, année par année, comme moi-même je l'ai fait pour les calamités agricoles, demandé la restitution par l'armée au ministère de l'agriculture de cette école vétérinaire qui a été bâtie pour le ministère, sans pouvoir obtenir satisfaction.

C'est dans ces conditions que notre collègue M. Boudet a proposé un abattement de 500.000 francs sur ce chapitre, afin d'obtenir une fois pour toutes qu'il y ait un accord entre le ministère de la guerre et celui de l'agriculture, pour que, ou bien ce dernier rende le bâtiment qui a été construit pour l'école ou qu'il en fasse construire un autre.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Le rapporteur de la commission des finances ne peut que répéter ce qu'il a dit tout à l'heure; ces questions sont fort intéressantes, mais nous aurions gagné beaucoup de temps et notre travail y aurait gagné, je crois, si tous ces amendements avaient pu nous être soumis auparavant. Nous apprenons maintenant qu'une difficulté s'est élevée, entre le ministère de l'air et le ministère de l'agriculture. Je crois que M. le ministre pourrait nous donner son avis à ce sujet et la commission des finances pourra alors s'en rapporter à la sagesse du Conseil pour savoir si cet amendement doit être adopté ou retiré.

M. Restat. Pour gagner du temps, étant donné qu'un chapitre est déjà renvoyé à la commission des finances, je demande à M. le rapporteur de la commission des finances de faire réserver également celui-ci

M. le ministre de l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'agriculture. Il est exact que le bâtiment civil de l'école vétérinaire de Toulouse, datant de 1830, ne répond plus aux besoins actuels de l'enseignement moderne. Avant la guerre, le ministère de l'agriculture avait bien fait construire de nouveaux bâtiments, mais en 1941 ceux-ci ont été pris par le ministère de l'air qui a apporté des aménagements très importants, détournant ces bâtiments de leur utilisation première pour en faire des bâtiments militaires.

Le ministère de l'air a gardé ces bâtiments, mais a pris l'engagement, vis-à-vis de mon département ministériel, de donner les crédits nécessaires pour reconstruire des bâtiments équivalents aux environs de Toulouse sur un terrain qui me serait donné par la ville de Toulouse. Jusqu'ici, les négociations avec le ministère de l'air n'ont pas abouti. Je me suis alors tourné vers le ministère des finances pour lui demander d'inscrire à mon budget les sommes nécessaires à la construction de cette école.

Cette année, un crédit de 25 millions de francs m'a été accordé pour entreprendre l'étude du projet. C'est sur ce crédit que M. Restat demande un abattement de 500.000 francs. Je ne pense pas, étant donné les modifications très importantes apportées dans les anciens bâtiments utilisés maintenant par le ministère de l'air, que nous puissions récupérer rapidement ce bâtiment et le remettre en état sans de très gros frais. Bien que le délai soit plus long, il est préférable, me semble-t-il, de construire des bâtiments neufs. Je ne me refuse pas à prendre de nouveaux contacts avec le ministère de l'air et à envoyer sur place une mission composée d'architectes, d'ingénieurs et de vétérinaires qui examineront les transformations apportées par le ministère de l'air et verront s'il est encore possible de récupérer le bâtiment, bien entendu avec l'accord du ministère intéressé.

M. le président. Maintenez-vous l'amendement, monsieur Restat ?

M. Restat. Etant donné que ce n'est pas moi qui l'ai déposé, mais M. Boudet, je le maintiens.

M. le président. Vous en avez pris la paternité !

M. Restat. M. Boudet m'a demandé de le maintenir jusqu'au bout. (*Sourires.*)

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je voudrais qu'il n'y ait aucun malendendu. Je me permets de rappeler à notre collègue M. Restat que le chapitre sur les calamités agricoles a été réservé parce qu'il avait manifesté le désir d'entendre les explications de M. le

ministre des finances sur ce chapitre. J'avais indiqué que, à la suite des explications du ministre, nous pourrions ensuite envisager l'éventualité d'un renvoi de la question en commission des finances. Il ne faudrait cependant pas considérer ce renvoi en commission comme un précédent...

M. le président. Je le souhaite vivement, monsieur le rapporteur.

M. le rapporteur. ...et que chaque fois qu'un désaccord se produirait, on demande le renvoi.

La commission des finances ne compte pas demander le renvoi de l'amendement que vous venez de défendre. Il faut que le Conseil statue maintenant. J'ai simplement émis l'hypothèse qu'à l'avenir, nous pourrions peut-être obtenir une meilleure discussion budgétaire, si les amendements ne nous étaient pas remis à la dernière minute et si nous pouvions les examiner avant de présenter le rapport. C'est tout ce que j'ai dit et rien de plus.

M. Louis André. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Louis André.

M. Louis André. Mesdames, messieurs, il me semble avoir entendu M. le ministre nous dire qu'il avait obtenu une somme de 25 millions de francs pour les études à effectuer en ce qui concerne la construction de l'école vétérinaire de Toulouse. Que comptez-vous donc construire, si les études exigent déjà une telle somme ? Je pense que les contribuables auront payé bien cher les animaux qui seront sauvés grâce aux soins des vétérinaires qui vont sortir d'une école dont les prévisions de construction sont tellement élevées.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets l'amendement aux voix.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation ?...

Je mets aux voix le chapitre 51-20, au chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 51-20 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 51-22. — Equipement des services des haras:

« Autorisations de programme, néant.

« Crédits de payement, 2 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 51-30. — Equipement des services agricoles et des centres d'essais démonstratifs:

« Autorisations de programme, 90 millions de francs.

« Crédits de payement, 58 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 51-32. — Service de la protection des végétaux. — Equipement:

« Autorisations de programme, 50 millions de francs.

« Crédits de payement, 83 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 51-50. — Service de la répression des fraudes. — Equipement:

« Autorisations de programme, 2 millions de francs.

« Crédits de payement, 7 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 51-60. — Grands travaux d'hydraulique et d'équipement agricoles:

« Autorisations de programme, 228 millions de francs.

« Crédits de payement, 386.424.000 francs. » — (*Adopté.*)

Par amendement (n° 48) M. Paul Symphor et les membres du groupe socialiste proposent de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Symphor.

M. Symphor. Monsieur le président, j'ai déposé quatre amendements sur les chapitres des investissements. Si vous le voulez bien, je les confonds dans la même discussion afin de ne pas intervenir à plusieurs reprises.

M. le président. Mon cher collègue, il vaut mieux que vous défendiez vos amendements chapitre par chapitre.

M. Symphor. Monsieur le président, pour ne pas abuser du temps de l'Assemblée, je désirerais parler sur les quatre amendements, car ils tendent tous au même objet et se rapportent tous aux chapitres des investissements. Ainsi, ce que j'aurai dit pour le premier conviendra aux trois autres amendements. Nous ferions ainsi une économie de temps et de parole.

Quand j'entendais certains collègues se plaindre de la modicité des crédits d'investissement, j'étais tenté, sans leur manquer de respect, de les envier. S'ils ont des crédits qu'ils jugent insuffisants, nous n'avons rien au point de vue investissements agricoles, nous, départements d'outre-mer. Et c'est devant le néant que nous nous trouvons.

Hier, en réponse à notre ami M. Lodéon, M. le ministre de l'agriculture a déclaré que, dans les départements d'outre-mer, à la Martinique en particulier, on avait fait un gros effort au sujet de la canne et qu'il allait être étendu aux autres cultures. C'est parfaitement exact, mais il y a un désaccord entre nous sur la terminologie. Il s'agit de la modernisation, ou si vous voulez, de l'amélioration de la production agricole, mais non pas de l'équipement proprement dit. Pour nous, l'équipement c'est l'habitat rural, l'installation des jeunes agriculteurs, l'électrification des habitations rurales, les points d'eau, le renouvellement du matériel agricole, l'extension électrique dans les agglomérations rurales. Nous n'avons aucun crédit à ce sujet, bien que le Gouvernement dispose de plus de seize milliards à cet effet.

La question a été posée à l'Assemblée nationale à M. le ministre. Il a répondu que l'aide financière était apportée dans les mêmes conditions. Cette déclaration m'avait fortement intrigué. Mais le ministre lui-même a rectifié en disant que jusqu'à ce jour aucun crédit n'avait été mis à la disposition des départements d'outre-mer; il faisait ainsi allusion à cette disposition absolument stupéfiante sur la question des investissements en vertu de laquelle on nous envoie tantôt à la caisse centrale de la France d'outre-mer, tantôt au budget. Il n'y a pas de doctrine bien définie et, à la faveur de cette imprécision, on nous refuse les crédits nécessaires à l'équipement de nos départements.

Nous sommes comme la chauve-souris du fabuliste. Mais alors que la chauve-souris inventait toutes les ruses pour écarter son ennemi, c'est notre ennemi lui-même qui nous force à être tantôt oiseau, tantôt souris, alors nous ne sommes rien ou plus exactement une sorte de phénomène étrange prenant toutes les formes et tous les noms au gré du Gouvernement, en l'espèce le ministre des finances. Ce que je dis ne s'adresse pas personnellement à M. le ministre de l'agriculture actuel, mais la situation doit être éclaircie. Si les choses allaient ainsi hier, je ne voudrais pas qu'après votre passage au ministère de l'agriculture, il en soit de même demain.

Quelle est la situation au point de vue de l'équipement agricole ? Nous sommes départements français et nous relevons de la caisse de crédit agricole mutuel, encore qu'il y ait des dispositions particulières, qui n'existent pas dans la législation métropolitaine. Nous sommes satisfaits des prêts à moyen et à court terme, dans la mesure où les disponibilités nous permettent de les accorder, car le crédit agricole n'a pas les moyens de se montrer d'une largesse extraordinaire. Mais tout au moins sommes-nous heureux de recevoir les crédits qu'il accorde. Je rends d'ailleurs hommage à son directeur qui a donné une impulsion vigoureuse et satisfaisante à cet organisme et qui utilise au mieux les maigres ressources dont il a la responsabilité.

Mais pour les prêts à long terme, les plus importants, il ne sont accordés qu'à la condition d'avoir moins de soixante ans au terme du dernier amortissement, c'est-à-dire que ces prêts sont accordés à des jeunes gens qui débutent, puisqu'il ne faut pas avoir plus de vingt-neuf ans au moment de déposer les demandes de prêt. Cette condition n'existe pas dans la métropole et elle gêne infiniment l'agriculture, la production d'une manière générale, car elle est obligée d'accepter des prêts à court ou moyen terme dont les amortissements devenant trop longs constituent des charges écrasantes pour son budget.

Au point de vue de l'équipement agricole, votre budget n'a apporté aucun concours, aucun secours, aucune subvention. Je vous signale ce point essentiel pour le développement de notre agriculture. Je vous demande de considérer que nous sommes départements et départements français et que ces crédits, si insuffisants qu'ils soient, à l'instar des quelques grains de mil, auraient bien fait notre affaire dans cette situation.

Puisque je vois notre sympathique collègue, M. Dulin, en face de moi, je lui ferai un reproche amical. Toutes les commissions ont envoyé ou envoie des délégations à la Martinique, même celles qui n'ont rien à y faire, simplement pour faire un beau voyage. Mais la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion sont des départements essentiellement agricoles, même des départements de monoculture, et j'aurais voulu vous voir y aller avec quelques membres de votre commission.

M. Dulin, *président de la commission de l'agriculture.* Nous irons ! (*Sourires.*)

M. Symphor. Je suis sûr que vous y auriez fait un voyage utile, non pas comme ces oiseaux migrateurs qui fuient l'hiver pour aller se réchauffer à notre soleil !

Les situations que nous dénonçons ici, et nous ne le faisons pas de gaieté de cœur, je vous prie de le croire, auraient été résolues, parce que non seulement vous y auriez apporté la passion qui vous caractérise pour les questions agricoles, mais encore un peu de la sympathie que vous manifestez aux représentants des départements d'outre-mer dans cette enceinte.

M. le ministre, je n'insiste pas. Pour l'équipement agricole, nous sommes en retard par le fait de notre histoire, par le fait de la législation, par le fait de l'ignorance par les services de ces choses qui ne sont plus des choses coloniales, mais des choses métropolitaines, puisque nous sommes des départe-

ments au même titre que les autres. Il faut donc, monsieur le ministre, que nous recevions notre part effective de toutes les subventions inscrites à votre budget au titre des investissements.

Hier, on a fait un vœu auquel je m'associe de tout cœur. Un de nos collègues a souhaité que vous soyez un grand ministre de l'agriculture. Moi j'aurais été très heureux qu'on vous considère, dans nos départements, comme le nouveau Sully qui aura travaillé à leur développement et à leur prospérité. (*Applaudissements.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission se borne à dire toujours la même chose! Elle ne peut que retenir, en particulier, la dernière phrase de M. Symphor et indiquer qu'elle souhaite elle aussi que, grâce à son action, notre nouveau ministre de l'agriculture soit, dans l'avenir, le Sully que nous attendons.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'agriculture. Je veux simplement répondre à M. Symphor qu'il n'y a pas de ligne spéciale du budget pour les crédits de travaux d'équipement rural dans les départements d'outre-mer. Les départements d'outre-mer peuvent, comme les départements métropolitains, bénéficier des diverses subventions qui sont inscrites à mon budget. Cependant, les travaux d'équipement rural sont exécutés par les collectivités locales — M. Symphor le sait bien — dans la métropole comme dans les départements d'outre-mer, et il est nécessaire que ces collectivités locales apportent une participation à ces travaux. Je crois que la difficulté réside actuellement, d'abord dans les études — et mon ministère a envoyé depuis deux ans quelques fonctionnaires chargés de ces études, dans les départements d'outre-mer — ensuite dans les difficultés rencontrées par les collectivités locales pour couvrir leur part propre. Mais, bien entendu, lorsque je serai saisi de demandes de collectivités locales des départements d'outre-mer pour des travaux dont le financement aura été assuré, ces collectivités pourront compter sur des subventions et des prêts dans les mêmes conditions que la métropole.

M. le président. Maintenez-vous votre amendement, monsieur Symphor ?

M. Symphor. Je n'en attendais pas mois de la déclaration de M. le ministre et je retire mes quatre amendements qui portent les numéros 48, 49, 50 et 51.

M. le président. Les quatre amendements de M. Symphor sont retirés.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 51-60, au chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 51-60 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 51-62. — Aménagement de points d'alimentation en eau potable:

« Autorisation de programme: 349.997.000 francs;

« Crédit de payement: 740 millions de francs. »

Par amendement (n° 11) M. Durieux et les membres du groupe socialiste proposent de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Durieux.

M. Durieux. Nous voulons par notre amendement protester contre l'insuffisance des crédits mis à la disposition de cet important secteur de notre équipement. Je n'ai pas l'intention de répéter ce qui a été dit hier; je demande à mes collègues de ne pas donner à l'amendement une autre signification.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission approuve cet amendement. Je me permettrai en outre de faire remarquer à notre honorable collègue qu'il s'est référé à des crédits de payement chiffrés à 740 millions. Or j'avais indiqué dans mon rapport que, pour 1954, on n'avait prévu que 350 millions. Par conséquent, ce qui vaut pour 740 millions vaut encore davantage pour 350 millions.

Je me demande s'il ne s'agit pas simplement d'attirer l'attention de M. le ministre, comme je l'ai fait moi-même, sur cette question importante: toutes ces réductions indicatives, lorsqu'elles sont maintenues, finissent par faire un certain total; ne vaudrait-il pas mieux, tout ayant été dit à ce sujet, retirer purement et simplement les amendements étant entendu que nous sommes tous d'avis ici que les crédits sont insuffisants ?

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'agriculture. Je regrette moi-même de n'avoir pas des crédits plus importants pour l'alimentation en eau des communes et la création des points d'eau. Je ferai également remarquer que le budget de 1953 comportait un crédit de 250 millions, porté en 1954 à 350 millions, soit une augmentation de 100 millions pour les opérations nouvelles. Le crédit de l'année dernière était de 400 millions, mais il comportait une part pour régularisation des opérations anciennes, part qui n'existe pas cette année.

Il convient en outre de noter que les crédits inscrits ici doivent être fonction des crédits inscrits à un autre chapitre pour les travaux de distribution d'eau. En effet, il est inutile de multiplier les points d'eau si nous n'avons pas la possibilité financière d'assurer la distribution de ce liquide.

Je demande donc à M. Durieux de retirer son amendement.

M. Durieux. Ce que je fais volontiers, monsieur le ministre.

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 51-62 au chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 51-62 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 51-70. — Travaux prévus par la loi du 7 juin 1951:

« Autorisations de programme: 450 millions de francs;

« Crédit de payement: 325 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 51-72. — Mise en valeur des landes de Gascogne:

« Autorisation de programme: 99.999.000 francs.

« Crédit de payement: 193.279.000 francs. »

Par amendement (n° 52), MM. Monichon, Minvielle et Restat proposent de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Monichon.

M. Monichon. Monsieur le ministre, cette réduction indicative a pour objet d'attirer l'attention du Gouvernement et la vôtre, en particulier, sur la nécessité d'envisager la participation de l'Etat à l'entretien des travaux neufs qui ont été exécutés depuis 1950 au titre de la mise en valeur des landes de Gascogne en raison de l'impossibilité dans laquelle se trouvent les collectivités locales, tels que les syndicats communaux et intercommunaux, les associations privées, la caisse de prévoyance des landes de Gascogne et bien d'autres, d'assurer ledit entretien. Faute du concours de l'Etat, on risque, en effet, de voir ces travaux se dégrader très rapidement et de compromettre ainsi la mise en valeur des landes de Gascogne, région extrêmement sensible au point de vue économique et social.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'agriculture. Je veux répondre à M. Monichon que les ouvrages prévus par l'ordonnance du 8 avril 1946, relatifs à la mise en valeur des landes de Gascogne, sont exécutés aux frais de l'Etat, mais que leur entretien, qu'il s'agisse de pistes, de routes, de pare-feux, de points d'eau, canaux ou fossés, sont remis par l'Etat à des associations intercommunales obligatoires et que les charges d'entretien sont, bien entendu, supportées par ces associations.

Je reconnais que les communes des Landes et de Gironde, dans la partie forestière, ayant une très grande superficie, sont souvent très éloignées les unes des autres et qu'il est difficile de les réunir. Jusqu'à maintenant nous n'avons pu constituer aucune de ces associations intercommunales. Il faut donc aménager un autre mode de financement, celui prévu ne pouvant jouer complètement.

Lors d'une de ses dernières réunions, la commission régionale des Landes a prévu que les charges d'entretien pourraient être réparties entre, d'une part, la caisse de prévoyance des Landes, qui prendra en charge l'entretien des pistes et, d'autre part, pour tous les autres ouvrages, les communes forestières, les syndicats d'exploitants forestiers et les syndicats des propriétaires défricheurs.

Si ces collectivités ou ces syndicats d'usagers acceptaient de supporter la majeure partie des charges, je ne m'opposerais pas à ce que l'Etat, tout au moins au début, prenne une participation, minime certes, dans l'entretien de ces travaux.

M. Monichon. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Monichon.

M. Monichon. Si je comprends bien les explications de M. le ministre, elles reviennent à dire aux associations et aux syndicats: « tirez les premiers et le Gouvernement suivra ».

Il m'apparaît au contraire que, si la caisse de prévoyance des Landes pouvait affecter une partie des sommes qu'elle reçoit de la nouvelle union corporative des résineux à l'entretien de ces travaux et plus spécialement des pistes, l'Etat devait aider les communes et les syndicats communaux et intercommunaux dans l'entretien des ouvrages en prenant une participation à ces travaux.

Tel est le sens que je voudrais donner à l'amendement que j'ai présenté.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'agriculture. Je n'ai pas demandé à ces associations syndicales de tirer les premières. L'Etat a tiré le premier puisque c'est lui qui a fourni les fonds nécessaires à la création de ces ouvrages. Il est très normal que ce soit les

associations bénéficiaires qui en supportent les charges d'entretien.

J'ai indiqué, tout à l'heure, que j'accepterai en principe d'augmenter la participation de l'Etat au delà des dépenses de création, et de l'étendre aux dépenses d'entretien. Les difficultés sont grandes, je le reconnais; mais tout récemment le comité des landes de Gascogne a demandé que les nouveaux travaux d'entretien général ne soient entrepris que lorsqu'auront été nettement définies les modalités d'entretien et que les conseils généraux des Landes et du Lot-et-Garonne auront préalablement adopté le principe d'une participation. Je veillerai à ce qu'on examine aussi rapidement que possible les modalités de la participation que pourrait accorder l'Etat.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Monichon. Non, monsieur le président, après la réponse de M. le ministre, je le retire.

M. le président. L'amendement est retiré.

Je mets aux voix le chapitre 51-72 au chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 51-72 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 51-78. — Aménagement du centre de recherches et d'expérimentation du génie rural et construction de bâtiments administratifs:

« Autorisation de programme, 83 millions de francs;

« Crédit de payement, 130.500.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 51-80. — Travaux d'équipement des eaux et forêts:

« Autorisation de programme, 525 millions de francs;

« Crédit de payement, 562 millions de francs. » — (*Adopté.*)

6e partie. — Equipement culturel et social.

« Chap. 56-30. — Etablissements d'enseignement agricole. — Equipement:

« Autorisation de programme, 750 millions de francs;

« Crédit de payement, 675 millions de francs. » — (*Adopté.*)

7e partie. — Equipements administratif et divers.

« Chap. 57-99. — Dépenses des exercices non frappées de déchéance:

« Autorisation de programme. » — (Mémoire);

« Crédit de payement. » — (Mémoire).

TITRE VI. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS AVEC LE CONCOURS DE L'ETAT

A. — Subventions et participations.

1re partie. — Agriculture.

« Chap. 61-30. — Subventions aux agriculteurs et à leurs organisations professionnelles pour l'amélioration des techniques de production (semences, cheptel, matériels divers):

« Autorisation de programme, 10 millions de francs;

« Crédit de payement, 15 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 61-32. — Subventions pour la vulgarisation des progrès techniques et les villages et zones témoins:

« Autorisation de programme, 300 millions de francs;

« Crédit de payement, 260.001.000 francs. »

Par amendement (n° 32), M. Naveau et les membres du groupe socialiste proposent de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Naveau.

M. Naveau. Je voulais simplement attirer l'attention de M. le ministre sur la situation suivante: il existe, dans certaines communes rurales, des bascules publiques qui sont propriété privée. Elles sont de grande utilité dans les milieux ruraux, mais leurs propriétaires, s'apercevant que leur rentabilité n'est pas assurée, menacent de les abandonner, de ne pas les réparer ou de ne pas les transformer. Dans les limites du crédit de ce chapitre, ne pourrait-il pas être prévu l'octroi de subvention pour leur entretien, lorsque des organismes agricoles décideraient de les prendre à leur charge ?

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'agriculture. Je ne puis répondre favorablement à M. Naveau, bien que je comprenne tout l'intérêt de sa suggestion, parce que les subventions, qui ne sont accordées par l'Etat qu'à des travaux d'équipement rural, ne peuvent jamais porter sur l'acquisition d'ouvrages existants, mais simplement sur des créations nouvelles.

M. Naveau vise le cas d'achat, par des collectivités ou des organisations professionnelles, de bascules privées. Dans ces conditions, je ne puis pas apporter l'aide de l'Etat, mais je pourrais toutefois aider les collectivités par des prêts qui leur faciliteraient peut-être ces acquisitions.

M. Naveau. Des bascules existantes vont disparaître alors ?

M. le président. L'amendement est-il maintenu, monsieur Naveau ?

M. Naveau. Je le maintiens, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement, repoussé par le Gouvernement.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix le chapitre 61-32.

(*Le chapitre* 61-32 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 61-60. — Subventions d'équipement pour le génie rural:

« Autorisation de programme: 6.787 millions de francs.

« Crédit de payement: 9.915.057 francs. »

Par amendement (n° 25), M. Primet et les membres du groupe communiste proposent de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Primet.

M. Primet. Mon amendement traduit notre intention de protester contre l'insuffisance des crédits destinés aux adductions d'eau. Au rythme actuel, on peut prévoir que, pour amener l'eau dans les 23.000 communes de moins de 5.000 habitants, il faudra plus de soixante ans!

Cette constatation se passe de commentaire et je limiterai là ma défense de l'amendement.

M. le président. Par un autre amendement (n° 26), M. Primet et les membres du groupe communiste proposent une seconde réduction indicative de 1.000 francs.

La parole est à M. Primet.

M. Primet. Cet amendement a un caractère tout à fait particulier. Je l'ai appliqué à ce chapitre 61-60 parce que celui-ci comporte un article relatif à la voirie.

A ce propos, je veux poser une question à M. le ministre de l'agriculture sur la taxe vicinale. On nous demande souvent: qui doit payer cette taxe vicinale ? Le propriétaire ou le fermier ?

Cette question a soulevé pendant plusieurs années de longues controverses. Deux thèses étaient soutenues par les tribunaux paritaires. La première était la suivante: la taxe vicinale est une transformation de la taxe des prestations. Elle est destinée à financer les dépenses d'entretien des chemins vicinaux et ruraux; elle est donc à la charge de ceux qui effectuaient auparavant les journées de prestations, c'est-à-dire les exploitants — articles 1499 à 1501 du code des impôts.

La seconde thèse était celle-ci: la taxe vicinale est constituée par des centimes additionnels à la contribution foncière; elle doit suivre le sort de cette dernière. Les impôts fonciers étant à la charge du bailleur en vertu de l'article 41 de la loi du 13 avril 1946 (statut du fermage et du métayage), la taxe vicinale doit donc être payée par le propriétaire.

Les jugements des tribunaux paritaires étant contradictoires, la question est finalement venue devant la Cour de cassation qui, par un arrêté du 5 novembre 1951, s'est prononcée pour la première des deux thèses, c'est-à-dire pour le payement de la taxe vicinale par le preneur. Cet arrêt — Ledain contre Souciet — indique en substance que la taxe vicinale ne constitue pas l'une des redevances, prestations ou services interdits par l'article 22 du statut du fermage; elle n'est pas davantage un supplément de l'impôt foncier, lequel doit rester à la charge du bailleur — article 41 du même statut. La taxe vicinale est une substitution des prestations. Elle doit être supportée par celui auquel incombaient les prestations, c'est-à-dire le preneur, en cas de bail à ferme.

Ce jugement doit-il faire jurisprudence ? Il nous est permis d'en douter. En effet, le Conseil d'Etat, dont l'interprétation en matière législative est souveraine, indique, dans une décision du 24 juillet 1950, que « les dispositions du statut du fermage ne sauraient être interprétées comme ayant dispensé le bailleur de toutes charges autres que celle énumérées par l'article 41 du statut; ces dispositions ne s'opposent pas, en particulier, à ce que la taxe vicinale soit établie au nom du propriétaire dans le cas où celui-ci n'a pas usé de la faculté qui lui est donnée par l'article 356 du code des impôts directs. »

On sait que cet article, qui est devenu l'article 1660 du code général des impôts, permet au propriétaire, s'il a plusieurs fermiers dans la commune, de les charger de payer à son acquit la taxe vicinale. Dans ce cas, il doit remettre au percepteur une demande signée par lui-même et par ses fermiers.

Ainsi, la Cour de cassation et le Conseil d'Etat, dont les interprétations font jurisprudence, l'une sur le plan judiciaire, l'autre en matière législative, sont en contradiction en ce qui concerne le payement de la taxe vicinale. Depuis l'arrêt du 5 novembre 1951, c'est la thèse de la Cour de cassation qui semble prévaloir désormais auprès des tribunaux, notamment lorsque les clauses du bail ne donnent aucune indication.

Cependant, lorsqu'il existe dans le bail une clause mettant la taxe vicinale à la charge du bailleur, cette clause est juridiquement valable et ce dernier ne peut exiger qu'elle lui soit remboursée par son fermier.

Voilà où en est actuellement la question du payement de la taxe vicinale. Aussi, il est nécessaire que le Parlement légifère afin de mettre définitivement un terme à des controverses et intrprétations contradictoires qui n'ont que trop duré et dont, en définitive, les preneurs font de plus en plus les frais. C'est pourquoi certains de nos amis ont déposé une proposition de loi afin que la taxe vicinale soit mise à la charge du bailleur.

En effet, même si l'on admet que la taxe vicinale est une transformation des prestations, nous considérons qu'il est juste qu'elle soit payée par le bailleur. Car il est incontestable que cette taxe destinée à l'amélioration des chemins ruraux apporte une plus-value à la propriété foncière.

Je voudrais savoir quelle est la doctrine du Gouvernement dans ce domaine.

M. le président. Par amendement (n° 33), M. Naveau et les membres du groupe socialiste proposent de réduire les crédits de payement du chapitre 61-60 de 1.000 francs.

La parole est à M. Naveau.

M. Naveau. Je voudrais attirer l'attention de M. le ministre sur la situation de quelques communes de mon département situé à l'extrémité septentrionale, je crois tout de même que le département du Nord est toujours en France. (*Sourires.*)

Ces communes ont demandé depuis deux ans le concours du crédit agricole pour l'entretien de leur voirie rurale. Depuis trois ans vos prédécesseurs ont laissé le département du Nord complètement dépourvu de ces crédits. Vous avez eu la gentillesse, à la suite d'une intervention de ma part, de faire octroyer un crédit de 10 millions au mois de juillet dernier, en le mettant à la disposition du préfet du Nord, mais ce crédit n'est jamais arrivé. Je désirerais savoir si, vraiment, vous vous intéressez à cette voirie rurale indispensable à nos petits agriculteurs qui veulent se rendre dans leurs champs. (*Applaudissements à gauche.*)

M. le président. Par amendement (n° 44), M. Georges Boulanger propose de réduire les crédits de payement de ce même chapitre 61-60 de 1.000 francs.

La parole est à M. Georges Boulanger.

M. Georges Boulanger. Monsieur le ministre, je comprends parfaitement votre souci de ne pas voir réaliser des amputations fractionnées sur vos crédits. Vous savez dans quel esprit j'ai déposé mes amendements. J'ai pensé qu'un débat avant l'examen des articles n'aurait amené que de nouvelles déclarations ministérielles, comme malheureusement nous en entendons chaque année. Je vous l'ai dit, les paysans attendent autre chose. Ils désirent qu'une politique agricole soit définie et poursuivie.

L'ensemble de ces amendements portait sur l'un des aspects importants de la politique agricole, les prix de revient agricoles. Je suis prêt à retirer ces amendements, monsieur le ministre, si vous voulez bien nous donner l'assurance que cette année, ce ne sont pas seulement des paroles que nous entendrons, mais vraiment un engagement de la part du Gouvernement que cette politique agricole sera étudiée. Ce sera la marque, ainsi que je le disais hier en terminant mon exposé, de la part du Gouvernement, comme de la part du Parlement, non pas d'une bonne volonté à l'égard des agriculteurs, mais d'une volonté tout court de promouvoir cette politique agricole de modernisation de nos campagnes, afin que, sur le plan des marchés extérieurs, l'agriculture française soit à la hauteur de la France et réponde aux nécessités du commerce extérieur.

M. le secrétaire d'Etat à l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. le secrétaire d'Etat à l'agriculture. M. Primet nous a simplement rappelé dans sa question qu'il existe en effet un conflit entre deux hautes juridictions: la Cour de cassation et le Conseil d'Etat.

Il paraît difficile au secrétaire d'Etat à l'agriculture de prendre position entre les deux. Je puis cependant dire que, d'une façon générale, la jurisprudence des tribunaux, et notamment des tribunaux paritaires, a jusqu'ici presque toujours été la suivante: il s'agit d'entretien de chemins et, par conséquent, de la charge des chemins communaux. L'exploitant agricole, c'est-à-dire le preneur, est considéré par les tribunaux paritaires comme devant payer cette taxe, bien qu'elle figure en général sur les feuilles d'impôts du bailleur. Mais il est admis que le bailleur peut la réclamer au preneur. C'est la jurisprudence constante des tribunaux paritaires.

M. le président. La parole est à M. Primet.

M. Primet. Deux thèses s'affrontent: celle du Conseil d'Etat et celle de la Cour de cassation, et pour en finir avec ce conflit il faudrait un texte précis. Le Gouvernement n'a pas à prendre position contre le Conseil d'Etat ou contre la Cour de cassation, mais il pourrait, par un texte, fixer d'une façon définitive ce point qui devient de plus en plus irritant.

M. le président. L'amendement est-il maintenu?

M. Primet. Je le retire, monsieur le président. Il avait simplement pour but de solliciter des explications, mais je dois constater que je n'ai pas été exaucé.

M. le président. L'amendement (n° 26) de M. Primet est retiré.

La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. A M. Primet, qui m'a posé une question sur l'insuffisance des crédits de subvention pour les travaux d'équipement rural figurant au chapitre 61-60, je réponds que le crédit de ce chapitre a été augmenté d'un milliard de francs entre la date du dépôt du budget et celle du dépôt de la première lettre rectificative, ce qui montre bien l'intention du Gouvernement de pousser autant qu'il le pourra ces travaux.

Je dirai à M. Naveau que le finahcement des chemins ruraux comporte, en principe, une subvention et un prêt du crédit agricole. Lorsqu'il s'agit seulement d'entretien des chemins ruraux et des voies rurales, les collectivités ne peuvent pas bénéficier de subventions; mais, par contre, dans la limite des crédits dont je dispose, elles peuvent exceptionnellement bénéficier de prêts du crédit agricole.

M. Naveau. Elles ne les obtiennent pas!

M. le ministre de l'agriculture. M. Boulanger m'a posé une question d'ordre général sur les intentions du Gouvernement en ce qui concerne l'équipement de l'agriculture de ce pays, notamment en vue d'abaisser les prix de revient et de faciliter l'exportation des produits agricoles. Je crois lui avoir répondu par avance dans l'exposé que j'ai fait hier, mais je veux bien préciser, comme il me l'a demandé, qu'il n'y a pas là une manifestation de la bonne volonté du Gouvernement, mais le désir et la volonté tout court de poursuivre la politique que j'ai indiquée hier.

M. Naveau. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Naveau.

M. Naveau. Je voudrais répondre à M. le ministre que les communes n'ont pas demandé des subventions; elles demandent simplement des prêts au Crédit agricole, mais elles ne les obtiennent pas.

M. le président. Monsieur Naveau, maintenez-vous votre amendement ?

M. Naveau. Oui, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'amendement de M. Naveau.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Monsieur Primet, maintenez-vous votre amendement n° 25 ?

M. Primet. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. Monsieur Boulanger, maintenez-vous votre amendement ?...

M. Georges Boulanger. Monsieur le président, étant donné les explications et l'engagement que vient de prendre M. le ministre, je retire mon amendement. Je retire également les amendements n°s 45 et 46 qui suivent et qui avaient le même objet.

M. Henri Maupoil. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Maupoil, pour expliquer son vote.

M. Henri Maupoil. Mesdames, messieurs, j'ai entendu la réponse de M. le ministre à un amendement de M. Primet au sujet des adductions d'eau. Je remercie M. le ministre d'avoir augmenté ces crédits, mais je voudrais lui poser une question: comment se fait la répartition de ces crédits entre les différents départements de notre pays ?

En effet, d'après les renseignements que nous a donnés M. le préfet de Saône-et-Loire, il faudrait pour ce grand département 400 ans pour arriver à réaliser l'adduction d'eau. Vous avouerez que c'est bien long! (*Rires.*) Aussi, je voudrais vous demander comment se fera la répartition de ces crédits. Il faudrait qu'ils soient distribués au prorata du nombre de communes et du nombre d'habitants de chaque département et, de préférence, à ceux de ces derniers qui, comme celui de Saône-et-Loire que je représente, n'ont à peu près aucune adduction d'eau.

M. Restat. Cela compense l'excédent de vin! (*Rires.*)

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'agriculture. Je voudrais répondre que la répartition du crédit global qui m'est attribué est faite par une commission d'investissements qui prend comme base à la

fois la population rurale totale du département et le nombre des communes qui ne sont pas encore desservies.

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 61-60, avec les chiffres de 6.787 millions de francs pour les autorisations de programme et de 9.915.056.000 francs pour les crédits de payement, résultant du vote de l'amendement de M. Naveau.

(*Le chapitre* 61-60, *avec ces chiffres, est adopté.*)

M. le président. « Chap. 61-70. — Subventions d'équipement pour le génie rural. — Remembrement et regroupement cultural:

« Autorisation de programme, 1.749.999.000 francs;

« Crédit de payement, 1.836.740.000 francs. »

Par amendement (n° 5), M. Driant et les membres de la commission de l'agriculture proposent de réduire le crédit de payement de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Driant, rapporteur pour avis.

M. Driant, *rapporteur pour avis de la commission de l'agriculture.* La commission m'a chargé de déposer un amendement sur ce chapitre pour appeler l'attention du Gouvernement sur la lenteur apportée aux travaux de remembrement, d'une part, et l'insuffisance des crédits concernant la voirie rurale et agricole, d'autre part.

La commission de l'agriculture constate que les dotations ont été améliorées grâce à une lettre rectificative, mais la cadence des travaux soutenue depuis plusieurs années est très inférieure à ce qui était prévu. Pour le remembrement, en 1954, on ne pourra engager encore que des opérations portant sur 350.000 hectares environ, alors que la cadence annuelle souhaitable serait de un million d'hectares. Pour la voirie rurale, les crédits sont nettement insuffisants. Nous demandons au Gouvernement, et spécialement au ministre de l'agriculture, de faire un effort sur ces deux chapitres, étant entendu qu'il y a possibilité de ventilation à l'intérieur des dotations. Tenant compte de la lettre rectificative et de l'amélioration de ce crédit, nous pensons qu'un effort spécial doit être fait et sur le remembrement et sur la voirie rurale.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'agriculture. Je voudrais répondre que l'effort pour le remembrement à déjà été fait, puisque c'est un crédit nouveau de 350 millions qui a été ajouté au crédit originel de 1.400 millions.

Quant à l'augmentation de un milliard du chapitre 61-70, je peux donner l'assurance à la commission de l'agriculture que, sur ce crédit supplémentaire, une part sera attribuée aux travaux de voirie agricole.

M. le président. Monsieur Driant, maintenez-vous votre amendement ?

M. le rapporteur pour avis. Je le retire.

M. le président. L'amendement est retiré.

Par amendement (n° 12), M. Durieux et les membres du groupe socialiste proposent de réduire le crédit de payement de ce même chapitre 61-70 de 1.000 francs.

La parole est à M. Durieux.

M. Durieux. Mon amendement avait le même objet que celui de M. Driant. Je le retire.

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 61-70, aux chiffres de la commission.

(*Le chapitre* 61-70 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 61-72. — Subventions d'équipement pour le génie rural. — Habitat rural:

« Autorisations de programme, 1.500 millions de francs;

« Crédits de payement, 1.235 millions de francs. »

Par amendement (n° 13), M. Durieux et les membres du groupe socialiste proposent de réduire les crédits de payement de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Durieux.

M. Durieux. Mesdames, messieurs, le groupe socialiste entend, par cet amendement, marquer son désaccord le plus complet avec l'étroitesse de ce crédit. Il s'agit là d'un poste grâce auquel il devrait être possible d'apporter dans l'immédiat quelques consolations aux plus déshérités pour le logement rural. Nous regrettons que si peu de possibilités soient données, en particulier aux régions les plus pauvres de notre pays, à ces régions dans lesquelles le producteur agricole ne peut ni renouveler ni amortir son matériel et encore moins réparer la maison branlante qui abrite sa famille. Nous pensons que, sur ce point, tout le monde est d'accord; mais, comme nous souhaitons que chacun prenne, en cette affaire, ses responsabilités, nous demandons, et nous nous en excusons, un scrutin public.

M. le président. Par amendement (n° 27), M. Primet et les membres du groupe communiste proposent de réduire les crédits de payement de ce même chapitre 61-72 de 1.000 francs.

La parole est à M. Primet.

M. Primet. Cet amendement a le même objet. En ce qui concerne l'habitat rural et comme vient de l'expliquer notre collègue M. Durieux, il y a eu, certes une amélioration, puisque la lettre rectificative a apporté 200 millions de plus à ce chapitre, mais, en fait, les crédits de 1954 n'ont été portés en définitive qu'au niveau des crédits de 1953, qui étaient déjà largement insuffisants.

Une enquête avait fixé le coût de la restauration de l'habitat rural en 1950 à 2.600 milliards. Or, de 1947 à 1952, y compris ce qui a été fait au titre de la législation sur les habitations à loyer modéré, 28.800 millions ont été dépensés pour la restauration de l'habitat rural. Vous avouerez que cela est bien faible par rapport aux besoins, puisque dans une période de cinq ans, on n'a réalisé qu'à peu près le centième de ce qu'exigerait la restauration de l'habitat rural, ce qui nous fait augurer que, pour en terminer, il faudra encore cinq siècles! Il est ainsi prouvé que les crédits destinés à la restauration de l'habitat rural sont encore inférieurs à ceux nécessaires pour l'adduction d'eau, puisque M. Maupoil disait tout à l'heure que l'adduction d'eau dans son département ne serait pas réalisé avant 400 ans.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Je ne puis, monsieur le président, que répéter ce que j'ai dit bien souvent au cours de ce débat et laisser le Conseil juge. Il s'agit de questions fort intéressantes que l'on pose à M. le ministre de l'agriculture, mais je me demande si elles devraient être exprimées au moment de la discussion du budget. Elles devraient plutôt faire l'objet de questions orales. Le budget devient un travail tout à fait différent de son objet propre.

M. Jean Berthoin, *rapporteur général de la commission des finances.* Très bien!

M. le rapporteur. Dans ces conditions, bien que nous approuvions, en général, les observations pertinentes de nos honorables collègues, je me demande s'il faut maintenir la procédure des réductions indicatives qui gêne très souvent l'administration, sans résultats appréciables. La commission des finances ne peut donc donner d'avis formel.

M. Primet. Je demande la parole pour répondre à M. le rapporteur.

M. le président. La parole est à M. Primet.

M. Primet. J'ai entendu suggérer que les questions que nous soulevons fassent l'objet de questions orales et peut-être même de propositions de résolution. Ce conseil est dangereux.

Une question importante vient d'être débattue dans ce budget par M. Restat pour laquelle la commission a accepté le renvoi du chapitre devant elle. Nous avons eu, sur ce sujet, sinon une question orale avec débat, du moins un vote sur une proposition de résolution par laquelle le Conseil de la République unanime a demandé au Gouvernement de s'intéresser aux calamités agricoles. Le ministre présent nous a promis formellement qu'il soumettrait la question au conseil des ministres. En définitive, nous constatons, une fois de plus, que ces questions orales et ces propositions de résolution restent des vœux pieux sans suite.

Sur le budget, nous avons, au contraire, l'occasion d'avoir une sanction des propositions que nous faisons. C'est pour cela que nous maintenons notre amendement.

Nous demandons un scrutin public.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Monsieur le président, Je veux simplement faire remarquer à M. Primet qu'il ne faut pas qu'il y ait un malentendu à ce sujet.

Vous savez à quel point le rapporteur qui a l'honneur de répondre en ce moment est attaché au régime parlementaire. Or, je le dis comme je le pense, si nous continuons à agir comme nous agissons, nous ne faisons pas de bien au régime parlementaire.

M. Primet vient de nous dire que les questions qu'il a posées ne peuvent pas trouver leur place dans des propositions de résolution. Je suis d'accord avec lui lorsqu'il parle de propositions de résolution, mais nous ferions beaucoup mieux de ne pas parler de tout à la fois au moment de la discussion des budgets. Aussi bien les budgets sont présentés, nos interventions n'y changent pas grand'chose. C'est en quelque sorte un contrôle *a posteriori.* Nous ferions beaucoup mieux de nous discipliner et de poser en cours d'année ces questions fort importantes. C'est la raison pour laquelle je crois qu'il faut une revision constitutionnelle. Si ses amis voulaient bien prêter la main à cette revision, qui permettrait au Conseil de la République

de faire entendre davantage sa voix, M. Primet n'aurait pas dit non en commission et tout irait mieux dans le meilleur des mondes, même le monde parlementaire ! (*Applaudissements sur certains bancs à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. Chacun sait que le budget est un lieu de bonne compagnie, certes, mais où les rendez-vous sont beaucoup trop nombreux. (*Sourires.*)

M. le ministre de l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'agriculture. Je précise que, contrairement à la plupart des travaux d'équipement rural, ceux de restauration de l'habitat rural bénéficient d'un double financement: la subvention et le prêt du crédit agricole.

Or, comme les orateurs l'ont demandé, j'ai voulu cette année qu'un effort particulier soit fait pour l'habitat rural et j'ai inscrit au chapitre 61-72, sur lequel ils ont déposé leurs amendements, 1.500 millions de crédit de subventions, au lieu de 1.300 millions en 1953.

En ce qui concerne les prêts à l'habitat rural, le crédit qui était l'année dernière de 2.600 millions a été porté cette année à 5.200 millions; il a donc été doublé.

J'ai voulu ainsi marquer l'effort qui est nécessaire, je le reconnais, pour l'amélioration de l'habitat rural, qui sera réalisé, je l'espère, dans un délai moins long que celui envisagé par M. Primet.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets au voix l'amendement présenté par M. Durieux (n° 13) et l'amendement de M. Primet (n° 27) qui, tendant au même but, feront l'objet d'un même vote.

Je suis saisi d'une demande de scrutin présentée par le groupe socialiste.

Le scrutin est ouvert.

(*Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.*)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre de votants	299
Majorité absolue	150
Pour l'adoption	296
Contre	3

Le Conseil de la République a adopté.

Je mets aux voix le chapitre 61-72 avec le chiffre de 1.500 millions de francs pour l'autorisation de programme et le nouveau chiffre de 1.234.999.000 francs pour le crédit de payement, résultant de l'adoption des amendements de MM. Durieux et Primet.

(*Le chapitre 61-72, avec ces chiffres, est adopté.*)

M. le président.

« Chap. 61-80. — Subventions d'équipement pour les eaux et forêts:

« Autorisation de programme, 75 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Crédit de payement, 64 millions de francs. » — (*Adopté.*)

6e partie. — Equipement culturel et social.

« Chap. 66-30. — Subventions de premier équipement aux établissements d'apprentissage agricole reconnus par l'Etat:

« Crédit de payement, 15 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 66-40. — Subventions d'équipement pour l'institut national de la recherche agronomique:

« Autorisation de programme, 390 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Crédit de payement, 300 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 66-50. — Subventions de premier équipement aux agriculteurs migrants français originaires des régions classées excédentaires:

« Autorisation de programme, 100 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Crédit de payement, 95 millions de francs. » — (*Adopté.*)

7e partie. — Equipements administratif et divers.

« Chap. 67-99. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance:

« Autorisation de programme. » — (Mémoire.)

« Crédit de payement. » — (Mémoire.)

B. — PRETS ET AVANCES

Première partie. — Agriculture.

« Chap. 60-11. — Prêts pour la modernisation et l'équipement de l'agriculture et de l'industrie de l'azote:

« Autorisation de programme, 2.500 millions de francs. »

« Crédit de payement, 25.400 millions de francs. »

M. le président de la commission de l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission de l'agriculture.

M. le président de la commission de l'agriculture. Mesdames, messieurs, nous arrivons maintenant aux chapitres concernant les prêts et je voudrais ici demander une précision à M. le ministre des finances.

Hier, en l'absence de celui-ci, M. le ministre de l'agriculture a indiqué que nous aurions 12 milliards de francs de prêts sociaux en 1954, mais que, de cette somme, les 5 milliards émis par la caisse nationale de crédit agricole le mois dernier seraient à déduire, ce qui fait qu'il ne resterait, pratiquement, que 7 milliards pour les prêts sociaux en 1954.

Il semble que nous ne nous soyons pas très bien compris avec M. le ministre de l'agriculture, car M. le ministre des finances voudra bien nous préciser, je le pense, que nous aurons en 1954 12 milliards pour les prêts sociaux.

M. Edgar Faure, *ministre des finances et des affaires économiques.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je suis très heureux de m'expliquer devant le Conseil de la République au sujet de la question des prêts sociaux, d'autant que dans certains comptes rendus de presse les paroles que j'avais prononcées à l'Assemblée nationale ne sont pas clairement rapportées.

Il est bien entendu que, dans l'année 1954, il doit y avoir un effort sérieux pour les prêts sociaux, et nous avons pensé, M. Houdet et moi, que cet effort ne pourrait pas être inférieur à 12 milliards.

Donc, je donne l'affirmation que me demande M. Dulin. Elle ne figure pas dans le budget parce que la nouvelle optique de financement que je cherche à répandre consiste dans un appel plus large au marché. On peut d'ailleurs constater que cette année, depuis notre gestion, un effort plus grand a été demandé au crédit agricole et a d'ailleurs été obtenu de cet organisme qui ne demandait qu'à le faire.

Nous avons d'abord permis à cet établissement d'émettre d'un façon permanente des titres qui conviennent aux goûts et aux habitudes particulières de la clientèle paysanne, ce qui était, d'ailleurs, une ancienne demande du crédit agricole. Nous avons, d'autre part, autorisé deux émissions du crédit agricole. Nous comptons qu'en 1954 ce crédit ainsi assoupli, stimulé et encouragé, pourra faire face à cette prévision de 12 milliards de prêts qui, en tout cas, pour nous est un minimum. De toute manière, on ne saurait faire moins.

En ce qui concerne la question du chevauchement des exercices, il se peut qu'une partie des fonds collectés en 1953 soient utilisés en 1954, de même qu'il est très possible que les fonds collectés fin 1954 soient utilisés en 1955. Cela est très normal et facile à comprendre. Aucune considération ne peut conduire à fixer à un chiffre inférieur à celui de nos prévisions, c'est-à-dire, je le répète, 12 milliards, l'ensemble des prêts sociaux qui devront être consentis pour 1954.

M. le président de la commission de l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à monsieur le président de la commission de l'agriculture.

M. le président de la commission de l'agriculture. Je remercie monsieur le ministre des explications et des affirmations qu'il a bien voulu nous donner. C'est bien ce que j'avais compris, qu'on autoriserait la caisse nationale à émettre un minimum de 12 milliards de prêts sociaux pour 1954.

Mais je voudrais poser une autre question à M. le ministre des finances. M. le ministre de l'agriculture a dit, au nom du Gouvernement, tant à l'Assemblée nationale qu'au Conseil de la République, que pour ces 12 milliards, M. le ministre des finances la garantie de bonne fin, c'est-à-dire que si nous ne trouvions dans la clientèle que 10 milliards, le Trésor verserait les 2 milliards supplémentaires. M. le ministre des finances nous a expliqué qu'il a débudgétisé cette année les crédits d'investissements, mais qu'il maintiendrait le même montant de crédits pour les prêts sociaux.

M. le ministre de l'agriculture s'est engagé formellement au nom du Gouvernement, mais le ministre des finances à l'Assemblée nationale a fait des déclarations un peu équivoques.

Je sais que sa pensée a été déformée. Aujourd'hui je voudrais qu'il nous donne d'une façon nette, claire et précise l'affirmation de cette garantie de bonne fin jusqu'à concurrence de 12 milliards.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre des finances. Je m'empresse de souligner que les propos tenus par les ministres de l'agriculture engagent toujours les gouvernements, et même les ministres des finances. (*Sourires.*) Si la solidarité gouvernementale ne se discute pas je dois dire qu'elle a encore un aspect plus particulier en ce qui concerne les titulaires de ces départements. (*Très bien!*)

Je voudrais ajouter maintenant ceci: mes propos, à l'Assemblée nationale ont été, si je puis ainsi m'exprimer, volontairement nuancés...

M. Louis André. Et sibyllins!

M. le ministre des finances. ... et ils conserveront ce caractère au Conseil de la République. Vous allez comprendre pourquoi.

Je déclare qu'il est essentiel que nous ayons 12 milliards de prêts l'année prochaine. Si je donne une garantie formelle, je crains que cela ne diminue quelque peu, je ne dirai pas le zèle du crédit agricole, mais enfin l'ardeur qu'il mettra à trouver dans le marché ce financement. Il y a là une formule difficile à trouver, mais vous m'entendez bien, ces 12 milliards doivent être obtenus. Je ne veux rien mettre dans le texte qui puisse diminuer l'appel à une source de financement direct beaucoup plus sain car si nous obtenons 12 milliards pour 1954 nous en obtiendrons peut être davantage pour les années suivantes. Il n'y a pas intérêt à ce que le Trésor fonctionne toujours comme une pompe aspirante et refoulante, ainsi que je l'ai indiqué souvent. Donc, un appel très large au marché financier par le crédit agricole, qui a toujours eu la faveur et la sympathie du Conseil de la République et qui n'est pas mal vu au ministère des finances, doit nous permettre d'arriver, au moins, à ce résultat. La garantie que je donne est une garantie morale mais elle a peut être plus de valeur encore qu'une garantie juridique; j'espère que le Conseil m'entendra bien. (*Applaudissements.*)

M. le président. Sur le chapitre 60-11, la parole est à M. Durieux.

M. Durieux. Mes chers collègues, j'ai souligné, à l'occasion de la discussion générale, combien il était regrettable de voir le coût des moyens de production en augmentation continuelle alors qu'on demande à l'agriculture la baisse de ses prix ou leur maintien à un niveau ne permettant pas, avec les amortissements normaux, une vie décente.

Le chapitre 60-11 comprend à la fois la modernisation et l'équipement de l'agriculture et de l'industrie de l'azote. Nous désirerions savoir si la part de chacune a déjà été déterminée, ce qu'elle est, et si l'industrie de l'azote sera mise dans la possibilité ou, si nécessaire dans l'obligation, de faire un effort dans le sens de l'abaissement de ses prix car il est inconcevable que, compte tenu de la situation actuelle, le prix de l'azote ait encore été augmenté entre décembre 1952 et décembre 1953, ce que j'ai fait observer déjà hier.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix le chapitre 60-11, avec les chiffres de la commission.

(*Le chapitre 60-11 est adopté.*)

M. le président. « Chap. 60-12. — Prêts d'équipement rural:

« Autorisation de programme: 21.100 millions de francs;

« Crédit de payement: 3.000 millions de francs. »

La parole est à M. Durieux.

M. Durieux. Nous désirons simplement, à l'occasion de ce chapitre, protester contre la faiblesse de ces crédits dans un moment où l'une des chances de survie de notre agriculture est précisément dans son équipement bien compris. Je regrette de ne pas avoir déposé un amendement sur ce chapitre comme pour le précédent ce qui m'aurait peut-être valu, en ce qui concerne l'azote, une réponse de M. le ministre, que je regrette de ne pas avoir entendu.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Je vais faire un peu une réponse à la question précédente. Je puis dire à M. Durieux que j'ai enregistré sa déclaration et que je m'entretiendrai avec M. le ministre de l'industrie et du commerce pour fixer ce prix de l'azote.

M. le président. La parole est à M. Coudé du Foresto.

M. Coudé du Foresto. Monsieur le ministre, je n'ai pas l'intention de demander de réponses aux questions que je n'ai pas posées. Je me bornerai à demander des réponses aux questions que j'ai posées. (*Sourires.*)

*

Par souci de correction envers le Conseil de la République, je n'ai pas déposé d'amendement, mais je voudrais tout de même que vous répondiez aux questions qui ont fait l'objet de mon intervention et, en particulier, que vous me donniez quelques explications sur les différences qui existent entre les prévisions du plan, et en particulier sur les questions de financement, et les crédits qui sont inscrits dans votre budget.

Je dois ajouter que jusqu'à présent je n'ai pas eu de chance avec vous. Vous m'avez toujours dit: Je vous répondrai à un autre chapitre; et voici que nous allons arriver à la fin de la discussion. Je voudrais donc une réponse complète parce que, sans cela, monsieur le ministre sait que quelquefois j'ai des accès de mauvaise humeur et qu'il pourrait m'en prendre un au moment du vote du budget.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je réponds à M. Coudé du Foresto que je ne veux pas retenir ce que peuvent avoir de trop vif ses propos.

Nous avons déjà eu un colloque sur les questions qui le préoccupent au moment de la discussion préalable de la loi de finances. Je crois d'ailleurs que je lui avais répondu à une heure tardive où il était déjà parti. Je m'étais expliqué sur le plan à propos du problème général des investissements.

Le plan n'a pas encore été soumis au Parlement, car, avant, il faut qu'il soit arrêté par le Gouvernement. Nous aurions préféré aller vite. Or, nous ne pouvions pas retarder le vote des investissements.

Or, nous ne pouvions pas retarder le vote des crédits d'investissements et des crédits qui vont être promulgués demain et, par conséquent, être mis rapidement en application, jusqu'au moment où le débat complet demandé par plusieurs orateurs, notamment par M. Coudé du Foresto, serait intervenu devant le Parlement.

D'autre part, les commissions du plan sont des commissions consultatives et préparatoires mises à la disposition du Gouvernement, comme l'est par exemple la direction du budget. Il n'y a donc pas antinomie entre les travaux préparatoires et les décisions du Gouvernement.

Au surplus, le travail de la commission de financement du plan n'est en rien contraire aux chiffres d'investissements proposés par le Gouvernement. Cette commission insiste cependant pour que la tranche dite optionnelle puisse être réalisée. Mais la tranche des 12 milliards de prêts sociaux dont nous parlions tout à l'heure, sera certainement réalisée comme j'en ai donné la garantie.

Il n'y a donc, je le répète, aucune antinomie et le Gouvernement proposera un débat sur l'ensemble des prévisions du deuxième plan dès que les dispositions de ce dernier auront pu être définitivement arrêtées.

M. le président. Par amendement (n° 15), M. d'Argenlieu propose de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. d'Argenlieu.

M. Philippe d'Argenlieu. Mes chers collègues, à l'occasion de mon amendement, je voudrais aborder un problème qui, s'il n'a pas le mérite de l'originalité, a cependant et incontestablement celui de l'importance: je veux parler de l'électrification rurale.

Tout d'abord, je suis parfaitement d'accord avec les rapporteurs et les différents orateurs qui, sur le plan de l'équipement rural, ont fait connaître combien ils estimaient les crédits insuffisants. Il semble, aussi bien au Gouvernement que dans une partie de l'opinion, que l'on n'ait pas compris l'importance et la gravité de la question de l'équipement agricole.

Les Français ruraux, les cultivateurs, les agriculteurs ne sont pas des Français de seconde zone comme on l'a dit et il se trouvent cependant dans des conditions de vie qui sont très loin en arrière de celles de nos voisins.

Si je prends par exemple la voirie rurale, je trouve qu'elle est exactement ce qu'elle était il y a à peu près 300 ans. Cela ne peut pas durer et il faut en prendre conscience lorsque nous abordons cette question.

En ce qui concerne l'électrification, si mes renseignements sont exacts, les deux tiers de nos départements ont un équipement complètement terminé ou en voie d'achèvement. Un tiers environ des départements ont encore à faire des travaux importants. Dans ce tiers, une dizaine de départements, notamment dans l'Ouest, sont particulièrement en retard. Or, c'est une région de forte population, de production intéressante, et il est tout à fait anormal qu'on ne fasse pas un effort particulier pour rattraper ce retard et remettre ces ruraux au niveau de l'ensemble des départements français.

Si je prends l'exemple du département que je représente, les crédits destinés à l'électrification ont permis en 1949 de faire des prévisions d'écart de l'ordre de 50 alors que l'assemblée départementale avait envisagé de rééquiper 100 postes d'écart par an. En 1950, les prévisions étaient seulement de 45 postes

d'écart; en 1951, elles étaient de 28, en 1953, de 24, et elles seraient de l'ordre de 17 l'an prochain. Si nous continuons ainsi, nous arriverons à zéro. Si ce rythme dégressif correspondait à un achèvement des travaux d'électrification, on ne pourrait que s'en réjouir, mais cela n'est pas le cas. Il correspond, au contraire, à une extinction des disponibilités financières, pour poursuivre des travaux particulièrement importants.

Vous savez, monsieur le ministre, quelles difficultés nous éprouvons, à l'heure actuelle, pour réaliser le financement des tranches hors programme. Il faut donc que les crédits pour l'électrification y suppléent et qu'un effort soit fait pour nous permettre d'atteindre le niveau de nos voisins. C'est ce que je voudrais vous demander aujourd'hui. Lorsqu'il s'agira de répartir les crédits prévus pour l'électrification, il est nécessaire qu'un effort très important et très sérieux soit accompli en faveur des départements particulièrement défavorisés, ceux que je viens de citer.

J'aimerais à cet égard que M. le ministre voulût bien nous donner l'assurance qu'il agira dans ce sens. Je n'ai pas besoin de dire tous les avantages que permet de retirer l'électrification de nos exploitations. L'un des plus importants est celui qui permet d'installer des distributions d'eau individuelles dans les exploitations dispersées où la distribution collective est très coûteuse, par conséquent à peu près irréalisable dans l'état présent des choses et donc reportée à une époque vraisemblablement lointaine.

Avec l'aide du génie rural et d'installations individuelles de distribution d'eau, on peut parer aux inconvénients de ce retard et permettre aux agriculteurs d'attendre patiemment le jour qui viendra ou ne viendra pas où la distribution par canalisations pourra être étendue à l'ensemble du territoire.

Sur cette importante question, j'aimerais donc avoir, monsieur le ministre, une réponse très précise, car dans nos départements l'inquiétude est grande de voir ralentir sans cesse le rythme des travaux d'équipement indispensable, menacés de durer un temps tel qu'il faudrait 25 ou 30 ans pour les achever. (*Applaudissements.*)

M. le ministre de l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'agriculture. Je n'ignore pas évidemment les besoins en travaux d'électrification rurale des départements de l'Ouest et de certains départements sur lesquels M. d'Argenlieu a appelé mon attention. Je puis simplement lui préciser que les crédits qui seront mis à la disposition de l'électrification rurale en 1954 sont de valeur égale à ceux de 1953.

Je lui précise également, comme l'a demandé hier M. Coudé du Foresto, que je séparerai cette année nettement les crédits d'adduction d'eau et les crédits d'électrification. Ainsi, il ne pourra pas y avoir, à l'échelon des départements, confusion entre les deux. Donc il est certain que, dans la limite des crédits qui seront mis à la disposition de la Sarthe, ces crédits iront à l'électrification rurale, comme M. d'Argenlieu le demande.

M. le président. L'amendement est-il maintenu, monsieur d'Argenlieu ?

M. Philippe d'Argenlieu. Je prends note de ce que vient de dire M. le ministre et je regrette de constater que nous allons stagner puisque nous n'aurons cette année que les crédits que nous avons eus l'année dernière. C'est pourquoi je maintiens mon amendement.

M. Robert Le Guyon. Ces crédits sont insuffisants.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 60-12, avec le chiffre de 21.100 millions pour l'autorisation de programme et, pour le crédit de payement, avec la somme de 2.999.999.000 francs, résultant du vote de l'amendement de M. d'Argenlieu.

(*Le chapitre* 60-12, *avec ces chiffres, est adopté.*)

M. le président. « Chap. 60-13. — Prêts pour amélioration de la production agricole:

« Autorisation de programme, 2.700 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Crédit de payement, 1 milliard de francs. » — (*Adopté.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2, avec la somme de 46.445.997.000 francs pour les crédits de payement et de 39.949.995.000 francs pour les autorisations de programme résultant des votes émis à l'état B.

(*L'article* 2, *avec ces chiffres, est adopté.*)

M. le président. « Art. 3. — Il est ouvert au ministre de l'agriculture pour 1954, au titre des dépenses effectuées sur ressources affectées, des crédits s'élevant à la somme totale de 2.780 millions de francs.

« Ces crédits de payement sont applicables au titre VIII « Dépenses effectuées sur ressources affectées » conformément à la répartition par service et par chapitre figurant à l'état C annexé à la présente loi. »

L'article 3 est réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état C annexé.

Je donne lecture de cet état:

Agriculture.

TITRE VIII. — DÉPENSES EFFECTUÉES SUR RESSOURCES AFFECTÉES

A. — Fonds forestier national.

3e *partie. — Moyens des services.*

« Chap. 83-01. — Dépenses de personnel:
« Autorisations de programme, néant;
« Crédit de payement, néant. »
« Chap. 83-02. — Dépenses de matériel:
« Autorisations de programme, néant;
« Crédit de payement, néant. »
« Chap. 83-03. — Dépenses diverses ou accidentelles:
« Autorisations de programme, néant;
« Crédit de payement, néant. »
« Chap. 83-04. — Remboursement des taxes indûment perçues:
« Autorisations de programme, néant:
« Crédit de payement, néant. »

4e *partie. — Interventions.*

« Chap. 84-21. — Subventions pour la lutte contre les incendies, invasions d'insectes et autres calamités forestières:
« Autorisations de programme, néant;
« Crédit de payement, néant. »

5e *partie. — Investissements exécutés par l'Etat.*

« Chap. 85-11. — Travaux de reboisement:
« Autorisations de programme, néant;
« Crédit de payement, néant. »
« Chap. 85-21. — Travaux de conservation et de mise en valeur de la forêt:
« Autorisations de programme, néant;
« Crédit de payement, néant. »

6e *partie. — Investissements exécutés avec le concours de l'Etat. Prêts et subventions.*

« Chap. 86-11. — Prêts et subventions pour reboisement:
« Autorisations de programme, néant;
« Crédit de payement, néant. »
« Chap. 86-21. — Prêts et subventions pour travaux de conservation et de mise en valeur de la forêt:
« Autorisations de programme, néant;
« Crédit de payement, néant. »

B. — Fonds d'assainissement du marché de la viande.

3e *partie. — Moyens des services.*

« Chap. 83-31. — Dépenses de fonctionnement:
« Autorisations de programme, néant;
« Crédit de payement, 5 millions de francs. » — (*Adopté.*)

4e *partie. — Interventions.*

« Chap. 84-31. — Régularisation du marché du bétail et des viandes:
« Autorisations de programme, néant;
« Crédit de payement, 2.187.500.000 francs. »

Par amendement (n° 2) M. Driant et les membres de la commission de l'agriculture proposent de rétablir le crédit voté par l'Assemblée nationale et, en conséquence, d'augmenter ce crédit de 1.312.500.000 francs.

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. M. le rapporteur de la commission des finances désirerait, je crois, définir la position de la commission au nom de laquelle il rapporte avant que je défende l'amendement que j'ai déposé conjointement avec les membres de la commission de l'agriculture.

M. le président. Je lui donne volontiers la parole.

M. le rapporteur. Comme vient de l'indiquer M. le rapporteur de la commission de l'agriculture, des explications que nous allons recevoir des deux ministres des finances et de l'agriculture dépendra le sort de l'amendement que M. Driant a déposé en commun avec les membres de la commission de l'agriculture. Peut-être même, après ces explications, ne lui sera-t-il plus nécessaire de le défendre.

Il s'agit d'une question importante et le Conseil de la République voudra bien m'accorder quelques instants d'attention. Lorsque nous avons discuté du fonds d'assainissement du marché de la viande, il y a plus d'un mois, une controverse s'est élevée au sein de la commission des finances.

La question se posait de la manière suivante: M. le ministre des finances estimait que la baisse du prix de la viande lui conférait le droit, en vertu de la loi en vigueur, d'abaisser la taxe de 10 p. 100. M. le ministre de l'agriculture, qui avait besoin et a toujours besoin de sommes importantes pour assainir le marché de la viande, a obtenu alors de M. le ministre des finances que cette baisse de 10 p. 100 envisagée soit baptisée « transfert »: ce transfert a permis la dotation du fonds d'assainissement.

Plusieurs des membres de la commission des finances ont, par la voie de son président, posé a l'époque, le 19 novembre exactement, à M. le ministre des finances, la question suivante: Qui fera les frais de ce transfert ?

Vous savez que la loi qui a instauré la taxe unique sur la viande en avait défini les bénéficiaires: le budget annexe des allocations familiales, le compte spécial destiné à financer les subventions scolaires, enfin les collectivités locales.

Or, des explications que nous avions reçues de M. le ministre des finances, il résultait que la loi avait fixé impérativement les attributions de chacune de ces parties prenantes: budget de l'Etat, 64 p. 100; fonds spécial du Trésor relatif à l'allocation scolaire, 2 p. 100; budget annexe des prestations familiales, 21 p. 100; budget des collectivités locales, 13 p. 100. En conséquence, chacune de ces parties prenantes devait, d'après le ministre des finances, faire un cadeau proportionnel au fonds d'assainissement. M. le ministre de l'agriculture, entendu à son tour par la commission des finances, nous a indiqué, lui, qu'il avait établi un plan très valable pour assainir le marché de la viande.

N'oublions pas, mes chers collègues, que la taxe unique sur la viande a rapporté 80 milliards en 1952. Par conséquent quand je parle de 10 p. 100, il s'agit de 8 milliards. Avez-vous besoin de cinq ou de huit milliards pour assainir le marché de la viande ? Telle est la question que nous posions au ministre de de l'agriculture. La réponse avait été, à l'époque: « L'assainissement qualitatif entrainerait une dépense évaluée à 1 milliard et demi par an; par ailleurs, l'assainissement quantitatif supposait une politique d'exportation devant coûter environ 20 francs par kilo. Comme on envisageait une exportation de 40.000 tonnes par an, c'était donc 800 millions qu'il fallait prévoir à ce titre. Enfin, le stockage devait entrainer une charge d'un milliard; en ajoutant 2 milliards pour les autres charges d'opérations d'assainissement, on arrivait à un total de 5.300 millions. »

M. le ministre de l'agriculture — et je le comprends parfaitement — avait indiqué plus. Il est bien évident que l'assainissement tant qualitatif que quantitatif exigera bien davantage et que le rythme des opérations sera fonction des crédits qui seront mis à sa disposition. Il ajoutait qu'une ressource de 8 milliards trouverait facilement son emploi.

Je déclare, pour qu'il n'y ait pas de malentendu, que la commission des finances est tout à fait d'accord pour faciliter la charge du ministre de l'agriculture, pour assainir le marché de la viande. S'il a besoin de 8 milliards, je suis persuadé que ce n'est pas au sein de la commission qu'il trouvera une opposition. Mais la différence n'est pas là. Faut-il, oui ou non, 8 milliards ou 5 milliards ? Les collectivités locales feront-elles partiellement les frais de l'opération ?

Or, M. Edgar Faure, le ministre des finances, nous a répondu avec sa précision habituelle qu'en ce qui concernait les allocations familiales il n'y avait pas à s'inquiéter beaucoup, que ce budget étant en large déficit il faudrait bien le présenter en équilibre et qu'il importait de remettre cette question à un peu plus tard; qu'en ce qui concernait les allocations scolaires, cela ne jouait pas sur une très grande somme, mais qu'en ce qui concernait les collectivités locales, il était bien évident que, s'il y avait une baisse de 10 p. 100 sur la taxe unique, cette baisse se retrouverait dans la participation et le transfert que je viens d'indiquer.

Seulement, — et voilà où gît la difficulté —, si vous lisez le *Journal officiel*, relatant les débats en seconde lecture à l'Assemblée nationale du projet que nous avions amendé, vous remarquerez que M. le rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée nationale nous a déclaré:

« En réalité, le Conseil de la République n'avait apporté qu'une seule modification dans la première phrase de l'article unique. Cette modification est la suivante. Après les mots: « sur les recouvrements opérés », le Conseil de la République avait introduit les mots « au profit du budget de l'Etat. »

Une seule rectification, c'est vrai mais d'importance! qui me semble avoir échappé à M. le rapporteur de la commission des finances puisqu'il ajoutait que cette modification « ...avait été dictée au Conseil de la République par la crainte de voir amputés les crédits déjà affectés par le décret d'application sur le produit de la taxe de circulation et, particulièrement, les crédits affectés au budget annexe des prestations familiales et au budget des collectivités locales... » et je lis: « cette crainte ne se justifie pas ». Il ajoute ailleurs: « Il reste bien entendu que les crédits déjà affectés, par la loi du 15 juillet et le décret... » auxquels j'ai porté référence il y a un instant « ... au budget des prestations familiales, au budget des collectivités locales et aux fonds spéciaux du Trésor pour la question scolaire, ne peuvent être amputés par cette nouvelle affectation qui se situe parallèlement aux précédentes ». M. Charpentier, rapporteur pour avis à l'Assemblée nationale a dit également: « Votre commission avait déjà longuement discuté le point de savoir si des répercussions étaient possibles pour les autres bénéficiaires de la taxe unique. Elle a estimé qu'il n'en était rien ».

Je pose donc la question de nouveau à nos deux ministres: a-t-on besoin de 5 milliards ou bien de 8 milliards ? Si on a besoin de 8 milliards, est-ce que les recouvrements de l'Etat en feront seuls les frais ou est-ce qu'il faut s'attendre à un déséquilibre dans le budget des collectivités locales ?

Excusez la longueur de mon propos, mais j'estimais nécessaire de donner tous les détails au Conseil de la République. Voilà qui est fait et je suis convaincu qu'ayant recueilli les explications des deux ministres nous pourrons très probablement ne pas maintenir cette réduction de 1.500 millions.

M. le président. La parole est à M. Driant pour soutenir l'amendement de la commission de l'agriculture.

M. le rapporteur pour avis. Mes chers collègues, je crois qu'à la suite des explications fournies par M. le rapporteur de la commission des finances il est bon que le rapporteur de la commission de l'agriculture dise pourquoi cette commission demande le rétablissement des crédits. Je crains que la commission des finances, dont la position avait été approuvée par le Conseil de la République à la majorité, lors du vote de ce texte prévoyant une affectation de 10 p. 100 pour l'assainissement du marché de la viande, revienne sur cette position et demande une réduction de trois huitièmes, autrement dit demande que ne soient versés à ce fonds d'assainissement que les 10 p. 100 de ce qui est encaissé effectivement par le Trésor, laissant ainsi la part aux collectivités locales, la part revenant au budget annexe des allocations familiales et la légère part revenant aux allocations scolaires.

Cependant, que nous le voulions, à tort ou à raison, le Parlement a voté un texte. Ce texte existe et prévoit une taxe de 10 p. 100 sur la viande; ce n'est pas parce que le Conseil de la République aura demandé une réduction de trois huitièmes sur le budget de l'agriculture que ces trois huitièmes retourneront à la taxe locale pour les collectivités, au budget annexe ainsi qu'à l'allocation scolaire.

Je crois qu'en procédant ainsi nous donnerions un coup d'épée dans l'eau sans rétablir l'équilibre que nous demandions fin novembre en votant le rétablissement de ce texte pour l'assainissement du marché de la viande. Ces crédits, qui représentent 4 milliards 425 millions et qui sont pour les six premiers mois de l'année seulement, doivent par la suite être utilisés par le fonds mutuel de garantie.

Je crois qu'il n'est pas dans l'esprit du Gouvernement, et surtout du ministre de l'agriculture, de se servir de ces crédits uniquement pour faire l'assainissement du marché de la viande. Le fonds mutuel de garantie, dans l'esprit des commissaires de l'agriculture, doit servir à assainir l'ensemble du marché agricole.

Alors, même si les 5.100 millions de crédits votés par la Conseil de la République fin novembre étaient suffisants pour le ministre de l'agriculture au point de vue de l'assainissement du marché de la viande, nous considérons, nous, que la réduction demandée par la commission des finances ne rétablit pas la situation et prive le ministère de l'agriculture d'une dotation importante, qui sera utilisée, je le répète, dans les six premiers mois, par le budget de l'agriculture et ensuite par le fonds mutuel de garantie.

Voilà les raisons qui ont motivé le dépôt des deux amendements — car les deux amendements se tiennent — sur les chapitres 84-31 et 84-32, par lesquels nous demandons le rétablissement des crédits. Nous ne pouvions pas, à l'occasion de la discussion de ce budget, laisser modifier un texte que le Conseil de la République a voté avec une position restrictive, mais que finalement le Parlement a voté en affectant 10 p. 100 de la totalité de la taxe au fonds d'assainissement de la viande. (*Applaudissements.*)

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances. Les explications données par M. Driant sont tout à fait justes et règlent la question.

Une loi votée le 10 décembre stipule: « Sur les recouvrements opérés au titre de la taxe sur la circulation des viandes, il est effectué un prélèvement de 10 p. 100 en vue d'assainir le

marché de la viande. Le produit de ce prélèvement est porté en recettes à un compte d'affectation spéciale ».

Il est bien évident qu'il s'agit de 10 p. 100 des recouvrements de la taxe. Donc se trouvent diminués d'autant les différents attributaires: l'Etat pour sa part, les collectivités locales pour leur part, les budgets annexes pour leur part également.

Le Conseil de la République avait proposé un autre système, qui consistait à n'enlever que la part de l'Etat, ce qui faisait, par conséquent, un chiffre inférieur à 10 p. 100. L'Assemblée nationale n'a pas accepté cette modification et la loi est ce que je viens de dire.

Cette affaire serait donc très claire, si elle n'était pas obscurcie par les travaux préparatoires. Il semble, en effet, que le rapporteur ait commis une erreur en pensant qu'il allait avoir à la fois la totalité des 10 p. 100 sans qu'il soit nécessaire de diminuer la part qui n'était pas celle de l'Etat. Mais ce n'est pas possible.

D'autre part, les travaux préparatoires n'ont de valeur — je m'excuse de le dire — qu'autant qu'il y a lieu à interprétation. Or, ici, nous nous trouvons en présence d'une loi dont la clarté et la précision sont indiscutables. Il s'agit, par conséquent, de 10 p. 100 sur les recouvrements, alors que, si l'on avait voulu suivre la thèse du Conseil de la République ou de M. Gabelle, on aurait dû dire: 10 p. 100 sur la part destinée à l'Etat dans les recouvrements. C'est d'ailleurs logique, car l'idée initiale était qu'en raison de la baisse des cours du bétail on aurait pu abaisser la taxe qui est fixe et non plus *ad valorem*.

Certains avaient demandé au Gouvernement de baisser la taxe de 10 p. 100. Si cela avait été fait, tout le monde en aurait pâti, entre autres l'Etat et les collectivités locales. Au lieu de diminuer le taux de 10 p. 100, en vertu du raisonnement que cette diminution n'aurait d'effet utile ni pour le producteur ni pour le consommateur, puisqu'elle se perdrait dans les sables du circuit commercial, on a fait l'affectation au compte spécial. En fait, tout se passe comme si on avait diminué la taxe de 10 p. 100 et créé une taxe de 10 p. 100 au profit du compte spécial.

Par conséquent, je crois qu'il y a lieu de suivre — je m'en excuse auprès de la commission des finances — les propositions de la commission de l'agriculture et d'utiliser le crédit, puisque celui-ci vous est légalement affecté. Vous avez donc non seulement le droit, mais en quelque sorte le devoir de le recevoir. M. le ministre de l'agriculture vous dira ce qu'il doit en faire. (*Applaudissements.*)

M. le ministre de l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Je dois ajouter aux explications fort pertinentes de M. le ministre des finances, quelques indications sur l'utilisation des crédits mis à ma disposition, car c'est, je crois, l'objet de la question qui m'a été posée par la commission des finances.

Comme je l'avais dit devant cette commission, je ne puis utiliser que les crédits mis à ma disposition. J'avais fait remarquer à l'époque que, dans l'hypothèse où ces crédits ne s'élèveraient qu'à 5 milliards 200 millions de francs, la part consacrée à l'assainissement qualitatif du marché de la viande serait très faible, notamment pour la lutte contre la tuberculose et la prophylaxie des animaux.

Si nous nous en tenons aux crédits qui me sont ouverts par la loi du 9 décembre 1953, c'est-à-dire, pour le premier semestre de 1954, ils sont de 4 milliards 125 millions de francs et correspondront à des dépenses que je peux chiffrer de la manière suivante: pour la régularisation du marché de la viande lui-même, le soutien des exportations portant sur 15.000 tonnes doit être de 450 millions de francs.

J'ouvre sur ce point une parenthèse pour répondre à M. Coudé du Foresto. Celui-ci m'a demandé quelle était dans ces exportations la part qui sera réservée à la viande de porc par rapport à celle affectée à la viande de bœuf. Il m'est très difficile de lui répondre, car je ne suis pas maître, dans mes prévisions, de fixer le volume des exportations qui seront faites. Ces exportations tiennent compte de la situation des marchés extérieurs et de la recherche des opérations les plus profitables.

Il serait donc dangereux de limiter au départ les possibilités d'exportation de telle ou telle viande.

Plus importante pour le marché de la viande est une avance de trois milliards de francs à la société interprofessionnelle du bétail et des viandes pour le stockage et la congélation; cette avance se retrouvera dans les recettes du deuxième semestre. Pour les opérations diverses, notamment pour perte sur stockage fait pour le compte de l'intendance, 50 millions de francs sont prévus.

Sur le second chapitre de ces dépenses — prophylaxie des maladies des animaux — 120 millions de francs seront réservés à la lutte contre la fièvre aphteuse, puisque dorénavant tous les crédits destinés à la prophylaxie des maladies des animaux ont été retirés du budget et sont imputés maintenant au fonds d'assainissement du marché de la viande; en outre, la lutte contre la tuberculose bovine disposera de 500 millions de francs, soit au total 4.125 millions de francs, auxquels s'ajoutent 5 millions de francs pour frais de fonctionnement du fonds d'assainissement lui-même.

Pour le second semestre, c'est-à-dire au moment où les crédits seront versés au fonds de garantie mutuelle, celui-ci recueillera 4.125 millions de francs et 3 milliards de francs dus au remboursement des avances consenties à la société interprofessionnelle, soit une recette totale de 7.125 millions de francs. Sur cette somme, les dépenses de fonctionnement représenterons environ 7 millions de francs: la régularisation des marchés, le soutien des exportations, qui, je l'espère, porteront sur 25.000 tonnes de viandes, absorberont vraisemblablement 750 millions de francs; le stockage et la congélation donneront lieu à des avances de 2.100 millions de francs; pour les pertes — c'est une prévision qui, je l'espère, ne sera pas réalisée — sur congélation, un milliard de francs ont été réservés; enfin, pour les opérations diverses, un crédit de 338 millions de francs est prévu, soit au total 4.188 millions de francs pour la régularisation du marché. Pour la prophylaxie des maladies des animaux, la lutte contre les maladies, et notamment la lutte contre la fièvre aphteuse, 130 millions de francs; pour la lutte contre la tuberculose bovine, 2.600 millions de francs, et pour la lutte contre les maladies du bétail, 100 millions de francs; pour les recherches vétérinaires, 50 millions de francs; pour les recherches zootechniques, 50 millions de francs, ce qui répond au désir exprimé par le Conseil de la République de voir augmenter les crédits mis à la disposition des différents laboratoires; au total 7.125 millions de francs, correspondant exactement à la recette que nous avons prévue pour ce semestre.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je remercie, au nom de la commission des finances, M. le ministre des finances et M. le ministre de l'agriculture des explications très détaillées qu'ils ont bien voulu nous donner. Je crois que la commission peut s'estimer satisfaite. Ces interventions ont permis de constater que le Conseil de la République avait eu raison lorsqu'il avait pris sa décision lors de la discussion de la loi créant le fonds d'assainissement. Dans ces conditions, la commission des finances n'insiste pas et demande que les crédits budgétaires soient rétablis pour les articles en question dans leur teneur initiale.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement accepté par la commission et le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 84-31, avec le chiffre de 3.500 millions de francs résultant du vote de l'amendement de M. Driant.

(*Le chapitre 84-31, avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président.

« Chap. 84-32. — Prophylaxie des maladies des animaux:

« Crédit de payement, 387.500.000 francs. » — (*Adopté.*)

C. — Fonds d'assainissement de la viticulture.

3e *partie. — Moyens des services.*

« Chap. 83-41. — Dépenses de personnel:

« Crédit de payement, 120 millions de francs. »

Par amendement (n° 37), M. Jean Durand propose de supprimer ce chapitre.

La parole est à M. Jean Durand.

M. Jean Durand. Mes chers collègues, la réforme du statut viticole, suivant le décret-loi n° 53-977 du 30 septembre 1953, comporte, en son article 24, trois paragraphes. Deux remarques s'imposent: l'une sur les recettes, l'autre sur les dépenses.

Les recettes sont problématiques. Elles doivent provenir avant tout des redevances. Qu'indique l'article 14 du même décret qui a trait aux redevances ? En un mot, que ces redevances ne seront appliquées qu'aux producteurs ayant un rendement à l'hectare supérieur à 100 hectolitres. Comme toute quantité supérieure à 100 hectolitres à l'hectare doit être bloquée et obligatoirement distillée, il ne pourra être prélevé aucune redevance, la distillation obligatoire exonérant ces redevances.

Quant à l'article 29 (redevance sur les pépiniéristes), il est fort discuté. Cette redevance est d'un caractère anticonstitutionnel et illégal. Le décret-loi prétend la fonder sur l'acte dit loi du 11 octobre 1941, alors que la loi de pleins pouvoirs

n° 53-611 du 11 juillet 1953, article 7, a pris soin de préciser qu'il ne pourrait être porté atteinte aux dispositions de la Constitution ni à la tradition républicaine, dont les principes ont été réaffirmés dans le préambule de la Constitution, ni à la protection des biens et libertés publics. Ainsi l'origine des 200 millions de francs inscrits à ce chapitre, en dehors des pénalités et des amendes qui ne couvriront pas ledit crédit, ne semble avoir aucune base solide.

Une fois encore, il sera demandé au Trésor de combler le déficit.

Avez-vous détaillé les dépenses ? Elles n'assurent que des frais de fonctionnement. Sur ces 200 millions, 120 millions sont réservés aux dépenses de personnel. On crée 180 nouveaux postes de fonctionnaires; 30 millions vont au remboursement des frais, 32 millions aux dépenses de matériel, 20 millions pour le premier équipement, 12 millions pour les dépenses courantes, 3 millions pour les loyers, 15 millions pour les autos.

Que reste-t-il ? Rien, pas un sou pour la viticulture. Absolument rien pour assurer les primes et les indemnités prévues aux articles 31, 32 et 33 du même décret, afin de favoriser l'arrachage volontaire et la reconversion d'une partie du vignoble.

C'est tellement grotesque que la presse spécialisée dit: c'est un sabotage de l'économie viticole. Que dit la grande presse ? Le *Figaro* répond: « Il serait peut-être utile qu'un organisme s'avisât d'assainir les procédés d'assainissement de l'Etat. »

A ce jour, différentes propositions de loi sont déposées ou vont l'être. Elles tendent ou tendront à un assainissement du vignoble, soit par des annuités durant cinq ans seulement et inférieures aux dépenses annuelles qu'entraîne la distillation obligatoire, que le Trésor assurerait en remboursement d'un prêt qui permettrait la reconversion du vignoble sur 300.000 hectares environ, suivant une indemnité moyenne de 300.000 francs à l'Etat, soit suivant l'image du fonds d'assainissement du marché de la viande.

Pour celui-ci, a-t-on compté sur les redevances des pénalités et des amendes ? Non. Pour celui de la viticulture il doit en être de même. Seuls la viande et le vin supportent la taxe unique.

Après ces observations, il me serait agréable que notre Assemblée, caractarisée par la sagesse de ses membres, (*Sourires*) supprime l'ensemble de tels crédits qui n'ont pour seul but que de créer un nouvel organisme d'Etat comprenant, dès le départ, un nombre imposant de fonctionnaires nouveaux et ne disposant d'aucune ressource en faveur de la viticulture.

Si je compare les frais de fonctionnement du fonds d'assainissement du marché de la viande à ceux du fonds d'assainissement de la viticulture, je constate que 5 millions seulement suffisent pour le premier, alors que vous en demandez déjà 200 pour le second.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission n'a pas d'avis à donner à ce sujet, pour la raison que j'ai déjà indiquée.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'agriculture. Je veux préciser que le décret du 30 septembre 1953 a créé cet institut des vins de consommation courante que l'ensemble de la viticulture réclamait. Pour que cet institut puisse fonctionner, il lui faut évidemment, au départ, une organisation. Je ne crée pas de recettes nouvelles, puisqu'elles sont déjà créées par l'article 14; je fais une simple affectation de ces recettes à l'institut des vins de consommation courante pour permettre son organisation.

M. Jean Durand. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jean Durand, pour répondre à M. le ministre.

M. Jean Durand. La réponse de M. le ministre ne me donne point satisfaction, parce que ces recettes sont prélevées sur des viticulteurs qui ont une trésorerie aujourd'hui exangue.

Dans la discussion générale, nous avons eu le plaisir d'entendre de nombreuses et intéressantes interventions de notre collègue M. Boudet, contre le malthusianisme économique et de M. Courrière demandant des crédits en faveur des viticulteurs qui voudraient procéder à la reconversion de leur vignoble. Parce qu'il y a trop de blé, vous n'avez pas cherché, monsieur le ministre, à faire de l'eau-de-vie de grains imitant le wisky par exemple. Vous avez bien fait, en rendant la liberté au marché du blé pour la consommation animale. Rendez donc la liberté au marché du vin. Que tous ces viticulteurs, qu'ils soient du Minervois, des Corbières ou d'autres régions, qui n'ont fait qu'une récolte de trente hectolitres au maximum à l'hectare, puissent, dès le 15 janvier, vendre la totalité de leur production.

Vous nous avez dit que 6 p. 100 seulement des viticulteurs seront astreints aux mesures de blocage et de distillation, afin de garder le caractère social du statut viticole. Je ne peux vous approuver, monsieur le ministre. En ruinant les producteurs qui ont mis en application les méthodes de productivité que préconise le Gouvernement, votre méthode n'a rien de social. Aidez donc les malheureux, les infirmes de la profession, mais ne détruisez pas les vignobles productifs. Le social dont vous avez parlé, qui n'est pas le vôtre, je le sais, mais celui du précédent statut viticole, se rapproche beaucoup plus de l'électoral que de l'entr'aide humaine.

La fédération de la Gironde des vins de grande consommation a procédé à un referendum parmi les viticulteurs du département. Ceux-ci devaient se prononcer, d'une part sur la liberté du marché du vin et, d'autre part, sur le maintien du droit de propriété viticole. Les réponses sont favorables à la liberté du marché du vin dans la proportion de 96,30 p. 100 et au maintien du droit de propriété viticole dans la proportion de 99,32 p. 100. Voilà le sentiment de base, et non celui de la fédération des associations viticoles.

Nous en avons assez d'un dirigisme « aux grandes oreilles ». Puisque la recherche de l'égalité dans le dirigisme est un échec, rétablissons l'égalité sans dirigisme. N'opposez pas les viticulteurs à d'autres viticulteurs. Les premiers secours à apporter à nos malheureux vignerons doivent tendre à une indemnisation suffisante d'arrachage.

Dans ces conditions, je vous demanderai que les crédits provenant de viticulteurs sans trésorerie, crédits uniquement consacrés à couvrir des frais de fonctionnement, soient repoussés. Il n'y a rien, en effet, dans ces crédits pour la viticulture. Je maintiens donc mon amendement.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Je voulais simplement dire à M. Jean Durand que la création d'un institut des vins de consommation courante ne préjuge en rien des plantations qui seront faites ou interdites dans l'avenir. Cet institut a été réclamé par l'ensemble de la viticulture et il étudiera avec elle tous les problèmes viticoles. Le Gouvernement repousse l'amendement de M. Jean Durand.

M. le président. La parole est à M. Jean Durand, pour répondre à M. le ministre.

M. Jean Durand. Un seul mot pour préciser qu'en effet le décret-loi du 30 septembre réformant le code du vin est un compromis et que l'institut des vins de consommation courante est parfaitement accepté, mais à la condition que la première partie de ce décret-loi, qui tend à rendre la liberté au marché du vin, soit elle-même appliquée.

M. le rapporteur. La commission, mieux éclairée, repousse l'amendement.

M. Jean Durand. Elle est pour les fonctionnaires nouveaux payés par des viticulteurs qui n'ont plus de moyens de trésorerie ! (*Exclamations.*)

M. le président. D'après les explications fournies par son auteur, M. Jean Durand, l'adoption de cet amendement entraînerait la suppression des chapitres 83-41, 83-42, 83-43, 83-44 et 83-45.

Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 83-41, au chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 83-41 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 83-42. — Remboursement de frais:
« Autorisation de programme, néant;
« Crédit de payement, 30 millions de francs. » — (*Adopté.*)
« Chap. 83-43. — Dépenses de matériel:
« Autorisation de programme, néant;
« Crédit de payement, 32 millions de francs. » — (*Adopté.*)
« Chap. 83-44. — Loyers:
« Autorisation de programme, néant;
« Crédit de payement, 3 millions de francs. » — (*Adopté.*)
« Chap. 83-45. — Matériel automobile:
« Autorisation de programme, néant;
« Crédit de payement, 15 millions de francs. » — (*Adopté.*)

4e partie. — Interventions.

« Chap. 84-41. — Primes et indemnités diverses attribuées en vue de l'assainissement des vignobles:
« Autorisation de programme, néant;
« Crédit de payement. » — (Mémoire).

Je mets aux voix l'article 3, avec la somme de 4.325 millions de francs résultant des votes émis sur les chapitres de l'état C.

(*L'article* 3 *est adopté.*)

M. le président. « Art. 3 *bis*. — Est abrogé le deuxième alinéa de l'article 7 modifié du décret n° 47-1346 du 27 juin 1947. » — (*Adopté.*)

« Art. 4. — Le montant maximum des prêts qui pourront être attribués pour 1954 au titre de l'habitat rural et des migrations

rurales est fixé à la somme de 5.800 millions de francs, applicable, à concurrence de 5.200 millions de francs, à l'habitat rural et, à concurrence de 600 millions de francs, aux migrations rurales. » — (*Adopté.*)

« Art. 5. — Le ministre de l'agriculture est autorisé à engager en 1954, par anticipation sur les crédits qui lui seront alloués pour l'exercice 1955, des dépenses s'élevant à la somme de 10 millions de francs pour le chapitre 44-11 : « Concours général agricole », et à 65 millions de francs pour le chapitre 44-21 : « Vulgarisation. » — (*Adopté.*)

« Art. 6. — Les dispositions relatives au financement de l'équipement rural prévues par l'article 1er de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947, modifiée et complétée par les textes subséquents et en particulier par l'article 19 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949 et l'article 3 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953, sont prorogées jusqu'au 31 décembre 1954. » — (*Adopté.*)

Par amendement (n° 47) MM. Dulin, Berthoin et Driant proposent, après l'article 6, d'insérer un article additionnel 6 *bis* (nouveau), ainsi rédigé :

« I. — A partir du 1er janvier 1954, les travaux communaux d'alimentation en eau potable feront l'objet, chaque année :

« *a*) D'un programme inconditionnel financé selon les dispositions législatives en vigueur à l'aide des crédits de subventions et de prêts inscrits aux budgets des ministères de l'agriculture et de l'intérieur :

« *b*) D'un programme conditionnel complémentaire dans la limite des ressources dégagées à cet effet.

« II. — Pour assurer le financement du programme conditionnel visé au paragraphe précédent, il est ouvert, dans les écritures du Trésor, un compte d'affectation spéciale alimenté par :

« *a*) Le produit d'une contribution versée par les services publics de distribution d'eau, quels que soient leur nature juridique et leur mode d'exploitation, et dont le montant est établi d'après le volume des eaux distribuées. Le montant de cette contribution, dont la charge est récupérée sur les usagers au prorata des consommations, sera fixé par un arrêté des ministres des finances et des affaires économiques, de l'intérieur et de l'agriculture ;

« *b*) Le produit des emprunts, à caractère national, que le Crédit foncier et la caisse nationale de crédit agricole pourront être autorisés à émettre à cet effet.

« III. — Le compte spécial du Trésor visé au paragraphe II est géré par le ministre des finances et des affaires économiques assisté d'une commission dont il désignera les membres. Cette commission devra comprendre quatre députés, deux sénateurs, six représentants des ministres des finances et des affaires économiques, de l'intérieur et de l'agriculture, quatre représentants des collectivités locales désignés sur proposition des associations nationales des présidents des conseils généraux et des maires de France ainsi que deux personnalités choisies à raison de leur compétence en matière de distribution d'eau.

« IV. — La répartition des ressources affectées au programme conditionnel visé au paragraphe Ier sera faite entre les collectivités locales dont les projets d'alimentation en eau potable auront été approuvés par les ministres compétents, compte tenu des charges et des ressources des collectivités locales intéressées et de l'ordre d'urgence des travaux. »

La parole est à M. Dulin.

M. Dulin. Mesdames, messieurs, MM. Jaubert, Berthoin et moi-même avons déposé sur le bureau de cette assemblée, une proposition de loi tendant à l'allégement des charges d'adduction d'eau pour nos communes. Vous connaissez l'économie de ce projet, qui veut réaliser quelque chose de parallèle avec ce qui existe pour l'électrification de nos campagnes.

En 1936, M. Jaubert a fait voter par le Parlement la création d'une caisse d'allégement qui, aujourd'hui, donne entière satisfaction à nos communes, puisque pratiquement, par cet allégement, nous n'avons plus aucune charge.

Au contraire, vous savez que par suite de l'augmentation du prix des travaux, lorsqu'une commune rurale réalise une adduction d'eau, le prix de vente du mètre cube d'eau varie entre 90 et 130 francs, selon les régions et selon les travaux à effectuer. Vous savez aussi que M. le ministre de l'agriculture et M. le ministre des finances ont fait cette année un effort supplémentaire pour porter à 15 milliards de francs de travaux environ le programme d'adduction d'eau de nos campagnes.

Ainsi qu'on l'a fait remarquer à différentes reprises, à ce rythme-là, il faudrait un grand nombre d'années pour que les communes rurales soient alimentées en eau potable.

C'est pourquoi, avec M. Driant et M. le rapporteur général Berthoin, je présente un amendement qui comporte, outre le programme du ministère de l'agriculture, un programme conditionnel d'adduction d'eau financé par des emprunts qui seraient émis spécialement à cet effet par le Crédit foncier et la caisse nationale de crédit agricole et par un prélèvement minime sur les recettes provenant de la vente de l'eau. Contrairement à ce qui a été dit à l'Assemblée nationale — on a parlé de 8 francs par mètre cube d'eau — la consommation contrôlée de l'eau étant de l'ordre de 1.500 millions de mètres cubes, je pense qu'un prélèvement de 2 francs au mètre cube d'eau suffirait car cela nous donnerait, en plus des emprunts, une recette de 3 milliards environ. Ainsi nous aurions un programme d'adduction d'eau supplémentaire de l'ordre de 10 milliards, ce qui porterait le total à 25 milliards.

En fait, ce projet constitue — c'est là l'important — l'amorce de l'allégement des charges qui sera réalisé en vertu du projet que nous avons présenté au Parlement. En effet, grâce aux fonds recueillis par cette caisse, la commission que nous avons prévue — au sein de laquelle sont représentés les membres du Parlement et de l'administration — pourra décider un allégement en capital ou en annuités sur les travaux réalisés sans subvention. A compter du jour, que nous voulons espérer prochain, où le projet que nous avons déposé serait voté, cette caisse viendrait automatiquement s'intégrer dans la nouvelle caisse d'allégement que nous avons prévue et nous arriverions ainsi, pour toutes les communes, à obtenir l'allégement indispensable, particulièrement dans nos campagnes, où il n'est pas possible d'imposer un prix de 110 à 120 francs le mètre cube d'eau.

L'amendement que nous avons proposé constitue donc une amorce intéressante de cette politique. Il permet surtout, par les emprunts spéciaux que pourra autoriser M. le ministre des finances, d'augmenter pour 1954 le programme des adductions d'eau dans nos campagnes. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission des finances est favorable à cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Le Gouvernement s'en rapporte à la sagesse du Conseil.

M. Auberger. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Auberger.

M. Auberger. L'article additionnel proposé par nos collègues MM. Dulin, Driant et Berthoin paraît tout à fait séduisant, car il a pour objet de proposer une solution pratique au financement des adductions d'eau dans les campagnes, problème qui nous préoccupe tous et que nous avons évoqué au cours de ce débat.

J'indique que le premier paragraphe de cet amendement paraît devoir être voté sans discussion. Par contre, le paragraphe *a* de la partie II de cet amendement nous conduit à faire des réserves sérieuses au sujet des modalités proposées pour assurer le financement du programme conditionnel d'adduction d'eau. Il s'agit d'imposer aux communes pourvues de la distribution d'eau potable une participation financière en faveur des travaux destinés à fournir l'eau aux communes qui en sont privées.

Je me demande si, au cours d'une discussion comme celle qui est en cours sur le budget de l'agriculture, il est possible de prendre un décision aussi importante qui va entraîner des bouleversements dans les budgets communaux, et d'établir des modalités qui ne sont pas fixées d'une façon très précise, étant donné que la distribution d'eau se fait dans les centres importants dans des conditions bien différentes.

Sur la question de principe, mes chers collègues, nous sommes absolument d'accord, attendu que c'est le souhait que nous avons formulé hier à la tribune. Mais nous devons faire des réserves, parce que le problème a une telle importance qu'il ne nous paraît pas possible de le traiter au cours de cette discussion.

Si cette proposition est admise, en admettant que l'Assemblée suive le Conseil de la République, les budgets communaux vont se trouver amputés dès 1954 par suite du prélèvement.

M. Dulin. Pas du tout !

M. Auberger. Dans un budget communal, il y a un chapitre spécial à l'exploitation en régie de la distribution d'eau.

Plusieurs sénateurs. Mais non !

M. Auberger. Alors, excusez-m'en, j'ai mal compris votre proposition. Mon souci était évidemment de prendre des précautions pour qu'il ne soit pas porté atteinte aux budgets communaux.

M. Restat. Ils ne sont pas touchés.

M. Auberger. Si j'ai commis une erreur, je m'en excuse et je demande à M. Dulin, l'auteur de la proposition, de nous rassurer.

M. Dulin. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Dulin.

M. Dulin. L'amendement est formel. Les budgets communaux ne sont pas intéressés, mais pour les usagers et par un décret que prendront M. le ministre de l'agriculture et M. le ministre des finances et des affaires économiques, le prix de l'eau sera augmenté d'un ou deux francs. L'eau coûte actuellement 120 ou 130 francs le mètre cube. Pour ceux qui l'ont déjà cela ne fera pas un gros sacrifice en regard des avantages obtenus.

M. Georges Laffargue. C'est cela le « solidarisme » cher au parti socialiste.

M. Auberger. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Auberger.

M. Auberger. Nous ne sommes pas du tout contre le principe de la solidarité. Nous l'avons invoqué nous-mêmes. Ce sont des conséquences de la mise en place du projet que je me suis inquiété. Actuellement, les budgets communaux sont votés. Le prix de l'eau a été fixé par délibération. Il est bien évident que s'il y a majoration, il faudra revoir les prévisions budgétaires. (*Exclamations au centre et à droite.*)

M. Jean Berthoin, *rapporteur général de la commission des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Je voudrais en quelques mots préciser que le montant de la taxe sera récupéré sur les usagers et qu'en aucun cas il ne s'agit d'une charge supplémentaire pour les budgets communaux.

Je demande au Conseil de songer à l'effort de solidarité qui est demandé en faveur de 22.000 communes françaises qui n'ont pas d'eau potable, auprès de celles, au nombre de 14.000, qui ont la chanse de l'avoir. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. Auberger. Nous ne sommes pas du tout, je le répète, opposés au principe de solidarité...

M. le rapporteur général. Nous le savons bien!

M. Auberger. ...mais les réserves que j'ai faites concernent seulement l'application de l'amendement.

M. le rapporteur général. Il n'est pas douteux que la commission chargée de gérer ce fonds apportera toutes les précautions nécessaires pour éviter les inconvénients dont vous avez parlé.

M. Primet. Et les grosses industries qui ont de l'eau sans compteur, que payeront-elles ?

M. le rapporteur général. Elles auront un forfait, soyez sans crainte.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement, accepté par la commission et le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Ce texte devient donc l'article 6 *bis* (nouveau).

« Art. 8. — A compter du 1er janvier 1954 les dépenses de fonctionnement du service du contrôle des lois sociales en agriculture sont couvertes au moyen de fonds de concours versés à concurrence des trois sixièmes par le budget annexe des prestations familiales agricoles, des deux sixièmes par la caisse centrale de secours mutuels agricoles et d'un sixième par la caisse nationale d'allocation-vieillesse agricole. » — (*Adopté.*)

« Art. 9. — Le troisième alinéa de l'article 27 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 est modifié comme suit:

Après les mots: « sauf pour la distillerie », ajouter les mots: « et la vinaigrerie ».

Par amendement (n° 36 rectifié), M. Jean Durand propose de compléter cet article comme suit:

« Le troisième alinéa de l'article 27 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 est complété par les dispositions suivantes:

« Tout vin de grande consommation destiné à la distillation obligatoire pourra également avoir comme destination la vinaigrerie. »

La parole est à M. Jean Durand.

M. Jean Durand. Mes chers collègues, je ne m'élève pas contre les nouvelles dispositions que l'article 9 introduit dans la rédaction du troisième alinéa de l'article 27 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953.

J'avais déposé un amendement dont la rédaction était différente. Si l'article 47 m'avait été opposé, bien qu'il ne s'agisse pas en la matière d'une augmentation de crédits, puisque ceux-ci ne peuvent être fixés avant que le volume de vin à distiller ne soit déterminé, j'aurais pu présenter un nouvel amendement.

M'inclinant devant la décision du Conseil de la République de ne plus accepter de nouveaux amendements, j'ai apporté une nouvelle rédaction à mon amendement, tendant à compléter l'article 9 par les dispositions suivantes:

« Tout vin de grande consommation destiné à la distillation obligatoire pourra également avoir comme destination la vinaigrerie. »

En effet, puisque le vin provenant des cépages prohibés peut aller à la vinaigrerie, il paraît tout à fait normal que le vin de grande consommation, même destiné à cette malfaisante et ruineuse distillation obligatoire, puisse à plus forte raison être dirigé sur la vinaigrerie.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'agriculture. Le Gouvernement l'accepte également.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement accepté par la commission et le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. Monichon. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Monichon.

M. Monichon. Je veux profiter de l'adoption de cet amendement de M. Jean Durand et profiter en même temps de la présence de M. le ministre des finances au banc du Gouvernement pour lui rappeler la réponse que m'a faite tout à l'heure M. le ministre de l'agriculture sur la position du Gouvernement en ce qui concerne la reconduction du décret fixant le prix minimum du vin au 16 janvier 1954.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. J'indique à M. le sénateur que je n'ai pas encore arrêté ma position sur cette question. Les fixations des prix minima et maxima sont des questions extrêmement délicates qui doivent relever de la compétence de l'exécutif et qui peuvent faire l'objet d'apprécations très fluctuantes, même suivant les jours. Par conséquent, je ne puis actuellement donner aucune indication précise au Conseil sur ce point.

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation ?...

Je mets aux voix l'article 9 complété par le texte de l'amendement de M. Jean Durand.

(*L'article 9, ainsi complété, est adopté.*)

M. le président. « Art. 10. — Il est inséré dans l'article 29 de la loi de finances n° 53-79 du 7 février 1953, un paragraphe II *bis* ainsi conçu:

« II *bis*. — Il sera institué par le ministre de l'agriculture, en matière de formation professionnelle agricole, aux stades départemental et national, des comités, conseils ou commissions analogues à ceux qui fonctionnent en matière de formation professionnelle industrielle et commerciale.

« Entre autres attributions, ces organismes seront seuls compétents pour accorder des exonérations totales ou partielles de la taxe d'apprentissage dans toute la mesure ou les demandes d'exonération formulées par les assujettis seront motivées par des dépenses faites en faveur d'écoles, cours, laboratoires ou œuvres intéressant l'agriculture, conformément aux dispositions du paragraphe Ier du présent article et des règlements pris pour son application.

« Les ministres de l'agriculture, de l'éducation nationale, du travail, de la santé publique et de la population, les professions agricoles et connexes ainsi que les sociétés coopératives visées au paragraphe II du présent article, les institutions publiques et privées de formation professionnelle agricole, seront représentés dans ces conseils, comités ou commissions.

« Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'application du présent article. » — (*Adopté.*)

Je rappelle au Conseil de la République que le chapitre 46-51 a été renvoyé à la commission des finances et qu'en conséquence le vote de l'ensemble de l'article 1er, avec l'état A, annexé a été réservé.

Quelles sont les propositions de la commission ?

M. le rapporteur. J'ai eu l'honneur de faire remarquer, dans ma seconde intervention sur l'article 1er, que peut-être il y aurait lieu de renvoyer le chapitre litigieux en commission, mais seulement après avoir entendu les explications de M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances est présent et je ne doute pas que M. Restat désire l'entendre. Si donc sa réponse donne satisfaction à M. Restat, ce que je souhaite, il n'y aura pas lieu de réunir la commission des finances et tout pourra être réglé en séance très rapidement.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. L'amendement de M. Restat comporte une réduction indicative et non un engagement législatif.

En cette matière, le Gouvernement s'en rapporte toujours à l'Assemblée.

Je n'ai pas assisté à tout le débat, mais, si j'ai bien compris, M. Restat aurait voulu obtenir qu'une certaine somme soit affectée, sur le produit de la loterie nationale, à la caisse des calamités agricoles en raison de la législation d'avant guerre. Je dois indiquer que cette législation avait d'ailleurs été modifiée dès cette époque, en 1939 je crois, et que, depuis, cette affectation n'a plus été faite. Il en est de même pour celle de la retraite du combattant à laquelle faisait allusion notre collègue. D'ailleurs, tous les ans, dans des assemblées, on nous demande des affectations spéciales.

En fait, les recettes de la loterie nationale sont comprises dans les prévisions de la loi des comptes spéciaux du Trésor qui viendra en discussion dans une séance ultérieure. Par conséquent, M. le ministre de l'agriculture et moi-même sommes en train d'étudier le problème d'ensemble des calamités agricoles, pour lesquelles des dispositions nouvelles seront prises pour 1955 et soumises en leur temps aux assemblées.

Je demande donc à M. Restat de vouloir bien ne pas insister sur son amendement, lequel, je m'excuse de le lui dire, n'aura pas de portée pratique. Au demeurant, il pourra soulever ce problème à propos de la loi des comptes spéciaux du Trésor.

M. le président. Je précise qu'il n'y a pas d'amendement sur ce chapitre.

M. Restat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Restat.

M. Restat. J'enregistre bien volontiers, monsieur le ministre, l'engagement que vous venez de prendre, à condition — excusez-moi cette expression qui sera peut-être un peu dure — qu'il soit sincère.

En effet, n'oubliez pas que la loi du 8 août 1950 comporte l'article 1er suivant: « Avant le 1er mars 1951, le Gouvernement devra saisir le Parlement d'un projet de loi tendant à organiser, soit un système d'assurance contre la grêle et les calamités agricoles, soit une caisse nationale de solidarité destinée à indemniser les victimes des calamités agricoles ». Nous sommes en 1954, nous attendons toujours que le ministre des finances et le ministre de l'agriculture se mettent d'accord pour présenter au Parlement un texte efficace.

M. le ministre de l'agriculture a déposé un projet de loi qui a été examiné par la commission de l'agriculture de l'Assemblée nationale mais, jusqu'à ce jour, le ministre des finances n'a pas prévu ou n'a pas voulu prévoir le financement. La commission de l'agriculture se trouve dans l'impossibilité de rapporter ce projet de loi. Si M. le ministre des finances veut bien me donner la certitude, une fois pour toutes, que dans le courant de 1954 ce projet sera définitivement mis au point afin de pouvoir devenir loi au 1er janvier 1955, je m'estimerai satisfait, sinon je demanderai la suppression du chapitre.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je ne peux pas prendre d'engagement sur la question de l'affectation des ressources de la loterie nationale. Pour le reste nos services ont mis au point un système qui permettra d'assurer l'octroi d'un milliard de prêts aux victimes des calamités agricoles. De toute manière, je vous promets, monsieur Restat, que les dispositions nécessaires seront proposées dans le courant de l'exercice. J'en prends l'engagement.

M. Restat. Si j'ai bien compris, en vertu de la loi du 8 août 1950, vous allez proposer l'attribution d'un milliard de prêts et vous vous engagez également, dans le courant de 1954, à mettre définitivement au point un projet prévoyant l'aide aux victimes de calamités sous forme de prêts ou d'un système d'assurance.

M. le ministre des finances. C'est cela.

M. Restat. Je prends acte de vos déclarations, monsieur le ministre, et je vous donne rendez-vous lors de l'examen du budget de l'agriculture pour 1955.

M. le rapporteur général. Au nom de la commission des finances, j'en prends acte également.

M. Auberger. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Auberger.

M. Auberger. Mes chers collègues, nous sollicitons avec insistance l'affectation d'une part du produit de la loterie nationale au financement de la caisse des calamités agricoles.

Nous n'ignorons pas que le château de Versailles, victime des intempéries, a besoin d'être restauré. Sauf erreur de notre part, nous constatons que les travaux de réfection bénéficient de trois dotations: d'un crédit inscrit au budget de l'éducation nationale, d'un second crédit de 400 millions prélevé sur les ressources de la loterie nationale, d'un troisième provenant de souscriptions publiques.

S'il nous paraît normal de conserver un monument comme celui du château de Versailles, il nous paraît non moins normal d'apporter une aide aux exploitants victimes de sinistres importants, inondations, orages, tempêtes, etc. C'est la raison pour laquelle nous demandons que, sur le produit de la loterie nationale, soit effectué un prélèvement d'un milliard qui serait affecté à la caisse des calamités agricoles, ce qui permettrait le fonctionnement de la caisse dès 1954. J'ajoute que cette dotation serait pratiquement la première, et la seule, destinée à venir en aide aux cultivateurs sinistrés, qui jusque-là n'ont bénéficié d'aucun secours, malgré les promesses officielles, trop nombreuses, qui leur ont été prodiguées. (*Applaudissements à gauche.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur le chapitre 46-51 ?

M. Primet. Le groupe communiste demande l'application de la loi et vote contre ce chapitre.

M. Auberger. Le groupe socialiste également.

M. le président. Je mets aux voix ce chapitre.

(*Le chapitre 46-51 est adopté.*)

M. le président. Nous avons terminé l'examen des chapitres de l'état A.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1er avec la somme de 13.293 millions 333.000 francs, résultant des votes émis sur les chapitres de l'état A.

(*L'article 1er, avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. Je vais mettre aux voix l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

M. Estève. Je demande la parole pour expliquer mon vote.

M. le président. La parole est à M. Estève.

M. Estève. Monsieur le ministre, je voterai le budget de l'agriculture, malgré la modicité des crédits qui lui sont affectés. Mais, à nouveau, je profite de cette circonstance pour signaler à votre attention le fait que la politique d'exportation des produits agricoles n'aura d'effet qu'avec un abaissement des tarifs de transport. Vous avez bien voulu répondre cette nuit à M. de Villoutreys que cette question intéressait plus particulièrement votre collègue, M. le ministre des travaux publics, alors que ce dernier, il y a quelques jours, nous priait de nous retourner vers vous.

Je persiste à penser que ces questions méritent d'être résolues, en commun, par les deux ministères — en accord avec la Société nationale des chemins de fer français et le ministère des affaires économiques — sous l'œil et la tutelle bienveillante de M. le ministre des finances. Je vous demande donc, monsieur le ministre, à vous qui nous écoutez et qui, certainement, nous approuvez, de bien vouloir provoquer une réunion des intéressés, où vous aurez la charge de défendre les intérêts des producteurs.

Je pense notamment, en ce moment, à l'écoulement de la production des choux-fleurs bretons qui va dépasser 40.000 tonnes et dont les principaux clients sont, à l'étranger, après l'Angleterre qui, d'ailleurs, vient d'augmenter les droits de douane, l'Allemagne, la Belgique et la Suisse.

Nous avons, monsieur le ministre, en ce domaine, une nation concurrente extrêmement dangereuse: c'est l'Italie. Il est pénible de constater que cette production italienne transite sur nos voies ferrées, vers l'Angleterre, à un tarif inférieur à celui réclamé à nos expéditeurs français pour une production spécifiquement française.

Cette politique me paraît très dangereuse. Néanmoins, j'ai confiance, monsieur le ministre, en votre adresse et en votre compétence pour la défense de la paysannerie française et pour prier vos collègues intéressés d'envisager une aide efficace à l'exportation par une politique de tarifs ferroviaires différentiels, surtout quand des concurrences étrangères s'exercent à notre détriment.

C'est sous le bénéfice de ces observations que je voterai le budget. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Primet.

M. Primet. Les interventions nombreuses sur ce budget ont démontré encore une fois, si cela était nécessaire, combien sont insuffisants les crédits destinés à l'agriculture française. Les amendements non moins nombreux déposés sur les différents chapitres ont reflété l'ampleur du mécontentement qui s'est emparé de la paysannerie laborieuse.

Ce fascicule budgétaire est bien le reflet de la politique agricole du Gouvernement, ou plutôt de l'absence de politique. Dans les crédits, les insuffisances sont telles qu'il n'est pas possible d'envisager un relèvement de notre agriculture, mais bien au contraire, une aggravation du marasme. Les paysans français attendent des solutions. Les débats agricoles devant

les assemblées ne leur ont rien apporté, pas plus que les discussions budgétaires agricoles.

Pour sortir de la crise actuelle, les solutions résident dans la revalorisation des prix agricoles à la production grâce à une organisation rationnelle des marchés et dans les mesures immédiates suivantes: la suppression des importations de produits que l'agriculture française est capable de fournir; la réduction du nombre des intermédiaires et la compression de leurs marges; la réduction de moitié de la taxe de circulation sur les viandes, de la taxe unique sur les vins et autres taxes frappant les denrées agricoles de première nécessité; la revalorisation du pouvoir d'achat des travailleurs, afin d'accroître les débouchés intérieurs; l'exportation des excédents; une baisse substantielle sur les produits industriels nécessaires à l'agriculture: machines agricoles, engrais, objets manufacturés; l'abrogation du décret-loi du 30 septembre relatif au marché du vin et le respect des plafonds d'exonération que le statut viticole a prévus en faveur des petits et moyens viticulteurs en ce qui concerne le blocage, la distillation obligatoire et les prestations d'alcool vinique; l'abrogation du décret-loi du 30 septembre relatif au marché du blé et l'examen rapide par l'Assemblée du projet de réforme de l'office national interprofessionnel des céréales; l'abrogation du droit de licence des bouilleurs de cru; l'octroi aux familles paysannes des mêmes droits qu'aux familles de toutes les professions en matière d'allocations familiales et de lois sociales; l'amélioration du régime de l'allocation-vieillesse; l'application dans l'agriculture du même salaire minimum garanti que dans l'industrie; l'affectation d'un crédit minimum de 200 milliards par an pour le financement d'un véritable plan d'équipement rural, adductions d'eau, amélioration de l'habitat rural, électrification, aide aux jeunes qui veulent s'installer, calamités agricoles, enseignement et vulgarisation agricoles.

Cette politique de renaissance de l'agriculture française ne peut être réalisée qu'autant que les dépenses improductives de la Nation seront sensiblement diminuées, par la réduction des charges militaires exagérées, qui pèsent sur le pays, réduction possible par une politique de détente internationale visant à régler tous les conflits et litiges en cours par la voie de négociation.

Nous ne voterons pas le budget qui nous est présenté, car il ne reflète pas une telle politique.

M. le président. La parole est à M. Gravier.

M. Robert Gravier. Messieurs les ministres, mes chers collègues, voilà sept ans que, dans cette même Assemblée, je vote le budget de l'agriculture, parce que, chaque année, j'entends du ministre lui-même — il est vrai que les ministres changent parfois! — des paroles optimistes... pour l'année suivante. Chaque fois, je revois, ou à peu près, le même budget revenir devant nous avec de nouvelles promesses.

Notre terre de France, mes chers collègues, se voit à nouveau abandonnée par les jeunes qui ont grand peine à s'installer. Les prêts du Crédit agricole sont nettement insuffisants et les difficultés rencontrées au cours de ces dernières années contribuent grandement au malaise actuel, auquel certains d'entre vous ont fait allusion au cours de ces débats.

D'autre part, nous attendons toujours le vote du statut de l'apprentissage agricole, réclamé depuis si longtemps. Cet apprentissage doit relever uniquement du ministère de l'agriculture; c'est la volonté formelle des familles paysannes. Notre rapporteur et plusieurs de nos collègues sont intervenus éloquemment pour dire que les crédits consacrés aux subventions, aux bourses, à l'équipement, à l'habitat rural, au remembrement et à la voirie rurale sont en effet dérisoires.

Nous demandons également, mais en vain, le développement de la formation professionnelle, sous toutes ses formes. C'est en effet, mes chers collègues, la condition de base de l'amélioration du sort de la famille paysanne et de la stabilité de notre pays.

Par ailleurs, en ce qui concerne les collectivités, les mêmes crédits sont toujours proposés, qu'il s'agisse de l'équipement ou des investissements. Par exemple, on a beaucoup parlé, au cours de ce débat, de la question des adductions d'eau. Or, un immense effort est à faire pour nos pauvres communes rurales qui sont, hélas! encore dépourvues d'eau potable. Actuellement, lorsqu'un projet est en cours, il faut dix ans et quelquefois plus — je vous parle par expérience — pour aboutir à la réalisation dudit projet. Il faut qu'on ait le courage de le dire: il vaudrait mieux ne rien promettre que de donner au compte-gouttes, mettant ainsi des syndicats intercommunaux d'adduction d'eau dans des situations très délicates. (*Applaudissements.*)

Je pourrais, bien sûr, développer toutes les raisons de mon mécontentement personnel, car je n'engage en rien mon groupe en cet instant, mais je l'exprime surtout vis-à-vis des finances qui, toujours, négligent ces problèmes angoissants que je viens d'évoquer et qui font que nos agriculteurs sont complètement découragés.

C'est la raison pour laquelle, monsieur le ministre, quoi qu'il m'en coûte, car vous êtes hors de cause et je rends hommage à votre activité et à celle de vos services, pour la première fois depuis sept années, élevant une ferme protestation contre l'insuffisance des crédits qui nous sont accordés, j'aurai le regret de ne pas voter le budget de l'agriculture tel qu'il nous est proposé. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Durieux.

M. Durieux. Mesdames, messieurs, le groupe socialiste ne votera pas le budget qui nous est présenté. Je ne veux pas revenir sur les nombreux regrets exprimés par les uns et les autres, concernant l'insuffisance des crédits destinés à réaliser les tâches essentielles. Nous pensons que les paysans et les plus modestes, en particulier, ceux qui doivent effectivement vivre du travail de la terre, ne comprendraient pas que nous nous montrions satisfaits par ce qui est proposé et surtout par le sort réservé à l'agriculture par le gouvernement actuel. (*Applaudissements à gauche.*)

M. le président. La parole est à M. de Villoutreys.

M. de Villoutreys. Dans les explications que vous avez données, tout à l'heure monsieur le ministre, à propos du fonctionnement et de l'emploi des ressources du fonds d'assainissement du marché de la viande, j'ai relevé les sommes très importantes que vous aviez l'intention d'affecter au soutien des exportations. Sauf erreur, ces sommes doivent représenter pour l'année 1954, 1.200 millions. Il était très nécessaire de faire un effort particulier pour assainir le marché de la viande et je vous en félicite. J'attire simplement votre attention sur une difficulté, à savoir l'incompatibilité qu'il semble y avoir entre les mesures que vous avez prévues et les engagements internationaux envers certains organismes, tels que le General Agreement of Trades and Taxes, dans lesquels les mesures qui peuvent paraître comme plus ou moins apparentées au dumping sont absolument prohibées.

Dans l'exposé que vous avez fait à la tribune vous avez, en une phrase, indiqué l'intérêt que vous attachiez à la limitation de l'activité des coopératives. Dans certaines régions, en effet, des coopératives ont pris une extension quelque peu dangereuse. Le foisonnement de leurs activités tentaculaires est tout à fait préjudiciable au commerce local et, du point de vue social, je vois là un danger que je me permets de vous signaler.

On n'a pas parlé ici des importations de choc qui ont été faites en matière agricole et je me réfère en particulier aux importations massives de chevaux de boucherie. Ces importations, qui ont eu lieu en 1952 et qui, heureusement, n'ont pas été renouvelées en 1953, sont peut-être à l'origine de la crise des prix de la viande que nous avons connue cette année. Que des importations soient faites pour parer à une pénurie sur le marché national, je l'approuve, bien entendu. Mais, qu'en matière agricole, on fasse ce qu'on a fait en matière industrielle — ce dont d'ailleurs on s'est repenti, parce qu'on en a éprouvé l'inutilité — c'est-à-dire des importations de choc, je crois qu'il y a là un véritable danger que je vous signale.

Enfin, je ne voudrais pas reprendre un lieu commun qui a été exposé ici longuement, à savoir l'insuffisance des crédits affectés à l'agriculture. Je crois que M. le ministre des finances qui est le grand directeur de cet office central de répartition des capitaux serait assez disposé à desserrer un peu son étreinte dans l'année qui vient, étant donné que le marché des capitaux paraît s'élargir. Je n'en veux comme exemple que le succès remporté par le récent emprunt du groupement de sidérurgie qui a fourni des sommes sensiblement plus importantes que celles prévues.

Je souhaite donc que le marché financier qui fait preuve d'une renaissance marquée permette de donner à l'agriculture les capitaux dont elle a le plus grand besoin.

M. Charles Durand. Je demande la parole.

M. le président La parole est à M. Charles Durand.

M. Charles Durand. Mesdames, messieurs, je voterai le budget de l'agriculture, sans enthousiasme, car je le trouve absolument insuffisant. Vos personnes ne sont pas en cause, messieurs les ministres.

Je reconnais bien volontiers les efforts que vous avez faits depuis votre arrivée et je rends hommage à ces efforts. Mais, malgré les promesses qui sont faites à toute occasion, l'agriculture est toujours tenue par les finances pour une branche mineure de l'économie nationale.

Cette situation ne peut s'éterniser et c'est dans l'espoir, monsieur le ministre, que vous saurez vous montrer ferme dans

la défense de l'agriculture que je me résouds — j'insiste sur ce mot — à voter ce budget.

M. le président. La parole est à M. Le Bot.

M. Le Bot. Monsieur le ministre, au cours de cette trop rapide discussion du budget de l'agriculture, vous avez répondu avec compétence aux diverses questions posées par nos collègues. Nous avons enregistré vos promesses et souhaitons qu'elles ne subissent pas le sort des engagements pris par vos prédécesseurs.

Mais notre agriculture ne peut plus attendre. Des exploitations moyennes, celles de l'Ouest en particulier, sont ruinées. Crise sur l'élevage avec baisse de 50 p. 100 sur les équidés, de 30 p. 100 sur les bovins. Crise sur les textiles, lin, chanvre, vendus à la production au coefficient 17, en produits fabriqués au coefficient 40. Mévente sur les produits maraîchers faute de débouchés vers l'extérieur et en raison, aussi, des prix exagérés des transports par voie ferrée mettant nos agriculteurs en fâcheuse position sur le marché européen.

Des subventions analogues à celles que vous avez accordées à certains producteurs doivent être étendues à tous les produits maraîchers, comme vous l'a fait remarquer précédemment notre collègue M. Estève.

Nos agriculteurs ne sont pas jaloux de l'effort accompli dans ce pays en faveur de l'industrie mais voudraient bénéficier de la même sollicitude.

Monsieur le ministre, vous avez la lourde responsabilité de veiller sur les intérêts de notre agriculture. Je suis persuadé que ce budget n'est pas le vôtre. Je n'ignore pas, certes, l'effort que vous avez accompli depuis votre arrivée au ministère, mais personnellement j'estime que ce budget est insuffisant et je ne puis le voter.

M. le président. La parole est à M. Georges Boulanger.

M. Georges Boulanger. Très rapidement j'indiquerai quelle sera ma position et celle de mon groupe dans ce vote.

Nous nous solidarisons avec les observations faites par nos divers collègues qui ont exprimé combien ce budget est décevant. S'il a ce caractère, c'est parce qu'il est une répétition des budgets antérieurs qui, eux aussi, contenaient de nombreuses promesses qui ne furent pas toujours tenues.

C'est pourquoi, monsieur le ministre, nous serions fort tentés de repousser ce budget. (*Exclamations à gauche.*)

Nous ne pouvons le faire, parce que nous devons être logiques. Je vous ai défini l'un des aspects, sur le plan des prix de revient, de ce que doit être une politique agricole. C'est également vrai dans d'autres domaines comme celui de la recherche de débouchés stables.

Monsieur le ministre, vous avez pris l'engagement de repenser et de mener avec persévérance une véritable politique agricole. Ne pas voter votre budget pourrait paraître désobligeant. (*Exclamations à gauche.*)

M. Bernard Chochoy. M. Houdet n'est pas personnellement en cause.

Plusieurs sénateurs. Parfaitement!

M. Georges Boulanger. Ce serait laisser supposer que l'engagement a été pris à la légère.

C'est pour cette raison, et pour cette raison seule, que nous voterons votre budget, en espérant que c'est bien la dernière fois que nous subirons les déceptions que nous avons connues jusqu'à présent.

M. le président. La parole est à M. Delorme, pour expliquer son vote.

M. Claudius Delorme. Mesdames, messieurs, comme mes amis, j'ai toujours voté, depuis que je suis parlementaire, le budget de l'agriculture. Chaque année, j'ai suivi une discussion qui nous a conduits à voter des crédits très nettement insuffisants. Aujourd'hui encore, alors que nous sommes en pleine crise agricole, nous devons bien nous rendre à cette évidence: ce budget sera encore plus insuffisant que le précédent, puisqu'il ne permettra pas d'instaurer la grande politique agricole qui est réclamée par l'unanimité de nos collègues.

C'est dans ces conditions qu'avec mes plus vifs regrets — car je reconnais les efforts exercés par M. le ministre de l'agriculture pour promouvoir une véritable politique agricole — en donnant à ma décision le sens d'une protestation formelle et solennelle contre la carence des gouvernements qui se sont succédé, que j'aurai le regret de m'abstenir dans le vote du budget de l'agriculture pour 1954.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

Je suis saisi de deux demandes de scrutin, l'une présentée par le groupe socialiste, l'autre déposée par la commission.

Le scrutin est ouvert.

(*Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.*)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre de votants	291
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République	160
Pour l'adoption	199
Contre	92

Le Conseil de la République a adopté.

Conformément à l'article 57 du règlement, acte est donné de ce que l'ensemble de l'avis a été adopté à la majorité absolue des membres composant le Conseil de la République.

— 36 —

DEPOT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Pellenc un rapport supplémentaire fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1954 (nos 643 et 685, année 1953).

Le rapport sera imprimé sous le n° 716 et distribué.

— 37 —

RENVOI POUR AVIS

M. le président. La commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales demande que lui soit renvoyé, pour avis, le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, majorant l'allocation aux vieux travailleurs salariés, les allocations de vieillesse et l'allocation spéciale et modifiant certaines dispositions relatives aux cotisations de sécurité sociale (n° 715, année 1953), dont la commission des finances est saisie au fond.

Il n'y a pas d'opposition ?

Le renvoi, pour avis, est ordonné.

Le Conseil voudra sans doute suspendre la séance pour la reprendre à quinze heures ? (*Assentiment.*)

A la reprise, nous examinerons, dans l'ordre, le budget de la radiodiffusion-télévision française et le budget de l'industrie et du commerce.

La séance est suspendue.

(*La séance, suspendue à treize heures, est reprise à quinze heures cinq minutes, sous la présidence de M. Gaston Monnerville.*)

PRESIDENCE DE M. GASTON MONNERVILLE

M. le président. La séance est reprise.

— 38 —

PERCEPTION DES DROITS DE DOUANE D'ENTREE EN AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Discussion immédiate et adoption d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. Je rappelle au Conseil de la République que la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales a demandé la discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à approuver le décret du 22 septembre 1948 suspendant pendant une nouvelle période de six mois, à compter du 21 octobre 1948, la perception des droits de douane d'entrée en Afrique occidentale française (nos 501 et 693, année 1953).

Le délai prévu par l'article 58 du règlement est expiré.

En conséquence, je vais appeler le Conseil de la République à statuer sur la procédure de discussion immédiate.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?

La discussion immédiate est ordonnée.

Dans la discussion générale, la parole est à M. le président de la commission des affaires économiques.

M. Rochereau, *président de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.* M. Fousson, rapporteur, a déposé ses rapports et il n'y a aucune espèce de difficulté.

M. le président. Le rapport de M. Fousson a été distribué.

Personne ne demande la parole ?...

La discussion générale est close.

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion de l'article unique.*)

M. le président. Je donne lecture de l'article unique:

« *Article unique.* — Est ratifié le décret du 22 septembre 1948 suspendant, pour une nouvelle période de six mois, à compter du 21 octobre 1948, la perception des droits de douane d'entrée en Afrique occidentale française. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'avis sur le projet de loi.

(*Le Conseil de la République a adopté.*)

— 39 —

TARIFICATION DOUANIERE DES COMORES

Discussion immédiate et adoption d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. Je rappelle au Conseil de la République que la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales a demandé la discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier le décret du 28 février 1949: 1° approuvant une délibération du 20 décembre 1948 du conseil général des Comores tendant à maintenir la réglementation et la tarification douanières de ce territoire en harmonie avec celles de Madagascar et dépendances; 2° rejetant une délibération du même conseil en date du 3 septembre 1948 ayant le même objet (nos 499 et 697, année 1953).

Le délai prévu par l'article 58 du règlement est expiré. En conséquence, je vais appeler le Conseil de la République à statuer sur la procédure de discussion immédiate.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

La discussion immédiate est ordonnée.

Le rapport de M. Fousson a été distribué.

Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion de l'article unique.*)

M. le président. Je donne lecture de l'article unique:

« *Article unique.* — Est ratifié le décret du 28 février 1949:

« 1° Approuvant une délibération, du 20 décembre 1948, du conseil général des Comores, tendant à maintenir la réglementation et la tarification douanières de ce territoire en harmonie avec celles de Madagascar et dépendances;

« 2° Rejetant une délibération du même conseil, en date du 3 septembre 1948, ayant le même objet. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'avis sur le projet de loi.

(*Le Conseil de la République a adopté.*)

— 40 —

REGIME DES DOUANES AU CAMEROUN

Discussion immédiate et adoption d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. Je rappelle au Conseil de la République que la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales a demandé la discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier la délibération du 9 avril 1948 du conseil d'administration du Cameroun, modifiée par la délibération du 5 octobre 1948, demandant la modification des articles 51 et 155 du décret du 17 février 1921 portant réglementation du régime des douanes dans ce territoire (nos 500 et 698, année 1953).

Le délai prévu par l'article 58 du règlement est expiré.

En conséquence, je vais appeler le Conseil de la République à statuer sur la procédure de discussion immédiate.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?

La discussion immédiate est ordonnée.

Le rapport de M. Fousson a été distribué.

Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion de l'article unique.*)

M. le président. Je donne lecture de l'article unique:

« *Article unique.* — Est ratifiée la délibération du conseil d'administration du Cameroun du 9 avril 1948, modifiée par la délibération du même conseil en date du 5 octobre 1948, demandant la modification des articles 51 et 155 du décret du 17 février 1921 portant réglementation du régime des douanes dans ce territoire. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'avis sur le projet de loi.

(*Le Conseil de la République a adopté.*)

— 41 —

SERVICE DES DOUANES DANS L'AFRIQUE EQUATORIALE FRANÇAISE

Discussion immédiate et adoption d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. Je rappelle au Conseil de la République que la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales a demandé la discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier le décret du 24 mai 1948 approuvant une délibération prise par le conseil de gouvernement de l'Afrique équatoriale française du 17 juillet 1947 tendant à la modification de l'article 90 du décret du 17 février 1921 relatif au fonctionnement du service des douanes dans cette fédération (nos 498 et 699, année 1953).

Le délai prévu par l'article 58 du règlement est expiré.

En conséquence, je vais appeler le Conseil de la République à statuer sur la procédure de discussion immédiate.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

La discussion immédiate est ordonnée.

Le rapport de M. Fousson a été distribué.

Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion de l'article unique.*)

M. le président. Je donne lecture de l'article unique:

« *Article unique.* — Est ratifié le décret du 24 mai 1948 approuvant la délibération du 17 juillet 1947 du conseil de gouvernement de l'Afrique équatoriale française tendant à la modification de l'article 90 du décret du 17 février 1921 relatif au fonctionnement du service des douanes dans ce territoire.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'avis sur le projet de loi.

(*Le Conseil de la République a adopté.*)

— 42 —

TARIF DOUANIER DE LA COTE FRANÇAISE DES SOMALIS

Discussion immédiate et adoption d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. Je rappelle au Conseil de la République que la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales a demandé la discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier le décret du 16 avril 1949 approuvant la délibération du 27 décembre 1948 du conseil privé de la Côte française des Somalis tendant à constituer le territoire précité en zone franche et, par voie de conséquence, à supprimer le tarif douanier ainsi que la réglementation douanière de ce territoire (nos 502 à 694, année 1953).

Le délai prévu par l'article 58 du règlement est expiré.

En conséquence, je vais appeler le Conseil de la République à statuer sur la procédure de discussion immédiate.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

La discussion immédiate est ordonnée.

Le rapport de M. Fousson a été distribué.

Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion de l'article unique.*)

M. le président. Je donne lecture de l'article unique:

« *Article unique.* — Est ratifié le décret du 16 avril 1949 approuvant la délibération du 27 décembre 1948 du conseil privé de la Côte française des Somalis tendant à constituer le territoire de la Côte française des Somalis en zone franche et, par voie de conséquence, à supprimer le tarif douanier ainsi que la réglementation douanière de ce territoire. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'avis sur le projet de loi.

(*Le Conseil de la République a adopté.*)

— 43 —

SERVICE DES DOUANES DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Discussion immédiate et adoption d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. Je rappelle au Conseil de la République que la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales a demandé la discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier le décret du 27 septembre 1949 approuvant une délibération prise le 2 juin 1949 par le Grand conseil de l'Afrique occidentale française tendant à modifier le décret du 1er juin 1932 réglementant le fonctionnement du service des douanes dans ce territoire (nos 543 et 695, année 1953).

Le délai prévu par l'article 58 du règlement est expiré.

En conséquence, je vais appeler le Conseil de la République à statuer sur la procédure de discussion immédiate.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

La discussion immédiate est ordonnée.

Le rapport de M. Fousson a été distribué.

Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion de l'article unique.*)

M. le président. Je donne lecture de l'article unique:

« *Article unique.* — Est ratifié le décret du 27 septembre 1949 approuvant la délibération du 2 juin 1949 prise par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française tendant à modifier le décret du 1er juin 1932 réglementant le fonctionnement du service des douanes dans ce territoire. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'avis sur le projet de loi.

(*Le Conseil de la République a adopté.*)

— 44 —

REDUCTION DE CERTAINES FORMALITES DOUANIERES

Discussion immédiate et adoption d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. Je rappelle au Conseil de la République que la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales a demandé la discussion immédiate du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier le décret du 3 avril 1949 approuvant une délibération du conseil général de Saint-Pierre et Miquelon en date du 1er décembre 1948 tendant à la réduction des formalités douanières pour les marchandises ayant transbordé dans les ports étrangers admis pour le transport en droiture (nos 544 et 696, année 1953).

Le délai prévu par l'article 58 du règlement est expiré.

En conséquence, je vais appeler le Conseil de la République à statuer sur la procédure de discussion immédiate.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

La discussion immédiate est ordonnée.

Le rapport de M. Fousson a été distribué.

Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion de l'article unique.*)

M. le président. Je donne lecture de l'article unique:

« *Article unique.* — Est ratifié le décret du 3 avril 1949 approuvant une délibération du 1er décembre 1948 du conseil général de Saint-Pierre et Miquelon tendant à la réduction des formalités douanières pour les marchandises ayant transbordé dans les ports étrangers admis pour le transport en droiture. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'avis sur le projet de loi.

(*Le Conseil de la République a adopté.*)

— 45 —

BUDGET DE LA RADIODIFFUSION-TELEVISION FRANÇAISE POUR 1954

Adoption d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la radiodiffusion-télévision française pour l'exercice 1954. (Nos 646 et 691, année 1953.)

Avant d'ouvrir la discussion générale, je dois faire connaître au Conseil de la République que j'ai reçu de M. le président du conseil des décrets, nommant, en qualité de commissaires du Gouvernement, pour assister M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de l'information:

MM. Porché, directeur général de la radiodiffusion-télévision française;

Tardas, directeur des services généraux de la radiodiffusion-télévision française;

d'Arcy, directeur des programmes de télévision à la radiodiffusion-télévision française;

Pons, administrateur civil à la direction des affaires générales de la radiodiffusion-télévision française;

Yvan Cabanne, collaborateur technique, au cabinet du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de l'information.

Gerin-Roze, secrétaire d'administration à la direction du budget.

Acte est donné de ces communications.

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur de la commission des finances.

M. Jacques Debû-Bridel, *rapporteur de la commission des finances.* Mes chers collègues, l'an dernier, l'Assemblée nationale consacrait trois heures à la discussion du budget de la radiodiffusion et de la télévision françaises. Cette année, le débat devait, dans l'autre Assemblée, durer du 14 novembre à la veille du congrès du Parlement, se poursuivre au cours de sept séances.

De ces deux débats, la conclusion pour nous est la même, c'est-à-dire que notre Conseil fut saisi à la dernière minute et que les commissions compétentes n'ont disposé que d'un temps véritablement plus que restreint pour l'examen des chapitres de ce budget. Ceci vous expliquera l'insuffisance du rapport imprimé que je vous ai fait distribuer. Pour que vous l'ayez en main, il a fallu renoncer à corriger les épreuves. Je vous prierai donc d'être très indulgents pour les fautes qu'il peut contenir.

Puisque j'ai abordé ce problème très secondaire de la forme de mon rapport, je me permettrai de vous signaler qu'il se termine par deux très larges extraits de notes qui m'ont été remises par des techniciens de la radiotélévision concernant l'évolution de l'émission en France, d'une part, et un programme de modulation de fréquence, d'autre part, extraits qui devraient figurer entre guillemets. Je me permets de vous le dire, ne tenant pas à m'attribuer indûment le bien d'autrui.

Ces problèmes secondaires de pure forme évoqués, j'en viens au fond du débat, c'est-à-dire au budget même de la radiotélévision.

Cette année, toute la discussion a porté en fait, devant l'Assemblée nationale, comme vraisemblablement elle portera ici, sur ce qu'on appelle le programme de construction, d'équipement de l'infrastructure de la télévision française. A vrai dire, les difficultés auxquelles s'est heurté M. le secrétaire d'Etat à l'information relèvent surtout du financement de son programme d'infrastructure de la télévision française.

Les débats furent longs, mouvementés, et le programme même de M. le secrétaire d'Etat a subi de nombreux avatars au cours de la discussion devant l'Assemblée nationale. Il s'agissait de savoir comment serait financé l'effort de la collectivité pour donner à la nation, au pays, l'infrastructure nécessaire pour que la télévision française soit à la hauteur de sa tâche et puisse rivaliser avec les télévisions, je ne dirai pas lointaines comme celles de la Grande-Bretagne ou de l'Amérique, mais de nos frontières comme celles de l'Italie et de l'Allemagne qui sont en ce moment en train de nous rattraper dangereusement, sinon de nous dépasser. S'agissait-il de faire financer cet effort comme nous pouvions logiquement le souhaiter par les investissements ?

Fallait-il avoir recours à l'emprunt ? Devrait-on faire appel à une aide étrangère, à des capitaux particuliers, à la publicité ou, au contraire, fallait-il en faire supporter la charge aux auditeurs de la radiodiffusion ?

Le programme primitif, tel qu'il avait été présenté par M. le secrétaire d'Etat, et qui s'élevait d'abord à un ensemble de 39 milliards répartis sur quatre années, 14 milliards étant consacrés à la radio et 25 milliards à la télévision, ramené au cours des discussions avec le ministère des finances à un programme plus modeste de l'ordre de 30 milliards — 10,5 milliards pour la radio et 19 milliards environ pour la télévision — devait être financé pour une moitié par l'élévation de la taxe de la radiodiffusion, qui devait être portée à 1.550 francs, et pour une autre moitié par l'emprunt.

C'est ce texte primitif de M. le secrétaire d'Etat qui va donner lieu à cette longue discussion qui va durer près d'un mois devant l'Assemblée nationale. Nous allons assister à un duel entre ce qu'on appelle le Gouvernement — je veux dire les différents ministres dont les désaccords se trahissent tout au

long de cette discussion — entre le ministre de tutelle de la radiodiffusion d'une part et ce superministère que constitue en France la vieille bastille de la rue de Rivoli, d'autre part, et enfin l'Assemblée nationale.

Sans vouloir me permettre de juger les débats tels qu'ils se sont déroulés dans une autre assemblée, je me permettrai de dire qu'au cours des échanges de vue les arguments furent, de part et d'autre, particulièrement passionnés. Les débats revêtirent même par moments un caractère de violence que rien ne justifie.

Il s'agit, en effet, d'un problème d'équité, d'un problème d'équilibre, d'un problème de bon sens. Ni d'une part, ni d'autre, le problème ne nous parait avoir été véritablement examiné dans son ensemble avec sagesse sous ses aspects divers. C'est ce que nous voudrions essayer de faire à cette tribune puisque aussi bien notre rôle modeste est celui d'une chambre de réflexion.

Je le ferai, je vous assure, mes chers collègues, sans passion aucune. J'ai l'honneur de défendre devant vous le point de vue de la commission des finances qui a jugé bon et utile d'écarter, dans le financement de ce projet, la majoration de la taxe de la radiodiffusion. Je vous avouerai que, personnellement, j'avais, devant la commission des finances, très loyalement défendu la thèse du relèvement de cette taxe. Je l'avais fait sans enthousiasme, je dirais presque par lassitude, en regrettant seulement que l'Assemblée nationale ne se soit pas, à l'occasion de la discussion du budget de la radiodiffusion et télévision françaises, montrée aussi énergique dans sa volonté d'en finir avec les taxes parafiscales et les augmentations plus ou moins dissimulées des charges qui grèvent le contribuable français qu'elle s'était montrée lors de la discussion du budget de l'éducation nationale. (*Très bien! très bien!*)

En effet, c'est une chose que, en qualité de parlementaire, je ne puis accepter, que les porte-parole du Gouvernement disent: « Le ministère des finances accepte » ou « le ministère ne veut pas ». Il est regrettable d'avoir à le rappeler, mais il faut le rappeler quand même, puisque cela parait s'oublier, nous n'acceptons pas de voir violer les règles du régime parlementaire. Or, vous le savez, en régime parlementaire, seul le Parlement, unique mandataire de l'unique souverain qu'est la nation, dispose seul du pouvoir de décision et tout ministre, quel qu'il soit, y compris le ministre des finances, ne dispose que d'un pouvoir exécutif. Il est là pour exécuter les décisions du pouvoir souverain que représentent les mandataires de la nation. S'il est en conflit avec ces mandataires, la règle est simple. Elle fut admirablement formulée jadis par Gambetta à l'égard d'une beaucoup plus haute magistrature: se soumettre ou se démettre. (*Très bien! très bien!*)

Je suis donc persuadé, comme l'avait du reste indiqué avec beaucoup d'énergie mon collègue M. Max Brusset, que, si l'Assemblée nationale avait fait preuve de plus de persévérance dans cette lutte engagée, le ministère des finances aurait accepté de faire financer, comme cela était logique, l'ensemble de l'effort d'investissement de la télévision nationale par le plan d'investissement ou par l'emprunt.

Seulement, l'affaire pour nous n'est plus en l'état. Nous sommes pour l'instant une assemblée d'avis! Il faut en sortir, c'est-à-dire vous permettre, monsieur le secrétaire d'Etat, de réaliser le plus rapidement possible l'infrastructure de la télévision française.

Sur tous les bancs de cette Assemblée, comme de l'autre, nous sommes unanimes pour estimer qu'un effort très sérieux doit être fait sur ce point. Permettez-moi de vous rappeler, puisque nous parlons du plan, que ce sont les assemblées parlementaires qui n'ont cessé, depuis de nombreuses années, de vous demander d'accomplir cet effort.

Qu'est, au fond, le plan de quatre ans ou de cinq ans autour duquel — et je ne vous en veux pas, la chose est normale — il est fait actuellement une vaste publicité? Il est la réalisation tardive de vœux et de désirs que n'ont cessé d'affirmer les assemblées. Il est même, en une certaine mesure, un moyen habile pour dissimuler un retard considérable dans les prévisions faites l'an dernier à cette tribune par votre prédécesseur.

Je me suis reporté aux débats de cette époque et j'ai relu la déclaration de M. Marcellin, et l'écho que lui faisait, dans son rapport, notre collègue M. Gaspard, mais il était entendu que, cette année, trois émetteurs nouveaux de télévision française seraient mis en action. Or, en fait, nous constatons qu'à la seule exception du poste de Strasbourg, qui n'en est encore du reste qu'à ses premiers balbutiements, cet effort n'a pas été réalisé. Nous nous trouvons donc en face d'une défaillance certaine et nous serions en droit de vous demander: « Que s'est-il passé au cours de cette année 1953? Alors qu'avec les prévisions budgétaires d'alors on était venu nous dire: cette année verra la mise en action de trois postes nouveaux, ces postes n'existent pas encore ».

Je ne rappelle pas ces souvenirs, monsieur le ministre, pour vous chercher une vaine querelle. Je sais les difficultés auxquelles on se heurte en cette matière, mais là, permettez-nous de vous le dire, nous avons le droit, surtout nous, commission des finances chargée de veiller sur la gestion des deniers publics, d'être quelque peu inquiets. Ce qu'on nous a promis l'an dernier, nous ne l'avons pas vu se réaliser. Est-ce que, avec un budget légèrement supérieur, ce qu'on nous promet pour 1954, nous l'aurons réellement? C'est la première question que je vous pose et, je vous l'assure, elle est d'importance. Comment se fait-il que les prévisions budgétaires de l'an dernier, qui permettaient à votre prédécesseur d'affirmer, lors de la discussion de la loi de finances, que nous aurions cette année trois postes de télévision de plus en activité, n'aient pas été réalisées? Avons-nous à redouter le même échec, la même déception pour l'exercice 1954. Voilà un premier point sur lequel, je crois, il était bon quand même d'insister.

J'en viens au projet de 1954, projet d'investissement réparti entre la radio et la télévision d'un effort de l'ordre de 4 milliards et demi, 3 milliards étant affectés à la télévision, 1 milliard en gros à la radiodiffusion.

Pour financer cet effort, nous sommes placés en face de votre quatrième ou cinquième lettre rectificative — je ne sais plus — qui prévoit l'augmentation de la taxe portée à 1.450 francs, d'une part, et une émission d'emprunt portée à 3 milliards. C'est là le résultat de ce marchandage qui sentait les souks et qui a été réalisé entre l'Assemblée nationale et le ministère aux travaux desquels vous présidez.

Au cours de la discussion qui s'est déroulée au Palais-Bourbon, on a affirmé — vous-même, je crois, monsieur le ministre, et c'est là une chose contre laquelle je m'élève — que ceux qui ne voteraient pas la taxe seraient hostiles à votre projet d'infrastructure de la radiodiffusion.

Permettez-moi de vous dire que c'est une affirmation qui ne repose sur une aucune réalité; qu'en fait, quelle qu'ait été la position de l'ensemble des groupes de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République, partisans ou adversaires du relèvement de la taxe sont tous d'accord sur la nécessité de faire cette année un effort de l'ordre de 3 milliards en faveur de l'équipement de l'infrastructure de la télévision française.

Sur ce point, il ne faut pas qu'il y ait de doute. Il ne saurait y en avoir du reste. Cela est si vrai qu'à l'heure actuelle, le problème de l'infrastructure de la télévision est en fait réglé.

Grâce à votre persévérance, grâce aussi à l'attitude de l'Assemblée nationale qui, par deux fois, a refusé l'augmentation de la taxe, vous avez pu obtenir l'autorisation d'émettre un emprunt de la valeur de trois milliards. En fait, cet emprunt couvre les besoins immédiats pour l'an prochain de l'infrastructure de la télévision.

Faut-il, pour faire face aux nécessités de l'entretien et des investissements de la radiodiffusion, augmenter la taxe? Tel est le problème, le seul problème qui soit à l'heure actuelle posé devant nous. J'ai déjà fait justice de l'argument selon lequel cette augmentation était nécessaire eu égard à je ne sais quelle volonté supérieure, qui s'imposerait au Parlement, celle du ministère ou de l'administration des finances.

Reste un autre argument en faveur de l'augmentation de la taxe, argument auquel on ne peut pas être insensible s'il est fondé, à savoir qu'en augmentant de 125 francs la taxe perçue actuellement, vous pourrez augmenter d'autant les dérogations à cette taxe et décharger des frais de la taxe toute une catégorie de personnes économiquement faibles, de vieux travailleurs, d'invalides de guerre. En fait, dans votre nouveau système qui, *grosso modo*, vous apporte 1.400 millions, 400 à 500 millions sont consacrés à des détaxations. L'augmentation de la taxe ne vous apporte, en fait, qu'un milliard supplémentaire.

Il y a là un problème d'ordre social qui mérite d'être envisagé. Est-il sage, est-il juste, est-il indiqué d'augmenter la taxe pour les personnes riches, aisées, qui peuvent payer, pour permettre la détaxation des vieux travailleurs, etc. ?

L'argument se défend et c'est M. Bichet, je crois, qui l'a fait valoir le plus longuement à l'Assemblée nationale. Mais je ne suis pas, non plus, indifférent à l'argument de ceux qui lui ont répondu qu'il était, parmi ceux qui ne seraient pas détaxés et qui auraient à subir l'augmentation de la taxe, de nombreux travailleurs de condition fort modeste, pour qui quelques centaines de francs par an représentent quand même quelque chose, et que, faire de la taxe sur les postes de radiodiffusion un impôt frappant les riches était, sans doute, une vue de l'esprit ne correspondant pas à une réalité parfaitement fondée.

Parmi les problèmes que pose cette augmentation de la taxe, il en est un autre, c'est celui des possesseurs de plusieurs postes. Est-il juste — oh! nous en avons déjà discuté au Conseil de la République, il y a bien des années, quand M. Minvielle occupait le poste qui est le mien aujourd'hui — est-il juste, dis-je, que le possesseur de cinq ou six postes, dans un grand appartement situé dans ce qu'Aragon appelait « les beaux quartiers », ne paye qu'une fois la taxe, alors que vous exigez cette même taxe du petit travailleur qui ne possède qu'un

modeste poste dans son humble maison de campagne ou son taudis urbain ?

C'est là un autre aspect du problème. Je sais qu'il est très difficile de percevoir plusieurs fois la taxe, mais il est quand même évidemment peu fondé de demander à celui qui n'a qu'un seul appareil le même effort qu'à celui qui en a cinq, six et quelquefois plus, pour sa commodité personnelle, dans un seul local.

Je livre au Conseil de la République ces simples réflexions, ne serait-ce que pour lui indiquer la difficulté que présente ce problème de l'augmentation de la taxe.

Il y a, en effet, également, un problème d'assiette, et je me demande, monsieur le secrétaire d'Etat, si vous n'auriez pas pu l'envisager avant de considérer celui de l'augmentation de la même taxe.

Puis, ce qui, à deux reprises, a amené votre commission des finances à repousser cette augmentation de la taxe, c'est essentiellement une question de principe. Le Gouvernement affirme qu'il est engagé dans une politique, que je n'appellerai pas déflationniste, mais une politique qui tend à ne pas grever davantage la production par l'augmentation des impôts. En fait, à l'occasion de toutes les tentations qui surgissent, ce même Gouvernement s'empresse d'augmenter les taxes parafiscales. C'est contre ce laisser-aller que votre commission des finances a voulu une fois de plus affirmer sa volonté comme elle l'affirmait, vous vous en souvenez, l'autre jour, dans un débat qui portait sur l'aide à l'industrie textile, comme elle entend l'affirmer chaque fois que l'occasion s'en présentera.

Oh, je sais que mon collègue et ami M. Jean-Paul Palewski a essayé, l'autre jour, à la tribune de l'Assemblée nationale, de démontrer que la taxe que payent les auditeurs de la radio ne constitue pas en soi une taxe parafiscale parce qu'elle est placée sous le contrôle du Parlement. Mais c'est le cas de toutes les taxes parafiscales.

Mais enfin, en fait, il faut bien reconnaître que la taxe de la radio est une taxe qui sert à entretenir un service public et que paye une certaine catégorie de citoyens, quelque 8 millions de citoyens français, utilisateurs de la radio.

L'emploi de cette taxe est prévu par la loi du 31 juillet 1948, si mes souvenirs sont exacts. Or, il n'y a pas de doute qu'en voulant l'utiliser et la faire glisser pour l'équipement de l'infrastructure de la télévision, vous avez, en fait, triché avec la volonté du législateur, vous avez déplacé la raison d'être de la taxe. Je sais que vous pouvez nous dire, que vous avez dit, que d'autres nations, comme l'Angleterre, les Etats-Unis, ont, elles aussi, subventionné les équipements et les efforts de la télévision par la taxe des auditeurs de la radio. C'est un fait, mais le régime n'est pas le même. Aux Etats-Unis, on l'a fait sans violer aucune loi, puisque la télévision est, dans ce domaine, privée. En Angleterre, on l'a fait grâce aux bénéfices réalisés par la B. B. C. et grâce à une taxe qui est très nettement inférieure à celle que payent les auditeurs de la radiodiffusion française, taxe qui fut déjà, je me permets de vous le rappeler, augmentée non pas l'an dernier, mais il y a deux ans. En fait, depuis 1951, nous allons assister à l'augmentation de 55 p. 100 de la taxe de la radiodiffusion. Je sais bien, qu'en soi, c'est peu de choses, si vous voulez, pour une partie de l'ensemble des contribuables assujettis à cette taxe, mais la proportion est quand même considérable.

Je me permets de vous demander quelle serait la réaction des assemblées si le Gouvernement venait demander une augmentation du même ordre des impôts.

C'est là le drame. C'est là la question de principe qui a décidé la commission des finances à repousser cette augmentation de la taxe. Elle l'a repoussée en toute connaissance de cause. Si, pour ma part, j'étais résigné à vous accorder cette augmentation, c'est que je tenais, répondant à l'appel de M. le président de la commission de la presse, mon collègue et ami M. Lieutaud, je tenais avant tout à ne pas entraver l'effort de l'infrastructure de la télévision française et que j'avais peur qu'en cherchant un mode de financement nouveau, nous ne nous retrouvions devant les mêmes difficultés que l'Assemblée nationale, devant je ne sais quel nombre de douzièmes provisoires et que nous ne retardions l'émission de votre emprunt qui doit sortir dès que le budget sera voté et qui doit vous permettre de vous mettre tout de suite à l'œuvre.

Mais il est certain aujourd'hui, après les travaux de votre commision des finances, qu'en tout état de cause il ne sera pas touché à ce programme de l'infrastructure de la télévision française. L'effort supplémentaire demandé à la taxe concerne la radiodiffusion. Le problème qui se pose pour la radiodiffusion est donc le suivant: votre administration doit-elle recevoir, au détriment de l'utilisateur de la radiodiffusion, ce cadeau supplémentaire d'un milliard, ou peut-elle trouver, soit par des économies, soit par des efforts d'un autre genre, cette somme nécessaire sans qu'il en résulte une aggravation pour les charges qui accablent certaines catégories des contribuables français ? Votre commission des finances répond que cette dernière solution est possible.

Cela est possible, car, en fait, si nous ne votons pas l'article 6, nous mettons immédiatement à votre disposition, monsieur le secrétaire d'Etat, la somme de 400 ou 500 millions que représentaient les nouveaux dégrèvements, mais ceci est un aspect secondaire du problème.

Où trouver le milliard complémentaire? Nous ne l'avons pas inscrit dans notre projet de loi de budget, car nous ne voulons vous donner que des ressources certaines. Mais enfin, nous devons constater que depuis trois ans, chaque année, l'Assemblée nationale et le Conseil de la République affirment leur volonté de voir rembourser à la radiotélévision nationale les services rendus.

Or, cette année encore, il est certain que près de 350 millions de services rendus ne lui ont pas été remboursés. Je crois qu'il y a quand même là un terrain très propice pour se battre et exiger des autres départements qu'ils remboursent loyalement les prestations qui sont faites en leur faveur. Je crois qu'avant de s'adresser aux contribuables français, aux utilisateurs de la taxe, il serait plus sage et plus raisonnable d'exiger des autres administrations de rembourser ce qu'elles doivent, d'autant plus que par deux fois, de la façon la plus solennelle, le Parlement, c'est-à-dire l'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont affirmé leur volonté. Là encore, nous nous heurtons à je ne sais quel super-Etat, à quelle dictature occulte, qui fait obstacle à la volonté du Parlement. (*Très bien! très bien!*) Je crois vraiment que c'est sur ces 350 millions que vous devez faire l'effort le plus sérieux, qui permettrait d'alléger d'autant le contribuable français.

D'après les déclarations que vous avez faites, votre fonds de réserve comprend un disponible de l'ordre de 397 millions de francs. Nous arrivons ainsi à 700 millions environ et bien près du fameux milliard que vous accorderait la taxe, dont on peut se passer.

Parmi les projets de la radiodiffusion française, pour cette année, figure — et nous aurons l'occasion d'en parler lors de la discussion du capitre qui lui est consacré — un projet concernant la construction, à Paris, de la maison de la radiodiffusion. Cette construction va grever de 6 milliards de francs l'ensemble de votre plan, qui est de l'ordre de 30 milliards de francs. Est-il sage, raisonnable, dans la conjoncture économique actuelle de consacrer, à la construction de la maison de la radiodiffusion, 6 milliards sur un plan de 30 milliards ? Votre commission des finances ne le pense pas.

Vous nous direz, je le sais, qu'est commencée l'acquisition des terrains à la ville de Paris, dans des conditions du reste contestables qui viennent de donner lieu à une nouvelle délibération du conseil municipal de Paris dans la nuit du 31 décembre. Le conseil municipal regrette cette cession de terrain.

Si nous renonçons à la construction envisagée, nous diminuons sans aucun doute de 6 milliards votre effort d'investissement. En fait, et dès cette année, nous réglons le point délicat du milliard qui vous reste à trouver. C'est, au fond, sur cette question de la construction de la maison de la radiodiffusion que le Conseil de la République aura à se prononcer. Nous aurons l'occasion d'y revenir lors de la discussion des chapitres, je n'insisterai donc pas.

Je me permettrai de vous indiquer, monsieur le secrétaire d'Etat, que la construction de cette maison de la radiodiffusion intervient ou trop tôt ou trop tard. Trop tard s'il s'agit uniquement de regrouper les différents immeubles disséminés dans Paris; trop tard, car cet effort de regroupement aurait dû être réalisé il y a de bien nombreuses années. Ce qui existe peut encore servir un certain temps, car il est trop tôt pour envisager la construction de cette grande maison de la radiodiffusion et de la télévision française qui groupera l'ensemble des studios nécessaires à ces deux formes connexes d'activité.

Dans le projet qui nous est actuellement soumis, il s'agit, en somme, de regrouper surtout les services administratifs, les bureaux, alors que l'effort à entreprendre devrait viser les studios, l'activité technique de votre administration.

En renonçant à cette construction, en l'ajournant du moins, vous pourrez en même temps renoncer, cette année, à l'augmentation de la taxe, augmentation qui vient à un moment mal choisi.

Telles sont les principales considérations de votre commission des finances. Je ne vous parlerai pas, dans le détail, des économies réalisées sur les chapitres 10-70, 30-20, 30-30, 30-60, etc. Nous aurons l'occasion d'y revenir lors de la discussion de chacun de ces chapitres. Sans aucune passion et sans avoir une seconde l'impression de faire échec à un plan nécessaire, je le répète, et même urgent en faveur de la télévision, je rapporte, au nom de votre commission des finances, contre le projet d'augmentation de la taxe, qui ne commande nullement en soi le programme de l'infrastructure de la télévision.

J'en ai presque terminé. J'ai consacré presque tout cet exposé à l'article essentiel sur lequel portera le débat. Je demanderai au Conseil de la République, au nom de la commission des finances, de bien vouloir réserver les autres articles et d'engager immédiatement la discussion sur l'article 6. Il faut, en effet, que le problème de cette augmentation de la taxe soit tranché et qu'il le soit tout de suite. Cela simplifiera singulièrement le reste du débat.

J'aurais eu d'autres remarques à présenter, mais nous sommes bien loin d'une véritable discussion générale et j'y reviendrai lors de la discussion des articles et des chapitres.

Il est pourtant une observation sur laquelle il faut revenir et toujours revenir, c'est celle qui concerne l'angoissant problème de la revue de presse, de la partialité ou du manque d'impartialité de nos informations politiques. Nous en discutions il y a un an avec M. Marcellin, il y a quelques années avec M. Gazier. Cependant, le problème reste posé. Mais j'ai été frappé de la réponse que vous fîtes l'autre jour, monsieur le ministre, à l'un de nos collègues de l'Assemblée nationale.

Il s'agissait de ce problème grave, angoissant même pour l'avenir de la nation: celui de l'armée européenne. A l'occasion du compte rendu diffusé par la radio des débats qui se déroulèrent dans l'autre assemblée, comme dans celle-ci, vous avez reçu, paraît-il, des critiques des deux côtés, et vous répondiez à un orateur du parti communiste, je crois: « Le fait que les uns et les autres m'ont critiqué me montre que j'étais dans le juste milieu et que j'avais raison ».

Monsieur le secrétaire d'Etat, je n'en crois rien. L'addition de deux erreurs n'a jamais fait une vérité. La vérité algébrique et la vérité psychologique ne sont pas de même nature. L'esprit de finesse se heurte ici à l'esprit de géométrie. Ce n'est pas en accomplissant une erreur ou une injustice à l'encontre des communistes ou du rassemblement populaire français que l'on sera dans le juste milieu; ce n'est pas parce que l'on rend mal compte des débats qui se déroulent dans le pays et dans les assemblées sur le problème de l'armée européenne que la radiodiffusion nationale accomplit son rôle.

En cette matière singulièrement grave et difficile, le rôle de la radiodiffusion est d'informer la nation objectivement de l'ensemble des thèses, car dans un problème comme celui-là, il faut que la nation sache où on la conduit. Tout ce qui est brouillard, fumée, tout ce qui tend à cacher au pays la vérité sur ce problème essentiel est une sorte de trahison des intérêts vitaux du pays.

Du reste, à l'occasion de ces revues de presse qui donnent toujours lieu à des critiques plus ou moins fondées — je vous l'accorde tout de suite — on vous a reproché de vous être passé de ceux qui travaillent « à la pige » d'une façon permanente et de les avoir remplacés par je ne sais quels contractuels. C'est un avocat, paraît-il, qui est chargé de faire la revue de presse. C'est un choix étrange, monsieur le secrétaire d'Etat, et si vous me répondez que vous utilisez les journalistes au contentieux de votre maison, je vous dirai que la somme de ces deux erreurs ne constitue pas une saine administration.

Je crois que nous avons fait le tour de l'ensemble des problèmes posés par votre budget cette année. Nous allons maintenant, ensemble, et toujours sans passion, chercher à les résoudre pour le bien réel de la télévision et de la radiodiffusion françaises. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis de la commission de la presse.

M. Gaspard, *rapporteur pour avis de la commission de la presse, de la radio et du cinéma.* Mes chers collègues, vous venez d'entendre notre éminent ami et rapporteur de la commission des finances, M. Debû-Bridel, qui, avec sa fougue habituelle, a intéressé l'assemblée sur tous les grands problèmes de la radiodiffusion-télévision française. Votre commission de la presse a examiné le budget envoyé par l'Assemblée nationale, ainsi que le rapport de la commission de la presse à l'Assemblée.

Ce budget annexe comporte le plan d'équipement quadriennal de la radiodiffusion-télévision française, dont la réalisation souhaitée par le Parlement à de multiples reprises concrétisera la supériorité de nos savants, de nos laboratoires et de nos techniciens.

Nous ne pouvons que regretter que trop de temps ait été perdu dans des discussions stériles, ce qui, en retardant l'implantation d'un réseau national de télévision, a laissé échapper à notre industrie l'équipement de grands pays voisins du nôtre tels que l'Allemagne, l'Italie.

Il est à craindre qu'il en soit de même de l'Espagne, notre deuxième voisine latine, sur laquelle nous avions attiré l'attention du Gouvernement lors de la discussion du budget de 1953 en signalant l'intérêt que présentait l'installation d'un puissant émetteur de télévision sur le massif isolé du Canigou, à 2.800 mètres, ce qui aurait également amélioré la réception des émissions prévues dans le Midi de la France.

Ce plan d'équipement comprend deux parties distinctes:

La première, d'un montant de 10.500 millions, s'applique au développement et à la modernisation de la radiodiffusion. Elle comporte la mise en service de nouveaux émetteurs à Nice, Oran, Sélestat, Allouis (grandes ondes), Nancy et d'un nouveau réseau d'émetteurs à modulation de fréquence et ondes métriques, l'augmentation de la puissance des émetteurs de Paris, Lille et Rennes, la mise en service des maisons de la radio et des centres de basse fréquence de Paris, Rennes, Strasbourg, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Tunis, Alger et Brazzaville.

La création d'un programme spécial pour l'exploitation des émetteurs à modulation de fréquence est également envisagée.

La deuxième partie, d'un montant de 19 milliards environ, concerne la télévision. Elle prévoit la création et la mise en service des stations principales de Lyon, Marseille, Nice, Toulouse, Bordeaux, Rennes, Alger et Tunis ainsi que de quarante-cinq émetteurs-relais, qui devraient couvrir la quasi-totalité du territoire métropolitain.

Des convertisseurs de définition seraient installés à Lille, Lyon, Marseille et Strasbourg et le volume des programmes de télévision, dont la qualité serait améliorée année par année, serait porté progressivement à cinquante heures par semaine.

Votre commission approuve le développement et la modernisation des moyens techniques de la radiodiffusion, unanimement souhaitée par les auditeurs et rehaussant le prestige de la France.

Elle souhaite la réalisation rapide de l'infrastructure de la télévision française et sa mise en exploitation afin de permettre à l'industrie d'amortir ses investissements et à la clientèle d'acheter meilleur marché.

En effet, il importe de faire connaître à nos honorables collègues du Conseil de la République que la cherté des récepteurs de télévision est due en partie au fait que l'organe principal d'un récepteur, le tube cathodique, est d'un prix très élevé, car il n'existe qu'un seul fournisseur sur le marché mondial.

Toutes les nations européennes utilisant la télévision sont tenues, actuellement, de s'adresser à l'industrie américaine.

L'industrie française a toutes les compétences techniques nécessaires pour réaliser les investissements qui lui permettront de fabriquer des tubes cathodiques d'un montant approximatif de 1.500 millions et des récepteurs de télévision dont les investissements s'élèveraient approximativement à 3.500 millions, ce qui leur permettrait de lancer sur le marché français un récepteur d'une haute qualité et d'un prix de revient réduit de 20 p. 100 environ.

Si l'on ajoute à cela des mesures permettant la vente à crédit de ces récepteurs, analogue à la vente à crédit des voitures automobiles, nul doute que le nombre des futurs téléspectateurs n'augmente rapidement dans des proportions considérables.

Le financement de cette double réalisation a été accepté par l'Assemblée nationale de la manière suivante:

1° Pour la radiodiffusion, par l'augmentation annuelle de la redevance pour droit d'usage d'une somme de 175 francs, ce qui porte cette dernière de 1.275 francs à 1.450 francs.

A noter que sur les 175 francs d'augmentation, 50 francs serviront à accorder l'exonération de la demi-taxe aux détenteurs de postes de radiodiffusion de deuxième catégorie, âgés de soixante-cinq ou soixante ans en cas d'inaptitude au travail, titulaires d'une pension, rente ou allocation de vieillesse, non imposables à la surtaxe progressive de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Ces personnes doivent vivre seules ou avec une personne ayant les mêmes droits à être exonérée;

2° Pour la télévision, par l'emprunt autorisé par les ministres des finances et du budget.

La tranche d'emprunt pour 1954 a été fixée à 3 milliards.

Après en avoir longuement délibéré, votre commission a accepté, dans sa grande majorité, les dispositions adoptées en dernier ressort par l'Assemblée nationale qui permettront au Gouvernement de réaliser le plan d'équipement pour la radiodiffusion et surtout pour la télévision; elle m'a chargé de souligner cependant son désir de voir ce plan d'équipement, et notamment la tranche conditionnelle, vraiment réalisé en quatre ans, sans subir aucun retard, elle serait heureuse d'avoir un engagement formel du ministre à ce sujet. Ce n'est pas non plus avec enthousiasme qu'elle s'est ralliée au système de financement préconisé par le Gouvernement, qu'elle a jugé comme relevant d'une solution de facilité; mais elle a considéré au premier chef l'importance du but à atteindre, c'est-à-dire l'équipement de la télévision française et a estimé que les moyens d'y parvenir étaient d'une importance relativement secondaire.

Ses réticences à accepter une augmentation de la taxe radiophonique ont été largement tempérées par le fait qu'en contrepartie, des exonérations de 50 p. 100 de la taxe ont été prévues

en faveur des vieux travailleurs et des économiquement faibles et qu'ont été maintenues les exonérations totales prévues en application de l'article 111 de la loi du 31 mai 1933 ou de l'article 2 de la loi du 31 décembre 1951.

En conséquence, votre commission donne un avis défavorable au rapport fait par M. Debû-Bridel, au nom de votre commission des finances, qui rejette en fait le plan d'équipement du Gouvernement et qui préconise, pour combler le déficit ainsi créé, certaines économies dont la réalisation semble douteuse ou contre lesquelles elle s'élève, comme par exemple l'ajournement de la construction de la maison de la radio; votre commission de la presse s'est, en effet, toujours prononcée en faveur de la centralisation au sein d'un même bâtiment de tous les services actuellement dispersés dans Paris, afin d'éviter une perte certaine de temps et d'argent et de permettre également la libération de plusieurs immeubles. A noter que la radio-télévision française occupe actuellement 22 immeubles ou fractions d'immeubles, ce qui immobilise 22 concierges, 22 standards téléphoniques et qui nécessite l'emploi de 60 plantons cyclistes.

Votre rapporteur ne peut que constater la position négative de la commission des finances et demander instamment au Conseil de la République de rejeter les conclusions de celle-ci.

Votre rapporteur a déposé, au nom de la commission de la presse, un certain nombre d'amendements tendant à reprendre les dispositions adoptées par l'Assemblée nationale pour les articles 1er, 6 et 7 du projet de loi n° 646 à l'exception du dernier alinéa de l'article 6, ainsi conçu: « La radiodiffusion-télévision française ne peut, sans l'accord préalable du Parlement, concéder à qui que ce soit, en tout ou en partie, l'usage de ses émissions, l'élaboration ou le choix des programmes ».

Cette rédaction restrictive risque, en effet, d'entraver le fonctionnement normal de la radio-télévision, notamment en interdisant de s'adresser à des producteurs pour l'élaboration d'un ou de plusieurs programmes.

Il est non moins certain que la commission n'entend pas que l'on puisse s'adresser à des sociétés privées contituées en vue de l'élaboration de programmes qui leur permettraient de rentrer, par ce biais, dans l'exploitation de la radio-télévision française.

Nous pensons que M. le ministre nous donnera des apaisements à ce sujet.

Il convient d'abroger cette disposition qui pourra être reprise quand viendra en discussion devant le Parlement le statut définitif de la radiodiffusion-télévision française.

La commission demande, par ailleurs, que pour permettre de juger, contrôler ou décider de l'exploitation de la radiodiffusion-télévision française, des démonstrations plus fréquentes soient faites aux parlementaires et aux journalistes sur l'initiative de M. le ministre de l'information.

Les diminutions apportées au budget de 1953 sur le montant du remboursement des services rendus aux divers ministères, qu'a signalées notre collègue M. Debû-Bridel, avaient soulevé de vives protestations à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République. Il avait été demandé qu'un collectif puisse faire imputer, en cours d'année, les sommes non remboursées. Il en est de même dans le budget qui nous est présenté et M. Guy Desson a pu souligner que 380 millions, facturés à des ministères utilisateurs, ne seront pas remboursés, malgré la volonté du Parlement.

M. Ulver, le distingué secrétaire d'Etat au budget, qui a eu la lourde tâche, comme rapporteur général de la commission interministérielle de la diffusion de la pensée française à l'étranger, de défendre le principe du remboursement de l'intégralité des services rendus et de l'extension de ces services, pourra certainement, avec le grand talent que tous nos collègues lui reconnaissent, expliquer au Conseil de la République comment ces principes seront respectés par lui.

Les programmes de radiodiffusion ou de télévision ont été l'objet de certaines critiques. Pour la radiodiffusion, c'est surtout la chaîne Paris-Inter qui a été visée. Il faudrait lui conserver le caractère des émissions de « variétés multiples » qui avaient assuré son succès. Il existe, d'après les nombreux collègues à qui nous en avons parlé, trop de causeries dans ces programmes et certaines aux heures des repas, ce qui est particulièrement indigeste ou insipide. Nous pensions qu'il aura suffi de signaler ces inconvénients pour les voir disparaître.

Les critiques concernant les programmes de la télévision sont surtout relatives à l'absence de diffusion des programmes sportifs « en direct », les samedis et dimanches après-midi; il serait d'autre part souhaitable que la télévision puisse réaliser un accord avec l'industrie cinématographique pour que les films télévisés soient plus récents et plus nombreux.

Nous avons entendu un plaidoyer *pro domo* de M. Pierre Sabbagh sur les prétentions exorbitantes des organisateurs de manifestations sportives de la capitale. J'avoue qu'il nous a pleinement convaincu. Il est certain que, si la télévision diffuse une manifestation sportive « en direct », en totalité, elle peut participer dans une mesure raisonnable aux frais qui lui sont présentés, tout comme pour une transmission d'un programme ordinaire de la même durée. Mais si elle enregistre une manifestation ou une partie de manifestation, qu'elle sera tenue de transmettre « en différé », il est non moins certain que c'est un travail de journaliste sportif ou cinématographique qu'elle réalise et que la propagande gratuite dont bénéficient les organisateurs ou les différents clubs en présence dédommage largement les intéressés, même si l'on considère qu'il y a eu vraiment dommage en diffusant de l'information sportive au bénéfice des téléspectateurs.

Il existe d'ailleurs de grands stades municipaux, en province, qui assureraient gratuitement la matière à diffusion de grandes manifestations sportives et qui en seraient honorés, comme cela se produit notamment pour les reportages radiodiffusés. Il faut donc, d'ores et déjà, prévoir un matériel mobile d'enregistrement et de retransmission, nécessaire pour assurer cette mission.

Soulignons la réussite particulière de la télévision française, pour la transmission « en direct », malgré des circonstances atmosphériques désastreuses, des cérémonies du couronnement de Sa Majesté la reine d'Angleterre. Ces cérémonies furent relayées vers la Belgique, la Hollande et l'Allemagne par les techniciens français, malgré les différences de définition de ces divers pays. De même, des programmes anglais furent convertis en définition de 819 lignes, diffusés aux téléspectateurs français puis reconvertis pour être relayés aux téléspectateurs étrangers.

Il y a quelques jours à peine, la télévision française a franchi, avec honneur, un écueil redoutable, en transmettant en direct, pendant sept jours et sept nuits, les phases principales du Congrès du Parlement à Versailles. Elle a intéressé sans monotonie, elle a atteint les sommets du reportage d'actualité, sans lasser et en évitant les critiques. Grâces lui en soient rendues!

Soulignons la réalisation, en studio, de deux grands spectacles dramatiques qui ont été enregistrés et interprétés d'une façon remarquable; nous aimerions voir renouveler des productions de cette qualité.

En conclusion, la commission de la presse, de la radiodiffusion-télévision et du cinéma, en souhaitant une fois de plus que le statut définitif de la radiodiffusion-télévision française vienne en discussion devant le Parlement, adresse ses félicitations à l'ensemble du personnel, techniciens et artistes, pour leur dévouement et leur compétence.

Votre commission pense que le Conseil de la République se réjouira unanimement que M. le ministre de l'information ait présenté et courageusement défendu, un plan d'investissements, pour la radio-télévision qui, lorsqu'il sera réalisé, fournira un instrument incomparable, pour le rayonnement de la pensée et de la culture française dans le monde. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. Chaintron.

M. Chaintron. Mesdames, messieurs, je veux, au nom du groupe communiste, présenter quelques observations essentielles sur ce budget. La situation de la radiodiffusion-télévision française est caractérisée par le retard de son équipement par rapport au développement de sa technique et à la qualité professionnelle de son personnel. C'est ainsi, notamment, que la télévision française, qui peut revendiquer avec fierté la mise au point de la technique d'une image supérieure par l'usage de la « définition » 819 lignes, ne possède que trois émetteurs ne couvrant pas le dixième de la France, alors que l'Angleterre couvre tout son territoire et que l'Allemagne, avec sept émetteurs, nous devance et rayonne même sur l'Alsace.

On s'engage enfin, par un plan de quatre ans, à construire de nombreux émetteurs et nous nous en réjouissons, mais nous ne pouvons admettre certains des moyens proposés pour financer ce plan. Nous sommes opposés à l'élévation de la taxe sur les postes de radio et partisans au contraire d'en abaisser le montant pour les vieux travailleurs et tous ceux qui sont dits « économiquement faibles », voire même à les en exonérer complètement.

Cette augmentation de la taxe désirée par le Gouvernement s'est heurtée, à l'Assemblée nationale, à une opposition majoritaire, et, bien que par sa lettre rectificative le Gouvernement l'ait réduite, elle a été repoussée par la commission des finances au Conseil de la République. Cette taxe sur les postes de radio est condamnable en son principe, comme ayant un caractère parafiscal. Elle est injuste parce qu'elle frappe de la même façon le pauvre, détenteur d'un modeste appareil et le riche, possesseur d'appareils luxueux. Elle est contraire à la loi quand son produit, comme c'est le cas, est utilisé à d'autres fins que la composition des programmes de radio et le fonctionnement des postes émetteurs.

Or il s'agit, par l'augmentation qui nous est proposée, de faire payer par quelque huit millions d'auditeurs de la radio, pour la plupart de fortune modeste, les dépenses d'équipement de la télévision qui, jusqu'alors, en raison du prix considérable des récepteurs, n'est accessible, et nous le déplorons, qu'à

quelque soixante-quinze mille spectateurs plus fortunés. La véritable équité serait que la totalité des dépenses d'équipement et d'exploitation de ce service public qu'est la télévision fût couverte par l'Etat, non par des taxes injustes, mais par les moyens réguliers de l'impôt proportionnel aux conditions de fortune de chacun.

C'est là naturellement une conception d'avenir. Nous voulons raisonner dans le présent des choses et rester dans les limites du possible immédiat. Nous constatons que la radiodiffusion-télévision est un service public présentant ces rares caractéristiques d'être alimenté exclusivement par les utilisateurs et même de révéler un excédent de ses recettes propres sur ses dépenses d'exploitation. A ces résultats directs s'ajoutent les ressources, sous forme d'impôts sur les transactions importantes de l'industrie et du commerce des appareils de radio et de télévision, qui entrent, elles aussi, dans les caisses de l'Etat.

Etant donné qu'il s'agit de dépenses d'équipement nécessaires et parfaitement rentables, nous pensons qu'elles devraient être couvertes par l'emprunt et par des subventions que l'Etat pourrait trouver, par exemple, en réduisant ses énormes dépenses de guerre, qui s'élèvent à près de 1.500 milliards.

C'est pourquoi, partageant l'opposition de la commission des finances à l'augmentation de la taxe, nous ne sommes point d'accord sur les mesures compensatrices qu'elle préconise, consistant à réduire les crédits des divers chapitres, à limiter ou à différer l'équipement et à faire perdre aux auditeurs de faibles ressources le bénéfice de la détaxation que l'Assemblée nationale leur a judicieusement accordée.

A propos des économies compensatrices, se pose la question du projet d'édification d'une maison de la radio à Paris, qui fait l'objet d'un crédit dont la commission des finances propose la suppression. Si nous sommes favorables à une telle construction, qui constituerait évidemment un progrès, nous ne sommes pas du tout d'accord quant au choix du lieu où l'on prétend l'élever dans Paris, contrairement à la volonté du conseil municipal de la capitale. Cette assemblée a en effet annulé, par délibération du 30 mars 1953, la cession du terrain du quai de Passy destiné à cette construction, cession qu'elle avait faite à l'Etat par un vote insuffisamment délibéré survenu en juillet 1952.

Les raisons du refus du conseil municipal de Paris apparaissent absolument fondées. Le terrain du quai de Passy fut jugé trop petit en 1937. Il l'est à plus forte raison aujourd'hui. La construction de la maison de la radiodiffusion sur cet emplacement entraînerait la démolition de deux immeubles et par conséquent l'éviction de locataires, sans qu'on puisse affirmer que les quelques trente locaux dans lesquels sont actuellement disséminés dans Paris les services de la radiodiffusion reviendraient pour autant, en compensation, à l'usage locatif, car il s'agit en fait de locaux administratifs. Il paraît, en outre, que la construction d'un édifice lourd en cet endroit — qui est un ancien remblai — nécessiterait l'enracinement des fondations à quelques vingt-cinq mètres de profondeur, ce qui peut entraîner des surprises très onéreuses. Enfin, l'emplacement choisi est celui d'un stade servant à l'éducation physique de près de 5.000 enfants des écoles du seizième arrondissement. Il faut par conséquent, laisser ce terrain en partie à cette destination de stade et pour une autre part, à la construction de logements économiques qu'envisage la ville de Paris.

Il faut certes construire la Maison de la radio et le faire sans tarder, mais dans un endroit plus judicieusement choisi. Il ne faut pas retarder l'équipement. On peut et on doit donner à la radio-télévision française une infrastructure convenable.

Je veux maintenant exprimer rapidement quelques remarques critiques et quelques suggestions concernant le contenu des émissions. Nous protestons avec indignation, interprétant d'ailleurs le sentiment de l'énorme majorité des auditeurs, contre l'utilisation politique tendancieuse de la radio d'Etat et notamment contre les émissions telles que la *Vie en rouge* ou celle qui s'intitule, par antinomie sans doute, *Paix et liberté*. De telles productions, fondées sur la plus basse calomnie, déshonorent non seulement la radio mais la France. Elles attestent, de la part de leurs auteurs, un mépris absolu de l'auditeur, elles soufflent la haine et la division dans notre Nation et tendent à nuire à la concorde entre les peuples. Il faut y mettre fin.

Il faudrait aussi que les informations, et notamment la revue de la presse, soient présentée avec plus d'objectivité et que si l'on aborde, à la radio, les problèmes politiques, chacun des partis, selon son importance, ait la possibilité de s'exprimer.

M. Georges Laffargue. Je voudrais demander à l'orateur s'il écoute quelquefois Radio-Moscou. (*Sourires au centre et à droite. — Exclamations à l'extrême gauche.*)

M. le président. Du calme, s'il vous plaît!

M. Chaintron. Enfin la radio est utilisée, et elle doit l'être, pour améliorer les relations culturelles internationales. Mais il faudrait que ce soit d'une façon moins unilatérale et que la *Voix de l'Amérique* n'exerce pas son empire sur les ondes françaises à l'exclusion des autres pays, ceux de l'Est notamment, qui ne demandent qu'à rétablir avec la France les rapports de bonne amitié.

En ce qui concerne les autres aspects du programme, il y aurait beaucoup à dire et à faire pour améliorer la qualité qui reste très inégale en dépit des mérites et de la valeur certaine de la plupart des artistes, collaborateurs et techniciens des émissions françaises.

Les suggestions faites dans le rapport présenté par M. Debû-Bridel, en ce qui concerne cette question, pour donner satisfaction tant aux amateurs de musique, de théâtre et de littérature qu'aux auditeurs s'intéressant aux sciences me paraissent contenir beaucoup d'idées heureuses. Il faut avant tout que la radiodiffusion française reflète mieux notre culture nationale sous ses aspects les plus divers, avec toutes les ressources de la France, ce qui nous semble commander une plus grande décentralisation dans la composition des programmes et dans les émissions.

Il faut, enfin, qu'elle réponde aux goûts différents des auditeurs de France et d'ailleurs par une meilleure différenciation entre les chaînes d'émissions.

Enfin, je dirai pour terminer que les équipements, les plans et les programmes ne valent que par le personnel qui les sert. On s'est plu à féliciter les travailleurs de toutes catégories de la radio-télévision, mais il ne vivent point de beau langage; il faut faire droit à leurs revendications légitimes. Je me réserve d'en défendre quelques unes par voie d'amendement; mais il en est bien d autres que je n'aurai pas le temps de traiter et que l'Etat-patron devrait examiner avec plus d'équité quand les syndicats les lui présentent.

Nous déplorons que M. le ministre ait lésiné sur la prime de rendement réclamée par ce personnel, dont il avait par ailleurs reconnu l'ardeur et qu'il n'ait accordé par une lettre rectificative que 50 millions, au lieu des 65 qui étaient justement réclamés.

Craignons pour la radio-télévision que certains des travailleurs d'élite, lassés de ne pas être traités comme il convient et sollicités comme ils le sont par le secteur privé à des conditions plus avantageuses, n'abandonnent le secteur public au détriment des auditeurs eux-mêmes.

Enfin, nous voulons que la radio-télévision française, par un large effort d'équipement et une amélioration de ses programmes, donne satisfaction à tous les auditeurs; à ceux mêmes qui, après une vie de labeur, n'ont que de faibles ressources, et qu'elle ait dans le monde un rayonnement digne de la France. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Léo Hamon.

M. Léo Hamon. Monsieur le ministre, mes chers collègues, dans cette discussion générale, dont l'objet a été très sagement restreint par nos deux rapporteurs, je n'interviendrai moi aussi que sur le problème de la télévision et, plus précisément encore, sur le financement de la télévision.

Si nous voulons considérer ce problème, non pas au gré d'une ingéniosité, toujours libre de ses ébats, mais selon une efficacité, dont la voie est toujours plus étroite, trois questions se posent: en premier lieu veut-on, oui ou non, développer la télévision française? En second lieu, si on veut le faire, à quelles conditions peut-on y parvenir? Enfin, quelles sont les possibilités réelles de financement?

La première question peut être traitée rapidement. Elle mérite toutefois d'être évoquée. Car on rencontre des personnes qui avouent qu'elles n'aiment pas la télévision et que cette succession d'images, au foyer des uns et des autres, leur paraît inopportune. La controverse est libre en cette matière de goûts. Mais il faut savoir que là n'est pas la question vraiment posée; car la télévision existe, il ne dépend pas de nous qu'elle n'existe pas et, si la France voulait, par un scrupule individualiste, s'offrir le luxe d'une manière de grève de la télévision, ce serait demain, quelques problèmes techniques une fois résolus, la télévision étrangère qui entrerait chez nous, en sorte que le véritable problème de la télévision, les difficultés de la distance devant être surmontées dans un bref délai, est de savoir si nous voulons qu'il y ait une télévision française ou si nous acceptons que les spectateurs de la télévision française soient réduits à la contemplation des images étrangères. Je pense que, quand le problème est ainsi décapé, Il ne peut pas y avoir de doute, il faut assurer une télévision française. Il faut assurer une télévision française et, il le faut d'autant plus, mes chers collègues, que ce pays a ses chances et que, aujourd'hui encore, comme tant de fois dans notre histoire, nous sommes armés des découvertes de l'esprit créateur français et en mesure de faire valoir ses possibilités.

Nous sommes armés, dis-je, parce que la technique française a gagné la bataille des 819 lignes et que la définition même de

l'image, aussi bien dans les conventions internationales que dans la confrontation des procédés, marque pour la production française, pour l'invention française, un avantage dont il est encore temps de profiter. Des circonstances que nous connaissons bien font qu'un grand pays continental voisin, occupé à rattraper un immense retard dans d'autres domaines, provoqué par la défaite, n'a pas encore fait valoir son travail dans l'industrie de la télévision. Il reste donc encore — pas pour longtemps — une place à prendre, la première du continent. Et il y a d'autant plus une carte française à jouer que nous trouvons effectivement des sociétés françaises — M. Gaspard le rappelait tout à l'heure très justement dans son rapport si documenté — disposées à investir des capitaux importants dans la fabrication des pièces destinées, non seulement aux émetteurs, mais encore aux postes récepteurs

Si l'on investissait, par exemple, dans la fabrication des tubes cathodiques à usage de récepteur une somme d'un milliard, le prix de ces pièces se trouverait réduit de moitié et l'on s'acheminerait ainsi, à pas certains, vers une baisse du prix des récepteurs, entraînant nécessairement et automatiquement un élargissement du marché de la télévision française.

Il y a donc bien nécessité de jouer la carte de la télévision française, et il y a possibilité de le faire. Quelles sont les conditions du succès ? Les conditions tiennent à trois ordres de considérations; considération de temps, de programme, de capitaux.

Considérations de temps: ne nous dissimulons pas, en effet, mes chers collègues, le grand retard pris par la France dans la densité du réseau de téléspectateurs. Ne comparons même pas avec l'Amérique où il y a un poste de télévision par six habitants, mais retenons la Grande-Bretagne où l'on trouve un poste par dix-huit habitants. En France, on en compte un par 7.000 habitants. Véritablement cette disproportion extraordinaire ne saurait s'expliquer par des différences correspondantes de niveau de vie, de revenu, de technique, d'évolution industrielle entre nous et nos amis d'outre-Manche.

Et si je considère à présent le nombre des postes récepteurs de télévision, force m'est de constater que nous arrivons après le Canada, après Cuba, et à égalité avec le Mexique. Là encore, ni le niveau de vie, ni les habitants, ni le progrès technique, ni même l'importance globale des populations ne légitiment une telle parité, et tout cela ne se comprend pas au regard de l'ensemble des circonstances françaises.

Pourtant l'explication peut et doit être cherchée et trouvée dans le nombre même des postes émetteurs. Une fois encore, je ne parlerai ni des Etats-Unis, ni même maintenant de la Grande-Bretagne. Mais j'indiquerai qu'alors qu'en France nous avons trois postes émetteurs en fonctionnement — n'est-il pas vrai, monsieur le ministre ? — auxquels s'ajoutent un poste en voie d'achèvement et deux en projet, il y a, dès à présent, en Allemagne, sept postes émetteurs et trois en construction et, en Italie, quatre postes émetteurs en fonctionnement et trois en construction. Là encore nous arrivons derniers.

Et, si cette différence se maintenait dans le rythme du progrès, l'extraordinaire déséquilibre que je viens de signaler, non seulement se confirmerait, mais s'accentuerait encore jusqu'au moment où les Français n'auraient plus que la ressource de contempler les émissions étrangères.

Car pour souligner, avec l'insistance convenable, l'urgence d'un redressement, il faut encore rappeler que le problème de diffusion de l'image télévisée à distance est particulièrement facile à résoudre à partir de l'étranger pour les zones frontalières des populations françaises. Et dans le Nord, en Alsace, en Lorraine, dans tout l'Est, dans la région de Nice, ce sont des zones d'un peuplement particulièrement dense, riches, actives, entraînées dans le cycle de la vie moderne, en sorte qu'à partir du moment où, à Lille, à Nice, à Strasbourg à Metz et à Nancy, on aura pris l'habitude de suivre les images étrangères — et cette habitude pourrait définitivement être prise avant longtemps, notamment lorsque le nouveau poste allemand de Wienbret entrera en service — les images françaises auront perdu pour longtemps une place qui leur aura été prise par d'autres, moins négligents que nous. (*Très bien! très bien!*)

Cette situation est du reste connue. Depuis longtemps j'ai eu le souci de me reporter à des discussions antérieures et, je m'en excuse, à ce que j'avais déjà pu dire à vos prédécesseurs, monsieur le ministre. « Il est urgent que les progrès des émissions françaises marchent au rythme du progrès technique », disai-je vers le 11 décembre 1952. Si je me cite ainsi, ce n'est pas, croyez-le bien, par vanité, mais pour constater comme les choses sont inchangées depuis longtemps, alors que depuis longtemps il est urgent qu'elles aillent vite.

Retournons à présent vers la deuxième des conditions du succès, après la condition de temps que je viens d'exposer, celle des programmes.

Pourquoi y a-t-il aussi peu de postes récepteurs en France ? Parce qu'il y a relativement peu d'émissions utiles! J'appelle emissions utiles celles qui sont effectivement susceptibles d'être vues par une population donnée.

La durée des émissions et l'emplacement des postes émetteurs interviennent donc ici, et c'est leur considération qui ont conduit à penser que nous ne sommes pas suffisamment pourvus en émissions utiles.

Quand ont dit par conséquent que, s'il y avait davantage de postes récepteurs, il y aurait de meilleures émissions et de meilleurs programmes, on s'enferme manifestement dans un cercle vicieux, car il n'y aura davantage de téléspectateurs, de postes récepteurs et de recettes que le jour où, préalablement, il y aura eu davantage d'émissions. Si nous voulons sortir de ce cercle, cessons d'en considérer la courbe et tranchons par le moyen qui reste à examiner maintenant, et qui est celui du financement.

Je me garderai, après les savants rapporteurs, de discuter les chiffres. Aussi bien les différences sont-elles secondaires. On convient que, d'ici quatre ans, une trentaine de milliards de francs vous serait nécessaire pour la radiodiffusion et la télévision réunies. A elle seule, la télévision commande nécessairement un financement de 18 à 20 milliards de francs, selon les estimations.

Parvenu à l'examen de cette dernière condition, vous me permettrez de remarquer — ceci est essentiel et commande la suite du débat, comme aussi le moyen de choisir entre les différents modes de financement — vous me permettrez, dis-je, de constater qu'il faut non seulement trouver, en quatre ans, ces 18 ou 20 milliards, mais qu'il faut encore que, dès à présent, le financement possède un caractère de certitude, qui permette l'investissement.

On peut, certes, imaginer différents procédés par lesquels on espérera trouver cette somme. A la longue, l'événement vérifiera que nous l'avons trouvée, à moins qu'il n'infirme cette opinion.

Mais si l'on veut aborder l'ensemble du problème à l'échelle à laquelle il mérite d'être traité, il importe d'avoir dès maintenant la certitude de réalisation, la certitude de mobilisation de ces 20 milliards en quatre ans. Et si cette certitude n'existait pas, si l'on offrait aux uns et aux autres que des espérances et non des assurances, qui peut imaginer, par exemple, que des entreprises commerciales investiraient des capitaux importants dans la fabrication de pièces destinées aux postes récepteurs ou émetteurs dont le placement serait une chance et non une promesse ?

Si l'on reconnaît ce caractère de certitude comme nécessaire a un financement valable, alors force est bien, mes chers collègues, de répondre à la commission des finances que son système ne permet pas d'assurer le financement dans des conditions satisfaisantes.

On parle d'économies et je ne me laisserai pas entraîner à discuter des chances, des légitimités et des possibilités de telle ou telle économie particulière.

Je ne m'y laisserai pas entraîner, pour trois raisons de méthode. D'abord, parce que ce serait, de la part du Parlement, un manquement à ses responsabilités que de s'en remettre, pour la solution d'une question générale, à la chance de résoudre, non seulement dans le vote des textes, mais encore dans la réalité des faits — et c'est autre chose — toute une série de problèmes de détails qui ne seraient même pas abordés à l'heure où vous vous prononcerez sur l'article 6. D'autre part, parce que, même si vous parveniez à résoudre ces problèmes, même si l'on devait, au cours des temps, trouver la chance et la réalisation de toutes ces économies, jamais elles ne présenteraient, j'y reviens, ce caractère de psychologie de certitude indispensable pour donner, d'entrée de jeu, à l'épargne et aux capitaux d'affaire la confiance nécessaire.

Enfin, et je veux le dire instamment parce que quand nous examinerons une à une les dépenses, nous nous apercevrons qu'il y a dans différents domaines, notamment sur les émissions à destination de l'étranger, et les émissions en langue arabe, la qualité des émissions, etc., des progrès considérables à réaliser. Pour des raisons d'intérêt national, ne fût-ce, par exemple, que ce passage de 35 à 40 heures pour les émissions de télévision qui nous est proposé aujourd'hui, vous escomptez des recettes, par économies; elles trouveront, croyez-moi, et bien au delà, leur emploi dans une amélioration des émissions de la radiodiffusion, comme de la radiotélévision.

Nous ne pouvons donc pas escompter deux fois une même recette, d'ailleurs aléatoire; nous ne pouvons pas attendre de cette recette à la fois l'amélioration des émissions et la réalisation de l'équipement.

Et il faut aussi autre chose encore que la publicité, car si l'on parle beaucoup de publicité, de son emploi à l'étranger, il faut rappeler que, là même où on y a eu recours, en Grande-Bretagne notamment — c'est un exemple souvent cité — il n'a été fait appel à elle que lorsque le réseau de la B. B. C. a eu

préalablement couvert 87 p. 100 et bientôt 97 p. 100 du territoire, que lorsqu'un public a été préalablement créé. Car si je n'écarte pas entièrement l'idée même d'un recours à la publicité, dans certaines circonstances, c'est à condition qu'existe préalablement une émission d'Etat, c'est à condition que l'Etat, maître de ses moyens et de son public préalablement prospecté, connaissant d'avance ses possibilités, soit en mesure d'enfermer la publicité dans des limites étroites où elle sera tenue et ne subisse pas les conditions de celui qui deviendrait le financier providentiel car alors, ce ne serait plus le recours admissible de la radio d'Etat à une publicité cantonnée, mais la domination de toutes les émissions de télévision par les intérêts privés. (*Très bien! à gauche.*)

Il faut donc, mesdames, messieurs, résoudre le problème par le seul moyen qui demeure: à savoir l'augmentation de la taxe de radiodiffusion. Certes, il n'est pas impossible d'imaginer un autre mode de financement par le budget général par exemple, mais il n'est pas possible, vous le savez fort bien, de le mettre effectivement en œuvre. Et quant à moi, quelle que puisse être l'originalité de mes pensées sur la politique générale de la France, je ne confierai pas à une revision préalable de la politique étrangère et du volume des dépenses d'armemnt la solution d'un problème qui doit être obtenue par nous, aujourd'hui, et non plus tard quand le climat du monde sera devenu différent.

M. Chaintron. Aussi ai-je proposé des solutions immédiates.

M. Léo Hamon. Il faut prendre conscience de nos responsabilités, savoir que même si nous réalisons le relèvement de la taxe proposée, nous n'aurons jamais porté celle-ci, compte tenu des exonérations et des réductions d'assiette apportées, qu'à un coefficient inférieur à 15, par rapport à 1940, alors que l'indice des 34 articles est de 19, alors que les autres services publics échelonnent leurs coefficients de relèvement entre 18 et 25.

Je conclus donc très fermement: la ressource est indispensable; la recette n'est pas d'un poids exorbitant, le recours à cette recette est inévitable.

Si nous voulions paraître nous soustraire à la logique des choses et de la situation, nous encourrions l'un des deux reproches suivants: ou bien celui de faciliter, par la carence des services publics, l'arbitrage et l'omnipotence des intérêts privés, et ce serait une abdication dont il pourrait nous être sévèrement demandé compte; ou bien celui d'avoir souhaité la préservation de la personnalité nationale et de n'en avoir pas voulu les moyens en sorte que, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, on pourrait reprocher aux hommes de notre génération d'avoir eu des velléités et non une volonté.

Concluons. Mes chers collègues, trop souvent, en matière d'industrie nouvelle, le mouvement de l'histoire a emporté de France l'idée, la découverte de génie, et ramené des pays lointains la réussite matérielle. Nous serions inexcusables si, instruits par l'expérience, nous en permettions cette fois encore le renouvellement.

Avec la radiodiffusion, on a connu le chant des ondes, et le refrain français n'y est que trop discret à notre gré. Voici, avec une technique nouvelle, le temps du spectacle des ondes; nous voulons qu'y figure un paysage de France. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. Durand-Réville.

M. Durand-Réville. Mesdames, messieurs, j'espère que vous ne serez pas surpris d'entendre un représentant des territoires d'outre-mer essayer d'apporter, dans ce débat, l'écho des préoccupations des hommes d'outre-mer au regard des problèmes dont vous débattez à l'occasion de la discussion du budget de la radiodiffusion.

A vrai dire, la première remarque que je voudrais apporter dans cette discussion générale vise plutôt le ministre de l'information que celui qui a la charge de la radiodiffusion et télévision française. Je veux profiter de l'occasion qui nous est donnée d'avoir le ministre responsable en face de nous pour attirer une fois de plus son attention sur la gravité de la situation qui est créée à la presse libre par un usage qui se répand de plus en plus de la part des responsables, dans tous les différents départements ministériels, et singulièrement au ministère de la France d'outre-mer, de ces brochures officielles qui se multiplient. Elles sont en général excellentes ces publications, admirablement rédigées et documentées, présentées luxueusement bien souvent, d'autant plus qu'elles n'ont pas, elles, le souci d'un bilan de fin d'année; mais non contents de cette concurrence déjà discutable à la presse libre, qui ne dispose pas de ces facilités, de plus en plus leurs éditeurs prennent l'habitude, pour renforcer leurs moyens, de solliciter de la publicité auprès des entreprises privées. Il y a là, monsieur le ministre, une concurrence qui n'est plus normale, mais véritablement déloyale, d'autant plus qu'on peut risquer de déceler, dans les démarches faites à cette occasion, un soupçon de pression sur les annonceurs. Puisqu'il s'agit de publications officielles, l'annonceur démarché risque, à tort sans doute, de penser que la bienveillance ministérielle sera réservée par la suite à ceux qui auront accepté de souscrire des contrats de publicité. (*Applaudissements au centre et à droite.*)

J'attire votre attention sur cette question, qui est, croyez-moi, plus grave qu'il n'y paraît. Elle est grave pour la presse métropolitaine, mais elle l'est encore plus pour la presse d'outre-mer, dont le public est plus restreint et dont, partant, les moyens d'existence sont plus précaires.

Je voudrais ensuite rendre le ministre attentif à cette importante question, encore non résolue, des relations entre la radiodiffusion-télévision française et la radiodiffusion d'outre-mer.

La tendance générale étant à l'unification des radios, et ceci en l'absence de toute disposition administrative et budgétaire cohérente, le *modus vivendi* de ces relations pour 1954, si mes informations sont exactes, doit être commandé par un texte réglementaire, s'inspirant des conclusions de la commission interministérielle et parlementaire qui, en 1951, délibéra ces problèmes et dont j'ai eu l'honneur de faire partie.

Qu'il me soit permis de faire observer que les conclusions et suggestions que j'avais apportées à cette commission n'ayant pas été retenues, nous nous trouvons cette année, comme je l'avais prévu, en matière de relations entre la radiotélévision française et la radiotélévision d'outre-mer, exactement au même point qu'en 1951.

Ce texte, qui pourrait prendre la forme d'un décret interministériel signé des ministres de la France d'outre-mer et de l'information, affirmerait enfin une volonté de coordination des moyens d'entr'aide. Je crois savoir qu'un tel décret est en préparation et la question que je pose à M. le ministre de l'information, c'est celle de savoir pourquoi ce décret interministériel n'est pas encore signé. Sa signature ne ferait-elle pas précisément défaut ?

Dans le même esprit, le département de la France d'outre-mer s'est abstenu de faire directement — on peut le constater par l'étude des documents budgétaires qui nous ont été présentés — des demandes de crédits au titre de la radiodiffusion. Il a maintenu purement et simplement ses crédits précédents de 43 millions destinés essentiellement à assurer l'envoi d'émissions enregistrées et le fonctionnement d'un modeste service de liaison existant entre la radiotélévision et les services de la France d'outre-mer qui a la charge très lourde de tout le réseau d'outre-mer.

En contre-partie, il a été convenu que ce serait désormais la radiotélévision française qui prévoirait, dans son propre budget, les crédits nécessaires au fonctionnement de la radiodiffusion d'outre-mer.

On a pu voir, par l'étude de ces mêmes documents, que cette somme n'a pas été spécifiquement dégagée parmi les demandes qui nous sont présentées aujourd'hui.

Quoi qu'il en soit, de manière à éviter le gaspillage des crédits provenant de radios concurrentes, c'est la radiotélévision française qui demande les crédits destinés à la radio d'outre-mer. Encore cette mesure, il faut le constater, est-elle unilatérale puisque, pratiquement, le ministre de la France d'outre-mer n'a aucun contrôle sur l'emploi de ces crédits tout entiers voués au bon plaisir de la radiotélévision française.

Celle-ci argue volontiers de la doctrine du service rendu, mais cette doctrine ne serait applicable que si le département de la France d'outre-mer demandait lui-même des crédits pour la radio et en contrôlait l'emploi. En réalité, c'est la radiotélévision française qui reçoit directement une somme de 200 millions environ au titre des services rendus au ministère de la France d'outre-mer.

Ces crédits, qu'on peut considérer d'ailleurs comme insuffisants, s'ils étaient intégralement utilisés à la radiodiffusion d'outre-mer et selon les directives du département intéressé, permettraient, pour 1954, des progrès sensibles.

Considérant que les crédits demandés en propre par le département qui s'élèvent, je le rappelle, à 43 millions, devraient être intouchables, et ne plus faire l'objet, comme par le passé, de demandes de remboursement de la part de la radiotélévision française, de même les 200 millions, inscrits en recettes à la radiodiffusion et télévision française, devraient être gérés en 1954 en liaison étroite avec les services de la rue Oudinot et compte tenu d'une nouvelle ventilation, dont les critères pourraient s'inspirer, à mon avis, des deux principes suivants:

Premier principe: affectation locale de la moitié de ces crédits pour le dépannage et le renflouement des stations les plus déshéritées, par exemple pour des envois d'émissions et pour faire face aux frais de personnel et d'exploitation locale.

Deuxième principe, utilisation de l'autre moitié de ces crédits pour des émissions d'ondes courtes réellement efficaces, sachant qu'il n'y aurait aucun inconvénient à réduire le nombre d'heures d'émission si leur qualité et les conditions de leur utilisation étaient sérieusement améliorées.

Il est de notoriété publique — et en cela les élus d'outre-mer ne me démentiront pas — que le contenu de ces émissions

est intellectuellement médiocre et politiquement parfois bien maladroit.

Techniquement, la radiodiffusion et télévision française émet, vers les territoires, comme s'ils constituaient un pays étranger. Elle n'applique même pas, pour les territoires d'outre-mer, la doctrine qui a fait ses preuves aux Etats-Unis, la radiodiffusion et télévision française ayant pratiquement renoncé à arroser — comme on le dit dans vos services, monsieur le ministre — les Etats-Unis d'ondes courtes pour passer par le relai des postes dits « postes indigènes ».

Il y a lieu cependant de noter, pour être objectif — et je le suis toujours — que, depuis 1953, contrairement à d'autres services de la radio et télévision française, les services artistiques, notamment l'administration des programmes et le service des relations avec l'étranger, ont fait un effort certain pour aider la radiodiffusion d'outre-mer en obtenant des producteurs, chaque fois qu'il était possible, la libre utilisation de leurs émissions pour tout le réseau français, outre-mer compris.

Ce sont ces mesures dues à quelques initiatives malheureusement individuelles qui ont permis, toute cette année, à la radiodiffusion d'outre-mer d'être alimentée par une sélection meilleure que les années précédentes des programmes de la radio-télévision française.

Il est désirable que le budget de la radiodiffusion soit voté, compte tenu, à mon avis, de l'augmentation de la taxe et que, pour cette année, en restant strictement dans le cadre des crédits existants, ces crédits portant l'étiquette outre-mer soient réellement affectés à l'outre-mer en donnant au ministre responsable de ce département le moyen d'intervenir dans l'utilisation réelle de ces crédits.

Cette situation, une fois encore, monsieur le ministre, ne serait pas ce qu'elle est si les suggestions que j'avais apportées à la commission administrative et parlementaire de la radiodiffusion d'outre-mer avaient été retenues.

Les moyens qui sont à votre disposition pour ce faire, monsieur le ministre, sont bien simples:

Vous devez d'abord apporter votre concours et votre signature au décret interministériel auquel je faisais allusion à l'instant et instituer une commission de coordination permanente entre les deux radio-télévisions.

Il faut employer les maigres crédits existant à la France d'outre-mer pour que ce département poursuive l'organisation commencée depuis un an du service de liaison modeste qui fonctionne entre la radio des territoires et la radio-télévision française.

J'attire votre attention, monsieur le ministre, en particulier sur une excellente utilisation de ces crédits en vue de la formation, par des stages à la métropole, des animateurs de programmes outre-mer qui ont encore beaucoup à apprendre pour que ce qu'ils donnent soit accessible, compris et apprécié par les publics auxquels ils s'adressent.

Il faudrait utiliser également une fraction importante des 200 millions destinés au budget de la radiodiffusion pour l'outre-mer, en vue d'une aide effective aux différentes radiodiffusions d'outre-mer, par voie de conventions spéciales, notamment à Papeete, à Djibouti et en Afrique équatoriale française. Je parlerai, en terminant, de deux de ces postes.

Enfin j'attire votre attention, en ce qui concerne l'outre-mer, sur l'opportunité d'un remaniement des services des ondes courtes qui pourrait se manifester d'ailleurs par une diminution des heures consacrées à celles-ci, pour peu que la qualité de ces émissions s'améliore.

Voyez-vous, monsieur le ministre, il ne faudrait pas que continue à s'imposer outre-mer cette conviction, dont j'admets qu'elle est sans doute exagérée, que le service d'information du ministère de la France d'outre-mer verse chaque année un certain nombre de millions pour payer des informations ou des emissions à la radiodiffusion-télévision française, mais que ces fonds ne sont pas utilisés uniquement au bénéfice des émissions vers l'outre-mer. Nous concevons très bien — je conçois personnellement très bien — que le ministère de la France d'outre-mer ne soit nullement qualifié pour se transformer en fabriquant de matière radiophonique, ce n'est pas son métier et il n'en est pas capable. Mais cette matière radiophonique étant réalisée par un autre organisme, c'est-à-dire par le ministère de l'information, est-il juste que, si votre département vend des émissions à l'étranger, qui sont en général des émissions de haute qualité, il tende à facturer à un tarif élevé et sans discussion les émissions qui ne sont pas toujours du même standing qu'il envoie aux stations d'outre-mer, relevant de la rue Oudinot.

Ne serait-il pas plus judicieux que les crédits ainsi alloués par le ministère de la France d'outre-mer à la radiodiffusion française soient exclusivement réservés à la fabrication d'émissions faisant écho à des préoccupations d'outre-mer?

Nous aimerions que le ministère de la France d'outre-mer et votre propre département nous fissent connaître la teneur des programmes d'émissions ainsi envoyés outre-mer au cours de l'exercice 1953.

Nous avons toujours un peu trop l'impression que la radiodiffusion française se tournant vers le ministère de la France d'outre-mer ou vers les gouvernements généraux et les assemblées locales a trop tendance à leur tenir à peu près ce langage: la radio n'est pas votre affaire, voyez la pauvreté de vos stations locales, déléguez-nous vos crédits et vous allez voir ce que nous allons en faire.

A écouter les doléances de l'auditeur d'outre-mer, ou plus exactement du candidat-auditeur, nous serions tentés de demander: ces crédits fort importants ne serviraient-ils pas principalement à boucher certains trous béants du budget de la radiodiffusion française elle-même?

Maintenant, je voudrais, monsieur le ministre, attirer votre attention sur deux problèmes particuliers, le premier est celui de Radio-Brazzaville.

Le grand conseil de l'Afrique équatoriale française, dans sa séance du 22 octobre dernier, examinant la question de Radio-A.-E. F. « estimait déplorable qu'un poste français aussi puissant en moyens techniques et financiers que Radio-Brazzaville puisse ignorer l'Afrique équatoriale française dans son service et ne puisse consacrer une fraction de son activité aux besoins strictement locaux ».

Croyant cependant utile de faire le geste de coopérer en maintenant une subvention, le grand conseil donnait un avis favorable à un crédit de 5 millions pour Radio-A. E. F. La radiodiffusion française faisait alors savoir qu'elle ne pouvait accorder à l'Afrique équatoriale française les deux heures d'émissions quotidiennes, demandées par elle, mais seulement une heure. Le gouvernement général avait repris les négociations pour que soient accordées deux heures. Où en sommes-nous aujourd'hui?

En ce qui concerne Radio-Tahiti, je n'ai que deux mots à dire: je suis arrivé à Tahiti cet été à un moment où Radio-Tahiti qui représente l'importance que vous concevez aisément, mesdames et messieurs, dans cette partie du monde, était sur le point d'arrêter ses émissions faute de crédits.

Sans vouloir développer cette question longuement, d'autant plus que j'ai posé une question écrite sur ce sujet, il m'apparait indispensable de réorganiser Radio-Tahiti en soustrayant sans doute dans une certaine mesure ce poste à l'influence locale et, par conséquent, en lui assurant des ressources extra-locales. Je pense qu'il est nécessaire de déléguer en temps utile les subventions prévues pour ce poste afin qu'il puisse poursuivre ses émissions.

Enfin, j'attire votre attention sur la nécessité d'exonérer ce poste de la redevance qu'il est appelé à verser au ministère des postes, télégraphes et téléphones, ce qui fait qu'une partie de la subvention qu'il reçoit d'une main retourne de l'autre au budget de l'Etat.

Bref, le triple rôle de la radiodiffusion outre-mer est, comme je l'ai souvent rappelé, d'abord d'informer et d'édifier la population métropolitaine sur les problèmes d'outre-mer; ensuite, à partir de ces postes dont vous disposez outre-mer, d'informer l'étranger qu'atteignent leurs émissions des problèmes de la France métropolitaine aussi bien que de ceux de l'Union française; enfin, d'informer les populations locales et de contribuer à leur éducation et à leur évolution.

C'est en s'inspirant de ce triple rôle de la radiodiffusion outre-mer qu'il faut arriver à dégager un statut de la radioduffusion française outre-mer, statut qui soit exclusif des luttes stériles de personnes concernant la propriété de telle ou telle administration sur tel ou tel poste, ce qui n'a, à mes yeux ni sens ni bon sens.

Je vous demande, monsieur le secrétaire d'Etat, de vous pencher principalement sur ce problème, de donner à la radiodiffusion française outre-mer le statut dont elle a besoin. M'inspirant de cette nécessité pour nous, par la radiodiffusion, de parfaire l'éducation et l'information qu'il nous est possible de distribuer outre-mer aux populations locales, je vous demande de faire en sorte que la radiodiffusion ne soit plus muette outre-mer et qu'elle devienne au contraire un instrument de la grandeur de l'Union française. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Pezet.

M. Ernest Pezet. Monsieur le ministre, mes chers collègues, j'éprouvais quelque hésitation à monter à la tribune pour parler dans la discussion générale. On vient d'évoquer devant vous, avec talent et compétence, les grands problèmes de la radiodiffusion française. Il s'agit pour moi, simplement, d'exposer un problème particulier.

Certes, il ne manque ni d'intérêt ni d'importance; mais, comme il s'agit d'une question à portée limitée de personnel, j'hésitais à parler dans le débat général. Si je le fais, c'est pour gagner du temps; ainsi je n'aurai pas à revenir sur cette question au cours de l'examen des chapitres.

Voici maintenant quelques explications préalables; elles me paraissent nécessaires pour la compréhension de mes interrogations ultérieures. Le noyau de base du journal parlé a été

formé en 1944, vous le savez, par des journalistes qui n'avaient pas quitté la France entre 1940 et 1944 et qui avaient milité dans des organisations de résistance.

A ce premier groupe, le Gouvernement provisoire adjoignit des journalistes venant de Londres, d'Alger, de Tunis, de Rabat, de Brazzaville et même de Beyrouth, et dont le maintien fut assuré par le comité français de Londres, puis par le comité français de la libération nationale d'Alger.

A partir de 1945-1946, d'autres journalistes contractuels ont été recrutés et mis en place. Par qui, messieurs ? Par les ministres et secrétaires d'Etat chargés de l'information. Ces ministres furent enclins à faire entrer, dans les cadres du journal parlé, des confrères de leur obédience politique. Ils y pénétrèrent en nombre tel qu'une pléthore en est résultée. A ce jour, le journal parlé de la radiotélévision française compterait, d'après les associations professionnelles de presse, au nom desquelles j'interviens, une bonne quinzaine de rédacteurs en chef et un nombre peut être égal de rédacteurs en chef adjoints. Parallèlement — et c'est là l'objet de mon intervention — le journal parlé a utilisé les pigistes.

Qu'est-ce que les pigistes ? Un pigiste, c'est un journaliste professionnel dont la collaboration est mesurée à la pige — la pige est une mesure typographique — collaboration rétribuée non pas d'une façon fixe par des honoraires mensuels, mais à l'article ou à la vacation. Ces pigistes, à l'origine, étaient évidemment occasionnels. Ils sont devenus rapidement des collaborateurs réguliers mais toujours payés à la pige. Ils assurent des tâches quotidiennes ou hebdomadaires, rédigent des enquêtes, sont chargés de reportages.

D'où viennent-ils, ces pigistes ? Certains ont été recrutés par la direction du journal parlé ou le ministère de l'information; d'autres ont offert leurs services et ont été retenus. Devenus collaborateurs réguliers de fait mais pas de droit, ils ne jouissent pas pour autant des avantages inscrits dans le statut des journalistes contractuels bien qu'ils en aient les obligations professionnelles.

Jusqu'au printemps de 1949, ces pigistes ne furent liés à la radio par aucun texte juridique ou administratif.

Le 1er mars 1949, une décision de M. Porché, directeur général, fixait enfin les conditions de travail des journalistes de la radio. C'est ainsi que, par lui, fut créée la notion de « pigiste permanent », deux mots qui paraissent s'accoupler assez mal dans le principe, le pigiste étant un homme qui est payé à la vacation, et il semble que la notion de la vacation s'accorde mal avec la notion de permanence. Bref, il y a maintenant des pigistes permanents.

L'article 4 de cette décision leur accorde les congés payés, un préavis, une indemnité en cas de licenciement, les avantages accordés par les us et coutumes de la profession journalistique, le treizième mois.

Tout cela serait fort bien, s'il n'était pas mis, à l'obtention de ces avantages, des conditions qui les rendent pratiquement, dans la plupart des cas, illusoires.

Ces avantages, en effet, ne peuvent être accordés qu'aux conditions que voici: d'abord la moyenne de la rémunération mensuelle à la radiodiffusion et télévision doit atteindre 75 p. 100 du salaire minimum de base d'un rédacteur de ladite radiodiffusion-télévision française; il faut en outre que cette rémunération ait été perçue pendant une période de douze mois consécutifs; il faut, enfin, qu'un minimum de 120 piges ou cachets annuels portant sur des travaux journalistiques aient été portés à l'actif de chaque intéressé.

Or, mesdames, messieurs, la mise en pratique de ces dispositions a montré la fragilité et la précarité de ces bases statutaires, dans le jeu desquelles — monsieur le ministre, je m'excuse de le dire — ce que j'oserai appeler des « tours de main », l'astuce administrative peuvent trouver aisément les moyens d'empêcher le jeu de l'article 4, d'en fausser assez arbitrairement l'application. En effet, s'il faut 120 piges, il est toujours possible à l'administration de s'arranger pour qu'il y en ait seulement 117, 118 ou 119, en limitant à ces chiffres les passages devant le micro, pour que ne soit pas atteint le chiffre minimum de 120 piges, exigées pour l'obtention des rémunérations et avantages susdits à l'article 4.

En effet encore, il est toujours possible de porter en compte — d'humeur ou d'opportunité — 120 passages d'une minute et de préférer ces 120 minutes devant le micro à 26 heures en cinquante-deux émissions d'une demi-heure par semaine. Il y a là moyen de favoriser les uns et de défavoriser les autres, de façon très régulière en apparence, en réalité d'une manière arbitraire et inéquitable.

En outre, les traitements de base ne sont pas respectés. Certains pigistes permanents ne gagnent pas les 75 p. 100 du salaire minimum de base du rédacteur contractuel et, dès lors, ils ne peuvent pas bénéficier des dispositions de l'article 4 susdit.

Certes, je sais que certains gagnent le double, peut-être même parfois le triple de ce salaire de base; c'est conforme au statut et d'ailleurs équitable, dès lors qu'avec talent, je dirai même, pour certains d'entre eux, avec beaucoup de talent; si ces pigistes-là, du moins, ont acquis une position enviable, c'est grâce à leur travail quotidien qui est parfois très pénible; mais on assure que d'autres ont acquis cette position enviable par d'autres moyens que le travail ou la conscience professionnelle! Je préfère ne pas insister.

Quoi qu'il en soit, les sommes versées pour le treizième mois et le mois de vacances, loin d'être équivalentes à la moyenne mensuelle des piges accomplies durant l'année, sont arbitrairement fixées, et fixées très au-dessous de la moyenne réelle.

On m'a cité un exemple frappant: un reporter pigiste permanent, gagnant, en moyenne, un peu plus de 100.000 francs par mois, a perçu pour son treizième mois et son mois de vacances, au total, la somme de 67.000 francs! Pourquoi cela ? On l'ignore, et, bien entendu, l'ignorant, on est conduit à se demander si l'administration, en agissant de la sorte, n'accomplit pas, pour une fois, un acte de prévoyance assorti d'arrière-pensées: serait-ce par hasard qu'elle se réserverait de n'intégrer un jour ces pigistes permanents qu'à l'échelon hiérarchique — échelon inférieur — correspondant à ces arbitraires allocations versées pour le treizième mois et le mois de vacances, faisant référence à leur grade pour les sommes versées et fixées arbitrairement comme je viens de le dire ? Mais ne portons pas de jugement téméraire et bornons-nous à constater les faits.

Je précise: la position désavantagée des pigistes permanents qui assurent des tâches régulières, qui animent des magazines quotidiens ou hebdomadaires depuis parfois trois, quatre ou cinq années est telle qu'ils ne bénéficient: ni de la prime de productivité, ni des avantages que confère l'ancienneté (majoration de 5, 10 ou 15 p. 100 des traitements pour 5, 10 ou 15 années d'ancienneté dans la profession) ; ni de la possibilité de souscrire à la caisse de retraite des cadres; ni de la possibilité de s'inscrire à la mutuelle de la radio; ni de l'allocation complémentaire en cas de maladie ou de décès. Il n'existe, en outre, aucune règle précise, aucun barème officiel pour le calcul des cachets et des piges.

Un pigiste permanent ne sait pas, il ne peut même pas savoir combien lui sera payé un travail. Et telle personne qui se contente de lire un communiqué devant le micro peut gagner autant, sinon plus, que tel pigiste qui a rédigé patiemment et soigneusement une chronique. Telle personne qui interroge, rapidement et au pied levé, un danseur ou une modiste peut gagner parfois plus que tel pigiste qui aura passé une journée, sur l'ordre d'un chef de service, à suivre un congrès ou des débats, à visiter des usines, des chantiers, et qui aura, ensuite, à rédiger un compte rendu, une critique ou un reportage.

Voilà quelle est, à ce jour, la situation, telle qu'elle m'a été exposée, des pigistes permanents, situation qui, si elle est telle que je la décris, est véritablement désordonnée et anarchique.

Cela dit, monsieur le ministre, je vous pose des questions précises: Y a-t-il vraiment trop de pigistes permanents ? Et combien à votre jugement ? Combien y a-t-il de rédacteurs en chef et à combien s'élève leur rémunération totale ? Combien y a-t-il de rédacteurs en chef adjoints ? Combien coûtent-ils et quelles sont leurs tâches effectives ? Est-il exact que certains de ces rédacteurs en chef n'aient pas fait acte de présence, ni encore moins de service effectif au « Journal parlé » depuis des mois, voire depuis près d'un an peut-être ?

Monsieur le ministre, le 9 décembre dernier, si je m'en rapporte au *Journal officiel*, vous avez indiqué à la tribune de l'Assemblée nationale que les crédits pour les cachets et vacations étaient de 536.848.000 francs, et vous avez ajouté que vous aviez l'intention de réduire de 15 millions le budget réservé aux pigistes permanents, en raison de licenciements dont vous avez bien reconnu d'ailleurs vous-même que le fait qu'ils s'imposeraient cette année ne vous permettait guère de faire immédiatement des économies. Mais cette opération permettrait à votre jugement d'augmenter de 10 p. 100 les salaires.

En ce cas, voici une nouvelle question: Faut-il en déduire que la liquidation des pigistes permanents, sans doute peu payés, permettrait d'augmenter les traitements de certains de ces rédacteurs en chef dont j'ai dit tout à l'heure le degré d'utilité contestable ?

Vous avez d'autre part affirmé, monsieur le ministre, qu'en vingt-sept mois les journalistes de la radiodiffusion-télévision française avaient reçu des augmentations de salaires formant en tout 30,53 p. 100. Certainement, votre bonne foi est complète; mais on dirait, monsieur le ministre, que vous n'avez pas pris garde au fait que le « Journal parlé » comprend deux univers: l'univers des contractuels, à qui les augmentations de salaires apportent une sécurité accrue, et l'univers des pigistes, qui se demandent ce que signifient pour eux ces 30,53 p. 100.

Sans doute ces augmentations de salaires retentissent-elles sur les deux mois fixes payés chaque année à l'occasion des vacances et du treizième mois; mais ces allocations sont

décomptées de telle sorte qu'elles sont absolument disproportionnées par rapport à la moyenne mensuelle des piges payées dans l'année.

Par conséquent, monsieur le ministre, lorsque vous affirmez que les journalistes de la radio ont été augmentés de 30,53 p. 100 en vingt-sept mois, c'est vrai pour les contractuels, ce ne l'est pas pour les pigistes.

Voilà, monsieur le ministre, les questions que j'avais à vous poser. Je termine simplement sans conclusion oratoire; la matière ne le comporte pas. Le seul effet oratoire que je vous demanderai, monsieur le ministre, en me répondant, c'est la précision. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat chargé de l'information.

M. Emile Hugues, *secrétaire d'Etat chargé de l'information* Mesdames, messieurs, je me félicite, et je remercie le Conseil, de la qualité des interventions qui se sont succédé à cette tribune et qui témoignent tout à la fois de l'intérêt que le Conseil a pris à ce problème et du sérieux avec lequel il l'a abordé. Je me félicite également d'ailleurs, des rapports qui ont été déposés, dans leurs approbations comme dans leurs critiques, car ils me permettront de poser le problème de la télévision française.

Je voudrais d'abord remercier les rapporteurs, M. Debû-Bridel et M. Gaspard, qui, dans des rapports particulièrement étudiés, ont singulièrement facilité ma tâche.

Comment se pose le problème de la télévision ? Je voudrais résumer en quelques phrases assez rapides ce vaste problème. Je ne ferai allusion qu'en passant au problème de la télévision en Amérique. En effet, à fin octobre 1953, on comptait aux U. S. A. 28 millions de récepteurs et 850 stations émettrices, 61 p. 100 des foyers américains étaient équipés en téléviseurs.

Venons-en à des exemples plus modestes, des exemples européens. En Angleterre, fin 1953, on comptait 3 millions de téléviseurs en service, dix stations émettrices desservant 80 p. 100 de la population. Signalons à ce sujet la situation privilégiée de la Grande-Bretagne où il est facile d'installer 10 émetteurs sur cette chaîne dorsale qui traverse l'Angleterre et dix émetteurs peuvent atteindre l'ensemble de l'Angleterre.

J'indique tout de suite que la télévision en Angleterre a été financée par un prélèvement constant de 15 à 20 p. 100 sur les recettes de la radio, sans recours à l'emprunt. Cela n'a pas empêché l'Angleterre d'avoir une télévision extrêmement répandue, très démocratique. En juillet 1953, 2.500.000 foyers anglais étaient possesseurs de postes: plus de la moitié avaient un revenu inférieur à 40.000 francs par mois.

En Allemagne occidentale, le démarrage de la télévision a eu lieu en 1952. Fin 1954, 12 émetteurs seront en service desservant 60 p. 100 de la population de ce pays. Financement sans emprunt, par un prélèvement de 10 p. 100 sur la taxe radio qui est de 2.200 francs par an, niveau qui permet à la radiotélévision allemande une expansion que j'envie quelquefois.

En Italie, fin 1954, il y aura 8 émetteurs en service desservant 43 p. 100 de la population et 61.5 p. 100 des auditeurs de radio. En 1954, l'Italie dépensera 5.750 millions de lires d'investissement; la part de l'emprunt ne sera que de 1.200 millions de lires. Le taux de la redevance en matière de radio en Italie, est de 2.500 lires, soit environ 1.600 francs.

En France, nous avons des ambitions plus modestes. M. Hamon le rappelait très justement tout à l'heure, nous avons été les premiers au stade du laboratoire et il semble que nous ayons quelque difficulté à maintenir cette place sur le plan industriel.

Fin 1953, trois émetteurs en service, desservant une zone peuplée de 10 millions de personnes. Les investissements ont été réalisés grâce aux économies faites en partie sur le fonds de réserve de la radiodiffusion.

Qu'aurons-nous en 1954 ? Nul ne le sait encore, car le succès du plan, le développement de la télévision, dépendront du vote que vous allez émettre. Ne dissocions pas radio et télévision qui, si elles répondent à des besoins particuliers, doivent continuer à s'épauler, à se soutenir mutuellement.

En matière de radiodiffusion nous voulons réaliser, en cinq ans, 10.500 millions d'investissements. Nous arrivons, en effet, aujourd'hui, au terme du plan que nous nous étions fixé au lendemain de la libération. Nous avons, pendant ces années, remis en place nos installations en grande partie détruites et paré au plus pressé. Mais les installations vieillissent, elles doivent être renouvelées et doivent être améliorées pour répondre aux techniques modernes car, en ce domaine, le progrès technique nous pousse sans cesse et l'on ne peut pas s'arrêter à un moment donné, satisfait de l'œuvre accomplie, et nous devons aujourd'hui renforcer notre potentiel radiophonique dans le moment même où l'étranger s'efforce de renforcer le sien. Vous savez que chaque pays cherche à obtenir le plus fort potentiel radiophonique. C'est là un élément de propagande, c'est là un élément où le prestige national est engagé et la France doit suivre, sur ce plan, les autres nations.

En matière de télévision, nous voulons réaliser, dans les cinq ans qui viennent, des investissements de 17 à 18 milliards, soit neuf émetteurs principaux, trente-huit émetteurs secondaires ou émetteurs relais, couvrant 95 p. 100 du territoire français.

J'ai dit tout à l'heure qu'il ne fallait pas dissocier la radio de la télévision pour une raison bien simple, c'est que suivant un processus que j'ai développé et qu'on retrouve dans tous les pays étrangers, la télévision à l'origine, a toujours été soutenue par la radio. C'est la radio qui, généralement, a fait les premiers investissements de la télévision; c'est la radio qui a permis le démarrage de la télévision. On peut admettre par contre que la télévision, trouvant dans son exploitation des ressources considérables, viendra au secours de la radio.

Déjà l'on peut suivre la courbe appréciable du développement des postes de radio et de télévision et envisager qu'en 1959 c'est la télévision qui financera les gros investissements nécessaires en radio et qui permettra peut-être d'abaisser la taxe de la radio, ou tout au moins de réaliser une taxe unique sur la radiodiffusion et la télévision.

Je n'entends pas dissocier la radiodiffusion de la télévision, car il est indispensable, en matière de radiodiffusion — comme l'a si justement souligné M. Debû-Bridel dans son rapport — de s'orienter vers la modulation de fréquence si nous voulons des auditions nettes et de très haute qualité musicale. Ce résultat sera obtenu par la mise en place d'un dispositif qui permettra d'échapper au brouillage des nations étrangères.

Il est donc nécessaire de s'orienter vers le renforcement de notre appareil et vers la modulation de fréquence à ondes métriques, système que l'Allemagne a déjà installé sur son sol.

J'ai défini quels étaient les objectifs que nous nous étions fixés, objectifs modestes si on les compare aux objectifs ambitieux des nations qui nous entourent, objectifs modestes, mais qui réclament cependant un plan et un effort financiers. Ces objectifs doivent nous permettre de développer la télévision. Or, quelles sont les conditions de son développement ? Je m'excuserai de reprendre ici quelques-uns des arguments évoqués par les orateurs précédents. Les conditions du développement de la télévision sont résumées dans ces deux arguments; des postes à la portée de tous, la qualité des programmes.

Comment mettre les postes à la portée de tout le monde, c'est-à-dire offrir, sur le marché, des postes qui puissent être acquis par les bourses les plus modestes ? Il s'agit là d'un problème à la fois industriel et d'investissement.

Comme un orateur l'a très justement souligné, si, par l'adoption de notre plan programme, nous pouvons ouvrir actuellement un très vaste marché aux industriels, je suis assuré — car j'ai reçu certaines confidences à ce sujet— que se réaliseront les investissements nécessaires pour permettre la fabrication en France des tubes cathodiques et de faire baisser le prix de la verrerie des tubes cathodiques de 7.000 à 3.500 francs. Pour parvenir à ce résultat, il faut réaliser non pas un milliard, mais un milliard et demi d'investissements. Quels sont les industriels qui accepteront d'investir un milliard et demi, si vous ne leur donnez pas l'assurance que, le marché étant largement ouvert par l'implantation de cette infrastructure, ils pourront vendre, dans les cinq années à venir, près d'un million de postes et peut-être se battre sur les marchés extérieurs pour vendre à l'étranger les tubes cathodiques français ?

En conséquence, c'est un problème industriel: ouvrir le marché pour permettre aux industriels de faire leurs investissements, investissements nécessaires; mettre en route les chaînes de fabrication pour porter la cadence de fabrication de 5.000 postes à 20.000 par mois. En effet, ce n'est qu'en construisant en grande série, en sortant du domaine artisanal, que nous pourrons enfin mettre à la portée de tous des postes au plus bas prix possible.

Ici, s'il était besoin d'une démonstration, je voudrais avoir recours à ce qu'a été l'exemple anglais.

En 1948, les producteurs anglais ont sorti 77.000 téléviseurs au prix moyen de 46 livres l'un. Il s'agit, bien entendu, de téléviseurs qui, peut-être, ne seraient pas acceptés par la clientèle française, avec un petit écran de 22 centimètres.

En 1953, la production anglaise a été portée à 1 million de postes. Le prix des téléviseurs s'est abaissé de 46 à 40 livres, dans le même temps où les impôts augmentaient de 50 p. 100, c'est-à-dire qu'il y a eu une diminution de l'ordre de 20 p. 100. C'est là notre objectif: lancer un plan qui, en permettant les investissements nécessaires, autorisera les industriels à voir grand et large et à mettre en route leurs fabrications. Ainsi, dans les deux, trois ou quatre années à venir, le prix des postes pourra baisser de près de 20 p. 100.

Quand le prix des postes aura été abaissé, vous aurez des appareils de télévision qui seront à un prix égal à celui d'un bon poste de radio. Déjà, je remarque qu'aux prix de 80.000 francs, le poste de télévision n'est pas plus cher que ne l'était

le poste de radio au prix de 3.500 à 4.000 francs quand a été lancée la radio française, en 1927.

Comment amener ces industriels à faire des investissements, à produire en grande série, c'est-à-dire leur donner la certitude que, dans les cinq années qui viennent, nous couvrirons 95 p. 100 du territoire français ?

Par l'établissement d'un plan-programme. Pour le réaliser, il nous faut des crédits. Il nous faut en matière de télévision 4.500 millions de crédits pour 1954. C'est un problème que j'examinerai plus loin quand j'en viendrai à la discussion du rapport de la commission des finances.

Je voudrais pour l'instant dire également qu'il y a dans ce plan-programme un espoir pour notre développement économique, car, favoriser les investissements en cette matière, c'est favoriser l'industrie électronique, industrie particulièrement jeune et compétitive, qui peut être placée à égalité avec les industries électroniques étrangères si nous lui donnons sa chance.

Lui donner sa chance, cela veut dire qu'il faut accepter le plan-programme qui ouvre le marché aux industries, qui leur donne l'assurance que ce marché leur permettra l'écoulement de près de 1 million de postes en quatre années. Sinon notre industrie électronique, jeune, vivante, se dégradera. Elle résistera mal à la concurrence étrangère. Elle ne rendra pas à la défense nationale les services que nous sommes en droit d'attendre d'elle. Car qui dit électronique dit radar, qui dit appareil de télévision dit également radar.

Une seconde condition pour assurer le succès et le développement de la télévision, c'est la qualité des programmes. Nous devons offrir aux gens des programmes de très haute qualité, dans une définition qui est la meilleure.

Là encore, c'est une question de crédits, car la qualité des programmes est fonction d'un matériel qui est particulièrement onéreux. Ai-je besoin de rappeler qu'une caméra de télévision coûte en effet près de 8 millions de francs et qu'un car de télévision nécessaire pour les reportages extérieurs coûte 75 millions de francs ?

Je suis convaincu, mesdames, messieurs, que si nous réalisons ces programmes de haute qualité, voie dans laquelle nous nous sommes engagés — car à l'heure actuelle, pour ceux qui peuvent faire des comparaisons entre les télévisions anglaise et américaine et la télévision française, avec les moyens réduits dont nous disposons, nous réalisons des sortes de miracles permanents et nos programmes, en qualité, sont bien supérieurs, je puis le dire de ces dernières semaines, aux programmes américains et aux programmes anglais — nous ferons de la télévision ce qu'elle doit être, un instrument d'évasion, un instrument d'éducation, un instrument de culture, et tout cela principalement pour les campagnes. Je ne veux pas souligner trop lourdement devant vous l'intérêt que présente la télévision à la campagne, principalement grâce à ce que pourraient être les émissions agricoles, car il n'y a pas d'enseignement plus vivant et plus parlant que l'enseignement par l'image.

Oh ! je le sais bien, et M. Hamon y faisait allusion tout à l'heure, on reprend contre la télévision les arguments que l'on a employés contre la radio et contre la presse. Je ne veux pas dresser ici le bilan de la presse ou le bilan de la radio Je voudrais simplement dire que la radio a fortement contribué au développement de la culture musicale en France, qu'elle a fait pénétrer les chefs-d'œuvre dans toutes les campagnes, qu'elle a donné une oreille nouvelle au peuple français et que son bilan est certainement positif.

Croyez-vous que la télévision ne sera pas un instrument de culture quand elle pourra permettre à trois millions d'auditeurs de n'importe quelle lointaine campagne française de suivre les classiques de la Comédie-Française ?

Nous ne pouvons pas négliger le développement de la télévision: il n'y a plus, à l'heure actuelle, d'isolement possible. Même si nous voulions négliger personnellement le développement de la télévision, d'autres peuples y consacreraient tous leurs espoirs, tous leurs efforts et nous ne pourrions pas nous isoler, car tous les peuples, aujourd'hui, sont interdépendants. Le progrès technique est contagieux et il suffit que la télévision se développe à nos frontières pour que, nous aussi, nous devions la développer, si nous ne voulons pas marquer un retard considérable dans le développement de ce moyen nouveau d'expression et de culture.

Permettez-moi de vous poser une question: ou bien nous allons lancer la télévision en France, ou bien nous allons nous en désintéresser et ne pas adopter le plan-programme que je vous soumets. Que se passera-t-il ? Oh ! rien pour l'instant. Les choses continueront à aller comme elles vont, mais insensiblement l'étranger développera son effort et nous prendrons un retard que nous ne pourrons pas rattraper, et nous verrons une fois de plus les prix allemands être inférieurs aux prix français de 25 à 35 p. 100. Alors, mais ce sera trop tard, nous nous préoccuperons sans doute de ce problème.

Eh bien ! si nous voulons éviter ces perspectives, c'est aujourd'hui que nous devons nous préoccuper de ce problème, car la France, l'Allemagne, l'Italie sont à peu près sur la même ligne de départ et peuvent ensemble prendre ce départ. Nous n'avons pas le droit de rater ce départ et d'accuser un retard que nous ne rattraperons jamais.

Mais il y a un autre élément sur lequel je voudrais attirer votre attention. La télévision, à mon sens, ne peut se développer qu'à l'échelle européenne. Pourquoi ? Une heure de télévision coûte très cher: près de 855.000 francs en moyenne. Une bonne émission de télévision revient à près de 2.500.000 francs. Quand l'émission est terminée et que l'écran est vide, il ne reste plus rien, plus rien de l'argent qu'il a fallu consacrer à une heure de spectacle.

Je crois que la télévision devra être européenne pour prospérer, qu'elle devra procéder à des échanges de programmes. En effet, ce qui n'est pas valable pour 40 millions d'habitants, le devient pour 150 millions. Ce n'est que par le développement des échanges de programmes que nous parviendrons à avoir une télévision rentable.

Mais si, dans le temps où nous ne ferons rien, les peuples qui sont à nos frontières développent leur télévision, le volume des programmes qu'ils auront à offrir sera bien supérieur au nôtre. Nous perdrons ce que j'aurais voulu voir devenir une réalité: faire de Paris la bourse internationale des programmes. (*Très bien ! très bien !*) Or, il nous est possible présentement de réaliser cela, c'est-à-dire d'affirmer l'influence de notre pays et son prestige. Si nous négligeons cette possibilité, nous laisserons à d'autres cette prééminence.

Il y a un autre problème, auquel M. Hamon a fait allusion, et que je voudrais rapidement traiter. Dans l'état présent du progrès technique, les images ne se reçoivent pas au delà de 80 kilomètres. Mais, la technique progressant, peut-être les images porteront-elles demain à 200 ou 300 kilomètres et je ne voudrais pas éprouver l'humiliation de savoir qu'il y a, en France, des postes de télévision qui ont reçu des images étrangères avant d'être en mesure de recevoir des images françaises.

Quelles étaient les propositions de l'Assemblée ? De très longues discussions ont donné lieu au dépôt de trois lettres rectificatives. Si j'avais voulu suivre l'exemple de l'étranger, c'est-à-dire réaliser la télévision en France par les moyens qui ont permis à l'Angleterre, à l'Allemagne, l'Italie de développer leur propre télévision, j'aurais dû faire passer la taxe de 1.275 francs à 1.800 francs, soit un niveau sensiblement égal à celui des différents pays européens. Je me suis, bien entendu, rendu compte du caractère ambitieux de cette entreprise et, plus modestement, je m'étais contenté de 1.550 francs, tout en faisant appel à l'emprunt pour 2 milliards de francs par an. Mon projet se situant à mi-chemin entre ce qui se fait à l'étranger et de ce que nous voulions faire en France à l'origine.

Après une longue discussion, nous avons retenu le chiffre de 1.450 francs pour la taxe et de 3 milliards par an pour les emprunts, permettant la réalisation de ce plan en cinq ans et non plus en quatre ans, et le programme du renforcement de notre potentiel radiophonique en six ans au lieu de quatre.

En ce qui concerne la taxe, j'ajoute immédiatement que l'augmentation réelle n'est pas de 1.275 à 1.450 francs, mais de 1.275 à 1.400 francs, car 50 francs sont consacrés à une plus large exonération en faveur des déshérités, et, notamment, du monde rural.

Si nous avons prévu un emprunt de 3 milliards de francs par an, je suis obligé de faire quelques réserves sur les possibilités que nous aurons d'atteindre ces chiffres pendant cinq ans, en raison des échéanciers particulièrement lourds du Trésor.

En face de ces propositions, qui sont celles adoptées après de longs et difficiles débats et qui, je le reconnais, sont des propositions transactionnelles, que nous propose la commission des finances du Conseil de la République ? Elle nous propose d'abord de supprimer les exonérations prévues par l'Assemblée nationale, exonérations qui devaient permettre, pour une certaine catégorie de personnes déshéritées, de ramener la taxe à 750 francs par an. Ensuite, elle nous propose différentes mesures d'économie que je voudrais analyser pour démontrer qu'elles ne permettent pas la réalisation du plan envisagé.

En effet, on nous propose, sur le chapitre 1070, 20 millions d'économies. Ce sont les crédits affectés aux journalistes.

M. le rapporteur. Voulez-vous me permettre de vous interrompre, monsieur le secrétaire d'Etat ?

M. le secrétaire d'Etat. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, avec l'autorisation de l'orateur.

M. le rapporteur. Je m'excuse de vous interrompre, mais je n'ai pas discuté de chacun de ces chapitres, me réservant d'y revenir au moment de leur examen. Je crains que la discussion

rebondisse à cette occasion, je vous le signale simplement en passant.

M. le secrétaire d'Etat. Je vous réponds, monsieur le rapporteur, que si je ne démontre pas que ces économies sont illusoires, je ne pourrais pas justifier ma position, à savoir qu'en dehors du relèvement de la taxe, il n'y a pas de financement possible du plan.

M. le rapporteur. Vous nous obligerez à répondre!

M. le secrétaire d'Etat. La dotation du chapitre 1070 concerne les crédits affectés aux journalistes. Sans ces crédits les journalistes de la radiodiffusion étant alignés sur les journalistes de la presse écrite, nous devrions avoir recours à un collectif. D'autre part, nous serions dans l'impossibilité de donner satisfaction aux spectateurs, qui, consultés, demandent une extension du journal télévisé. Je ne discute pas le fond, j'indique simplement en passant que la réduction ne peut pas être acceptée.

Au chapitre 30-20, on me propose une réduction de 20 millions. Il s'agit, en fait, de supprimer ce que je voulais instaurer: un sondage permanent de l'opinion publique. En effet, j'ai remarqué que l'audience des postes périphériques grandit et que, parfois, décline celle des postes français. Il est indispensable, dans ces conditions, de s'enquérir des goûts du public, de lui demander s'il est satisfait de telle ou telle émission et dans quel sens il conviendrait de modifier nos programmes. C'est pour nous permettre de les modifier, de les adapter au goût du public que nous voulons consacrer un certain nombre de millions à ce sondage permanent, ainsi d'ailleurs que le font les radiodiffusions et les télévisions étrangères.

Je passerai sur les autres réductions que vous me proposez. Je soulignerai cependant que j'ai demandé 30 millions de crédits pour la transmission des spectacles sportifs en direct. En effet, si l'on veut attirer les jeunes vers la télévision, il est indispensable de retransmettre en direct les spectacles sportifs et M. Gaspard y fait très justement allusion dans son rapport. Mais il est nécessaire pour nous d'acheter les droits de retransmission. Cela nécessite des crédits.

Sur le chapitre 31-00, la commission propose un million d'économies, ce qui entraînera une réduction des activités extérieures, une réduction de nos reportages.

J'en viens aux chapitres principaux. Les économies qu'on nous propose ne sont pas de véritables économies et il ne m'est pas possible de les accepter. En effet, au chapitre 31-10, la commission opère un abattement de 350 millions.

Que représentent ces 350 millions ? On a parlé de la maison de la radio. Je ne veux pas traiter maintenant cette question dont nous discuterons au moment de l'examen des chapitres. On peut cependant poser la question de l'utilité de la maison de radio et je voudrais simplement indiquer ce que représente le crédit que je demande.

Le 18 mai 1953 est intervenu un contrat, rédigé par les domaines, entre la ville de Paris et la radiodiffusion-télévision française, portant cession de 43.000 mètres carrés de terrain à Passy, pour la somme de 620 millions de francs. Cette somme était payable en deux fractions, l'une après accomplissement des formalités de purge d'hypothèque légale, l'autre en 1954.

Conformément à nos engagements, nous avons, le 31 octobre 1953, versé 315 millions de francs. En vertu de ce contrat, auquel je dois le respect d'un officier ministériel, nous devons payer, en 1954, une somme de 310 millions de francs augmentée des intérêts, c'est-à-dire 350 millions de francs environ, et ce, quelle que soit la décision que vous prendrez.

Je ne vois donc pas comment nous pourrons réaliser les économies souhaitées en réduisant ce chapitre de 350 millions de francs puisqu'il s'agit d'une somme due. Si je ne l'ai pas, je ne pense pas que la ville de Paris m'envoie un huissier, mais il est de bon exemple de tenir ses engagements.

On me propose, comme autre économie, un prélèvement de 397 millions de francs sur le fonds de réserve de la radiodiffusion. Je vais examiner avec vous dans quelle situation il se trouve.

Au 31 décembre 1953, le fonds de réserve de la radiodiffusion était de 787 millions, sur lesquels 390 millions sont bloqués pour le centre de Lille et les relais Lyon-Marseille. Restent disponibles 397 millions. Ce sont ces 397 millions qu'on me demande d'utiliser pour éviter le relèvement de la taxe. On oublie que, sur cette somme, nous aurons à imputer 225 millions pour le retour du circuit Strasbourg-Paris, plus une somme pour le relèvement du salaire des musiciens de la radiodiffusion, par suite de l'augmentation accordée aux musiciens de la réunion des théâtres lyriques. De cette façon, le disponible de ce fonds de réserve n'est plus en réalité que de 155 millions.

Et même est-il logique, est-il sage que nous utilisions cette somme-là ? Ici se pose, mesdames, messieurs, une question de principe. Nous devons avoir un fonds de réserve; il doit parer à toutes les situations imprévisibles. N'oublions pas que nous sommes notre propre assureur. Un budget de 13 milliards de francs doit avoir nécessairement un fonds de réserve lui permettant d'avoir une certaine souplesse d'exploitation.

Par conséquent, je ne vois pas la possibilité de puiser dans le fonds de réserve la somme nécessaire à parfaire le milliard qui nous ferait défaut si le relèvement de la taxe n'était pas accepté par le Parlement.

C'est la raison pour laquelle il ne me semble pas possible de souscrire aux propositions de la commission des finances, car le financement que l'on souhaite serait, sur certains chapitres, parfaitement illusoire. Enfin, et surtout, il exclut, à mon sens, toute idée de plan-programme.

C'est ce qu'a souligné M. Hamon, car même si cet équilibre était réel en 1954, il serait limité et le problème se poserait de nouveau en 1955. Or, si nous voulons établir un plan-programme, nous devons avoir devant nous des recettes permanentes et stables établies sur toute la période de son développement.

Un plan-programme doit s'appuyer, pour être valable, sur des recettes permanentes. En effet, notre plan est basé sur la prévision de la vente d'un million de postes de télévision en cinq ans, mais c'est là une hypothèse et, si ce nombre n'était pas atteint, alors que nous aurions épuisé les fonds de réserve, si nous ne pouvions pas compter sur des recettes permanentes et stables, nous ne serions pas en mesure, en 1956 et en 1957, d'assurer le service des emprunts que nous aurions contractés. C'est la raison pour laquelle le Trésor a subordonné le lancement des emprunts à une augmentation des recettes à attendre du relèvement de la taxe, pour parer à toute éventualité.

Si la taxe que nous vous demandons — qui, je crois, sera reprise par voie d'amendement — n'était pas votée, cela impliquerait, dans une très grande partie, le renoncement au plan de développement de la télévision dans les délais prévus. Nous serions, une fois de plus, obligés de développer notre télévision année par année, d'établir chaque année de nouveaux plans, de chercher de nouvelles recettes sans avoir cette assurance que doit nous donner le relèvement de la taxe.

Or, je l'ai dit, l'adoption du plan-programme est nécessaire si nous voulons susciter les investissements industriels qui permettront l'abaissement du prix des appareils de réception et qui permettront à nos services de passer ses commandes à de meilleures conditions — et n'oubliez pas qu'il s'agit de commandes portant sur 17 milliards de marchandises passées à l'industrie privée. Comment obtenir ce résultat avantageux si, d'année en année, nous étions obligés de passer des contrats de deux, trois ou quatre milliards, c'est-à-dire de développer la télévision à la petite semaine ?

Cela dit quant à la politique générale de l'administration dont j'ai la charge, je vais maintenant répondre aux orateurs qui m'ont précédé. Je voudrais d'abord répondre à M. Debû-Bridel, rapporteur de la commission des finances, qui, dans son excellente intervention, a magistralement posé le problème avec une autorité dont je lui suis reconnaissant, en lui donnant l'assurance que 1954 verra se réaliser le programme que nous soumettons au Parlement.

Depuis le mois de mars 1953, je m'inquiète, monsieur le rapporteur, du développement de ce programme. J'ai pris mon bâton de pélerin et je suis allé partout où l'on a pu m'appeler pour exposer la nécessité de mon plan. J'ai essayé de mobiliser l'opinion publique; je me suis adressé aux milieux industriels, j'ai essayé de développer des campagnes de presse et, permettez-moi de vous le dire, neuf mois n'étaient pas de trop pour arriver à vous présenter ce programme indispensable au développement de la télévision française.

M. le président. Le temps d'une gestation! (*Sourires.*)

M. le secretaire d'Etat. La taxe de radiodiffusion n'est pas, bien entendu, une taxe parafiscale, c'est simplement une redevance pour service rendu, ainsi que l'a souligné M. Palewski.

M. Debû-Bridel m'a proposé de taxer les appareils multiples. Ce serait peut-être logique, mais cette taxe a été supprimée par une loi en juillet 1949 à un moment où, sur 8.500.000 postes déclarés, il y avait 3.549 doubles déclarations. Ainsi, une taxe supplémentaire sur les appareils multiples ne frapperait guère plus de 5.000 personnes.

Parlant de l'augmentation de la taxe de radiodiffusion, M. Hamon, je crois, a cité des chiffres: fin 1939, cette taxe était de 90 francs et, en la fixant à 1.450 francs, nous la porterions au coefficient 16 par rapport à 1939, soit le coefficient le moins élevé de tous les prix des services publics.

M. le rapporteur de la commission des finances a attiré mon attention sur l'impartialité, ou plutôt sur la partialité des émissions. La tâche est particulièrement difficile.

M. le rapporteur. Bien sûr!

M. le secrétaire d'Etat. Il est bien difficile d'avoir une parfaite impartialité dans le sens où l'on entend ce mot. On en vient à me reprocher, quelquefois, non pas seulement le texte des émissions mais l'intonation du « speaker »! A partir de ce

moment, il est extrêmement difficile de faire le partage entre la passion et la raison.

Je voudrais simplement assurer M. le rapporteur que j'ai toujours donné des instructions pour que les émissions d'information de la radiodiffusion française conservent la plus grande neutralité dans l'exposé des thèses des différents partis politiques. Si parfois on a pu douter de cette impartialité, c'est qu'il y a deux sortes d'émissions auxquelles on se réfère plus particulièrement: d'abord le compte rendu des débats parlementaires, ensuite la revue de presse. Le compte rendu des débats parlementaires ne fait que traduire quelquefois les divisions du Parlement. Je me rappelle les reproches qui me furent adressés, à deux jours de distance, quand eurent lieu les débats au Conseil de la République sur la Communauté européenne de défense. Le jour où ses adversaires parlaient, c'était les partisans de l'armée européenne qui le lendemain me reprochaient la partialité de la radio française et le surlendemain, après les autres exposés, c'étaient les adversaires de la Communauté européenne de défense qui me reprochaient la même partialité dans le compte rendu parlementaire.

L'information radiodiffusée ne fait que traduire, elle n'est qu'un reflet; on ne peut pas lui reprocher sa prétendue partialité. La place donnée aux interventions faites dans les Assemblées est fonction de leur volume, de leur importance.

Il en est de même en ce qui concerne la revue de presse; elle ne fait que traduire les opinions émises par les journaux existants, de la même façon que la « Tribune de Paris » des journalistes parlementaires est bien obligée d'admettre les opinions et exposés de ses différents participants.

Je ne voudrais pas répondre ici à M. Gaspard — en effet je pense être d'accord avec lui sur tous les points — sinon pour le remercier d'avoir défendu comme il l'a fait la radiodiffusion-télévision française. Je préciserai seulement qu'il doit être, bien entendu, en ce qui concerne l'élaboration des programmes et leur choix, que la radiodiffusion-télévision française ne saurait abandonner son droit et ses prérogatives en ce domaine. C'est là un point important que je tenais à bien marquer car on a demandé cette précision.

M. Gaspard a également évoqué la question des programmes sportifs. Je l'ai traitée tout à l'heure et je n'y reviendrai pas.

Je voudrais remercier M. Hamon et le féliciter de l'exposé si objectif et si courageux qu'il a présenté.

M. Durand-Réville a eu raison de poser le problème comme il l'a fait. Il y a dans son argumentation des suggestions pratiques intéressantes. Il a raison quant aux relations qu'il voudrait voir s'établir entre la radiodiffusion-télévision métropolitaine et celle d'outre-mer. Je voudrais simplement — car il a fait allusion à un décret qui m'a été soumis — lui dire que ce décret m'est parvenu il y a à peine deux ou trois jours, que je suis en train de l'étudier. Ce n'est qu'après examen attentif que je pourrai lui répondre plus longuement.

J'accepte que la station de Brazzaville ait droit à deux heures d'émission par jour sur les chaînes locales de l'Afrique équatoriale française, mais peut-être serons-nous obligés de réduire le volume de certaines informations. Nous sommes d'accord pour la prise en charge de Radio-Papeete. Telles sont les précisions que je désirais lui apporter.

Quant à M. Pezet, je lui répondrai lors de l'examen des articles, au fur et à mesure qu'ils seront abordés.

Mesdames, messieurs, j'en arrive à ma conclusion. J'ai dit quelles étaient les raisons qui militent en faveur de l'adoption du plan programme. J'ai dit qu'en dehors des ressources proposées et par le Gouvernement et par la commission de la presse du Conseil de la République, je ne pensais pas pouvoir me rallier aux solutions préconisées par la commission des finances. La solution que nous vous apportons est une solution à laquelle — on le disait tout à l'heure — l'Assemblée nationale s'est résignée et à laquelle moi-même je me suis résigné, mais c'est une solution nécessaire, une solution moyenne, intermédiaire, une solution de bon sens. Mais si elle n'était pas adoptée, le développement de la télévision française en serait très gravement compromis.

Je fais confiance à la sagesse, à la perspicacité du Conseil pour savoir et apprécier si vous ne devez pas plutôt suivre votre commission de la presse qui, courageusement, vous demandera le rétablissement de l'article 6 relatif au relèvement de la taxe, indispensable au développement de notre plan-programme.

Mesdames, messieurs, je confie à votre réflexion, je remets à vos votes le sort de la télévision française. Je voudrais, comme le disait tout à l'heure M. Hamon, que, parmi les images de la télévision qui, un jour, atteindront tout le territoire français, figure un paysage de France. C'est là notre ambition, c'est là notre désir. Je vous demande de vouloir bien suivre, dans cette voie, le Gouvernement. (*Applaudissements.*)

M. le rapporteur. Je demande la parole pour répondre à M. le secrétaire d'Etat.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Mes chers collègues, la discussion générale va être close et je voudrais, comme de coutume, répondre à M. le secrétaire d'Etat.

Dans cette discussion générale, il a abordé la discussion de l'article qui portait sur les économies préconisées par votre commission des finances. Or, nous avions conclu une sorte de « gentlemen's agreement », nous avions décidé de placer en tête l'article 6 de la discussion et d'aborder le débat par la question de principe sur la taxe. Je ne sais pas si vous vous en êtes rendu compte, mais votre intervention même à la tribune — j'essayais de vous arrêter mais vous étiez sur votre lancée et vous ne m'avez pas compris — vient de renverser complètement l'accord qui avait été conclu. Vous avez, les uns après les autres, abordé les articles de la discussion; vous avez contesté — d'une façon parfaitement contestable d'ailleurs — les économies que l'on peut, que l'on doit réaliser.

Votre commission des finances se trouve dans l'incapacité de vous répondre. Je serai en droit, et je le ferai du reste si ceux de nos collègues qui désirent ces économies me le demandent, de dire que la discussion continue dans cet ordre; je dois dire que vous m'avez mis dans une situation fort embarrassante.

M. le secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. le secrétaire d'Etat. Je voudrais m'excuser auprès de M. le rapporteur de la commission des finances si je l'ai mal compris ou plutôt si je me suis mal fait comprendre. J'ai simplement voulu, non pas aborder le fond du problème des économies proposées, mais indiquer en passant que je ne pensais pas pouvoir accepter ces économies, pour pouvoir justifier le principe du relèvement de la taxe radiophonique. Je ne serais en effet pas autorisé à poser ce principe si, par là même, j'avais donné mon accord aux économies proposées ; car j'aurais disposé de ressources supplémentaires — aux innocents les mains pleines — que je n'avais pas sollicité.

M. le rapporteur. Vous avez peur d'être trop riche!

M. le secrétaire d'Etat. Je voulais donc seulement poser la question de principe sans aborder le fond, car nous aurons l'occasion de le faire lors de l'examen des chapitres, et j'aurai d'ailleurs d'autres arguments à apporter.

Je m'étais permis, sans penser que je pouvais rompre en quelque sorte le *gentlemen's agreement* qui avait été conclu entre nous, d'évoquer ces questions.

Je voulais simplement indiquer que, sans relèvement de la taxe, il me paraissait impossible d'atteindre les objectifs que je m'étais fixés

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Monsieur le ministre, je prends acte de votre déclaration. Je voudrais, à l'occasion de cet article 6, demander à M. le président d'appliquer le règlement avec le plus de libéralité possible; car, enfin, le débat sur d'autres articles est déjà engagé, ce qui est assez fâcheux. Mais il serait encore plus fâcheux de revenir sur la procédure qui avait été arrêtée en accord avec M. le rapporteur général Berthoin et M. Pellenc. La commission vous demande donc de vouloir bien réserver les articles de dépenses et d'amorcer la discussion par l'examen de l'article 6 portant recettes.

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion des articles du projet de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion des articles.*)

M. le président. La commission des finances a demandé qu'il soit statué d'abord sur les articles 6 et 7.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

L'Assemblée nationale avait adopté un article 6, dont la commission propose la suppression; mais, par amendement (n° 7), M. Gaspard, au nom de la commission de la presse, propose de rétablir cet article dans le texte ci-après qui reprend l'article voté par l'Assemblée nationale, sauf le dernier alinéa:

« A compter du 1er janvier 1954, le taux de la redevance pour droit d'usage des postes récepteurs de radio et de télévision, perçu au profit du budget annexe de la radiodiffusion-télévision française, en application de la loi n° 49-1032 du 30 juillet 1949, est fixé sur la base d'une taxe de 1.450 francs pour les appareils récepteurs de radiodiffusion de deuxième catégorie.

« La redevance prévue ci-dessus est réduite de 50 p. 100 pour les détenteurs de postes de radiodiffusion de deuxième catégorie, réunissant les conditions suivantes:

« Etre âgé de soixante-cinq, ou soixante ans en cas d'inaptitude au travail et être titulaire d'une pension, rente ou allocation de vieillesse;

« Ne pas être imposable à la surtaxe progressive de l'impôt sur le revenu des personnes physiques;

« Vivre seul ou avec une personne ayant elle-même qualité pour être exonérée.

« Toutefois, les détenteurs de postes de radiodiffusion bénéficiaires d'une exonération totale, en application de l'article 111 de la loi de 31 mai 1933 ou de l'article 2 de la loi n° 51-1507 du 31 décembre 1951, continuent à bénéficier de cette exonération. »

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. Mes chers collègues, j'ai déposé cet amendement pour amorcer la discussion générale sur l'article 6; car, ainsi que l'a rappelé M. le rapporteur de la commission des finances, mon collègue et ami M. Debû-Bridel, l'article 6 est le nœud du problème, puisqu'il a trait à l'augmentation de la taxe demandée par le Gouvernement.

Cette augmentation, prévue initialement pour 275 francs, portait la taxe à 1.550 francs par an, puis elle a été ramenée à 175 francs, ce qui fixe la taxe annuelle à 1.450 francs. J'ai dit, dans mon rapport, à quoi correspondait cette augmentation.

Je tiens à préciser que le Gouvernement, qui avait présenté un projet visant à financer les dépenses d'investissement de la télévision à concurrence de 8 milliards par des emprunts, le supplément devant provenir de l'augmentation de la taxe radiophonique, s'est heurté à l'hostilité de l'Assemblée nationale. Les députés ont estimé, en effet, à juste titre, que l'auditeur ne devait pas payer l'infrastructure de la télévision et ils ont insisté pour obtenir du Gouvernement une lettre rectificative conforme à ce point de vue.

C'est ainsi que l'accord s'est réalisé sur une solution qui aboutit aux résultats suivants:

1° La radodiffusion continue à faire, en faveur de l'exploitation de la télévision, le même effort que précédemment, ce soutien apporté par la radiodiffusion sonore à notre jeune télévision étant conforme à ce qui se passe dans le monde entier;

2° L'infrastructure de la télévision serait assurée en quasi-totalité par l'emprunt, le Gouvernement ayant donné l'assurance d'autoriser 15 milliards d'emprunts pour 18 milliards de travaux;

3° L'augmentation de la redevance, ramenée à 175 francs par an, doit permettre:

a) De trouver la contrepartie de la perte des recettes résultant de l'extension à tous les retraités de vieillesse, quelle que soit l'origine de leur pension, lorsqu'ils vivent seuls et ne sont pas soumis à la surtaxe progressive, d'une exonération égale à 50 p. 100 du montant de la redevance telle qu'elle sera fixée.

b) De financer l'équipement supplémentaire de la radio: maison de la radio de Paris et centres de basse fréquence de province et d'outre-mer, construction de différents émetteurs en ondes moyennes et ondes longues et lancement de la modulation de fréquence sur laquelle M. Debû-Bridel a très justement, dans son rapport, appelé l'attention du Conseil de la République.

La position ainsi prise par l'Assemblée a paru à votre commission de la presse parfaitement judicieuse. Aussi avons-nous décidé de vous demander de la ratifier, estimant que, pour jouer utilement son rôle de chambre de réflexion, le Sénat ne doit amender que des propositions déraisonnables, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. (*Applaudissements sur divers bancs à gauche, au centre et à droite.*)

M. Pellenc. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Pellenc, contre l'amendement.

M. Pellenc. Notre collègue M. Debû-Bridel vient de signaler que la discussion des chapitres a été abordée par M. le ministre, contrairement à ce qui avait été entendu avec lui. Cela m'autorise à faire quelques observations, qui ont été formulées d'ailleurs au sein de la commission des finances. Cela facilitera, au surplus, et rendra plus rapide l'examen des chapitres lorsqu'ils viendront en discussion.

Je voudrais tout d'abord dissiper une équivoque qui n'a cessé de peser sur ce débat. M. le ministre et plusieurs des orateurs qui l'ont précédé à la tribune ont signalé que la France se devait d'accomplir un gros effort pour l'équipement de la télévision; car, ayant été — ce qui est vrai — à l'origine des découvertes ou des mises au point techniques, elle se trouve à l'heure présente largement distancée dans les réalisations par la plupart des pays étrangers.

Cette argumentation a déjà été développée à la commission des finances. Elle y a rencontré des dispositions d'esprit parfaitement compréhensives. Nous souscrivons les uns et les autres aux propositions de M. le ministre qui consistent à trouver et à mettre en œuvre, le plus rapidement possible, des moyens de financement destinés à réaliser notre réseau de télévision.

Par conséquent, en ce qui concerne le financement du réseau de télévision, nous sommes tous d'accord pour dire à M. le secrétaire d'Etat chargé de l'information que nous sommes prêts à seconder ses efforts.

Mais ce n'est pas ainsi que se pose la question. La télévision, permettez-moi de vous le dire, est tout à fait hors de cause dans ce débat. Ce qui est en cause, ce sont les propositions faites par la commission des finances, qui concernent exclusivement l'augmentation des dépenses des services de la radiodiffusion proprement dite et leur financement par l'augmentation de la taxe radiophonique, qui n'est destinée qu'à cela et cela seul. Rien dans les propositions de la commission n'intéresse les dépenses relatives à la télévision.

D'ailleurs, je ne saurais faire appel à un meilleur témoignage en la matière qu'à celui de notre éminent rapporteur de la commission de la presse, M. Gaspard, qui, contrairement à bien des déclarations faites à la tribune, déclare dans son rapport écrit, à la page 2, que le plan d'équipement de la radiodiffusion est double. La première partie intéresse la modernisation de la radiodiffusion, avec un certain nombre d'installations, dont la Maison de la Radio à Paris. La deuxième partie, d'un montant de 19 milliards, intéresse la télévision. Et, à la page suivante M. Gaspard déclare que le financement de cette double réalisation est prévu, pour la radiodiffusion par l'augmentation de la taxe, et pour la télévision par l'emprunt de trois milliards autorisé par les ministres des finances et du budget.

Ainsi, présenter ou s'efforcer de présenter ceux qui ne sont pas partisans de la taxe pour gager une augmentation de dépenses de la radiodiffusion comme des parlementaires qui se désintéressent de la télévision et prennent de ce fait pour l'avenir une très lourde responsabilité, parce que la France ne pourra jamais rattraper son retard sur les entreprises étrangères et se trouvera de ce fait placée dans une situation singulièrement difficile, prendre cette position, dis-je, c'est porter une accusation volontairement tendancieuse et erronée.

Mes chers collègues, venons-en maintenant à la position de la commission des finances et essayons de mettre en lumière le genre de dépenses que, dans l'esprit des services, devait financer l'augmentation de la taxe de la radiodiffusion.

Il s'agit de l'augmentation de dépenses de toute nature figurant tout au long de divers chapitres, telles, par exemple, l'acquisition, pour 22 millions, de véhicules automobiles supplémentaires, l'augmentation d'indemnités, de frais de mission et transport pour plus de 40 millions, la nomination de 228 unités nouvelles allant depuis les emplois les plus bas jusqu'à un sous-directeur. Par ailleurs, des crédits destinés au matériel d'information ont été presque doublés, passant de 130 millions en 1953 à près de 250 millions cette année.

Enfin, et pour nous limiter, nous dirons que parmi ces crédits de toutes sortes l'élément le plus important correspond au financement des travaux d'une Maison de la Radio à Paris. Cette maison doit absorber au total 6 milliards et demi en cinq ans. Pour cette année, on trouve dans le budget des crédits qui approchent de 600 millions. M. le ministre, d'ailleurs, nous a déclaré en commission des finances que 450 millions seulement étaient prévus pour le financement en 1954 de l'acquisition des terrains et des premiers travaux.

Votre commission des finances a estimé que ces diverses dépenses — et celles-là uniquement — pouvaient subir un abattement. Elle a ainsi réalisé des réductions qui sont encore inférieures à celles que, dans des lettres rectificatives, le Gouvernement avait lui-même proposées à la commission des finances de l'Assemblée nationale.

En ce qui concerne la Maison de la Radio, en particulier, votre commission des finances a estimé que, sans aucun inconvénient majeur, cette opération pouvait être quelque peu différée. Elle avait d'ailleurs, pour proposer cela, des arguments sérieux.

Cette affaire de la Maison de la Radio ne se présente pas, en effet, aussi simplement qu'on pourrait le croire. D'abord, pour disposer d'un terrain, il faut qu'un accord intervienne entre le vendeur et l'acheteur. Or, la ville de Paris n'a jamais donné qu'une acceptation sous la contrainte, il y a dix-huit mois, à l'acquisition de ce terrain et, il y a cinq jours à peine, dans une délibération dont on m'a fait tenir le texte, elle dénonce cette mesure irrégulière.

La ville de Paris précise, entre autres:

« Considérant les conditions anormales dans lesquelles a été cédé à la radiodiffusion nationale le terrain du quai de Passy; considérant que des travaux de construction sont impossibles, à moins de faire des fondations et travaux d'infrastructure qui se chiffrent par plusieurs milliards; considérant que le conseil municipal n'a été informé ni de l'utilisation actuelle du terrain ni des dépenses importantes pour le construire, le conseil municipal délibère:

« La délibération du conseil municipal du 10 juillet 1952 relative à la cession par la ville de Paris à l'Etat du terrain du quai de Passy pour y édifier la Maison de la Radio est et demeure rapportée. »

Par conséquent, dire que nous compromettrions l'avenir de la Maison de la Radio si nous différions l'attribution des crédits serait encore pour le moins inexact. La ville n'accepte pas la cession, et le moins qu'on puisse dire c'est qu'il y aura discussion, sinon contentieux.

Par contre, je vous signale que la radiodiffusion dispose d'un autre terrain qu'elle avait déjà acquis pour la Maison de la Radio et qui ne nécessitera, lui, aucune dépense d'acquisition.

Il y a quelques années, vous avez chargé un certain nombre de vos collègues d'effectuer une enquête générale sur le fonctionnement de la radiodiffusion et il leur a été permis, à cette occasion, d'apprendre que lorsque M. Gazier était secrétaire d'Etat à l'information, en 1947, la radiodiffusion avait procédé à l'achat d'un terrain de 12 hectares à Sèvres pour édifier la Maison de la Radio. On devrait, pour le moins, nous renseigner sur ce qu'il est advenu de ce terrain et pourquoi l'on veut s'emparer, moyennant près de 1 milliard, d'un autre terrain que la ville de Paris ne veut pas donner.

En tout cas, ce n'est pas cette année qu'on pourra entreprendre la Maison de la Radio, puisqu'il y aura déjà un certain nombre de difficultés à lever. J'ajouterai que, même s'il n'y avait pas ces difficultés, il est apparu à votre commission des finances que ce n'était peut-être pas le moment, alors que l'on dispose — vous l'avez vu au cours d'une nuit précédente à propos du budget de la reconstruction — de crédits tellement minimes pour loger et reloger les sans-abri et les sinistrés, d'engager une dépense de 6.500 millions pour construire en plein cœur de Paris un bâtiment destiné à des services administratifs actuellement logés — ce serait presque un défi à ceux qui ont été sinistrés.

Toutes ces considérations ont conduit votre commission des finances à dire: non, nous allons examiner le budget, y réaliser comme dans tous les autres budgets les économies qui nous apparaîtront utiles et cela nous permettra de voir enfin si la taxe est vraiment nécessaire.

Or les économies auxquelles nous nous sommes bornés ont été très modérées, car on aurait pu en trouver de 1.200 à 1.400 millions, si l'on avait passé le budget au même crible que celui à travers lequel nous avons passé les budgets de tous les autres ministères.

Nous n'avons ainsi proposé que ce qui était juste nécessaire pour nous dispenser du vote de cette nouvelle taxe et ce budget, tel qu'il est proposé par la commission des finances, est cependant encore en augmentation de 600 millions sur celui de l'année dernière. Vous voyez, par conséquent, que nous n'avons rien supprimé, loin de là, même pour la radiodiffusion, qui puisse paralyser les services ou compromettre leur fonctionnement.

Je réponds, pour en terminer, au dernier argument de M. le ministre, lorsqu'il dit: « Peut-être que ce ne sera pas gênant pour cette année; mais pour les années qui vont suivre, si nous n'avons pas des recettes stables et définitives, comme celles qui viennent de la taxe de radiodiffusion, nous ne pourrons pas entreprendre un programme d'investissement de notre réseau de télévision. »

Si l'on n'avait pas bouleversé l'ordre de nos discussions parlementaires, et si, par conséquent, le budget de la radiodiffusion était venu à sa place normale après celui des investissements, comme l'avait décidé la conférence des présidents, M. le ministre de l'information aurait vu que ses craintes étaient mal fondées, en même temps que nos bonnes intentions pour la télévision ne pouvaient être suspectées.

En effet, la commission des finances a décidé de proposer au Conseil de la République qu'il exige du Gouvernement le dépôt du plan d'investissements, comme le prévoit la loi, et que, pour y obliger ce dernier, 60 p. 100 des crédits demandés soient bloqués. Ce plan devra être déposé d'ici un mois afin que nous le votions d'ici quatre mois au plus tard. Or ce plan d'investissement doit être financé grâce à une masse de crédits de 210 milliards, dans lesquels des abattements sérieux — vous le constaterez dans quarante-huit heures — pourraient être faits pour être affectés à des utilisations plus rationnelles.

Répondant alors à une observation de notre collègue Laffargue qui, en commission des finances, du moins, déclara qu'il se refusait à financer l'équipement de la télévision par l'impôt, nous avons envisagé d'incorporer pour l'avenir la télévision dans le plan d'équipement que nous arrêterons. C'est donc une aide ou un supplément de crédits qui, même s'il n'est que de l'ordre de 2 à 3 milliards, apportera un appoint non négligeable au développement plus rapide de notre réseau de télévision.

Telles sont toutes les considérations que je vous livre, mes chers collègues. Je crois, en définitive, que la position qu'a prise la commission des finances est très raisonnable Nous avons mis ici la charrue devant les bœufs, discutant de la légitimité de la taxe pour la répartir ensuite entre les chapitres, alors que la bonne règle eût voulu que nous examinions d'abord les dépenses figurant aux divers chapitres et qu'ensuite seulement, si nous ne pouvions pas y satisfaire avec les taux de redevances actuels, nous votions des ressources supplémentaires.

Vous pourrez vous convaincre, lorque nous discuterons les chapitres, que la position de votre commission des finances à deux reprises, après deux lectures consécutives, qu'elle a maintenue et confirmée, est tout à fait logique et dans la saine tradition budgétaire que nous avons toujours suivie dans cette assemblée. (*Applaudissements sur divers bancs à gauche, au centre et à droite.*)

M. le secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. le secrétaire d'Etat. Je voudrais, de façon très brève, essayer de repondre à M. Pellenc.

Aussi bien, je pense que M. le rapporteur général de la commission des finances ne m'en voudra pas d'avoir tout à l'heure un peu abordé le problème, car je vais être obligé, soit de me référer à ce que j'ai déjà dit, soit de recourir à quelques arguments supplémentaires.

En effet, mesdames, messieurs, on vous a dit qu'on devait réaliser 350 millions d'économies sur la Maison de la radio et l'on cherche à effrayer en quelque sorte le Conseil — dont je connais la sagesse — par l'édification d'une maison dont le coût serait de 6 milliards. Je voudrais sur ce point répondre de façon très simple et très loyale: la Maison de la radio a été voulue par M. Pellenc lui-même avant 1939. Mais elle a été voulue également par le Parlement qui, à plusieurs reprises, l'a demandée. Si je me réfère à ce qui a été dit par M. le rapporteur de la commission des finances, en ce qui concerne les rapports de l'exécutif et du législatif, il fallait bien que le Gouvernement ait le souci de construire une Maison de la radio. C'était une obligation impérative qui nous avait été faite par l'Assemblée nationale et le Conseil de la République. Je n'ai pas ici à discuter de l'opportunité ou de l'intérêt de la Maison de la radio. J'ai simplement à justifier les propositions du Gouvernement, conséquence logique d'une position prise par la majorité des deux assemblées.

Qu'avons-nous fait? Nous avons bien entendu engagé, avec la ville de Paris, des négociations qui ont porté sur la cession de 43.000 mètres carrés de terrain, quai de Passy. On fait état également d'un terrain dont nous disposerions à Sèvres. Je voudrais dire en passant que la commission des sites nous a interdit d'utiliser ce terrain pour l'édification d'une Maison de la radio. (*Applaudissements sur certains bancs à gauche, au centre et à droite.*)

M. Pellenc. Il ne fallait pas l'acheter !

M. le rapporteur. Qu'allez-vous en faire ?

M. le secrétaire d'Etat. Nous sommes donc actuellement en possession d'un terrain de 43.000 mètres carrés.

Un accord est intervenu entre la ville de Paris et la radiodiffusion française, que l'on essaie de discuter. En effet, une première discussion est intervenue au conseil municipal de la ville de Paris à la suite de laquelle le conseil municipal s'était prononcé pour que l'on revienne sur la cession qui avait été consentie.

Voici la lettre qu'écrivait le préfet de la Seine au président du conseil municipal, le 23 août 1953:

« Monsieur le président, au cours de sa séance du 2 juillet 1953, le conseil municipal a renvoyé à l'administration une proposition tendant à l'annulation de la délibération du conseil municipal du 10 juillet 1952, autorisant la vente à l'Etat d'un terrain communal situé quai de Passy et rue de Boulainvilliers pour l'édification d'une maison de la radio ». Ce même débat a été repris le 31 décembre.

« Ainsi que l'Assemblée en a été déjà informée, notamment au cours de la séance du 2 juillet dernier, la délibération du conseil municipal du 10 juillet 1952, autorisant la cession du terrain à l'Etat, a été notifiée à ce dernier par la lettre du 28 août 1952. Dès lors, l'accord de volonté étant réalisé, la vente devenait parfaite et la délibération définitive.

« Depuis, et ainsi que le conseil municipal en a déjà été avisé, le contrat de cession a été régulièrement signé par les représentants de la ville et de l'Etat le 18 mai 1953 ».

Nous nous trouvons donc en présence d'un contrat librement signé qui m'oblige, après avoir effectué un premier versement de 310 millions, à payer, après l'accomplissement de la formalité de la purge d'hypothèque légale, 350 millions, représentant le solde (310 millions) majoré des intérêts. En conséquence, ces 310 millions figurent dans le budget de la ville de Paris, en recettes; c'est la somme que je dois verser à la ville de Paris.

Comment puis-je réaliser une économie en m'exonérant d'un payement auquel me contraint un contrat que j'ai signé? J'ai l'impression que, sur ce point, la position juridique du Gouver-

nement est parfaitement forte. Comme notaire, j'ai le souci et le respect des contrats. Un contrat a été signé; il est devenu parfait et définitif. Je dois l'exécuter. Je dois payer à l'heure présente.

Mais cela ne résout pas la question de la Maison de la radio. Vous pourrez estimer ensuite que l'édification de la Maison de la radio doive être différée. Dans le budget de cette année, ne sont inscrits que les crédits nécessaires à l'acquisition du terrain plus 100 millions pour les premiers travaux préparatoires. Si vous jugez qu'il convient de suspendre l'édification de la Maison de la radio, la question se posera quand nous examinerons le chapitre. Vous pourrez, à ce moment-là, si vous le souhaitez, décider de surseoir à l'édification mais vous ne pouvez pas décider qu'il y a lieu de surseoir au payement d'une somme auquel je suis obligé par contrat.

Voici expliquée la question de la Maison de la radio. Je ne voudrais pas en dire davantage en ce moment. Je me réserve de donner des explications complémentaires quand sera examiné le fond même de la question. Pour l'instant, je place le problème sur le terrain juridique du respect des contrats.

Je suis bien obligé, pour justifier un relèvement de la taxe, d'aborder les autres aspects du problème.

J'ai parlé à la tribune du fonds de réserve et j'ai dit que me donner en recettes les 397 millions, qui épuiseraient le fonds de réserve, n'était pas, à mon sens, une bonne gestion. Pourquoi ? Parce que ce budget de 12 milliards doit avoir une certaine souplesse d'exécution. Nous pouvons subir des aléas; un émetteur peut sauter ou brûler et nous sommes nos propres assureurs, nous sommes donc nécessairement obligés d'avoir un fonds de réserve assez important si nous voulons conserver nos possibilités d'exploitation ou bien il faudrait craindre que n'importe quel coup du sort nous impose d'arrêter le cours normal de nos émissions.

Il est logique et normal qu'une entreprise dont le chiffre d'affaires est de 12 milliards, ait un fonds de réserve que nous ne pouvons utiliser totalement en affectant la dernière somme à la construction de notre infrastructure.

Le fonds de réserve de 397 millions et le terrain du quai de Passy, 350 millions, représentent le gros des économies qu'on nous propose. C'est sur ces deux points que je veux m'expliquer en disant que sur l'un, je dois les 350 millions, et sur l'autre, qu'il est sage, logique et normal de conserver un fonds de réserve me permettant de faire face à des difficultés d'exploitation imprévisibles que je pourrais rencontrer au cours de l'année 1954.

Alors, mesdames et messieurs, reste un dernier argument que j'ai développé à la tribune et sur lequel je ne m'expliquerai pas longuement. J'ai indiqué que le relèvement de la taxe était nécessaire à mon sens. Pourquoi ? Parce que je n'ai pas la possibilité de développer un plan-programme sur quatre ans ou sur cinq ans, uniquement avec les économies que l'on pourrait dégager dans le budget.

D'une part, un certain volume d'emprunts est nécessaire. De l'autre, il importe que le programme soit appuyé sur des recettes permanentes et stables. Vous savez, en effet, que tout programme comporte deux tranches: une tranche conditionnelle et une tranche inconditionnelle. La tranche inconditionnelle est celle qui sera réalisée au moyen des ressources permanentes et stables qui seront procurées par le relèvement de la taxe.

La tranche conditionnelle est celle qui sera réalisée par les ressources d'emprunts que je serai appelé à contracter. Vous savez que, pour lancer certaines opérations — notamment celles de la tranche conditionnelle — il faut, au préalable — avoir réalisé la totalité du volume des emprunts.

Si, au contraire, je dispose de ressources permanentes et stables que vous allez m'accorder, je peux immédiatement lancer les opérations de la tranche inconditionnelle, c'est-à-dire des opérations échelonnées sur plusieurs années.

C'est la raison pour laquelle, si l'article 6 était rejeté, plus aucune possibilité ne me serait laissée de développer le plan-programme que j'ai proposé. Seule s'effectuerait le développement de la télévision au moyen des ressources dégagées chaque année. Ainsi nous perdrions l'espoir d'avoir un plan-programme permettant un développement cohérent des activités de la télévision française.

M. Pellenc. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Pellenc.

M. Pellenc. Je voudrais apporter une rectification de chiffres. En effet, M. le secrétaire d'Etat semble avoir commis une erreur. A la commission des finances, il nous a indiqué qu'un crédit de 350 millions de francs était destiné à la maison de la radiodiffusion.

En réalité, on peut lire, à la page 94 du fascicule budgétaire, 497 millions et, à la page 95, 165 millions — Maison de la radio de Paris, quai de Passy. Cela fait, au total, 660 millions. Précisément, la commission des finances a effectué un abattement de 300 millions seulement, laissant au ministre, le cas échéant, si en conclusion de la discussion engagée avec la ville de Paris, il devait payer les 350 millions, la possibilité de s'exécuter.

M. le secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. le secrétaire d'Etat. En réponse à votre observation, je dois préciser que le projet primitif a été modifié par une lettre rectificative et que nous avons travaillé sur des documents qui ne correspondaient pas à la réalité.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Mesdames, messieurs, si je suis à la tribune, c'est pour ne pas perdre la pendule des yeux. Je n'ai pas besoin de vous dire que votre commission des finances vous demande de repousser l'amendement de la commission de la presse. Je le fais, comme je l'ai indiqué tout à l'heure, sans passion, car j'ai défendu moi-même, devant la commission des finances, l'augmentation de la taxe. C'est dire que je ne fais pas de ce problème ce que l'on peut appeler une affaire d'Etat. Cependant, c'est en toute conscience que je viens vous assurer que votre commission des finances est fondée à vous demander de repousser, non pas d'une façon définitive, l'augmentation de cette taxe, mais de la repousser en tout état de cause pour cette année.

L'équipement de la télévision est couvert. Il est couvert par les 3 milliards d'emprunt contracté par la télévision. Cet équipement ne sera pas retardé d'un jour, d'une heure, si vous repoussez l'augmentation de la taxe.

Il a été retardé l'an dernier. Nous ne savons pas pourquoi le programme n'a pas été tenu. Si l'administration tient ses promesses, elle dispose cette année largement des fonds qui lui sont nécessaires pour équiper notre télévision.

Je voudrais que cela soit bien entendu: en repoussant l'augmentation de la taxe, qui s'ajoute à une autre augmentation intervenue il y a deux ans, nous voulons d'abord dire non à une solution de facilité, parce qu'il est trop simple de deux ans en deux ans d'augmenter la taxe que payent les auditeurs de la radiodiffusion française. Nous disons, c'est une solution de facilité parce que nous savons et nous avons prouvé qu'il est des économies que l'on peut réaliser dans le budget de la radiodiffusion française. C'est M. le ministre qui m'administre lui-même la preuve. Votre programme d'équipement de 1954, monsieur le ministre, porte sur un effort de 10 milliards pour les ondes de fréquence, les émissions en langue arabe, la création de nouveaux émetteurs. C'est fort peu, mais ces 10 milliards prévus pour la radio seront absorbés pour plus de la moitié, pour plus de 6 milliards dans cette maison de la radio.

J'estime que c'est une solution de sagesse et de raison de dire non. Bien sûr, la maison de la radio, chacun la désire; si on l'avait réalisée il y a quatre ou cinq ans telle qu'elle avait été conçue alors, on aurait pu rassembler les divers immeubles de la radiodiffusion et faire quelque chose d'utile. Je le dis et je suis d'accord avec de nombreux techniciens de la télévision française, telle qu'elle est conçue à l'heure présente, votre maison de la radio ne tend qu'à regrouper des bureaux ou des studios de seconde importance. Elle ne correspond déjà plus aux nécessités réelles d'une grande maison de la télévision et de la radiodiffusion. En échelonnant le programme de la maison de la radiodiffusion, mais en écartant ces 6 milliards du programme d'investissement, vous forcerez l'administration à examiner de nouveau ce problème — c'est notre rôle de faire travailler l'administration — et elle reviendra devant nous avec peut-être un projet plus équilibré, s'adaptant mieux aux conditions nécessaires de la télévision française. A ce moment-là, nous verrons ou non s'il y a lieu d'augmenter la taxe. Cette année, je le dis, il s'agirait d'une solution de facilité.

Voyez-vous, notre politique est constante. Elle a consisté à refuser non pas tous les impôts, toutes les taxes. Nous savons que l'augmentation des taxes parafiscales ou non parafiscales — c'est la même chose — se traduit toujours par l'augmentation des impôts et c'est le contribuable qui paye, et comme ce sont les travailleurs les plus humbles qui supportent les frais des taxes indirectes, nous devons dire non au sujet de ces augmentations si elles ne sont pas absolument nécessaires.

A l'heure présente, psychologiquement, économiquement, techniquement, cette augmentation de la taxe est mal venue, elle n'est pas nécessaire. C'est pour cela qu'au nom de votre commission des finances, je vous demande de repousser l'amendement de la commission de la presse. (*Applaudissements à gauche.*)

M. Georges Laffargue. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Georges Laffargue.

M. Georges Laffargue. Mes chers collègues, je voudrais m'expliquer auprès de vous sur ce que d'aucuns appelleront ma variation de position.

A la commission des finances, j'ai protesté violemment, et je le fais encore aujourd'hui, contre les méthodes gouvernementales. J'estime que la radiodiffusion française aussi bien que la télévision française sont les éléments d'un monde moderne qui concourent dans une large mesure à la prospérité du pays et à son rayonnement. Ils doivent donc être compris dans les investissements.

J'aurais voulu que le Gouvernement prît la responsabilité d'inclure les sommes nécessaires dans le plan des investissements, aussi bien qu'il avait inclus, jadis, les sommes nécessaires pour l'infrastructure de l'aviation.

Je proteste aussi — et vous le ferez tous avec moi — contre ces méthodes qui font que, dans une sorte de marathon contre la montre, où la pendule d'ailleurs ne s'arrête pas, on en arrive à discuter des textes importants en fin d'année alors que j'eusse préféré qu'on échelonnât beaucoup plus largement ces discussions budgétaires. Je me suis donc opposé, *a priori*, à ce système de taxes parafiscales.

Ayant réfléchi, ayant écouté les différents arguments, je suis maintenant résolu à voter l'augmentation de la taxe pour les raisons que je veux très rapidement vous indiquer.

Ce qui m'a le plus frappé dans les arguments qui ont été développés devant moi, c'est d'abord la notion de plan-programme. Le fait de dégager des ressources pour cette année et de ne pas en dégager pour les années à venir interdit, en réalité, de bâtir et d'entreprendre!

Il y a, derrière cette infrastructure de la télévision, non seulement les gens qui sont décidés à prêter, mais ceux qui sont décidés à bâtir. Il faut les encourager par l'assurance de la continuité d'une politique.

D'autre part, les économies qui sont proposées par la commission des finances et que j'avais jugées souhaitables, me paraissent un peu aléatoires. La commission des finances a longtemps hésité, ainsi que moi-même, sur le mode de financement qui remplacerait le relèvement de la taxe. C'est ainsi que l'honorable et distingué rapporteur, M. Debû-Bridel, avait proposé l'augmentation de la taxe sur les bouilleurs de cru amputée par l'Assemblée nationale. On a donc cherché hâtivement les économies à réaliser dans les chapitres.

Mesdames, messieurs, il faudrait donc peut-être ramener ce débat à ses véritables proportions. Nous avons l'habitude de voter assez facilement des dispositions qui ont de grosses incidences sur l'économie nationale et faire des questions de principe pour des affaires de relative importance. On a voté, ou failli voter, devant cette Assemblée, le doublement de la taxe d'encouragement à l'industrie textile dont je vous assure que l'incidence est infiniment plus considérable sur les budgets particuliers.

M. Saller. Attendez le débat de demain!

M. Georges Laffargue. Mais voici une taxe dont l'incidence budgétaire est de l'ordre d'un milliard.

Je ne voudrais pas passionner le débat mais je dis que cette taxe a ce caractère et que dans tous les pays du monde, dans tous les pays d'Europe occidentale, on procède de la même façon.

M. le rapporteur. C'est faux, l'Angleterre n'a pas doublé sa taxe!

M. Georges Laffargue. La taxe anglaise est plus élevée que la taxe française!

M. le rapporteur. Elle est unique et de moins de 1.000 francs.

M. le président. Je vais me voir obligé de rappeler l'alinéa *in fine* de l'article 63.

M. Georges Laffargue. Je voudrais dire à M. Debû-Bridel que je l'écoute avec attention et que je le remercie de faire de même.

M. le rapporteur. Je relève vos erreurs!

M. Georges Laffargue. C'est exact pour l'Angleterre, mais ce ne l'est pas pour l'Allemagne et l'Italie. Sans discuter les chiffres, je voudrais rappeler que le financement par ces taxes est admis dans tous les pays de l'Europe occidentale. Si je n'en connais pas bien le montant, je m'en excuse. Mais je voudrais dire également que le montant de 175 francs, c'est le prix d'une mauvaise séance de cinéma ou de deux paquets de cigarettes dans l'année.

Je regrette d'employer ces arguments dérisoires. Ce sera ma conclusion. Je ne voudrais pas voir entraver pour l'instant le développement de la télévision française, parce que ce qui m'a le plus frappé, c'est le caractère social de la télévision.

Quand on visite la grande banlieue londonienne, à caractère ouvrier aussi grand, on est frappé de voir des antennes de télévision qui sont plus nombreuses que dans les quartiers bourgeois. Il y a là, pour des gens dont le logement est modeste, qui sont loin de tout spectacle de la ville, un élément qui est considérable pour améliorer leur existence.

Je souhaiterais que le Parlement acceptât de voter rapidement le relèvement de la taxe. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. le président. Je voudrais rappeler que l'article 63 du règlement dispose que: « Sur chaque amendement, ne peuvent être entendus que l'un des signataires... » — même s'ils sont plusieurs — « ... le Gouvernement, le président ou le rapporteur de la commission et un sénateur d'opinion contraire ». Un point, c'est tout.

Je vous serais reconnaissant d'aider votre président. Il est très libéral, mais n'abusez pas!

Je vois des mains qui se lèvent, mais je n'ai pas le droit de donner la parole.

M. Durand-Réville. Même pour les explications de vote?

M. le président. Comme nous discutons le budget dans des conditions difficiles pour le Conseil de la République, je donne la parole pour explication de vote chaque fois qu'on me la demande, parce qu'il est naturel que vous présentiez votre point de vue sur le budget avant le vote; je vous donne la parole, même sur les amendements, mais ce n'est pas conforme au règlement et il ne faudrait pas abuser et en profiter pour reprendre la discussion générale.

En outre, je rappelle à M. le secrétaire d'Etat que, chaque fois qu'il parle, il rouvre la discussion car il donne le droit de parler à un sénateur à qui, dans ce cas, je ne peux pas refuser ce droit.

Je me permets de faire cette remarque parce qu'il reste encore six budgets à examiner, ainsi que la loi de finances.

M. le secrétaire d'Etat. Je me soumets à la discipline et je renonce volontiers à la parole.

M. le président. Je voudrais que l'on restât fidèle à ce que l'on a voté et je demande à chacun de prendre ses responsabilités.

Voix nombreuses. Aux voix!

M. Abel-Durand. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Abel-Durand pour explication de vote.

M. Abel-Durand. Je demande la parole, non pas pour explication de vote, mais pour explication de l'embarras dans lequel je me trouve pour avoir une opinion.

M. le président. C'est une explication de non vote, alors!

M. Abel-Durand. En attendant le rapport de M. Debû-Bridel, j'ai constaté que l'augmentation de la taxe n'a été envisagée qu'en raison des économies possibles d'autre part. Dans ces conditions, ne conviendrait-il pas, logiquement, que le Conseil se prononçât sur ces possibilités d'économies? Si les économies étaient réalisées, il serait alors possible que M. le ministre renonçât à sa demande d'augmentation.

Je fais de mon mieux. Je ne suis qu'un sénateur moyen.

M. le rapporteur. Très bonne moyenne.

M. le président. La moyenne est bonne au Conseil de la République. (*Sourires et applaudissements.*)

M. Abel-Durand. Je constate qu'il y a désaccord entre deux commissions: la commission de la presse et la commission des finances, et j'apprends de M. Debû-Bridel lui-même que son opinion première était opposée à celle qu'il soutient maintenant.

A droite. M. Laffargue aussi!

M. Abel-Durand. A la commission des finances, douze commissaires se sont prononcés dans un sens et huit dans l'autre. Comment voulez-vous qu'ensuite nous ne soyons pas embarrassés! Il eût été logique peut-être, pour nous prononcer, que nous ayons pu nous faire une opinion sur cette possibilité d'économie.

Nous constatons que, même sur les faits, M. le ministre et son contradicteur M. Pellenc sont en désaccord. Que voulez-vous que je pense lorsque je vois M. Pellenc disant qu'une certaine vente est nulle et lorsque l'honorable notaire qu'est M. le ministre de l'information (*Sourires*) nous dit qu'il existe un contrat? lorsque je suis en présence d'un doute sur l'existence d'un contrat, comment voulez-vous que je me fasse une opinion raisonnable?

Je dois alors me retourner vers une autre considération; il y a accord total sur un point: la nécessité de promouvoir en France un équipement de la radiodiffusion qui corresponde à ce que nous voulons, au rayonnement de notre pays, à ce que nous voulons qu'il soit dans un domaine qui est proprement le nôtre, le domaine culturel. (*Applaudissements.*) Il faut que nous fassions ce qui est nécessaire pour cela. Or, l'établissement d'un programme qui doit être réalisé sur plusieurs années nécessite de ressources stables. Faut-il que nous reculions, pour voter ces ressources, à cause d'économies qui semblent encore hypothétiques? (*Très bien! très bien!*)

Tant que, sur ce point particulier, une discussion n'aura pas été instituée qui permette de savoir ce qu'il en est, que ferai-je,

dans le doute ? Si, dans cette assemblée, je suis un ancien... (*Sourires*)..., je ne suis qu'un jeune parlementaire, car je ne suis parlementaire que depuis sept ans, mais j'ai participé, dans le passé, à l'administration d'une grande ville et je me souviens qu'en certaines circonstances, dans le doute, on s'abstient, on ajourne. En regardant mon passé, je pense que cette abstention, cet ajournement, sont en définitive souvent coûteux.

Lorsqu'il s'agit, comme dans la circonstance présente, de promouvoir le programme d'une expansion nouvelle qui s'impose à ce point qu'il y a quelques jours la voix de la plus haute autorité spirituelle du monde ne craignait pas de se pencher sur ce problème, alors que la civilisation matérielle se développe, alors que le cinéma se mécanise, alors que le cinéma est américanisé, je demande si, dans un pays comme le nôtre, fidèles à nos traditions, attachés au développement des ressources culturelles qui sont les nôtres, nous devons reculer devant des économies dont je voudrais bien qu'on établisse la réalité.

Dans le doute, je ne m'abstiendrai pas, je voterai la taxe. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. Durand-Réville. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Durand-Réville.

M. Durand-Réville. Je voudrais dire en une demi-minute que je voterai l'augmentation de la taxe parce que j'ai été convaincu qu'elle est nécessaire à l'établissement d'un programme qui permette à la France de n'être pas le dernier des pays en matière de télévision. Par contre, je dois dire que je suis ému par les affirmations qui me sont apportées par M. le rapporteur de la commission des finances, selon lesquelles l'augmentation de la taxe doit servir exclusivement à construire une « maison de la radio », à laquelle je suis formellement opposé pour deux raisons: la première, c'est que c'est une installation de commodité d'administration qui m'est tout à fait indifférente, la seconde c'est que c'est une mauvaise affaire que de commencer à construire sur un terrain qui aura coûté 800 millions à l'Etat, terrain qui est susceptible, sur les bords de la Seine, de réserver les pires surprises.

Dans ces conditions, je voudrais savoir si oui ou non l'augmentation de la taxe doit servir à promouvoir le plan d'équipement de la télévision ou s'il doit servir à construire une maison de la radiodiffusion.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je regrette infiniment, mais il y a des faits, des chiffres, et je m'en tiens aux déclarations de M. le ministre sur ce point. Je vous assure que je ne suis pas passionné dans ce débat. Si je croyais une seconde qu'en ne votant pas la taxe nous paralyserions le plan d'investissement de la télévision, je dirais: votons-là. Mais je ne le crois pas, car 3 milliards suffiraient largement — nous l'avons démontré — à couvrir l'infrastructure de la télévision.

Par ailleurs, en ce qui concerne la radio, je veux répondre à M. Durand-Réville que l'effort sera de 10 milliards dans l'ensemble des cinq ans et que la maison de la radio en consommera 6. Ce sont les chiffres mêmes que M. le ministre nous a donnés à la tribune.

M. le secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. le secrétaire d'Etat. Je maintiens les chiffres que j'ai donnés antérieurement. Je maintiens que l'augmentation de la taxe permet le financement de la télévision, car, sans ce relèvement, je ne pourrai avoir l'autorisation d'émettre des emprunts, puisqu'il faut qu'il y ait des ressources permanentes et stables pour permettre de garantir les payements que je ferai par la suite.

C'est simplement sur ce terrain que nous nous plaçons.

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur l'amendement présenté par M. Gaspard, au nom de la commission de la presse ?...

Je le mets aux voix.

Je suis saisi d'une demande de scrutin présentée par la commission de la presse, de la radio et du cinéma.

Le scrutin est ouvert.

(*Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.*)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre de votants	312
Majorité absolue	157
Pour l'adoption	188
Contre	124

Le Conseil de la République a adopté.

L'article 6 est donc rétabli dans le texte de l'amendement qui vient d'être adopté.

L'Assemblée nationale avait adopté un article 7 dont la commission des finances demande la suppression, mais, par amendement (n° 8), M. Gaspard, au nom de la commission de la presse, propose de rétablir cet article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale et ainsi conçue:

« Art. 7. — Est autorisée l'organisation à la radiodiffusion-télévision française d'un corps provisoire d'ouvriers et cadres spécialistes des travaux dits de plateau pour la télévision. Un décret contresigné du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat au budget, du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique) et du secrétaire d'Etat chargé de la radiodiffusion-télévision française, déterminera les modalités de l'organisation de ce corps dans le cadre des crédits budgétaires prévus pour l'exercice 1954. »

La parole est à M. Gaspard.

M. le rapporteur pour avis. La commission de la presse demande le rétablissement de cet article parce qu'elle estime que la décision prise par la commission des finances résulte d'une information insuffisante.

Voici comment se présente la question. On peut considérer qu'en 1949 la télévision est passée du stade expérimental à celui de l'exploitation. Si, sur le plan technique, la radiodiffusion disposait du matériel approprié et d'agents qualifiés pour faire face à ses nouvelles tâches, elle manquait, par ailleurs, de personnel d'exécution qualifié pour assurer la réalisation des programmes artistiques. Dans l'impossibilité de constituer rapidement un cadre définitif dans une période d'essor au cours de laquelle les besoins nouveaux se multipliaient, l'administration de la radiodiffusion fit appel à des collaborateurs déjà formés aux techniques particulières du cinéma et du théâtre.

Recrutés à titre précaire et rétribués à la vacation, ces ouvriers spécialisés indispensables d'une part à la bonne marche du service et capables d'autre part d'initier dans leur métier des recrues non spécialisées, doivent voir leur situation régularisée. Pour obtenir ce résultat et donner aux ouvriers techniciens du plateau la place qui leur revient eu égard à leur compétence et à leurs connaissances professionnelles, la solution proposée par le Gouvernement paraît devoir être retenue.

L'article de loi proposé tend en effet à permettre, par voie de règlement d'administration publique, c'est-à-dire avec l'approbation du conseil d'Etat, ce qui est pour nous une garantie, la création d'emplois d'ouvriers spécialistes, étant précisé, et ceci est fort important, que cette création n'entraînera aucune dépense nouvelle et qu'il s'agit tout simplement, soit de transformer des emplois existant au budget, soit d'utiliser des crédits déjà accordés par les budgets antérieurs pour le fonctionnement de la télévision.

Il s'agit donc en fait de la régularisation d'opérations auxquelles le Parlement a, en quelque sorte, déjà donné son approbation. Cet argument avait emporté l'adhésion de l'Assemblée nationale. Nous estimons qu'il doit également emporter l'adhésion de nos collègues du Conseil de la République.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Berthoin, *rapporteur général de la commission des finances.* La commission des finances s'en rapporte au Conseil.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat. Je demande le vote de l'amendement proposé par M. Gaspard.

M. le président. Personne ne demande la parole ?

Je mets l'amendement aux voix.

(*Après une première épreuve à main levée déclarée douteuse par le bureau, le Conseil de la République, par assis et levé, décide de ne pas adopter l'amendement.*)

M. le président. L'article 7 n'est donc pas rétabli.

Je donne maintenant lecture de l'article 1er:

I. — *Dispositions relatives aux recettes et aux dépenses.*

« Art. 1er. — Le budget annexe de la radiodiffusion-télévision française pour 1954 est fixé, en recettes et en dépenses, à la somme de 13.228.998.000 francs. Ces recettes et ces dépenses sont réparties par chapitre, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

« Elles s'appliquent, à concurrence de 11.102.998.000 francs aux recettes et aux dépenses d'exploitation et à concurrence de 2.126.000.000 francs aux recettes extraordinaires et aux dépenses d'équipement. »

L'article 1er est réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état A annexé.

Je donne lecture de cet état:

Radiodiffusion-télévision française.

DEPENSES

1re SECTION. — DEPENSES D'EXPLOITATION

Dette publique.

« Chap. 0010. — Service des bons et obligations amortissables et des avances du Trésor, 197.190.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 0010.

(*Le chapitre 0010 est adopté.*)

M. le président. « Chap. 0020. — Remboursement au budget annexe des postes, télégraphes, téléphones des charges du capital investi en travaux de premier établissement de radiodiffusion, 7.300.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 0030. — Remboursement d'emprunts pour le financement des travaux d'investissement, 153.908.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 1000. — Administration centrale. — Rémunérations principales, 568.935.000 francs. »

Par amendement (n° 9), M. Chaintron et les membres du groupe communiste proposent de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Chaintron.

M. Chaintron. Cet amendement, qui propose un abattement indicatif de 1.000 francs, a pour objet d'engager M. le ministre à accorder aux fonctionnaires contractuels, lorsqu'ils sont titularisés, une indemnité différentielle compensant toute réduction de traitement. Cette question est si bien connue de M. le ministre et a été si amplement exposée à l'Assemblée nationale qu'il est inutile d'y revenir longuement.

Le bien-fondé de cette revendication des fonctionnaires de ce ministère ressort à l'évidence du simple exposé de cette criante contradiction: lorsqu'un travailleur contractuel est titularisé, son traitement est réduit dans des proportions allant jusqu'à 10.000 francs par mois, mais s'il refuse la titularisation, il est menacé de perdre son emploi.

Pour mettre fin à cette injuste anomalie par une indemnité différentielle, il en coûterait 28 millions. On peut trouver ces moyens par prélèvement, en début d'année, sur les chapitres 1030 et 3020 établis avec une certaine souplesse de prévision.

Cette mesure de justice, présentée l'an passé par notre collègue M. Marrane, sous forme d'amendement, avait reçu un accueil favorable de notre Assemblée, ainsi que l'assentiment et une promesse de règlement du ministre M. Marcellin. Ce furent là de vaines promesses!

Cette année, l'Assemblée nationale, par un abattement indicatif, suivant la recommandation de sa commission des finances, s'est prononcée pour que satisfaction soit donnée au personnel. En votant l'amendement que nous proposons, le Conseil de la République s'associera à une mesure de justice.

M. le président. Quel est l'avis de la commission?

M. le rapporteur. La commission n'a pas eu à délibérer sur cet amendement et elle s'en remet à la sagesse du Conseil.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat. Je voudrais donner quelques explications à M. Chaintron. Quand un agent contractuel est titularisé, c'est généralement sur sa demande. Il a le choix entre la titularisation ou la possibilité de rester contractuel. Il est bien entendu que la titularisation lui donne des avantages qu'il n'a pas en tant que contractuel et, entre autres, la sécurité de l'emploi. Si son traitement est diminué, c'est donc par un libre choix. Il détermine lui-même sa situation d'après son choix. Nous ne l'obligeons pas à devenir titulaire; c'est seulement une possibilité qui lui est offerte. Il connaît les avantages et les inconvénients de chacune des situations, il lui appartient de les mesurer et d'accepter le sort qui lui est fait.

M. le président. Monsieur Chaintron, maintenez-vous votre amendement ?

M. Chaintron. Monsieur le ministre, j'entends bien votre raisonnement, mais vous avouerez que payer la sécurité de l'emploi d'une diminution de son traitement allant jusqu'à 10.000 francs par mois, c'est exorbitant. Il serait juste d'accorder une indemnité différentielle. Je maintiens mon amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets l'amendement aux voix.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 1000 avec le chiffre de la commission.

(*Le chapitre 1000 est adopté.*)

M. le président. « Chap. 1010. — Inspection générale. — Rémunérations principales, 7.228.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 1020. — Services extérieurs. — Rémunérations principales, 1.140.408.000 francs. »

Par voie d'amendement (n° 10), M. Chaintron et les membres du groupe communiste proposent de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Chaintron.

M. Chaintron. Cette réduction indicative a pour objet de régler équitablement la situation des agents techniques de la radiodiffusion française par intégration dans le corps des contrôleurs.

Les agents techniques de la radiotélévision sont, depuis sept ans, victimes d'errements et d'anomalies administratives qu'il faut réparer. Citons quelques faits: les agents techniques titularisés en 1945 ont bénéficié du rappel total d'ancienneté, alors que ceux titularisés en 1948 ont vu leur ancienneté calculée suivant une règle dite du « tiers », du « quart » ou du « cinquième ».

Autre anomalie: un agent technique nommé à la suite d'un concours ne bénéficie pas du même temps d'ancienneté qu'un agent technique issu des postes privés et titularisé sans concours, ce dernier bénéficiant justement du rappel total d'ancienneté.

Troisième anomalie: un agent technique titularisé en même temps qu'un ouvrier professionnel a un traitement inférieur par rapport à ce dernier.

Quatrièmement: les agents techniques ont bénéficié jusqu'en 1948 d'une indemnité différentielle qui leur est refusée depuis.

Enfin, les agents techniques appartenant à un corps appelé à disparaître ne sont pas intégrés dans le corps des contrôleurs, plus récemment créé.

Il n'est pas juste que l'administration de la radiotélévision française, soucieuse aujourd'hui de normalisation, fasse supporter au personnel les conséquences d'erreurs administratives qu'elle a pu commettre.

Pendant sept années des promesses de situations, d'amélioration de situation, ont été faites à de multiples travailleurs de la radiotélévision française, pour qu'ils passent des concours et entrent dans le corps des agents techniques, et maintenant ce corps dans lequel on les a engagés est voué à extinction.

Ils subissent de ce fait un déclassement moral, professionnel et administratif, accompagné d'un préjudice matériel. L'Assemblée nationale a, par un abattement indicatif de 1.000 francs sur ce chapitre, marqué sa volonté de voir rendre justice à l'égard de ce personnel.

Cette indication ne doit pas rester un simple vœu. Nous avons chiffré à 25 millions les crédits qui seraient nécessaires pour rendre justice à ce personnel par les deux mesures suivantes: reconnaissance de l'ancienneté intégrale pour tous les agents tehniques, titularisés depuis 1946; intégration de tous les agents techniques dans le corps des contrôleurs. Des chapitres, tels que le 1030 et le 3020, peuvent permettre de faire face à cette dépense.

Le Conseil de la République voudra par le vote de cet amendement, tout comme l'Assemblée nationale, engager le ministre à réparer une injustice et satisfaire une légitime revendication d'un personnel capable et dévoué.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat. Je réponds à M. Chaintron que le Gouvernement s'emploie à mettre au point une formule valable pour permettre aux agents techniques qualifiés d'être intégrés dans le cadre des contrôleurs.

L'amendement présenté est donc, soit prématuré, soit inacceptable si son auteur lui attache le sens d'une intégration automatique et totale de tous les agents techniques dans le cadre des contrôleurs.

Comme il semble bien — je le crains — que ce soit là le sens de l'amendement de M. Chaintron, je demande que l'on veuille bien le repousser.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Chaintron. Je le maintiens, monsieur le président.

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement, repoussé par le Gouvernement.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Par un autre amendement (n° 11), M. Chaintron et les membres du groupe communiste propose de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Chaintron.

M. Chaintron. Voici l'explication simple et brève qui justifie le dépôt de cet amendement.

Il est logique que le personnel des postes émetteurs, astreint à résider, pour les nécessités de son service, près du lieu de son travail, loin des agglomérations, dans une condition similaire à celle, par exemple, des gardiens de phares, soit logé

gratuitement. Il paraît que l'administration de la radiotélévision française en est d'accord et ne réclame de ses agents aucun loyer, mais l'administration des domaines, trop zélée en l'occurrence, veut absolument percevoir des loyers pour les reverser à la R. T. F. qui ne lui demande rien. C'est à tel point injuste que ce personnel a failli se mettre en grève pour ce motif. Un sursis fut accordé, mais le conflit peut ressurgir. Il faut donc régler cette question. Elle fut soulevée par M. Marrane l'an passé et la solution de bon sens qu'est la gratuité de logement fut approuvée par le Conseil par adoption d'un amendement avec l'approbation du ministre. Un amendement allant dans le même sens a été adopté cette année à l'Assemblée nationale. Le Conseil de la République voudra bien reconnaître, dans cet amendement, son enfant en ne se déjugeant pas et voter l'amendement que je présente aujourd'hui, pour joindre sa voix à celle de l'Assemblée nationale, afin que cette question soit équitablement réglée par la gratuité du logement pour ce personnel.

M. le secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. le secrétaire d'Etat. Je voudrais m'excuser auprès de M. Chaintron: j'aurais grande envie de prendre la paternité de cet amendement, si j'avais le droit de le faire. La question a déjà été traitée par moi et résolue dans ce sens. En effet, j'ai déjà plaidé cette cause auprès de M. le secrétaire d'Etat au budget et celui-ci a été favorable aux arguments que vous développez en ce qui concerne la gratuité du logement de ces agents. La commission centrale de contrôle des opérations immobilières est actuellement saisie de la question et je pense que très prochainement nous pourrons obtenir satisfaction.

C'est pourquoi je vous demande de retirer votre amendement.

M. le président. L'amendement est-il retiré ?

M. Chaintron. Avec cette assurance, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 1020.

(*Le chapitre* 1020 *est adopté.*)

« Chap. 1030. — Indemnités des services administratifs et techniques, 142.031.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 1040. — Emissions artistiques. — Artistes et spécialistes sous contrat artistique, 746.707.000 francs. »

Par amendement (n° 13), Mme Devaud propose de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Pezet pour défendre l'amendement.

M. Ernest Pezet. Cet amendement a pour but d'attirer l'attention du Conseil de la République sur la situation des artistes des chœurs.

Comment se pose cette question ? L'administration a eu la pensée, très louable en soi, de réorganiser et de rajeunir les chorales. Quels moyens ont été employés ? D'abord quarante nouveaux choristes ont été engagés; puis il a été procédé au licenciement des choristes supposés insuffisamment aptes, en raison notamment de l'âge, de la capacité physique.

Les organisations professionnelles ont contesté ces licenciements. L'administration a pris une nouvelle décision: 40 choristes ont été rengagés; mais 29 autres ont été soumis à une sorte d'examen, c'est-à-dire à un questionnaire à remplir par les chefs de service et aussi à l'épreuve d'une audition.

Un questionnaire a été, en effet, adressé aux chefs de service pour faire une discrimination. Il portait sur la manière de servir, le rendement, l'aptitude physique, la présentation et la discipline générale.

Sur quoi, les syndicats firent observer que le critère de la valeur professionnelle proprement dite devait être prépondérant et qu'il ne l'avait pas été. Ils demandaient le respect du règlement et notamment de l'article 18, qui traite des défaillances professionnelles et de l'article 21, qui sanctionne les fautes de discipline. Et les syndicats de conclure que les licenciements sont arbitraires et que le règlement a été violé.

Ils contestaient, en outre, l'appréciation de M. le ministre de l'information, à savoir que les artistes âgés et licenciés bénéficieraient de la retraite. Cette affirmation serait fausse, dès lors, paraît-il, que la retraite n'existe que théoriquement et les artistes âgés de soixante-cinq ans ne doivent bénéficier que de l'allocation de la sécurité sociale. Des satisfecit de qualité ont été donnés aux chorales et aux choristes. L'enquête sur les rapports d'écoute a été favorable aux artistes des chœurs.

Par conséquent, il nous a paru souhaitable, par une réduction indicative de 1.000 francs, de demander au Gouvernement, en l'espèce M. le secrétaire d'Etat à l'information, de résoudre cette question selon les vœux exprimés par les syndicats professionnels, porte-parole des choristes dont je viens de parler.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Je demande à M. Pezet de bien vouloir retirer l'amendement de Mme Devaud. L'Assemblée nationale a longuement débattu de ce problème et elle a adopté un amendement de M. Lecanuet pour protester contre le licenciement brutal de membres de la chorale de la radiodiffusion. Votre commission des finances a fait sien l'amendement de M. Lecanuet et l'amendement de Mme Devaud ferait double emploi.

M. Ernest Pezet. Monsieur le rapporteur, si je l'avais su, je n'aurais pas défendu cet amendement. En tout cas, je le retire.

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 1040, au chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 1040 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 1050. — Emissions artistiques. — Collaborations au cachet ou à la vacation, 1.305.657.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 1060. — Emissions artistiques et d'information. — Speakers, 68.252.000 francs. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Sur ce chapitre, votre commission des finances vous propose un abattement de 1.000 francs pour attirer l'attention du Gouvernement sur la situation des speakers. Je reconnais qu'un effort a été fait en leur faveur, mais il est loin des demandes qu'a présentées ce corps, demandes auxquelles, depuis des années, l'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont fait écho.

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur le chapitre 1060 ?...

Je le mets aux voix.

(*Le chapitre* 1060 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 1070. — Emissions d'information. — Personnel permanent. — Collaborations au cachet ou à la vacation, 516.847.000 francs. »

La parole est à M. Pezet.

M. Ernest Pezet. J'ai dit dans la discussion générale tout ce que j'avais à dire sur cette question. M. le ministre a promis de me répondre. J'écoute sa réponse.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le secrétaire d'Etat. J'indique à M. Pezet qu'il y a à la radio, pour les émissions françaises, les émissions à l'étranger, les émissions d'outre-mer, le journal télévisé, environ 200 journalistes contractuels et 50 pigistes permanents.

La situation de ces derniers préoccupe l'administration de la radio et le ministre de l'information. Les crédits demandés au chapitre 1070 démontrent que nous voulons procéder à une réorganisation en licenciant les journalistes contractuels et les pigistes permanents les moins qualifiés et en attribuant leurs emplois aux pigistes permanents les plus qualifiés. Nous voulons ainsi supprimer peu à peu les pigistes permanents.

M. Léo Hamon. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Léo Hamon.

M. Léo Hamon. Je voudrais présenter sur ce chapitre trois brèves observations. La première concerne les informations en langue kabyle et arabe en Afrique du Nord. J'ai enregistré avec satisfaction l'augmentation des crédits qui sont passés de 148 à 208 millions de francs cette année. Mais je voudrais souligner l'intérêt national qui s'attache à ce que nos compatriotes musulmans, qui comprennent l'arabe, le kabyle, mieux que le français, écoutent une radio d'origine française et non d'origine étrangère. Je vous demande, monsieur le secrétaire d'Etat, de suivre très attentivement cette question. Je vous serais aussi reconnaissant d'étudier — ainsi que je l'avais demandé à votre prédécesseur l'année dernière — la possibilité de répandre, en Algérie notamment, des postes récepteurs robustes et simples, pour ondes moyennes, permettant de répondre aux besoins de cette clientèle.

La deuxième observation concerne les émissions vers l'étranger. Je me suis fait l'écho, en 1951 comme en 1952, de doléances que je regrette d'être obligé de renouveler. Dans l'ordre des émissions en langue étrangère, la France occupe le dix-huitième rang parmi les autres nations. Nous n'utilisons même pas le nombre d'heures qui nous est alloué par les conventions internationales, tant il est vrai qu'une singulière fatalité semble attacher la France, en certains domaines, à rester en deçà de ce que le monde attend d'elle. Je n'ignore pas, monsieur le secrétaire d'Etat, que votre département ministériel peut invoquer des justifications et que si vous dépensez plus de 1.800 millions de francs pour les émissions vers l'étranger, vous ne recevrez que 1.500 millions environ des services ministériels qui devraient rembourser le coût de vos émissions.

Ce sera pour nous l'occasion de dénoncer devant le Conseil de la République les errements que nous avons dû relever il

y a quelques jours dans la discussion du budget des postes, télégraphes et téléphones. Chaque fois, au lieu des remboursements qui devraient être effectués par les départements ministériels, véritablement bénéficiaires d'un service donné, c'est le service qui en assure la gestion, qui en conserve la charge, alors que les véritables bénéficiaires en sont exonérés, et ceci qu'il s'agisse des comptes chèques postaux, dans le cas des P. T. T., ou de la radiodiffusion dans le cas de votre département ministériel.

C'est pourquoi, considérant que la radiodiffusion britannique, plus heureuse que vous, reçoit jusqu'à 5 milliards pour les émissions vers l'étranger, je voudrais ajouter ma voix aux doléances que vous articulez vous-même avec beaucoup plus d'autorité, sans doute, afin de réclamer que soient donnés à la radiodiffusion française les moyens de tenir sa place dans le monde.

J'en aurai terminé quand je vous aurai loué d'avoir rétabli la « Tribune de Paris » à une heure normale. Encore voudrais-je vous demander de penser à utiliser ce moyen d'information plus systématiquement — et peut-être plus impartialement qu'il n'est fait parfois — afin que, véritablement, l'ensemble de la nation, par ces discussions, bénéficie d'une information exacte sur les véritables problèmes, ce qui est une condition nécessaire de l'exercice réel de la démocratie.

M. le secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. le secrétaire d'Etat. En quelques mots, je donne à M. Léo Hamon mon entier accord en ce qui concerne les émissions vers l'étranger. Il est évidemment regrettable d'être placé au 18e rang dans ce domaine et nous aurions intérêt à développer ces services. C'est une question de crédits et je suis heureux que le Conseil de la République, tout à l'heure, ait répondu à nos demandes et nous ait donné la possibilité d'augmenter, dans un avenir prochain, les émissions vers l'étranger et vers les pays arabes.

M. le président. Par amendement (n° 1), M. Gaspard, au nom de la commission de la presse, propose de rétablir le crédit voté par l'Assemblée nationale et, en conséquence, d'augmenter la dotation de ce chapitre 10-70 de 20 millions de francs.

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. Mes chers collègues, cet abattement de 20 millions proposé par la commission des finances aurait les graves conséquences suivantes: D'abord, l'augmentation des journalistes de la radio serait très inférieure à celle qui est accordée dans la presse écrite, 14 p. 100, et même très inférieure à l'augmentation pour laquelle la direction générale de la radiodiffusion avait obtenu l'accord des organisations professionnelles, c'est-à-dire 10 p. 100.

Ainsi, l'engagement pris par le Gouvernement vis-à-vis d'une catégorie de ses collaborateurs ne pourrait pas être tenu.

En second lieu, on devrait maintenir au niveau actuel le volume hebdomadaire des programmes d'information de la télévision, c'est-à-dire du journal télévisé. Tout au long des chapitres déjà votés, le Conseil de la République a accordé les crédits de personnels, les crédits techniques et les crédits artistiques indispensables à l'augmentation du volume des programmes de télévision. Pourquoi sacrifier les informations et les reportages de la télévision ? Ce serait injuste et incompréhensible, surtout après la magnifique retransmission du Congrès de Versailles dont j'ai parlé dans mon rapport.

On ne pourrait, enfin, conserver le volume actuel des émissions d'informations en langue arabe diffusées à l'intention des populations musulmanes de Tunisie. Il n'est pas possible que le Conseil de la République s'oppose à l'affirmation plus vigoureuse de la puissance radiophonique française auprès des populations musulmanes de Tunisie à un moment où les passions risquent de se réveiller en Afrique du Nord.

Pour toutes ces raisons, la commission de la presse demande au Conseil de la République le rétablissement des crédits du chapitre 10-70.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Mes chers collègues, l'abattement de 20 millions qui vous était proposé tendait à assurer l'équilibre du budget, compte tenu de la non-augmentation de la taxe que la commission des finances vous avait demandée. Le vote négatif que vous avez émis tout à l'heure nous permet de revoir en détail l'ensemble de ces économies. Nous n'abandonnerons pas toutes les économies que nous vous avions proposées. Certaines s'imposent, nous le dirons, et, le cas échéant, nous demanderons un scrutin sur les propositions de la commission des finances.

Sur ce chapitre 1070, je dois dire que la diminution du crédit ne s'impose pas, mais elle se légitimait parfaitement quand nous nous opposions à l'augmentation de la taxe. Il est certain qu'on ira toujours maintenant, grâce à ce cadeau de 1.500 millions que les auditeurs de la radio vont faire à l'administration dans la voie de la facilité, du moindre effort. Si je réagis parfois contre la sévérité excessive de mon excellent collègue et ami M. Pellenc, quand il s'agit du budget de la radio, je puis dire que, par contre-coup, je suis également épouvanté de la bienveillance qui, je me permets de le lui dire, va parfois jusqu'à la complaisance, du rapporteur de la commission de la presse, mon collègue et ami M. Gaspard.

On nous dit que, sur un budget de 586 millions un abattement de 20 millions aurait pour conséquence d'empêcher l'augmentation de 10 p. 100 des journalistes. C'est une aimable plaisanterie de l'administration dont on s'est fait l'écho. Il y a d'ailleurs dans ce budget un crédit de 10 millions pour « indemnités de licenciement » qui vise l'opération, que nous ne désirons pas voir s'accomplir, pour les pigistes permanents.

Cela tend à bien faire remarquer au Conseil de la République que les économies proposées par la commission des finances étaient parfaitement valables. Nous n'insisterons cependant pas sur ce chapitre et nous nous en remettrons à la sagesse de nos collègues.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?...

M. le secrétaire d'Etat. Je voudrais répondre en deux mots à M. le rapporteur de la commission des finances et à M. le rapporteur de la commission de la presse, qui sont en opposition.

Très sincèrement, je crois qu'il serait sage de rétablir ce crédit, en raison principalement des augmentations que nous allons consentir aux journalistes, car leurs salaires sont alignés sur les salaires de la presse. Je me trouverais devant de grandes difficultés si je ne disposais pas de ce crédit.

M. Chaintron. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Chaintron, pour répondre à M. le ministre.

M. Chaintron. Je voudrais faire observer très brièvement que parfois les crédits ne sont pas utilisés très judicieusement et que, par des contre-ordres, il arrive que se produisent certains gâchis regrettables.

C'est ainsi que, tout à l'heure, mon ami M. Waldeck L'Huillier m'indiquait que des dépenses assez considérables avaient été faites pour mettre sur pied une émission sur les différentes banlieues parisiennes. On avait commencé un premier enregistrement d'essai, le 22 octobre, et on avait choisi pour cela la commune de Gennevilliers.

L'émission se présentait bien, elle était intéressante. Or, le lendemain, méprisant sans doute le travail qui avait été fait, un ordre de la direction de la télévision supprimait l'émission. On se demande quelle fut la raison de ce contre-ordre. En tout cas, il est regrettable que des frais soient engagés pour préparer des émissions qui ne passent pas sur l'antenne.

M. le président. Monsieur Gaspard, maintenez-vous votre amendement ?

M. le rapporteur pour avis. Oui, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 1070, avec la somme de 536.847.000 francs, résultant du vote précédent.

(*Le chapitre 1070 est adopté.*)

M. le président. « Chap. 1080. — Emissions d'information. — Service des relations extérieures, 61.191.000 francs. »

La parole est à M. Pezet.

M. Ernest Pezet. Je voudrais prier M. le secrétaire d'Etat à l'information de me donner un renseignement et, si possible, un apaisement sur la non-application de la loi du 7 février 1953 concernant la réparation du préjudice de carrière subi par des fonctionnaires, à des collaborateurs de la radio affectés aux services extérieurs, qui sont d'origine étrangère.

La loi susdite ne faisait dans son texte aucune discrimination entre les collaborateurs français et étrangers de la radiodiffusion. C'est la circulaire d'application commune au ministère du budget et au secrétariat d'Etat à la fonction publique du 24 avril 1953, parue au *Journal officiel* du 29 avril, qui a créé une distinction préjudiciable à des collaborateurs de qualité. Je suppose que leur dossier n'a pas été soumis à l'examen, parce qu'étant d'origine étrangère ou parce que les intéressés n'ont pas satisfait à temps aux règles prescrites pour l'établissement de leur dossier et pour les divers recours. Je pourrais donner de suggestives indications sur la qualité, les mérites et aussi les préjudices graves des personnes auxquelles s'applique cette discrimination fâcheuse. J'ai là huit cas précis: ce n'est pas l'heure de vous les exposer. Je me borne à déclarer qu'il est injuste d'arguer, pour ne pas appliquer la loi du 7 février dernier, d'une origine étrangère des ayants cause, alors qu'il s'agit de collaborateurs dévoués à la France, qui ont souffert pour elle à cause même de ce dévouement, et dont certains sont depuis longtemps naturalisés. Comment oserait-on vraiment

dénier le droit de bénéficier d'une loi française à des hommes qui, sous Vichy, ont été inquiétés ou qui ont été emprisonnés, ou qui ont été obligés de s'expatrier dans des conditions particulièrement dramatiques pour sauver leur liberté ou leur vie. Leur refuser le bénéfice d'une loi française serait véritablement d'une ingratitude et d'une injustice morale dont on devrait rougir.

Les dossiers de ces collaborateurs ont été déposés depuis longtemps. Je voudrais savoir ceci: sans que les intéressés se voient opposer une forclusion, dont la responsabilité ne leur incombe pas, leurs dossiers seront-ils examinés par la commission spéciale dont il m'a été dit que le président était M. Ferrat, conseiller d'Etat, ancien secrétaire général du ministère des postes, télégraphes et téléphones. Je veux espérer que cette commission obtiendra du département du budget et de celui de la fonction publique que la discrimination, nullement prévue, encore moins voulue par le législateur de février dernier, mais qui figure dans la circulaire d'application, soit abrogée et que soient réparés les préjudices de carrière de ces collaborateurs des émissions extérieures, qui le méritent et par leur valeur, et par les risques courus et les souffrances endurées, comme aussi par les services patriotiques par eux rendus pendant la guerre et sous l'occupation ennemie.

M. le secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. le secrétaire d'Etat. La réponse est oui. En effet, les dossiers auxquels a fait allusion M. Pezet seront examinés par une commission présidée par un conseiller d'Etat qui, je le pense, pourra faire connaître rapidement le résultat de ses travaux.

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 10-80 au chiffre de la commission.

(*Le chapitre 10-80 est adopté.*)

M. le président. « Chap. 1090. — Emissions d'information. — Indemnités pour travaux supplémentaires, 12.400.000 francs. » (*Adopté.*)

« Chap. 1100. — Indemnités résidentielles, 489.959.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 1110. — Contribution à la constitution des pensions de retraite du personnel titulaire, 293.000.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 1120. — Couverture de mesures diverses en faveur du personnel, 50.030.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 1130. — Versement forfaitaire de 5 et 3 p. 100 institué en remplacement de l'impôt cédulaire, 255.080.000 francs. » — (*Adopté.*)

Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

« Chap. 2000. — Dépenses d'entretien et de fonctionnement des services, 241.528.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 3010. — Matériel d'entretien technique et frais d'exploitation du réseau, 1.940.089.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 3020. — Emissions artistiques. — Dépenses de matériel, 285.035.000 francs. »

Par amendement (n° 2), M. Gaspard, au nom de la commission de la presse, propose de rétablir le crédit voté par l'Assemblée nationale et, en conséquence, d'augmenter la dotation de ce chapitre de 20 millions de francs.

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. Mes chers collègues, je vous demande de rétablir le crédit initial, car l'abattement opéré par la commission des finances aboutit à supprimer pratiquement le crédit supplémentaire prévu pour développer les relations entre la radiodiffusion et la télévision, d'une part, la presse et les auditeurs, d'autre part.

C'est là le service nouveau dont nous entretenait M. le secrétaire d'Etat à l'information tout à l'heure. C'est la première fois que l'on envisage de développer des sondages scientifiques et systématiques pour renseigner la radiodiffusion-télévision sur les réactions et les goûts du public. Elle lui permettrait de mettre au point des programmes mieux adaptés à ceux-ci.

C'est aussi la première fois qu'il est prévu de faire participer la radiodiffusion-télévision au plus grand nombre possible de foires et d'expositions en province pour mieux informer le public sur ses réalisations et ses projets, ainsi que pour recueillir les doléances et suggestions de celui-ci.

Enfin, le moment est venu de fournir aux journaux de province une documentation plus complète et plus vivante sur le contenu des programmes de la radiodiffusion française.

Le Gouvernement ne demande que 25 millions. Un tel abattement de 20 millions risque de ruiner pratiquement diverses initiatives très heureuses et consacrer le fossé existant entre la radiodiffusion et le public.

M. Georges Laffargue. Très bien !

M. le président. Quel est l'avis de la commission des finances ?

M. le rapporteur. La commission est un peu sceptique quant au bien-fondé de ces initiatives. C'est la première fois que M. le secrétaire d'Etat à l'information inscrit un crédit à ce titre. Si j'ai bien compris les explications qui m'ont été données, ce crédit doit servir pour la plus grande partie — les deux tiers — à rembourser l'institut national de la statistique des sondages qu'il aura effectué dans l'opinion publique sur la valeur de telle ou telle émission.

Reste à savoir alors ce que valent ces sondages. Certains se sont révélés fondés, mais nous ne pouvons pas oublier que certains gallup ont été cruellement démentis par les faits. Avec cet immense clavier dont dispose la télévision et la radiodiffusion française, les millions d'auditeurs qu'elle possède, est-elle vraiment réduite à ces sondages effectués par un institut dont les résultats sont plus ou moins contestables ?

C'est la question que s'était posée votre commission des finances. Elle n'avait du reste pas supprimé la totalité du crédit. Le crédit primitif était de l'ordre de 28 millions. Elle l'a diminué de 20 millions, c'est-à-dire qu'en gros elle en a laissé un tiers.

Je serai content d'écouter les explications que M. le secrétaire d'Etat ne manquera pas de nous fournir sur ses projets en ce domaine, sur le fonctionnement de ces sondages, de savoir quel résultat il compte en attendre et, suivant ces explications, je pourrai donner l'avis définitif de la commission.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat. Je m'excuse d'allonger les débats de l'assemblée, mais on m'a demandé des explications et je dois les fournir. Dans le même domaine, la British Broadcasting Corporation dispose de l'équivalent de 80 millions de francs, qui lui servent pour améliorer les relations entre la radiodiffusion et les auditeurs.

En effet, de quoi s'agit-il ? Il s'agit de procéder à des sondages d'opinion publique en ce qui concerne le choix des programmes et les heures d'émission. C'est là une pratique adoptée par toutes les radios étrangères. Seule la radio française est, en quelque sorte, une voix sans oreilles et elle est la seule dans ce cas.

On ne peut pas demander à chaque auditeur de consacrer un timbre-poste pour envoyer ses critiques et suggestions à la radio. Il est indispensable d'instituer ces sondages permanents et réguliers de l'opinion publique pour orienter les programmes de la radio française et surtout pour ramener une grande partie des auditeurs à l'écoute de la radiodiffusion française. Aujourd'hui un trop grand nombre d'auditeurs s'évade vers les stations périphériques. C'est surtout pour éviter cela que nous demandons des crédits pour améliorer les relations entre les auditeurs et les services de la radiodiffusion-télévision française.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je ne suis pas insensible aux explications de M. le secrétaire d'Etat. L'exemple de la radiodiffusion britannique vient à propos. J'eusse aimé qu'on le suivit aussi en ce qui concerne la taxe, car celle-ci arrive à faire des miracles avec une taxe de 1.000 francs. C'est un exemple à méditer, mon cher secrétaire d'Etat, croyez-moi. Cela dit, vous aurez peut-être des surprises avec votre institut de statistique. Mais enfin, je ne veux pas vous boucher les oreilles et je ne m'oppose pas au relèvement de crédit demandé par la commission de la presse.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement, accepté par la commission.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 30-20, avec la somme de 305.035.000 francs résultant du vote de l'amendement de M. Gaspard.

(*Le chapitre 30-20, avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Chap. 30-30. — Emissions d'information. — Dépenses de matériel, 197.350.000 francs. »

Par amendement (n° 3), M. Gaspard, au nom de la commission de la presse, propose de rétablir le crédit voté par l'Assemblée nationale et, en conséquence, d'augmenter la dotation de ce chapitre de 50 millions de francs. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. La commission des finances a procédé à un abattement de 50 millions pour manifester son désaccord sur une augmentation de la dotation, égale à 90 p. 100, de ce chapitre. Il est exact que, de 1953 à 1954, les crédits du chapitre 30-30 sont en augmentation de 90 p. 100, soit en plus 117 millions, mais on oublie de signaler que 44 millions proviennent d'un virement du chapitre 30-20 au chapitre 30-30. L'augmentation réelle est ainsi ramenée de 117 millions à 73 millions, soi 56 p. 100 et non 90 p. 100, par rapport au budget de 1953.

Ces 73 millions se décomposent à leur tour en: 23 millions de rajustements inévitables des tarifs des conventions avec les

agences de presse; 50 millions de conventions nouvelles pour améliorer le journal télévisé et assurer la retransmission des manifestations sportives que les auditeurs et que les spectateurs demandent et contre l'absence desquelles ils protestent.

Ces diverses mesures sont absolument indispensables et c'est ce qui a amené votre commission de la presse à demander le rétablissement du crédit voté par l'Assemblée nationale.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission des finances s'oppose au rétablissement de ce crédit, à la somme votée par l'Assemblée nationale. On nous signale, en effet, que, dans l'augmentation de 117 millions sur le crédit de l'an dernier figure une somme de 43.800.000 francs correspondant à un transfert au chapitre 30-30 du chapitre 30-20. Malheureusement, ce dernier est lui-même en augmentation cette année de 81 millions, ce qui fait que, malgré le transfert, l'augmentation totale reste la même.

Vous avez ici la preuve du danger de s'engager dans la voie de la facilité, que j'ai signalé tout à l'heure. On trouvera toujours des raisons pour justifier toutes les augmentations, mais il n'y a pas de doute que si nous persistons dans cette voie, nous risquons de nous trouver, l'année prochaine, devant une nouvelle augmentation, alors que les programmes d'infrastructure seront à cette époque encore sacrifiés.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat. Je rappellerai simplement, comme je l'ai déjà fait, qu'une partie de l'augmentation de ces crédits va nous permettre d'acheter des droits de diffusion des programmes sportifs. Une question très importante est soulevée à ce sujet.

La plupart des propriétaires de terrains sportifs — sociétés, particuliers — s'opposent à la retransmission sur les ondes des spectacles sportifs, prétextant qu'il s'agit de spectacles dont nous devons leur laisser l'exclusivité. En outre, il s'agit de savoir si nous devons également diffuser le spectacle du tour de France, bien qu'il se déroule sur la voie publique.

Il n'en reste pas moins que, s'il s'agit de spectacles se déroulant dans une enceinte fermée, que ce soient des matchs de football, de combats de boxe ou d'autres manifestations sportives, l'accès nous en est interdit.

Si l'on veut une télévision vivante, intéressante pour les jeunes, il est indispensable d'y faire figurer des programmes sportifs.

C'est la raison pour laquelle je demande le rétablissement du crédit initial.

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur l'amendement accepté par le Gouvernement, repoussé par la commission des finances ?...

Je le mets aux voix.

(*Après une épreuve à main levée déclarée douteuse par le bureau, le Conseil, par assis et levé, adopte l'amendement.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 3030, avec la somme de 247 millions 350.000 francs résultant du vote de l'amendement de M. Gaspard.

(*Le chapitre* 3030, *avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Chap. 3040. — Loyers et indemnités de réquisition, 66.036.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 3050. — Achat et entretien du matériel automobile, 65.029.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 3060. — Droits d'auteurs et industrie du disque, 501.922.000 francs. » —

Par amendement (n° 4), M. Gaspard, au nom de la commission de la presse, propose de rétablir le crédit voté par l'Assemblée nationale et, en conséquence, d'augmenter la dotation de ce chapitre de 39 millions de francs.

Cet amendement est la conséquence du vote de l'amendement rétablissant l'article 6.

La commission est certainement d'accord.

M. le rapporteur. Oui, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement de M. Gaspard.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 3060, avec le chiffre de 540.922.000 francs.

(*Le chapitre* 3060, *avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Chap. 3070. — Frais de réception et de représentation, 2.500.000 francs. (*Adopté.*)

« Chap. 3080. — Mécanographie des centres de la redevance, 53.970.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 3090. — Travaux de gros entretien sur les locaux appartenant à la radiodiffusion-télévision française, 30 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 3100. — Frais de déplacement et de mission. — Transport du personnel, 147.507.000 francs. »

Par amendement (n° 5), M. Gaspard au nom de la commission de la presse propose de rétablir le crédit voté par l'Assemblée nationale et, en conséquence, d'augmenter la dotation de ce chapitre de 20 millions de francs.

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. Mes chers collègues, pour défendre le rétablissement des crédits prévus à ce chapitre, je veux rappeler que c'est une tradition constante de limiter au maximum les dépenses résultant des déplacements et des missions, et votre commission des finances a cru devoir opérer un abattement de 20 millions sur ce chapitre.

Cela veut dire que la relève du personnel en service dans les territoires d'outre-mer ne pourra avoir lieu comme prévu, alors que l'année 1954 constitue justement une année de rapatriement massif.

Cela veut dire que le contrôle des déclarations de postes récepteurs et la lutte contre les parasites industriels qui gênent la réception des programmes ne pourront pas être maintenus à leur niveau actuel.

Cela veut dire que le nombre et l'importance des reportages devront être réduits.

Il est facile de dire à la radio que le relèvement des tarifs de la Société nationale des chemins de fer français ne doit pas entraîner de dépenses supplémentaires pour le transport du personnel. Il est facile de dire à la radio que le rajustement général des frais de mission et de déplacements doit être compensé par une diminution du nombre des missions et des déplacements. En définitive, c'est l'auditeur qui en est victime, puisqu'il y a diminution de la qualité du service rendu.

La commission de la presse n'est pas de cet avis et elle demande le rétablissement d'un crédit parfaitement justifié.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission des finances accepte, avec beaucoup de septicisme, la justification de ce crédit. Etant donné que la taxe est relevée, nous n'insisterons pas, tout en étant très inquiets de voir, chapitre après chapitre, que les crédits du ministère de la radiodiffusion sont en augmentation pour des dépenses plus ou moins contestables.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets l'amendement aux voix.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 3100, avec le chiffre de 167.507 000 francs, résultant du vote de l'amendement.

(*Le chapitre* 3100, *avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Chap. 3110. — Remboursements à diverses administrations, 734.066.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 3120. — Frais d'études, 15 millions de francs. » — (*Adopté.*)

Charges sociales.

« Chap. 4000. — Prestations et versements obligatoires, 764.199.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 4010. — Prestations et versements facultatifs, 13.194.000 francs. »

Par amendement (n° 12), M. Chaintron et les membres du groupe communiste proposent de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Chaintron

M. Chaintron. Cette réduction tend à demander à M. le ministre de revaloriser les crédits sociaux consacrés aux cantines et aux colonies de vacances, aux enfants du personnel de la radiodiffusion-télévision française.

Les crédits alloués à ce titre ont été réduits de moitié depuis 1949, alors que, dans le même temps, les crédits de personnel sont passés de 3 milliards à plus de 5 milliards par suite de l'augmentation numérique de ce personnel. Pour un personnel plus nombreux, les crédits de cantine passent de 16 millions à 7 millions. Or, ces caisses permettent au personnel gagnant entre 20 et 30.000 francs par mois de s'assurer un repas substantiel.

D'autre part, la colonie de vacances est menacée. On a dû, en 1953, refuser à des enfants le bénéfice de deux mois de vacances au grand air. C'est pourquoi nous vous demandons de rétablir ces crédits sociaux à leur montant de 1949, soit 24 millions au lieu de 13 millions.

La commission de la presse et de la radio de l'Assemblée nationale et l'Assemblée nationale elle-même ont été d'accord pour demander l'augmentation de ce crédit. Le Conseil de la République voudra sans doute, par le vote de notre amendement, s'associer à cette recommandation faite au ministre de revaloriser ces crédits sociaux.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte l'amendement.

M. Georges Laffargue. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Georges Laffargue, contre l'amendement.

M. Georges Laffargue. Je voudrais demander à mes collègues, s'ils veulent bien m'entendre, de voter systématiquement contre tous ces amendements.

Il y a des règles qui s'instituent au sein des assemblées qui font qu'un certain parti ne cherche pas à proposer des solutions aux problèmes budgétaires, mais simplement à présenter un cahier de revendications syndicales. Le budget n'est pas fait pour cela! (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. Primet. C'est absolument ridicule!

M. Chaintron. M. Laffargue est pourvu!

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement, accepté par la commission.

(*Après une première épreuve à main levée, déclarée douteuse par le bureau, le Conseil de la République, par assis et levé, décide de ne pas adopter l'amendement.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 4010, au chiffre de la commission.

(*Le chapitre 4010 est adopté.*)

Dépenses diverses.

M. le président. « Chap. 6000. — Frais judiciaires. — Accidents du travail. — Indemnités ou rentes pour dommages causés à des tiers, 8 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 6010. — Service médical, 2 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 6020. — Conférences et organismes internationaux, 14.441.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 6030. — Participation à divers organismes d'outremer, 5 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 6040. — Frais de recouvrement à domicile de la redevance et frais de poursuites. » — (Mémoire.)

« Chap. 6050. — Emploi de fonds provenant de dons et legs ou recettes affectées. » — (Mémoire.)

« Chap. 6060. — Dépenses des exercices clos. » — (Mémoire.)

« Chap. 6070. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance. » — (Mémoire.)

« Chap. 6080 — Financement des travaux d'équipement, 2.126 millions de francs. »

Par amendement (n° 6), M. Gaspard, au nom de la commission de la presse, propose de rétablir le crédit voté par l'Assemblée nationale et, en conséquence, d'augmenter la dotation de ce chapitre de 350 millions de francs. »

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. Mes chers collègues, j'en arrive à la présentation de l'amendement qui intéresse la Maison de la radio.

Rapporteur l'an dernier, comme cette année, au nom de la commission de la presse, du projet de budget de la radiodiffusion-télévision française pour l'exercice 1953, j'avais notamment déclaré: « Enfin, un projet vieux de plus de quinze ans va être réalisé en permettant de centraliser tous les services éparpillés dans la capitale.

« Il s'agit de la Maison de la radio dont la réalisation sera due à la compréhension des élus de la Ville de Paris, que l'on ne saurait trop remercier d'avoir offert à la radiodiffusion-télévision française un terrain magnifiquement situé sur les bords de la Seine. »

Acceptée par votre commission des finances, la proposition d'ouverture des crédits a été approuvée par notre Assemblée.

Conformément à ce que le Gouvernement avait demandé dans un exposé très détaillé figurant au projet de budget de cet exercice, le vote du Conseil de la République, conforme sur ce point à celui de l'Assemblée nationale, a ouvert au Gouvernement 5.500 millions d'autorisations de programme et les crédits de payement nécessaires pour acquitter la première moitié du prix du terrain.

La radiodiffusion-télévision française qui doit faire face à ces investissements avec ses seules ressources avait, en effet, décidé avec l'administration préfectorale de payer en deux fractions d'égal montant — en 1953 et 1954 — le prix d'acquisition du terrain et les frais accessoires, soit au total 650 millions environ.

L'acte d'acquisition du terrain cédé par la Ville de Paris a été passé le 18 mai dernier. Il prévoit que le payement des 620 millions, prix net, aura lieu, comme je l'ai dit, en deux fractions égales, la première devant être versée dès l'accomplissement complet des diverses formalités hypothécaires.

Ces formalités ayant été terminées en octobre, la radiodiffusion-télévision française a versé à la Ville de Paris, suivant mandat n° 4493 du 21 octobre 1953, émis sur les crédits du chapitre 6080, article 1er, chapitre actuellement en discussion, la somme de 315.503.561 francs, représentant, à concurrence de 310 millions, 50 p. 100 du prix convenu et, à concurrence de 5.503.561 francs, les intérêts courus du 18 mai au 31 octobre.

Ainsi, nous nous trouvons en présence d'une opération définitive, engagée à la suite d'une autorisation sans équivoque donnée par le Parlement. L'Etat a pris envers la Ville un engagement formel dans des conditions parfaitement régulières. Allons-nous, aujourd'hui, l'obliger à renier sa signature ?

Je faisais tout à l'heure appel au sérieux de cette assemblée. Je renouvelle cet appel à l'occasion de la Maison de la radio de Paris. La radiotélévision française, dûment autorisée par le Parlement a acquis un terrain dans des conditions dont la régularité est hors de doute. Je renvoie ceux de mes collègues qui en douteraient aux déclarations du préfet.

La radiotélévision a ensuite organisé un grand concours auquel ont participé plusieurs dizaines d'architectes pris parmi les meilleurs spécialistes français et la publicité donnée à cette opération a été telle que de grands architectes français établis à l'étranger ont concouru. Le lauréat a été proclamé, des prix ont été distribués. Le public a défilé devant les maquettes exposées au palais de Chaillot. Des instruction ont été données pour que soient préparés les plans définitifs et les premiers marchés. Toute une procédure régulièrement lancée, j'y insiste à nouveau, a été engagée.

Allons-nous aujourd'hui arrêter toute cette affaire sous le prétexte de réaliser une économie allant à l'encontre de la volonté exprimée par l'Assemblée nationale de voir la redevance radiotéléphonique être utilisée pour rendre un meilleur service à l'auditeur et non pour financer la télévision ?

Au surplus, l'idée d'une Maison de la radio n'est pas nouvelle. Sa nécessité a été proclamée par des hommes comme notre collègue M. Pellenc au temps où il était l'éminent directeur de la radio que j'ai connu. Elle s'impose aujourd'hui avec plus de force en raison des développements mêmes de la technique radiophonique.

L'administration de la radio-télévision est actuellement dispersée dans vingt-deux immeubles ou fractions d'immeubles à travers Paris. Ses services de production ne sont pas au contact des services des programmes. Certains studios sont, en raison de l'encombrement des rues de Paris, à peu près inaccessibles en voiture. Cette situation n'existe dans aucune radio d'Europe. Des pays comme l'Allemagne, infiniment plus dévastés que la France, ont reconstruit par priorité des maisons de la radio. La Tchécoslovaquie a inauguré voici plus d'un an une magnifique maison de la radio. Allons-nous rester en arrière ? Allons-nous continuer à obliger notre radio à vivre dans des locaux dont certains méritent la qualification de soupente ? Allons-nous continuer à soustraire à l'habitat des locaux qui doivent normalement lui revenir ?

Accepterons-nous de consacrer comme définitive l'existence à la radio-télévision française de 22 standards téléphoniques, de 22 concierges, d'une soixantaine de cyclistes qui tournent en rond à travers Paris et dont les courses hasardeuses sont parfois responsables de ces incidents techniques dont se plaint, à juste titre, l'auditeur qui paye la taxe.

Je n'ai pas encore trouvé un de mes collègues qui ne soit convaincu de donner à la radio-télévision française une Maison de la radio et un statut.

Alors que nous sommes sur le point d'aboutir, alors que nous avons même abouti, allons-nous dans un geste irréfléchi lui retirer cette Maison, instrument indispensable à son développement et à son rayonnement ? (*Applaudisssments.*)

M. Pellenc. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Pellenc, contre l'amendement.

M. Pellenc. Mesdames, messieurs, je suis au nombre des collègues de M. Gaspard qui ne pensent pas que, dans les circonstances actuelles, la réalisation de cette maison de la radiodiffusion s'impose dès l'année 1954. Cependant, comme le disait notre collègue Gaspard, il y a quinze ans, alors que j'étais directeur de ce service, j'ai en effet préconisé comme une nécessité le regroupement de tous les services de la radiodiffusion dans un immeuble unique, comme en Allemagne, en Angleterre et d'autres pays.

Seulement, voyez-vous, ce qu'oublie peut-être notre collègue M. Gaspard, c'est que, depuis, une calamité s'est abattue sur notre pays, la guerre, et que les maisons de la radio étrangère ne se sont pas construites depuis la guerre, elles l'étaient avant.

A l'heure présente, avons-nous véritablement 6.500 millions à dépenser pour un édifice somptuaire, et un édifice installé de surcroît sur un terrain au bord de la Seine, fouillé par les infiltrations et présentant toutes sortes d'aléas du point de vue de la construction — ce qui est d'ailleurs signalé par la ville de Paris ? La radiodiffusion a d'ailleurs déjà acheté, moyennant 60 millions, un autre terrain dont M. le ministre nous a dit tout à l'heure que l'on interdit de construire dessus; on aurait pu s'en apercevoir avant l'acquisition! Cela montre le sérieux de l'opération.

Celle qu'on nous propose ne l'est peut-être pas plus. Dans ces conditions, il ne me paraît pas désirable d'accélérer la réalisation de cet immeuble.

Nous avons voté la taxe. L'affectation de son produit à la radio assure, en tout état de cause, à celle-ci, ses 350 millions. J'estime qu'il y a une meilleure utilisation possible de cette somme. Puisque la justification que l'on a donnée, tout à l'heure, pour obtenir le vote de l'augmentation de la taxe, était qu'il fallait accélérer le plus possible le développement de la télévision, dans les circonstances actuelles, c'est à la télévision qu'il faut à mon sens consacrer tout naturellement ces 350 millions.

On a souvent dit, ici, que les auditeurs demandaient la Maison de la radio. Or, les auditeurs sont, pour une bonne part, des Français qui habitent dans des chambres d'hôtel ou dans des baraquements, parce qu'ils sont sinistrés.

M. Abel-Durand. Vous exagérez!

M. Pellenc. En tout cas, c'est la situation d'un certain nombre d'entre eux. Interrogez-les ceux-là — puisque M. le ministre a demandé des crédits pour assurer des liaisons plus étroites avec les auditeurs et organiser des referendums — et dites-leur: Moyennant les deux paquets de cigarettes, dont parlait tout à l'heure notre collègue Laffargue, que nous allons tous nous engager à apporter au budget de la radiodiffusion, préférez-vous que les 6.500 millions auxquels ils vont correspondre, pendant les années qui viennent, soient affectés au développement du relogement et de la reconstruction dont nous avons appris, l'une de ces dernières nuits, qu'elle ne pouvait être poursuivie avec tout le rythme désirable, ou, au contraire, à la commodité du logement et du rassemblement des services de la radiodiffusion dans cette Maison de la radio.

Faites ce referendum et si véritablement on souscrit à l'emploi qu'envisagent les services de la radiodiffusion française, je m'inclinerai. Mais je demande à M. le ministre, puisque, en tout état de cause, il dispose de ces 350 millions, de ne rien engager de définitif dans ce sens avant de s'être assuré de la meilleure utilisation qui peut être faite de ces fonds.

M. le secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le secrétaire d'Etat. Je m'excuse d'être obligé d'intervenir, mais vous comprendrez que le débat est arrivé à un point vraiment important, puisqu'il s'agit de la Maison de la radiodiffusion.

Ainsi que je l'ai dit tout à l'heure, le Parlement a voté l'an dernier des autorisations de programme pour la Maison de la radiodiffusion. Au surplus nous n'entendons pas, en demandant le rétablissement du crédit voté par l'Assemblée nationale, construire cette année la Maison de la radiodiffusion. Il s'agit d'abord de payer le terrain, ainsi que je m'y suis engagé par un contrat intervenu entre la ville de Paris et moi-même, le 18 mai 1953.

M. le rapporteur. La ville de Paris est toute prête à vous dégager de vos obligations.

M. le secrétaire d'Etat. Je n'entends pas être dégagé de mes obligations par la ville de Paris. J'admets que la ville en serait peut-être très satisfaite, mais j'estime que la radiodiffusion française a intérêt à acquérir ce terrain. Commençons donc par acheter ce terrain, nous verrons ensuite quant à la construction.

Vous pouvez estimer, en effet, que la construction doit être remise, je me garderai bien de peser sur les décisions du Conseil de la République.

Me rapprochant des arguments de M. Gaspard, j'indiquerai simplement que c'est une œuvre intéressante. On ne peut pas continuer à vivre en meublé, comme nous le faisons, à occuper des appartements qui pourraient être remis à la disposition de locataires nécessiteux: vingt-deux immeubles dans Paris, des services dispersés, des standards téléphoniques à droite et à gauche! La plupart des pays étrangers ont construit leur maison de la radio et certains, malgré les ruines de la guerre, l'ont construite par priorité.

Il appartiendra au Conseil de savoir si cette maison est nécessaire. Cependant, sur les chiffres que l'on a avancés, certaines rectifications doivent être apportées. On a cité le chiffre de 6 milliards de francs. Il s'agit, pour le terrain et les bâtiments, de 4 milliards, le coût du terrain s'inscrivant pour près de 700 millions, et 2 milliards devant être consacrés aux équipement techniques de la Maison de la radio. Même si on ne la construit pas, on sera obligé de consacrer ces 2 milliards au renouvellement du matériel technique. Il s'agit donc de ramener à une proportion beaucoup plus modeste ce crédit, c'est-à-dire de 6 milliards à 4 milliards.

Au surplus, je ne veux pas peser, ainsi que je l'ai déjà dit, sur la décision du Conseil de la République. Il lui appartient, malgré les engagements qu'il a pris, malgré les autorisations de programme qu'il a votées, de prendre une décision dans la plénitude de sa souveraineté.

Mais il serait sage de rétablir les crédits pour l'achat des terrains afin que je puisse faire face aux engagements que j'ai pris, aux termes desquels, au cours de l'année 1954, je dois payer 350 millions. Je vous demande de rétablir ce crédit.

Si le Conseil de la République entend différer la construction de la Maison de la radio, il peut manifester cette intention non pas en annulant les crédits destinés au payement du terrain, mais en réduisant ceux relatifs aux premiers travaux à entreprendre.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je dois répondre sur cette question importante à M. le ministre et déclarer que la commission des finances demandera un scrutin public car l'affaire est sérieuse.

A M. Abel-Durand qui m'a interpellé tout à l'heure — c'est maintenant une habitude d'interpeller les rapporteurs (*Mouvements divers*) — j'indique la raison pour laquelle je me suis rallié et j'ai rapporté ici en toute conscience et en toute sérénité l'avis de la commission des finances demandant que la taxe ne soit pas augmentée.

C'est qu'en n'accordant pas l'augmentation de la taxe, j'avais la certitude que nous empêcherions une des plus grandes bêtises — à mon point de vue — si nous donnions à la radiodiffusion française l'occasion de poursuivre l'aventure dans laquelle elle est présentement engagée.

La construction de la Maison de la radio avait été envisagée — M. le rapporteur pour avis le disait tout à l'heure — il y a quinze ans. M. Gazier nous en parlait ici il y a quatre ou cinq ans. Mais elle était conçue d'après des normes qui ne correspondent absolument plus aux besoins réels des maisons de télévision et de radiodiffusion. L'opération, envisagée actuellement, de l'ordre de 6 milliards, aura essentiellement pour but de regrouper les bureaux et de loger les administrations de l'avenue Friedland. Elle sera réalisée dans un quartier de Paris où j'estime que la maison de la radiodiffusion sera mal placée; elle coûtera très cher et l'on s'apercevra que la France ne dispose pas de la maison de la radiodiffusion dont elle a besoin.

J'en viens à l'examen des tranches de ces dépenses. Six milliards avaient été prévus, on parle maintenant de huit milliards. Je reprends les chiffres qui ont été donnés à la tribune tout à l'heure par M. le secrétaire d'Etat à l'information. Il est parfaitement exact que la ville de Paris avait accepté la cession de ce terrain, mais il n'est pas moins exact que présentement la ville de Paris demande de rentrer en possession de ce terrain et qu'elle est prête à rembourser à M. le ministre de l'information le payement qui a été fait.

Il n'est pas certain du reste que M. le secrétaire d'Etat à l'information ne se trouve dans quelques jours en face de la difficulté qu'il a déjà rencontrée à Sèvres. En effet, il ne faut pas oublier qu'à l'origine de ce différend nous voyons une erreur de l'administration de la radiodiffusion: c'est celle de Sèvres. Vous devez rétrocéder vos terrains, puisque la commission de la protection des sites s'est opposée à la construction.

En ce qui concerne la maison de la radio, le ministère de l'éducation nationale à qui avaient été dévolu ces terrains pour la création de stades, n'a pas été consulté. C'est en se fondant sur cette absence de consultation du ministre de l'éducation nationale, que le conseil municipal de Paris avait demandé qu'on revise le bail qui avait été signé dans des conditions peut-être irrégulières.

Je n'entre pas dans le détail de l'acquisition du terrain. Mais, puisque l'on parle de concours et de marchés, je déclare qu'il faut en rester là alors qu'il en est temps encore d'autant que la construction de cette maison nous coûtera très cher, sans nous rendre les services qu'on en attend.

Certes, il est désagréable de penser que les studios parisiens sont dispersés dans plusieurs immeubles. Quand votre maison de la radio sera construite et que vous y aurez logé vos services, vous aurez encore vos studios de la place Rodin, vos studios de télévision des Buttes-Chaumont, vos studios de la rue Cognacq-Jay, etc. Vous n'opérerez pas le véritable regroupement dont vous nous parlez.

Nous nous trouvons, une fois de plus — et j'aurai fait mon devoir en le signalant au Conseil de la République — en face d'une solution de facilité. Votre commission des finances aurait voulu l'éviter. Elle aura le regret, sans doute, de constater que la facilité est aujourd'hui une tentation terrible et que le Conseil de la République, à son tour, y cédera. Nous aurons fait notre devoir, en tout cas, en le signalant.

M. Abel-Durand. Je demande la parole pour répondre à M. le rapporteur.

M. le président. La parole est à M. Abel-Durand.

M. Abel-Durand. Je ne sais si l'on peut considérer le fait de se soustraire à un contrat que l'on a signé comme une solution de facilité. (*Très bien!*)

M. le rapporteur. Si, quand les deux parties sont d'accord!

M. Abel-Durand. Il est possible que la ville de Paris désire reprendre possession de ce terrain. Mais, jusqu'à plus ample informé, le Conseil de la République, en présence de ce contrat signé en vertu d'un engagement qu'il a autorisé, doit donner à celui qui l'a signé le moyen de faire face à ses obligations. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. Georges Laffargue. Très bien!

M. Abel-Durand. Je ne suis pas expert en matière de radiodiffusion, ni de studios, et j'ignore tout de l'organisation de ces services. Mais ce que je sais, c'est qu'un contrat a été signé en vertu d'autorisations données par le Parlement.

M. le rapporteur. Nous ne sommes pas un tribunal, mais un Parlement!

M. Abel-Durand. Le Parlement ne peut pas, avec une pareille légèreté, sur simple observation présentée ici, déclarer que ce contrat n'a plus aucune valeur, alors que nous ne possédons, sur le fond même du problème, aucun autre renseignement que les indications contradictoires qui nous sont données.

Un contrat est signé; je ne peux pas refuser les moyens de l'exécuter.

M. le rapporteur. Pour le terrain de Sèvres, des contrats sont également signés, monsieur Abel-Durand!

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets l'amendement aux voix.

Je suis saisi de deux demandes de scrutin présentées, l'une par la commission des finances, l'autre par la commission de la presse, de la radio et du cinéma.

Le scrutin est ouvert.

(*Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.*)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre de votants	314
Majorité absolue	158
Pour l'adoption	218
Contre	96

Le Conseil de la République a adopté.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 60-80 au chiffre de 2.476 millions de francs résultant de l'adoption de l'amendement.

(*Le chapitre* 60-80, *avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Chap. 60-90. — Versement au fonds de réserve. » — (Mémoire.)

Ce chapitre est réservé jusqu'à la fin de la discussion de l'état.

« Chap. 6100. — Versement au budget général. » — (Mémoire.)

« Chap. 6110. — Remboursement des avances reçues du Trésor en couverture des déficits d'exploitation. » — (Mémoire.)

« Chap. 6120. — Dépenses diverses et accidentelles. » — (Mémoire.)

« Chap. 6130. — Participation de la radiodiffusion-télévision française à des entreprises annexes. » — (Mémoire.)

2e Section. — DEPENSES D'EQUIPEMENT

Titre V. — Investissements exécutés par l'Etat

Transports, communications et télécommunications.

« Chap. 53-10. — Equipement de la radiodiffusion dans la métropole, 833.500.000 francs. »

Par amendement (n° 16) M. Gaspard, au nom de la commission de la presse, propose de rétablir le crédit voté par l'Assemblée nationale et en conséquence d'augmenter la dotation de ce chapitre de 350 millions de francs.

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. Mes chers collègues. Il s'agit d'un rétablissement automatique de crédit du fait que les autres amendements ont été adoptés.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 53-10 avec le chiffre de 1.183.500.000 francs résultant du vote de cet amendement.

(*Le chapitre* 53-10, *avec ce chiffre, est adopté.*)

« Chap. 53-20. — Equipement de la télévision dans la métropole, 1.099 millions de francs. »

Par amendement (n° 14 rectifié), MM. Estève et Le Bot proposent de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Estève.

M. Estève. Mes chers collègues, j'ai déposé avec M. Le Bot un amendement qui a pour objet d'obtenir de M. le ministre des informations précises sur le plan éventuel de l'infrastructure de la télévision et l'ordre de son exécution.

Si mes renseignements sont exacts et après avoir consulté divers documents, je ne vois rien qui puisse faire penser que la région de l'Ouest soit susceptible, dans un avenir plus ou moins prochain, de bénéficier de ces progrès et de cette nouvelle conquête de la science. J'entends parler de construction de réseaux hertziens vers le Nord, l'Est et le Sud de la capitale, mais dans tout cela, que deviennent les départements de la région de l'Ouest et le centre de Rennes ?

Dans son substantiel rapport, M. Debû-Bridel rappelait l'intervention de M. le ministre devant la commission des finances soulignant que le développement de la télévision était fonction de celui de son infrastructure et que le plan prévoyait la couverture du territoire à 95 p. 100 en quatre ans. Il serait utile de connaître en outre la fraction de 5 p. 100 du territoire restant en dehors du circuit et quelles sont les raisons de cette situation.

En résumé, monsieur le ministre, pouvez-vous nous donner approximativement la date à laquelle les régions de Bretagne pourront voir la mise en service du poste émetteur de Rennes. (*Applaudissements.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?...

M. le rapporteur. La commission n'a pas eu à délibérer sur cet amendement. L'exposé qui vient de nous en être fait me semble assez fondé. Nous nous en remettons à la sagesse du Conseil.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat. Je crois que l'on a demandé en effet quelques explications de ma part; il faut que je les donne.

Il m'est très difficile de préciser d'une façon très exacte, la date à laquelle seront construits les différents émetteurs car, en effet, pour construire un émetteur, il faut d'abord procéder aux mesures de champ, les emplacements qui ont été automatiquement choisis jusqu'à ce jour ne sont pas, hélas, certainement les meilleurs.

Je cite un exemple: en vertu du plan de Stockholm, nous devons établir un émetteur à Guebwiller. Il résulte des études qui ont été faites que l'emplacement de l'émetteur de Guebwiller, bien qu'il soit à l'endroit le plus haut, n'est pas le meilleur point. Ce n'est que lorsque l'on a procédé à des essais de gammes longues que l'on peut construire d'une façon exacte l'émetteur. En conséquence, les emplacements indiqués sont des emplacements théoriques qui pourront être revus quand on aura procédé à des études techniques.

Je dois dire que l'établissement des différents émetteurs dépend aussi des liaisons hertziennes. Les liaisons hertziennes ne dépendent pas uniquement du ministère de l'information. Certaines doivent être établies par les services des postes, télégraphes et téléphones qui doivent eux-mêmes assurer les liaisons entre les différents centres d'émetteurs, le ministère de l'information n'étant chargé que des liaisons entre les émetteurs secondaires.

Vous posez la question du réseau de l'Ouest et, principalement, de la Bretagne. Les observations que je viens de présenter restent valables également pour l'établissement de ce réseau.

Je sais qu'un certain émoi s'était manifesté quand on a cru que la ville de Rennes serait ouverte au trente-troisième rang. En effet, c'est une indication qui a été portée à ma connaissance. Mais j'en ai fait justice. Je ne sais d'où elle avait été tirée. Rien dans le plan de mon administration ne permettrait de penser que l'émetteur de Rennes serait construit à ce rang

Ce qu'il y a de certain, c'est qu'à l'heure présente, les mesures de champ dans les départements de l'Ouest seront faites en 1954. C'est alors que les camions iront déterminer dans l'Ouest quels sont les meilleurs emplacements disponibles pour les émetteurs principaux et pour les émetteurs secondaires.

Cette liaison faite par les postes, télégraphes et téléphones, Rennes, Nantes et Vannes, pourront être mises aussitôt en chantier. Les émetteurs seront ouverts à partir de 1954, mais dès que les mesures de champ auront été effectuées, dès que les meilleurs emplacements possibles de ces émetteurs auront été déterminés. Dès que la question de liaison avec les postes, télégraphes et téléphones sera réglée, les émetteurs seront mis en service. Certains seront ouverts en 1955 très probablement, sans que je puisse prendre un engagement précis à ce sujet.

M. Estève. Je remercie M. le ministre et je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 53-20 avec le chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 53-20 *est adopté.*)

Investissements hors de la métropole.

M. le président. « Chap. 58-10. — Equipement de la radiodiffusion d'outre-mer, 193.500.000 francs. » — (*Adopté.*)

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1er et de l'état A avec le chiffre de 13.784.854.000 francs, résultant des votes émis sur les chapitres.

(*L'article* 1er, *avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Art. 2. — Il est accordé au président du conseil, au titre des dépenses d'équipement imputables sur le budget annexe de la radiodiffusion-télévision française, pour l'exercice 1954, des autorisations de programme s'élevant à la somme de 3.159.498.000 francs, et réparties par service et par chapitre, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

« Les autorisations de programme prévues au présent article seront couvertes tant par les crédits de payement ouverts par la présente loi que par des crédits de payement à ouvrir sur les exercices ultérieurs. »

L'article 2 est réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état B annexé.

Je donne lecture de cet état:

Radiodiffusion-télévision française.

« Chap. 53-10. — Equipement de la radiodiffusion dans la métropole:

« Montant des autorisations de programme, 829 millions 498.000 francs. »

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 53-10.

(*Le chapitre* 53-10 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 53-20. — Equipement de la télévision dans la métropole, 2.005 millions de francs. »

Par voie d'amendement n° 15, M. Bousch propose de réduire de 1.000 francs l'autorisation de programme de ce chapitre.

La parole est à M. Bousch.

M. Jean-Eric Bousch. Mes chers collègues, cet amendement a pour objet d'attirer l'attention du Gouvernement sur la nécessité de réaliser, dans les plus brefs délais, l'aménagement d'un réseau lorrain de télévision susceptible de répondre aux exigences particulières du département de la Moselle.

L'émetteur de Strasbourg couvrira l'Alsace, mais laissera la Moselle en dehors de son champ d'action. Or, ce département comporte une population ouvrière très importante; il est le plus peuplé des départements de l'Est.

Certes, actuellement, vos services, monsieur le ministre, étudient l'installation de l'émetteur de Nancy sur les hauteurs de Moivrons. Avec une puissance de 50 kilowatts, il desservira vraisemblablement le chef-lieu du département de la Moselle, mais laissera dans l'ombre toute la région sidérurgique et la région charbonnière. Or, les émissions de Francfort et, tout récemment, celles de Radio-Sarrebruck, poste qui émet sur 819 lignes, couvrent précisément ces régions et sont susceptibles de causer des torts considérables aux intérêts français si des mesures immédiates ne sont pas prises. Il est donc indispensable de réaliser dans le plus bref délai l'aménagement d'un réseau lorrain susceptible de répondre aux exigences particulières de la Moselle. Etant donné l'intérêt capital que présente une couverture effective et totale du département, il est indispensable de ne pas se borner à l'installation d'un seul poste en Lorraine.

Je n'insisterai pas sur ce point. J'attire l'attention de M. le ministre sur le fait que son collègue le ministre des postes, télégraphes et téléphones s'est rendu récemment en Moselle et a constaté la nécessité de la création d'un relai de télévision de la région du bassin houiller de Lorraine, émetteur de faible puissance qui couvrirait le Nord et l'Est du département. Il s'est déclaré prêt à faire réaliser les installations du ressort de son département ministériel.

Par l'amendement que j'ai déposé je voudrais demander à M. le ministre de bien vouloir préciser son point de vue sur la question.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. le secrétaire d'Etat. Je réponds très brièvement. C'est prévu, en 1954, si je réussis à lancer l'emprunt que nous avons émis au cours de cette année. Sur le parcours Paris-Strasbourg, le relai existe dans le sens Paris-Strasbourg. Je donne l'assurance que Nancy sera également fait très rapidement, dès que les emprunts auront été consentis.

M. Georges Laffargue. J'insiste sur le vote de l'amendement de mon collègue M. Bousch.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Jean-Eric Bousch. Il est maintenu, monsieur le président. J'ai l'impression que M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil n'a pas saisi l'intérêt de la question.

M. le secrétaire d'Etat. Mais si !

M. Jean-Eric Bousch. Le cas de Metz n'est pas en cause.

M. le secrétaire d'Etat. Il y a un émetteur qui est prévu pour Metz en 1954.

M. Jean-Eric Bousch. L'émetteur de Metz ne couvrira pas cette région frontière pour laquelle je plaide.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission n'a pas été saisie de l'amendement. Elle s'en remet à la sagesse du Conseil.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Jean-Erich Bousch. Oui, monsieur le président.

M. le président. Je mets l'amendement aux voix.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 53-20, avec la somme de 2.004.999.000 francs.

(*Le chapitre* 53-20, *avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Chap. 58-10. — Equipement de la radiodiffusion d'outre-mer, 325 millions de francs. » — (*Adopté.*)

Je mets aux voix l'article 2, avec la somme de 3.159 millions 497.000 francs, résultant des votes émis sur les chapitres de l'état B.

(*L'article* 2, *avec cette somme, est adopté.*)

M. le président. A l'état A avait été réservé un chapitre 60-90: « Versement au fonds de réserve », qui figurait au projet pour mémoire, mais qui est appelé maintenant avec la somme de 56.854.000 francs.

Je mets aux voix le chapitre 60-90, avec ce chiffre.

(*Le chapitre* 60-90, *avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix l'article 1er avec la somme de 13.784.854.000 francs, résultant des votes émis sur les chapitres de l'état A annexé.

(*L'article* 1er, *avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Art. 3. — Sur les autorisations de programme accordées par l'article 4 de la loi n° 53-61 du 3 février 1953, au titre du budget annexe de la radiodiffusion-télévision française, est définitivement annulée une somme de 1.821 millions de francs applicable aux chapitres ci-après:

« Chap. 53-10. — Equipement de la radiodiffusion dans la métropole. — Programme conditionnel, 869 millions de francs.

« Chap. 53-20. — Equipement de la télévision dans la métropole. — Programme conditionnel, 595 millions de francs.

« Chap. 58-10. — Equipement de la radiodiffusion outre-mer. — Programme conditionnel, 357 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Art. 4. — Il est accordé au président du conseil, au titre du budget annexe de la radiodiffusion-télévision française, des autorisations de programme conditionnelles, d'un montant total de 4.490 millions de francs, réparties par service et par chapitre, conformément à l'état C annexé à la présente loi.

« Ces autorisations de programme demeurent bloquées.

« Dans l'hypothèse où, par des prélèvements sur le fonds de réserve, institué par l'article 6 de la loi n° 49-1032 du 30 juillet 1949, modifié par l'article 3 de la loi n° 51-1507 du 31 décembre 1951, ou par des recettes résultant de mesures nouvelles telles que des emprunts, il serait possible de dégager, en 1954, les ressources nécessaires, des décrets contresignés du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat au budget, pris sur la proposition du secrétaire d'Etat chargé de la radiodiffusion-télévision française, pourront, dans la limite de ces ressources, procéder au déblocage total ou partiel des autorisations de programme visées à l'alinéa précédent et doter, en crédits de payement, les chapitres correspondants. »

L'article 4 est réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état C annexé.

Je donne lecture de cet état:

Radiodiffusion-télévision française.

« Chap. 53-10. — Equipement de la radiodiffusion dans la métropole: autorisation de programme, 245 millions de francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 53-10.

(*Le chapitre* 53-10 *est adopte.*)

M. le président.

« Chap. 53-20. — Equipement de la télévision dans la métropole:

« Autorisation de programme, 2.655 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 58-10. — Equipement de la radiodiffusion d'outre-mer:

« Autorisation de programme, 550 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 58-20. — Equipement de la télévision d'outre-mer: « Autorisation de programme, 1.040 millions de francs. » — (*Adopté.*)

Je mets aux voix l'article 4 avec la somme de 4.490 millions de francs résultant des votes émis sur les chapitres de l'état C. (*L'article 4 est adopté.*)

M. le président. « Art. 5. — Dans la limite du produit provenant des recettes nouvelles visées à l'article précédent et non affecté au financement des autorisations de programme conditionnelles, le président du conseil pourra, en 1954, être autorisé par décret contresigné du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat au budget à engager et à payer les dépenses correspondant à la réalisation d'installations de télévision, autres que celles faisant l'objet du programme conditionnel visé à l'article 4 ci-dessus.

« Les décrets visés à l'alinéa précédent seront soumis à la ratification du Parlement, dans le cadre du projet de budget pour 1955. » — (*Adopté.*)

Je rappelle que l'article 6 a été précédemment adopté et que l'article 7, examiné également, n'a pas été rétabli.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

Conformément à l'article 72 du règlement, il y a lieu de procéder à un scrutin public.

Le scrutin est ouvert.

(*Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.*)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre de votants	295
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République	160
Pour l'adoption	208
Contre	87

Le Conseil de la République a adopté.

Conformément à l'article 57 du règlement, acte est donné de ce que l'ensemble de l'avis a été adopté à la majorité absolue des membres composant le Conseil de la République.

M. le ministre de l'industrie et du commerce qui, demain, préside un conseil interministériel, demande au Conseil de vouloir bien prendre, à la reprise de la séance, le budget de son ministère, ce qui correspond d'ailleurs aux propositions de la commission des finances. (*Assentiment.*)

D'autre part, serait-il exagéré de demander au Conseil de la République que tous les amendements soient déposés le plus tôt possible, sans attendre l'ouverture des débats sur chaque budget?

Restent encore à examiner les budgets de l'industrie et du commerce, des finances et affaires économiques (charges communes), des affaires économiques, le projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor et le projet de loi de finances. Le Conseil de la République désirerait, je pense, en terminer demain soir au plus tard. (*Assentiment.*)

Si donc des amendements doivent être déposés, je serais reconnaissant à leurs auteurs de le faire le plus tôt possible afin que nous ayons une vue de la durée approximative des travaux.

A quelle heure le Conseil entend-il reprendre ses travaux ?

Voix diverses. Vingt et une heures quarante-cinq! Vingt deux heures!

M. le président. Il est entendu que nous interromprons nos travaux à minuit.

M. le rapporteur général. Monsieur le président, il est bien entendu, pour satisfaire au désir exprimé par M. Louvel et pour tenir compte de tout ce qui reste encore à l'avis du Conseil de la République, que nous examinerons ce soir le budget de l'industrie et du commerce et que, s'il est nécessaire de dépasser minuit, nous le ferons.

M. le président. Si nous devions tenir une séance de nuit, nous ne pourrions siéger demain matin, faute de personnel.

M. le rapporteur général. Je demande à l'assemblée de bien vouloir accepter qu'à titre exceptionnel nous ayons séance demain matin, même si nos travaux dépassent minuit, sinon il nous sera impossible de respecter notre programme.

Autrement, je ferai une autre proposition, à savoir d'entreprendre, dès maintenant, la discussion du budget de l'industrie et de la poursuivre jusqu'à ce que nous l'ayons épuisée.

M. le président. Je vous ai donné les raisons pour lesquelles cela n'est pas possible.

M. le rapporteur général. Il me paraît impossible de ne pas terminer ce soir le budget de l'industrie et du commerce. Si nous dépassons un peu minuit, cela n'a peut-être pas tellement d'importance.

M. le président. Evidemment, nous ne sommes pas à cinq minutes près, mais, je le répète, il n'est pas question de siéger toute la nuit, car nous ne pourrions avoir séance demain matin.

A quelle heure le Conseil entend-il reprendre ses travaux ce soir?

Voix nombreuses. Vingt-deux heures!

M. le président. On propose vingt-deux heures.

Il n'y a pas d'opposition ?..

Il en est ainsi décidé.

(*La séance, suspendue à vingt heures quarante minutes, est reprise à vingt-deux heures.*)

M. le président. La séance est reprise.

— 46 —

DEMANDE DE DISCUSSION IMMEDIATE

M. le président. Conformément à l'article 58 du règlement, la commission des finances demande la discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances et des affaires économiques pour l'exercice 1954 (III. — Affaires économiques) (nos 707 et 711, année 1953).

Il va être aussitôt procédé à l'affichage de cette demande de discussion immédiate sur laquelle le Conseil de la République ne pourra être appelé à statuer qu'après l'expiration d'un délai d'une heure.

— 47 —

BUDGET DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE POUR 1954

Adoption d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'industrie et du commerce pour l'exercice 1954 (nos 633 et 679, année 1953).

Avant d'ouvrir la discussion générale, je dois faire connaître au Conseil de la République que j'ai reçu de M. le président du conseil des décrets nommant, en qualité de commissaires du Gouvernement, pour assister M. le ministre de l'industrie et du commerce:

MM. Flaud, directeur général du centre national de la cinématographie;
Blancard, directeur des carburants;
Michaux, chef adjoint au cabinet du ministre;
Fourgous, administrateur civil à la direction du budget;
Verpeaux, administrateur civil à la direction de l'administration générale;
Beullac, ingénieur des ponts et chaussées.

Acte est donné de ces communications.

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur de la commission des finances.

M. Alric, *rapporteur de la commission des finances.* Mes chers collègues, la commission des finances a examiné le budget de l'industrie et du commerce. Vous avez depuis plusieurs jours le rapport entre les mains. Je crois qu'il est assez circonstancié pour qu'il ne soit pas utile de faire aujourd'hui de longs développements à la tribune.

Une fois de plus, depuis que je suis rapporteur de ce budget j'ai l'occasion de me féliciter de voir les dépenses de fonctionnement du ministère diminuer. Il en est de même cette année encore, et il y a une diminution de 127 millions due à des compressions sur le budget de fonctionnement. Si, en effet, on a créé quelques emplois nouveaux, environ 35, il y en a une cinquantaine qui sont supprimés et qui compensent ces créations.

L'année dernière nous avions fait remarquer au chapitre de la direction des mines qu'il n'y avait pas d'organe spécial pour la liaison avec les organismes de la communauté du charbon et de l'acier. L'Assemblée nationale a repris nos observations, mais, après une étude approfondie, elle a considéré que les services de la direction des mines étaient suffisants et je crois que nous pouvons nous ranger à son avis. C'est ce qu'a fait votre commission des finances.

Nous remarquons que le laboratoire central des services chimiques a ses crédits légèrement diminués et, nous nous sommes rangés à l'avis de l'Assemblée nationale, d'ajouter un article 12 pour rétablir certaines ressources à ce laboratoire, en lui permettant de prendre une partie plus importante des redevances que paye l'industrie privée pour les services qu'il lui rend.

Dans le budget, une part importante, qui n'y est que pour mémoire, sera financée par des transferts du budget des finances; il s'agit de la caisse de compensation des combustibles

minéraux solides. Depuis la création de cette caisse, un fait nouveau est intervenu, c'est la communauté du charbon et de l'acier, et nous avons regardé, comme l'a fait l'Assemblée nationale, quelles étaient les conséquences de l'existence de cette communauté sur le fonctionnement de cette caisse. Il est certain que la création du « pool » a permis un peu plus d'approvisionnement en charbon allemand et en charbon belge, la diminution des importations des pays tiers, et aussi une augmentation légère des exportations des charbons allemands.

La conséquence de cet état de choses a été que les subventions aux charbons, aux combustibles solides minéraux importés, sont diminuées cette année, d'une manière importante, de 1.750 millions environ.

On peut espérer que dans les budgets futurs, cette diminution sera encore accrue. La seule inquiétude qu'on peut avoir, c'est de se demander si ceci n'aura pas de répercussion sur le prix de l'acier et si l'efficacité de la production de l'acier permettra de maintenir un prix de revient suffisamment bas.

Dans les dépenses en capital du budget, nous nous apercevons que ce sont surtout des autorisations de programmes passées, qui représentent les principales dépenses. Il y a là en effet 24 milliards pour le bureau de recherches des pétroles, et on ne prévoit que peu d'autorisations de programmes nouveaux, sauf une soixantaine de millions pour le fonds de recherches géologiques.

Ce bureau de recherches des pétroles, qui bénéficiait initialement d'une subvention de près de 5 milliards, a vu celle-ci sensiblement diminuer, puis augmenter à nouveau, mais d'une autre manière. Il nous a semblé qu'il y avait là deux opérations légèrement contradictoires. Nous avons posé à M. le ministre une question, qui est circonstanciée dans le rapport, à laquelle nous espérons qu'il voudra bien répondre.

Le fonds qui permet d'avoir des ressources pour les combustibles liquides est passé cette année dans le budget, alors qu'il figurait autrefois dans un compte spécial du Trésor. Le même fait s'est produit pour beaucoup d'autres fonds. Nous remarquons que ce compte est excédentaire et que ses ressources sont importantes. Vous savez que, dernièrement, on nous a demandé d'ajouter une taxe sur le fuel pour créer un certain équilibre entre la consommation du fuel et celle du charbon. C'est ce que nous avons fait. Il semble que, dans ces conditions, il faudra peut-être surveiller de très près les répercussions de la consommation des deux produits et avoir une politique pour équilibrer la consommation du charbon et la consommation des combustibles liquides.

Du reste, nous avons posé à M. le ministre deux questions sur ce chapitre, l'une en particulier, qui se traduit par une diminution importante de la subvention qu'on accorde à l'usine des schistes d'Autun, subvention qui était de l'ordre d'un demi-milliard, qui nous a semblé bien importante parce qu'elle est accordée depuis un certain temps. Nous ne disons pas qu'il ne faut pas la maintenir, mais nous l'avons réduite de moitié, de façon à obtenir des explications de M. le ministre sur ce qui passe dans cette usine. D'après ses explications, nous jugerons s'il est nécessaire de rétablir le crédit.

Je rappelle aussi, comme je l'ai fait dernièrement à l'occasion du rapport sur le budget des affaires économiques, le rôle du ministère de l'industrie et du commerce sur le commerce extérieur.

Vous savez que nous avons longuement parlé de cette question, il y a quelques jours, et que, du côté de l'industrie, il y a des choses importantes à faire. Je n'en parlerai pas longuement aujourd'hui, d'autant plus que j'ai eu l'occasion de le faire l'année dernière et que vous trouverez cela rappelé dans le rapport.

Nous arrivons maintenant aux investissements dont on parle dans le budget, au sujet de l'énergie. Contrairement à ce qu'on aurait pu espérer, ils sont en augmentation. Vous savez, en effet, que, l'année dernière, on nous avait dit qu'on pourrait probablement diminuer ces investissements du côté de l'énergie, soit d'Electricité de France, soit de Gaz de France ou des Charbonnages de France, en vue de donner un peu plus de facilité aux industries de transformation et à l'agriculture. Il semble que nous n'en soyons pas encore arrivés là et que, cette année encore, nous nous trouvions en présence d'une augmentation des investissements relatifs à l'énergie.

En ce qui concerne les Charbonnages, nous constatons qu'il faut à tout prix, si on veut maintenir un fonctionnement convenable, parvenir à abaisser les prix, afin de pouvoir concurrencer les prix des charbons étrangers, surtout après la création de la communauté du charbon et de l'acier. D'autre part, il y a un problème des débouchés qui est, du reste, lié à celui des prix, en raison de la présence des combustibles liquides.

Dans ces conditions le problème est délicat, c'est, à la fois, un problème de débouchés et un problème de prix de revient.

Du côté de l'électricité, au contraire, il n'y a pas de problème de débouchés. Il est certain que vous trouverez très facilement l'emploi des kilowatts produits et que ces derniers ne sont jamais suffisants. Au contraire, le problème des prix de revient devient critique parce que les investissements sont considérables et que les charges financières deviennent énormes. On peut se demander si nous arriverons à maintenir le prix du kilowatt suffisamment bas et si nous ne serons pas encore obligés de l'augmenter.

En conclusion générale de cette politique de l'énergie — et mes collègues des autres commissions techniques s'appesantiront davantage sur ce problème — on peut dire que, si nous recevons de nombreuses explications de détail, les explications sur la politique générale semblent être insuffisantes et que la coordination générale manque quelque peu.

Nous demandons à M. le ministre si, en plus des explications que nous trouvons dans les programmes que nous fait communiquer la direction du plan, nous ne pouvons pas espérer avoir un jour, par le ministère compétent, un débat ou des explications complètes sur cette politique générale de l'énergie. Vous savez, en effet, qu'il y a constamment des difficultés au sujet de l'importance relative à accorder aux installations hydrauliques et aux installations thermiques, aux combustibles minéraux et aux combustibles liquides. Il faudra examiner ces problèmes dans leur ensemble pour voir l'orientation générale que nous devons adopter.

En conclusion, ce sont surtout des questions que la commission des finances a cru devoir poser à M. le ministre et nous espérons obtenir des explications satisfaisantes.

En fait, nous n'avons pas fait beaucoup de modifications au projet de loi qui nous a été envoyé par l'Assemblée nationale. La principale, comme j'ai eu tout à l'heure l'occasion de le dire, est celle sur l'usine de schistes d'Autun pour avoir des explications; par ailleurs, nous avons disjoint l'article concernant le barrage de Serre-Ponçon parce qu'à la suite du débat qui a lieu dans cette enceinte il n'y a pas encore très longtemps, nous avions décidé qu'on ferait des études assez poussées sur le problème et qu'aucune décision définitive ne serait, en somme, prise avant que ces études soient arrivées à leur terme. Il nous semble que l'article voté par l'Assemblée nationale est en contradiction avec ces idées, puisqu'il demande que le décret d'administration publique soit pris avant une certaine date. Cela semble préjuger le résultat de l'enquête et c'est pour éviter cette décision à priori que nous avons disjoint l'article.

Je ne vois pas autre chose à ajouter. Vous trouverez tous les renseignements complémentaires dans mon rapport.

Sous le bénéfice de ces observations, la commission des finances vous demande de voter le projet qui vous est présenté. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis de la commission de la production industrielle.

M. Jean-Eric Bousch, *rapporteur pour avis de la commission de la production industrielle.* Mes chers collègues, le projet de budget qui vous est présenté comporte, comme l'a déjà fait ressortir votre rapporteur de la commission des finances, outre les dépenses de fonctionnement, les dépenses d'équipement des services civils, dites dépenses en capital, les dépenses relatives au fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés, dites dépenses effectuées sur ressources affectées, et les dépenses d'investissements des industries nationales, sur lesquelles notre président de la commission de la production industrielle vous donnera tout à l'heure un aperçu.

Dans l'ensemble, les effectifs du ministère de l'industrie et du commerce sont, une fois encore, en diminution. Cette compression d'effectifs s'accompagne d'ailleurs d'une diminution des dépenses proposées par rapport à 1953. Celles-ci étaient de 3.506 millions. Cette année, on vous propose 2.927 millions, soit une diminution de 578 millions environ.

Votre commission se plaît à constater l'effort d'économie dans la gestion de ce département ministériel, bien que les 578 millions dont je vous parlais à l'instant ne soient pas entièrement économisés, puisque 386 millions sont transférés au budget des finances (charges communes) et que, d'autre part, 65 millions sont transférés au budget des dépenses en capital. Il n'en reste pas moins vrai qu'il y a un effort de compression dont il faut se féliciter.

A propos des moyens de service, qui sont les frais généraux de ce ministère, nous examinerons rapidement l'action des différentes directions de ce ministère. Comme l'a déjà dit ou écrit votre rapporteur de la commission des finances, nous nous félicitons que la direction des mines et de la sidérurgie ait su faire face aux lourdes tâches et aux tâches nouvelles qui lui incombent, du fait de la mise en vigueur du traité de communauté européenne du charbon et de l'acier, avec des crédits de personnel en diminution.

Votre commission demande simplement à M. le ministre de lui dire si, effectivement, cette direction est suffisamment équipée actuellement pour faire face à toutes ces tâches.

A propos de la direction des industries chimiques, votre commission fait observer que le crédit de 13.278.000 francs prévu l'an dernier pour l'équipement du laboratoire central des services chimiques de l'Etat n'a pas été renouvelé pour 1954. Elle s'est demandée si des économies sur ce poste étaient payantes et si l'industrie chimique, qui prend une place si considérable dans tous les grands pays du monde, méritait de voir son laboratoire privé de moyens d'action. Par ailleurs, elle s'est demandé s'il ne serait pas opportun de doter ce laboratoire de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

A propos de la direction du gaz et de l'électricité, votre commission avait émis le vœu, précédemment, que cette direction soit comprimée en effectifs, la nationalisation devant simplifier ses tâches. Vous avez déclaré à plusieurs reprises, monsieur le ministre, que, tout en voyant ses tâches diminuées, cette direction devait néanmoins préparer les décisions du Gouvernement et l'avis de celui-ci sur les grands projets, avis qui n'était pas forcément celui des grandes entreprises nationales, surtout lorsqu'il s'agit de la rentabilité des projets. Nous en avons pris acte et demandons simplement, monsieur le ministre, comment il se fait que 36 p. 100 des emplois d'ingénieurs soient vacants.

A propos des industries mécaniques, vous le savez, monsieur le ministre, nous avons posé à plusieurs reprises la question des critères qui président à la délivrance des licences d'importation et d'exportation. Votre direction des industries mécaniques, au moins pour le secteur d'activité qui la concerne, émet, au sujet des demandes de licences, des avis déterminants. Les critères d'attribution des licences manquant encore de précision, nous voudrions savoir où en est le projet de réforme du régime d'attribution des licences d'importation qui avait fait l'objet d'un avis du Conseil économique en date du 12 février 1953, en vue de remplacer le régime actuel appliqué depuis le décret du 13 juillet 1949.

J'en viens maintenant, mes chers collègues, aux interventions publiques. Les crédits qui figurent au projet de budget qui vous est présenté sont extrêmement faibles: 22.700.000 francs. Avec des moyens aussi limités, l'action du ministère est extrêmement limitée. Il est vrai qu'au budget des finances, charges communes, figurent les crédits réservés à la compensation des combustibles minéraux solides.

Parmi les subventions prévues, il y a d'abord celle relative au centre national de la cinématographie.

Votre commission observe avec satisfaction que ce chapitre n'est plus doté que des crédits nécessaires à l'organisation du festival de Cannes en 1954, soit 17 millions. Le Gouvernement a donc finalement reconnu le bien-fondé des observations que nous avions présentées à plusieurs reprises. Votre commission avait en effet estimé que le centre national pouvait parfaitement vivre avec les seules ressources de la profession, qui sont d'ailleurs importantes et portent sur plusieurs centaines de millions. Nous demandons toutefois, monsieur le ministre, si ce centre ne profite pas par ailleurs de subventions indirectes par application de l'article 8 de la loi du 23 mai 1951, qui prévoit que le fonds spécial d'aide temporaire à l'industrie cinématographique supporte, sur les ressources qui lui consent la loi du 23 septembre 1948, les dépenses de gestion des institutions d'intérêt professionnel et placées sous l'autorité du centre.

J'en viens maintenant aux observations concernant l'institut national de la propriété industrielle et le bureau international de la Haye. L'institut national de la propriété industrielle a pris en charge, depuis le 1er janvier de l'année dernière, les tâches d'application de la législation sur les brevets d'invention, les marques de fabrique, les dessins et modèles, le registre du commerce, le registre des métiers, qui, jusqu'alors, relevaient du service de la propriété industrielle. En raison de l'accroissement des demandes parvenues à ce service et de l'insuffisance de ses moyens, des retards considérables étaient intervenus dans l'exécution des travaux.

Doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, l'institut national à pu, depuis un an, porter remède à la plupart de ces insuffisances. En ce qui concerne les marques de fabrique et de commerce, le retard, qui était très important, a été sérieusement réduit. Les tables de marque par classe de produits et les tables de déposants sont à jour à la fin de cette année, alors que le retard était de l'ordre de quatre ans. Je dirai même qu'une classification nouvelle a été mise au point, tant en ce qui concerne les brevets que les marques, et les efforts du service ont permis que cette classification soit adoptée, tout au moins à titre de classification secondaire, par tous les pays d'Europe.

Pour les brevets d'invention, 50.000 demandes étaient en instance d'examen au début de 1952. Au 1er avril prochain, le retard sera pratiquement résorbé. Au cours de cette année, l'Institut national aura délivré 44.000 brevets, soit le double du chiffre des brevets délivrés en année normale.

Pour le registre du commerce, je n'aurai malheureusement pas de renseignements très importants à vous communiquer puisqu'un décret du 9 août 1953 a mis en application la réforme attendue depuis longtemps. C'est donc à partir de maintenant que le registre central du commerce sera réorganisé et mis à jour. Les indications que je viens de vous donner font ressortir l'effort accompli par les services de l'institut, depuis sa création. Les résultats obtenus sont la conséquence de son régime administratif et financier, qui donne une plus grande souplesse au fonctionnement. L'autonomie financière était pleinement justifiée pour un organisme dont les tâches et les recettes suivent les fluctuations de l'activité économique générale. Les recettes, bien qu'elles n'aient été relevées que très modérément, ont été suffisantes pour couvrir les dépenses de personnel et de matériel.

En ce qui concerne l'institut international des brevets de la Haye, je n'insisterai pas. Je vous renvoie aux observations qui figurent dans mon rapport et à celles que j'ai déjà exposées l'an dernier à cette tribune.

J'en viens maintenant à l'encouragement à l'artisanat. Celui-ci est doté d'un crédit de 1.200.000 francs, auquel s'ajoutent 250.000 francs pour le centre d'études international de l'artisanat. L'artisanat, qui occupe en France 1.500.000 personnes, est doté de 1.200.000 francs d'encouragement, soit moins de 1 franc par travailleur. Votre commission ne s'est pas arrêtée au caractère infime de cette subvention. Elle a recherché si le régime fiscal applicable à l'artisanat était compatible avec l'évolution économique et technique. En effet, un secteur important de l'artisanat bénéficie d'un statut particulier en vertu de l'article 184 du code général des impôts. L'artisan n'occupant qu'un nombre d'employés limité à un compagnon et un apprenti et vendant principalement le produit de son travail, bénéficie d'un abaissement du taux de la taxe proportionnelle et d'une exonération de la taxe à la production.

Nous nous sommes félicités, lors du vote de la loi de finances pour l'exercice 1953, article 13 de la loi du 7 février 1953, de voir élargie la possibilité pour l'artisan, sans perdre le bénéfice des dispositions de l'article 184, d'employer une main-d'œuvre plus importante, un compagnon supplémentaire et deux apprentis dans certaines conditions.

Nous avons été favorables à l'introduction d'une mesure réclamée depuis longtemps et de nature à accroître la productivité artisanale, à savoir l'emploi de la force motrice, de l'outillage mécanique et la constitution de stocks. Toutefois, monsieur le ministre, notre commission a observé qu'un décret en conseil d'Etat devait fixer les conditions et la limite d'application des dispositions relatives à l'emploi de cette force motrice et de l'outillage mécanique.

Près d'un an après la publication de la loi, le décret n'est pas encore intervenu. Nous souhaitons que ce décret, de si lente élaboration, n'anihile pas, par une interprétation restrictive, les dispositions législatives qui doivent permettre à l'artisanat de moderniser ses installations et de les rendre plus productives.

J'en viens à la caisse de compensation des combustibles minéraux solides, dont la subvention figure au budget des charges communes. De 29 milliards en 1952, les dépenses ont été ramenées à 16 milliards en 1953 et, cette année, l'équilibre de la caisse sera très prochainement atteint.

Nous reviendrons sur cette question et je voudrais simplement demander à M. le ministre de nous indiquer dans sa réponse les incidences de cet équilibre sur la sidérurgie et celles de la mise en vigueur du pool Schuman sur l'approvisionnement de la France en charbon, et les grandes lignes de l'action que vous pouvez encore mener en France nonobstant, précisément, le pool charbon-acier en matière d'approvisionnement et de prix.

L'aide aux entreprises de production et de transport d'énergie électrique est un chapitre, monsieur le ministre, dont nous avions demandé la suppression l'an dernier.

Nous constatons avec satisfaction que le Gouvernement a décidé de cesser en 1954 le payement des annuités prévues en même temps qu'il supprimait d'ailleurs l'obligation pour les intéressés de tout remboursement des avances consenties. Nous nous félicitons de cette décision proposée l'an dernier à l'occasion de l'examen du budget.

J'en viens aux recherches techniques. 10.500.000 francs sont prévus au chapitre 44-91. Votre commission m'a chargé d'exprimer une nouvelle fois ses regrets de la modicité des ressources affectées à nos laboratoires. Nous déplorons l'absence de centralisation des crédits relatifs aux recherches techniques et nous vous demandons selon quel critère sont affectés ces 10.500.000 francs en 1953, à concurrence de 8.500.000 francs au laboratoire hydroélectrique de Toulouse et de 2 millions au laboratoire de recherches de l'école nationale supérieure d'électro-chimie et d'électro-métallurgie de Grenoble.

La coordination entre la recherche fondamentale, la recherche appliquée et la recherche technique est insuffisante et, d'une

manière générale, pas assez proche des réalités de l'entreprise.

Nous avons enfin constaté avec regret, monsieur le ministre, que le déficit des houillères du Sud-Oranais, qui figurait pour 500 millions au budget de 1953, exigeait cette année encore une subvention du même ordre. Cette subvention atteint même 850 millions, si on tient compte de la participation du gouvernement général de l'Algérie. Votre commission a demandé une nouvelle fois si vous envisagiez la réalisation d'un plan industriel et financier permettant de réduire le déficit de ces houillères.

Monsieur le ministre, en ce qui concerne la sécurité sociale dans les mines, j'ai posé dans mon rapport une question sur les répercussions du mode de financement qui est défectueux et qui a pour résultat de soumettre les mineurs et leurs familles à un régime moins favorable que le régime général de la sécurité sociale. Ainsi, depuis l'arrêté du 3 octobre dernier, qui a revalorisé de 20 p. 100 les pensions d'invalidité, les rentes et les pensions de vieillesse du régime général de la sécurité sociale, le plafond desdites pensions est fixé à 182.400 francs, alors que le plafond des pensions des mineurs est maintenu à 153.600 francs. Cette situation est paradoxale, car la profession de mineur nécessite que ceux-ci soient au moins aussi bien traités que les autres travailleurs du régime général. Lors de notre visite à votre cabinet, avec une délégation des représentants des invalides du travail et pensionnés des mines, nous vous avions soumis cette question et nous serions heureux de savoir si cette question a fait l'objet d'une étude de votre part et si vous pouvez déjà nous apporter au moins des indications quant à sa solution.

J'en viens maintenant aux dépenses en capital parmi lesquelles figure en premier celles relatives au bureau de recherches de pétrole. A la suite d'un transfert de 2.300 millions du chapitre 62-00 au chapitre 84-68: « Intensification de la recherche de pétrole », le crédit pour les recherches dont disposera le B. R. P. sera de 3.300 millions de francs. Ce transfert de crédit augmente de 300 millions les crédits prévus. Mais il est certain que le Gouvernement n'a pas pu mettre en route le programme complémentaire de financement de la recherche de pétrole portant sur 1.775 millions, programme que vous aviez élaboré et qui semble être tombé sous le coup des compressions de crédits ramenant à 193 milliards le plafond des dépenses d'investissements des services civils.

Les crédits prévus au chapitre 62-10 afférent aux avances ou subventions aux entreprises de recherches ou de prospection minière sont minimes: 115 millions de crédits de payement et aucune autorisation de programme pour les années ultérieures.

Alors qu'un programme de recherche de 2 milliards environ avait été élaboré par votre ministère en liaison avec le commissariat au plan, les réductions de crédits dont il a été fait état à propos du B. R. P. ont annulé tous les projets orientés vers la recherche ou l'extension de gisements de zinc, plomb, cuivre, amiante et étain.

Pourtant, l'arrêt des importations de métaux ferreux contribuerait pour une part appréciable à limiter le déséquilibre actuel de notre balance des comptes. C'est peut-être une politique à courte vue que de supprimer, par économie, des dépenses d'équipement particulièrement opportunes et rentables.

En ce qui concerne le bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières créé par la loi du 5 août 1953, le crédit de payement de 146 millions est essentiellement destiné à poursuivre les opérations en cours, dont le détail est indiqué dans le projet du Gouvernement. Là encore, l'objectif d'activité envisagé initialement dans le cadre du deuxième plan de modernisation était beaucoup plus important. Des autorisations de programme atteignant 1.500 millions étaient prévues pour les exercices 1954, 1955 et 1956. Là encore, vous n'avez pas pu matérialiser ces programmes, en raison des compressions qui vous ont été imposées, et je vous demande de vouloir bien prévoir, pour les exercices à venir, une dotation plus importante.

En résumé, votre commission regrette de voir l'hypothèque que fait peser sur le développement économique du pays la politique d'économies suivie en matière d'investissements.

En ce qui concerne le fonds de soutien aux hydrocarbures et assimilés, des ressources de l'ordre de 11.268 millions de francs sont prévus. La subvention aux carburants nationaux et aux supercarburants nécessite un crédit de 5.870 millions, dont 2.700 millions pour le soutien à la production de pétrole national, 2.200 millions pour le supercarburant et 800 millions pour l'usine de Liévin. Cette subvention pour le supercarburant est nécessaire, vous le savez, pour combler la différence entre le prix de revient du supercarburant pur et celui du supercarburant ternaire, composé d'essence, de benzol, mais aussi d'alcool, que l'usine de Liévin continue à nécessiter une subvention parce qu'elle produit de l'essence d'avion et qu'il faudra la maintenir aussi longtemps que nos raffineries ne produiront pas une telle essence, c'est-à-dire au plus tôt dans quelques années. Le soutien à la tonne brut de pétrole national sera ramené en 1954 de 8.000 francs à 6.000 francs, grâce à l'amélioration des conditions de production.

En ce qui concerne l'aide à la recherche de pétrole, il est prévu un crédit réduit pour l'exécution des dispositions de l'article 20 de la loi du 6 février 1953. Là encore, nous demandons si des mesures d'ordre plus général, telles que celles prévues aux Etats-Unis: exonération de la surtaxe progressive, exonération de l'impôt sur les sociétés, ne pourraient être accordées aux industriels qui voudraient investir leurs revenus ou profits dans la recherche toujours aléatoire du pétrole.

Je ne parlerai pas de l'usine de schistes bitumineux d'Autun. Je pense que d'autres le feront pour moi. Notre collègue M. de Villoutreys a d'ailleurs déposé un amendement sur ce sujet.

M. le président. Monsieur Bousch, veuillez conclure!

M. le rapporteur pour avis. Il est regrettable que l'industrie française ait juste droit, dans la nuit, à deux heures de discussion, alors que l'on a passé des mois sans rien faire dans cette Assemblée. (*Mouvements.*)

Je n'ai pas la prétention de passer en revue tous les problèmes, au cours de ce bref exposé, ni d'apporter à tous ceux qui ont été évoqués une solution. J'ai voulu seulement appeler l'attention de M. le ministre sur un certain nombre de problèmes pour provoquer ses réponses. Sans vouloir entrer dans le détail, je dois dire en conclusion les inquiétudes de la commission de la production industrielle devant les indices de ralentissement de notre production et de stagnation de l'économie de notre pays, qui lui parviennent de tous les secteurs et qui sont inquiétants: recrudescence du chômage, recrudescence du nombre de demandes d'emplois non satisfaites, fléchissement dans l'accroissement du trafic de la Société nationale des chemins de fer français, fléchissement de l'activité du commerce de détail, baisse des prix due presque uniquement à la mévente, diminution, enfin, de la vitesse de circulation des billets.

Je pourrais vous donner le nombre des chômeurs secourus, en augmentation depuis octobre dernier et depuis 1952. Mais ce qui est plus important encore, c'est le nombre des demandes d'emploi non satisfaites qui marque un accroissement de près de 30.000 unités depuis le 1er octobre et qui dépasse largement celui de l'an dernier.

Le chômage menace un peu partout.

Comme vous le savez, dans les houillères, on ne remplace même pas les partants pour des raisons compréhensibles de compression des effectifs. Si la production de charbon se maintient, c'est grâce aux records que marquent les rendements. Les stocks de charbon atteignent 2 millions de tonnes en produits marchands. La consommation d'électricité n'a presque pas augmenté depuis l'an dernier.

M. le président Je m'excuse d'interrompre M. Bousch, mais je ne prends pas l'engagement que la discussion de ce budget sera terminée à minuit si personne ne respecte les temps de parole.

Il y a encore huit inscrits dans la discussion générale et des amendements viennent à l'instant de me parvenir. Nous ne pourrons pas achever cette discussion en une heure et demie.

En tout cas, je dégage ma responsabilité.

M. le rapporteur pour avis. Je m'excuse, monsieur le président, mais je pense qu'il est tout de même bon que le rapporteur de la production industrielle donne au Conseil, à propos de ce budget, quelques indications sur la situation économique du pays.

M. le président. Je laisse le Conseil juge.

M. le rapporteur pour avis. J'abrège donc mon exposé.

Notre commerce intérieur, en plus du ralentissement général, a subi les conséquences d'un automne très doux. Notre commerce extérieur, malgré les améliorations enregistrées, est toujours déficitaire et nous laisse peu d'espoir en ce qui concerne l'avenir immédiat. La production sidérurgique est en recul très net par rapport à 1952. En résumé la situation est caractérisée — je viens de le dire — par une régression de l'activité dans beaucoup de secteurs, par la stagnation dans d'autres. Les seuls progrès enregistrés concernent le bâtiment et les secteurs du textile et de l'extraction de minerais.

La production industrielle est en régression de près de 5 p. 100 par rapport à 1952. Ce marasme semble en grande partie dû à la disparité de nos prix dont les hausses de 1951 n'ont pas été compensées, ni par l'accroissement de la production ni par les baisses de prix survenues depuis 1952.

Il est paradoxal de voir que la France, pays qui a pris l'initiative de la construction de l'Europe, soit obligée de s'enfermer dans un régime de restriction des importations et d'aide à l'exportation. Pour sortir de ce marasme, aucune solution véritable ne paraît avoir été trouvée par le Gouvernement. Il n'y a pas d'espoir d'une compression sérieuse des charges de l'Etat qui pourrait amener un allégement rapide de la charge qui pèse sur les prix; la réforme fiscale, une fois de plus, paraît bien

compromise. Reste l'augmentation de la production. Mais il semble que les crédits prévus pour cette année n'offrent aucune perspective sérieuse dans ce domaine, surtout que le retard à rattraper est considérable. Il semble que l'on se résigne à s'installer dans le marasme dans l'espoir qu'un événement inattendu fasse repartir notre économie.

En tout cas, cet événement n'est pas inscrit dans les crédits prévus pour les investissements en faveur de la production française de cette année. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Longchambon, président de la commission de la production industrielle.

M. Longchambon, *président et deuxième rapporteur pour avis de la commission de la production industrielle.* Monsieur le président, je tâcherai de faire en sorte que les deux rapporteurs de cette commission n'aient utilisé, au total, que le temps réglementaire de parole auquel ils avaient droit.

Il me reste quatre ou cinq minutes. Cela sera suffisant pour dire, au nom de la commission de la production industrielle, que les investissements prévus dans ce projet de budget sont judicieux parce que nécessaires. Ils représentent un minimum indispensable. Ils correspondent, paraît-il, à une transition entre un plan ancien et un plan nouveau. Le plan ancien, nous ne l'avons jamais beaucoup connu. Le plan nouveau, nous ne le connaissons pas encore. Toutefois, en prenant les opérations une à une, on doit reconnaître leur caractère de nécessité, ce qui, dans une certaine mesure, amoindrit les regrets que nous avons de ne pas les voir incluses dans un plan général.

Néanmoins, la nécessité de ce plan qu'a marquée notre commission des finances est certaine. Si l'on regarde les investissements qui sont décidés pour 1954, on voit les investissements faits dans l'industrie de la houille subir un accroissement marqué par rapport aux années passées. Cela est dû à la constatation que les charbons français, pour l'extraction desquels nous avons fait de gros investissements, s'écoulent mal. C'est en constatant cela que l'on s'oriente vers leur transformation, d'ailleurs judicieuse, mais qui n'a pas été programmée.

Nous trouvons, dans les investissements d'Electricité de France, une part beaucoup plus importante que les années précédentes pour la distribution et la répartition de l'électricité. On y vient parce que l'on constate que des réseaux sont surchargés, que des transformateurs sautent, que des pertes énormes se produisent en ligne. On y vient par nécessité et non pas par un plan réfléchi.

Nous constatons que, chez Gaz de France, un effort est accompli pour utiliser le gaz provenant des cokeries installées dans l'Est. Il y a du gaz, il faut essayer de l'utiliser. On est même en retard pour la pose des feeders par rapport à la production du gaz. C'est une opération judicieuse et nécessaire; elle ne résulte pas non plus d'un programme préalable.

On nous dit que ce programme est en préparation, qu'un nouveau plan nous sera soumis dans le courant de l'année 1954. Espérons-le. S'il fallait en juger par le fascicule qui nous donne le résultat d'ensemble des travaux de la commission de l'énergie, je dirais que, là non plus, nous ne nous trouvons nullement en présence d'un plan gouvernemental marquant une volonté d'instaurer une politique de l'énergie. Nous nous trouvons devant une étude très soigneuse et très judicieuse de la conjoncture, telle qu'elle sera peut-être, et d'investissements échelonnés en fonction de ce que sera cette conjoncture. On suit le mouvement et l'on a même l'impression qu'on souhaite que l'activité économique française ne se développe pas, ce qui éviterait d'avoir à faire des investissements nouveaux dans les industries de base.

Cependant, je citerai un seul chiffre: dans dix ans d'ici, nous devrons avoir doublé notre production d'électricité, c'est-à-dire avoir passé de 40 milliards à 80 milliards de kilowatts-heure. Car nos besoins s'accroissent tous les ans en progression géométrique, et non en progression arithmétique. Cela posera des problèmes d'une importance énorme qu'il faudrait aborder dès maintenant en fonction d'une politique mûrement réfléchie.

Restons en là pour le moment. Nous discuterons ce plan s'il vient en discussion en 1954. Nous discutons seulement ce soir le budget du ministère de l'industrie et du commerce. Certaines modifications nous sont proposées par la commission des finances: un blocage de 60 p. 100 des crédits d'investissement — nous en parlerons demain lors de la discussion du budget des comptes spéciaux — et une réduction de 350 millions portant spécialement sur la subvention aux schistes d'Autun. Votre commission de la production industrielle s'associe à la commission des finances pour demander des explications à M. le ministre sur ce dernier point.

Enfin, la commission des finances a supprimé l'article prévoyant le dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi déclarant d'utilité publique le barrage de Serre-Ponçon. Elle s'est référée pour cela à une proposition de résolution qui a été votée ici et qui n'avait nullement invité le Gouvernement à différer le dépôt de ce projet de loi, mais bien au contraire, dans son article 1er, à en accélérer le dépôt. Dans son article 2, cette proposition invitait le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour régler des formalités administratives préalables à l'exécution des ouvrages.

Donc, votre Assemblée a réclamé le dépôt de ce projet de loi, mais je reconnais bien volontiers qu'il est parfaitement inutile qu'un article de loi impose au Gouvernement le dépôt d'un projet de loi. Ainsi, sur la forme, nous sommes d'accord pour la suppression de cet article. Sur le fond, nous sommes également d'accord pour le dépôt rapide du projet de loi concernant le barrage de Serre-Ponçon. J'ai ainsi terminé mes observations. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Lamousse.

M. Lamousse, *au nom de la commission de la presse, de la radio et du cinéma.* Mesdames, messieurs, la commission de la presse m'a chargé d'intervenir dans ce débat sur la partie de ce budget concernant le cinéma. Il nous a paru utile, en effet, d'appeler votre attention et celle du Gouvernemnt sur l'importance et l'avenir du cinéma français qui peut être, si nous le voulons, à la fois une grande industrie d'exportation et l'un des principaux foyers du rayonnement français dans le monde.

La part du cinéma dans l'ensemble de l'économie nationale est loin d'être négligeable, puisqu'elle représente déjà 40 milliards de francs dont 20 milliards pour la seule production française. Mais il faut surtout tenir compte du fait que nous avons affaire ici à une activité qui est en plein essor et qui est encore loin d'avoir atteint tout son développement.

A l'intérieur de nos frontières. la progression est, il est vrai, assez lente. Elle peut être beaucoup plus rapide si, par une politique intelligente et hardie d'équipement rural, par exemple par la construction de salles de fêtes et la création de foyers ruraux, on amène le cinéma plus près de ceux, qui, jusqu'ici, en sont restés à l'écart.

Par contre, le mouvement ascendant est déjà beaucoup plus marqué en ce qui concerne l'exploitation. C'est ainsi que l'augmentation a été de 18 p. 100 de 1951 à 1952. Pour 1953, nous n'avons pas encore les chiffres, mais l'accroissement sera sensiblement du même ordre. Constatation doublement réconfortante. En effet, nous avons d'abord ici un moyen d'augmenter nos ressources en devises et de rétablir, dans une certaine mesure, l'équilibre de notre balance commerciale.

Je ne veux pas toutefois m'attarder sur cet aspect, à la fois parce qu'il dépasse ma compétence, mais aussi parce qu'il me semble devoir céder le pas à une autre considération. En effet, il ne suffit pas de chanter sa grandeur pour posséder la grandeur, ce serait trop simple et, en vérité, trop facile. Or, depuis quelques années, nous sommes un peu enclins à chanter la grandeur de notre pays dans un monde qui, malheureusement pour nous, ne s'en laisse pas accroire. Dans ce monde, aucune nation ne saurait plus se reposer sur un éclat emprunté aux fastes de son passé. Chacun y pèsera son juste poids et s'y verra placé, souvent malgré lui, à sa juste place.

On aurait tort cependant de croire que ce poids est composé seulement d'éléments matériels, comme le chiffre de la population ou la production de tonnes de fer. Le rayonnement intellectuel est aussi un élément de grandeur, et peut-être le plus durable. Ce royaume, qui fut le nôtre pendant dix siècles, nous est actuellement, vous le savez, âprement disputé. Nous sommes suffisamment armés pour le conserver. Encore devons-nous faire de nos armes un usage intelligent. Le cinéma est une de ces armes, j'aurais scrupule à dire la plus noble, mais je dis sans hésiter la plus efficace. Nos représentants à l'étranger: ambassadeurs, consuls, attachés consulaires sont unanimes sur ce point. Le film français est partout demandé, partout accueilli avec un préjugé favorable, souvent avec un véritable enthousiasme.

Mais si l'on nous fait ainsi confiance à l'étranger, cette confiance nous crée des devoirs: devoirs pour les pouvoirs publics qui doivent repenser tout le problème de l'exportation cinématographique; ce problème ne sera résolu qu'à deux conditions: politique active de crédit, attention vigilante et dévouée des représentants de la France à l'étranger.

Devoirs aussi pour le cinéma français lui-même, qui n'est pas toujours, il faut bien le dire, au niveau de sa mission. Je suis aussi libéral qu'on peut l'être, aussi hostile qu'on peut l'être, à une forme d'art officielle. Mais, se gardant du formalisme vide et de la niaiserie, ne peut-on déplorer qu'un certain pessimisme, un goût du sordide ou de l'érotisme vulgaire inspire trop souvent nos auteurs de films? La première règle, disait Molière, est de plaire. Mais ne saurait-on plaire sans se complaire dans la dégradation de l'homme?

N'êtes-vous frappé, comme moi, du nombre trop limité de programmes qui constituent un spectacle de famille, qui verse au cœur la joie et la confiance? Après les sombres années qu'elle a vécues, cette génération réclame à la fois un délassement et une évasion et surtout une raison de croire à quelque chose, au moins d'espérer qu'elle ne sera pas inutile.

Souvent on ne lui offre à l'écran que l'apologie du mal ou du désespoir. Sans doute les pouvoirs publics ne sauraient diriger la production cinématographique, ce n'est pas leur rôle. Au moins peuvent-ils rappeler au producteur, par un bon usage de la loi d'aide, que le monde contient autre chose que l'immondice et le cœur autre chose que l'ignominie.

M. Jean Berthoin, *rapporteur général de la commission des finances.* Très bien!

M. Lamousse. Toutefois, pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de modifier la structure officielle, si je puis dire, du cinéma français. Le centre national de la cinématographique créé par la loi du 27 octobre 1946 est un organisme hybride, puisque c'est un établissement public chargé de remplir des tâches, dont certaines sont normalement du ressort de l'administration, comme par exemple l'élaboration des lois, règlements et décisions, l'autre du ressort de la profession, comme par exemple le contrôle des recettes. Ce caractère hybride ouvre la voie à de nombreuses critiques, tant de la part de la profession qui juge le centre trop gouvernemental, que de l'administration qui le juge trop près de la profession.

Si l'on suit l'évolution du budget du centre en ce qui concerne la participation de l'Etat, on constate que cette participation est tombée de 38 p. 100 en 1947, à 2 p. 100 en 1953. Cet effacement de l'Etat, dans une direction d'intérêt économique et national, ne saurait se perpétuer sans mettre en cause l'indépendance des fonctionnaires du centre.

Pour sortir de cette situation, une réforme doit être envisagée, qui consisterait à créer, au ministère de l'industrie et du commerce, une direction ministérielle chargée des industries cinématographiques. Les fonctionnaires qui appartiendraient à cette direction seraient entièrement rétribués par l'Etat. Ils jouiraient donc de cette indépendance absolue qui est la sauvegarde de leur dignité et qui est, plus encore, la condition indispensable de la bonne marche d'un service public. Le centre subsisterait alors sous la forme d'un organisme purement professionnel, contrôlé par l'administration et chargé de certaines tâches limitées, mais précises, telles que la gestion du fonds d'aide et le contrôle des recettes

Vous avez pu constater, au chapitre 36-51, une réduction d un million sur la subvention versée par l'Etat au festival de Cannes. Cette subvention, qui se trouve ainsi ramenée à 17 millions, fait piètre figure à côté des 220 millions que reçoit le festival de Sao Paulo, des 80 millions du festival du Punto del Este et des 70 millions du festival de Venise. Malgré la modicité de ces ressources, notre festival a jusqu'ici égalé et, sur bien des points, dépassé le prestige du festival de Venise. (*Très bien* !) Je ne veux pas citer de noms à cette tribune, mais nous devons tous rendre hommage aux organisateurs qui ont su faire, comme il arrive souvent dans ce pays, de très grandes choses avec de très petits moyens. Toutefois, il ne faut pas indéfiniment compter sur le miracle. Au moment où un peu partout dans le monde se multiplient les festivals, où de nombreux gouvernements étrangers s'efforcent ainsi d'attirer à eux l'attention du monde du cinéma en consacrant à cet effort de propagande des moyens considérables, la France ne doit pas se laisser distancer.

Nous ne demandons pas pour cette année une modification du budget, mais il est nécessaire d'envisager pour l'an prochain une augmentation de la subvention. M. Alric vient de me dire que la commission des finances donnait son accord au principe d'une augmentation de cette subvention pour le prochain budget.

Si l'on s'en tient au seul point de vue financier, l'opération est avantageuse pour le Trésor. J'ai ici les chiffres, je pourrais vous les citer, mais je ne veux pas le faire pour ne pas allonger le débat. Qu'il me suffise de dire que l'Etat encaisse, grâce au festival, par des taxes diverses, une somme plusieurs fois supérieure au montant de la subvention. J'ajoute que la plupart des dépenses sont faites par des étrangers porteurs de devises fortes.

Mais, là encore, l'argument financier doit céder le pas à l'argument du prestige et du rayonnement français. Au reste, puisque l'un et l'autre s'accordent au lieu de se combattre, nous aurons, au moins une fois, cette allégresse de ne pas nous heurter aux scrupules de la rue de Rivoli, qui sont aussi les nôtres.

Enfin, je voudrais dire, en terminant, un mot de la question du double programme. Le décret-loi du 21 août à suscité une certaine émotion dans les milieux cinématographiques. J'ai recueilli à ce sujet les réserves, voire les critiques, d'assez nombreux organismes. C'est ainsi que le syndicat des producteurs français de films éducatifs, documentaires et de court métrages, a publié un assez long manifeste dans lequel il affirme que l'application du décret paralysera l'industrie du court-métrage et qu'elle risquera de compromettre l'économie de toute la production française.

Il m'a semblé, après un examen attentif du texte, que les craintes exprimées à ce sujet, étaient le plus souvent exagérées. En effet, le décret du 21 août 1953, dénommé par erreur « décret relatif au double programme » n'a pas pour objet le retour à la double « programmation », telle qu'elle existait avant guerre — deux grands films récents dans le même programme.

Ce décret a simplement pour objet de lever les contraintes que la loi du 26 octobre 1940 faisait peser sur les premières parties en en limitant la composition et l'importance. Pratiquement, les exploitants ne pouvaient jusqu'ici passer, en première partie, que des actualités et quelquefois un court métrage.

Le nouveau texte permet aux exploitants, sans limitation de métrage, d'introduire dans les premières parties un, deux ou même plusieurs courts métrages, ainsi que de vieux films de longs métrages amortis — ayant plus de dix ans. L'application que le Gouvernement entend faire de ce texte doit permettre, de façon progressive et sans heurt, un allongement sensible de la durée des programmes cinématographiques dont il a été constaté que c'était un des facteurs essentiels qui pouvaient ramener la clientèle dans les salles de spectacle.

Il importe que cet allongement soit réalisé simultanément pour une partie des exploitants par la reprise de vieux films en première partie et, pour le reste des exploitants, par le passage de plusieurs courts métrages. Toute autre formule aurait pour conséquence l'envahissement des premières parties par de vieux films de qualité médiocre et risquerait de porter atteinte à l'industrie du court métrage français. Il faut donc que le Gouvernement ne délivre de renouvellement de visa pour les films de plus de dix ans qu'aux œuvres de qualité et essentiellement aux œuvres françaises. Une politique extrêmement prudente doit donc être suivie sur le plan du renouvellement des visas de censure.

Ainsi, le décret du 21 août ne saurait être jugé d'avance, être qualifié d'avance de favorable ou de néfaste. Tout dépend de l'application qui en sera faite.

M. Jean-Marie Louvel, *ministre de l'industrie et du commerce.* Merci !

M. Lamousse. Si on l'applique avec intelligence, il peut permettre un nouvel essor à la fois du court métrage et de toute la production française. Aussi nous refusons-nous à frapper dès maintenant ce texte d'anathème. Nous attendons de voir. Nous attendons le Gouvernement à ses œuvres, et nous avons assez confiance dans l'intelligence et la compétence du ministre et de ses collaborateurs pour être dès aujourd'hui persuadés que ce texte sera appliqué pour le plus grand bien du cinéma français.

Telles sont, mes chers collègues, les remarques modestes que votre commission m'a chargé de vous présenter. Nous ne demandons ni une modification du budget, ni un abattement à titre indicatif. Nous n'avons d'autre dessein que de donner au Gouvernement quelques conseils pour orienter son action en matière de cinéma. Nous espérons qu'il les retiendra, que le cinéma français s'en trouvera bien, que la France enfin y gagnera les richesses matérielles dont elle a grand besoin et surtout les richesses morales dont elle ne saurait se passer sans renier son génie. (*Applaudissements à gauche et sur divers bancs au centre et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. Hamon.

M. Léo Hamon. Mes chers collègues, j'ai conscience de manquer à toutes les traditions parlementaires en revenant à la tribune deux fois dans la même journée, dans deux débats différents. Cette conscience serait accablante si je n'avais le sentiment que nous manquons nous-mêmes aux exigences d'une bonne méthode parlementaire par la manière dont nous sont présentés les budgets, dont nous ne sommes pas responsables, et par la vitesse d'éclair avec laquelle nous examinons les textes les plus différents. (*Très bien!*) C'est pourquoi je me mets sous la protection de votre bienveillance pour ce manque courant d'usage dont je ne suis pas responsable.

Je ne parlerai du reste que sur la question du cinéma et les observations si pertinentes de M. Lamousse me permettront d'être bref. Aussi bien, de longs débats ont-ils eu lieu au moment de la discussion de la loi d'aide. Je me garderai de rappeler ce qui a été dit alors et c'est uniquement ce qui s'est passé depuis que je voudrais consacrer ces observations enfermées dans le temps règlementaire.

Ma première observation sera, monsieur le ministre, pour vous demander où en est la question des investissements étrangers en France. Nous avons appris par la presse corporative — *Le Film français* de ce matin — que les accords franco-américains sont en bonne voie, ce qui serait de nature à nous réjouir si l'annonce de ces accords n'était assortie d'un certain nombre d'indications inquiétantes. On écrit qu'un montant de 250.000 dollars seulement serait débloqué pour financer le lancement des plans français aux Etats-Unis, alors qu'en fait 720.000 dollars auraient déjà été transférés aux Etats-Unis. Des licences

supplémentaires seraient consenties à des distributeurs américains.

Si ces renseignements étaient exacts, on s'acheminerait ainsi vers l'établissement des libertés de mouvements des capitaux qui se produiraient au profit de producteurs de films américains, sans avoir égard à la disproportion, cependant lourde, entre les exportations du film français aux Etats-Unis, d'une part, et les importations en France de films américains, d'autre part, les recettes faites chez nous par le film américain étant de quatre milliards, alors que les recettes du film français aux Etats-Unis ne sont que de 80 millions.

Aussi vous demanderai-je, monsieur le ministre, de bien vouloir nous donner l'assurance que les déblocages de recettes réalisés par des producteurs étrangers, importateurs de films étrangers en France, seront, dans une proportion prépondérante, essentiellement réservés à des investissements faits en France dans l'intérêt du cinéma français.

J'espère d'autant plus de vous une position ferme à cet égard que quelqu'un dont il est désagréable de parler en bien en sa présence, M. le directeur du centre du cinéma, s'est déjà vu reprocher par une certaine presse étrangère son intransigeance même dans la défense du cinéma français. Pour ma part — et je ne suis certainement pas le seul à penser ainsi dans cette salle — je tiens pour première vertu d'un fonctionnaire français son énergie dans la défense de la production française. (*Applaudissements.*)

Ma deuxième observation portera sur la politique du perfectionnement technique. Le film, l'industrie cinématographique sont en pleine révolution et la capacité d'adaptation du cinéma français à des techniques nouvelles qui commencent déjà à paraître sur nos écrans, techniques nouvelles dont la possession conditionnera de plus en plus la compétition internationale, la capacité du film français, dis-je, est conditionnée par la mise à sa disposition des perfectionnements techniques, dans de bonnes conditions. Des inventions françaises, des recherches françaises, là comme en tant d'autres domaines, notamment à propos de l'*hypergonar* ont permis d'envisager la réalisation de certaines lentilles à des conditions de prix parfaitement accessibles.

Mais ici encore se manifestent des concurrences étrangères, même lorsque les citoyens d'outre-atlantique qui dirigent les exploitations en cause portent cependant des noms typiquement français. Je vous demande, monsieur le ministre, de nous donner l'assurance que l'aide du Gouvernement sera particulièrement assurée aux firmes productrices françaises qui permettront aux producteurs français d'obtenir un équipement véritablement moderne par les soins de l'industrie française.

Ma troisième observation portera sur le double programme. M. Lamousse a tout à l'heure défendu le décret du 21 août. Ce décret est comme la langue d'Esope, on peut y trouver le pire; espérons qu'on y trouvera le bon. Car — plus inquiet que M. Lamousse — j'avoue être préoccupé par cet allongement de durée; préoccupé, monsieur le ministre, parce que l'accroissement de la durée du spectacle et de la quantité des images projetées risquent fort de se traduire par un abaissement de la qualité; et ce alors surtout que, par une tendance qui a des raisons toutes commerciales, on assiste déjà à la prolongation des entractes, destinée à assurer de plus grandes recettes sur de quelconques « esquimaux » et autres produits qui concurrencent en fait aussi la projection des images.

Donc, abaissement de la qualité par une espèce de surcharge du spectateur et, d'autre part, risque très grand de coupures dans les films qui seront projetés; je n'ai pas besoin d'insister auprès de nos collègues, représentant des départements ruraux; nombreuses sont les bourgades dans lesquelles il n'y a par semaine que deux ou trois jours de projection cinématographique, comportant notamment deux séances dans la journée du dimanche, en sorte qu'il n'est pas possible d'étirer la durée de chaque représentation autant qu'on le voudrait; en sorte qu'à partir du moment où le deuxième programme est autorisé, et devient, en fait, commercialement obligatoire, par l'effet d'une concurrence obligatoire, on risquerait de voir des films coupés, abrégés, privés par là-même de leur authenticité esthétique, donnant l'illusion d'un double programme rentable, alors qu'on n'aurait plus, en fait, que deux séries amputées d'images.

Enfin et surtout, sur cette question, je voudrais, plus fermement encore que M. Lamousse — et je souligne volontairement la nuance, persuadé de ne pas le contrarier ce faisant — donner l'alarme sur les périls du court métrage. Le court métrage a fait l'objet de plusieurs dispositions particulièrement favorables dans la loi d'aide au cinéma et je crois savoir, monsieur le ministre, que vous êtes vous-même extrêmement favorable. Je voudrais donc vous rendre attentif à l'inquiétude qui s'est emparée de la profession, inquiétude que vous ne pouvez pas ne pas connaître. Il lui est apparu que le court métrage était menacé à partir du moment où le double programme était permis, où deux grands films pouvaient être projetés, tenant nécessairement toute la durée de la représentation; la logique de la concurrence commerciale imposant pratiquement, je le répète, l'usage de cette faculté, le court métrage risque fort en effet de se voir fermer bon nombre de débouchés. Or — vous l'avez dit lors de la discussion de la loi d'aide au cinéma et j'aime à croire que vous le pensez toujours — le court métrage est un instrument de culture de qualité, demain peut-être il sera une nourriture de choix pour la télévision. C'est un genre cinématographique qui a sa valeur propre comme la nouvelle est un genre littéraire qui a sa valeur intrinsèque — un genre dans lequel la France a d'ailleurs remporté de grands succès — et c'est enfin, pour ces jeunes producteurs, pour lesquels le travail est plus rare que le talent, un banc d'essai qu'il faudrait se garder de compromettre.

M. le ministre de l'industrie et du commerce. Tout à fait d'accord !

M. Léo Hamon. Evoquant la déclaration de ce groupe de producteurs que vous connaissez certainement, monsieur le ministre, le groupe des trente défenseurs du court métrage, qui se sont émus justement de votre décret, je voudrais vous demander d'agir de façon que le décret du 21 août 1953 reçoive une interprétation qui le stérilisera de tous ses dangers, même si vous lui enlevez de sa portée apparente de la première heure.

Je vous rappellerai, d'autre part, vos propres déclarations concernant l'article 12 *bis* de la loi d'aide au cinéma, dont le deuxième alinéa vise la possibilité de faire bénéficier de ce fonds d'aide les films réalisés en France en langue étrangère.

Vous n'avez pas encore pris le décret d'application. Je ne regrette pas ce retard, car j'ai parfaitement en mémoire la déclaration que vous avez faite, selon laquelle votre interprétation serait restrictive — j'avais même dit draconienne et vous aviez bien voulu ne pas me démentir. Prenez votre temps de réflexion; il ne sera jamais, en cette matière, trop long.

Pour vous conseiller dans tout ce domaine, vous avez recouru à l'institution d'un conseil supérieur du cinéma: il ne m'appartient pas de me prononcer sur l'initiative que vous avez voulu prendre; mais, excusez-moi de vous le dire, je n'ai personnellement pas très bien compris la raison d'être de cet organisme nouveau s'ajoutant aux commissions paritaires et au conseil d'administration du fonds d'aide au cinéma et qui existent déjà. Vous avez vous-même désigné les membres de ce conseil: je dirai, de ceux qui sont par ailleurs nos collègues, qu'ils sont certes de qualité, mais les professionnels, eux, ont eu le malheur d'être jugés insuffisamment représentatifs par une profession qui eût préféré choisir elle-même ses représentants plutôt que de les voir désigner d'office.

Quoi qu'il en soit, et puisque vous avez ainsi agi, je suis persuadé que vous aurez toujours à cœur de veiller à ne vous entourer d'autres conseillers que de ceux qui auront véritablement qualité pour parler au nom de la profession.

Je me permets, en terminant, de vous rappeler notre inquiétude devant toutes les concurrences qui menacent le cinéma français. Et, si je me réjouis de voir certaines coproductions se développer, je veux tout de même souhaiter qu'on ne puisse pas penser, comme l'écrivait un critique cinématographique de qualité, « qu'on verra bientôt le jour où le film purement français sera l'exception ».

Si le film purement français devenait l'exception, c'est-à-dire si sur chaque série d'images se produisait l'alourdissement d'une double censure et la nécessité de respecter, tant dans la personne des acteurs, que dans le ménagement du goût, des tempéraments nationaux différents, c'est toute une partie de l'expression artistique de la France elle-même qui se trouverait estompée. Il serait donc regrettable et grave qu'on multiplie à l'excès les coproductions. Nous nous réjouissons, certes, de l'existence de ces coproductions, mais il ne faut pas qu'elles soient réalisées au détriment du seul cinéma français. Quand je vois le nombre des films purement français passer par exemple en quatre ans de 105 à 70, je m'inquiète de ce déclin: j'aimerais que nous gardions notre centaine de films et que les coproductions, au lieu de réduire la production proprement nationale, viennent seulement la prolonger.

Telles sont, monsieur le ministre, les brèves observations que je voulais vous faire aujourd'hui. J'espère que vous nous donnerez des apaisements sur les points que je viens d'évoquer. Dans certains pays, on parle beaucoup d'un élargissement des exportations, tel que le cinéma américain en viendrait presque à réaliser à l'extérieur 40 p. 100 de ses propres recettes. Une telle situation serait pour le cinéma français une épreuve redoutable et ne constituerait même pas une aubaine authentique pour le cinéma d'outre-atlantique, car lui aussi s'étiolerait dans un monde où il n'aurait plus l'émulation de la valeur et de la qualité d'une autre production.

Sur ce point, comme sur tous les autres, le souci de votre département est sans doute toujours celui d'une expansion éco-

nomique. Mais le souci doit être particulièrement impérieux. A l'égard de l'extérieur, une vigilance intransigeante, à l'intérieur, une hardiesse entreprenante et, pour nous, parlementaires, une obstination acharnée, ce sont là les impératifs par lesquels se rejoignent et nos préoccupations constantes et notre souci des valeurs esthétiques et, pourquoi ne pas le dire tout simplement, les exigences mêmes de notre patriotisme. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. David.

M. Léon David. Mesdames, messieurs, c'est sur les charbonnages que portera mon intervention. Je voudrais dire à M. le ministre et à nos collègues que l'inquiétude est très grande dans les régions minières de France. Tous nos parlementaires, y compris ceux qui ont voté le pool charbon-acier se font l'écho de cette inquiétude et des répercussions désastreuses de la politique gouvernementale.

C'est ainsi qu'à l'Assemblée nationale, au cours de la discussion de ce budget de nombreux parlementaires se sont fait également l'écho des inquiétudes de nos populations minières.

M. Alric, dans son rapport demande des précisions en se référant au rapport de M. Julien, à l'Assemblée nationale, sur les incidences du pool charbon-acier.

Notre collègue M. Pellenc dans son rapport sur les comptes spéciaux du Trésor dit ceci: « Le déficit des charbonnages se montera à 23 milliards ». Pourquoi ce déficit ? M. Pellenc ne le dit pas, cependant la raison en est bien simple, c'est qu'il y a chômage et stockage sur le carreau des mines.

A la page 31, M. Pellenc dit: « Ce qui nous attend d'ici trois ou quatre ans », pour les charbonnages bien sûr, « ce sont des répercussions économiques beaucoup plus graves depuis que la France a donné son adhésion au pool charbon-acier ». A la page 68 du même rapport, il dit ceci: « Pour les charbonnages il s'y ajoute des circonstances aggravantes; la première, c'est que, du fait de l'ouverture des frontières, les prix de vente sont plafonnés par une concurrence étrangère encore latente, mais redoutable; la deuxième, c'est que, du fait des clauses du traité de la communauté charbon-acier, la France n'a plus le droit, sauf mesures exceptionnelles et transitoires, de subventionner les charbonnages ».

En effet, quelle est la situation ? 2.500.000 tonnes de charbon français sont stockés sur le carreau des mines et je crois avoir lu dans le rapport de M. Pellenc qu'il parle de 6 millions de tonnes. Depuis 1947, 98.723 mineurs ou similaires ont été licenciés. 88 puits de mine ont été fermés et d'autres sont menacés de fermeture. Les jeunes fils de mineurs ne sont plus embauchés. Le chômage partiel s'étend à tous les bassins, et les mineurs de Provence ont chômé au cours de l'année 1953, 58 journées, et non pas 41 comme l'a dit M. Pellenc dans son rapport. Dans ces bassins, plus de 1.000 mineurs ont été licenciés. Les dernières nouvelles qui nous parviennent de notre département nous indiquent qu'il est prévu pour l'année 1954 500 nouveaux licenciements. Les déportations de mineurs sont à l'ordre du jour. Dans le bassin du Gard et celui de Provence, les cadences de travail s'accélèrent, au mépris de toute sécurité et de la législation du travail. Les accidents se multiplient en même temps que les amendes et les brimades.

Les parlementaires communistes des deux Assemblées n'ont cessé de dénoncer les résultats néfastes de la politique gouvernementale, pour notre industrie charbonnière, découlant du plan Marshall d'abord, et, d'une façon plus grave encore aujourd'hui, du pool charbon-acier. Aussi, nombreux sont les parlementaires qui actuellement se rendent compte de la justesse de nos critiques. Il est vrai que les protestations qui montent de nos bassins miniers des mineurs de toutes tendances, unanimes, des commerçants et des artisans, des conseils municipaux et des conseils généraux ne sont pas étrangères à ce changement de position des parlementaires qui avaient accepté le plan Marshall et voté le pool charbon-acier.

Les résultats déjà désastreux pour notre pays de la mise en tutelle de l'économie française avec le plan Marshall, et de notre industrie charbonnière et de notre industrie sidérurgique par le pool charbon-acier, seraient encore aggravés par les répercussions économiques de la Communauté européenne de défense.

En plus de la protestation générale contre le pool, je voudrais citer quelques aveux officiels.

N'est-ce pas le ministre du travail, M. Bacon, qui déclarait à l'Assemblée nationale, au cours de la discussion relative à la subvention accordée à la caisse des retraites des mineurs: « L'application du pool du charbon et de l'acier a eu pour effet de ralentir l'activité de certaines mines. »

N'est-ce pas vous-même, monsieur Louvel, qui déclariez, à l'Assemblée nationale, le 10 décembre 1953: « Je ne peux prendre aucun engagement sur l'évolution de la politique charbonnière française. Je ne peux prendre d'engagement sur le sort du bassin des Cévennes alors qu'il m'est impossible de prévoir l'évolution de la conjoncture ? »

N'est-ce pas vous également, monsieur le ministre, qui déclariez, le 3 novembre, à l'Assemblée nationale, au cours de la discussion du chapitre 44-11 du budget, répondant à M. Coutant, qui vous demandait des précisions sur le montant des subventions à la caisse de compensation des combustibles minéraux, solides: « Le montant des crédits nécessaires est conditionné par les décisions qui seront prises par la Haute Autorité de Luxembourg. » ?

Plus loin, vous ajoutiez: « Il ne m'est pas possible de préciser davantage dans l'ignorance où je suis des décisions que prendra la Haute Autorité de Luxembourg dans les mois à venir. »

Au cours du dialogue qui s'est institué à l'Assemblée nationale, un député du Nord, M. Mallez, vous a posé la question: « Est-ce que, malheureusement, les mesures que vous envisagez ne constituent pas des mesures discriminatoires interdites par le traité ? »

Vous répondiez: « Mon cher collègue, je ne puis envisager de prendre des mesures discriminatoires car je serais immédiatement rappelé à l'ordre par la Haute Autorité. D'autre part, des recours seraient introduits devant la cour de justice de la Communauté. »

Toujours au cours du dialogue, vous disiez, monsieur le ministre: « Je ne suis pas réticent, je ne fais qu'appliquer les dispositions du traité de communauté du charbon et de l'acier. Le traité ayant été ratifié, le devoir du ministre est de l'appliquer », ce qui a motivé la réponse suivante de M. Palewski: « En d'autres termes le Parlement n'a plus rien à voir dans cette affaire depuis le traité de la communauté du charbon et de l'acier ».

Que signifie cela ? Tout simplement que nous ne sommes plus maîtres de notre économie, que tout est fonction des décisions de la Haute Autorité. Après cela comment pouvez-vous déclarer que le pool charbon-acier ne porte pas atteinte à notre souveraineté et à notre indépendance nationale ?

Cependant que nos stocks s'accumulent, que nos mineurs sont licenciés et déportés, nos frontières sont largement ouvertes aux charbons étrangers, et notamment aux charbons allemands et belges en vertu des accords du pool charbon-acier. Au cours de la projection d'un film cinématographique sur les actualités j'ai vu que l'on importait chez nous du charbon venant de la Ruhr. Je vous prie de croire que si un tel film avait été présenté dans les villes où les mineurs chôment et sont licenciés, ceux-ci se seraient rendu compte plus encore de ce qu'est la politique du Gouvernement.

Nous avons importé pour les neuf premiers mois de l'année 2.191.000 tonnes de charbon de l'Allemagne occidentale et 1.216.000 tonnes de Belgique. Nous importons donc un fort tonnage de charbons étrangers.

D'autre part, voici ce que disent les Charbonnages de France aux termes de leur rapport de gestion pour l'année 1952, auquel ont été jointes des indications sur la situation fin 1953:

« Les Charbonnages de France viennent de publier le rapport de gestion pour l'année 1952. Le retard apporté à cette publication a pour cause les modifications apportées au conseil d'administration.

« Deux chiffres caractérisent cette situation: les stocks ont passé de 197.000 tonnes à fin 1951 à 1.793.000 tonnes fin 1952 et à 2.270.000 tonnes en décembre 1953. »

Il est donc évident que le pool charbon-acier a aggravé la situation de nos charbonnages et continue à l'aggraver tous les jours. Nos charbons ne sont plus protégés; la concurrence allemande se développe; les importations sont massives; la Haute Autorité ne nous permet plus de discuter.

Dans la sidérurgie, la situation est à peu près identique. Des usines sont fermées, d'autres sont menacées de fermeture. Le Gouvernement prétend que le pool charbon-acier n'est pas la cause de cette situation. Mais alors comment l'expliquez-vous ? Y a-t-il une production dépassant nos besoins ? Non, puisque celle-ci évolue actuellement autour de 50 millions de tonnes, alors que la consommation en absorbe environ 70 millions de tonnes.

Mais alors, me direz-vous, pourquoi êtes-vous contre les importations ? Nous sommes contre les importations jusqu'à concurrence du plein emploi de nos mineurs et de nos possibilités d'extraction qui peuvent être développées avec une véritable politique nationale charbonnière. Il y a encore dans le sous-sol de notre pays des centaines et des centaines de millions de tonnes de charbon.

N'est-il pas vrai que nos mineurs atteignent un rendement supérieur ? Le rapport de gestion des Charbonnages de France l'affirme en disant ceci:

« Le rendement français est supérieur à celui de l'Allemagne: 1.451 kilogrammes par mineur et par jour, contre 1.424 kilogrammes par mineur allemand. »

Je voudrais ajouter, à l'honneur des mineurs de chez moi, que le rendement individuel au fond, en Provence, est de 1.922 kilogrammes.

M. le ministre de l'industrie et du commerce. Il y a de l'anthracite en Provence ?

M. Léon David. Il est donc anormal de fermer des puits, de perdre des richesses nationales, de licencier des mineurs, de les faire chômer, de ruiner des régions minières, de déporter des mineurs qui ont du travail sur place, tout cela pour obéir à des injonctions qui n'ont plus rien de national.

Je sais que le Gouvernement, en la personne du ministre de l'industrie et du commerce, prétend que nous n'importons que des charbons de qualité supérieure que nous ne possédons pas en France.

M. le ministre. Parfaitement!

M. Léon David. C'est inexact, ne serait-ce que pour les lignites allemandes qui concurrencent celles de Provence notamment.

Dans le rapport de M. Alric, à la page 5, il est fait état des briquettes de lignite de Cologne. Vous pouvez, dans une certaine mesure, améliorer la qualité de nos charbons par des procédés techniques de lavage et autres, par des moyens d'extraction qui assurent la propreté, mais non le rendement précipité et dangereux.

Vous pouvez augmenter les investissements pour les travaux de recherches et de traçage au lieu de donner des ordres pour qu'ils soient abandonnés comme c'est le cas en Provence.

D'autre part, pourquoi nos charbons seraient-ils devenus subitement si mauvais ? Il y a un proverbe qui dit: « Lorsqu'on veut tuer son chien on dit qu'il est enragé. » Je me souviens que, dans cette Assemblée, des ministres pour tuer nos fabrications d'avions au profit d'industries étrangères, déclaraient que nos appareils étaient sans valeur technique et qu'ils ne présentaient aucune sécurité. Ainsi, parvenait-on à spéculer scandaleusement sur de regrettables accidents d'aviation.

M. Georges Laffargue. C'était, une fois de plus, un sabotage de Tillon!

M. Léon David. Quelles sont les mesures que vous prenez pour essayer de sortir de cette situation? Vous stockez, vous licenciez, vous fermez des puits en pleine activité, vous n'embauchez plus les jeunes mineurs qui constituent un réservoir d'ouvriers qualifiés de demain, vous déportez des mineurs. Il y a plusieurs mois, vous avez décidé d'envoyer des mineurs de Provence en Belgique, alors que, dans ce pays, des puits auraient été fermés sans l'action des mineurs belges. Vous voulez envoyer 1.500 mineurs des Cévennes en Lorraine, alors que dans les mines de Moselle l'effectif est réduit de plus en plus et qu'il y a des stocks sur le carreau des mines. En réalité, c'est vers la Ruhr que ces mineurs seraient acheminés par étapes; c'est un nouveau service du travail obligatoire.

Ce qu'il faut c'est dénoncer le pool charbon-acier, c'est protéger nos charbons et assurer le plein emploi de nos mineurs, satisfaire leurs revendications, celles des retraités et des veuves. C'est assurer le plein rendement de nos mines, c'est avoir une industrie de transformation et d'utilisation des sous-produits. Il faut construire des centrales gazières et thermiques, des briquetteries, des usines d'hydrogénation et de synthèse. A ce sujet, lorsque viendra en discussion la proposition de résolution que j'ai déposée au nom du groupe communiste, je poserai à nouveau la question de l'usine de Rousset, dans les Bouches-du-Rhône, qui devait, en utilisant une grande partie des lignites de Provence, fabriquer des engrais azotés qui auraient intéressé nos agriculteurs.

En défendant nos mines et nos mineurs, nous avons conscience de défendre l'intérêt national. En dénonçant comme par le passé — et nous ne sommes plus seuls — le pool charbon-acier et ses conséquences, nous avons conscience de défendre la souveraineté et l'indépendance de notre pays.

Mais nous savons que la seule action des parlementaires n'est pas suffisante et qu'il est nécessaire que les travailleurs de la mine et leurs familles avec les techniciens et les employés, que tous ceux qui vivent du commerce et de l'artisanat s'unissent dans de puissants comités pour défendre, avec leur pain, les richesses nationales.

Dans le Gard, l'action dans ce sens est positive. Les conseils municipaux du Gard, le conseil général de ce département et les parlementaires s'unissent aux mineurs et à leurs syndicats pour empêcher les déportations de mineurs et les fermetures de puits. Dans les localités minières des Bouches-du-Rhône, de tels comités sont en voie de formation. Avec les mineurs, les maires défendent, en défendant les mines, les collectivités locales qui périraient. Les prêtres défendent leurs paroisses et les instituteurs leurs écoles qui seraient abandonnées si le chômage persistait, si les licenciements et les déportations continuaient, si les puits fermaient. Rien dans tout cela n'est excessif; c'est l'inquiétante réalité, vous le savez; vous connaissez la situation. Les communistes ne seront plus seuls à le dire.

Pour toutes ces raisons, nous voterons contre le budget qui nous est présenté.

Avant de quitter la tribune, je voudrais aussi manifester l'inquiétude des mineurs de la mine d'or de Salsigne qui va licencier ses 1.400 ouvriers. Je vous prie de croire, monsieur le ministre et mes chers collègues, que lorsqu'un ouvrier mineur est licencié de la mine, qu'il est jeté à la rue et qu'il n'a d'autre perspective que de s'expatrier pour chercher du travail, ce n'est pas drôle pour lui. Nous avons le devoir, les uns et les autres, d'assurer le plein emploi de nos mineurs et de nos puits de mine. Ce n'est que dans la mesure où tous nos mineurs travailleront et où tous nos puits seront en pleine exploitation que nous pourrons envisager des importations qui, peut-être sur des qualités supérieures de charbon, sont nécessaires à notre pays. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Courrière.

M. Courrière. Mesdames, messieurs, je serai très bref d'autant plus que mon intervention a un caractère particulier qui rejoint d'ailleurs la fin de celle de notre collègue qui vient de descendre de la tribune.

Je voudrais attirer la très bienveillante attention de M. le ministre sur la situation tragique dans laquelle se trouve actuellement la mine de Salsigne. Je n'insisterai pas ici pour vous dire ce que représente cette mine sur le plan national comme sur le plan du commerce extérieur. Je suis trop souvent intervenu à son sujet pour avoir encore à donner d'amples renseignements, il me suffit de rappeler que, en plus des 1.500 kilogrammes d'or qu'elle produit tous les ans, la mine de Salsigne donne au pays des milliers de tonnes d'arsenic, de l'argent et du bismuth. Un procédé nouveau permettant la fabrication de produits chimiques actuellement au point permet d'équilibrer dans un avenir prochain la situation difficile de cette entreprise due surtout au prix de l'or qui n'est qu'au coefficient 10 par rapport à l'avant-guerre.

Je voudrais dire à M. le ministre combien nous avons été sensibles à l'effort qu'il a déjà réalisé en faveur des mines de Salsigne et je suis persuadé que, dans un avenir très proche, il ne manquera pas, avec son collègue des finances, d'essayer de donner à cette mine la possibilité de vivre.

Si j'insiste ainsi, c'est que je connais le pays plus particulièrement que quiconque. Cette mine — je m'excuse un peu de l'émotion qui m'étreint en ce moment — c'est un peu ma mine, c'est celle de mon canton. Elle lui permet de vivre et je sais que, dans la mesure où l'on fermerait les puits, la plupart des communes de mon canton seraient condamnées à disparaître.

Je demande à M. le ministre, étant donné que cette mine peut continuer à vivre, et même à prospérer, de tenir compte de la situation dramatique de la population ouvrière de notre région méridionale et plus particulièrement de mon département, où l'on compte déjà plus de 4.000 chômeurs inscrits.

Je le prie d'exercer tous ses efforts pour que la mine de Salsigne puisse vivre et donner à la France les produits dont elle a besoin actuellement. (*Applaudissements à gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Durand-Réville.

M. Durand-Réville. Mesdames, messieurs, lecteur attentif des rapports signés de notre collègue M. Alric, je suis surpris de n'avoir trouvé dans celui de ce soir que peu de choses en ce qui concerne les recherches pétrolières outre-mer. Aussi me pardonnerez-vous de développer rapidement à mon tour mon très court métrage. (*Sourires.*)

Je suis surpris d'autant plus que si mes informations sont exactes, notre collègue M. Saller avait demandé à la commission des finances de vouloir bien faire ressortir l'inquiétude des représentants des territoires d'outre-mer dans cette Assemblée, au regard de la politique du Gouvernement en matière de recherches pétrolières outre-mer.

Les deux observations sur lesquelles est axée cette intervention sont les suivantes.

Nous sommes surpris d'abord du caractère très dispersé, des recherches qui se poursuivent outre-mer. Le rapport de M. Alric mentionne bien des travaux de « pré-reconnaissance ». Mais ne serait-il pas plus sage de donner une cadence plus rapide aux travaux qui sont plus proches des résultats positifs, par exemple à ceux qui depuis de longues années progressent au Gabon. Je saisis cette occasion pour dire que si nous avons entrepris des recherches de « pré-reconnaissance » au Cameroun c'est toujours au détriment du Gabon que ces travaux se poursuivent puisqu'aussi bien ce sont les sondeuses du Gabon qui ont été transportées au Cameroun. Nous voudrions savoir, en particulier, si le Gouvernement peut nous donner des assurances en ce qui concerne la cadence à laquelle seront poursuivis les travaux, pleins de promesses, du territoire du Gabon.

Nous ne saurions oublier, d'autre part, que le F. I. D. E. S. contribue, chaque année, au budget du bureau de recherches des pétroles à concurrence d'une somme assez considérable puisqu'elle s'élevait, l'année dernière, à 800 millions de francs. Nous voudrions être assurés que ces 800 millions sont bien

affectés par le B. R. P. sous l'autorité du ministère de l'industrie et du commerce à la recherche pétrolière outre-mer.

Au demeurant, lors de la discussion de l'attribution de cette subvention du F. I. D. E. S., au sein du comité directeur dont j'ai l'honneur de faire partie, des questions très précises à ce point de vue ne manqueront pas d'être posées.

Si, autour de ces deux observations, le ministre pouvait nous donner un aperçu des projets et des vues du Gouvernement sur la continuation de la recherche pétrolière outre-mer, je lui en serais reconnaissant. Ce ne serait d'ailleurs pas mon seul sujet de satisfaction dans cette discussion. Le plus important serait d'avoir fait gagner six minutes au Conseil de la République en n'utilisant que quatre minutes seulement de mon temps de parole. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'industrie et du commerce.

M. Jean-Marie Louvel, *ministre de l'industrie et du commerce.* Mesdames, messieurs, je voudrais tout d'abord remercier très vivement MM. les rapporteurs spéciaux pour leurs substantiels et très intéressants rapports qui concernent le département ministériel dont j'ai la charge.

Je les remercie l'un et l'autre, très vivement, de l'appréciation qu'ils ont donnée de ma gestion ministérielle et je leur sais gré de la collaboration confiante qu'ils n'ont cessé de m'apporter dans cette gestion grâce à laquelle je puis réussir à vaincre les difficultés nombreuses que je rencontre dans ma tâche.

M. Alric et M. Bousch m'ont posé un certain nombre de questions. Je vais m'efforcer d'y répondre rapidement.

Leurs rapports ont d'abord analysé la contexture même de mon budget. Ils ont souligné la diminution des effectifs et ils l'ont vivement appréciée. M. Alric m'a demandé, notamment, si cette diminution, alors que croissent les charges qui incombent à mon ministère du fait de l'application de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, n'aurait pas de répercussions fâcheuses sur l'activité de mon département dans ce domaine.

Je répondrai que je m'efforce, avec le personnel dont je dispose, de satisfaire aux tâches qui me sont imparties. Jusqu'à présent, j'ai pu le faire, et, cette année encore, je compte, avec ce personnel, satisfaire aux obligations dont j'ai la charge. Mais ces obligations ne peuvent être satisfaites que par un effort constant du personnel, notamment des ingénieurs des mines, au dévouement et à l'abnégation desquels je me plais particulièrement à rendre hommage. (*Applaudissements.*)

En ce qui concerne la direction des industries chimiques, la commission de la production industrielle m'a demandé si les économies opérées sur l'équipement du laboratoire central ne sont pas de fausses économies.

J'avouerai très franchement à la commission de la production industrielle que je déplore, moi aussi, d'avoir été soumis à une politique draconienne d'économies. J'ai été obligé de m'y soumettre, car je ne suis pas sans connaître les soucis de mon collègue des finances.

Mais, ainsi que me le recommande la commission de la production industrielle, je m'efforcerai, dans le cadre qui m'est donné, de faire en sorte que le laboratoire des industries chimiques évolue vers une structure plus souple du point de vue financier et plus conforme à son caractère d'auxiliaire de l'industrie.

En ce qui concerne la direction du gaz et de l'électricité, la commission de la production industrielle a déploré qu'une proportion importante des postes d'ingénieurs de cette direction ne soit point occupée par des ingénieurs titulaires mais par des ingénieurs contractuels.

Je déplore, personnellement, cet état de choses, mais si je n'ai pas un nombre suffisant d'ingénieurs des ponts et chaussées, corps, comme vous le savez, particulièrement qualifié pour s'occuper des questions relevant de la direction du gaz et de l'électricité, cela vient de ce que ce corps ne dispose pas des effectifs nécessaires.

J'insisterai auprès de mon collègue des travaux publics dont relève ce corps d'ingénieurs pour que des fonctionnaires supplémentaires soit mis, dans toute la mesure du possible, à la disposition de mon département.

En attendant, je suis obligé de faire appel à des ingénieurs contractuels, raison pour laquelle M. le rapporteur de la commission de la production industrielle a pu constater un certain nombre de vacances d'emplois d'ingénieurs titulaires.

La troisième observation portera sur les industries mécaniques et électriques. Au cours de la discussion, M. le rapporteur de la commission de la production industrielle a renouvelé les observations qu'il avait déjà présentées l'an dernier à propos des conditions de délivrance des licences par la direction des industries mécaniques et électriques, et il a demandé où en étaient les travaux entrepris.

Conformément à un avis du Conseil économique tendant à modifier la réglementation de l'attribution des licences, je rappellerai qu'un arrêté du 16 novembre dernier, de M. le ministre des finances et des affaires économiques, a créé une commission chargée d'étudier les simplifications pouvant intervenir dans le domaine de l'importation et de l'exportation.

Je dois souligner, en effet, au Conseil de la République qu'en ce qui concerne les importations et les exportations, c'est essentiellement le ministre des finances et des affaires économiques qui est le ministre compétent.

Conformément à cet arrêté, cette commission doit présenter son rapport à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques dans un délai de deux mois, c'est-à-dire pour le 16 janvier 1954.

Je pense donc que dans un délai très prochain nous aurons ces conclusions et que nous serons ainsi à même de satisfaire l'intérêt fort légitime que la commission de la production industrielle porte à ces problèmes.

Sur le fond de la question, je peux, d'ores et déjà, donner les critères qui m'ont été demandés. En matière d'importation, ces critères ne peuvent pas être les mêmes pour toutes les catégories de produits et pour tous les contingents. Ils sont établis, d'un commun accord, par l'administration responsable et par le comité technique d'importation qui l'assiste et qui comprend, comme vous le savez, un certain nombre de professionnels producteurs et utilisateurs, désignés dans la proportion des deux tiers par l'assemblée des présidents des chambres de commerce.

Ce système donne donc les plus grandes garanties que les critères choisis sont conformes à l'intérêt général.

En ce qui concerne l'exportation, les remarques qui m'avaient été faites l'an dernier concernaient essentiellement l'exportation de matériel usagé vers certains pays et le prix élevé des ferrailles qui rendait ces opérations très rémunératrices.

Depuis un an, vous le savez, la question a beaucoup évolué: l'ouverture du marché commun du charbon et de l'acier facilite la circulation des ferrailles découpées et classées, de telle sorte que si le critère adopté est toujours l'exigence d'un prix minimum, l'élargissement des contingents et l'abaissement du prix minimum ont rendu pratiquement nulles les opérations frauduleuses qu'à juste titre vous aviez déplorées.

Voilà l'ensemble des questions qui m'avaient été posées sur les différentes directions. J'en arrive, maintenant, aux questions concernant le cinéma.

M. Bousch s'est félicité que, désormais, les ressources du centre national de la cinématographie proviennent essentiellement de la profession, mais il m'a demandé, en même temps, de bien vouloir lui confirmer que, par delà ces ressources, il n'existe pas de subventions indirectes — si j'ai bien compris sa question — en faveur du centre de la cinématographie.

Je tiens, ici, à lui dire que les sommes dont il s'agit sont versées par le fonds d'aide, qui sont rattachées au budget du ministère, et mandatées au profit du centre qui les distribue intégralement aux institutions en cause, dont les principales sont les suivantes: l'institut des hautes études cinématographiques, la cinémathèque, la commission supérieure technique du cinéma, l'institut de la cinématographie scientifique et, enfin, l'association pour les recherches filmologiques, de telle sorte que je puis lui confirmer que le centre de la cinématographie intervient simplement comme organisme centralisateur et distributeur de fonds et que, de ce fait, il ne lui provient, en aucune façon, pour son fonctionnement, d'une manière directe, des ressources provenant de subventions de l'Etat.

Voilà donc la réponse très nette et très précise que je peux faire à M. Bousch.

M. Bousch, *rapporteur pour avis.* Très bien!

M. le ministre. Maintenant, débordant un peu le cadre du problème purement et simplement budgétaire, je voudrais répondre à un certain nombre de questions qui m'ont été posées, notamment par MM. Lamousse et Hamon.

M. Lamousse a déploré la diminution de la participation de l'Etat au festival international de Cannes. Effectivement, la subvention affectée au festival de Cannes a été amputée d'un million. Je suis au regret, moi aussi, de déplorer cet abattement d'un million sur les 18 millions qui demeurent nécessaires. J'espère obtenir, l'an prochain, plus de compréhension de la part du ministère des finances. Vous savez qu'il a fallu accepter des économies drastiques et j'ai dû consentir, moi aussi, à mon corps défendant, cette économie d'un million. J'espère, grâce à l'appui du Parlement, obtenir de M. le ministre des finances le rétablissement à son chiffre initial du crédit affecté au festival de Cannes, car je suis de ceux qui pensent, comme MM. Lamousse et Hamon, à tout l'intérêt que présente pour l'industrie cinématographique un tel festival qui attire tant d'étrangers et contribue ainsi au développement de l'industrie cinématographique française. (*Applaudissements.*)

M. Hamon a fait allusion aux accords franco-américains. Je lui préciserai, d'une part, que ces accords ne sont pas encore signés et, d'autre part, qu'ils ne doivent pas donner lieu à d'excessives alarmes. Je puis lui indiquer, notamment, que le montant des transferts actuellement prévus atteint 2.400.000 dollars, ce qui ne représente en réalité rien d'abusif si l'on tient compte du fait que le « compte-capital » a été supprimé par décision de la direction des finances extérieures du ministère des finances pour ce genre d'opérations, et que le montant annuel des transferts sollicités est de plus de 5 millions de dollars, c'est-à-dire en somme que le transfert ne serait même pas la moitié des sommes correspondant aux recettes.

MM. Lamousse et Hamon m'ont parlé du décret du 21 août dernier. Ils ont attiré mon attention sur les craintes qui ont été émises concernant le court métrage.

A propos de ce décret, on a parlé de la double programmation. Je remercie très vivement M. Lamousse d'avoir parfaitement analysé la teneur de ce décret. Quelle en a été l'idée inspiratrice ? Vous vous souvenez, madame, messieurs, que l'an dernier et il y a deux ans, vous aviez déploré la désaffection des spectateurs à l'égard des salles de cinéma. En regardant les chiffres on avait constaté effectivement la chute régulière du nombre des entrées dans les salles de cinéma. On avait analysé et recherché les causes et la constatation avait été faite que vraiment les programmes ne correspondaient plus exactement au goût des spectateurs, car il en est du cinéma comme de toutes les industries. Il est nécessaire qu'elles se plient au goût des spectateurs: elles sont faites pour les consommateurs et les utilisateurs, et non pas pour elles-mêmes.

Ce décret du 21 août a donc eu pour but de donner une plus grande liberté, d'enlever la contrainte qui découlait des textes antérieurs, de telle sorte qu'il permette aux industriels du cinéma de mieux adapter leurs programmes aux désirs de la clientèle. Tel est le but poursuivi; je n'ai donc pas du tout recherché cette « double programmation », dont on a parlé à tort. Je n'ignore pas que cette plus grande liberté a pu faire craindre, notamment en ce qui concerne les producteurs de court métrage, une atteinte à leur industrie.

M. Hamon a parlé de ce groupement des trente. Je l'ai reçu il y a quelques jours. J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les doléances de ses membres. Je leur ai dit — M. Hamon le sait — mon goût personnel et tout l'intérêt que je porte au court métrage, et je serais le premier à regretter que ce décret porte atteinte à une industrie que je considère comme fondamentale et prodigieusement intéressante.

Par conséquent si, contrairement à mon espérance — et là je rejoins M. Lamousse, puisqu'il a dit qu'il ne fallait pas exagérer les craintes de ce décret — celles-ci se trouvaient justifiées, je donne l'assurance d'apporter tous apaisements aux artisans de ces courts métrages que j'estime indispensables (*Très bien!*) et qu'en tout état de cause il faut sauvegarder.

Voilà ce que je voulais indiquer en ce qui concerne le cinéma. Maintenant, je poursuis l'examen de ce rapport et j'en arrive aux questions qui m'ont été posées tant par M. Alric que par M. Bousch au sujet de la caisse de compensation des combustibles minéraux solides.

M. Bousch m'a tout d'abord demandé de lui indiquer quelles étaient les perspectives de l'importation charbonnière et quels étaient les résultats auxquels nous étions parvenus en 1953 et nos buts dans l'avenir.

Je puis lui donner quelques chiffres que je pourrai détailler par la suite s'il le désire. Je pourrai lui indiquer notamment que nos importations de charbon dans l'ensemble France-Sarre sont restées à peu près constantes de 1952 à 1953: 9.600.000 tonnes, d'un côté, et 9.700.000 tonnes, de l'autre. Par contre, nos exportations sont passées de 4.600.000 tonnes à 5.300.000 tonnes.

Je tiens ici à souligner l'effort exportateur de la France pour remédier au chômage pendant une année marquée par la mévente. La réduction des importations, principalement de celles en provenance d'Allemagne, résulte, comme vous le savez, de la crise sidérurgique qui a conduit à diminuer principalement les achats de coke dans ce pays.

Je veux une fois de plus signaler à M. David qui, régulièrement, chaque année, m'interpelle à ce sujet, qu'il devrait savoir — d'ailleurs, il le sait parfaitement — que les charbons que nous importons ne sont pas des charbons d'une qualité supérieure à celle des charbons extraits de notre sol, mais d'une qualité que notre sol ne produit pas.

M. Léon David. Et les lignites allemands ?

M. le ministre. Voulez-vous me permettre de terminer ?

Nous importons actuellement des anthracites. Je suis au regret de vous dire que, dans le bassin de Provence, on n'en produit pas.

D'autre part, il faut importer des fines à coke pour notre industrie sidérurgique, parce que, malgré tous nos efforts pour cokéfier les charbons lorrains, nous sommes encore obligés d'importer des fines à coke et des cokes de la Ruhr. Je puis vous donner l'assurance que ces importations sont strictement limitées à ces charbons et que, s'il y a quelques importations de lignites — que je reconnais volontiers — celles-ci ne concurrencent pas du tout les lignites de Provence. En effet, ces dernières, transportées à Strasbourg ou dans l'Est, seraient grevées des frais de transport de Marseille à Strasbourg et, par conséquent, reviendraient beaucoup plus chères que celles que nous importons d'Allemagne.

M. Léon David. Alors, d'où vient le chômage ?

M. le ministre. Monsieur David, il me sera possible, demain ou dans les heures qui vont venir, lorsque nous aurons à discuter des comptes spéciaux et du rapport qu'a fait M. Pellenc, de vous entretenir de ce que M. Pellenc a appelé le drame du charbon. Je serai à ce moment-là à votre disposition. Mais je crois préférable pour le Sénat de répondre maintenant aux questions budgétaires. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

En ce qui concerne les importations, je vais vous donner des chiffres: en dehors des importations en provenance des pays de la communauté, nous importons des charbons en provenance des U. S. A., de la Grande-Bretagne, de la Pologne, de la Russie et de l'Union française; ces importations sont passées de 5.360.000 tonnes en 1951 à 1.520.000 tonnes seulement en 1953. Il y a donc une diminution de près de 4 millions de tonnes. Je tiens donc à souligner ici l'effort qui a été fait par le Gouvernement et par les Charbonnages de France pour limiter au strict minimum les importations.

En ce qui concerne la politique qui sera suivie en 1954, je tiens à préciser à M. Bousch et à la commission de la production industrielle qu'il subsistera toujours, malgré tous nos efforts, pendant un temps malheureusement assez long, un déséquilibre en ce qui concerne certaines qualités de charbons et nous serons obligés de continuer à importer de l'anthracite, des fines à coke et du coke.

Enfin, M. Alric m'a demandé quelle était l'influence de la baisse des crédits de la caisse de compensation des combustibles importés sur le prix de revient de la sidérurgie. A ce sujet, je veux dire que la diminution escomptée de la subvention aux combustibles consommés par la sidérurgie résulte à la fois de la diminution des tonnages importés et de la diminution de la subvention par tonne importée. Ce premier facteur est lié malheureusement au ralentissement du taux de marche de l'industrie sidérurgique française.

Le second facteur s'inscrit dans la politique générale de la haute autorité qui, vous le savez, a pour but de diminuer progressivement, puis de supprimer totalement les subventions, qui faussent le libre jeu de la concurrence entre les entreprises sidérurgiques et charbonnières de la communauté.

Mais je tiens à déclarer ici, très clairement, au Sénat que la suppression de ces subventions, qui est réclamée par la haute autorité, suppose que d'autres mesures analogues soient prises à l'intérieur de la communauté et que disparaissent en particulier les discriminations en matière de transport qui pèsent actuellement gravement sur notre industrie sidérurgique. Vous n'êtes pas sans savoir qu'au dernier conseil des ministres de Luxembourg, j'ai été amené à rappeler à la haute autorité l'importance de ces anomalies qui justifient le maintien des subventions de la caisse de compensation. C'est ainsi que j'ai souligné à la haute autorité le caractère anormal du coût du transport du combustible de la Ruhr jusqu'en Lorraine. Ce coût s'élève actuellement à 2.462 francs par tonne pour un parcours de 360 km entre Gelsenkirchen et Homécourt, alors qu'en France, sur une distance analogue, le coût correspondant ne dépasse pas 780 francs par tonne.

Par conséquent, la diminution ou la suppression de ces subventions ne peut être envisagée que dans le cadre plus général de la politique suivie par la Haute Autorité pour supprimer l'ensemble des mesures discriminatoires existant en fait à l'intérieur de la communauté. Tant que cette politique n'aura pas été menée à bonne fin, il est bien évident que nous demanderons à la Haute Autorité le maintien de la caisse de compensation des combustibles minéraux solides. Par contre, il faut souligner que la disparition de l'ensemble de ces discriminations ou subventions, loin de conduire à une hausse du prix des combustibles importés par la sidérurgie française, doit au contraire provoquer un abaissement sensible de leur coût et permettre aussi un abaissement durable des prix de revient de notre industrie sidérurgique.

Je vais aussi vite que je puis aller pour ne pas abuser de votre temps.

J'en viens maintenant à la question des recherches techniques sur laquelle M. Bousch a également attiré mon attention. Il a déploré, dans son rapport, l'absence de centralisation des crédits relatifs aux recherches techniques.

La commission de la production industrielle a désiré connaître l'orientation qui sera donnée à cette association nationale à laquelle il fait allusion dans son rapport et comment fonctionnerait cette association nationale. Je tiens à répéter ce que j'ai dit devant l'Assemblée nationale, à savoir que la recherche technique qui dépend de mon département, à la différence de la recherche scientifique, comporte l'étude approfondie d'un certain nombre de problèmes élémentaires et que ces problèmes ont pour but de résoudre des cas concrets parfaitement déterminés et posés par les industriels, et que le centre national de la recherche scientifique est un centre national de recherche de science pure, que ces recherches n'ont rien à voir avec celles qui sont faites par mon département ministériel. D'ailleurs j'en veux pour preuve la demande du ministère de l'éducation nationale lui-même qui m'a fait savoir par une lettre du 12 novembre 1951 qu'il n'entendait nullement relayer l'action du ministère de l'industrie et du commerce, mais qu'il entendait avoir simplement une étroite collaboration entre nos ministères.

M. Longchambon, *rapporteur pour avis.* Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur le ministre ?

M. le ministre. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Longchambon, *rapporteur pour avis.* Je regrette qu'il soit beaucoup trop tard pour aborder cette question, mais je dois dire que les raisonnements que vous avancez sur ce problème sont vraiment tout à fait hors de l'échelle et de la nature de ce problème.

M. le ministre. Monsieur le président Longchambon, je vous répète encore une fois qu'à l'heure actuelle il y a deux sortes de recherches: la recherche scientifique pure qui dépend de l'éducation nationale et que l'éducation nationale entend maintenir, sans s'occuper des recherches purement techniques, et en laissant le soin au ministère de l'industrie et du commerce de procéder à la recherche technique. Vous pouvez envisager une recherche totale. En tout cas, c'est dans l'état actuel des choses, impossible à réaliser.

M. Longchambon, *rapporteur pour avis.* Il n'a pas été question ici, de la part de qui que ce soit, d'une comparaison entre les tâches de l'éducation nationale et celles du ministère de l'industrie et du commerce. Vous avez un budget de 10.500.000 francs pour la recherche technique à votre ministère. Je dis que c'est ridicule de toute manière.

M. le ministre. Monsieur Longchambon, je suis le premier à regretter l'insuffisance des crédits. Ils ne pourront être utilisés que pour les problèmes actuellement en cause, signalés dans le rapport de M. Bousch, en ce qui concerne notamment les études faites à l'institut de Toulouse et dans un certain nombre d'autres instituts.

Je suis le premier à essayer d'obtenir des crédits supplémentaires. En cette matière, je dois dire que les raisons de la politique d'économies suivie m'empêchent d'obtenir tous les crédits dont je souhaiterais pouvoir disposer.

M. Bousch m'a parlé ensuite de la question des houillères du Sud-Oranais. Il m'a demandé s'il ne serait pas possible d'intervenir pour modifier ou tout au moins alléger ce déficit des houillères du Sud-Oranais. A ce sujet, je lui indique que le prix de revient de cette mine est sensiblement le même que celui de nos charbonnages. Malheureusement ces mines du Sud-Oranais sont éloignées de la côte de quelque 400 à 500 kilomètres. Par conséquent, l'ensemble des frais d'extraction, plus le transport, constituent précisément ce déficit qu'il s'agit de pallier. En tout état de cause, il y a là un problème d'ensemble qui relève également de l'Union française. Je vous le dis franchement, je ne vois pas la possibilité de diminuer ce déficit dans des proportions substantielles et il convient, dans la situation économique présente de l'Afrique du Nord, de maintenir la subvention aux houillères du Sud-Oranais.

J'en arrive à la question qui m'a été posée concernant le bureau de recherches géologiques et géophysiques. A ce sujet, le décret portant règlement d'administration publique pour la création du bureau de recherches géologiques sera incessamment signé. Bien entendu, la mise en place de l'organisation nouvelle demandera un certain temps. C'est pourquoi j'ai accepté, cette année, une limitation des crédits. Ils correspondent simplement à la période de démarrage des recherches.

L'année prochaine, lorsque ce bureau de recherches fonctionnera normalement, je réclamerai au ministre des finances les subventions indispensables pour lui donner toute son efficacité. J'ai donc accepté, sans crainte excessive, la réduction de 4 millions de francs qui m'a été demandée.

En ce qui concerne les avances ou subventions d'équipement aux entreprises de recherche ou de prospection minières, je rappelle que, sur ce point également, des réductions de crédit assez fortes ont été imposées aux propositions élaborées par mes services, à la suite d'une décision gouvernementale fixant dans un souci de limiter les charges budgétaires, un plafond de 190 milliards aux dépenses d'investissements des services civils. De ce fait, il n'a pu être inscrit, pour les entreprises de recherches ou de prospection minières, que des subventions d'un montant analogue à celui de l'an dernier.

M. Alric, dans son rapport, croit relever une contradiction dans la présentation des crédits demandés lorsqu'il constate qu'à un certain chapitre relatif aux recherches de pétrole ils ont été réduits de 1.800 millions, alors que sur un autre chapitre, relatif au même objet, une augmentation de 300 millions a été proposée pour l'intensification de ces recherches. Je réponds qu'il n'y a en fait aucune contradiction. En effet, le premier de ces chapitres concerne non pas des subventions directes aux recherches, mais une aide à des souscripteurs. Voilà la différence qui existe entre les deux crédits.

Je rappelle que la loi des comptes spéciaux de l'an dernier a autorisé le fonds de soutien à doubler les souscriptions des personnes privées ou de la Finarep à des sociétés de recherche de pétrole, en vue d'intéresser les capitaux privés à cette recherche.

On m'a, d'autre part, demandé quelques explications sur la question des schistes bitumineux d'Autun. Je puis redire ici au Conseil de la République ce que j'ai dit à M. Maupoil et à tous les députés qui sont venus me voir et qui m'ont souligné l'intérêt qu'ils portaient à la continuation de l'activité de l'usine d'Autun. J'ai donné des chiffres que vous connaissez et qui se traduisent par une subvention de l'ordre de 500 millions par an pour l'emploi de quelques 600 ouvriers, ce qui fait que la subvention représente 800.000 francs par ouvrier et par an. La situation économique des schistes bitumineux d'Autun fait en conséquence l'objet de nos préoccupations. Je le dis très nettement: les dernières études auxquelles nous nous sommes livrés montrent que, sur le plan économique, cette exploitation ne présente pratiquement pas d'intérêt. L'étude à laquelle s'est livrée l'Electricité de France pour utiliser les schistes crus dans une centrale thermique n'a pas abouti à des résultats favorables. Je dis cependant à M. Maupoil, qui s'intéresse tout particulièrement à ce problème, comme je l'ai dit aux députés de ce département, que le budget de l'Electricité de France ne saurait être grevé par une exploitation déficitaire. Il faudrait, par conséquent, et compte tenu du caractère essentiellement local du problème, envisager la constitution d'un organisme qui pourrait participer au déficit par des subventions, fournies par le département, et, de façon plus générale, par les collectivités locales intéressées. M. Maupoil comprendra qu'il n'est pas possible d'exiger d'une entreprise nationale qu'elle exploite une affaire dont elle ne peut retirer qu'un important déficit.

M. Henri Maupoil. Monsieur le ministre, voulez-vous me permettre de vous interrompre ?

M. le ministre. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Maupoil, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Henri Maupoil. Monsieur le ministre, ce que vous dites est exact; les schistes bitumineux d'Autun bénéficient d'une subvention de 450 millions. Mais je m'étonne que vous n'ajoutiez pas qu'ils rapportent à l'Etat 750 millions de taxes.

M. le ministre. Je ne vois pas, monsieur Maupoil, en quoi les taxes auxquelles vous faites allusion augmenteraient la rentabilité de l'usine. Le résultat tangible de l'exploitation des schistes bitumineux d'Autun se traduit par une subvention budgétaire de l'ordre de 450 à 500 millions par an. Voilà la situation cruelle dans laquelle se trouve cette société. De plus, l'étude technique a montré, vous le savez bien, que l'huile qu'on retire de ces schistes, revient à un prix de revient trois fois supérieur à l'huile d'importation. Même si nous employions les schistes dans une centrale thermique, les prix de vente seraient disproportionnés avec le prix de revient.

Il ne serait donc possible d'équilibrer, en toute hypothèse, l'exploitation de cette entreprise que par des subventions. Je ne dis pas qu'il soit impossible d'en obtenir, mais je pense que c'est une question essentiellement locale. En ce qui me concerne, je n'ai pas le droit d'imposer à Electricité de France, établissement public, l'exploitation d'une entreprise qui coûterait plusieurs centaines de millions par an. L'examen de cette question n'est cependant pas encore terminé. Je redis à M. Maupoil que nous essayerons de trouver une solution pour ne pas priver le département dont il est le représentant d'une activité importante sur le plan local.

Enfin, je dirai deux mots maintenant du problème de la politique de l'énergie, évoqué par M. Longchambon, encore qu'il serait peut-être plus opportun d'y revenir lorsque nous aurons à discuter des comptes spéciaux du Trésor. Je tiens tout de même ici à relever l'expression de M. Longchambon, à savoir qu'il ne semblait pas y avoir de politique de l'énergie.

J'ai une politique de l'énergie dont je regrette que le Parlement, l'Assemblée nationale et le Conseil de la République, n'en aient pas discuté, mais nous savons quelle politique suivre. Je vais vous dire tout de suite, en ce qui concerne le charbon, que si j'ai déploré moi-même le but trop ambitieux, envisagé au lendemain de la Libération, de fixer le potentiel d'extraction charbonnière à quelque 80 millions de tonnes, je m'étais rallié finalement au chiffre de 60.000 tonnes. C'est cela que nous cherchons à obtenir.

Je ne parle que du potentiel de production et non de la production. Lors de la discussion des comptes spéciaux, je dirai à M. Pellenc qu'il faut distinguer entre la capacité de production et la production elle-même.

M. Pellenc. C'est ce que j'ai dit dans mon rapport!

M. le ministre. Il faut que nous ayons un potentiel de production suffisant pour pallier les difficultés devant lesquelles nous pourrions nous trouver. Depuis quatre ans que je suis à ce ministère, je me souviens avoir traversé une période de stocks et de pléthore de charbon, puis une période de pénurie, dix-huit mois plus tard, du printemps 1950 à l'automne 1951. Il faut que les charbonnages disposent d'un potentiel de production, qui me paraît judicieusement fixé à environ 60 millions de tonnes, ces 60 millions de tonnes étant obtenus avec le prix de revient minimum et dans les conditions les plus favorables.

Voilà ce que j'avais à vous dire pour le charbon, en indiquant que notre effort doit porter sur les qualités dont nous avons le plus grand besoin et notamment sur les charbons à coke, les fines à coke et les charbons maigres.

En ce qui concerne la production de l'énergie électrique à laquelle a fait allusion M. Longchambon, qui a rappelé la grande loi d'accroissement de la consommation tous les dix ans, j'affirme et je peux le démontrer, avec chiffres à l'appui, que les programmes engagés annuellement ont pour but de répondre à cette évolution de la consommation.

Voilà les explications très sommaires que je voulais vous fournir. Je voudrais maintenant répondre à la question que m'a posée M. Courrière sur les mines de Salsigne. La menace qui pèse sur ces mines a pu être écartée grâce à la compréhension de mon collègue des finances. J'ai ainsi obtenu une subvention jusqu'à la conclusion des études en cours qui permettront de voir si, par des mesures appropriées, on pourrait rendre rentables ces mines.

Jusqu'à présent, ces études ne paraissent pas aboutir à une conclusion favorable au maintien de l'activité. Cependant, cette conclusion n'est pas définitive, et je suis au regret d'avoir appris par la voix de la presse, et non pas directement, les mesures qui ont été prises par la direction de cet établissement. Je donne l'assurance à M. Courrière que, personnellement, je me pencherai sur ce problème avec bienveillance, car je n'ignore pas la situation dramatique dans laquelle se trouverait l'usine, ni quelles seraient les conséquences de sa fermeture.

Je pense ainsi avoir répondu aux questions qui m'ont été posées, mais je suis à votre disposition pour répondre plus en détail, si vous le désirez, au cours de la discussion des différents articles.

M. Durand-Réville. Je ne peux pas dire que les questions relatives à l'outre-mer vous préoccupent particulièrement!

M. le ministre. Je m'en excuse, monsieur Durand-Réville, j'avais effectivement oublié de répondre sur ce point.

M. Durand-Réville. C'est bien ce que je constate!

M. le ministre. A l'heure actuelle, en ce qui concerne les recherches de pétrole, d'une façon générale, les crédits affectés sont supérieurs à ceux de l'année dernière. Par conséquent, il appartient à la direction des carburants, dont je suis légalement le tuteur, d'examiner l'emploi judicieux des crédits affectés aux recherches de pétrole.

Vous avez fait notamment allusion au Gabon, en disant qu'il était défavorisé par rapport à d'autres territoires d'outre-mer. Monsieur le sénateur, je suis au regret de vous démentir. J'y suis allé moi-même — vous le savez bien — au mois de septembre dernier, j'ai visité un certain nombre d'exploitations et j'ai donné des ordres pour que les recherches, dans ce territoire qui vous intéresse particulièrement, soit poursuivies avec toute la vigueur possible.

Je dois dire, de l'aveu même de ceux qui effectuent des recherches de pétrole, que les résultats attendus n'ont pas été obtenus, notamment dans certaines régions du Nord où de grands espoirs existaient. Ces espoirs ont été déçus, mais vous savez que de nouveaux sondages sont effectués aux environs de Port-Gentil.

Ils se poursuivent et, en aucun cas, les recherches pétrolières du Gabon ne seront défavorisées à l'avantage d'autres régions.

Je tiens à vous confirmer que les crédits dont je disposerai seront supérieurs à ceux de l'an dernier. Aucune compression n'a été demandée par le ministre des finances lui-même. Je suis satisfait de ces crédits et je les ai répartis de la façon la plus judicieuse possible dans l'intérêt de la France métropolitaine et de l'Union française. (*Applaudissements.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?

La discussion générale est close.

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion des articles du projet de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion des articles.*)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1er:

« Art. 1er. — Il est ouvert au ministre de l'industrie et du commerce, au titre des dépenses ordinaires pour l'exercice 1954, des crédits s'élevant à la somme de 2.927.411.000 francs.

« Ces crédits s'appliquent:

« A concurrence de 2.904.691.000 francs, au titre III: « Moyens des services »;

« Et à concurrence de 22.720.000 francs, au titre IV: « Interventions publiques »,

conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi ».

L'article 1er est réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état A annexé.

Je donne lecture de cet état:

Industrie et commerce.

TITRE III. — MOYENS DES SERVICES

1re partie. — Rémunérations d'activité. — Personnel.

« Chap. 31-01. — Administration centrale. — Rémunérations principales, 685.973.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 31-01.

(*Le chapitre 31-01 est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-02. — Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses, 91.440.000 francs ». — (*Adopté.*)

« Chap. 31-11. — Direction des mines et de la sidérurgie. — Services extérieurs. — Ecoles nationales supérieures et techniques des mines. — Rémunérations principales, 412.378.000 francs ». — (*Adopté.*)

« Chap. 31-12. — Direction des mines et de la sidérurgie. — Services extérieurs. — Ecoles nationales supérieures et techniques des mines. — Indemnités et allocations diverses, 48.125.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-21. — Direction du gaz et de l'électricité. — Services extérieurs. — Rémunérations principales, 83.092.000 francs ».

Par amendement (n° 3), M. Dutoit et les membres du groupe communiste proposent de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Dutoit.

M. Dutoit. A l'occasion de la discussion de ce chapitre, je voudrais poser une question qui a trait au personnel des centrales et des cokeries minières. La loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation du gaz et de l'électricité a prévu que, sur leur demande, ces agents, actuellement assujettis au statut des houillères nationales, pouvaient être admis au bénéfice du statut d'Electricité de France.

En effet, l'article 46 de cette loi indique que le statut s'appliquera à tout le personnel de l'industrie électrique et gazière, y compris les usines exclues de la nationalisation par l'article 8, à l'exception des ouvriers miniers employés par les centrales et cokeries des houillères et les chemins de fer, qui sont, sauf demande de leur part, assujettis au statut professionnel. Jusqu'à présent, je ne pense pas que ces agents aient été autorisés à bénéficier de ce passage de la loi. Considérant que les ouvriers des cokeries et houillères nationales effectuent le même travail que leurs collègues de l'Electricité de France, nous pensons qu'il y a là une anomalie au sujet de laquelle j'ai personnellement reçu, dans mon département, de nombreuses protestations.

A la faveur de cet amendement, nous demandons à M. le ministre de nous dire si le bénéfice du statut d'Electricité de France peut toujours être accordé aux personnel des centrales et cokeries minières qui en font la demande.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Je réponds simplement à M. le sénateur que les travailleurs des centrales et des cokeries minières béné-

ficient du statut du mineur et non pas du statut d'Electricité de France.

Il n'y a aucune raison de leur accorder ce dernier statut. Ils appartiennent aux Charbonnages de France. Il leur est appliqué le statut auquel ils sont soumis. C'est l'essentiel même de la loi de nationalisation.

M. Dutoit. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Dutoit.

M. Dutoit. Avant de poser cette question, j'ai naturellement consulté la loi du 8 avril 1946. J'y ai relevé que les travailleurs des cokeries et centrales houillères peuvent, s'ils en font la demande, être admis au bénéfice du statut d'Electricité de France. Je ne pense pas, monsieur le ministre, que la loi ait été changée depuis 1946. La question que je pose est seulement de savoir si, la loi étant toujours en vigueur, ces agents peuvent bénéficier des avantages de ce texte.

M. le ministre. Cette loi, monsieur le sénateur, a donné lieu à des décrets d'application qui ont fixé certaines conditions aux employés et agents pour bénéficier d'un statut ou de l'autre. Il appartenait aux employés et agents de demander à profiter des dispositions de la loi. Il ne semble pas qu'il y ait lieu de revenir sur les positions prises.

M. Dutoit. Il n'y a jamais eu de délai d'option.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets l'amendement aux voix.
(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 31-21, au chiffre de la commission.
(*Le chapitre* 31-21 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-22. — Direction du gaz et de l'électricité. — Services extérieurs. — Indemnités et allocations diverses, 6.434.000 francs. »
La parole est à M. Armengaud.

M. Armengaud. Je désire poser une question à M. le ministre. Le personnel français du Gaz Lebon, en Egypte, se trouve licencié à la fin de 1954; nous avions demandé, mes collègues Pezet et Longchambon et moi-même, à Gaz et Electricité de France de bien vouloir envisager la situation de ces agents et les conditions dans lesquelles ils pourraient être repris par Electricité de France à leur retour. Le délégué de ce personnel peu nombreux, cinq exactement, est venu cette année à Paris. Il a pris contact avec les services de l'électricité et du gaz pour lui demander d'intervenir auprès des deux entreprises publiques en cause. Il a été renvoyé par elles d'un service à l'autre de ces deux entreprises sans l'espoir d'une solution.

De ce fait, ces cinq Français vont se trouver, par une décision unilatérale du gouvernement égyptien, mis en demeure de quitter leur situation et, de ce fait, le pays où ils vivent, à la fin de 1954, ne sachant comment trouver du travail en France, alors que ce sont des spécialistes. Ils m'ont demandé de bien vouloir vous demander d'intervenir auprès d'Electricité et de Gaz de France pour que leur situation ne soit pas totalement négligée. A qui fera-t-on croire que, dans les cadres d'Electricité et de Gaz de France, qui embauchent tous les ans, on ne puisse intégrer par priorité ces cinq spécialistes ?

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je promets à M. Armengaud de signaler ce cas à la direction générale d'Electricité de France pour voir s'il est possible d'employer ces cinq agents. Ce n'est pas un effectif considérable et j'espère que cette intervention aura une suite favorable. Mais je dois dire que des suppressions d'emplois sont actuellement faites dans le personnel de ces deux établissements. Tous les ans, on va donc enregistrer une déflation du personnel, encore un peu trop nombreux, dans ces établissements.

Ceci étant, comme il ne s'agit que de cinq personnes, j'interviendrai pour qu'on examine leur cas avec bienveillance.

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur le chapitre 31-22 ?...
Je le mets aux voix.
(*Le chapitre* 31-22 *est adopté.*)

« Chap. 31-31. — Direction des industries chimiques. — Laboratoire central des services chimiques de l'Etat. — Rémunérations principales, 33.295.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-32. — Direction des industries chimiques. — Laboratoire central des services chimiques de l'Etat. — Indemnités et allocations diverses, 3.616.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-41. — Direction des industries mécaniques et électriques. — Service des instruments de mesure. — Rémunérations principales, 248.749.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-42. — Direction des industries mécaniques et électriques. — Service des instruments de mesure. — Indemnités et allocations diverses, 35.859.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-91. — Indemnités résidentielles, 342 millions 853.000 francs. » (*Adopté.*)

« Chap. 31-92. — Salaires du personnel ouvrier, 97 millions 661.000 francs. » — (*Adopté.*)

3e partie. — Personnel en activité et en retraite. Charges sociales.

« Chap. 39-91. — Prestations et versements obligatoires, 227.392.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 33-92. — Prestations et versements facultatifs, 10 millions 946.000 francs. » — (*Adopté.*)

4e partie. — Matériel et fonctionnement des services.

« Chap. 34-01. — Administration centrale. — Remboursement de frais, 31.727.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-02. — Administration centrale. — Matériel, 89 millions 124.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-11. — Direction des mines et de la sidérurgie. — Services extérieurs et école des mines. — Remboursement de frais, 66.211.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-12. — Direction des mines et de la sidérurgie. — Services extérieurs et école des mines. — Matériel, 70 millions 373.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-21. — Direction du gaz et de l'électricité. — Remboursement de frais, 9.845.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-22. — Direction du gaz et de l'électricité. — Matériel, 6.515.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-31. — Direction des industries chimiques. — Laboratoire central des services chimiques de l'Etat. — Remboursement de frais, 1.411.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-32. — Direction des industries chimiques. — Laboratoire central des services chimiques de l'Etat. — Matériel, 16.114.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-41. — Direction des industries mécaniques et électriques. — Service des instruments de mesure. — Remboursement de frais, 79.665.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-42. — Direction des industries mécaniques et électriques. — Service des instruments de mesure. — Matériel, 7.331.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-91. — Loyers, 36.036.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-92. — Achat et entretien du matériel automobile, 23.746.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-93. — Remboursement à diverses administrations, 75.034.000 francs. » — (*Adopté.*)

5e partie. — Travaux d'entretien.

« Chap. 35-01. — Plan national de ravitaillement en carburants. » — (Mémoire.)

« Chap. 35-12. — Entretien des installations industrielles appartenant à l'Etat, 4 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 35-91. — Travaux d'équipement et d'entretien, 30 millions 146.000 francs. » — (*Adopté.*)

6e partie. — Subventions de fonctionnement.

« Chap. 36-11. — Subvention au bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières de la France métropolitaine. » — (Mémoire.)

« Chap. 36-51. — Subvention au centre national de la cinématographie, 17 millions de francs. »

Par amendement (n° 5), MM. Durand-Réville et Laffargue proposent de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Laffargue.

M. Georges Laffargue. Je serai très bref. Tout le monde sait ici que les services des finances, qui probablement n'ont pas de loisirs et sont trop occupés, vont rarement au cinéma. Aussi ignorent-ils peut-être la manifestation que constitue le festival de Cannes. C'est pour leur rappeler qu'elle sert le prestige français que nous avons proposé cet amendement tendant à une réduction indicative de 1.000 francs.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?...

M. le rapporteur. La commission accepte l'amendement.

M. le ministre. Le Gouvernement également.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'amendement, accepté par la commission et le Gouvernement.
(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 36-51, avec la somme de 16 millions 999.000 francs, résultant du vote de l'amendement.

(*Le chapitre* 36-51, *avec cette somme, est adopté.*)

7e *partie. — Dépenses diverses.*

M. le président. « Chap. 37-41. — Frais d'établissement des listes pour les élections consulaires, 3.600.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 37-91. — Frais de justice. — Réparations civiles. — Liquidation des opérations des anciens comptes spéciaux, 9 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 37-92. — Emploi de fonds provenant de legs ou de donations. » — (Mémoire.)

8e *partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.*

« Chap. 38-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (moyens des services). » — (Mémoire.)

« Chap. 38-92 — Dépenses des exercices clos (moyens des services). » — (Mémoire.)

TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES

2e *partie. — Action internationale.*

« Chap. 42-21. — Participation à l'organisation du congrès international des grands barrages (Paris 1955), 5 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 42-91. — Part contributive de la France dans les dépenses de divers bureaux internationaux, 4.220.000 francs. » — (*Adopté.*)

4e *partie. — Action économique. — Encouragements et interventions.*

« Chap. 44-01. — Encouragement à l'artisanat, 3 millions de francs. »

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat au commerce.

M. Raymond Boisdé, *secrétaire d'Etat au commerce.* Je voudrais répondre en peu de mots à la question posée par M. Bousch et le rassurer en ce qui concerne l'artisanat.

Le décret qui doit fixer les conditions d'assimilation des artisans, en dépit de l'utilisation de la force motrice, de méthodes commerciales et de l'utilisation des stocks, à la catégorie dite des artisans fiscaux, est revenu du Conseil d'Etat, et n'attend plus que la signature des deux ministres intéressés, le ministre des finances et le secrétaire d'Etat au budget, ce qui ne saurait tarder. J'ajouterai d'ailleurs que même dans cette période d'attente, l'administration applique dans l'esprit des textes votés l'assimilation fiscale en question.

Je voudrais également, sans revenir sur l'intérêt que représente l'artisanat pour l'économie française, affirmer que l'amélioration de la productivité pour cette catégorie économique et sociale si intéressante n'est pas une fiction, qu'elle est largement entreprise et qu'il ne faut pas croire que le modeste crédit de trois millions de francs consacré non pas aux artisans et à répartir individuellement au prorata de leur nombre, mais à l'artisanat en général en tant qu'entité, n'est pas le seul à être affecté à ce genre de travaux. Il est le seul à figurer dans le budget de l'industrie et du commerce. Mais il en est d'autres, notamment celui qui est inscrit au chapitre concernant l'amélioration de la productivité du budget des affaires économiques, sans compter l'aide à l'exportation offerte aux groupements artisanaux.

Je mentionnerai pour finir la création récente d'une caisse de caution mutuelle à laquelle les différents contreseings nécessaires ont été donnés il y a quelques jours. (*Applaudissements.*)

M. Georges Laffargue. Très bien!

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur le chapitre 44-01 ?...

Je le mets aux voix.

(*Le chapitre* 44-01 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 44-11. — Subvention à la caisse de compensation des combustibles minéraux solides. » — (Mémoire.)

« Chap. 44-12 (nouveau). — Application de l'article 56 du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier et du paragraphe 23 de la convention relative aux dispositions transitoires. » — (Mémoire.)

« Chap. 44-91. — Recherches techniques, 10.500.000 francs. » — (*Adopté.*)

5e *partie. — Action économique. — Subventions aux entreprises d'intérêt national.*

« Chap. 45-11. — Participation de la métropole au déficit des houillères du Sud oranais. » — (Mémoire.)

8e *partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.*

« Chap. 48-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (Interventions publiques). » — (Mémoire.)

« Chap. 48-92. — Dépenses des exercices clos (Interventions publiques). » — (Mémoire.)

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1er avec la somme de 2 milliards 927.410.000 francs résultant des votes émis sur les chapitres de l'état A.

(*L'article* 1er, *avec cette somme, est adopté.*)

M. le président. « Art. 2. — Il est ouvert au ministre de l'industrie et du commerce pour l'exercice 1954, au titre des dépenses en capital, des crédits s'élevant à la somme de 3 milliards 162.100.000 francs, et des autorisations de programme s'élevant à la somme de 61 millions de francs.

« Ces crédits sont applicables au titre VI: « Investissements exécutés avec le concours de l'Etat », conformément à l'état B annexé à la présente loi. »

L'article 2 est réservé jusqu'à l'examen des chapitres figurant à l'état B annexé.

Je donne lecture de cet état:

TITRE VI. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS AVEC LE CONCOURS DE L'ETAT

A. — Subventions.

2e *partie. — Energie et mines.*

« Chap. 62-00. — Subvention d'équipement au bureau de recherches du pétrole:

« Autorisation de programme, néant.

« Crédit de payement, 2.850 millions de francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 62-00.

(*Le chapitre* 62-00 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 62-10. — Avances ou subventions d'équipement aux entreprises de recherches ou de prospections minières :

« Autorisation de programme, néant.

« Crédit de payement, 115 millions de francs. »

Par amendement (n° 2), M. David et les membres du groupe communiste proposent de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Dutoit pour défendre l'amendement.

M. Dutoit. Mesdames, messieurs, mon collègue M. David a défendu cet amendement au cours de son intervention de tout à l'heure. Cette demande de réduction de crédit est destinée à traduire notre protestation contre la politique gouvernementale en matière de production.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets l'amendement aux voix.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation ?...

Je mets aux voix le chapitre 62-10 avec le chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 62-10 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 62-12. — Subvention d'équipement au bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières de la France métropolitaine:

« Autorisation de programme, 61 millions de francs.

« Crédit de payement, 146 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 62-20. — Subvention à l'Electricité de France pour l'équipement de la chute d'Ottmarsheim:

« Autorisation de programme, néant.

« Crédit de payement, 51.100.000 francs. » — (*Adopté.*)

7e partie. — Equipements administratif et divers.

« Chap. 67-99. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance:
« Autorisation de programme. » — (Mémoire.)
« Crédit de payement. » — (Mémoire.)
Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 2 avec la somme de 3.162 millions 100.000 francs pour les crédits de payement, et la somme de 61 millions de francs pour les autorisations de programme, résultant des votes émis sur les chapitres de l'état B.
(*L'article 2, avec ces sommes, est adopté.*)
M. le président. « Art. 3. — Il est ouvert au ministre de l'industrie et du commerce pour 1954, au titre des dépenses effectuées sur ressources affectées, des crédits s'élevant à la somme totale de 10.634 millions de francs applicables au titre VIII: « Dépenses effectuées sur ressources affectées », conformément à la répartition par service et par chapitre figurant à l'état C annexé à la présente loi. »
L'article 3 est réservé jusqu'à l'examen des chapitres figurant à l'état C annexé.
Je donne lecture de cet état:

TITRE VIII. — DÉPENSES EFFECTUÉES SUR RESSOURCES AFFECTÉES

4e partie. — Interventions publiques.

« Chap. 84-61. — Subvention aux carburants nationaux et aux super-carburants, 5.870 millions de francs. ».
Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix le chapitre 84-61.
(*Le chapitre 84-61 est adopté.*)
« Chap. 84-62. — Frais d'aménagements de contrats, 5 millions de francs. » — (*Adopté.*)
« Chap. 84-63. — Aide à la recherche de pétrole, 800 millions de francs. » — (*Adopté.*)
« Chap. 84-64. — Prêts, 300 millions de francs. » — (*Adopté.*)
« Chap. 84-65. — Dépenses diverses ou accidentelles, 349 millions de francs. »
La parole est à M. de Villoutreys.

M. de Villoutreys. Monsieur le ministre, mes chers collègues, au chapitre 84-65 figurait un crédit de 699 millions, qui a été ramené par la commission des finances à 349 millions à l'effet d'obtenir de M. le ministre de l'industrie et du commerce des précisions sur la situation actuelle des schistes bitumineux d'Autun et sur l'avenir réservé à cette société. J'ai écouté avec beaucoup de soin les explications que M. le ministre nous a données il y a un instant.

Je n'ai pas été surpris d'apprendre que le rapport d'Electricité de France était opposé à l'implantation d'une usine à Autun; dès avant que cette question ait été étudiée par ce service public, l'avis d'Electricité de France était à priori défavorable. Mais qui n'entend qu'une cloche, n'entend qu'un son. J'espère que M. le ministre de l'industrie et du commerce ne prendra pas une décision définitive avant d'avoir entendu un autre son de cloche: je veux parler d'un expert qui a été désigné par la société et qui doit prochainement déposer son rapport, à moins qu'il ne l'ait déjà fait.

Nous regrettons la conclusion à laquelle est arrivée l'Electricité de France, car notre pays n'est pas tellement riche en énergie. Nous devons en importer une proportion très importante, voisine du tiers.

A Autun, il y a un gisement de schiste extrêmement puissant, que nous n'avons pas le droit de négliger. La mine est si bien équipée que chaque ouvrier du fond extrait journellement neuf tonnes de schiste à 1.800 calories, de sorte que c'est à Autun que la calorie est extraite au plus bas prix.

Je n'arrive pas à comprendre qu'il ne soit pas rentable, sous l'angle de l'intérêt général, d'établir une centrale thermique à Autun. L'implantation d'une telle centrale serait également conforme aux conclusions du dernier rapport sur l'énergie publié par la commission du plan, d'après lesquelles on tend à donner une part de plus en plus importante aux centrales thermiques dans notre pays.

Mon intervention a pour objet de demander au Conseil le rétablissement des 350 millions qui ont été amputés par la commission des finances, et à porter ainsi la dotation du chapitre à la somme de 699 millions.

Afin de ne pas reprendre la parole dans quelques minutes, je me permets de faire peut-être — je m'en excuse — preuve d'optimisme et d'envisager comme acquis le rétablissement du crédit intégral, ce qui m'arrive à poser à M. le ministre la question suivante: les 699 millions sont destinés essentiellement aux schistes d'Autun, mais il n'est pas nécessaire de réserver la totalité du crédit à cet effet, et je demande si l'on ne pourrait pas prélever une somme minime de 50 à 60 millions qui serait mise à la disposition de l'administration des eaux et forêts en vue de faire une certaine propagande en faveur des combustibles solides pour gazogènes ? Une telle destination ne déborderait nullement l'objet du fonds de soutien des carburants nationaux. D'autre part, son utilité paraît incontestable. En cas de conflit et de pénurie de combustibles liquides, il faudrait prévoir en particulier l'alimentation en carburant de quelque 200.000 tracteurs utilisés par l'agriculture, dont la consommation normale serait de 750.000 mètres cubes de carburant. Or, la forêt française dispose d'au moins 750.000 tonnes de bois sous forme de charbonnettes actuellement inutilisées et dont l'équivalence est d'environ 300.000 mètres cubes d'essence. Ce serait un appoint extrêmement intéressant en cas de guerre.

Je sais qu'actuellement personne ne songe à équiper sa voiture ou son camion avec l'appareil gazogène. Aussi serait-il utile d'aider les fabricants en créant par exemple un concours pour le meilleur appareil, en étudiant la normalisation de façon à éviter les gaspillages que nous avons connus au cours de la dernière guerre. Enfin, en accordant des facilités de crédit aux gens susceptibles d'acheter des brûleurs ou véhicules à gazogène.

Je demande donc à M. le ministre, toujours dans l'hypothèse où le crédit serait relevé à 699 millions, si un tel prélèvement lui paraîtrait possible.

M. le président. Par amendement (n° 1), M. Maupoil propose de rétablir le crédit voté par l'Assemblée nationale et, en conséquence, de porter la dotation de ce chapitre à la somme de 699 millions de francs.

La parole est à M. Maupoil.

M. Henri Maupoil. Mon intervention portera sur le problème posé par les conditions d'exploitation du gisement de schistes bitumineux d'Autun. Ce n'est pas sans une certaine émotion que j'ai pris connaissance des paroles prononcées à ce sujet et de l'attitude que semble vouloir adopter le Gouvernement envers cette industrie.

Cette très ancienne exploitation de schistes bitumineux fait partie de la circonscription que j'ai l'honneur de représenter — excusez-moi d'évoquer ici des questions locales — et je m'y suis, de tout temps, particulièrement intéressé.

Il a été avancé ici que l'exploitation actuelle coûtait à l'Etat près de 430 millions; c'est exact, mais je tiens à attirer l'attention de M. le ministre sur le fait qu'en contrepartie de la contribution budgétaire égale à cette somme, la même exploitation fournit aux finances publiques une somme de 720 millions, sous la forme des différentes taxes supportées par elle.

Je connais la question de longue date, il y a trente ans, j'ai déposé un amendement. J'étais jeune député et le ministre du travail d'alors s'appelait M. Loucheur; le dépôt de cet amendement m'avait été conseillé par un haut fonctionnaire du ministère du commerce qui s'appelait M. Pineau; j'ai été en cela aidé par M. Ziégler, très connu dans les milieux pétroliers. A cette époque, M. Poincaré était président du conseil. L'amendement n'était pas exactement le même que celui que je défends aujourd'hui, mais il visait entre autres choses l'exonération des gas-oils et des essences provenant des schistes de toute taxe; c'est exactement ce que nous demandons aujourd'hui.

Cet amendement, défendu par M. Loucheur et accepté par M. Poincaré, a été voté; et, grâce à cet amendement, les schistes bitumineux ont été sauvés et leur exploitation a pu être continuée jusqu'à aujourd'hui. Je voudrais, monsieur le ministre, trente ans après, alors que je suis encore parlementaire, que vous donniez encore un sursis à ces schistes bitumineux. Je suis entièrement d'avis, monsieur le ministre, que cela ne peut pas durer; mais ce que je vous demande, c'est une réponse analogue à celle que vous avez faite tout à l'heure à mon excellent ami Courrière.

Je voudrais que vous attendiez encore un an pour que les fonctionnaires de votre ministère puissent étudier le moyen de sauver les schistes bitumineux et de sauver toute une région.

Je me permets de vous signaler un autre aspect du problème:

Ces dispositions ont du reste été spécialement reprises par le législateur dans les lois et décrets qui sont intervenus depuis pour modifier, soit les tarifs, soit la législation elle-même.

L'aide que j'ai ainsi obtenue autrefois pour la société des schistes bitumineux représentait, sur la base de sa production actuelle, plus de 800 millions de francs 1952. Nous sommes loin des 430 millions de subventions que je demande aujourd'hui.

Je sais bien qu'on peut prétendre que des rentrées fiscales existeraient pour une introduction en France de produits achetés à l'étranger. Mais ces produits devraient être payés en monnaies fortes. Je ne crois pas que notre pays puisse négliger aucune économie en cette matière.

J'admets que les idées des hommes puissent changer sous l'influence de circonstances diverses, mais j'admets difficilement, dans ce cas, qu'ils feignent d'ignorer que les conditions industrielles, elles, ne peuvent pas se modifier aussi vite que leurs idées et qu'il faut laisser le temps, parfois un très long temps, pour permettre à une industrie de parfaire son évolution.

Il me semble impossible de suivre les conclusions, par exemple, de mon camarade et ami Bichet qui, à l'Assemblée nationale, essayait de transformer en subvention à titre particulier ce qui n'était, de tout temps, que la très naturelle protection d'une industrie purement nationale.

Au cours de cette intervention, il a été avancé que la Société avait dépensé 3 milliards de nos francs actuels en investissements nouveaux pour n'obtenir que des résultats très décevants. Il est inadmissible que l'on oublie, en critiquant ainsi les efforts faits, que l'argent dépensé l'a été pour la plus grande part, au temps de l'occupation, à une époque où l'effort industriel se heurtait à des difficultés quasi insurmontables. Je vous assure, monsieur le ministre, lorsqu'ils avaient des expéditions à faire, que tous les résistants ont trouvé des milliers et des milliers de litres d'essence auprès de la société des schistes bitumineux. Pour toute cette essence que la société a distribuée à tous les résistants du Morvan, je voudrais aujourd'hui qu'on lui garde un peu de reconnaissance.

Il faut se souvenir aussi que l'industrie schistière n'avait pu, faute de moyens, consacrer aucune part de ses activités à la recherche de techniques nouvelles et que l'extension instantanée réclamée par les pouvoirs publics en 1942 n'avait pu être tentée qu'en extrapolant des techniques trop anciennes.

En résumé, il me semble que la seule question qui importe réellement soit celle-ci: l'évolution industrielle de l'exploitation des schistes est-elle possible ? Des renseignements qui m'ont été donnés, je suis amené à conclure par l'affirmative.

Il est évident qu'au cours des dernières années la situation de la société a été complètement modifiée par rapport à ce qu'elle était au lendemain de la Libération. Des économies massives ont pu être faites, permettant de maintenir le prix de revient égal à lui-même, malgré les énormes hausses que subissaient tous les produits du fait des dévaluations successives. Ces économies proviennent, non seulement d'importantes compressions de personnel, durement ressenties par les travailleurs d'une région déjà fort éprouvée industriellement par ailleurs, mais aussi par des progrès techniques dont l'importance est indéniable. Je citerai, par exemple, la suppression quasi totale de la consommation de charbon (140 kg pour 100 litres d'hydrocarbure en 1949), remplacée par la combustion des fines de schiste cru, et je soulignerai fortement que le prix de revient de ce combustible doit être considéré comme rigoureusement égal à zéro, puisque ces fines, résultat obligatoire du concassage, ne pouvant être absorbées par les cornues, devaient être rejetées purement et simplement au terril.

Depuis, un nouveau pas en avant de grande importance a été fait. Des essais entrepris fin 1952 et poursuivis en 1953 avec plein succès ont démontré la possibilité de brûler en chaudière, non plus le schiste cru, mais bien le résidu deshuilé tel qu'il sort des cornues actuelles. La combustion de ce résidu permettrait alors de fabriquer et de vendre près de 100 millions de kilowatts-an au rythme actuel d'extraction et le bilan de l'exploitatioxn serait ainsi complètement modifié.

Un complexe formé d'une centrale électrique et de batteries de four de distillation de schiste doit donc certainement être viable. Il n'est pas, je crois, utile d'insister bien fortement sur les besoins sans cesse croissants de la France en énergie électrique, pour comprendre qu'il serait inconcevable de négliger la mise en valeur de la source d'énergie que représente le gisement d'Autun.

D'aucuns ont aussi prétendu qu'une production de 22.000 tonnes d'hydrocarbures n'est pas intéressante. Je ne suis pas de cet avis. L'Allemagne, bien plus riche énergétiquement que notre pays, arrive à produire 2 millions de tonnes de carburant en exploitant une quantité de petits gisements dont aucun ne dépasse 25.000 tonnes par an.

Pour terminer, monsieur le ministre, je voudrais simplement vous dire que, pour toutes ces raisons, le maintien de l'activité de l'usine d'Autun serait justifié, même dans l'état actuel de la technique, à plus forte raison quand les progrès réalisés pourront lui permettre, dans un prochain avenir, de vivre sans subvention. (*Applaudissements.*)

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. J'accepterai volontiers l'amendement déposé par M. Maupoil et tendant au rétablissement des crédits qui étaient prévus initialement dans le projet de budget. Ces crédits étaient envisagés effectivement dans le but principal de soutenir les schistes bitumineux d'Autun. C'est vous dire que je n'ai aucune prévention particulière contre cet établissement. Je pense que M. Maupoil le reconnaît volontiers.

M. Henri Maupoil. Je vous fait toute confiance, monsieur le ministre.

M. le ministre. Je vous remercie beaucoup, monsieur le sénateur. A l'heure présente, les schistes bitumineux d'Autun coûtent au budget, d'une façon indirecte, quelque 450 à 500 millions. J'ai le devoir de mettre fin à cette hémorragie. J'ai, par conséquent, le devoir de rechercher une solution. Des études ont été faites et ces études, je puis vous en donner l'assurance, sont parfaitement impartiales. Un expert a été désigné par la société et un autre par moi-même. C'est le résultat de ces études, contenu dans le rapport de ces deux experts, qui me sera incessamment communiqué. Je voulais en avoir connaissance un peu à l'avance, car je n'ignorais pas que vous me poseriez des questions à ce sujet, et je voulais pouvoir vous répondre.

Je peux donc vous dire dès à présent que les conclusions de ces rapports ne seront sans doute pas favorables. Deux hypothèses ont été envisagées: l'hypothèse de maintenir la pyrogénisation des schistes pour brûler les résidus dans une centrale, ou au contraire de brûler les schistes crus. Mais ces deux solutions ne paraissent pas satisfaisantes. Par conséquent, je puis dire, dans l'état actuel de mes connaissances, que l'exploitation d'Autun ne semble pas intéressante sur le plan économique. Cela ne veut pas dire, encore une fois, que nous ne nous occuperons plus de la question. Elle sera examinée, car j'ai le devoir, en homme politique que je suis, d'examiner des problèmes analogues par certains égards à ceux de Salsigne. Je ne m'oppose donc pas à l'examen de ce problème local, mais j'entends le résoudre sur le plan que j'ai indiqué.

Vous avez parlé précédemment de 450 millions de dépenses de subventions et de 700 millions de recettes provenant de taxes. Je soulignerai que, de toute façon, les taxes auraient été perçues par le Trésor, même s'il s'était agi d'essence provenant de l'importation, et que les 450 millions représentent donc bien une charge nette.

Je vous promets, monsieur le sénateur, ainsi que je vous l'ai déjà indiqué, que, dès que j'aurai les rapports des experts, je les étudierai en toute objectivité, compte tenu des problèmes soulevés. J'ai d'ailleurs pris l'engagement, devant la commission de la production industrielle de votre assemblée, de communiquer ce rapport aux commissions compétentes, aussi bien de l'Assemblée nationale que du Conseil de la République. Nous l'examinerons sur le plan purement économique. Nous verrons ensuite si un autre aspect du problème doit être envisagé.

Sous le bénéfice de ces explications, j'accepte volontiers le rétablissement du crédit tel qu'il était prévu initialement.

M. de Villoutreys m'a demandé s'il ne serait pas possible de prélever sur ce crédit une somme destinée à aider la production de bois et de charbon de bois. Je dois, hélas! lui répondre que le fonds de soutien créé par la loi du 27 mai 1950, est destiné à soutenir les hydrocarbures et assimilés, liquides et gazeux, et non les carburants solides comme le bois et le charbon de bois.

Il ne m'est donc pas possible de donner satisfaction à M de Villoutreys. Il faudrait, pour soutenir la production de charbon de bois ou de bois destiné aux gazogènes, prévoir un crédit, par exemple, sur le fonds forestier qui relève de mon collègue de l'agriculture et non du ministère de l'industrie.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission des finances, après avoir entendu les explications de M. le ministre, de M. de Villoutreys et de M. Maupoil, en vue du rétablissement du crédit, se rallie à cet amendement, avec l'espoir que cette situation complexe sera éclaircie d'ici l'année prochaine et que nous aurons trouvé une solution qui permettra d'avoir une subvention suffisamment importante.

M. Armengaud. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Armengaud.

M. Armengaud. Je veux dire simplement ceci: après la subvention à l'alcool, la subvention aux schistes. Continuons ! (*Exclamations!*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets l'amendement aux voix.
(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation ?...
Je mets aux voix le chapitre 84-65, avec le chiffre de 699 millions de francs, résultant du vote qui vient d'intervenir.
(*Le chapitre 84-65, avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Chap. 84-66. — Remboursement de frais de contrôle et d'expertise, 5 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 84-67. — Restitution des droits indûment perçus, 5 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 84-68. — Intensification de la recherche de pétrole, 3.300 millions de francs. » — (*Adopté.*)

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 3, avec la somme de 10.984 millions de francs, résultant des votes émis sur les chapitres de l'état C.

(*L'article 3 est adopté.*)

M. le président. Art. 4. — Le produit de la redevance pour utilisation de matériel de l'Etat prévue par le décret n° 52-693 du 17 janvier 1952, dans le cas où le contrôle des ponts-bascules routiers est effectué au moyen de camions-étalons du service des instruments de mesure, sera, pour une fraction, fixé par arrêté du ministre de l'industrie et du commerce, du ministre des finances et des affaires économiques, rattaché, selon la procédure des fonds de concours, au budget du ministère de l'industrie et du commerce, au titre du chapitre 34-92: « Achat et entretien du matériel automobile. » — (*Adopté.*)

« Art. 5. — Le ministre de l'industrie et du commerce est autorisé à engager, en 1954, par anticipation sur les crédits qui lui seront alloués pour l'exercice 1955, des dépenses d'un montant de 17 millions de francs applicables au chapitre 36-51 du budget de son département: « Subvention au centre national de la cinématographie. » — (*Adopté.*)

« Art. 6. — Sont portées en recettes au budget de l'Etat, à titre de fonds de concours pour dépenses d'intérêt public, les redevances encaissées à l'occasion des expertises ou vérifications techniques effectuées ou organisées en vertu des lois et règlements en vigueur avec la participation des ingénieurs en chef et des agents du service des mines ou de techniciens n'appartenant pas à ce service.

« Les taux de ces redevances et les modalités de leur recouvrement seront fixés par des arrêtés du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'industrie et du commerce.

« Des décrets contresignés par le ministre des finances et des affaires économiques et par le ministre de l'industrie et du commerce fixent les modalités d'utilisation des sommes provenant de l'encaissement des redevances et portées en recettes au budget de l'Etat. » — (*Adopté.*)

« Art. 7. — L'article 18 de la loi n° 50-586 du 27 mai 1950, abrogé et remplacé par l'article 19 de la loi n° 51-592 du 24 mai 1951, complété par l'article 2 de la loi n° 51-1508 du 31 décembre 1951 et l'article 20 de la loi n° 53-75 du 6 février 1953 est complété comme suit:

« § 2. . . . . .

« *f*) Le versement de subventions au bureau de recherches de pétrole en vue de permettre à cet organisme d'entreprendre un programme complémentaire de recherches.

« Ces subventions seront versées dans la limite de crédits ouverts à cet effet sur les ressources affectées au soutien des hydrocarbures ou assimilés et dans des conditions fixées par arrêté conjoint du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre chargé des carburants. » — (*Adopté.*)

« Art. 7 *bis*. — Les dispositions de l'article 8 de la loi n° 53-59 du 3 février 1953 sont applicables aux associations à but non lucratif régies par la loi de 1901 qui ont pour but la sécurité des travailleurs ou les économies d'énergie dans le cadre des textes légaux qui les prescrivent. » — (*Adopté.*)

« Art. 8. — Sont approuvés au titre de 1954 les programmes de travaux neufs des Charbonnages de France, d'Electricité de France et de Gaz de France retracés à l'état D annexé à la présente loi.

« La répartition entre les rubriques afférentes à une même entreprise pourra être modifiée par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques et des ministres intéressés pris sur avis du commissaire général du plan de modernisation et d'équipement et de la commission des investissements.

« Les travaux ainsi approuvés seront payés au moyen des ressources propres des entreprises, des prêts du fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique, ainsi que des emprunts garantis par l'Etat, à concurrence de:

« 74.600 millions de francs pour les Charbonnages de France;

« 125.800 millions de francs pour Electricité de France;

« 30 milliards de francs pour Gaz de France. »

L'article 8 est réservé jusqu'au vote de l'état D.

Je donne lecture de cet état:

ETAT D

Tableau retraçant les programmes de travaux neufs des Charbonnages de France, d'Electricité de France et de Gaz de France.

NUMERO d'ordre.	DÉSIGNATION DES TRAVAUX	TRAVAUX approuvés.	TRAVAUX garantis.
		(En milliers de francs.)	
1	CHARBONNAGES DE FRANCE		
	Habitations:		
	Opérations annuelles	4.000.000	
	Programme à long terme	5.000.000	
	Grands ensembles:		
	Tranche A	28.700.000	
	Tranche B	6.300.000	
	Agglomération	1.000.000	
	Industries de la houille:		
	Tranche A	29.700.000	
	Tranche B	2.600.000	
	Charges annexes d'équipement	5.600.000	
	Total	82.900.000	74.600.000
2	ELECTRICITE DE FRANCE		
	Grand équipement:		
	Hydraulique	30.300.000	
	Thermique	24.500.000	
	Transport	23.000.000	
	Travaux complémentaires de premier établissement	7.000.000	
	Distribution et répartition	35.000.000	
	Charges annexes d'équipement et intérêts intercalaires	15.000.000	
	Total	131.800.000	125.800.000
3	GAZ DE FRANCE		
	Cokeries	4.800.000	
	Gaz de l'Est et intercommunication de la région parisienne	7.800.000	
	Autres transports	3.400.000	
	Usines à gaz	5.400.000	
	Distribution	8.350.000	
	Charges annexes	4.250.000	
	Total	34.000.000	30.000.000
	Totaux pour l'état D	251.700.000	230.400.000

Sur le paragraphe 1er; « Charbonnages de France », la parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Eric Bousch, *rapporteur pour avis.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Jean-Eric Bousch, *rapporteur pour avis.* Je voudrais demander à M. le ministre s'il veut bien, après toutes les réponses très intéressantes qu'il a données aux questions posées par la commission de la production industrielle, répondre également en ce qui concerne la question soulevée concernant la sécurité sociale dans les mines.

J'avais signalé dans mon rapport qu'après la récente augmentation de la pension accordée aux bénéficiaires du régime général de la sécurité sociale, les mineurs se trouvaient dans une situation défavorisée par rapport aux salariés du régime général. Le plafond qui leur est affecté, pour les pensions d'invalidité et de vieillesse, est de l'ordre de 153.000 francs, alors que celui du régime général pour les mêmes pensions est de 182.400 francs.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Effectivement, mon cher collègue, je n'ai pas répondu à votre question. Il m'est difficile de le faire, car elle intéresse essentiellement mon collègue M. le ministre du travail. Si vous le permettez, je vous répondrai utilement après avoir pris contact avec lui. Je ne voudrais pas en effet m'avancer sur un terrain qui n'est pas spécifiquement le mien. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 8 et de l'état D.

(*L'article 8 et l'état D sont adoptés.*)

M. le président. « Art. 9. — Les droits d'épreuves applicables, en vertu de la loi n° 172 du 25 mars 1943, validée et modifiée par l'ordonnance n° 45-2406 du 12 octobre 1945, aux appareils à vapeur autres que ceux situés dans l'enceinte des chemins de fer d'intérêt général et d'intérêt local, ainsi qu'aux récipients à gaz comprimé, liquéfié ou dissous destinés au transport par fer, sont fixés comme suit à dater du premier jour du mois suivant la promulgation de la présente loi:

« *a*) Epreuve d'une chaudière ou partie de chaudière, selon l'étendue de la surface de chauffe de la pièce éprouvée (les réchauffeurs d'eau sous pression, les sécheurs et les surchauffeurs de vapeur étant considérés comme chaudière ou partie de chaudière):

« Jusqu'à 2 mètres carrés de surface de chauffe, 500 francs;

« Au-dessus de 2 mètres carrés jusqu'à 20 mètres carrés, 1.000 francs;

« Au-dessus de 20 mètres carrés jusqu'à 100 mètres carrés, 2.000 francs;

« Au-dessus de 100 mètres carrés jusqu'à 400 mètres carrés, 5.000 francs;

« Au-dessus de 400 mètres carrés, 10.000 francs.

b) Epreuve d'un récipient à vapeur, selon le volume de la capacité de vapeur d'eau ou de matière en contact avec la vapeur:

« Jusqu'à 1.000 litres de capacité, 500 francs;

« Au-dessus de 1.000 litres jusqu'à 10.000 litres, 1.000 francs;

« Au-dessus de 10.000 litres, 2.000 francs.

« *c*) Epreuve d'un récipient à gaz comprimé, liquéfié ou dissous, selon le volume de sa capacité:

« Jusqu'à 30 litres de capacité, 100 francs;

« Au-dessus de 30 litres jusqu'à 100 litres, 200 francs;

« Au-dessus de 100 litres jusqu'à 1.000 litres, 500 francs;

« Au-dessus de 1.000 litres jusqu'à 10.000 litres, 1.000 francs;

« Au-dessus de 10.000 litres, 2.000 francs.

« Toutefois, lorsque plus de cinquante appareils d'un même type seront soumis à l'épreuve, le même jour, dans un même établissement, le droit d'épreuve sera réduit des trois quarts pour tous les appareils éprouvés ce même jour, par le même agent, au delà du cinquantième. » — (*Adopté.*)

« Art. 10. — L'article 61 de la loi du 31 décembre 1936, instituant les redevances afférentes aux vérifications d'instruments de mesure et aux travaux de jaugeage ou d'étalonnage effectués par les agents du service des instruments de mesure, l'article 86 de la loi de finances n° 45-0195 du 31 décembre 1945 et l'article 15 de la loi n° 53-76 du 6 février 1953 relatifs aux taxes de vérification des instruments de mesure seront applicables dans chacun des départements d'outre-mer. » — (*Adopté.*)

« Art. 11. — L'agent comptable de l'institut national de la propriété industrielle est soumis aux dispositions de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires. » — (*Adopté.*)

« Art. 12. — Le septième alinéa de l'article 66 (§ 2°) de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, modifié par l'article 3 de la loi n° 53-53 du 3 février 1953, est remplacé par les dispositions suivantes:

« Art. 66. — . . . . . .

« 2° Les études et recherches entreprises à la demande de particuliers feront l'objet, dans chaque cas, d'une convention qui sera soumise à l'approbation du ministre de l'industrie et du commerce et au visa du contrôleur des dépenses engagées. Elles donneront lieu à perception de recettes qui seront rattachées, selon la procédure des fonds de concours, au chapitre 34-32: « Direction des industries chimiques. — Laboratoire central des services chimiques de l'Etat. — Matériel » et, le cas échéant, au chapitre 34-31: « Direction des industries chimiques. — Laboratoire central des services chimiques de l'Etat. — Remboursement de frais », du budget de l'industrie et du commerce; le rattachement à ce dernier chapitre budgétaire portera exclusivement sur les sommes encaissées à titre de remboursement de frais de déplacement occasionnés par les études ou recherches. » — (*Adopté.*)

L'Assemblée nationale avait adopté un article 13 dont votre commission propose la suppression.

Il n'y a pas d'opposition ?...

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je crois devoir vous donner quelques explications sur cet article, que l'Assemblée nationale avait adopté et qui a trait à l'aménagement de la Durance.

L'Assemblée nationale avait fait obligation au Gouvernement de déposer, avant le 1er mars 1954, des projets de loi déclarant d'utilité publique le barrage de Serre-Ponçon, l'aménagement de la Durance et la déviation de la Haute-Neste.

M. Alric, dans son rapport, estime que « cette demande de déclaration d'utilité publique devra intervenir quand toutes les études techniques et économiques auront été menées à bien, quand tous les intérêts en présence auront pu être définis, confrontés et arbitrés. Imposer une limite, surtout de deux mois, pour effectuer ces opérations, n'apparaît pas très opportun, dit-il. »

Je tiens à déclarer, devant votre assemblée, qu'à l'heure présente toutes les études techniques et économiques sont pratiquement faites, et que si je n'ai pas déposé, comme j'en avais pris l'engagement devant le Parlement, le projet de loi déclarant d'utilité publique l'aménagement de la Durance, c'est que des difficultés, pour lesquelles je n'avais pas compétence, se sont élevées entre le ministère de l'agriculture et le ministère des finances. Aux dernières nouvelles, je viens d'apprendre que ces difficultés semblent pratiquement écartées et que, dans un délai très proche, un projet de loi qui a été adopté dans son principe par le conseil des ministres, pourra être déposé.

C'est pourquoi je ne fais d'objection, ni à la suppression ni au maintien de cet article, car j'espère bien que, dans un délai de quelques semaines, ce projet de loi sera déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale.

M. le président. Il n'y a pas d'opposition à la suppression de l'article 13 ?...

L'article 13 est supprimé.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

Conformément à l'article 72 du règlement, il y a lieu de procéder à un scrutin public.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre de votants	312
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République	160
Pour l'adoption	239
Contre	73

Le Conseil de la République a adopté.

Conformément à l'article 57 du règlement, acte est donné de ce que l'ensemble de l'avis a été adopté à la majorité absolue des membres composant le Conseil de la République.

— 48 —

DEPOT D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. Voyant et des membres du groupe du mouvement républicain populaire une proposition de loi tendant à accorder au personnel des corps de sapeurs-pompiers de France des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 717 et distribuée. Conformément à l'article 14 de la Constitution, elle sera transmise au bureau de l'Assemblée nationale.

— 49 —

SUSPENSION DE LA SEANCE

M. le président. Le Conseil acceptera sans doute de suspendre la séance pour la reprendre ce matin à dix heures ? (*Assentiment.*)

Seront discutés, dans l'ordre, les textes budgétaires suivants:

Finances, charges communes;

Comptes spéciaux du Trésor;

Affaires économiques;

Loi de finances.

La séance est suspendue.

(La séance est suspendue le mardi 5 janvier, à zéro heure cinquante-cinq minutes.)

Le Directeur du service de la sténographie du Conseil de la République,

CH. DE LA MORANDIÈRE.

Erratum

au compte rendu in extenso *de la 2e séance du mardi 15 décembre 1953.*

(*Journal officiel* du 16 décembre 1953.)

Page 2256, 2e colonne, dépôt d'une proposition de résolution;

Rétablir ainsi le titre de la proposition de résolution:

« Proposition de résolution exposant les principes d'une transformation du traité instituant une communauté européenne de défense, transformation permettant notamment l'entrée du Royaume-Uni, de la Norvège et du Danemark dans une organisation élargie, et tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir, à cet effet, des négociations avec les gouvernements intéressés. »

ANNEXES AU PROCES-VERBAL

DE LA

2e séance du jeudi 31 décembre 1953.

SCRUTIN (N° 178)

Sur les amendements identiques (nos 13 et 27) de MM. Durieux et Primet au chapitre 61-72 du budget de l'agriculture pour l'exercice 1954.

Nombre des votants..... 298
Majorité absolue..... 150

Pour l'adoption..... 295
Contre 3

Le Conseil de la République a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Abel-Durand.
Ajavon.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Assaillit.
Robert Aubé.
Auberger.
Aubert.
Augarde.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Beauvais.
Bels
Benchiha Abdelkader.
Jean Bène.
Benhabyles Cherif.
Berlioz.
Georges Bernard
Jean Berlaud (Seine).
Jean Berthoin.
Biatarana.
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Borgeaud.
Pierre Boudet.
Boudinot.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Bouquerel.
Bousch
André Boutemy.
Boutonnat.
Bozzi.
Brettes.
Brizard.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Bruyas.
Nestor Calonne.
Canivez.
Capelle.
Carcassonne.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chaintron
Chambriard.
Champeix.
Chapalain.
Gaston Charlet.
Chastel.
Chazette.
Robert Chevalier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Chochoy.
Claireaux.
Claparède.
Clavier.
Clerc.
Colonna.
Pierre Commin.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
Coudé du Foresto.
Coupigny.
Courrière.
Courroy.
Mme Crémieux.
Darmanthé.
Dassaud
Léon David.
Michel Debré.
Jacques Debû-Bridel.
Mme Marcelle Delabie
Claudius Delorme.
Delrieu.
Denvers.
Paul-Emile Descomps
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud
Mamadou Dia.
Amadou Doucouré.
Jean Doussot.
Driant.
René Dubois
Roger Duchet.
Duhm.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône)
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Charles Durand (Cher
Jean Durand (Gironde).
Durand-Réville.
Durieux.
Dutoit.
Enjalbert.
Yves Estève.
Ferhat Marhoun.
Ferrant.
Fléchet
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
Fousson.
de Fraissinette.
Franceschi.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Gatuing.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Jean Geoffroy.
Giacomoni.
Giauque.
Gilbert-Jules.
Mme Girault.
Gondjout.
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Grégory.
Jacques Grimaldi.
Léo Hamon.
Hartmann.
Hauriou.
Hoeffel.
Houcke.
Louis Ignacio-Pinto.
Yves Jaouen.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Kalb.
Kalenzaga.
Koessler.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Louis Lafforgue.
Henri Lafleur.
de La Gontrie.
Ralijaona Laingo.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Landry.
René Laniel.
Lasalarié.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Le Digabel.
Le Gros.
Robert Le Guyon.
Lelant.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Claude Lemaître.
Léonetti.
Le Sassier-Boisauné.
Waldeck L'Huillier.
Emilien Lieutaud.
Liot.
Litaise.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Jean Malonga.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
Maroselli.
Georges Marrane.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Jacques Masteau.
de Maupeou
Henri Maupoil.
Georges Maurice.
Mamadou M'Bodje.
de Menditte.
Menu.
Méric.
Michelet.
Milh.
Minvielle.
Marcel Molle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
Montpied.
de Montullé.
Charles Morel.
Motais de Narbonne.
Marius Moutet.
Léon Muscatelli.
Namy
Naveau.
Arouna N'Joya.
Novat.
Charles Okala.
Jules Olivier.
Alfred Paget.
Paquirissamypoullé.
Parisot.
François Patenôtre.
Pauly.
Paumelle.
Pellenc.
Perdereau.
Peridier.
Perrot-Migeon.
Peschaud.
Général Petit.
Piales.
Pic
Pidoux de La Maduère
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle)
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Plazanet.
Alain Poher.
Poisson.
de Pontbriand.
Primet.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.
Ramampy.
Ramette.
Razac.
Restat.
Réveillaud.
Reynouard.
Riviérez.
Paul Robert.
Rogier.
Romani.
Rotinat
Alex Roubert.
Emile Roux.
Marc Rucart.
François Ruin.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé.
Saller.
Satineau.
Schwartz.
Sclafer.
Séné.
Yacouba Sido.
Soldani.
Southon.
Raymond Susset.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.
Tharradin.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Diongolo Traore.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Vanrullen.
Henri Varlot.
Vauthier.
Verdeille.
Vourc'h.
Voyant.
Wach.
Maurice Walker.
Michel Yver.
Joseph Yvon.
Zafimahova.
Zéle
Zussy.

Ont voté contre :

MM. André Cornu, Houdet et François Schleiter.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Alric.
Armengaud.
Pierre Bertaux (Soudan).
Boisrond.
Julien Brunhes (Seine).
Coulibaly Ouezzin.
Delalande.
Florisson.
Louis Gros.
Haidara Mahamane.
Mostefaï El-Hadi
Hubert Pajot.
Pascaud.
Georges Pernot.
Rochereau.
Ternynck.
de Villoutreys.

Absent par congé :

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote :

M. René Coty, élu Président de la République.

M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, et M. Ernest Pezet, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de:

Nombre des votants..... 299
Majorité absolue..... 150

Pour l'adoption..... 296
Contre 3

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 179)

Sur l'ensemble de l'avis sur le budget de l'agriculture pour l'exercice 1954.

Nombre des votants..... 290
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République..... 150

Pour l'adoption..... 198
Contre 92

Le Conseil de la République a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Abel-Durand.
Ajavon.
Alric.
Louis André.
Robert Aubé.
Augarde.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Beauvais.
Benchiha Abdelkader.
Benhabyles Cherif.
Georges Bernard.
Jean Berlaud (Seine).
Jean Berthoin.
Biatarana.
Boisrond.
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnefous.
Pierre Boudet.
Boudinot.
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Boutonnat.
Brizard.
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Julien Brunhes (Seine).
Bruyas.
Capelle.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Jules Castellani.
Chambriard.
Chastel.
Claireaux.
Claparède.
Clerc.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
André Cornu.
Coupigny.
Michel Debré.
Jacques Debû-Bridel.
Mme Marcelle Delabie.
Delalande.
Delrieu.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud.
Mamadou Dia.
Jean Doussot.
Driant.
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulin.
Charles Durand (Cher).
Durand-Réville.
Enjalbert.
Yves Estève.
Ferhat Marhoun.
Fléchet.
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
Fousson.
de Fraissinette.
Jacques Gadoin.
Gatuing.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Glauque.
Gilbert Jules.
Gondjout.
Hassen Gouled.
Grassard.
Jacques Grimaldi.
Louis Gros.
Léo Hamon.
Hartmann.
Hoeffel.
Houcke.
Houdet.
Louis Ignacio-Pinto.
Yves Jaouen.
Jézéquel.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Kalb.
Kalenzaga.
Koessler.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Henri Lafleur.
Ralijaona Laingo.
Landry.
René Laniel.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Leccia.
Le Digabel.
Le Gros.
Lelant.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Le Sassier-Boisauné.
Emilien Lieutaud.
Liot.
Litaise.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
Jacques Masteau.
de Maupeou
Georges Maurice.
de Menditte.
Menu.
Michelet.
Milh.
Marcel Molle.
Monichon.
de Montalembert.
de Montullé.
Motais de Narbonne.
Léon Muscatelli.
Novat.
Jules Olivier.
Hubert Pajot.
Paquirissamypoullé.
Parisot
François Patenôtre.
Paumelle.
Perdereau.
Georges Pernot.
Peschaud.
Piales.
Pidoux de La Maduère.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Marcel Plaisant.
Plait
Plazanet.
Alain Poher.
Poisson.
de Pontbriand.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.
Ramampy.
Razac.
Réveillaud.
Reynouard.
Riviérez.
Paul Robert.
Rochereau.
Rogier
Romani.
Rotinat.
Marc Rucart.
François Ruin.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé.
Saller.
Satineau.
François Schleiter.
Schwartz.
Sclafer.
Séné.
Yacouba Sido.
Raymond Susset.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Ternynck.
Tharradin.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Diongolo Traore.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Vauthier.
de Villoutreys.
Voyant.
Wach.
Maurice Walker.
Michel Yver.
Joseph Yvon.
Zafimahova.
Zéle.
Zussy.

Ont voté contre :

MM.
Assaillit.
Auberger.
Aubert.
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Bels.
Jean Bène.
Berlioz.
Bordeneuve.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Bozzi.
Brelles.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette.
Nestor Calonne.
Canivez.
Carcassonne.
Frédéric Cayrou.
Chaintron.
Champeix.
Gaston Charlet.
Chazette.
Chochoy.
Clavier.
Pierre Commin.
Coulibaly Ouezzin.
Courrière.
Mme Crémieux.
Darmanthé.
Dassaud.
Léon David.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Amadou Doucouré.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Durieux.
Dutoit.
Ferrant.
Franceschi.
Gaspard.
Jean Geoffroy.
Mme Girault.
Grégory.
Hauriou
Alexis Jaubert.
Jean Lacaze.
Louis Lafforgue.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Lasalarié.
Robert Le Guyon.
Claude Lemaitre.
Léonetti.
Waldeck L'Huillier.
Jean Malonga.
Gaston Manent.
Maroselli.
Georges Marrane.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Mamadou M'Bodje.
Méric.
Minvielle.
Monsarrat.
Montpied.
Mostefaï El-Hadi.
Marius Moutet.
Namy.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Charles Okala.
Alfred Paget.
Pascaud.
Pauly.
Péridier.
Perrot-Migeon.
Général Petit.
Pic.
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Primet.
Ramette.
Restat.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Vanrullen.
Verdeille.

Se sont abstenus volontairement :

MM.
Philippe d'Argenlieu.
Armengaud.
Chapalain.
Robert Chevalier (Sarthe).
Coudé du Foresto.
Jean Durand (Gironde).
Le Bot.
Gabriel Tellier.
Vourc'h.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Pierre Bertaux (Soudan).
Borgeaud.
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Colonna.
Courroy.
Claudius Delorme.
Florisson.
Giacomoni.
Robert Gravier.
Haïdara Mahamane.
de La Gontrie.
Henri Maupoil.
Charles Morel.
Pellenc.
Henri Varlot.

Absent par congé :

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote :

M. René Coty, élu Président de la République.

M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, et M. Ernest Pezet, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de:

Nombre des votants..... 291
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République..... 160

Pour l'adoption..... 199
Contre 92

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 180)

Sur l'amendement (n° 7) de M. Gaspard, au nom de la commission de la presse, tendant à rétablir l'article 6 du budget de la radiodiffusion-télévision française.

Nombre des votants..... 303
Majorité absolue..... 152

Pour l'adoption..... 181
Contre 122

Le Conseil de la République a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Abel-Durand.
Alric.
Louis André.
Robert Aubé.
Augarde.
Baratgin.
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Beauvais.
Bels.
Benchiha Abdelkader.
Benhabyles Cherif.
Georges Bernard.
Jean Berlaud (Seine).
Jean Berthoin.
Biatarana.
Boisrond.
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Borgeaud.
Pierre Boudet.
Boudinot
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Bousch.
André Boutemy.
Brizard.
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Julien Brunhes (Seine).
Bruyas.
Capelle.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chambriard.
Chastel.
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.

Claireaux.
Claparède.
Clerc.
Colonna.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
André Cornu.
Coudé du Foresto.
Coupigny.
Courroy.
Mme Crémieux.
Michel Debré.
Mme Marcelle Delabie.
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud
Driant.
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulin.
Jean Durand (Gironde).
Durand-Réville.
Enjalbert.
Ferhat Marhoun.
Fléchet.
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
de Fraissinette.
Gaspard
Gatuing.
Etienne Gay.
Giacomoni.
Giauque.
Gilbert Jules.
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Louis Gros.
Léo Hamon.
Hartmann.
Hoeffel.
Houcke.
Houdet.
Yves Jaouen.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Kalb.
Koessler.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Henri Lafleur.
de La Gontrie.
Ralijaona Laingo.
Landry.
René Laniel.
Laurent-Thouverey.
Le Digabel.
Le Gros.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Claude Lemaître.
Le Sassier-Boisauné.
Emilien Lieutaud.
Liot.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
Maroselli.
de Maupeou.
Georges Maurice.
de Menditte.
Menu.
Michelet.
Milh.
Marcel Molle.
Monsarrat.
de Montullé.
Charles Morel.
Motais de Narbonne.
Léon Muscatelli.
Novat.
Jules Olivier.
Hubert Pajot.
Paquirissamypoullé.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Paumelle.
Perdereau.
Georges Pernot.
Perrot-Migeon.
Ernest Pezet.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Plazanet.
Poisson.
Gabriel Puaux.
Raoius.
de Raincourt.
Ramampy.
Razac.
Restat.
Riviérez.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat.
Marc Rucart.
François Ruin.
Sahoulba Gontchomé.
Satineau.
François Schleiter.
Schwartz.
Raymond Susset.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Ternynck.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Henry Torrès.
Vandaele.
Vauthier.
de Villoutreys.
Voyant.
Wach.
Maurice Walker.
Michel Yver.
Joseph Yvon.
Zussy.

Ont voté contre :

MM.
Ajavon.
Philippe d'Argenlieu.
Armengaud.
Assaillit.
Auberger.
Aubert.
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Jean Bène.
Berlioz.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Bouquerel.
Boutonnat.
Bozzi.
Brettes.
Mme Gilberte Pierre Brossolette.
Nestor Calonne.
Canivez.
Carcassonne.
Chaintron.
Champeix.
Chapalain.
Gaston Charlet.
Chazette.
Robert Chevalier (Sarthe).
Chochoy.
Clavier.
Pierre Commin.
Courrière
Darmanthé.
Dassaud.
Léon David.
Jacques Debû-Bridel.
Denvers.
Paul-Emile Descomps
Mamadou Dia.
Amadou Doucouré.
Jean Doussot
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Charles Durand (Cher).
Durieux.
Dutoit.
Yves Estève.
Ferrant.
Fousson.
Franceschi.
Jacques Gadoin.
Julien Gautier.
de Geoffre.
Jean Geoffroy.
Mme Girault.
Gondjout.
Grégory.
Hauriou.
Louis Ignacio-Pinto.
Kalenzaga.
Louis Lafforgue.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Lasalarié.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Robert Le Guyon.
Lelant.
Léonetti.
Waldeck L'Huillier.
Litaise.
Jean Malonga.
Georges Marrane.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Henri Maupoil.
Mamadou M'Bodje.
Merle
Merveille.
de Montalembert.
Montpied.
Mostefaï El-Hadi.
Namy.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Charles Okala.
Alfred Paget.
Pauly
Pellenc.
Péridier.
Peschaud.
Général Petit.
Piales.
Pic.
Pidoux de La Maduère.
de Pontbriand.
Primet.
Rabouin.
Ramette.
Réveillaud.
Reynouard.
Paul Robert.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Marcel Rupied.
Saller.
Sclafer.
Séné.
Yacouba Sido.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Gabriel Tellier.
Tharradin.
Jean-Louis Tinaud.
Diongolo Traore.
Amédée Valeau.
Vanrullen.
Verdeille.
Voure'h.
Zafimahova.
Zéle.

S'est abstenu volontairement :

M. Marius Moutet.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Bardon-Damarzid.
Pierre Bertaux (Soudan).
Coulibaly Ouezzin.
Florisson.
Jacques Grimaldi.
Haïdara Mahamane.
Malécot.
Jacques Masteau.
Monichon.
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Alain Poher.
Henri Varlot.

Absent par congé :

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote :

M. René Coty, élu Président de la République.
M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République.

Les nombres annoncés en séance avaient été de:

Nombre des votants	312
Majorité absolue	157
Pour l'adoption	188
Contre	124

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 181)

Sur l'amendement (n° 6) de M. Gaspard, au nom de la commission de la presse, au chapitre 60-80, état A, du budget de la radiodiffusion-télévision française.

Nombre des votants	301
Majorité absolue	151
Pour l'adoption	210
Contre	91

Le Conseil de la République a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Abel-Durand.
Alric.
Louis André.
Assaillit.
Auberger.
Aubert.
Augarde.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Bels.
Benchiha Abdelkader.
Jean Bène.
Benhabyles Chérif.
Georges Bernard.
Jean Bertholn.
Biatarana.
Boisrond.
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Borgeaud.
Boudinot.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
André Boutemy.
Bozzi.
Brettes.
Brizard.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette.
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Julien Brunhes (Seine).
Bruyas.
Canivez.
Capelle.
Carcassonne.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Frédéric Cayrou.
Chambriard.
Champeix.
Gaston Charlet.
Chastel.
Chazette.
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Chochoy.
Claireaux.
Claparède.
Clerc.
Colonna.
Pierre Commin.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
André Cornu.
Courrière.
Courroy.
Mme Crémieux.
Darmanthé.
Dassaud.
Mme Marcelle Delabie.
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Denvers.
Paul-Emile Descomps
Amadou Doucouré.
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulin.
Charles Durand (Cher).
Durieux.
Enjalbert.
Ferhat Marhoun.
Ferrant.
Fléchet.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
de Fraissinette.
Gaspard.
Gatuing.
Etienne Gay.
Jean Geoffroy.
Giacomoni.
Giauque.
Gilbert-Jules.
Grassard.
Robert Gravier.
Grégory.
Louis Gros.
Léo Hamon.
Hartmann.
Hauriou.
Houdet.
Yves Jaouen.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Koessler.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Louis Lafforgue.
Henri Lafleur.
de La Gontrie.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Landry.
René Laniel.
Lasalarié.
Laurent-Thouverey.
Le Digabel.
Lelant.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Claude Lemaître.
Léonetti.
Le Sassier-Boisauné.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Jean Malonga.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
Maroselli.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
de Maupeou.
Henri Maupoil.
Georges Maurice.
Mamadou M'Bodje.
de Menditte.

Menu.
Méric.
Minvielle.
Marcel Molle.
Monichon.
Monsarrat.
Montpied.
de Montullé.
Charles Morel.
Motais de Narbonne.
Marius Moutet.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Novat.
Charles Okala.
Alfred Paget.
Hubert Pajot.
Paquirissamypoullé.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Pauly.
Paumelle.
Perdereau.
Péridier.
Georges Pernot.
Perrot-Migeon.
Peschaud.
Ernest Pezet.
Piales.
Pic.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Alain Poher.
Poisson.
de Raincourt.
Ramampy.
Razac.
Restat.
Riviérez.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Marc Rucart.
Satineau.
François Schleiter.
Schwartz.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Tamzali Abdennour.
Ternynck.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Vandaele.
Vanrullen.
Henri Varlot.
Vauthier.
Verdeille.
de Villoutreys.
Voyant.
Wach.
Michel Yver.
Joseph Yvon.

Ont voté contre :

MM.
Ajavon.
Philippe d'Argenlieu.
Armengaud.
Robert Aubé.
Beauvais.
Berlioz.
Jean Bertaud (Seine).
Pierre Boudet.
Bouquerel.
Boulonnat.
Nestor Calonne.
Jules Castellani.
Chaintron.
Chapalain.
Robert Chevalier (Sarthe).
Coudé du Foresto.
Coupigny.
Léon David.
Michel Debré.
Jacques Debû-Bridel.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud.
Mamadou Dia.
Jean Doussot.
Driant.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Jean Durand (Gironde).
Durand-Réville.
Dutoit.
Yves Estève.
Pierre Fleury.
Gaston Fourrier (Niger).
Fousson.
Franceschi.
Jacques Gadoin.
Julien Gautier.
de Geoffre.
Mme Girault.
Gondjout.
Hassen Gouled.
Hoeffel.
Houcke.
Louis Ignacio-Pinto.
Kalb.
Kalenzaga.
Ralijaona Laingo.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Robert Le Guyon.
Waldeck L'Huillier.
Emilien Lieulaud.
Liot.
Georges Marrane.
Michelet.
Milh.
de Montalembert.
Léon Muscatelli.
Namy.
Jules Olivier.
Pellenc.
Général Petit.
Pidoux de La Maduère.
Plazanet.
de Pontbriand.
Primet
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
Ramette.
Réveillaud.
Reynouard.
Paul Robert.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé.
Sailer.
Sclafer.
Séné.
Yacouba Sido.
Raymond Susset.
Teisseire
Gabriel Tellier.
Tharradin.
Jean-Louis Tinaud
Henry Torrès.
Diongolo Traore.
Voure'h.
Zéle.
Zussy.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Pierre Bertaux (Soudan).
Bousch.
Clavier.
Coulibaly Ouezzin.
Florisson.
Jacques Grimaldi.
Haïdara Mahamane.
Le Gros.
Litaise.
Jacques Masteau.
Mostefaï El-Hadi.
François Ruin.
Amédée Valeau.
Maurice Walker.
Zafimahova.

Absent par congé :

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote :

M. René Coty, élu Président de la République.
M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République.

Les nombres annoncés en séance avaient été de:

Nombre des votants..... 314
Majorité absolue..... 158
Pour l'adoption..... 218
Contre 96

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 182)

Sur l'ensemble de l'avis sur le budget de la radiodiffusion-télévision française.

Nombre des votants..... 293
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République..... 160
Pour l'adoption..... 297
Contre 85

Le Conseil de la République a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Abel-Durand.
Alric.
Louis (André).
Philippe d'Argenlieu.
Robert Aubé.
Augarde.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Bels.
Benchiha Abdelkader
Benhabyles Cherif.
Georges Bernard.
Jean Bertaud (Seine).
Jean Berthoin.
Biatarana.
Boisrond.
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Borgeaud.
Pierre Boudet.
Boudinot.
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Boutonnat.
Brizard
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Julien Brunhes (Seine).
Bruyas.
Capelle.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chambriard.
Chapalain.
Chastel.
Robert Chevalier (Sarthe)
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Claireaux.
Claparède.
Clavier.
Clerc.
Colonna.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
André Cornu.
Coudé du Foresto.
Coupigny.
Courroy.
Mme Crémieux.
Michel Debré.
Jacques Debû-Bridel.
Mme Marcelle Delabie
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud
Jean Doussot.
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulin.
Charles Durand (Cher).
Jean Durand (Gironde)
Durand-Réville.
Enjalbert.
Yves Estève.
Ferhat Marhoun.
Fléchet.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
de Fraissinette.
Gaspard.
Gatuing.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Giacomoni.
Giauque.
Gilbert-Jules.
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Louis Gros.
Léo Hamon.
Hartmann.
Hoeffel.
Houcke.
Houdet.
Yves Jaouen.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Kalb.
Koessler.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Henri Lafleur.
de La Gontrie.
Ralijaona Laingo.
Landry.
René Laniel.
Laurent-Thouverey
Le Basser.
Leccia.
Le Digabel.
Le Gros.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Claude Lemaître.
Le Sassier-Boisauné
Liot.
Lodéon
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
Maroselli.
de Maupeou.
Henri Maupoil.
Georges Maurice de Mendilte.
Menu.
Michelet.
Milh.
Marcel Molle.
Monichon.
Montsarrat.
de Montalembert.
de Montullé.
Charles Morel.
Motais de Narbonne.
Novat.
Jules Olivier.
Hubert Pajot.
Paquirissamypoullé.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Paumelle.
Perdereau.
Georges Pernot.
Perrot-Migeon.
Peschaud.
Ernest Pezet.
Piales.
Pidoux de La Maduère.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait
Plazanet.
Alain Poher.
Poisson
de Pontbriand.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.
Ramampy.
Razac.
Restat.
Riviérez.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat
Marc Rucart.
François Ruin.
Sahoulba Gontchomé.
Satineau.
François Schleiter.
Schwartz.
Séné.
Raymond Susset.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.
Ternynck.
Tharradin.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Vandaele.
Henri Varlot.
Vauthier.
de Villoutreys.
Voure'h.
Voyant.
Wach.
Maurice Walker.
Michel Yver.
Joseph Yvon.
Zussy.

Ont voté contre :

MM.
Ajavon.
Assaillit.
Auberger.
Aubert.
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Jean Bène.
Berlioz.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Bozzi.
Brettes.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette.
Nestor Calonne.
Canivez.
Carcassonne.

Chaintron.
Champeix.
Gaston Charlet.
Chazette.
Chochoy.
Pierre Commin.
Courrière.
Darmanthé.
Dassaud.
Léon David.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Mamadou Dia.
Amadou Doucouré.
Durieux.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Durieux.
Dutoit.
Ferrant.
Fousson.
Franceschi.
Jean Geoffroy.
Mme Girault.
Gondjout.
Grégory.
Hauriou.
Louis Ignacio-Pinto.
Kalenzaga.
Louis Lafforgue.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Lasalarié.
Lelant.
Léonetti.
Waldeck L'Huillier.
Jean Malonga.
Georges Marrane.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Mamadou M'Bodje.
Méric.
Minvielle.
Montpied.
Marius Moutet.
Namy.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Charles Okala.
Alfred Paget.
Pauly.
Péridier.
Général Petit.
Pic.
Primet.
Ramette.
Paul Robert.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Marcel Rupied.
Sailer.
Yacouba Sido.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Diongolo Traore.
Vanrullen.
Verdeille.
Zafimahova.
Zéle.

Se sont abstenus volontairement :

MM.
Armengaud.
Jacques Gadoin.
Robert Le Guyon.
Litaise.
Pellenc.
Réveillaud.
Reynouard.
Sclafer.
Amédée Valeau.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Beauvais.
Pierre Bertaux (Soudan).
Coulibaly Ouezzin.
Driant.
Pierre Fleury.
Florisson.
Jacques Grimaldi.
Hafdara Mahamane.
Le Bot.
Emilien Lieutaud.
Malécot.
Jacques Masteau.
Mostefai El-Hadi.
Léon Muscatelli.

Absent par congé :

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote :

M. René Coty, élu Président de la République.
M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République.

Les nombres annoncés en séance avaient été de:

Nombre des votants	295
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République	160
Pour l'adoption	208
Contre	87

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 183)

Sur l'ensemble de l'avis sur le budget de l'industrie et du commerce pour l'exercice 1954.

Nombre des votants	310
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République	160
Pour l'adoption	237
Contre	73

Le Conseil de la République a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Abel-Durand.
Ajavon.
Alric.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Robert Aubé.
Augarde.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Beauvais.
Bels.
Benchiha Abdelkader.
Benhabyles Cherif.
Georges Bernard.
Jean Bertaud (Seine).
Jean Berthoin.
Biatarana.
Boisrot.
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Borgeaud.
Pierre Boudet.
Boudinot.
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Boutonnat.
Brizard.
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Julien Brunhes (Seine).
Pruvas.
Capelle.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chambriard.
Chapalain.
Chastel.
Robert Chevalier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Claireaux.
Claparède.
Clavier.
Clerc.
Colonna.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
André Cornu.
Coudé du Foresto.
Coupigny.
Courroy.
Mme Crémieux.
Michel Debré.
Jacques Debû-Bridel.
Mme Marcelle Delabie.
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud.
Mamadou Dia.
Jean Doussot.
Driant.
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulin.
Charles Durand (Cher).
Jean Durand (Gironde).
Enjalbert.
Yves Estève.
Ferhat Marhoun.
Fléchet.
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
Fousson.
de Fraissinette.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Gatuing.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Giacomoni.
Giauque.
Gilbert-Jules.
Gondjout.
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Jacques Grimaldi.
Louis Gros.
Léo Hamon.
Hartmann.
Hoeffel.
Houcke.
Houdet.
Louis Ignacio-Pinto.
Yves Jaouen.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Kalb.
Kalenzaga.
Koessler.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Lafargue.
Henri Lafleur.
de La Gontrie.
Ralijaona Laingo.
Landry.
René Laniel.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Le Digabel.
Le Gros.
Robert Le Guyon.
Lelant.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Claude Lemaître.
Le Sassier-Boisauné.
Emilien Lieutaud.
Liot.
Litaise.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah
Georges Maire.
Malécot.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
Maroselli.
Jacques Masteau.
de Maupeou.
Henri Maupoil.
Georges Maurice.
de Menditte.
Menu
Michelet.
Milh.
Marcel Molle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
de Montullé.
Charles Morel.
Motais de Narbonne.
Léon Muscatelli.
Novat.
Jules Olivier.
Hubert Pajot.
Paquirissamypoulié.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Paumelle.
Pellenc.
Perdereau.
Georges Pernot
Perrot-Migeon.
Peschaud.
Ernest Pezet.
Pialoux.
Pidoux de La Maduère
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Plazanet.
Alain Poher.
Poisson.
de Ponthriand.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.
Ramampy.
Razac.
Restat.
Réveillaud.
Reynouard.
Riviérez.
Paul Robert.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat
Marc Rucart.
François Ruin.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé
Sailer.
Salineau.
François Schleiter
Schwartz.
Sclafer.
Séné.
Yacouba Sido.
Raymond Susset.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.
Ternynck.
Tharradin.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Diongolo Traore.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Henri Varlot.
Vauthier.
de Villoutreys.
Vourc'h.
Voyant.
Wach.
Maurice Walker.
Michel Yver.
Joseph Yvon.
Zafimahova.
Zéle.
Zussy.

Ont voté contre :

MM.
Assaillit.
Auberger.
Aubert
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Jean Bène.
Berlioz.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Bozzi.
Brettes
Mme Gilberte Pierre-Brossolette.
Nestor Calonne.
Canivez.
Carcassonne.
Chaintron.
Champeix.
Gaston Charlet.
Chazette.
Chochoy
Pierre Commin.
Courrière.
Darmanthé.
Dassaud.
Léon David.
Denvers.
Paul-Emile Descomps
Amadou Doucouré.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Durand-Réville.
Durieux.
Dutoit.
Ferrant.
Franceschi.
Jean Geoffroy.
Mme Girault.
Grégory.
Hauriou.
Louis Lafforgue
Albert Lamarque.
Lamousse.
Lasalarié.
Léonetti.
Waldeck L'Huillier
Jean Malonga.
Georges Marrane.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Mamadou M'Bodje.
Méric.
Minvielle.
Montpied.
Marius Moutet.
Namy.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Charles Okala.
Alfred Paget.
Pauly.
Péridier.
Général Petit.
Pic.
Primet.
Ramette.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Vanrullen.
Verdeille.

S'est abstenu volontairement :

M. Armengaud.

N'ont pas pris part au vote :

MM.

Pierre Bertaux (Soudan).	Coulibaly Ouezzin.	Hafdara Mahamane.
	Florisson.	Mostefaï El-Hadi.

Absent par congé :

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote :

M. René Coty, élu Président de la République.

M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République.

Les nombres annoncés en séance avaient été de:

Nombre des votants	312
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République	160
Pour l'adoption	239
Contre	73

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

Rectifications

au compte rendu in extenso *de la 2e séance du jeudi 31 décembre 1953.*

(*Journal officiel* du 1er janvier 1954.)

Dans le scrutin (n° 171) sur l'amendement (n° 30 rectifié) de M. Courrière au chapitre 31-01 du budget de l'intérieur pour l'exercice 1954, page 2525:

MM. Philippe d'Argenlieu, Jean Bertaud, Bouquerel, Bousch, Boutonnat, Chapalain, Robert Chevalier, Michel Debré, Jacques Debû-Bridel, Deutschmann, Mme Marcelle Devaud, MM. Jean Doussot, Jean Durand, Yves Estève, de Geoffre, Hoeffel, Houcke, Le Basser, Le Bot, Leccia, Liot, Michelet, Milh, de Montalembert, Jules Olivier, Pidoux de La Maduère, Plazanet, de Pontbriand, Gabriel Puaux, Rabouin, Radius, Séné, Teisseire, Gabriel Tellier, Tharradin, Henry Torrès, Vourc'h, Zussy, portés comme ayant voté « contre », déclarent avoir voulu voter « pour ».

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1954

Ordre du jour du mercredi 6 janvier 1954.

A seize heures. — SÉANCE PUBLIQUE

Communication du Gouvernement.

Documents mis en distribution le mercredi 6 janvier 1954.

N° 648 (4). — Proposition de résolution de M. Jean Maroger exposant les principes d'une transformation du traité instituant une Communauté européenne de défense.

N° 671 (2). — Proposition de résolution de M. Léo Hamon tendant à assurer la diffusion à l'étranger des méthodes françaises des sciences administratives.

N° 672 (1). — Proposition de résolution de M. de Bardonnèche tendant à l'augmentation de la retraite des vieux travailleurs salariés.

N° 677 (1). — Rapport de M. de Montalembert sur le projet de loi relatif au développement des crédits du ministère de l'agriculture.

N° 685 (2). — Rapport de M. Pellenc relatif aux comptes spéciaux du Trésor.

N° 691 (1). — Rapport de M. Jacques Debû-Bridel sur le projet de loi relatif au développement des crédits de la radiodiffusion-télévision française.

N° 692 (2). — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi de finances.

N° 693 (1). — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi relatif à la suspension de la perception des droits de douane en Afrique occidentale française.

N° 694 (1). — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi relatif à une délibération du conseil privé de la Côte française des Somalis tendant à constituer ce territoire en zone franche.

N° 695 (1). — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi relatif à une délibération du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française réglementant le service des douanes.

N° 696 (1). — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi relatif à une délibération du conseil général de Saint-Pierre et Miquelon tendant à la réduction des formalités douanières.

N° 697 (2). — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi relatif à une délibération du conseil général des Comores tendant à maintenir la réglementation douanière.

N° 698 (1). — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération du conseil d'administration du Cameroun relative au régime des douanes.

N° 699 (1). — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi relatif à une délibération du conseil de gouvernement de l'Afrique équatoriale française relative au service des douanes.

N° 700 (1). — Avis de M. Bousch sur le projet de loi relatif au développement des crédits du ministère de l'industrie et du commerce.

N° 702. — Projet de loi tendant à étendre aux territoires d'outre-mer certaines dispositions relatives à l'exercice de la pharmacie.

N° 704 (2). — Rapport supplémentaire de M. Pauly sur le projet de loi relatif au développement des crédits du ministère des finances (Charges communes).

N° 705. — Proposition de loi de M. Auberger relative à l'exercice de la profession de « masseur-kinésithérapeute ».

N° 706 (2). — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder la qualité de fonctionnaire stagiaire à tous les élèves des écoles normales supérieures.

N° 707 (2). — Projet de loi relatif au développement des crédits du ministère des finances et des affaires économiques (Affaires économiques).

N° 710 (2). — Avis de M. Gaspard sur le projet de loi relatif au développement des crédits de la radiodiffusion-télévision française.

N° 711 (4). — Rapport de M. Alric sur le projet de loi relatif au développement des crédits du ministère des finances et des affaires économiques (affaires économiques).

N° 714 (4). — Rapport de M. Lamousse sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de la loi relative aux conseils académiques.

N° 715 (3). — Projet de loi majorant l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

N° 716 (4). — Rapport supplémentaire de M. Pellenc sur le projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor.

(1) Ce document à été mis à la disposition de Mmes et MM. les sénateurs le 1er janvier 1954.
(2) Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les sénateurs le 2 janvier 1954.
(3) Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les sénateurs le 4 janvier 1954.
(4) Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les sénateurs le 5 janvier 1954.

Convocation de commission.

La commission du travail et de la sécurité sociale se réunira le mardi 5 janvier 1954, à quinze heures (local n° 213) :

Suite de l'examen du projet de loi (n° 715, année 1953) majorant l'allocation aux vieux travailleurs salariés, les allocations de vieillesse et l'allocation spéciale et modifiant certaines dispositions relatives aux cotisations de sécurité sociale.

Audition éventuelle de M. Edgar Faure, ministre des finances et des affaires économiques, et de M. Bacon, ministre du travail.

Réunion de commission du mardi 5 janvier 1954.

Commission du travail, à quinze heures. — Local n° 213.

Convocation de bureau.

Le 6e bureau se réunira le mercredi 13 janvier 1954, à dix-sept heures (local n° 221) :

Nouvel examen du dossier de l'élection partielle du territoire du Soudan.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

SESSION DE 1953 — COMPTE RENDU IN EXTENSO — 80e SEANCE (SUITE)

2e séance du Jeudi 31 Décembre 1953 *(suite)*

SOMMAIRE (*Suite.*)

Présidence de Mme Gilberte Pierre-Brossolette.

50. — Budget du ministère des finances (charges communes) pour 1954. — Adoption d'un avis sur un projet de loi (p. 2737).

Discussion générale: M. Pauly, rapporteur de la commission des finances.

Passage à la discussion des articles.

Art. 1er:

MM. Primet, Auberger, Alain Poher, Edgar Faure, ministre des finances et des affaires économiques.

Amendements de M. Primet. — M. Primet. — Rejet.

M. Auberger.

Amendement de M. Primet. — MM. le ministre, Primet, Auberger. — Rejet.

MM. Auberger, le ministre, Léo Hamon.

Amendement de M. Léon David. — MM. Léon David, le ministre, Courrière. — Retrait.

Amendement de M. Dulin. — MM. Restat, le ministre, Dulin. — Adoption.

M. Primet.

Adoption, au scrutin public, de l'article modifié.

Art. 2 à 7: adoption.

Art. 8:

Amendement de M. Primet. — MM. Primet, le ministre, le rapporteur. — Question préalable.

Adoption de l'article.

Art. 9:

M. Alain Poher, le ministre.

Amendement de M. Henri Cordier. — MM. Alric, le ministre. — Retrait.

Amendement de M. Pellenc. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 9 *bis:*

Amendement de M. Léo Hamon. — MM. Léo Hamon, le ministre, Auberger, Alain Poher, Boudinot. — Retrait.

Adoption de l'article.

Art. 9 *ter*: adoption.

Art. 11:

Amendements de M. Primet et de M. Courrière. — Discussion commune: MM. Primet, Jean Berthoin, rapporteur général de la commission des finances; Courrière, le ministre. — Rejet, au scrutin public.

Rejet de l'article.

Art. 12: adoption.

Art. 13:

MM. Courrière, le ministre.

Adoption de l'article.

Art. 14: adoption.

Art. 15:

Amendements de M. Primet et de M. Léo Hamon. — Discussion commune: MM. le ministre, Primet, le rapporteur général, Léo Hamon. — Question préalable.

Adoption de l'article.

Art. 16: adoption.

Art. 17:

MM. le ministre, le rapporteur général, Alain Poher, le rapporteur.

Adoption de l'article.

Art. 20 et 21: adoption.

Art. 22:

Amendement de M. Primet. — MM. Primet, le ministre. — Rejet

Adoption de l'article.

Art. 22 *bis:*

Amendement de M. Primet. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 23: adoption.

Sur l'ensemble: MM. Léo Hamon, Durand-Réville.

Adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

51. — Comptes spéciaux du Trésor pour 1954. — Discussion d'un avis sur un projet de loi (p. 2751).

Discussion générale: M. Pellenc, rapporteur de la commission des finances.

Passage à la discussion des articles.

Art. 9.

MM. Georges Marrane, le rapporteur, Léon David.

Adoption de l'article.

Art. 10 à 15 *bis:* adoption.

Art. 1er: adoption.

Art. 2:

Amendement de M. Durand-Réville. — MM. Durand-Réville, Edgar Faure, ministre des finances et des affaires économiques; le rapporteur. — Adoption, au scrutin public.

Amendement de M. Restat. — Retrait.

MM. Georges Laffargue, le ministre, le rapporteur.

Amendement de M. Georges Marrane. — M. Georges Marrane. — Rejet.

MM. le rapporteur, Bernard Lafay, secrétaire d'Etat aux affaires économiques; Jean Berthoin, rapporteur général de la commission des finances.

Renvoi de l'article à la commission.

Présidence de M. Ernest Pezet.

52. — Demande de discussion immédiate (p. 2761).

53. — Comptes spéciaux du Trésor pour 1954. — Suite de la discussion et adoption d'un avis sur un projet de loi (p. 2761).

Art. 3: adoption.

Art. 4:

Amendement de M. Léo Hamon. — MM. Léo Hamon, Edgar Faure, ministre des finances et des affaires économiques; Alain Poher. — Adoption.

MM. Pellenc, rapporteur de la commission des finances; le ministre des finances.

Adoption de l'article modifié.

Art. 5 et 6: adoption.

Art. 7:

MM. Symphor, le ministre des finances.

Adoption de l'article.

Art. 8 et 16 à 22: adoption.

Art. 23:

Amendement de M. Armengaud. — MM. Armengaud, Jean-Marie Louvel, ministre de l'industrie et du commerce. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 23 *bis:* adoption.

Art. 23 *ter:*

Amendement de M. Monichon. — MM. Monichon, le rapporteur, le ministre des finances. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 24 à 32: adoption.

Art. 33:

MM. Courrière, le ministre des finances.

Adoption de l'article.

Art. 33 *bis* et 33 *ter*: adoption.

Art. 33 *quater:*

MM. le rapporteur, le ministre.

Adoption de l'article.

Art. 33 *quinquies:*

Amendement de M. Jean-Louis Tinaud. — MM. Jean-Louis Tinaud, le ministre des finances, Armengaud. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 34:

MM. le rapporteur, Clavier, Georges Marrane, le ministre de l'industrie, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Georges Laffargue, Longchambon, président de la commission de la production industrielle; Saller, Armengaud, Courrière, le ministre des finances.

Adoption de l'article.

Art. 35: adoption.

Art. 36:

M. le ministre des finances.

Amendements de M. Léon David. — MM. Léon David, le ministre des finances. — Réservé.

MM. Saller, le rapporteur, le ministre des finances, le rapporteur général, Alain Poher, Léon David, de Villoutreys.

Adoption de l'article modifié.

Art. 36 *bis:* adoption.

Art. 37:

Amendements de M. Longchambon, de M. Rochereau et de M. Dulin. — Discussion commune: MM. Armengaud, le rapporteur, Saller, le ministre des finances. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 38 à 40: adoption.

Art. 41:

MM. le ministre des finances, le rapporteur.

Adoption de l'article modifié.

Art. 42 à 46: adoption.

Art. 47:

Amendement de M. Georges Marrane. — MM. Georges Marrane, le ministre des finances. — Rejet, au scrutin public.

Adoption de l'article.

Art. 48 à 53: adoption.

Art. 53 *bis:*

MM. le ministre des finances, le rapporteur.

Suppression de l'article.

Seconde délibération: MM. Jean Boivin-Champeaux, le rapporteur, le ministre des finances, Dulin, le rapporteur général, Armengaud.

Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

54. — Budget du ministère des affaires économiques pour 1954. — Discussion immédiate et adoption d'un avis sur un projet de loi (p. 2781).

Discussion générale: M. Alric, rapporteur de la commission des finances.

Passage à la discussion des articles.

Art. 1er:

Amendement de M. Durand-Réville. — MM. Durand-Réville, Bernard Lafay, secrétaire d'Etat aux affaires économiques; Georges Laffargue, Edgar Faure, ministre des finances et des affaires économiques. — Retrait.

Adoption de l'article.

Art. 1er *bis:*

Amendement de M. Léo Hamon. — MM. Léo Hamon, le rapporteur, le ministre. — Question préalable.

Irrecevabilité de l'article.

Art. 2:

Amendement de M. Dulin. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 5:

Amendements de M. Durand-Réville. — MM. Durand-Réville, le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement de M. Robert Aubé. — MM. Robert Aubé, le rapporteur, Saller, Capelle, Jézéquel, Georges Laffargue, Rochereau, président de la commission des affaires économiques; Dulin, Jacques Debû-Bridel. — Adoption au scrutin public.

Amendement de M. Julien Gautier. — MM. Julien Gautier, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 3, 4, 6 et 7: adoption.

Art. 7 *bis:*

Amendement de M. Clavier. — Question préalable.

Irrecevabilité de l'article.

Art. 8: adoption.

Art. 9:

Amendement de M. Louis Gros. — Question préalable.

Irrecevabilité de l'article.

Sur l'ensemble: MM. Alain Poher, le ministre.

Adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

55. — Loi de finances pour 1954. — Discussion d'un avis sur un projet de loi (p. 2791).

Discussion générale: M. Jean Berthoin, rapporteur général de la commission des finances.

Renvoi de la suite de la discussion.

Présidence de M. Gaston Monnerville.

56. — Dépôt d'une question orale avec débat (p. 2792).

57. — Conseils académiques. — Discussion immédiate et adoption d'un avis sur une proposition de loi (p. 2792).

Discussion générale: MM. Lamousse, rapporteur de la commission de l'éducation nationale; Jacques Debû-Bridel.

Passage à la discussion des articles.

Adoption des articles 1er et 2 et de l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi.

58. — Loi de finances pour 1954. — Suite de la discussion et adoption d'un avis sur un projet de loi (p. 2793).

Suite de la discussion générale: MM. Jacques Debû-Bridel, Coudé du Foresto.

Passage à la discussion des articles.

Art. 1er:

MM. Edgar Faure, ministre des finances et des affaires économiques; Jean Berthoin, rapporteur général de la commission des finances.

Adoption de l'article.

Art. 2 à 5: adoption.

Art. 6:

Amendement de M. Georges Marrane. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 7 à 9: adoption.

Art. 10:

Amendement de M. Maroselli. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 10 *bis:*

Amendement de M. Monichon. — MM. Monichon, le rapporteur général, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 11, 11 *bis* et 13 à 21: adoption.

Art. 22:

Amendement de M. Gaspard. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 22 *bis:*

Amendement de M. Jean-Eric Bousch. — MM. Jean-Eric Bousch, le rapporteur général, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 23:

Amendement de M. Estève. — MM. Estève, le rapporteur général, Henri Maupoil, le ministre, Primet, Boivin-Champeaux, Robert Le Guyon. — Adoption, au scrutin public.

Amendement de M. Primet. — Adoption.

Amendement de M. Capelle. — MM. Capelle, le rapporteur général, le ministre. — Question préalable.

Adoption de l'article.

Art. 23 *bis:*

Amendement de M. Louis André. — Question préalable.

Irrecevabilité de l'article.

Art. 24:

Amendement de M. Rogier. — MM. Rogier, le ministre. — Retrait.

Amendements de M. Henri Maupoil, de M. Primet, de M. Robert Le Guyon et de M. Jean Durand. — Discussion commune: MM. Henri Maupoil, Primet, Robert Le Guyon, Jean Durand, le rapporteur général, le ministre, Restat. — Retrait de l'amendement de M. Henri Maupoil. — Adoption, au scrutin public, des amendements de M. Primet et de M. Robert Le Guyon. — Retrait de l'amendement de M. Jean Durand.

Adoption de l'article modifié.

Art. 24 *bis* et 24 *ter:*

Amendement de M. Naveau. — Question préalable.

Irrecevabilité des articles.

Art. 24 *quater:*

Amendement de M. Rochereau. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 25 et 25 *bis:* adoption.

Art. 26:

MM. Courrière, le ministre.

Adoption de l'article.

Art. 26 *bis:*

Amendement de M. Boivin-Champeaux. — MM. Boivin-Champeaux, le rapporteur général, Courrière, Abel-Durand. — Adoption.

Suppression de l'article.

Art. 27 *bis:*

Amendement de M. Jean-Eric Bousch. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 28:

M. le ministre.

Suppression de l'article.

Art. 28 *bis* à 28 *quater:*

Amendements de M. Clavier. — Adoption.

Adoption des articles.

Art. 29: adoption.

Art. 29 *bis:*

Amendement de M. Jean-Eric Bousch. — MM. Jean-Eric Bousch, le ministre. — Retrait.

Retrait de l'article.

Art. 30: adoption.

Art. 30 *bis:*

Amendement de M. Pierre Commin. — MM. le ministre, Pierre Commin, le rapporteur général. — Rejet.

Rejet de l'article.

Art. 31 et 32: adoption.

Art. 32 *bis:*

Amendement de M. Dulin. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 33:

Amendement de M. Naveau. — MM. Naveau, Claudius Delorme, le rapporteur général, Dulin, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 34:

Amendement de M. Dulin. — MM. Dulin, le ministre. — Retrait.

Retrait de l'article.

Art. 35:

Amendements de M. Naveau. — MM. le ministre, Naveau. — Retrait.

Retrait de l'article.

Art. 36:

Amendement de M. Charles Barret. — MM. Charles Barret, le ministre. — Retrait.

Retrait de l'article.

Art. 37:

Amendement de M. Jean-Eric Bousch. — Question préalable.

Irrecevabilité de l'article.

Art. 38:

Amendement de M. Clavier. — Retrait.

Retrait de l'article.

Art. 39:

Amendement de M. Dulin. — Adoption.

Adoption de l'article.

Art. 40:

Amendement de M. Restat. — Question préalable.

Irrecevabilité de l'article.

Art. 41:

Amendement de M. Courrière. — Question préalable.

Irrecevabilité de l'article.

Art. 42:

Amendement de M. Abel-Durand. — MM. Boutonnat, le ministre, Alain Poher, le rapporteur général. — Retrait.

Retrait de l'article.

Sur l'ensemble: MM. Armengaud, Robert Le Guyon, Jacques Debû-Bridel, Chaintron, le ministre.

Adoption, au scrutin public, de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

59. — Dépôt d'une proposition de résolution (p. 2829).

60. — Convocation du Parlement en session extraordinaire (p. 2829).

61. — Suspension de la séance (p. 2829).
M. le président.

62. — Clôture de la session (p. 2830).

63. — Adoption du procès-verbal (p. 2830).
M. Léo Hamon

(La séance est reprise le mardi 5 janvier, à dix heures quinze minutes, sous la présidence de Mme Gilberte Pierre-Brossolette.)

PRESIDENCE DE Mme GILBERTE PIERRE-BROSSOLETTE, vice-président.

Mme le président. La séance est reprise.

Je rappelle que les orateurs ont droit à un temps de parole de quinze minutes pour les rapporteurs, de dix minutes pour les autres et pour la discussion des amendements et des chapitres de cinq minutes chacun.

— 50 —

BUDGET DU MINISTERE DES FINANCES (CHARGES COMMUNES) POUR 1954

Adoption d'un avis sur un projet de loi.

Mme le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances et des affaires économiques pour l'exercice 1954 (I. — Charges communes). (Nos 638 et 673, année 1953.)

Avant d'ouvrir la discussion générale, je dois faire connaître au Conseil de la République que j'ai reçu de M. le président du conseil des décrets, nommant, en qualité de commissaires

du Gouvernement, pour assister M. le ministre des finances et des affaires économiques:

MM. Quintin, administrateur civil à la direction du budget;
de Glun, administrateur civil à la direction générale des impôts.

Acte est donné de ces communications.

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur de la commission des finances.

M. Pauly, *rapporteur de la commission des finances.* Mesdames, messieurs, en lever de rideau, nous nous trouvons dans l'intimité, une intimité bien sympathique, ma foi. (*Sourires.*)

A l'Assemblée nationale, le rapporteur de la commission des finances a signalé que la présentation tardive du budget des charges communes avait de fâcheux inconvénients, et il ajoutait: « Ce budget devrait venir en discussion le premier, car il traduit, sur le plan des crédits, les conséquences de la politique économique et financière du Gouvernement. »

Ce budget concerne, en effet, des dépenses d'ordre général et des crédist globaux qui intéressent l'ensemble des départements ministériels ou certains d'entre eux.

On y trouve toutes les herbes de la Saint-Jean: arrérages de la dette, subventions à l'industrie, à l'agriculture, indemnités parlementaires, encouragement à la reconstruction, amélioration de la situation des fonctionnaires, etc.

Les crédits demandés s'élèvent à 565 milliards et représentent 35 p. 100 de l'ensemble des dépenses de fonctionnement. Il est difficile d'établir une comparaison entre les dépenses des exercices 1953 et 1954, car des transferts ont été opérés, dans les deux sens, entre le budget des charges communes et les fascicules des divers départements ministériels. C'est ainsi que la dotation des pensions d'invalidité, inscrite au budget des charges communes de 1953 pour un montant de 79 milliards, a été transférée au budget des anciens combattants. Pour apprécier l'évolution des dépenses d'une année à l'autre, il convient donc d'effectuer des rapprochements à l'intérieur de chaque chapitre.

Les charges communes sont classées en quatre catégories: dette publique, pouvoirs publics, moyens des services, interventions publiques. Elles font l'objet de commentaires dans le rapport que j'ai déposé au nom de la commission des finances.

Soucieux de ménager le temps du Conseil de la République, je me bornerai à présenter quelques brèves observations sur des points particuliers.

Les crédits affectés aux pouvoirs publics concernent la dotation du Président de la République, ses frais de maison et de déplacements, ainsi que les indemnités parlementaires et les dépenses de fonctionnement des quatre Assemblées. Le montant est de 7 milliards, sur un total de 3.732 milliards de charges publiques, soit 0,18 p. 100.

Il n'est pas exagéré de dire que cette sorte de liste civile de l'Etat républicain est moins élevée que dans beaucoup de pays étrangers. Chacun sait aussi que, sous l'ancien régime, la dotation des pouvoirs publics était assez confortable. La preuve en est apportée par l'exemplaire de l'original du budget de la France en 1789, affiché dans l'antichambre de notre commission des financés. On relève que, sur un budget de 530 millions, 33 allaient à la cour, que la maison du roi coûtait 20 millions et celle de Monsieur frère du roi, près de 2 millions en monnaie de l'époque. Rien de nouveau sous le soleil: le déficit existait alors et il était considérable pour l'époque puisqu'il s'élevait à 61 millions.

Pour ce qui est de l'indemnité parlementaire, un polémiste évoquait récemment le sacrifice de Baudin qui mourait pour 25 francs par jour sous les rafales de Badinguet. Il ajoutait que, tout compte fait, les successeurs du député Baudin ont une vie moins périlleuse, mais bien moins rémunérée. Que l'on me permette d'ajouter sur ce thème bien répandu dans les réunions publiques que l'indemnité parlementaire était de 15.000 francs en 1914 et son augmentation n'a pas suivi le rythme de celle de la plupart des rémunérations publiques et privées. La même remarque peut d'ailleurs être faite en ce qui concerne le traitement des ministres. Il était de 60.000 francs par an en 1900 et en 1914. Aujourd'hui, il est de 600.000 francs. C'est un point qu'on ne saurait trop souligner au moment où une campagne antiparlementaire se répand dans le pays et vise à atteindre le régime républicain lui-même.

Le budget des charges communes comprend des crédits affectés à des dépenses n'ayant aucun lien entre elles. C'est pourquoi je m'excuse de passer sans transition à l'action économique. La dotation prévue pour le secteur économique, dans le budget en discussion, s'élève à 29 milliards. Mais pour avoir une vue exacte de l'action de l'Etat dans ce domaine, il convient de tenir compte des subventions inscrites dans le budget général et dont le montant total dépasse 250 milliards de francs. Vous trouverez le détail des crédits afférents à chaque ministère dans le rapport que j'ai déposé.

Après le débat qui s'est déroulé la semaine dernière, lors du vote du budget des affaires économiques, j'ai le devoir d'être prudent et modeste. Les problèmes posés sont nombreux et complexes. On me permettra, cependant, de partager le scepticisme de M. Walker à l'égard de l'efficacité de notre politique d'expansion économique. L'opinion exprimée par M. de Villoutreys mérite aussi, semble-t-il, de retenir l'attention du Gouvernement. Notre collègue estime que l'Etat doit renoncer aux mesures artificielles destinées à masquer les insuffisances d'une structure économique périmée et qui incite trop souvent à la paresse les industriels français. Comme on le voit, c'est tout le problème de notre expansion économique et de nos échanges commerciaux qui doit être repensé.

Un autre problème mérite aussi toute notre attention. Au chapitre 31-93, un crédit de 7.400 millions est prévu pour améliorer la situation des personnels de l'Etat. D'après les informations publiées par l'institut national de la statistique, le coût du fonctionnement de l'administration, de l'achat du matériel administratif et de l'éducation nationale pour l'année 1953 représente moins de 14 p. 100 du total des dépenses publiques, qui s'élève à 3.800 milliards. A ce propos vous trouverez dans mon rapport deux tableaux faisant apparaître l'évolution des effectifs et des traitements. En ce qui concerne la hiérarchie, ils fournissent des éléments de comparaison avec certains pays étrangers et avec les établissements nationalisés.

Un troisième tableau établit la comparaison de l'évolution de certains traitements et de l'indice des prix de détail. Le simple examen des chiffres explique le malaise qui existe présentement dans la fonction publique. Ce malaise trouve sa source dans le trop grand nombre de traitements nettement insuffisants et aussi dans l'écrasement de la hiérarchie qui s'est produit au cours des dernières années. C'est une situation qui compromet sérieusement le fonctionnement des services publics. La grève des postes, télégraphes et téléphones en apporte la démonstration. (*Applaudissements.*) En terminant, vous me permettrez, mes chers collègues, de noter que le projet en discussion contient en dehors des chapitres de dépenses vingt-trois articles de loi comportant diverses dispositions.

Votre commission des finances a dû examiner à la hâte un certain nombre de dispositions nouvelles se rapportant à une législation compliquée, celle des pensions civiles et militaires.

Enfin, comme chaque année, nous avons été saisis de textes tendant à des intégrations complémentaires d'agents supérieurs dans le cadre des administrateurs. Dans certains ministères, intérieur et santé publique notamment, le pourcentage des intégrations a été beaucoup plus faible que dans d'autres départements ministériels. Cet état de choses a valu à certains d'entre nous des sollicitations pressantes et souvant justifiées. En tout cas, il entretient depuis 1945 au sein des administrations centrales une agitation préjudiciable à l'intérêt du service.

L'article 9 *bis* tend à atténuer ces disparités et à réparer certaines injustices.

Votre commission les a examinées et remaniées au cours de deux discussions longues et laborieuses. Le texte gouvernemental, introduit dans des conditions quelque peu insolites, contenait un certain nombre de chausse-trapes, mais il se préoccupait de régler favorablement quelques situations particulières.

Votre commission regrette une fois de plus que le Gouvernement n'ait pas cru devoir régler, par une mesure générale, la situation des agents supérieurs de l'ensemble des administrations. Quoi qu'il en soit, nous nous sommes appliqués, les uns et les autres, et notamment MM. Poher, Masteau et Roubert, à examiner en commission avec conscience et impartialité les cas qui nous ont été soumis.

Le débat qui va s'ouvrir nous dira si cet irritant problème est définitivement réglé. (*Applaudissements.*)

Mme le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?

La discussion générale est close.

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion des articles du projet de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion des articles.*)

Mme le président. Je donne lecture de l'article 1er.

« Art. 1er. — Il est ouvert au ministre des finances et des affaires économiques, au titre des dépenses ordinaires du budget des finances et des affaires économiques (I. — Charges communes) pour 1954, des crédits s'élevant à la somme globale de 565.295.638.000 francs.

« Ces crédits s'appliquent:

« A concurrence de 248.432.634.000 francs, au titre Ier : « Dette publique et dépenses en atténuation de recettes »;

« A concurrence de 7.847.678.000 francs, au titre II: « Pouvoirs publics »;

« A concurrence de 256.804.165.000 francs, au titre III : « Moyens des services »;

« Et à concurrence de 52.211.161.000 francs, au titre IV: « Interventions publiques »,

conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état A, annexé à la présente loi. »

L'article 1er est réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état A annexé.

Je donne lecture de cet état:

Finances et affaires économiques.

I. — CHARGES COMMUNES

TITRE Ier. — DETTE PUBLIQUE ET DÉPENSES EN ATTÉNUATION DE RECETTES

1re partie. — Dette intérieure. — Dette perpétuelle et amortissable.

« Chap. 11-01. — Service des rentes perpétuelles et amortissables ainsi que des bons et obligations du Trésor à moyen terme, 23.181.298.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 11-01.

(*Le chapitre* 11-01 *est adopté.*)

Mme le président.

« Chap. 11-11. — Annuités diverses à verser à la caisse des dépôts et consignations, 6.454.433.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 11-12. — Service des titres d'annuités amortissables en 10 ans émis en application de la loi du 27 mars 1944, 22.612.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 11-13. — Annuités et intérêts dus ou garantis par l'Etat au Crédit foncier de France, 12.876.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 11-14. — Service des emprunts autorisés par les lois des 10 octobre 1919 et 31 décembre 1937, par le décret-loi du 31 août 1937 et par les lois des 6 mai 1941 et 21 juillet 1950, 3.958.598.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 11-15. — Bonifications d'intérêts allouées en application des décrets des 25 août 1937, 2 mai 1938 et 17 juin 1938, 3.700.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 11-16. — Annuités à la caisse autonome d'amortissement. » (Mémoire.)

« Chap. 11-17. — Charges afférentes au service des bons et emprunts émis par la caisse nationale de crédit agricole, 692.500.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 11-21. — Annuités pour le payement des subventions de l'Etat attribuées aux collectivités locales, 923.732.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 11-22. — Participation de l'Etat au service d'emprunts locaux, 540.800.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 11-23. — Service des provisions faites au titre de la garantie des emprunts contractés par les anciennes colonies devenues départements d'outre-mer, 25.419.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 11-31. — Remboursements divers à la Société nationale des chemins de fer français, 1.419.800.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 11-32. — Annuités diverses à la Société nationale des chemins de fer français et à diverses compagnies de chemins de fer, 65.500.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 11-33. — Subvention à la Compagnie franco-espagnole du chemin de fer de Tanger à Fez, 92.200.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 11-34. — Participation de l'Etat au service des emprunts émis en vue de permettre l'exécution des opérations prévues au plan de modernisation et d'équipement, 5 milliards de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 11-35. — Service des emprunts contractés par les compagnies de navigation subventionnées en vue de la construction de navires devenus la propriété de l'Etat et pour assurer la trésorerie de ces sociétés (application de la loi du 28 février 1948), 74.887.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 11-41. — Encouragement à la construction immobilière. — Intérêts des avances ou prêts et bonifications d'intérêt, 12.013.329.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 11-42. — Remboursement au Crédit foncier de France et au sous-comptoir des entrepreneurs des dépenses prises en charge par l'Etat au titre des travaux de ravalement des immeubles et de reconstruction d'immeubles sinistrés, 158 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 11-43. — Payement par annuités des indemnités de dommages de guerre 1914-1918, 46.420.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 11-44. — Services des titres et emprunts émis en application de la législation sur les dommages de guerre, 13 milliards 233.165.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 11-51. — Rachat de concessions de canaux, 121.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 11-52. — Remboursement d'avances pour les travaux de prestations en nature des voies navigables et des ports maritimes, 2.891.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 11-61. — Service des intérêts des emprunts contractés par l'U. N. E. S. C. O. en vue de la construction à Paris de son siège permanent, 13.200.000 francs. » — (*Adopté.*)

2e partie. — Dette intérieure. — Dette flottante.

« Chap. 12-01. — Intérêts des comptes de dépôt au Trésor, 11.070 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 12-02. — Intérêts des bons du Trésor à court terme et valeurs assimilées, 62.345 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 12-03. — Service des avances des instituts d'émission, 1.575 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 12-04. — Frais de trésorerie, 9.100 millions de francs. » — (*Adopté.*)

3e partie. — Dette extérieure.

« Chap. 13-01. — Redevance annuelle envers l'Espagne pour droit de dépaissance sur les deux versants de la frontière des Pyrénées, 2.750.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 13-02. — Service d'emprunts contractés à l'étranger, 24.498.510.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 13-03. — Prêts et garanties à des gouvernements, services ou ressortissants étrangers, 239.400.000 francs. » — (*Adopté.*)

4e partie. — Garanties.

« Chap. 14-01. — Garanties diverses, 6.050 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 14-02 .— Garanties d'intérêts aux réseaux secondaires et aux chemins de fer concédés, 15.500.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 14-03. — Garantie donnée par l'Etat en matière de travaux de ravalement d'immeubles (art. 6, alinéa 2, de la convention du 31 octobre 1940), 15 millions de francs. » — (*Adopté.*)

5e partie. — Dépenses en atténuation de recettes.

« Chap. 15-01. — Dégrèvements sur contributions directes et taxes assimilées, 30 milliards de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 15-02. — Remboursements sur produits indirects et divers, 25.588 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 15-03. — Frais de poursuites et de contentieux, 1 milliard 266.390.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 15-04. — Versement au budget sarrois de la part lui revenant sur les recettes communes, 8.200 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 15-05. — Remboursements de billets de la Banque de France privés du cours légal entre 1945 et 1948, 11 millions 500.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 15-06. — Remboursements pour décharge de responsabilité en cas de force majeure et débets admis en surséance indéfinie, 35 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 15-07. — Poudres. — Achats et transports, 376 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 15-08. — Dépenses domaniales, 79.100.000 francs. » — (*Adopté.*)

8e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

« Chap. 18-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (dette publique). » — (Mémoire.)

« Chap. 18-92. — Dépenses des exercices clos (dette publique). » — (Mémoire.)

TITRE II. — POUVOIRS PUBLICS

« Chap. 20-11. — Dotation du Président de la République, 4 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 20-12. — Cabinet civil et militaire du Président de la République, 5 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 20-13. — Frais de maison du Président de la République, 30 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 20-14. — Frais de représentation, de déplacements et de voyage du Président de la République, 15 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 20-15. — Frais de fonctionnement du parc automobile de la présidence de la République, 16 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 20-16. — Services administratifs de la présidence de la République. — Frais de missions et de documentation, 7 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 20-17. — Constitution d'un fonds de bibliothèque à la présidence de la République, 1 million de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 20-18. — Frais de fonctionnement du Haut Conseil de l'Union française, 5 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 20-19. — Frais de renouvellement et de fonctionnement du parc automobile du conseil supérieur de la magistrature, 2 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 20-21. — Assemblée nationale et Assemblée de l'Union française, 4.986.078.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 20-31. — Indemnités des sénateurs et dépenses administratives du Conseil de la République, 2.250 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 20-41. — Conseil économique. — Indemnités des membres du conseil, 352 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 20-42. — Conseil économique. — Dépenses administratives, 174.600.000 francs. » — (*Adopté.*)

TITRE III. — MOYENS DES SERVICES

1re partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.

« Chap. 31-11. — Cités administratives et cités logements. — Personnel, 74.300.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-91. — Indemnités de licenciement, 200 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-92. — Salaires des personnels auxiliaires recrutés dans les conditions prévues par la loi du 3 avril 1950. » (Mémoire.)

« Chap. 31-93. — Amélioration de la situation des personnels de l'Etat, 7.400 millions de francs. »

La parole est à M. Primet.

M. Primet. Mesdames, messieurs, la loi du 3 avril 1950 avait pour but la titularisation dans l'emploi qu'ils occupent effectivement de certaines catégories de fonctionnaires auxiliaires, temporaires, employés de bureau et, d'autre part, des transformations d'emplois dans les catégories C et B.

Le Gouvernement, il faut bien le dire, a marchandé et a maintenu dans la catégorie D, c'est-à-dire la catégorie la plus basse, un certain nombre de fonctionnaires. Cette catégorie comprend les employés de bureau aux écritures, indices 110 à 160, les dactylographes, indices 120 à 170, et les aides commis (corps de débouché des employés de bureau aux écritures), indices 160 à 180.

Après la libération, cette catégorie a succédé aux anciens expéditionnaires, dont le travail consistait à mettre des adresses sur des enveloppes, à faire des paquets ou à recopier un certain nombre de textes faciles.

Lors de l'établissement des échelles indiciaires en 1946-1947, on a fait terminer leur carrière à l'indice 160, uniquement parce que l'on avait considéré que les travaux à demander aux employés de bureau aux écritures étaient les mêmes que ceux que je viens d'énumérer et qu'étant donné leur rémunération on ne devait leur demander aucun travail de création mais simplement un travail de copie. Dans l'état actuel des choses, les employés de bureau ne devraient même pas se voir confier une addition à faire alors que, dans la réalité, ils font le même travail que les adjoints administratifs.

En effet, le travail des administrations centrales s'est considérablement augmenté et diversifié et il a bien fallu donner une partie du travail d'exécution, qui aurait dû normalement être exécuté par les seuls adjoints administratifs, aux employés de bureau, chose d'autant plus intéressante pour l'administration, d'ailleurs, qu'elle faisait exécuter une fois de plus son travail au rabais.

Les organisations syndicales ont essayé d'obtenir des relèvements d'indices pour ces catégories et, surtout, la loi du 3 avril 1950 leur avait paru devoir permettre de trouver un remède à cette anomalie. Elles avaient estimé que les emplois d'auxiliaires transformés en application de cette loi devaient l'être pour 75 p. 100 d'entre eux en emplois d'adjoints administratifs; or, les finances et la fonction publique ont accordé à peu près la transformation de 30 p. 100 des emplois d'auxiliaires en emplois d'adjoints administratifs.

Il est donc souhaitable, actuellement, de traduire dans les textes ce qui existe dans la réalité et de transformer tous les emplois d'employés de bureau en emplois d'adjoints administratifs puisqu'aussi bien les employés de bureau font le travail d'adjoints administratifs.

Il ne peut évidemment pas en être autrement des emplois d'aides-commis, de dactylographes et de sténodactylographes. En effet, les connaissances techniques exigées des fonctionnaires appartenant à ces deux catégories sont telles qu'elles viennent les mettre actuellement dans la même situation que les adjoints administratifs du point de vue traitement, la seule différence entre les deux catégories devant s'exprimer sous forme d'une prime de technicité.

Il serait donc souhaitable de transformer tous les emplois d'employés de bureau, d'aides-commis, de dactylographes et sténodactylographes en emplois d'adjoints administratifs, mais, si cette mesure n'était pas réalisable immédiatement, d'en transformer au moins 50 p. 100, avec nomination par priorité des agents les plus âgés qui partent en retraite avec des pensions tragiquement insignifiantes.

Parmi les catégories de personnels à qui il est demandé des connaissances particulières figurent les secrétaires sténodactylographes, sténodactylographes et dactylographes. Pour tenir compte de cette situation, et aussi du fait que l'offre était importante pour ces catégories sur le marché du travail en 1945, le Gouvernement leur avait accordé à cette époque une indemnité de technicité qui venait s'ajouter à leur traitement. Depuis cette époque, alors que les traitements relatifs à l'ensemble des catégories ont subi des majorations successives qui les ont portés approximativement à six fois leur montant de 1945, l'indemnité de technicité accordée aux secrétaires sténodactylographes, sténodactylographes et dactylographes n'a jamais été majorée. C'est pourquoi ces fonctionnaires demandent la revalorisation de cette indemnité de technicité dans des proportions identiques et leur fixation comme suit: secrétaires sténodactylographes, 0 à 5.400 francs au lieu de 0 à 900 francs; sténodactylographes, 0 à 5.400 francs au lieu de 0 à 900 francs; dactylographes, 0 à 3.000 francs au lieu de 0 à 300 francs.

Il est bien entendu que ces revendications ne concernent pas seulement des personnels de l'administration centrale, et que, si M. le ministre envisage une amélioration de ces situations, nous lui demanderons de bien vouloir l'étendre aux services extérieurs.

Mme le président. Sur le même chapitre 31-93, la parole est à M. Auberger.

M. Auberger. Monsieur le ministre, mes chers collègues, le problème de la rémunération des fonctionnaires est évoqué au chapitre 31-93 sous la formule: « Amélioration de la situation du personnel de l'Etat ». Le crédit qui est prévu traduit, en année pleine, les conséquences du décret du 7 septembre 1953 qui accordait une indemnité spéciale dégressive aux petits fonctionnaires dont l'indice était inférieur à 160.

Le budget des charges communes n'a prévu aucun crédit destiné à revaloriser les traitements et à améliorer les indices des catégories de fonctionnaires défavorisées.

A notre avis, ce sont les salaires de base qui, en premier lieu, devraient retenir l'attention du Gouvernement, car ces salaires sont nettement insuffisants malgré l'aumône de l'indemnité spéciale dégressive. Il nous paraîtrait équitable que le traitement de début des fonctionnaires, soit les 120 p. 100 du minimum vital fixé à 22.750 francs, soit 27.000 francs.

Nous demandons que les traitements des fonctionnaires soient adaptés au coût de la vie et qu'en particulier le sort des petits fonctionnaires, les plus nombreux, soit examiné et amélioré.

Au sujet du même chapitre, je voudrais appeler l'attention de M. le ministre sur la situation d'un petit groupe de fonctionnaires, le corps motocycliste du ministère des finances. Ces agents de service, ex-agents cyclistes, sont actuellement affectés à un service de liaison par motocyclette. Ils sont en fonction dans plusieurs ministères — finances, agriculture, travail, industrie et commerce — alors que, dans d'autres ministères, tels que ceux de l'intérieur et de la défense nationale, le service est assuré par des gardes républicains qui perçoivent, en plus de leur traitement de garde, une indemnité spéciale.

Je demande que soit examinée la possibilité d'accorder aux agents motocyclistes des ministères, et en particulier du ministère des finances, la même indemnité que celle qui est accordée aux gardes républicains motocyclistes en raison des modifications qui ont été apportées à leurs attributions et qui ont entraîné pour eux des difficultés supplémentaires.

M. Alain Poher. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. Alain Poher.

M. Alain Poher. Monsieur le ministre, M. Léo Hamon est absent en cet instant, mais je sais qu'il devait vous poser une question indiscrète sur le statut des fonctionnaires et je ne voudrais pas que cette question ne fût pas posée. Vous savez que, dans le statut de la fonction publique, il est prévu que les traitements de fonctionnaires seront alignés sur les

120 p. 100 du minimum vital. Jadis des promesses ont été faites; elles se sont traduites par des projets qui ont été votés. Pourriez-vous me dire dans quelle mesure vous espérez concilier les désirs légitimes — je devrais dire les droits — des fonctionnaires avec vos possibilités budgétaires ?

Mme le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. Edgar Faure, *ministre des finances et des affaires économiques.* J'indique aux orateurs que les questions qu'ils ont posées seront étudiées.

En ce qui concerne la question de M. Auberger, elle est relativement limitée; je lui promets de l'examiner.

Pour la question générale posée par M. Alain Poher, je dois indiquer que rien n'est actuellement prévu pour une modification aussi importante, entraînant des conséquences financières semblables à celles qu'il envisage.

Cependant, je dois faire remarquer que nous avons pu prendre en septembre une mesure qui était demandée par la majorité de l'opinion en ce qui concerne les basses rémunérations. Evidemment, si nous avions pu la hiérarchiser, cela aurait été mieux du point de vue de la fonction publique, mais il faut tenir compte de l'ensemble des possibilités budgétaires. Telle quelle, elle a apporté certaines améliorations à des conditions modestes et appliquée, jusqu'ici, avec mesure, elle n'a pas eu les inconvénients qu'on attribue souvent à des mesures de ce genre. Actuellement, nous devons nous en tenir à des mesures, comme je l'ai dit, modestes et limitées. L'avenir nous dira ce qu'il nous sera permis de faire.

Mme le président. Par voie d'amendement (n° 7), M. Primet et les membres du groupe communiste proposent de réduire de 1.000 francs le crédit du chapitre 41-93.

La parole est à M. Primet.

M. Primet. Mesdames, messieurs, il s'agit là d'une question extrêmement importante qui aurait pu être posée sur le budget des travaux publics, mais que j'ai pensé devoir poser sur les charges communes, car c'est là que se trouvent les 250 millions de revision indiciaire qui sont répartis entre les divers départements ministériels.

Un décret du 9 septembre 1953, publié au *Journal officiel* du 11, donne la liste des emplois pour lesquels, après avis du conseil supérieur de la fonction publique, le Gouvernement a accepté un relèvement de l'échelonnement indiciaire.

Ce décret appelle une observation essentielle relative à l'exclusion de certaines catégories de personnel du bénéfice du relèvement des indices.

Il est regrettable que le Gouvernement se soit cru autorisé à écarter de la revision indiciaire, malgré l'avis formel et favorable du conseil supérieur de la fonction publique, une catégorie de personnel aussi importante et aussi méritante que celle des agents de travaux des ponts et chaussées et des éclusiers, c'est-à-dire celles des cantonniers.

Il est à noter que ces personnels, dont tout le monde s'accorde à reconnaître le dévouement, sont nettement défavorisés et que, trop souvent, le Gouvernement les considère comme des fonctionnaires de seconde zone. C'est ainsi qu'en matière d'indemnités de déplacement le taux qui leur est alloué est inférieur de 50 p. 100 à celui des autres fonctionnaires de catégorie similaire. C'est ainsi, que malgré le caractère actif et pénible de leurs fonctions, le Gouvernement persiste à les maintenir dans une catégorie sédentaire où la retraite est fixée à 65 ans, et cela malgré le vœu exprimé par l'Assemblée nationale et celui du Conseil de la République unanime, demandant le classement de ces agents dans la catégorie active.

Je pourrais, pour essayer de ridiculiser un peu cette chose, faire des comparaisons avec certaines catégories qui sont classées en service actif, alors que ceux qui en font partie passent leur journée derrière un bureau, tandis que les cantonniers, eux, sont considérés comme sédentaires. Je ne veux pas insister. Il est incontestable que l'échelonnement indiciaire qui leur a été accordé à la suite des travaux de reclassement de la fonction publique ne les a guère avantagés puisque cet échelonnement se situe de 125 à 175, ce qui, compte tenu des abattements de zone, donne une rémunération nette de 21.500 francs au début de carrière, compte tenu de l'indemnité aux bas salaires, et de 27.000 francs après 25 années de services; il est à noter que ce traitement de 27.000 francs constitue la véritable fin de carrière, aucun débouché ne leur étant offert et l'emploi de conducteur de chantier, emploi immédiatement supérieur, n'étant accessible que par voie de concours interne.

Pour ces différentes raisons, le conseil supérieur de la fonction publique avait émis l'avis qu'un léger relèvement d'indice devait être décidé en faveur des agents de travaux et des éclusiers. A l'échelonnement indiciaire 125-175 il proposait que soit substitué l'échelonnement 135-185, soit une augmentation de 10 points seulement. Mais le Gouvernement a passé outre à cette proposition aussi modeste qu'amplement justifiée. Sans doute a-t-il considéré beaucoup plus l'aspect financier que l'aspect équitable de l'avis du conseil supérieur de la fonction publique. Sans doute a-t-il considéré que, vue sous l'aspect financier, la loi du nombre — les agents de travaux sont 30.000 environ — devait jouer contre ces personnels. La justice et l'équité ne peuvent s'accommoder de tels calculs. La justice exige que les agents de travaux, dont tout le monde s'accorde à reconnaître la situation particulièrement défavorisée, ne soient pas exclus, en raison de leur nombre, d'une mesure amplement méritée et légitime.

Le Gouvernement qui a accepté, à juste titre, les propositions de relèvement indiciaire pour les facteurs et les agents des eaux et forêts, par exemple, se doit également de les accepter pour les agents de travaux des ponts et chaussées. Nous demandons, en conséquence, que le Gouvernement complète, dans ce sens, le décret du 9 décembre 1953 et que les crédits nécessaires au relèvement d'indice des agents de travaux des ponts et chaussées soient inscrits au budget soumis à notre discussion.

En annexe à cette question importante concernant les cantonniers et les éclusiers, je veux signaler à M. le ministre une petite anomalie. Les femmes d'éclusiers qui sont tenues souvent 24 heures en remplacement de leur mari, pour le fonctionnement des écluses sur les voies navigables, touchent une indemnité mensuelle inférieure à l'indemnité de salaire unique, si bien qu'elles sont tenues 24 heures auprès des écluses et qu'elles ne peuvent toucher l'allocation de salaire unique en raison de ce que leur donne l'administration. Il y a là une anomalie qui constitue un véritable scandale, comme je l'ai indiqué tout à l'heure, scandale qui existe aussi pour les cantonniers et les éclusiers.

Mme le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission s'en remet à la sagesse du Conseil.

Mme le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Le Gouvernement n'a aucune observation à présenter.

Mme le président Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement, pour lequel la commission et le Gouvernement s'en remettent à la sagesse du Conseil.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

Mme le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 31-93, avec le chiffre de la commission.

(*Le chapitre* 31-93 *est adopté.*)

Mme le président. « Chap. 31-94. — Régularisation de la situation des fonctionnaires détachés dans les missions internationales d'assistance technique, 9 millions de francs. » — (*Adopté.*)

2e partie. — Personnel, — Pensions et allocations.

« Chap. 32-21. — Subvention à la caisse des retraites de l'Imprimerie nationale, 356.805.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 32-91. — Remboursement à la caisse des dépôts et consignations des sommes avancées par cet établissement pour la revalorisation des pensions des anciens fonctionnaires sarrois, 8.200.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 32-92. — Versements au fonds spécial prévu par l'article 2 de la loi du 2 août 1949 pour le régime de retraite des ouvriers des établissements industriels de l'Etat. — Compléments des pensions aux ouvriers et allocations aux ouvriers et veuves d'ouvriers de ces établissements, 6.100 millions de francs. » — (*Adopte.*)

« Chap. 32-93. — Pensions militaires, 90.659.999.000 francs. »

Par voie d'amendement (n° 8), M. Primet et les membres du groupe communiste proposent de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Primet.

M. Primet. Mesdames, messieurs, j'ai déposé sur les deux chapitres 32-93 et 32-94 deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une même intervention. Il s'agit de la question des retraites. La loi du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des retraites et péréquation des pensions, avait notamment pour objet de faire varier la retraite à tout moment dans le même sens et dans les mêmes proportions que le traitement et la solde d'activité. Jusqu'au 25 décembre 1950 cette règle a été respectée, à l'occasion notamment de l'application des tranches de reclassement. Mais les décrets du 24 mai, du 6 septembre 1951 et du 17 septembre 1953 ont rompu avec cette règle légale dans le seul but de restreindre les incidences financières de revision automatique des retraites.

Le Gouvernement s'est attaché à augmenter la rémunération des fonctionnaires en activité de service par le biais de l'indem-

nité de résidence ou l'institution de compléments, au détriment du traitement soumis à retenue, seul pris en compte pour le calcul des retraites.

Dans ce sens, les décrets précités ont généralisé le système de l'indemnité de résidence, accru l'importance de cette indemnité par rapport au traitement, institué un complément de rémunération non soumis à retenue pour pension. De plus, le décret du 17 septembre 1953 a institué une indemnité spéciale dégressive, non soumise à retenue pour pension. De ce fait, pour un fonctionnaire à l'indice 100, le traitement soumis à retenue pour pension est passé de 115.000 francs au 1er janvier 1948 à 150.000 francs, soit 12.500 francs par mois seulement à ce jour.

Il s'ensuit que si, dans son ensemble, la rémunération totale du fonctionnaire à l'indice 100 a augmenté de 90 p. 100 depuis le 1er janvier 1948, passant à Paris de 144.000 à 273.000 francs, ce qui est d'ailleurs manifestement insuffisant, la base de calcul des pensions n'a varié en un an que de 30 p. 100 en moyenne.

Par ailleurs, les traitements hiérarchiques servant au calcul des retraites demeurent aujourd'hui basés sur un plancher de 138.000 francs par an, contre 115.000 francs à la suite des opérations de reclassement de la fonction publique et de péréquation des pensions.

Le pourcentage d'augmentation n'étant que de 20 p. 100 seulement, c'est dire combien nos retraités sont victimes de mesures gouvernementales qui, pour limiter les incidences financières de la revalorisation, augmentent l'indemnité de résidence et instituent des compléments de rémunération non pris en compte pour le calcul des pensions.

Cette situation a déjà fait l'objet d'une protestation, lors de la discussion du budget du ministère des postes, télégraphes et téléphones, du rapporteur de la commission des finances, notre collègue M. Coudé du Foresto, qui déclarait qu'il était impossible de savoir, dans les traitements payés, ce qui était représenté par le traitement lui-même et ce qui l'était par les diverses indemnités.

Le 26 novembre 1952, au cours de la discussion du budget des charges communes, nous avions signalé cette anomalie et cette injustice. Le Conseil de la République avait manifesté son intention d'y mettre un terme en votant un amendement portant réduction indicative des crédits de 1.000 francs.

Le Gouvernement de l'époque, par la voix de M. Guy Petit, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, avait reconnu que l'esprit de la loi du 20 septembre 1948 sur les retraites et pensions n'avait pas été rigoureusement respecté. Il avait même précisé que des études étaient en cours et en bonne voie dans les cartons de l'administration. Cette étude paraît y être demeurée, car rien n'a été fait.

Nous reprenons donc la proposition que nous avions faite l'année dernière, qui constituera un premier correctif à la situation des retraités et au non-respect de l'esprit de la loi du 20 septembre 1948. Cette proposition consiste à faire porter le calcul des retraites sur les traitements ou soldes soumis à retenues pour pension augmentés de l'indemnité de résidence et des compléments de rémunérations servis dans la zone de salaire comportant l'abattement maximum de 13,50 p. 100. D'ailleurs, cette proposition a l'accord de toutes les organisations syndicales et de la fédération générale des retraités.

Mme le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Il n'en a pas.

Mme le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission s'en remet à la sagesse du Conseil.

Mme le président. Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'amendement de M. Primet.
(*L'amendement n'est pas adopté.*)

Mme le président. Personne ne demande plus la parole sur le chapitre 32-93 ?...
Je le mets aux voix.
(*Le chapitre* 32-93 *est adopté.*)

Mme le président. « Chap. 32-94. — Pensions civiles, 88 milliards 654.999.000 francs. »
La parole est à M. Auberger.

M. Auberger. Monsieur le ministre, mes chers collègues, mon intervention sera très brève, mon collègue M. Primet ayant traité la question des retraités que je voulais moi-même présenter. Je voudrais cependant attirer l'attention du Gouvernement une nouvelle fois sur le problème des pensions de retraite: pension d'ancienneté, pension proportionnelle et pension d'invalidité, posé par la mise en échec du statut de la fonction publique et en particulier sur la situation des petits retraités.

Nous regrettons l'insuffisance de l'effort budgétaire en faveur des retraités dont la pension est basée sur un indice inférieur à 400 et nous sollicitons l'intégration dans le traitement de base retenu pour le calcul de la pension, de l'indemnité de résidence allouée dans la zone du plus fort abattement. Les promesses faites l'an dernier à la tribune n'ont pas été tenues. Par déférence envers le Parlement qui avait manifesté son opinion et par souci de la justice, le Gouvernement aurait dû consentir à ce premier correctif d'une situation qui a tourné la loi au détriment de l'ensemble des retraités. Nous aimerions avoir des apaisements de M. le ministre des finances au sujet de la situation des retraités.

Je désirerais appeler l'attention de M. le ministre sur un point très particulier de la loi du 8 août 1950, article 44. Cet article a prévu le bénéfice de l'allocation annuelle en faveur des veuves non remariées, précédemment privées des avantages accordés par l'article 36 de la loi du 20 septembre 1948, ou l'article 16 de la loi du 2 août 1949. Le texte précise cependant que « le droit (à l'allocation) est subordonné à la condition qu'au moment du décès du mari, il n'existait ni femme, ni enfants issus du mariage ou d'un mariage antérieur, ayant droit à pension ». En conséquence, l'attribution d'une pension à d'autres ayants cause des fonctionnaires décédés fait obstacle à la concession de l'allocation annuelle, même si, s'agissant d'orphelins, le droit à pension est venu à expiration du fait de leur majorité.

Je prends deux exemples: deux femmes de retraités sont devenues veuves à la même époque, 1946 par exemple. La première n'a jamais eu d'enfant. Elle percevra l'allocation jusqu'à la fin de ses jours. La deuxième est mère d'un ou de plusieurs enfants mineurs au moment du décès du mari: elle ne touchera jamais l'allocation, même lorsque ses enfants, devenus majeurs, ne percevront plus rien du chef de leur père.

Ces dispositions sont appliquées strictement, la circonstance que les enfants mineurs du défunt n'aient pas exercé leurs droits en temps utile par exemple, ou qu'ils soient dorénavant dépourvus de tout droit par le jeu de la déchéance quinquennale, ne modifiant en rien la situation existant lors du décès de leur père et ne pouvant, dès lors, ouvrir un droit à l'allocation en faveur de la mère.

La commission des finances de l'Assemblée nationale avait « pris en considération » un amendement présenté par MM. Catroux, Chatenay et Commentry ajoutant à la disposition ci-dessus rappelée le texte suivant: « Mais, à l'extinction de la pension servie à l'orphelin, la veuve pourra revendiquer l'allocation précitée ». Cette addition n'a pas été soumise au vote de l'Assemblée nationale. Son adoption par le Conseil de la République en permettrait l'examen en seconde lecture à l'Assemblée nationale, en vue d'un vote définitif. L'Assemblée a déjà adopté, dans sa troisième séance du 11 décembre 1953, après acquiescement de M. le ministre des finances, un amendement de nos collègues MM. Le Coutalier et Leenhardt, à l'article 7 du projet relevant de la forclusion encourue, celles des veuves, bénéficiaires éventuelles de l'article 44, qui n'ont pas produit leur demande dans le délai prescrit, et un article 16 reportant au 1er juillet 1954 le délai pour le dépôt de la demande d'allocation.

Le Gouvernement pourrait sans doute accepter la mesure complémentaire proposée, étant entendu que les veuves privées de ce droit par la rigueur du texte initial seraient admises dans le même délai à en demander la reconnaissance.

Le texte pourrait donc être, compte tenu de cet effet rétroactif — additif aux paragraphes II et III de l'article 44 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950 — et c'est la proposition que je fais au Conseil de la République: « Mais à l'extinction de la pension servie à l'orphelin, la veuve pourra revendiquer l'allocation précitée. Cette disposition est applicable, avec effet rétroactif, à celles des veuves qui n'avaient pu en bénéficier jusqu'ici; leur demande doit dans ce cas être également produite avant le 1er juillet 1954 ».

Mme le président. Par amendement (n° 9), M. Primet et les membres du groupe communiste proposent de réduire le crédit du chapitre 32-94 de 1.000 francs.
M. Primet a déjà défendu son amendement.
Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. D'une façon générale, je pense qu'il est inutile de donner un avis sur des amendements portant réductions indicatives. Ces amendements ont pour objet de permettre à des orateurs d'attirer l'attention du Gouvernement sur un certain nombre de questions. Le Gouvernement suit avec beaucoup d'attention les interventions qui se produisent et quand il peut donner une réponse immédiate sur certains points, il le fait. Dans les autres cas, il en prend note pour effectuer une étude, comme celle qui a été demandée par M. Auberger. Je crois donc inutile de donner un avis sur la réduction elle-même qui n'a pour objet de permettre l'intervention dans le débat.

M. Primet. Je demande la parole, pour répondre à M. le ministre.

Mme le président. La parole est à M. Primet.

M. Primet. Je pense que M. le ministre des finances traite un peu légèrement ces réductions indicatives qui sont déposées pour défendre un certain nombre de revendications que nous choisissons parmi une masse d'autres.

Tout à l'heure, j'ai voulu attirer l'attention de M. le ministre des finances sur la situation, que tout le monde connaît bien, des cantonniers. Elle a fait l'objet d'un rapport très favorable du conseil supérieur de la fonction publique. J'ai voulu obtenir quelques explications, mais M. le ministre a déclaré ne pas avoir d'avis à donner sur cette question.

Je m'étonne que M. le ministre des finances n'ait pas d'avis sur une question intéressant 30.000 petits fonctionnaires dont la situation est douloureuse et je m'étonne que le Conseil de la République, peut être encore mal éveillé, ne vote pas une réduction indicative qui tout de même intéresse des catégories que tout le monde connait bien et que personne n'ait été attentif au fait que les cantonniers appelés à faire des déplacements sur les routes, sont placés dans une catégorie sédentaire, ce qui est sinon ridicule, du moins anormal.

Mme le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement de M. Primet.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

Mme le président. Je vais mettre aux voix le chapitre 32-94.

M. Auberger. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. Auberger, pour expliquer son vote.

M. Auberger. Monsieur le ministre, je n'ai pas déposé d'amendement pour concrétiser la proposition que j'ai eu l'honneur de vous faire, parce que je n'ignore pas qu'il y a un certain article 47 que vous auriez le droit de m'opposer. Cependant, je dois vous faire remarquer que la modification que j'ai proposée intéresse un nombre extrêmement réduit de veuves. Je vous demande d'accepter le principe de ma proposition de façon que l'Assemblée nationale puisse, en deuxième lecture, valider cette modification.

Mme le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je crois que nous sommes en principe d'accord sur cette question et, par conséquent, nous tâcherons de la faire aboutir prochainement.

M. Léo Hamon. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. Léo Hamon.

M. Léo Hamon. Des amendements ont été rejetés, des suggestions ont été faites et M. le ministre a promis d'en faire l'étude. Je me garderai donc de troubler encore par leur reprise la matinée d'un Conseil dont la nuit fut déjà chargée.

Mais je voudrais une fois de plus rendre M. le ministre attentif à une situation choquante, puisqu'elle conduit pour les retraités d'abord à une rupture de parité, ensuite à une méconnaissance du statut, enfin à une manière de spoliation.

Une rupture de parité, car dans le temps où les retraites des fonctionnaires sont calculées avec parcimonie, les retraites des agents du secteur nationalisé sont, elles, calculées selon de tout autres méthodes, ce qui fait que des agents modestes obtiennent des retraites supérieures à celles des fonctionnaires les plus élevées.

Méconnaissance du statut, en ce sens qu'alors que le Gouvernement, jusque dans ses exposés des motifs, promet de tenir compte de tous les éléments de rémunération des fonctionnaires en activité pour la revision des pensions des retraités, en fait, toute une série d'indemnités accordées aux fonctionnaires en activité ne sont pas prises en compte pour le calcul des pensions de retraite.

Enfin, une spoliation, car bien entendu l'ensemble de ce qui devrait être donné ne l'est pas. C'est un prélèvement supplémentaire, une véritable imposition déguisée des plus lourdes qui frappe ici les retraités.

Je demande donc au Gouvernement, non seulement d'examiner les suggestions particulières, mais encore de se pencher sur l'ensemble d'un problème qui est d'équité et d'humanité à la fois. (*Applaudissements.*)

Mme le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 32-94.

(*Le chapitre 32-94 est adopté.*)

Mme le président. « Chap. 32-95. — Pensions, rentes de vieillesse, d'invalidité ou d'accidents. — Alsace et Lorraine, 2 milliards 500 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 32-96. — Contribution de l'Etat au payement de pensions servies par diverses collectivités, 750 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 32-97. — Indemnité spéciale temporaire aux retraités de l'Etat affiliés à la caisse nationale d'assurances sur la vie, 40 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 32-98. — Remboursement à la caisse nationale de sécurité sociale, 22 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 32-99. — Application du décret du 28 août 1949 portant règlement de retraites applicable à certaines catégories d'agents de l'Etat, 310 millions de francs. » — (*Adopté.*)

3e partie. — Personnel en activité et en retraite Charges sociales.

« Chap. 33-91. — Personnel en activité. — Prestations et versements obligatoires, 12.196.813.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 33-92. — Personnel en retraite. — Prestations et versements obligatoires, 5.580 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 33-93. — Versement forfaitaire institué en remplacement de l'impôt cédulaire, 29.800 millions de francs. » — (*Adopté.*)

4e partie. — Matériel et fonctionnement des services.

« Chap. 34-11. — Cités administratives et cités logements. — Matériel et frais de fonctionnement, 184.250.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-91. — Remboursement à forfait de la valeur d'affranchissement des correspoondances officielles, des avertissements et avis émanant des administrations financières et de la valeur des services rendus par l'administration des postes aux divers services publics, 7.070.800.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-92. — Remboursement à forfait de la valeur des services rendus par la radiodiffusion française à diverses administrations, 1.555.999.000 francs. » — (*Adopté.*)

6e partie. — Subventions de fonctionnement.

Chap. 36-91. — Remboursement au budget annexe des postes, télégraphes et téléphones des dépenses du service général du centre national d'études des télécommunications incombant à divers ministères, 438 millions de francs. » — (*Adopté.*)

7e partie. — Dépenses diverses.

« Chap. 37-91 — Rémunération des médecins membres des commissions de réforme instituées par la loi du 14 avril 1924 et des médecins phtisiologues, cancérologues et psychiatres. — Frais de fonctionnement des comités médicaux départementaux, 25 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 37-92. — Régularisation des pertes de change résultant de la fixation de nouveaux taux de chancellerie, 668 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 37-93. — Remboursement de retenues, 200 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 37-94. — Dépenses éventuelles et accidentelles, 2 milliards de francs. » — (*Adopté.*)

8e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

« Chap. 38-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (moyens des services). » — (Mémoire.)

« Chap. 38-92. — Dépenses des exercices clos (moyens des services). » — (Mémoire.)

TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES

4e partie. — Action économique. — Encouragements et interventions.

« Chap 44-91. — Encouragement à la construction immobilière. — Primes à la construction, 5.400 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 44-92. — Subventions économiques, 21.100 millions de francs. »

Par amendement (n° 4), M. David et les membres du groupe communiste proposent de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. David.

M. Léon David. Il s'agit, monsieur le ministre, du licenciement des 1.400 mineurs de la mine d'or de Salsigne. Hier soir, nous avons eu l'occasion d'intervenir à ce sujet, au cours de la discussion du budget de l'industrie et du commerce. M. le ministre Louvel nous a déclaré qu'il n'avait appris la fermeture de cette mine que par la presse, que cette affaire dépendait, évidemment, du ministre des finances puisque la direction de la mine a déclaré aux 1.400 mineurs que leur licenciement prendrait effet à partir du 5 janvier, donc aujourd'hui, avec un préavis

d'une semaine — ce qui renvoie le licenciement définitif au 12 janvier — uniquement parce que l'aide financière qui devait être accordée aux mines d'or de Salsigne n'est pas parvenue à la direction de la mine et qu'elle se voit, par conséquent, dans l'obligation de licencier son personnel.

Je n'insisterai pas sur les répercussions que peut avoir la mesure sur cette population; nous l'avons fait hier soir au cours de la discussion du budget de l'industrie et du commerce. Je voudrais simplement vous demander, monsieur le ministre, — c'est l'objet même de mon amendement — si vous pouvez promettre à la direction de la mine d'accorder cette aide financière de façon que d'ici le 12 janvier une mesure intervienne, que la mine continue son exploitation et que les 1.400 mineurs qui devaient être licenciés continuent de travailler. C'est une population de 10.000 personnes environ qui est intéressée par cette question.

Tel est le but de ma courte intervention; j'espère, monsieur le ministre, que vous donnerez satisfaction aux travailleurs de Salsigne.

Mme le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. J'ai déjà été saisi plusieurs fois de cette affaire des mines d'or de Salsigne pour laquelle nous avons essayé de faire un effort mais qui, malheureusement, ne se présente pas dans des conditions d'exploitation économique raisonnables.

Il y a quelques mois, à la demande du ministère de l'industrie et du commerce, le département des finances avait accepté de donner une subvention permettant à la mine de travailler jusqu'au 31 décembre, période pendant laquelle le ministère technique compétent devait aboutir à des conclusions dans un sens ou dans l'autre. Malheureusement, il n'a pas pu aboutir, à ma connaissance du moins, car je n'ai appris la fermeture de la mine moi-même que par la presse. C'est dans ces conditions sans doute que la direction de la mine a décidé de renoncer à l'exploitation. Néanmoins, je promets à M. David d'examiner à nouveau la question avec M. Louvel car nous n'avons pas eu le temps de nous en entretenir. J'assaierai de faire un effort si la chose est possible. L'Etat ne peut pas se substituer aux affaires qui ne marchent pas et qui sont souvent victimes de conditions économiques mauvaises. M. Courrière est d'ailleurs au courant de ces entretiens.

M. Courrière. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. Courrière.

M. Courrière. Hier soir, lors de la discussion du budget du commerce et de l'industrie, au cours de laquelle j'étais intervenu pour attirer l'attention du Gouvernement sur la nécessité d'apporter aux mines de Salsigne une aide immédiate, M. le ministre m'a promis d'entrer en conversation avec le ministère des finances pour essayer d'obtenir une nouvelle fois une subvention pour les mines de Salsigne. J'en ai parlé tout à l'heure à M. le ministre des finances qui m'a dit qu'il n'avait pu, d'une manière certaine, prendre position, n'ayant pas eu à sa disposition des rapports définitifs.

A la suite des travaux effectués ces temps derniers, les mines de Salsigne sont assurées de pouvoir appliquer des procédés nouveaux permettant, notamment, de transformer les sous-produits en sulfate d'ammoniaque et de pouvoir ainsi, dans trois ou quatre mois, obtenir une rentabilité certaine de l'entreprise ou tout au moins d'équilibrer ses comptes.

Je crois, comme M. David, devoir insister auprès de M. le ministre des finances, que je veux remercier de sa compréhension et de l'effort qu'il a déjà accompli ces temps derniers en permettant l'octroi d'une aide sérieuse qui a permis à la mine de vivre pour qu'il tienne compte de la situation dramatique dans laquelle se trouve une région que je représente directement, puisque j'en suis le conseiller général. Je suis persuadé que, les rapports aidant, M. le ministre des finances et M. le ministre de l'industrie et du commerce trouveront la formule qui permettra à la mine de Salsigne de vivre et donneront ainsi à une région qui vit dans l'angoisse la certitude de continuer à vivre en travaillant.

M. le ministre. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. M. Courrière sait bien dans quel esprit nous avons examiné cette affaire puisqu'il a bien voulu, dans un esprit de compréhension de l'intérêt général dont je le remercie, assister à plusieurs réunions qui ont été tenues dans mon cabinet au mois d'octobre. J'ai fait ce qu'on m'a demandé, c'est-à-dire donné les fonds nécessaires pour que l'affaire ne s'arrête pas avant le 31 décembre. Je n'ai pas eu encore les conclusions que nous attendons. Je tiendrai volontiers les parlementaires de l'Aude — département avec lequel j'ai moi-même des attaches — au courant de ce qui pourra être fait.

M. Courrière. Je vous remercie, monsieur le ministre

Mme le président. L'amendement est-il maintenu, monsieur David ?

M. Léon David. Compte tenu de la promesse que vient de nous faire M. le ministre de réexaminer la question et des arguments apportés par M. Courrière, indiquant des possibilités de rentabilité dans quelques mois, je retire mon amendement.

Mme le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 44-92, avec le chiffre de la commission.

(*Le chapitre 44-92 est adopté.*)

Mme le président. « Chap. 44-93. — Dégrèvement des carburants agricoles, 8 milliards de francs. »

Par amendement (n° 5), M Dulin et les membres de la commission de l'agriculture proposent de réduire le crédit de ce chapitre de 1.000 francs.

La parole est à M. Restat, pour défendre l'amendement de M. Dulin.

M. Restat. Je m'excuse de remplacer M. Dulin au pied levé, mais étant membre de la commission de l'agriculture, je voudrais attirer l'attention de M. le ministre des finances sur la nécessité d'augmenter les crédits pour dégrèvement des carburants agricoles. En effet, le crédit de 8 milliards qui était prévu a été consommé l'année dernière en totalité. Considérant que les produits pétroliers ont subi une augmentation, si l'agriculture veut obtenir le même volume de carburants détaxés, d'autres crédits seront certainement nécessaires.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je voudrais indiquer à MM. Restat et Dulin que nous avons effectivement diminué les crédits, mais nous espérons pouvoir compenser la diminution du taux par une meilleure organisation du système.

Je pense qu'ainsi nous pourrons aboutir au même résultat, du point de vue des facilités économiques pour l'agriculture, par une réorganisation des modalités que je m'efforce de réaliser avec mon collègue de l'agriculture.

M. Dulin, *président de la commission de l'agriculture.* Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le président de la commission de l'agriculture. La réponse de M. le ministre ne me satisfait pas. Je vous rappellerai que, l'année dernière, le Conseil, sur notre demande, avait voté un crédit de 8 milliards pour les carburants agricoles. Des mesures d'économie ont réduit ce crédit de 1.800 millions. A cause de l'augmentation du prix de l'essence, décidée au mois de juillet, le Gouvernement nous avait accordé un supplément de 1.800 millions, c'est-à-dire qu'il avait rétabli les crédits au chiffre de 8 milliards.

Cette majoration du prix de l'essence a pris effet au mois d'août, par conséquent les crédits supplémentaires n'ont été calculés que pour six mois. Dans ces conditions, les 8 milliards prévus pour cette année seront insuffisants pour assurer à l'agriculture la même quantité de carburant détaxé que l'année dernière. En outre, monsieur le ministre, nous constatons une extension sensible du parc de tracteurs. Dans ces conditions, une quantité plus importante de carburants sera nécessaire.

L'Assemblée nationale a voté ce chapitre sans se rendre compte de la gravité de la situation. Actuellement, il reste environ un milliard de crédits de report. Croyant être d'accord avec vous sur ce point, je vous demande de bien vouloir prendre l'engagement ferme que ce report s'ajoutera au crédit qui sera attribué à ce titre en 1954, exercice pour lequel il conviendrait de distribuer aux utilisateurs les mêmes quantités de bons d'essence qu'en 1953.

Nous sommes partisans comme vous, monsieur le ministre, et comme M. le ministre de l'agriculture, d'une réforme nécessaire du régime de la détaxe de carburants utilisés en agriculture. Nous sommes depuis longtemps partisans de la mise en vente d'un carburant agricole qui permettrait d'utiliser, dans une certaine mesure, les excédents d'alcool dont on ne paraît pas cette année se préoccuper. Depuis la parution du décret sur l'alcool, les cuves sont restées pleines.

C'est pourquoi j'aimerais obtenir de vous, monsieur le ministre, des assurances formelles.

Mme le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Je donne volontiers à M. Dulin l'assurance que les crédits de report seront utilisés en 1954 et compenseront, en partie, les lacunes dont il se plaint.

Quant au reste, je voudrais obtenir, par l'étude entreprise en commun avec le ministère de l'agriculture, une meilleure

utilisation, un meilleur rendement des crédits et des modalités existantes à cet effet.

Il est difficile de dire que la même quantité de bons sera délivrée. J'estime que là où des quantités de bons sont demandées sans justification véritable, il faudrait économiser sur certaines natures d'utilisation, qui constituent un détournement de la loi, de façon à augmenter et à consolider l'utilité économique véritable de cette institution.

Par conséquent, réforme des modalités et utilisation des reports.

Mme le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement de M. Dulin.

(*L'amendement est adopté.*)

Mme le président. Il n'y a pas d'autre observation ?...

Je mets aux voix le chapitre 44-93, avec la somme de 7.999.999.000 francs résultant de l'adoption de l'amendement.

(*Le chapitre 44-93, avec cette somme, est adopté.*)

6e partie. — Action sociale. — Assistance et solidarité.

Mme le président. « Chap. 46-31. — Remboursement à la caisse des dépôts et consignations des pensions et secours alloués aux victimes de l'expédition de Chine en 1900, 10.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 46-41. — Supplément à la dotation de l'ordre national de la Légion d'honneur pour les traitements viagers des membres de l'ordre et des médaillés militaires, 838.151.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 46-91. — Pensions d'invalidité. » — (Mémoire.)

« Chap. 46-92. — Prestations familiales rattachées aux pensions d'invalidité, 3.073 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 46-93. — Prestations assurées par l'Etat au titre du régime de sécurité sociale des pensionnés (loi n° 50-879 du 29 juillet 1950), 1.250 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 46-94. — Majoration de rentes viagères, 11.150 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 46-95. — Contribution de l'Etat au fonds spécial institué par la loi du 10 juillet 1952, 1.400 millions de francs. » — (*Adopté.*)

8e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

« Chap. 48-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (interventions publiques). » — (Mémoire.)

« Chap. 48-92. — Dépenses des exercices clos (interventions publiques). » — (Mémoire.)

Avant de mettre aux voix l'ensemble de l'article 1er, la parole est à M. Primet, pour expliquer son vote.

M. Primet. Mesdames, messieurs, le groupe communiste votera contre l'article 1er. En effet, nous regrettons que le Gouvernement n'ait pas trouvé les crédits nécessaires pour l'application de l'article 32 du statut de la fonction publique sur les bases de la fixation du traitement minimum à 27.000 francs et du payement d'un acompte mensuel de 7.000 francs.

Une autre question importante, à laquelle le Gouvernement n'a pas attaché toute l'attention désirable, est celle de l'affectation de crédits suffisants au titre de l'article 5 de la loi n° 6375 du 6 février 1953, relative aux avances aux fonctionnaires de l'Etat pour l'accession au logement familial.

D'autre part, un amendement que nous avons déposé, en même temps qu'un autre présenté par nos collègues du groupe socialiste, concernant la situation des cantonniers et éclusiers, la situation des retraités, a été repoussé par la majorité du Conseil de la République.

Pour toutes ces raisons le groupe communiste votera contre l'ensemble de l'article 1er.

Mme le président. Il n'y a pas d'autre explication de vote ?...

Je mets aux voix l'article 1er, avec la somme de 565.295 millions 637.000 francs résultant des votes qui viennent d'être émis sur l'état A.

Je suis saisie d'une demande de scrutin présentée par le groupe communiste.

Le scrutin est ouvert.

(*Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.*)

Mme le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre de votants	309
Majorité absolue	155
Pour l'adoption	237
Contre	72

Le Conseil de la République a adopté.

« Art. 2. — Il est ouvert au ministre des finances et des affaires économiques, pour 1954, au titre des dépenses en capital du budget des finances et des affaires économiques (I. — Charges communes) des crédits s'élevant à la somme de 932 millions de francs et des autorisations de programme s'élevant à la somme de 932 millions de francs applicables au titre V: « Investissements exécutés par l'Etat », conformément à la répartition par service et par chapitre figurant à l'état B annexé à la présente loi. »

L'article 2 est réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état B annexé.

Je donne lecture de cet état:

I. — CHARGES COMMUNES

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT

3e partie. — Transports, communications et télécommunications.

« Chap. 53-00. — Subvention au budget annexe des postes, télégraphes et téléphones (2e section):

« Autorisation de programme, 932 millions de francs.

« Crédit de payement, 932 millions de francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets au voix le chapitre 53-00.

(*Le chapitre 53-00 est adopté.*)

4e partie. — Entreprises industrielles et commerciales.

Mme le président. « Chap. 54-90. — Augmentation de capital des entreprises nationales:

« Autorisation de programme. » — (Mémoire.)

« Crédit de payement. » — (Mémoire.)

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2, avec la somme de 932 millions de francs en autorisation de programme et celle de 932 millions de francs en crédits de payement, résultant des votes qui viennent d'être émis sur les chapitres de l'état B.

(*L'article 2 est adopté.*)

Mme le président. « Art. 3 — A compter du 1er janvier 1954 les pensions, soldes de réformes, rentes d'invalidité et allocations viagères visées aux articles 28, 34 (dernier alinéa), 40 (1er alinéa), 51, 56 (1e alinéa), 63 (2e alinéa), 123 (1er alinéa) du code des pensions civiles et militaires de retraite à l'article 62 (§ I et II) de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, à l'article 8 (1er alinéa) de la loi n° 53-46 du 3 février 1953, aux articles 10 (§ II), 12 (§ V, 2e alinéa), 46 (§ I, 3e alinéa et III, 2e alinéa), 27 (§ II, 1er alinéa et § III, 1er alinéa) de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949, aux articles 12 *bis* (1er et 2e alinéas), 19 *bis* (§ III, 2e alinéa), 27 *bis* (2e alinéa) de la loi du 29 juin 1927 modifiée par la loi n° 50-981 du 17 août 1950, aux articles 6 (§ II, III et IV) et 7 (1er alinéa) de la loi n° 50-981 du 17 août 1950 seront liquidées sur la base du traitement brut afférent à l'indice 100 prévu par l'article premier du décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 et les textes subséquents. » — (*Adopté.*)

« Art. 4. — A compter du 1er janvier 1954, le dernier alinéa de l'article du code des pensions civiles et militaires de retraite, le paragraphe II de l'article 9 de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949, le troisième alinéa de l'article 12 de la loi du 29 juin 1927 (modifié par la loi n° 50-981 du 17 août 1950) et l'article 4 de la loi n° 48-1469 du 22 septembre 1948 sont ainsi modifiés:

« Lorsque les émoluments définis ci-dessus excèdent huit fois le traitement brut afférent à l'indice 100 fixé par l'article premier du décret du 10 juillet 1948 et par les textes subséquents, la portion dépassant cette limite n'est comptée que pour moitié. »

La parole est à M. Auberger.

M. Auberger. Je renonce à la parole, madame le président.

Mme le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4.

(*L'article 4 est adopté.*)

Mme le président. « Art. 5. — A compter du 1er janvier 1954, les deuxième et troisième alinéas de l'article 130 et l'article 134 du code des pensions civiles et militaires de retraite sont ainsi modifiés:

« *Art.* 130 (2e alinéa). — Les pensions et rentes viagères d'invalidité autres que celles visées à l'alinéa qui précède peuvent se cumuler avec les émoluements correspondant à un nouvel emploi dans la limite soit des émoluments visés au premier alinéa de l'article 26 ci-dessus, soit des émoluments afférents au nouvel emploi. »

« *Art.* 130 (3e alinéa). — Toutefois, aucune réduction n'est apportée au cumul lorsque le total des pensions ou rentes viagères et des émoluments afférents au nouvel emploi n'excède pas cinq fois le traitement brut afférent à l'indice 100 »

« *Art.* 134. — Les titulaires d'une pension civile de l'Etat ou d'une rente viagère d'invalidité venant à servir à titre militaire pendant une guerre peuvent cumuler cette pension ou cette rente avec la solde militaire, même mensuelle, afférente à leur grade dans les armées de terre, de mer ou de l'air. Le cumul n'est autorisé que jusqu'à quatre fois le traitement brut afférent à l'indice 100. La même disposition est applicable aux retraités bénéficiaires d'une pension concédée par l'une des collectivités ou entreprises énumérées à l'article 124. »

Par amendement (n° 1), M. Plazanet propose, dans le texte modificatif proposé pour le 3e alinéa de l'article 130 du code des pensions civiles et militaires de retraite, de remplacer: « cinq fois » par: « six fois ».

L'amendement est-il soutenu ?...

L'amendement n'étant pas soutenu, je n'ai pas à le mettre aux voix.

Personne ne demande la parole sur l'article 5 ?...

Je le mets aux voix.

(*L'article 5 est adopté.*)

Mme le président. « Art. 6. — A compter du 1er janvier 1954, l'article 92 du code des pensions civiles et militaires de retraite est abrogé. » — (*Adopté.*)

« Art. 7. — I. — Le paragraphe 3° de l'article 8 du code des pensions civiles et militaires de retraite est modifié ainsi qu'il suit:

« 3° Les services d'auxiliaire, de temporaire, d'aide ou de contractuel dûment validés, accomplis dans les différents établissements et administrations de l'Etat à partir de l'âge de dix-huit ans.

« La validation demandée dans le délai d'un an suivant la nomination à un emploi comportant affiliation au présent régime, ou pour les services dont la validation ne sera autorisée que postérieurement à cette date, dans le délai d'un an suivant la publication des arrêtés, qui, contresignés par le ministre des finances, interviennent à cet effet dans chaque ministère, est subordonnée au versement rétroactif de la retenue légale calculée sur les émoluments attachés au premier emploi de fonctionnaire titulaire ou de militaire.

« La validation demandée après expiration du délai d'un an visé à l'alinéa précédent est subordonnée au versement rétroactif de la retenue légale calculée sur les émoluments de l'emploi occupé à la date de la demande. »

II. — « Les dispositions des deuxième et troisième alinéas du paragraphe 3° de l'article 8 du code des pensions civiles et militaires de retraite sont applicables, à compter du 1er juillet 1954, aux personnels, tributaires des régimes de retraite prévus par la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 modifiée et par la loi du 29 juin 1927, modifiée par la loi n° 50-981 du 17 août 1950, qui sollicitent la validation de services auxiliaires au titre du paragraphe I, 2°, de l'article 6 de la loi précitée du 2 août 1949 et du deuxième alinéa de l'article 3 de la loi précitée du 29 juin 1927.

« Jusqu'au 30 juin 1954, il est ouvert aux intéressés un délai pendant lequel ils pourront obtenir le bénéfice des textes susvisés sur la base de la réglementation précédemment en vigueur. » — (*Adopté.*)

« Art. 8. — I. — Les articles 88 à 90 du code des pensions civiles et militaires de retraite sont modifiés ainsi qu'il suit:

« *Art.* 88. — Le fonctionnaire civil ou le militaire qui vient à quitter le service pour quelque cause que ce soit, avant de pouvoir obtenir une pension, une rente viagère d'invalidité ou une solde de réforme, perd ses droits auxdites pensions, rentes ou soldes.

« Toutefois, il sera rétabli, en ce qui concerne l'assurance vieillesse, dans la situation qu'il aurait eue, s'il avait été affilié au régime général des assurances sociales pendant la période où il a été soumis au présent régime. »

« *Art.* 89. — Le fonctionnaire civil ou le militaire qui, ayant quitté le service, a été remis en activité soit dans une administration publique, soit dans l'armée, soit dans une des administrations visées à l'article 72 ci-dessus, bénéficie pour la retraite de la totalité des services qu'il a rendus tant à l'Etat qu'à ces administrations.

« L'application qui a pu lui être faite des dispositions du deuxième alinéa de l'article précédent est annulée lors de la remise en activité. »

« *Art.* 90. — Le fonctionnaire révoqué sans suspension des droits à pension ne peut obtenir une pension que s'il remplit la condition de durée de services exigée pour le droit à pension d'ancienneté.

« Dans le cas contraire, les dispositions du deuxième alinéa de l'article 88 lui sont applicables.

« Le fonctionnaire révoqué avec suspension des droits à pension bénéficie des dispositions du deuxième alinéa de l'article 88 sous réserve que celles de l'article 82 ne soient pas applicables. »

« II. — L'article 91 du code des pensions civiles et militaires de retraite est abrogé.

« III. — Les dispositions des articles 88 à 90 du code des pensions civiles et militaires de retraite sont applicables aux personnels tributaires des régimes de retraite prévus par la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 modifié et par la loi du 29 juin 1927 modifiée par la loi n° 50-981 du 17 août 1950.

« Les articles 24 et 25 de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 modifiée et les deuxième et troisième alinéas de l'article 11 de la loi du 29 juin 1932 modifiée par la loi n° 50-981 du 17 août 1950 sont abrogés. »

Par amendement (n° 11), M. Primet et les membres du groupe communiste proposent de supprimer le paragraphe II de cet article.

La parole est à M. Primet.

M. Primet. L'article 91 du code des pensions civiles et militaires de retraite dispose que la femme fonctionnaire, mère de trois enfants, qui quitte le service avant d'avoir droit à pension peut obtenir le remboursement des retenues pour pension augmentées de 10 p. 100.

M. le ministre. Monsieur Primet, je m'excuse de vous interrompre, mais comme je serai obligé d'opposer l'article 47 à cet amendement, je préfère l'indiquer tout de suite, selon la jurisprudence du Conseil de la République.

Mme le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Berthoin, *rapporteur général.* L'article 47 est applicable en l'espèce.

Mme le président. L'article 47 étant applicable, je n'ai pas à mettre aux voix l'amendement de M. Primet.

« Art. 9. — L'article 1er du décret du 29 octobre 1936 relatif aux cumuls d'emplois, de rémunérations et de retraites est modifié ainsi qu'il suit:

« Il est interdit aux fonctionnaires, agents et ouvriers des collectivités énumérées ci-après d'occuper un emploi rétribué ou d'effectuer à titre privé un travail moyennant rémunération, savoir:

« Etablissements publics à caractère administratif ou à caractère industriel et commercial, services publics de l'Etat, des départements, des communes, des autres régimes spéciaux prévus à l'article 61 du règlement d'administration publique du 8 juin 1946, de l'Algérie, des territoires d'outre-mer, des Etats associés et des autres territoires de l'Union française;

« Entreprises nationales, sociétés nationales, offices, services concédés, compagnies de navigation maritime ou aérienne subventionnées, réseaux de chemins de fer d'intérêt général ou local, régies nationales, départementales, communales directes ou intéressées, sociétés d'économie mixte et leurs filiales, entreprises au sein desquelles les établissements publics détiennent des participations, organismes bénéficiant du concours financier de l'Etat, des départements, des communes, groupements d'importation et de répartition créés en application de l'article 49 de la loi du 11 juillet 1938, comités, groupements, ordres, organismes professionnels ou interprofessionnels;

« Caisse de sécurité sociale et d'allocations familiales, organismes chargés d'assurer le service des allocations de vieillesse aux personnes non salariées, caisses d'épargne ordinaires, caisses de crédit agricole mutuel, organisme de la mutualité sociale agricole et organismes ayant des attributions analogues;

« Et d'une manière générale tous organismes dotés de la personnalité civile et de l'autonomie financière créés par l'Etat ou par une collectivité publique en vue de la satisfaction d'un besoin d'intérêt général ainsi que tous organismes, même privés, assurant la gestion d'un service public ou constituant le complément d'un tel service. »

La parole est à M. Alain Poher.

M. Alain Poher. Monsieur le ministre, je voudrais que vous puissiez me confirmer que les interdictions qui figurent à l'article 9 ne viseront pas les travaux littéraires ou scientifiques.

M. le ministre. Naturellement, ils ne les viseront pas.

Mme le président. Par amendement (n° 2), MM. Cordier et Alric proposent de compléter cet article par le texte suivant:

« Ces extensions des règles du cumul ne s'appliquent pas: aux fonctionnaires et militaires dégagés des cadres sur leur demande ou d'office, en exécution des lois de dégagement de 1940 à 1947; aux retraités qui étaient déjà en fonction dans les emplois ainsi nouvellement soumis aux restrictions du cumul, et ceci dans la limite d'âge de ces emplois.

La parole est à M. Alric pour soutenir l'amendement.

M. Alric. L'amendement tend à limiter les effets du cumul dans certaines conditions. Les règles prises pour éviter le cumul paraissent évidentes dans leur objet, mais il se trouve que, dans certains cas, elles sont néfastes. En effet, certains emplois ne peuvent guère être remplis que par des retraités et, si vous appliquez la règle d'interdiction du cumul, ces

retraités n'étant pas suffisamment payés dans le poste qui leur est assigné, finalement leur recrutement se tarit.

Telle est la raison du dépôt de cet amendement. Je sais qu'un autre amendement, dont je suis signataire, a été présenté par M. Pellenc, ayant même objet; aussi sommes-nous disposés à nous rallier à cet amendement et à retirer celui de M. Cordier.

Mme le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Le Gouvernement accepte l'amendement de M. Pellenc et demande que l'amendement en discussion soit retiré.

M. Alric. C'est ce que je viens de proposer.

M. le rapporteur. La commission se rallie elle aussi à cette proposition.

Mme le président. L'amendement est retiré.

Par amendement (n° 6), MM. Pellenc, Alric, Bousch, Clavier, Cordier, Giauque, Michelet et Piales proposent de compléter l'article 9 par un paragraphe II ainsi rédigé (le texte proposé par la commission constituant le paragraphe Ier):

« II. — Les retraités occupant, au jour de la promulgation de la présente loi, un emploi dans l'un des établissements, organismes ou collectivités nouvellement soumis aux règles de cumul de retraites et de traitements, en application du paragraphe Ier du présent article, conserveront le bénéfice du régime antérieur ».

La parole est à M. Pellenc.

M. Pellenc. L'acceptation que vient de donner le Gouvernement à cet amendement me dispense de longs commentaires. Il s'agit d'une mesure d'équité qui est d'ailleurs la reprise pure et simple des dispositions d'un décret du 26 janvier 1939 élaboré par la commission supérieure des cumuls, mais annulé en 1942 par le Gouvernement de Vichy. Je tenais à ajouter cette précision complémentaire. Puisque la commission des finances et le Gouvernement donnent leur agrément, je n'ai pas besoin d'insister.

Mme le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement, accepté par le Gouvernement et par la commission des finances.

(*L'amendement est adopté.*)

Mme le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 9, complété par le texte de l'amendement qui vient d'être adopté.

(*L'article 9, ainsi complété, est adopté.*)

Mme le président. « Art. 9 *bis*. — I. — Par dérogation aux dispositions de l'article 13 de l'ordonnance n° 45-2283 du 9 octobre 1945 modifiée et à celles de l'article 10 de la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, il pourra être procédé à des intégrations complémentaires dans les corps d'administrateurs civils en faveur des catégories de fonctionnaires ci-après énumérées:

« 1° Agents supérieurs reçus à un concours normal de rédacteurs avant le 1er janvier 1946, mais titularisés postérieurement à cette date;

« 2° Agents supérieurs qui, quelle qu'ait été la date de leur titularisation, ont été nommés entre le 31 décembre 1945 et le 31 décembre 1946 à un emploi au moins équivalent à celui de sous-chef de bureau à l'occasion de l'organisation d'administrations centrales nouvelles;

« 3° Agents supérieurs retardés dans leur accession à la fonction publique par suite d'événements de guerre dans les conditions définies par l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 modifiée par la loi n° 48-838 du 19 mai 1948, justifiant au 31 décembre 1945 de quatre ans de services valables ou validables pour la retraite et de la possession d'un des titres ou diplômes exigés par l'article 3 du décret modifié n° 45-2288 du 9 octobre 1945 pour l'entrée à l'école nationale d'administration;

« 4° Agents supérieurs qui, appartenant au 31 décembre 1946 à des administrations centrales où il n'a pas été ouvert de concours de rédacteurs en 1945 et où il n'a pas été fait application de l'article 3 de l'ordonnance du 22 février 1945, n'ont pas pris part au concours spécial ouvert par application de l'article 13 modifié du décret n° 45-2414 du 18 octobre 1945;

« 5° Agents supérieurs qui, ayant pris une part active et continue à la Résistance dans les conditions définies à l'article 4 de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951, avaient la qualité de fonctionnaires titulaires antérieurement à l'intervention de cette loi, sont possesseurs de la carte du combattant, ont été blessés ou cités et qui, à la date du 31 décembre 1945 exerçaient des fonctions au moins égales à celles de sous-chef de bureau. Les titres de résistance des intéressés seront appréciés conformément aux dispositions du décret n° 52-657 du 6 juin 1952.

« II. — Seuls peuvent se prévaloir des dispositions des alinéas 1°, 2°, 3° et 4° du paragraphe précédent, les fonctionnaires qui ne réunissaient pas au 31 décembre 1945 les conditions juridiques requises pour être intégrés en qualité d'administrateur civil et qui appartiennent, au 31 décembre 1953, aux cadres provisoires des agents supérieurs.

« II *bis*. — A titre exceptionnel pourront également se prévaloir des dispositions de l'alinéa premier du paragraphe 1er du présent article les agents supérieurs titulaires d'un diplôme universitaire au moins égal au doctorat et qui avaient atteint, au 31 décembre 1945, le grade de chef de bureau en qualité de titulaire.

« III. — Les intégrations complémentaires autorisées ci-dessus seront prononcées sur le seul avis des commissions administratives paritaires des administrateurs civils siégeant en commission d'avancement pour la promotion à la classe exceptionnelle.

« Les conditions qui devront être réunies par les intéressés sont identiques à celles prévues pour les intégrations initiales, sous réserve des dérogations résultant de la présente loi et sans que le grade de sous-chef de bureau soit exigé des agents visés aux 3°, 4° et 5° du paragraphe I ci-dessus.

« IV. — Les agents visés au 2° du paragraphe I seront reclassés à compter du 1er janvier 1947 suivant des règles identiques à celles appliquées aux agents bénéficiant des intégrations initiales.

« Les agents visés aux 3°, 4° et 5° du paragraphe I seront reclassés au 31 décembre 1953 à la classe de début des administrateurs civils, selon les conditions prévues aux 1° et 6° alinéas de l'article 14 du décret n° 45-2414 du 18 octobre 1945 modifié. Les intégrations à la 2e classe ne pourront être prononcées que sur proposition de la commission administrative paritaire des administrateurs civils qui déterminera en outre les modalités du reclassement. Les fonctionnaires intéressés bénéficieront, le cas échéant, de l'indemnité compensatrice prévue par l'article 3 du décret n° 47-1457 du 4 août 1947.

« Les nominations seront prononcées, s'il y a lieu, en surnombre des effectifs budgétaires actuels de la classe dans laquelle les intéressés seront intégrés et dans la limite des crédits budgétaires existants. Ce surnombre sera résorbé au fur et à mesure des vacances survenant à compter de la promulgation de la présente loi.

« V. — Les mesures d'intégration ne comporteront en aucun cas des rappels pécuniaires pour la période antérieure au 1er janvier 1954 et devront être achevées dans un délai de 6 mois à compter de la publication de la présente loi. »

Par amendement, M. Auberger propose de compléter ainsi l'article 9 *bis*:

« VI. — Les élèves et ancien élèves de l'école nationale d'administration anciens fonctionnaires et les élèves et anciens élèves de l'école nationale supérieure des postes, télégraphes et téléphones sont nommés dans leur nouveau grade, à un échelon comportant un traitement égal ou à défaut immédiatement supérieur à celui qu'ils percevaient dans leur dernier emploi ».

La parole est à M. Auberger.

M. Auberger. Je retire mon amendement.

Mme le président. L'amendement est retiré.

Par amendement, M. Léo Hamon propose de compléter ainsi l'article 9 *bis*:

« I. — En aucun cas les agents bénéficiant des dispositions ci-dessus ne pourront prendre rang dans les cadres d'administrateurs civils avec une ancienneté de grade et d'échelon supérieure à celle des anciens élèves de l'école nationale d'administration affectés avant le 31 décembre 1953.

« II. — Le temps passé à l'école nationale d'administration est assimilé, pour l'avancement des anciens élèves, à un temps de service égal accompli dans les grades de début des corps d'affectation ou dans les grades actuels des anciens élèves déjà affectés ».

La parole est à M. Léo Hamon.

M. Léo Hamon. Monsieur le ministre, mes chers collègues, mon amendement a pour but d'attirer l'attention du Gouvernement sur la situation délicate...

M. le ministre. Je voudrais signaler, dès le début, à M. Hamon, que je serai obligé d'opposer l'article 47 à son amendement.

M. Jean Berthoin, *rapporteur général de la commission des finances.* L'article 47 est effectivement applicable.

M. Léo Hamon. Je ne peux discuter l'usage de l'article 47 et je retirerai mon amendement.

Mais, avant de me rasseoir, je voudrais demander à M. le ministre, qui est aujourd'hui aussi le représentant de la fonction publique, de prendre garde à ce qu'un excès de modification des statuts respectifs des uns et des autres et un abus de la facilité des intégrations risque de provoquer dans un corps d'élite comme celui des administrateurs issus de l'école nationale d'administration, un trouble moral et une désaffection profonde.

Il est utile, sans doute, de donner satisfaction à des fonctionnaires anciens dont le reclassement a pu se faire avec la

part d'arbitraire inhérente à toutes les choses humaines; mais il serait grave que des jeunes gens, issus du meilleur concours et dont la formation a été poursuivie avec un soin particulier, se voient trop souvent brimés par ceux qui, ayant échoué au même concours, auraient eu la chance d'être raccrochés, permettez-moi l'expression, à un train d'intégrations supérieures.

M. Durand-Réville. Très bien!

M. Léo Hamon. Je vous demande, monsieur le ministre, dans la mesure où vous faites la part de la bienveillance, de n'oublier ni celle de l'équité ni celle de la qualité du service public. (*Très bien! très bien! sur de nombreux bancs.*)

Mme le président. L'amendement de M. Hamon est retiré.

La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je tiens à dire à M. Léo Hamon que je suis sensible à son argumentation, mais je fais observer que l'article 9 *bis* résulte d'une demande instante du Parlement que le Gouvernement, sous certaines réserves, a cru devoir accepter.

M. Léo Hamon. Je suis heureux d'entendre le Gouvernement faire grand cas de la voix du Parlement. C'est pourquoi je lui demande d'entendre toutes les voix.

M. le ministre. Je suis très heureux d'entendre la vôtre, monsieur Hamon. (*Sourires.*)

M. Auberger. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. Auberger.

M. Auberger. J'ai accepté par avance de retirer un amendement que j'avais déposé, mais je voudrais, monsieur le ministre, attirer votre attention sur une anomalie que je me permets de résumer rapidement: il s'agit des élèves de l'école supérieure des postes, télégraphes et téléphones, nommés à leur sortie de cette école à l'emploi d'administrateur de 3e classe, d'inspecteur principal à l'indice de début 300, alors que certains ont, déjà, dans leurs anciens emplois, atteint les indices de 420 et 460. Tel est le sens que je voulais donner à mon amendement.

M. le ministre. La question soulevée par M. Auberger sera étudiée par le Gouvernement.

M. Alain Poher. Je demande la parole, pour expliquer mon vote.

Mme le président. La parole est à M. Alain Poher.

M. Alain Poher. Monsieur le ministre, je voterai cet article 9 *bis* en regrettant que le Parlement soit amené, du fait de la carence gouvernementale, à examiner ce problème avec un retard de plusieurs années. Un conflit s'est élevé, entre le Parlement et le Gouvernement, au sujet de la situation de certains fonctionnaires qui n'ont pas eu la chance d'être admis comme administrateurs civils, pour des causes absolument sans rapport avec leur valeur professionnelle. C'est le cas des prisonniers de guerre ou de fonctionnaires d'une administration qui a été créée dix-neuf jours après la date d'application du décret. C'est une erreur de leur administration d'origine qui leur a interdit de participer à des concours.

Je suis d'accord avec vous et avec M. Léo Hamon sur le fait qu'il serait infiniment regrettable de revenir constamment sur les intégrations déjà faites et d'ouvrir, pour des raisons diverses, le cadre des administrateurs civils à ceux qui n'ont pas bénéficié d'un choix favorable, parce que leur qualification professionnelle a été jugée, à tort ou à raison, moins bonne que celle de leurs collègues.

Il est donc bien entendu qu'en votant l'article 9 *bis*, je n'entends pas revenir sur le choix des commissions d'intégration et, comme M. Hamon, je m'élève contre ces refontes constantes de la législation dans ce domaine. Mais ce que M. le ministre devrait dire, c'est que, dans le cas particulier, la faute n'en incombe pas aux intéressés, mais à l'administration qui ne leur a pas donné leur chance.

Monsieur le ministre, je vous demanderai, par ailleurs, pour que l'incident soit définitivement clos, que les règlements d'administration publique qui interviendront veuillent bien tenir compte de la loi, rien que de la loi, et surtout, qu'ils n'expriment pas le contraire de ce que le Parlement entend voter. C'est dans cet esprit, monsieur le ministre, espérant en ce jour dans la bonne foi de tous, que je voterai l'article 9 *bis*. (*Applaudissements.*)

M. le ministre. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. J'estime que M. Poher a entièrement raison. Il n'est pas du tout dans les intentions du Gouvernement de revenir sur des intégrations qui ont fait déjà l'objet d'un examen normal.

M. Boudinot. Je demande la parole, pour explication de vote.

Mme le président. La parole est à M. Boudinot.

M. Boudinot. Ainsi qu'il ressort du rapport supplémentaire de notre collègue Pauly, au nom de la commision des finances, le Conseil de la République a tenu, tout en harmonisant les dispositions adoptées lors du premier examen de ce texte par la commission, à respecter l'esprit du texte gouvernemental adopté à l'unanimité en première lecture par l'Assemblée nationale.

C'est ainsi qu'il paraît nécessaire de faire préciser qu'en ce qui concerne l'intégration des fonctionnaires anciens combattants, prisonniers, déportés et résistants, visés aux 3° et 5° de l'article 9 *bis*, la volonté du Gouvernement et du Conseil de la République est de permettre la reconstitution de carrière des intéressés, par rapport aux non-mobilisés, recrutés pendant les hostilités, ainsi que le prévoit l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945.

En définitive, il convient de bien préciser que si, dans un souci d'harmonisation avec d'autres catégories visées dans ce projet, le rapport supplémentaire de la commission des finances supprime la reconstitution de carrière à compter du 1er janvier 1946, date d'effet de la réforme, il n'en reste pas moins que le Conseil de la République n'entend nullement modifier la portée du texte gouvernemental tel qu'il a été voté par l'Assemblée nationale et qui tend à permettre de reclasser les intéressés au 1er janvier 1954 dans une situation identique à celle qui résulterait du reclassement à compter du 1er janvier 1946.

Cela revient à dire, en bref, qu'il n'est nullement question d'établir un barrage au détriment des anciens combattants qui devront normalement être directement intégrés dans la classe correspondant à leur ancienneté de services titulaires, civils et militaires, dans les mêmes conditions que s'ils avaient bénéficié d'une nomination au « tour extérieur » dans le corps des administrateurs civils.

Je voudrais que le Gouvernement nous donne l'assurance qu'en faveur de cette catégorie il fera jouer la commission administrative paritaire, de façon à pouvoir réaliser le reclassement de ces fonctionnaires.

Mme le président. Personne ne demande plus la parole sur l'article 9 *bis* ?...

Je le mets aux voix.

(*L'article 9 bis est adopté.*)

Mme le président. « Art. 9 *ter*. — Sont abrogées toutes les dispositions législatives dérogeant à l'article 10 de la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, à l'exception des articles 26 de la loi n° 53-46 du 3 février 1953 et 4 de la loi n° 53-48 du 3 février 1953. » — (*Adopté.*)

L'Assemblée nationale avait adopté un article 11, dont la commission propose la suppression; mais je suis saisie de deux amendements, le premier (n° 12) présenté par M. Primet et les membres du groupe communiste, le second (n° 16) présenté par M. Courrière et les membres du groupe socialiste, tendant l'un et l'autre à rétablir cet article dans la rédaction suivante, proposée par le Gouvernement et adoptée par l'Assemblée nationale:

« La date de jouissance des pensions accordées en application des articles 14 et 15 de la loi n° 53-681 du 6 août 1953 portant amnistie est reportée au 1er janvier 1955. »

Ces deux amendements peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

La parole est à M. Primet.

M. Primet. Je demande simplement de rétablir l'article 11 dans la forme gouvernementale.

M. le rapporteur. La commission maintient son texte.

Mme le président. La parole est à M. Courrière.

M. Courrière. Je rejoins ce que vient de dire M. Primet. Il s'agit du retard qui a été apporté au payement des pensions des fonctionnaires qui avaient été épurés.

L'Assemblée nationale s'était prononcée pour le renvoi à l'an prochain du payement de ces retraites. Nous considérons qu'elle a agi sagement et nous demandons au Conseil de la République de reprendre le texte qui a été voté par l'Assemblée nationale.

M. le rapporteur général. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Je voudrais simplement préciser la position de la commission des finances. Ce que demande le Gouvernement c'est de reporter à l'année prochaine les droits de pension proportionnels qui ont été accordés par la loi d'amnistie. J'estime, et c'est le sentiment de la majorité de la commission des finances, qu'il s'agit là d'une mesure sans élégance et sans grandeur.

Il y a un principe de notre vieux droit coutumier d'après lequel « donner et retenir ne vaut ». (*Très bien! très bien!*)

Par conséquent, je demande au Conseil de la République de respecter ce principe et de suivre sa commission des finances. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. Salter. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Quelqu'un vient de demander quel était l'avis du Gouvernement. Je dois indiquer, en toute loyauté, à cette Assemblée, que l'article proposé par le Gouvernement faisait suite à un article 10 qui reportait certains avantages accordés à des fonctionnaires résistants et anciens combattants et avait été repris par l'Assemblée nationale.

Un certain souci de symétrie s'était manifesté à l'origine, dans ces dispositions; il ne reçoit pas actuellement satisfaction.

Je ne suis insensible aux arguments juridiques donnés par M. le rapporteur général de la commission des finances. Je m'en rapporterai donc au sentiment de votre assemblée.

M. Clavier. Juridiques et moraux!

M. le ministre. La morale et le droit ne sont pas séparables.

Mme le président. Personne ne demande plus la parole sur les amendements ?...

Je les mets aux voix.

Je suis saisie d'une demande de scrutin présentée par le groupe socialiste.

Le scrutin est ouvert.

(*Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.*)

Mme le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre de votants	309
Majorité absolue	155
Pour l'adoption	97
Contre	212

Le Conseil de la République n'a pas adopté.

L'article 11 demeure donc supprimé.

Mme le président. « Art. 12. — Les indemnités pour réduction de contingents des distilleries prévues à l'article 4 du décret n° 53-703 du 9 août 1953 seront réglées par remise d'un titre amortissable annuellement à raison d'un cinquième de son montant.

« Les titres visés à l'alinéa précédent sont nominatifs et inaliénables, mais ils peuvent être remis en nantissement. Ils portent intérêts à 3 p. 100 l'an. Les autres caractéristiques de ces titres seront fixées par un arrêté du ministre des finances. » — (*Adopté.*)

« Art. 13. — Des arrêtés du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat au budget, pris après avis conforme de la commission des finances de l'Assemblée nationale et avis de la commission des finances du Conseil de la République, pourront procéder au cours de l'exercice 1954, au titre du chapitre 54-90 « Augmentation de capital des entreprises nationales » du budget des finances et des affaires économiques (I. Charges communes) à l'ouverture de crédits, dans la limite du montant des sommes remboursées au Trésor à échéance ou par anticipation par les entreprises nationales sur les prêts qui leur ont été consentis antérieurement au 1er janvier 1954 sur le fonds de modernisation et d'équipement. »

La parole est à M. Courrière.

M. Courrière. Mesdames, messieurs j'ai demandé la parole pour obtenir de M. le ministre des finances des explications sur l'objet de l'article 13, notamment en ce qui concerne la rubrique « Augmentation de capital des entreprises nationales » qui m'inquiète un peu.

Je ne crois pas que les entreprises nationales aient actuellement un capital, quel qu'il soit. Par conséquent, il ne peut s'agir d'une augmentation de capital tel que le conçoit le droit commercial.

Que va donc faire M. le ministre des finances et quels sont les crédits dont il va disposer et qu'il attribuera aux entreprises nationales ? Je pose la question car lors de la discussion en commission des finances, nous n'avons pas obtenu tous les éclaircissements souhaitables.

M. le ministre. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je suis un peu surpris des objections faites par M. Courrière, car l'article 13 s'applique à une demande de toutes les entreprises nationales et du ministère de l'industrie et du commerce. J'ai reconnu, dans une certaine mesure, l'intérêt qui consisterait à stabiliser, sous forme de dotations en capital, des crédits précédemment accordés à ces entreprises. L'Etat en étant le seul actionnaire, on peut prétendre, normalement, qu'il confirme sous forme de dotation de capital des crédits qui, sans cela, doivent être renouvelés indéfiniment et accroissent les charges financières.

Je crois que, sous le bénéfice de cette observation, M. Courrière voudra bien accepter la formule à laquelle nous entendons recourir.

M. Courrière. Je suis d'accord avec vous, monsieur le ministre. Mon intervention n'avait pour objet que de vous demander une explication.

Mme le président. Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'article 13.

(*L'article 13 est adopté.*)

Mme le président. « Art. 14. — Sont évaluées, conformément à l'état C annexé à la présente loi, les prévisions de recettes et de dépenses du service des alcools pour la campagne 1953-1954. »

Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 14.

(*L'article 14 est adopté.*)

Mme le président. « Art. 15. — Les fonctionnaires ou employés civils et les magistrats de l'ordre judiciaire qui, privés de leurs fonctions par l'autorité de fait dite Gouvernement de l'Etat français, ont été effectivement remis en fonction par application de l'ordonnance du 29 novembre 1944 et dont la limite d'âge était fixée à soixante-sept ou soixante-dix ans sous le régime antérieur à la loi du 15 février 1946, ne peuvent être admis d'office à la retraite respectivement avant l'âge de soixante-dix ou de soixante-treize ans. »

Je suis saisie de deux amendements identiques qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier (n° 13) est présenté par M. Primet et les membres du groupe communiste;

Le second (n° 18) est présenté par M. Léo Hamon.

Ils tendent l'un et l'autre à rédiger comme suit l'article 15:

« Les personnes victimes des lois d'exception du régime de Vichy, réintégrées en vertu des dispositions de l'ordonnance du 29 novembre 1944, qui, pour une cause quelconque ne relevant pas du régime de sanctions prévu au statut des fonctionnaires, et sous une forme quelconque, ont été privées de tout ou partie des mesures réparatrices qui leur avaient été accordées sont rétablies, sur leur demande, dans leurs droits et prérogatives.

« Cette mesure aura effet à la date où il aura été dérogé aux dispositions de ladite ordonnance et des textes législatifs qui l'ont ultérieurement complétée.

« La limite d'âge des personnes tributaires de ladite ordonnance, fixée à soixante-sept ou à soixante-dix ans sous le régime antérieur à la loi du 15 février 1946 est, en outre, reportée respectivement à soixante-dix ans ou à soixante-treize ans. Aucune mise à la retraite d'office ne pourra être prononcée avant ces nouvelles limites. »

M. le ministre. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je crois devoir opposer, je m'en excuse, l'article 47 à ces amendements, qui ne peuvent que créer des initiatives de dépenses supplémentaires.

J'indique mon intention maintenant pour satisfaire à la jurisprudence du Conseil et non, bien sûr, pour enlever la parole à nos collègues.

M. Primet. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. Primet.

M. Primet. Je remarque tout simplement, à propos de l'opposition de l'article 47, que mon amendement avait tout simplement pour but la restitution aux fonctionnaires victimes des lois d'exception du régime de Vichy, réintégrés par l'application de l'ordonnance du 29 novembre 1944, ...

M. le ministre. Ce problème a déjà été réglé!

M. Primet. ...du bénéfice des mesures réparatrices qui leur avaient été accordées et dont ils ont été privées par la suite, pour des motifs ne mettant pas en cause leur valeur professionnelle, avec un recul de certaines limites d'âge.

Cet amendement prévoyait quelques améliorations. Je remarque que, tout à l'heure, M. le ministre n'a pas opposé l'article 47 à un texte concernant la retraite des collaborateurs, mais qu'ici il l'oppose à un amendement qui apporte des améliorations à la situation des victimes du régime de Vichy.

M. Jean Berthoin, *rapporteur général.* Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Je voudrais répondre que l'article 47 n'était pas applicable à ce texte parce qu'il s'agit de dispositions déjà votées.

M. Léo Hamon. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. Léo Hamon.

M. Léo Hamon. Il n'est pas utile, madame le président, que je fasse perdre son temps à cette assemblée, puisque l'irrecevabilité est opposée à mon amendement.

Je me bornerai à demander à M. le ministre de faire prescrire par ses services un examen attentif des conditions fâcheuses dans lesquelles sont intervenues des instructions minimisant la portée des textes votés par le Parlement.

Il n'y aura donc pas d'amendement; j'espère qu'il y aura, monsieur le ministre, reconsidération et bienveillante vigilance de votre part.

M. le ministre des finances. Je vais examiner la question dans l'esprit que souhaite M. Léo Hamon.

Mme le président. Le Gouvernement oppose l'article 47 du règlement à ces deux amendements.

Quel est l'avis de la commission des finances sur l'application de cet article ?

M. le rapporteur général. L'article 47 est applicable.

Mme le président. Les amendements de M. Primet et de M. Hamon ne sont donc pas recevables.

Personne ne demande plus la parole sur l'article 15 ?

Je le mets aux voix.

(*L'article 15 est adopté.*)

Mme le président. « Art. 16. — Le dernier alinéa de l'article 123 du code des pensions civiles et militaires de retraite est modifié comme suit:

« La demande d'allocation doit être présentée dans le délai de cinq ans prévu à l'article 73 du présent code. » — (*Adopté.*)

« Art. 17. — Le bénéfice des dispositions de l'article 85 de la loi de finances n° 53-79 du 7 février 1953 s'applique aux fonctionnaires et agents de l'Etat qui, remplissant les conditions fixées par ledit article, ont été mis à la retraite prématurément par application des ordonnances du 7 janvier 1944 et du 2 novembre 1945. »

La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre. Mesdames, messieurs, je suis obligé d'opposer l'article 47 du règlement à l'article 17, car je l'ai déjà fait en première lecture à l'Assemblée nationale. Celle-ci avait bien voulu le reconnaître comme applicable et, du moment qu'il a été applicable à l'Assemblée nationale, il est applicable au Conseil de la République.

Mme le président. Quel est l'avis de la commission sur l'application de l'article 47 ?

M. le rapporteur général. Monsieur le ministre, je crois que c'est une erreur d'avoir invoqué l'article 47 devant l'Assemblée nationale, car le texte que nous délibérons a simplement pour objet de demander l'application de dispositions législatives qui ont été votées par le Parlement l'année dernière et qui me semblent — permettez-moi de vous le dire — avoir été perdues de vue, et détournées de leur but par le règlement d'administration publique qui est intervenu. Nous précisons simplement la volonté législative exprimée l'année dernière.

M. le ministre. Véritablement, monsieur le rapporteur général, je suis obligé de dire que, du moment qu'il y a réintégration de personnes qui ont été mises à la retraite, il y a, par conséquent, source de dépenses.

M. le rapporteur général. Cette disposition était exactement contenue dans le texte voté l'année dernière.

Nous avons étudié cette question de très près, monsieur le ministre. Je me permets de vous dire, d'ailleurs, que chaque fois que l'article 47 du règlement me paraît être applicable, je l'invoque et, peut-être, certains collègues estimeront-ils même que je le fais avec trop de rigueur.

M. le ministre. En tant que de besoin, je pourrai faire appel à la Constitution, car il s'agit d'une initiative de dépenses.

M. le rapporteur général. Certainement pas!

Mme le président. La commission des finances, seule juge en la matière, indique que l'article 47 n'est pas applicable.

M. le ministre. Je dois alors indiquer loyalement au Conseil de la République que je serai obligé, devant l'Assemblée nationale, d'opposer la Constitution à cet article 17.

M. le rapporteur général. Monsieur le ministre, il serait très fâcheux que vous opposiez cet argument.

M. le ministre. Je l'ai déjà fait à l'Assemblée nationale; il ne peut y avoir une différence de traitement entre les deux Assemblées.

M. le rapporteur général. Encore une fois c'est l'esprit du texte qui a été voté ici l'année dernière. Manifestement ce texte a été détourné de son sens par les instructions qui ont été données par le Gouvernement. Le législateur n'entend pas être constamment brimé. (*Très bien! très bien!*)

Nous voulons simplement que l'on respecte la volonté du Parlement exprimée dans un texte; et le texte qui vous est soumis ne va pas au delà.

M. Alain Poher. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. Alain Poher pour expliquer son vote.

M. Alain Poher. Je voterai dans le sens indiqué par M. le rapporteur général et je me permettrai d'insister auprès de M. le ministre pour que l'habitude qui consiste à appliquer dans les règlements d'administration publique exactement le contraire de ce qui a été voté par le Parlement soit tout de même abandonnée par le Gouvernement. Il n'est pas possible, en effet, que nous continuions à légiférer ainsi. Je sais bien que les conditions dans lesquelles travaille le Gouvernement sont certainement très difficiles, mais quand le Parlement s'est clairement prononcé, il est indispensable que le Gouvernement suive sa volonté. C'est dans cet esprit, monsieur le rapporteur général, que je vous suivrai.

M. le rapporteur général. Je vous remercie.

M. Ernest Pezet. Un cas identique s'est présenté hier dans la discussion du budget de la radiodiffusion française.

Mme le président. Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'article 17.

(*L'article 17 est adopté.*)

Mme le président. « Art. 20. — Le plan quadriennal d'investissements et de regroupement des services administratifs sera déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale avant le 1er juillet 1954. » — (*Adopté.*)

« Art. 21. — Le deuxième alinéa de l'article 1er de la loi n° 51-714 du 7 juin 1951 relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat est ainsi modifié:

« D. — Sont exclus des mesures de licenciement prévues par le présent texte et par la loi n° 46-195 du 15 février 1946... »

(Le reste sans changement.) » — (*Adopté.*)

« Art. 22. — L'article 103 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires est complété par les dispositions suivantes:

« Le fonctionnaire qui a fait l'objet d'un détachement de longue durée:

« Auprès du ministre de la France d'outre-mer pour servir dans un territoire relevant de l'autorité de celui-ci;

« Auprès d'un pays de protectorat ou d'un Etat associé de l'Union française;

« Pour remplir une mission publique à l'étranger ou auprès d'un organisme international;

« Est réintégré immédiatement dans son cadre d'origine:

« S'il est mis fin à son détachement après une durée de deux ans au moins, pour une cause autre qu'une faute commise dans l'exercice de ses fonctions;

« S'il est mis fin à son détachement quelle qu'ait été la durée de celui-ci, par suite de la suppression de l'emploi de détachement.

« Dans ces hypothèses, si aucun emploi de son grade n'est vacant dans son cadre d'origine, l'intéressé peut être réintégré en surnombre par arrêté conjoint du ministre intéressé, du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget. Le surnombre ainsi créé doit être résorbé à la première vacance venant à s'ouvrir dans le grade considéré. »

Par amendement (n° 14), M. Primet et les membres du groupe communiste proposent: I. — Après les mots: « pour remplir une mission publique à l'étranger ou auprès d'un organisme international » d'ajouter les mots: « pour exercer une fonction publique élective ou un mandat syndical ».

II. — Et après les mots: « suppression de l'emploi de détachement » d'ajouter les mots: « ou dès l'expiration de la fonction publique élective ou du mandat syndical ».

La parole est à M. Primet.

M. Primet. L'article proposé tend, en complétant l'article 103 du statut général des fonctionnaires, à permettre à un agent de la fonction publique, auquel le corps électoral confie un mandat dans une assemblée, d'être assuré, s'il quitte son emploi par détachement, de retrouver son emploi dans l'administration à l'expiration définitive de son mandat. C'est dans cet esprit que l'Assemblée constituante avait, le 5 octobre 1946, accordé le détachement de plein droit pour ces fonctionnaires.

En outre, le législateur a expressément marqué sa volonté d'associer dans une situation administrative identique le fonctionnaire auquel est confié un mandat syndical et le fonctionnaire auquel est confié un mandat électif.

L'instruction n° 3 du 1er août 1949, prise en application du statut général, dispose à ce sujet:

« La possibilité de ce détachement est la conséquence directe, non pas seulement du caractère d'intérêt général que le législateur a manifestement entendu conférer aux organisations syndicales de fonctionnaires, mais encore du rôle officiel qu'il leur confère en les appelant à collaborer de façon permanente avec l'administration, notamment dans les comités techniques paritaires et au conseil supérieur de la fonction publique.

« Un fonctionnaire représentant une organisation syndicale dans des comités ou conseils institués par voie réglementaire, peut-être considéré comme exerçant une fonction publique véritable. Il est donc normal qu'il puisse être détaché de son cadre d'origine dans l'organisation qu'il représente ».

Enfin, le conseil supérieur de la fonction publique qui, dans sa séance du 24 octobre 1952 a examiné le texte de l'article 3 proposé a, par 16 voix contre 8, marqué son opposition à toute dissociation de la fonction publique élective de celle du mandat syndical.

Mme le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Le Gouvernement repousse l'amendement. Il estime qu'il s'agit là d'une extension vraiment injustifiée d'une mesure prise en faveur de personnes envoyées en mission à l'étranger ou auprès d'un organisme international et que les assimilations proposées ne sont pas fondées.

Mme le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?... Je mets aux voix l'amendement repoussé par le Gouvernement.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

Mme le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?... Je mets aux voix pour l'article 22, le texte de la commission.

(*L'aticle 22 est adopté.*)

Mme le président. Par voie d'amendement (n° 15), M. Primet et les membres du groupe communiste proposent, après l'article 22, d'insérer un article additionnel 22 *bis* (nouveau) ainsi rédigé :

« Les dispositions de l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913, dans leur interprétation par l'instruction ministérielle n° 3 du 1er août 1947, chapitre II, paragraphe 2, 4°, ne sont pas applicables aux fonctionnaires détachés dans les conditions de l'article 99, 5°, de la loi du 19 octobre 1946 qui n'ont pas changé de catégorie durant leur position de détachement. Le présent article a un caractère interprétatif ».

La parole est à M. Primet.

M. Primet. Je ne développerai pas mon amendement, M. le ministre des finances m'ayant fait savoir qu'il l'acceptait.

Mme le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?... Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement est adopté.*)

Mme le président. Ce texte constitue l'article 22 *bis* (nouveau).

« Art. 23 (nouveau). — Le troisième alinéa de l'article 56 du code des pensions civiles et militaires de retraite est ainsi modifié :

« Les enfants atteints, au jour du décès de leur auteur, d'une infirmité permanente les mettant dans l'impossibilité de gagner leur vie sont assimilés aux enfants mineurs. » — (*Adopté.*)

Avant de mettre aux voix l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, je donne la parole à M. Hamon pour explication de vote.

M. Léo Hamon. Monsieur le ministre, mes chers collègues, je ne serais pas intervenu à nouveau si deux faits ne m'avaient conduit à un complément de réflexion.

Tout à l'heure, cette assemblée a écarté un texte législatif qui aurait fait peser, sur une catégorie de citoyens, une charge particulière. La majorité du Conseil, la grande majorité même, a estimé que les fonctionnaires amnistiés ne devaient pas voir leur jouissance de la pension revisée retardée d'une année. Ce vote marque l'intention du Conseil de ne pas voir certains citoyens supporter une charge exorbitante en sus des impôts communs à tous. Or, les fonctionnaires privés dans leur ensemble, du bénéfice du statut légal, supportent précisément un tel prélèvement — je veux le redire à M. le ministre des finances — du fait qu'ils sont privés des avantages incontestables de leur statut sans autre justification que le mauvais état des finances publiques. Ainsi on applique à l'ensemble des fonctionnaires ce retard dans le bénéfice de la loi que l'on ne veut pas faire subir à la seule catégorie des fonctionnaires amnistiés: cela est choquant.

La même observation s'applique pour les retraités, puisque le Gouvernement, par la bouche de son distingué et éminent secrétaire d'Etat à la fonction publique, M. Guy Petit, a eu l'occasion de dire à l'Assemblée nationale le 26 novembre 1952, « que la loi n'était pas, actuellement, appliquée ». Le prélèvement sur les retenues et leur omission dans les pensions comporte un écart indû de 1.200 millions au profit du Trésor.

Telle est la première observation que je me devais de faire avec gravité en raison même du vote différent émis par la majorité du Conseil sur les articles 7 et 11.

Ma deuxième observation, monsieur le ministre, sera pour rappeler le défaut d'ouverture de ce que l'on appelle l'éventail de la fonction publique. L'attention bienveillante avec laquelle vous m'avez répondu, monsieur le ministre, sur les administrateurs, anciens élèves de l'école nationale d'administration encourage dans cette observation. Le statut de la fonction publique a sans doute pour buts d'assurer un minimum de vie décent à l'ensemble des fonctionnaires, mais aussi de maintenir un recrutement de qualité empêchant que les meilleurs désertent avec découragement, la fonction publique. Or, l'éventail qui devrait statutairement être de huit entre la plus basse rémunération et la plus haute rémunération, s'est refermé progressivement pour n'être plus actuellement, d'après les indices officiels, qu'à 5,16, et en réalité à moins encore. J'ajoute que le mouvement des rémunérations nominales combiné avec l'application de la surtaxe progressive aboutit, dès à présent, à une réduction plus grande encore du pouvoir d'achat des hauts et moyens fonctionnaires.

Je voudrais vous demander, monsieur le ministre, d'être attentif à ce problème et je déplore que les conditions, dans lesquelles nous discutons l'ensemble des budgets et des affaires de l'Etat aboutissent trop souvent à nous placer dans l'alternative d'être silencieux et infidèles à nos préoccupations, ou d'en parler et d'être ainsi importuns dans des heures déjà trop rares et encombrées.

Ce déclassement de la fonction publique, cet écrasement des échelons supérieurs sont très graves. Je n'y insisterai cependant pas davantage aujourd'hui. Mais il faudra bien que le Gouvernement se décide un jour à affronter ces problèmes de la hiérarchie, du recrutement, de la qualité dans la fonction publique et qu'il accepte avant longtemps, au besoin sous la forme d'un débat spécial, leur discussion parlementaire. Faute de quoi, nous verrons se reproduire, dans l'ensemble des administrations publiques et chez les fonctionnaires les plus méritants, le trouble des esprits que vous avez vu déjà se manifester à propos du budget de l'éducation nationale. En cette fin de discussion budgétaire c'est à un acte de prévoyance que je vous appelle. (*Vifs applaudissements.*)

M. Durand-Réville. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. Durand-Réville.

M. Durand-Réville. Je suis très heureux, mes chers collègues, d'avoir pu renoncer à la parole au cours de ce débat et faire ainsi gagner du temps à notre assemblée, et de pouvoir également voter l'ensemble du budget des charges communes, la commission des finances ayant bien voulu accepter de modifier l'article 4 du projet dont nous avons délibéré en fonction de l'amendement que j'avais déposé et qu'il ne m'a pas été nécessaire de soutenir en séance publique puisqu'aussi bien sa teneur avait été adoptée par la commission des finances.

La disparité des situations qui résultait du texte qui nous était transmis par l'Assemblée nationale, était très choquante, qui existait entre les fonctionnaires retraités, du fait que l'éventail des salaires qui, selon le règlement de la fonction publique, devait s'étaler entre 1 et 11,63, se trouve actuellement resserré de 1 à 6,57, alors que le secteur semi-public, plus avantagé, bénéficie d'écarts de 1 à 13,5. Le texte adopté par le Conseil de la République, sur la proposition de sa commission, vise à corriger cette erreur. Je m'en réjouis et c'est une raison de plus pour moi de voter l'ensemble de ce texte.

Mme le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

(*Le Conseil de la République a adopté.*)

— 51 —

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR POUR 1954

Discussion d'un avis sur un projet de loi.

Mme le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1954 (nos 643 et 685, année 1953).

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur de la commission des finances.

M. Pellenc, *rapporteur de la commission des finances.* Mes chers collègues, le texte que nous allons avoir à examiner est la juxtaposition de deux lois, l'une, relative aux comptes spéciaux proprement dits, l'autre, aux investissements.

Afin d'accélérer la discussion et de provoquer une discussion générale qui soit aussi voisine que possible de la partie de ce texte auquel elle doit se rapporter, les investissements, je vous propose de commencer tout de suite la discussion des comptes spéciaux du Trésor proprement dits, qui n'appellent pas d'observations assez importantes pour devoir être portés à la tribune dans la discussion générale, étant donné le court délai qui

nous est imparti pour examiner ce projet de loi et de réserver pour le titre IV, qui est relatif aux investissements, l'intervention sur le fond dans la discussion générale de la commission des finances et des autres commissions chargées de donner leur avis.

Si tel est votre avis, nous pourrions commencer tout de suite et en terminer peut-être avant la suspension de séance, l'examen et la discussion des comptes spéciaux du Trésor proprement dits.

Mme le président. Il n'y a pas d'opposition ?...

M. Edgar Faure, *ministre des finances et des affaires économiques.* Tout à fait d'accord.

Mme le président. Personne ne demande la parole ?...

La discussion générale est close.

Personne ne s'oppose au passage à la discussion des articles ?

Il en est ainsi décidé.

La commission demande que les articles de ce projet de loi soient examinés dans l'ordre suivant:

De l'article 9 à l'article 15 *bis* nouveau; de l'article 1er à l'article 8; de l'article 16 à l'article 53 *bis.*

M. Georges Marrane. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. Marrane.

M. Georges Marrane. Mesdames, messieurs, M. Pellenc a établi, sur le projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, et ceci au nom de la commission des finances, un rapport très documenté. Mais le peu de temps qui nous est imparti pour la discussion de ce projet ne nous permet pas d'examiner sérieusement le rapport. J'en retiendrai donc simplement quelques points qui me paraissent essentiels.

M. Pellenc estime que le déficit du budget, pour 1954, s'élève à 900 milliards de francs. Lors de la discussion du projet de loi à l'Assemblée nationale, le 12 décembre 1953, mon ami M. Georges Gosnat avait estimé l'ampleur du déficit, pour 1954, à 700 milliards de francs.

M. le ministre des finances. Il était plus proche de la vérité!

M. Georges Marrane. Nous allons le voir, monsieur le ministre!

M. le ministre des finances l'avait interrompu pour indiquer que ce déficit n'atteignait que 280 milliards de francs.

M. le ministre des finances. Le déficit proprement dit!

M. Georges Marrane. Mais pour vous donner une idée de l'importance que l'on doit attacher aux déclarations de M. le ministre des finances, je rappellerai que, le 7 février 1952, le ministre des finances de cette époque, qui était M. Edgar Faure, annonçait à notre assemblée que le déficit, pour 1952, ne dépassait pas 200 milliards de francs, déficit, disait-il, que nous pouvions résorber.

Un mois après, à l'Assemblée nationale, M. Pinay déclarait dans son discours d'investiture: « Il reste une insuffisance de 400 milliards dans le budget de 1952 ».

Dans le dessein d'atténuer cette insuffisance, M. Pinay s'est engagé dans la politique dite de stabilité des prix avec l'approbation de la majorité parlementaire.

Voici les résultats : dans un rapport du Service des études économiques et financières du ministère des finances paru en 1953, il est indiqué que le déficit des finances publiques, en 1951, a atteint 536 milliards de francs et, en 1952, 1.005 milliards de francs, monsieur le ministre.

M. le ministre des finances. C'est une salade, monsieur Marrane!

M. Georges Marrane. J'ai le document entre les mains et je le tiens non seulement à votre disposition, monsieur le ministre, mais également à celle de l'Assemblée.

Ainsi, on peut constater que les résultats de l'exercice 1952 ont largement dépassé le déficit annoncé par M. Edgar Faure puisque les 200 milliards prévus sont devenus 1.000 milliards.

Que peut-on conclure de ces constatations ? Je ne dirai pas que M. le ministre ne sait pas faire une addition, et qu'il aurait besoin de retourner à l'école primaire... (*Sourires.*)

M. Edgar Faure, *ministre des finances et des affaires économiques.* Il n'y a pas de place!

M. Georges Marrane. ...mais que, s'il ne s'est pas trompé, s'il avait vraiment prévu le déficit exact ce dont je suis persuadé — il n'a donc pas eu d'autre but que de tromper le Parlement.

Il est bien évident que les chiffres énoncés par M. le ministre des finances quant au déficit éventuel du budget de 1954 ne sont pas plus sérieux et véridiques que ceux qu'il annonçait pour le budget de 1952. Objectivement, il n'est donc pas douteux que M. le ministre des finances s'efforce d'égarer le Parlement.

On peut ajouter que la présentation de ce projet de loi est assorti de la même intention. En effet, quand on examine l'état A de ce projet, intitulé innocemment « Comptes de commerce », on y découvre un peu de tout. Il y est question de forêts de l'Etat, d'organismes professionnels agricoles, d'achats de matériel de l'éducation nationale et, après quelques crédits militaires, il est question d'assurances maritimes, de gestion de titres de sociétés d'économie mixte, de régie industrielle, d'établissements pénitentiaires, du fonds national d'aménagement du territoire.

Mais, sur ces prétendus comptes de commerce, sur un chiffre total de 190.856 millions, on constate qu'il y a 172.175 millions de crédits militaires. Chacun peut constater que c'est vraiment un singulier commerce!

Nous retrouvons la même supercherie à l'état B: sous le titre « Comptes d'affectation spéciale », il est d'abord question du « Fonds forestier national » et ensuite de dépenses militaires relatives aux installations des armées américaine et canadienne, du S. H. A. P. E. et, également, d'installations militaires en Afrique du Nord.

Ensuite, il est question de l'allocation aux familles dont les enfants reçoivent l'enseignement du premier degré pour une somme de 24 milliards et, à nouveau, de l'assistance militaire aux Etats associés pour 135 milliards. Sur ce total de l'état B, de 272 milliards, il y a encore 195 milliards pour les crédits militaires.

Si nous l'additionnons, les totaux des dépenses des états A et B, nous trouvons 462 milliards, sur lesquels 360 milliards sont affectés aux crédits militaires. Il est donc bien évident que ces comptes spéciaux dits « du Trésor » sont destinés à camoufler une partie importante des dépenses militaires imposées par le Gouvernement américain, notamment pour la prolongation de la guerre du Viet-Nam, pendant que l'autre partie est surtout destinée à financer l'établissement de l'occupant américain dans notre pays et en Afrique du Nord.

A ce sujet, je ferai remarquer qu'il est tout de même singulier que l'on trouve des crédits dans les comptes spéciaux du Trésor pour l'installation des occupants américains, pour construire des pistes d'envol permettant à des bombardiers d'aller écraser sous les bombes des populations civiles, que l'on trouve également des crédits pour la construction rapide de logements luxueux pour les militaires américains et leur famille: 402 logements à Châteauroux, 100 à Fontainebleau, 100 à Evreux, 200 à Laon, à Soissons, à Angoulême, 100 à Bordeaux, 120 à Poitiers. Il y en a à Langon, à Chinon et à Chartres.

Dans son rapport, M. Pellenc a reconnu qu'il faudra attendre 1957 pour atteindre 200.000 nouveaux logements par an pour les Français.

En ce qui concerne la guerre du Viet-Nam, les derniers événements établissent que cette guerre est menée contre le peuple vietnamien et contre le peuple français.

Le gouvernement Ho Chi Minh a libéré, il y a une semaine, des prisonniers français mais, dès qu'ils sont arrivés dans nos lignes, ils ont été traités par le haut commandement du corps expéditionnaire comme de nouveaux prisonniers, suivant d'ailleurs les méthodes barbares américaines. L'application de mesures aussi inhumaines devrait soulever la protestation de tous les Français.

Dans son rapport, M. Pellenc a établi par quelques chiffres les résultats de la politique du Gouvernement. Il indique que la masse monétaire a augmenté de 700 milliards en deux ans et la dette publique de plus de 1.000 milliards en moins de deux ans. En résumé — je cite — il dit que la production diminue, la masse des billets s'enfle, la France s'endette de plus en plus.

Mais M. Pellenc ne tire pas la conclusion qui s'impose de ces constatations. Il s'en prend bien injustement aux mineurs et aux cheminots.

M. le rapporteur. Me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Georges Marrane. Je vous en prie.

Mme le président. La parole est à M. le rapporteur, avec l'autorisation de l'orateur.

M. le rapporteur. Vous n'avez pas très bien lu mon rapport, mon cher collègue. Je ne m'en prends ni aux mineurs ni aux cheminots dans mon rapport. J'ai très explicitement indiqué les faits dans mon rapport, je ne les ai pas interprétés dans le sens tendancieux que vous indiquez.

M. Marrane. J'ai lu votre rapport et j'en cite les chiffres...

M. Léon David. Me permettez-vous de vous interrompre, mon cher collègue ?

M. Georges Marrane. Je vous en prie.

Mme le président. La parole est à M. Léon David, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Léon David. Je voudrais dire que j'ai lu attentivement le rapport de M. Pellenc. Dans la question des charbonnages, il affirme que les investissements qui ont été accordés aux char-

bonnages ont servi uniquement aux mineurs. Je voudrais qu'il nous explique comment les mineurs ont pu bénéficier de ces investissements, alors qu'ils chôment et qu'un grand nombre d'entre eux sont licenciés.

M. Georges Marrane. J'en reviens donc au rapport qui a été établi par le service des études économiques et financières du ministère des finances qui, lui, reconnaît qu'en ce qui concerne le budget de 1952 il va de soi que, dans l'ensemble des dépenses publiques, les réductions relatives à la reconstruction et aux investissements économiques et sociaux s'effacent devant la forte augmentation des dépenses militaires. Celles-ci passent, en effet, dans la métropole, entre 1951 et 1952, de 500 à 950 milliards, ce qui correspond à près de 400 milliards d'augmentation en valeur réelle. Ainsi s'explique l'importance du déficit des finances publiques.

Plus loin, il est indiqué encore:

« Pour une large part, l'accroissement des dépenses régaliennes, depuis 1913, est lié à l'ensemble des charges militaires, lesquelles sont actuellement au niveau le plus élevé qui ait jamais été atteint en France.

« Le taux est supérieur à celui de tous les pays du pacte atlantique, sauf les U. S. A. Ceux-ci consacraient, en 1951, 11,7 p. 100 de leur revenu national à des dépenses de cette nature; mais la comparaison avec les U. S. A. change de sens lorsqu'on considère que les dépenses économiquement improductives sont d'autant plus lourdes qu'elles sont effectuées dans des pays moins riches relativement à leur population. En effet, la part des charge militaires par rapport au revenu excédant le minimum vital national est, en France, de 28 p. 100 et, aux U. S. A., de 15 p. 100 ».

Ainsi, aussi bien dans le rapport de M. Pellenc que dans celui du service des études économiques et financières du ministère des finances, il est reconnu clairement que le déficit budgétaire résulte essentiellement de l'excès des dépenses militaires et, plus particulièrement, de la guerre en Indochine. Quand on a fait ces constatations, la solution est facile à trouver: il faut négocier avec Ho Chi Minh pour mettre fin à la guerre ruineuse et déshonorante menée en Indochine. Seulement, pour appliquer cette solution, il faut changer de politique, mettre un terme à la politique du Gouvernement actuel qui plonge notre peuple dans la misère et conduit le pays à la faillite et à la guerre. Il faut empêcher la ratification des accords de Bonn et de Paris qui consacreraient, par le réarmement de l'Allemagne, la renaissance de l'armée hitlérienne.

C'est pour toutes ces raisons que le groupe communiste se prononce contre ces comptes dits du Trésor, et qu'il appelle à l'union tous les Français et toutes les Françaises de toutes opinions pour assurer l'indépendance nationale de la France en pratiquant une politique de paix qui nous ramènerait à la prospérité. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Mme le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion des articles du projet de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion des articles.*)

Mme le président. Le Conseil a précédemment décidé d'examiner, en premier lieu, les articles 9 à 15 *bis* nouveau.

Je donne lecture de l'article 9:

TITRE II

Ouverture, clôture et prorogation de comptes.

« Art. 9. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor, à compter du 1er janvier 1954, un compte spécial de commerce géré par le secrétaire d'Etat aux forces armées (air), destiné à retracer les opérations de recettes et de dépenses auxquelles donne lieu l'exécution de réparations de réacteurs pour le compte d'un certain nombre de pays membres de l'organisation du traité de l'Atlantique Nord.

« Ce compte est débité des dépenses nécessaires à l'exécution des travaux de réparation susvisés et crédité du montant des recettes provenant de ces travaux.

« Les opérations du compte de commerce sont centralisées par l'agent comptable des services industriels de l'armement.

« Le découvert susceptible d'apparaître en 1954 ne pourra dépasser 100 millions de francs. »

Personne ne demande la parole sur l'article 9 ?...

Je le mets aux voix.

(*L'article 9 est adopté.*)

Mme le président. « Art. 10. — Il est ouvert, dans les écritures du Trésor, un compte d'affectation spéciale intitulé « Assistance militaire aux Etats associés », géré par le ministre chargé des relations avec les Etats associés.

« Ce compte est crédité de la contre-valeur en francs des versements faits par les Etats-Unis d'Amérique au titre du financement des armées des Etats associés. Il est débité du montant des dépenses effectuées au profit de ces armées, y compris les dépenses de personnel par dérogation aux dispositions de l'article 20 de la loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948, modifié par l'article 4 de la loi n° 49-958 du 18 juillet 1949.

« Des décrets pris sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre chargé des relations avec les Etats associés pourront, en cours d'année, procéder à des virements de titre à titre et de chapitre à chapitre. » — (*Adopté.*)

« Art 11. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte d'affectation spéciale intitulé « Modernisation des débits de tabacs », géré par le ministre des finances et destiné à assurer le financement des opérations de modernisation des débits de tabacs.

« Ce compte comporte en recettes:

« *a*) Un prélèvement sur le produit des redevances des débits de tabacs;

« *b*) Le montant de l'amortissement des prêts consentis aux débitants de tabacs;

« *c*) Les reversements exceptionnels de subventions et de prêts.

« Il retrace en dépenses:

« *a*) Le versement des subventions et des prêts consentis aux débitants;

« *b*) Le payement des frais de gestion;

« *c*) Les restitutions de sommes indûment perçues. » — (*Adopté.*)

« Art. 12. — I. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds commun de la recherche scientifique et technique outre-mer », géré par le ministre de la France d'outre-mer et destiné à assurer le financement des organismes de recherches scientifiques et techniques de la France d'outre-mer.

« Ce fonds est alimenté:

« 1° Par le versement par les territoires et groupes de territoires d'outre-mer, d'une quote-part du produit des droits et taxes indirectes de toute nature perçus, par eux, sur leurs exportations; cette quote-part est déterminée par arrêté conjoint du ministre de la France d'outre-mer et du ministre chargé du budget et ne peut excéder 10 p. 100 du produit des droits;

« 2° Par une contribution du budget de l'Etat;

« 3° Eventuellement, par des subventions, dotations de collectivités et organismes publics ou privés et de particuliers.

« II. — Pour la gestion du compte spécial susvisé, le ministre de la France d'outre-mer sera assisté d'un conseil d'administration dont la composition et les attributions seront fixées par un règlement d'administration publique pris sur proposition du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et du ministre chargé du budget; ce conseil comprend obligatoirement deux représentants de la commission des finances de l'Assemblée nationale, un représentant de la commission des finances du Conseil de la République, un représentant de chacun des grands conseils pour les territoires groupés, un représentant de l'assemblée représentative de Madagascar et un représentant de chacune des assemblées territoriales pour les territoires non groupés.

« Ce règlement fixera également les règles de gestion et de fonctionnement du fonds commun ainsi que les conditions d'application du présent article.

« III. — Les dispositions ci-dessus entreront en vigueur pour chaque territoire à une date qui sera fixée par arrêté du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et du ministre chargé du budget. Les dispositions de l'article 62 de la loi de finances n° 47-520 du 21 mars 1947 cesseront d'avoir effet à cette même date. » — (*Adopté.*)

« Art. 13. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte de règlement avec les gouvernements étrangers intitulé: « Application de la convention économique franco-sarroise du 20 mai 1953 », géré par le ministre des finances et destiné à suivre en recettes et en dépenses le montant des sommes prélevées et remboursées par le gouvernement sarrois au titre de l'ouverture de crédit permanente qui lui est accordée par le gouvernement français.

« Le découvert de ce compte qui ne portera pas intérêt est, conformément aux dispositions du premier alinéa de l'article 7 de la convention précitée, fixé au quarante-sixième des avances permanentes accordées par la Banque de France à l'Etat français. » — (*Adopté.*)

« Art. 14. — Les comptes spéciaux ouverts dans les écritures du Trésor et dont l'énumération est donnée à l'état H, annexé à la présente loi, seront définitivement clos le 31 décembre 1953. »

L'article 14 est réservé jusqu'à l'examen de l'état H annexé.

Je donne lecture de l'état H:

ETAT H

Comptes clos le 31 décembre 1953.

MINISTÈRES gestionnaires.	DÉSIGNATION DES COMPTES
Finances et affaires économiques.	Fonds de modernisation et d'équipement.
Agriculture	Fonds d'assainissement de la viticulture.
Agriculture	Fonds d'assainissement du marché de la viande.
Education nationale.	Fonds d'aide temporaire à l'équipement des théâtres privés de Paris.
Finances et affaires économiques.	Opérations effectuées en application de la loi validée du 15 septembre 1943 portant création d'une taxe d'encouragement à la production textile.
Industrie et commerce.	Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés.
Finances et affaires économiques.	Compte d'emploi des devises attribuées au Trésor en exécution de divers accords relatifs aux biens ennemis liquidés à l'étranger au profit de la France au titre des réparations ou libérés du séquestre en France.
	Avances à des gouvernements ou services étrangers et à des organismes internationaux.
Finances et affaires économiques.	Communauté européenne du charbon et de l'acier.
	Avances aux budgets annexes.
Finances et affaires économiques.	Budget annexe des constructions aéronautiques.
	Avances aux collectivités et établissements publics locaux.
Finances et affaires économiques.	Départements et communes (art. 74 de la loi du 8 août 1947).
	Avances à des entreprises industrielles et commerciales.
Finances et affaires économiques.	Employeurs.
	Avances à divers organismes, services ou particuliers.
Finances et affaires économiques.	Allocation temporaire aux vieux.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 14 et de l'état H annexé.

(*L'ensemble de l'article 14 et de l'état H est adopté.*)

Mme le président. « Art. 15. — La date de clôture des comptes spéciaux énumérés ci-dessous, fixée au 31 décembre 1953, est reportée au 31 décembre 1954:

« Liquidation des organismes professionnels (art. 169 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946) et para-administratifs (art. 51 de la loi n° 50-586 du 27 mai 1950, modifié par l'article 36 de la loi n° 53-75 du 6 février 1953);

« Opérations consécutives à l'introduction du franc en Sarre;

« Opérations de recettes et de dépenses afférentes à la réalisation des surplus américains et des biens prélevés en Allemagne. » — (*Adopté.*)

« Art. 15 *bis* (nouveau). — La date de clôture du compte spécial « Fonds de garantie des titres néerlandais circulant en France », fixée au 31 décembre 1953 par la loi n° 53-74 du 6 février 1953, est reportée au dernier jour du mois suivant la promulgation de la loi autorisant le ministre des finances à rembourser aux porteurs de titres néerlandais une partie de la taxe de validation versée par les intéressés, et interviendra au plus tard le 31 décembre 1954. » — (*Adopté.*)

Les articles 1er à 8 ont été précédemment réservés par le Conseil.

Je donne lecture de l'article 1er.

TITRE Ier

Recettes et dépenses sur comptes spéciaux du Trésor.

« Art. 1er. — Les ministres sont autorisés, entre le 1er janvier et le 31 décembre 1954, à gérer, conformément aux lois en vigueur, les services commerciaux énumérés à l'état A annexé à la présente loi.

« Les opérations de recettes et de dépenses de ces services seront imputées aux comptes spéciaux de commerce prévus par ledit état, dans la limite du découvert maximum qui a été fixé pour chaque compte.

« Le solde créditeur du compte « Opération de compensation sur denrées et produits divers » est bloqué jusqu'à la promulgation du décret tendant à fixer les modalités de son fonctionnement.

L'article 1er est réservé jusqu'au vote de l'état A annexé.

Je donne lecture de l'état A:

ETAT A

Comptes de commerce.

MINISTÈRES GESTIONNAIRES	DÉSIGNATION DES COMPTES	CRÉDITS de dépenses.	PRÉVISIONS de recettes.	DÉCOUVERTS
		Francs.	Francs.	Francs.
Agriculture	Règlement de fournitures et travaux mis à la charge des adjudicataires et cessionnaires des coupes de bois domaniales et des adjudicataires de droits divers dans les forêts et domaines de l'Etat.....	310.000.000	310.000.000	Néant.
Agriculture	Fonds de garantie mutuelle des organismes professionnels agricoles	4.125.000.000	4.125.000.000	Néant.
Education nationale.....	Groupement des achats de matériels de l'éducation nationale	2.000.000.000	2.000.000.000	750.000.000
Défense nationale (guerre)..	Subsistances militaires.....	30.750.000.000	31.000.000.000	9.000.000.000
Défense nationale (guerre)..	Fabrications d'armement.....	129.700.000.000	114.400.000.000	10.000.000.000
Défense nationale (marine)..	Fonds d'approvisionnement du service des constructions et armes navales.....	7.500.000.000	7.100.000.000	1.650.000.000
Défense nationale (air).....	Fonds d'approvisionnement de la direction technique et industrielle de l'air.....	1.000.000.000	900.000.000	750.000.000
Défense nationale (air).....	Réparations de réacteurs pour le compte des pays membres de l'O. T. A. N.	125.000.000	25.000.000	100.000.000
Défense nationale (air).....	Fabrication de certains matériels aéronautiques.....	3.100.000.000	1.000.000.000	22.200.000.000
Finances	Opérations commerciales de l'enregistrement et des Domaines	2.198.000.000	2.206.000.000	Néant.
Finances	Réception et ventes des marchandises de l'aide américaine	Mémoire.	Mémoire.	5.000.000.000
Finances	Assurances et réassurances maritimes et transports.....	400.000.000	800.000.000	Néant.
Finances	Gestion de titres de sociétés d'économie mixte appartenant à l'Etat.....	5.500.000.000	1.500.001.000	Néant.
Finances	Opérations de compensation sur denrées et produits divers.	Mémoire.	Mémoire.	Néant.
Justice	Régie industrielle des établissements pénitentiaires.....	700.000.000	700.000.000	300.000.000
Reconstruction et logement..	Fonds national d'aménagement du territoire.....	3.450.000.000	250.000.000	5.000.000.000

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1er et de l'état A.
(*L'ensemble de l'article 1er et de l'état A est adopté.*)

Mme le président. « Art. 2. — Les ministres sont autorisés à engager, à liquider et à ordonnancer, au cours de l'année 1954, les dépenses énumérées à l'état B, annexé à la présente loi, et dont le total est arrêté à 275.245 millions de francs. Ces dépenses seront imputées aux comptes d'affectation spéciale prévus par ledit état.

« Le ministre des finances est autorisé à percevoir entre le 1er janvier et le 31 décembre 1954 les recettes énumérées à l'état B, dont le total est évalué à 275.245 millions. Ces recettes seront imputées aux comptes d'affectation spéciale prévus par ledit état. »

L'article 2 est réservé jusqu'au vote de l'état B annexé.

Je donne lecture de l'état B:

ETAT B

Comptes d'affectation spéciale.

MINISTÈRES gestionnaires.	DÉSIGNATION des comptes.	DÉVELOPPEMENT DES CRÉDITS OUVERTS et des recettes prévues.	Francs.
		RECETTES	
Agriculture...	Fonds forestier national.	1. — Produit de la taxe.	3.200.000.000
		2. — Remboursement des prêts en argent pour reboisement	20.000.000
		3. — Remboursement des prêts sous forme de travaux de reboisement exécutés par l'Etat.....	Mémoire.
		4. — Remboursement des prêts en argent pour équipement et protection de la forêt.....	50.000.000
		5. — Remboursement des prêts sous forme de travaux d'équipement et de protection.....	2.000.000
		6. — Remboursement des prêts pour éviter le démembrement et les coupes abusives.....	25.000.000
		7. — Recettes diverses ou accidentelles	3.000.000
		8. — Prélèvement sur les ressources affectées n'ayant pas donné lieu antérieurement à ouverture de crédits.....	2.900.000.000
		T ..	6.200.000.000
		DÉPENSES	
		Chap. 1er. — Reboisement	3.556.000.000
		Chap. 2. — Conservation et mise en valeur de la forêt	2.009.000.000
		Chap. 3. — Personnel....	Mémoire.
		Chap. 4. — Matériel et frais de fonctionnement	68.000.000
		Chap. 5. — Dépenses diverses ou accidentelles.	1.000.000
		Chap. 6. — Remboursement des taxes indûment perçues...	260.000.000
		Chap. 7. — Versement au fonds de réserve.....	Mémoire.
		Total.....	5.894.000.000

Je mets aux voix la partie de l'état B concernant le ministère de l'agriculture.
(*Cette partie de l'état B est adoptée.*)

Mme le président.

MINISTÈRES gestionnaires.	DÉSIGNATION des comptes.	DÉVELOPPEMENT DES CRÉDITS OUVERTS et des recettes prévues.	Francs.
Défense nationale, finances et affaires économiques.	Réception des équipements et matériels du plan d'assistance militaire.	*Recettes*	Mémoire.
		Dépenses	Mémoire.

Je mets aux voix la partie de l'état B relative à la gestion commune des ministères de la défense nationale et des finances et affaires économiques.
(*Cette partie de l'état B est adoptée.*)

Mme le président.

MINISTÈRES gestionnaires.	DÉSIGNATION des comptes.	DÉVELOPPEMENT DES CRÉDITS OUVERTS et des recettes prévues.	Francs.
		RECETTES	
Défense nationale (guerre).	Financement de diverses dépenses d'intérêt militaire.	1° Versement du budget général	999.000.000
		2° Versement de la contribution des nations signataires du Pacte atlantique	59.800.000.000
		3° Recettes diverses ou accidentelles	Mémoire.
		4° Report du solde créditeur au 31 décembre 1953	Mémoire.
		Total	60.799.000.000
		DEPENSES	
		TITRE Ier. — INSTALLATIONS DE L'ARMÉE DE TERRE AMÉRICAINE	
		Chap. 1er. — Personnel et main-d'œuvre	5.000.000.000
		Chap. 2. — Transports...	3.000.000.000
		Chap. 3. — Approvisionnements et fournitures	3.000.000.000
		Chap. 4. — Travaux immobiliers	11.999.000.000
		Chap. 5. — Télécommunications	500.000.000
		Chap. 6. — Acquisitions immobilières	500.000.000
		Chap. 7. — Baux et loyers	400.000.000
		Chap. 8 — Autres services et facilités.....	600.000.000
		Total	27.999.000.000
		TITRE II. — INSTALLATION DE L'ARMÉE DE L'AIR AMÉRICAINE	
		Chap. 21. — Personnel et main-d'œuvre	3.000.000.000
		Chap. 22. — Transports..	300.000.000
		Chap. 23. — Approvisionnements et fournitures.	2.000.000.000
		Chap. 24. — Travaux immobiliers	15.000.000.000
		Chap. 25. — Télécommunications	500.000.000
		Chap. 26 — Acquisitions immobilières	500.000.000
		Chap. 27. — Baux et loyers	300.000.000
		Chap. 28. — Autres services et facilités.....	400.000.000
		Total	22.000.000.000
		TITRE III. — INSTALLATION DE L'ARMÉE DE L'AIR CANADIENNE	
		Chap. 31. — Personnel et main-d'œuvre	200.000.000
		Chap. 32. — Transports..	100.000.000
		Chap. 33. — Approvisionnements et fournitures	250.000.000
		Chap. 34. — Travaux immobiliers	1.800.000.000
		Chap. 35. — Télécommunications	50.000.000
		Chap. 36 — Acquisitions immobilières	50.000.000
		Chap. 37. — Baux et loyers	25.000.000
		Chap. 38. — Autres services et facilités.....	25.000.000
		Total	2.500.000.000

MINISTÈRES gestionnaires.	DÉSIGNATION des comptes.	DÉVELOPPEMENT DES CRÉDITS OUVERTS et des recettes prévues.	Francs.
		TITRE IV. — INSTALLATION DU S. H. A. P. E.	
Défense nationale (guerre) (*suite*).	Financement de diverses dépenses d'intérêt militaire (*suite*).	Chap. 44. — Travaux immobiliers	900.000.000
		Chap. 48. — Autres services et facilités.....	100.000.000
		Total	1.000.000.000
		TITRE V. — INSTALLATIONS EN AFRIQUE DU NORD	
		Chap. 51. — Personnel et main-d'œuvre	2.000.000.000
		Chap. 53. — Approvisionnements et fournitures	1.000.000.000
		Chap. 54. — Travaux immobiliers	2.500.000.000
		Chap. 56. — Acquisitions immobilières	1.000.000.000
		Chap. 58. — Autres services et facilités.....	800.000.000
		Total	7.300.000.000
		Chap. 61. — Report du solde créditeur au 31 décembre 1954.....	Mémoire.
		Total général.....	60.799.000.000

Je mets aux voix la partie de l'état B relative au ministère de la défense nationale.

(*Cette partie de l'état B est adoptée.*)

Mme le président.

MINISTÈRES gestionnaires.	DÉSIGNATION des comptes.	DÉVELOPPEMENT DES CRÉDITS OUVERTS et des recettes prévues.	Francs.
		RECETTES	
Education nationale.	Allocations aux familles d'enfants recevant l'enseignement du premier degré.	1° Produit de la cotisation additionnelle à la taxe à la production..	22.400.000.000
		2° Ventilation du produit de la taxe de circulation sur les viandes...	1.600.000.000
		3° Recettes diverses ou accidentelles	Mémoire.
		4° Report du solde créditeur au 31 décembre 1953.....	Mémoire.
		Total.....	24.000.000.000
		DÉPENSES	
		Chap. 1er. — Versement des allocations (1).....	19.800.000.000
		Chap. 2. — Remboursement des frais de gestion	200.000.000
		Chap. 3. — Dépenses diverses ou accidentelles.	Mémoire.
		Chap. 4. — Restitution de droits indûment perçus	Mémoire.
		Chap. 5. — Report du solde créditeur au 31 décembre 1951 (1)..	4.000.000.000
		Total.....	24.000.000.000

(1) Crédits évaluatifs.

Je mets aux voix la partie de l'état B relative au ministère de l'éducation nationale.

(*Cette partie de l'état B est adoptée.*)

Mme le président.

MINISTÈRES gestionnaires.	DÉSIGNATION des comptes.	DÉVELOPPEMENT DES CRÉDITS OUVERTS et des recettes prévues.	Francs.
		RECETTES	
Ministère chargé des relations avec les Etats associés.	Assistance militaire aux Etats associés	Versement de la contribution des Etats-Unis.	135.000.000.000
		DEPENSES	
		TITRE Ier. — DÉPENSES FAITES EN FRANCE AU TITRE DES ARMÉES NATIONALES	
		1re *partie. — Soldes et entretien du personnel français d'encadrement.*	
		Chap. 10. — Soldes et indemnité	2.000.000.000
		Chap. 11. — Prestations à caractère obligatoire...	609.000.000
		Chap. 13. — Habillement.	250.000.000
		Chap. 14. — Transport et frais de déplacement..	451.000.000
		Total.....	3.310.000.000
		2e *partie. — Rémunération des personnels des armées nationales.*	
		Chap. 20. — Solde des officiers	100.000.000
		Chap. 21. — Soldes des non officiers.....	50.000.000
		Total.....	150.000.000
		3e *partie. — Entretien du personnel.*	
		Chap. 31. — Habillement.	19.740.000.000
		Chap. 32. — Service de santé	1.082.000.000
		Chap. 33. — Transports et frais de déplacement..	8.000.000
		Total.....	20.830.000.000
		4e *partie. — Dépenses diverses.*	
		Chap. 40. — Instruction des cadres et de la troupe	5.000.000
		Chap. 41. — Remonte et fourrage	50.000.000
		Chap. 44. — Services divers	64.000.000
		Total.....	119.000.000
		5e *partie. — Dépenses de matériel.*	
		Chap. 50. — Armement..	4.414.000.000
		Chap. 51. — Automobile.	6.237.000.000
		Chap. 52. — Transmission	3.059.000.000
		Chap. 53. — Génie.....	3.362.000.000
		Total.....	17.072.000.000
		6e *partie. — Gendarmerie.*	
		Chap. 60. — Solde du détachement de gendarmerie	257.000.000
		Chap. 61. — Soldes des gendarmeries nationales	2.000.000
		Chap. 62. — Entretien des personnels de gendarmerie (dépenses et frais de déplacement).....	77.000.000
		Chap. 63. — Matériels de la gendarmerie	151.000.000
		Total.....	487.000.000
		7e *partie. — Armée de l'air.*	
		Chap. 70. — Soldes et indemnités	160.000.000
		Chap. 71. — Entretien du personnel	1.765.000.000
		Chap. 72. — Dépenses de matériel	4.874.000.000
		Total.....	6.799.000.000

MINISTÈRES gestionnaires.	DÉSIGNATION des comptes.	DÉVELOPPEMENT DES CRÉDITS OUVERTS et des recettes prévues.	Francs.
		8e partie. — Marine.	
Ministère chargé des relations avec les Etats associés (*suite*).	Assistance militaire aux Etats associés (*suite*).	Chap. 80. — Soldes et indemnités	117.000.000
		Chap. 81. — Entretien des personnels	19.000.000
		Chap. 82. — Dépenses de matériel	999.000.000
		Total.....	1.135.000.000
		Total pour le titre Ier.	49.902.000.000
		TITRE II. — DÉPENSES FAITES EN INDOCHINE AU TITRE DES ARMÉES NATIONALES	
		Chap. 90. — Contribution aux dépenses des armées nationales.....	85.098.000.000
		Total général....	135.000.000.000

Je mets aux voix la partie de l'état B relative au ministère chargé des relations avec les Etats associés.

(*Cette partie de l'état B est adoptée.*)

Mme le président.

MINISTÈRES gestionnaires.	DÉSIGNATION des comptes.	DÉVELOPPEMENT DES CRÉDITS OUVERTS et des recettes prévues.	Francs.
		RECETTES	
Finances et affaires économiques.	Compte d'emploi des jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat.	1° Montant des jetons de présence et tantièmes versés par les organismes publics et les sociétés d'économie mixte et leurs filiales et des sommes payées pour frais de contrôle par les entreprises auprès desquelles sont placés des commissaires du Gouvernement et des censeurs d'Etat.....	70.000.000
		2° Report du solde créditeur au 31 décembre 1953	30.000.000
		Total	100.000.000
		DEPENSES	
		Chap. 1er. — Indemnités attribuées aux fonctionnaires représentant l'Etat dans les organismes publics, les sociétés d'économie mixte et leurs filiales et aux commissaires du Gouvernement et censeurs d'Etat placés auprès de certaines entreprises...	60.000.000
		Chap. 2. — Versement au budget général.....	30.000.000
		Chap. 3. — Versement au fonds de réserve...	10.000.000
		Total	100.000.000

Par voie d'amendement (n° 2) M. Durand-Réville propose de réduire de 1 million de francs le crédit relatif au chapitre 1er des dépenses.

La parole est à M. Durand-Réville.

M. Durand-Réville. Mesdames, messieurs, je souhaite rendre le ministre spécialement attentif à cette question, car je ne voudrais pas qu'à l'issue du bref exposé que je vais faire des motifs de cet amendement il me réponde que, n'étant pas au courant de la question, il va l'examiner. En effet, je lui ai écrit depuis trois ou quatre ans à plusieurs reprises sur ce sujet, et j'ai ainsi tout lieu de penser qu'il est tout à fait au courant de l'affaire dont, une fois de plus, je vais l'entretenir.

La loi n° 53-75 du 6 février 1953, à laquelle se réfère l'exposé des motifs sommaire de mon amendement, est relative aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1953. Elle prévoit, en son article 36, que, « sauf dérogations résultant d'un décret en la forme de règlement d'administration publique, pris sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre intéressé, après avis conforme de la commission des finances de l'Assemblée nationale et avis de la commission des finances du Conseil de la République, sont pris en charge par l'Etat l'actif et le passif des organismes ci-après: ... ». Suit une énumération d'organismes où nous trouvons un cinquième paragraphe qui se libelle ainsi: « Tous organismes professionnels ou interprofessionnels autorisés, à quelque titre que ce soit, à percevoir des taxes et redevances présentant un caractère obligatoire. »

Parmi les organismes dont il s'agit figure le comité central des groupements professionnels coloniaux, dont l'ordonnance du 6 novembre 1944 a prononcé la dissolution, en stipulant, dans son article 3, que: « L'organisation ultérieure de la représentation auprès des pouvoirs publics des entreprises métropolitaines exerçant leur activité aux colonies serait fixée par une ordonnance ultérieure, ainsi que la dévolution des biens appartenant auxdits groupements. »

J'ai eu, mesdames, messieurs, on s'en souvient, à plusieurs reprises l'occasion d'entretenir M. le ministre de la France d'outre-mer et des finances qui se sont succédé au Gouvernement depuis plusieurs années, de cette question qui a fait l'objet d'autre part, à plusieurs reprises, de débats au Conseil de la République, lequel a toujours bien voulu me faire confiance et de suivre à l'unanimité.

Je me permettrai donc de vous rappeler la position que j'ai déjà défendue à cet égard dans ces diverses interventions, dont je dois dire que je suis surpris, lassé aujourd'hui qu'elles n'aient pas obtenu du ministère des finances une audience plus favorable.

Il m'est toujours apparu que l'équité comme le droit commandaient que la dévolution des biens du comité central des groupements professionnels coloniaux se fasse au profit des syndicats professionnels qui ont matériellement succédé à l'organisme dissous en 1944, et ceci pour plusieurs raisons.

Première raison: les biens de la liquidation proviennent des cotisations payées entre 1941 et 1944 par les diverses sociétés coloniales antérieurement groupées dans le comité central et maintenant réunies dans les divers syndicats professionnels pour des buts identiques.

Deuxième raison: l'ordonnance de dissolution de 1944 établit un lien entre la représentation des entreprises coloniales et la dévolution des biens.

Or, les diverses unions et fédérations des syndicats professionnels coloniaux se sont groupés au sein du Syndicat général des territoires et départements d'outre-mer de l'Union française qui possède tous les titres à représenter l'ensemble des activités coloniales, comme le requiert l'article 3 précité.

Troisième raison: les textes qui ont dissous les comités d'organisation métropolitains, et notamment la loi du 26 avril 1946, ont prévu que certains éléments d'actif de ces comités pourraient être transférés aux syndicats ayant hérité de leurs attributions.

Il serait logique que des solutions identiques puissent s'appliquer à l'ex-comité central des groupements professionnels coloniaux au bénéfice du syndicat qui lui a succédé.

Quatrième raison: dans une lettre du ministre de la France d'outre-mer adressée dès le 2 juillet 1948 — et j'attire votre attention sur cette date, mesdames et messieurs — à divers syndicats coloniaux, celui-ci reconnaissait déjà que « malgré des changements successifs de dénomination tenant à la politique générale des pouvoirs publics, qu'il s'agisse de groupements professionnels coloniaux, ou de syndicats professionnels, on se trouvait en fait toujours en présence des mêmes organismes qui, sous des titres divers, ont eu à assurer, écrivait-il, et assurent encore des fonctions identiques ».

Il ajoutait que chacun des syndicats professionnels reconstitués en 1944, « possédait conjointement avec les autres organismes qui ont eu à connaître des intérêts professionnels coloniaux une vocation naturelle à la dévolution prévue par la loi de l'actif du comité central ».

Compte tenu de ces divers arguments, et notamment de la position formelle prise sur le problème en question dans la lettre du département de la France d'outre-mer que je viens de

citer, il semblerait logique et équitable que la procédure de dérogation prévue par l'article 36 de la loi n° 53-75 du 6 février 1953 soit appliquée aux syndicats professionnels qui ont succédé, en 1944, au comité central des groupements professionnels coloniaux, qui n'avait fait lui-même que se substituer à eux lors de l'obligation dans laquelle les mettait le gouvernement de Vichy.

Avant de me rasseoir, j'ajoute que j'ai suivi cette question avec l'obstination dont vous savez qu'elle me caractérise. J'ai eu le plaisir de constater que vos collègues du Gouvernement, au moins en ce qui concerne ceux qui sont responsables de la gestion du département de la France d'outre-mer, deviennent d'accord avec moi puisque M. le ministre de la France d'outre-mer, le 16 novembre dernier, me répondait encore:

« Rappelant les raisons pour lesquelles il vous est toujours apparu que cette dévolution devait se faire au profit des divers syndicats professionnels qui ont succédé à ces groupements en 1944, vous me demandez d'intervenir afin que la procédure de dérogation prévue par l'article 36 de la loi n° 53-75 soit appliquée en faveur de ces organismes.

« J'ai l'honneur, ajoutait M. le ministre de la France d'outre-mer, de vous faire connaître que, partageant votre manière de voir à ce sujet, j'ai demandé au ministre des finances de bien vouloir envisager la possibilité de l'octroi d'une telle dérogation. »

Mesdames, messieurs, vous le voyez, tout le monde est d'accord à ce sujet. C'est pourquoi j'ai déposé cet amendement pour demander à M. le ministre des finances de donner satisfaction à une revendication qui ne tend à rien moins qu'à restituer à ceux à qui elles appartiennent des sommes indûment détenues par l'Etat auquel elles n'appartiennent pas.

M. le ministre. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. D'après les renseignements, dont je dispose, l'article 51 de la loi du 27 mai 1950 a prévu la prise en charge, par le Trésor, de l'actif et du passif de liquidation des groupements professionnels de toute nature. Les groupements professionnels coloniaux tombent sous le coup de cette disposition. Nous n'avons pas prévu de dérogation en leur faveur. M. Durand-Réville demandant qu'une telle dérogation soit prévue, je peux lui indiquer que je vais examiner les arguments qu'il vient de présenter dans son exposé très complet. Mais, étant donné qu'il paraît lassé d'attendre une réponse continuellement différée, je peux lui dire qu'à première vue sa revendication ne semble pas justifiée. Cependant, en raison des éléments qu'il apporte, je suis disposé à l'examiner de nouveau avec M. Bernard Lafay, mais je lui indique que jusqu'ici, d'après la loi, elle ne devrait pas, semble-t-il, être accueillie.

M. Durand-Réville. Je demande l'avis de la commission des finances.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission est dans l'obligation de dire qu'elle n'est pas du tout d'accord avec l'interprétation que donne aux dispositions législatives M. le ministre des finances. L'an dernier, elle a eu à connaître précisément par le détail de ce problème qui lui avait été soumis par certains membres du Conseil de la République et par les organismes professionnels intéressés et c'est à son initiative qu'a été voté, en accord avec l'Assemblée nationale, l'article 36 de la loi du 6 février 1953, qui permet précisément de donner à cette affaire une solution conforme à ce qu'elle considère comme l'équité: la dévolution de ces biens, non pas au Trésor — car ils n'ont pas été réalisés par des taxes — mais aux organismes qui ont pris la suite des anciens comités professionnels.

Je signalerai au surplus que cette solution que la commission des finances et le Parlement, par son vote, ont voulu donner à cette affaire, correspond en tous points à la position qu'ont prise depuis des années les divers ministres de la France d'outre-mer, puisque MM. Coste-Floret, il y a deux ans, et Jacquinot, très récemment encore, se sont prononcés en ce sens.

On parle ici très souvent — et même plus souvent qu'il ne serait peut-être de raison — de la solidarité ministérielle, de la probité de l'Etat, du respect des engagements, du respect de la légalité. Dans les actes, comment cela se traduit-il bien souvent? Par toutes sortes de mesures dilatoires, d'atermoiements et de discussions sans fin. Eh bien! nous voulons précisément en finir avec cette affaire!

Je me retourne alors vers M. le ministre des finances et je lui dis: Je vous assure, monsieur le ministre des finances, que nous avons étudié spécialement cette affaire parce que certains de nos collègues avaient à cœur de lui voir donner une conclusion équitable. Nous l'avons même étudiée à diverses reprises depuis un an: il n'y a pas de doute, la restitution de ces sommes aux groupements qui ont pris la suite des anciens groupements coloniaux entre tout à fait dans le cadre des dispositions législatives votées il y a un an déjà et de plus elle est tout à fait conforme à l'équité.

Je vous demande donc de mettre un terme à ce jeu de cache-cache et de résoudre rapidement cette question afin que nous puissions par ailleurs en finir avec ces discussions périodiques qui s'instaurent ici et prolongent inutilement les débats de notre assemblée.

Mme le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Durand-Réville. Il est maintenu, madame le président, et je demande même, au nom du groupe du rassemblement des gauches, un scrutin public.

Mme le président. Je suis saisie d'une demande de scrutin présentée par le groupe du rassemblement des gauches.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

Mme le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre de votants	310
Majorité absolue	156
Pour l'adoption	205
Contre	105

Le Conseil de la République a adopté.

En conséquence, le crédit du chapitre 1er du compte d'emploi des jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat est ramené à 59 millions de francs.

Nous poursuivons l'examen de l'état B.

MINISTÈRES gestionnaires.	DÉSIGNATION des comptes.	DÉVELOPPEMENT DES CRÉDITS OUVERTS et des recettes prévues.	Francs.
		RECETTES	
		SECTION I. — *Fonds national de la productivité.*	
Finances et affaires économiques.	Dépenses diverses en contrepartie de l'aide américaine.	1° Prélèvements spéciaux sur la contre-valeur en francs de l'aide américaine	Mémoire
		2° Recettes diverses ou accidentelles	Mémoire.
		3° Report du solde créditeur au 31 décembre 1953	Mémoire.
		SECTION II. — *Affectations diverses.*	
		1° Prélèvements spéciaux sur la contre-valeur en francs de l'aide américaine	Mémoire.
		2° Report du solde créditeur au 31 décembre 1953	Mémoire.
		DÉPENSES	
		SECTION I. — *Fonds national de la productivité.*	
		Chap. 1er — Versement au budget général	Mémoire.
		Chap. 2. — Versement au fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique	Mémoire.
		Chap. 3. — Report du solde créditeur au 31 décembre 1951	Mémoire.
		SECTION II. — *Affectations diverses.*	
		Chap. 1er. — Dépenses diverses	Mémoire.
		Chap. 2. — Report du solde créditeur au 31 décembre 1951	Mémoire.

MINISTERES gestionnaires.	DÉSIGNATION des comptes.	DÉVELOPPEMENT DES CRÉDITS OUVERTS et des recettes prévues.	Francs.
		RECETTES	
Finances et affaires économiques (*suite*).	Service financier de la loterie nationale.	1° Produit brut des émissions	36.900.000.000
		2° Recettes accessoires de la régie de rachat.....	485.000.000
		3° Recettes accidentelles.	Mémoire.
		4° Excédent de recettes des loteries antérieures.	Mémoire.
		Total	37.385.000.000
		DEPENSES	
		Chap. 1er — Attribution des lots (1).....	22.140.000.000
		Chap. 2. — Dépenses administratives (personnel)	109.280.000
		Chap. 3. — Contribution aux frais entraînés par le contrôle financier (1).....	150.000
		Chap 4. — Dépenses administratives (matériel)	374.000.000
		Chap. 5. — Frais de déplacement (1).....	850.000.000
		Chap 6. — Propagande et publicité	600.000.000
		Chap. 7. — Rachat de billets et reprise de dixièmes (1).....	600.000.000
		Chap. 8. — Remboursement cas force majeure et débets admis en surséance indéfinie (1)....	300.000
		Chap. 9 — Versement du produit net (1).....	12.511.270.000
		Total	37.385.000.000

(1) Crédits évaluatifs.

Par voie d'amendement (n° 3), M. Restat propose, au compte « Service financier de la Loterie nationale », chapitre 9 « Versement du produit net », de réduire d'un million de francs le crédit du chapitre.

La parole est à M. Restat.

M. Restat. Etant donné les engagements pris hier par M. le ministre des finances au moment de la discussion du budget de l'agriculture, je retire mon amendement.

Mme le président. L'amendement est retiré.

Je poursuis la lecture des comptes d'affectation spéciale.

MINISTERES gestionnaires.	DÉSIGNATION des comptes.	DÉVELOPPEMENT DES CRÉDITS OUVERTS et des recettes prévues.	Francs.
		RECETTES	
Finances et affaires économiques.	Opérations sur titres remis en règlement de l'impôt de solidarité nationale.	1° Revenu des actions et parts attribuées à l'Etat	60.000.000
		2° Produit de la vente des actions et parts attribuées à l'Etat.....	Mémoire.
		3° Recettes diverses ou accidentelles	Mémoire.
		4° Report du solde créditeur au 31 décembre 1953	5.100.000.000
		Total	5.160.000.000
		DEPENSES	
Finances et affaires économiques (*suite*).	Opérations sur titres remis en règlement de l'impôt de solidarité nationale (*suite*).	Chap. 1er. — Libération des actions et parts attribuées à l'Etat et souscription aux augmentations de capital..	50.000.000
		Chap. 2. — Dépenses diverses ou accidentelles.	Mémoire.
		Chap. 3. — Versement de l'excédent de recettes au budget général ou report à l'exercice 1955 (1).....	5.110.000.000
		Total	5.160.000.000
		RECETTES	
	Frais de fonctionnement des organismes chargés du contrôle des activités financières.	1° Montant de la contribution de la profession.	30.000.000
		2° Report du solde créditeur au 31 décembre 1953	Mémoire.
		Total	30.000.000
		DEPENSES	
		Chap. 1er. — Versement de la contribution.....	30.000.000
		Chap. 2. — Report du solde créditeur au 31 décembre 1951 (1)..	Mémoire.
		Total	30.000.000
		RECETTES	
	Modernisation des débits de tabacs.	1° Prélèvements sur les redevances	450.000.000
		2° Amortissement des prêts	20.000.000
		3° Reversements exceptionnels sur subventions et prêts.....	Mémoire.
		Total	470.000.000
		DEPENSES	
		Chap. 1er. — Subventions.	150.000.000
		Chap. 2. — Prêts.....	300.000.000
		Chap. 3. — Frais de gestion.	3.000.000
		Chap. 4. — Restitution de sommes indûment perçues	Mémoire.
		Chap. 5. — Report du solde créditeur au 31 décembre 1951 (1).....	17.000.000
		Total	470.000.000

(1) Crédits évaluatifs.

M. Georges Laffargue. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. Laffargue.

M. Georges Laffargue. Monsieur le ministre, je n'ai pas voulu déposer d'amendement, mais je voudrais attirer votre attention, car l'affaire est importante, sur le fait qu'un grand organisme français, peut-être le plus grand, qui a une portée internationale considérable, et qui s'appelle la Croix-Rouge française, se débat au milieu d'infinies difficultés. Certaines des tranches de la Loterie nationale étant affectées à des œuvres infiniment moins importantes, je me permets de vous demander si vous n'envisageriez pas la possibilité de consacrer une tranche de la Loterie nationale à la Croix-Rouge française et si vous ne pourriez pas prendre un engagement à ce sujet.

M. le ministre. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je ne peux prendre aucun engagement, mais je promets à M. Laffargue d'étudier la question.

M. Georges Laffargue. La Croix-Rouge vous sera reconnaissante de l'étudier.

Mme le président. Personne ne demande plus la parole sur les comptes d'affectation spéciale dont je viens de donner lecture ?...

Je mets aux voix la partie de l'état B concernant le ministère des finances et des affaires économiques, telle qu'elle a été modifiée par l'adoption de l'amendement de M. Durand-Réville.

(*Cette partie de l'état B, ainsi modifiée, est adoptée.*)

Mme le président. Je donne lecture de la partie de l'état B concernant le ministère de la France d'outre-mer.

MINISTERES gestionnaires.	DESIGNATION des comptes.	DEVELOPPEMENT DES CREDITS OUVERTS et des recettes prévues.	Francs.
		RECETTES	
France d'outre-mer.	Fonds commun de la recherche scientifique et technique d'outre-mer.	1° Versement du budget général	1.220.000.000
		2° Versement des territoires d'outre-mer.....	1.500.000.000
		3° Subventions ou dotations diverses (fonds d'encouragement à la production textile).....	280.000.000
		Total.....	3.000.000.000
		DEPENSES	
		Chap. 1er. — Versements aux organismes de recherches	3.000.000.000
		Chap. 4. — Report du solde créditeur au 31 décembre 1954 (1).....	Mémoire.
		Total.....	3.000.000.000

(1) Crédits évaluatifs.

Je mets aux voix la partie de l'état B concernant le ministère de la France d'outre-mer.

(*Cette partie de l'état B est adoptée.*)

Mme le président. Sur l'article 2 la parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission des finances a effectué un abattement de 1 million sur l'article 2 afin d'appeler l'attention du Gouvernement sur certaines difficultés qui se sont produites en ce qui concerne la gestion des crédits du compte de financement de diverses dépenses d'intérêt militaire. Il s'agit, en la circonstance, de l'aérodrome de Châteauroux pour lequel un groupe d'entreprises avait passé un contrat avec l'Etat, en vue de la réalisation de travaux de piste d'envol. Il s'est trouvé que durant l'exécution de ces travaux, effectués sous contrôle des ponts et chaussées pour le compte de l'armée américaine, des modifications importantes et successives ont été apportées aux projets initiaux, et que ces opérations ont entraîné des dépassements sensibles sur les prix prévus aux marchés.

Lorsqu'il s'est agi de solder les dépenses, une contestation s'est établie sur leur montant entre les services français qui avaient contracté le marché et ce groupe d'entreprises. Cette contestation a donné lieu à un arbitrage effectué par le conseil supérieur des ponts et chaussées, arbitrage qui a été accepté, d'ailleurs, de part et d'autre et par le ministre de qui relève l'exécution de ces travaux, le ministre chargé de l'aviation civile, et par le groupe d'entreprises lui-même. Mais l'Etat ne paye pas, parce qu'il est, paraît-il, toujours en discussion avec les autorités américaines pour ce payement.

La question se pose alors de la façon suivante. L'Etat ne doit évidemment pas payer des sommes qui ne sont pas dues. Mais à partir du moment où la créance est certaine, l'Etat doit payer, et payer vite. J'appuierai ce mot « vite » d'un argument qui ne laissera pas indifférent M. le ministre des finances, puisque par décret-loi il a pris, je crois, des dispositions destinées à accélérer le règlement des marchés de l'Etat.

Je demande instamment dans ces conditions à M. le ministre des finances, au nom de la commission des finances, de prendre les dispositions utiles pour que cette affaire, qui risque de mettre en difficultés un grand nombre d'entreprises françaises de travaux publics, soit l'objet d'une solution rapide, et pour que de telles situations ne se renouvellent pas dans l'avenir.

M. le ministre. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. J'ai eu connaissance, en effet, de la difficulté signalée par M. Pellenc. Cette question a été suivie par mon collègue M. le secrétaire d'Etat au budget, qui, malheureusement, est souffrant depuis une dizaine de jours.

Je sais que cette question est en bonne voie de règlement. Les entreprises qui ont une créance sur l'Etat vont être payées. Il reste à déterminer sur quels crédits doivent être imputés les payements.

Bonne note a été prise de la demande de la commission et de l'intervention de son rapporteur, M. Pellenc. Cette question pourra, je pense, être résolue rapidement.

M. le rapporteur. Dans ces conditions, nous renonçons à notre abattement d'un million.

Mme le président. La commission renonce à son abattement de 1 million.

Par amendement, M. Marrane et les membres du groupe communiste proposent de réduire de 1 milliard les chiffres inscrits à cet article en recettes et en dépenses.

La parole est à M. Marrane.

M. Georges Marrane. Après l'intervention de M. le rapporteur Pellenc, j'indique que, dans son rapport supplémentaire, il a souligné le scandale qui consistait en ce que, pour les travaux entrepris à l'aérodrome de Châteauroux, il n'avait pas tenu compte des conditions du marché. Ainsi on a établi des pistes plus longues, des bâtiments plus nombreux. Quand on compare les difficultés bureaucratiques rencontrées par les organismes qui construisent des logements en France avec les facilités que l'on accorde pour construire en faveur des Américains — même par la violation des règlements et marchés — on se rend compte que nous ne sommes plus les maîtres chez nous.

Dans sa conclusion, M. le rapporteur Pellenc indiquait qu'il faudrait qu'intervienne maintenant trois personnes au lieu de deux: le fournisseur, le service français et le service américain. Je crois que le service américain est superflu, car je pense que les Français doivent rester les maîtres chez eux.

A l'état B, il est indiqué, à la page 31 du projet de loi: le premier versement est un versement du budget général de 1 milliard s'ajoutant à la contribution des seize pays du pacte atlantique de 54.800 millions.

Ainsi, non seulement les Français ne sont plus les maîtres chez eux, mais ils payent deux fois, une fois en tant que participants du pacte atlantique et une autre fois sur le budget général.

En tout cas il est bien superflu, puisque la France paye déjà sa part des dépenses du pacte atlantique — dont on sait que je ne suis pas partisan — qu'on ait encore une dépense supplémentaire. Je fais appel au bon sens des membres de cette assemblée pour qu'ils adoptent mon amendement, lequel supprime ce versement du budget général de 1 milliard qui s'ajoute aux dépenses faites par la France dans le cadre du pacte Atlantique si néfaste à notre pays.

Mme le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement de M. Marrane.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

Mme le président. Je vais mettre aux voix l'ensemble de l'article 2.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

Mme le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je désire demander au Conseil d'apporter quelques modifications de forme à différents chapitres de l'état B.

Mme le président. Nous avons voté.

M. Bernard Lafay, *secrétaire d'Etat aux affaires économiques.* Le Gouvernement connaît les observations que désire présenter M. Pellenc et il est tout à fait d'accord à ce sujet.

Mme le président. Réglementairement, il est préférable de renvoyer ces textes en commission pour coordination.

M. le rapporteur général. Le Conseil pourrait aussi bien statuer immédiatement sur cette affaire. Il s'agit de simples modifications de forme.

Mme le président. Nous avons voté l'état B dans les termes du rapport. Nous ne pouvons revenir sur ce vote que si la commission demande le renvoi pour coordination des textes.

M. le rapporteur général. Dans ces conditions, j'accepte cette procédure.

Mme le président. L'article 2 est donc renvoyé en commission.

Le Conseil voudra sans doute renvoyer la suite de ses travaux à quinze heures. (*Assentiment.*)

La séance est suspendue.

(*La séance, suspendue à douze heures cinquante minutes, est reprise à quinze heures dix minutes, sous la présidence de M. Pezet.*)

PRESIDENCE DE M. ERNEST PEZET,

vice-président.

M. le président. La séance est reprise.

— 52 —

DEMANDE DE DISCUSSION IMMEDIATE

M. le président. Conformément à l'article 58 du règlement, la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs demande la discussion immédiate de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 9 de la loi du 27 février 1880, relatif aux conseils académiques (nos 625 et 714, année 1953).

Il va être aussitôt procédé à l'affichage de cette demande de discussion immédiate, sur laquelle le Conseil de la République ne pourra être appelé à statuer qu'après l'expiration d'un délai d'une heure.

— 53 —

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR POUR 1954

Suite de la discussion et adoption d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. Nous poursuivons la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1954 (n° 643 et 685, année 1953).

Je rappelle au Conseil de la République que les articles 9 à 15 *bis* et 1er et 2 ont été examinés ce matin.

Nous en sommes arrivés à l'article 3, qui est réservé jusqu'au vote de l'état C.

« Art. 3. — Les ministres sont autorisés à gérer entre le 1er janvier et le 31 décembre 1954, conformément aux lois en vigueur, les comptes spéciaux de règlement avec les gouvernements étrangers et les comptes spéciaux de caractère monétaire énumérés à l'état C, annexé à la présente loi.

Les découverts constatés à ces comptes ne devront pas excéder les limites prévues audit état. »

Je donne lecture de l'état C:

ETAT C

Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers. Comptes d'opérations monétaires.

MINISTÈRES gestionnaires.	DÉSIGNATION DES COMPTES	DÉCOUVERTS
		Francs.
	I. — *Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers.*	
Défense nationale (guerre).	Règlement des créances françaises sur l'armée belge nées pendant la guerre	100.000.000
Idem.	Contribution des nations signataires du Pacte Atlantique au financement de diverses dépenses d'intérêt militaire.	9.000.000.000
Finances et affaires économiques.	Aide consentie par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique	Néant.
Idem.	Emploi des fonds de l'aide américaine par le gouvernement des Etats-Unis.	Néant.
Finances et affaires économiques (*suite*).	Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France pour le compte de gouvernements étrangers.	Néant.
Idem.	Compte d'exécution de divers accords financiers avec des gouvernements étrangers	Néant.
Idem.	Application de l'accord de payement franco-polonais (loi du 10 septembre 1917)	1.785.000.000
Idem.	Compte d'exécution de la convention financière franco-belge relative au remboursement des crédits belges par des livraisons de biens de défense.	Néant.
Idem.	Exécution des accords conclus avec les gouvernements polonais, tchécoslovaque, hongrois et yougoslave relatifs à l'indemnisation d'intérêts français	Néant.
Idem.	Exécution du protocole financier franco-yougoslave du 14 avril 1951 et de l'accord franco-polonais du 7 septembre 1951	Néant.
Idem.	Exécution des dispositions de l'article 11 de la loi du 24 mai 1951	1.250.000.000
Idem.	Application de la convention économique franco-sarroise du 20 mai 1953.	1.100.000.000
	II. — *Comptes d'opérations monétaires.*	
Finances et affaires économiques.	Application de la réforme monétaire dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (1)	500.000.000
Idem.	Conversion de francs et billets libellés en francs (francs d'occupation) contre marks ou schillings ou inversement (1)	400.000.000
Idem.	Opération du fonds de stabilisation des changes de la France d'outre-mer (2).	500.000.000
Idem.	Pertes et bénéfices de change (1)	4.500.000.000
Idem.	Emission de billets du Trésor libellés en francs dans les territoires occupés (2)	Néant.
Idem.	Emission de billets du Trésor libellés en francs de Djibouti (2)	Néant.
Idem.	Compte d'opérations monétaires avec l'institut d'émission du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam	Néant.

(1) Le solde créditeur ou débiteur de ce compte sera porté en fin d'année à un compte de résultat et ne sera pas repris en balance d'entrée.

(2) Le solde créditeur ou débiteur de ce compte en fin d'année sera repris en balance d'entrée à la gestion suivante.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 3 et de l'état C.

(*L'ensemble de l'article 3 et de l'état C est adopté.*)

M. le président. « Art. 4. — Le ministre des finances est autorisé, entre le 1er janvier et le 31 décembre 1954, à accorder des avances de trésorerie pour une durée n'excédant pas deux ans, dans la limite d'un montant global de 301.415.999.000 francs, conformément à l'état D annexé à la présente loi.

« Ces avances seront imputées aux comptes spéciaux d'avances du Trésor prévus par ledit état.

« Les recettes à provenir, en 1954, du remboursement des avances de l'espèce ainsi que des avances antérieurement consenties seront portées aux mêmes comptes. Leur montant total est évalué à 286.273 millions de francs, conformément à l'état D susvisé.

« Toutefois, sur le crédit de dépenses de 80 millions de francs ouvert à l'état D au profit de la Compagnie des câbles sud-américains une fraction égale aux neuf douzièmes de ce montant sera provisoirement bloquée. Cette somme ne sera libérée qu'après le dépôt, qui interviendra, dans un délai maximum de trois mois, du rapport d'une commission d'experts chargée de proposer au Gouvernement des mesures de coordination entre les moyens de communication par câbles et par radio ».

L'article 4 est réservé jusqu'au vote de l'état D.

Je donne lecture de cet état:

ETAT D

Compte d'avances.

DÉSIGNATION DES COMPTES	CRÉDITS de dépenses	ÉVALUATIONS de recettes.
	Francs.	Francs.
Avances à des gouvernements ou services étrangers et à des organismes internationaux.		
Gouvernement sarrois.....	(1)	Mémoire.
Avances aux budgets annexes.		
Prestations familiales agricoles.....	Néant.	Mémoire.
Service des essences.....	Néant.	Mémoire.
Service des poudres.....	9.000.000.000	7.500.000.000
Couverture des déficits d'exploitation du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones (exercices clos).....	Néant.	Mémoire.
Avances aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat.		
Caisse nationale des marchés de l'Etat	1.000.000.000	1.000.000.000
Office national interprofessionnel des céréales	(1)	Mémoire.
Service des alcools.....	4.000.000.000	Mémoire.
Caisse nationale de sécurité sociale.	Néant.	Mémoire.
Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales...	Néant.	2.500.000.000
Etablissement national des invalides de la marine.....	Néant.	2.500.000.000
Avances aux collectivités locales et établissements publics locaux.		
Collectivités et établissements publics (art. 70 de la loi du 31 mars 1932)	17.999.999.000	2.300.000.000
Départements et communes (art. 14 de la loi n° 46-2921 du 23 décembre 1946).....	500.000.000	400.000.000
Département de la Seine.....	(1)	Mémoire.
Ville de Paris.....	(1)	Mémoire.
Avances sur le montant des impositions revenant aux départements, communes, établissements et divers organismes (1).....	205.000.000.000	200.000.000.000
Avances aux territoires et services d'outre-mer.		
Territoires d'outre-mer:		
Article 70 de la loi du 31 mars 1932	(1)	1.700.000.000
Article 14 de la loi du 23 décembre 1946.....	(3)	Mémoire.
Avances spéciales sur recettes budgétaires (1)	50.000.000.000	50.000.000.000
Avances à la Société nationale des chemins de fer français.		
Article 25 de la convention du 31 août 1937 (avances sans intérêt)	Mémoire.	Mémoire.
Article 27 de la convention du 31 août 1937 (avances avec intérêts)	5.000.000.000	8.762.000.000
Convention du 8 janvier 1941.....	21.000.000	206.000.000
Avances à des services concédés ou nationalisés ou des sociétés d'économie mixte.		
Compagnie des câbles sud-américains	80.000.000	83.000.000
Société professionnelle des papiers de presse.....	Néant.	Mémoire.
Avances à des entreprises industrielles et commerciales.		
Séquestres gérés par l'administration des domaines.....	5.000.000	15.000.000
Avances à divers organismes, services ou particuliers.		
Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines.....	Néant.	Mémoire.
Services chargés de la recherche d'opérations illicites (1).....	32.000.000	32.000.000
Fonds spécial d'allocation vieillesse.	Néant.	Mémoire.
Caisse de compensation des bonifications de salaires aux ouvriers belges et luxembourgeois.....	Néant.	Mémoire.
Avances au Crédit national pour l'aide à la production cinématographique	1.000.000.000	1.000.000.000
Caisse centrale de secours mutuels agricoles	Néant.	(2) 5.000.000.000
Caisse nationale d'allocation vieillesse agricole.....	(2) 5.000.000.000	Mémoire.
Fonds agricole de majoration des rentes d'accidents du travail.....	Néant.	500.000.000
Avances aux fonctionnaires de l'Etat pour l'acquisition de moyens de transport.....	610.000.000	610.000.000

(1) Crédits de dépenses compris dans le crédit de 18 milliards demandé au titre du compte « Avances aux collectivités locales ». Collectivités et établissements publics (art. 70 de la loi du 31 mars 1932).

(2) Crédits évaluatifs.

(3) Crédits de dépenses compris dans le crédit de 500 millions demandé au titre du compte « Avances aux collectivités locales ». Départements et communes (art. 14 de la loi n° 46-2921 du 23 décembre 1946).

Je suis saisi d'un amendement (n° 14) présenté par M. Hamon, amendement qui tend à libeller ainsi l'intitulé de la neuvième ligne précitée:

« Avances aux fonctionnaires de l'Etat: *a*) pour l'accession au logement familial (prêts complémentaires); *b*) pour l'acquisition de moyens de transports ».

La parole est à M. Hamon.

M. Léo Hamon. Je veux appeler l'attention de mes collègues sur le point suivant: sous le régime de la loi du 6 février 1953, il était convenu que les avances, objet de cette ligne, s'appliquaient à l'accession au logement familial — prêts complémentaires — et à l'acquisition de moyens de transports. Ainsi rédigée, la ligne impliquait une possibilité d'avances pour l'acquisition de voitures automobiles et une possibilité d'avances pour l'acquisition de logements familiaux. Cette rédaction était le résultat, dans l'ordre chronologique, d'une question que j'avais eu l'honneur de poser moi-même à M. René Mayer, alors ministre des finances, qui avait bien voulu retenir tout l'intérêt d'une ouverture d'avances à des fonctionnaires en vue de l'acquisition de logements, puis d'un amendement déposé par M. le sénateur Poher, adopté par le Conseil et repris ensuite par l'Assemblée nationale.

Que s'est-il passé depuis lors? Un décret du 9 août 1953 a permis la garantie de l'Etat à des prêts complémentaires consentis aux fonctionnaires en vue de la construction de logements. On a, par conséquent, restreint le champ des avances possibles. Elles pouvaient jusque là aider toute forme d'accession au logement familial, elles ne peuvent plus, depuis le décret du 9 août 1953, favoriser que la seule construction. Qui plus est, ce décret du 9 août 1953 risque lui-même de rester lettre morte puisque, dans la rédaction de l'état D qui nous est aujourd'hui proposée, le crédit de 650 millions n'est plus prévu que pour l'acquisition de voitures automobiles.

C'est pourquoi je me tourne vers M. le ministre des finances pour lui dire: En cette matière la volonté du Parlement a été formellement exprimée, notamment par cette assemblée; et ses initiatives sont assez rarement suivies d'effet pour que nous les suivions avec une tendresse particulière. Or la nécessité de favoriser l'accession au logement familial est admise par tous; l'opinion et les pouvoirs publics s'en préoccupent. J'ai donc le droit de m'étonner, monsieur le ministre, quand je constate qu'on nous propose une rédaction d'après laquelle les fonctionnaires seraient aidés pour l'achat d'automobiles, lesquelles sont certainement utiles, mais ne le seraient pas pour l'acquisition de logements qui, eux, sont non seulement utiles, mais encore nécessaires.

M. Georges Marrane. Indispensables!

M. Léo Hamon. Telles sont les raisons du dépôt de mon amendement, il faut que le crédit de 650 millions serve non seulement à l'acquisition d'automobiles, mais encore à l'accession de logements familiaux. Et à cette occasion je demande avec insistance à M. le ministre des finances de prendre sans délai le décret d'application qui avait été prévu par l'article 5 de la loi du 6 février 1953, une période de réflexion de onze mois devant suffire, même pour le Gouvernement.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je voudrais indiquer à M. Hamon qu'un décret n° 53-702 du 9 août 1953, pris en application de la loi sur les pouvoirs spéciaux, a organisé au profit des fonctionnaires un système de prêts complémentaires garantis par l'Etat. Ce décret rend sans objet l'intervention directe du Trésor prévue par l'article 5 de la loi du 6 février 1953. Pour cette raison il n'y a pas lieu de prendre de décret d'application de ce dernier texte. C'est pourquoi il n'y a pas de crédit prévu dans la loi des comptes spéciaux.

M. Léo Hamon. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Léo Hamon, pour répondre à M. le ministre.

M. Léo Hamon. Je voudrais simplement demander à M. le ministre s'il y a dans ces inscriptions budgétaires un crédit prévu pour faire face aux dépenses qui seraient engagées en vertu du décret du 9 août 1953. Et je voudrais lui faire observer à nouveau que ce décret n'avait prévu de dépenses que pour les constructions, alors que la loi du 6 février 1953 avait, je le répète, un objet beaucoup plus vaste, qui permettait l'accession à des logements familiaux, même sans construction et simplement par acquisition de logements.

M. le ministre des finances. Il s'agit seulement d'une garantie de l'Etat. Par conséquent, il n'y a pas lieu à crédit budgétaire.

M. Alain Poher. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Alain Poher.

M. Alain Poher. Je voudrais répondre à M. le ministre que l'article 5 de la loi du 6 février 1953 était extrêmement clair et permettait des prêts complémentaires pris sur les comptes du Trésor pour les fonctionnaires et destinés au logement familial. Le décret prévoit des prêts complémentaires pour la construction. Ce n'est pas tout à fait la même chose. M. Léo Hamon fait remarquer que le texte est moins net que l'article voté l'an dernier. Nous n'avons aucun renseignement sur la nature des prêts que vous entendez pouvoir accorder aux fonctionnaires.

Entre prêter à 8 p. 100 et prêter à 3 p. 100 comme pour les automobiles, il y a une très grande différence. Pourriez-vous très succinctement nous dire quelles sont les intentions du Gouvernement, car les textes parus jusqu'à maintenant, qui réduisent dans une large mesure l'application de l'article 5 de la loi du 6 février 1953, ne nous donnent aucune garantie.

M. le ministre des finances. J'indique à M. Poher que, dans un texte d'application en cours d'élaboration et qui sortira très prochainement, il trouvera toutes ces modalités.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Léo Hamon. Oui, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur l'amendement ?...

Je le mets aux voix.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Le libellé de la 9e ligne se trouve ainsi modifié.

DÉSIGNATION DES COMPTES	CRÉDITS de dépenses.	ÉVALUATIONS de recettes.
	Francs.	Francs.
Fonds national d'amélioration de l'habitat	Néant.	(Mémoire.)
Avances affectées à des payements à l'étranger.		
Banques étrangères diverses (Service des emprunts français)	1.235.000.000	1.235.000.000
Banques diverses (Service des emprunts extérieurs)	900.000.000	900.000.000
Totaux	301.415.909.000	286.273.000.000

Je vais mettre aux voix l'ensemble de l'article 4 et de l'état D.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission des finances avait décidé, d'opérer, sur cet article 4, un abattement indicatif de 1.000 francs, destiné à permettre au Gouvernement de confirmer l'accord qu'il avait donné à votre rapporteur de consentir à la municipalité d'Orange, sur les 18 milliards de crédits prévus à l'état B au titre d'avance aux collectivités locales et établissements publics une avance de 20 millions de francs pour l'organisation des représentations du théâtre national d'Orange.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Il est bien exact que le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat aux beaux-arts ont étudié la question. Il est prévu que la ville d'Orange peut demander une avance de trésorerie dans le cadre de l'article 70 de la loi du 31 mars 1932. Le crédit existe. Il faudra que la municipalité d'Orange en fasse la demande, naturellement.

M. le rapporteur. Je remercie M. le ministre. La commission renonce, en conséquence, à son abattement indicatif de 1.000 francs.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4, avec le chiffre de 301.416 millions de francs, résultant des votes émis à l'état D.

(*L'article 4, avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Art. 5. — Le ministre des finances est autorisé à renouveler pour deux années au plus les avances non remboursées depuis plus de deux ans, énumérées à l'état E annexé à la présente loi, et dont le total est égal à 54 milliards de francs ».

L'article 5 est réservé jusqu'au vote de l'état E.

Je donne lecture de l'état E.

ETAT E

Avances renouvelées.

DÉSIGNATION DES COMPTES	MONTANT des renouvellements.
	Francs.
Avances aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat.	
Service des alcools	11.000.000.000
Caisse nationale de sécurité sociale	16.000.000.000
Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales	6.000.000.000
Etablissement national des invalides de la marine	7.000.000.000
Avances aux collectivités et établissements publics locaux.	
Collectivités et établissements publics (art. 70 de la loi du 31 mars 1932)	600.000.000
Département de la Seine	3.000.000.000
Avances à divers organismes, services ou particuliers.	
Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines	5.000.000.000
Caisse centrale de secours mutuels agricoles	4.200.000.000
Fonds national d'amélioration de l'habitat	1.000.000.000
Total	54.000.000.000

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'état E.

(*L'état E est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 5, avec le chiffre de 54 milliards de francs résultant des votes émis à l'état E.

(*L'article 5, avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. « Art. 6. — Sont autorisées, dans les conditions fixées à l'article 6 de la loi n° 50-586 du 27 mai 1950:

« La consolidation par voie d'admission en surséance des avances énumérées à l'état F, annexé à la présente loi, et dont le total est égal à 409 millions de francs;

« La consolidation sous forme de prêts du Trésor des avances énumérées à l'état G, annexé à la présente loi, et dont le total est égal à 6.583 millions de francs.

« Ces prêts seront imputés à des comptes dits de consolidation.

« Pourront être également imputés, en 1954, à des comptes de consolidation :

« Dans les limites respectives de 6 milliards et 1 milliard de francs, les montants en capital des subventions payables par

annuités attribuées par le ministre de l'agriculture pour les travaux d'équipement rural, en vertu de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947 et par le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme pour les travaux d'équipement des ports, en vertu de la loi n° 48-1540 du 1er octobre 1948;

« Dans la limite de 450 millions de francs, les payements effectués par remise de valeurs négociables du Trésor, en application de l'article 49 de la loi n° 48-978 du 16 juin 1948 et de l'article 48 de la loi n° 50-586 du 27 mai 1950, en remboursement des prélèvements exercés sur les avoirs des spoliés. »

L'article 6 est réservé jusqu'au vote des états F et G

Je donne lecture de l'état F.

ETAT F

Avances consolidées par voie d'admission en surséance.

DÉSIGNATION DES COMPTES	MONTANT des consolidations.
	Francs.
Avances à des services concédés ou nationalisés ou à des sociétés d'économie mixte.	
Sociétés nationales de constructions aéronautiques..	378.000.000
Avances aux mines de charbon exceptées de la nationalisation (loi n° 49-2 du 1er janvier 1949)....	31.000.000
Total	409.000.000

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'état F.

(*L'état F est adopé.*)

M. le président. Je donne lecture de l'état G.

ETAT G

Avances consolidées sous forme de prêts du Trésor.

DÉSIGNATION DES COMPTES	MONTANT des consolidations.
	Francs.
Avances aux budgets annexes.	
Services des essences	1.805.000.000
Avances aux collectivités et établissements publics locaux.	
Collectivités et établissements publics (art. 70 de la loi du 31 mars 1932)	800.000.000
Avances sur le produit des impositions revenant aux départements, communes, établissements et divers organismes.....	1.750.000.000
Avances aux territoires et services d'outre-mer	
Territoires d'outre-mer (art. 70 de la loi du 31 mars 1932).....	1.440.000.000
Avances à la Société nationale des chemins de fer français.	
Convention du 8 janvier 1911	206.000.000
Avances à des services concédés ou nationalisés ou des sociétés d'économie mixte.	
Société professionnelle des papiers de presse	127.000.000
Avances à divers organismes, services ou particuliers.	
Caisse de compensation des bonifications de salaires aux ouvriers frontaliers belges et luxembourgeois.	455.000.000
Total	6.583.000.000

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'état G.

(*L'état G est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6, avec les chiffres de 409 millions de francs, résultant du vote émis à l'état F et de 6.583 millions de francs, résultant du vote émis à l'état G.

(*L'article 6, avec ces chiffres, est adopté.*)

M. le président. « Art. 7. — Sont exonérés d'intérêts les prêts de consolidation consentis, dans la limite d'un plafond de 1.750 millions de francs, aux départements, communes et divers établissements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion. »

La parole est à M. Symphor.

M. Symphor. Mesdames, messieurs, cet article concerne les prêts de consolidation consentis aux départements d'outre-mer et à leurs communes. C'est un appel à la bienveillance que j'adresse ici à M. le ministre des finances. C'est à la suite, il le sait, des difficultés financières qui ont résulté, pour ces départements, du passage brusque de l'état de colonie à celui de département qu'une législation fiscale a été introduite, jetant le trouble et la perturbation dans les budgets et créant ainsi une situation inextricable.

Il a fallu faire appel aux caisses de l'Etat. Le Gouvernement a bien voulu transformer ces avances en prêts de consolidation. A l'heure actuelle. M. le ministre le sait et nous en a marqué sa satisfaction, nous faisons un gros effort d'assainissement financier. Mais, avant même que cet effort ait produit des résultats on met en recouvrement les premières annuités. Je demande à M. le ministre de vouloir bien examiner la situation et de consentir à nous accorder une sorte de sursis de payement pour deux ou trois exercices, afin de permettre aux différentes communes et aux départements de mettre de l'ordre dans leurs finances. Il est évident que les charges assez lourdes que représentent les annuités pèsent davantage encore sur nos budgets et nous n'arriverons pas a nous tirer de suite d'une situation très difficile.

Nous sommes d'accord pour la consolidation. Nous avons demandé que les payements ne commencent que dans deux ou trois ans.

J'espère que M. le ministre nous donnera satisfaction.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Dans le sens de l'observation de M. Symphor, l'article 7 prévoit l'exonération d'intérêts, de sorte que l'annuité de remboursement concerne le principal et non pas les intérêts.

M. Symphor. Je le sais bien.

M. le ministre des finances. Je vais étudier la question.

M. Symphor. Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 7.

(*L'article 7 est adopté.*)

M. le président. « Art. 8. — Les ministres sont autorisés à engager, à liquider et à ordonnancer, entre le 1er janvier et le 31 décembre 1954, les dépenses effectuées en monnaies locales (marks et schillings) dans les territoires occupés. Ils sont autorisés à percevoir les recettes recouvrables dans ces territoires. Ces recettes et ces dépenses seront imputées au compte spécial d'opérations en territoires occupés ouvert par l'article 76 de la loi n° 46-2914 du 23 décembre 1946.

« Conformément aux dispositions dudit article, les prévisions de ce compte spécial seront fixées par arrêté interministériel communiqué préalablement aux commissions des finances des deux Assemblées.

« Ledit arrêté fixera également le découvert autorisé pour la même année, au titre des opérations effectuées en monnaies locales (marks et schillings) en ce qui concerne le compte spécial créé par l'article 75 de la même loi pour retracer les conversions de francs et de billets du Trésor libellés en francs, en marks ou en schillings, ainsi que les opérations en sens inverse auxquelles il est procédé par le Trésor ou pour son compte pour les besoins des personnels et des services français ou alliés. » — (*Adopté.*)

Les articles 9 à 15 *bis* ont été précédemment adoptés.

TITRE III

Dispositions spéciales.

« Art. 16. — I. — Le sixième alinéa de l'article 2 de la loi n° 49-310 du 8 mars 1949 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« 1° Le total des dépenses d'un compte d'affectation spéciale ne peut excéder le total des recettes du même compte, sauf pendant les trois premiers mois de sa création. Dans ce cas, le découvert ne peut être supérieur au quart des dépenses autorisées pour l'année en cours. »

« II. — La loi annuelle relative aux comptes spéciaux du Trésor fixe pour chaque compte d'affectation spéciale l'imputation qui sera donnée à son solde créditeur. — (*Adopté.*)

« Art. 17. — L'article 13 du décret n° 53-714 du 9 août 1953 sur la responsabilité des comptables publics est complété par les dispositions ci-après:

« Tout comptable public, tout établissement, toute personne qui accepte d'un comptable public, déclarant agir ès qualités, un dépôt de fonds ou valeurs est solidairement responsable envers le Trésor de la restitution de ces fonds ou valeurs ou de la justification de leur emploi, si ce dépôt n'est pas autorisé par instructions générales ou particulières émanant du ministre des finances.

« Tout comptable public, tout établissement, toute personne qui accepte d'un fonctionnaire administrateur ou agent déclarant agir ès qualités un dépôt de fonds ou valeurs, est solidairement responsable envers le Trésor de la restitution de ces fonds ou valeurs ou de la justification de leur emploi si une gestion de fait est ultérieurement établie.

« Un décret contresigné par le ministre des finances pourra prévoir des dérogations aux dispositions des deux précédents alinéas, en vue d'assurer la liquidation des comptes actuellement existants. » — (*Adopté.*)

« Art. 18. — Des fonctionnaires appartenant à la caisse des dépôts et consignations peuvent être appelés à participer aux vérifications des membres de l'inspection générale des finances, sous la responsabilité de ces derniers, lorsqu'il s'agit de la vérification d'organismes dont la caisse des dépôts et consignations reçoit des dépôts de fonds, ou auxquels elle apporte un concours financier ou encore sur lesquels elle est habilitée à exercer un contrôle. Ces fonctionnaires sont désignés par arrêté ministériel. » — (*Adopté.*)

« Art. 19. — Les rapporteurs généraux des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République ou leurs délégués sont membres de droit du comité de direction de la Loterie nationale prévu par les décrets des 21 septembre 1936 et 9 avril 1945. » — (*Adopté.*)

« Art. 20. — I. — L'article 32 du code des caisses d'épargne est abrogé.

II. — L'article 18 du code des caisses d'épargne est remplacé par le texte suivant:

« *Art.* 18. — Lorsqu'il s'est écoulé un délai de trente ans à partir tant du dernier versement ou remboursement que de tout achat de rente et de toute autre opération effectuée à la demande des déposants, les sommes que détiennent les caisses d'épargne au compte de ceux-ci sont prescrites à leur égard. Elles sont réparties entre les caisses d'épargne à concurrence des deux cinquièmes et, pour le surplus, versées au fonds national de solidarité et d'action mutualiste.

« Les caisses d'épargne sont tenues d'adresser six mois avant l'expiration du délai de trente ans ci-dessus défini, aux fins de remboursement, un avis au titulaire de tout compte atteint par la prescription et dont l'avoir en capital et intérêt est égal ou supérieur à 2.000 francs. Ces mesures de publicité sont annoncées par un avis au *Journal officiel* de la République française. Si l'ayant droit ne peut être connu, ou si, pour une cause quelconque, le remboursement ne peut être opéré, la somme inscrite à son crédit est répartie dans les conditions fixées à l'alinéa précédent.

« A l'égard des versements faits... »

(Le reste sans changement.)

« III. — L'article 44 du code des caisses d'épargne est remplacé par le texte suivant:

« *Art.* 44. — Durant les six mois qui précèdent l'expiration du délai de trente ans fixé à l'article 18, la liste des déposants titulaires de comptes atteints par la prescription est affichée dans la salle des séances publiques de la caisse d'épargne et des succursales ou, pour les caisses ayant plus de 500 comptes abandonnés, tenue à la disposition des intéressés au siège de la caisse d'épargne.

« Sont exemptés de l'affichage prescrit à l'alinéa précédent les comptes dont le montant en capital et intérêts est inférieur à 100 francs.

« Les sommes que détiennent les caisses d'épargne au compte des déposants qui auront fait l'objet des avis individuels prévus par l'article 18 ci-dessus, et de l'affichage visé au présent article ne pourront, à partir de ces mesures, être réclamées par l'Etat en cas de déshérence ou de déclaration d'absence. Il en sera de même des sommes figurant aux comptes exemptés des mesures précitées ».

« IV. — Le premier alinéa de l'article 45 du code des caisses d'épargne est modifié comme suit:

« Dans la limite maxima de 50 p. 100 du montant des fonds déposés par chacune d'elles à la caisse des dépôts et consignations, les caisses d'épargne ordinaires peuvent obtenir qu'une partie de leurs fonds soit employée sur leur initiative dans les conditions prévues au 2° de l'article 19. » — (*Adopté.*)

« Art. 21. — I. — Le deuxième alinéa de l'article 1er de la loi du 13 mars 1917 ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et moyen commerce, à la petite et moyenne industrie est remplacé par le texte suivant:

« Elles ont pour objet exclusif de cautionner leurs membres à raison de leurs opérations professionnelles. La caution peut être donnée par l'aval ou l'endos des effets de commerce et billets créés, souscrits ou endossés par les membres de la société, ou sous toute autre forme ».

« II. — Le dernier alinéa de l'article 1er est complété comme suit:

« Par dérogation aux dispositions de l'article 12 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, la libération du surplus se fait par rappels successifs des quarts non encore versés au fur et à mesure de l'accroissement des opérations de cautionnement mutuel de manière à permettre à la société de proportionner le montant du fonds social au volume des opérations traitées ».

« III. — L'alinéa premier de l'article 3 est remplacé par le texte suivant:

« Les statuts doivent exiger que le conseil d'administration détermine pour chaque sociétaire le montant maximum des cautions qui peuvent être accordées et limiter la durée pour laquelle ces cautions seront données ».

« IV. — L'article 4 est modifié comme suit:

« Le capital, de même que le fonds de réserve, est affecté à la garantie des cautions données par la société de manière à servir de provision pour les effets, billets et engagements, à défaut de règlement. Les administrateurs sont tenus avant de commencer à ne donner aucune caution... ».

(Le reste sans changement.) — (*Adopté.*)

« Art. 22. — Les dispositions de l'article 10 de la loi n° 49-985 du 25 juillet 1949 sont applicables aux participations acquises par l'Etat postérieurement au 25 juillet 1949.

« Le Gouvernement devra informer les commissions des finances du Parlement et la Cour des comptes des opérations effectuées par application des dispositions de l'article 10 de la loi du 25 juillet 1949, dans le délai de trois mois à dater de la conclusion de ces opérations. » — (*Adopté.*)

« Art. 23. — Le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à porter le fonds de dotation des mines domaniales de potasse d'Alsace à 4 milliards de francs et le fonds de dotation de l'office national industriel de l'azote à 2 milliards.

« Les opérations visées à l'alinéa précédent seront imputées sur le compte spécial du Trésor « Gestion de titres de sociétés d'économie mixte appartenant à l'Etat ».

Par amendement (n° 11), M. Armengaud propose de compléter comme suit cet article:

« Le bénéfice distribuable des mines domaniales de potasse d'Alsace sera déterminé après précompte d'un intérêt de 5 p. 100 du capital de 4 milliards versés par le Trésor.

« En conséquence, l'article 7 de la loi du 23 janvier 1937, portant fixation du régime définitif des mines domaniales de potasse d'Alsace et organisation de l'industrie de la potasse, est modifié comme suit:

« *Alinéa* 1er. — Sur ce produit net de l'exploitation, et dans la limite des sommes restant disponibles après les prélèvements à effectuer pour les amortissements industriels et la constitution des réserves, il sera prélevé successivement:

« 1° La somme nécessaire pour payer un premier dividende de 5 p. 100 sur le capital de 4 milliards de francs versés par le Trésor;

« 2° Une fraction de 10 p. 100 qui sera affectée pour partie à la dotation des œuvres sociales et pour partie, mais à concurrence de la moitié au moins, à la participation du personnel aux bénéfices.

« *Alinéa* 2. — Le surplus du produit net... (sans changement). »

La parole est à M. Armengaud.

M. Armengaud. Messieurs les ministres, mes chers collègues, l'amendement que j'ai déposé tend à compléter l'article 23 introduit à l'Assemblée nationale sur l'intervention de M. de Tinguy. Il tend à modifier l'article 7 du décret du 23 janvier 1937, portant statut des mines domaniales de potasse. La modification consisterait à préciser que, conformément aux usages commerciaux, les prélèvements successifs au profit du Trésor et au profit des œuvres sociales et du personnel au titre de leur participation aux bénéfices, seront effectués sur le produit net de l'exploitation et non pas sur le produit brut, et ce dans la limite des sommes restant disponibles après le prélèvement à effectuer pour les amortissements industriels et la constitution de réserves.

Les potasses d'Alsace, vous le savez, ont eu une exploitation en général bénéficiaire, sauf au cours des deux dernières années du fait à la fois de l'évolution de la conjoncture et des prix imposés par le Gouvernement à l'entreprise. Le Gouvernement a décidé de transformer une partie des prêts consentis aux mines de potasses d'Alsace pour leurs équipe-

ments récents en dotations en capital. La commission de la production industrielle l'en remercie. Elle pense qu'il est en effet de bonne politique d'octroyer ainsi à cette entreprise un capital nominal raisonnable, adapté à ses besoins et par là même, les mêmes avantages que ceux accordés par les banques privées aux entreprises industrielles du secteur privé.

M. le ministre de l'industrie et du commerce. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'industrie et du commerce.

M. le ministre de l'industrie et du commerce. Le Gouvernement accepte très volontiers l'amendement déposé par M. Armengaud qui précise parfaitement les intentions qu'il avait lui-même lorsqu'il avait déposé l'article en question.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement, accepté par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix l'article 23, ainsi complété.

(*L'article 23, ainsi complété, est adopté.*)

M. le président. « Art. 23 *bis*. — Le bénéfice distribuable des mines domaniales de potasse d'Alsace sera déterminé après précompte d'un intérêt de 5 p. 100 du capital de 4 milliards versé par le Trésor, conformément à l'article 23 de la présente loi. » — (*Adopté.*)

Par amendement (n° 10), M. Monichon propose d'insérer un article additionnel 23 *ter* (nouveau), ainsi rédigé:

« Le montant maximum des dépenses que le ministre de l'agriculture est autorisé à engager en 1954 sur les ressources du fonds forestier national est fixé à 3 milliards 300 millions ».

La parole est à M. Monichon.

M. Monichon. Cet amendement est une régularisation comptable, en conclusion de l'état B, compte d'affectations spéciales; recettes du fonds forestier national. Elle précise le montant réel des recettes du fonds forestier pour 1954 et limite les crédits d'engagement au niveau de ces sommes.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission ne voit aucun inconvénient à l'adoption de l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances. Le Gouvernement l'accepte également.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement de M. Monichon, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. En conséquence, l'amendement qui vient d'être adopté devient l'article 23 *ter* (nouveau).

« Art. 24. — Par dérogation aux dispositions de l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831 modifié en dernier lieu par l'article 148 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945, le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à procéder au payement des indemnités de dépossession dues, en application de l'article 2 de l'ordonnance n° 45-1086 du 29 mai 1945, aux porteurs d'actions de l'ancienne société « Gnome et Rhône » et, en application de l'article 2 de l'ordonnance n° 45-1403 du 26 juillet 1945, aux porteurs d'actions de l'ancienne société « Air France », et dont le règlement est demandé après le terme de la déchéance quadriennale.

Les dépenses résultant de l'application de l'alinéa précédent seront imputées sur les crédits du compte spécial « Gestion de titres de sociétés d'économie mixte appartenant à l'Etat », ouvert en application de l'article 16 de la loi n° 49-310 du 8 mars 1949 relative aux comptes spéciaux du Trésor (exercice 1949). » — (*Adopté.*)

« Art. 25. — Le ministre des finances est autorisé à donner la garantie de l'Etat aux emprunts contractés en 1954 par les caisses de crédit municipal, dans la limite d'un montant maximum de 500 millions de francs. En outre, le service des intérêts de ces emprunts pourra être partiellement pris en charge par l'Etat sans que la bonification d'intérêt ainsi consentie puisse excéder 2 p. 100.

« Les conditions d'application du présent article seront fixées par arrêté du ministre des finances. » — (*Adopté.*)

« Art. 26. — Les disposition de l'article 4 du décret n° 53-874 du 22 septembre 1953, modifié par le décret n° 53-963 du 30 septembre 1953, relatif à la location-gérance de fonds de commerce, ne sont pas applicables aux établissements de crédit à statut légal spécial dont l'objet social est de consentir des prêts à moyen et long terme aux entreprises industrielles et commerciales. »

Par amendement (n° 4), M. Boivin-Champeaux propose de rédiger comme suit cet article:

« Les dispositions de l'article 4 du décret n° 53-874 du 22 septembre 1953 modifié par le décret n° 53-963 du 30 septembre 1953 relatif à la location gérance de fonds de commerce, ne sont applicables ni aux éléments de crédit à statut légal spécial dont l'objet social est de consentir des prêts à moyen et à long terme aux entreprises industrielles et commerciales, ni aux collectivités locales. »

L'amendement n'étant pas soutenu, je n'ai pas à le mettre aux voix.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 26.

(*L'article 26 est adopté.*)

M. le président. « Art. 27. — Le président directeur général du Crédit foncier et communal d'Alsace et de Lorraine est nommé, sur la présentation du conseil d'administration, par décret pris sur le rapport du ministre des finances.

« Le commissaire du Gouvernement auprès de cet établissement peut opposer son veto à toute décision prise par le conseil d'administration ou l'un des comités constitués dans son sein ou par l'assemblée générale. Le président directeur général peut, dans un délai de huit jours, saisir du différend le ministre des finances, qui est tenu de se prononcer dans les dix jours. Tous les pouvoirs en blanc sont à la disposition du commissaire du Gouvernement.

« Le Crédit foncier et communal d'Alsace et de Lorraine pourra être autorisé à émettre des obligations et des lettres de gage assorties de lots ou de primes de remboursement. L'article 9 de la loi locale du 13 juillet 1899 est abrogé. » — (*Adopté.*)

« Art. 28. — Les billets de 20, 50 et 100 francs émis en Algérie par la Banque de l'Algérie et de la Tunisie cesseront d'avoir cours légal dans un délai de trois mois à compter de la date de promulgation de la présente loi.

« Sont approuvées les dispositions de la convention du 10 novembre 1953 passée entre le gouverneur général de l'Algérie et le gouverneur de la Banque de l'Algérie et de la Tunisie, et dont une copie est annexée à la présente loi. » — (*Adopté.*)

« Art. 29. — Les dispositions de l'article 89 de la loi n° 53-79 du 7 février 1953, supprimant le deuxième alinéa de l'article 64 du décret du 30 octobre 1935 unifiant le droit en matière de chèques, sont applicables en Algérie. » — (*Adopté.*)

« Art. 30. — Les grands conseils et les assemblées locales des territoires d'outre-mer pourront faire bénéficier d'un régime de longue durée, leur garantissant la stabilité de certaines charges fiscales, des catégories d'entreprises de production dont la création, l'équipement ou l'extension aurait une importance particulière pour la modernisation des territoires où elles exercent leur activité. Les délibérations concernant ce régime exceptionnel ne seront applicables qu'après avoir été expressément approuvées par décret en conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances.

« Pour bénéficier de ce régime, les entreprises devront être agréées par arrêté du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances.

« L'application d'un régime fiscal exceptionnel de longue durée aux entreprises agréées sera limitée à une période maximum de quinze ans, y compris les délais d'installation. » — (*Adopté.*)

« Art. 31. — Les avances que la Caisse centrale de la France d'outre-mer est autorisée à consentir aux territoires et aux départements d'outre-mer, en application de l'article 3 de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946, ne devront pas dépasser chaque année le montant des crédits ouverts respectivement à cet effet, dans le budget du ministère de la France d'outre-mer et dans le budget du ministère des finances et des affaires économiques, au titre VI — Investissements exécutés avec le concours de l'Etat. » — (*Adopté.*)

« Art. 32. — Des avances spéciales peuvent être accordées par arrêtés du ministre des finances aux groupes de territoires ou territoires d'outre-mer dont les caisses de réserves ne seraient pas suffisantes pour pallier les difficultés de trésorerie résultant du rythme différent de leurs recettes et de leurs dépenses.

« Ces avances ne portent pas intérêt. Elles sont décrites à un compte hors budget et sont remboursées à l'initiative et sous la responsabilité des comptables des groupes de territoires ou des territoires d'outre-mer bénéficiaires dès que les recouvrements budgétaires prévus auront été effectués et au plus tard le 31 décembre de l'année où elles ont été consenties.

« Les avances ainsi accordées ne peuvent l'être chaque année qu'aux seuls groupes de territoires ou territoires dont la caisse de réserves est inexistante ou notoirement insuffisante et ne serviront en aucun cas à couvrir des déficits budgétaires.

« Elles sont remboursables par précompte sur les recettes budgétaires de l'exercice en cours et ne sont pas renouvelables sans l'autoriastion du Parlement.

« Au cas où, malgré l'octroi de ces avances spéciales, les comptes de groupes de territoires ou de territoires deviendraient débiteurs vis-à-vis du Trésor, des avances devront être demandées par les collectivités en cause dans les conditions prévues par l'article 131 de la loi de finances du 16 avril 1930 modifié par l'article 70 de la loi de finances du 31 mars 1932 dans les quatre mois suivant l'arrêté de compte mensuel faisant apparaître cette situation. Les comptables pourront, sur réquisition des ordonnateurs, assurer le payement des dépenses obligatoires et des dépenses de personnel jusqu'à ce qu'il ait été statué sur les demandes d'avances présentées dans le délai ainsi prescrit. » — (*Adopté.*)

« Art. 33. — Les sociétés ayant pratiqué l'assurance des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles au cours de l'année 1946 dans les professions non agricoles en France métropolitaine, ainsi que celles ayant pratiqué l'assurance des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles au cours de l'année 1951 dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion recevront, pour la perte de leur portefeuille transféré aux organismes de sécurité sociale, une indemnité forfaitaire dans la limite d'une somme totale de 5.200 millions de francs.

« Une convention sera passée entre le ministre des finances et des affaires économiques, agissant au nom de l'Etat, et les sociétés bénéficiaires de l'indemnité susvisée en vue de répartir ladite somme entre ces sociétés.

« En règlement des indemnités ainsi allouées, les sociétés bénéficiaires recevront des titres d'annuités trentenaires sur la base d'un intérêt annuel net d'impôts de 4,50 p. 100 de l'indemnité forfaitaire leur revenant dont le service des intérêts sera assuré par le budget et dont l'amortissement sera à la charge de la caisse nationale de la sécurité sociale.

« Le règlement des indemnités accordées en exécution du présent article ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor pour la partie de ces indemnités qui constitue le versement d'un capital »

La parole est à M. Courrière.

M. Courrière. Si je comprends bien, l'article 33 tend à accorder aux compagnies d'assurances une somme de 5.200 millions pour compenser les pertes qu'elles ont subies, en perdant la branche accident du travail.

Je croyais savoir que les divers agents d'assurances et les propriétaires de portefeuilles avaient déjà été indemnisés. Les compagnies ne l'ont pas été, paraît-il, et vont l'être désormais en vertu de l'article 33, par le payement d'une somme échelonnée sur un certain nombre d'années, le payement de cette somme étant mis à la charge du régime de la sécurité sociale de ce pays.

Tout le monde sait que le régime de sécurité sociale en France n'est pas particulièrement bénéficiaire et on se demande comment, dans la situation actuelle, ce régime va pouvoir faire pour solder une dépense supplémentaire de 5.200 millions. Mais les intérêts de la somme, en attendant que le remboursement soit effectué, sont à la charge de l'Etat et l'Assemblée nationale avait ajouté l'article 33 *bis* qui prévoyait que les intérêts ne seraient payés qu'à partir du 1er janvier 1955.

Notre commission des finances a pensé que ces intérêts devaient être payés à partir de 1954, c'est-à-dire aujourd'hui même.

C'est la raison pour laquelle je voudrais demander à M. le ministre s'il ne croit pas devoir revenir au texte de l'Assemblée nationale, faisant ainsi, pour le budget, une économie de l'ordre de 300 à 350 millions.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. En réalité, le texte de l'Assemblée nationale résultant d'un double débat n'était pas lui-même très clair et je préfère celui du Conseil de la République.

La question est la suivante: il y a une obligation civile à laquelle l'Etat ne peut se soustraire, puisqu'il ne peut pas y avoir d'expropriation sans indemnité. Mais la question présente, en outre, un aspect international puisque des compagnies d'assurances étrangères, sont intéressées. Il est nécessaire que tous les problèmes en litige soient réglés et que ce texte m'autorise à passer une convention à cet effet.

L'Assemblée nationale avait demandé que les charges financières ne partent que de l'année prochaine; mais il subsistait une obscurité. J'ignorais si je pouvais signer la convention dès maintenant, ce qui est indispensable. Or, le texte du Conseil de la République précise que l'amortissement ne commencera qu'à partir de l'année prochaine.

Je donne donc acte bien volontiers à M. Courrière que cet amortissement, qui est à la charge de la sécurité sociale, partira du 1er janvier 1955.

Mais je demande au Conseil de la République — et j'espère que M. Courrière voudra bien l'accepter — de ne pas reporter à l'année prochaine la signature de la convention, ce qui d'ailleurs ne correspondrait pas exactement à ce qu'a demandé l'Assemblée nationale. Il s'agit de rétablir le crédit de l'Etat et des entreprises publiques et le Conseil entend bien quelle est ma pensée.

Donc il est entendu que la charge financière ne partira que de l'année prochaine. S'agissant d'une durée de trente ans, elle ne sera d'ailleurs pas très lourde vis-à-vis des avantages que nous devons normalement en retirer.

M. Courrière. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Courrière.

M. Courrière. Je suis d'accord avec M. le ministre pour convenir que si un engagement a été pris, il faut le tenir, encore que je trouve assez difficile d'admettre que ce soit le régime de sécurité sociale français qui prenne la charge de l'amortissement étant donné qu'il est actuellement en déficit.

M. Georges Marrane. Très bien!

M. Courrière. Mais je ne suis plus d'accord avec M. le ministre quand il me dit que le texte du Conseil de la République va permettre de reporter à 1955 toutes les charges financières.

Je veux rendre M. le ministre attentif au fait que ce qui a été décidé à la commission des finances est je crois exactement l'inverse. En effet, il a été convenu, à la commission des finances, que le payement de l'intérêt commencerait au 1er janvier 1954, mais que ce ne serait que l'amortissement lui-même qui commencerait en 1955. C'est la raison pour laquelle je pose la question à M. le ministre pour savoir s'il est d'accord avec le texte de la commission des finances.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Il n'y a que l'amortissement, monsieur Courrière, qui soit à la charge du régime de sécurité sociale. Les intérêts courront à partir de la remise des titres; l'amortissement, d'après le texte en discussion, ne partira que du 1er janvier 1955.

M. Courrière. L'intérêt partira de 1954 ?

M. le ministre des finances. Le cas échéant. Pratiquement, ce ne sera sans doute pas fréquent, mais l'amortissement ne prendra effet que le 1er janvier 1955.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 33.

(*L'article 33 est adopté.*)

M. le président. « Art. 33 *bis*. — Les dispositions de l'article 33 de la présente loi entreront en application le 1er janvier 1955 en ce qui concerne l'amortissement des titres. » — (*Adopté.*)

« Art. 33 *ter*. — Les dispositions de l'article 15 de la loi n° 51-1508 du 31 décembre 1951 sont applicables à l'occasion des accidents corporels causés par des véhicules automobiles et survenus au cours de la période d'un an antérieure au 4 juillet 1952, à la condition que les blessures consécutives à ces accidents n'aient pas encore été consolidées à l'expiration de la période susvisée et aient déterminé une invalidité permanente de 50 p. 100 au moins. » — (*Adopté.*)

« Art. 33 *quater* (nouveau). — Le fonds de garantie institué par l'article 15 de la loi n° 51-1508 du 30 décembre 1951 est subrogé aux droits et obligations des compagnies d'assurances mises en liquidation depuis la promulgation de la loi précitée. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Mon intervention rendra, je pense, inutile l'observation que M. le ministre avait l'intention de présenter. En effet, concernant cet article 33 *quater*, dû à l'initiative de la commission des finances, M. le ministre m'a fait remarquer que la rédaction, par trop extensive, ne correspondait certainement pas au souci de ladite commission.

Nous avons procédé alors, en accord avec les services du ministère des finances, à une nouvelle rédaction que j'ai soumise à M. le ministre et que la commission des finances vous demande de substituer à la rédaction ancienne de l'article 33 *quater*.

Voici cette nouvelle rédaction:

« Le fonds de garantie automobile prend en charge dans les limites et conditions prévues par l'article 15 de la loi du 31 décembre 1951 les indemnités dues par les sociétés d'assurances mises en liquidation depuis la promulgation de cette loi ».

M. le ministre des finances. Le premier texte n'était pas suffisament au point; j'accepte la nouvelle rédaction proposée pour l'article 33 *quater* (nouveau).

M. le président. La commission des finances propose une nouvelle rédaction de l'article 33 *quater* (nouveau) dont je vous donne lecture:

« Le fonds de garantie automobile prend en charge, dans les limites et conditions prévues par l'article 15 de la loi du 31 décembre 1951, les indemnités dues par les sociétés d'assurances mises en liquidation depuis la promulgation de cette loi ».

Cette rédaction est acceptée par le Gouvernement.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 33 *quater* (nouveau) dans sa nouvelle rédaction.

(*L'article* 33 quater [*nouveau*] *est adopté.*)

M. le président. Par amendement (n° 15) M. Jean-Louis Tinaud propose d'insérer un article additionnel 33 *quinquiès* (nouveau) ainsi conçu:

« Le troisième alinéa de l'article 14 de la loi du 25 février 1953 relative à diverses dispositions d'ordre financier intéressant l'épargne est modifié comme suit:

« Ces membres dont le nombre ne saurait excéder douze personnes seront désignés... (le reste sans changement) ».

La parole est à M. Jean-Louis Tinaud.

M. Jean-Louis Tinaud. Mes chers collègues, excusez la rédaction hâtive de cet amendement que je viens de déposer à l'instant.

Vous n'ignorez pas que l'article 14 de la loi du 25 février 1953 a prévu l'institution d'un comité chargé de gérer un fonds de propagande générale destiné à ranimer et à entretenir dans l'esprit du public le goût de l'épargne en valeurs mobilières.

Vous savez également que le nombre des membres de ce comité a été fixé à neuf au maximum. Cette limitation n'a pas permis de faire appel à toutes les personnalités représentatives des activités qui peuvent contribuer au développement du marché financier, notamment aux représentants des compagnies d'assurances.

Pour toutes ces raisons je vous demande de porter ce chiffre de 9 à 12.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte l'amendement.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je n'ai pas étudié la question, mais, *a priori*, je ne fais pas d'objection à l'amendement.

M. Armengaud. Je demande la parole pour expliquer mon vote.

M. le président. La parole est à M. Armengaud.

M. Armengaud. Je n'ai pas d'objection à faire à l'amendement de M. Tinaud en lui-même. Je me borne à rappeler que l'année dernière la vive discussion sur la création du fonds d'épargne au Conseil de la République a fait ressortir la légèreté de la position qui nous était faite parce qu'elle n'encourageait nullement l'épargne. C'est, en fait, ce qui s'est passé: le fonds d'épargne créé depuis un an n'a servi à rien. Si l'on ajoutait à sa composition des représentants de compagnies d'assurances, on lui donnerait en tout cas un aspect plus sérieux.

M. le ministre. Je remercie M. Armengaud de ses paroles aimables pour des institutions dont j'ai la tutelle !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Ce texte devient l'article 33 *quinquies* (nouveau).

TITRE IV

Dispositions concernant le financement des investissements.

« Art. 34. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte spécial d'investissement géré par le ministre des finances, intitulé: « Versement du Trésor au fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique ». Ce compte est divisé en trois sections, la première relative aux versements destinés à l'octroi de prêts aux organismes d'habitation à loyer modéré, la seconde relative aux versements destinés à l'octroi de prêts pour le financement du plan des territoires et départements d'outre-mer, la troisième relative aux versements destinés à l'octroi de prêts pour l'équipement rural et l'expansion économique. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Mes chers collègues, au moment où, avec l'année nouvelle, s'amorcent — ainsi qu'on nous l'a répété depuis plusieurs mois — une nouvelle politique économique et un nouveau plan d'investissement, je crois qu'il eût été souhaitable de présenter à cette tribune, d'une manière détaillée et complète, le tableau de notre situation actuelle et les perspectives d'avenir qu'elle nous réserve. Mais la limitation du temps de parole des orateurs, et même des rapporteurs, décidée par le Conseil pour vous permettre d'accomplir en moins de huit jours et huit nuits ce que j'appellerai le simulacre de vote du budget, prive cette année de ce tableau le Gouvernement — qui sans doute s'accommodera fort bien de cette absence — et une opinion qui attend, au contraire, dans une certaine inquiétude, quelques bribes de vérité. Nous provoquerons d'ailleurs à la rentrée un large débat qui s'impose, dans la situation inquiétante où se débattent à l'heure actuelle à la fois nos finances et notre économie.

Je me bornerai pour l'instant à analyser le projet qui nous a été soumis et pour lequel un rapport, aussi complet que j'ai pu le faire dans le court délai qui m'était imparti, vous a été distribué. Je signalerai que la première observation qui s'impose, mes chers collègues, c'est qu'il n'y a plus de loi des investissements. Elle n'a pas résisté à la théorie de la « débudgétisation » des investissements dont la première conséquence a été de la faire éclater pour en répartir les débris dans chacun des fascicules budgétaires.

Ainsi, cette disparition de ce que l'un de nos collègues appelait avec quelque esprit le corps du délit favorise certes la position gouvernementale, mais complique singulièrement jusqu'à la rendre pratiquement inopérante la position du Parlement. Celui-ci n'a plus en effet la possibilité d'avoir une vision d'ensemble des investissements économiques et sociaux; il ne trouve pratiquement plus matière et occasion pour pouvoir engager à ce sujet la large discussion économique qu'attend chaque année l'opinion et qu'appréhende toujours quelque peu le Gouvernement; enfin, il ne peut pratiquement plus apporter aucune modification aux crédits d'investissements, étant donné que ces derniers ont été cristallisés dans des chapitres et même dans des fascicules budgétaires différents.

Vous avouerez qu'on ne saurait trouver mieux pour mettre à la fois au Parlement un bandeau, un garot et un baillon !

La seconde observation, qui explique peut-être la première, c'est que s'il existe, comme je l'ai indiqué, dans les différents budgets des services civils ce saupoudrage de crédits affectés à des travaux d'équipement, par contre, il n'y a pas plus de plan d'équipement économique du pays qu'il n'y a de loi d'investissements pour en être la traduction sur le plan financier.

Cependant, après l'expérience, malheureuse par certains côtés, du premier plan, je rappelle que des dispositions législatives formelles astreignaient le Gouvernement à soumettre aux assemblées parlementaires, dès le mois d'octobre dernier, les mesures qu'il envisageait pour le deuxième plan de modernisation, avant d'en entreprendre la réalisation.

Ce me sera une occasion de plus de signaler, une fois encore, que la loi n'a pas été respectée. Bien plus, je dirai qu'une commission spéciale que nous avons créée au sein du Conseil de la République, et dont la présidence est assurée par notre éminent collègue M. Coudé du Foresto, en vue de s'associer aux travaux nécessaires à l'élaboration et à la discussion de ce plan et en faciliter l'étude au sein de notre assemblée, s'est heurtée, tout le long de l'année, à des réticences, à des objections faisant obstacle à l'exercice de son action.

Les gouvernements, et parfois les services qui les manœuvrent, semblaient redouter jusqu'à la moindre collaboration de sa part, tout à fait comme s'ils avaient craint de lui laisser mesurer le vide de leurs conceptions ou s'ils avaient eu peur de lui laisser percer quelque dessein plus ou moins obscur.

On a beaucoup critiqué le plan Monnet et votre rapporteur ne s'en est pas fait faute. Mais que l'on partage ou que l'on condamne les conceptions des promoteurs de ce plan, il faut bien reconnaître qu'il existait, qu'il n'était pas un mythe, que c'était même un document assez cohérent, conçu en vertu de certaines considérations, doctrinales peut-être, mais qu'il avait un objectif bien déterminé.

Aujourd'hui, au moment où doit commencer la réalisation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, au moment où on nous demande plus de 300 milliards de francs de crédits pour procéder à ce début d'exécution, nous nous trouvons, il faut bien le dire, devant le néant le plus complet. On investit sans aucune idée directrice et sans savoir où l'on va. On accorde des crédits au gré des demandes qui ont été formulées, qui semblent rassemblées, juxtaposées, pas le moins du monde coordonnées, ce qui donne l'impression très nette que les propositions budgétaires qui en sont la conséquence sont le fruit, non de la réflexion et d'une volonté bien déterminée d'atteindre certains objectifs prévus, mais le résultat d'une improvisation, de certaines habitudes prises, du jeu d'influences diverses qui nous échappent et qui conduisent toujours à donner la part la plus importante des crédits aux plus diligents, aux plus entreprenants ou aux plus influents.

Mes chers collègues, je me suis efforcé de reconstituer, pour vous en donner une physionomie complète — et vous le trouverez à la page 33 de mon rapport — dans un document unique, analogue aux lois d'investissements que nous avions l'habitude d'examiner chaque année — l'ensemble de toutes les mesures et des crédits qui se trouvent éparpillés dans les divers budgets ou dans divrses autres lois financières.

Si vous jetez un coup d'œil sur ce tableau, vous pourrez effectuer un certain nombre de constatations assez édifiantes, vous allez en juger.

Le Gouvernement — aussi bien le Gouvernement actuel que le gouvernement qui l'a précédé — n'a cessé de proclamer — non sans faire naître d'ailleurs bien des espoirs — que dorénavant, après le premier stade d'équipement du pays que s'est proposé de réaliser le plan Monnet, axé essentiellement sur les industries de base, sur les secteurs primaires, nous allions, pour la mise en application du deuxième plan de moderni-

sation et d'équipement, porter tous nos efforts principalement sur les industries de transformation, qui aboutissent en définitive à la réalisation des produits véritablement intéressants pour la consommation intérieure ou pour les échanges internationaux.

Le Gouvernement d'autre part a dit et répété, quelquefois même avec un certain lyrisme qu'il fallait s'occuper enfin de l'agriculture trop souvent négligée au cours des dernières années et qu'il fallait également réserver un effort important aux territoires d'outre-mer.

Comment ces déclarations gouvernementales se traduisent-elles dans les chiffres ? On constate, comme vous pouvez le faire vous-mêmes en examinant le tableau dont je vous ai tout a l'heure donné la référence, que sur 306 milliards — 210 milliards provenant du fonds de modernisation et 96 milliards d'emprunts garantis — les entreprises nationalisées du secteur industriel ont obtenu encore 216 milliards, l'outre-mer à peine 24 milliards, l'industrie et le commerce 34.800 millions contre 37.700 millions l'année dernière, et l'agriculture 7.400 millions.

Des 34.800 millions prétendus réservés à l'industrie et au commerce, 30 milliards sont réservés à la sidérurgie si bien qu'il reste exactement 3 milliards pour les industries de transformation sur lesquels devaient porter, à partir de cette année, tous les efforts. Une fois de plus les usines nationalisées se voient tailler la part du lion.

Nous sommes bien obligés de constater que toutes les belles déclarations et affirmations gouvernementales, une fois de plus se sont réduites en fumée. Ainsi, avec le présent budget nous n'amorçons pas le virage annoncé qui, après les secteurs de base devaient dorénavant axer tous les efforts vers l'économie d'outre-mer, les industries de transformation et l'équipement agricole, mais bien au contraire, nous nous voyons engagés subrepticement si je puis dire, dans la réalisation d'un second plan qui est calqué très étroitement sur le premier, dont les erreurs ont occasionné tant de mécomptes.

Si vous examinez maintenant de plus près les chiffres, vous ferez d'autres constatations non moins édifiantes. Pour les charbonnages par exemple vons constaterez que leur potentiel ou leur capacité de production dont vous parlait cette nuit, M. le ministre de l'industrie et du commerce atteint à l'heure présente 58 millions de tonnes. Cependant la quantité de charbon extraite pour satisfaire aux besoins actuels d'une économie, qui hélas! est terriblement anémiée, a été de 53 millions, 500.000 tonnes sur lesquels d'ailleurs plus de 6 millions se trouvent stockés sur le carreau des mines, qui n'en pouvant plus contenir est obligé de mettre un certain nombre d'ouvriers en chômage. Ainsi actuellement notre capacité de production excède de 10 millions de tonnes — soit un peu plus de 20 p. 100 — nos possibilités de consommation.

On trouve cependant, inscrits dans ce budget, des crédits de plus de 10 milliards qui sont destinés à élever, encore, de 58 à 60 millions de tonnes notre capacité de production. Est-ce bien raisonnable ? Est-ce bien le moment ?

N'avons-nous pas une meilleure utilisation de ces crédits pour tant de tâches plus immédiatement productives et qui ne sont pas financées ?

Quant à la couverture des dépenses entraînées par les travaux projetés, on se trouve en présence de prévisions que l'on ne peut que qualifier de fantaisistes. Ecoutez, mes chers collègues! Le chiffre des travaux autorisés doit être équilibré, vous le savez, à la fois par l'autofinancement, par des versements du fonds d'expansion économique, qui remplace l'ancien fonus de modernisation, et, par le produit d'emprunts.

Si nous voulons nous en tenir à quelques exemples significatifs, celui des Charbonnages de France, de Gaz de France et d'Electricité de France, on prévoit que ces entreprises devront, pour réaliser les travaux prévus en 1954, procéder respectivement à un autofinancement de 2 milliards pour les Charbonnages, de 8 milliards pour le Gaz et de 15 milliards pour l'Electricité.

Mais quand on sait — ce que semble ignorer encore le Gouvernement — que ces sociétés accusent respectivement un déficit de 23 milliards pour les Charbonnages, de 1 milliard pour le Gaz et de 2 milliards pour l'Electricité, on se demande où ces sociétés vont bien pouvoir trouver leurs fonds d'autofinancement. Tout cela c'est très bien sur le papier, mais ce n'est tout de même pas très sérieux!

Quant à la promesse faite par le Trésor de verser 210 milliards pour l'équipement au titre de contribution du fonds d'expansion économique et de garantir, d'autre part, 96 millards de francs d'emprunt, je me demande si cette promesse est beaucoup plus sérieuse, lorsqu'on songe à l'immensité du trou auquel auront à faire face les caisses publiques au cours de l'année 1954, quand on pense que le Trésor devra trouver pour le combler au bas mot 900 milliards — dont le calcul détaillé est fait dans le rapport qui vous a été distribué — et quand on songe que nul ne peut dire où il pourra se procurer cette somme.

Il faut se rappeler en effet qu'en 1953, alors que la situation économique était loin d'être aussi mauvaise, pour faire face à un trou de 700 milliards seulement, il a été dans l'obligation de recourir à l'impression de 260 milliards de francs de billets.

Ainsi, en présence de telles dispositions budgétaires — j'en passe bien d'autres d'ailleurs — on est amené à conclure que, tant dans la conception que dans la réalisation, et enfin dans le financement des investissements, tout reste à faire et qu'on est en présence d'un monceau de contradictions et d'incertitudes, pour ne pas dire d'incohérences.

Ayant fait cette constatation, votre commission des finances unanime n'a pas voulu s'arrêter à la discussion des chiffres qui figurent dans les divers budgets ou même dans le projet en discussion, qui ne correspondent, à ses yeux, à aucune étude sérieuse et qu'au surplus, comme je vous l'ai indiqué, elle n'avait aucune possibilité de modifier.

Elle n'a pas voulu davantage perdre son temps à essayer de remodeler la masse informe de ces crédits, puisque des adhérences inséparables de chacun des divers budgets partiels que nous avons déjà votés en ont fixé définitivement la forme, la consistance et le contour.

Elle n'a pas voulu se rendre complice de la carence gouvernementale et elle n'avait alors le choix qu'entre deux solutions: ou tout rejeter en bloc, ou édicter des dispositions qui permettent encore au Parlement d'exercer ultérieurement quelque action utile.

Elle n'a pas retenu la première solution parce que, si elle avait rejeté en bloc ces budgets, cela n'aurait rien empêché, toutes les dépenses d'investissement se trouvant pratiquement votées dans les budgets partiels que nous avons examinés.

Elle s'est alors arrêtée à la seconde consistant, afin de ne pas apporter des perturbations graves dans l'économie du pays, à laisser, pendant les premiers mois de l'année 1954, se poursuivre les réalisations envisagées improvisées par le Gouvernement et, pendant ce temps, exiger du Gouvernement le respect de la loi, procéder à l'examen du plan que ce dernier devra déposer, en arrêter pour l'Assemblée nationale la structure définitive.

D'autre part, afin que les crédits que nous avons votés ne soient pas totalement consommés dans des voies qui pourraient être par la suite réformées, dans le plan discuté et arrêté par le Parlement, votre commission des finances a pensé raisonnable de bloquer 60 p. 100 de la masse de ces crédits. Ainsi, elle n'a discuté aucun crédit partiel. Je vous demanderai, mes chers collègues, d'imiter son exemple. Cela accélérera d'ailleurs une discussion qui ne peut être que stérile puisque nous ne pouvons rien changer. Il faudra s'attaquer, dans les jours qui viennent, à la structure même de ce plan inconnu ou inexistant, de manière à faire quelque chose de cohérent.

J'en ai terminé avec mon rapport proprement dit. Mais si la complaisance de M. le président et la vôtre, mes chers collègues, me permettent de tricher encore pendant deux minutes avec ce temps de parole que j'ai le sentiment d'avoir dépassé...

M. le président. Péché avoué est à moitié pardonné.

M. le rapporteur. Je vous remercie, monsieur le président.

Je voudrais, avant de descendre de cette tribune, soulever un coin de ce voile d'illusion que tissent depuis des années tous les gouvernements d'ailleurs, afin de masquer bien souvent les conséquences de certains de leurs actes et les dures réalités de demain.

Derrière ce voile, voyez-vous, se dessine au début de 1954, un tableau particulièrement sévère.

Notre économie et nos finances présentent des signes de dégénérescence grave. Les indices de production, qui étaient restés longtemps stationnaires, sont à la fin de 1953 en net recul, malgré l'optimisme de commande de certains membres du Gouvernement, en net recul, dis-je, de six ou sept points sur l'année 1952, et de plusieurs points encore même sur l'année précédente. Notre production est donc actuellement inférieure à ce qu'elle était il y a deux ans.

Dans le même temps, notre masse monétaire s'est accrue de plus de 700 milliards et la dette de l'Etat de plus de 1.000 milliards.

En 1954 il faudra que les caisses publiques trouvent encore à emprunter ou fabriquent 900 milliards supplémentaires.

La balance commerciale et la balance des comptes à l'Union européenne des payements voient leurs déficits mensuels s'entasser les uns sur les autres à un rythme moins rapide, certes, mais l'hémorragie persiste et ajoute, un mois après l'autre ses effets. Le total cumulatif dépasse 900 millions de dollars actuellement. La France y fait face par des procédés les uns malsains les autres dangereux pour l'indépendance nationale car il faut bien le dire, nous nous sommes installés dans l'aide américaine.

M. Jean Berthoin, *rapporteur général.* C'est vrai!

M. le rapporteur. Je suis heureux d'entendre confirmer ce propos avec votre autorité M. le rapporteur général, car nos pensées et nos préoccupations ont toujours été si voisines, qu'elles en arrivent à se confondre bien souvent.

M. le rapporteur général. Je vous remercie de ce que vous dites !

M. le rapporteur. Les prix dont on vante parfois la stabilité sont plus élevés de 25 à 30 p. 100 qu'à l'étranger. Nous exportons à l'heure actuelle un peu plus que précédemment, mais c'est grâce au dégrèvement à l'exportation, qui rejette d'ailleurs sur les prix intérieurs le poids de ces libéralités. Cette stabilité des prix ressemble fort à une stabilité dans l'asphyxie.

D'ailleurs, en présence de l'énormité d'une masse monétaire qui gonfle sans cesse, à une vitesse inquiétante, la stabilité des prix momentanément assurés par des artifices dont certains créent d'ailleurs pour plus tard de nouveaux trous dans le budget, cette stabilité menace de s'écrouler au moindre à-coup et d'emporter le franc; à moins d'un retour offensif d'un certain dirigisme comportant comme autrefois la fixation autoritaire des prix, mais avec ce corollaire inévitable: le contingentement et la répartition des produits.

Doit-on s'étonner, dans ces conditions, mes chers collègues, qu'à l'étranger, on commence à appeler la France « l'homme malade de l'Europe » ?

Cette situation apparaîtra plus grave encore si on la compare au développement remarquable de certains pays voisins et notamment au redressement vigoureux de l'Allemagne. La production de l'Allemagne, à l'heure présente, est supérieure de 45 p. 100 à sa production de 1929, alors que la nôtre est à peine supérieure de 5 p. 100. Méditez ces chiffres !

En présence d'une telle situation, ce n'est pas avec ce plan ou avec un autre mieux conçu, quelle que soit sa vertu, que nous pourrons nous tirer du bourbier dans lequel nous nous enlisons progressivement. Ce ne pourra être que par un sursaut national, qui entraîne avec lui la fin de tous les privilèges, la remise en ordre de toutes nos activités, de toutes nos institutions, le retour à un peu plus de sens civique de tous, quels que soient nos rôles ou nos fonctions.

Après tant d'erreurs, tant de fautes, tant d'illusions coupables, tant de faiblesses, tant d'abandons, tant de démissions devant les difficultés ou simplement le devoir, nous devons comprendre qu'il nous faut changer d'urgence de route, de méthodes et de comportement pour rendre moins dure, s'il se peut l'expiation inévitable dont l'heure va bientôt sonner. (*Applaudissements au centre, à droite et sur divers bancs à gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Clavier.

M. Clavier. Mes chers collègues, après mon collègue et ami M. Pellenc, je ne saurais vous dire si le nouveau plan d'investissement est entré ou non en scène. Toutefois, je soupçonne qu'il commande plus ou moins le dispositif budgétaire de l'exercice 1954.

S'il en est ainsi, je demande si nous allons accepter que l'avenir du pays, son orientation économique, le sort de ses finances et de sa monnaie soient confiés aux soins d'un comité de techniciens, comme cela s'est produit en 1947, sans que le Parlement en ait discuté et avec les résultats que vous savez.

Ces résultats, je les concrétiserai d'un mot: un équipement incontestable qui nous a coûté cher, très cher, je n'hésite pas à dire « trop cher », que nous avons payé de la dégradation de la monnaie, qui s'est traduite par une hausse des prix qui nous rend aujourd'hui encore incapables d'aborder le marché mondial et nous oblige, pour faire face à nos importations et pour boucler nos échéances, à compter sur des allocations en dollars qui ne sont pas de nature à conforter notre indépendance.

Voilà la première observation que je tenais à faire. Une partie des investissements est aujourd'hui débudgétisée. Une critique pénétrante de cette méthode a été faite à l'Assemblée nationale par M. le rapporteur général. Je ne m'y associerai pas entièrement si, comme je le crois, cette débudgétisation est le signe d'un changement de doctrine quant au mode de financement des investissements. Je ferai, à propos de ces derniers, deux observations. La première, c'est que la débudgétisation n'a pas pour effet de diminuer le volume des charges qui pèsent sur le Trésor public puisque, si les entreprises publiques ne peuvent pas se procurer sur le marché financier les ressources qu'exigent les travaux qu'elles sont autorisées à faire, le Trésor y pourvoira.

On sait que l'impasse a été chiffrée à 650 milliards. Elle ne représente pas la totalité de l'effort financier qui va être demandé à notre pays.

Le secteur privé, lui aussi, aura besoin de capitaux frais, si l'on veut qu'il puisse renoncer en tout ou en partie à l'autofinancement dont on sait qu'il est générateur de hausse des prix. Aussi bien, si j'en crois l'exposé des motifs de la loi de finances, le Gouvernement se propose-t-il d'orienter l'économie vers une amélioration de l'équipement et de la productivité dans les industries de transformation et les circuits de distribution, amélioration qui contribuera à l'abaissement des prix et à la hausse nécessaire du niveau de vie. Nous ne pouvons qu'applaudir à ces intentions, mais nous regrettons — et c'est ma seconde observation — d'avoir à constater que le programme des investissements que recèlent les comptes spéciaux du Trésor ne s'en inspire guère. Une fois de plus, les entreprises publiques se sont taillées la part du lion. Le secteur privé ne dispose que de miettes.

Ce déséquilibre persistant m'inquiète pour deux raisons. La première vient à l'esprit quand je considère l'importance de la charge globale que l'ensemble des investissements publics et privés représente pour la nation.

L'impasse, avons-nous vu, est au départ de 650 milliards. Si l'on évalue les besoins du secteur privé à 280 milliards, somme à laquelle ils se sont élevés l'an dernier, la charge totale va s'élever à 650 plus 280, soit 930 milliards.

Les possibilités d'épargne de la nation, celles qui correspondent à une restriction de la consommation, n'ont pas dépassé 400 milliards en 1953.

Il n'est pas sûr qu'en dépit de l'ingéniosité des moyens qu'on se propose de mettre en œuvre pour l'attirer dans le circuit économique, son montant soit, en 1954, beaucoup plus élevé. Alors je pose la question suivante: comment sera comblée la différence entre 930 milliards et 400 milliards ?

Je veux croire, monsieur le ministre, que vous disposez d'autres moyens que celui auquel nous pensons tous. Vous disposerez, il est vrai, d'une masse de manœuvre en devises appréciées. Il serait sans doute plus exact de dire que vous comptez pouvoir en disposer. J'espère que vos prévisions ne seront pas déjouées, mais je me demande — et c'est la seconde raison de mon inquiétude — si le pari valait la peine d'être pris.

Je ne suis pas absolument sûr, en effet, que les investissements que vous prévoyez de faire dans le secteur public justifient que ce risque soit pris. Les entreprises nationalisées sont affligées d'un vice grave. Ce ne sont pas des sociétés d'hommes, actionnaires ou travailleurs. Elles découvrent en elles-mêmes leurs propres fins. La technique y domine sans que rien d'humain ne la freine. Obéissant à une sorte de loi interne, elles sont entraînées dans la voie d'un accroissement constant.

Il leur manque, si vous me permettez de reprendre cette expression fameuse, les « financiers sordides » qui tempéraient naguère les audaces des techniciens.

M. Longchambon. Ils les ont tellement tempérées qu'il a fallu se substituer un jour à eux.

M. Clavier. Ce n'est pas tout à fait exact !

M. Longchambon. Il vous suffit d'examiner les courbes de production de charbon entre les deux guerres.

M. Clavier. Je vais précisément en parler, moyennant quoi vous changerez probablement d'opinion.

La répartition qui nous est proposée des crédits d'investissement me conduit à regretter qu'à l'égard de ces entreprises du secteur public, dont nous savons bien qu'elles ne sont pas gérées de la manière la plus économique, dans les deux sens du mot, le ministre des finances n'ait pas songé à tenir plus serrés les cordons de la bourse. Il en serait pourtant bien besoin.

Pour illustrer cette affirmation, je procéderai à un examen sommaire de la situation d'une des parties prenantes des investissements: Charbonnages de France. Mes chers collègues, le 31 mai 1950, lors de la discussion du projet de loi tendant au développement des investissements de l'exercice 1950, j'ai exprimé des inquiétudes au sujet de la rentabilité des investissements prévus dans le plan Monnet pour Charbonnages de France. Où en sommes-nous aujourd'hui ? Les investissements qui ont été effectués jusqu'à ce jour ont coûté quelques centaines de milliards. Ils avaient un double objet: augmenter la production et diminuer les prix de revient.

M. le ministre de l'industrie et du commerce. Et permettre aux mineurs de travailler dans de meilleures conditions. (*Applaudissements sur certains bancs à gauche.*)

M. Clavier. Nous en sommes tout à fait d'accord, monsieur le ministre. Sur ce terrain, vous avez parfaitement réussi et nous vous en félicitons, mais, à moins d'admettre la thèse suivant laquelle la mine est aux mineurs, et que Charbonnages de France n'a pas pour objectif l'intérêt national, ce n'est qu'un aspect de la question.

M. Bernard Chochoy. Allez le dire aux mineurs !

M. Clavier. Le potentiel de production, par suite des investissements effectués, a été augmenté. La production a augmenté jusqu'en 1952, mais, à partir de 1953, elle a diminué: en 1950, 52,5 millions de tonnes; en 1951, 55 millions; en 1952, 56 millions; en 1953, 53 millions.

En dépit du fléchissement de la production, l'importance des stocks est allée en croissant: 1 million de tonnes en 1951, 4 millions en 1952, 6 millions en 1953. Le chômage, comme l'indiquait tout à l'heure notre collègue M. Pellenc, est apparu dans les mines. Les houillères de Provence ont chômé 41 jours.

Ainsi apparaît-il que, dans la mesure où les investissements avaient pour objet d'augmenter la production à tout prix, ils n'ont pas entièrement réalisé cette espérance.

On constate d'autre part une réduction de la consommation de charbon. Cette dernière observation mérite une attention particulière, car l'effritement des débouchés tient à des raisons dont on peut admettre la permanence.

Ces raisons, les voici. D'abord, le progrès technique qui permet de satisfaire aux mêmes besoins avec moins de charbon qu'auparavant; en second lieu, la concurrence du fuel. Dans le bilan énergétique national, l'appel aux sources d'énergie autres que le charbon s'accroît régulièrement, 17,8 p. 100 en 1949, 23,6 p. 100 en 1950, 24,6 p. 100 en 1951, 25,8 p. 100 en 1952; en troisième lieu, l'insuffisance de notre production dans les qualités de charbon les plus nécessaires et les plus recherchées; enfin, le montant excessif des prix de revient.

Pouvons-nous envisager de diminuer nos prix de manière:

1° A résister à la concurrence que nous rencontrerons demain dans le cadre du pool charbon-acier;

2° A placer nos charbons de médiocre qualité.

Il serait imprudent de l'espérer.

Les Charbonnages de France, grâce à la diminution des effectifs et aux investissements, avaient, en 1949, conjecturé que le prix de revient du charbon, qui était à cette date de 3.370 francs, serait réduit à 3.363 francs en 1952.

Les effectifs ont, en effet, été diminués, ce qui s'est traduit par une augmentation du rendement journalier. Malgré quoi, le prix de revient s'est élevé à 5.054 francs en 1952.

Il est de 5.165 francs pour le premier semestre de 1953.

Il s'est, en effet, produit une augmentation des charges de salaires et de sécurité sociale plus que proportionnelle à l'accroissement du rendement procuré par les investissements.

Les charges, qui étaient de 39 p. 100 en 1938, sont, en 1953, de 100 p. 100. Quelles que soient les économies qui pourraient être faites sur certains postes — et il en est — il serait imprudent de supposer qu'elles pourront réduire à suffisance le prix de revient de 5.165 francs pour l'aligner avec le prix de vente actuel de 4.665 francs, c'est-à-dire inférieur au prix de revient, prix qu'il faudrait plutôt baisser qu'élever si on veut placer notre charbon sur le marché.

Si j'observe, enfin, que le déficit des Charbonnages de France va en croissant, 5 milliards en 1952, 22 milliards en prévision en 1953, je suis amené à me demander si les crédits supplémentaires qui sont alloués à cette entreprise représentent tous de bons placements. Je me demande si votre programme d'investissements consacre bien la règle que vous vous êtes tracée: transfert du moins utile au plus utile, du moins efficace au plus efficace, de l'effort de financement.

Je me demande, enfin, s'il ne serait pas opportun et nécessaire de revoir de très près et tout à la fois le montant global des crédits attribués au secteur public, et le programme des travaux prévus dans ce secteur.

C'est pourquoi je ne saurais trop vous inviter, mes chers collègues, à tenir pour essentielle la mesure de blocage proposée par votre commission des finances. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. Georges Marrane. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Marrane.

M. Georges Marrane. Mesdames, messieurs, notre rapporteur, M. Pellenc, a établi dans son rapport très documenté qu'il y avait dans notre budget 381 milliards d'investissements productifs.

Dans ces 381 milliards, il y a seulement 75 milliards pour les habitations à loyer modéré, 58 milliards de crédits de payement pour les opérations en cours, et seulement 17 milliards pour les opérations nouvelles.

L'insuffisance de ces crédits éclate, aux yeux de tous, pour ce qu'on ne cesse d'appeler, dans les discours officiels, le problème n° 1. Il est utile de souligner, une fois de plus, l'insuffisance de ces crédits.

Le rapport de M. Pellenc contient un certain nombre de critiques contre les industries nationalisées. Je veux signaler devant le Conseil de la République que ces industries sont pour la plupart d'entre elles dirigées par des adversaires des nationalisations...

M. Longchambon. Ils en sont pourtant les premiers bénéficiaires.

M. Georges Marrane. On ne peut, dans ces conditions, espérer des résultats qui ne pourraient être obtenus qu'avec l'appui de ceux qui sont convaincus de l'intérêt des nationalisations et sous leur direction.

J'ajoute, d'ailleurs, qu'il est difficile d'obtenir un meilleur rendement des nationalisations tant que le Gouvernement pratique une politique tendant à offrir des avantages à l'étranger plutôt qu'à l'industrie française.

Ainsi M. Pellenc souligne dans son rapport les difficultés de production des Charbonnages de France. Or, s'il est vrai qu'il y a du chômage et qu'un certain nombre de mines de charbon ont dû fermer, ce n'est pas la faute de l'industrie nationalisée, c'est le résultat du pool charbon-acier, qui aboutit à favoriser les trusts de l'Allemagne occidentale.

Il en est de même, d'ailleurs, en ce qui concerne le rendement de la S. N. C. F., du gaz et de l'électricité; dans tous ces services, le rendement par travailleur est très supérieur à celui d'avant guerre. Si M. Pellenc a mis en évidence le prix de revient, ce que coûte un ouvrier, en y ajoutant d'ailleurs la retraite, il a oublié de souligner précisément que la politique du Gouvernement ne permet pas d'obtenir des industries nationalisées le rendement qui aurait pu être atteint s'il n'y avait pas l'application de la politique du pool charbon-acier, que je considère comme une trahison des intérêts français. C'est la raison essentielle de la baisse de la production.

Nous trouvons d'ailleurs cette affirmation reproduite dans le projet gouvernemental de la loi de finances qui, à la page 10, indique que « l'équilibre du marché de la consommation ne pourra être atteint que lorsque l'ensemble des charges improductives aura été compatible avec la capacité de production du pays ».

A la page 16 est encore indiqué: « Conformément aux objectifs du deuxième plan quadriennal, l'économie doit s'orienter vers une amélioration de l'équipement et de la productivité dans les industries de transformation et les circuits de distribution, qui contribueront à l'abaissement des prix et à la hausse nécessaire du niveau de vie ».

Je souligne, d'ailleurs, que dans son rapport M. Pellenc met en évidence le fait que le premier plan quadriennal va entrer dans sa huitième année et que les objectifs sont encore loin d'être atteints pour un certain nombre d'entre eux. Mais il est question, dans le projet gouvernemental, d'un deuxième plan quadriennal. Je ne sais pas si M. le rapporteur de la commission des finances est au courant de ce deuxième plan. En ce qui me concerne, je n'ai jamais vu aucun document qui nous indique quelles en sont les perspectives.

M. le rapporteur. J'en ai parlé assez abondamment à la tribune, mon cher collègue, en disant qu'il avait un peu l'allure d'un fantôme.

M. Georges Marrane. Admettons que ce soit un fantôme. Ce n'est pas avec cela qu'on va rétablir l'économie française.

M. Edgar Faure, *ministre des finances et des affaires économiques.* Ni avec les crédits que vous votez.

M. Georges Laffargue. C'est depuis que Maurice Thorez a perdu son marteau piqueur que les charbonnages ne rendent plus rien.

M. Georges Marrane. Ce ne sont pas les capitalistes qui font des heures supplémentaires pour augmenter les ressources de l'Etat: ce sont les travailleurs.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je n'ai rien dit contre les travailleurs.

M. Georges Marrane. Les documents que j'ai lus ce matin à la tribune, établis par le ministère des finances, reconnaissent que les raisons essentielles du déficit du budget de l'Etat sont les dépenses improductives. Ce sont les dépenses militaires. Si vous changiez de politique, nous pourrions vous voter des crédits.

En ce qui concerne les œuvres de paix, nous sommes prêts à voter des crédits pour construire des logements, pour construire des écoles, pour développer les investissements nécessaires à améliorer le niveau de vie de la population. Mais nous ne voulons pas voter des crédits qui, en définitive, se retournent contre l'intérêt du peuple français.

D'ailleurs, à cette tribune, il y a quelques instants, le rapporteur de la commission des finances, M. Pellenc, a indiqué que l'aide américaine nous coûtait cher. Elle nous coûte du sang pour quelques milliards de dollars. (*Murmures sur divers bancs.*)

Personne, ici, ne peut affirmer que la guerre d'Indochine soit poursuivie dans l'intérêt de la France. Vous savez très bien qu'elle nous est imposée dans l'intérêt de la politique des milliardaires américains. Chaque Français peut se rendre compte que, plus nous recevons paraît-il de dollars, plus le peuple est malheureux. Nous pensons qu'il vaut mieux dépenser davantage pour les investissements et beaucoup moins pour les dépenses militaires.

C'est pourquoi nous nous opposons à ce projet de programme d'investissements contenu dans les comptes dits « spéciaux » du Trésor.

M. le ministre de l'industrie et du commerce. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'industrie et du commerce.

M. le ministre de l'industrie et du commerce. J'ai annoncé, cette nuit, lors du vote du budget du ministère de l'industrie et du commerce, que je donnerais au Conseil de la République des explications complémentaires en matière d'investissements

et, en particulier, sur le rapport détaillé de M. Pellenc, répondant ainsi à son invitation lorsqu'il écrit, à la page 69:

« Il apparaît donc nécessaire que le ministre soit appelé à déclarer nettement si l'analyse ci-dessus est exacte ou inexacte. S'il la juge inexacte, il contribuera à éclairer le Conseil de la République en fournissant ses chiffres comme nous donnons les nôtres. »

J'ai noté, tout d'abord, dans son rapport, une critique à la page 92, où M. Pellenc, rappelant une déclaration du Gouvernement qui affirmait que le plan de modernisation avait parfaitement réussi, ne partageait pas cet optimisme.

Qu'il me soit permis de rappeler au Conseil de la République les résultats de ce premier plan de modernisation et d'équipement en me basant, non pas sur la production de 1953, grevée par la récession économique, mais sur la capacité de production atteinte en 1953, ce qui est la seule façon de juger l'état d'avancement des travaux engagés au cours du premier plan.

Je constate qu'en matière d'énergie, l'objectif charbon de 1952-1953 a été réalisé dans la proportion de 95 p. 100; l'objectif électricité, dans la proportion de 95 p. 100, dont 100 p. 100 pour l'hydraulique. Pour les carburants, 115 p. 100; l'acier, 87 p. 100; le ciment, 101 p. 100; les engrais azotés, 95 p. 100.

La réussite n'est pas parfaite et j'aurais voulu pouvoir atteindre 100 p. 100; la réussite est en moyenne dans la proportion de 95 p. 100, ce qui est cependant, vous en conviendrez, un succès appréciable.

Les critiques de M. le rapporteur portent également sur la répartition des crédits en matière d'investissements. Je reconnais volontiers une fois de plus que ces crédits ont été affectés aux entreprises de base; j'ai souligné à maintes reprises leur importance fondamentale dans la vie économique du pays. Nous aurions souhaité — et M. le ministre des finances et des affaires économiques le premier — que la situation financière eût permis de disposer de crédits plus larges, mais dans les limites qui nous sont imposées, je crois pouvoir dire que les propositions faites me paraissent les plus judicieuses.

J'en arrive maintenant aux critiques de M. Pellenc sur les Charbonnages de France, sans insister sur celles qui visent Electricité de France, puisque M. Pellenc, à la page 70, veut bien reconnaître que la situation d'Electricité de France est bonne et qu'aucune menace grave ne pèse sur elle pour l'avenir. Je suis heureux d'enregistrer ce satisfecit, car il y a peu de temps encore M. le rapporteur lançait contre Electricité de France un certain nombre de flèches acérées.

Pour Charbonnages de France, je voudrais examiner attentivement avec vous les chiffres donnés par M. le rapporteur, particulièrement ceux qui concernent l'objectif de production. A la page 93 — il a bien voulu le rappeler d'ailleurs, tout à l'heure, à cette tribune — M. le rapporteur de la commission des finances critique l'objectif fixé à 60 millions de tonnes pour notre capacité de production de charbon, en disant qu'à l'heure présente la production était de 58 millions pour une consommation de 53,5 millions, avec des stocks qui s'élèvent, actuellement, à 6 millions de tonnes.

Permettez moi de faire connaître au Conseil de la République que s'il y a 6 millions de tonnes de charbon en stock, en réalité — et j'ai sous les yeux des chiffres récents, puisqu'ils datent du 5 décembre 1953 — le stock des produits marchands est de 2.200.000 tonnes et celui des bas-produits — il s'agit de ceux qui sont consommés dans les centrales minières — de 3.200.000 tonnes, soit au total 5 millions et demi de tonnes.

Sur ce stock de 5,5 à 6 millions de tonnes, il n'y a donc en réalité que 2,2 millions de tonnes de charbon stocké.

Ceci étant, cet objectif de 60 millions de tonnes est-il exagéré ? La France est-elle suréquipée ? Je ne le pense pas. Le chiffre de 60 millions de tonnes n'est nullement excessif.

Comme l'a souligné très justement M. Pellenc, nous sommes en période de récession économique, mais grâce aux mesures prises par M. le ministre des finances et des affaires économiques, nous espérons y mettre fin.

Que M. le rapporteur me permette de lui demander alors quelles seraient ses critiques si dans un an ou deux nous n'avions pas la possibilité de fournir le tonnage de charbon nécessaire à nos besoins ? Je vous le rappelle, dans cette assemblée même, en 1951, vous aviez constaté le changement radical de situation en matière de charbon. En 1950, nous avions un excédent de charbon et — vous vous en souvenez peut-être — vous me demandiez alors de prendre toutes mesures utiles pour en limiter l'importance. En 1952, nous avons importé à grands frais du charbon des Etats-Unis. C'est le devoir du ministre de l'industrie et du commerce d'assurer au pays une indépendance aussi large que possible en matière de charbon. D'ailleurs le développement de production se fera surtout du côté de la Lorraine, ainsi que je le soulignais hier encore devant notre assemblée. C'est de ce côté-là que nous cherchons à obtenir des charbons cokéfiables, susceptibles de rendre notre industrie indépendante de la production étrangère.

En résumé, ces 60 millions de tonnes ne sont pas exagérés et mon intention est de poursuivre cet objectif. Je le dis très loyalement au Conseil de la République.

M. Pellenc m'a également posé une question à la page 62 de son rapport où il écrit: « Ou bien la France est suréquipée par rapport à ses besoins, ou bien elle ne sait pas tirer parti d'un outil constitué à grands frais ».

Je vous ai parlé tout à l'heure de l'augmentation de la production. Je pourrais vous dire aussi que, grâce à cet outil, une augmentation de rendement a été obtenue, et il m'est possible de le constater. M. Pellenc me permettra de lui rappeler un passage de son rapport de 1950 où — à la page 20 — il manifestait un léger scepticisme à l'égard de l'augmentation du rendement, lorsqu'il écrivait:

« La direction des charbonnages persiste dans un robuste optimisme lorsqu'elle envisage une augmentation du rendement de 30 p. 100 ». Celui-ci était en 1948 de 611 kilogrammes. Il est passé en 1945 à 705 kilogrammes et quand M. Pellenc parlait d'une augmentation de 30 p. 100, il entendait: 910 kilogrammes en 1952. Eh bien! messieurs, nous en sommes à 938 kilogrammes, ainsi qu'il veut bien le reconnaître lui-même. Tel est le résultat de nos efforts. (*Applaudissements à gauche et au centre.*)

Je pense aussi que les Charbonnages de France ont su utiliser judicieusement l'outil de travail qui leur a été confié après la guerre.

Et j'en arrive à présent à l'examen de certains chiffres, ainsi que m'y convie M. Pellenc, chiffres qui figurent dans son rapport.

M. Pellenc, mon ami et ancien camarade d'école, me permettra de lui parler avec franchise. Il m'a posé des questions à la page 64 du rapport où il demande:

« Où est passé l'argent des investissements ? »

Il ajoute, page 65:

« Par une véritable tromperie à l'égard du pays, les investissements ont été de faux investissements, l'argent qui était arraché aux prêteurs trop confiants, en faisant appel à leur patriotisme, sous prétexte qu'il s'agissait de développer la production a, dans une large mesure, servi à tout autre chose. »

Il me permettra de lui dire, en toute amitié, que le ministre de l'industrie, responsable et tuteur légal des Charbonnages de France, ne peut un seul instant admettre qu'une entreprise dont il est le tuteur ait exercé une tromperie à l'égard du pays, que les investissements qu'il a surveillés et contrôlés sont de faux investissements et que les Charbonnages de France ont arraché, à des prêteurs trop confiants, de l'argent qui aurait servi à tout autre chose.

Je citerai maintenant quelques chiffres. M. Barangé, dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée nationale — M. le rapporteur s'y est référé — indique que 47 p. 100 des investissements auraient servi à combler le déficit d'exploitation; 21 p. 100 à construire des logements; 14 p. 100 à rattraper le retard d'équipement pris depuis la crise de 1930 et 18 p. 100 à accroître la capacité de production.

A la page précédente du rapport, il est indiqué que ces dépenses ont été de 221 milliards pour 1950 et les années antérieures, contre 75 milliards en 1951, 100 milliards en 1952 et 92 milliards en 1953. Mais les proportions données par M. Barangé ne recouvre que les dépenses « charbons et habitations », tandis que les chiffres de dépenses citées par M. Pellenc concernent en outre les industries de la houille et les industries annexes.

J'ai donc voulu rétablir les chiffres, comme M. Pellenc m'y conviait, pour les lui opposer et lui demander de les vérifier, laissant au Conseil de la République le soin d'examiner en toute objectivité les résultats auxquels ils correspondent.

Au lieu des 488 milliards figurant à la page 64, il y a lieu de retenir, pour les seules dépenses de travaux, la somme de 447 milliards seulement, la différence provenant notamment des remboursements des crédits bancaires. Car, comme nous parlons travaux, je dois me limiter aux seules sommes affectées aux travaux.

Sur ce crédit de 447 milliards de francs, 30 p. 100, soit 140 milliards ont eté employés pour la modernisation et l'augmentation de la capacité de production; 13 p. 100 pour les habitations, soit 47,6 milliards; 36 p. 100 pour les industries de la houille, soit 162 milliards; 21 p. 100 pour les travaux neufs à moyen terme, c'est-à-dire les travaux de renouvellement et notamment de renouvellement du fond.

Si nous voulons maintenant examiner les sommes précises employées pour le renouvellement d'ensemble, je dois ajouter aux 87,3 milliards des travaux neufs à moyen terme, la moitié environ des sommes affectées aux industries de la houille, soit 81 milliards; au total 180 milliards, c'est-à-dire 39 p. 100 des

dépenses d'ensemble. Mais, il ne faut pas oublier que sur ces 180 milliards, 110 ont été financés par Charbonnages de France sur ses ressources propres. Par conséquent en réalité, on pourrait critiquer non pas la somme qui figure au rapport, mais seulement 70 milliards, soit 15 p. 100.

Ces 15 p. 100 sont-ils excessifs ? Je réponds tout de suite: non! Je vous demande de vous rappeler dans quel état d'abandon et de décrépitude se trouvaient nos mines après la Libération. Je n'en fais reproche à personne, je le constate. Vous savez dans quelles conditions effroyables nos mineurs ont travaillé pendant l'occupation, réussissant cependant à extraire le charbon indispensable à la vie de la nation malgré la pression de l'occupant. Il y avait un retard à rattraper sur les travaux de renouvellement et ce retard a dû être financé par les crédits d'investissements. (*Applaudissements.*)

Voici, mesdames, messieurs, l'ensemble des renseignements que je voulais vous donner. J'espère que M. le rapporteur de la commission des finances ne m'en voudra pas de lui avoir donné ces chiffres. Le ministre de l'industrie et du commerce, tuteur de cette entreprise, devait répondre aux critiques sévères faites par M. Pellenc. Je suis bien entendu à sa disposition pour discuter les chiffres que je viens de citer. Je suis persuadé que le Conseil de la République voudra bien en tout cas reconnaître que mon exposé a été fait en toute objectivité, dans le seul souci de lui permettre d'étudier et de voter le budget.

M. Pellenc ne sera pas surpris si, bien entendu, je demande au Conseil de la République, d'accord avec M. le ministre des finances et des affaires économiques, de renoncer au blocage de 60 p. 100 des crédits qui aurait des conséquences graves et ne permettrait pas d'engager les dépenses nécessaires aux investissements.

Ce n'est pas sans raison que le Gouvernement a insisté auprès des assemblées parlementaires pour que ces investissements soient votés avant la fin de l'année afin que les travaux puissent être engagés dans les conditions les plus satisfaisantes possibles. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

Mme Marie-Hélène Cardot. Je demande la parole.

M. le président. La parole et à Mme Marie-Hélène Cardot.

Mme Marie-Hélène Cardot. Monsieur le ministre, voulez-vous avoir l'obligeance de me donner votre avis quant à la répartition des crédits d'investissements et de reconversion.

Je voudrais savoir si la distribution de ces crédits sera uniquement réservée aux petites et moyennes entreprises, si vous pensez pouvoir réserver une partie de ces crédits à une importante usine des Ardennes que vous connaissez bien, qui a dû transformer son activité habituelle pour conserver les 1.000 ouvriers qu'elle emploie en raison de la mise en route des usines Sollac.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'industrie et du commerce. Je répondrai à Mme Cardot qu'indépendamment des deux milliards prévus pour les industries de transformation, M. le ministre des finances après une étude que nous avons faite de concert, envisage de faciliter le développement de l'équipement des industries de transformation dans une mesure financière assez large.

Nous étudierons avec beaucoup d'intérêt les dossiers qui seront soumis, non seulement aux services techniques de mon département, mais également à ceux de M. le ministre des finances, avec le souci, certes, de la rentabilité de ces entreprises, mais aussi, j'en donne l'assurance à Mme Cardot, avec le souci humain de l'emploi du personnel en vue d'éviter le chômage.

L'entreprise en question est de celles dont je me préoccupe. Je peux dire à Mme Cardot que j'examinerai avec bienveillance le cas dont elle veut bien m'entretenir.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Mes chers collègues, je ne vais pas engager à cette heure une polémique avec M. le ministre de l'industrie et du commerce concernant ses affirmations et les chiffres qu'il a indiqués. J'aurai, en effet, la possibilité de vous fournir des renseignements beaucoup plus détaillés dans les documents qui seront publiés au nom de la commission des entreprises nationalisées après discussion des chiffres erronés qui ont été avancés.

Je ne veux pas prolonger ce débat; je veux cependant relever quelques points pour le *Journal officiel*, car je ne suis pas embarrassé.

M. le ministre a dit tout à l'heure que la réussite du premier plan Monnet était incontestable. Il a cité de mémoire des chiffres. Mes chiffres, à moi, sont imprimés dans mon rapport à la page 49, à laquelle je vous demande de vous reporter; ils viennent des documents officiels eux-mêmes.

M. le ministre s'est bien d'ailleurs gardé d'y faire allusion et de signaler que ce plan, qui a aujourd'hui sept ans d'existence alors qu'il devait être terminé en quatre ans, n'a réalisé que quatre des dix-neuf objectifs qu'il s'était assignés en matière industrielle et à peine un sur dix en matière agricole.

Je ne pense pas que vous puissiez soupçonner un seul instant que ce soit par parti-pris ou par dénigrement systématique de nos efforts que je vous soumets des chiffres ou des affirmations qui ne sont pas plus réjouissants.

Je ne voudrais, d'ailleurs, pour témoignage du contraire que les reproches que, tout à l'heure, semblait m'adresser M. le ministre, d'avoir décoché des flèches à Electricité de France l'année dernière et cette année de lui délivrer un satisfecit en disant qu'elle avait rempli le rôle qui lui était assigné. C'est bien une preuve de mon impartialité et de mon souci de présenter exactement ce que je crois être la vérité.

J'arrêterai là, par conséquent, le débat général sur les chiffres. Mais j'en citerai cependant encore un ou deux. M. le ministre a dit : « Le rendement des mines s'est développé ». Evidemment! il serait malheureux, après avoir investi tant de dizaines de milliards pour la modernisation, que le rendement ne se soit pas développé. Mais ce qui compte en matière d'investissements, ce n'est pas tant l'augmentation du rendement que les prix de revient réels des productions!

M. Clavier. Tout est là!

M. le rapporteur. Or, en dépit des investissements, en dépit des augmentations de rendement, ce qui compte, en définitive, et ce qui pèse sur le pays, ce sont les prix! Je n'ai cité dans mon rapport que deux chiffres, mais je pourrais évoquer l'accroissement continu du prix de revient du charbon année après année, malgré l'effort de modernisation réalisé.

Tenons-nous en à la période qui a commencé au début de ce qu'on a appelé l'expérience Pinay, époque à partir de laquelle tous les prix et tous les salaires ont été stabilisés. Le prix à l'extraction du charbon était de 4.065 francs la tonne en 1952; or, après l'achèvement de ce plan de modernisation qui aurait dû faire baisser sensiblement ce prix, car il faut bien que l'on retrouve quelque part le bénéfice des investissements réalisés, ne serait-ce que pour financer l'amortissement ou l'intérêt du capital que l'on a investi, après la modernisation, dis-je, le prix au premier semestre de 1953 était de 5.165 francs, c'est-à-dire en augmentation de 1.100 francs. Est-ce que nous avons lieu, du point de vue économique, de nous en réjouir ?

Il y a plus grave! A l'heure actuelle, nous sommes dans l'obligation de vendre ce charbon à 4.665 francs la tonne — c'-est-à-dire avec un déficit de 500 francs par tonne — et il s'entasse encore, malgré tout, sur le carreau des mines parce que nous avons la concurrence du pool. Nous avons en effet été dans l'obligation d'ouvrir nos frontières, depuis que nous sommes entrés dans la communauté du pool charbon-acier, aolrs qu'elles étaient fermées depuis 1931! 500.000 tonnes de charbon belge commencent à concurrencer le nôtre, et un nombre plus important encore de tonnes de charbon allemand viendra bientôt concurrencer notre production si nous ne trouvons pas le moyen de nous aligner sur le prix compétitif international.

Il se produit, en ce moment, ce que j'ai appelé le drame du charbon, car après les mines de Provence, on nous astreindra à fermer les unes après les autres les mines qui ne permettent pas d'obtenir un prix de revient satisfaisant, car vous savez que, de façon directe ou déguisée, les pays du pool ne peuvent plus, à l'heure actuelle, d'après la convention, favoriser par des subventions leurs entreprises d'extraction nationales.

Voilà exactement comment se pose le problème du charbon, et l'angle sous lequel, dans le court délai dont nous disposons, le Gouvernement aurait pu nous l'exposer. Si les chiffres du rapport Barangé apparaissent discutables, nous le verrons et je le dirai dans un rapport que je publierai après que la commission des entreprises nationalisées les aura vérifiées et aura examiné également les données fournies par le ministre. Je pense que dire cela est conforme à l'honnêteté et à l'attitude qu'a toujours eue votre rapporteur lorsqu'il s'est agi de vous renseigner.

M. Marius Moutet. Vous oubliez le poste « salaires », qui est dans votre rapport, et qui pèse sur le prix de revient.

M. le rapporteur. Je n'ai rien oublié du tout, puisque c'est écrit dans mon rapport, et si cela y figure, c'est que je n'avais pas l'intention de le laisser caché. Par conséquent — vous me rendrez cette justice — il faut me reprocher ce qui est absent, mais pas ce que j'ai mentionné. (*Applaudissements au centre et à droite.*)

En ce qui concerne maintenant la déclaration de M. le ministre affirmant que cette année, la capacité de la production charbonnière devra atteindre 60 millions de tonnes pour prévoir les nécessités de demain, je dirai que je reconnais volontiers qu'il faut être prévoyants. Mais je fais l'observation suivante: à l'heure actuelle, notre capacité de production est de 20 p. 100 supérieure à ce que sont, hélas, nos besoins dans une économie malade. Voilà un fait.

En ce qui concerne le développement économique du pays, il faut d'autre part retenir, pour la fin de l'année 1954, le chiffre maximum de 5 p. 100, puisque, pour l'ensemble de l'année, le Gouvernement, d'après ses propres déclarations, a retenu le chiffre moyen de 3 p. 100. Alors il faut être logique. Ce développement de notre activité économique en 1954, et même en 1955, s'il se produit à ce rythme, comme nous le souhaitons tous ardemment, nous laissera encore, par rapport à la capacité de production actuelle une marge de 15 p. 100 au moins. Dans ces conditions, étant donné que nous devons faire face à tout un ensemble de financements destinés à sauver certains secteurs de notre économie: l'agriculture, les industries de transformation, l'outre-mer, est-il raisonnable alors de consacrer, dès cette année, plus de 10 milliards pour élever le potentiel de la production charbonnière sans utilité immédiate, alors que nous aurons la possibilité de le faire dans un délai plus lointain, si c'est nécessaire ?

Voilà comment se pose la question. C'est le Parlement qui jugera, d'ailleurs, ce ne sera pas M. le ministre de l'industrie et du commerce. Celui-ci nous a dit: « Je vous déclare très nettement que je réaliserai ce potentiel de 60 millions de tonnes ». Non! M. le ministre de l'industrie et du commerce le réalisera si le Parlement le décide ainsi. Il peut l'y autoriser, mais il doit être consulté.

M. le ministre de l'industrie et du commerce. Mais bien entendu. Je prends, moi aussi, mes responsabilités.

M. le rapporteur. Dernière question. M. le ministre a dit: « Je m'oppose au blocage que vous avez réalisé ». Mais ce blocage ne traduit aucune intention agressive contre l'une quelconque des activités dont les divers ministres peuvent avoir la charge, parce qu'ils exercent leur tutelle sur elles. Il y a le ministre de l'industrie et du commerce, il y a le ministre des travaux publics, le ministre de l'agriculture. Il y a aussi le ministre des finances, comme vous le faites observer fort judicieusement.

Nous n'avons manifesté aucune prévention contre telle ou telle nature d'investissement. Nous avons manifesté seulement notre désir de voir déposer enfin un plan que l'on nous promet depuis des années, que des dispositions législatives font obligation au Gouvernement de soumettre aux Assemblées pour qu'elles le connaissent, l'étudient, le discutent et l'arrêtent. Voilà ce que nous voulons. (*Applaudissements à droite.*)

Il faut bien reconnaître que le Gouvernement est en état de défaillance — j'emploie volontairement ce mot — car c'est le 1er octobre dernier que l'on devait nous soumettre ce plan.

Les assemblées sont désarmées, sans aucun moyen de coercition, si ce n'est au moment où on leur demande le vote des crédits.

Aujourd'hui, que vous dit la commission des finances ? Simplement ceci: ce plan va exactement à l'opposé des déclarations faites à toute occasion par le Gouvernement, puisqu'il est en tous points identique, dans sa première tranche, au plan Monnet; il n'apporte aucune modification dans les investissements économiques; néanmoins, pour ne pas créer des perturbations dans l'économie du pays, nous permettons la réalisation partielle, l'engagement initial du programme, mais, pour que nous puissions le réformer avant qu'il ne soit trop tard, le Gouvernement devra déposer, d'ici un mois, son plan général d'investissement. Nous en discuterons avant de nous séparer pour les vacances, nous réajusterons les crédits si nous l'estimons nécessaire et, à partir de ce moment, nous nous acheminerons dans la voie qui nous paraît la plus favorable, la plus salutaire aux intérêts économiques du pays, car de ceux-ci — permettez-moi de vous le dire, monsieur le ministre — vous n'êtes pas exclusivement juge. Les ministres propsent, c'est le Parlement qui décide. Nous demandons présentement au ministre de lui fournir les moyens de décider. (*Applaudissements à droite.*)

M. le président. Je veux indiquer au Conseil que six orateurs sont encore inscrits dans la discussion et que nous avons à voter la loi de finances et le budget des affaires économiques. Je dois rappeler que le temps de parole est limité et je fais confiance à chaque orateur pour qu'il essaye de se limiter le plus possible.

La parole est à M. Clavier.

M. Clavier. Je ne dépasserai pas les cinq minutes que le règlement m'accorde. Je veux poser une simple question à M. le ministre de l'industrie et du commerce. Il nous a indiqué qu'il se proposait d'augmenter encore la production de charbon de façon à la porter à 60 millions de tonnes. A quel prix vendra-t-on ce charbon et qu'en fera-t-on s'il est plus cher que celui de nos concurrents ? Est-il dans son intention d'en imposer l'emploi aux utilisateurs nationaux ? Dans l'affirmative, nos industries devraient renoncer à lutter sur les marchés étrangers; ce n'est pas ainsi que nous serons en mesure d'équilibrer notre balance des payements.

M. le ministre de l'industrie et du commerce. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'industrie et du commerce. Je m'excuse auprès de M. Clavier si je me suis fait insuffisamment comprendre. J'ai indiqué que l'effort d'augmentation de la production porterait essentiellement sur le bassin lorrain. J'insistais d'ailleurs cette nuit également sur notre pénurie actuelle en matière de charbons maigres qu'il nous faut importer à grands frais de l'étranger. Il s'agit, vous le savez, des fines à coke et de coke dont l'extraction accrue est inscrite dans notre programme d'investissements relatifs au bassin de Lorraine, investissements qui, si vous m'approuvez, seront rentables pour l'économie du pays.

M. Clavier. Vous aviez laissé de côté la question des prix pourtant déterminante, ainsi que M. Pellenc l'a rappelé.

M. le ministre de l'industrie et du commerce. Dans l'ensemble du bassin lorrain, les rendements sont excellents.

M. Georges Laffargue. Ce sont les meilleurs d'Europe!

M. le ministre de l'industrie et du commerce. Je n'ai pas présent à l'esprit les chiffres mais je pourrais vous les communiquer si vous le désirez. Chaque fois que nous pourrons doter le bassin lorrain de nouveaux équipements, nous augmenterons le rendement et nous abaisserons le prix du charbon.

M. Georges Laffargue. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Georges Laffargue.

M. Georges Laffargue. Parmi les affirmations de l'honorable rapporteur, il en est certaines que je ne peux pas laisser passer. Nous avons l'honneur, quelques collègues et moi, de siéger au sein de l'assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Celle-ci est un excellent observatoire pour constater à travers l'Europe un certain nombre de choses.

M. Georges Marrane. Ce n'est pas une référence!

M. Georges Laffargue. Je m'excuse, monsieur Marrane, en matière de référence, je vous laisse les vôtres et je garde les miennes.

M. Georges Marrane. Je n'en suis pas jaloux.

M. le président. A chacun son bien.

M. Georges Laffargue. Nous avons l'occasion d'observer un certain nombre de phénomènes. Je ne voudrais pas que les propos de mon ami Pellenc laissent penser que la création de la communauté européenne du charbon et de l'acier a abouti à un mouvement d'échange absolument défavorable à la France dans tous les domaines.

Notre balance commerciale n'est pas affectée par la création de la communauté européenne du charbon et de l'acier. Nous sommes encore en excédent d'exportations tant en ce qui concerne l'acier que le charbon. En effet s'il y a un mouvement de charbon belge vers la France, il y a aussi un mouvement de charbon français vers l'Allemagne du Sud, qui laisse un excédent de quelque 800.000 tonnes de charbon.

Je voudrais insister également sur un second point et mettre en garde le Conseil contre le danger qu'il y aurait, dans la mesure où nous croyons à la nécessité d'une intégration européenne, à ralentir où à freiner la politique d'investissements. Le Gouvernement français estime utile, nécessaire, de développer nos industries de base, les industries du charbonnage en particulier. Est-ce là une vue de l'esprit, un phénomène d'aberration ? A côté de la France, dans la communauté européenne du charbon et de l'acier, la Sarre, les pays du Benelux, l'Allemagne et l'Italie, qui ont le même objectif, font les mêmes investissements dans les industries de base et les charbonnages; c'est-à-dire que le plan d'investissement français s'intègre dans un plan d'ensemble européen.

Je ne voudrais pas qu'on examinât à la loupe tous les phénomènes de récession ou de progression économique au fur et à mesure qu'ils surviennent et se développent. L'économie comporte des phénomènes oscillatoires, mais nous constatons un développement constant, depuis le début de ce siècle, de la consommation de charbon comme de la consommation d'électricité. J'estime qu'il serait dangereux, pour un gouvernement, de ne pas prévoir le cycle des événements tel qu'il est déterminé par l'évolution que l'histoire nous permet d'observer. Il est impossible de concevoir une politique européenne — je ne parle pas de ses aspects douloureux, mais de ses aspects grandioses — où la France n'aurait pas le courage de réaliser son effort comme d'autres. Freiner la politique d'investissements, c'est empêcher l'intégration de l'Europe, c'est condamner cette politique parce qu'elle nie toutes les lois d'évolution et de progrès du monde moderne. (*Applaudissements au centre et sur certains bancs à gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Longchambon, au nom de la commission de la production industrielle.

M. Longchambon, *au nom de la commission de la production industrielle.* Mes chers collègues, puisqu'à propos de l'article 34 s'instaure la discussion relative à la disposition adoptée par la commission des finances, tendant au blocage de 60 p. 100 des crédits d'investissements, j'interviendrai immédiatement comme j'en ai reçu le mandat de la commission de la production industrielle. Je l'ai d'ailleurs indiqué hier.

La commission de la production industrielle approuve pleine-

ment les observations adressées par la commission des finances au Gouvernement au sujet de l'absence de plans d'ensemble des investissements, absence extrêmement préjudiciable à l'économie du pays; elle se joint à la commission des finances pour demander au Gouvernement de proposer au Parlement, et le plus vite possible, un débat complet, dégagé précisément des questions financières et budgétaires, portant sur les principes techniques d'un plan devant améliorer la situation économique du pays.

En attendant, votre commission de la production industrielle ne peut pas s'associer à la demande de blocage des crédits d'investissement dans les trois grands secteurs énergétiques de base, présentée par la commission des finances.

Pourquoi ne peut-elle pas s'y associer ? Comme je l'ai dit hier, au nom de la commission de la production industrielle, les investissements des Charbonnages de France, d'Electricité de France et de Gaz de France, bien que mal coordonnés, j'en suis d'accord, sont absolument indispensables, car ils répondent à des nécessités impérieuses et immédiates.

Il en découle qu'il serait de mauvaise politique, à tous égards, de bloquer 60 p. 100 des crédits correspondants, c'est-à-dire de laisser engager des travaux pour trois mois, travaux dont nous demandons, avec la commission des finances, qu'ils fassent l'objet de plans quadriennaux. Ainsi, pourraient-ils être poursuivis avec méthode et aux moindres frais. S'il en était autrement, la réalisation des programmes de 1954, faite fragmentairement, trimestre par trimestre, serait tout à fait contraire à la logique. Sur le fond, je n'interviendrai pas aujourd'hui; sur les aspects techniques du problème, cela a été fait. Vous voudrez reconnaître que la commission de la production industrielle a tout de même un avis à donner. A quoi sert-elle dans cette Assemblée si des problèmes d'équipement qui relèvent du ministère de l'industrie et du commerce ne sont pas étudiés par elle, si les avis qu'elle donne ne sont pas écoutés par notre Assemblée. Je puis vous affirmer que le problème des investissements dans les grandes industries nationalisées que contrôle le ministère a toujours fait l'objet, au sein de cette commission, d'année en année, d'un examen minutieux, accompagné d'enquêtes et de visites sur les lieux des travaux.

Nous ne nous sommes pas privés de faire ici des remarques et des reproches. Il me souvient d'avoir été un des premiers à critiquer le plan Monnet. M. Pellenc a critiqué cette ambition d'un plan de quatre ans qui consistait à porter la production charbonnière à 65 millions de tonnes. Cela nous paraissait inutile et dangereux. Que se serait-il produit si on ne l'avait réalisé ? Aujourd'hui, il faut voir les choses comme elles sont. Il ne faut pas oublier les conditions dans lesquelles nous nous trouverions en ce qui concerne les prix de revient de nos charbons si les investissements n'avaient pas été faits.

J'ai lieu de croire tout de même que le résultat aurait été assez déplaisant pour nous. Certaines de nos mines seraient fermées peut-être. Si nous nous en remettons aux données de la géologie, la Ruhr suffit entièrement, et pour longtemps, à assurer tous les besoins de l'Europe. En ce cas, fermons nos mines et laissons la Ruhr nous alimenter.

S'il y a d'autres données, d'autres conditions, des conditions de sécurité nationale, des conditions de solidarité vis-à-vis d'une certaine partie de la classe laborieuse de ce pays, alors sachons faire face avec courage à cette situation en reconnaissant que les prix de revient sont trop élevés. M. Moutet et M. le rapporteur l'ont fait observer, ce fait est dû aux salaires et aux charges sociales et non pas à la faillite des investissements effectués dans ces industries, qui ont été, au contraire, extrêmement profitables. Le fait que nos prix de revient soient trop élevés est dû à la politique sociale extrêmement large pratiquée en France, beaucoup plus large que celle pratiquée dans les autres pays européens. Il faut reconnaître cette situation, l'accepter ou la supprimer, mais il faut le dire franchement.

M. Marius Moutet. Elle sert de modèle aux autorités du charbon et de l'acier.

M. Longchambon, *au nom de la commission de la production industrielle.* Notre seul espoir est, en effet, le niveau social que nous avons établi en France, qui est plus élevé que dans tous les autres pays d'Europe. Nous espérons qu'il servira de base pour les travailleurs des autres pays voisins.

Je répète donc qu'au nom de la commission de la production industrielle, je propose un programme de 60 millions de tonnes de charbon, à condition que l'augmentation de production soit uniquement centrée sur les charbons de Lorraine et qu'on n'engage, pour des raisons que je crois uniquement sociales, qu'une partie des investissements dans les charbonnages du Nord, de façon à essayer de maintenir, malgré tout, en activité ces mines vieilles, difficiles, dont le prix de revient de production sera toujours plus élevé. Je considère que ces investissements sont nécessaires pour arriver à 60 millions de tonnes; je le disais hier. Il faudra faire passer, en dix ans, de 40 milliards de kilowatts-heure à 80 milliards de kilowatts-heure notre production d'électricité. Avec quelles sources d'énergie le ferons-nous ? Où les prendrons-nous ? Peut-être pourra-t-on obtenir 10 milliards de kilowatts grâce à l'hydraulique, mais le reste ? Trente milliards de kilowatts-heure sur le thermique ? On peut en douter. Dans ces conditions, il est temps de préparer dès maintenant toutes les ressources possibles de bon et de mauvais charbon.

Au nom de la commission de la production industrielle, j'adjure le Conseil de rester dans la bonne et saine logique qui consiste, soit à refuser ces crédits, soit à les laisser se développer normalement pendant l'exercice 1954, mais à ne pas bloquer pour trois mois des marchés qui doivent être au moins annuels et qui, pour bien faire, devraient s'étendre sur deux ou trois années. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Saller.

M. Saller. Mes chers collègues, je crois que toute la discussion qui vient d'avoir lieu a manqué de sérénité. Elle a manqué aussi d'esprit de synthèse. En effet, le problème n'est pas d'entrer dans le détail, il est de savoir, aujourd'hui, à la fin du premier plan quadriennal, quels en ont été les résultats, quels en ont été, aussi, peut-être, les erreurs sans doute inévitables — et je ne sais même pas s'il y en a eu — dans le seul but de déterminer quels doivent être les objectifs du deuxième plan. Ce n'est pas en discutant par hasard des chiffres qui sont apportés dans divers documents officiels, lesquels se contredisent très souvent, ce n'est pas en évoquant tel ou tel exemple que nous arriverons à avoir cette vue d'ensemble qui doit nous permettre de juger sainement. Il nous faut un débat beaucoup plus large que le débat budgétaire d'aujourd'hui. Il faut que des résultats chiffrés, des résultats techniques soient apportés par le Gouvernement, puissent être vérifiés par les commissions compétentes, aussi bien la commission de la production industrielle que la commission des affaires économiques ou la commission de l'agriculture ou la commission des finances ou la commission de la France d'outre-mer, car il n'y a pas de spécialisation absolument déterminée dans une affaire qui concerne la nation tout entière. Je dis, que lorsqu'on aura fait ce premier examen, lorsqu'on sera arrivé à une conclusion que personne ne pourra contester sans être de mauvaise foi, on pourra à ce moment établir les objectifs du deuxième plan quadriennal. C'est, en réalité, ce que voulait la commission des finances et le rapport qui a été établi aurait pu le dire — je regrette d'avoir à en faire le reproche à mon ami M. Pellenc — d'une manière plus succincte. Il aurait fallu dire la nécessité d'instaurer ce débat, qui nous avait été promis par le Gouvernement à la suite de toutes les observations faites au cours de toutes les années précédentes, qui nous avait été promis lorsqu'on nous avait dit que l'on nous apporterait le nouveau plan quadriennal le 1er octobre.

Cette promesse du Gouvernement n'a pas été tenue et il faut absolument qu'elle le soit au cours de l'année 1954, parce que nous ne pouvons plus continuer à voter des crédits sans savoir où nous allons. C'est pour cela que la commission des finances avait demandé le blocage.

Le blocage comporte, évidemment, de graves inconvénients qu'il nous faut peser avec soin. Il faut que nous sachions si l'inconvénient de voter des crédits dans le noir, sans savoir où nous allons, est plus ou moins grand que l'inconscience du blocage. Je crois que c'est cet examen de conscience qu'il nous faut faire maintenant, et cela sans chercher à entrer dans le détail des chiffres, sans avoir à contester si les charbonnages sont arrivés à tel prix de revient, à tel niveau ou à telle qualité de production, si, de tel ou tel côté, il y a eu telle ou telle erreur commise.

C'est le seul moyen de savoir si nous allons suivre ou non la commission des finances et voter le blocage, ou si nous allons trouver un autre procédé pour amener le Gouvernement à nous soumettre les propositions que nous sommes tous unanimes à réclamer. (*Applaudissements sur divers bancs à gauche, au centre et à droite.*)

M. Armengaud. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Armengaud.

M. Armengaud. Je présenterai une très brève observation. M. Laffargue a tout à l'heure fait allusion aux problèmes qui vont se poser à Strasbourg. Dans quelques jours va s'ouvrir la deuxième session de l'assemblée commune, au sein de laquelle vont être discutés les investissements dans les pays membres du pool.

Les Allemands, vous le savez, cherchent à obtenir de la Haute Autorité que celle-ci garantisse, grâce aux fonds qu'elle a recueillis, les investissements de charbon en Allemagne, notamment dans la Ruhr, motif pris des investissements effectués en France depuis sept ans. Par conséquent, l'industrie allemande charbonnière a prévu un programme d'investissements considérable tendant à élever la production de charbon de 120 millions à 130 millions, si ce n'est à 140 millions de tonnes. Il serait donc dangereux que nous prenions position aujourd'hui pour limiter de nous-mêmes les investissements français d'une

manière quelconque, avant que cette discussion ait eu lieu à Strasbourg, notamment en critiquant les propositions techniques des Charbonnages de France. Nous mettrions, ce faisant, nos délégués dans une situation très difficile, au moment où il s'agit de répondre à l'industrie charbonnière allemande qu'il n'est pas nécessaire, pour le développement de l'ensemble de l'économie charbonnière des six pays, de la faire uniquement dans la Ruhr où les industries de la houille ont une avance sensible sur nous.

C'est pourquoi je demande à M. Pellenc, indépendamment de toutes considérations sur le bien ou le mal fondé du plan, de renoncer à son amendement. Ainsi, lorsque nos délégués seront revenus de Strasbourg avec toutes les cartes en mains, sachant ce que font nos partenaires ou adversaires — comme vous voudrez — nous pourrons avoir un programme précis et clair et apporter notre concours au Gouvernement pour défendre nos intérêts nationaux dans le cadre d'un plan coordonné. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Courrière.

M. Courrière. Mesdames, messieurs, j'ai l'impression que ce débat se déroule dans une atmosphère un peu passionnée, alors qu'en réalité il devrait se dérouler dans le calme le plus absolu si l'on avait mis le Conseil de la République au courant de la position exacte qu'a prise la commission des finances.

Tout à l'heure, lorsque M. Longchambon est intervenu, j'ai eu l'impression qu'il y avait une espèce de querelle entre la commission de la production industrielle et la commission des finances. En réalité, je ne crois pas qu'il en soit ainsi et M. Saller l'a très bien dit.

Devant quelle situation nous trouvons-nous ? Nous sommes à la fin d'un plan, au moment où il faut faire le bilan et repartir sur d'autres bases. Nous nous trouvons à l'heure actuelle sans idée directrice ou du moins, alors que dans le premier plan on nous avait dit qu'il fallait aider les industries de base et que, dans l'avenir, ce serait les industries de transformation que l'on aiderait, nous sommes en présence d'un programme pour 1954 qui aide les industries de base et n'apporte pas aux industries de transformation les crédits que nous voudrions leur voir accorder. Voilà ce qui a poussé la commission des finances, sans aucune arrière-pensée et sans aucun parti-pris contre quiconque, à prendre la décision de blocage.

Cette décision a pour but de demander au Gouvernement, et le plus rapidement possible, de fournir au Parlement des précisions sur les perspectives à venir pour l'économie de ce pays. Ce n'est point, vous le pensez bien, le socialiste que je suis qui pourrait envisager de voter quoi que ce soit gênant la bonne marche des industries nationalisées. En réalité, le blocage avait été prévu pour obliger le Gouvernement à nous dire où il veut aller et ce qu'il veut faire, sans autre but que celui-là.

Je suis convaincu que nous pouvons trouver ici, avec la commission de la production industrielle, une formule transactionnelle qui permettra, d'accord avec le Gouvernement, de savoir d'ici peu de temps dans quelle direction nous allons orienter notre économie. (*Applaudissements à gauche et sur divers bancs.*)

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Mon collègue M. Courrière, qui a participé à tous les travaux de la commission des finances, vient de placer le débat sur son véritable terrain et d'exposer très exactement ce que j'aurais dit, moins bien que lui, si j'avais pris la parole à sa place. Je n'ai pas à insister.

Si le Gouvernement, la commission de la production industrielle et la commission des finances peuvent trouver un accord qui corresponde à nos préoccupations communes, la commission des finances se déclarera satisfaite et ne maintiendra pas le blocage qu'elle a demandé.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je me permets d'intervenir sur une question de méthode. Je demande au Conseil de se prononcer rapidement sur les articles 34 et 35, car l'article important en la matière est l'article 36, puisqu'il porte à la fois sur le blocage et sur le financement. J'aurai d'ailleurs à prendre la parole sur cet article.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 34.

(*L'article 34 est adopté.*)

M. le président. « Art. 35. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte d'affectation spéciale géré par le ministre des finances, intitulé : « Ressources affectées au fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique ». Sont centralisées à ce compte les recettes affectées au fonds par la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953, le produit de la cotisation prévue par l'article 3 du décret n° 53-701 du 9 août 1953 et les crédits budgétaires ouverts pour l'octroi de prêts d'équipement rural et d'expansion économique. » — (*Adopté.*)

« Art. 36. — Le ministre des finances est autorisé à consentir, au cours de l'année 1954, par le débit du compte spécial : « Fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique et dans la limite des ressources constatées à chacune des sections dudit fonds, des prêts destinés au financement de la construction de logements, de l'équipement rural et généralement des programmes d'investissements prévus par le plan de modernisation et d'équipement.

« Pour cet objet, le ministre des finances est autorisé à effectuer en 1954, au profit du « fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique » :

« 1° Dans la limite d'un plafond maximum de 75 milliards de francs, des versements destinés à permettre l'octroi de prêts au titre de la législation sur les habitations à loyer modéré ;

« 2° Dans la limite d'un plafond maximum de 20 milliards de francs, des versements destinés à permettre l'octroi de prêts pour le financement du plan des territoires et départements d'outre-mer, dans les conditions fixées par la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 ;

« 3° Dans la limite du plafond maximum de 190 milliards de francs conformément à la répartition par lignes du compte spécial figurant à l'état I annexé à la présente loi, des versements destinés à permettre l'octroi de prêts pour l'équipement rural et l'expansion économique.

« Toutefois, les crédits prévus au compte spécial « Fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique » sont bloqués à concurrence de 60 p. 100 jusqu'au vote de la loi approuvant le deuxième plan de modernisation et d'équipement.

« Ce plan devra être déposé devant l'Assemblée nationale avant le 1er février 1954.

« Les crédits ouverts dans les diverses lois de développement budgétaire au titre des travaux d'investissements (titre VI B, prêts et avances) sont bloqués à concurrence de 60 p. 100 jusqu'au vote de ladite loi.

« La contribution globale du fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique est destinée :

« *a*) A permettre au Trésor d'honorer la garantie de financement accordée aux entreprises nationales dans les conditions posées par l'article 8 de la loi relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'industrie et du commerce pour l'exercice 1954, et par l'article 8 de la loi relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, pour l'exercice 1954. (I. — Travaux publics, transports et tourisme.)

« Les opérations placées dans la tranche optionnelle qui est constituée par la différence entre les travaux approuvés et les travaux garantis des entreprises nationales, seront engagées si celles-ci réunissent des ressources d'autofinancement et d'emprunt plus importantes que celles qui ont été prévues. La partie de ces excédents de ressources qui dépasserait la valeur de la tranche optionnelle viendrait en atténuation des avances du Trésor.

« Dans les quinze jours qui suivent l'expiration de chaque trimestre, le Gouvernement devra faire rapport aux commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République, qui en informeront leurs assemblées respectives, de l'usage qui aura été fait au cours du trimestre précédent, par chacune des entreprises nationales, des autorisations de travaux ou de dépenses qui ont été consenties, en application de l'article 8 de la loi relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'industrie et du commerce pour l'exercice 1954, et par l'article 8 de la loi relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme pour l'exercice 1954 (I. — Travaux publics, transports et tourisme), ainsi que de la nature des ressources qui ont assuré le financement de ces opérations.

b) A permettre au Trésor de consentir aux autres secteurs de l'économie, directement ou par l'intermédiaire des établissements de crédit spécialisés, des prêts attribués sur la base de l'état I et de l'état I *bis* annexés à la présente loi.

« Le ministre des finances pourra, après avoir pris l'avis de la commission des investissements, modifier éventuellement en cours d'année la répartition faite à l'état I. En ce cas, il sera rendu compte des modifications ainsi effectuées aux commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République dans un délai de quinze jours à compter de la décision.

« Le montant global de la contribution du fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique, prévue à l'état I, qui sera octroyé chaque trimestre, ne devra pas être inférieur au quart du montant total figurant audit état.

« Cette cadence d'attribution ne pourra être réduite que sur avis conforme de la commission des finances de l'Assemblée nationale et avis de la commission des finances du Conseil de la République. »

L'article 36 est réservé jusqu'au vote des états I et I *bis* annexés.

Avant de donner lecture de ces états, je donne la parole à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Le Gouvernement demandera au Conseil de la République, et il insistera vivement dans le même sens auprès de M. le rapporteur général de la commission des finances, de revenir au système prévu par l'Assemblée nationale et de ne pas insister, sous le bénéfice des garanties que nous lui proposons, sur les deux dispositions originales que contient cet article.

Je voudrais d'abord rappeler au Conseil l'objet exact de la discussion; car, bien que je ne méconnaisse pas l'intérêt des propos que nous venons d'entendre, le Conseil de la République, après l'Assemblée nationale, a voté hier le budget de l'industrie et du commerce. Donc, il a réglé, en votant ce budget, toutes les questions de fond dont on vient de nous parler. Ce qui se pose actuellement, c'est un problème de financement. Mais il ne s'agit pas de savoir quels sont les travaux qui seront effectués dans les charbonnages, à Electricité de France et dans les autres entreprises nationales. Cette question a fait l'objet de votre vote à propos du budget de l'industrie et du commerce qui est la sanction du Parlement. Il n'y a pas lieu d'y revenir.

En matière de financement, le Conseil de la République propose deux innovations, une disposition de blocage et une disposition de ventilation d'une avance du Trésor. C'est ici que je voudrais expliquer au Conseil de la République le véritable mécanisme proposé cette année et demander à la commission des finances, en conséquence, de ne pas insister sur sa position.

De quoi s'agit-il en effet ? De la question souvent évoquée sous le mot barbare de « débudgétisation », dont j'ai eu plusieurs fois l'occasion d'entretenir le Conseil de la République. Je crois pouvoir dire également que, si je me suis lancé dans cette voie, c'est avec l'encouragement que m'avaient donné les travaux précédents de votre Assemblée, de votre commission et de plusieurs débats qui ont eu lieu au Conseil de la République. Quelle est notre intention ? De ne plus présenter sous forme de crédits budgétaires des prêts aux entreprises nationalisées qui désirent poursuivre leur équipement. Notre objectif final est que les entreprises publiques, comme d'ailleurs les entreprises privées, assurent leur équipement en recourant au marché des capitaux. C'est évidemment un objectif que nous n'atteindrons pas immédiatement, mais sur lequel nous devons d'abord nous mettre d'accord, car il faudra en tirer des conséquences en ce qui concerne les dispositions qui vous sont proposées.

Nous estimons, pour notre part, qu'il faut revenir par étapes à la situation normale, c'est-à-dire au financement des investissements par le marché des capitaux et non par des ressources budgétaires telles que l'impôt. C'est d'ailleurs une manière d'inciter les entreprises à la meilleure gestion possible et d'éviter ainsi des critiques dont nous retrouvons les traces dans certains documents officiels. Si l'entreprise publique ou privée qui s'adresse au marché financier est soucieuse de faire valoir son crédit auprès du prêteur, elle est également soucieuse de la rentabilité de ses investissements car c'est seulement en choisissant les investissements rentables qu'elle peut recourir à un procédé de financement qui l'oblige à payer chaque année des intérêts et une annuité d'amortissement. Tel est donc la situation vers laquelle nous tendons.

Mais on ne peut pas, du jour au lendemain, s'en remettre au marché des capitaux, bien que nous ayons déjà fait, je tiens à l'indiquer, quelques progrès dans ce sens. Deuis le mois de juillet, où j'ai eu l'occasion d'exposer au Conseil les principes de cette politique, nous nous y sommes acheminés lentement; mais d'une façon très nette et très sûre. Ainsi, nous avons pu obtenir en novembre dernier un véritable succès pour l'emprunt de la sidérurgie et nous aurons prochainement l'occasion de renouveler une expérience de cet ordre.

Cette année, nous avons pu réussir pour les entreprises privées, qu'il ne faut pas, encore une fois, négliger au seul bénéfice des entreprises publiques, un financement d'ensemble quatre fois supérieur à celui que nous avions pu obtenir l'année dernière.

Voilà les caractéristiques du nouveau plan que nous sommes en train d'appliquer, avant de l'avoir discuté, car la vie n'attend pas les théories et il faut d'abord commencer à agir, en développant certaines catégories d'investissements privés et en développant les investissements agricoles.

J'ouvre avec plaisir cette parenthèse, d'autant que je vois dans cette assemblée M. Dulin, président de la commission de l'agriculture.

Il résulte des documents qui viennent de vous être communiqués par la commission des investissements, qui sont d'ailleurs très utiles pour apprécier les nouveaux investissements, que nous arriverons cette année-ci à un montant d'investissements agricoles de 61,6 milliards, alors que pour 1953 ils n'étaient que de 51 milliards et, en 1952, de 36 milliards. C'est donc là une augmentation de 28 milliards pour l'agriculture en deux ans et encore je ne compte pas les 12 milliards de prêts sociaux, ce qui fait en réalité 40 milliards de plus.

Vous voyez qu'il y a là au moins certaine tendance du nouveau plan, pour lequel je suis certain de rencontrer l'adhésion de la plus grande partie du Conseil.

J'en viens maintenant, à un problème qui est posé aujourd'hui: celui du financemnt des entreprises publiques.

Comme je ne peux pas, du jour au lendemain, m'en remettre à ces entreprises du soin d'émettre des emprunts en volume suffisant pour assurer le minimum d'investissements nécessaire, comme nous ne pouvons pas, M. le ministre de l'industrie et moi-même, courir le risque de voir fermer des chantiers et arrêter des travaux à un moment où, comme l'indique très justement M. le rapporteur spécial, il faut ranimer l'économie et, par conséquent, développer les investissements, j'ai prévu, à titre transitoire, une avance globale du Trésor. Cette avance représente l'aide que le Trésor peut être amené à consentir aux entreprises. Pour quoi faire ? Pour effectuer des travaux. Quels travaux ? Ceux que vous avez vérifiés et consentis et qui figurent dans le budget de l'industrie sous la double rubrique « Travaux autorisés » et « Travaux garantis », ces derniers étant plus faibles en valeur absolue.

Cette avance globale du Trésor constitue un système de transition et de relais vers le moment, que nous désirons voir venir, où les entreprises se financeront elles-mêmes et où il n'appartiendra pas au Parlement de leur dire: « il faut que vous fassiez tels ou tels travaux », Parlement et Gouvernement ayant le rôle supérieur de définir les grandes lignes de leur plan d'investissements sans entrer dans le détail des applications.

Je voudrais attirer l'attention sur ce mécanisme, car il exclut — je demande au Conseil de l'apprécier ainsi — les deux innovations que, dans une pensée que je comprends parfaitement, la commission des finances vous propose. Elle vous demande d'abord de ventiler cette avance du Trésor entre les différentes entreprises publiques.

Je vous prie instamment de ne pas suivre votre commission, car ce mécanisme c'est l'amorce de tout le système. Le Trésor a une masse de manœuvre qu'il portera sur les points les plus faibles; mais n'oublions pas que l'idée essentielle est que l'entreprise doit chercher à se financer elle-même.

Dans l'exposé des motifs, nous avons fourni une indication sur la ventilation probable de cette avance. Je vous demande de ne pas en faire une obligation car nous reviendrions au système budgétaire, que vous avez rejeté si souvent, du financement des investissements par l'impôt, ce qui ramènerait les entreprises publiques à une sorte de routine, chacune d'elle comptant sur un minimum de crédit.

Par voie de conséquence, en vous demandant de rejeter la ventilation, je vous demande également de ne pas utiliser le procédé du blocage, ne serait-ce que pour une raison de forme. Il n'a aucune signification dans ce nouveau système puisqu'il s'agit d'une avance du Trésor que nous porterons, en cas de nécessité, sur les points où le besoin s'en fera sentir. Nous ne sommes plus en présence de crédits budgétaires.

Dernière considération. Pourquoi avons-nous mis tant d'insistance, mes collègues et moi, à demander aux assemblées de terminer rapidement le vote du budget ? Ce n'est pas simplement, comme l'évoquait un journal du soir qui me compare à Zatopek — ce qui fera plaisir à M. Marrane...

M. Georges Marrane. Vous courez moins vite que lui! (*Rires.*)

M. le ministre des finances. ...parce que nous cherchons une sorte de performance sportive, cette raison ne serait pas suffisante pour que votre Assemblée et nous-mêmes nous nous soyons infligé des débats aussi denses. C'est parce que, dès les tout prochains jours, le pays va pouvoir travailler: les ministères comme les entreprises sauront de quels crédits ils disposent, quelles possibilités leur sont offertes et comment ils pourront vivre, organiser et passer normalement leurs commandes au meilleur compte.

Donc, en bloquant une avance, ce qui d'ailleurs serait techniquement peu concevable, vous iriez à l'inverse de l'objet que nous cherchons à obtenir.

Voilà pourquoi je vous demanderai, ainsi qu'à la commission des finances, de bien vouloir accepter de revenir au texte initial.

Me permettrez-vous maintenant, sans entrer dans une véritable discussion générale, de faire simplement deux ou trois observations sur les critiques que M. Pellenc, avec son esprit toujours acéré, et avec une compétence à laquelle nous rendons tous hommage, a portées à cette tribune.

M. Pellenc a fait une évaluation du déficit; certains en ont fait une autre. C'est une question assez académique, car le déficit ne s'apprécie qu'à la fin des exercices. Mais l'idée que j'ai tenu à souligner c'est qu'il n'y a pas de commune mesure

entre le déficit budgétaire, c'est-à-dire l'excès de dépenses en elles-mêmes stériles des administrations d'Etat, et ce que nous appelons « l'impasse », c'est-à-dire les avances de crédit ou de trésorerie destinées à faire construire des maisons, à réaliser des adductions d'eau, des barrages, ou d'autres opérations économiquement rentables.

Donc mon but a été, non pas de limiter l'ensemble de cette notion abstraite de déficit qui inclut la considération de tous les investissements car cela risquerait de paralyser une économie qui était, depuis un certain temps, dans un état de récession et que nous voyons seulement maintenant sortir enfin de cet état d'hibernation, mais de diminuer autant que possible — j'ai dit franchement que j'aurais aimé le faire davantage — le déficit budgétaire proprement dit de façon à reporter notre effort de trésorerie à des travaux qui trouvent en eux-mêmes à la fois leur compensation par la création de richesses qu'ils provoquent et leur possibilité d'amortissement par leur rentabilité.

Après avoir fait cette déclaration sur le déficit, je voudrais dire un mot en ce qui concerne les exportations. Je sais bien qu'il y a encore un déficit de notre balance commerciale. Il ne faut pas avoir un esprit de rigueur ou de géométrie; mais il faut aussi voir les réalités. Or, dans ce domaine, notre déficit, depuis quatre mois, représente la moitié de ce qu'il était l'année dernière et pour le mois de décembre 1953, ni le déficit a été le plus élevé depuis ces derniers mois — je parle naturellement de l'Union européenne des payements — nous arrivons à 33 millions de dollars. C'est beaucoup, mais, l'an dernier, nous étions à 70 millions de dollars. Nous sommes sur la bonne voie, même il reste un long chemin à parcourir.

Enfin je vais répondre d'un mot aux orateurs qui m'ont posé la question de l'aide financière américaine. Nous abordons ici un problème de politique générale que je ne traiterais qu'avec la discrétion qui s'impose au ministre chargé d'un département technique, si important soit-il.

Je ne peux cependant pas laisser dire ou laisser croire que la France fait une guerre qui lui a été imposée, pour obtenir des dollars. Je ne peux pas considérer que notre indépendance nationale est compromise ou que notre dignité se trouve engagée par le fait que nous recevons une aide financière qui est inférieure d'ailleurs à l'effort budgétaire que nous faisons et qui est incomparable à l'effort humain qui nous est imposé.

Il y a un point sur lequel je suis sûr d'être en pleine harmonie avec tous les membres de cette Assemblée. c'est dans le désir de voir — de même que cela s'est produit en Corée — la paix s'étendre dans le Sud-Est asiatique ou nous luttons à la fois pour elle et pour la liberté, au prix de sacrifices très douloureux. Je ne laisserai pas dire ni croire que le ministre des finances désire les voir continuer de façon à assurer l'équilibre de sa balance des comptes.

Puisque M. Pellenc, avec beaucoup d'esprit, a fait allusion à un mot fameux qui compare la France à l'homme malade de l'Europe, je vous demanderai, dans un sursaut d'amour-propre national, de répondre: non, nous ne sommes pas l'homme malade de l'Europe, mais l'homme « blessé » de l'Europe, blessé au combat. (*Applaudissements à gauche, au centre et droite.*)

M. Saller. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Saller.

M. Saller. Quelles sont les propositions du Gouvernement en ce qui concerne la discussion du deuxième plan ?

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Monsieur Saller, dès que nous aurons terminé l'examen du budget à partir de l'ouverture de la prochaine session, le Gouvernement se tiendra à la disposition des Assemblées pour fixer une date de discussion.

D'ores et déjà vous pouvez consulter le sixième rapport de la commission des investissements qui vous donne beaucoup d'éléments de documentation. Les dispositions du nouveau plan quadriennal vous seront communiquées sans doute en janvier ou février.

Pour revenir au sujet actuel de la discussion, je demande instamment au Conseil de la République de revenir au texte de l'Assemblée nationale, c'est-à-dire d'écarter le blocage et la ventilation prévus à l'état I du rapport de votre commission.

M. le président. Nous abordons la discussion de l'état I.

Je donne lecture de la ligne 1:

I. — *Energie.*

« Ligne 1. — Prêt aux Charbonnages de France et houillères de bassin, 43.600 millions de francs. »

Par amendement (n° 6), M. David et les membres du groupe comuniste proposent de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. David.

M. Léon David. Avant d'aborder le sujet de mon amendement, je voudrais dire au rapporteur, M. Pellenc, et à un certain nombre de nos collègues, qu'ils commettent certainement une erreur lorsqu'ils prétendent que les investissements des charbonnages ont servi uniquement à favoriser les mineurs. Il est même écrit dans le rapport de M. Pellenc — et M. Clavier l'a répété — que c'était « la politique de la mine aux mineurs ».

Je voudrais leur dire que, depuis six ans, 100.000 mineurs et similaires ont été licenciés dans notre pays, et que les jeunes mineurs ne sont plus embauchés, que les salaires de nombreux mineurs sont de l'ordre de 900 à 1.100 francs par jour, et que des mineurs de fond, après une tâche harassante, ont des salaires de 1.500 à 1.800 francs par jour.

J'ajouterai que si les mineurs bénéficiaient de salaires princiers, comme on a esayé de le faire croire, leur caisse de retraites ne serait pas en déficit, puisqu'elle est alimentée par une cotisation calculée sur le taux global des salaires. Si les mineurs avaient des salaires élevés, comme on a essayé de le faire croire, M. le ministre du travail, au cours de la discussion qui s'est déroulée, ici, au sujet de la caisse de retraites des mineurs, n'aurait pas indiqué qu'un déficit de 1.400 millions était prévu pour 1954.

D'autres collègues ont déclaré que les charges sociales étaient trop lourdes, et je crois que votre intention est d'accepter que, dans le cadre du pool charbon-acier, elles soient ramenées au niveau des pays où elles sont les plus basses.

Il faut que vous sachiez, enfin, qu'au point de vue social, la silicose, maladie des mineurs qui fait de gros ravages, n'est toujours pas reconnue comme maladie professionnelle et que les mineurs qui en sont atteints sont toujours considérés comme accidentés

Je ne vois donc pas comment vous pourriez expliquer aux mineurs qu'ils sont responsables, en raison des hauts salaires et des lois sociales dont ils bénéficient, de la situation de nos charbonnages.

Il était utile de rappeler ces vérités ici. Je voudrais ajouter, en réponse à M. le ministre qui a déclaré que les investissements seraient affectés surtout — peut-être même en totalité — au bassin de Lorraine, que cela laisse entendre que tous les autres bassins de France vont être sacrifiés, y compris celui du Nord. Ainsi, si vous adressez beaucoup de louanges aux mineurs — et aujourd'hui c'est le cas de nombreux collègues — vous les remerciez très mal.

M. le ministre nous a dit que les investissements seront affectés aux charbonnages de Lorraine. Je lis ici, sur un tableau de la situation dans les mines de charbon de Moselle, que malgré les grèves d'août, c'est-à-dire 12 jours de grève dans ces mines, les stocks ont augmenté de 234.000 tonnes du 1er janvier au mois de septembre 1953. Je ne comprends pas comment vous pouvez prévoir un tel développement du bassin de Lorraine alors que nous constatons à l'heure présente un tel stockage sur les carreaux des mines de cette région. Maintenant, au risque de déplaire à M. le ministre, je vais parler sur mon amendement qui porte sur la construction définitive de l'usine de Rousset.

Monsieur le ministre, hier soir, vous avez laissé entendre ici que je revenais périodiquement défendre les mineurs du bassin de Provence. Je vous dirai que je suis un peu là pour cela. Je défends les mineurs et je crois que votre déclaration d'hier soir est à l'honneur des parlementaires communistes, car si je reviens périodiquement défendre les mineurs, c'est que depuis que vous êtes au Gouvernement — et je parle aussi pour vos prédécesseurs — la situation des mineurs de ma région s'est aggravée. Elle s'est aggravée à un tel point, qu'en 1953, les mines de Provence ont chômé cinquante jours et que des puits sont menacés de fermeture.

Vous avez invoqué hier soir la qualité des charbons de Provence. Mais alors pourquoi, monsieur le ministre, envisagez-vous de faire déplacer en Lorraine 1.500 mineurs du Gard, car, dans le département du Gard, on n'extrait pas de la lignite, on extrait de la houille? Ce n'est donc pas une question de qualité.

Pourquoi, dans le Nord, des fermetures de puits sont-elles envisagées ? Pourtant dans le Nord, il n'est pas question d'extraction de lignite. Mais, si ces charbons sont de qualité inférieure — et nul ne le discute, c'est la vérité — et si c'est là la cause du chômage, d'après vos dires — je le répète, pourquoi importer des lignites allemands. Je le répéterai toujours, parce que c'est la vérité, et que, hier soir, vous-même, avez déclaré qu'en effet, on importait une certaine quantité dans la région de l'Est de lignites allemands.

Mais nous en avons discuté, car nous discutons nous aussi avec les techniciens de la mine. Ils m'ont dit que la clientèle du bassin lorrain gagnait le Centre en raison des importations allemandes dans la région de l'Est.

M. le ministre des finances. Voulez-vous me permettre de vous interrompre, mon cher collègue ?

M. Léon David. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances, avec l'autorisation de l'orateur.

M. le ministre des finances. Je voudrais évoquer une question

de procédure. J'avais cru, monsieur David, que vous aviez demandé la parole pour répondre, ce qui était votre droit, mais je vois que vous êtes en train de défendre un amendement. Or, j'ai dit que je demande le rétablissement du texte de l'Assemblée nationale sur l'état I. On devrait donc statuer sur ma demande de prise en considération de cet état, car votre amendement, portant sur le texte de la commission, nous nous trouvons en porte à faux. C'est pour cela que j'ai évoqué cette question de procédure.

Ce que je voudrais demander à M. le président, c'est de mettre d'abord aux voix ma demande de prise en considération de notre texte en ce qui concerne l'état I, car, si l'Assemblée se prononçait sur l'amendement de M. David avant d'avoir statué sur la demande du Gouvernement, il y aurait là une anomalie.

M. le président. Je vous propose une solution, monsieur le ministre. Je crois que M. David est à la fin de son intervention. Aussitôt après, le Conseil pourrait être appelé à donner son avis non pas sur son amendement, mais sur la demande que vous avez présentée au nom du Gouvernement. (*Assentiment.*)

M. le ministre des finances. J'accepte cette proposition.

M. Saller. Dans ce cas, je demanderai la parole dès la fin de l'intervention de M. David.

M. le président. La parole est à M. David, pour achever son intervention.

M. Léon David. J'en aurai d'ailleurs terminé dans un instant.

Par conséquent, l'objet de mon amendement est d'assurer l'écoulement des lignites du bassin de Provence. A cet effet, puisque la concurrence des lignites allemands ne permet pas leur écoulement normal, le groupe communiste propose la construction définitive d'une usine qui pourrait absorber un tonnage très important des lignites de Provence. Il s'agit de l'usine d'hydrogénation et de synthèse de Rousset. Ainsi, nous pallierions dans de grandes proportions le chômage. Grâce à la construction définitive de cette usine, les mineurs des Bouches-du-Rhône ne chômeraient plus. Il est lamentable pour les mineurs de Trets — vous connaissez bien la région, monsieur le ministre — et pour les paysans de la région de Peynier de voir une usine abandonnée alors qu'elle est construite à 80 p. 100 et qu'elle a déjà coûté près de 2 milliards. On a même importé et installé des machines allemandes. Tout cela est abandonné. C'est une politique antinationale. Je répète que lorsque les paysans de chez nous, lorsque les mineurs qui chôment voient cette usine dans un tel état, ils critiquent le Gouvernement et ils ont raison. Un mineur qui apporte dans sa famille 9.000 francs par quinzaine et voit une usine qui pourrait absorber presque tous les lignites extraits dans la région, ainsi abandonnée, il a raison de critiquer la politique gouvernementale. Puisque vous avez le pouvoir de ventiler les crédits qui vous sont accordés, je vous demande, monsieur le ministre, d'étudier cette question avec votre collègue le ministre de la production industrielle pour voir s'il n'est pas possible de revenir sur la construction de cette usine qui devait fabriquer des engrais azotés si utiles à notre agriculture.

Je me souviens que M. Pellenc indiquait l'année dernière dans son rapport que nous achetions au Chili des engrais azotés qui nous coûtaient fort cher du fait du change et des transports onéreux, alors que nous pourrions avoir une production nationale.

Voilà une chose à examiner de près; j'espère que, messieurs les ministres, vous mettrez tout en œuvre pour la construction de cette usine qui donnera du travail à des milliers de mineurs et assurera la prospérité d'une région. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

J'ai défendu, mesdames, messieurs, par mon intervention, en même temps mon deuxième amendement.

M. le président. Je rappelle que le vote sur l'amendement de M. David est réservé et que M. le ministre des finances a demandé, pour les états I et I *bis*, la prise en considération du texte de l'Assemblée nationale.

La parole est à M. Saller.

M. Saller. Vous venez de rappeler, monsieur le président, que M. le ministre des finances a demandé d'abord de revenir à la présentation votée par l'Assemblée nationale pour les état I et I *bis* et de supprimer le blocage prévu à l'article 36 par la commission des finances.

M. le ministre des finances a fait valoir des arguments qui, du point de vue technique, ont certainement une grande valeur mais qui ne donnent pas entière satisfaction au désir unanime manifesté par notre Assemblée de connaître les objectifs essentiels du deuxième plan quadriennal ainsi que les résultats réels du premier.

Nous voulons, sur ce point précis, présenter une proposition au Gouvernement. Elle consisterait à fournir, au cours des mois de janvier ou de février, à la commission spéciale présidée par notre excellent collègue, M. Coudé du Foresto, tous les éléments qui sont en la possession du Gouvernement et du commissariat général au plan et qui concernent à la fois le premier plan et la préparation du second plan.

Ensuite, ces éléments ayant été discutés au sein de cette commission, un grand débat serait instauré ici, au cours du mois de mars, à une date qui serait fixée ultérieurement, sur les objectifs d'expansion économique et sociale que la France doit poursuivre au cours des prochaines années.

C'est une proposition qui, je crois, est raisonnable et je demande au Gouvernement de nous faire connaître son avis.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Monsieur le président, mes chers collègues, la commission des finances a essayé de trouver, en accord avec la commission de la production industrielle et avec le Gouvernement, des modalités permettant de répondre pleinement à ses préoccupations, tout en n'entravant pas l'exercice de l'action gouvernementale en matière de réalisation du plan d'équipement.

Voici les conclusions auxquelles nous avons abouti: dès la rentrée parlementaire, les chefs des divers départements ministériels intéressés, comme l'a demandé tout à l'heure notre collègue M. Saller, fourniront à la commission spéciale que nous avons constituée sous la présidence de notre collègue, M. Coudé du Foresto, tous les éléments de travail permettant à cette commission d'étudier les programmes qui auront été établis par les divers ministres. Les membres de cette commission auront d'autre part, la faculté, chacun en ce qui concerne le rapport particulier dont il peut être chargé, ou d'après sa spécialité au sein des autres commissions de cette assemblée, de prendre contact avec les divers ministères ou les services qui en dépendent, de même qu'avec les services du plan, afin de se procurer tous les renseignements dont ils pourraient avoir besoin.

Cette commission, nantie de tous les éléments utiles, préparera des conclusions qui figureront dans un rapport dont la distribution sera faite à nos collègues et qui permettra d'instituer un débat dans le courant du mois de mars par exemple. Ce débat, qu'accepte le Gouvernement, donnera à notre Assemblée l'occasion de fixer sa position en ce qui concerne la réalisation de ce second plan de modernisation et d'équipement.

Ces dispositions — M. Longchambon vient de me les confirmer — ont l'accord de la commission de la production industrielle. M. le ministre des finances va de son côté vous confirmer l'accord du Gouvernement.

Dans ces conditions, ses préoccupations étant satisfaites, la commission des finances n'a plus à maintenir les dispositions restrictives qu'elle vous avait proposées et accepte de revenir au texte gouvernemental tel qu'il a été voté par l'Assemblée nationale.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je remercie M. Saller de sa suggestion qui est tout à fait judicieuse et à laquelle je me rallie entièrement, ainsi que M. Louvel. Je remercie également M. Pellenc. Nous sommes entièrement d'accord sur le texte, si je puis dire, quoi qu'il n'y ait pas de texte...

M. le rapporteur. Sur le protocole.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. ...le gentlemen's agreement que vient de lire M. le rapporteur de la commission des finances. Nous ne voyons, mon collègue et moi que des avantages à établir une collaboration entre la commission *ad hoc* que vous venez de désigner et les services ministériels compétents.

M. le rapporteur général. Je tiens à faire remarquer que seuls sont responsables devant le Parlement les ministres et non pas les services. Je me permets de l'indiquer au passage.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Quand je parle de collaboration avec les services, c'est naturellement avec le ministre. Tous les débats concluront nos travaux.

M. Alain Poher. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Alain Poher.

M. Alain Poher. Répondant au ministre, je tiens à faire remarquer qu'il s'agit d'un large débat de politique générale et surtout pas d'une discussion sur un rapport de commission d'enquête, monsieur Pellenc.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je serai à la disposition du Sénat, ainsi que M. Louvel pendant tout le temps nécessaire. Justement l'avantage de la procédure budgétaire que nous avons suivie, qui a quelque inconvénient pour notre capacité de résistance c'est qu'à partir du début de janvier — puisque nous sommes toujours le 31 décembre — les membres du Gouvernement pourront se consacrer à un débat substantiel et non pas reprendre indéfiniment chaque chapitre des budgets.

M. le président. Dans ces conditions, la commission est d'accord pour substituer l'état I et l'état I *bis* tels qu'ils avaient été transmis par l'Assemblée nationale, aux états I et I *bis* tels qu'ils sont présentés au Conseil par sa commission.

M. le ministre des finances. Et pour supprimer la disposition relative au blocage qui avait été introduite dans l'article!

M. le président. Cette disposition tombe du fait de la substitution

Je fais d'autre part remarquer à M. David que ses amendements disparaissent.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. L'amendement de M. David était destiné à attirer notre attention. Il a obtenu ce résultat Nous étudierons cette question, M. Louvel et moi-même.

M. Léon David. Monsieur le ministre, procédez à cette étude avec M. le ministre de l'industrie et du commerce. Celui-ci connaît bien la question et il l'a étudiée. Le résultat de ses études est jusqu'à présent négatif.

M. le ministre des finances. C'est entendu, nous allons nous livrer à cette étude.

M. Léon David. Si le résultat est le même que précédemment, nos mineurs pourront attendre! Mais nous allons engager une vigoureuse campagne avec toute la population intéressée pour qu'enfin nous ayons satisfaction.

M. le président. Je donne lecture de l'état I tel qu'il a été adopté par l'Assemblée nationale.

Etat I.

Répartition de la contribution du fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique aux investissements de divers secteurs de l'économie.

	Francs.
Agriculture	7.400.000.000
Sidérurgie	30.500.000.000
Aéroports-ports	2.000.000.000
Chimie	1.300.000.000
Industries de transformation	3.000.000.000
Tourisme	1.500.000.000
Sarre	4.000.000.000
Total	49.700.000.000

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'état I.

(*L'état I est adopté.*)

M. le président.

Etat I *bis*.

Territoires d'outre-mer et départements d'outre-mer, 20 milliards de francs.

Je mets aux voix l'état I *bis*.

(*L'état I* bis *est adopté.*)

M. le président. Nous abordons l'article 36.

M. de Villoutreys. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. de Villoutreys.

M. de Villoutreys. Mesdames, messieurs, je profite de la présence de M. le ministre des finances pour lui poser une question. J'avoue qu'elle n'est peut-être pas très à sa place dans la discussion de l'article 36 et je m'en excuse. Je voudrais demander quelles mesures le ministre compte prendre en faveur des victimes de la faillite du Crédit mutuel du bâtiment. C'est une question qui a préoccupé beaucoup de parlementaires et qui a eu ses échos jusqu'ici. M. le ministre avait promis d'étudier la question à fond dans le meilleur esprit de compréhension, et je suis sûr que nous sommes tous très curieux de savoir à quels résultats il a abouti.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Mesdames, messieurs, je réponds à M. de Villoutreys que nous avons en effet poursuivi cette étude. Je pense que nous allons arriver à mettre au point une procédure de mobilisation des créances hypothécaires du Crédit mutuel du bâtiment, qui permette de rembourser les ayants droit, les souscripteurs des contrats. Ceux-ci pourront ensuite utiliser les diverses procédures qui sont à leur disposition pour obtenir des prêts à la construction. Je ne pense pas que l'on puisse aller plus loin. Un certain nombre de souscripteurs ont demandé la reprise des contrats, mais le caractère de reprise intégrale demandé par le Parlement rend difficile l'obtention de ce résultat. L'essentiel est que les souscripteurs ne subissent pas de préjudice. C'est le but à atteindre. Dans quelques jours, je pourrai donner à M. le sénateur des renseignements complémentaires dans ce sens.

M. le président. Par amendement (n° 9), MM. Dulin et Rochereau proposent au paragraphe *a*), deuxième alinéa, de remplacer la phrase: « Les opérations placées dans la tranche optionnelle qui est constituée par la différence entre les travaux approuvés et les travaux garantis des entreprises nationales, seront engagées si celles-ci réunissent des ressources d'autofinancement et d'emprunt plus importantes que celles qui ont été prévues », par les dispositions suivantes: « Dans le cas où les entreprises nationales réuniraient des ressources d'autofinancement et d'emprunt plus importantes que celles qui ont été prévues, les crédits rendus ainsi disponibles au titre du fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique seront consacrés:

« Soit au financement de la tranche optionnelle constituée par la différence entre les travaux approuvés et les travaux garantis des entreprises nationales;

« Soit à l'augmentation des dotations prévues à l'état I ».

(Le reste sans changement.)

La parole est à M. Rochereau.

M. Rochereau. Mes chers collègues, c'était M. Dulin qui devait présenter la défense de cet amendement. A la suite des observations de M. le ministre des finances, je pense que cet amendement pourrait ne pas être soutenu.

M. le président. L'amendement n'est donc pas soutenu.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 36, en précisant que les paragraphes 6, 7 et 8, qui se référaient au blocage demandé par la commission des finances tombent et que nous retenons le texte tel qu'il était issu des délibérations de l'Assemblée nationale.

(*L'article 36 est adopté dans le texte adopté par l'Assemblée nationale.*)

M. Dulin. Je demande la parole au sujet de mon amendement.

M. le président. J'ai donné la parole à M. Dulin et à M. Rochereau, mais M. Dulin était absent.

Si vous voulez présenter des observations, vous pouvez transformer votre amendement en un article additionnel.

M. Dulin. Je présenterai un article additionnel.

M. le président. Il faudra collationner les textes.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre des finances. Cet amendement ne soulève pas d'objection de la part du Gouvernement. Nous pourrions procéder à une seconde lecture de l'article 36 que nous venons de voter, ce qui simplifiera la question.

M. le président. La deuxième délibération interviendra après le vote des articles.

« Art. 36 *bis* (nouveau). — Les Charbonnages de France, les houillères de bassin, Electricité de France, Gaz de France, la Compagnie nationale du Rhône, la Société nationale des chemins de fer français et la compagnie Air France sont, pour tous marchés à passer, d'un montant supérieur à 200 millions de francs, relatifs à l'exécution du programme des investissements autorisés par la loi, tenus d'observer des règles communes fixées par décret, ayant pour objet d'assurer le minimum de prix par la concurrence. — (*Adopté.*)

L'Assemblée nationale avait adopté un article 37, dont votre commission propose la suppression.

Mais je suis saisi de trois amendements: le premier, n° 1, de M. Longchambon, au nom de la commission de la production industrielle; le second, n° 5, de M. Rochereau; le troisième, n° 8, de M. Dulin, qui tendent tous trois à rétablir cet article dans le texte voté par l'Assemblée nationale et ainsi conçu:

« Les prêts imputés sur les sections « Equipement rural » et « Expansion économique » du fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique sont consentis sur avis du commissaire général au plan. Un rapport sur leur utilisation est présenté tous les six mois à la commission des investissements par le commissaire général au plan; ce rapport est communiqué aux commissions des finances du Parlement. »

Ces trois amendements peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

La parole est à M. Armengaud pour défendre l'amendement de M. Longchambon.

M. Armengaud. La commission de la production industrielle a demandé le rétablissement de l'article 37, voté par l'Assemblée nationale, pour permettre au commissariat au plan de s'assurer que les dépenses faites par les bénéficiaires des prêts du fonds sont bien conformes aux répartitions arrêtées par le Parlement et la commission des investissements. Le rapport que le commissariat au plan adresse aux commissions des finances des deux assemblées facilite le contrôle parlementaire de la réalisation du plan.

Il faut observer que le visa du commissariat au plan n'intervient absolument pas au stade de l'examen individuel des demandes de prêts. Il est donné tous les mois ou tous les deux mois, lorsque le ministère des finances verse aux établissements prêteurs les fonds qui leur sont nécessaires pour honorer leurs engagements.

Il s'agit donc uniquement de s'en tenir aux dispositions antérieures. Etant donné les explications de M. Pellenc tout à l'heure, se ralliant aux suggestions du Gouvernement, et de M. Saller en ce qui concerne la nécessité d'une discussion générale de la politique d'investissement et d'une politique économique, je pense qu'il est de bonne procédure de rendre au Gouvernement le moyen de contrôle et au commissariat du plan les responsabilités qu'il avait précédemment, quitte à

s'expliquer clairement avec eux sur leur politique et leurs engagements.

M. le président. La parole est à M. Dulin.

M. Dulin. Je n'ai rien à ajouter aux propos de M. Armengaud.

M. Saller. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Saller.

M. Saller. Je voudrais qu'il soit précisé — je pense que M. le ministre des finances nous donnera cette précision — qu'il s'agit pour le commissariat général du plan d'un examen général des propositions qui sont faites, et non pas d'un examen détaillé.

M. le ministre des finances. C'est bien cela, monsieur Saller.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte ces amendements.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances. Le Gouvernement n'y fait pas d'objection.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'article 37, dont la reprise dans le texte de l'Assemblée nationale est demandée par les trois amendements qui viennent de faire l'objet d'une discussion commune, amendements acceptés par la commission et par le Gouvernement.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 37 est rétabli dans le texte de l'Assemblée nationale.

« Art. 38. — Les conventions passées, en application du décret n° 48-1597 du 1er octobre 1948 modifié par le décret n° 49-684 du 17 mai 1949, entre le ministre des finances et une entreprise, un organisme ou une collectivité bénéficiaire des prêts du fonds de modernisation et d'équipement sont applicables de plein droit aux prêts qui pourront être consentis à cette même entreprise, à ce même organisme ou à cette même collectivité sur les ressources du fonds de construction d'équipement rural et d'expansion économique. » — *(Adopté.)*

« Art. 39. — Les dispositions des quatrième et cinquième alinéas de l'article 12 de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 modifié par l'article 10 de la loi n° 43-482 du 8 avril 1949 sont applicables aux avances et aux prêts consentis sur les ressources du fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique. » — *(Adopté.)*

« Art. 40. — Le fonds de prêts destiné à favoriser l'accroissement de la productivité créé par l'article 2 du décret n°53-656 du 30 juillet 1953 dans les écritures du fonds de modernisation et d'équipement constituera, à compter du 1er janvier 1954, une section du fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique. Les opérations du fonds de prêts continueront, dans le cadre du nouveau compte spécial, à être régies par les dispositions du décret du 30 juillet 1953 précité. » — *(Adopté.)*

« Art. 41. — L'article 25 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 est remplacé par les dispositions suivantes:

« Le Gouvernement est autorisé à donner par décret pris sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat aux affaires économiques et du ministre technique intéressé, la garantie de l'Etat aux emprunts émis ou contractés par les établissements et entreprises qui contribuent à la réalisation du plan de modernisation et d'équipement de la métropole ou du plan de développement économique et social des départements et territoires d'outre-mer.

« Il pourra, en application d'une convention à passer avec cet établissement, charger le Crédit national de toute mission d'étude préalablement à l'octroi de la garantie de l'Etat ou à la modification des conditions d'une garantie déjà donnée.

« Lorsque la garantie de l'Etat sera subordonnée à une affectation hypothécaire ou à un nantissement, les actes de constitution d'hypothèque ou de nantissement, ainsi que les actes de mainlevée, seront signés pour le compte de l'Etat par le directeur général du Crédit national ou son représentant qualifié. »

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre des finances. Je voudrais demander au Conseil de la République de reprendre le texte présenté par l'Assemblée nationale parce que la procédure du décret me paraît un peu lourde pour donner la garantie de l'Etat aux emprunts émis par les établissements ou les entreprises. Autant cette procédure est utile pour les lettres d'agrément — c'est ce qui est prévu dans l'article 43, auquel je ne fais pas d'objection — autant je crois que la procédure des arrêtés suffit en la matière.

Je demande au Conseil de la République de reprendre le texte de l'Assemblée nationale sur ce point.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission des finances a désiré introduire cette procédure du décret parce que c'est une procédure plus solennelle pour des prêts, qui — nous en avons eu, malheureusement l'exemple — dans bien des cas, ont conduit à de nombreux mécomptes pour le Trésor. Véritablement, je ne crois pas que ce soit là une complication, un alourdissement de la procédure et je demanderai donc à M. le ministre d'accepter le texte de la commission.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. C'est une procédure bien lourde. Il s'agit de donner la garantie de l'Etat à des emprunts qui constituent le fonctionnement même du système. Ce n'est pas un obstacle insurmontable, mais pourquoi faire un décret chaque fois. Je parle en complet accord avec le ministre de l'industrie et du commerce. Il n'y a pas lieu d'alourdir cette procédure. Nous allons vers la souplesse, vers le recours normal au marché des capitaux et nous préférons donner des garanties d'emprunts que donner des crédits: ce n'est pas nous qui fournissons l'argent.

Pourquoi faire un décret chaque fois ? C'est de la gestion courante du ministère des finances. Je demande au Conseil de la République le retour au texte initial de l'article 41.

La question est autre pour ce qui touche à l'article 43, car, avec les lettres d'agrément, on peut craindre des abus, bien que j'aie créé une commission du contrôle des lettres d'agrément de façon à éviter certaines erreurs. Mais, pour l'article 41, je demande à la commission de ne pas insister et au Conseil de rétablir le texte initial.

M. le président. La commission maintient-elle son texte ?

M. le rapporteur. Si, comme je l'ai demandé à M. le ministre des finances, il est entendu que ces arrêtés doivent être publiés au *Journal officiel*, la commission ne voit aucun inconvénient à donner son acceptation au retour du texte du Gouvernement.

M. le ministre des finances. En général, les arrêtés sont publiés au *Journal officiel*. Ce sont des arrêtés pour autoriser des garanties d'emprunt; ils suivront la règle normale, cela se fait d'une façon absolument courante et ils seront soumis à tous les contrôles nécessaires.

M. le rapporteur. Traduisant l'opinion de la commission des finances, je veux que M. le ministre déclare nettement que ces arrêtés seront publiés au *Journal officiel*.

M. le ministre des finances. Si vous voulez.

M. le rapporteur. Je ne veux pas prolonger la discussion, mais nous avons actuellement pour plus de 6 milliards de garanties données par l'Etat à des entreprises, dont certaines ont fait faillite, dans des conditions qui n'ont permis aucun contrôle parlementaire parce qu'il n'y a jamais eu de publication de ces arrêtés. Il faudrait, bien entendu, que ces arrêtés soient publiés au *Journal officiel*.

M. le ministre des finances. Je veux bien les publier, mais ce n'est pas des mêmes prêts qu'il s'agit, puisque c'est l'article 43, qui joue dans ce cas. Toutefois, j'accepte, si cela convient à M. Pellenc, que les arrêtés soient publiés au *Journal officiel*.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le texte de l'article 41, tel qu'il a été voté par l'Assemblée nationale, texte accepté par la commission des finances.

(L'article 41, dans ce texte, est adopté.)

M. le président. « Art. 42. — A compter de la promulgation de la présente loi, aucune garantie nouvelle de l'Etat ne pourra plus être donnée en application de la loi du 23 mars 1941 relative au financement de la fabrication des produits nécessaires aux besoins du pays, validée et modifiée par l'ordonnance du 1er septembre 1945.

« Les arrêtés intervenus en application de la loi du 23 mars 1941 et les contrats passés conformément à son article 5 restent en vigueur; ils pourront être modifiés dans les formes prévues par ladite loi pour tout objet autre que l'augmentation du montant des capitaux garantis. » — *(Adopté.)*

« Art. 43. — La faculté donnée au Gouvernement d'accorder des lettres d'agrément en application de la loi du 12 septembre 1940, validée et modifiée par l'ordonnance du 3 mai 1945, est prorogée au delà du 31 décembre 1953.

« A dater de la publication de la présente loi, l'octroi des lettres d'agrément est subordonné, lorsque ces lettres comportent une garantie de l'Etat, à une autorisation donnée par décret pris sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat aux affaires économiques et du ministre technique intéressé, définissant les caractéristiques des opérations envisagées et l'étendue de la garantie de l'Etat. » — *(Adopté.)*

« Art. 44. — Les entreprises, organismes et collectivités qui émettront en 1954 des emprunts pour l'exécution du plan de modernisation et d'équipement pourront recevoir des bonifications d'intérêts pour le service de ces emprunts; l'intérêt laissé à la charge de l'emprunteur ne saurait être inférieur à 5 p. 100, ce taux étant ramené à 4,5 p. 100 pour les emprunts des entreprises sidérurgiques et des charbonnages. » — *(Adopté.)*

« Art. 45. — Les bonifications d'intérêt visées à l'article 44 ci-dessus pourront également être accordées aux emprunts

contractés en 1954 pour le financement d'installations industrielles décentralisées agréées par le ministre de la reconstruction et du logement dans le cadre de l'aménagement national du territoire. » — (*Adopté.*)

« Art. 46. — Pour l'année 1954, les bonifications d'intérêts instituées par l'article 30 de la loi n° 49-310 du 8 mars 1949 et l'article 11 de la loi n° 51-650 du 24 mars 1951 sont applicables aux emprunts émis ou contractés, dans la limite de deux milliards de francs, par les organismes d'habitations à loyer modéré et les sociétés de crédit immobilier.

« Sont également bonifiables dans les mêmes conditions, mais sans limitation de somme, les prêts accordés à ces organismes ou sociétés en vertu de l'article 1er de la loi du 20 juillet 1895 modifié en dernier lieu par l'article 1er de la loi n° 50-736 du 24 juin 1950. » — (*Adopté.*)

« Art. 47. — Les caractéristiques des prêts attribués par l'Etat, dans le cadre de la législation sur les habitations à loyer modéré, au titre des autorisations de programmes accordées à partir de 1954, seront fixées par arrêtés du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de la reconstruction et du logement. »

Par voie d'amendement (n° 12), M. Marrane et les membres du groupe communiste proposent de compléter cet article par les dispositions suivantes:

« Après avis des commissions intéressées à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République. »

La parole est à M. Marrane.

M. Georges Marrane. Mesdames, messieurs, j'ai demandé que l'on ajoute à cet article les mots: « après avis des commissions intéressées à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République ».

En effet, il y a déjà un précédent où le régime des prêts accordés aux organismes d'habitations à loyer modéré a été modifié sans que la commission interministérielle des prêts ait été consultée.

Je crois d'ailleurs que, dans des questions comme celle-là, alors qu'il s'agit de lois votées pour favoriser le développement de la construction pour les familles laborieuses, il serait élémentaire que, lorsqu'on change les conditions d'attribution de ces prêts, les commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République soient consultées.

C'est pourquoi, je demande au Conseil de la République de vouloir bien voter mon amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission n'a pas d'objection à formuler.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances. Ce n'est absolument pas nécessaire. Ce ne serait même plus du gouvernement d'assemblée, cela deviendrait de l'administration d'assemblée. Quel que soit mon respect pour les assemblées, je vous demande de ne pas nous obliger à consulter les commissions chaque fois que nous modifions le règlement des prêts. C'est insensé, je m'excuse de le dire.

M. Georges Marrane. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Marrane.

M. Georges Marrane. J'insiste pour qu'on vote mon amendement, parce que, précisément dans cette assemblée, lorsque nous avons discuté l'autre jour des questions qui intéressent les collectivités locales, la gestion des habitations à loyer modéré est garantie et donc contrôlée par des organismes locaux. Avant que soient changées les conditions d'attribution de prêts sur lesquels sont établis de nombreux projets par des organismes locaux et départementaux, et même, maintenant, par des sociétés d'économie mixte, il est élémentaire de recueillir les avis autorisés. Je crois qu'une certaine stabilité doit exister et les organismes doivent savoir à quoi ils sont astreints avant d'établir leurs projets non seulement pour connaître les prix de revient, mais à cause des charges financières et des conditions de gestion.

C'est pourquoi j'insiste auprès de l'Assemblée pour que mon amendement soit voté.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. J'insiste, au contraire, auprès de l'assemblée, pour qu'il ne le soit pas.

Autant j'ai accepté, ainsi que mon collègue, de venir bientôt, pour un grand débat, d'ouvrir notre documentation aux membres des commissions compétentes, autant j'insiste pour que le Gouvernement conserve ses prérogatives, ce qui est la seule manière pour lui de garder ses responsabilités. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

Sinon, dans le cas où le rendement des emprunts ne se révélerait pas satisfaisant, on ne manquerait pas de dire que c'est parce que vous avez donné des avis inexacts.

Je vous demande de laisser le Gouvernement gouverner, dans la mesure où il pourra le faire.

M. le président. Quelqu'un demande-t-il encore la parole ?...

Je vais mettre aux voix l'amendement.

M. Georges Marrane. Je demande un scrutin.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de scrutin présentée par le groupe communiste.

Le scrutin est ouvert.

(*Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.*)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre de votants	312
Majorité absolue	157
Pour l'adoption	71
Contre	241

Le Conseil de la République n'a pas adopté.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 47.

(*L'article 47 est adopté.*)

M. le président. « Art. 48. — Le montant maximum des emprunts que la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien est autorisé à émettre en 1954 avec la garantie de l'Etat pour la couverture de ses dépenses de premier établissement est fixé à 392 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Art. 49. — Le montant maximum des emprunts que la Compagnie des câbles sud-américains est autorisée à émettre en 1954 avec la garantie de l'Etat pour la couverture de ses dépenses exceptionnelles de remise en état et de développement de son réseau est fixé à 240 millions de francs. Cette garantie sera donnée par décret pris sur le vu du rapport de la commission d'experts dont la création est décidée par l'article 4 de la présente loi. » — (*Adopté.*)

« Art. 50. — Le montant maximum des emprunts que l'aéroport de Paris est autorisé à émettre en 1954 avec la garantie de l'Etat pour la couverture de ses dépenses de premier établissement est fixé à 4.100 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Art. 51. — Dans la limite d'un montant maximum de 90 millions de francs, le ministre des finances est autorisé à donner la garantie de l'Etat aux emprunts qui seront contractés par l'organisation de l'aviation civile internationale (O. A. C. I.) pour l'acquisition d'un immeuble destiné à l'installation à Paris de ses services européens. Le service des intérêts de ces emprunts sera pris en charge par l'Etat. » — (*Adopté.*)

« Art. 51 *bis* (nouveau). — Le montant des emprunts que l'Alliance française est autorisée à contracter avec la garantie de l'Etat est porté de 250 à 400 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Art. 52. — Les dispositions de l'article 35 de la loi n° 49-1040 du 1er août 1949 sont applicables à la Compagnie nationale du Rhône. » — (*Adopté.*)

« Art. 53. — A dater du 1er janvier 1954, les annuités allouées à certaines sociétés de production et de transport d'énergie électrique en vertu de conventions passées en application des articles 120 à 123 de la loi de finances du 31 mars 1931 en vue d'alléger la charge en intérêt des emprunts contractés par ces entreprises cesseront d'être versées à ces sociétés. Cesseront à la même date les redevances versées par les organismes susvisés à titre de remboursement desdites annuités.

« Dans le cas où les annuités dont il s'agit ont été mobilisées auprès de caisses publiques, les entreprises intéressées devront se substituer à l'Etat pour assumer la charge des annuités restant à verser à ces caisses. » — (*Adopté.*)

« Art. 53 *bis*. — Les projets de répartition générale des crédits du fonds spécial d'investissement routier sont communiqués au commissaire général du plan. Un rapport sur l'utilisation de ces crédits est présenté tous les six mois à la commission des investissements par le commissaire général du plan; ce rapport est communiqué aux commissions des finances du Parlement. »

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Cet article 53 *bis* nous paraît inutile, puisqu'il a pour objet de soumettre la répartition générale des crédits du fonds spécial d'investissements routiers au commissaire général du plan.

Nous sommes en dehors du sujet et aussi bien M. le ministre de l'industrie et du commerce que moi-même estimons qu'il est inutile. Je demande au Conseil de la République de bien vouloir l'écarter.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte cette suppression.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, l'article 53 *bis* est supprimé.

Par voie d'amendement (n° 16), M. Boivin-Champeaux propose d'insérer un article additionnel 54 (nouveau) ainsi conçu:

« Les dispositions de l'article 26 de la présente loi sont étendues aux collectivités locales. »

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commision demande de rattacher cet amendement à l'article 26 qui doit venir en seconde lecture.

M. le président. Cet amendement serait donc rattaché à l'article 26. (*Assentiment.*)

Nous arrivons à la seconde délibération demandée par la commision des finances, conformément à l'article 56 du règlement, et qui est de droit.

Monsieur le rapporteur, sur quel article porte cette seconde délibération?

M. le rapporteur. Sur l'état B, ensuite sur les articles 26, 36, 37 et 44.

M. le président. Nous allons donc procéder à la seconde lecture de l'article 26.

J'en rappelle la teneur:

« Art. 26. — Les dispositions de l'article 4 du décret n° 53-874 du 22 septembre 1953, modifié par le décret n° 53-963 du 30 septembre 1953, relatif à la location-gérance de fonds de commerce ne sont pas applicables aux établissements de crédit à statut légal spécial dont l'objet social est de consentir des prêts à moyen et long terme aux entreprises industrielles et commerciales. »

L'amendement n° 16 de M. Boivin-Champeaux, rattaché à cet article à la demande de la commission, tend à le compléter par l'alinéa suivant:

« Les dispositions du présent article sont étendues aux collectivités locales. »

La parole est à M. Boivin-Champeaux.

M. Jean Boivin-Champeaux. Mesdames, messieurs, le Conseil sait que des décrets des 22 et 30 septembre 1953 ont sévèrement réglementé la location-gérance. L'article 4 du décret du 22 septembre, modifié par celui du 30 septembre, décide que: « Ne peuvent donner leur fonds en location-gérance que les personnes physiques ou morales ayant depuis plus de 7 années exploité une entreprise commerciale ». L'article 26 excepte de cette réglementation certains établissements de crédit qui n'auraient pas pu satisfaire à cette obligation. Mais d'autres personnes morales ne pourront pas y satisfaire: ce sont les collectivités locales.

Vous savez que certaines villes qui exploitent des bains-douches, des casinos ou des hôtels peuvent avoir intérêt à user de la location-gérance, plutôt que de telle ou telle forme de contrat. Je ne crois pas du reste que le décret sur la location-gérance ait été fait pour s'appliquer à des cas de ce genre. Mais du moment qu'une exception est prévue dans la loi à l'article 26, il me paraît que pour éviter des difficultés ultérieures, il vaut mieux mentionner que les collectivités locales, elles aussi, seront exceptées de cette réglementation. C'est pour cette raison que je demande au Conseil de la République d'adopter mon amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte l'amendement.

M. le ministre des finances. Le Gouvernement l'accepte également.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement, accepté par la commission et le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 26, ainsi complété.

(*L'article* 26, *ainsi complété, est adopté.*)

M. le président. Nous arrivons à la seconde délibération sur l'état B.

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. En ce qui concerne l'état B, le fonds forestier national avait été, dans les propositions initiales du Gouvernement, budgétisé et incorporé au budget de l'agriculture. L'Assemblée nationale n'a pas suivi le Gouvernement et a débudgétisé ce fonds, pour le rattacher aux comptes spéciaux du Trésor. Le Conseil de la République a suivi l'Assemblée nationale, mais il se trouve que dans l'état B, qui a été soumis à votre examen dans le rapport que j'ai déposé, certaines indications ont été oubliées. Du moment que ce fonds forestier national devient un compte spécial du Trésor, il faut prévoir le report du solde créditeur de la fin de l'année 1953. Il convient alors de modifier le paragraphe 8° qui s'intitulait: « Prélèvements sur les ressources affectées n'ayant pas donné lieu antérieurement à l'ouverture de crédits », et de lui substituer l'appellation: « Report du solde créditeur au 31 décembre 1953 ». De même il faut substituer au chiffre de 2.900 millions celui de 6 milliards de francs. Le total des recettes se trouve ainsi porté à 9.300 millions. En ce qui concerne les dépenses, du fait de la restitution aux comptes spéciaux du Trésor du fonds forestier national, il faut, au chapitre 3: « Personnel », substituer au mot « mémoire » le chiffre de 306 millions de francs.

Enfin, au chapitre 7: « Versement au fonds de réserve », il conviendra de faire figurer le chiffre de 3.100 millions.

Le total apparaîtra ainsi au chiffre de 9.300 millions de francs.

M. le ministre des finances. J'accepte les conclusions de la commission des finances.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les propositions de la commission des finances, tendant à inscrire dans les recettes prévues pour le fonds forestier national un paragraphe 8°: « Report du solde créditeur au 31 décembre 1953, 6 milliards de francs », dans les dépenses, au chapitre 3: « Personnel », le chiffre de 306 millions de francs, et au chapitre 7: « Versements au fonds de réserve », 3.100 millions de francs.

(*Ces propositions sont adoptées.*)

M. le rapporteur. En conséquence l'article 2 se trouve modifié, le nouveau total ressortant à 275.245 millions de francs.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2 avec le chiffre de 275.245 millions de francs.

(*L'article* 2, *avec ce chiffre, est adopté.*)

M. le président. Nous arrivons à la seconde délibération sur l'article 36.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Comme le prévoyait l'amendement de M. Dulin, accepté par le Gouvernement, il suffit, au paragraphe *a*), deuxième alinéa, de remplacer la phrase:

« Les opérations placées dans la tranche optionnelle qui est constituée par la différence entre les travaux approuvés et les travaux garantis des entreprises nationales, seront engagées si celles-ci réunissent des ressources d'autofinancement et d'emprunt plus importantes que celles qui ont été prévues », par les dispositions suivantes:

« Dans le cas où les entreprises nationales réuniraient des ressources d'autofinancement et d'emprunt plus importantes que celles qui ont été prévues, les crédits rendus ainsi disponibles au titre du fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique seront consacrés:

« Soit au financement de la tranche optionnelle constituée par la différence entre les travaux approuvés et les travaux garantis des entreprises nationales;

« Soit à l'augmentation des dotations prévues à l'Etat I ».

(Le reste sans changement).

M. le président. Personne ne demande la parole sur la nouvelle rédaction de l'article 36 ?...

Je mets aux voix l'article 36, ainsi modifié.

(*L'article* 36, *ainsi modifié, est adopté.*)

M. le président. Nous procédons également à une deuxième lecture de l'article 37.

M. le rapporteur. Le Gouvernement demande que l'on revienne à la position de la commission des finances. Dans le vote accéléré auquel nous avons procédé il avait échappé à cette dernière qu'elle avait supprimé cet article à la suite de considérations que le rapporteur général lui avait fait valoir.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Cette formalité alourdit la procédure et le Gouvernement s'était rallié à la position de la commission des finances. Tout à l'heure il nous avait échappé que ce texte était repris par amendement. C'est pourquoi, puisqu'il est procédé à une deuxième lecture, M. le ministre de l'industrie et du commerce et moi-même nous serions favorables à sa suppression, comme la commission des finances.

M. Dulin. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Dulin.

M. Dulin. Nous avons précisé qu'il s'agissait seulement d'un contrôle de masse budgétaire. Il n'y a rien de changé avec ce qui existe actuellement. La commission désire que le commissaire au plan donne son visa. Mais il est bien entendu qu'on n'entrera pas dans le détail. Il s'agit seulement de la masse, comme il a toujours été convenu et comme cela existe actuellement.

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation ?...

Je rappelle que les amendements, identiques, de MM. Dulin, Rochereau et Longchambon, tendent à rétablir l'article 37 du texte de l'Assemblée nationale, ainsi conçu:

« Art. 37. — Les prêts imputés sur les sections: « Equipement rural » et « Expansion économique » du fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique sont consentis sur avis du commissaire général au plan. Un rapport sur leur utilisation est présenté tous les six mois à la commission des investissements par le commissaire général au plan; ce rapport est communiqué aux commissions des finances du Parlement. »

Je mets ces amendements aux voix.

(*Ces amendements sont adoptés.*)

M. le président. En première lecture le Conseil de la République a adopté un article 44 ainsi conçu:

« Art. 44. — Les entreprises, organismes et collectivités qui

émettront en 1954 des emprunts pour l'exécution du plan de modernisation et d'équipement pourront recevoir des bonifications d'intérêts pour le service de ces emprunts; l'intérêt laissé à la charge de l'emprunteur ne saurait être inférieur à 5 p. 100, ce taux étant ramené à 4,5 p. 100 pour les emprunts des entreprises sidérurgiques et des charbonnages. »

La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Cet article comporte une modification qui m'a échappé tout à l'heure et que j'ai laissé passer. Il étend aux charbonnages un taux préférentiel de 4,5 p. 100, taux adopté pour la sidérurgie. Or, les conditions ne sont absolument pas les mêmes. En effet, les conventions avec la sidérurgie sont anciennes et elles concernent des entreprises privées.

Pour les charbonnages la durée des emprunts n'est pas la même. Ils bénéficient de prêts très importants du fonds de modernisation et d'équipement — relativement beaucoup plus importants que ceux de la sidérurgie — et ils vont recevoir des dotations en capital. C'est donc par le biais d'une dotation en capital que seront allégées les charges des charbonnages et que leur situation financière pourra être améliorée.

Cet amendement avait été déposé à l'Assemblée nationale et je lui avais opposé l'article 48 du règlement. Comme je vois que cette rédaction a été reprise par le Conseil de la République, je voudrais demander à la commission des finances de l'écarter, sans quoi je serais obligé d'opposer l'article 47 par analogie des motifs qui m'avaient déterminé devant l'Assemblée nationale.

M. Armengaud. Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Armengaud pour un rappel au règlement.

M. Armengaud. L'article 47 n'est applicable que dans la mesure où il s'agit de suppression d'une recette existante. Or, en la circonstance, que dit ce texte ?

Il autorise le Gouvernement à diminuer éventuellement l'intérêt de l'emprunt, qui est normalement de 5 p. 100, à 4 p. 100 lorsqu'il s'agit des entreprises sidérurgiques ou des charbonnages. Mais ce n'est pas là une obligation. C'est un droit que l'on donne au Gouvernement, droit qu'il peut exercer ou non. L'article dit clairement: « L'intérêt laissé à la charge de l'emprunteur ne saurait être inférieur à 5 p. 100 », mais le Gouvernement est autorisé à le ramener à 4,5 p. 100 pour les emprunts des entreprises sidérurgiques et des charbonnages.

Par conséquent, s'agissant d'une faculté et non pas d'une obligation, l'article n'est pas générateur de dépenses; il ne porte pas non plus suppression de recette. Dans ces conditions, je renonce à l'application de l'article 47.

M. le ministre des finances. Si M. Armengaud l'entend ainsi, je renonce à l'application de l'article 47.

M. le président. Quelqu'un demande-t-il encore la parole ?...

Je mets aux voix l'article 44.

(*L'article 44 est adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

Conformément à l'article 72 du règlement, il y a lieu de procéder à un scrutin public.

Le scrutin est ouvert.

(*Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.*)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre de votants	308
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République	160
Pour l'adoption	237
Contre	71

Le Conseil de la République a adopté.

Conformément à l'article 57 du règlement, acte est donné de ce que l'ensemble de l'avis a été adopté à la majorité absolue des membres composant le Conseil de la République.

Le Conseil voudra sans doute suspendre sa séance pendant quelques instants. (*Assentiment.*)

La séance est suspendue.

(*La séance, suspendue à dix-huit heures vingt minutes, est reprise à dix-huit heures quarante minutes.*)

M. le président. La séance est reprise.

— 54 —

BUDGET DU MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Discussion immédiate et adoption d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. Je rappelle au Conseil de la République que la commission des finances a demandé la discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances et des affaires économiques pour l'année 1954 (III. — Affaires économiques) (nos 707 et 711, année 1953).

Le délai prévu par l'article 58 du règlement est expiré.

En conséquence, je vais appeler le Conseil de la République à statuer sur la procédure de discussion immédiate.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

La discussion immédiate est ordonnée.

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur de la commission des finances.

M. Alric, *rapporteur de la commission des finances.* Monsieur le ministre, mes chers collègues, ainsi donc, pour la deuxième fois, je suis conduit à vous rapporter, au nom de la commission des finances, le budget des affaires économiques.

Vous savez qu'après le premier vote, l'Assemblée nationale n'a pu reprendre son premier texte à la majorité absolue. En conséquence, le Gouvernement a déposé devant elle un nouveau projet reprenant dans ses grandes lignes le texte même que nous avions voté, article par article.

Votre commission des finances s'est réjouie que le texte que nous avions mis ainsi sur pied ait pu servir en quelque sorte de texte transactionnel, en permettant de réaliser par ce biais une sorte de navette imprévue. J'espère que nous pourrons aller jusqu'au bout et élaborer un texte qui donne satisfaction à peu près à tout le monde.

La commission des finances de l'Assemblée nationale, après avoir examiné notre texte, l'avait accepté presque dans son intégralité. Les seules remarques qu'elle avait faites tendaient à préciser que la variation de la taxe que nous avions proposée et qu'elle avait intégralement admise pourrait être réalisée par paliers. Nous avions peut-être omis de le préciser explicitement, mais c'était tout à fait dans nos intentions. Bien entendu, on pouvait fixer la taxe à tous les taux intermédiaires entre 0,50 et 0,75, ainsi que nous l'avions prévu.

Elle a aussi supprimé le délai de trois mois que nous avions prévu dans notre texte, non pour ralentir, mais au contraire pour accélérer. Nous nous rallions à ces diverses remarques.

Je dois vous dire aussi qu'il y a une modification dans la composition du comité. La commission des finances avait ajouté quatre députés de plus. Bien entendu, comme cela la concerne, nous-mêmes nous n'y voyons aucun inconvénient, et nous avons accepté cette modification comme les autres.

Une autre modification, plus importante, porte sur les variations possibles du taux de la taxe. Je vous rappelle que nous avions admis un taux de 0,50 à 0,75, et que la commission des finances de l'Assemblée avait repris ces chiffres. L'Assemblée nationale les a modifiés pour les porter à 0,75, limite inférieure, et à 1, limite supérieure; elle pense donc qu'il faut d'ores et déjà, sans attendre les décisions du comité, porter immédiatement la taxe à 0,75, avec possibilité d'aller jusqu'à 1 p. 100 si le comité l'exige.

Vous savez que j'avais particulièrement insisté, lors de la première discussion, sur le fait que nous cherchions par cette étude un apaisement réel et je ne suis pas le seul à l'avoir demandé. Notre collègue Capelle a aussi insisté sur ce point. Nous voudrions, non pas adopter une solution de compromis immédiat, mais créer quelque chose qui évite de recommencer indéfiniment des discussions de cet ordre et nous avons tous mis beaucoup d'espoir dans l'institution de ce nouveau comité élargi. De ce côté là, du reste, nous n'avons eu aucune critique et nous sommes extrêmement satisfaits de voir que tout le monde l'a accepté.

Si ce comité fait le travail que nous espérons, c'est-à-dire s'il étudie la répartition dont il est chargé, il doit évidemment être entendu que celle-ci implique une connaissance profonde des problèmes et une appréciation exacte des besoins.

Cette étude préalable par un comité élargi — dont personne ne pourra plus contester la compétence — permettra d'élaborer des mesures de nature à être admises par tout le monde.

Ce serait en effet une erreur fatale à cet apaisement que nous souhaitons de décider *a priori* de l'augmentation du taux de la taxe. Il nous a donc semblé que cette solution était vraiment la clé, la source de l'apaisement recherché et c'est pourquoi la commission des finances a maintenu fermement le taux de 0,50 p. 100.

Ceci dit, nous avions envisagé — et la commission, je vous l'ai dit dans mon rapport, ne s'y est pas ralliée, il est évident que ce taux est moins grave — de revenir au taux de 0,75 p. 100 parce que ce taux nous semble suffisant, mais cette fixation n'a pas du tout le même caractère que le taux inférieur. La commission des finances, par ma voix, est ferme sur ce taux inférieur parce qu'une modification changerait complètement le principe que nous avons admis.

Si la commission est ferme sur ce taux de 0,50 p. 100, son attitude sur le taux de 1 p. 100 est moins intransigeante. Je crois avoir bien fait comprendre la position de la commission des finances, qui considère que le taux de 0,50 p. 100 traduit le principe même de cet apaisement. Quant au taux de 0.75 p. 100 le conseil pourra juger.

Je n'ai pas besoin de m'appesantir sur les autres questions. Un article a été disjoint. Le Conseil appréciera s'il doit le rejeter. Je crois que je me suis fait comprendre et vous demande de passer à la discussion des articles. (*Applaudissements au centre, à droite et sur quelques bancs à gauche.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?

La discussion générale est close.

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion des articles du projet de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion des articles.*)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1er :

« Art 1er. — Il est ouvert au ministre des finances et des affaires économiques, au titre des dépenses ordinaires du budget des finances et des affaires économiques (III. — Affaires économiques.) pour l'exercice 1954, des crédits s'élevant à la somme de 72.536.875.000 francs.

« Ces crédits s'appliquent :

« A concurrence de 7.014.774.000 francs, au titre III : « Moyens des services » ;

« Et à concurrence de 65.522.101.000 francs, au titre IV : « Interventions publiques »,

conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi ».

L'article premier est réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état A annexé.

Je donne lecture de cet état :

Finances et affaires économiques.

III. — AFFAIRES ECONOMIQUES

TITRE III. — MOYENS DES SERVICES

1re *partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.*

« Chap. 31-01. — Administration centrale. — Rémunérations principales, 310.829.000 francs. »

Par amendement (n° 6) M. Durand-Réville propose de réduire ce crédit de 1.000 francs.

La parole est à M. Durand-Réville.

M. Durand-Réville. Mesdames, messieurs, si j'ai déposé un amendement tendant à réduire, à titre indicatif, de 1.000 francs le crédit proposé au chapitre 31-01 du budget des affaires économiques, c'est pour appeler l'attention de M. le ministre sur les répercussions d'une mesure d'ordre financier qui vient d'être décidée par ses services et qui me paraît susceptible d'amener un ralentissement de nos exportations.

Les exportateurs qui achètent des marchandises destinées à l'exportation sont, en exécution de l'article 269-2 du code général des impôts, dispensés du payement de la taxe à la production, sous réserve de produire des attestations en double exemplaire, dont l'un leur est remis après visa et le second conservé dans leur dossier par le service des contributions indirectes. Lesdites attestations étaient jusqu'ici libellées, à titre général, pour un montant indéterminé.

Or, un avis aux exportateurs, publié dans le bulletin d'information du service de documentation fiscale du 1er décembre, précise qu' « à compter du 1er janvier 1954, ces attestations devront être établies pour chaque commande et comporter l'indication du prix et de la quantité des produits pour lesquels la livraison en franchise est demandée ».

Il semble peu opportun, au moment où le Gouvernement manifeste l'intention de simplifier, dans toute la mesure possible, les formalités administratives, d'introduire cette complication nouvelle, qui risque d'entraver les opérations d'exportation. Je serais reconnaissant à M. le ministre des finances et des affaires économiques de bien vouloir envisager de revenir à la forme antérieure, beaucoup plus libérale. Si des fraudes ont été commises, il paraît possible de punir sévèrement les fraudeurs sans apporter une gêne supplémentaire à l'exercice de la profession des exportateurs honnêtes.

D'après des renseignements obtenus auprès du service de législation du chiffre d'affaires à la direction générale des impôts, une circulaire serait en préparation, aux termes de laquelle les attestations ainsi exigées des exportateurs, à chaque commande, pourraient être remplacées par une caution conjointe et solidaire, déjà prévue pour le producteur par l'instruction n° 123-B du 28 avril de la direction générale des contributions indirectes. L'institution de cette caution à la charge des exportateurs ne serait pas plus opportune car, en leur imposant une charge nouvelle, elle ne pourrait que conduire à une augmentation de leurs prix de vente et à un ralentissement de nos exportations.

M. Bernard Lafay, *secrétaire d'Etat aux affaires économiques.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques.

M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques. Je voudrais répondre à M. Durand-Réville que cette circulaire émanant de la direction générale des impôts avait surtout pour objet d'éviter les fraudes. Néanmoins, si cette circulaire devait gêner le commerce extérieur, son application en serait certainement différée. Une commission examine depuis quelques jours cette question ; je crois pouvoir vous indiquer que cette circulaire sera retirée très prochainement.

M. Georges Laffargue. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Laffargue.

M. Georges Laffargue. Je veux profiter de la présence ici de M. le ministre des finances pour lui montrer à quel point cette circulaire est inopportune.

M. Edgar Faure, *ministre des finances et des affaires économiques.* Je suis disposé à tenir la plus large part des observations de M. Durand-Réville.

M. Georges Laffargue. Je vais vous apporter un argument supplémentaire qui vous permettra d'attirer l'attention de vos services sur ce sujet.

Les exportateurs sont la plupart du temps des producteurs. Ils achètent leurs marchandises en taxe perçue et, quand ils exportent, ils achètent en suspension de taxe. Par conséquent la fraude tient au délai de dégrèvement. La mesure prévue ne supprime aucune fraude mais introduit tout simplement dans les affaires une comptabilité nouvelle, s'ajoutant à des formalités déjà trop nombreuses. (*Applaudissements au centre et à droite.*)

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?...

M. Durand-Réville. Devant les assurances qui me sont données, tant par M. le secrétaire d'Etat que par M. le ministre, ayant attiré leur attention sur l'importance du problème, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande la parole sur le chapitre 31-01 ?...

Je le mets aux voix.

(*Le chapitre* 31-01 *est adopté.*)

M. le président. « Chap. 31-02. — Administration centrale et corps annexes. — Rémunérations principales, 160.199.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-03. — Administration centrale et corps annexes. — Indemnités et allocations diverses, 99.589.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-11. — Service de l'expansion économique à l'étranger. — Rétribution des agents du cadre, 542.071.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-12. — Service de l'expansion économique à l'étranger. — Rétribution de concours contractuels et auxiliaires, 512.357.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-13. — Service de l'expansion économique à l'étranger. — Indemnités et allocations diverses, 8.111.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-21. — Service des enquêtes économiques. — Rémunérations principales, 815.865.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-22. — Service des enquêtes économiques. — Indemnités et allocations diverses, 28.037.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-31. — Institut national de la statistique et des études économiques. — Rémunérations principales, 885.161.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-32. — Institut national de la statistique et des études économiques. — Indemnités et allocations diverses. 41.049.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 31-91. — Indemnités résidentielles, 570.966.000 francs » — (*Adopté.*)

3e *partie. — Personnel en activité et en retraite. Charges sociales.*

« Chap. 33-91. — Prestations et versements obligatoires, 317.473.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 33-92. — Prestations et versements facultatifs, 16.198.000 francs. » — (*Adopté.*)

4e *partie. — Matériel et fonctionnement des services.*

« Chap. 34-01. — Administration centrale. — Remboursement de frais. 26.766.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-02. — Administration centrale. — Matériel, 64 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-11. — Service de l'expansion économique à l'étranger. — Matériel et remboursement de frais, 324.201.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-21. — Service des enquêtes économiques. — Remboursement de frais, 126.685.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-22. — Service des enquêtes économiques. — Matériel, 23.305.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-31. — Institut national de la statistique et des études économiques. — Remboursement de frais, 21.034.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-32. — Institut national de la statistique et des études économiques. — Matériel, 173.503.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-33. — Travaux de recensement, 1.825 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-91. — Loyers et indemnités de réquisition, 24 millions 617.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-92. — Achat et entretien du matériel automobile, 13.914.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 34-93. — Remboursement à diverses administrations, 71.272.000 francs. » — (*Adopté.*)

5e *partie. — Travaux d'entretien.*

« Chap. 35-91. — Travaux immobiliers, 11.372.000 francs. » — (*Adopté.*)

7e *partie. — Dépenses diverses.*

« Chap. 37-91. — Réparations civiles, 1.200.000 francs. » — (*Adopté.*)

8e *partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.*

« Chap. 38-91. — Dépenses des exercices clos (moyens des services). » — (Mémoire.)

« Chap. 38-92. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (moyens des services). » — (Mémoire.)

TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES

3e *partie. — Action éducative et culturelle.*

« Chap. 43-31. — Institut national de la statistique et des études économiques. — Subventions à divers instituts de statistique, 10.795.000 francs. » — (*Adopté.*)

4e *partie. — Action économique. — Encouragements et interventions.*

« Chap. 44-11. — Subventions tendant à favoriser l'expansion économique à l'étranger, 387.677.000 francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 44-12. — Garanties de prix dont peuvent être assorties les opérations d'exportation, 20 milliards de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 44-13. — Remboursement de charges fiscales à certaines activités industrielles et agricoles, 45 milliards de francs. » — (*Adopté.*)

7e *partie. — Action sociale. — Prévoyance.*

« Chap. 47-01. — Subventions pour l'installation et le fonctionnement des restaurants sociaux, 123.629.000 francs. » — (*Adopté.*)

8e *partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.*

« Chap. 48-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (interventions publiques). » — (Mémoire.)

« Chap. 48-92. — Dépenses des exercices clos (interventions publiques). » — (Mémoire.)

Je mets aux voix l'article 1er avec le chiffre de 72.536 millions 875.000 francs résultant des votes émis sur les chapitres de l'état A annexé.

Personne ne demande la parole ?...

(*L'article 1er est adopté.*)

M. le président. Par amendement (n° 8), M. Léo Hamon propose d'insérer un article additionnel 1er *bis* ainsi conçu :

« L'aménagement statutaire des cadres du personnel titulaire départemental des enquêtes économiques pris en application du décret 48-1108 du 10 juillet 1948 aura effet à compter de la fixation définitive des effectifs de service ».

La parole est à M. Léo Hamon.

M. Léo Hamon. Il faut, à cette heure, être rapide si l'on veut garder chance d'être intelligible. Le décret du 10 juillet 1948 avait prévu un classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat s'appliquant notamment au personnel des services des affaires économiques. Mais en fait, ce décret n'a pas encore été appliqué et le reclassement n'a pas eu son effet.

Je demande, par conséquent, à M. le ministre de vouloir bien réserver une suite favorable à un texte qui n'a d'autre objet que de permettre au personnel des services des affaires économiques de bénéficier de l'intégration conformément aux dispositions statutaires.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Le Gouvernement oppose l'article 60 du règlement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'application de l'article 60 ?

M. Jean Berthoin, *rapporteur général.* L'article 60 est applicable.

M. le président. L'article 60 du règlement étant applicable, l'amendement n'est pas recevable.

Je donne lecture de l'article 2 :

« Art. 2. — Il est ouvert au ministre des finances et des affaires économiques, au titre des dépenses en capital du budget des finances et des affaires économiques (III. — Affaires économiques) pour l'exercice 1954, des crédits s'élevant à la somme de 4.997 millions de francs et des autorisations de programme s'élevant à la somme de 7.455 millions de francs.

« Ces crédits et ces autorisations de programme s'appliquent :

« Au titre V : « Investissements exécutés par l'Etat, à concurrence de 197 millions de francs pour les crédits de payement et de 197 millions de francs pour les autorisations de programme ;

« Et au titre VI : « Investissements exécutés avec le concours de l'Etat », à concurrence de 4.800 millions de francs pour les crédits de payement et de 7.258 millions de francs pour les autorisations de programme, conformément à la répartition par service et par chapitre figurant à l'état B annexé à la présente loi. »

L'article 2 est réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état B.

Je donne lecture de cet état :

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT

7e *partie. — Equipements administratif et divers.*

« Chap. 57-30. — Institut national de la statistique et des études économiques. — Achat et aménagement d'immeubles :

« Autorisation de programme, 197 millions de francs.

« Crédit de payement, 197 millions de francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le chapitre 57-30.

(*Le chapitre 57-30 est adopté.*)

TITRE VI. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS AVEC LE CONCOURS DE L'ETAT

A. — Subventions et participations.

M. le président. « Chap. 68-00. — Subvention au fonds d'investissement pour le développement économique et social des départements d'outre-mer (section générale) :

« Autorisation de programme, 1.500 millions de francs.

« Crédit de payement, 1.390 millions de francs. » — (*Adopté.*)

« Chap. 68-02. — Subvention au fonds d'investissement pour le développement économique et social des départements d'outre-mer (sections territoriales) :

« Autorisation de programme, 4.900 millions de francs.

« Crédit de payement, 2.910.999.000 francs. » — (*Adopté.*)

B. — Prêts et avances.

« Chap. 60-11. — Prêts à la caisse centrale de la France d'outre-mer pour le financement du plan de modernisation et d'équipement dans les départements d'outre-mer :

« Autorisation de programme, 858 millions de francs.

« Crédit de payement, 500 millions de francs. »

Par amendement (n° 7) MM. Duiin et Saller proposent de rédiger ainsi le libellé de ce chapitre :

« Prêts à la caisse centrale de la France d'outre-mer pour le financement du plan de modernisation et d'équipement dans les départements d'outre-mer et, par l'intermédiaire de la caisse nationale du crédit agricole, pour l'équipement rural dans ces départements. »

M. le ministre des finances. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le rapporteur général. La commission également.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement de M. Dulin, accepté par le Gouvernement et par la commission.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation ?...

Je mets aux voix le chapitre 60-11 avec le libellé résultant de l'adoption de l'amendement.

(*Le chapitre 60-11, ainsi libellé, est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2 avec la somme de 4.997 millions de francs pour les crédits de payement et la somme de 7.455 millions de francs pour les autorisations de programme, résultant des votes émis sur les chapitres de l'état B.

(*L'article 2, avec ces sommes, est adopté.*)

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission demande que soit examiné, dès maintenant, l'article 5 du projet de loi. (*Assentiment.*)

M. le président. « Art. 5. — I. — Le paragraphe III de l'article 19 de la loi n° 48-23 du 6 janvier 1948 relative à certaines dispositions d'ordre fiscal, est modifié comme suit:

« III. — L'acte dit « loi du 15 septembre 1943 » précité, est complété par l'article suivant:

« *Art.* 5 bis. — Sous la présidence du ministre chargé des affaires économiques ou de son représentant, il est créé un comité de contrôle du fonds d'encouragement à la production textile dont les membres sont nommés par arrêté du même ministre.

« Ce comité comprend:

« *a*) Huit députés désignés par l'Assemblée nationale, dont deux appartenant à la commission des finances, deux appartenant à la commission de l'agriculture, deux appartenant à la commission des territoires d'outre-mer et deux appartenant à la commission des affaires économiques;

« *b*) Quatre sénateurs désignés par le Conseil de la République, dont un appartenant à la commission des finances, un appartenant à la commission de l'agriculture, un appartenant à la commission de la France d'outre-mer et un appartenant à la commission des affaires économiques;

« *c*) Un membre du Conseil économique;

« *d*) Un conseiller de l'Union française;

« *e*) Un conseiller maître à la Cour des comptes;

« *f*) Deux personnalités qualifiées pour leurs travaux scientifiques sur les fibres textiles, désignées, l'une par l'institut textile de France, l'autre par l'institut de recherches du coton et des textiles exotiques;

« *g*) Dix représentants des administrations intéressées, à savoir:

« Le directeur de l'organisation économique et du contrôle des entreprises publiques au ministère des affaires économiques ou son représentant;

« Le directeur général des prix au ministère des affaires économiques ou son représentant;

« Le directeur du budget au ministère des finances ou son représentant;

« Le directeur des industries diverses et des textiles au ministère de l'industrie et du commerce ou son représentant;

« Le directeur des affaires économiques au ministère de la France d'outre-mer ou son représentant;

« Le directeur de la production agricole au ministère de l'agriculture ou son représentant;

« Le rapporteur général de la commission de modernisation des textiles du commissariat au plan ou son représentant;

« Les contrôleurs des dépenses engagées près les ministres de l'agriculture et de l'industrie et du commerce;

« Le contrôleur d'Etat chargé du contrôle du fonds d'encouragement à la production textile;

« *h*) Huit représentants des professionnels du textile, soit:

« Quatre, désignés sur proposition des organisations syndicales agricoles ;

« Quatre, désignés sur proposition de l'union des industries textiles;

« *i*) Quatre représentants ouvriers (dont deux au titre de l'industrie textile et deux au titre de l'agriculture) désignés sur propositions des organisations syndicales ouvrières les plus représentatives. »

« II. — Le taux de la taxe d'encouragement à la production textile, créée par la loi validée du 15 septembre 1943, modifiée, est fixé à 0,50 p. 100.

« Il pourra être porté à un taux supérieur dans la limite d'un maximum de 0,75 p. 100 sur proposition du comité visé au paragraphe I du présent article et après avis conforme de la commission des finances de l'Assemblée nationale et avis de la commission des finances du Conseil de la République.

« Les crédits ouverts par l'article 3 de la présente loi seront majorés d'une somme égale à l'excédent de recettes dégagées en application des alinéas précédents par décret pris sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques. »

Je suis saisi de deux amendements présentés par M. Durand-Réville.

Le premier, n° 3, tend, à la section I, au paragraphe *g*) de cet article I.: Au début, à remplacer le chiffre « dix » par le chiffre « onze »; II. — Entre le 6e et le 7e alinéa de ce paragraphe, à insérer le nouvel alinéa suivant:

« Le directeur de l'agriculture au ministère de la France d'outre-mer ou son représentant. »

(Le reste sans changement.)

Le second, n° 4, tend à rédiger comme suit le paragraphe *h* de la section I de cet article:

« *h*) Huit représentants des professionnels du textile, soit quatre désignés sur proposition conjointe des organisations syndicales ou professionnelles agricoles de la métropole et des territoires d'outre-mer; quatre désignés sur proposition conjointe de l'union des industries textiles et du syndicat de l'industrie textile d'outre-mer. »

La parole est à M. Durand-Réville, pour défendre les amendements.

M. Durand-Réville. Vous avez vu ce que l'Assemblée nationale a fait des suggestions du Conseil de la République. Elle a accepté celles-ci, mais elle a très largement renforcé la représentation parlementaire et la représentation administrative dans la commission de répartition de la taxe d'encouragement.

Tenant compte des augmentations d'effectif prévu par l'Assemblée nationale, j'ai pensé que les objections qui m'avaient été opposées au cours du précédent débat sur cet article ne seraient plus valables et que le Conseil de la République accepterait de porter de dix à onze le nombre des représentants des administrations intéressées, afin de permettre de réintégrer dans ce comité le directeur de l'agriculture au ministère de la France d'outre-mer, ou son représentant, qui figurait dans la proposition du Gouvernement et auquel nous avions substitué, au lieu de l'additionner, le directeur des affaires économiques de ce même département. Tel est l'objet du premier amendement.

Le second amendement consiste à faire admettre que la représentation professionnelle, au sein du comité de gestion du fonds textile, se fasse sur proposition conjointe des organisations syndicales ou professionnelles d'outre-mer et de la métropole, afin de permettre aux uns comme aux autres de concourir à l'établissement et à la répartition de la taxe. Je pense que le Conseil de la République voudra bien me suivre dans ces deux propositions. Je crois savoir que le Gouvernement en est désormais d'accord avec moi.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances. Le Gouvernement l'accepte aussi.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements de M. Durand-Réville, acceptés par la commission et par le Gouvernement.

(*Les amendements sont adoptés.*)

M. le président. Par amendement (n° 2), MM. Aubé, au nom de la commission de la France d'outre-mer, Dulin, au nom de la commission de l'agriculture, Saller, au nom du groupe des indépendants d'outre-mer, Castellani et Coupigny, au nom du groupe du rassemblement d'outre-mer, Capelle et les membres du groupe du centre républicain d'action rurale et sociale, proposent de rétablir le paragraphe II de cet article dans le texte voté par l'Assemblée nationale et en conséquence, à la fin du premier alinéa et à la deuxième ligne du deuxième alinéa, de remplacer le taux 0,50 p. 100 par le taux 0,75 p. 100 et le taux 0,75 p. 100 par le taux 1 p 100.

La parole est à M. Aubé.

M. Robert Aubé. Messieurs les ministres, mesdames, messieurs, ne voulant pas abuser de votre attention, je ne répéterai pas les déclarations que j'ai faites à cette tribune au nom de votre commission de la France d'outre-mer au cours de la discussion du premier projet de budget des affaires économiques.

Nos positions sont évidemment les mêmes en ce qui concerne le taux de la taxe d'encouragement à la production textile puisque nos besoins n'ont pas changé. Je me permets de les rappeler en passant. Ils sont pour l'Afrique équatoriale française d'environ 1.200 millions pour le coton et de 250 millions pour le sisal de l'Oubangui et de Madagascar.

Nous tenons néanmoins à reconnaître l'effort de compréhension fait par nos collègues de l'Assemblée nationale, et si le texte qu'ils nous ont finalement envoyé est encore différent de celui que nous aurions souhaité, il témoigne d'un souci d'entente auquel nous sommes sensibles.

C'est dans cet esprit que nous nous y rallions en acceptant le taux de 0,75 p. 100 pour la taxe d'encouragement à la production textile, taxe qui pourra être portée à 1 p. 100 sur la proposition du comité de contrôle.

Je pense donc qu'il serait sage de trouver dans notre Assemblée une majorité pour adopter le texte de l'Assemblée nationale dont l'application sera favorable à nos producteurs de textiles. C'est le vœu que forment, mesdames et messieurs, votre commission de la France d'outre-mer et votre commission de l'agriculture qui a bien voulu se rallier à notre amendement, ainsi que les groupes du rassemblement d'outre-mer, des indépendants d'outre-mer, et du centre républicain d'action rurale et sociale. (*Applaudissements.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. J'ai exposé tout à l'heure dans la discussion générale les raisons pour lesquelles la commission des finances tenait essentiellement à maintenir le taux de 0,50 p. 100. Je les répète rapidement.

Vous savez que nous avons axé toute l'économie de notre système sur le rôle du nouveau comité élargi qui, nous l'espérons, aura une autorité infiniment plus grande que le précé-

dent, ce qui permettra de vaincre les réticences qu'on a peut-être observées l'année dernière. Je crois qu'il ne faut donc pas préjuger ses propositions; pour cette raison, il ne faut pas augmenter la taxe avant d'avoir attendu ses conclusions. Etant donné qu'entre la base de 0,50 p. 100 et le taux maximum, il y a une marge importante, je propose que l'on vote par paliers et que le Conseil donne d'abord son opinion sur le remplacement du taux de 0,50 par celui de 0,75 p. 100.

La commission des finances invite le Conseil à se prononcer pour le taux de 0,50 p. 100. Par conséquent, je crois que si vous retenez le mode de vote que je vous propose, ceux qui sont contre le taux de 0,75 p. 100 devront voter contre l'amendement pour maintenir le taux de 0,50 p. 100.

Je dépose une demande de scrutin public.

M. Saller. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Saller.

M. Saller. Je suis sensible aux arguments de la commission des finances, mais celle-ci a négligé le côté financier de l'affaire. C'est un reproche qui doit être retenu par elle spécialement. En effet, d'une part, elle a négligé les dépenses, c'est-à-dire les besoins, d'autre part, les recettes, par le fait qu'en confiant à un comité le soin de donner, dans un délai de trois mois, un avis sur le montant de la taxe, elle diminue les ressources de l'année 1954 puisqu'on ne commencerait à percevoir le nouveau taux eventuel que lorsque le décret serait pris après avis du comité. Si le comité jugeait indispensable le taux de 0,75 p. 100 ou un autre plus élevé, les recettes de 1954 étant diminuées on ne pourrait pas faire face aux besoins qui se sont manifestés.

Je ferai en outre remarquer à cette assemblée, qui y sera extrêmement sensible, que nous sommes arrivés à un état de discussion que jadis nous appelions « la navette ». (*Marques d'approbation.*)

L'Assemblée nationale avait initialement formulé une proposition très nette qui était de fixer la taxe à 1 p. 100, sans modifier en aucune façon le système de répartition, par exemple, ou la composition du comité. Les divers arguments qui ont été produits ici ont amené l'Assemblée nationale à adopter d'abord une modification profonde de la composition du comité, ensuite à adopter une réduction à 0,75 p. 100 du taux de la taxe.

Je demande donc à cette assemblée si, étant donné l'époque tardive du vote du budget des affaires économiques, étant donné que la séance du 31 décembre doit prendre fin de toute façon cette nuit, elle ne peut pas accepter cette solution de navette qui nous est proposée par l'Assemblée nationale et voter tout simplement le texte qui nous est ainsi offert.

Je suis persuadé que les membres de cette assemblée nous suivront dans cette proposition, d'une part, parce qu'elle est raisonnable tant dans le taux que dans les modalités d'exécution, parce que, d'autre part, elle nous permet de démontrer à l'Assemblée nationale notre esprit de conciliation, et ainsi de préfigurer les futurs rapports entre les deux Assemblées.

M. Capelle. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Capelle.

M. Capelle. Mes chers collègues, les chiffres que j'ai cités lors de mes interventions n'ont pas été discutés parce qu'ils étaient irréfutables. La commission des finances s'acharne à maintenir le taux de 0,50 p. 100. Alors je vais vous donner à nouveau lecture des chiffres que j'ai déjà cités: la taxe à 0,75 p. 100 rapporte 4.080 millions, moins 870 millions de déficit, ce qui fait 3.210 millions, soit, par rapport aux cinq milliards de 1952, une diminution de ressources de 1.790 millions. J'estime que nous avons fait un très grand effort de conciliation

J'ajoute que ce vote est un véritable symbole; c'est le cran d'arrêt sur la pente fatale où glisse la France en stérilisant de plus en plus son secteur agricole et en empêchant l'emblavement de ses hectares de terres labourées. Je l'ai dit il y a quelques jours et je le répète.

Lors de la discussion du budget du ministère de l'agriculture, nous avons évoqué de nombreux problèmes. Je tiens à mettre en évidence le fait que, depuis l'abaissement du rideau de fer qui a retiré de l'Europe les plaines orientales agricoles, la politique agricole de la France n'a pas varié. Nous sommes encore en 1933. Que dis-je ? Nous sommes encore en 1914! Nous tournons dans le même cycle. Alors que tous les pays d'Europe ont accompli un effort considérable pour pousser leur production agricole, nous sommes les seuls à n'avoir rien fait.

J'ai lu dans un journal — il ne nous est pas très favorable — l'exposé de la situation agricole de la Turquie. Ce pays s'efforce actuellement de ravitailler les 341 millions d'habitants de l'Europe occidentale dont la subsistance n'est assurée que pour une proportion de 70 p. 100, tandis que la France, par la politique qu'elle a menée et qu'elle continue à mener, ne fait rien dans ce domaine. La Turquie, depuis cinquante ans, a augmenté le nombre de ses tracteurs, qui est passé de 6.000 à 40.000; cependant que sa production de blé initialement de 30 millions atteint 70 millions.

Je tenais, au moment de ce vote, à mettre en évidence toute cette politique, parce que la taxe à la production du lin n'est absolument qu'un épisode, un maillon de la chaîne politique agricole que nous devons suivre dans ce pays de France qui je vous l'affirme, devrait être la Californie de l'Europe. (*Applaudissements.*)

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. J'avais signalé tout à l'heure, dans mon intervention lors de la discussion générale, que nous avions repris l'article 4 pour donner au comité le temps de prendre ses décisions sans qu'il y ait une répercussion gênante sur les premières distributions.

D'autre part, j'admet qu'effectivement ce que nous faisons est une navette. Si nous croyons que quelque chose n'a pas été suffisamment compris ou que nous ne nous sommes pas suffisamment bien expliqués, il faut y revenir si nous en avons l'occasion. C'est pour cela que je redis encore que nous cherchons l'apaisement et que nous n'avons nullement l'intention de mettre en cause la politique agricole du Gouvernement et des assemblées. Nous croyons sincèrement à l'efficacité de ce nouveau comité et je pense que ceux qui partagent notre opinion ne peuvent pas lui imposer une mission quelconque, avant qu'il se soit mis au travail.

C'est pour cela que la commission des finances désire maintenir le point de départ à 0,50 p. 100. Ce qui n'empêche que le comité décidera peut-être d'appliquer un taux de 0,75 p. 100 ou de 1 p. 100. Je n'en sais rien et je ne préjuge l'action de ce comité en aucune manière. J'ai confiance en lui et je crois que tout le monde avait ce sentiment quand nous avons proposé le taux de 0,50 p. 100.

M. Jézéquel. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jézéquel.

M. Jézéquel. Il n'est peut-être pas inutile de préciser les hésitations des deux assemblées, depuis quelques années, au sujet de cette fameuse taxe.

En février 1949, en effet, profitant de l'absence à l'Assemblée nationale de nos deux collègues qui étaient chargés, en somme, de défendre le principe de la taxe, cette Assemblée l'a purement et simplement aboli. Ici, au Conseil de la République, nous l'avons repris quelques mois plus tard et notre décision a été homologuée par l'Assemblée nationale.

Or, lors d'une séance matinale du Conseil de la République, où l'assistance était clairsemée, l'un de nos collègues, alors que nous ne nous y attendions pas, a présenté un amendement tendant à réduire de 0,75 à 0,50 p. 100 le taux de cette taxe.

A ce moment, notre collègue M. Léo Hamon a déclaré, sans enthousiasme, qu'il voterait l'amendement, tout en rappelant, avec raison d'ailleurs, la part qui devait revenir à la haute culture.

Un autre de nos collègues, M. Armengaud, a également voté l'amendement en déclarant qu'il entendait par là réduire la part revenant à l'industrie et amener cette dernière à sortir de sa léthargie et à prendre des initiatives. Or, un an et demi est passé depuis et je ne crois pas qu'on en ait pris de ce côté-là.

Une partie assez importante même de cette taxe va aux laboratoires de recherches qui sont déjà parvenus à des résultats tangibles. Ils ont réussi, en une année, à découvrir le moyen de filer le lin et la laine mélangés, jusqu'à 40 p. 100 d'incorporation de laine. Ce procédé a dépassé le stade du laboratoire. Il est, par conséquent, à la portée de l'industrie. On avait même prévu qu'une partie du produit de la taxe serait employée à construire une usine-pilote pour utiliser ces fils. Il est urgent que nous réglions ce problème, car je crois que d'autres nations peuvent s'emparer de cette découverte. Si nous y parvenons, nous aurons atteint deux objectifs: nous aurons réduit nos importations de laine et augmenté l'utilisation du lin.

Il est évident que, si cette taxe n'est pas augmentée, dans quatre ans au plus on ne cultivera plus de lin en France. Ce n'est certainement pas ce que vous désirez. La production de lin s'étend cette année sur 30.000 hectares contre 55.000 en 1932; on cultive 3.000 hectares de chanvre, alors qu'il y a cent ans, c'est 100.000 hectares qui étaient consacrés à cette culture.

Vers quelle culture se dirigeront les liniculteurs ? Je vous ai déjà dit l'année dernière que cette culture du lin exige un terrain très riche, d'un prix de location élevé. Aussi, les liniculteurs seront dans l'obligation de se diriger vers une production riche et je sais que chez nous et en Normandie, on a déjà fait des essais pour la culture de la betterave fourragère. Mais que dira M. le ministre des finances si l'année prochaine, 40.000 hectares supplémentaires sont consacrés à la culture de betteraves fourragères ?

L'industrie doit comprendre que ses intérêts ne sont pas opposés à ceux de l'agriculture, mais qu'ils en sont bien

complémentaires. Au-dessus de ce fossé qui se creuse, il serait urgent pour l'avenir économique de la France, de jeter un pont, où représentants des industriels et des agriculteurs se rencontreraient pour s'atteler les uns et les autres au char de l'économie française qui, comme on l'a fort justement observé tout à l'heure, est embourbé.

C'est pour cette raison que je vous demande de vous rallier, à titre de compromis, au taux de 0,75 p. 100. (*Applaudissements.*)

M. Georges Laffargue. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Georges Laffargue.

M. Georges Laffargue. Je veux simplement en quelques mots dire à nos collègues de ne pas être trop émus par les arguments constitutionnels qui ont été avancés devant la commission des finances, par M. de Montalembert et, dans cette Assemblée, par M. Saller.

En vérité, les choses se sont passées de la façon suivante: l'Assemblée nationale n'ayant pas voté le texte d'origine à la majorité absolue des membres la composant, le Gouvernement a pris en considération le texte le plus récent, c'est-à-dire celui du Conseil de la République.

La commission des finances de l'Assemblée nationale a fait sien le texte du Conseil. L'Assemblée nationale l'a modifié de telle façon que si vous maintenez vos positions, c'est-à-dire le texte de votre commission des finances, qui est en même temps celui de l'Assemblée nationale, cette dernière reprendra son texte qui est le vôtre (*Exclamations.*) et sera libre de choisir entre les deux textes: texte initial ou celui-ci. Vous n'aurez pas compromis ni amélioré les relations entre les assemblées.

C'est tout ce que je voulais dire.

M. Rochereau, *président de la commission de la production industrielle.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. le président de la commission des affaires économiques. Je suis obligé de reprendre une partie des déclarations que je faisais l'autre jour à l'occasion du vote de la taxe concernant les textes. Je voulais à nouveau mettre en garde le Conseil de la République contre une mesure qui pourrait apparaître, sur le plan international et dans le domaine des accords que nous avons passés à Genève, comme une protection abusive, c'est-à-dire comme une pratique discriminatoire.

Je suis d'autant plus obligé de le faire que, depuis notre dernier débat, un fait nouveau s'est produit à l'Assemblée nationale. Je veux parler du vote intervenu doublant la taxe de statistique et de contrôle douanier.

Je suis en mesure de vous indiquer que nous sommes l'objet, à Genève, d'une plainte officielle contre la pratique discriminatoire instituée par la France au titre de la taxe de statistique.

Je craindrais — et je suis obligé, en ma qualité de président de la commission des douanes, de le rappeler — que, dans la mesure où cette taxe textile apparaîtrait comme une taxe de protection abusive, elle ne tombât également sous l'application des accords de Genève.

M. Saller. L'argument vaut pour le texte de la commission des finances. (*Exclamations.*)

M. le président de la commission des affaires économiques. Je voudrais, à nouveau, souligner la différence entre l'attitude du gouvernement britannique et la nôtre. Le gouvernement britannique s'est aperçu que les accords qu'il avait signés à Genève étaient en contradiction avec ses accords d'Ottawa qui, comme vous le savez, concrétisent la préférence impériale.

Malgré la contradiction de ses intérêts, la Grande-Bretagne a demandé l'autorisation au G. A. T. T. (General agreement for traffic and trade) de modifier les accords qu'elle avait signés à Genève et, dans un article intitulé « Démarches britanniques au G. A. T. T. » paru dans *L'Economist* le 12 septembre 1953, je lis, page 713:

« Pour l'Angleterre, la réunion du G. A. T. T. aura une signification particulière. Si elle en reçoit l'autorisation du G. A. T. T. la Grande-Bretagne a l'intention d'augmenter certains tarifs sur des produits agricoles peut-être dans le prochain budget. En d'autres termes, l'Angleterre voudrait une interprétation du G. A. T. T. qui l'autoriserait à augmenter les tarifs contre certains produits étrangers. »

L'Angleterre elle-même, alors que les accords d'Ottawa sont en cause — et Dieu sait si elle tient à ses accords d'Ottawa! — a elle-même demandé l'autorisation au G. A. T. T. de modifier ses préférences impériales.

Je voulais donc attirer l'attention du Conseil de la République sur des pratiques qui risqueraient, à la longue, de gêner considérablement nos négociateurs à l'étranger.

Je ne voudrais pas être le ministre en exercice qui, au mois de mars prochain, sera chargé d'établir un rapport à l'O. E. C. E. sur la libéralisation des échanges. Ce n'est pas sans doute le même problème mais dans ce domaine les problèmes sont liés. J'attire l'attention du Conseil de la République une fois de plus et je pense avoir fait mon devoir en soulignant l'inconvénient qu'il y a à présenter des mesures qui sont en contradiction formelle avec nos engagements internationaux.

Dans ces conditions et en m'excusant auprès de vous d'avoir retardé le débat, je m'en tiendrai à la position prise par la commission des finances — je crois que c'est la sagesse — de manière à ne pas gêner dans l'avenir nos négociateurs. (*Applaudissements.*)

M. Dulin. Je demande la parole pour expliquer mon vote

M. le président. La parole est à M. Dulin.

M. Dulin. Je voudrais simplement répondre à mon ami M. Rochereau. Il objecte que les accords internationaux nous interdisent d'augmenter cette taxe mais il ajoute: je voterai le texte de la commission des finances. Il y a là une contradiction.

M. le président de la commission des affaires économiques. Non!

M. Dulin. Si!

Nous disons 0,75 et la commission des finances dit 0,50 et jusqu'à un pour cent. La vérité est bien celle que nous décelons. En fait la commission des finances qui paraît d'accord avec vous nous fait cette proposition pour ne rien augmenter du tout. Comme on l'a fait remarquer tout à l'heure, c'est porter une atteinte mortelle à notre production textile.

L'Assemblée nationale a fait un geste de conciliation en reprenant le texte voté par notre commission des finances, c'est-à-dire en ramenant le taux de 1 p. 100 à 0,75 p. 100, et cela à une majorité considérable, après une discussion importante au cours de laquelle M. le ministre des finances est intervenu.

Si vous voulez que le Conseil de la République prenne de l'autorité, en présence de cet effort de l'Assemblée nationale, il est indispensable que nous nous rangions à son avis. (*Applaudissements.*)

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je ne peux tout de même pas laisser dire par M. Dulin que la commission des finances a des intentions aussi machiavéliques; pas le moins du monde.

Je vous ai dit et répété que nous avions cru en ce comité et je peux vous retourner l'argument. C'est peut-être ceux qui ont dit avec nous qu'il y croyaient, alors qu'en réalité il n'en était rien, qui ont ces intentions machiavéliques.

Nous sommes persuadés que là réside la seule solution d'apaisement. Nous ne préjugeons pas de l'avenir. Lorsqu'une étude solide aura été faite par ce comité, peut-être des négociations sur le plan international pourront-elles être menées avec des arguments valables que nous n'avons pas actuellement.

M. Jacques Debû-Bridel. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Debû-Bridel.

M. Debû-Bridel. Je demande à ce Conseil de ne pas se déjuger à quelques jours de distance.

Le texte de la commission des finances ne met pas en cause le principe de la taxe, comme vient de le dire si justement notre rapporteur: nous réservons l'avenir. Ce qui a été mis en cause — je crois que personne ne peut le contester — c'est la façon dont, jusqu'à à ce moment, a été opérée la distribution de la taxe.

Voilà ce que nous avions tous constaté. L'Assemblée nationale s'est rendue à notre avis. Elle a accepté le comité de répartition que nous avions institué. Est-il logique, à l'heure présente, alors qu'il s'agit de l'intérêt de l'ensemble des textiles, qui certainement, jusqu'ici ont été sacrifiés aux seuls privilèges des industriels rouisseurs du lin — je pense notamment au coton et aux lainiers dont parlait M. Morel l'autre jour, je pense aussi aux contribuables et aux consommateurs urbains, et c'est là un aspect du problème qu'il ne faut pas oublier — est-il logique, dis-je, au moment où nous instituons le comité auquel nous faisons confiance, de le mettre devant le fait accompli? En maintenant notre position, nous réservons l'avenir et, pour répondre à l'appel de l'Assemblée nationale, dans un geste de conciliation, nous acceptons même l'éventualité de voir le taux relevé à 1 p. 100.

Je demande donc à l'Assemblée d'être logique avec elle-même et de voter le texte de la commission des finances. (*Applaudissements.*)

M. le président. La commission ayant demandé le vote par division, il est de droit.

Je vais d'abord consulter le Conseil sur la première partie de l'amendement, ainsi rédigée:

Rétablir le paragraphe II de l'article 5 dans le texte voté par l'Assemblée nationale et, en conséquence, à la fin du premier alinéa et à la deuxième ligne du deuxième alinéa, remplacer le taux: « 0,50 p. 100 » par le taux: « 0,75 p. 100 ».

Je mets ce texte aux voix.

Je suis saisi d'une demande de scrutin présentée par la commission.

Le scrutin est ouvert.

(*Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.*)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre de votants	292
Majorité absolue	147
Pour l'adoption	169
Contre	123

Le Conseil de la République a adopté.

Nous passons à la seconde partie de l'amendement.

M. le rapporteur. L'adoption de la seconde partie découle automatiquement du vote qui vient d'intervenir.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix la seconde partie de l'amendement de M. Aubé.

(*La deuxième partie de l'amendement est adoptée.*)

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation ?

Je mets aux voix l'ensemble de l'amendement de M. Aubé.

(*L'ensemble de l'amendement est adopté.*)

M. le président. Par amendement (n° 1), M. Gautier propose de compléter cet article par un paragraphe III ainsi rédigé:

« III. — Le Gouvernement déposera avant le 31 mars 1954 un projet de loi fixant les modalités d'encouragement à la production des matières premières textiles dans l'Union française. »

La parole est à M. Gautier.

M. Julien Gautier. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, je ne crois pas que son amendement soit une nouveauté. Je l'ai déposé pour qu'il vienne s'ajouter à ceux qui ont déjà été votés dans la loi de 1950 et dans celle de 1951. Déjà on nous a promis d'organiser la prime pour les textiles; naturellement nous ne l'avons jamais vue.

Là aussi, des propositions sont déposées. Nous voudrions bien que tout cela finalement aboutisse.

M. le ministre des finances. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le rapporteur. La commission aussi.

M. Julien Gautier. Dans ces conditions, je vous fais grâce du reste. (*Rires et applaudissements.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole sur l'article 5, ainsi modifié.

Je le mets aux voix.

(*L'article 5, ainsi modifié, est adopté.*)

M. le président. Nous prenons maintenant l'article 3 du projet. J'en donne lecture:

« Art. 3. — Il est ouvert au ministre des finances et des affaires économiques, au titre des dépenses effectuées sur ressources affectées, du budget des finances et des affaires économiques (III. — Affaires économiques) des crédits s'élevant à la somme de 3.880 millions de francs.

« Ces crédits sont applicables au titre VIII: « Dépenses effectuées sur ressources affectées », conformément à la répartition par service et par chapitre figurant à l'état C annexé à la présente loi. »

L'article 3 est réservé jusqu'au vote des chapitres figurant à l'état C.

Je donne lecture de cet état:

Affaires économiques.

TITRE VIII. — DÉPENSES EFFECTUÉES SUR RESSOURCES AFFECTÉES

« Chap. 83-01. — Dépenses diverses ou accidentelles. » — Mémoire.

« Chap. 83-02. — Restitution de droits indûment perçus. » — Mémoire.

« Chap. 84-01. — Versements aux producteurs de matières textiles, 5.240 millions de francs. » — (*Adopté.*)

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 3 avec la somme de 5.240 millions de francs résultant des votes émis sur les chapitres figurant à l'état annexé.

(*L'article 3 est adopté.*)

M. le président. « Art. 4. — Le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à engager en 1954, par anticipation sur les crédits qui lui seront alloués pour l'exercice 1955, des dépenses s'élevant à la somme de 1.200 millions de francs applicable au chapitre 84-01: « Versements aux producteurs de matières textiles » du budget des finances et des affaires économiques (III. — Affaires économiques). » — (*Adopté.*)

L'article 5 a été précédemment adopté.

« Art. 6. — Le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à régler, sur les crédits de l'article 2 du chapitre 44-13: « Remboursement de charges fiscales à certaines activités industrielles et agricoles » du budget des finances et des affaires économiques (III. — Affaires économiques), les frais afférents à la liquidation des dossiers de remboursement de charges sociales et fiscales aux exportateurs.

« Les effectifs de vacateurs et les crédits dont sera doté cet article seront fixés par arrêté conjoint du secrétaire d'Etat aux affaires économiques et du secrétaire d'Etat au budget. Les crédits seront prélevés sur la dotation inscrite à l'article 1er du même chapitre. » — (*Adopté.*)

« Art. 7. — Les dispositions des articles 15, 16 et 17 de la loi n° 49-874 du 5 juillet 1949 complétés par l'article 37 de la loi n° 50-854 du 21 juillet 1950 sont prorogées jusqu'au 31 décembre 1954 sans préjudice de l'application des textes fixant les attributions respectives des membres du Gouvernement. » — (*Adopté.*)

Par amendement (n° 9), M. Clavier propose d'insérer un article additionnel 7 *bis* (nouveau) ainsi conçu:

« Les administrateurs civils de la direction générale des prix et des enquêtes économiques qui, au titre de leur administration centrale d'origine avaient antérieurement fait l'objet d'une mesure effective d'intégration, parue au *Journal officiel*, dans le cadre de l'ordonnance du 9 octobre 1945, portant statut général de la fonction publique, seront, par arrêté du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, intégrés, à compter du 1er janvier 1954, avec leur ancienneté et leur grade à cette date, dans les cadres correspondants de l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux affaires économiques.

« Les crédits afférents à la rémunération de ces fonctionnaires seront transférés, d'office, des chapitres auxquels ils figurent aux chapitres correspondants, concernant les dépenses du personnel de l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux affaires économiques. »

M. le ministre des finances. J'oppose l'article 60 à cet amendement, je préfère tout de suite prévenir M. Clavier.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. L'article 60 est applicable.

M. Clavier. Contre la force, il n'y a pas de résistance! (*Sourires.*)

M. le président. L'amendement n'est donc pas recevable.

« Art. 8. — Les chargés de mission de l'institut national de la statistique et des études économiques (Secrétariat d'Etat aux affaires économiques) en fonction au 1er janvier 1947, et encore actuellement en fonction, pourront bénéficier, à titre personnel, des dispositions de la loi du 19 octobre 1946, relative au statut général des fonctionnaires.

« Un règlement d'administration publique fixera les modalités d'intégration et les règles de carrière, applicables à ces agents ». — (*Adopté.*)

Par voie d'amendement (n° 5), M. Louis Gros propose d'insérer un article additionnel 9 (nouveau) ainsi conçu:

« Est autorisée, avec effet du 1er janvier 1954, et sans que cette mesure puisse entraîner ni dépense budgétaire nouvelle, ni recrutement de personnel nouveau, l'intégration de trois administrateurs civils du service des enquêtes économiques dans des emplois créés par décret à cet effet au ministère du travail et de la sécurité sociale (caisse nationale de sécurité sociale) ».

M. le ministre. J'oppose également l'article 60 à cet amendement.

M. le président. L'article 60 est-il applicable ?

M. le rapporteur. Oui, monsieur le président.

M. le président. L'article 60 étant applicable, l'amendement est irrecevable.

Je vais mettre aux voix l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

M. Alain Poher. Je demande la parole pour expliquer mon vote.

M. le président. La parole est à M. Alain Poher.

M. Alain Poher. Monsieur le ministre, j'ai l'impression que si ce soir nous avons l'occasion de discuter une deuxième fois le budget des affaires économiques c'est que, l'autre jour, nous avons été un certain nombre à vous refuser le vote de ce budget pour des raisons diverses, mais fort claires. Si certains de mes collègues ont, ce soir, une satisfaction plus grande, il n'en est pas de même pour moi en ce qui concerne l'exposition de productivité de Strasbourg. (*Mouvements divers.*)

Je m'excuse, chacun a le droit de prendre la parole dans cette assemblée...

M. Henri Maupoil. Très bien!

M. Alain Poher. Je n'ai pas abusé de mon temps de parole et je prierai mes collègues d'en tenir compte. (*Très bien! très bien!*).

Monsieur le ministre, j'ai dit l'autre jour que cette exposition a été engagée dans des conditions budgétaires difficiles et que le Gouvernement a été amené à prendre une décision brutale qui ne s'imposait pas.

Il m'aurait été agréable que vous puissiez m'indiquer ce soir qu'il est bien entendu que le Gouvernement discutera de la question avec les parlementaires intéressés dans les prochains jours.

Le silence ou l'attitude discourtoise des services financiers ne sont pas une réponse.

Dans ces conditions, je voterai selon la réponse qui me sera faite, car je ne pourrais pas admettre, comme nous avons déjà été plusieurs à le dire ici, que ce soient des organismes irresponsables qui puissent décider de la création et de l'organisation à Strasbourg d'une exposition européenne qui serait dirigée par des personnalités étrangères.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je tiens à dire à M. Poher que cette affaire a été évoquée aux instances ministérielles par M. Bernard Lafay, mes collaborateurs et moi-même. J'ai eu l'occasion de recevoir à ce sujet, M. François Poncet et je suis tout disposé à l'entretenir d'une façon complète avec les parlementaires qu'intéresse cette question, à la fois du passé et de l'avenir, dans un esprit libéral comme est toujours le mien.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

Conformément à l'article 72 du règlement, il y a lieu de procéder à un scrutin public.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre de votants	310
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République	160
Pour l'adoption	237
Contre	73

Le Conseil de la République a adopté.

Conformément à l'article 57 du règlement, acte est donné de ce que l'ensemble de l'avis a été adopté à la majorité absolue des membres composant le Conseil de la République.

— 55 —

LOI DE FINANCES POUR 1954

Discussion d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1954, adopté par l'Assemblée nationale. (N°s 642 et 692, année 1953).

M. Jacques Debû-Bridel. Ne pourrait-on renvoyer ce débat à vingt et une heures trente ?

M. Jean Berthoin, *rapporteur général de la commission des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Je vous demande la permission de présenter mon exposé qui ne dépassera pas un quart d'heure. Nous pourrions poursuivre nos travaux jusqu'à vingt heures et reprendre la séance à vingt et une heures trente ou vingt-deux heures. Cela nous ferait gagner un peu de temps sur la nuit et c'est appréciable.

M. le président. M. le rapporteur général propose de commencer le débat sur la loi de finances. *(Assentiment.)*

Je lui donne la parole dans la discussion générale.

M. le rapporteur général. Mes chers collègues, la très large discussion générale qui, cette année, a ouvert nos débats budgétaires, les longues et exténuantes délibérations qui, durant ces jours derniers, auront tenu cependant notre assemblée attentive, me paraissent avoir épuisé l'utilité, à cette heure, d'une intervention prolongée de ma part, et cela d'autant plus que je ne saurais rien ajouter ni reprendre aux exposés, très souvent remarquables, de ceux d'entre vous qui se sont directement associés à nos débats, pas plus d'ailleurs qu'à ce que, voici quelques semaines, j'ai déclaré à cette tribune ou écrit dans le rapport général au nom de votre commission des finances.

Au surplus, contrastant avec les textes qui, ces dernières années, nous ont été soumis sous le titre de loi de finances, le présent projet est des plus simples. Si l'on fait exception de deux ou trois articles, d'ailleurs d'initiative parlementaire il ne contient en effet que des dispositions traditionnelles, les seules que devrait, en principe, comporter une loi de finances, dans un régime social, économique et financier où tout serait correctement agencé, où, par conséquent, il n'y aurait qu'à constater cet équilibre harmonieux, en prenant bien garde de ne rien faire qui risquerait d'y porter atteinte.

Mais si, cette année, la loi de finances se présente ainsi, si elle n'est qu'une sorte d'état récapitulatif, dont un rapport écrit vous précise d'une manière suffisante, je crois, les données, ce n'est pas qu'elle soit la manifestation d'une situation en tous points satisfaisante, mais bien parce que le Gouvernement s'est rendu compte qu'étant donné la conjoncture, il ne pouvait guère présenter autre chose, et si l'on veut être juste — et on doit l'être — on ne peut, monsieur le ministre, que louer votre sagesse et votre souple obstination qui, avec le consentement du Parlement, vaudront tout de même à la France, réserve faite de la répartition des crédits militaires et de ceux du ministère de l'éducation nationale, d'avoir, dès le début de l'exercice, un budget.

Ce budget diffère assez peu de celui que vous aviez présenté à l'origine. Il est pourtant un peu alourdi par le poids net des lettres rectificatives que vous avez été conduit à déposer devant l'Assemblée nationale et qui représentent une charge supplémentaire d'une douzaine de milliards de francs.

Ainsi donc, volume actuel des charges, 3.744 milliards; volume, selon vos calculs, de vos ressources diverses, 3.076 milliards; écart, 668 milliards. Telles sont, si l'on peut dire, vos bases de départ.

Cependant, la réforme fiscale recule vers l'horizon, et vous aviez pourtant compté sur elle pour rattraper la perte de recettes entraînée par certains dégrèvements d'ordre économique sur lesquels, dans la conjoncture présente, il paraît bien difficile de revenir.

De plus, depuis le mois d'octobre, il est bien évident que le déficit de la sécurité sociale s'est précisé, puisque rien n'a encore été proposé pour y faire face, et celui de la S. N. C. F. se confirme.

Les mauvais risques auxquels je faisais allusion voici quelques semaines sont en train de se réaliser. Par ailleurs, la reprise économique sur laquelle vos supputations d'équilibre étaient fondées se fait dangereusement attendre. En sorte que, si vous aviez à reprendre les données de votre équilibre budgétaire, au sens large du terme, vous seriez amené à constater, avec la conscience et la lucidité que chacun vous reconnaît, que l'impasse, la fameuse impasse, n'est déjà plus de 657 milliards, mais bien, en restant optimiste, de quelque 150 milliards de plus, simplement en tenant compte des déficits d'ores et déjà évidents, dans certains secteurs des charges publiques ou semi-publiques, dont, d'une manière ou d'une autre, il faudra bien que le service soit assuré.

Le moins que nous puissions dire de cette situation et des perspectives qu'elle découvre sur le plan des finances publiques, c'est que nous sommes en présence d'un équilibre incertain ou, plus exactement, d'un déséquilibre certain.

Mais que dire du budget lui-même pris dans son ensemble, en manière de conclusion à toutes les observations judicieuses faites à son sujet à cette tribune et avant qu'intervienne le vote final sur la loi de finances, vote qui mettra un terme à ce débat ? Budget d'attente ? Certes, mais attente de quoi ? Budget de transition ? Sans doute, mais transition vers quoi ?

En fait, s'il fallait caractériser le budget de l'année qui s'ouvre et qui pourrait — vous l'avez justement indiqué, monsieur le ministre — être pire, et le caractériser par un qualificatif peut-être un peu dur, mais qui ne veut et ne peut atteindre ni votre personne, monsieur le ministre, ni vos patients efforts, je dirais qu'il est un budget d'impuissance.

Budget d'impuissance d'abord, il convient de le répéter, parce que le Parlement ne parvient pas à exiger que soient enfin clairement dégagés les grands objectifs qui, seuls, seraient capables d'entraîner et de galvaniser les forces de la nation.

Dans un pays comme le nôtre qui, dans son insouciance native, s'accommode assez bien d'une absence de commandement central et de la faiblesse d'une autorité légitime, la discipline nationale n'est possible que si les raisons qui l'exigent sont rendues compréhensibles à tous. Or, cette vérité, cette discipline, aujourd'hui si nécessaires, je dirai même si dramatiquement nécessaires, qui a qualité pour en définir les buts et les imposer, si ce n'est le Parlement par l'organe de l'exécutif, qui n'est que son émanation ? L'exécutif lui-même, qui s'exprime par le Gouvernement, toujours révocable mais qui, lorsqu'il est en place, doit être un guide ferme, parlant haut et clair, qui pourrait soutenir qu'il remplit correctement sa tâche quand, depuis des mois, pour ne pas dire des années, il laisse sans proposition pour les résoudre les problèmes les plus graves que le temps, finalement, ne fait que détériorer ?

Oui, mes chers collègues, budget d'impuissance jusque dans la forme, jusque dans la manière où nous avons été conduits à en délibérer.

En l'absence d'une politique nettement définie, la discussion, trop souvent, s'égare dans le labyrinthe des chapitres, dont nous n'avons, d'ailleurs, aucune possibilité d'accroître la dotation, ou s'épuise sur un article additionnel prétendant régler quelque situation personnelle, ou servir quelque revendication

particulière, sans que nous soyons toujours très sûrs de la portée exacte et de la répercussion de la mesure, ni que l'intérêt général n'ait point finalement à en souffrir. Ainsi un édifice d'ensemble, déjà bien fragile, est-il encore affaibli, comme par infiltration.

Ne pensez-vous pas, mes chers collègues, qu'il est grand temps de changer tout cela, de rompre avec d'aussi fâcheuses méthodes qui ne conviennent plus aux circonstances ni au temps actuel ? Ne pensez-vous pas qu'il est grand temps de moderniser le mode de nos discussions budgétaires (*Applaudissements*) et de donner au Parlement, siégeant en séance plénière, un rôle à la hauteur des grands problèmes qui commandent la vie même de la nation ? (*Nouveaux applaudissements.*)

Ne pensez-vous pas, par exemple, qu'il lui appartiendrait de se prononcer sur les grands axes d'une politique définie par le gouvernement responsable et de confier, peut-être, le soin aux commissions compétentes de régler, avec l'exécutif, les détails budgétaires qui ne devraient plus encombrer nos discussions publiques qui, à s'en trop soucier, perdent de leur efficacité et, pour tout dire, de leur grandeur ? (*Applaudissements à droite et au centre.*)

Certes, je ne prétends point, en quelques phrases, présenter une solution à un problème aussi essentiel, aussi complexe, qui, je le sais bien, nous préoccupe tous, mais en le posant publiquement je suis convaincu en la circonstance — et je le constate avec plaisir et avec émotion — d'être l'interprète de la majorité d'entre vous. Je veux indiquer combien il est urgent d'apporter des réformes dans les méthodes de travail parlementaires, dans l'esprit dont elles s'inspirent, qu'elles supportent ou subissent, si nous ne voulons pas que le régime lui-même en vienne un jour à se trouver finalement dangereusement menacé. (*Applaudissements.*)

Ce ne sont point là, vous le savez bien, mes chers collègues, des propos pessimistes ni découragés, mais seulement des rappels, des avertissements, graves sans doute parce que la conjoncture paraît les commander, mais qu'il serait impie de formuler si nous n'étions pas convaincus que tout, pour nous, à condition de le vouloir clairement, demeure encore possible et si précisément, à l'heure où nous sommes, des perspectives moins sévères ne s'entr'ouvraient pas devant nous.

Nous sommes, en effet, à l'un de ces moments où le destin, une fois de plus, paraît hésiter. Dans la partie si délicate, si difficile où le pays est engagé, en vérité il n'a pas que de mauvaises chances.

Certes, les difficultés de trésorerie, toutes choses restant égales et conformes à vos prévisions, apparaissent comme inévitables, mais, le sachant mieux que personne, monsieur le ministre, vous saurez — nous n'en doutons pas — ne pas vous laisser prendre au dépourvu, car vous avez devant vous, sans doute, quelques mois de répit que le succès de l'emprunt en cours allonge d'une manière non négligeable. Par ailleurs, l'abondance de nos récoltes semble écarter la menace d'une hausse de prix, cependant que notre potentiel industriel présente une marge de disponibilités sérieuses pour un accroissement de la production, si les débouchés sont trouvés.

La confiance dont bénéficie la monnaie se traduit par un renouveau de l'esprit d'épargne qui offre des perspectives certaines de financement et, à défaut d'une amélioration vraiment notable de nos échanges commerciaux, amélioration pourtant essentielle et fondamentale, l'aide américaine, qui ne durera pas toujours, nous assure, pour quelques mois du moins, la couverture de nos besoins essentiels en devises.

Il n'est pas jusqu'à la situation internationale qui ne nous offre certaines possibilités de répit, cependant que, par dessus les fracas douloureux des combats d'Indochine, des deux camps s'élèvent, à intervalles plus rapprochés, des paroles qui peuvent être le prologue d'une honorable pacification. (*Applaudissements sur tous les bancs.*)

Le tout est de savoir si, devant une telle conjonction, où s'interfèrent, pour quelques mois sans doute, dans le ciel de France, plus de bons que de mauvais risques, nous continuerons de sommeiller, de vivre au ralenti, dans une facilité trompeuse, notre vie quotidienne, le Parlement acceptant d'être complice de cet enlisement, ou, si, au contraire, nous saurons nous hisser, par un grand sursaut national, à la hauteur de ce qui demeure pourtant notre vrai destin.

En termes élevés, maints orateurs des horizons politiques les plus divers ont dit, ces jours derniers, à cette tribune, la même chose que moi. Tout le monde a notamment applaudi M. de Montalembert lorsqu'à l'occasion du budget de l'agriculture il déclarait qu'il fallait en finir avec ce qu'il désignait sous le vocable de « politicaillerie » et M. Driant lorsque, à la même occasion, il déclarait que partout les intérêts particuliers devaient s'incliner devant l'intérêt public, l'intérêt général. Le redressement possible, répétons-le une fois de plus, n'ira pas sans durs sacrifices. Mais, dira-t-on, peut-être, sacrifices pour qui ? sacrifices pour quoi ?

Mes chers collègues, voyez-vous, il n'est point de politique qui soit grande et féconde si elle n'est inspirée par le cœur: le cœur est fait plus pour donner que pour recevoir. Le cœur doit inspirer la politique qu'il appartient à la raison d'organiser. A tous il faut un idéal. La force des grands courants d'idées, c'est qu'ils sont une projection d'espoir sur le devenir. Si tous, tant que nous sommes, nous divergeons parfois, plus peut-être dans les comportements et les apparences qu'au fond de nous-mêmes, si nous hésitons, en tout cas, souvent sur le choix d'un objectif, d'un but à donner à notre vie et même à la vie nationale, ne pensez-vous pas que les sacrifices à consentir pour nous redresser, les abandons de privilèges, la discipline à supporter, tout cela devient facile et simple et que les égoïsmes s'effacent d'eux-mêmes quand la sauvegarde qu'il s'agit d'assurer, le redressement qu'il s'agit d'opérer mettent en cause, non point tant nous-mêmes, dont souvent déjà la vie s'incline vers le soir, mais bien ce qui ne peut pas ne pas nous unir, à savoir l'avenir de nos enfants. (*Applaudissements.*)

Mes chers collègues, c'est encore le moment des vœux. Laissez-moi, en cet instant où est près de se clore notre débat budgétaire, formuler celui que, dans les mois essentiels qui viennent vers nous, soient enfin saisies les chances qui peuvent s'offrir au pays et qu'enfin aussi une réforme constitutionnelle véritable donne à notre Assemblée la possibilité de travailler d'une manière plus efficace et de traduire d'une manière décisive dans les textes, c'est-à-dire dans les faits, toute l'ardeur du bien public dont elle ne cesse d'être animée. (*Vifs applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. Le Conseil voudra sans doute suspendre ses travaux. (*Assentiment.*)

A quelle heure entend-il les reprendre ?

Voix nombreuses. Vingt et une heures trente.

M. le président. J'entends proposer vingt et une heures trente.

Il n'y a pas d'opposition ?...

La séance est suspendue.

(*La séance, suspendue à vingt heures cinq minutes, est reprise à vingt et une heures quarante minutes, sous la présidence de M. Gaston Monnerville.*)

PRESIDENCE DE M. GASTON MONNERVILLE

M. le président. La séance est reprise.

— 56 —

DEPOT D'UNE QUESTION ORALE AVEC DEBAT

M. le président. J'informe le Conseil de la République que j'ai été saisi de la question orale avec débat suivante:

« M. Robert Le Guyon a l'honneur de demander à M. le président du conseil pour quelles raisons ni le président du conseil, ni le ministre des affaires étrangères, n'ont trouvé depuis le 14 décembre 1953, date des déclarations faites par M. Foster Dulles, à la veille de l'élection du Président de la République française — déclarations répétées depuis lors — l'occasion de répondre comme il convenait à une mise en demeure intolérable à l'honneur national. »

Conformément aux articles 87 et 88 du règlement, cette question orale avec débat a été communiquée au Gouvernement, et la fixation de la date du débat aura lieu ultérieurement.

— 57 —

CONSEILS ACADEMIQUES

Discussion immédiate et adoption d'un avis sur une proposition de loi.

M. le président. Je rappelle au Conseil de la République que la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, a demandé la discussion immédiate de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 9 de la loi du 27 février 1880 relatif aux conseils académiques (nos 625 et 714, année 1953).

Le délai prévu par l'article 58 du règlement est expiré.

En conséquence, je vais appeler le Conseil de la République à statuer sur la procédure de discussion immédiate.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?

La discussion immédiate est ordonnée.

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur de la commission de l'éducation nationale.

M. Lamousse, *rapporteur de la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs.* Mesdames, messieurs, la proposition de loi que la com-

mission de l'éducation nationale m'a chargé de vous présenter ne souffre pas de difficultés et recevra, j'en suis persuadé, l'agrément du Conseil unanime.

La loi du 27 février 1880 créait les conseils académiques. Ces organismes étaient placés auprès des recteurs afin de les assister pour toutes les questions d'administration, de discipline et de contentieux intéressant les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur du ressort de l'académie. Pour chaque ordre d'enseignement, ils étaient composés de représentants élus par leurs collègues des administrateurs et des enseignants.

Or, depuis soixante dix ans, si la structure de l'enseignement supérieur a peu varié, celle de l'enseignement secondaire, par contre, s'est profondément modifiée.

D'abord, un enseignement féminin s'est créé par lycées et collèges sur le modèle de l'enseignement masculin. Ces nouveaux établissements, dont la loi ne fait pas mention, et pour cause, se trouvaient de ce fait exclus des conseils académiques.

D'autre part, les titres des professeurs ne correspondent plus avec exactitude aux établissements où ils exercent. C'est ainsi qu'un certain nombre d'agrégés exercent non dans des lycées, mais dans des collèges. De ce fait, ils sont obligés de voter avec les licenciés. Une telle obligation est à la fois illogique et vexatoire pour les intéressés.

Enfin, de nombreux licenciés ou certifiés exercent dans des lycées. Comme ils n'ont pas l'agrégation, ils se trouvent écartés du collège des agrégés. Mais, comme ils exercent dans un lycée, ils se trouvent également écartés du collège des licenciés. De sorte qu'ils n'ont le droit de voter avec personne, condition dont on comprend sans peine qu'elle est parfaitement injuste.

Pour corriger toutes ces anomalies, votre commission vous propose d'adopter le texte modificatif qui figure dans le rapport qui vous a été distribué. Ainsi se trouvera harmonisé l'esprit de la loi avec l'organisation actuelle de notre enseignement.

M. Jacques Debû-Bridel. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jacques Debû-Bridel.

M. Jacques Debû-Bridel. Mes chers collègues, je regrette un peu que ce débat arrive si inopinément, si tard et en fin de session. Je voudrais simplement poser une question à M. le rapporteur. Ce projet modifiant les conseils académiques ne modifie que leur composition et le mode d'élection des professeurs. Ces modifications ont-elles été prises en accord avec eux et ne touchent-elles en rien le rôle de ces conseils dans la vie universitaire ? Je suis effrayé de voir notre assemblée sans plus d'éléments d'information sur un texte réformant une institution aussi essentielle que les conseils académiques.

M. le rapporteur. Mon cher collègue, je vous rassure tout de suite. Le rôle des conseils académiques n'est modifié en rien. Il s'agit simplement d'y permettre l'accès de catégories qui, jusqu'ici, en étaient exclues, et, vous le reconnaîtrez, d'une façon tout à fait injuste.

M. Jacques Debû-Bridel. Je vous remercie.

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion des articles de la proposition de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion des articles.*)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1er :

« Art. 1er. — Les paragraphes 7°, 8° et 10° de l'article 9 de la loi du 27 février 1880, relatifs à la représentation au conseil académique de certaines catégories de personnel, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« 7° D'un proviseur ou d'une directrice de lycée et d'un principal ou d'une directrice de collège désignés par le ministre ;

« 8° De deux professeurs de l'ordre des sciences, agrégés ou docteurs, élus au scrutin de liste par les professeurs du même ordre, agrégés ou docteurs, en exercice dans les lycées et collèges du ressort ;

« 10° De deux professeurs certifiés ou licenciés enseignant dans les lycées et collèges du ressort, élus l'un pour l'ordre des lettres, l'autre pour l'ordre des sciences, par l'ensemble des professeurs pourvus des mêmes titres et appartenant au même ordre. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1er.

(L'article 1er est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — La présente loi entrera en application lors du prochain renouvellement des conseils académiques. » — (*Adopté.*)

Je mets aux voix l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi.

(*Le Conseil de la République a adopté.*)

— 58 —

LOI DE FINANCES POUR 1954

Suite de la discussion et adoption d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. Nous reprenons la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1954.

Dans la suite de la discussion générale, la parole est à M. Debû-Bridel.

M. Jacques Debû-Bridel. Monsieur le président, étant donné l'heure, il est parfaitement inutile de prolonger le débat avec des considérations d'ordre théorique. Je ne veux pas intervenir dans la discussion générale, je vous demanderai un peu d'indulgence dans les explications de vote. (*Applaudissements.*)

M. Coudé du Foresto. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Coudé du Foresto.

M. Coudé du Foresto. Mes chers collègues, je suivrai l'exemple de M. Debû-Bridel puisque je m'abstiendrai d'intervenir au moment des explications de vote.

Vous me permettrez de déclarer que, si je me suis abstenu dans le vote du budget de l'agriculture et celui du budget des affaires économiques, ce n'est pas pour des raisons subalternes, comme on a semblé le dire, mais simplement parce que nous n'avons pas trouvé ce que nous souhaitons, c'est-à-dire un programme général économique, dans les budgets ministériels qui nous étaient présentés, pas plus que nous en trouvons dans la présente loi de finances.

Nous avons entendu un discours émouvant d'une grande élévation de pensée de M. le rapporteur général. J'aurais pu rappeler à cette occasion qu'au moment où nous avons entamé l'examen du budget, une discussion générale s'était ébauchée. J'avais dit alors qu'il me semblait souhaitable de faire l'inventaire des nombreux privilèges dont bénéficient un certain nombre d'activités publiques ou privées. Cet inventaire devrait faire ressortir le nombre et l'importance des exemptions, des subventions de fonctionnement ainsi que des facilités d'investissements ; il devrait être complété d'un inventaire des tâches non réalisées, ou réalisées pour moitié à cause de ce privilège même.

Il conviendrait alors de mettre le pays devant un choix et lui expliquer pourquoi. J'ai pris acte avec beaucoup de plaisir de ce qu'à tout le moins vous permettrez à notre commission du plan d'étudier les options nécessaires en ce qui concerne les investissements ; et nous tiendrons la main à ce que cette parole soit tenue. Mais il ne s'agit là que d'un embryon. Je pense qu'il faudra aller plus loin, monsieur le ministre, il faudra trouver le moyen de mettre chacun en face de ses responsabilités. La discussion budgétaire donne lieu, a dit notre rapporteur général, à des interventions qui masquent souvent la défense d'intérêts particuliers. Mais nous a-t-on proposé de grands ensembles ? Je ne le crois pas, tout au moins je ne l'ai pas perçu. Vous trouveriez pour vous suivre, monsieur le ministre, si vous vouliez bien entamer cette tâche dans le Parlement même, des gens plus courageux que vous ne le supposez, qui n'hésiteraient pas à abandonner des attitudes démagogiques et électoralement payantes, si vous osiez proposer enfin des solutions formant un ensemble cohérent.

Si vous accomplissiez cette tâche, je vous assure que vous auriez rendu les plus éminents services aux Français, aux parlementaires et, ce qui est le plus important, à la France et à l'Union française et, pour ma part, je vous assure que je vous suivrais.

M. Jean Berthoin, *rapporteur général.* Très bien !

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?

La discussion générale est close.

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion des articles du projet de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion des articles.*)

M. le président. L'Assemblée nationale a voté un article A dont les dispositions ont été reprises par la commission des finances dans un article 11 *bis*.

L'article A est donc supprimé.

TITRE Ier

Dispositions générales relatives à l'exécution du budget de l'exercice 1954.

« Art. 1er. — I. — Les dépenses et les recettes du budget général, ainsi que les opérations de trésorerie de l'Etat, sont, pour l'exercice 1954, réglées conformément aux dispositions de la présente loi et des lois de développement.

« II. — Aucune mesure législative ou réglementaire susceptible d'entraîner, soit une dépense nouvelle, soit l'accroissement d'une dépense déjà existante, soit une majoration de la

charge nette entraînée par la gestion des comptes spéciaux du Trésor au delà des montants globaux fixés par les articles 2, 3, 4, 5, 6 et 8 ci-après ou de provoquer une perte de recettes par rapport aux voies et moyens évalués par l'article 10 ci-après, ou encore, soit d'accroître les charges, soit de réduire les ressources des divers régimes d'assistance et de sécurité sociale, ne pourra intervenir au cours de l'exercice 1954, sans avoir fait l'objet, s'il y a lieu, de l'ouverture préalable d'un crédit provisionnel ou supplémentaire au chapitre intéressé et avant qu'aient été dégagées, en contrepartie, et pour un montant équivalent, soit des ressources nouvelles ne figurant pas parmi les recettes dont il a été fait état dans la loi de finances, soit des économies correspondant à la suppression d'une dépense antérieurement autorisée. »

M. Edgar Faure, *ministre des finances et des affaires économiques* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je désire demander la reprise du texte du Gouvernement proposé pour l'article 1er, qui complète le mécanisme de la loi dite des maxima.

J'ai entendu avec intérêt, comme toujours, les paroles de M. Coudé du Foresto tout à l'heure et je crois que c'est ici l'occasion de leur donner application.

Il importe qu'on puisse voir l'ensemble quand on voit le détail; il importe également qu'on voit les recettes quand on voit les dépenses. L'article 1er, dans le texte du Gouvernement qui a été voté par l'Assemblée nationale, a pour objet de décider que si, pour une raison quelconque, la loi des maxima ne fonctionne pas suffisamment bien, si une dépense est votée, cette dépense ne sera valable que l'année suivante et qu'elle sera compensée automatiquement par des centimes supplémentaires sur les impôts directs.

Ainsi, lorsque le Parlement imposera au Gouvernement — ce qui est après tout son droit — des dépenses, il y aura un supplément d'impôts et les contribuables seront avisés des raisons pour lesquelles leurs charges fiscales, déjà fort lourdes, risquent de s'aggraver.

Cette disposition est saine et elle complète utilement la loi des maxima, aussi demanderai-je au Conseil de la République de bien vouloir la reprendre.

M. le président. Le Gouvernement demande la prise en considération de son texte pour l'article 1er.

J'en donne lecture:

« Art. 1er. — I. Les dépenses et les recettes du budget général, ainsi que les opérations de trésorerie de l'Etat, sont, pour l'exercice 1954, réglées conformément aux dispositions de la présente loi et des lois de développement.

« II. Aucune mesure législative ou réglementaire susceptible d'entraîner, soit une dépense nouvelle, soit l'accroissement d'une dépense déjà existante, soit une majoration de la charge nette entraînée par la gestion des comptes spéciaux du Trésor au delà des montants globaux fixés par les articles 2, 3, 4, 5, 6 et 8 ci-après ou de provoquer une perte de recettes par rapport aux voies et moyens évalués par l'article 10 ci-après, ou encore, soit d'accroître les charges, soit de réduire les ressources des divers régimes d'assistance et de sécurité sociale, ne pourra intervenir, au cours de l'exercice 1954, sans avoir fait l'objet, s'il y a lieu, de l'ouverture préalable d'un crédit provisionnel ou supplémentaire au chapitre intéressé et avant qu'aient été dégagées, en contrepartie, et pour un montant équivalent, soit des ressources nouvelles ne figurant pas parmi les recettes dont il a été fait état dans la loi de finances, soit des économies correspondant à la suppression d'une dépense antérieurement autorisée.

« III. L'application de toute mesure législative qui ne serait pas assortie des contreparties prévues au paragraphe II précédent sera de plein droit différée jusqu'au 1er janvier 1955.

« Le financement en sera assuré, pour compter de cette date, par la perception de centimes additionnels à tous les impôts directs perçus au profit de l'Etat.

« Un décret pris en conseil des ministres, sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, le conseil d'Etat entendu, constatera avant le 31 décembre 1954 le nombre de centimes additionnels à mettre en recouvrement en vue de couvrir les charges résultant des mesures visées au présent paragraphe.

« IV. Si une mesure prise au cours de l'exercice 1954 est assortie d'une contrepartie dont la reconduction est insuffisante pour en assurer le financement en 1955, les ressources complémentaires nécessaires seront dégagées dans les conditions prévues aux deuxième et troisième alinéas du précédent paragraphe. »

Quel est l'avis de la commission sur la prise en considération de ce texte ?

M. le rapporteur général. Votre commission des finances a supprimé les deux paragraphes — III et IV — qui ont été ajoutés par le Gouvernement aux dispositions traditionnelles de l'article 1er de la loi des maxima.

Pour cette raison votre commission a estimé difficilement acceptable que, dans un même article, on prévoie la possibilité de la violation de la loi. L'article 1er de la loi des maxima interdit, en cours d'année, d'effectuer une dépense sans assurer en même temps une recette correspondante. Il serait proposé que, si cette contre-partie n'était pas assurée, automatiquement il y aurait un certain volume d'impôts.

Cette disposition a heurté votre commission des finances, qui a rejeté l'additif proposé par le Gouvernement et je ne puis que maintenir cette position.

M. le président. Monsieur le ministre, maintenez-vous votre demande de prise en considération ?

M. le ministre des finances. Oui, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je consulte le Conseil sur la prise en considération demandée par le Gouvernement, repoussée par la commission des finances.

(*La prise en considération n'est pas adoptée.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1er dans le texte proposé par la commission.

(*L'article 1er est adopté.*)

M. le président. « Art. 2. — Il est ouvert aux ministres, pour les dépenses ordinaires des services civils en 1954, à l'exception de ceux de l'éducation nationale, des crédits dont le montant est fixé globalement à 1.381.275.941.000 francs.

« Ces crédits s'appliquent:

« A concurrence de 248.443.634.000 francs, au titre Ier « Dette publique et dépenses en atténuation de recettes ».

« A concurrence de 7.847.678.000 francs, au titre II « Pouvoirs publics »;

« A concurrence de 574.133.423.000 francs, au titre III « Moyens des services »;

« A concurrence de 550.851.206.000 francs, au titre IV « Interventions publiques »,

conformément à la répartition par chapitre qui en est donnée par les lois relatives au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1954. » — (*Adopté.*)

« Art. 3. — Il est ouvert aux ministres, pour les dépenses en capital des services civils en 1954, à l'exception de ceux de l'éducation nationale, des crédits dont le montant est fixé à 547.204.617.000 francs.

« Ces crédits s'appliquent:

« A concurrence de 43.117.587.000 francs, au titre V « Investissements exécutés par l'Etat »;

« A concurrence de 89.684.031.000 francs, au titre VI « Investissements exécutés avec le concours de l'Etat. — A. — Subventions et participations »;

« A concurrence de 101.782.999.000 francs, au titre VI « Investissements exécutés avec le concours de l'Etat. — B. — Prêts et avances »;

« A concurrence de 312.620 millions de francs, au titre VII « Réparations des dommages de guerre », conformément à la répartition par chapitre qui en est donnée par les lois relatives au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils pour l'exercice 1954. » — (*Adopté.*)

« Art. 4. — Il est ouvert aux ministres, au titre des services civils, pour les dépenses effectuées sur ressources affectées (titre VIII), des crédits dont le montant est fixé à 45 milliards 597 millions de francs, conformément à la répartition par chapitre qui en est donnée par les lois relatives au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils pour l'exercice 1954. » — (*Adopté.*)

« Art. 5. — Les budgets annexes (services civils) rattachés pour ordre au budget général, sont fixés, tant en recettes qu'en dépenses ordinaires et extraordinaires, sauf en ce qui concerne le budget des prestations familiales agricoles, à la somme de 265.034.315.000 francs, conformément à la répartition par chapitre qui en est donnée par les lois relatives au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils pour l'exercice 1954. » — (*Adopté.*)

« Art. 6. — I. — Le montant des crédits accordés au ministre de la défense nationale, pour l'exercice 1954, au titre des dépenses militaires, ne pourra excéder 1.071 milliards de francs.

La répartition par chapitre de ces crédits sera fixée par la loi relative au développement des crédits affectés aux dépenses des services militaires pour l'exercice 1954 (défense nationale).

« II. — Le montant des crédits accordés au ministre de la France d'outre-mer, pour l'exercice 1954, au titre des dépenses militaires ne pourra excéder 39,5 milliards de francs. La répartition par chapitre de ces crédits sera fixée par la loi relative au développement des crédits affectés aux dépenses des services militaires pour l'exercice 1954 (France d'outre-mer). »

Par amendement (n° 35), M. Marrane et les membres du groupe communiste proposent, au premier alinéa de cet article,

à la troisième ligne, de remplacer la somme de 1.071 milliards de francs par la somme de 771 milliards de francs.

La parole est à M. Marrane.

M. Georges Marrane. Mesdames, messieurs, les débats qui se sont déroulés sur chacun des budgets des ministères ainsi que sur les comptes spéciaux du Trésor ont montré qu'une des grosses difficultés qui s'opposent aux investissements dans notre pays est l'exagération des dépenses militaires qui écrasent l'économie de la nation. Nous pensons, par conséquent, qu'il faut changer de politique. C'est un argument qui, maintenant, est repris dans tous les milieux. Or, pour changer de politique, il est urgent de réduire les dépenses militaires.

C'est dans cet esprit qu'au nom du groupe communiste j'ai déposé cet amendement. Je demande au Conseil de bien vouloir l'approuver.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission repousse l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement, repoussé par la commission. (*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6.

(*L'article 6 est adopté.*)

M. le président. « Art. 7. — Des décrets pris en conseil des ministres sous le contre-seing du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat au budget, opéreront avant le dernier jour du mois qui suit celui de la promulgation de la présente loi sur les crédits affectés aux dépenses des services civils et militaires, au titre de l'exercice 1954, des économies dont le montant ne pourra être inférieur à 30 milliards de francs.

« Ces décrets seront préalablement soumis à l'avis conforme de la commission des finances de l'Assemblée nationale et à l'avis de la commission des finances du Conseil de la République.

« Cette somme pourra être diminuée du montant des recettes non fiscales que le Gouvernement pourra dégager au cours de l'exercice 1954 en sus des prévisions retenues dans la présente loi. » — (*Adopté.*)

« Art. 8. — La charge nette imposée au Trésor en 1954 par la gestion des comptes spéciaux du Trésor ne pourra excéder 285 milliards de francs au titre du « Fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique » et 55 milliards de francs pour les autres comptes, conformément au développement donné par la loi relative aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1954. » — (*Adopté.*)

« Art. 9. — Il est interdit aux ministres de prendre des mesures nouvelles entraînant des augmentations de dépenses imputables sur les crédits ouverts par les articles 2, 3, 4, 5, 6 et 8 qui précèdent, qui ne résulteraient pas de l'application des lois et ordonnances antérieures, des dispositions de la présente loi de finances et des lois de développement.

« Le ministre ordonnateur, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat au budget seront personnellement responsables des décisions prises à l'encontre de la disposition ci-dessus. » — (*Adopté.*)

TITRE II

Voies et moyens.

§ 1er. — *Impôts et revenus autorisés.*

« Art. 10. — I. — La perception des impôts directs et indirects et des produits et revenus publics continuera à être opérée, pour l'année 1954, conformément aux lois et décrets en vigueur.

« Continuera d'être faite, pour l'année 1954, la perception, conformément aux lois et décrets existants, des divers produits et revenus affectés au budgets annexes et aux dépenses du titre VIII « Dépenses effectuées sur ressources affectées » des budgets civils.

« Continuera également à être faite, pendant l'année 1954, la perception, conformément aux lois et décrets existants, des divers droits, produits et revenus affectés aux départements, aux communes, aux établissements publics et aux communautés d'habitants dûment autorisés.

« II. — Toutes contributions directes ou indirectes autres que celles qui sont autorisées par les lois, ordonnances et décrets en vigueur par la présente loi ou par les lois de développement, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites à peine contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en poursuivraient le recouvrement d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

« Sont également punissables des peines prévues à l'égard des concussionnaires tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation de la loi, accordé des exonérations ou franchises de droits, impôts ou taxes publiques ou auront effectué gratuitement la délivrance des produits et établissements de l'Etat. »

M. le rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Je vous demande, monsieur le président, de bien vouloir tenir compte, avant le vote, de la modification suivante — il s'agit simplement d'une question de forme — qui consiste, d'une part, à ajouter, au paragraphe I, premier alinéa, après les mots: « pour l'année 1954 », les mots: « et à compter du 1er janvier 1954 »; à ajouter, d'autre part, au troisième alinéa de ce paragraphe, après les mots: « pendant l'année 1954 », les mots: « et à compter du 1er janvier 1954 ».

M. le président. Il sera tenu compte de cette rectification.

Par amendement (n° 3 rectifié), MM. Maroselli et Alric, au nom de la commission de la défense nationale, proposent de compléter le paragraphe I de l'article 1er par le texte suivant:

« Le tableau B de l'article 265 du code des douanes est modifié comme suit en ce qui concerne les produits désignés ci-après:

NUMÉROS du tarif des douanes.	DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉ de perception.	QUOTITÉ
			Francs.
	Produits légers du pétrole et assimilés.		
.....	.....	.....	.....
334 C	Pétrole lampant:		
	Carburéacteur, sous conditions d'emploi fixées par décret.....	Hectolitre.	775
	Autres	Hectolitre.	1.992
334 G	Autres:		
	Carburéacteur, sous conditions d'emploi fixées par décret.....	Hectolitre.	775
	Autres	Hectolitre.	1.656

(Le reste sans changement.)

M. le ministre des finances. Cet amendement a l'accord du Gouvernement.

M. Maroselli. Du moment qu'il a l'accord du Gouvernement, je renonce à la parole.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole sur cet amendement, accepté par le Gouvernement et par la commission ?...

Je le mets aux voix.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Si personne ne demande la parole, je mets aux voix l'article 10, avec l'addition résultant du vote de cet amendement.

(*L'article 10, ainsi complété, est adopté.*)

M. le président. Par amendement (n° 34), M. Monichon propose d'insérer un article additionnel 10 *bis* (nouveau) ainsi conçu:

« Sont ajoutés à la liste des produits énumérés au paragraphe *a*) de l'article 262 du code général des impôts, les produits suivants:

« Bois bruts de scierie;

« Produits résineux bruts de distillation (essence de térébenthine, brais et colophanes). »

La parole est à M. Monichon.

M. Monichon. Monsieur le président, je voudrais préciser au Conseil que mon amendement tendant à insérer un article additionnel 10 *bis* (nouveau) va voir sa rédaction légèrement modifiée. Il sera ainsi rédigé: « Sont ajoutés à la liste des produits énumérés au paragraphe *a*) de l'article 262 du code général des impôts les produits suivants: bois bruts de scierie. »

Le reste de l'amendement est supprimé.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Bien que le Gouvernement n'accepte pas, d'une façon générale, des amendements qui créent

une diminution de recette fiscale, néanmoins cet amendement a notre agrément. Il correspond à une disposition que je me proposais de comprendre dans la loi des voies et moyens et qui a fait l'objet d'un engagement, notamment par la voix de M. le ministre de l'agriculture.

En fait, il s'agit tout simplement de diminuer de 15,35 p. 100 à 6,35 p. 100 la taxe à la production en ce qui concerne les bois bruts de scierie. On m'a demandé de vouloir bien alléger la fiscalité sur les bois bruts, qui est extrêmement lourde, si l'on tient compte des charges sociales et des charges annexes. J'ai accepté et, dans une certaine mesure, encouragé l'amendement de M. Monichon.

Cela étant, il s'agit d'une exception dont je demande qu'on veuille bien ne pas tirer de conséquence; c'est à cette condition que je suis disposé à accepter cet amendement, qui tend à venir en aide à la construction, qui supporte des charges fiscales très élevées.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement rectifié, accepté par le Gouvernement et par la commission.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. En conséquence, l'amendement qui vient d'être adopté devient l'article 10 *bis*.

§ 2. — *Evaluation des voies et moyens.*

« Art. 11. — Les produits et revenus applicables au budget général de l'exercice 1954 sont évalués à la somme de 2.869.258 millions de francs.

« Cette évaluation correspond:

« A concurrence de 2.824.700 millions de francs, aux produits attendus des ressources ordinaires et extraordinaires conformément au développement qui en est donné par l'état A annexé à la présente loi;

« A concurrence de 44.558 millions de francs, aux recettes affectées à la couverture des dépenses du titre VIII conformément au développement qui en est donné par l'état B annexé à la présente loi. »

L'article 11 est réservé jusqu'au vote des états A et B annexés.

Je donne lecture de l'état A:

ETAT A

Tableau des voies et moyens applicables au budget général de l'exercice 1954.

I. — Impôts et monopoles.

1° *Produits des contributions directes.*

« Ligne 1. — Contributions directes perçues par voie d'émission de rôles, 435 milliards de francs. »

« Ligne 2. — Impôt sur les sociétés, 205 milliards de francs. »

« Ligne 3. — Versement forfaitaire sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères, taxe proportionnelle sur les traitements, salaires, pensions, rentes viagères et bénéfices non commerciaux perçus par voie de retenue à la source, 220 milliards de francs. »

« Ligne 4. — Taxe proportionnelle sur les revenus des valeurs mobilières, 39 milliards de francs. »

« Ligne 5. — Taxe spéciale sur les distributions par les sociétés des valeurs mobilières détenues dans leur portefeuille, 1 milliard de francs. »

2° *Produits de l'enregistrement.*

Mutations:

« Ligne 6. — Créances, rentes, prix d'offices, 1.900 millions de francs. »

Mutations à titre onéreux:

Meubles:

« Ligne 7. — Fonds de commerce, 7.600 millions de francs. »

« Ligne 8. — Meubles corporels, 3.500 millions de francs. »

« Ligne 9. — Immeubles et droits immobiliers, 27 milliards de francs. »

Mutations à titre gratuit:

« Ligne 10. — Entre vifs (donations), 800 millions de francs. »

« Ligne 11. — Par décès, 22.800 millions de francs. »

« Ligne 12. — Taxe à la première mutation, 1.300 millions de francs. »

« Ligne 13. — Taxe représentative du droit d'accroissement. » — (Mémoire.)

« Ligne 14. — Autres conventions et actes civils, administratifs et de l'état civil, 28 milliards de francs. »

« Ligne 15. — Actes judiciaires et extrajudiciaires, 1 milliard 900 millions de francs. »

« Ligne 16. — Hypothèques, 4.500 millions de francs. »

« Ligne 17. — Taxe spéciale sur les conventions d'assurances, 25 milliards de francs. »

« Ligne 18. — Pénalités (droits et demi-droits en sus, amendes), 1 milliard de francs. »

« Ligne 19. — Recettes diverses, 500 millions de francs. »

3° *Produits du timbre.*

« Ligne 20. — Timbre unique, 11 milliards de francs. »

« Ligne 21. — Actes et écrits assujettis au timbre de dimension, 2.600 millions de francs. »

« Ligne 22. — Contrats de capitalisation et d'épargne, 540 millions de francs. »

« Ligne 23. — Contrats de transports, 1.800 millions de francs. »

« Ligne 24. — Permis de conduire et récépissés de mise en circulation des automobiles, 8 milliards de francs. »

« Ligne 25. — Renouvellement des récépissés de déclaration des véhicules (véhicules utilitaires. » — (Mémoire.)

« Ligne 26. — Passeports. » — (Mémoire.)

« Ligne 27. — Permis de chasse, 1.200 millions de francs. »

« Ligne 28. —Rachat du droit de timbre des valeurs mobilières. » — (Mémoire.)

« Ligne 29. — Pénalités (amendes de contravention), 40 millions de francs. »

« Ligne 30. — Recettes diverses, 550 millions de francs. »

4° *Produits de l'impôt sur les opérations de bourse.*

« Ligne 31. — Impôt sur les opérations traitées dans les bourses de valeurs et pénalités, 3.500 millions de francs. »

« Ligne 32. — Impôt sur les opérations traitées dans les bourses du commerce. » — (Mémoire.)

5° *Produits de l'impôt de solidarité nationale.*

« Ligne 33. — Impôt de solidarité nationale, 400 millions de francs. »

6° *Produits des douanes.*

« Ligne 34. — Droits d'importation, 241 milliards de francs. »

« Ligne 35. — Droits de sortie, 2 millions de francs. »

« Ligne 36. — Droits de navigation, 2.400 millions de francs. »

« Ligne 37. — Autres droits et recettes accessoires, 7.500 millions de francs. »

« Ligne 38. — Amendes et confiscations, 700 millions de francs. »

7° *Produits des contributions indirectes.*

Droits sur les boissons:

« Ligne 39. — Vins, cidres, poirés et hydromels, 4.900 millions de francs. »

« Ligne 40. — Droits sur les alcools, 42.140 millions de francs. »

« Ligne 41. — Taxe sur les vélocipèdes, 1.370 millions de francs. »

« Ligne 42. — Taxe à la mouture et taxe additionnelle à la taxe à la mouture, 130 millions de francs. »

Droits divers et recettes à différents titres:

« Ligne 43. — Garantie des matières d'or et d'argent, 1 milliard de francs. »

« Ligne 44. — Amendes, confiscations et droits sur acquits non rentrés, 500 millions de francs. »

« Ligne 45. — Autres droits et recettes à différents titres, 10 milliards de francs. »

8° *Produits des taxes sur le chiffre d'affaires.*

« Ligne 46. — Taxe à la production, 896 milliards de francs. »

« Ligne 47. — Taxe sur les transactions, 224 milliards de francs. »

9° *Produits des taxes uniques.*

« Ligne 48. — Taxe unique sur les vins, 39.300 millions de francs. »

« Ligne 49. — Taxe de circulation sur les viandes, 47 milliards 500 millions de francs. »

10° *Produits du monopole des poudres à feu.*

« Ligne 50. — Récupération de frais pour les poudres à feu vendues par l'administration des contributions indirectes, 400 millions de francs. »

« Ligne 51. — Impôt sur les poudres de chasse, 500 millions de francs. »

« Ligne 52. — Impôt sur les poudres de mines, 300 millions de francs. »

II. — **Exploitations industrielles et commerciales.**

« Ligne 53. — Reversement par la caisse autonome d'amortissement du produit net de l'exploitation du service des allumettes, 1.700 millions de francs. »

« Ligne 54. — Versement au budget général de l'excédent net des ressources affectées de la caisse autonome d'amortissement sur les charges de cet établissement, 31.600 millions de francs. »

« Ligne 55. — Bénéfice résultant de la frappe des monnaies et excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des médailles, 17.587.053.000 francs. »

« Ligne 56. — Excédent des recettes sur les dépenses de l'imprimerie nationale, 221.635.000 francs. »

« Ligne 57. — Produit brut de l'exploitation de la manufacture nationale des Gobelins. » — (Mémoire.)

« Ligne 58. — Bénéfices nets de l'exploitation des postes, télégraphes et téléphones affectés aux recettes du budget général. » — (Mémoire.)

« Ligne 59. — Produits bruts de l'exploitation en régie des journaux officiels, 810 millions de francs. »

« Ligne 60. — Produit net de l'exploitation des mines de potasse d'Alsace. » — (Mémoire.)

« Ligne 61. — Produit brut du service des eaux de Versailles et de Marly, 171 millions de francs. »

« Ligne 62. — Produits à provenir de l'exploitation du service des essences. » — (Mémoire.)

« Ligne 63. — Produits à provenir de l'exploitation du service des poudres. » — (Mémoire.)

« Ligne 64. — Produits à provenir de l'exploitation du service des constructions aéronautiques. » — (Mémoire.)

« Ligne 65. — Produits à provenir de l'exploitation du service des constructions et armes navales. » — (Mémoire.)

« Ligne 66. — Produits à provenir de l'exploitation du service des fabrications d'armement. » — (Mémoire.)

« Ligne 67. — Bénéfices nets d'entreprises nationalisées, 1.000 millions de francs. »

III. — **Produits et revenus du domaine de l'Etat.**

« Ligne 68. — Produits et revenus du domaine encaissés par les receveurs des domaines, 6 milliards de francs. »

« Ligne 69. — Produit de la liquidation de biens ayant appartenu à des Etats ou des ressortissants ennemis et attribués à l'Etat français, 1.300 millions de francs. »

« Ligne 70. — Produits de la liquidation des biens français en Tunisie, 200 millions de francs. »

« Ligne 71. — Part revenant au budget sur le produit net de la liquidation des surplus, 1.200 millions.

« Ligne 72. — Produits et revenus de titres ou valeurs appartenant à l'Etat du chef de ses participations financières, 1 milliard de francs. »

« Ligne 73. — Produits des forêts encaissés par les trésoriers payeurs généraux. — Coupes de bois et exploitations accidentelles vendues en bloc sur pied avec précomptage sur la possibilité, bois de chauffage fourni au service forestier, 6.200 millions de francs. »

« Ligne 74. — Produits des forêts encaissés par les receveurs des domaines. — Chasse, menus produits, etc., 3.400 millions de francs. »

IV. — **Produits divers.**

Affaires étrangères.

« Ligne 1. — Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires, 850 millions de francs. »

« Ligne 2. — Contribution aux dépenses militaires de la métropole. » — (Mémoire.)

Agriculture.

« Ligne 3. — Droit de visite et d'inspection du bétail et des viandes, 115 millions de francs. »

« Ligne 4. — Contribution des départements, communes et établissements publics aux frais de garderie et administration des forêts soumises au régime forestier, 700 millions de francs. »

« Ligne 5. — Recettes à provenir de l'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 organisant la protection des végétaux, 1 milliard de francs.

« Ligne 6. — Frais d'adjudication des produits en bois encaissés tant par les trésoriers-payeurs généraux que par les receveurs des domaines, 100 millions de francs.

« Ligne 7. — Prélèvement sur le produit de la taxe forestière instituée par la loi du 6 février 1953, 305 millions de francs. »

« Ligne 8. — Remboursement par la caisse nationale de crédit agricole et par l'office national interprofessionnel des céréales des dépenses mises à leur charge par le décret-loi du 17 juin 1938, 53 millions de francs. »

« Ligne 9. — Remboursement des avances consenties par l'Etat pour les dépenses de fonctionnement des corps de sapeurs-pompiers forestiers et pour les acquisitions immobilières dans les landes de Gascogne. » — (Mémoire.)

« Ligne 10. — Recettes provenant de la liquidation du compte spécial « Acquisition et rétrocession des éléments essentiels du capital d'exploitation des agriculteurs éprouvés par les événements de guerre (ordonnance n° 45-873 du 24 avril 1945). » — (Mémoire.)

Défense nationale.

« Ligne 11. — Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitentiers militaires et recouvrement de frais de poursuite, 520.000 francs. »

« Ligne 12. — Produit des droits d'entrée et recettes diverses du musée de la marine, 2 millions de francs. »

« Ligne 13. — Recettes des transports aériens par moyens militaires, 20 millions de francs. »

Education nationale.

« Ligne 14. — Produits des droits d'examens et redevances collégiales, 80 millions de francs. »

« Ligne 15. — Droit de vérification des alcoomètres, densimètres et thermomètres médicaux, 75 millions de francs. »

Etats associés.

« Ligne 16. — Recettes diverses recouvrées en Indochine, 90 millions de francs. »

Finances et affaires économiques.

I. — Finances.

« Ligne 17. — Participation des communes pour les dépenses de réfection du cadastre et recettes diverses du service du cadastre, 75 millions de francs. »

« Ligne 18. — Versements des collectivités locales, des organismes publics et des particuliers pour frais de confection des rôles et exécution de travaux accessoires par le service des contributions directes, 2.500 millions de francs. »

« Ligne 19. — Recettes diverses des receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre, 400 millions de francs. »

« Ligne 20. — Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques en vertu du décret du 27 mai 1946, 1.200 millions de francs. »

« Ligne 21. — Recouvrement de frais de justice, de frais de poursuites et d'instance, 600 millions de francs. »

« Ligne 22. — Recettes diverses des receveurs des douanes, 850 millions de francs. »

« Ligne 23. — Recettes diverses des receveurs des contributions indirectes, 2.500 millions de francs. »

« Ligne 24. — Redevances versées par les receveurs-buralistes, 650 millions de francs. »

« Ligne 25. — Versement au budget des bénéfices du service des alcools. » — (Mémoire.)

« Ligne 26. — Remboursement par la Sarre des dépenses d'administration, de contrôle et de sécurité effectuées par la France en territoire sarrois, 1.800 millions de francs. »

« Ligne 27. — Remboursement par la Sarre des dépenses à sa charge imputées au budget français et de la part lui incombant sur les dépenses communes, 350 millions de francs. »

« Ligne 28. — Produit de la loterie nationale, 11.820 millions de francs. »

« Ligne 29. — Recettes en atténuation des frais de trésorerie, 2.500 millions de francs. »

« Ligne 30. — Recettes en atténuation des dépenses de la dette flottante, 4.500 millions de francs. »

« Ligne 31. — Redevances versées par les entreprises dont les emprunts bénéficient de la garantie de l'Etat (loi du 23 mars 1941), 140 millions de francs.

« Ligne 32. — Remboursement par la Société nationale des chemins de fer français de la part lui incombant dans la charge des emprunts contractés par le Trésor en application du décret du 28 août 1937, 1.608.757.000 francs. »

« Ligne 33. — Part de l'Etat dans les intérêts des avances effectuées par le Crédit national (article 2 de la convention approuvée par la loi du 10 octobre 1919 et de la convention approuvée par l'article 64 de la loi de finances du 31 décembre 1937) et dans les bénéfices réalisés par cet établissement (art. 14 de la convention du 7 juillet 1919, ratifiée par la loi du 10 octobre 1919). » — (Mémoire.)

« Ligne 34. — Produits ordinaires des recettes des finances, 45 millions de francs. »

« Ligne 35. — Produits des amendes et condamnations pécuniaires, 5 milliards de francs. »

« Ligne 36. — Taxe spéciale sur les dépôts de devises et de valeurs mobilières étrangères, 50 millions de francs. »

« Ligne 37. — Remboursement par divers gouvernements étrangers, par l'Algérie et les colonies des frais de confection et d'expédition de papiers timbrés et de timbres mobiles, 15 millions de francs. »

« Ligne 38. — Impôt progressif sur le produit brut des jeux dans les casinos régis par la loi du 15 juin 1907, 2 milliards de francs. »

« Ligne 39. — Prélèvement sur le pari mutuel, 700 millions de francs. »

« Ligne 40. — Recettes diverses des services extérieurs du Trésor, 100 millions de francs. »

« Ligne 41. — Produit de la taxe prévue par l'article 3 de la loi, provisoirement applicable, du 12 juillet 1941, relative au payement des pensions de l'Etat par mandat-carte postal ou par virement de compte, 7 millions de francs. »

« Ligne 42. — Recettes diverses recouvrées au titre de l'apurement et de la liquidation des dommages de la guerre 1914-1918, 2 millions de francs. »

« Ligne 43. — Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances, 760 millions de francs. »

« Ligne 44. — Récupération et mobilisation des créances de l'Etat, 6 milliards de francs. »

« Ligne 45. — Revision des marchés de guerre.» — (Mémoire.)

« Ligne 46. — Contribution de diverses administrations au fonds spécial de retraite des ouvriers des établissements industriels de l'Etat, 2.173.600.000 francs. »

« Ligne 47. — Remboursement par la caisse autonome de dépenses faites pour son compte, 672.052.000 francs. »

« Ligne 48. — Annuités et intérêts reversés par la caisse des dépôts et consignations pour les avances faites par son intermédiaire pour le financement des travaux entrepris pour lutter contre le chômage, 96.643.000 francs. »

« Ligne 49. — Part de la caisse d'amortissement dans les services des rentes 3,5 p. 100 1942 et 3 p. 100 1945 émises pour la conversion des rentes 4,5 p. 100 1932 (tranche B), 294.830.000 francs. »

« Ligne 50. — Bénéfices réalisés par la caisse des dépôts et consignations. » — (Mémoire.)

« Ligne 51. — Contribution aux frais de contrôle et de surveillance de l'Etat en matière d'assurance (application de l'ordonnance du 29 septembre 1945), aux frais de fonctionnement du conseil national des assurances et de l'école nationale des assurances, 210 millions de francs. »

« Ligne 52. — Annuités à verser par les sociétés de crédit immobilier, les caisses régionales de crédit agricole, les sociétés et offices publics d'habitations à bon marché pour l'amortissement des prêts consentis pour le compte de l'Etat par la caisse des dépôts et consignations en application des lois des 5 décembre 1922, 13 juillet 1928 et du décret du 15 mai 1934, 3.019.150.000 francs. »

« Ligne 53. — Annuités à verser par les sociétés de crédit immobilier, les caisses régionales de crédit agricole, les sociétés et offices publics d'habitations à bon marché pour l'amortissement des prêts consentis en application de la loi du 27 juillet 1934, 5.350.000 francs. »

« Ligne 54. — Annuités et intérêts à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition par l'Etat pour faciliter l'établissement et l'exploitation de réseaux ruraux d'électricité (loi du 2 août 1923), 103 millions de francs. »

« Ligne 55. — Annuités à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition en application des lois des 7 octobre 1946 et 23 décembre 1946, 76 millions de francs. »

« Ligne 56. — Annuités à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition en application de la loi du 16 avril 1935, 7 millions de francs. »

« Ligne 57. — Annuités à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition par l'Etat en application du décret du 24 mai 1938 relatif à l'amélioration du logement rural, 11.900.000 francs. »

« Ligne 58. — Annuités à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition par l'Etat en application du décret du 17 juin 1938 relatif aux travaux d'équipement rural, 60 millions de francs. »

« Ligne 59. — Remboursement effectués par les départements pour les prêts à eux consentis en application des articles 142 et 143 de la loi de finances du 30 décembre 1928, 35 millions 270.000 francs. »

« Ligne 60. — Part de l'Etat dans les bénéfices de l'exploitation de la compagnie franco-espagnole des chemins de fer de Tanger à Fez. » — (Mémoire.)

« Ligne 61. — Annuités versées par la caisse des dépôts et consignations pour les prêts faits par son intermédiaire en vue du financement des travaux de circonstance (ordonnance du 1er mai 1954), 32.210.000 francs. »

« Ligne 62. — Annuités à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition par l'Etat en application de la loi du 24 mai 1946 relative à l'attribution de prêts d'installation aux jeunes agriculteurs, 350 millions de francs. »

« Ligne 63. — Annuités à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à la disposition de cet établissement en vue de l'attribution de prêts destinés à permettre aux agriculteurs et artisans ruraux anciens prisonniers et anciens déportés d'accéder à l'exploitation agricole ou à l'exploitation artisanale rurale, 260 millions de francs. »

« Ligne 64. — Annuités à verser par la caisse nationale de crédit agricole pour les avances mises à sa disposition en application de l'article 23 de la loi de finances du 21 mars 1948, 14.600.000 francs. »

« Ligne 65. — Annuités à verser par la chambre syndicale des banques populaires pour les avances mises à sa disposition par l'Etat en application de l'ordonnance du 5 octobre 1945 relative à des prêts aux anciens prisonniers de guerre et aux anciens déportés, 90 millions de francs. »

« Ligne 66. — Remboursement par le crédit national de fonds d'emprunt réservé à des avances à moyen terme (art. 2 et 11 de la convention du 7 juillet 1919), 25 millions de francs. »

« Ligne 67. — Remboursement de divers frais de gestion et de contrôle, 100 millions de francs. »

« Ligne 68. — Annuités diverses, 4.274.000 francs. »

« Ligne 69. — Participation des services financièrement autonomes aux dépenses de fonctionnement des cités administratives, 60 millions de francs. »

« Ligne 70. — Primes perçues en contrepartie des garanties afférentes à des opérations de commerce extérieur, 750 millions de francs. »

« Ligne 71. — Versements des employeurs pour l'emploi de prisonniers de guerre, 10 millions de francs. »

« Ligne 72. — Recettes à provenir des opérations de liquidation des anciens comptes spéciaux du ravitaillement. » (Mémoire.)

« Ligne 73. — Recettes à provenir des opérations de liquidation du compte spécial « Transports maritimes. — Exploitation de navires. », 1.100 millions de francs. »

« Ligne 74. — Recettes à provenir des opérations de liquidation du compte spécial « Opérations commerciales du service des importations et des exportations. », 450 millions de francs. »

« Ligne 75. — Application de l'accord franco-libanais du 24 janvier 1948, 450 millions de francs. »

« Ligne 76. — Versement du fonds commun de l'allocation de logement au titre de la péréquation des charges d'allocations de logement supportées par l'Etat, 100 millions de francs. »

II. — Affaires économiques.

« Ligne 77. — Contribution des offices et établissements publics de l'Etat dotés de l'autonomie financière et des compagnies de navigation subventionnées, sociétés d'économie mixte, entreprise de toute nature ayant fait appel au concours financier de l'Etat, 100 millions de francs. »

Ligne 78. — Produits des pénalités infligées à la diligence des services du contrôle des prix pour infractions à la législation des prix et du ravitaillement, 450 millions de francs. »

« Ligne 79. — Produits des renseignements de notoriété fournis par les services des renseignements du commerce extérieur, 2.500.000 francs. »

France d'outre-mer.

« Ligne 80. — Retenues pour frais de traitement dans les hôpitaux, effectuées sur la solde du personnel militaire et assimilé et sur le traitement du personnel civil rémunéré sur le budget de l'Etat, 2.900.000 francs. »

« Ligne 81. — Contribution des territoires d'outre-mer aux dépenses militaires de la métropole et aux dépenses de l'aéronautique militaire aux territoires d'outre-mer. » — (Mémoire.)

« Ligne 82. — Remboursement par les territoires d'outre-mer et les Etats associés des dépenses administratives de la caisse de retraites de la France d'outre-mer, 38.186.000 francs. »

« Ligne 83. — Contribution des territoires d'outre-mer aux dépenses du service administratif de la France d'outre-mer, 124.855.000 francs. »

Industrie et commerce.

« Ligne 84. — Droit de vérification des instruments de mesure, 225 millions de francs. »

« Ligne 85. — Redevances pour contrôles spéciaux et travaux métrologiques spéciaux, 148 millions de francs. »

« Ligne 86. — Redevances pour frais de contrôle des chemins de fer miniers, 100.000 francs. »

« Ligne 87. — Remboursement des subventions accordées à des exploitations minières en application du décret-loi du 6 mai 1939, modifié par la loi provisoirement applicable du 15 novembre 1940, et de la loi provisoirement applicable du 31 décembre 1941, 500.000 francs. »

« Ligne 88. — Redevances pour frais de contrôle des distributions d'énergie électrique et des concessions de forces hydrauliques, 60 millions de francs. »

« Ligne 89. — Redevances pour frais de contrôle de la production, du transport et de la distribution du gaz, 5.500.000 francs. »

« Ligne 90. — Remboursement d'annuités et avances par la société Electricité de France et par diverses sociétés de production d'énergie hydroélectrique, 9.600.000 francs. »

« Ligne 91. — Remboursement des avances consenties à la régie autonome des pétroles. » — (Mémoire.)

« Ligne 92. — Redevances annuelles et remboursement d'avances consenties par l'Etat en vertu de contrats d'équipement et d'entretien d'usines, 80 millions de francs. »

« Ligne 93. — Bénéfice d'exploitation des bassins houillers de l'Aquitaine et des Cévennes pendant la période de réquisition. » — (Mémoire.)

« Ligne 94. — Taxes d'épreuves d'appareils à pression de vapeur ou de gaz, 12 millions de francs. »

Intérieur.

« Ligne 95. — Contingents des départements et des communes dans les dépenses faites pour leur police, 900 millions de francs. »

« Ligne 96. — Contribution de l'Algérie aux dépenses militaires de sécurité. » — (Mémoire.)

« Ligne 97. — Contribution des départements aux dépenses résultant de la prise en charge des auxiliaires départementaux, 1.692.910.000 francs. »

Justice.

« Ligne 98. — Recettes des établissements pénitentiaires, 900 millions de francs. »

« Ligne 99. — Recettes des établissements d'éducation surveillée, 90 millions de francs. »

Reconstruction et logement.

« Ligne 100. — Produit de la revision des marchés opérés en application de l'article 105 de la loi du 7 octobre 1946, 40 millions de francs. »

« Ligne 101. — Recettes à provenir des opérations de liquidation du compte spécial « Fabrications et travaux du service des constructions provisoires », 10 millions de francs. »

Santé publique et population.

« Ligne 102. — Produits du droit fixe de visa des spécialités pharmaceutiques, 18 millions de francs. »

« Ligne 103. — Revenus des lazarets et établissements sanitaires, 290 millions de francs. »

« Ligne 104. — Produits des taxes sur les analyses, examens et contrôles effectués par le laboratoire national du ministère de la santé publique et de la population et de l'Académie de médecine, 4 millions de francs. »

Travail et sécurité sociale.

« Ligne 105. — Redevances pour la rétribution des délégués mineurs et remboursement par les exploitants de mines des primes d'assurances en cas d'accidents, des indemnités d'incapacité temporaire et des frais médicaux et pharmaceutiques supportés par le Trésor, en exécution de la loi du 13 décembre 1942, 420.800.000 francs. »

« Ligne 106. — Remboursement par la caisse nationale de sécurité sociale des frais d'administration de la direction générale et des services régionaux des assurances sociales, 1.796 millions 269.000 francs. »

« Ligne 107. — Redevance pour l'emploi obligatoire des mutilés, 120 millions de francs. »

Travaux publics, transports et tourisme.

« Ligne 108. — Redevance d'usage due par la Société nationale des chemins de fer français, 14.200 millions de francs. »

« Ligne 109. — Redevances et remboursements divers dus par les chemins de fer en France, 74 millions de francs. »

« Chap. 110. — Redevances et remboursements divers dus par les compagnes de chemins de fer d'intérêt local et entreprises similaires, 4 millions de francs. »

« Ligne 111. — Reversements divers effectués par les compagnies de chemins de fer et par la Société nationale des chemins de fer français, 35.685.000 francs. »

« Ligne 112. — Versement au Trésor de l'annuité représentative des charges de capital d'établissement du réseau d'Alsace et de Lorraine pour les dépenses effectuées de 1871 à 1921, 54.986.000 francs. »

« Ligne 113. — Part revenant à l'Etat dans le produit net d'exploitation du chemin de fer de Somain à Anzin et à la frontière belge. » — (Mémoire.)

« Ligne 114. — Taxe additionnelle à la taxe de séjour, 25 millions de francs. »

« Ligne 115. — Versement de la ville de Paris sur les bénéfices ou redevances de la Compagnie du chemin de fer métropolitain. » — (Mémoire.)

« Ligne 116. — Redevances d'usage perçues sur les aérodromes de l'Etat, et remboursements divers par les usagers, 455 millions de francs. »

Marine marchande.

« Ligne 117. — Droit de visite de sécurité de la navigation maritime, 50 millions de francs. »

« Ligne 118. — Produits de l'exploitation des navires de la flotte en gérance acquis avant le 1er septembre 1944 et loyers des navires affectés à l'exploitation des services contractuels, 290 millions de francs. »

Caisse nationale d'épargne.

« Ligne 119. — Excédent des recettes sur les dépenses du budget annexe de la caisse nationale d'épargne, 7.399 millions de francs. »

Postes, télégraphes et téléphones.

« Ligne 120. — Contribution de l'administration des postes, télégraphes et téléphones aux retraites de son personnel soumis au régime général des pensions civiles, 8.290 millions de francs. »

« Ligne 121. — Remboursement par l'administration des postes, télégraphes et téléphones des charges d'amortissement de ses bons et obligations amortissables, 2.371.994.000 francs. »

Radiodiffusion-télévision française.

« Ligne 122. — Contribution forfaitaire de la radiodiffusion aux charges de pension du personnel, 195.338.000 francs. »

Divers services.

« Ligne 123. — Retenues pour pensions civiles et militaires, 27 milliards de francs. »

« Ligne 124. — Bénéfices des comptes de commerce, 700 millions de francs. »

« Ligne 125. — Remboursement par certains comptes spéciaux des dépenses de personnel applicables à leur fonctionnement, 174 millions de francs. »

« Ligne 126. — Recettes à provenir de l'apurement des comptes spéciaux clos en application de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 et des lois subséquentes, 500 millions de francs. »

« Ligne 127. — Remboursement de frais de scolarité, de pensions et de trousseaux par les anciens élèves des grandes écoles du Gouvernement qui quittent prématurément le service de l'Etat, 40 millions de francs. »

« Ligne 128. — Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement, 30 millions de francs. »

« Ligne 129. — Droits d'inscription pour les examens, de diplômes et de scolarité perçus dans différentes écoles du Gouvernement, 8 millions de francs. »

« Ligne 130. — Produit de la vente des publications du Gouvernement, 15 millions de francs. »

« Ligne 131. — Retenues de logement effectuées sur les émoluments de fonctionnaires et officiers logés dans des immeubles appartenant à l'Etat ou loués par l'Etat, 130 millions de francs. »

*

« Ligne 132. — Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits, 1.850 millions de francs. »

« Ligne 133. — Recettes accidentelles à différents titres, 8.500 millions de francs. »

« Ligne 134. — Recettes diverses, 300 millions de francs. »

« Ligne 135. — Réintégration au budget général des recettes des établissements dont l'autonomie a été supprimée par le décret du 20 mars 1939, 30 millions de francs. »

« Ligne 136. — Prélèvement sur les ressources affectées, destiné à couvrir les dépenses de fonctionnement imputables sur le titre III « Moyens des services » du budget général, 621 millions de francs. »

« Ligne 137. — Versement au Trésor des produits visés par l'article 5, dernier alinéa, de l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945, 3 milliards de francs. »

« Ligne 138. — Ressources à provenir de l'application des règles relatives aux cumuls des rémunérations d'activité, 130 millions de francs. »

V. — **Ressources exceptionnelles.**

1° *Recettes en contre-partie de dépenses de reconstruction et d'équipement.*

« Ligne 139. — Produit du prélèvement exceptionnel institué par la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948, 200 millions de francs. »

« Ligne 140. — Intérêts et amortissement des prêts consentis en exécution de l'article 12 de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948, 58 milliards de francs. »

« Ligne 141. — Recettes en contre-partie des dépenses de reconstitution de la flotte de commerce et de pêche et de la flotte rhénane, 4.930 millions de francs. »

« Ligne 142. — Recettes en contre-partie des dépenses de reconstruction. » — (Mémoire.)

2° *Coopération internationale.*

« Ligne 143. — Contre-valeur de l'aide consentie par le gouvernement des Etats-Unis en application de l'accord du 28 juin 1948. » — (Mémoire.)

« Ligne 144. — Contre-valeur de l'aide militaire accordée à la France par les Etats-Unis d'Amérique. » — (Mémoire.)

VI. — **Fonds de concours et recettes assimilées.**

1° *Fonds de concours ordinaires et spéciaux.*

« Ligne 145. — Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public. » — (Mémoire.)

« Ligne 146. — Produits de legs et donations attribués à l'Etat et à diverses administrations publiques. » — (Mémoire.)

« Ligne 147. — Ressources affectées à la restauration et à la conservation du domaine national de Versailles. » — (Mémoire.)

« Ligne 148. — Recettes affectées à la caisse autonome de la reconstruction ». — (Mémoire.)

2° *Coopération internationale.*

« Ligne 149. — Fonds de concours. » — (Mémoire.)

Je donne lecture de l'état B.

ETAT B

Tableau des ressources affectées pour l'exercice 1954 aux dépenses du titre VII: « Dépenses effectuées sur ressources affectées. »

. . . . . .

C. — *Ressources affectées à l'aide temporaire à l'équipement des théâtres privés de Paris.*

« Ligne 21. — Produit de la taxe prévue par l'article 1621 *bis* du code général des impôts, 30 millions de francs. »

D. — *Ressources affectées aux opérations effectuées en application de la loi validée du 15 septembre 1943 portant création d'une taxe d'encouragement à la production textile.*

« Ligne 31. — Produit au taux de 0,5 p. 100 de la taxe instituée par la loi validée du 15 septembre 1943, 2.720 millions de francs.

« Ligne 32. — Prélèvement sur les ressources affectées n'ayant pas donné lieu antérieurement à ouverture de crédit, 1.160 millions de francs. »

E. — *Ressources affectées au soutien aux hydrocarbures ou assimilés.*

« Ligne 41. — Produit des redevances, 11.268 millions de francs.

« Ligne 42. — Participation des budgets locaux. » — (Mémoire.)

« Ligne 43. — Remboursement des prêts. » — (Mémoire.)

« Ligne 44. — Recettes accidentelles ou diverses, 5 millions de francs. »

F. — *Ressources affectées aux investissements routiers.*

« Prélèvement sur le produit des taxes intérieures sur les carburants routiers:

« Ligne 51. — Tranche départementale (2 p. 100), 3.600 millions de francs.

« Ligne 52. — Tranche vicinale (2 p. 100), 3.600 millions de francs.

« Ligne 53. — Tranche nationale (10 p. 100), 17.850 millions de francs. »

G. — *Ressources affectées à l'assainissement du marché de la viande.*

« Ligne 61. — Produit du prélèvement effectué sur les recouvrements opérés au titre de la taxe de circulation sur les viandes, 4.125 millions de francs. »

« Ligne 62. — Recettes diverses et accidentelles. » — (Mémoire.)

H. — *Ressources affectées à l'assainissement de la viticulture.*

« Ligne 71. — Taxe d'assainissement et de reconversion. » — (Mémoire.)

« Produit des amendes et pénalités. » — (Mémoire.)

« Ligne 73. — Redevance sur les rendements (art. 14 du décret n° 53-477 du 30 septembre 1953), 200 millions de francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 11 et des états A et B.

(*L'ensemble de l'article 11 et des états A et B est adopté.*)

TITRE III

Moyens de service et dispositions spéciales.

1° *Dispositions relatives au budget.*

« Art. 11 *bis* (ancien A). — Le Gouvernement déposera, avant la fin du premier trimestre de l'année 1954, le projet de loi organique prévu par l'article 16 de la Constitution tendant à régler le mode de présentation du budget. » — (*Adopté.*)

« Art. 12. — La liste non limitative des renseignements à fournir aux Assemblées par les différents ministères ou services, est fixée pour l'année 1954, conformément à l'état C annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de cet état:

ETAT C

Liste non limitative des renseignements à fournir aux Assemblées par les différents services au cours de l'année 1954.

NATURE DES RENSEIGNEMENTS A FOURNIR	ÉPOQUE à laquelle les renseignements doivent être fournis, mode de communication, mode de présentation.
Tous les services.	
Tableau récapitulatif, par service, des effectifs budgétaires tels qu'ils résultent du vote du budget de l'exercice précédent (personnel titulaire, contractuel, auxiliaire et ouvrier).	A l'appui de chaque projet de budget.
Tableau, par service, des créations, transformations et suppressions d'emplois.	A l'appui de chaque projet de budget.
Tableau, par service, de l'organisation des services et de l'état des locaux occupés au 1er juillet de l'année précédente.	A l'appui de chaque projet de budget.
Etat, par chapitre et par service, des dépenses de personnel effectuées sur fonds de concours au titre du dernier exercice.	A l'appui de chaque projet de budget.

NATURE DES RENSEIGNEMENTS A FOURNIR	ÉPOQUE à laquelle les renseignements doivent être fournis, mode de communication, mode de présentation.
Tous les services (suite).	
Etat faisant connaître, par service, pour chacune des missions de l'année précédente effectuées en dehors de la métropole, ou d'une durée de plus de dix jours, ou encore accomplies par un fonctionnaire ayant effectué plus de douze missions dans l'année, lorsque les diverses missions susvisées ne rentrent pas dans le cadre des inscriptions permanentes: 1° Les noms et emplois des personnes chargées de mission; 2° L'objet et la durée de celle-ci; 3° Le coût de la mission (frais de transport et montant des allocations versées).	Communication faite chaque année aux commissions des finances.
Etat faisant connaître, par ministère, les divers offices et organismes pourvus de l'autonomie financière et recevant des subventions de l'Etat et indiquant pour chaque office: 1° Le montant global des deux derniers budgets approuvés; 2° L'effectif global des fonctionnaires et agents (personnel titulaire, contractuel et auxiliaire); 3° Le montant des subventions et avances accordées par l'Etat au cours du dernier exercice.	A l'appui de chaque projet de budget.
Agriculture.	
Emploi de fonds provenant du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage.	A l'appui de chaque projet de budget.
Montant, par catégorie, des recettes des caisses d'assurances sociales et d'allocations familiales agricoles durant l'exercice écoulé et réserves de ces caisses au 31 décembre précédent.	A l'appui de chaque projet de budget.
Rapport annuel sur l'application de la loi n° 49-946 du 16 juillet 1949 portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles.	Communication faite avant le 31 octobre de chaque année aux commissions des finances et de l'agriculture.
Etat des sommes rattachées au budget de l'agriculture au moyen de versements provenant du fonds national de progrès agricole.	A l'appui de chaque projet de budget.
Finances.	
I. — Documents communs à tous les services.	
Situation des dépenses engagées au 31 décembre précédent (loi du 10 août 1922, art. 3).	Communication faite aux commissions financières après la clôture de l'exercice.
Situation trimestrielle des dépenses engagées (loi du 10 août 1922, art 3).	Communication faite au début du trimestre suivant aux commissions financières.
Etat, par chapitre, au 31 mars, au 30 juin, au 30 septembre, au 31 décembre et à la clôture de l'exercice, des dépenses ordonnancées ou mandatées sur crédits budgétaires (art. 2 de la loi n° 49 958 du 18 juillet 1949).	Communication faite avant la fin du trimestre suivant aux commissions financières et à la cour des comptes.
Tableau des rémunérations et indemnités de toute nature acquises à chaque degré de l'échelle générale des traitements (loi du 21 mars 1947, art. 69)-	Communication faite chaque année aux commissions financières.
Etat des prévisions détaillées des recettes et des dépenses des offices et établissements publics autonomes à caractère administratif bénéficiant d'une subvention de l'Etat.	Fascicule spécial distribué au Parlement en annexe aux projets de budgets.

NATURE DES RENSEIGNEMENTS A FOURNIR	ÉPOQUE à laquelle les renseignements doivent être fournis, mode de communication, mode de présentation.
Finances (suite).	
Suite de la nomenclature: 1° De tous les offices, établissements, services publics et semi-publics de l'Etat, fondations bénéficiant de subventions de l'Etat; 2° De toutes les entreprises nationales à caractère industriel, commercial ou autre, avec l'indication, pour chacune de ces entreprises, de leur nature juridique, de leurs filiales et de l'objet afférent à chacune de celles-ci; 3° De toutes les sociétés d'économie mixte ou de toutes autres, dans lesquelles l'Etat, les organismes ou entreprises visés aux deux alinéas précédents ainsi qu'au présent alinéa, possèdent, ensemble ou séparément, des intérêts pécuniaires supérieurs à 30 p. 100 du capital social, avec l'indication de l'importance de ceux-ci. Cette nomenclature devra comporter également l'indication des noms et qualités des directeurs ou assimilés et des membres des conseils d'administration desdits organismes, entreprises ou sociétés (art. 1er de la loi n° 49-958 du 18 juillet 1949)	Fascicule spécial publié en annexe à la loi de finances.
Bilans, comptes de profits et pertes, rapports des conseils d'administration et des commissaires aux comptes des entreprises nationalisées.	Fascicule spécial distribué au Parlement lors de la session annuelle.
Rapport des directeurs du contrôle financier dans les territoires d'outre-mer sur les différents budgets de leur compétence.	Publication spéciale communiquée aux commissions des finances.
II. — Documents particuliers aux services financiers.	
Situation résumée des opérations du Trésor.	Mensuellement.
Situation mensuelle de la Dette publique de l'Etat et de la caisse autonome d'amortissement.	Mensuellement.
Etat de la balance des payements au 31 décembre entre la zone franc et les pays étrangers.	Annuellement.
Etat de développement des recettes budgétaires.	Mensuellement.
Circulaires publiées par les directions générales des impôts, des douanes et droits indirects et par la direction de la comptabilité publique.	Trimestriellement.
Etats associés.	
Sièges et composition des juridictions dans les Etats associés.	A l'appui de chaque projet de budget.
France d'outre-mer.	
Etat des décisions d'attribution des subventions prises par le comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer durant l'exercice écoulé.	Communication spéciale, avant la fin du trimestre suivant, aux commissions des finances et des territoires d'outre-mer.
Situation détaillée du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer au 31 décembre précédent.	A l'appui de chaque projet de budget.
Sièges et composition des juridictions dans les territoires d'outre-mer.	A l'appui de chaque projet de budget.
Justice.	
Etat indiquant les sièges, la composition et les traitements des cours d'appel, des tribunaux de première instance, des tribunaux de commerce, des tribunaux de simple police et des justices de paix de France et des tribunaux cantonaux de la cour d'appel de Colmar.	A l'appui de chaque projet de budget.

NATURE DES RENSEIGNEMENTS A FOURNIR	EPOQUE à laquelle les renseignements doivent être fournis, mode de communication, mode de présentation.
Reconstruction et urbanisme.	
Etat indiquant, par catégorie et pour chaque département, le montant des prévisions de recettes et de dépenses des associations syndicales et coopératives de reconstruction et le montant des recettes et des dépenses de ces associations syndicales et coopératives durant l'exercice écoulé.	A l'appui de chaque projet de budget.
Travail et sécurité sociale.	
Montant des encaissements effectués par les caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales du commerce et de l'industrie durant l'exercice écoulé et des réserves constituées par ces caisses au 31 décembre précédent.	A l'appui de chaque projet de budget.
Travaux publics et transports.	
Budget de la Société nationale des chemins de fer.	Communication au Parlement dès son approbation par le conseil d'administration de la société nationale des chemins de fer (loi de finances du 31 décembre 1937, art. 138).
Comptes de la Société nationale des chemins de fer (loi de finances du 13 décembre 1938, art. 128).	Communication au Parlement après approbation par la commission de vérification des comptes des chemins de fer.
Postes, télégraphes et téléphones.	
Situation du fonds d'approvisionnement au 31 décembre précédent (décret du 18 décembre 1923, art. 52).	A l'appui de chaque projet de budget.

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 12 et de l'état C annexé.

(*L'ensemble de l'article 12 et de l'état C annexé est adopté.*)

M. le président. « Art. 13. — La nomenclature des services votés pour lesquels il peut être ouvert, par décrets rendus en conseil d'Etat, après avoir été délibérés et approuvés en conseil des ministres, par application de l'article 5 du décret du 24 mai 1938 modifié par l'article 14 de la loi n° 47-1496 du 13 août 1947, des crédits supplémentaires pendant les interruptions de sessions des assemblées, est fixée, pour l'exercice 1954, conformément à l'état D annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de cet état:

ETAT D

Nomenclature des services pouvant seuls donner lieu à ouverture de crédits supplémentaires par décret en application de l'article 5 du décret du 14 mai 1938, modifié par l'article 14 de la loi n° 47-1496 du 13 août 1947, dans le cas d'interruption de session des Assemblées.

I. — Services civils.

A. — *Tous les services.*

1° Indemnités résidentielles;

2° Prestations et versements obligatoires;

3° Frais de justice, réparations civiles, dommages-intérêts et indemnités des tiers;

4° Application de la législation sur les accidents du travail;

5° Salaires du personnel ouvrier.

B. — *Services particuliers.*

Affaires étrangères.

1° Frais de correspondances, de courriers et de valises;

2° Organisation et participation à des conférences internationales;

3° Frais de réception des personnages étrangers et présents diplomatiques;

4° Frais de rapatriement, d'assistance et d'action sociale;

5° Participation de la France à des dépenses internationales.

Agriculture.

1° Nourriture des étalons nationaux (haras);

2° Travaux d'entretien dans les forêts domaniales, les dunes et les parcs;

3° Prophylaxie des maladies contagieuses des animaux;

4° Remboursements sur produits divers des forêts.

Anciens combattants et victimes de la guerre.

Soins médicaux gratuits et frais d'application de la loi du 31 mars 1919 et des lois subséquentes.

Finances et affaires économiques.

1° Majorations de rentes viagères;

2° Frais d'impression occasionnés par l'assiette des impôts directs;

3° Travaux à la tâche de la direction générale des impôts;

4° Garanties de prix dont peuvent être assorties les opérations d'exportation;

5° Remboursement de charges fiscales à certaines activités industrielles et agricoles;

6° Rémunération des médecins membres des commissions de réforme instituées par la loi du 14 avril 1924 et des médecins phtisiologues, cancérologues et psychiatres. — Frais de fonctionnement des comités médicaux départementaux.

Intérieur.

1° Dépenses relatives aux élections;

2° Participation de l'Etat aux dépenses des services d'incendie et de secours et aux dépenses résultant de la responsabilité des communes;

3° Secours d'extrême urgence aux victimes des calamités publiques.

Justice.

1° Entretien des détenus;

2° Application de l'ordonnance du 2 février 1945 sur l'enfance délinquante;

3° Approvisionnement des cantines.

Marine marchande.

Dépenses résultant de l'application du code du travail maritime et du code disciplinaire et pénal de la marine marchande.

Présidence du conseil (Journaux officiels).

1° Composition, impression, distribution et expédition;

2° Matériel d'exploitation.

Santé publique et population.

1° Assistance à l'enfance;

2° Assistance à la famille;

3° Assistance médicale gratuite;

4° Assistance aux tuberculeux;

5° Assistance aux malades mentaux;

6° Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables;

7° Attribution aux économiquement faibles d'une allocation compensatrice des augmentations de loyers;

8° Mesures générales de protection de la santé publique.

Travail et sécurité sociale.

1° Dépenses du fonds national de chômage;

2° Participation de la France au fonctionnement de l'organisation internationale du travail;

3° Contribution annuelle de l'Etat au fonds spécial de retraites de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines.

II. — Services militaires.

Défense nationale.

1° Alimentation de la troupe. — Chauffage et éclairage;

2° Fourrages;

3° Transports et déplacements;

4° Approvisionnements de la flotte.

France d'outre-mer et Etats associés.

1° Alimentation de la troupe;
2° Remonte et fourrages;
3° Transports et déplacements.

III. — **Budgets annexes.**

Caisse nationale d'épargne.

1° Remboursements à diverses administrations;
2° Remboursements et dépenses diverses;
3° Versement de fonds provenant de la prescription trentenaire;
4° Versement à la dotation de la caisse d'épargne.

Postes, télégraphes et téléphones.

1° Frais de remplacement;
2° Travaux d'impression;
3° Rattachement des abonnés au téléphone et travaux d'extension s'y rapportant;
4° Transport des correspondances, de matériel ou du personnel.

Prestations familiales agricoles.

Dépenses relatives aux prestations.

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 13 et de l'état D annexé.

(*L'ensemble de l'article 13 et de l'état D annexé est adopté.*)

M. le président. « Art. 14. — Est fixée pour l'exercice 1954, conformément à l'état E annexé à la présente loi, la liste des chapitres du budget où s'imputent des dépenses obligatoires, et susceptibles pour ce motif d'excéder le montant des crédits accordés. »

Je donne lecture de cet état:

ETAT E

Tableau des chapitres où s'imputent des dépenses obligatoires susceptibles d'excéder le montant des crédits accordés.

Chapitres 1954.	LIBELLÉ DES CHAPITRES
	BUDGET GENERAL
	Anciens combattants et victimes de la guerre.
46-21	Retraite du combattant.
46-22	Allocations provisoires d'attente (art. D. 37 à D. 52 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre).
46-23	Allocations spéciales supplémentaires aux grands invalides prévues par les articles L. 31 à L. 34 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.
46-24	Allocations spéciales prévues par l'article L. 38 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. — Allocations spéciales aux aveugles enrôlés dans la Résistance (Art. L. 139 du code des pensions).
46-25	Indemnité temporaire aux tuberculeux pensionnés à 100 p. 100 non hospitalisés.
	Finances et affaires économiques.
	I. — Charges communes.
11-01	Services des rentes perpétuelles et amortissables, ainsi que des bons et obligations du Trésor à moyen terme.
11-11	Annuités diverses à verser à la caisse des dépôts et consignations.
11-43	Payement par annuités des indemnités de dommages de guerre 1914-1918.
11-51	Rachat de concessions de canaux.
12-01	Intérêts des comptes de dépôts au Trésor.
12-02	Intérêts des bons du Trésor à court terme et valeurs assimilées
12-03	Service des avances des instituts d'émission.
13-02	Services d'emprunts contractés à l'étranger.
14-01	Garanties diverses.
15-01	Dégrèvements sur contributions directes et taxes assimilées.
15-02	Remboursement sur produits indirects et divers.
15-03	Frais de poursuites et de contentieux.
15-06	Remboursement pour décharge de responsabilité en cas de force majeure et débets admis en surséance indéfinie.
32-93	Pensions militaires.
32-94	Pensions civiles.
32-95	Pensions, rentes de vieillesse, d'invalidité ou d'accident. — Alsace-Lorraine.
62-97	Indemnité spéciale temporaire aux retraités de l'Etat affiliés à la caisse nationale d'assurances sur la vie.
33 91	Personnel en retraite. — Prestations et versements obligatoires.
46-91	Pensions d'invalidité.
46-92	Prestations familiales rattachées aux pensions d'invalidité.
46-93	Prestations assurées par l'Etat au titre du régime de sécurité sociale des pensionnés (loi n° 50-879 du 29 juillet 1950).
	II. — Services financiers.
37-91	Frais de trésorerie.
	Santé publique et population.
46-25	Services de la population et de l'entraide. — Allocations aux familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux.
	BUDGETS ANNEXES
	Caisse nationale d'épargne.
0010	Intérêts à servir aux déposants.
6070	Financement des travaux d'équipement.
6080	Versement au budget général de l'excédent des recettes sur les dépenses.
	Imprimerie nationale.
88-1	Excédent affecté aux investissements (ligne d'équilibre).
88-2	Excédent non affecté (ligne d'équilibre).
	Légion d'honneur.
0700	Traitements des membres de l'Ordre et des médaillés militaires.
	Monnaies et médailles.
6020	Financement des travaux d'équipement.
6060	Application au Trésor de l'excédent des recettes sur les dépenses.
	Postes, télégraphes et téléphones.
0010	Service des bons et obligations amortissables et des avances du Trésor.
6090	Financement des travaux d'établissement.
	Radiodiffusion-télévision française.
0010	Service des bons et obligations amortissables et des avances du Trésor.
6090	Versement au fonds de réserve.

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 14 et de l'état E.

(*L'ensemble de l'article 14 et de l'état E est adopté.*)

M. le président. « Art. 15. — La liste limitative des chapitres concernant les dépenses de fonctionnement, pouvant donner lieu à report de crédits, par décret, de l'exercice 1953 à l'exercice 1954, en exécution des dispositions de l'article 35 de la loi n° 51-587 du 23 mai 1951, est fixée conformément à l'état F annexé à la présente loi ».

Je donne lecture de cet état:

ETAT F

Tableau, par chapitres, des dépenses ordinaires pouvant donner lieu à reports de crédits, de l'exercice 1953 à l'exercice 1954, par décret.

Chapitres 1953.	LIBELLÉ DES CHAPITRES
	BUDGET GENERAL
	SERVICES CIVILS
	Agriculture.
41-23	Primes à la reconstitution des oliveraies. — Frais de contrôle. — Matériel.
41-71	Dégrèvements des carburants agricoles.
	Anciens combattants et victimes de la guerre.
46-04	Habillement.
46-31	Indemnisation des pertes de biens subies par les déportés et internés de la Résistance et par les déportés et internés politiques.
46-32	Règlement des droits pécuniaires des F. F. C. I. et des déportés et internés de la Résistance.
46-33	Pécule alloué aux prisonniers de guerre ou à leurs ayants cause.
46-34	Indemnités aux rapatriés.

Chapitres 1953.	LIBELLÉ DES CHAPITRES
	Education nationale.
34-72	Arts et lettres. — Enseignement et production artistiques. — Matériel.
35-51	Jeunesse et sports. — Travaux d'aménagement, d'entretien et de grosses réparations.
35-81	Monuments historiques. — Entretien. — Conservation et remise en état.
35-82	Bâtiments civils et palais nationaux. — Entretien, aménagement et restauration.
35-83	Immeubles diplomatiques et consulaires. — Travaux.
35-84	Service des eaux de Versailles, Marly et Saint-Cloud. — Travaux.
35-85	Dépenses de restauration et de conservation du domaine national de Versailles.
	Finances.
	II. — Services financiers.
37-95	Liquidation du service d'aide aux forces alliées.
37-96	Liquidation des anciens comptes spéciaux du ravitaillement et des transports maritimes et des opérations commerciales du service des importations et des exportations.
46-92	Règlements des prélèvements effectués sur les avoirs des personnes spoliées et remboursées par l'Etat.
46-93	Indemnités aux prestataires de réquisitions allemandes ou résultant de l'occupation ennemie.
	Affaires économiques.
35-91	Travaux immobiliers.
	Industrie et énergie.
35-01	Plan national de ravitaillement en carburant.
	Intérieur
34-42	Sûreté nationale. — Matériel.
34-92	Achat, entretien et fonctionnement du matériel automobile.
34-94	Dépenses de transmissions.
35-91	Travaux immobiliers.
41-31	Subventions pour les dépenses des services d'incendie et de secours.
	Reconstruction et logement.
34-94	Edification de baraquements provisoires pour l'installation des services.
37-02	Liquidation du service des constructions provisoires. — Règlement des conventions, marchés, factures et litiges non soldés au 31 décembre 1952.
46-91	Primes de déménagement et de réinstallation.
	Santé publique et population.
47-42	Services de la pharmacie. — Protection civile. — Stock roulant de médicaments.
	Travail et sécurité sociale.
43-12	Services du travail et de la main-d'œuvre. — Formation professionnelle des adultes.
46-12	Services du travail et de la main-d'œuvre. — Amélioration des conditions de vie des travailleurs nord-africains.
47-13	Services du travail et de la main-d'œuvre. — Subventions aux comités d'entreprises et aux institutions sociales.
	DÉPENSES MILITAIRES
	Défense nationale.
	Section air.
32-43	Habillement. — Campement. — Couchage (entretien).
37-82	Dépenses diverses résultant des hostilités.
34-71	Entretien et réparation du matériel aérien assurés par la direction technique et industrielle.
	Section guerre.
34-91	Etudes et expérimentations techniques.
37-91	Dépenses diverses résultant des hostilités.
	Section marine.
32-42	Habillement et casernement. — Dépenses d'entretien.
34-62	Entretien du matériel de série de l'aéronautique navale. — Programme.

Chapitres 1953.	LIBELLÉ DES CHAPITRES
	Etats associés. — France d'outre-mer.
	II. — Etats associés.
32-41	Service de santé.
32-82	Habillement. — Campement. — Couchage. — Ameublement.
34-51	Fonctionnement du service de l'armement.
34-52	Fonctionnement du service automobile.
34-61	Fonctionnement du service des transmissions.
35-71	Entretien du domaine militaire. — Loyers. — Travaux du génie en campagne.
68-81	Contribution de la France à la défense nationale des Etats associés.
68-82	Travaux publics d'intérêt militaire.
	III. — France d'outre-mer.
32-41	Service de santé.
32-82	Habillement. — Campement. — Couchage. — Ameublement.
34-51	Fonctionnement du service de l'armement.
34-52	Fonctionnement du service automobile.
34-61	Fonctionnnment du service des transmissions.
35-71	Entretien du domaine militaire. — Loyers. — Travaux du génie en campagne. — Gendarmerie.
	BUDGETS ANNEXES
	Imprimerie nationale.
60	Achats.
63	Frais pour biens, meubles et immeubles.
64	Transports et déplacements.
65	Fournitures extérieures.
	Monnaies et médailles.
3050	Matériel neuf et installations nouvelles.
	Légion d'honneur.
3050	Maisons d'éducation. — Reconstruction des immeubles détruits par faits de guerre.
	Service des poudres.
375	Etudes et recherches.

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 15 et de l'état F annexé.

(*L'ensemble de l'article 15 et de l'état F annexé est adopté.*)

M. le président. « Art. 16. — Sont autorisées les créations, suppressions et transformations d'emplois pour lesquelles des aménagements de crédit sont prévus dans les différentes lois relatives au développement des crédits affectés aux dépenses des services civils et militaires. » — (*Adopté.*)

« Art. 17. — Les comptes spéciaux du Trésor visés à l'article 4 ci-dessus et classés dans la catégorie des comptes d'affectation spéciale, qui sont alimentés en recettes par des taxes à caractère fiscal ou parafiscal sont supprimés. Ils seront arrêtés au 31 décembre 1953. L'apurement des comptes devra être effectué dans un délai de douze mois à compter de la promulgation de la présente loi.

« Les dépenses précédemment imputées à ces comptes sont, à compter du 1er janvier 1954, retracées aux chapitres groupés sous le titre VIII « Dépenses effectuées sur ressources affectées » du budget des services civils.

« Le produit de la liquidation de ces comptes sera versé aux lignes de recettes prévues à l'état B annexé à la présente loi. » — (*Adopté.*)

Art. 18. — Dans la limite du montant des recettes effectivement recouvrées qui n'auront pas donné lieu à ouverture de crédits par un texte antérieur, des arrêtés pris sous la signature du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat au budget pourront, en cours d'exercice, procéder à l'ouverture des crédits applicables aux chapitres du titre VIII « Dépenses effectuées sur ressources affectées » du budget des services civils.

« Les crédits ouverts au titre VIII n'ayant pas donné lieu à payement à la clôture d'un exercice seront reportés, dans la même forme, à l'exercice suivant. » — (*Adopté.*)

2° Dispositions relatives au Trésor.

« Art. 19. — Les ministres sont autorisés à exécuter, en 1954, les opérations de recettes et de dépenses retracées dans des comptes spéciaux du Trésor dans la limite des crédits et des découverts dont le développement est donné par la loi relative aux comptes spéciaux du Trésor pour l'exercice 1954. » — (*Adopté.*)

« Art. 20. — Le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à procéder, en 1954, dans des conditions fixées par décret:

« 1° A des opérations facultatives de conversion de la dette publique et de renouvellement ou de consolidation de la dette flottante, ainsi que de la dette à échéance massive du Trésor;

« 2° A des émissions de rentes perpétuelles et de titres à long, moyen et court termes pour couvrir l'ensemble des charges de la trésorerie. » — (*Adopté.*)

« Art. 21. — Le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à conclure avec le président du conseil d'administration de la caisse autonome d'amortissement la convention dont le texte est annexé à la présente loi. » — (*Adopté.*)

3° *Dispositions diverses.*

« Art. 22. — I. — La liste des taxes parafiscales et de péréquation fait, chaque année, l'objet d'un état annexé à la loi de finances.

« Au sein de chaque assemblée du Parlement, une sous-commission de dix membres de la commission des finances munie de pouvoirs d'enquête est chargée d'émettre un avis sur les taxes qui figurent à cet état. A cet effet, elle dispose du concours de la mission de contrôle des entreprises bénéficiant de la garantie de l'Etat.

« II. — Toute taxe parafiscale ne figurant pas à l'état G annexé à la présente loi cessera d'être perçue le 1er juillet 1954. Seront toutefois perçues jusqu'au 31 décembre 1954 les taxes parafiscales omises à cet état dont la perception, pendant cette période, aura été décidée par décrets en conseil d'Etat, rendus après avis conforme de la commission des finances de l'Assemblée nationale et avis de la commission des finances du Conseil de la République et contresignés par le ministre des finances et des affaires économiques.

« III. — Dans la présentation du projet de loi de finances de l'exercice 1955, l'état visé au paragraphe premier ci-dessus sera complété par l'indication pour chacune des taxes de son taux, de son assiette et de son produit au cours des années 1953 et 1954. »

L'article 22 est réservé jusqu'au vote de l'état G annexé.

Je donne lecture de cet état:

ETAT G

Tableau des taxes parafiscales dont la perception est autorisée en 1954.

ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES OU OBJET	NATURE DE LA TAXE	TEXTES DE REFERENCE
	Agriculture.	
Office national interprofessionnel des céréales.	Taxe de statistique sur les céréales.....	Loi de finances pour l'exercice 1953 (art. 39) et décret n° 53-688 du 31 juillet 1953 (art. 11).
	Redevances sur les entrées de blé.....	Décret n° 53-688 du 31 juillet 1953 (art. 12 et 15).
	Cotisation de résorption.....	Décret n° 53-687 et décret n° 53-688 du 31 juillet 1953 (art. 13).
	Taxe permanente dégressive.....	Article 15 *bis* du code du blé (texte annexé au décret de codification du 23 novembre 1937) et décret n° 53-688 du 31 juillet 1953 (art. 14).
	Taxe de péréquation.....	Décret n° 53-688 du 31 juillet 1953 (art. 16).
Fonds national de progrès agricole.....	Taxe sur les céréales.....	Loi de finances pour l'exercice 1953 (art. 39) et décret n° 53-688 du 31 juillet 1953.
	Taxe sur les vins, cidres, eaux-de-vie, poirés et hydromels.	Décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale (art. 225 et 438 du code général des impôts).
	Taxe sur les betteraves, le sucre et l'alcool.	Décret n° 46-868 du 30 avril 1946 et décret n° 49-1176 du 25 juin 1949.
Confédération générale des planteurs de betteraves.	Retenue sur le prix des betteraves.....	Arrêté du 28 juin 1949 et décret n° 49-1352 du 29 juin 1949.
Groupement national interprofessionnel de la production betteravière.	Taxe sur les betteraves, le sucre et l'alcool.	Loi provisoirement applicable du 7 août 1941.
Taxe de péréquation de stockage des sucres.	Taxe sur le sucre.....	Arrêté du 22 mai 1946 et décret n° 49-1352 du 29 juin 1949.
Groupement national interprofessionnel des oléagineux métropolitains.	Cotisations versées par les organismes stockeurs.	Loi provisoirement applicable du 6 août 1941 relative à la production et à l'utilisation des matières oléagineuses végétales d'origine métropolitaine (art. 6) et arrêté de financement du 12 mars 1953.
Groupe national interprofessionnel linier..	Taxe sur les transactions concernant les lins en paille.	Loi provisoirement applicable du 22 juillet 1941 portant création d'un groupement national interprofessionnel linier (art. 7) et arrêté de financement du 25 janvier 1950.
Comité national interprofessionnel chanvrier.	Taxe sur la filasse de chanvre.....	Loi provisoirement applicable du 20 février 1942 relative à la création d'un comité général interprofessionnel chanvrier (art. 7) et arrêté de financement du 15 juin 1948.
Groupement interprofessionnel des fleurs et plantes aromatiques.	Taxe sur les fleurs et plantes aromatiques.	Acte dit loi du 16 juillet 1941 (art. 10) portant création du groupement interprofessionnel des fleurs et plantes aromatiques et arrêté de financement du 29 mai 1953.
Groupement national interprofessionnel de production et d'utilisation de semences, graines et plants.	Redevances pour cartes professionnelles, taxes et cotisations concernant: 1° Les céréales et semences; 2° Les graines fourragères; 3° Les graines potagères de betteraves fourragères, semi-fourragères, de fleurs et légumes secs de semences; 4° Les graines et betteraves industrielles; 5° Les pommes de terre et topinambours de semence; 6° Les produits horticoles et de pépinières.	Loi provisoirement applicable du 11 octobre 1941 sur l'organisation du marché de semences, graines et plants et arrêté de financement du 19 février 1953.

ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES OU OBJET	NATURE DE LA TAXE	TEXTES DE RÉFÉRENCE
	Agriculture (*suite*).	
Groupement national interprofessionnel de production et d'utilisation de semences, graines et plants (section vigne).	Redevances versées par les détenteurs de la carte professionnelle de producteurs et négociants de bois et plants de vignes.	Loi provisoirement applicable du 11 octobre 1941 sur l'organisation du marché de semences, graines et plants et arrêté de financement du 19 février 1953.
Groupement national interprofessionnel des fruits à cidre et dérivés.	Cotisations versées par les producteurs et industriels utilisateurs des fruits à cidre et dérivés.	Loi provisoirement applicable du 28 juillet 1942 (art. 6) et arrêté de financement du 18 janvier 1946.
Bureau national interprofessionnel du Cognac.	Redevance destinée à couvrir les frais de fonctionnement du bureau.	Loi provisoirement applicable du 27 septembre 1940 organisant la répartition des produits agricoles, arrêté du 5 janvier 1941 et arrêté de financement du 31 août 1953.
Bureau national de l'Armagnac.....	Redevance destinée à couvrir les frais de fonctionnement du bureau.	Loi provisoirement applicable du 27 septembre 1940 organisant la répartition des produits agricoles, arrêté du 11 septembre 1941 et arrêté de financement du 17 juin 1946, arrêté d'homologation du 10 juillet 1951.
Comité interprofessionnel du vin de Champagne.	Cotisations dues par les négociants et récoltants sur les ventes de bouteilles de Champagne. Droits relatifs au port de la carte professionnelle des récoltants, négociants et courtiers et commissionnaires en vins de Champagne. Droits rattachés à l'exploitation de marques de vin de Champagne par les négociants. Droits sur la valeur de la récolte.	Loi provisoirement applicable du 12 avril 1941 portant création du comité interprofessionnel du vin de Champagne et arrêté de financement des 26 février 1949, 19 avril 1951, 15 décembre 1952 et 3 mars 1952.
Comité interprofessionnel du vin de Bordeaux.	Cotisations destinées au financement du comité.	Loi n° 48-1284 du 18 août 1948 et arrêté de financement du 30 août 1950.
Comité interprofessionnel des vins doux naturels.	Cotisations destinées au financement du comité.	Loi provisoirement applicable du 2 août 1943 portant création du comité interprofessionnel des vins doux naturels et vins de liqueur à appellation contrôlée.
Institut national des appellations d'origine.	Quote-part du droit de circulation du vin.	Décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 (art. 226).
Comité national de propagande en faveur du vin.	Quote-part du droit de circulation du vin.	Décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 (art. 226).
Comité interprofessionnel des vins d'appellation contrôlée en Touraine.	Cotisations destinées au financement du comité.	Loi n° 52-1267 du 29 novembre 1952 et arrêté de financement du 5 janvier 1953.
Comité interprofessionnel des vins de la région de Bergerac.	Cotisations destinées au financement du conseil.	Loi n° 53-151 du 26 février 1953 et arrêté de financement du 26 février 1953.
Comité interprofessionnel des vins d'origine du pays nantais.	Cotisations destinées au financement du comité.	Loi n° 53-247 du 31 mars 1953 et arrêté de financement du 18 juillet 1953.
Conseil interprofessionnel des vins d'Anjou et de Saumur.	Cotisations destinées au financement du conseil.	Loi n° 52-826 du 16 juillet 1952 et arrêté de financement du 10 novembre 1952.
Comité interprofessionnel d'exportation des vins de consommation courante et des vins délimités de qualité supérieure.	Cotisations destinées au financement du comité.	Loi n° 56-625 du 22 juillet 1953.
Centre national du commerce extérieur...	Redevance liée à l'usage du label d'exportation qui couvre obligatoirement les exportations des produits suivants: fruits et légumes, œufs et volailles, fleurs coupées.	Loi n° 524 du 27 septembre 1943 (art. 11).
Union nationale des producteurs de jus de fruits.	Redevance liée à la délivrance de certificats de qualité pour l'exportation des jus de fruits.	Arrêté du 23 février 1948 et arrêté du 30 mai 1949.
Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes.	Cotisations versées par les vendeurs en gros de fruits et légumes.	Arrêté du 24 septembre 1952 et arrêté de financement du 28 mai 1953.
Centre technique des conserves de produits agricoles.	Cotisations versées par les entreprises....	Arrêté du 11 octobre 1950 et arrêté de financement du 20 novembre 1951.
Centre technique de la canne et du sucre de la Réunion.	Cotisations versées par les fabricants de sucre de canne.	Arrêté du 19 mai 1952 et arrêté de financement du 2 juin 1953.
Centre technique de la canne et du sucre de la Martinique.	Cotisations versées par les fabricants de sucre de canne.	Arrêté du 10 décembre 1952 et arrêté de financement du 9 septembre 1953.
Centre technique de la canne et du sucre de la Guadeloupe.	Cotisations versées par les fabricants de sucre de canne.	Arrêté du 2 juin 1953.
Fédération nationale des planteurs de chicorée.	Taxe sur la chicorée à café.....	Loi n° 51-676 du 24 mai 1951, décret n° 52-631 du 31 mai 1952 (art. 2).
Fédération nationale des planteurs de chicorée.	Redevance perçue à l'occasion de la délivrance des certificats de contrôle des conserves alimentaires exportées.	Décret n° 49-646 du 9 mai 1949 (notamment art. 4) et décret n° 49-1352 du 29 juin 1949.

ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES OU OBJET	NATURE DE LA TAXE	TEXTES DE RÉFÉRENCE
Agriculture (*suite*).		
Comité professionnel de l'industrie des pâtes alimentaires.	Redevances versées par les fabricants de pâtes alimentaires et de couscous.	Loi provisoirement applicable du 24 juin 1941 (art. 3) et arrêté de financement du 30 août 1953.
Caisse professionnelle de l'industrie semoulière.	Redevances versées par les fabricants de semoules métropolitaines et nord-africaines.	Décret-loi du 17 juin 1938 modifié par la loi n° 3571 du 11 août 1941.
Caisse professionnelle de l'industrie meunière.	Cotisations versées par les meuniers.....	Décret-loi du 17 juin 1938 et décret du 10 septembre 1939.
Service provisoire de l'économie laitière...	Cotisation sur la valeur franco-frontière de la totalité des produits laitiers importés.	Ordonnance n° 45-180 du 17 juillet 1945 (art. 7 et 14) et décret du 18 novembre 1950.
Centre technique du bois.....	Taxe sur les produits d'exploitation forestière et de scierie.	Loi n° 53-75 du 6 février 1953 (art. 34).
Conseil supérieur de la pêche.....	Taxes piscicoles.....	Loi du 12 juillet 1941.
Conseil supérieur de la chasse et fédérations départementales de la chasse.	Cotisations versées par les porteurs de permis de chasse en tant que membres d'une société départementale de chasse.	Loi n° 52-859 du 21 juillet 1952.
Fédérations départementales agréées de groupement de défense contre les ennemis des cultures.	Imposition spéciale de 5 centimes additionnels au principal projet de la contribution foncière des propriétés non bâties.	Ordonnance n° 45-2627 du 2 novembre 1945 (art. 6). Article 1608 du code général des impôts.
Education nationale.		
Comité central de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des travaux publics.	Taxe sur les salaires versés par les employeurs.	Arrêté du 15 juin 1949 homologué par décret n° 49-1175 du 25 juin 1949 et reconduit par la loi n° 51-1097 du 14 septembre 1951.
Association nationale pour le développement de la formation professionnelle de la réparation de l'automobile, du cycle et du motocycle.	Cotisation à la charge des entreprises concourant à la réparation de l'automobile, du cycle et du motocycle.	Arrêté du 29 juin 1947 (art. 3) homologué par décret n° 49-1291 du 25 juin 1949 et la loi n° 50-1619 du 31 décembre 1950. Arrêté du 22 décembre 1952.
Finances et affaires économiques.		
I. — *Assistance et solidarité.*		
Fonds de garantie des accidents du travail.	1° Contribution des exploitants agricoles assurés contre les accidents du travail, perçue sur les primes de leurs contrats.	Lois du 30 décembre 1922, du 24 décembre 1940, du 15 mars 1944, articles nos 1622, 1623, 1624 du code général des impôts.
Fonds agricole de prévoyance des blessés de la guerre.	2° Contribution des exploitants autres que l'Etat employeur, non assurés contre les accidents du travail, perçue sur les capitaux constitutifs de rentes mises à leur charge.	Lois du 25 novembre 1916, du 24 décembre 1940, du 15 mars 1944, articles nos 1622, 1623, 1624 du code général des impôts.
Fonds agricole de rééducation professionnelle des mutilés du travail.		Loi du 14 mai 1930.
Fonds agricole de solidarité des employeurs.		Article n° 1627 du code général des impôts.
Fonds agricole de majoration des rentes d'accidents du travail.		Ordonnance du 15 décembre 1944. Article n° 1626 du code général des impôts.
Fonds de garantie des accidents du travail.	1° Contribution des exploitants assurés contre les accidents du travail perçue sur les primes de leurs contrats.	Loi du 16 mars 1943 (art. 6). Article n° 1625 du code général des impôts.
Fonds de prévoyance des blessés de la guerre.	2° Contribution des exploitants autres que l'Etat employeur, non assurés contre les accidents du travail, perçue sur les capitaux constitutifs de rentes mises à leur charge.	Lois du 9 avril 1898, du 30 décembre 1922, du 24 décembre 1940, du 15 mars 1944. Articles nos 1622, 1623 et 1624 du code général des impôts.
Fonds de rééducation professionnelle des mutilés du travail.		
Fonds de solidarité des employeurs.....		Lois du 25 novembre 1916, du 30 décembre 1922, du 24 décembre 1940, du 15 mars 1944. Articles nos 1622, 1623 et 1624 du code général des impôts. Loi du 14 mai 1930 (art. 3). Article n° 1627 du code général des impôts. Ordonnance du 15 décembre 1944 (art. 5 et 6). Article n° 1626 du code général des impôts.
Fonds de majoration des rentes viagères constituées auprès des compagnies d'assurances.	Surprime applicable aux contrats de rentes viagères de la caisse nationale d'assurances sur la vie (0,25 p. 100 de la prime nette d'impôts). Participation correspondante des entreprises d'assurances.	Loi n° 49-1098 du 2 août 1949 (art. 6) modifiée par la loi n° 53-300 du 9 avril 1953 (art. 7). Décret n° 50-615 du 30 mai 1950. Arrêté d'application du 12 mai 1952.
Fonds de majoration des rentes viagères et pensions allouées en réparation d'un préjudice et servies par les compagnies d'assurances.	Contribution spéciale des assurés contre les risques de responsabilité civile (0,25 p. 100 de la prime nette d'impôts). Participation correspondante des entreprises d'assurances.	Loi n° 51-695 du 24 mai 1951 (art. 3) modifiée par la loi n° 53-300 du 9 avril 1953 (art. 9). Décret n° 51-1315 du 16 novembre 1951. Arrêté du 29 février 1952.
Fonds de majoration des rentes d'accidents du travail afférent aux professions non agricoles (section Algérie).	Contribution spéciale des assurés contre les risques de responsabilité civile. Participation correspondante des entreprises d'assurances.	Loi du 3 avril 1942. Loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946. Décret n° 50-1573 du 22 décembre 1950.

ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES OU OBJET	NATURE DE LA TAXE	TEXTES DE RÉFÉRENCE
	Finances et affaires économiques (*suite*).	
Fonds de garantie au profit des victimes d'accidents d'automobiles.	Taxe recouvrée par les entreprises d'assurances et perçue sur les assurés. Et contribution perçue sur les entreprises d'assurances elles-mêmes et non récupérée sur les assurés.	Loi n° 51-1508 du 31 décembre 1951 (art. 15). Décret n° 52-763 du 30 juin 1952.
Fonds spécial des allocations-vieillesse aux personnes ne relevant d'aucune organisation autonome d'assurance-vieillesse de caractère professionnel.	Taxe spéciale de 10.000 F par an à la charge des personnes ne se trouvant pas dans l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle assujettie à la surtaxe progressive et ne cotisant à aucun régime d'assurance-vieillesse.	Loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 (art. 46).
Fonds national d'allocations de vieillesse agricole.	Taxe de statistique et de contrôle douanier.	Loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 (art. 23, § 2).
Corporation agricole	Taxe assimilée aux contributions directes.	Article n° 242 du code des impôts directs et taxes assimilées applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.
	II. — *Service des alcools.*	
	Redevances générales et spéciales.....	Décret-loi du 21 avril 1939 (art. 1er). Articles nos 382, 383 et 384 du code général des impôts.
	Surtaxe de compensation.....	Décret-loi du 21 avril 1939 (art. 3 et 5). Article n° 386 du code général des impôts.
	Soulte sur les produits à base d'alcool en provenance des départements.	Décret n° 48-537 du 30 mars 1948 (art. 4). Article n° 387 du code général des impôts.
	Surtaxe sur les rhums et tafias hors contingents en provenance des départements et des territoires d'outre-mer ou des Etats associés.	Loi du 27 décembre 1923 (art. 23). Décret-loi du 21 avril 1939 (art. 5). Décret n° 48-537 du 30 mars 1948 (art. 3). Article n° 389 du code général des impôts.
	Surtaxe de compensation sur les vinaigres.	Loi du 9 juin 1921 (art. 5). Décret-loi du 21 avril 1939 (art. 4 et 5). Article n° 390 du code général des impôts.
	Majoration de prix de cession sur les alcools transférés du compte exportation à compte intérieur.	Décret du 21 juillet 1939 (art. 3 et 4).
	Soulte sur manquants d'alcool réactionnel.	Arrêté ministériel du 25 avril 1941.
	Taxe perçue par la fédération nationale des dénaturateurs d'alcool.	Décret n° 49-1176 du 25 juin 1949.
	III. — *Opérations de compensation ou de péréquation effectuées en application de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 sur les prix ou de législation particulière.*	
	I. — Produits sidérurgiques.	
Société de gérance des caisses professionnelles du commerce des produits sidérurgiques.	Redevance de compensation des prix des produits sidérurgiques.	Arrêté n° 21-734 du 14 janvier 1952.
	II. — Produits chimiques et pharmaceutiques.	
Comptoir français des superphosphates...	Taxe de péréquation des frets, transports et manutention des phosphates bruts (matières premières).	Arrêté n° 22-436 du 30 juillet 1953.
Comptoir français des superphosphates...	Taxe de péréquation des frais de livraisons franco des superphosphates et phosphates moulus.	Arrêté n° 22-437 du 30 juillet 1953 (superphosphates). Arrêté n° 22-438 du 30 juillet 1953 (phosphates moulus).
Syndicat professionnel de l'industrie des engrais azotés.	Taxe de péréquation des prix des engrais azotés.	Arrêté n° 22-485 du 2 septembre 1952.
Société commerciale de l'acide sulfurique.	Taxe de péréquation des prix des pyrites.	Arrêté n° 22-171 du 3 juin 1952 modifié par arrêté n° 22-258 du 10 septembre 1952.
Chambre intersyndicale de l'industrie du soufre.	Taxe de péréquation des prix du soufre.	Arrêtés nos 22-333 et 22-335 du 10 février 1953. Arrêtés nos 22-517 et 22-518 du 10 août 1953.
Syndicat national des produits de l'iode.	Taxe de péréquation des prix de l'iode.	Arrêté n° 20-685 du 28 mars 1950 et arrêté n° 22-297 du 4 décembre 1952.
	III. — Produits agricoles et alimentaires.	
Groupement national d'achat des produits oléagineux.	Taxe de péréquation et compensation des produits oléagineux.	Arrêté n° 22-249 du 21 octobre 1952.
Service de gestion des péréquations.....	Taxe de compensation de change pour payement des ouvriers étrangers.	Arrêté n° 22-332 du 12 décembre 1952 (betteraves et sucres).

ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES OU OBJET	NATURE DE LA TAXE	TEXTES DE REFERENCE
	Finances et affaires économiques (*suite*).	
Service de gestion des péréquations.....	Taxe de péréquation des frais de stockage.	Arrêté n° 22-333 du 12 décembre 1952 (betteraves et sucres).
Service de gestion des péréquations.....	Taxe de compensation du prix des sucres importés.	Arrêté n° 22-395 du 13 juin 1953.
Service de gestion des péréquations.....	Taxe de compensation du prix des beurres importés.	Arrêté n° 22-138 du 6 avril 1952 et suivants.
Service de gestion des péréquations.....	Taxe de compensation du prix des fromages.	Arrêté n° 23-377 du 3 avril 1953.
Office national interprofessionnel des céréales.	Taxe de péréquation des frais de magasinage des organismes stockeurs.	Décret annuel fixant le prix des céréales.
Office national interprofessionnel des céréales.	Taxe de péréquation des frais de transport de blés et de farines.	Loi du 15 mars 1943.
Office national interprofessionnel des céréales.	Taxe de compensation du prix des stocks.	Loi du 10 août 1941.
Office national interprofessionnel des céréales.	Taxe de péréquation entre les prix de vente en France à l'exportation des céréales.	Décret-loi du 29 juillet 1939.
Office national interprofessionnel des céréales.	Taxe de péréquation des frais de conservation des stocks de report de blé et du stock de sécurité.	Décret-loi du 29 juillet 1939.
Office national interprofessionnel des céréales.	Taxe de péréquation des frais de livraison des blés.	Décret annuel fixant le prix des céréales.
Comité professionnel de la semoulerie....	Taxe de péréquation des prix des semoules.	Loi du 11 août 1941.
Groupement national d'achat du riz.....	Taxe de péréquation des prix de vente du riz.	Arrêté n° 22-280 du 18 mars 1952.
Service de gestion des péréquations.....	Taxe de compensation des prix de vente des cossettes de chicorée.	Arrêté n° 22-284 du 3 janvier 1953.
	IV. — Papiers.	
Société anonyme de la papeterie.....	Taxe de péréquation des pâtes à papier françaises et étrangères.	Arrêté n° 20-630 du 3 octobre 1950.
Bureau central des papiers de presse.....	Taxe de péréquation du prix du papier journal.	Arrêté n° 22-321 du 17 janvier 1953.
	V. — Combustibles.	
Caisse de compensation des prix des combustibles minéraux solides.	Taxe de compensation des prix du charbon.	Décret-loi du 26 septembre 1939.
Association nationale des groupements professionnels d'importateurs revendeurs.	Taxe de péréquation des frais de déchargement des navires de mer.	Arrêté n° 18-702 du 11 novembre 1947.
Association nationale des groupements professionnels d'importateurs revendeurs.	Taxe de péréquation des frais de passage en chantier de stockage.	Arrêté n° 18-702 du 11 novembre 1947.
Association nationale des groupements professionnels d'importateurs revendeurs.	Taxe de péréquation des frais d'amenée aux usines d'agglomération du littoral.	Arrêté n° 18-702 du 11 novembre 1947.
Association nationale des groupements professionnels d'importateurs revendeurs.	Taxe de péréquation des brais français.	Arrêté n° 23-316 du 11 février 1953.
Fédération nationale des dénaturateurs d'alcool.	Redevance de péréquation des frais d'entrepôt.	Arrêté n° 18-490 du 30 décembre 1947.
	IV. — *Financement d'organismes professionnels.*	
Comité interprofessionnel du rhum.....	Redevance sur les importations dans la métropole de rhum contingenté.	Loi provisoirement applicable du 27 septembre 1940 portant organisation de la répartition des produits agricoles et denrées alimentaires. Arrêté du 5 janvier 1952 et arrêté de financement du 3 mars 1952.
	Industrie et énergie.	
Centre technique des industries de la fonderie.	Cotisation des entreprises ressortissant au centre.	Loi n° 48-1228 du 22 juillet 1948. Arrêtés du 8 août 1949 et du 14 avril 1953.
Centre technique de l'industrie horlogère.	Cotisation des entreprises ressortissant au centre.	Loi n° 48-1228 du 22 juillet 1948. Arrêté du 2 octobre 1950.
Institut des corps gras.....	Cotisation des entreprises ressortissant à l'institut.	Loi n° 48-1228 du 22 juillet 1948. Arrêté du 16 mai 1951.
Centre technique des industries de l'habillement.	Cotisation des entreprises ressortissant au centre.	Loi n° 48-1228 du 22 juillet 1948. Arrêté en cours.

ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES OU OBJET	NATURE DE LA TAXE	TEXTES DE RÉFÉRENCE
Industrie et énergie (*suite*).		
Centre technique d'études et de recherches de l'industrie des liants hydrauliques.	Cotisation perçue sur la production de ciment.	Loi n° 48-1228 du 22 juillet 1948. Arrêté du 2 avril 1953.
Institut français du pétrole.....	Cotisation sur les ventes des entreprises ressortissant à l'institut.	Loi n° 43-612 du 17 novembre 1943. Décrets du 18 octobre 1950 et 15 avril 1953.
Institut de recherches de la sidérurgie....	Cotisation des entreprises ressortissant à l'institut.	Loi n° 43-612 du 17 novembre 1943. Arrêtés n° 21-681 du 21 avril 1951 et n° 21-859 du 29 septembre 1951.
Centre national de la lutte contre le varron.		Loi n° 43-612 du 17 novembre 1943. Décision H 174 du 4 août 1949.
Centre d'études des matières plastiques...		Loi n° 43-612 du 17 novembre 1943. Arrêté du 13 octobre 1949.
Société professionnelle de la porcelaine française.	Cotisation perçue sur le chiffre d'affaires des entreprises intéressées.	Loi n° 48-1268 du 17 août 1948, décrets nos 48-1986 du 9 décembre 1948 et 49-1290 du 25 juin 1949, loi n° 53-633 du 25 juillet 1953.
Société professionnelle des produits français de terre cuite.	Cotisation perçue sur le chiffre d'affaires des entreprises intéressées.	Loi n° 48-1268 du 17 août 1948. Décrets nos 48-1986 du 9 décembre 1948 et n° 49-1290 du 25 juin 1949. Loi n° 53-633 du 25 juillet 1953.
Société française de la céramique.....	Cotisation sur le chiffre d'affaires des entreprises.	
Fonds de formation professionnelle de la sidérurgie.	Cotisation des entreprises intéressées.	
Centre d'études et de recherches des Charbonnages de France.	Redevance ou prélèvement sur les combustibles.	Loi n° 48-1268 du 17 août 1948. Décrets n° 48-1986 du 9 décembre 1948 et n° 49-1178 du 25 juin 1949.
Fonds d'utilisation rationnelle des combustibles.		
Fonds d'assistance et de recherches minières.		
Fonds professionnel de recherches de liants et d'études techniques pour l'agglomération.		
Fonds de formation professionnelle des houillères.		Loi n° 494 du 21 septembre 1948.
Fonds d'amortissement des charges d'électrification.	Contribution annuelle de distributeurs d'électricité.	Loi du 31 décembre 1936 (art. 108) et loi n° 46-628 du 8 avril 1946. Décret n° 47-1997 du 14 octobre 1947. Arrêté du 9 avril 1948.
Association française de normalisation....	Imposition additionnelle à la patente.....	Loi n° 47-520 du 21 mars 1947 (art. 58 et 59). Code général des impôts (art. 1609).
Centre national de la cinématographie française.	Cotisation de l'industrie cinématographique.	Loi n° 46-2360 du 25 octobre 1946. Décret du 28 décembre 1946 (art. 10).
Fonds de développement de l'industrie cinématographique.	Taxe spéciale sur le prix des billets.....	Loi n° 53-684 du 6 août 1953.
Associations chargées de promouvoir l'exportation de films français à l'étranger.	Taxe de sortie de films.....	Loi n° 53-684 du 6 août 1953.
Reconstruction et logement.		
Fonds national d'amélioration de l'habitat.	Taxe de compensation sur les locaux d'habitation inoccupés ou insuffisamment occupés.	Ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1954 (art. 18). Article 236 du code général des impôts.
	Prélèvement sur les loyers.....	Ordonnance du 28 juin 1945 (art. 10, 11 et 12), modifiée par l'ordonnance du 26 octobre 1945 (art. 1er), loi n° 50-351 du 22 mars 1950.
Travail et sécurité sociale.		
Office national d'immigration.....	Taxe perçue à l'occasion du renouvellement des autorisations de travail des étrangers.	Loi n° 51-603 du 24 mai 1951 (art. 5), décret n° 51-1397 du 4 décembre 1951 et arrêté du 15 janvier 1952.
Travaux publics, transports et tourisme.		
Office national de la navigation.....	Taxe de visa des conventions d'affrètement et lettres de voiture de la navigation intérieure.	Décret du 30 juin 1934. Loi provisoirement applicable du 22 mars 1941 sur l'exploitation réglementée des voies navigables et la coordination des transports par fer et par navigation intérieure. Arrêté du 31 mai 1952.

ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES OU OBJET	NATURE DE LA TAXE	TEXTES DE RÉFÉRENCE
	Marine marchande.	
Comité central des pêches maritimes et comités locaux des pêches maritimes.	Contributions aux dépenses administratives des comités.	Ordonnance n° 45-1813 du 14 août 1945 portant réorganisation des pêches maritimes (art. 18).
	Taxes perçues pour l'organisation et le contrôle de la profession de mareyeur-expéditeur.	Loi n° 48-1400 du 7 septembre 1948 (art. 5).
	Taxes perçues pour l'organisation et le contrôle de la profession d'importateur des produits de la pêche maritime.	Loi n° 51-529 du 11 mai 1951.
Office scientifique et technique des pêches maritimes.	Taxe afférente à l'exercice du contrôle sanitaire des coquillages.	Décret du 20 août 1939 sur la salubrité des coquillages (art. 11). Décret n° 48-1324 du 25 août 1948. Arrêté du 11 janvier 1952.
	Taxe afférente à l'exercice du contrôle de la fabrication des conserves de poissons.	Décret-loi du 15 mai 1940 sur l'institution d'un contrôle de la fabrication des conserves de crustacés et autres animaux marins. Loi n° 48-1974 du 31 décembre 1948 (art. 32). Arrêté du 28 juillet 1953.
Comité interprofessionnel de l'ostréiculture et des cultures marines.	Contributions aux dépenses administratives du comité.	Ordonnance n° 45-1813 du 14 août 1945. Décret du 6 février 1950.
Etablissement national des invalides de la marine.	Taxe sur les passagers.....	Loi n° 47-1683 du 3 septembre 1947 (art. 5). Loi n° 51-238 du 28 février 1951 (art. 4) et loi n° 51-1495 du 31 décembre 1951 (art. 3).
	Redevance pour emplacement par duplicata d'un livret professionnel maritime adiré.	Loi de finances du 31 décembre 1921 (art. 69). Loi n° 48-1469 du 22 septembre 1948 (art. 27).
	Participation au produit du droit de timbre des connaissements.	Loi de finances pour l'exercice 1952, n° 52-401 du 14 avril 1952 (art 35). Loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 (art. 2) et décret n° 53-615 du 11 juillet 1953.
	Santé publique et population.	
Union nationale des associations familiales et des unions départementales d'associations familiales.	Prélèvement sur les ressources des différents régimes de prestations familiales autres que les régimes spéciaux visés à l'article 61 (1°, 2° et 3°), du décret n° 46-1378 du 8 juin 1946.	Article 2 de la loi n° 51-602 du 24 mai 1951. Décret n° 51-944 du 19 juillet 1951.

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 22 et de l'état G.

(*L'ensemble de l'état G et de l'article* 22 *est adopté.*)

M. le président. Par amendement (n° 38) M. Gaspard propose de compléter comme suit cet article:

« IV. — Les règlements visés par l'article 47 de la loi n° 53-79 du 7 février 1953, entre les anciennes entreprises de presse, suspendues en application de l'ordonnance du 30 septembre 1944, et les nouvelles entreprises, ainsi que les actes de vente qui en seront la conséquence, bénéficieront des dispositions prévues par l'article 40 de la loi du 11 mai 1946. »

M. le rapporteur général. La commission accepte l'amendement.

M. le ministre. Le Gouvernement l'accepte également.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement, accepté par la commission et le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 22, ainsi complété.

(*L'article* 22, *ainsi complété, est adopté.*)

M. le président. Par amendement (n° 30 rectifié), M. Bousch propose d'insérer un article additionnel 22 *bis* (nouveau), ainsi conçu:

« 1. — Les taux des redevances communale et départementale des mines sur le charbon sont respectivement fixés, à compter du 1er janvier 1954, à 15 francs et à 3 francs par tonne nette.

« Dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi, un décret pris dans les conditions prévues aux articles 1502 (3e alinéa) et 1588 (3e alinéa) du code général des impôts fixera le taux des redevances communale et départementale des mines applicables, à partir du 1er janvier 1954, aux autres substances minérales concédées.

« 2. — Pour les années 1955 et suivantes, les taux des redevances communale et départementale des mines pourront être modifiés par un arrêté du ministre de l'intérieur, du ministre de l'industrie et du commerce et du secrétaire d'Etat au budget pris après avis conforme du conseil général des mines, de telle sorte que soit maintenu, tant pour le charbon que pour chaque autre substance minérale concédée, le rapport existant entre le prix du produit à la date du 1er janvier 1954 et le taux de la redevance y afférent fixé conformément aux dispositions du paragraphe 1 ci-dessus.

« Cette adaptation sera obligatoire pour chaque produit concédé, lorsque les variations constatées sur les prix du produit depuis la dernière fixation des taux excéderont 10 p. 100.

« 3. — A partir du 1er janvier 1954, les modalités d'attribution et de répartition de la redevance communale des mines sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

« 4. — Les dispositions de l'article 1503 du code général des impôts et celles des deuxième et troisième alinéas des articles 1502 et 1588 du même code sont abrogées. »

La parole est à M. Bousch.

M. Jean-Eric Bousch. Mes chers collègues, cet amendement a pour but de rajuster le taux de la redevance communale et départementale des mines sur le charbon, rajustement qui était déjà prévu par le Gouvernement dans son projet de loi de finances de 1952, gouvernement d'ailleurs présidé par l'actuel ministre des finances. Ce texte n'a pas pu être voté, mais M. Ulver avait l'intention de le reprendre dans la réforme fiscale.

M. le ministre. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le rapporteur général. La commission l'accepte également.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Ce texte devient l'article 22 *bis* (nouveau).

« Art. 23. — Le paragraphe A de l'article 8 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 est abrogé.

« Le droit de consommation sur l'alcool au tarif réduit défini au paragraphe 1° de l'article 403 du code général des impôts est supprimé.

« Les ressources ainsi obtenues seront affectées conformément aux conditions du paragraphe C de l'article 8 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 au fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique qui les utilisera pour l'équipement rural et l'habitat rural. »

Par amendement (n° 5), M. Estève propose de rédiger comme suit cet article:

« L'article 8 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 est abrogé. »

La parole est à M. Estève.

M. Estève. Mes chers collègues, en votant cet amendement, le Conseil de la République sera logique avec lui-même puisque, dans sa séance du 10 juillet 1953 il avait, par 202 voix contre 64, voté un amendement absolument identique, mais qui n'a pas été repris par l'Assemblée nationale. Je ne reviendrai pas sur les raisons qui avaient motivé le vote de notre Assemblée. Les événements que nous avions prévus et dénoncés dans cette enceinte nous ont donné raison.

Le Gouvernement n'a pas eu la possibilité de faire appliquer la loi, car il a senti de vives résistances dans l'opinion publique rurale et la menace de troubles graves. Les bouilleurs de cru ont continué, en fait, à quelques exceptions près, à jouir du privilège qu'ils possédaient, à juste titre, sans acquitter les nouveaux droits de régie.

Aujourd'hui, un texte de conciliation nous est proposé. Peut-il donner satisfaction à nos mandants? Je ne le pense pas, et ce n'est pas là d'ailleurs l'avis que vous aviez émis le 10 juillet dernier. D'accord, dit-on aux producteurs, pour la franchise à concurrence de 10 litres d'alcool pur, mais, au-dessus de cette franchise, vous n'aurez pas droit à la réduction de la taxe ordinaire et vous payerez 715 francs par litre au lieu de 216 francs précédemment, c'est-à-dire avant la loi de juillet 1953.

L'alcoolisme fait, hélas! de grands ravages en France, mais ce n'est pas par la fiscalité que vous réduirez le fléau. A mon sens, vous résoudrez le problème par l'éducation de la jeunesse et par l'image. Vous interdirez à diverses sociétés de faire une nocive propagande par les journaux, les revues, le cinéma, comme s'il n'était pas scandaleux de voir des affiches sportives imprimées et publiées sous l'investiture de sociétés fabriquant des apéritifs. Vous aurez aussi la faculté de réduire le nombre de débits de boisson, notamment dans les grandes villes, car il n'est pas exclu de penser que le nombre des éthyliques est aussi important dans les villes que dans les campagnes. Personnellement, j'ai l'intime conviction que l'article 23 qui avait été proposé par la commission des finances ne donnera aucune solution satisfaisante. Il continuera à engendrer un mécontentement général dans nos campagnes rurales, jalouses de conserver l'intégralité de leurs privilèges de bouilleurs de cru qui leur avaient d'ailleurs été concédés, au lendemain de la guerre 1914-1918, par Georges Clemenceau.

En votant mon amendement, le Conseil ne se déjugera pas et il marquera ainsi sa volonté de voir nos producteurs maintenus dans leurs droits, tels qu'ils étaient définis par les textes antérieurs à la loi si néfaste du 11 juillet 1953 dans son article 8. (*Applaudissements.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission?

M. le rapporteur général. Différents amendements ont été déposés sur cet article. Il serait sans doute préférable d'entendre leurs divers auteurs pour que le Conseil puisse se faire une opinion sur une question extrêmement complexe.

Ainsi, l'amendement de M. Maupoil pourrait faire l'objet d'une discussion commune avec celui que vient de défendre M. Estève.

M. le président. Je suis en effet saisi, sur cet article 23, de cinq autres amendements; mais ces amendements ne sauraient faire l'objet d'une discussion commune. Il serait donc préférable de statuer d'abord sur l'amendement de M. Estève.

M. Estève. Monsieur le président, il me semble que, si mon amendement était adopté, tous les autres tomberaient d'eux-mêmes. (*Nombreuses marques d'approbation.*)

M. le rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Mesdames, messieurs, je voudrais faire quelques remarques à propos de cet amendement. Il est incontestable que le taux prévu est tel qu'on puisse redouter le risque, soit que l'on ne distille plus, soit que l'on fraude beaucoup.

Si l'on adopte le taux de 71.000 francs, on risque de dépasser le but qui est recherché et je ne suis même pas convaincu que le Trésor y trouvera un bénéfice. A mon avis, on devrait maintenir le taux de 21.600 francs.

Telles sont les observations que je livre au Conseil de la République.

La commission des finances n'oppose pas l'article 47 qu'elle pourrait théoriquement opposer à cet amendement, car je ne suis pas du tout convaincu que l'adoption du texte entraînerait une perte de recettes. Personnellement, je serais même assez disposé à l'accepter.

M. Henri Maupoil. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Maupoil.

M. Henri Maupoil. Mesdames, messieurs, je suis tout prêt à me rallier à l'amendement de notre collègue M. Estève. J'ai déposé moi-même un amendement semblable tendant à la suppression du 2e alinéa de l'article 3 relatif au privilège des bouilleurs de cru. Sur ce point je tiens à m'adresser à M. le ministre des finances et à M. le rapporteur général.

L'Assemblée nationale qui a prévu ce droit a refusé de maintenir le taux de 21.600 francs qui était logique et normal pour les vignerons qui avaient conservé de l'alcool.

Mais je tiens à souligner, en ce qui concerne le taux de 71.000 francs, qu'il se traduit par un droit de 358 francs par litre de marc. Si vous ajoutez 100 francs à cette somme pour les frais de distillation et les frais divers, le litre de marc revient à 460 francs, avant tout bénéfice. M'adressant à M. le ministre, qui est d'un pays où l'on connaît cette question, et à mon collègue M. Berthoin, je leur demande: comment voulez-vous que ces vignerons puissent distiller dans ces conditions? Cela n'est pas possible, puisqu'à ce prix il leur sera impossible de vendre leur produit.

Vous allez perdre quelques centaines de millions, et je vais vous dire pourquoi. Jusqu'à maintenant, les vignerons n'avaient pas trouvé exagéré le prix de 21.600 francs. Ils ont donc distillé la totalité de leur marc. Ils ont donc payé, par répercussion, 21.600 francs par hectolitre d'alcool pur, ce qui leur laissait encore un léger bénéfice. Mais, du jour où le marc sera invendable au prix de 700 francs ou 800 francs le litre d'alcool pur, je dis que le Trésor perdra de nombreux millions.

Je vous demande, monsieur le ministre, d'examiner la question et de voir s'il vous est possible de donner satisfaction aux vignerons. Si vous maintenez le chiffre de 21.600 francs, par hectolitre d'alcool pur, les vignerons distilleront la totalité de leur marc et je n'ai pas besoin de vous dire que, par répercussion, les rentrées d'impôts seront plus importantes. Sinon, vous ne toucherez rien.

J'insiste, avec mon collègue M. Estève pour que notre amendement soit adopté, et je vous assure que vous aurez ainsi défendu les finances du pays.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je voudrais indiquer que la disposition initiale de juillet est d'origine parlementaire. La recette créée était affectée à l'habitat rural.

Je crois devoir imiter la réserve de la commission des finances et ne pas opposer l'article 47 du règlement, puisqu'il s'agit d'une disposition d'origine parlementaire et d'une recette spécialement affectée. Seulement, si la recette est enlevée, l'affectation tombe et, par conséquent, il n'y aura rien de plus que les crédits normaux pour l'habitat rural.

C'est pourquoi, à l'Assemblée nationale, en supprimant le paragraphe A, l'auteur de cette proposition avait offert une recette de remplacement, qui appelle des réserves, ainsi que l'a indiqué mon ami M. Maupoil. Je crois, d'autre part, que M. Estève avait proposé un amendement procurant d'autres recettes de substitution.

Le Conseil de la République décidera. Tout ce que je peux lui faire observer, c'est que, s'il n'y a aucune ressource, il n'y aura aucune somme supplémentaire pour le fonds d'habitat rural.

M. le rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Je voudrais faire une proposition au Conseil, celle d'accepter, pour le moment, l'amendement qui nous est proposé. Je suis, pour ma part, convaincu autant par les explications de M. Estève que par celles, complémentaires et extrêmement précises, que nous a présentées notre collègue M. Maupoil.

Je demande au Conseil, au nom de la commission, de bien vouloir accepter l'amendement qui nous est proposé. Nous

verrons ensuite ce qu'il convient de faire pour les autres. Voilà un point acquis. Je fais donc une proposition ferme: l'adoption de cet amendement.

M. le président. La commission accepte l'amendement.

M. Primet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Primet, pour explication de vote.

M. Primet. Le groupe communiste voit dans cet amendement la reprise d'une position que j'ai toujours défendue, en son nom, devant le Conseil de la République. D'ailleurs mes amis, à l'Assemblée nationale, ne faisaient pas partie de la majorité qui a voté les deux alinéas en question. Le groupe communiste se rallie donc à l'amendement de M. Estève.

M. Boivin-Champeaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Boivin-Champeaux.

M. Boivin-Champeaux. Avec un certain nombre de mes collègues, notamment MM. Maroselli et André Robert, j'avais déposé un amendement qui se rapprochait de celui de M. Estève.

Mes amis et moi nous sommes d'accord pour nous rallier à cet amendement qui nous donne entière satisfaction.

Les explications qui ont été données tout à l'heure par M. Maupoil nous semblent absolument pertinentes. Passer de 21.000 francs à 71.000 francs, c'est une mauvaise affaire pour le Trésor: comme l'a dit tout à l'heure M. le rapporteur général, on risque de ne plus distiller. C'est une mauvais affaire pour l'hygiène parce qu'on risque d'encourager la fraude et c'est une mauvaise affaire également pour nos paysans car c'est leur faire perdre une ressource importante dans cette période de malheur et de calamités agricoles.

Je me rallie donc à l'amendement de M. Estève et je retire celui que mes amis et moi-même nous avions déposé sous le n° 4.

M. Robert Le Guyon. Je demande la parole pour expliquer mon vote.

M. le président. La parole est à M. Le Guyon.

M. Robert Le Guyon. Mes chers collègues, j'avais également l'intention de déposer un amendement dans le même sens. Celui de M. Estève nous donne satisfaction, surtout après les explications de notre collègue M. Maupoil. Cependant, je tiens à rappeler que nous étions particulièrement désireux de voir disparaître le privilège restreint puisque j'avais demandé, en particulier au mois de novembre dernier à M. le ministre des finances, de bien vouloir surseoir à l'application de la loi du 11 juillet 1953 imposant un droit de licence aux bouilleurs de cru.

M. le ministre m'ayant fait savoir qu'il était préférable de faire poser la question par un député au moment de la discussion du budget de l'agriculture devant l'Assemblée nationale, à ce moment-là j'ai informé M. Kléber Lousteau, député de Loir-et-Cher, qui est alors intervenu dans ce sens avec succès. Malheureusement, lors de la discussion de la loi de finances devant l'Assemblée nationale, le privilège restreint a été rétabli.

Nous avons reçu de multiples protestations émanant de nombreux départements, dont celui de Loir-et-Cher.

Je me rallie, par conséquent, pleinement à l'amendement de M. Estève.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'amendement.

Je suis saisi de trois demandes de scrutin présentées, la première par le groupe du mouvement républicain populaire, la seconde par le groupe du rassemblement du peuple français et la troisième par le groupe du rassemblement des gauches républicaines.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre de votants	304
Majorité absolue	153
Pour l'adoption	269
Contre	35

Le Conseil de la République a adopté.

L'amendement (n° 4) de M. Boivin-Champeaux est retiré.

Les amendements n°s 2, de MM. Maupoil, Pinsard et Varlot, 1 de M. Maupoil et 6 de M. Estève, deviennent sans objet.

Par amendement (n° 25 rectifié *bis*), MM. Jean Primet, Maupoil, Jean Berthoin, Delorme, Auberger, Paul Robert, d'Argenlieu, Restat, Louis André, Charles Durand, Dassaud, de Montullé, Léon David et Louis Dupic, proposent de compléter comme suit l'article 23:

« Sur demande écrite adressée par les intéressés au directeur départemental des contributions indirectes, dans un délai de six mois à compter de la publication de la présente loi, seront remboursées les sommes que les bouilleurs de cru ont acquittées au profit du Trésor au titre de l'article 8 de la loi du 11 juillet 1953. »

M. le rapporteur général. La commission accepte l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement?

M. le ministre des finances. Le Gouvernement accepte également l'amendement.

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole?...

Je mets aux voix l'amendement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par voie d'amendement (n° 43), M. Capelle propose de compléter l'article 23 par les dispositions suivantes:

« Toutefois, l'incidence des taxes perçues, sous quelque forme que ce soit, au profit du budgt annexe des prestations familiales agricoles, ne pourra correspondre, à l'égard des salaires intégrés dans le prix de la betterave industrielle, à un taux supérieur à celui appliqué à l'industrie. »

La parole est à M. Capelle.

M. Capelle. Mesdames, messieurs, la fixation du prix de la betterave industrielle donne lieu, chaque année, à de très grosses difficultés, malgré l'existence d'un cadre de prix. Ces difficultés sont encore aggravées par le fait que la betterave est grevée de lourdes charges, tant sociales que fiscales, parce qu'elle est intégralement et facilement touchée au travers des usines qui en assurent la transformation.

Au surplus, sa culture exige une puissance matérielle et de nombreux produits industriels ou services dont le niveau de prix est très supérieur au coefficient de hausse retenu pour la betterave. Il en résulte que le prix du sucre, qui comprend non seulement les charges sociales et fiscales de la sucrerie, mais également celles de la betterave, atteint un niveau élevé qui nuit grandement aux possibilités d'exportation.

Il nous a semblé éminemment souhaitable, dans le but d'éviter une aggravation des difficultés d'exportation présentement et dans les années à venir, de prévoir une limitation éventuelle des perceptions afférentes aux budgets annexes des prestations familiales agricoles au pourcentage retenu dans l'industrie.

Dans l'industrie, les allocations familiales ne représentent que 16 p. 100 du salaire. L'incidence est d'environ cinq francs par kilogramme de sucre, départ usine, correspondant sensiblement au tiers des salaires intégrés dans le prix de la betterave.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement?

M. le ministre des finances. Le Gouvernement oppoes l'article 60 à l'amendement.

M. le rapporteur général. La commission estime que l'article 60 est applicable.

M. le président. L'article 60 étant applicable, l'amendement n'est pas recevable.

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 23, constitué par l'amendement (n° 5) de M. Estève complété par le texte de l'amendement (n° 25 rectifié *bis*) de M. Primet.

(L'article 23 est adopté.)

M. le président. Par amendement (n° 7), MM. Louis André, d'Argenlieu, Charles Barret, Boivin-Champeaux, Cornat, Jozeau-Marigné, Maroselli, de Montullé, Paul Robert et Yver, proposent d'ajouter un article additionnel 23 *bis* ainsi rédigé:

« L'article 318 du code général des impôts est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 318. — Les distillations opérées par les bouilleurs de cru ou pour leur compte peuvent avoir lieu, soit en atelier public, soit dans les locaux des associations coopératives, soit dans les locaux de l'exploitation, à condition d'être séparés des pièces d'habitation. »

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je demande aux auteurs de l'amendement de ne pas insister etant donné la satisfaction qu'ils ont obtenue tout à l'heure. J'aimerais autant qu'ils

restent sur cette victoire, sinon, je serais obligé d'opposer l'article 47.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Louis André. Oui, monsieur le président.

M. le ministre des finances. Dans ces conditions, j'oppose l'article 47.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'application de l'article 47 ?

M. le rapporteur général. L'article 47 est applicable.

M. le président. L'article 47 étant applicable, l'amendement n'est pas recevable.

Par voie d'amendement (n° 8) MM. Louis André, d'Argenlieu, Charles Barret, Boivin-Champeaux, Cornat, Jozeau-Marigné, Maroselli, de Montullé, Paul Robert et Yver proposent d'ajouter un article additionnel 23 *ter* ainsi rédigé :

« Le droit établi par l'article 951 du code général des impôts sur les récépissés des déclarations d'ouverture et de mutation des débits de boissons, est majoré de 100 p. 100.

« Le droit de timbre sur les affiches est rétabli au profit de l'Etat, tel que ce droit existait au moment de sa suppression et ce, sans préjudice de la taxe perçue au profit des communes.

« Il est institué un droit de 500 francs sur les passavants délivrés aux conducteurs automobiles, à leur sortie de France. »

M. Louis André. Je retire l'amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

« Art. 24. — L'article 16 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation et l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Tous les producteurs de vins sont astreints à la fourniture de prestations d'alcools viniques correspondant à 12 p. 100 de leur récolte exprimée en alcool pur sur la base du degré minimum des vins de pays.

« Toutefois, ce taux est réduit à :

« 9 p. 100 pour les vendanges vinifiées en blanc ou rosé ;

« 6 p. 100 pour les vendanges ou moûts utilisés à l'élaboration des vins doux naturels, mistelles et vins de liqueur ;

« 3 p. 100 pour les vendanges employées à la production de mistelles par mutage direct à l'alcool de la vendange.

« Les vins, vins doux naturels et vins de liqueur bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée ou de l'appellation régionale « vins d'Alsace » n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul des prestations d'alcool vinique.

« Les acheteurs de vendanges sont tenus de livrer, pour le compte des personnes dont ils vinifient les récoltes, la prestation d'alcool vinique correspondant au volume total des vins produits.

« Les coopératives de vinification sont tenues aux mêmes obligations.

« Les alcools doivent provenir de la récolte personnelle des prestataires et doivent être livrés avant le 30 avril.

« Les prestations pourront être compensées à due concurrence par :

« *a*) L'allocation en franchise prévue à l'article 317 du code général des impôts pour la partie obtenue en alcool d'origine vinicole ;

« *b*) La production d'eau-de-vie bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée Cognac ou Armagnac ;

« *c*) La fabrication d'eau-de-vie de marcs de raisin à appellation réglementée.

« Les producteurs vinifiant individuellement, soumis à une prestation inférieure ou égale à 35 litres d'alcool pur, y compris la compensation de l'allocation en franchise, sont dispensés de la fourniture d'alcool vinique.

« Les alcools viniques sont payés à un prix au plus égal à 70 p. 100 du prix des alcools de marcs du contingent. Toutefois, s'il n'a pas été fixé avant le 31 décembre de l'année de récolte, ce prix est égal à 70 p. 100 du prix des alcools de marcs du contingent.

« Sont payés sur les mêmes bases les alcools de marcs, de lies complètes ou non, de vins de lies obtenus par distillation de telles matières premières provenant de producteurs bénéficiant pour les prestations d'alcool vinique d'un taux réduit, d'une dispense de fourniture ou d'une compensation. »

Par amendement, MM. Rogier, Borgeaud, Delrieu, Enjalbert, Augarde, Muscatelli et Gay proposent de supprimer l'article 24.

La parole est à M. Rogier.

M. Rogier. Mes chers collègues, nous demandons la suppression de l'article 24 afin de rétablir l'article 16 du décret du 30 septembre 1953 qui a appliqué les prestations d'alcool vinique à tous les producteurs de vin sans exception. Cet article 16 était la pièce maîtresse de ce décret. En le faisant disparaître on supprime tout ce qui pouvait amener l'assainissement qualitatif comme le voulaient le ministre de l'agriculture, le Gouvernement et les associations vinicoles à l'Assemblée nationale. A ma grande stupéfaction, le ministre intéressé n'a pas défendu son enfant. Peut-être parce que la discussion a eu lieu à cinq heures et demie du matin et que personne ne pouvait prévoir qu'un tel amendement trouverait place dans une loi de finances.

Aujourd'hui, je pense que les ministres intéressés présents prendront la défense de l'enfant qu'ils ont mis au monde en septembre 1953.

Je tiens cependant à préciser que si le Sénat vote notre amendement, j'insiste pour que toutes les exonérations qui ont été prises en faveur des petits producteurs par circulaires soient appliquées d'une façon définitive. Je vous demande donc de vouloir me suivre et de voter la suppression de l'article 24.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Ce n'est certainement pas moi qui contredirai M. Rogier puisque sa position aboutirait à confirmer celle que le Gouvernement avait prise dans la discussion initiale.

M. Houdet, s'il le veut, s'expliquera plus longuement de ce problème. Mais j'attire l'attention de M. Rogier sur le fait que le texte de la commission des finances me paraissait constituer un *modus vivendi*, une transaction acceptable. A défaut de celle-ci, il est bien probable, sans vouloir faire de divination que, si l'on ne fait rien au Conseil de la République, l'Assemblée nationale reprendra purement et simplement la disposition qu'elle a votée — je me permets de le lui indiquer — à une très forte majorité.

Contrairement à ce qu'il pense, la discussion a été menée par moi-même, et bien qu'il fût cinq heures du matin j'avais encore un peu de lucidité. (*Sourires.*) J'ai demandé à l'Assemblée nationale de ne pas régler une affaire aussi complexe dans le cadre d'une loi de finances où normalement elle n'a rien à faire. Ce texte ayant été proposé par la commission des finances, il ne m'était pas possible de recourir à ces articles du règlement qui me tiennent souvent lieu de raison. L'Assemblée ne m'a pas suivi. Aussi je crois qu'il serait peut-être plus raisonnable que nous prenions une solution intermédiaire. J'attire l'attention de M. Rogier sur ce point. Personnellement je suis évidemment désolé de voir que ces enfants, on vient les poignarder jusque dans mes bras. (*Sourires.*) Le Conseil de la République qui reproche aujourd'hui à l'Assemblée nationale son attitude n'a pas procédé autrement il y a seulement quarante-huit heures.

M. Alain Poher. Il a bien fait, monsieur le ministre !

M. le ministre. Je n'avais pas l'audace de le contredire.

Je demande à M. Rogier de réfléchir à cette situation et je m'en remets à la sagesse du Conseil.

M. Rogier. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Rogier.

M. Rogier. Mesdames, messieurs, je tiens à faire une observation.

J'ai essayé cet après-midi encore par tous les moyens de trouver un texte transactionnel, qui satisfasse non seulement le Gouvernement, mais encore toutes les opinions vinicoles de la France et de l'Union française. Je suis persuadé, croyez-le bien, et M. le ministre de l'agriculture ne me contredira pas quand je dirai que cela est très difficile, sinon impossible. Ce que je regrette, c'est que, quand un problème semblable se pose, qui intéresse tous les viticulteurs, personne ne fasse les sacrifices qu'il convient.

Aujourd'hui nous sommes dans une impasse. Un décret a été pris et, à ce moment-là, tout le monde a applaudi. Il y avait des mesures à prendre en faveur des petits producteurs. Le ministre intéressé a, par circulaires, pris ces mesures. Aujourd'hui, on veut supprimer complètement, par un trait de plume, le texte qui a été promulgué au mois de septembre 1953. M. le ministre des finances me dit que, si je prends une position trop avancée en défendant ce texte, il craint que l'Assemblée nationale ne revienne sur sa première position, celle qu'elle a prise lors de la discussion de la loi de finances et maintienne la suppression de l'article 16 du décret en question. Je réponds simplement ceci. Si j'étais certain, monsieur le ministre, que l'Assemblée nationale fasse preuve de bonne volonté, comme nous le faisons souvent au Conseil de la République, pour essayer de ménager les susceptibilités de chacun, je retirerais mon amendement, mais je crains fort que le texte transactionnel que tout à l'heure nous allons mettre en discussion, s'il est accepté par le Conseil de la République, ne le soit pas par l'Assemblée nationale. Si vous vous engagez, messieurs les

ministres, à le défendre âprement devant la première Assemblée, à ce moment-là, je retirerais mon amendement, mais je voudrais avoir cette certitude.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre des finances. Je suis d'accord pour défendre ce texte devant l'Assemblée nationale, monsieur Rogier, car ce texte est un progrès. Il faut arriver à soutenir le marché du vin. Toute le monde en a reconnu la nécessité quand nous avons vu les événements difficiles de cet été.

Quand nous avons pris ce décret, cela n'a pas été un acte arbitraire de la part du Gouvernement. Nous avons consulté les parlementaires, nous avons tenu compte des travaux préparatoires. Il y a eu une certaine satisfaction.

Un jour, tout a été supprimé. Il ne reste plus rien. Dans quelque temps, on retrouvera la même situation excédentaire du marché. Il y a une quantité excessive de vin et l'assainissement qualificatif n'aura pas pu être entrepris.

Nous accepterons, pour notre part, le texte intermédiaire de la commission des finances qui prévoit des taux dégressifs pour les prestations, qui prévoit, d'autre part, une exemption de certains vins comme les vins d'appellation régionale pour lesquels en effet les mêmes risques de dérèglement qualificatif avec un excès quantitatif ne sont pas à craindre. Je crois que ce texte constitue une bonne base de discussion. Je rappelle à M. Rogier que, si mes souvenirs sont exacts, il n'y a eu que 80 voix à l'Assemblée nationale pour s'opposer à ce texte.

M. Rogier. Il y a eu des erreurs de scrutin.

M. le ministre des finances. Même avec des erreurs de scrutin — croyez-moi, monsieur Rogier, j'ai l'habitude des débats parlementaires — pour remonter de 80 voix à la majorité, ce n'est pas un petit travail. (*Rires.*)

Je crois qu'il serait préférable d'accepter ce texte, sinon aucune discussion ne sera possible à l'Assemblée nationale. J'insiste pour que cette solution soit adoptée, d'accord avec mon collègue M. Houdet. Nous sauvegardons ainsi l'essentiel.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Rogier. Puisque M. le ministre des finances veut bien me promettre qu'il défendra personnellement ce texte transactionnel devant l'Assemblée nationale s'il est voté par le Conseil de la République, je retire mon amendement. (*Applaudissements.*)

Un sénateur au centre. Il le défendra avec fougue.

M. le ministre des finances. Je ferai ce que je pourrai avec mon caractère, dont l'impétuosité n'est pas la caractéristique.

M. le président. L'amendement est retiré.

Sur ce même article 24, je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune ainsi que les deux sous-amendements qui s'y agrégent.

Par le premier (n° 13), M. Maupoil propose de reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée nationale ainsi conçu :

« I. — Les dispositions de l'article 16 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953, relatif à l'organisation et l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole, sont annulés.

« II. — L'article 47 du décret précité est modifié comme suit :

« Art. 47. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, et notamment celles insérées dans les articles 55, 66, 75, 76, 78 à 81 inclus, 87, 88, 89, 92, 97, 99, 293, 296, et 299 du code du vin. »

Par sous-amendement (n° 21), M. Jean Durand propose de compléter l'amendement n° 13 par le paragraphe III suivant :

« III. — L'article 77 du code du vin est complété par les dispositions suivantes :

« Ces prestations ne seront calculées que sur la partie de la récolte supérieure à 200 hectolitres. »

Par le deuxième amendement (n° 26), M. Primet propose de reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée nationale ainsi conçu :

« I. — Les dispositions de l'article 16 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953, relatif à l'organisation et l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole, sont annulées.

« II. — L'article 47 du décret précité est modifié comme suit :

« Art. 47. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, et notamment celles insérées dans les articles 55, 66, 75, 76, 78 à 81 inclus, 87, 88, 89, 92, 97, 99, 293, 296 et 299 du code du vin. »

Cet amendement (n° 26) fait également l'objet du sous-amendement (n° 21) de M. Jean Durand dont je viens de vous donner lecture.

La parole est à M. Maupoil.

M. Maupoil. M. le président vient de vous donner lecture de mon amendement qui tend à reprendre pour cet article 24 le texte adopté par l'Assemblée nationale.

J'ai déposé cet amendement parce que nous n'avons pas pu — je le dis en toute sincérité — malgré les efforts de mon collègue et ami, M. Rogier, qui y a mis beaucoup de bonne volonté, faire l'union sur un texte transactionnel à la commission des boissons. A propos de ces prestations viniques, je voudrais attirer l'attention de M. le ministre de l'agriculture qui est ici présent, sur les faits suivants. Il est inadmissible et impensable qu'on puisse inclure dans les prestations viniques les appellations contrôlées, ainsi que les vins de consommation courante récoltés par de modestes vignerons qui n'ont aucune responsabilité dans la crise que traverse la viticulture française.

Je vais vous citer un exemple et vous allez tout de suite voir si l'on peut imposer ces petits vignerons aux prestations viniques. Ceux qui ont eu le plaisir de descendre la vallée du Rhône et d'admirer les vignobles de Tain-l'Hermitage qui sont en escalier, et de très petite superficie, ont pu constater que l'on cultive encore avec l'outil. Ces vignerons peuvent-ils être mis dans la même situation que ceux qui ont de grandes étendues de vigne et qui cultivent avec les machines modernes que vous connaissez ? C'est pourquoi j'estime que les responsables de cette mévente du vin, il faut les voir dans les régions où l'on récolte 200 ou 300 hectolitres de vin à l'hectare.

Je ne veux pas allonger la discussion, mais j'ai là un tableau qui montre par exemple qu'en Bourgogne, nous avons à l'heure présente 50 p. 100 de moins de vignes qu'il y a cinquante ans et que nous récoltons à peu près 50 p. 100 de vin en moins qu'à cette époque. J'estime que ces petits vignerons ne peuvent pas être assimilés aux vignerons des grandes régions viticoles, c'est pourquoi je demande au Conseil de la République de voter mon amendement.

M. le président. La parole est à M. Primet pour soutenir son amendement.

M. Primet. Mon amendement est rédigé exactement de la même façon et a été déposé dans le même but.

M. le président. La parole est à M. Le Guyon.

M. Robert Le Guyon. L'article 24 voté par l'Assemblée nationale abroge le nouveau régime des prestations viniques institué par le décret du 30 septembre 1953 et prescrit le retour au régime antérieur.

Le décret du 30 septembre 1953 avait étendu les prestations viniques à tous les viticulteurs, quelle que soit l'importance de leur récolte, alors que, précédemment n'y étaient soumis que ceux récoltant plus de 200 hectolitres. De plus, le taux des prestations viniques avait été très sérieusement relevés et les quantités d'alcool viniques à fournir étaient supérieures aux possibilités de production par la mise en œuvre des sous-produits de la vinification.

Le nouveau régime de prestations viniques avait déjà soulevé de telles difficultés d'application que des mesures d'assouplissement avaient dû être admises. Néanmoins, la fourniture de ces alcools viniques à un prix nettement inférieur au prix de distillation constituait une pénalité injustifiée pour les petits vignerons du Centre-Ouest et du département que je représente.

On nous objectera que le retour à l'article 77 du code du vin, — admis par l'Assemblée nationale, — ne remédie pas aux abus du surpressurage dans le Midi.

La question méritera d'être reprise, mais sous une forme qui ne pénalise pas les vignerons ne pratiquant nullement le surpressurage.

En attendant, l'article 24 de la loi de finances paraît être la seule disposition permettant d'apaiser le légitime mécontentement des vignerons du Centre et de l'Ouest à ce sujet, mécontentement d'autant plus vif que c'est un parlementaire de mon département qui avait proposé la taxe sur les bouilleurs de cru. Les journaux ont d'ailleurs fait état de ce mécontentement qui s'est manifesté également dans tous les départements voisins du Loir-et-Cher. Vous n'êtes pas sans connaître le véritable soulèvement qui a été provoqué non seulement dans les vallées du Cher, du Loir et de la Loire et dans tous les départements de petite production viticole.

Selon les dispositions constitutionnelles en vigueur, une modification de l'article 24 voté par l'Assemblée nationale risquerait de remettre en cause les satisfactions obtenues.

Ce texte n'est pas merveilleux, mais c'est une solution d'apaisement pour les très nombreux petits viticulteurs qui ont été lésés par le décret du 30 septembre.

C'est pourquoi je vous demande d'une façon pressante de bien vouloir vous rallier à mon amendement en revenant au texte de l'Assemblée nationale.

M. le président. Par voie de sous-amendement (n° 21), M. Jean Durand propose de compléter l'amendement n° 13 par le paragraphe III suivant:

« III. — L'article 77 du code du vin est complété par les dispositions suivantes:

« Ces prestations ne seront calculées que sur la partie de la récolte supérieure à 200 hectolitres ».

La parole est à M. Jean Durand.

M. Jean Durand. Avant de défendre mon sous-amendement, je désire expliquer mon vote sur les amendements qui nous sont soumis.

Lorsque l article 77 du code du vin était appliqué, les mesures édictées par le paragraphe 1er de l'article 3 du décret-loi ordonnant le blocage et la distillation obligatoire à tous les producteurs de plus de 100 hectolitres n'existaient pas. Aujourd'hui, vous n'avez plus aucune raison de demander des prestations d'alcool vinique aux producteurs de plus de 200 hectolitres puisque les producteurs de cent hectos sont déjà astreints à la distillation obligatoire. Vous avez d'autant moins raison de demander l'application de l'article 77 du code du vin que les exonérations que M. le ministre de l'agriculture a fait prendre en faveur des petits viticulteurs portent, suivant les départements, sur une production d'environ 75 à 80 hectolitres. De ce fait, je considère que l'article 77 n'a plus de raison d'être puisque l'assainissement qualitatif se fera automatiquement par la distillation obligatoire déjà imposée aux producteurs de 100 hectos.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les trois amendements ?

M. le rapporteur général. J'ai le sentiment que tous les amendements dont nous venons d'entendre l'exposé ont pour conséquence de supprimer purement et simplement des dispositions tout de mêmes utiles qui avaient été prises en vue de l'assainissement du marché du vin.

Je crois que la solution qui avait été proposée par votre commission des finances est une solution intermédiaire et également une solution de sagesse; je crois que nous aurions intérêt à l'accepter. L'Assemblée nationale aurait évidemment à choisir entre son texte et le nôtre mais, en vérité, étant donné justement les explications qui ont été présentées par notre collègue Maupoil, étant donné notamment que le texte de la commission des finances, qui avait été présenté par M. Clavier, exonère des prestations viniques les viticulteurs dont les prestations ne dépassent pas 35 litres d'alcool pur et, d'autre part, les récoltes de vin bénéficiant d'une appellation contrôlée, nous avons, par conséquent, à la base deux garanties essentielles. Nous empêchons qu'on distille des vins de qualité, ce qui serait incontestablement une erreur économique, et, d'autre part, nous laissons une base de production d'alcool qui me paraît tout de même raisonnable. En conséquence, je crois vraiment, après avoir entendu toutes les explications qui ont été présentées, que la sagesse serait d'accepter le texte de la commission des finances sur lequel je demande au Conseil de se prononcer.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je voudrais appuyer de mon côté l'exposé de M. le rapporteur général. Tout à l'heure, j'ai fait un bien voulu y répondre.

Je demande également à ceux qui étaient partisans, dans cette loi, d'une action aussi absolue, mais en sens contraire, de faire également le même mouvement.

Il faudra prendre des dispositions d'assainissement. M. Durand a fait allusion à celles qui existent déjà. Si elles étaient suffisantes, nous n'aurions pas rencontré les difficultés de cet été. Le Conseil de la République devrait accepter le texte transactionnel mesuré, pondéré de sa commission des finances.

Si par la suite, il y a lieu de prendre des dispositions d'application et d'interprétation, on aura le temps, tandis que si vous ne laissez rien du tout il se passera quelques mois et les mêmes difficultés se présenteront, qui opposeront des régions à d'autres régions. Finalement, on sera peut-être obligé de prendre des mesures plus pénibles pour tout le monde que celles que vous aurez refusées aujourd'hui.

M. le président. Les amendements sont-ils maintenus ?

M. Henri Maupoil. Devant les explications de M. le rapporteur et de M. le ministre, je retire mon amendement. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. le président. Les deux autres amendements sont-ils maintenus ?

M. Robert Le Guyon. Je regrette, monsieur le président, mais les explications de M. le ministre et de M. le rapporteur général ne m'ont pas convaincu. Je maintiens l'amendement que je viens de déposer et qui est identique à celui de mes collègues et je vous demande de le mettre aux voix. Nous ne pouvons pas accepter une telle situation devant le vif mécontentement qui existe chez les viticulteurs.

Au centre. Pas chez tous!

M. Robert Le Guyon. Vous n'avez qu'à venir vous rendre compte sur place et vous serez édifié.

M. le président. Trois amendements ont fait l'objet d'une discussion commune: un amendement de M. Maupoil (n° 13), un amendement de M. Primet (n° 26) et un amendement de M. Le Guyon (n° 45), qui m'a été envoyé en cours de discussion.

A ces trois amendements qui viennent d'être défendus, s'ajoute un sous-amendement de M. Jean Durand (n° 21). La discussion ayant eu lieu sur les trois amendements, M. le rapporteur demande qu'on adopte au contraire le texte de la commission.

C'est pourquoi je demande aux auteurs de ces amendements s'ils les maintiennent.

M. Maupoil a retiré son amendement. M. Le Guyon maintient le sien. Monsieur Primet, maintenez-vous le vôtre ?

M. Primet. Je maintiens mon amendement avec d'autant plus de raisons que nous avons eu cet après-midi, à la commission des boissons, une très longue discussion avec de nombreux collègues qui avaient exactement la même position que M. Maupoil. Malgré tous les efforts possibles et imaginables, ils n'ont pu se mettre d'accord sur un texte transactionnel, celui de la commission des finances n'ayant pas été accepté par la commission des boissons.

C'est pour cela que nous maintenons ce texte, car en définitive tout texte de transaction est voué à l'échec devant l'Assemblée nationale. Il vaut mieux éviter cela, et je m'étonne que notre collègue Maupoil ait retiré son amendement aussi facilement.

M. le ministre. Nous l'en remercions.

M. le président. Les deux amendements étant maintenus, je reçois une demande de scrutin public de M. Primet sur son amendement et une du groupe de la gauche républicaine et démocratique sur l'amendement de M. Le Guyon. M. Jean Durand a déposé un sous-amendement dont j'ai donné lecture.

La parole est à M. Jean Durand.

M. Jean Durand. Mon sous-amendement tend à exonérer les producteurs de plus de 200 hectolitres de la même quantité que les producteurs qui ne sont pas astreints à cette prestation et qui récoltent 199 hectolitres. Il y a là en effet une raison primordiale; c'est que le récoltant qui aura fait 220, 230 ou 240 hectolitres s'arrangera toujours pour faire une déclaration de récolte de 198 ou de 199 hectolitres, afin d'échapper aux prestations qui, pour tous les producteurs ayant déclaré 200 hectolitres, partent des premiers hectolitres de vin produits.

Je demande donc, si les amendements de MM. Primet et Le Guyon étaient adoptés, la même exonération pour les producteurs qui seront astreints aux prestations d'alcool vinique que pour les producteurs de 199 hectolitres qui n'ont rien à payer.

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je tiens à faire remarquer que, tandis que la discussion première consistait à rechercher si on ne ferait rien dans le sens de l'assainissement qualitatif, le sous-amendement de M. Jean Durand va exactement dans le sens inverse, c'est-à-dire qu'il tend à faire moins encore que ce qui existait — et qui était insuffisant — avant le décret de septembre.

M. Jean Durand. Je demande la parole pour répondre à M. le ministre.

M. le président. La parole est à M. Jean Durand.

M. Jean Durand. Dans la déclaration de M. le ministre s'est glissée, me semble-t-il, une erreur. Il ne m'en voudra pas de la relever. Il nous a dit, en effet, que l'Assemblée nationale avait décidé la suppression de l'article 16 du décret-loi portant réforme du code du vin.

Je tiens à préciser qu'elle n'a fait en cela que se prononcer sur un avis de sa commission des finances tendant à supprimer toutes les prestations d'alcool vinique pour raison d'économie.

En cette occasion, je me fais le collaborateur de M. le ministre des finances puisque je lui propose de servir au mieux les intérêts des deniers publics. Je demande donc, puisque le vin ne s'achète jamais sans une dégustation préalable, que la liberté soit rendue à tous les viticulteurs et que les prestations d'alcool vinique disparaissent puisqu'elles ne sont pas entièrement appliquées à tous les viticulteurs.

Les seules exonérations en vigueur jusqu'à présent, et qui portent sur 70 hectolitres environ, concernent un volume de récoltes, pour la métropole seulement, de plus de 20 millions d'hectolitres.

Dans ces conditions, considérant que l'assainissement qualitatif devient un leurre, je demande qu'il soit supprimé, non seulement parce que les producteurs récoltant plus de 100 hectos sont déjà astreints à la distillation obligatoire, mais aussi pour une raison d'économie.

M. Restat. Je demande la parole pour expliquer mon vote.

M. le président. La parole est à M. Restat.

M. Restat. Monsieur le ministre, si j'étais convaincu qu'au mois de janvier ou peut-être de février, lorsque votre nouvelle législation entrera en vigueur et sera capable d'assainir réellement le marché sur le plan qualitatif, je voterais contre l'amendement. Mais je pense qu'actuellement, avec le décret qui est sorti le 30 septembre et qui a été modifié en faveur des petits producteurs par M. le ministre de l'agriculture il y a environ un mois, avec le texte de l'Assemblée nationale qui a tout supprimé, avec un texte que nous reprendrions maintenant et qui serait mitigé avec le délai nécessaire à l'élaboration du décret d'application, il vous sera à peu près impossible d'assainir le marché en 1954 par la distillation de marcs qui sont déjà détruits depuis longtemps.

Vous allez dépenser 5 milliards inutilement, car n'oubliez pas que votre décret, même avec les abattements faits par M. le ministre de l'agriculture, portera au moins sur 50 millions de litres d'alcool, puisqu'il faut 1 litre d'alcool par hectolitre de vin récolté, c'est-à-dire une dépense qui pourra atteindre 5 milliards de francs.

Vous qui opposez l'article 47 quand nous demandons des adductions d'eau ou d'autres crédits (*Applaudissements sur de nombreux bancs*) vous allez dépenser 5 milliards de cette façon!

Voilà pourquoi je voterai les amendements revenant au texte de l'Assemblée nationale, mais je les voterai dans l'esprit suivant.

Je vous demande de déposer d'urgence un texte pour l'année 1954, qui pourrait donner satisfaction aux producteurs. Il faut que les viticulteurs soient prévenus qu'ils devront faire l'effort nécessaire d'assainissement qualitatif pour la récolte 1954 et qu'il leur soit possible de le faire. Il faut leur dire que l'on produit trop de vin et qu'il faut faire du vin de qualité, qu'il ne faut pas presser des marcs et faire payer à l'Etat quelque chose qui est un déchet. Comme le veut l'article 1er du code du vin, on doit vendre réellement du vin et ne pas mettre à la charge de l'Etat des vins de presse et des lies. C'est ainsi que vous assainirez le marché en disant à l'ensemble de la viticulture de produire des vins de qualité et de jeter le déchet comme faisaient nos ancêtres. (*Très bien! très bien!*)

Telles sont les conditions dans lesquelles je voterai les amendements qui nous sont présentés afin de revenir au texte de l'Assemblée nationale.

J'insiste auprès de vous, monsieur le ministre, et auprès du Gouvernement pour qu'il dépose un texte d'urgence afin que dès le mois d'avril, dernier délai, la viticulture sache où elle doit aller et ce qu'elle doit faire. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je m'excuse d'allonger le débat, mais je ne voudrais pas laisser sans une courte réponse les observations de MM. Durand et Restat. Monsieur Restat, il est facile d'ironiser sur le fait que j'oppose l'article 47. Mais c'est parce que j'ai le souci des deniers publics.

M. Restat. Pas toujours! Nous en avons la preuve.

M. le ministre des finances. Voulez-vous me laisser parler ? Je crois que je n'ai jamais manqué de courtoisie devant cette Assemblée.

M. le président. C'est exact.

M. le ministre des finances. Si je demande l'application de l'article 47, je ne le fais pas de gaîté de cœur. Je préférerais ne pas opposer cet article 47. Mais où en serait le budget à l'heure actuelle si je ne l'opposais jamais ?

M. le rapporteur général. Très bien!

M. le ministre des finances. Je voudrais bien que quelqu'un en fasse le calcul.

Dans cette affaire, j'accepte, en effet, un supplément de dépenses. Pourquoi donc, monsieur Restat ? Ce n'est pas d'un cœur léger, croyez-le. Vous connaissez mes habitudes parcimonieuses, mais je suis obligé de voir l'ensemble de l'économie de ce pays.

Au mois d'août, alors que le Parlement n'était pas réuni, nous avons eu de graves manifestations de la viticulture méridionale. Nous avons tenu des conseils interministériels pour savoir s'il fallait envoyer des compagnies républicaines de sécurité retirer les barricades sur les routes. Ce sont des sujets préoccupants où l'on peut également voir s'envoler d'une autre façon les quelques milliards que vous avez la gentille pensée de vouloir m'économiser.

Quel est mon souci ? Il est d'arriver à un assainissement. Je ne dis pas que ce texte soit parfait. D'ailleurs, je n'en ai que pour une faible part la paternité. Mais je suis effrayé de voir qu'il n'en restera rien. Il faut déposer un autre projet, me dites-vous. Non, je ne le ferai pas. Le Gouvernement a pris un décret qui contenait la disposition dont vous discutez. Ce texte était bon ou mauvais; quoi qu'il en soit, le Parlement l'a rejeté. La commission des finances du Conseil de la République a cherché un texte transactionnel. Ce texte, vous voulez le rejeter. C'est votre droit. Mais proposez vous-même un autre texte. Nous avons estimé, M. le ministre de l'agriculture et moi-même, que, parmi les projets d'assainissement, la distillation des sous-produits était, en effet, un des procédés à retenir. Trouvez-en d'autres si vous le pouvez. Mais en attendant, ce que je veux dire, c'est que le Gouvernement a pris ses responsabilités. Que le Parlement prenne les siennes.

M. Restat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Restat.

M. Restat. Monsieur le ministre, vous pensez bien que ce n'est pas au cours d'une loi de finances...

M. le ministre des finances. On a eu tort d'évoquer ce problème.

M. Restat. ...que je vais vous proposer un texte. Si vous voulez y mettre un peu de bonne volonté, je pense que, très rapidement, le Parlement pourra chercher et voter un texte qui donnera satisfaction aux viticulteurs.

Vous voulez faire de l'assainissement, monsieur le ministre, je suis tout à fait d'accord avec vous. Voilà pourquoi je voterai les amendements tendant ainsi à abroger l'article 16 pour revenir au texte de l'Assemblée nationale. Ces sommes que vous voulez dépenser pour acheter des eaux-de-vie de marc, employez-les donc pour assainir le marché viticole et acheter du vin. Vous ferez ainsi un assainissement autrement réel que celui qui consiste à faire distiller des marcs dans des régions où, comme dans le Sud-Ouest, ils ont toujours été détruits. Vous allez obliger ces petits propriétaires, qui n'ont jamais utilisé leurs marcs, à les envoyer à la distillation, vous allez les faire payer pour cette distillation, pour ensuite les faire prendre en charge par l'Etat. Cela n'est pas possible!

Assainissez le marché du vin! Vingt millions d'hectolitres sont en excédent. Portez tout votre effort sur ces 20 millions d'hectolitres. Laissez les marcs et les eaux-de-vie où ils sont. Ne vous occupez pas de faire distiller, à l'heure actuelle, quelque chose qui est détruit! Essayez de trouver des marchés à l'exportation, avec des subventions, comme vous le faites pour le marché de la viande! Voilà dans quel esprit je voterai l'amendement pour revenir au texte voté par l'Assemblée nationale.

M. le ministre des finances. Si ce vin était de bonne qualité, ce serait plus facile!

M. Primet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Primet.

M. Primet. M. Restat a demandé au Gouvernement de déposer un texte, mais un tel texte existe. La commission des boissons de l'Assemblée nationale a adopté un texte donnant satisfaction à l'immense majorité des viticulteurs. Ce texte, le Gouvernement n'en a pas tenu compte et il a fait paraître un décret-loi. Le Parlement peut reprendre ce texte; je suis persuadé que son adoption donnera satisfaction à tous nos viticulteurs français, tant les producteurs de vins d'appellation contrôlée, que les producteurs de vins de consommation courante.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix les deux amendements de MM. Le Guyon et Primet qui tendent à reprendre le texte de l'Assemblée nationale.

Je suis saisi de deux demandes de scrutin présentées par le groupe communiste et celui de la gauche démocratique.

Le scrutin est ouvert.

(*Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillemnt.*)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre de votants	274
Majorité absolue	138
Pour l'adoption	195
Contre	79

Le Conseil de la République a adopté.

Je vais maintenant mettre aux voix le sous-amendement de M. Jean Durand qui a été soutenu par lui et qui tend à compléter l'amendement qui vient d'être adopté.

M. Jean Durand. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jean Durand.

M. Jean Durand. Je suis prêt à retirer mon amendement, vu la nouvelle disposition de l'article 3, paragraphe 1er, du décret-loi réformant le code du vin. Puisque tous les viticulteurs produisant plus de 100 hectolitres de vin vont être, à partir de cette année, astreints à la distillation obligatoire, je demanderai à M. le ministre de reconsidérer sa position qui va se trouver en porte à faux, et d'étudier s'il ne serait pas possible de ne permettre cette imposition des prestations d'alcool vinique qu'à partir du deux cent unième hectolitre.

Si je pouvais recueillir une déclaration de M. le ministre en ce sens, je dis tout de suite que je retirerais mon amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances. Le Gouvernement n'a rien à dire.

M. Jean Durand. Malgré cette absence de déclaration du Gouvernement, je retire mon amendement pour que nous reprenions le même texte que l'Assemblée nationale.

M. le président. Le sous-amendement est retiré.

Les deux amendements ayant été adoptés, c'est le texte de l'Assemblée nationale qui constitue l'article 24.

Tous les autres amendements qui étaient affectés à l'article 24 disparaissent.

Par voie d'amendement (n° 28), MM. Naveau, Canivez, Chochoy, Denvers, Durieux, Vanrullen et les membres du groupe socialiste proposent d'insérer un article additionnel 24 *bis* (nouveau) ainsi conçu :

« Les taxes sur le chiffre d'affaires frappant les ventes de matières premières acquises pour la fabrication de la bière, ainsi que les ventes de bière, autres qu'à consommer sur place, sont, à l'exception de la taxe locale, fusionnées en une taxe forfaitaire unique. Le tarif de cette taxe est réduit des deux tiers pour les bières d'une densité inférieure à 3 degrés 9.

« Le taux de la taxe sera fixé par décret pris sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques.

« Le décret devra intervenir avant le 31 mars 1954 pour entrer en application le 1er avril 1954. »

M. le ministre des finances. J'oppose l'article 60. La question pourra être renvoyée à l'étude de la réforme fiscale.

M. Naveau. Comment cela ?

M. le président. L'article 60 est-il applicable ?

M. le rapporteur général. L'article 60 est applicable, monsieur le président.

M. le président. L'amendement est donc irrecevable.

Par voie d'amendement (n° 29), MM. Naveau, Canivez, Denvers, Chochoy, Durieux, Vanrullen et les membres du groupe socialiste proposent d'insérer un article additionnel 24 *ter* (nouveau) ainsi conçu :

« L'article 271, 2°, du code général des impôts est ainsi complété :

« Les affaires de vente portant sur le lait livré pour l'alimentation à l'état naturel, la crème de lait, les beurres et les fromages, les laits acidifiés ou fermentés ou les deux à la fois. »

M. le ministre des finances. De même que pour l'amendement précédent, j'oppose l'article 60.

M. le rapporteur général. L'article 60 est applicable.

M. Naveau. Ce n'est pas la peine de présenter des amendements !

M. le président. Lisez l'article 60. Ce sont des articles additionnels.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre des finances. Je voudrais demander une précision au Conseil. Je suis tout disposé à n'opposer l'article 60 qu'après que les orateurs sont intervenus.

M. le président. Non ! Non !

M. le ministre des finances. Mais il m'a été demandé l'autre jour d'opposer l'article 60 dès l'abord.

M. le président. Si vous estimez devoir opposer l'article 60, il faut l'invoquer dès que vous avez l'amendement en main.

M. le ministre des finances. Je voulais être sûr de ne pas commettre d'erreur.

M. le président. Ensuite il faut que je consulte d'abord la commission. Si la commission me dit que l'article 60 s'applique, je ne peux pas laisser développer l'amendement. Telle est la procédure. L'amendement est irrecevable, du fait que l'article 60 est applicable.

Par amendement (n° 41), M. Rochereau propose d'insérer un article additionnel 24 *quater* (nouveau) ainsi rédigé :

« I. — Le droit proportionnel prévu à l'article 727-1 du code général des impôts est réduit à 1,20 p. 100 pour les actes portant cession, par le souscripteur, d'actions de sociétés visés à l'article 1er de la loi du 28 juin 1938, à la condition :

« Que ces actes soient enregistrés dans un délai de quatre ans à compter de la constitution de la société ;

« Qu'il soit justifié, par la production des statuts de la société ou des décisions prises par les organes compétents de celle-ci, et dans les formes qui seront précisées par arrêté, que les actions cédées confèrent à leur propriétaire le droit à la jouissance et, en cas de partage, à l'attribution d'un immeuble ou d'une fraction d'immeuble dont la première mutation à titre onéreux serait susceptible de bénéficier des dispositions de l'article 1371 *bis*-I du code général des impôts ;

« Que les justifications exigées à l'article 1371 *bis*-II du même code soient produites.

« II. — Lorsque l'immeuble, ou la fraction d'immeuble, attribué au propriétaire des actions cédées sous le bénéfice des dispositions du paragraphe ci-dessus, fera l'objet d'une mutation à titre onéreux, cette mutation sera réputée être la deuxième au regard des dispositions de l'article 1371 *ter* du code général des impôts. »

La parole est à M. Rochereau.

M. Rochereau. Mon amendement tend à modifier l'article 727 du code général des impôts. Je demande la réduction du droit proportionnel qui est perçu à l'occasion des cessions de parts de sociétés prévues à la loi de 1938, concernant les ventes d'appartements. C'est simplement pour faciliter l'accession à la propriété des appartements que j'ai déposé cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Le Gouvernement accepte l'amendement de M. Rochereau.

M. le rapporteur général. La commission l'accepte également.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Ce texte devient donc l'article 24 *quater* (nouveau).

« Art. 25. — La sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte instituée par l'article 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, modifié par la loi n° 47-1213 du 3 juillet 1947 sera complétée par huit membres choisis :

« Quatre parmi les membres de la commission des finances ;

« Trois parmi les membres de la commission des moyens de communication et du tourisme ;

« Un parmi les membres de la commission de la marine marchande. » — (*Adopté*.)

« Art. 25 *bis* (nouveau). — Les dispositions de l'article 9 de la loi n° 50-10 du 6 janvier 1950 sont étendues aux sous-commissions créées au sein des assemblées du Parlement par des dispositions législatives. » — (*Adopté.*)

« Art. 26. — Les textes et les décisions d'application de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées et notamment les décisions relatives au régime complémentaire, sont validés dans les conditions prévues par l'article 41 de la loi de finances n° 53-79 du 7 février 1953. »

La parole est à M. Courrière.

M. Courrière. Mesdames, messieurs, j'avais l'intention de déposer un amendement qui amnistierait certaines personnes qui ont fait, en faveur de travailleurs salariés, des déclarations de complaisance afin de leur permettre de percevoir leur retraite.

J'avais considéré que l'amende qui punit une déclaration de cet ordre est sans proportion avec la faute commise, si tant est qu'il y ait eu faute.

Il s'agit, en réalité, dans la plupart des cas, d'employeurs qui ont déclaré avoir employé telle ou telle personne pendant un certain temps pour permettre à cette personne de toucher l'allocation des vieux travailleurs salariés. La plupart de ces employeurs sont d'entière bonne foi. Ils ont employé, à temps incomplet, une personne pendant un certain temps et ils ont l'exemple de ce qui s'est passé dès la création de la retraite des travailleurs salariés, où il suffisait de déclarer qu'on avait employé telle ou telle personne pour que cette personne puisse bénéficier de la retraite ; certains, mal informés, continuent, à l'heure présente, de déclarer qu'ils ont employé

telle ou telle personne, afin de leur faire obtenir la retraite, ne connaissant pas les conséquences d'une déclaration très souvent exacte.

Il s'ensuit que la sécurité sociale s'empare de cette affaire et que ceux qui ont fait cette déclaration se voient pénalisés d'amendes de l'ordre de 250.000, 350.000 et jusqu'à 500.000 francs. S'il s'agit de fraudeurs, je n'ai rien à objecter, mais 90 p. 100 de ceux qui ont fait la déclaration sont des gens qui ont effectivement employé, pendant un certain temps, les personnes pour lesquelles ils font des certificats.

Je voudrais donc vous demander, monsieur le ministre, de vous pencher sur la situation de ceux auxquels on impose des pénalités aussi importantes. Si j'avais déposé un amendement, sans doute m'aurait-on opposé l'article 47 et je ne l'ai pas fait à cause de cela. Je demande à M. le ministre de tenir compte de la situation difficile de ceux qui ont été ainsi pénalisés et de prendre toutes dispositions pour que les amendes infligées soient supprimées.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Je n'ai pas dit à M. Courrière que j'opposerais l'article 47, mais j'ai simplement demandé la possibilité d'examiner de très près cette disposition, notamment sa rédaction. Il faut en faire l'étude, quitte à reprendre la chose dans un texte ultérieur, après en avoir pesé exactement les conséquences. Sur le principe, je ne suis pas éloigné de penser que, pour le passé, nous pourrions examiner le problème dans un sens libéral.

M. Courrière. Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur l'article 26 ?...

Je le mets aux voix.

(*L'article 26 est adopté.*)

M. le président. « Art. 26 *bis*. — Le troisième alinéa de l'article 13 de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 est libellé comme suit:

« Lesdits décrets doivent, après consultation des caisses professionnelles ou interprofessionnelles intéressées, prévoir l'exonération totale ou partielle des assujettis en cas d'insuffisance de revenu. »

Par amendement (n° 23), MM. Boivin-Champeaux, Abel-Durand et Le Sassier-Boisauné proposent de supprimer l'article 26 *bis*.

La parole est à M. Boivin-Champeaux.

M. Jean Boivin-Champeaux. Le Conseil de la République sait que, dans la loi du 17 janvier 1948 qui a institué l'allocation vieillesse pour les personnes non salariées, l'article 13 décide que les assujettis devront payer une cotisation. Le paragraphe 2 de cet article stipule que les modalités de recouvrement seront fixées par décret, après consultation des organismes intéressés.

Puis vient un troisième paragraphe, qui est ainsi libellé: « Lesdits décrets peuvent prévoir l'exonération des assujettis en cas d'insuffisance de revenu ou lorsque l'activité exercée est insuffisante pour leur fournir les ressources nécessaires à l'existence ».

L'Assemblée nationale a cru devoir modifier ce troisième alinéa en substituant au mot « peuvent » le mot « doivent », c'est-à-dire que les décrets devront prévoir l'exonération des assujettis.

Du texte précédent résultait déjà une certaine ambiguïté. On pouvait se demander en effet si les deux conditions fixées par le paragraphe 3 étaient cumulatives ou alternatives. Cela n'avait pas une grande importance tant qu'il s'agissait, pour les décrets, d'une simple possibilité, mais à partir du moment où cette possibilité se transformait en obligation, il pouvait en découler une certaine gravité. Il n'y avait aucune raison que le commerçant ne retirant pas de son commerce des ressources suffisantes pour son existence, mais disposant par ailleurs de revenus importants, ne soit pas exonéré.

La difficulté de ce texte n'a pas échappé à notre commission des finances qui a cru devoir le modifier. Elle a supprimé l'une des conditions, l'alternative, et le texte qu'elle vous propose est celui-ci: « Lesdits décrets doivent, après consultation des caisses professionnelles ou interprofessionnelles intéressées, prévoir l'exonération totale ou partielle des assujettis en cas d'insuffisance de revenu ». Ainsi, disparaissent du texte, les mots: « ou en cas d'insuffisance de ressources dans l'activité exercée » qui figuraient dans la loi de 1948.

Je me demande comment sera interprété le nouveau texte. Quelles conséquences en tirera-t-on ? En tirera-t-on cette conséquence qu'il faudra s'en rapporter uniquement à l'insuffisance de revenu et ne pas tenir compte des ressources ?

Je me demande alors pourquoi on a modifié le texte de la loi de 1948 qui n'avait donné lieu à aucune difficulté. Il permettait aux caisses d'exonérer, dans la mesure où elles croyaient devoir le faire, et j'estime qu'il faut leur laisser cette liberté. Il est très grave de décider des obligations d'exonération.

Je fais remarquer d'ailleurs que, si l'on veut exonérer des assujettis, il faut augmenter les cotisations des autres. C'est ce qui est arrivé récemment pour les artisans. On a décidé des exonérations, mais il fallu augmenter de 50 p. 100 les cotisations. Est-ce vraiment utile d'arriver à un résultat de ce genre ? D'autant plus que, dans certaines sections, se sont instituées des caisses de solidarité qui arrivent à payer les cotisations des assujettis qui n'ont pas les ressources nécessaires pour le faire.

Je le répète, le texte de 1948 me paraissait raisonnable, qui laissait la possibilité pour les caisses de prévoir des exonérations. Je demande donc au Conseil d'en revenir à ce texte.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. Mesdames, messieurs, cet amendement avait été déposé à l'Assemblée nationale par M. de Tinguy en raison de certains renseignements qui, dit-il, lui étaient parvenus, selon lesquels certaines caisses continuaient à demander des cotisations à de vieux artisans et à de vieux commerçants qui avaient des bénéfices extrêmement faibles et qui avaient beaucoup de peine à payer leurs cotisations. Faisant une obligation d'exonérer selon la situation des cotisants, le texte nouveau semblait légitime.

M. Jean Boivin-Champeaux. C'est dangereux, monsieur le rapporteur général. Comme je le disais tout à l'heure, quand vous exonérerez les uns, les autres devront payer.

M. le rapporteur général. Evidemment !

M. Jean Boivin-Champeaux. M. de Tinguy a voulu que certaines caisses ne réclament pas abusivement des cotisations à ceux qui ne peuvent pas payer. Ces questions devraient d'ailleurs se régler par circulaires ministérielles.

M. le rapporteur général. J'ai pris des contacts avec le ministère du travail. Il m'a été répondu que ce texte présentait un intérêt certain pour servir contre les caisses qui refusent les exonérations.

M. Clavier. Les caisses sont libres de leurs décisions !

M. le rapporteur général. Bien entendu, mais il y a un aspect d'humanité qui avait retenu l'attention de votre commission des finances.

M. Jean Boivin-Champeaux. Pourquoi ne parlez-vous que de l'insuffisance des revenus et non pas aussi de l'insuffisance des ressources ?

M. le rapporteur général. Il s'agit à la base du revenu du travail.

M. Jean Boivin-Champeaux. Il faudrait dire en termes généraux: « insuffisance des ressources »...

M. le rapporteur général. La commission accepterait bien volontiers cette réduction.

M. Jean Boivin-Champeaux. ...parce que dans la terminologie fiscale, ces termes ont un sens bien précis.

M. le rapporteur général. Si vous voulez présenter cet amendement, la commission s'y ralliera bien volontiers. Il est bien dans l'esprit de la commission des finances. Je vous remercie de cette précision.

M. le président. Votre amendement, monsieur Boivin-Champeaux, ne tendrait plus à supprimer l'article, mais à le modifier en remplaçant, *in fine*, les mots: « en cas d'insuffisance de revenu » par les mots: « en cas d'insuffisance de ressources. »

M. Jean Boivin-Champeaux. Oui, monsieur le président.

M. Courrière. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Courrière.

M. Courrière. Je rejoins ce que disait tout à l'heure M. Boivin-Champeaux en indiquant qu'il s'agit d'un problème relevant du domaine réglementaire et non du domaine du législatif.

Que cherchait l'auteur de l'amendement qui a été déposé à l'Assemblée nationale ? L'article 13 de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 dit: « Lesdits décrets peuvent... »

M. de Tinguy a proposé le mot « doivent » parce que le Gouvernement n'a pas pris les décrets pour dégrever ceux qui ne peuvent payer ces cotisations.

M. Boudet, à la commission des finances, a fait rejeter le texte qui nous venait de l'Assemblée nationale: « ...après consultation des caisses professionnelles ou interprofessionnelles... », afin que le Gouvernement ne prenne pas des décisions ou des textes qui soient trop sévères.

Je crois qu'on peut tout de même revenir au texte antérieur en demandant simplement au Gouvernement de prendre des

décrets qui permettraient à ceux qui ne peuvent plus payer de ne pas payer.

M. le rapporteur général. Je me permets de vous faire remarquer que le Gouvernement ne peut pas le faire. Les caisses sont autonomes et libres.

M. Abel-Durand. C'est une erreur et c'est précisément le point que je veux faire remarquer. Les caisses sont consultées obligatoirement, mais c'est le Gouvernement qui, par décret, prend la décision. C'est l'erreur que M. de Tinguy a commise dans la proposition de loi qu'il a déposée au mois de novembre et reprise dans ce texte par amendement. M. de Tinguy suppose que les caisses ont le pouvoir de prendre la décision. Ce n'est pas exact. C'est le Gouvernement qui a ce pouvoir avec seulement, pour lui, l'obligation de consulter les caisses.

En présence de circonstances de fait, imposer une obligation stricte, c'est aller au devant de difficultés d'application. C'est pourquoi, dans le texte, le mot « peuvent » doit être maintenu. Sans cela, je ne sais pas comment il serait possible d'appliquer ce texte.

M. le rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Monsieur Abel-Durand, je vous remercie des éclaircissements que vous nous apportez sur une matière extrêmement complexe. Le ministre du travail est absent; le rapporteur général ne peut pas tout connaître, d'autant plus que, d'une part, nous nous sommes trouvés en présence d'un texte paraissant très étudié et que, d'autre part, étant entré en relation avec le ministère du travail, nous avons compris que ce ministère souhaitait l'adoption de ce texte. Vous nous apportez des précisions telles que nous pourrions admettre la suppression de l'article. Est-ce bien cela que vous voulez ?

M. Abel-Durand. Mais bien sûr !

M. le rapporteur général. Je veux vous poser une question très précise: êtes-vous certain que le ministre peut prendre un arrêté faisant obligation aux caisses d'admettre certaines exonération ? C'est cela le problème !

M. Abel-Durand. Il suffit de lire l'article 13 !

M. le rapporteur général. Avec cette précision, on pourrait supprimer purement et simplement le texte.

M. Abel-Durand. Le taux des cotisations, ainsi que les modalités de recouvrement, sont fixés par décret rendu après consultation de l'organisation autonome intéressée. Lesdits décrets peuvent prévoir l'exonération des assujettis. C'est donc le Gouvernement qui est maître de la décision à prendre et non pas les caisses.

M. le rapporteur général. Je vous ferai simplement remarquer que, si vous laissez le mot « peuvent » dans le texte, vous ne pourrez pas faire une obligation aux caisses.

M. Abel-Durand. Par décret, le Gouvernement peut faire tout ce qu'il veut.

M. le président. Par conséquent, le premier libellé de l'amendement de M. Boivin-Champeaux semble être le bon. (*Assentiment.*)

M. le rapporteur général. La commission s'incline volontiers devant la science de M. Abel-Durand...

M. le président. ...qui est rarement prise en défaut. (*Très bien! très bien!*)

Je mets donc aux voix l'amendement, accepté par la commission, tendant à supprimer l'article 26 *bis*.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. En conséquence, l'article 26 *bis* est supprimé.

« Art. 27. — L'article 60 de la loi de finances n° 52-401 du 14 avril 1952 est ainsi complété:

« Les mêmes administrations seront en outre tenues d'adresser au ministère de l'éducation nationale, service des échanges internationaux, le nombre d'exemplaires de leurs publications nécessaires pour satisfaire aux accords d'échanges de publications officielles souscrits par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères.

« Ce nombre sera fixé par arrêté interministériel, signé par le ministre des affaires étrangères et le ministre de l'éducation nationale.

« Sont exclus de ce dépôt les documents prévus à l'article 2 de la loi du 21 juin 1943. » — (*Adopté.*)

Par amendement (n° 31), M. Bousch propose d'insérer un article additionnel 27 *bis* (nouveau) ainsi conçu:

« L'article 3 de la loi n° 49-1642 du 31 décembre 1949 est complété comme suit:

« Dans les communes déclarées sinistrées et dont la population, par suite de faits de guerre, a diminué de 10 p. 100 entre le recensement de 1936 et celui de 1946, le chiffre de la population à retenir pour la présente attribution sera celui résultant du recensement de 1936 et ceci jusqu'à l'intervention d'un nouveau dénombrement de la population. »

M. le ministre des finances. L'amendement est accepté par le Gouvernement.

M. le rapporteur général. La commission l'accepte également.

M. Jean-Eric Bousch. Je remercie M. le ministre et M. le rapporteur général.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Ce texte devient l'article additionnel 27 *bis* (nouveau).

« Art. 28. — Sous réserve d'accords de réciprocité faisant bénéficier les Français résidant à l'étranger de dispositions plus favorables en la matière, les taux prévus aux articles 953 et 954 du code général des impôts concernant les cartes de séjour des étrangers sont remplacés par les taux suivants:

« 800 francs pour le taux prévu à l'article 953.

« 20.000 francs, 8.000 francs et 4.000 francs pour les taux prévus respectivement aux paragraphes *a*, *b* et *c*, et 10.000 francs pour le taux prévu au dernier alinéa de l'article 954.

« Ces taux sont triplés pour les étrangers ayant leur domicile dans les départements d'outre-mer. »

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je voudrais demander au Conseil d'écarter l'article 28 pour une raison de forme. C'est que, depuis, il a été repris dans un autre texte de loi sous une forme améliorée et pour éviter la loi des maxima.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. Nous sommes d'accord.

M. le président. Il n'y a pas d'observation ?...

L'article 28 est retiré.

Par amendement (n° 9), MM. Clavier et Alric proposent d'ajouter un article additionnel 28 *bis* ainsi conçu:

« Pour l'application des dispositions du paragraphe 7° de l'article 156 du code général des impôts, le maximum de la déduction autorisée est portée à la somme de 200.000 francs, augmentée de 40.000 francs par enfant à la charge du contribuable, en ce qui concerne les contrats d'assurances visés audit article qui auront été conclus ou auront fait l'objet d'un avenant d'augmentation entre le 1er novembre 1953 et le 31 décembre 1954, à condition que ces contrats comportent une garantie-vie et soient d'une durée supérieure à dix ans. »

M. le ministre des finances. Je dois indiquer que cet article figure dans le projet de loi portant réforme fiscale. Le Gouvernement accepte donc l'amendement.

M. le rapporteur général. La commission l'accepte également.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Ce texte devient donc l'article additionnel 28 *bis* (nouveau).

Par amendement (n° 10 rectifié), MM. Clavier et Alric proposent d'ajouter un article additionnel 28 *ter* (nouveau) ainsi rédigé:

« I. — Le délai prévu à l'article 12 du décret n° 52-804 du 30 juin 1952 est prorogé jusqu'au 31 décembre 1954.

« II. — Le droit établi par l'article 714 du code général des impôts est réduit de moitié pour les actes visés aux articles 717 et 718 du même code.

« III. — Par dérogation aux dispositions du paragraphe II ci-dessus et du dernier alinéa du paragraphe I de l'article 719 du code général des impôts, tel qu'il a été modifié en dernier lieu par l'article 8 du décret n° 52-804 du 30 juin 1952, les taux du droit d'apport en société sont, pour les actes visés aux articles 717 et 718 du même code, respectivement réduits à:

« 0,40 p. 100 et 4 p. 100 pour les actes enregistrés avant le 1er janvier 1956;

« 0,55 p. 100 et 5 p. 100 pour les actes enregistrés avant le 1er janvier 1957.

« IV. — Le droit d'apport en société pourra bénéficier du fractionnement prévu au paragraphe 3 de l'article 719 précité du code général des impôts lorsqu'il sera exigible au taux de 5 p. 100 ci-dessus. »

M. le ministre des finances. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le rapporteur. La commission également.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'amendement.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Ce texte devient donc l'article additionnel 28 *ter* (nouveau).

Par amendement (n° 11), MM. Clavier et Laurent-Thouvenet proposent d'ajouter un article additionnel 28 *quater* (nouveau), ainsi conçu:

« Le paragraphe I de l'article 726 du code général des impôts est complété par ce qui suit:

. . . . . .

9° Les ventes de chevaux de course qu'ils dépendent ou non d'une exploitation agricole ».

M. le ministre des finances. Le Gouvernement accepte cet amendement.

M. le rapporteur général. La commission l'accepte également.

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole ?...
Je mets aux voix l'amendement.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Ce texte devient donc l'article additionnel 28 *quater* (nouveau).

Par amendement (n° 12), M. Clavier propose d'insérer un article additionnel 28 *quinquies* (nouveau), ainsi conçu:

« I. — A partir du 1er janvier 1954, les travaux communaux d'alimentation en eau potable font l'objet:

a) D'un programme inconditionnel financé selon les dispositions législatives en vigueur à l'aide des crédits de subventions et de prêts inscrits aux budgets des ministères de l'agriculture et de l'intérieur;

b) D'un programme conditionnel complémentaire financé dans les conditions ci-dessous indiquées.

II. — Il est émis chaque année par le Crédit foncier de France un emprunt national pour le financement exclusif du programme conditionnel visé au paragraphe I ci-dessus. Ledit emprunt pourra être indexé.

III. — Il est ouvert un compte spécial du Trésor alimenté par:

a) Le produit de l'emprunt national prévu au paragraphe II ci-dessus;

b) Le produit d'une contribution versée par les services publics de distribution d'eau, quel que soit leur mode d'exploitation, dont le montant sera établi d'après le volume des eaux distribuées et récupéré sur les usagers au prorata des consommations;

c) Le montant des annuités d'intérêt et d'amortissement des avances consenties par l'Etat aux collectivités locales pour le financement des travaux d'adduction d'eau.

IV. — La répartition des ressources annuelles ainsi obtenues sera faite entre les collectivités locales dont les projets d'alimentation en eau potable auront été approuvés par les ministères compétents.

V. — Le taux de la contribution visé à l'alinéa *b*) du paragraphe III sera fixé par arrêté contresigné des ministres des finances, de l'intérieur et de l'agriculture.

VI. — Le compte spécial du Trésor est géré par le ministre des finances assisté d'une commission comprenant sous sa présidence trois parlementaires, des représentants des ministres des finances, de l'intérieur et de l'agriculture, des représentants des collectivités locales désignés sur proposition des associations nationales des présidents des conseils généraux et des maires de France, ainsi que des personnalités choisies à raison de leur compétence en matière de distribution d'eau.

La parole est à M. Clavier.

M. Clavier. Je retire cet amendement qui tomberait sous le coup des dispositions du deuxième paragraphe de l'article 1er de la loi de finances.

M. le président. L'amendement est retiré.

« Art. 29 (nouveau). — La fraction non encore imposée des dotations pour approvisionnements techniques constituées à la clôture des exercices 1948 et 1949 qui deviendra taxable en 1954 ou en 1955 à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou à l'impôt sur les sociétés, conformément aux dispositions de l'article 280, § III (1er alinéa), du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 et de l'article 2, § 5 (2e alinéa), du décret n° 50-1261 du 6 octobre 1950 sera soumise exclusivement au cours des mêmes années à une taxe de 8 p. 100 en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de 10 p. 100 en ce qui concerne l'impôt sur les sociétés.

« Le payement de cette taxe libérera les dotations visées ci-dessus de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou de l'impôt sur les sociétés dont la mise en recouvrement avait été différée. »

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...
Je mets aux voix l'article 29 (nouveau).
(L'article 29 (nouveau), est adopté.)

M. le président. Par amendement (n° 32), M. Bousch propose d'ajouter un article additionnel 29 *bis* (nouveau), ainsi conçu:

« Le premier alinéa de l'article 25 de la loi n° 53-611 du 25 juillet 1953 est complété comme suit: « la valeur résiduelle desdites actions ou parts étant amortissable sur quarante ans ».

M. le ministre des finances. Je voudrais proposer à M. Bousch le report de cette question au moment de la discussion de la réforme fiscale, car nous n'avons pas encore eu le temps de l'étudier ni d'en apprécier les conséquences.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Jean-Eric Bousch. Puisque vous me donnez la certitude, monsieur le ministre, que vous examinerez cette question avec bienveillance, j'accepte de retirer mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

« Art. 30 (nouveau). — Le paragraphe 2° de l'article 1575 du code général des impôts est modifié comme suit:

« 2° Les affaires visées à l'article 271, 5° et 9°, alinéa *b*). »

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...
Je mets aux voix l'article 30 (nouveau).
(L'article 30 (nouveau) est adopté.)

M. le président. Par amendement (n° 47), M. Pierre Commin propose d'insérer un article additionnel 30 *bis* (nouveau) ainsi rédigé:

« Le premier paragraphe de l'article 1576 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi conçu:

« En ce qui concerne la Société nationale des chemins de fer français, la taxe locale sera acquittée à la commune sur le territoire de laquelle se trouve la gare de marchandises ».

M. le ministre des finances. Je demande à étudier cette question. Ne pourrait-on la renvoyer à la réforme fiscale ?

M. Pierre Commin. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Pierre Commin.

M. Pierre Commin. Je veux simplement vous donner des indications qui, je pense, vont vous permettre d'accepter cet amendement. Il s'agit de quelques cas en France où la gare de voyageurs et la gare de marchandises sont situées sur deux territoires différents. En vertu d'une interprétation de l'administration, la taxe locale est acquittée, non pas à la commune sur le territoire de laquelle se trouve la gare de marchandises, objet par conséquent des transactions, mais acquittée à la commune sur le territoire de laquelle se trouve la gare de voyageurs, lorsque le bureau du chef de gare se trouve dans cette commune. Je vous demande, par conséquent, par mon amendement, de rendre une interprétation qui aboutirait à faire payer la taxe locale, en ce qui concerne la Société nationale des chemins de fer français, à la commune sur le territoire de laquelle se trouve la gare de marchandises.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. D'après les renseignements que je possède, le sujet n'est pas aussi simple que vient de l'indiquer M. Commin. Les taxes sur le chiffre d'affaires sont dues pour les opérations commerciales au lieu où ces opérations sont conclues. Les prestations de service sont conclues entre la Société nationale des chemins de fer français et l'expéditeur au lieu de la gare de voyageurs, la gare de marchandises étant considérée comme un dépôt. Votre proposition aboutirait à obliger la Société nationale des chemins de fer français à payer la taxe locale, non plus d'après l'emplacement du bureau du chef de gare, mais d'après les endroits où sont entreposées les marchandises.

Je n'ai pas eu le temps d'étudier personnellement cette affaire. Je demande à M. Commin de ne pas insister. Je ne voudrais pas lui opposer l'article 60 et je voudrais lui demander la possibilité de ne pas traiter à la légère une question qui concerne la taxe locale.

M. Pierre Commin. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Pierre Commin.

M. Pierre Commin. Je voudrais alors, si vous me le permettez, vous donner quelques informations supplémentaires. C'est votre administration, monsieur le ministre, qui considère que l'établissement qui réalise les affaires d'ensemble est, au sens de l'article 1576 du code des impôts, l'installation, le centre d'affaires ou le bureau où sont traités les actes essentiels de la profession, soit directement, soit par l'intermédiaire de préposés munis de pouvoirs propres à une mission de traiter des affaires au nom de l'établissement.

Votre administration considère que, lorsque les bâtiments d'une gare s'étendent sur le territoire de plusieurs communes, la Société nationale des chemins de fer français ne doit acquitter la taxe locale qu'au profit de la commune où se trouve situé le bureau du chef de gare, en vertu de l'interprétation de l'article 1576 du code des impôts.

Il s'agit là simplement de rétablir la réalité et la vérité. La taxe locale doit être acquittée à la commune sur le territoire de laquelle se trouve la gare de marchandises. Dans la situation actuelle et avec l'interprétation de votre administration, cette taxe est acquittée à la commune où se trouve le bureau du chef de gare. La disposition que je propose est une simple régularisation, qui me semble tout à fait logique.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je ne peux pas accepter l'interprétation de M. Commin. Plus ce débat se prolonge et plus il me donne la conviction opposée. Nous risquons de mettre en cause tout le mécanisme de la taxe locale. Bien qu'il s'agisse d'opérations limitées, il faut agir avec précaution, surtout quand on veut modifier le mécanisme d'un impôt aussi important pour les collectivités locales. Or, il est certain que la taxe est due au lieu de la passation du contrat et non pas nécessairement au lieu d'une gare de marchandises qui n'est qu'un entrepôt.

C'est pourquoi je ne suis pas favorable à l'amendement et je demande au Conseil de le rejeter. Je pourrais d'ailleurs lui opposer l'article 60...

M. Pierre Commin. Bien sûr!

M. le ministre des finances. ...mais je ne veux pas être désagréable à M. Commin. (*Sourires.*)

M. Pierre Commin. La gare de marchandises paye une taxe locale!

M. le ministre des finances. Je voudrais vraiment demander au Conseil de ne pas s'engager dans des questions techniques qui pourront être réglées ultérieurement. J'ai accepté tout à l'heure un certain nombre d'amendements dans un esprit libéral, mais pour des affaires que je connaissais très bien. Je mets en garde le Conseil contre les dangers de l'improvisation. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. Monsieur Commin, votre amendement est-il maintenu ?

M. Pierre Commin. Je le maintiens, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission ne peut que se rallier aux observations si judicieuses de M. le ministre des finances. Il faut tout de même prendre garde, à l'occasion d'une loi que nous votons assez rapidement, de ne pas l'encombrer de dispositions dont nous ne pouvons pas exactement mesurer la portée.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. « Art. 31 (nouveau). — Dans le premier alinéa de l'article 8 de la loi du 23 août 1948 modifiant certaines dispositions de la loi du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, la date du 1er janvier 1955 est substituée à celle du 1er janvier 1951. » — (*Adopté.*)

« Art. 32 (nouveau). — I. — Dans l'article 86 de la loi de finances n° 53-79 du 7 février 1953, les mots « Ministre des finances » sont remplacés par les mots « ministre du budget ».

« II. — Le présent article a un caractère interprétatif. » — (*Adopté.*)

Par amendement (n° 44), MM. Dulin, Berthoin, Driant, de Raincourt et Clavier proposent, après l'article 32, d'insérer un article additionnel 32 *bis* (nouveau), ainsi rédigé:

« Pour assurer le financement du programme conditionnel de travaux communaux d'alimentation en eau potable visé au paragraphe 1er de l'article 6 *bis* de la loi relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1954, il est ouvert, dans les écritures du Trésor, un compte d'affectation spéciale alimenté par le produit des emprunts, à caractère national, que le Crédit foncier et la caisse nationale de crédit agricole pourront être autorisés à émettre à cet effet. »

M. le ministre. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le rapporteur général. La commission l'accepte également.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Ce texte devient donc l'article 32 *bis* (nouveau).

Par amendement (n° 14), M. Naveau et les membres de la commission de l'agriculture proposent d'insérer un article additionnel 33 (nouveau), ainsi conçu:

« Il est créé un comité national pour le développement de la consommation du lait et des produits laitiers, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière et placé sous l'autorité du ministre de l'agriculture. Un décret en fixera la composition et les conditions de fonctionnement. »

La parole est à M. Naveau.

M. Naveau. Je voudrais attirer l'attention du Conseil de la République sur le marché du lait. Le marché du lait inspire les plus vives inquiétudes, non seulement aux professionnels, mais à tous ceux qui se penchent sur ces problèmes si complexes.

Seul, en effet, de tous les produits nationaux, le lait a atteint, grâce à la judicieuse politique des prix garantis, les objectifs qui lui avaient été fixés par le plan Monnet. Tout laisse prévoir que l'année 1954 verra un nouvel accroissement de la production laitière.

S'il convient de se réjouir, au double point de vue de l'économie nationale et de la santé publique, de cette régulière ascension de notre production laitière, il convient tout autant — et corrélativement — d'envisager avec toute la nécessaire attention la gravité des problèmes que pose cette production sans cesse croissante.

De nombreuses études faites par les économistes les plus qualifiés ont démontré péremptoirement que, dans notre pays, le meilleur débouché, et peut-être le seul, qui s'offrait à cet accroissement de l'offre laitière était l'accroissement de la consommation du lait en nature.

Cette consommation est, en effet, à un niveau ridiculement faible en France. Voici, à titre indicatif, la consommation annuelle par tête d'habitant de lait en nature en France et dans certains autres pays européens, en kilos: Norvège, 253; Finlande, 244; Suisse, 238; Suède, Danemark, 237; Pays-Bas, 166; Grande-Bretagne, 159; Allemagne, 119; Belgique, 98; France, 91.

Si les économistes sont d'accord pour reconnaître la prééminence du débouché « lait de consommation », la même unanimité règne au sein des nutritionnistes et des plus hautes autorités médicales pour recommander et promouvoir l'accroissement de la consommation du lait et de ses dérivés.

Eu égard à cet état de choses et à d'autres raisons qui tiennent à ses prix intérieurs, le solde du commerce importation-exportation n'offre à la France qu'un champ d'action très restreint pour ramener, sur son marché intérieur, les disponibilités laitières au niveau des débouchés si ceux-ci ne suivent pas le développement de sa propre production.

C'est le moment de souligner que l'accroissement de la production laitière ne répond pas seulement au souci de tirer un parti rationnel des ressources agricoles du pays, mais également aux vœux des nutritionnistes. Ils recommandent de donner une plus grande place dans l'alimentation de la population au lait et aux produits laitiers, car, économiquement, ils apportent à l'organisme les éléments essentiels à sa croissance, à son entretien et à sa protection.

Il y a donc place en France pour un accroissement de la consommation du lait et des produits laitiers, d'autant plus que la substitution du lait à d'autres denrées dans la ration abaisse le prix de l'alimentation, tout en relevant sa qualité.

C'est pourquoi, mesdames, messieurs, si vous approuvez les raisons qui nous guident et les buts que nous poursuivons, nous avons l'honneur de vous demander de vouloir bien adopter, dans la loi de finances, le texte que nous vous proposons et qui tend en somme à la création d'un comité national pour le développement de la consommation du lait et des produits laitiers en France. (*Applaudissements à gauche.*)

M. Claudius Delorme. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Delorme.

M. Claudius Delorme. Mesdames, messieurs, l'amendement de notre collègue, M. Naveau, tend à créer un comité national pour le développement de la consommation du lait. Je voudrais savoir s'il n'existe pas déjà un organisme de ce genre qui fonctionne sous l'égide interprofessionnelle.

D'autre part, avant de voter cet amendement, je voudrais avoir une précision. Je vois que ce comité sera doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Parler d'autonomie financière suppose qu'il y a de la finance.

Or, cet amendement n'a pas prévu les moyens de financer l'opération. Je suis donc quelque peu inquiet de voir régler par un décret la composition et les conditions de fonctionnement de cet organisme; c'est, en somme, donner par décret un pouvoir de déterminer les impôts. C'est un peu gênant pour une assemblée parlementaire.

En tout cas, avant de me prononcer sur cet amendement, qui porte sur une affaire qui, comme l'a très bien dit notre collègue, concerne une production particulièrement importante qui comporte des ressources qui sont loin d'être négligeables, je souhaiterais vivement être renseigné sur ces différents points.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission s'en rapporte au Conseil.

M. Naveau. Je demande la parole pour répondre à M. Delorme.

M. le président. La parole est à M. Naveau.

M. Naveau. Il est, en effet, exact qu'il existait avant la guerre un comité de propagande pour le lait. Je ne le cache pas. Pour remettre en vigueur ce comité de propagande, il faudra que les producteurs de lait eux-mêmes assurent le financement nécessaire. Je ne le cache pas, c'est obligatoire. Les producteurs de margarine le font, pourquoi ne le ferions-nous pas ?

M. le rapporteur général. Très bien ! C'est une bonne formule.

M. Dulin. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Dulin.

M. Dulin. Je dis à mon ami, M. Delorme, qu'en effet, ce comité de propagande existait autrefois et qu'il a été reconstitué par la fédération nationale des producteurs de lait et la fédération des coopératives laitières. C'est parce que ce comité n'a pu obtenir des organisations professionnelles, des producteurs et des coopératives laitères l'appui suffisant, que ces deux fédérations et les industriels ont demandé la formation du comité national de propagande.

Comme M. Naveau l'a souligné tout à l'heure, nous ferions un grand pas si nous réussissions à augmenter la consommation du lait de plus de 10 p. 100 par la propagande et notamment par la distribution de ce produit dans les écoles, comme cela existe dans les pays modernes.

Il y a d'autres questions très importantes à étudier, notamment celle de la qualité du lait.

Monsieur Delorme, c'est un des amis de votre groupe, M. Raffarin, qui devait défendre la question à l'Assemblée nationale. Il n'a pu déposer l'amendement assez tôt. C'est à la demande des producteurs, des industriels et coopérateurs que ce comité de propagande serait constitué, en accord d'ailleurs avec M. le ministre de l'agriculture et M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques.

M. Jacques Debû-Bridel. Ce serait tellement plus simple d'abaisser le prix du lait! On en consommerait davantage.

M. Claudius Delorme. Je demande la parole pour expliquer mon vote.

M. le président. La parole est à M. Delorme.

M. Claudius Delorme. Je remercie M. le président de la commission de l'agriculture et mon collègue M. Naveau de leurs explications. Je souscris à leurs préoccupations quant à la nécessité d'une propagande.

Mais, puisque nous avons aujourd'hui la bonne fortune de voir réunis ici — et ce n'est pas souvent — MM. les ministres des affaires économiques, des finances et de l'agriculture, peut-être voudront-ils nous donner quelques précisions sur les moyens de financement et les modalités d'application de ce texte.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre des finances. Je ne peux pas répondre à la question qui vient de m'être posée. Encore que je n'aie pas étudié de très près cette affaire, je ne suis pas hostile à un comité national pour le lait. Mais je ne crois pas que la disposition proposée trouve sa place dans une loi de finances.

Je m'en rapporte donc à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Ce texte devient l'article additionnel 33 (nouveau).

Par amendement (n° 15), M. Dulin et les membres de la commission de l'agriculture proposent d'insérer un article additionnel 34 (nouveau) ainsi conçu:

« Les opérations portant sur les amendements calcaires destinés à l'usage agricole sont exonérées de toutes taxes sur le chiffre d'affaires. »

La parole est à M. le président de la commission de l'agriculture.

M. le président de la commission de l'agriculture. Mesdames, messieurs, chacun sait combien les amendements calcaires sont importants pour notre production agricole.

On a créé un certain nombre de groupements pour favoriser les amendements calcaires. La question est d'ailleurs controversée: dans certains départements, on exige la taxe et, dans d'autres, on ne l'exige pas. C'est pour cette raison que je voudrais demander à M. le ministre des finances qui, j'en suis sûr, est prêt à m'opposer l'article 47, d'adresser à ses directeurs des contributions directes èt des contributions indirectes une circulaire interprétative afin de permettre à ces groupements de vivre.

Puisqu'on veut faire de l'expansion agricole, puisque cet après-midi M. le ministre nous a dit qu'il était d'accord avec nous pour donner un plein essor à la production agricole, le seul moyen pour arriver à ce but c'est de nous donner satisfaction. (*Applaudissements.*)

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances. Je dis à M. Dulin qui, je l'espère, me dispensera de lui opposer l'article 47, que je suis, en effet, informé qu'il y a eu un certain nombre de rappels dans des affaires où des difficultés s'étaient présentées et que ces questions seront examinées dans un esprit libéral. Je ne peux pas aller au delà mais je lui donne volontiers cet apaisement.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. le président de la commission de l'agriculture. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement est retiré.

Par amendement (n° 16), M. Naveau et les membres de la commission de l'agriculture proposent d'insérer un article additionnel 35 (nouveau) ainsi conçu:

« Les dispositions du décret n° 53-812 du 5 septembre 1953 portant aménagement du régime financier de certains produits de large consommation et des textes subséquents sont étendues aux produits laitiers. »

La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Monsieur Naveau, je voudrais vous demander de retirer votre amendement pour ne pas m'obliger à vous opposer l'article 47 du règlement, mais non sans vous dire qu'un jour il me sera peut-être possible de vous donner satisfaction.

C'est une question qui est à l'étude et je ne voudrais pas que vous créiez un précédent qui serait contraire à votre propre demande.

M. Naveau. Monsieur le ministre, vous avez une excellente occasion: je lis dans la presse de ce soir que M. Edgar Faure veut trouver de nouvelles possibilités d'abaisser le coût de la vie.

M. le ministre des finances. Si vous croyez tout ce que disent les journaux! (*Rires.*)

M. Pellenc. Que vaut-il mieux croire: les journaux ou les ministres ?

M. Naveau. Monsieur le ministre, par mon amendement, je vous propose une disposition qui est admise par vos deux collègues: M. le ministre de l'agriculture et M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques. Vous ne pouvez tout de même pas inciter les ouvriers et les travailleurs à manger de la margarine plutôt que du beurre. Le beurre n'est pas un produit de luxe. Exonérez alors les produits laitiers dans les mêmes conditions que vous avez exonéré la margarine.

M. le ministre des finances. Il est possible que cela soit fait; j'étudie cette question avec mes collègues.

Préférant que ce dialogue se termine sur une note plus agréable, je demande à M. Naveau de ne pas insister, étant donné que cette question relève de la compétence administrative en vertu du décret du 5 septembre.

M. Naveau. Je retire cet amendement, mais je défendrai celui qui suit.

M. le président. L'amendement n° 16 de M. Naveau est retiré.

Par voie d'amendement (n° 17), M. Naveau et les membres de la commission de l'agriculture proposent d'insérer un article additionnel 35 (nouveau) ainsi conçu:

« Les dispositions du décret n° 53-812 du 5 septembre 1953 portant aménagement du régime financier de certains produits de large consommation et des textes subséquents sont abrogées en ce qui concerne la margarine de table. »

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je dirai à M. Naveau que s'il m'oblige à retirer cette disposition en ce qui concerne la margarine, je serai mal placé pour la reprendre en ce qui concerne le beurre. (*Rires.*) Je lui demande donc de retirer son amendement.

M. Naveau. Monsieur le ministre, mon amendement vous apporterait des ressources.

M. le ministre des finances. Dans quel esprit ont été prises les dispositions du décret du 5 septembre ? C'était pour favori-

ser le pouvoir d'achat en déterminant les baisses de prix des produits alimentaires. Comme, malheureusement, il n'y avait pas d'autre moyen de les obtenir, on a diminué certains impôts. C'était une expérience qui, jusqu'ici, n'est pas mauvaise.

Pourquoi a-t-elle été limitée à certains produits ? C'est uniquement d'après un critérium de contrôle, car je ne pouvais pas prendre le risque de perdre une recette fiscale importante sans avoir une contrepartie, c'est-à-dire une diminution effective du prix pour le consommateur. J'ai donc limité cet effort à un certain nombre de produits dont le mouvement était extrêmement facile à contrôler et sur lesquels je suis sûr et certain que la diminution de la taxe ne se perdra pas dans la poche des intermédiaires. Le même problème s'est posé pour la taxe unique sur la viande.

Nous avons hésité à prendre la même mesure en faveur des produits laitiers en raison des difficultés plus grandes de contrôle. Cependant, si nous devions le faire, je préférerais aller vers un élargissement plutôt que vers une restriction.

C'est pourquoi, je vous demanderai de ne pas insister sur votre texte. Il serait déconseillé de faire entrer cette question dans le domaine de la loi. Je demande que le Gouvernement ait, avec une certaine souplesse, l'aptitude de prononcer une diminution de taxe en considération des circonstances générales et du pouvoir d'achat des salariés.

M. Naveau. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Naveau.

M. Naveau. Je réponds à M. le ministre qu'il y a quarante-huit heures nous discutions, dans cette enceinte, le budget de l'agriculture. Je crois que l'unanimité s'est faite alors pour reconnaître que les difficultés des exploitants agricoles étaient de plus en plus grandes.

Je ne peux pas admettre, monsieur le ministre, que, sous prétexte d'abaisser le coût de la vie, on ait supprimé une taxe frappant la margarine, qui est un produit fabriqué essentiellement avec des matières premières importées, et que l'on s'oppose à appliquer la même disposition aux produits laitiers sous prétexte de diminution de ressources.

J'ai accepté de retirer l'amendement précédent. Je ne retirerai pas celui-ci qui vous apporte 260 millions de ressources par trimestre. Nous avons l'un et l'autre à prendre nos responsabilités. J'ai pris les miennes, prenez les vôtres!

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je n'ai pas l'habitude de me dérober à mes responsabilités, mais ce que je vous demande c'est de ne pas me lier les mains par un texte de loi qui m'empêcherait, par la suite, d'appliquer une mesure de ce genre aux produits laitiers si la margarine n'en bénéficiait plus.

Je demande très amicalement à M. Naveau de voir dans quel esprit j'ai essayé de traiter cette affaire et je lui dis que l'adoption de son amendement me mettrait dans une position plus difficile pour lui accorder ce qu'il souhaite.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Naveau. Monsieur le président, je voudrais tout de même que M. le ministre prît un engagement.

Il aurait pu supprimer cette taxe durant le premier trimestre de 1954, à titre d'essai.

M. le ministre des finances. Je le ferai peut-être.

Je demande au Parlement de me laisser des moyens d'administration et de gouvernement tant que je suis encore en fonctions, fonctions très ingrates, croyez-moi, bien qu'elles me vaillent l'agrément de vous rencontrer assez souvent. (*Très bien! très bien!*)

M. Naveau. Je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 17 est retiré.

Par amendement (n° 22), MM. Charles Barret, Bénigne Fournier et Cordier proposent d'insérer un article additionnel 36 (nouveau) ainsi conçu :

« L'article 18 de la loi du 24 mai 1951 n° 51-598 qui institue la taxe unique dite de circulation sur les viandes, est complété par l'alinéa suivant :

« Sont exonérées de la taxe de circulation les viandes provenant d'animaux abattus d'urgence, accompagnées d'un certificat de salubrité portant la mention « viande à consommer immédiatement sur place » débitées directement au consommateur par le propriétaire et au domicile de ce dernier. »

La parole est à M. Charles Barret.

M. Charles Barret. Monsieur le ministre, mes chers collègues, en vertu des textes en vigueur, toutes les viandes provenant d'animaux abattus d'urgence doivent obligatoirement être dirigées sur un abattoir pour y être visitées. C'est une sage mesure, garantissant la salubrité de la chose mise en vente et évitant des abus.

Il n'est pas, dans ma pensée, question d'enfreindre ce règlement, mais une certaine tolérance existe dans quelques cas exceptionnels. Mon amendement vise les carcasses d'animaux sacrifiés d'extrême urgence pour des causes fortuites. Je pense notamment aux bêtes atteintes de météorisation aiguë, dont la viande, ne se conservant pas, n'étant pas non plus apte à la fabrication de conserves ou de charcuterie, systématiquement — et à juste titre — refusée à l'abattoir, est néanmoins consommable tout de suite après l'accident. D'ailleurs, le certificat de salubrité délivré par le service sanitaire porte la mention « viande à consommer immédiatement sur place ». Une estampille spéciale est apposée.

L'application stricte de la loi du 24 mai 1951 oblige le propriétaire, avant la mise en vente, à faire 40 ou 60 kilomètres parfois pour obtenir les vignettes délivrées par l'administration des contributions indirectes, d'où perte de temps précieux. Il est impossible de les obtenir pendant la fermeture des bureaux, le samedi soir, dimanche et jours fériés.

La taxe de 55 francs est abusive puisqu'elle est calculée sur le cours normal d'une viande de bonne qualité et s'applique en l'occurrence à une denrée vendue aux environs du tiers de cette valeur. L'incidence budgétaire est insignifiante, à peine quelques millions sur un total de 47.500 millions prévus pour la taxe à la circulation.

Les quantités retenues pour la consommation familiale sont déjà exonérées. J'ajoute à l'honneur des agents des contributions indirectes que ceux-ci font généralement preuve, en pareilles circonstances, de la plus grande compréhension. Mais il n'en reste pas moins que l'application stricte de la loi peut être pour le propriétaire ignorant, ou insuffisamment renseigné, source d'ennuis et de pénalisations. Le cas s'est déjà produit.

L'amendement ne s'applique en effet qu'à un très petit nombre de cas véritablement exceptionnels. Pour qu'il soit applicable, il faut que le propriétaire débite lui-même à son domicile, sans aucun intermédiaire, la viande abattue. Celle-ci n'entre pas dans le circuit commercial. Cette opération n'a aucun caractère spéculatif; les acheteurs eux-mêmes ont conscience d'accomplir une œuvre de solidarité. Le même accident peut m'arriver demain. A chaque fois, la perte d'un animal pour un petit cultivateur est un sinistre; partout on vole au secours des sinistrés.

Monsieur le ministre, je vous demande de ne pas profiter de cette occasion pour récupérer un impôt. Cette mesure, attendue depuis longtemps par les masses laborieuses souvent mal protégées, produira le meilleur effet. Pour les raisons que je viens d'énumérer, je vous prie, mes chers collègues, de bien vouloir adopter l'amendement qui vous est présenté. (*Applaudissements.*)

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances. J'ai suivi avec intérêt l'argumentation de M. Barret. J'avais déjà été saisi de ce cas. Je ne peux pas donner satisfaction, à cause des risques de fraude trop grands. Je promets d'étudier une formule qui permette de tenir compte de certains cas particuliers et je demande à M. Barret de bien vouloir retirer son amendement.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Charles Barret. Je retire mon amendement très volontiers, puisque M. le ministre m'a donné satisfaction en partie.

M. le président. L'amendement est retiré.

Par amendement (n° 33), M. Bousch propose d'insérer un article additionnel 37 (nouveau) ainsi conçu :

« Les dispositions du décret n° 52-972 du 30 juillet 1952 sont abrogées en ce qui concerne les biens sinistrés par faits de guerre transmis par succession ou donation à des successibles, lorsque ces biens n'ont fait l'objet, depuis le sinistre, que de mutations à titre gratuit au profit de successibles.

« Ces mutations à titre gratuit, entre vifs ou par décès, sont exonérées de tous droits. »

M. le ministre des finances. J'oppose à l'amendement l'article 47.

M. le rapporteur général. L'article 47 est applicable.

M. le président. En conséquence, l'amendement n'est pas recevable.

Par amendement (n° 36), M. Clavier propose à insérer un article additionnel 38 (nouveau) ainsi conçu :

« En ce qui concerne les artisans régulièrement inscrits au registre des métiers, la partie des bénéfices industriels et commerciaux correspondant au plafond d'assujettissement à la sécurité sociale (soit actuellement 456.000 francs) sera taxée à 5 p. 100, le solde des bénéfices suivra les dispositions de l'article 182 du code général des impôts et articles suivants ».

M. le ministre des finances. J'oppose l'article 47.

M. le rapporteur général. La commission constate que l'article 47 est applicable.

M. Clavier. Puis-je demander alors à M. le ministre de mettre à l'étude cette disposition ?

M. le ministre des finances. Je la ferai étudier, c'est entendu.

M. le président. L'article 47 étant applicable, l'amendement n'est pas recevable.

Par amendement (n° 37), MM. Dulin et de Raincourt proposent d'insérer un article additionnel 39 (nouveau) ainsi conçu :

« Il est ajouté, au paragraphe II de l'article 39 de la loi de finances du 7 février 1953, un second alinéa ainsi rédigé :

« Il en est de même des transactions portant sur les semences de céréales, à partir des établissements producteurs de semences. »

M. le ministre des finances. Le Gouvernement accepte l'amendement, car cette mesure a été proposée dans un autre projet de loi.

M. Dulin. Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission accepte également l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. En conséquence, le texte de l'amendement devient l'article 39.

Par amendement (n° 39), MM. Restat, Minvielle, Naveau, Monsarrat, Gravier, Monichon et Longuet proposent d'insérer un article additionnel 40 (nouveau) ainsi conçu :

« Une prime exceptionnelle de qualité sera attribuée, après avis du comité technique des tabacs, aux tabacs métropolitains de la récolte 1953. »

M. le ministre des finances. Je suis obligé d'opposer l'article 47.

M. le président. Quel est l'avis de la commission des finances sur l'application de l'article 47 ?

M. le rapporteur général. L'article 47 est applicable.

M. le président. Dans ces conditions, l'amendement n'est pas recevable.

Par amendement (n° 42), M. Courrière et les membres du groupe socialiste proposent d'insérer un article additionnel 41 (nouveau) ainsi rédigé :

« Sont exonérés des taxes sur le chiffre d'affaires les départements et les communes pour toutes leurs affaires exploitées en régie ».

M. le ministre des finances. Le Gouvernement oppose à cet amendement l'article 47.

M. le président. Quel est l'avis de la commission des finances sur l'application de l'article 47 ?

M. le rapporteur général. La commission estime que l'article 47 est applicable.

M. le président. En conséquence, l'amendement n'est pas recevable.

Par amendement (n° 43), MM. Abel-Durand, Boutonnat, Lachèvre, Namy, Poher, Pidoux de Lamaduère, Mme Jacqueline Thome-Patenôtre et M. Commin proposent d'insérer un article additionnel 42 (nouveau) ainsi rédigé :

« Les participations de l'Etat aux dépenses d'assistance seront établies dans la limite des crédits globaux en fonction des besoins actuels des départements, compte tenu de leurs ressources respectives ».

La parole est à M. Boutonnat pour défendre l'amendement.

M. Boutonnat. Mes chers collègues, vous connaissez l'injustice que constitue la répartition des participations de l'Etat aux dépenses d'assistance. En défendant cet amendement, je voudrais mettre surtout l'accent sur le département de Seine-et-Oise, que je représente. Vous connaissez les difficultés que nous avons dans les départements pour faire face aux charges des dépenses d'assistance et particulièrement en Seine-et-Oise, département dortoir, département refuge. 71 p. 100 de notre budget sont consacrés aux dépenses d'assistance et viennent évidemment au détriment des autres postes de notre budget et notamment de l'entretien des routes qui constitue une très grosse dépense.

Depuis trois ans, le département de Seine-et-Oise lutte pour une plus juste répartition des participations de l'Etat aux dépenses d'assistance. Nous avons vu ministre après ministre : ministres de la santé, de l'intérieur et du budget. De promesse en promesse et après trois années de démarches, nous en sommes au même point. Je rappellerai à M. le ministre des finances que, alors qu'il était, je crois, ministre du budget, j'ai eu l'occasion de conduire une délégation qui s'est rendue auprès de lui. Il a reconnu, comme tous les ministres que nous avons vus, que la situation du département de Seine-et-Oise était catastrophique du fait de sa pauvreté, d'un manque de ressources, et de charges d'assistance trop élevées.

Il nous a indiqué : « mon budget est voté, je ne peux rien faire pour vous cette année ; nous verrons l'année prochaine ». Hélas ! les ministres changent. Nous n'avons obtenu que des promesses mais jamais aucune satisfaction dans la répartition de la participation de l'Etat aux dépenses d'assistance.

A un moment donné, nous pensions avoir satisfaction dès lors que, dans la loi de finances de 1952, il avait été prévu que le ministre de la santé publique serait autorisé, par décret, à revoir la question de la participation de l'Etat aux dépenses d'assistance. Le ministre avait donné à ses services l'ordre d'étudier une nouvelle répartition basée sur les deux critères suivants : valeur du centime démographique, ressources de la taxe locale, c'est-à-dire basés sur la richesse et les ressources du département.

Il est avéré, de l'aveu même du ministre de la santé publique, que le département de Seine-et-Oise que je représente, était le plus défavorisé et que si l'on avait appliqué les critères de 28,68 p. 100 de participation de l'Etat aux dépenses d'assistance, nous passions à 48 p. 100, c'est-à-dire 20 p. 100 de plus. Mais il s'est trouvé que, en conseil des ministres, probablement parce que, pour les départements défavorisés par rapport à ceux dont la participation de l'Etat aux dépenses d'assistance allait être augmenté, le nombre ou l'autorité des ministres des régions mieux partagées l'ont emporté.

Mes chers collègues, je vous demande de voter l'amendement que j'ai déposé et j'ai prié M. le président Abel-Durand de l'appuyer, car il représente lui aussi un département qui a de grosses charges d'assistance. Il y en a d'autres d'ailleurs, mais c'est, je crois, la Seine-et-Oise qui vient en tête. Cet amendement tend simplement à ce que, dans un esprit d'équité, vous acceptiez que la participation de l'Etat aux dépenses d'assistance soit établie en fonction des charges que supportent les départements, compte tenu de leurs ressources respectives.

Certes, il est difficile de demander à des représentants d'autres départements qui n'ont pas les mêmes raisons de se plaindre que la Seine-et-Oise et les autres départements défavorisés, de voter cet amendement. Cependant, je leur demande de le faire dans un geste de solidarité. (*Applaudissements.*)

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances. Mesdames, messieurs, l'exposé que vous venez d'entendre soulève un problème dont je ne méconnais pas la difficulté et l'importance. Toutefois, je ne pense pas que ce texte soit bien nécessaire, car nous avons déjà le vote, par le Parlement, d'un article invitant le Gouvernement à reviser par décret les barèmes d'assistance. D'autre part, un décret récent, à valeur législative, a réformé le régime d'assistance et a prévu au moins que des décrets simples réformeront les barèmes.

Je connais bien, d'autre part, la situation du département de Seine-et-Oise puisque M. Boutonnat me l'a exposée, comme il vient de le rappeler, il y a déjà quelque temps, lorsque j'étais au ministère du budget ; je la retrouve au ministère des finances.

Elle est préoccupante, comme je l'ai dit cet après-midi à M. Boutonnat, quand il m'en a fait l'honneur de m'en parler. Je veux l'examiner, étant donné que M. Ulver, le secrétaire d'Etat qui l'avait prise en main, est actuellement souffrant — je pense qu'il sera bientôt rétabli.

Nous espérons de toutes manières donner les directives qui font l'objet du texte de M. Boutonnat, mais est-il vraiment nécessaire d'alourdir ainsi la loi ? Il faut tout de même laisser au Gouvernement, dans le cadre des directives, le soin de fixer les barèmes.

C'est pourquoi je voudrais demander à M. Boutonnat de ne pas insister puisque je crois pouvoir lui promettre une solution dont il est légitimement anxieux et que, d'autre part, nous tiendrons compte de ses recommandations et suggestions pour l'ensemble des questions d'assistance et dans les affaires particulières de la Seine-et-Oise, que nous continuons d'étudier.

M. Alain Poher. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Poher.

M. Alain Poher. Monsieur le ministre, vous connaissez la situation du département de Seine-et-Oise, dont le budget départemental comporte 71 p. 100 de charges d'assistance.

M. le ministre de la santé publique s'est engagé, devant nous, à aider le département de Seine-et-Oise qui, jusqu'à maintenant est toujours sans budget, puisque les conseils généraux sont démissionnaires.

Vous savez sans doute, monsieur le ministre, que votre collègue M. le secrétaire d'Etat au budget cherche à faire un

effort en faveur de notre département particulièrement défavorisé. Mais comment le fera-t-il ? Nous allons voter la loi de finances; après ce vote il sera trop tard, vous pourrez alors faire la même réponse que l'an dernier. Rien n'est possible en dehors d'un texte, sinon une avance de trésorerie à très long terme.

Est-ce la loi de finances, est-ce, comme il y a deux ans pour le département de la Seine, qui a obtenu une subvention d'équilibre, un projet spécial qui doit intervenir, je ne sais ? Ce qui est clair, c'est que ce texte de loi de finances va condamner définitivement mon département, qui ne pourra obtenir pour 1954 l'aide qu'il attend. Sera-t-il mis fin à cette situation ? C'est la condition que je mets à mon vote.

Au nom de mes collègues, je vous demande de nous donner ce soir l'espoir d'une solution.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je voudrais répondre à M. Poher, car cette question est délicate. C'est dans cet esprit que je n'ai pas opposé les armes réglementaires à l'amendement de M. Boutonnat.

D'autre part, j'ai indiqué que M. Ulver a entrepris l'étude de cette question pour laquelle il n'a pu arriver à sa conclusion. Le vote de la loi des finances ne saurait constituer un obstacle. Rien ne s'oppose à ce qu'une mesure soit prise pour le département de Seine-et-Oise, soit, le cas échéant, d'une façon budgétaire, soit plutôt sous une forme qui me paraîtrait mieux adaptée, celle de l'avance de trésorerie à laquelle M. Alain Poher faisait allusion tout à l'heure.

Je donne l'assurance au distingué représentant de ce département qu'avant ou après la loi de finances — la question ne change pas pour nous — l'affaire sera examinée dans le même esprit.

Nous n'attendons pas cette loi pour nous intéresser à une situation, en effet, particulière et — je le reconnais — digne d'intérêt. Je ne peux pas indiquer, ni à M. Poher, ni à M. Boutonnat, ni à leurs collègues, ce soir même la situation définitive à envisager. Il est certain que nous ferons quelque chose. Nous aurons l'occasion de nous en entretenir.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Boutonnat. Je vous remercie des paroles que vous venez de prononcer, monsieur le ministre. Elles nous donnent un certain espoir. Il y a si longtemps que nous attendons que peut-être, enfin, allons-nous obtenir satisfaction.

Je voudrais dire que l'avance de trésorerie ne nous avantage guère, car, je vous l'ai rappelé tout à l'heure, notre département est pauvre. Or, il faudra rembourser l'avance de trésorerie.

Je crois qu'il faut plutôt que vous envisagiez, monsieur le ministre, pour l'année 1954, en attendant que le nouveau décret de répartition des participations de l'Etat aux dépenses d'assistance soit appliqué, que les règlements d'administration publique soient établis, que vous envisagiez, pour 1954, une subvention d'équilibre.

Je vous assure que nous sommes dans une situation catastrophique. Nous ne pouvons pas, à l'heure présente, voter notre budget en équilibre. Vous connaissez cette situation, et les ministres actuellement en exercice, qui y sont intéressés — ministre de la santé publique, ministre de l'intérieur — la connaissent d'une façon parfaite et approfondie.

Je vous demande d'envisager cette aide sous forme de subvention d'équilibre et non pas sous forme d'avance de trésorerie. Dans ces conditions, je retirerais mon amendement.

M. le président. Dans ces conditions, l'amendement est retiré. (*Sourires.*)

Il n'est pas retiré ?

M. Boutonnat. Nous demandons une réponse de M. le ministre.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je ne peux pas résoudre ce soir la question du département de Seine-et-Oise qui est en instance depuis plusieurs années.

Je n'ai pas l'habitude de prendre des engagements ou de proposer des solutions à la légère. J'ai indiqué à M. Poher et à M. Boutonnat, et je leur répète bien volontiers, que ce n'est pas dans le cadre de la loi de finances qu'une solution peut être prise, que ce soit une solution budgétaire ou une autre solution, telle que des avances de trésorerie.

Il n'est rien de préjudiciable au département de Seine-et-Oise, que de retenir ces diverses éventualités. La preuve en est que M. Poher, avec sa parfaite connaissance des problèmes financiers, y a fait allusion lui-même. Je ne peux pas, et je vous demande très franchement de m'en excuser, en dire davantage.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?...

M. Boutonnat. L'amendement est maintenu, étant donné que M. le ministre n'a pas pris d'engagement. Voilà trois années que nous luttons, voilà trois années que nous avons des réponses affirmatives quand nous allons voir le ministre. Nous n'avons jamais obtenu de décision favorable. (*Applaudissements à droite.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. Je voudrais tout de même mettre en garde le Conseil et les auteurs de cet amendement sur la rédaction elle-même de cet amendement.

Je lis dans cet amendement: « les participations de l'Etat aux dépenses d'assistance seront établies dans la limite des crédits globaux. »

Qu'est-ce que cela veut dire ? Nous sommes en présence de crédits évaluatifs. Par conséquent, il n'y a pas de limite.

Deuxièmement, je lis la suite de l'amendement: « compte tenu des ressources respectives des départements. » Qu'est-ce que cela signifie ? S'agit-il des ressources votées ou des ressources réelles du département ? Quel est le critérium que vous allez appliquer pour déterminer ces ressources ?

Je crois, voyez-vous, monsieur le président — je n'ai pas évidemment à insister pour vous demander de vouloir bien retenir la solution de M. le ministre — mais, en toute conscience, j'ai l'impression que pour régler un cas extrêmement urgent, comme celui du département de Seine-et-Oise, nous comprenons parfaitement qu'une solution doit intervenir. Nous allons prendre position sur l'ensemble du problème qui va intéresser tous les départements de France.

Je voudrais simplement attirer votre attention sur ce point: il faut régler certainement la solution du département de Seine-et-Oise, mais permettez-moi de vous dire que c'est une solution qui doit intervenir dans les relations que vous avez vous-même, en tant que président du conseil général, avec le préfet et le ministère des finances ainsi qu'avec le ministère de l'intérieur qui est également intéressé. Mais, à propos de cette situation particulière et dramatique, je voudrais mettre en garde le Conseil contre la prétention de vouloir ce soir régler par un article l'ensemble du problème pour toute la France et je crois qu'il est de mon devoir de le faire.

M. le président. Monsieur Boutonnat, maintenez-vous votre amendement ?

M. Boutonnat. Mes chers collègues. Je n'insiste pas et je retire mon amendement, mais, compte tenu de la réponse que nous a faite M. le ministre et qui ne nous donne aucune certitude, mes collègues du département de la Seine-et-Oise et moi-même nous ne voterons pas la loi de finances.

M. le président. L'amendement est retiré.

Je vais mettre aux voix l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

M. Armengaud. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Armengaud, qui désire expliquer son vote.

M. Armengaud. Monsieur le ministre, mes chers collègues, je serai très bref. La soirée avait, si j'ose dire, bien commencé. M. Berthoin, rapporteur général, avait invité le Conseil et, au delà du Conseil, le pays à réfléchir à un certain nombre de problèmes.

Dans sa déclaration du 3 juin dernier, M. Mendès-France avait déjà lui aussi évoqué ces mêmes questions et indiqué qu'il fallait que le pays changeât de méthodes s'il voulait sortir de l'ornière dans laquelle il est enlisé, non pas depuis sept ans, mais depuis vingt ans. Si l'on regarde ce qui s'est passé avant guerre, on constate que pour les mêmes raisons qu'aujourd'hui le pays a eu des difficultés immenses que nous payons fort cher aujourd'hui.

Que s'est-il passé ce soir ? Nous avons vu tout d'un coup, à l'occasion de l'article 24, l'Assemblée, oublieuse des conseils de son rapporteur général, se passionner tout entière pour un problème assez mineur lorsqu'on regarde l'ensemble de ceux qui se posent à ce pays. Il faudrait d'abord faire l'Union française, mot qu'on emploie sans jamais l'avoir défini, et décider comment il faut articuler économiquement et politiquement tous les pays qui la composent pour en faire une vivante réalité.

Nous n'avons à aucun moment non plus, alors que nous avons demandé à contruire une Europe, petite ou grande, étudié les problèmes que posent pour nous les conditions fondamentales de cette Europe. Mieux même nous nous sommes toujours refusés à prendre les mesures intérieures nécessaires pour pouvoir jouer un rôle certain dans l'amorce de cette Europe que constitue la Communauté du charbon et de l'acier.

Au lieu de cela, nous nous passionnons pour des questions secondaires, sans doute intéressantes, car personne ne discute le fait que les petits viticulteurs ne sont pas tous des gens heureux. Mais s'ils sont malheureux, c'est parce qu'il n'y a pas de politique économique française, parce que depuis vingt

cinq ans, on n'a pas demandé à la technique tout ce qu'elle peut donner dans un pays comme le nôtre, parce que, à aucun moment, nous n'avons cherché à développer l'emploi, préférant figer chacun dans son médiocre état.

Nous avons perdu notre temps en pensant au passé. A continuer de la sorte, nous perdrons l'Union française et nous perdrons l'Europe où nous finirons par être absorbés. Il ne nous restera plus rien et nos enfants, dont a parlé tout à l'heure M. Berthoin, qui ne seront plus capables de défendre une civilisation, deviendront des gardiens de musée qui apprendront à leurs vainqueurs ce que fut le passé d'une France qui depuis trente ans a négligé tout ce qui peut faire la grandeur française et ce qui aurait pu donner un sens à l'Union française.

C'est parce qu'on s'est enlisé dans des conceptions mineures et subalternes s'opposant à la grandeur de la nation, que je ne voterai pas la loi de finances. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Le Guyon.

M. Robert Le Guyon. Mesdames, messieurs, je voulais intervenir dans la discussion générale, mais celle-ci s'est déroulée tellement vite que je n'ai pu le faire.

Dans une proposition de loi que j'ai déposée le 27 mars 1952, je rappelais que, dans son troisième alinéa, l'article 16 de la Constitution disposait qu'une loi organique réglementerait le mode de présentation du budget. Cette loi organique n'a jamais vu le jour.

Je constate avec plaisir que la commission des finances de l'Assemblée nationale a ajouté, au projet du Gouvernement, un article A disposant que ce projet de loi organique devra être déposé, par le Gouvernement, avant la fin du premier trimestre de 1954.

Dans ma proposition de loi, je demandais que le vote du budget des dépenses de l'Etat ne puisse intervenir qu'après le vote et dans le cadre des dispositions fixant le total des recettes possibles. Les chefs d'entreprise, de même que tous les pères de famille, tous les particuliers établissent chaque année le budget de leurs dépenses en fonction de leurs ressources. Il en est de même dans nos communes.

Pour l'établissement du budget de l'Etat, ces règles salutaires sont oubliées et nous assistons à la pratique du monde à l'envers. Nous votons d'abord les dépenses sans prendre en considération les moyens par lesquels on pourra, ensuite, se procurer les recettes correspondantes. Il s'ensuit qu'on s'engage, d'année en année, dans des dépenses sans cesse plus élevées qui aboutissent à un déficit sans cesse accru. Malgré le vote de nouveaux impôts toujours plus écrasants pour les contribuables, les gouvernements qui se succèdent éprouvent les plus grandes difficultés à équilibrer le budget de l'Etat. Ils n'y parviennent que par une inflation progressive qui explique la désagrégation de la valeur de la monnaie et, le recours à l'aide financière d'un pays étranger, ce qui est, à mon sens, absolument inadmissible.

Je m'attends bien à une objection que vous déclarerez fondamentale, sans doute: « C'est logique, mais c'est impossible ». A un des ministres qui objectait à Louis XIV: « Oui, Sire, mais ce n'est pas légal! », le grand roi répondit: « C'est légal, parce que je le veux ». Avec de la volonté et surtout de la bonne volonté, chose qui, au monde, manque le plus, on arrive à tout.

Si l'on persiste en tout cas plus longtemps dans des pratiques qui ne limitent pas au cadre de nos ressources réelles le montant de nos dépenses, si la compression de ces dernières continue à être déclarée impossible par les services, prenez garde que ce soit la volonté populaire qui vienne prochainement briser ces oppositions.

De Babylone au Directoire, on a vu tomber des Bastilles bien plus solides que celles qui régentent à l'heure actuelle le mécanisme de nos finances.

Monsieur le rapporteur général, je serais heureux de connaître de vous, d'une façon précise, si cela vous est actuellement possible, quel est le montant de l'aide américaine à la France depuis 1945 ?. D'après ce que vous m'avez dit hier, je crois savoir qu'elle est de l'ordre de 2.000 milliards de francs environ.

J'aimerais connaître le détail concernant les livraisons en nature, les crédits en dollars dont la contrevaleur était donnée en francs, les crédits militaires comprenant les fournitures en nature, le pacte d'assistance mutuelle, l'aide directe, l'aide à l'Indochine, les commandes *off shore*.

Dans sa déclaration d'investiture, M. Mendès-France, le 4 juin 1953, disait notamment:

« Même si nos alliés ont le tact de ne pas nous le rappeler, nous devons savoir qu'aussi longtemps que la France devra compter sur une aide extérieure pour faire face à ses échéances, aussi longtemps que son armée sera équipée aux deux tiers par des dons, aussi longtemps qu'elle mènera une guerre dont le coût financier est payé par moitié par une puissance amie, aussi longtemps que prévaudront ces conditions — qu'aucun de nous n'accepterait dans sa vie privée ou professionnelle — la France ne sera pas en mesure d'apporter sa pleine contribution à l'équilibre international. »

Ce passage — et je lis le *Journal officiel* — a été salué par de vifs applaudissements à gauche, au centre, à l'extrême droite et sur quelques bancs à droite.

Plus loin, M. Mendès-France disait encore:

« La solidarité morale, la communauté d'idéal, la reconnaissance que nous conservons à l'égard de ceux qui ont combattu pour notre libération et, en particulier, des Etats-Unis, ne doivent plus être entachées d'une dépendance à laquelle il est de l'intérêt de tous de mettre fin. »

Pour ma part, j'aimerais voir l'an prochain disparaître complètement de notre budget toute aide américaine, sous quelque forme que ce soit.

C'est à vous, monsieur le ministre des finances, que je m'adresse et, au delà de vous, aux gouvernements futurs. Imitons la Grande-Bretagne. Il y va de l'honneur et de l'indépendance de la France.

Dans ces conditions, je m'abstiendrai volontairement dans le vote de ce budget. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Debû-Bridel pour explication de vote.

M. Jacques Debû-Bridel. Mes chers collègues, j'ai entendu, dans les dernières explications de vote, que certains de nos collègues ne voteraient pas la loi de finances. Cela, j'espère, donne à réfléchir un peu à M. le ministre des finances, et je dois dire que, dans mon groupe, la perplexité est très grande aussi. Du reste, nous venons d'entendre tout à l'heure notre rapporteur général qualifier avec sévérité mais, je le crains, avec vérité, le budget que nous venons de voter de « budget d'impuissance ». C'est le terme même qu'employa M. le rapporteur général, et il fut applaudi sur l'ensemble de nos bancs. Impuissance ? Oui. Ce sera en tout cas, pour ceux qui voteront cette loi de finances et ce budget, un budget de résignation.

Quant à l'impuissance, nous ne vous la reprochons pas à vous, messieurs les ministres, membres d'un Gouvernement dont la vie même est remise en discussion demain. Nous ne la reprochons pas non plus aux Assemblées, puisque nous n'avons jamais cessé de la signaler. C'est celle d'un régime.

Notre rapporteur général indiquait tout à l'heure que nous aurions besoin de refondre profondément nos moyens d'action et de travail. Rien de cette discussion budgétaire n'étale au grand jour tout ce qu'il y a de vétuste, de dépassé dans nos méthodes de travail. (*Applaudissements à gauche.*)

Ce budget lui-même ne correspond plus en rien au rôle réel que joue l'Etat dans la collectivité du vingtième siècle. Nous en sommes restés aux vieilles lois budgétaires d'il y a plus d'un siècle. Le Trésor d'aujourd'hui ne ressemble plus à ce qu'était la trésorerie en 1900. L'Etat est devenu le principal employeur, le principal producteur. La notion même de service public serait à reviser. Et, malgré cela, nous nous attardons à discuter des amendements sur tel ou tel article d'un budget. Le contrôle parlementaire est un leurre. Toutes ces méthodes sont à revoir. Cela même ne suffirait pas, car il est frappant de constater, dans toutes ces discussions où l'on parle toujours de l'intérêt général, de l'intérêt du pays, que l'on défend sans cesse par le jeu même qui nous pousse et qui nous porte des intérêts particuliers, certes parfaitement légitimes et qu'il nous faut défendre, mais que, lorsqu'il s'agit de l'intérêt général, plus personne ne parle, plus aucune voix ne s'élève, et d'abord celle du Gouvernement, qui n'a l'air d'être là que pour concilier certains intérêts particuliers.

On fait jouer l'article 47, mais, quand il s'agit du privilège des bouilleurs de cru — je prends celui-là par hasard — on se garde bien d'intervenir parce que cela toucherait de trop gros intérêts. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

Je ne veux pas faire de réquisitoire. Je constate des faits. Mais d'année en année, nous le voyons, nous nous trouvons dans une situation plus difficile. Ce travail de ravaudage perpétuel ne pourra pas durer. La crise de régime auquel nous assistons est dominée par une grave crise internationale. M. le rapporteur général y faisait allusion et il faisait allusion aux espérances de paix qui se lèvent à l'Est, paix que nous espérons tous et que nous voulons tous, mais nous savons bien que, pour garder notre indépendance nationale et pour donner au monde entier cette paix dont nous avons besoin, il faudra devoir rendre à la France son échine, la mettre sur la route du redressement et de la rénovation. C'est la voie dans laquelle nous voulons nous engager et en espérant, mon cher rapporteur, que ce budget d'impuissance ne sera pas un budget de sénilité conduisant le pays vers la mort, mais un budget d'attente, avec résignation mais avec impatience aussi — car nous savons qu'il existe encore des forces vives dans ce pays, que le nombre des jeunes y croît sans cesse, que lorsque la jeunesse aura atteint l'âge d'homme, ce problème de la sénilité ne se posera

plus, et c'est pourquoi nous voulons lui permettre d'arriver à sa maturité complète afin d'assurer cette relève que nous attendons — ce budget de résignation, nous ferons notre devoir et, en majorité, nous l'adopterons. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Chaintron.

M. Chaintron. Mesdames, messieurs, au terme de ces laborieux travaux budgétaires, je voudrais très brièvement expliquer pourquoi le groupe communiste se trouve dans cette obligation apparemment paradoxale de voter contre cette loi de finances dans l'intérêt même de la France. C'est qu'il exprime en chiffres la politique qu'il faut changer.

A côté de crédits utiles, il en est trop de dangereux, de funestes pour notre pays. Les dépenses de guerre exorbitantes obèrent les finances de la France, compromettent son économie, écrasent sa population laborieuse. Ces dépenses improductives entraînent le déficit, d'une part, les taxes et une fiscalité lourde, d'autre part. Sous ce double effet, nos prix s'élèvent, restreignant le marché intérieur par des prix chers et nos débouchés extérieurs. Devant ce marché restreint, la production se rétrécit et c'est la perspective de la crise, du chômage et de leur cortège de misères.

Le tableau que j'esquisse ici, il est à peine plus accusé que celui qu'a tout à l'heure éloquemment brossé, dans sa première partie, le rapporteur général M. Berthoin.

Nous vous savons gré, monsieur le rapporteur général, d'avoir, sur ce tableau sombre, marqué quelque lumière. Oui, c'est vrai que la France a encore ses chances, sa chance de reprendre sa place parmi les grandes nations. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Encore faut-il pour cela arrêter, et il se peut, l'hémorragie d'Indochine; encore faut-il créer le climat de paix et, pour cela, se garder de la terrible aventure des accords de Bonn et de Paris. Ainsi, dans ce climat de paix qu'elle peut grandement contribuer à créer, se rétablira la prospérité de la France. Elle retrouvera ses amis désintéressés qui ne manquent pas par le monde.

Telle est la politique vers laquelle il faudrait s'orienter, et devant ces possibilités offertes apparaissent d'autant plus les aspects néfastes de la politique qu'exprime cette loi de finances, qui nous apparaît comme une aberration, que dis-je, comme un anachronisme, car elle est encore marquée du sceau de la guerre, alors que la paix est à l'ordre du jour et qu'elle se trouve à portée de la main.

Mesdames, messieurs, que penser de cela, si ce n'est qu'il existe encore, en notre pays, un minorité que j'estime faible, qui ne pense pas comme la majorité. Comment interpréter cette paix autrement qu'en pensant que si, dans ces pays, l'immense majorité hait la guerre parce qu'elle la fait, il est une minorité qui est encore hypnotisée par cet accouplement monstrueux de ces deux mots « bénéfices de guerre ».

Non, il n'est pas possible qu'on puisse considérer comme une œuvre vitale des investissements de guerre et des commandes de matériel de mort. Il faut changer cette politique qui a abouti l'an passé à donner 800 milliards aux commandes de matériel de guerre. Il est possible de pratiquer une politique de paix, de changer cette politique de guerre qu'exprime ce budget. C'est pourquoi nous voterons contre cette politique, marquant ainsi notre volonté d'indépendance de la France, notre volonté de paix et de prospérité dans l'union de la nation. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Mesdames, messieurs, je m'excuse à une heure aussi tardive de retenir quelques instants l'attention du Conseil de la République mais, vraiment, les accès de pessimisme dont nous venons de suivre l'expression, m'engagent à essayer de terminer cette séance sur une note un peu différente de celles qui nous ont été successivement données en quelque sorte dans des crescendos dont les notes les plus hautes et les plus graves viennent de nous être fournies par M. Chaintron.

Vraiment, je ne crois pas avoir présenté à l'origine la loi de finances sur un ton très claironnant. Je n'ai pas laissé ignorer — le Conseil les aurait aperçues — ces lacunes, ces imperfections et les graves difficultés dont nous ne remontons que peu à peu le cours escarpé.

D'autre part, songeant que beaucoup des propos moroses qui viennent d'être entendus s'adressent davantage à l'Assemblée, que ses membres morigènent en quelque sorte, qu'au Gouvernement. Je puis dire que moi-même j'éprouve souvent des déconvenues, que moi-même je préférerais, comme le disait M. Armengaud, assister quelquefois à des discussions qui soient d'un intérêt philosophique élevé, mais ces déconvenues, je les surmonte. C'est mon devoir, c'est mon métier et, permettez-moi de vous le dire franchement, mesdames, messieurs, c'est aussi le vôtre. C'est naturel. Les hommes que nous sommes et les hommes et les femmes que nous représentons ne sont pas continuellement occupés d'un grand idéal. Evidemment, il faut quelquefois se pencher sur des problèmes aussi mineurs que celui des bouilleurs de cru.

On m'a reproché d'être resté silencieux tout à l'heure. Cela aurait-il changé grand chose si j'avais essayé de me montrer éloquent ? Mon rôle est de m'incliner devant la volonté du Parlement, comme c'est celui de chacun de nous.

Mon dieu! il y a du pour et du contre dans ces questions et même les petites routines et les défauts de nos compatriotes dans leur vie difficile à la campagne méritent aussi quelquefois, je le dis franchement, certains égards. (*Applaudissements.*) Tout cela doit être pesé.

Je voudrais vous dire tout de même, sans claironner, sans critiquer les paroles prononcées, qui sont les reflets des consciences, qu'il ne faut pas terminer ce soir sur l'impression d'un tel découragement...

M. le rapporteur général. Personne n'est découragé, bien au contraire.

M. le ministre des finances. Des orateurs ont manifesté un certain découragement, ou je les ai mal compris, monsieur le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Certainement pas moi!

M. le ministre des finances. Je ne parle pas de vous. Certains orateurs ont indiqué — d'ailleurs, tous pour des raisons différentes — qu'ils ne voteraient pas la loi de finances. Ils veulent ne pas voter cette loi qui a tout de même quelques mérites, c'est d'exister. Une loi de finances qui existe le 5 janvier, cela ne s'était pas vu depuis de très longues années, depuis avant la guerre, et c'est, tout de même, un premier résultat auquel nous sommes parvenus grâce au travail du Parlement et, je le dis, tout spécialement au grand travail et à l'abnégation du Conseil de la République et de ses commissions qui, malgré le retard imposé par le congrès de Versailles, se sont attelés à la tâche sans désemparer et ont abouti.

Ce sera donc le premier budget voté en temps utile et, je l'ai dit et je le répète, il vaut mieux un budget médiocre au début de l'exercice qu'un budget excellent voté à un moment où il est trop tard pour l'appliquer. (*Applaudissements.*)

Ce sera aussi, tout de même, le premier budget en diminution. M. le rapporteur général, dans son si noble exposé, a signalé ce fait, en indiquant que cette diminution était modeste. Je le conçois et je regrette qu'elle ne soit pas supérieure. Mais enfin, elle est!

C'est la première fois que vous avez l'occasion de voter un budget en temps utile et mieux encore un budget en diminution, comme masse et comme déficit, et un budget, aussi, pour lequel, depuis longtemps également, la pression fiscale, loin d'être augmentée, se trouve diminuée par les mesures de détaxation prises à diverses reprises et dont certaines viennent d'être acceptées par moi-même à la demande de votre assemblée, conformément aux intérêts de l'économie. Ce n'est peut-être pas le meilleur des budgets, mais ce n'est pas le plus mauvais.

Plusieurs orateurs se sont efforcés de chiffrer ce qu'on appelle l'impasse. Tous ont bien voulu reconnaître qu'elle était plus faible cette année que les années précédentes. Elle est chiffrée dans mes notes à 660 milliards. On me demande de tenir compte du déficit de la sécurité sociale ou d'autres entreprises. C'est une autre affaire! Nous sommes ici, pour l'heure, à faire les comptes de l'Etat. Mais ce déficit sera inférieur car il y a des recettes que je n'ai pas prises en compte, et c'est une mesure de prudence. Mais j'aurais eu le droit de le faire. Nous avons les 60 milliards d'impôts pour garantir le remboursement des avances de la Banque de France. Or, comme je terminerai l'année en gardant sur ces avances une marge très nettement supérieure à ces 60 milliards, il en résulte que cette recette est, par conséquent, une recette réelle qui diminue le déficit et le ramène aux environs de 600 milliards seulement.

En contrepartie de cela, comme le disait M. Le Guyon, il n'y a pas beaucoup de compression des dépenses civiles. Eh bien! qu'on nous les propose et M. Le Guyon lui-même sait que j'ai beaucoup d'intérêt à l'entendre parler; j'ai une joie littéraire à l'entendre évoquer Babylone; j'aurai une joie plus prosaïque et plus chiffrable lorsque je l'entendrai proposer les compressions de dépenses dont il s'est fait l'avocat.

M. Le Guyon. J'en ai proposé.

M. le ministre des finances. En attendant, s'il n'y a pas beaucoup de compressions de dépenses, si même il n'y a peut-être pas assez de diminutions de dépenses inutiles, il y a augmentation de dépenses utiles.

Non seulement le budget est voté en temps voulu, non seulement il est en réduction, non seulement la pression fiscale et le déficit sont diminués, mais c'est aussi le budget du logement car les crédits de construction et de reconstruction ont été considérablement augmentés. C'est le budget de l'école, parce que pour la première fois depuis longtemps la part de l'éducation nationale a fait un saut de plus de 10 p. 100 et une augmentation de 25 milliards, dans ce budget en diminution, a été

faite pour les besoins essentiels de la jeunesse française et de l'éducation nationale.

Ce sera le budget de l'agriculture, pour laquelle nous avons fait un effort considérable que M. le président de la commission de l'agriculture veut bien reconnaître en m'approuvant. Enfin, ce sera un budget d'investissements puisque nous avons dû revenir sur la fâcheuse tendance prise en 1951 et qui a consisté à voir diminuer la proportion des investissements dans le budget. C'est pourquoi j'ai d'ailleurs consenti au dernier moment une augmentation de 50 milliards de l'ensemble des investissements.

Evidemment, tout cela n'est peut-être pas exaltant, mais on ne trouve pas souvent l'exaltation dans la vie quotidienne. Il est facile de parler d'une façon générale des problèmes de redressement, des grandes idées, mais il faut cependant voter ensuite les budgets article par article et il faut que les administrations vivent au jour le jour, que les maisons se construisent pierre par pierre. Les faiseurs de miracles ne sont pas les donneurs de crédits.

La grande objection qu'on nous fait, la grande critique, c'est celle des crédits militaires et de l'aide américaine. M. Chaintron nous reproche notre anachronisme. C'est qu'il est très difficile, vis-à-vis de M. Chaintron et de ses amis, de se défendre du reproche d'anachronisme, car la rapidité même de leurs variations place ceux qui n'ont pas acquis une souplesse égale à la leur dans une situation d'anachronisme en quelque sorte permanent. (*Applaudissements.*)

M. Primet. Nous ne changeons pas. C'est vous qui changez!

M. Chaintron. Nous avons toujours été pour la paix.

M. le ministre des finances. Je serai très heureux que vous soyez pour la paix dans les mêmes conditions que nous-mêmes.

Je dis très franchement, monsieur Le Guyon, qu'il n'y a aucune honte à ce que le Gouvernement français reçoive une aide des Etats-Unis d'Amérique, parce que cette aide n'est même pas destinée à réparer les ruines de la guerre, dont nous avons souffert plus que tout autre pays du monde. Cette aide n'est même pas destinée à nous mettre en état de compétition en Europe. Il n'y a pas d'aide économique, il n'y a pas d'aide financière. Il n'y a que la couverture partielle, par nos alliés, des dépenses très lourdes que nous faisons pour quelque chose qui n'est pas notre cause égoïste, mais la cause de la civilisation et de la conception que nous avons de la liberté. (*Applaudissements.*)

Et puisqu'on a parlé de détente, je ne puis que m'en féliciter, autant que chacun d'entre vous ici. Mais quand on parle de détente, cela veut dire qu'auparavant il y avait peut-être quelque chose d'un peu tendu.

Ce n'est pas à la France qu'il faut faire le reproche d'avoir commencé la course aux armements et d'avoir consacré au budget militaire une part très importante, et que je voudrais voir plus faible dès que ce sera possible, de sa richesse nationale et de son potentiel si lourdement atteint par les épreuves exceptionnelles qu'elle a subies.

Ne nous décourageons cependant pas. Ne poussons pas trop loin l'esprit de critique et de dénigrement. La France n'a pas de honte à avoir aux yeux du monde.

Le Parlement français a des méthodes qui ont leurs défauts, mais qui valent celles de beaucoup d'autres parlements, et, en tout cas, beaucoup mieux que les méthodes des pays où il n'y a pas de Parlement.

Ce budget n'est pas triomphant. Il est relativement modeste. Il n'aura qu'une valeur, si vous le voulez bien: celle que nous lui donnerons tout à l'heure en disant que maintenant ce budget représente le passé, que nous allons préparer le suivant, tâcher de le faire meilleur et tâcher, chaque jour, d'œuvrer modestement, mais sûrement, dans l'intérêt de la République et de la France. (*Applaudissements à droite, au centre et sur plusieurs bancs à gauche.*)

M. Jacques Debû-Bridel. Je demande la parole. (*Exclamations sur divers bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Debû-Bridel.

M. Jacques Debû-Bridel. Vous me permettrez tout de même de parler deux minutes pour expliquer mon vote!

M. le ministre est content de son œuvre. Il pourrait y avoir pire — je m'empresse de le dire — mais, enfin, nous sommes bien loin de ce qu'on nous promettait.

On nous promettait une réforme fiscale. On s'était engagé à la faire voter avant la fin de l'année. Nous avions fait, alors, des réserves. Nous constatons aujourd'hui que cette réforme n'est pas votée, avec regret, certes, mais c'est un fait.

On nous parle de budget sans douzième. On oublie de dire que nous avons dû voter des douzièmes pour des budgets tels que celui de l'éducation nationale.

Au surplus, ce n'est pas grâce au Gouvernement que ce budget sera peut-être le budget de l'éducation nationale. Ce sera grâce à la persévérance constante de l'Assemblée souveraine qui, par trois fois, à renvoyé devant sa commission des finances le budget que le Gouvernement lui présentait, et je tiens ici à rendre hommage à la conscience de l'Assemblée nationale qui a tenu à défendre l'avenir de la jeunesse française.

Cela dit, il est certain que, dans les conditions actuelles, nous aurions mauvaise grâce de nous en prendre à telle ou telle équipe gouvernementale. Elles se suivent et se ressemblent fort.

Mais je crois que s'il ne faut pas se critiquer pour le plaisir d'une autocritique stérile, il serait bien plus grave encore de se laisser aller à je ne sais quel optimisme béat que de se refuser à l'effort nécessaire. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement du peuple français.*)

M. le président. Il n'y a pas d'autre explication de vote ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

Conformément à l'article 72 du règlement, il y a lieu de procéder à un scrutin public.

Le scrutin est ouvert.

(*Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.*)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

Nombre de votants	309
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République	160
Pour l'adoption	224
Contre	85

Le Conseil de la République a adopté .

Conformément à l'article 57 du règlement, acte est donné de ce que l'ensemble de l'avis a été adopté à la majorité absolue des membres composant le Conseil de la République.

— 59 —

DEPOT D'UNE PROPOSITION DE RESOLUTION

M. le président. J'ai reçu de M. Henry Assaillit une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour préserver les intérêts de la main-d'œuvre employée par la société anonyme des Etablissements Ricalens, à Laroque-d'Olmes (Ariège).

La proposition de résolution sera imprimée sous le n° 718, distribuée, et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission du travail et de la sécurité sociale. (*Assentiment.*)

— 60 —

CONVOCATION DU PARLEMENT EN SESSION EXTRAORDINAIRE

M. le président. Nous avons terminé l'examen des projets inscrits à l'ordre du jour. Mais la clôture de la session de 1953 ne pourra être prononcée qu'après décision de l'Assemblée nationale.

D'autre part, j'ai reçu de M. le président de l'Assemblée nationale la lettre suivante:

« Le 5 janvier 1954.

« Monsieur le président,

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que, conformément à l'article 12 de la Constitution, et à la demande de M. le président du conseil des ministres, le bureau de l'Assemblée nationale a décidé la convocation du Parlement en session extraordinaire pour le mercredi 6 janvier 1954, à seize heures.

« Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Pour le président,
« *Le premier vice-président,*
« Signé: ANDRÉ LE TROQUER. »

En conséquence, le Conseil de la République se réunira demain mercredi 6 janvier, à seize heures, en session extraordinaire.

— 61 —

SUSPENSION DE LA SEANCE

M. le président. L'Assemblée nationale s'étant renvoyée à demain 10 heures pour terminer les secondes lectures, je propose au Conseil de la République de suspendre la séance jusqu'à demain mercredi 15 heures 30, de façon à clore, nous aussi, la session ordinaire, puisque nous sommes au 31 décembre, comme chacun sait. (*Sourires.*)

A cette occasion, je ne voudrais pas vous laisser partir, mes chers collègues, sans vous remercier de l'effort considérable que vous avez fait depuis dix jours afin de donner un budget à la France. Tout à l'heure, monsieur le ministre des finances,

rendant hommage à notre commission des finances, à son rapporteur général, et j'ajouterai également aux commissions saisies pour avis, vous avez bien voulu dire que le Conseil de la République, malgré un retard dû à une autre session hors d'ici, avait vraiment fait l'impossible pour que ce budget fût voté à temps.

Nous vous sommes reconnaissants de le noter et de le remarquer. Nous pourrions vous dire qu'à peu près tous les ans on nous fait les mêmes compliments. Nous continuons à y être sensibles, parce que l'habitude n'émousse pas notre sensibilité. Mais nous aimerions — bien que ce soit la première année, vous avez eu raison de le marquer, où le budget de la France est voté le 4 ou le 5 janvier au plus tard — nous aimerions, à la fin de l'année qui vient de commencer, pouvoir examiner le budget avec un peu plus de loisir, un peu plus de temps.

L'effort qui a été fait, vous l'avez constaté à la conférence des présidents quand vous y êtes venu, vous l'avez constaté en suivant les débats depuis dix jours, a été exceptionnel. Il l'a été pour les sénateurs, qui tous les jours, le matin, l'après-midi et la nuit, ont siégé.

Permettez-moi de dire qu'il a été considérable pour le personnel qui, vous le savez, n'est pas en très grand nombre et qui a fait preuve de son dévouement habituel.

Vous me permettrez également, messieurs, une fois n'est pas coutume, d'associer la presse à nos remerciements. Elle a suivi nos travaux d'une façon constante, et si, il y a quelques années, nous avons été, les uns et les autres, dans l'obligation d'élever parfois, je ne dis pas des protestations, mais quelques observations en raison d'une sorte de black-out qui était jeté sur les travaux du Conseil de la Répulbique, ou si vous voulez, d'une trop grande discrétion qui était observée dans les comptes rendus qu'elle faisait de ses travaux, nous devons au contraire, me semble-t-il — nous l'avons constaté tout au cours de l'année 1953 — rendre hommage à la presse du Conseil de la République qui a suivi nos travaux, je peux le dire, avec sympathie, qui en a rendu compte avec objectivité et qui, plus spécialement depuis deux mois, a mis sur le même pied, dans les comptes rendus, les deux Assemblées du Parlement. (*Applaudissements.*)

C'est une promotion à laquelle nous n'étions pas habitués. Raison de plus à la fois pour la noter et pour dire notre reconnaissance.

J'ai présidé beaucoup de vos séances depuis dix jours. J'ai entendu vos interventions, vos discours. Je ne prendrai pas ma revanche en vous en infligeant un autre. Laissez-moi encore vous remercier.

Puisque l'intersession est, hélas, très courte, je vous dis: à tout à l'heure, c'est à dire à quinze heures trente, pour la clôture de la session. (*Vifs applaudissements.*)

La séance est suspendue.

(*La séance, suspendue le mercredi 6 janvier 1954 à une heure, est reprise à quinze heures quarante-cinq minutes.*)

M. le président. La séance est reprise.

— 62 —

CLOTURE DE LA SESSION

M. le président. J'ai reçu de M. le président de l'Assemblée nationale la lettre suivante:

« Paris, le 6 janvier 1954.

« Monsieur le président,

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que, conformément à l'article 9 de la Constitution, j'ai déclaré close la session de l'Assemblée nationale pour 1953.

« Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Pour le président:

« *Le premier vice-président,*

« Signé: ANDRÉ LE TROQUER. »

En conséquence, conformément au troisième alinéa de l'article 9 de la Constitution, la clôture de la session du Conseil de la République doit être également prononcée.

— 63 —

ADOPTION DU PROCES-VERBAL

M. le président. Je vais mettre aux voix le procès-verbal de la précédente séance dont le compte rendu analytique a été imprimé et distribué.

Quelqu'un demande-t-il la parole ?...

M. Léo Hamon. Je demande la parole, monsieur le président.

M. le président. Sur le procès-verbal, la parole est à M. Léo Hamon.

M. Léo Hamon. Monsieur le président, mes chers collègues, me reportant au *Journal officiel* qui — avantage des séances prolongées — paraît ces jours-ci avant leur clôture, je lis page 3508, deuxième colonne, au 4e alinéa de la réponse de M. le ministre de l'intérieur dans la discussion générale du budget du ministère de l'intérieur, la phrase suivante:

« Mais M. Hamon lui-même a fait de son intervention que je n'attendais pas telle qu'elle s'est présentée, une nouvelle interpellation sur les incidents du 15 décembre. Alors que, à sa demande, j'allais m'apprêter à le féliciter de sa participation à quelques congrès internationaux, je me vois obligé et contraint de lui répondre sur les incidents qui se sont produits à Paris, qu'il ne s'étonne pas que le ton que je vais employer ne soit pas le même que celui que je m'apprêtais à avoir. »

Je ne doute pas que cette phrase ait été prononcée telle qu'elle et je suis persuadé que tous les mots en ont été effectivement articulés.

Mais, avec la même sincérité, j'affirme n'avoir pas entendu les trois mots « à sa demande »; et ayant fait appel au souvenir de deux collègues qui étaient mes voisins, je constate que ces mots ne sont pas davantage parvenus à leurs oreilles, ce qui s'explique sans doute par le fait que, pour quelques mots d'une phrase, l'acoustique peut être quelque peu différente selon les bancs.

Je n'avais aucune raison de protester contre la phrase telle que je l'avais entendue. Le propos de M. le ministre de l'intérieur de me féliciter marquait sa bienveillance. Son changement de ton était un usage irréprochable de sa liberté. Mais, par contre, si j'avais sollicité des félicitations, de M. le ministre de l'intérieur, j'aurais, me semble-t-il, manqué mes chers collègues, à l'indépendance qui est une des exigences de notre mandat parlementaire et, permettez-moi de le penser, une des habitudes auxquelles je m'efforce de me conformer. Par surcroît, en allant quêter des félicitations de la part de M. le ministre de l'intérieur que je me préparais à critiquer, j'aurais fait preuve d'un manque d'intelligence dont il n'y aurait vraiment pas eu lieu de me féliciter.

Voici donc à présent mon observation que je formule avec un retard dont je m'excuse. L'indication contenue dans les mots « à sa demande », est inexacte.

Je n'ai jamais demandé à M. le ministre de l'intérieur, ni ne lui ai fait demander, directement ou indirectement, de me féliciter de quoi que ce soit, j'en apporte ici l'assurance catégorique.

Je ne mets naturellement pas en cause la sincérité de M. le ministre. Il a fort bien pu commettre une erreur de mémoire, d'interprétation ou d'audition. Puisque je n'ai pas entendu des paroles qui, effectivement, ont été prononcées, il a pu, lui, croire avoir entendu des paroles qui, elles, n'avaient pas été prononcées.

Mais après m'être excusé de mon omission, il m'appartenait de rectifier une indication indue. C'est ce que je viens de faire. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation ?...

Le procès-verbal est adopté, sous les réserves d'usage.

Je déclare close la session de 1953 du Conseil de la République.

La séance est levée.

(*La séance est levée à quinze heures cinquante minutes.*)

Le Directeur du service de la sténographie du Conseil de la République,

CH. DE LA MORANDIÈRE.

Errata

au compte rendu in extenso *de la 2e séance du 31 décembre 1953.*

Intervention de M. Paul Gondjout.

Page 2478, 1re colonne, alinéa 3, avant-dernière ligne:

Au lieu de: « 1939 »,

Lire: « ... scellée depuis le 9 février 1839. »

Intervention de M. Paul Symphor.

Page 2650, 2e colonne, 10e ligne:

Au lieu de: « il se composait de neuf agents »,

Lire: « il se composait d'agents ».

Page 2651, 1re colonne, 39e ligne:

Au lieu de: « On avait trouvé un moyen terme en limitant à l'extrême le nombre des fonctionnaires et en ralentissant leur avancement... »,

Lire: « On avait trouvé un moyen terme en limitant à l'extrême le nombre des fonctionnaires, mais en n'en ralentissant pas leur avancement... ».

Même page, dernier paragraphe (4e ligne de ce dernier paragraphe):

Au lieu de: « Usez de vos moyens de contrôle pour empêcher cette libéralité excessive... »,

Lire: « Usez de vos moyens de contrôle pour empêcher toute libéralité excessive... ».

QUESTIONS ORALES

REMISES A LA PRESIDENCE DU CONSEIL DE LA REPUBLIQUE LE 31 DECEMBRE 1953

Application des articles 84 à 86 du règlement, ainsi conçus:

« Art. 84. — *Tout sénateur qui désire poser une question orale au Gouvernement en remet le texte au président du Conseil de la République, qui le communique au Gouvernement.*

« *Les questions orales doivent être sommairement rédigées et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés; sous réserve de ce qui est dit à l'article 87 ci-dessous, elles ne peuvent être posées que par un seul sénateur.*

« *Les questions orales sont inscrites sur un rôle spécial au fur et à mesure de leur dépôt.*

« Art. 85. — *Le Conseil de la République réserve chaque mois une séance pour les questions orales posées par application de l'article 84. En outre, cinq d'entre elles sont inscrites, d'office, et dans l'ordre de leur inscription au rôle, en tête de l'ordre du jour de chaque mardi.*

« *Ne peuvent être inscrites à l'ordre du jour d'une séance que les questions déposées huit jours au moins avant cette séance.*

« Art. 86. — *Le président appelle les questions dans l'ordre de leur inscription au rôle. Après en avoir rappelé les termes, il donne la parole au ministre.*

« *L'auteur de la question, ou l'un de ses collègues désigné par lui pour le suppléer, peut seul répondre au ministre; il doit limiter strictement ses explications au cadre fixé par le texte de sa question; ces explications ne peuvent excéder cinq minutes.*

« *Si l'auteur de la question ou son suppléant est absent lorsqu'elle est appelée en séance publique, la question est reportée d'office à la suite du rôle.*

« *Si le ministre intéressé est absent, la question est reportée à l'ordre du jour de la plus prochaine séance au cours de laquelle doivent être appelées des questions orales* ».

456. — 31 décembre 1953. — **M. Jean-Louis Tinaud** demande à **M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones** si les fonctionnaires des postes, télégraphes et téléphones avaient reçu du Gouvernement au mois d'août la promesse formelle d'une allocation spéciale, auquel cas le Gouvernement doit tenir ses engagements; ou si aucune promesse n'avait été faite, auquel cas le Gouvernement se doit d'intervenir d'urgence pour mettre de l'ordre dans un service dont l'arrêt, même partiel, cause un tort énorme en cette période de l'année à toutes les catégories sociales du pays.

QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DU CONSEIL DE LA REPUBLIQUE LE 31 DECEMBRE 1953

Application des articles 82 et 83 du règlement ainsi conçus:

« Art. 82. — *Tout sénateur qui désire poser une question écrite au Gouvernement en remet le texte au président du Conseil de la République, qui le communique au Gouvernement.*

« *Les questions écrites doivent être sommairement rédigées et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés; elles ne peuvent être posées que par un seul sénateur et à un seul ministre* ».

« Art. 83. — *Les questions écrites sont publiées à la suite du compte rendu* in extenso; *dans le mois qui suit cette publication, les réponses des ministres doivent également y être publiées.*

« *Les ministres ont toutefois la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse; ce délai supplémentaire ne peut excéder un mois.*

« *Toute question écrite à laquelle il n'a pas été répondu dans les délais prévus ci-dessus est convertie en question orale si son auteur le demande. Elle prend rang au rôle des questions orales à la date de cette demande de conversion* ».

EDUCATION NATIONALE

4719. — 31 décembre 1953. — **M. Robert Hoeffel** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que quelques établissements d'enseignement reconnus par décrets sont devenus en fait de véritables écoles publiques; que leur accès est ouvert à tous dans les seules limites d'un règlement établi par le ministre de l'éducation nationale, que c'est également ce ministère qui leur a fixé les programmes, la durée des études et les honoraires; que c'est lui qui organise et contrôle leurs concours et examens tant à l'entrée qu'en cours et en fin d'études, choisissant les sujets, désignant le jury commun national et arrêtant les listes d'admis; qu'ainsi il a dépossédé les fondateurs de toute initiative dans ce domaine ne leur laissant en définitive que la charge pécuniaire toujours plus lourde; et demande, dans ces conditions, étant en outre donné que l'Etat ne dispose pas d'établissements assurant la même formation, s'il est logique d'imposer encore aux collectivités créatrices une surchage de dépenses en vertu du décret 1080 du 17 août 1950 (*Journal officiel* du 2 septembre 1950). De plus, la situation financière de l'Etat ne semblant pas pouvoir lui permettre actuellement de relever lesdites collectivités de leurs charges pécuniaires, il lui demande également s'il ne serait pas indiqué, puisque lesdits établissements servent directement l'Etat qu'ils suppléent, soit de les soustraire à l'application dudit décret, soit, si cette solution se révèle impossible, que le ministère de l'éducation nationale prenne à sa charge le montant des sommes que réclament les organismes de sécurité sociale en application du décret précité; il resterait entendu que la liste des établissements pouvant bénéficier de la mesure envisagée serait arrêté par les ministres intéressés.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

4720. — 31 décembre 1953. — **M. Pierre Romani** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques:** 1° si un fonctionnaire ou assimilé, en retraite proportionnelle, peut être réintégré dans le cadre actif par décision ministérielle, sans que soit nécessaire pour cela une disposition législative ou un arrêté du conseil d'Etat; 2° si un fonctionnaire dégagé des cadres et placé en retraite proportionnelle, réunissant, grâce aux bonifications, un nombre d'annuités supérieur à celui exigé pour l'admission à la retraite d'ancienneté, a droit aux allocations familiales.

POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

4721. — 31 décembre 1953. — **M. Henri Maupoil** expose à **M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones** que le maire d'une commune rurale désirerait créer une boîte aux lettres supplémentaire, en prenant à sa charge la dépense correspondante; et demande si l'administration des postes, télégraphes et téléphones qui, de ce fait, n'a aucun crédit nouveau à engager pour le fonctionnement du service postal accru d'une levée de boîte aux lettres supplémentaire, peut s'opposer — malgré l'approbation de l'autorité de tutelle — à cette création.

TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME

4722. — 31 décembre 1953. — **M. André Southon** demande à **M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme** si les congés étant à valoir dans une entreprise du 1er juin au 31 mai de l'année suivante, un salarié de ladite entreprise peut bénéficier d'un billet populaire de congé annuel pour: *a*) un congé du 15 février 1952 au 23 février 1952, à valoir pour 1951; *b*) un congé du 27 juin 1952 au 6 juillet 1952, à valoir pour 1952.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

AFFAIRES ETRANGERES

4434. — **M. Michel Debré** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** s'il est possible de savoir où en est la négociation du projet de protocole maintenant aux militaires français stationnant en Allemagne un statut identique à celui des militaires anglais et américains. (*Question du 6 octobre 1953.*)

Réponse. — L'honorable sénateur voudra bien se reporter à la réponse qui a été faite au cours de la séance du 24 novembre 1953

du Conseil de la République (*J. O.*, débats n° 60, C. R. du 25 novembre, page 1379), à la question orale n° 432 qu'il avait posée à M. le ministre des affaires étrangères, question orale ayant le même objet.

AGRICULTURE

4565. — M. le ministre de l'agriculture fait connaître à **M. le président du Conseil de la République** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à cette question écrite posée le 5 novembre 1953, par M. Roger Duchet.

4637. — M. Jacques Beauvais demande à **M. le ministre de l'agriculture** si dans l'état actuel de la réglementation et, particulièrement, celle qui concerne la répartition du blé, un moulin reconstruit après incendie peut être remis en marche à n'importe quel moment, nonobstant l'inertie des services administratifs qualifiés et l'opposition systématique de quelques meuniers régionaux; si l'O. N. I. C. chargé de la distribution du blé peut alléguer une absence de programme de fabrication pour empêcher la production de farines faute de destination; si, à défaut de programme signifié, le meunier intéressé, ayant reçu du blé, peut cependant fabriquer ses farines, les mettre à la disposition de l'O. N. I. C. et en exiger le payement; comment sera indemnisé ce meunier du préjudice subi par lui par le maintien en attente sur place du personnel d'exploitation et par le payement des charges sociales et fiscales qui lui incombent depuis le 1er octobre 1953, alors qu'il avait régulièrement averti les services compétents, dès le 15 septembre 1953, de ses intentions de mise en marche. (*Question du 1er décembre* 1953.)

Réponse. — 1° Un moulin sinistré peut être remis en marche à n'importe quel moment et obtenir une attribution de blé, sur demande faite à la section départementale de l'Office national interprofessionnel des céréales (O. N. I. C.); 2° la section départementale précise, le cas échéant, les quantités de farine que le moulin peut expédier sur d'autres départements; 3° il appartient au meunier d'effectuer des livraisons par ses propres moyens, dans la limite des programmes à lui impartis. L'O. N. I. C. ne peut être tenu de recevoir et de payer les farines dont le placement n'a pu être effectué.

4656. — M. André Darmanthé attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** qui, dernièrement, a donné des précisions au cours d'une réunion à l'Assemblée nationale devant les parlementaires forestiers sur certains dégrèvements fiscaux en faveur de l'industrie forestière, portant sur la taxe à la production perçue sur les bois de sciage, taxe qui doit être réduite de 15,35 à 6,35 p. 100; lui signale que la crise frappe tout autant les producteurs de gemme que les producteurs de bois, et qu'il apparaît logique que la gemme, production agricole, doit bénéficier des mêmes mesures que celles accordées à l'industrie forestière; ajoute que la perte de recette pourrait être récupérée par une taxe sur les produits résineux importés sur le marché français, et lui demande, s'il ne serait pas possible de faire bénéficier les produits résineux de la même détaxe. (*Question du* 8 *décembre* 1953.)

Réponse. — La réduction de 15,35 à 6,35 p. 100 de la taxe à la production qui frappe la gemme et les produits résineux a été évoquée devant l'Assemblée nationale au cours de la discussion du budget de l'agriculture. Cette mesure fait actuellement l'objet d'études entre le ministère de l'agriculture et le ministère des finances. Quant à la proposition de compenser la perte de recette qui résulterait de son éventuelle application par une taxe sur nos importations de produits résineux, étant donné la faible importance des contingents ouverts en application des accords commerciaux conclus avec les pays exportateurs, il ne paraît pas que cette suggestion puisse être retenue. D'ailleurs les droits de douane à l'importation sur ces produits qui avaient été supprimés antérieurement ont été rétablis par un arrêté paru au *Journal officiel* du 1er avril 1953.

4657. — M. Claudius Delorme demande à **M. le ministre de l'agriculture:** 1° si les établissements d'enseignement agricole privés ont la possibilité de présenter leurs élèves aux examens de fin d'étude, sanctionnés par un diplôme officiel, correspondant au même niveau d'étude; 2° quelles sont, dans ce cas, les prescriptions auxquelles doivent se conformer les établissements ci-dessus mentionnés; 3° dans le cas où les réponses précédentes seraient négatives, si le Gouvernement prévoit l'utilisation de tous les techniciens agricoles, quelle que soit l'origine de leur formation et s'il pense qu'il serait utile d'assurer une émulation entre les différentes catégories d'enseignement. (*Question du* 8 *décembre* 1953.)

Réponse. — 1° Aux termes de l'article 8 de la loi provisoirement applicable du 5 juillet 1941, les élèves de l'enseignement libre agricole sont admis à subir les épreuves de l'examen pour l'obtention du diplôme d'études agricoles. Ce diplôme sanctionne l'enseignement donné au niveau des écoles régionales d'agriculture; 2° aucune candidature d'élève étranger aux écoles publiques n'ayant jusqu'ici été présentée, les conditions d'agrément de telles candidatures n'ont pas eu à être examinées. Cependant, dès l'année 1954 et à la faveur d'une réorganisation envisagée des modalités de l'examen, l'administration se propose d'établir des règles précises quant à la participation des candidats issus d'écoles d'agriculture privées; 3° il est précisé que l'accès à certains emplois techniques du ministère de l'agriculture est ouvert aux diplômés des écoles libres, soit parce qu'il n'exige aucun titre (adjoint technique du génie rural), soit parce qu'un des diplômes requis est le baccalauréat (ingénieurs des travaux agricoles).

EDUCATION NATIONALE

4615. — M. Ernest Pezet demande à **M. le ministre de l'éducation nationale:** 1° quel est, dans les établissements d'enseignement secondaire, le nombre des professeurs en exercice, titulaires du grade de docteur ès lettres ou ès sciences (doctorat d'Etat); 2° pourquoi les docteurs ès lettres ou ès sciences, membres de l'enseignement secondaire, se sont vu supprimer l'indemnité dite de « doctorat » qui était attachée à leur titre en 1949. (*Question du* 21 *novembre* 1953.)

Réponse. — 1° Au 15 novembre 1952 (résultat des dernières statistiques récapitulées) le nombre des fonctionnaires de l'enseignement du second degré en exercice, titulaires du grade de docteur d'Etat ès lettres ou ès sciences, s'élevait à 193. Les résultats pour l'année scolaire 1952-1953 ne sont pas encore connus; 2° conformément aux dispositions de l'article 31 du statut de la fonction publique, l'indemnité de doctorat dont bénéficiaient les docteurs d'Etat a été supprimée en application de l'article 4 du décret n° 48-d124 du 13 juillet 1948 instituant une majoration de reclassement en faveur des personnels de l'Etat. L'indemnité figurait en effet à l'annexe n° 2 du décret précité pour être d'abord réduite de 25 p. 100 à compter du 1er janvier 1948, puis de 50 p. 100 à partir du 1er janvier 1949, pour enfin être totalement supprimée à la fin du reclassement.

ETATS ASSOCIES

4590. — M. Luc Durand-Réville demande à **M. le secrétaire d'Etat chargé des relations avec les Etats associés** s'il est exact: 1° que les militaires originaires des communes de plein exercice du Sénégal, servant en Indochine, qui jusqu'au 31 juillet 1952, percevaient, lorsqu'ils ne pouvaient se faire accompagner de leur famille, une « indemnité familiale d'attente » au même titre que leurs camarades de la métropole et des départements d'outre-mer, soient aujourd'hui écartés du bénéfice de cette indemnité; 2° que les intéressés, nés sous le régime qui, du fait de leur naissance dans l'une des communes du Sénégal, leur octroyait automatiquement la qualité de citoyen français, n'aient pas la possibilité, comme les autochtones des autres territoires d'Afrique occidentale française et d'Afrique équatoriale française de solliciter la naturalisation française par jugement, exigée par la circulaire n° 9350 DIRGEINT/2/SOL, du 22 octobre 1952, du commandant en chef en Indochine pour pouvoir prétendre à l'indemnité en cause; il lui demande en conséquence s'il ne lui paraît pas souhaitable de prendre des dispositions pour éviter une telle discrimination, qui ne peut qu'atteindre le moral des intéressés. (*Question du* 17 *novembre* 1953.)

Réponse. — 1° Le bénéfice de l'indemnité familiale d'attente créée par l'arrêté interministériel du 29 novembre 1946 en faveur des seuls fonctionnaires employés et agents civils des cadres européens, en service dans les territoires d'outre-mer, a été étendu aux militaires à solde mensuelle français d'origine, en service en Indochine, par le décret n° 49-1621 du 28 décembre 1949. Ce dernier décret n'a fait que reprendre les dispositions restrictives de l'arrêté du 29 novembre 1946 en ce qui concerne la limitation des bénéficiaires de ladite indemnité. Aux termes de la réglementation actuellement en vigueur, les militaires originaires des communes de plein exercice du Sénégal, servant en Indochine, ne peuvent donc pas prétendre au bénéfice de l'indemnité familiale d'attente; 2° les originaires des communes de plein exercice du Sénégal sont citoyens français comme tous les ressortissants des autres territoires d'outre-mer. Ils peuvent être admis au statut civil de droit commun en renonçant à leur statut personnel. Mais le fait d'être admis au statut civil de droit commun n'ouvre pas, présentement, pour les ressortissants des territoires d'outre-mer, le droit à l'indemnité familiale d'attente puisque cette indemnité est réservée exclusivement aux militaires d'origine européenne. Des propositions, en vue d'admettre les militaires originaires des communes de plein exercice du Sénégal au bénéfice de ladite indemnité, ont, toutefois, été soumises par le département à la décision de M. le ministre des finances.

INTERIEUR

4496. — M. Gaston Chazette expose à **M. le ministre de l'intérieur** que dans une commune de moins de 5.000 habitants, un arrêté municipal pris en 1951 oblige au ravalement des immeubles tous les dix ans, que devant la mauvaise volonté du propriétaire un procès-verbal pourrait être dressé, mais que les tribunaux pourraient décider que ce ravalement peut être effectué seulement au cours de la dixième année, qu'ainsi la propreté de la commune risquerait d'être négligée pendant de nombreuses années; et lui demande, en conséquence, selon quelles modalités et sous quelle forme pourraient être prises des mesures susceptibles d'aboutir à des résultats plus rapides. (*Question du* 21 *juillet* 1953.)

Réponse. — Les arrêtés municipaux ordonnant aux propriétaires d'effectuer tous les dix ans le ravalement de la façade des immeubles leur appartenant, ne me paraissent pouvoir permettre l'engagement de poursuites à l'encontre des propriétaires défaillants que dix ans après leur publication. Toutefois, en application des lois du 5 avril 1884, 21 juin 1898 et 15 février 1902 les maires ont le pouvoir de

contraindre les propriétaires à faire cesser les inconvénients qui, dans l'immédiat pourraient résulter pour la sécurité ou la salubrité publique de l'inexécution de certains ravalements. J'ajoute qu'en vue d'encourager les initiatives privées en ce domaine la commission nationale d'amélioration de l'habitat a décidé sur l'initiative de mon collègue de la reconstruction et du logement, d'adresser prochainement aux commissions départementales les instructions nécessaires pour que les travaux de ravalement puissent désormais faire l'objet d'un concours plus libéral du fonds national d'amélioration de l'habitat.

RECONSTRUCTION ET LOGEMENT

4606. — M. Claude Lemaître demande à **M. le ministre de la reconstruction et du logement** les raisons pour lesquelles la loi n° 53-683 du 6 août 1953 n'a pas encore reçu ses textes d'application, ce qui paraît étonnant quand on sait que le Gouvernement avait insisté, en particulier auprès du Conseil de la République, sur l'urgence qui s'attachait au vote et à l'application rapides de ce texte; il lui signale la scandaleuse spéculation sur les terrains à laquelle on assiste en ce moment de la part de ceux qui redoutent l'application de cette loi; et lui demande dans quelles conditions financières les collectivités locales pourront exproprier des terrains qui auront fait l'objet de mutations récentes à un taux spéculatif. (*Question du 20 novembre 1953.*)

Réponse. — 1° Le règlement d'administration publique à prendre pour l'application de la loi n° 53-683 du 6 août 1953 est déjà soumis au conseil d'Etat et sera publié incessamment; 2° il ne semble pas que l'attente de ce règlement d'administration publique ait pu provoquer une hausse injustifiée du prix des terrains. D'ailleurs les collectivités locales disposent depuis la loi du 7 février 1953, article 12 (§ 2) de la possibilité d'exproprier les terrains à bâtir en vue de lotissements communaux ou départementaux. Il leur appartenait d'en faire usage au mieux des circonstances locales; 3° les commissions arbitrales d'évaluation ont le pouvoir — et le devoir — de fixer le montant des indemnités d'expropriation « sans tenir compte de la hausse spéculative, même constatée par des actes de vente », ainsi que le précise l'article 45 (*in fine*) du décret du 8 août 1953, relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME

1550. — M. Yvon Coudé du Foresto demande à **M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme:** 1° pourquoi la loi du 19 août 1950, n° 50-1010, impliquant l'affiliation du personnel des entreprises des transports routiers à la caisse autonome mutuelle des retraités (C. A. M. R.) n'est pas encore effective; 2° pourquoi les retraités tributaires de ladite C. A. M. R. n'ont pas encore touché la subvention devant compenser le rajustement découlant de la loi du 17 septembre 1947, rajustement que n'a pas subi cette catégorie de retraités. (*Question du 27 octobre 1953.*)

Réponse. — 1° La loi n° 50-1010 du 19 août 1950 n'est pas encore entrée en application parce que les difficultés réelles que son application présentait n'ont pas permis de mettre au point un projet de règlement d'administration publique susceptible de recueillir l'adhésion des départements ministériels intéressés. Toutes explications ont d'ailleurs été données au Parlement à cet égard lorsque la question y a été évoquée; 2° en tout état de cause, l'un des objectifs de cette loi était d'assurer l'équilibre financier de la caisse autonome mutuelle de retraites des petits cheminots et de lui permettre d'accorder à ses tributaires la péréquation de leurs pensions. Or, l'Assemblée nationale a adopté à cette fin, au cours de sa troisième séance du 12 décembre 1953 (art. 10 du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, pour l'exercice 1954), des dispositions qui prescrivent la revalorisation, à compter du 1er janvier 1954, des pensions des petits cheminots retraités.

ANNEXES AU PROCES-VERBAL

DE LA

2e séance du jeudi 31 décembre 1953.

SCRUTIN (N° 184)

Sur l'ensemble de l'article 1er et de l'état A du budget des finances pour l'exercice 1954 (I. — Charges communes).

Nombre des votants	306
Majorité absolue	154
Pour l'adoption	235
Contre	71

Le Conseil de la République a adopté.

Ont voté pour :

MM.		
Abel-Durand.	Louis André.	Baratgin.
Ajavon.	Philippe d'Argenlieu.	Bardon-Dumarzid.
Alric.	Robert Aubé.	Charles Barret (Haute-Marne).
	Augarde.	
Bataille.	Bénigne Fournier (Côte-d'Or).	Charles Morel.
Beauvais.	Gaston Fourrier (Niger).	Motais de Narbonne.
Bels	Fousson.	Léon Muscatelli.
Benchiha Abdelkader.	de Fraissinette.	Novat.
Benhabyles Cherif.	Jacques Gadoin.	Jules Olivier.
Georges Bernard	Gaspard.	Hubert Pajot.
Jean Bertaud (Seine).	Gatuing	Paquirissamypoullé.
Jean Berthoin.	Julien Gautier.	Parisot.
Biatarana.	Etienne Gay.	Pascaud
Boisrond.	de Geoffre.	François Patenôtre.
Jean Boivin-Champeaux.	Giacomoni.	Paumelle.
Raymond Bonnefous.	Giauque.	Pellenc.
Bordeneuve.	Gilbert-Jules.	Perdereau.
Borgeaud.	Gondjout.	Georges Pernot.
Pierre Boudet.	Hassen Gouled.	Perrot-Migeon.
Boudinot.	Grassard.	Peschaud.
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).	Robert Gravier.	Ernest Pezet.
Bouquerel.	Jacques Grimaldi.	Piales.
Bousch.	Louis Gros.	Pidoux de La Maduère.
André Boutemy.	Hartmann.	Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Boutonnat.	Hoeffel.	Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Brizard	Houcke.	Pinton.
Martial Brousse.	Houdet.	Marcel Plaisant.
Charles Brune (Eure-et-Loir).	Louis Ignacio-Pinto.	Pluit.
Julien Brunhes (Seine).	Yves Jaouen.	Plazanet.
Bruyas.	Alexis Jaubert.	Alain Poher.
Capelle.	Jézéquel.	Poisson.
Mme Marie-Hélène Cardot.	Josse.	de Pontbriand.
Jules Castellani.	Jozeau-Marigné.	Gabriel Puaux.
Frédéric Cayrou.	Kalb.	Rabouin.
Chambriard.	Kalenzaga.	Radius.
Chapalain.	Koessler.	de Raincourt.
Chastel.	Jean Lacaze.	Ramampy.
Robert Chevalier (Sarthe).	Lachèvre.	Razac.
Paul Chevallier (Savoie).	de Lachomette.	Restat
de Chevigny.	Georges Laffargue.	Réveillaud.
Claireaux.	Henri Lafleur.	Reynouard.
Claparède.	de La Gontrie.	Rivière.
Clavier.	Ratijaona Laingo.	Paul Robert.
Clerc.	Landry.	Rochereau.
Colonna.	René Laniel.	Rogier.
Henri Cordier.	Laurent-Thouverey.	Romani.
Henri Cornat.	Le Basser.	Rotinat.
André Cornu.	Le Bot.	Marc Rucart.
Coudé du Foresto.	Leccia.	François Ruin.
Coupigny.	Le Digabel.	Marcel Rupied.
Courroy.	Robert Le Guyon.	Sahoulba Gontchomé.
Mme Crémieux.	Lelant.	Saller.
Michel Debré.	Le Léannec.	Satineau.
Jacques Debû-Bridel.	Marcel Lemaire.	François Schleiter.
Mme Marcelle Delabie.	Claude Lemaître.	Schwartz.
Delalande.	Le Sassier-Boisauné.	Sclafer.
Claudius Delorme.	Emilien Lieutaud.	Séné.
Delrieu.	Liot	Yacouba Sido.
Deutschmann.	Litaise.	Raymond Susset.
Mme Marcelle Devaud.	Lodéon.	Tamzali Abdennour.
Mamadou Dia.	Longchambon.	Gabriel Tellier.
Jean Doussot.	Longuet.	Ternynck.
Driant.	Mahdi Abdallah.	Tharradin.
René Dubois	Georges Maire.	Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Roger Duchet.	Malécot.	Jean-Louis Tinaud.
Dulin.	Gaston Manent.	Henry Torrès.
Charles Durand (Cher)	Marcilhacy.	Diongolo Traore.
Jean Durand (Gironde).	Jean Maroger.	Amédée Valeau.
Durand-Réville.	Maroselli.	Vandaele.
Enjalbert.	Jacques Masteau.	Henri Varlot.
Yves Estève.	de Maupeou.	Vauthier.
Ferhat Marhoun.	Henri Maupoil.	de Villoutreys.
Fléchet.	Georges Maurice.	Voureh.
Pierre Fleury.	de Menditte.	Voyant.
	Menu.	Wach.
	Michelet.	Maurice Walker.
	Milh.	Michel Yver.
	Marcelle Molle.	Joseph Yvon.
	Monichon.	Zafimahova.
	Monsarrat.	Zéle.
	de Montalembert.	Zussy.
	de Montullé.	

Ont voté contre :

MM.		
Assaillit.	Chaintron.	Mme Yvonne Dumont (Seine).
Auberger.	Champeix.	Dupic.
Aubert.	Gaston Charlet.	Durieux.
de Bardonnèche.	Chazette.	Dutoit.
Henri Barré (Seine).	Chochoy.	Perrant.
Jean Bène.	Pierre Commain.	Franceschi.
Berlioz.	Courrière.	Jean Geoffroy.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).	Darmanthé.	Mme Girault.
Bozzi.	Dassaud.	Grégory.
Brettes.	Léon David.	Hauriou.
Nestor Calonne.	Denvers.	Louis Lafforgue.
Canivez	Paul-Emile Descomps.	Albert Lamarque.
Carcassonne.	Amadou Doucouré.	Lamousse.
	Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône)	Lasalarié.

Léonetti.
Waldeck L'Huillier.
Jean Malonga.
Georges Marrane.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Mamadou M'Bodje.
Méric.
Minvielle.
Montpied.
Marius Moutet.
Namy.
Naveau
Arouna N'Joya.
Charles Okala.
Alfred Paget.
Pauly.
Péridier.
Général Petit.
Pic.
Primet.
Ramette.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Vanrullen.
Verdeille.

S'est abstenu volontairement :

M. Armengaud.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Pierre Bertaux (Soudan).
Coulibaly Ouezzin.
Florisson.
Haïdara Mahamane.
Léo Hamon.
Le Gros.
Mostefaï El-Hadi.
Teisseire.

Absent par congé :

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote :

M. René Coty, élu Président de la République.
M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, et Mme Gilberte Pierre-Brossolette, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de:

Nombre des votants	309
Majorité absolue	155
Pour l'adoption	237
Contre	72

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 185)

Sur les amendements (nos 12 et 16) de MM. Primet et Courrière tendant à rétablir l'article 11 du budget des finances pour l'exercice 1954 (I. — Charges communes).

Nombre des votants	303
Majorité absolue	152
Pour l'adoption	94
Contre	209

Le Conseil de la République n'a pas adopté.

Ont voté pour :

MM.
Ajavon.
Assaillit.
Auberger.
Aubert.
Augarde.
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Jean Bène.
Berlioz.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Bozzi.
Brettes.
Nestor Calonne.
Canivez.
Carcassonne.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Chaintron.
Champeix.
Gaston Charlet
Chazette.
Chochoy.
Claireaux.
Clerc.
Pierre Commin.
Courrière
Darmanthé.
Dassaud.
Léon David.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Mamadou Dia.
Amadou Doucouré.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Durieux.
Dutoit.
Ferrant.
Fousson.
Franceschi.
Jean Geoffroy.
Glauque.
Mme Girault.
Gondjout.
Grégory.
Hauriou.
Louis Ignacio-Pinto.
Kalenzaga.
Louis Lafforgue.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Lasalarié.
Le Gros.
Léonetti.
Waldeck L'Huillier.
Jean Malonga.
Georges Marrane.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson
Mamadou M'Bodje.
Menu.
Méric.
Minvielle.
Montpied.
Marius Moutet.
Namy.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Charles Okala.
Alfred Paget.
Pauly.
Péridier.
Général Petit.
Pic.
Primet.
Ramette.
Alex Roubert.
Emile Roux.
François Ruin.
Sailer.
Yacouba Sido.
Sokdani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Diongolo Traore.
Vanrullen.
Verdeille.
Vourc'h.
Voyant.
Maurice Walker.
Zafimahova.
Zéle.

Ont voté contre :

MM.
Abel-Durand.
Alric.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Armengaud.
Robert Aubé.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Beauvais.
Bels
Benchiha Abdelkader.
Benhabyles Cherif.
Georges Bernard.
Jean Bertaud (Seine).
Jean Berthoin.
Biatarana.
Boisrond.
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Borgeaud.
Pierre Boudet.
Boudinot.
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Boutonnat.
Brizard.
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Julien Brunhes (Seine).
Bruyas.
Capelle.
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chambriard.
Chastel.
Robert Chevalier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Claparède.
Clavier.
Colonna.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
Coudé du Foresto.
Coupigny.
Courroy.
Mme Crémieux.
Michel Debré.
Jacques Debû-Bridel.
Mme Marcelle Delabie.
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud.
Dian Doussot.
Driant
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulin.
Charles Durand (Cher).
Jean Durand (Gironde).
Durand-Réville.
Enjalbert.
Yves Estève.
Ferhat Marhoun.
Fléchet.
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
de Fraissinette.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Galuing.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Giacomoni.
Gilbert Jules.
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Jacques Grimaldi.
Louis Gros.
Hartmann.
Hoeffel.
Houcke.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Kalb.
Koessler.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Henri Lafleur.
de La Gontrie.
Ralijaona Laingo.
Landry.
René Laniel.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot
Leccia.
Le Digabel
Robert Le Guyon.
Lelant.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Claude Lemaître.
Le Sassier-Boisauné.
Emilien Lieutaud.
Liot.
Litaise.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Madhi Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
Maroselli.
Jacques Masteau.
de Maupeou.
Henri Maupoil.
Georges Maurice.
de Menditte.
Michelet.
Milh.
Marcel Molle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
de Montullé.
Charles Morel.
Motais de Narbonne.
Léon Muscatelli.
Novat.
Jules Olivier.
Hubert Pajot.
Paquirissamypoullé.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Paumelle.
Pellenc.
Perdereau.
Georges Pernot.
Perrot-Migeon.
Peschaud.
Ernest Pezet.
Piales.
Pidoux de la Maduère.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Plazanet.
Alain Poher.
Poisson.
de Pontbriand.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.
Ramampy.
Restat.
Réveillaud.
Reynouard.
Riviérez.
Paul Robert.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat.
Marc Rucart.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé.
Satineau.
Schwartz.
Sclafer.
Séné.
Raymond Susset.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.
Ternynck.
Tharradin.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Henri Varlot.
Vaulhier.
de Villoutreys.
Wach.
Michel Yver.
Joseph Yvon.
Zussy.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Pierre Bertaux (Soudan).
Chapalain.
André Cornu.
Coulibaly Ouezzin.
Florisson.
Haïdara Mahamane.
Léo Hamon.
Houdet.
Yves Jaouen.
Mostefaï El-Hadi.
Razac.
François Schleiter.

Absent par congé :

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote :

M. René Coty, élu Président de la République.

M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, et Mme Gilberte Pierre-Brossolette, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants	309
Majorité absolue	155
Pour l'adoption	97
Contre	212

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 186)

Sur l'amendement (n° 2) de M. Durand-Réville à l'article 2, état B, du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1954.

Nombre des votants	300
Majorité absolue	151
Pour l'adoption	199
Contre	101

Le Conseil de la République a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Abel-Durand.
Ajavon.
Alric.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Robert Aubé.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Bels.
Benchiha Abdelkader.
Benhabyles Cherif.
Georges Bernard.
Jean Bertaud (Seine).
Jean Berthoin.
Bialarana.
Boisrond.
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Borgeaud.
Boudinot.
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Boutonnat.
Brizard.
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Julien Brunhes (Seine).
Bruyas.
Capelle.
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chambriard.
Chapalain.
Chastel.
Robert Chevalier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Claparède.
Clavier.
Colonna.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
Coupigny.
Courroy.
Mme Crémieux.
Michel Debré.
Jacques Debû-Bridel.
Mme Marcelle Delabie.
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud.
Mamadou Dia.
Jean Doussot.
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulin.
Charles Durand (Cher).
Jean Durand (Gironde).
Durand-Réville.
Enjalbert.
Yves Estève.
Ferhat Marhoun.
Fléchet.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
Fousson.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Giacomoni.
Gilbert Jules.
Gondjout.
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Jacques Grimaldi.
Louis Gros.
Hartmann.
Hoeffel.
Héucke.
Louis Ignacio-Pinto.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Kalb.
Kalenzaga.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Henri Lafleur.
de La Gontrie.
Ralijaona Laingo.
Landry.
René Laniel.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Le Digabel.
Le Gros.
Robert Le Guyon.
Lelant.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Claude Lemaitre.
Le Sassier-Boisauné.
Liot.
Litaise.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
Maroselli.
Jacques Masteau.
de Maupeou.
Henri Maupoil.
Georges Maurice.
Michelet.
Milh.
Marcel Molle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
le Montullé.
Charles Morel.
Jules Olivier.
Hubert Pajot.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Paumelle.
Pellenc.
Perdereau.
Georges Pernot.
Perrot-Migeon.
Peschaud.
Piales.
Pidoux de La Maduère.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Piait.
Plazanet.
de Pontbriand.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
Ramampy.
Restat.
Réveillaud.
Reynouard.
Riviérez.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat.
Marc Rucart.
Sahoulba Gontchomé
Saller.
Satineau.
Schwartz.
Sclafer.
Séné
Yacouba Sido.
Raymond Susset.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.
Ternynck.
Tharradin.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Diongolo Traore.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Henri Varlot.
de Villoutreys.
Vourc'h.
Michel Yver.
Zafimahova.
Zéle.
Zussy.

Ont voté contre :

MM.
Armengaud.
Assaillit.
Auberger.
Aubert.
Augarde.
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Jean Bène.
Berlioz.
Pierre Boudet.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Bozzi.
Brettes.
Nestor Calonne.
Canivez.
Carcassonne.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Chaintron.
Champeix.
Gaston Charlet.
Chazette.
Chochoy.
Claireaux.
Clerc.
Pierre Commin.
Coudé du Foresto.
Courrière.
Darmanthé.
Dassaud.
Léon David.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Amadou Doucouré.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Durieux.
Duloit.
Ferrant.
Franceschi.
Gaiuing.
Jean Geoffroy.
Giauque.
Mme Girault.
Grégory.
Léo Hamon.
Hauriou.
Yves Jaouen.
Koessler.
Louis Lafforgue.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Lasalarié.
Léonetti.
Waldeck L'Huillier.
Jean Malonga.
Georges Marrane.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Mamadou M'Bodje.
de Menditte.
Menu.
Méric.
Minvielle.
Montpied.
Motais de Narbonne.
Marius Moutet.
Namy.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Novat.
Charles Okala.
Alfred Paget.
Paquirissamypoullé.
Pauly.
Péridier.
Général Petit.
Ernest Pezet.
Pic.
Alain Poher.
Poisson.
Primet.
Ramette.
Razac.
Paul Robert.
Alex Roubert.
Emile Roux.
François Ruin.
Marcel Rupied.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Vanrullen.
Vaulhier.
Verdeille.
Voyant.
Wach.
Maurice Walker.
Joseph Yvon.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Beauvais.
Pierre Berlaux (Soudan).
André Corr .
Coulibaly Ouezzin.
Driant.
Pierre Fleury.
Florisson.
de Fraissinette.
Haidara Mahamane.
Houdet.
Emilien Lieutaud.
Mostefaï El-Hadi.
Léon Muscatelli.
de Raincourt.
François Schleiter.

Absent par congé :

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote :

M. René Coty, élu Président de la République.

M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, et Mme Gilberte Pierre-Brossolette, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants	310
Majorité absolue	156
Pour l'adoption	205
Contre	105

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 187)

Sur l'amendement (n° 12) de M. Georges Marrane à l'article 47 du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1954.

Nombre des votants..... 310
Majorité absolue..... 156

Pour l'adoption..... 72
Contre 238

Le Conseil de la République n'a pas adopté.

Ont voté pour :

MM.
Assaillit.
Auberger.
Aubert.
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Jean Bène.
Berlioz.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Bozzi.
Brettes.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette.
Nestor Calonne.
Canivez.
Carcassonne.
Chaintron.
Champeix.
Gaston Charlet.
Chazette.
Chochoy.
Pierre Commin.
Courrière.
Darmanthé.
Dassaud.
Léon David.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Amadou Doucouré.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Durieux.
Dutoit.
Ferrant.
Franceschi.
Jean Geoffroy.
Mme Girault.
Grégory.
Hauriou.
Louis Lafforgue.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Lasalarié.
Léonetti.
Waldeck L'Huillier.
Jean Malonga.
Georges Marrane.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Mamadou M'Bodje.
Méric.
Minvielle.
Montpied.
Marius Moutet.
Namy.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Charles Okala.
Alfred Paget.
Pauly.
Péridier.
Général Petit.
Pic.
Primet.
Ramette.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Vanrullen.
Verdeille.

Ont voté contre :

MM.
Abel-Durand
Ajavon.
Alric.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Armengaud.
Robert Aubé.
Augarde
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Beauvais.
Bels.
Benchiha Abdelkader
Benhabyles Cherif.
Georges Bernard.
Jean Berlaud, Seine.
Jean Berthoin.
Biatarana.
Poisrond.
Jean Boivin-Champeaux
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Borgeaud.
Pierre Boudet.
Boudinot.
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Boutonnat.
Brizard.
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Julien Brunhes (Seine).
Bruyas.
Capelle.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chambriard.
Chapalain.
Chastel.
Robert Chevalier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Claireaux.
Claparède.
Clavier.
Clerc.
Colonna.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
André Cornu.
Coudé du Foresto.
Coupigny.
Courroy.
Mme Crémieux.
Michel Debré.
Jacques Debû-Bridel.
Mme Marcelle Delabie.
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud.
Mamadou Lia.
Jean Doussot.
Driant.
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulin.
Charles Durand (Cher).
Jean Durand (Gironde).
Durand-Réville.
Enjalbert.
Yves Estève.
Ferhat Marhoun.
Fléchet.
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
Fousson.
de Fraissinette.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Gatuing.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Giacomoni.
Giauque.
Gilbert Jules.
Gondjout.
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Jacques Grimaldi.
Louis Gros.
Léo Hamon.
Hartmann.
Hoeffel.
Houcke.
Houdet.
Louis Ignacio-Pinto.
Yves Jaouen.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Kalb.
Kalenzaga.
Koessler.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Henri Lafleur.
de La Gontrie.
Ralijaona Laingo.
Landry.
René Laniel.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Le Digabel.
Le Gros.
Robert Le Guyon.
Lelant.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Claude Lemaître.
Le Sassier-Boisauné.
Emilien Lieutaud.
Liot.
Litaise.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
Maroselli.
Jacques Masteau.
de Maupeou.
Henri Maupoil.
Georges Maurice.
de Menditte.
Menu.
Michelet.
Milh.
Marcel Molle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
de Montullé.
Charles Morel.
Motais de Narbonne.
Léon Muscatelli.
Novat.
Jules Olivier.
Hubert Pajot.
Paquirissamypoullé.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Paumelle.
Pellenc.
Perdereau.
Georges Pernot.
Perrot-Migeon.
Peschaud.
Piales.
Pidoux de La Maduère.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Plazanet.
Alain Poher.
Poisson.
de Ponbriand.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.
Ramampy.
Razac.
Restat.
Réveillaud.
Reynouard.
Riviérez.
Paul Robert.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat.
Marc Rucart.
François Ruin.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé.
Sallier.
Satineau.
François Schleiter.
Schwartz.
Sclafer.
Séné.
Yacouba Sido.
Raymond Susset.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.
Ternynck.
Tharradin.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Diongolo Traore.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Henri Varlot.
Vauthier.
de Villoutreys.
Vourc'h.
Voyant.
Wach.
Maurice Walker.
Michel Yver.
Joseph Yvon.
Zafimahova.
Zéle.
Zussy.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Pierre Bertaux (Soudan).
Coulibaly Ouezzin.
Florisson.
Haïdara Mahamane.
Mostefaï El-Hadi.

Absent par congé :

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote :

M. René Coty, élu Président de la République.
M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, et M. Ernest Pezet, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de:

Nombre des votants..... 312
Majorité absolue..... 157

Pour l'adoption..... 71
Contre 241

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 188)

Sur l'ensemble de l'avis sur le projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1954

Nombre des votants..... 307
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République..... 160

Pour l'adoption..... 235
Contre 72

Le Conseil de la République a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Abel-Durand.
Ajavon.
Alric.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Armengaud.
Robert Aubé.
Augarde.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Beauvais.
Bels.
Benchiha Abdelkader.
Benhabyles Cherif.
Georges Bernard.
Jean Berlaud (Seine).

Jean Berthoin.
Biatarana.
Boisrond.
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Borgeaud.
Pierre Boudet.
Boudinot.
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Boutonnat.
Brizard.
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Julien Brunhes (Seine).
Bruyas.
Capelle.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chambriard.
Chapalain.
Chastel.
Robert Chevalier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Claireaux.
Claparède.
Clavier.
Clerc.
Colonna.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
Coudé du Foresto.
Coupigny.
Courroy.
Mme Crémieux.
Michel Debré.
Jacques Debû-Bridel.
Mme Marcelle Delabie.
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud.
Mamadou Dia.
Jean Doussot.
Driant.
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulin.
Charles Durand (Cher).
Jean Durand (Gironde).
Durand-Réville.
Enjalbert.
Estève.
Ferhat Marhoun.
Fléchet.
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
Fousson.
de Fraissinette.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Gatuing.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Giacomoni.
Giauque.
Gilbert Jules.
Gondjout.
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Jacques Grimaldi.
Louis Gros.
Léo Hamon.
Hartmann.
Hoeffel.
Houcke.
Louis Ignacio-Pinto.
Yves Jaouen.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Kalb.
Kalenzaga.
Koessler.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Henri Lafleur.
de La Gontrie.
Ralijaona Laingo.
Landry.
René Laniel.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Le Digabel.
Le Gros.
Robert Le Guyon.
Lelant.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Claude Lemaître.
Le Sassier-Boisauné.
Emilien Lieutaud.
Liot.
Litaise.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
Maroselli.
Jacques Masteau.
de Maupeou.
Henri Maupoil.
Georges Maurice.
de Menditte.
Menu.
Michelet.
Milh.
Marcel Molle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
de Montullé
Charles Morel.
Motais de Narbonne.
Léon Muscatelli.
Novat.
Jules Olivier.
Hubert Pajot.
Paquirissamypoullé.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Paumelle.
Pellenc.
Perdereau.
Georges Pernot.
Perrot-Migeon.
Peschaud.
Piales.
Pidoux de La Maduère.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Plazanet.
Alain Poher.
Poisson.
de Pontbriand.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.
Ramampy.
Razac.
Restat.
Réveillaud.
Reynouard.
Riviérez.
Paul Robert.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat.
Marc Rucart.
François Ruin.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé.
Sallier.
Satineau.
Schwartz.
Sclafer.
Séné.
Yacouba Sido.
Raymond Susset.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.
Ternynck.
Tharradin.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Diongolo Traore.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Henri Varlot.
Vauthier.
de Villoutreys.
Vourc'h.
Voyant.
Wach.
Maurice Walker.
Michel Yver.
Joseph Yvon.
Zafimahova.
Zéle.
Zussy.

Ont voté contre :

MM.
Assaillit.
Auberger.
Aubert.
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Jean Bène.
Berlioz
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Bozzi.
Brettes.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette.
Nestor Calonne.
Canivez.
Carcassonne.
Chaintron.
Champeix.
Gaston Charlet.
Chazette.
Chochoy.
Pierre Commin.
Courrière.
Darmanthé.
Dassaud.
Léon David.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Amadou Doucouré.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Durieux.
Duloit.
Ferrant.
Franceschi.
Jean Geoffroy.
Mme Girault.
Grégory.
Hauriou.
Louis Lafforgue.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Lasalarié.
Léonetti.
Waldeck L'Huillier.
Jean Malonga.
Georges Marrane.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Mamadou M'Bodje.
Méric.
Minvielle.
Montpied.
Marius Moutet.
Namy.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Charles Okala.
Alfred Paget.
Pauly.
Péridier.
Général Petit.
Pic.
Primet.
Ramette.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Vanrullen.
Verdeille.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Pierre Bertaux (Soudan).
André Cornu.
Coulibaly Ouezzin.
Florisson.
Haidara Mahamane.
Houdet.
Mostefaï El-Hadi.
François Schleiter.

Absent par congé :

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote :

M. René Coty, élu Président de la République.
M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, et M. Ernest Pezet, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de:

Nombre des votants..... 308
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République..... 160

Pour l'adoption..... 237
Contre 71

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 189)

Sur la première partie de l'amendement (n° 2) *de M. Robert Aubé à l'article* 5 *du budget des affaires économiques pour l'exercice* 1954 (*Remplacement du taux de* 0,50 *p.* 100 *par le taux de* 0,75 *p.* 100 *pour la taxe d'encouragement à la production textile*).

Nombre des votants..... 292
Majorité absolue..... 147

Pour l'adoption..... 161
Contre 131

Le Conseil de la République a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Ajavon.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Robert Aubé.
Augarde.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
Bataille.
Beauvais.
Bels.
Benchiha Abdelkader.
Benhabyles Cherif.
Georges Bernard.
Boisrond.
Jean Boivin-Champeaux.
Bordeneuve.
Borgeaud.
Boudinot.
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Bouquerel.
Bousch
André Boutemy.
Boutonnat.
Brizard.
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Capelle.
Jules Castellani.
Chambriard.
Chapalain.
Chastel.
Robert Chevalier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
Claireaux.
Clavier.
Colonna.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
Coupigny.
Mme Crémieux.
Michel Debré.
Mme Marcelle Delabie.
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Mamadou Dia.
Jean Doussot.
René Dubois.
Dulin.
Charles Durand (Cher).
Durand-Réville.
Enjalbert
Yves Estève.
Ferhat Marhoun.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
Fousson.
de Fraissinette.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Gatuing.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Giacomoni.
Gilbert-Jules.
Gondjout.
Hassen Gouled.
Grassard.
Jacques Grimaldi.
Léo Hamon.
Houcke.
Louis Ignacio-Pinto.
Yves Jaouen.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Kalenzaga.
Lachèvre.
de Lachomette.
Henri Lafleur.
de La Gontrie.
Ralijaona Laingo.
Landry.
René Laniel.
Laurent-Thouverey.
Le Bot.
Leccia.

Le Digabel.
Le Gros.
Robert Le Guyon.
Lelant.
Le Léannec.
Claude Lemaître.
Le Sassier-Boisauné.
Liot
Litaise.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Malécot.
Gaston Manent.
Maroselli.
Jacques Masteau.
Georges Maurice.
Milh.
Marcel Molle.
Monichon.
de Montalembert.
de Montullé.
Charles Morel.
Motais de Narbonne.
Jules Olivier.
Paquirissamypoullé.
Paumelle.
Pellenc.
Perdereau.
Perrot-Migeon.
Peschaud.
Piales.
Pidoux de La Maduère.
Pinton.
Marcel Plaisant.
Poisson.
de Pontbriand.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Ramampy.
Razac.
Restat
Réveillaud.
Reynouard.
Riviérez.
Romani.
Rotinat.
Marc Rucart.
Sahoulba Gontchomé.
Saller.
Satineau.
Sclafer.
Séné.
Yacouba Sido.
Raymond Susset.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.
Ternynck.
Tharradin.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Diongolo Traore.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Vauthier.
Vourc'h.
Maurice Walker.
Michel Yver.
Joseph Yvon.
Zafimahova.
Zéle.

Ont voté contre :

MM.
Abel-Durand.
Alric.
Armengaud.
Assaillit.
Auberger.
Aubert.
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Charles Barret (Haute-Marne).
Jean Bène.
Jean Bertaud (Seine).
Jean Berthoin.
Biatarana.
Raymond Bonnefous.
Pierre Boudet.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Bozzi.
Brettes.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette.
Julien Brunhes (Seine).
Bruyas.
Canivez.
Carcassonne.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Frédéric Cayrou.
Champeix.
Gaston Charlet.
Chazette.
de Chevigny.
Chochoy.
Claparède.
Clerc.
Pierre Commin.
André Cornu.
Coudé du Foresto.
Courrière.
Courroy
Darmanthé.
Dassaud.
Jacques Debû-Bridel.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud.
Amadou Doucouré.
Driant.
Roger Duchet.
Jean Durand (Gironde).
Durieux.
Ferrant.
Fléchet.
Pierre Fleury.
Jean Geoffroy.
Giauque.
Robert Gravier.
Grégory.
Louis Gros.
Hartmann.
Hauriou.
Hoeffel.
Houdet.
Kalb.
Koessler.
Jean Lacaze.
Georges Laffargue.
Louis Lafforgue.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Lasalarié.
Le Basser.
Léonetti.
Emilien Lieutaud.
Georges Maire.
Jean Malonga.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
de Maupeou.
Henri Maupoil.
Mamadou M'Bodje.
de Menditte.
Menu.
Méric.
Michelet.
Minvielle.
Monsarrat.
Montpied.
Marius Moutet.
Léon Muscatelli.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Novat.
Charles Okala.
Alfred Paget.
Hubert Pajot.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Pauly.
Péridier.
Georges Pernot.
Pic.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Plait.
Alain Poher.
Radius.
de Raincourt.
Paul Robert.
Rochereau.
Rogier.
Alex Roubert.
Emile Roux.
François Ruin.
Marcel Rupied.
François Schleiter.
Schwartz.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Vanrullen.
Henri Varlot.
Verdeille.
de Villoutreys.
Voyant.
Wach.
Zussy.

Se sont abstenus volontairement :

MM.
Berlioz.
Nestor Calonne.
Chaintron.
Léon David.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Dutoit.
Franceschi.
Mme Girault.
Waldeck L'Huillier.
Georges Marrane.
Namy.
Général Petit.
Primet.
Ramette.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Pierre Berlaux (Soudan).
Coulibaly Ouezzin.
Florisson.
Haïdara Mahamane.
Marcel Lemaire.
Mostefaï El-Hadi.
Plazanet.

Absent par congé :

M. Franck-Chanto.

N'ont pas pris part au vote :

M. René Coty, élu Président de la République.

M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, et M. Ernest Pezet, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants..... 292
Majorité absolue..... 147

Pour l'adoption..... 169
Contre 123

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

Dans le présent scrutin : MM. Bardon-Damarzid, Gaspard, Landry, Maroselli, Perrot-Migeon, Pinton et Reynouard, portés comme ayant voté « pour », déclarent avoir voulu voter « contre ».

SCRUTIN (N° 190)

Sur l'ensemble de l'avis sur le budget des affaires économiques pour l'exercice 1954.

Nombre des votants..... 305
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République..... 160

Pour l'adoption..... 233
Contre 72

Le Conseil de la République a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Abel-Durand.
Ajavon.
Alric.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Robert Aubé.
Augarde.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Beauvais.
Bels.
Benchiha Abdelkader.
Benhabyles Cherif.
Georges Bernard.
Jean Bertaud (Seine).
Jean Berthoin.
Biatarana.
Boisrond.
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Borgeaud.
Pierre Boudet.
Boudinot.
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Boutonnat.
Brizard.
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Julien Brunhes (Seine).
Bruyas.
Capelle.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chambriard.
Chapalain.
Ghastel.
Robert Chevalier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Claireaux.
Claparède.
Clavier.
Clerc.
Colonna.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
André Cornu.
Coupigny.
Courroy.
Mme Crémieux.
Michel Debré.
Jacques Debû-Bridel.
Mme Marcelle Delabie.
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud.
Mamadou Dia.
Jean Doussot.
Driant.
Rene Dubois.
Roger Duchet.
Dulin.
Charles Durand (Cher).
Jean Durand (Gironde).
Durand-Réville.
Enjalbert.
Yves Estève
Ferhat Marhoun.
Fléchet
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
Fousson.
de Fraissinette.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Galuing.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Giacomoni.
Giauque.
Gilbert-Jules.
Gondjout.
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Jacques Grimaldi.
Louis Gros.
Léo Hamon.
Hartmann.
Hoeffel.
Houcke.
Houdet.
Louis Ignacio-Pinto.
Yves Jaouen.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Josse
Jozeau-Marigné.
Kalb
Kalenzaga.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Henri Lafleur.
de La Gontrie.
Ralijaona Laingo.
Landry.
René Laniel.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Le Digabel.
Le Gros.
Robert Le Guyon.
Lelant.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Claude Lemaître.
Le Sassier-Boisauné.
Emilien Lieutaud.
Liot.
Litaise.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Jean Maroger.

Maroselli.
Jacques Masteau.
de Maupeou.
Henri Maupoil.
Georges Maurice.
de Menditte.
Menu.
Michelet.
Milh.
Marcelle Molle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
de Montullé.
Charles Morel.
Motais de Narbonne.
Léon Muscatelli.
Novet.
Jules Olivier.
Hubert Pajot.
Paquirissamypoullé.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Paumelle.
Pellenc
Perdereau.
Georges Pernot.
Perrot-Migeon.
Peschaud.
Piales.
Pidoux de La Maduère.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Plazanet.
Poisson.
de Pontbriand.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.
Ramampy.
Razac.
Restat.
Réveillaud.
Reynouard.
Riviérez.
Paul Robert.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat
Marc Rucart.
François Ruin.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé.
Saller.
Satineau.
François Schleiter.
Schwartz.
Sclafer.
Séné.
Yacouba Sido.
Raymond Susset.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.
Ternynck.
Tharradin.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Diongolo Traore.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Henri Varlot.
Vauthier.
de Villoutreys.
Vourc'h.
Voyant.
Maurice Walker.
Michel Yver.
Joseph Yvon.
Zafimahova.
Zéle
Zussy.

Ont voté contre:

MM.
Assaillit.
Auberger.
Aubert.
de Bardonnèche
Henri Barré (Seine).
Jean Bène.
Berlioz.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Bozzi.
Brettes.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette.
Nestor Calonne.
Canivez.
Carcassonne.
Chaintron.
Champeix.
Gaston Charlet.
Chazette.
Chochoy.
Pierre Commin.
Courrière.
Darmanthé.
Dassaud.
Léon David.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Amadou Doucouré.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Durieux.
Dutoit
Ferrant.
Franceschi.
Jean Geoffroy.
Mme Girault.
Grégory.
Hauriou.
Louis Lafforgue.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Lasalarié.
Léonetti.
Waldeck L'Huillier.
Jean Malonga.
Georges Marrane.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Mamadou M'Bodje.
Méric.
Minvielle.
Montpied.
Marius Moutet.
Namy.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Charles Okala.
Alfred Paget.
Pauly.
Péridier.
Général Petit.
Pic.
Primet.
Ramette.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Vanrullen.
Verdeille.

Se sont abstenus volontairement:

MM.
Armengaud.
Coudé du Foresto.
Koessler.
Main Poher.
Wach.

N'ont pas pris part au vote:

MM.
Pierre Berlaux (Soudan).
Coulibaly Ouezzin.
Florisson.
Haïdara Mahamane.
Mostefaï El-Hadi.

Absent par congé :

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote:

M. René Coty, élu Président de la République.

M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, et M. Ernest Pezet, qui présidait la séance:

Les nombres annoncés en séance avaient été de:

Nombre des votants	310
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République	160
Pour l'adoption	237
Contre	73

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 191)

Sur l'amendement (n° 5) de M. Estève à l'article 23 du projet de loi de finances pour l'exercice 1954.

Nombre des votants	297
Majorité absolue	149
Pour l'adoption	265
Contre	32

Le Conseil de la République a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Ajavon.
Alric.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Assaillit.
Robert Aubé.
Auberger.
Aubert.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Beauvais.
Bels
Benchiha Abdelkader.
Jean Bène.
Benhabyles Cherif.
Berlioz
Georges Bernard.
Jean Berlaud (Seine).
Jean Berthoin.
Biatarana.
Boisrond.
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Boudinot.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Bozzi.
Brettes.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette.
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Julien Brunhes (Seine).
Bruyas.
Nestor Calonne.
Canivez.
Carcassonne.
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chaintron
Chambriard.
Champeix.
Charalain.
Gaston Charlet.
Chastel.
Chazette.
Robert Chevalier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Chochoy.
Claparède.
Clavier.
Colonna.
Pierre Commin.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
Coudé du Foresto.
Coupigny.
Courrière.
Courroy.
Mme Crémieux.
Darmanthé.
Dassaud.
Léon David.
Michel Debré.
Mme Marcelle Delabie
Delalande.
Claudius Delorme.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Deutschmann.
Mamadou Dia.
Amadou Doucouré.
Jean Doussot.
Driant.
Roger Duchet.
Dulin.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Charles Durand (Cher).
Jean Durand (Gironde).
Durand-Réville.
Durieux.
Dutoit.
Yves Estève.
Fehrat Marhoun.
Ferrant.
Fléchet.
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
Fousson.
de Fraissinette.
Franceschi.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Julien Gautier.
de Geoffre.
Jean Geoffroy.
Giacomoni.
Giauque.
Gilbert-Jules.
Mme Girault.
Gondjout.
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Grégory.
Jacques Grimaldi.
Louis Gros.
Hartmann.
Hauriou.
Hoeffel.
Houcke.
Louis Ignacio-Pinto.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Kalb.
Kalenzaga.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Louis Lafforgue.
Henri Lafleur.
de La Gontrie.
Ralijaona Laingo.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Landry.
René Laniel.
Lasalarié.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Le Digabel.
Le Gros.
Robert Le Guyon.
Lelant.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Claude Lemaître.
Léonetti.
Le Sassier-Boisauné.
Waldeck L'Huillier.
Emilien Lieutaud.
Liot
Litaise
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Jean Malonga.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
Maroselli
Georges Marrane.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Jacques Masteau.
de Maupeou.
Henri Maupoil.
Georges Maurice.
Mamadou M'Bodje.
Méric.
Michelet.
Milh.
Minvielle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
Montpied.
de Montullé.
Charles Morel.
Marius Moutet.
Léon Muscatelli.
Namy.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Charles Okala.
Jules Olivier.
Alfred Paget.
Hubert Pajot.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Pauly.
Paumelle.
Pellenc.
Perdereau.
Péridier.
Georges Pernot.
Perrot-Migeon.
Peschaud.
Général Petit.
Piales.
Pic.
Pidoux de La Maduère.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Plazanet.
de Pontbriand.
Primet.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.

de Raincourt.
Ramampy.
Ramette.
Restat.
Réveillaud.
Reynouard.
Riviérez.
Paul Robert.
Rotinat.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Marc Rucart.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé.
Saller.
Satineau.
Schwartz.
Sclafer.
Séné.
Yacouba Sido.
Soldani.
Southon.
Raymond Susset.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.
Ternynck.
Tharradin.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Diongolo Traore.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Vanrullen.
Henri Varlot.
Verdeille.
Michel Yver.
Zafimahova.
Zéle.
Zussy.

Ont voté contre :

MM.
Armengaud.
Borgeaud.
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Boutonnat.
Brizard.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Claireaux.
Clerc.
Jacques Debû-Bridel.
Delrieu.
Mme Marcelle Devaud.
Enjalbert.
Gaiuing.
Etienne Gay.
Léo Hamon.
Koessler.
de Menditte.
Menu.
Motais de Narbonne.
Paquirissamypoulé.
Ernest Pezet.
Alain Poher.
Poisson.
Razac.
Rogier.
François Ruin.
Vauthier.
de Villoutreys.
Vourc'h.
Voyant.
Wach.
Maurice Walker.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Abel-Durand.
Augarde.
Pierre Berlaux (Soudan).
Pierre Boudet.
Capelle.
André Cornu.
Coulibaly Ouezzin.
René Dubois.
Florisson.
Haïdara Mahamane.
Houdet.
Yves Jaouen.
Marcel Molle.
Mostefaï El-Hadi.
Novat.
Rochereau.
Romani.
François Schleiter.
Joseph Yvon.

Absent par congé :

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote :

M. René Coty, élu Président de la République.
M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République.

Les nombres annoncés en séance avaient été de:

Nombre des votants..... 304
Majorité absolue..... 153

Pour l'adoption..... 269
Contre 35

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 192)

Sur les amendements (nos 26 et 45) de MM. Primet et Robert Le Guyon tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée nationale pour l'article 24 du projet de loi de finances pour l'exercice 1954.

Nombre des votants..... 275
Majorité absolue..... 138

Pour l'adoption..... 189
Contre 86

Le Conseil de la République a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Abel-Durand.
Ajavon.
Philippe d'Argenlieu.
Assaillit.
Auberger.
Aubert.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Bels.
Jean Bène.
Berlioz.
Georges Bernard.
Jean Berthoin.
Biatarana.
Boisrond.
Bordeneuve.
Pierre Boudet.
Boudinot.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Bouquerel.
Bousch.
Boutonnat.
Bozzi.
Brettes.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette.
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Nestor Calonne.
Canivez.
Carcassonne.
Frédéric Cayrou.
Chaintron.
Chambriard.
Champeix.
Chapalain.
Gaston Charlet.
Chazette.
Robert Chevalier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Chochoy.
Clerc.
Colonna.
Pierre Commin.
Coudé du Foresto.
Courrière.
Courroy.
Darmanthé.
Dassaud.
Léon David.
Michel Debré.
Mme Marcelle Delabie.
Claudius Delorme.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Mamadou Dia.
Amadou Doucouré.
Jean Doussot.
René Dubois.
Dulin.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Charles Durand (Cher).
Durieux.
Duloit.
Yves Estève.
Ferrant.
Fousson.
de Fraissinette.
Franceschi.
Jacques Gadoin.
Julien Gautier.
de Geoffre.
Jean Geoffroy.
Giacomoni.
Giauque.
Gilbert-Jules.
Mme Girault.
Gondjout.
Grassard.
Robert Gravier.
Grégory.
Jacques Grimaldi.
Hauriou.
Hoeffel.
Louis Ignacio-Pinto.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Kalb.
Kalenzaga.
Koessler.
Jean Lacaze.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Louis Lafforgue.
de La Gontrie.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Landry.
Lasalarié.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Le Digabel.
Le Gros.
Robert Le Guyon.
Marcel Lemaire.
Claude Lemaître.
Léonetti.
Waldeck L'Huillier.
Litaise.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Malécot.
Jean Malonga.
Gaston Manent.
Maroselli.
Georges Marrane.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Jacques Masteau.
Henri Maupoil.
Georges Maurice.
Mamadou M'Bodje.
Méric.
Minvielle.
Monsarrat.
Montpied.
Charles Morel.
Marius Moutet.
Namy.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Charles Okaia.
Alfred Paget.
Pauly.
Paumelle.
Pellenc.
Perdereau.
Péridier.
Perrot-Migeon.
Général Petit.
Pic.
Pidoux de La Maduère.
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
de Pontbriand.
Primet.
Rabouin.
Radius.
Ramampy.
Ramette.
Restat.
Réveillaud.
Reynouard.
Rotinat.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Marc Rucart.
François Ruin.
Saller.
Satineau.
Sclafer.
Yacouba Sido.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Tamzali Abdennour.
Gabriel Tellier.
Tharradin.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Diongolo Traore.
Amédée Valeau.
Vanrullen.
Henri Varlot.
Verdeille.
Vourc'h.
Voyant.
Joseph Yvon.
Zafimahova.
Zéle.
Zussy.

Ont voté contre :

MM.
Alric.
Louis André.
Armengaud.
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Benchiha Abdelkader.
Benhabyles Cherif.
Jean Bertaud (Seine).
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnefous.
Borgeaud.
André Boutemy.
Brizard.
Julien Brunhes (Seine).
Bruyas.
Capelle.
Chastel.
Claparède.
Clavier.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
André Cornu.
Coupigny.
Mme Crémieux.
Jacques Debû-Bridel.
Delalande.
Delrieu.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud.
Roger Duchet.
Jean Durand (Gironde).
Enjalbert.
Ferhat Marhoun.
Fléchet.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaspard.
Etienne Gay.
Hassen Gouled.
Louis Gros.
Hartmann.
Houcke.
Houdet.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Lachèvre.
Henri Lafleur.
Ralijaona Laingo.
René Laniel.
Lelant.
Le Léannec.
Le Sassier-Boisauné.
Liot.
Madhi Abdallah.
Georges Maire.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
de Maupeou.
Michelet.
Milh.
Monichon.
de Montalembert.
de Montullé.
Hubert Pajot.
Parisot.
François Patenôtre.
Georges Pernot.
Peschaud.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Plait.
de Raincourt.
Riviérez.
Paul Robert.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé.
François Schleiter.
Schwartz.
Raymond Susset.
Ternynck.
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Vandaele.
de Villoutreys.
Michel Yver.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Robert Aubé.
Augarde.
Beauvais.
Pierre Bertaux (Soudan).
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Mme Marie-Hélène Cardot.
Jules Castellani.
Claireaux.
Coulibaly Ouezzin.
Driant.
Durand-Réville.
Pierre Fleury.
Florisson.
Gaston Fourrier (Niger).
Gatuing.
Haïdara Mahamane.
Léo Hamon.
Yves Jaouen.
Emilien Lieutaud.
de Menditte.
Menu.
Marcel Molle.
Mostefaï El-Hadi.
Motais de Narbonne.
Léon Muscatelli.
Novat.
Jules Olivier.
Paquirissamypoullé.
Pascaud.
Ernest Pezet.
Piales.
Plazanet.
Alain Poher.
Poisson.
Gabriel Puaux.
Razac.
Séné.
Teisseire.
Vauthier.
Wach.
Maurice Walker.

Absent par congé :

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote :

M. René Coty, élu Président de la République.
M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République.

Les nombres annoncés en séance avaient été de:

Nombre des votants..... 274
Majorité absolue..... 138

Pour l'adoption..... 195
Contre 79

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 193)

Sur l'ensemble de l'avis sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1954.

Nombre des votants..... 299
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République..... 160

Pour l'adoption..... 222
Contre 77

Le Conseil de la République a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Abel-Durand.
Ajavon.
Alric.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Robert Aubé.
Augarde.
Baratgin.
Bardon-Damarzid
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Beauvais.
Bels.
Benchiha Abdelkader.
Benhabyles Cherif.
Georges Bernard.
Jean Berthoin.
Biatarana
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Borgeaud.
Pierre Boudet.
Boudinot.
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Brizard.
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Julien Brunhes (Seine).
Bruyas.
Capelle.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chambriard.
Chapalain.
Chastel.
Robert Chevalier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Claireaux.
Claparède.
Clavier.
Clerc.
Colonna.
Henri Cordier.
Henri Cornat.
André Cornu.
Coudé du Foresto.
Coupigny.
Courroy.
Mme Crémieux.
Michel Debré.
Mme Marcelle Delabie.
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Mamadou Dia.
Jean Doussot.
Driant
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulin.
Charles Durand (Cher).
Jean Durand (Gironde).
Durand-Réville.
Enjalbert.
Yves Estève.
Ferhat Marhoun.
Fléchet.
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
Fousson.
de Fraissinette.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Gatuing.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Giacomoni.
Giauque.
Gilbert-Jules.
Gondjout
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Jacques Grimaldi.
Louis Gros.
Hartmann.
Hoeffel.
Houcke.
Houdet
Louis Ignacio-Pinto.
Yves Jaouen.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Josse.
Jozeau-Marigné.
Kalb.
Kalenzaga.
Koessler.
Jean Lacaze.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Henri Lafleur.
de La Gontrie.
Ralijaona Laingo.
Landry.
René Laniel.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Le Digabel.
Le Gros.
Lelant.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Claude Lemaître.
Le Sassier-Boisauné.
Emilien Lieutaud.
Liot.
Litaise.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Jean Maroger.
Maroselli.
Jacques Masteau.
de Maupeou.
Henri Maupoil.
Georges Maurice.
de Menditte.
Menu.
Milh.
Marcel Molle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
de Montullé.
Charles Morel.
Motais de Narbonne.
Léon Muscatelli.
Novat.
Jules Olivier.
Hubert Pajot.
Paquirissamypoullé.
Parisot.
François Patenôtre.
Paumelle.
Perdereau.
Georges Pernot.
Perrot-Migeon.
Peschaud
Ernest Pezet.
Piales.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Poisson.
de Pontbriand.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.
Ramampy.
Razac
Restat.
Réveillaud.
Reynouard.
Riviérez.
Paul Robert.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat.
Marc Rucart
François Ruin.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé.
Saller.
Satineau.
François Schleiter.
Schwartz.
Sclafer.
Séné
Yacouba Sido.
Raymond Susset.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.
Ternynck.
Tharradin
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Jean-Louis Tinaud.
Diongolo Traore.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Henri Varlot.
Vauthier.
de Villoutreys.
Vourc'h.
Voyant.
Wach.
Maurice Walker.
Michel Yver.
Joseph Yvon.
Zafimahova.
Zéle.
Zussy.

Ont voté contre :

MM.
Assaillit.
Auberger.
Aubert.
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Jean Bène.
Berlioz.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Boutonnat.
Bozzi.
Brettes.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette.
Nestor Calonne.
Canivez.
Carcassonne.
Chaintron.
Champeix.
Gaston Charlet.
Chazette.
Chochoy.
Pierre Commin.
Courrière.
Darmanthé.
Dassaud.
Léon David.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Amadou Doucouré.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Durieux.
Dutoit.
Ferrant.
Franceschi
Jean Geoffroy.
Mme Girault.
Grégory.
Hauriou.
Lachèvre.
Louis Lafforgue.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Lasalarié.
Léonetti.
Waldeck L'Huillier.
Jean Malonga.
Georges Marrane.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Mamadou M'Bodje.
Méric.
Minvielle.
Montpied.
Mostefaï El-Hadi.
Marius Moutet.
Namy.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Charles Okala.
Alfred Paget.
Pauly.
Péridier.
Général Petit.
Pic.
Pidoux de La Maduère.
Alain Poher.
Primet.
Ramette.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Vanrullen.
Verdeille.

Se sont abstenus volontairement :

MM.
Armengaud.
Léo Hamon.
Robert Le Guyon.
Pellenc.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Jean Bertaud (Seine).
Pierre Bertaux (Soudan).
Boisrond.
Coulibaly Ouezzin.
Jacques Debû-Bridel.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud.
Florisson.
Haïdara Mahamane.
Michelet.
Pascaud.
Plazanet.
Henry Torrès.

Absent par congé :

M. Franck-Chante.

N'ont pas pris part au vote :

M. René Coty, élu Président de la République.

M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République.

Les nombres annoncés en séance avaient été de:

Nombre des votants	309
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République	160
Pour l'adoption	224
Contre	85

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

Rectifications

au compte rendu in extenso *de la 2e séance du jeudi 31 décembre 1953.*
(*Journal officiel* du 1er janvier 1954.)

Dans le scrutin (n° 189) sur la première partie de l'amendement (n° 2) de M. Robert Aubé à l'article 5 du budget des affaires économiques pour l'exercice 1954 (remplacement du taux de 0,50 p. 100 par le taux de 0,75 p. 100 pour la taxe d'encouragement à la production textile):

MM. Benchiha Abdelkader, Benhabyles Cherif, Georges Bernard, Borgeaud, Paul Chevallier, de la Gontrie, Litaise et Mahdi Abdallah, portés comme ayant voté « pour », déclarent avoir voulu voter « contre ».

Dans le scrutin (n° 191) sur l'amendement (n° 5) de M. Estève à l'article 23 du projet de loi de finances pour l'exercice 1954:

MM. Henri Barré et Jean Geoffroy, portés comme ayant voté « pour », déclarent avoir voulu voter « contre ».

M. Charles Brune et Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, portés comme ayant voté « pour », déclarent avoir voulu « s'abstenir volontairement ».

Dans le scrutin (n° 192) sur les amendements (nos 26 et 45) de MM. Primet et Robert Le Guyon tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée nationale pour l'article 24 du projet de loi de finances pour l'exercice 1954:

M. Charles Brune et Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, portés comme ayant voté « pour », déclarent avoir voulu « s'abstenir volontairement ».

Dans le scrutin (n° 193) sur l'ensemble de l'avis sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1954:

Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, portée comme ayant voté « pour », déclare avoir voulu voter « contre ».

PRIX : 65 FRANCS

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.